Le Grand Conseil du canton de Berne

Der Grosse Rat des Kantons Bern

Session de novembre 2015

16.11.2015 - 26.11.2015

Programme de la session

Légende

Modes de délibération :

DI	débat libre
Do	débat organisé
Dr	débat réduit
Pé	procédure écrite

Commissions :

CFin	Commission des finances
CGes	Commission de gestion
CJus	Commission de justice
CIRE	Commission des institutions politiques et des relations extérieures
CFor	Commission de la formation
CSoc	Commission de la santé et des affaires sociales
CIAT	Commission des infrastructures et de l'aménagement du territoire
CSéc	Commission de la sécurité

Table des matières

	Page
Grand Conseil	2
Chancellerie d'Etat CHA	2
Direction de la police et des affaires militaires POM	2 – 4
Direction des finances FIN (délibération des points 15 et 16 à partir du lundi 23 novembre 2015, 13 h 30)	4 + 5
Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie TTE	5 + 6
Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale SAP	6 – 8
Direction de l'instruction publique INS	8 + 9
Direction de l'économie publique ECO	9 + 10
Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques JCE	10 - 12
Elections	12
Recours en grâce	12
Interpellations	12 – 15
Questions	16

Préparé par le Secrétariat général de la Chancellerie d'Etat du canton de Berne 03.11.2015 / info.gs@sta.be.ch

No	No de l'affaire -	Titre de l'affaire	Type d'affaire	Organe / - Commission -	Proposition	Délibération	Remarques	Rapporteur Rapporteuse
Grand Conseil								
1	2015.RRGR.1002 -	Commission de gestion interparlementaire (CGIP) de l'Ecole intercantonale de police de Hitzkirch (EIPH). Rapport 2014	Rapport	CSéc		Dr	Proposition de la CSéc: prise de connaissance	Hadorn
Chancellerie d'Etat								
2	2015.RRGR.774 -	Contrôle des finances; conclusion d'une convention de prestations pour les années 2016 - 2019	Autres affaires	CFin	Approbation	DI -	Proposition commune du CE et de la CFin	Iseli
3	2015.RRGR.302 -	084-2015 Knutti (Weissenburg, UDC) Adhésion du canton à la CGCA Motion ayant valeur de directive -	Motion		Rejet	Dr		
4	2015.RRGR.628 -	183-2015 Lanz (Thun, UDC) Introduction d'un frein à la réglementation	Postulat -		Rejet	DI		
Direction de la police et des affaires militaires								
5	2015.POM.249 -	Office de la privation de liberté et des mesures d'encadrement (OPLE); introduction d'un nouveau système de gestion des détenus. Crédits d'engagement 2016-2018 et 2016-2020; crédit d'objet; autorisation de dépenses	Demande de crédit	CFin		DI	Référendum financier facultatif	Haas
6	2015.POM.172 -	Subventions du canton de Berne en faveur de la transformation du château de Berthoud	Demande de crédit	CSéc		DI	Référendum financier facultatif	Grimm
7	2015.POM.257	Réalisation des motions et des postulats de la Direction de la police et des affaires militaires. Prolongation des délais 2015	Prolongation du délai d'exécution	CFin		Dr		Imboden

No	No de l'affaire	Titre de l'affaire	Type d'affaire	Organe / Commission	Proposition	Délibération	Remarques	Rapporteur Rapporteuse
8	2015.RRGR.322	101-2015 - Seiler (Trubschachen, Les Verts) - Politique de l'asile et de l'intégration: il faut agir!	Motion		Vote point par point Chiffre 1: adoption et classement Chiffre 2: adoption sous forme de postulat Chiffre 3: adoption sous forme de postulat Chiffre 4: adoption et classement	DI		
9	2015.RRGR.876	222-2015 Urgente Brunner (Hinterkappelen, PS) Hébergement des réfugiés dans les communes du canton - de Berne: nouvelles options -	Motion		Adoption sous forme de postulat	DI		
10	2015.RRGR.874	220-2015 Urgente - PS-JS-PSA (Brunner, Hinterkappelen) - Accueil des réfugiés: mise en place d'un système d'incitation pour les communes	Motion		Adoption sous forme de postulat	DI		
11	2015.RRGR.878	224-2015 Urgente UDC (Knutti, Weissenburg) Gérer correctement les charges et les coûts de l'asile	Motion		Rejet	DI		
12	2015.RRGR.877	223-2015 Urgente UDC (Gschwend-Pieren, Lyssach) Asile: mettre un terme aux abus et protéger ceux qui en ont besoin	Motion		Rejet	DI		
13	2015.RRGR.875	221-2015 Urgente Brunner (Hinterkappelen, PS) L'aide d'urgence est par la force des choses de courte durée	Motion		Rejet	DI		

No	No de l'affaire -	Titre de l'affaire	Type d'affaire	Organe / - Commission -	Proposition	Délibération	Remarques	Rapporteur Rapporteuse
14	2015.RRGR.625	181-2015 - Les Verts (Sancar, Bern) - Halte à la privatisation des tâches de police	Motion -		Vote point par point Chiffre 1: adoption sous forme de postulat Chiffre 2: adoption sous forme de postulat Chiffre 3: adoption et classement Chiffre 4: adoption et classement Chiffre 5: adoption	DI		

Direction des finances

15	2015.RRGR.140	Budget 2016 (canton et Justice)	Budget et plan intégré mission-financement	CFin CJus	Approbation	DI	Proposition du Conseil-exécutif	Iseli Gygax-Böninger
16	2015.RRGR.140	Plan intégré mission-financement 2017-2019 (canton et Justice)	Budget et plan intégré mission-financement	CFin CJus	Approbation	DI	Proposition du Conseil-exécutif	Iseli Gygax-Böninger
17	2015.RRGR.420	Loi sur le Fonds des distributions du bénéfice de la BNS (LFBNS)	Loi	CFin		DI	1re lecture	Iseli
18	2015.RRGR.141 -	050-2015 Schnegg (Champoz, UDC) Pour une utilisation cohérente des montants versés par la - BNS au canton de Berne -	Motion		Rejet	DI	Réponse commune Délibération groupée	
19	2015.RRGR.316 -	097-2015 Messerli-Weber (Nidau, PEV) Affecter systématiquement les bénéfices de la Banque nationale à la réduction de la dette	Motion		Rejet	DI	Réponse commune Délibération groupée	
20	2015.RRGR.440	Rapport de gestion 2014, rapports spéciaux, chapitre 1.3 "Direction de l'économie publique: classement de motions, postulats et mandats"	Rapport	CFin	Approbation	DI	Proposition du Conseil-exécutif	Stucki
21	2015.RRGR.756 -	Assurance collective pour indemnités journalières en cas de maladie du canton de Berne. Crédit d'engagement	Demande de crédit	CFin		DI	Référendum financier facultatif	Burkhalter

No	No de l'affaire -	Titre de l'affaire	Type d'affaire	Organe / - Commission -	Proposition	Délibération	Remarques	Rapporteur Rapporteuse
22	2015.RRGR.796 -	Réalisation des motions et des postulats de la Direction des finances. Prolongation des délais 2015	Prolongation du délai d'exécution	CFin		Dr		Burkhalter
23	2015.RRGR.632	185-2015 Machado Rebmann (Bern, LAVerte) Salaires des patrons des entreprises parapubliques	Motion		Rejet	Dr		
24	2015.RRGR.307 -	088-2015 Gasser (Bévilard, PSA) Apprenti-e-s francophones dans l'administration cantonale - Motion ayant valeur de directive -	Motion		Rejet	Dr		

Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie

25	2015.RRGR.802 -	Stratégie énergétique 2006 du canton de Berne. Rapport à l'intention du Grand Conseil sur la mise en œuvre de la stratégie et les effets des mesures 2011 – 2014 ainsi que sur les nouvelles mesures 2015 – 2018	Rapport	CIAT	Prise de connaissance	DI	Proposition du Conseil-exécutif Délibération groupée	Trüssel
26	2014.RRGR.867 -	156-2014 PBD (Etter, Treiten) Révision de la Stratégie énergétique	Motion		Rejet	DI	Reportée de la session de mars Délibération groupée	
27	2015.RRGR.759 -	Crédit-cadre 2016 pour les locations cantonales urgentes	Demande de crédit	CIAT		DI	Référendum financier facultatif	Mentha
28	2015.RRGR.760 -	Crédit-cadre 2016-2018 pour les mesures de protection contre le bruit le long des routes cantonales	Demande de crédit	CIAT		DI	Référendum financier facultatif	Dumermuth
29	2015.RRGR.801 -	Délais de réalisation des motions et des postulats de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie. Prolongation des délais 2015	Prolongation du délai d'exécution	CFin		Dr		Pfister

No	No de l'affaire -	Titre de l'affaire	Type d'affaire	Organe / - Commission -	Proposition	Délibération	Remarques	Rapporteur Rapporteuse
30	2015.RRGR.365	119-2015 - Luginbühl-Bachmann (Krattigen, PBD) - Intégrer les enseignements tirés des projets de construction à l'étude des projets futurs	Motion -		Adoption et classement	DI		
31	2015.RRGR.495	137-2015 Machado Rebmann (Bern, LAVerte) Zone agricole de Riedbach: pas d'ateliers du BLS	Motion		Rejet	DI	Réponse commune Délibération groupée	
32	2015.RRGR.547	146-2015 Krähenbühl (Unterlangenegg, UDC) Entretien des véhicules: collaboration de BLS et des CFF	Motion -		Vote point par point Chiffre 1: adoption sous forme de postulat Chiffre 2: rejet	DI	Réponse commune Délibération groupée	
33	2015.RRGR.565	151-2015 Knutti (Weissenburg, UDC) Rien que du bois suisse dans les bâtiments cantonaux	Motion -		Rejet	DI		
34	2015.RRGR.571 -	156-2015 Brand (Münchenbuchsee, UDC) Garantie de la propriété: renoncer à l'introduction du MoPEC	Motion -		Vote point par point Chiffre 1: rejet Chiffre 2: adoption et classement	DI		
35	2015.RRGR.590	171-2015 Hofmann (Bern, PS) Bâtiments cantonaux et places de stationnement	Motion -		Rejet	DI		
36	2015.RRGR.637	190-2015 Daetwyler (Saint-Imier, PS) Parcs naturels régionaux et transports publics	Postulat -		Rejet	DI		

Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale

37	2014.RRGR.11112 -	Arrêté du Grand Conseil concernant l'initiative législative sur les sites hospitaliers et le contre-projet de modification de la loi sur les soins hospitaliers (LSH)	Loi	CSoc		DI		Bhend

No	No de l'affaire	Titre de l'affaire	Type d'affaire	Organe / Commission	Proposition	Délibération	Remarques	Rapporteur Rapporteuse
38	2015.RRGR.883	229-2015 Urgente Mühlheim (Bern, pvl) Planification des soins et liste des hôpitaux: la SAP va-t-elle enfin respecter la loi?	Motion		Adoption	DI		
39	2015.GEF.1737	Autonomisation des institutions psychiatriques du canton de Berne : crédit de réalisation pour la mise en place des services informatiques de base	Demande de crédit	CSoc		DI	Référendum financier facultatif Délibération groupée	Zumstein
40	2015.GEF.1737	Autonomisation des institutions psychiatriques du canton de Berne : crédit de réalisation pour la mise en place d'un progiciel de gestion intégré aux SPU	Demande de crédit	CSoc		DI	Délibération groupée	Zumstein
41	2015.GEF.65	Réalisation des motions et des postulats de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale. Prolongation des délais 2015	Prolongation du délai d'exécution	CFin		Dr		Jost
42	2015.RRGR.334	107-2015 Zybach (Spiez, PS) Coordination des soins médicaux et cybersanté -	Motion		Adoption	DI		
43	2015.RRGR.888	234-2015 Urgente - Gabi Schönenberger (Schwarzenburg, PS) - Intégration des réfugiés et des requérants d'asile -	Motion		Adoption et classement	DI		
44	2015.RRGR.267	072-2015 - Krähenbühl (Unterlangenegg, UDC) - Explosion des coûts du placement d'enfants et d'adolescents -	Motion		Vote point par point Point 1: adoption sous forme de postulat Point 2: rejet Point 3: rejet	DI		
45	2015.RRGR.281	075-2015 - Krähenbühl (Unterlangenegg, UDC) - Freiner l'explosion du coût de l'aide sociale	Motion		Vote point par point Chiffres 1 à 4 : - Adoption sous forme de postulat pour ce qui est de la compensation des charges de l'aide sociale - Rejet de la motion pour ce qui est des charges des assurances sociales Chiffre 5 : rejet	DI		

No	No de l'affaire -	Titre de l'affaire	Type d'affaire	Organe / - Commission -	Proposition	Délibération	Remarques	Rapporteur Rapporteuse
46	2015.RRGR.296	081-2015 Müller (Orvin, UDC) Donner plus de latitude aux services sociaux dans le recrutement du personnel Motion ayant valeur de directive	Motion -		Adoption	Dr		
47	2015.RRGR.338 -	109-2015 PEV (Schnegg-Affolter, Lyss) Mise en œuvre de la Stratégie de politique familiale	Motion -		Adoption	DI		

Direction de l’instruction publique

48	2015.RRGR.691 -	HEP-BEJUNE; Rapport d'information bisannuel 2012-2014. Prise de connaissance par le Conseil-exécutif et proposition au Grand Conseil	Rapport	CFor	Prise de connaissance	Dr -	Proposition du Conseil-exécutif	Speiser-Niess
49	2015.RRGR.816 -	Subvention d'exploitation prélevée sur le Fonds d'encouragement des activités culturelles 2016-2019. Projet de mise en réseau des arts de la scène dans le Jura bernois et à Bienne (Projet ARS). Autorisation de dépenses et décision	Demande de crédit	CFor		DI	Référendum financier facultatif -	Majorité de la commission : Krähenbühl Minorité de la commission : Gasser
50	2014.RRGR.1312	Réalisation des motions et des postulats de la Direction de l'instruction publique. Prolongation des délais 2015	Prolongation du délai d'exécution	CFin		Dr		Kipfer
51	2015.RRGR.887	233-2015 Urgente - Gabi Schönenberger (Schwarzenburg, PS) - Compétences des élèves dans le maniement des réseaux sociaux et des médias	Motion -		Adoption et classement	DI		
52	2015.RRGR.177	056-2015 Graber (Horrenbach, UDC) Protection du patrimoine: faciliter la transformation des ruraux	Motion -		Adoption et classement	DI		

No	No de l'affaire -	Titre de l'affaire	Type d'affaire	Organe / - Commission -	Proposition	Délibération	Remarques	Rapporteur Rapporteuse
53	2015.RRGR.300	082-2015 Schnegg (Champoz, UDC) Soutenir efficacement la formation duale (apprentissage) et plus particulièrement dans les branches techniques	Motion		Rejet	DI		
54	2015.RRGR.308 -	089-2015 Gasser (Bévilard, PSA) Modification de l'ordonnance sur le statut du personnel - enseignant (OSE) - Motion ayant valeur de directive -	Motion		Rejet	Dr		

Direction de l'économie publique

55	2014.RRGR.1241	Loi sur le marché du travail (LMT) (Modification)	Loi	CFin		DI	1re lecture	Majorité de la commission : Iseli Minorité de la commission : Stucki
56	2015.RRGR.810	Réalisation des motions et des postulats de la Direction de l'économie publique. Prolongation des délais 2015	Prolongation du délai d'exécution	CFin		Dr		Kipfer
57	2015.RRGR.143 -	052-2015 Zuber (Moutier, PSA) Création d'un fonds de soutien à l'économie d'exportation - et au tourisme pour résister à la crise monétaire -	Motion		Adoption sous forme de postulat	DI		
58	2015.RRGR.198 -	059-2015 Sancar (Bern, Les Verts) Intégration des réfugiés dans le marché du travail - Motion ayant valeur de directive -	Motion		Adoption	Dr		
59	2015.RRGR.321 -	100-2015 Hügli (Biel/Bienne, PS) Le travail au noir ne doit pas rester impuni! Motion ayant valeur de directive	Motion		Adoption et classement	Dr		

No	No de l'affaire -	Titre de l'affaire	Type d'affaire	Organe / - Commission -	Proposition	Délibération	Remarques	Rapporteur Rapporteuse
60	2015.RRGR.345	115-2015 Machado Rebmann (Bern, LAVerte) Transparence de la Promotion économique du canton de - Berne -	Motion		Rejet	DI		
61	2015.RRGR.330 -	104-2015 Fuhrer-Wyss (Burgistein, PS) Prolongation du moratoire sur les OGM: dépôt d'une - initiative cantonale -	Motion		Adoption	DI		
62	2015.RRGR.562 -	150-2015 Knutti (Weissenburg, UDC) Systèmes de stabulation - Motion ayant valeur de directive -	Motion		Rejet	Dr		
63	2015.RRGR.634 -	187-2015 Rudin (Lyss, pvl) Protection des animaux et sécurité des denrées alimentaires: améliorer la participation et la coordination -	Motion		Vote point par point Chiffre 1: rejet Chiffre 2: adoption et classement -	Dr		

Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques

64	2014.RRGR.1087 -	Loi sur la protection de l'enfant et de l'adulte (LPEA)	Loi	CSoc		DI	1re lecture	Zumstein
65	2015.RRGR.834 -	Assainissement de la fondation pour les prairies irriguées; engagement conditionnel -	Demande de crédit	CFin		DI	Référendum financier facultatif	Pfister
66	2015.RRGR.812 -	Réalisation des motions et des postulats de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Prolongation des délais 2015	Prolongation du délai d'exécution	CFin		Dr		Pfister

No	No de l'affaire	Titre de l'affaire	Type d'affaire	Organe / Commission	Proposition	Délibération	Remarques	Rapporteur Rapporteuse
67	2015.RRGR.771	197-2015 Urgente Brand (Münchenbuchsee, UDC) Préservation des emplois et développement économique	Motion		Vote point par point Chiffre 1: adoption sous forme de postulat Chiffre 2: adoption et classement Chiffre 3: adoption et classement	DI		
68	2015.RRGR.329	103-2015 Mentha (Liebefeld, PS) Organisation d'un concours sur le thème du logement et de l'urbanisation interne	Motion		Rejet	DI		
69	2015.RRGR.881	227-2015 Urgente Müller (Orvin, UDC) Plus de latitude pour les communes dans la questions des gens du voyage	Motion		Rejet	DI		
70	2015.RRGR.301	083-2015 Lanz (Thun, UDC) Raccourcir la durée des procédures	Motion		Vote point par point Point 1: rejet Point 2: rejet Point 3: adoption sous forme de postulat Point 4: adoption sous forme de postulat	DI		
71	2015.RRGR.347	117-2015 Müller (Bern, PLR) Lésions corporelles graves contre les fonctionnaires: - fixation d'une peine plancher -	Motion		Rejet	DI		
72	2015.RRGR.348	118-2015 - Guggisberg (Kirchlindach, UDC) - Initiative cantonale pour le développement du modèle des - audiences de conciliation -	Motion		Adoption	DI		
73	2015.RRGR.521	138-2015 - Brönnimann (Mittelhäusern, pvl) - Révision de la loi sur le notariat	Motion		Adoption sous forme de postulat	DI		

No	No de l'affaire -	Titre de l'affaire	Type d'affaire	Organe / - Commission -	Proposition	Délibération	Remarques	Rapporteur Rapporteuse
74	2015.RRGR.343 -	113-2015 Bhend (Steffisburg, PS) Baisse du tarif des notaires	Motion		Adoption sous forme de postulat	DI		

Elections

75	2015.RRGR.980 -	Election complémentaire d'un juge spécialisé ou d'une juge spécialisée germanophone d'autorité régionale de conciliation (litiges relevant du droit du bail à loyer), pour la période jusqu'au 31.12.2016	Nomination / Election	CJus		Dr		Klopfenstein

Recours en grâce

76	2015.POM.247 -	Recours en grâce 2015 / 1	Recours en grâce	CJus		Dr		Junker Burkhard
77	2015.POM.248	Recours en grâce 2015 / 2	Recours en grâce	CJus		Dr		Junker Burkhard

Interpellations du Grand Conseil

78	2015.RRGR.633 -	186-2015 Machado Rebmann (Bern, LAVerte) Droit parlementaire: ne sacrifions pas les droits - démocratiques sur l'autel de l'efficience -	Interpellation			Pé		

Interpellations de la Chancellerie d'Etat

79	2015.RRGR.291	080-2015 Imboden (Bern, Les Verts) Egalité salariale: plus de pouvoir d'achat et de recettes fiscales?	Interpellation			Pé		

No	No de l'affaire	Titre de l'affaire	Type d'affaire	Organe / Commission	Proposition	Délibération	Remarques	Rapporteur Rapporteuse
Interpellations de la Direction de la police et des affaires militaires								
80	2015.RRGR.879	225-2015 Urgente UDC (Sutter, Langnau i.E.) Asile: clarifier les faits pour mener un débat objectif	Interpellation			Pé		
81	2015.RRGR.882	228-2015 Urgente Imboden (Bern, Les Verts) Accueil des réfugiés dans le canton de Berne	Interpellation			Pé		
82	2015.RRGR.488	136-2015 Fuchs (Bern, UDC) Conséquences du projet de centre de police Berne pour les - régions périphériques -	Interpellation			Pé		
83	2015.RRGR.557	149-2015 - Sancar (Bern, Les Verts) - Watchlist de l'OPLE: les bases légales manquent	Interpellation			Pé		
Interpellations de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie								
84	2015.RRGR.389	122-2015 - Guggisberg (Kirchlindach, UDC) - Dépôt de BLS à Riedbach: destruction inutile de terres - cultivables? -	Interpellation			Pé		
85	2015.RRGR.402	127-2015 - Machado Rebmann (Bern, LAVerte) - Réaménagement de la Bolligenstrasse -	Interpellation			Pé		
86	2015.RRGR.575	160-2015 - Seiler (Trubschachen, Les Verts) - CNM: la rentabilité est-elle encore possible?	Interpellation			Pé		

No	No de l'affaire	Titre de l'affaire	Type d'affaire	Organe / Commission	Proposition	Délibération	Remarques	Rapporteur Rapporteuse
87	2015.RRGR.592	173-2015 Trüssel (Trimstein, pvl) Quand la stratégie de propriétaire de BKW sera-t-elle - présentée? -	Interpellation			Pé		
88	2015.RRGR.635	188-2015 Hügli (Biel/Bienne, PS) Amiante: obligation de signaler et élimination	Interpellation			Pé		

Interpellations de la Délégation pour les affaires jurassiennes

No	No de l'affaire	Titre de l'affaire	Type d'affaire	Organe / Commission	Proposition	Délibération	Remarques	Rapporteur Rapporteuse
89	2015.RRGR.837	204-2015 Urgente Graber (La Neuveville, UDC) Commémorer les 200 ans de l'entrée du Jura bernois dans le canton de Berne et dans la Confédération	Interpellation			Pé		

Interpellations de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale

No	No de l'affaire	Titre de l'affaire	Type d'affaire	Organe / Commission	Proposition	Délibération	Remarques	Rapporteur Rapporteuse
90	2015.RRGR.656	191-2015 Urgente Speiser-Niess (Zweisimmen, UDC) Conflit d'intérêts à la tête de l'Hôpital de l'Ile et du Spital - Netz Bern AG -	Interpellation			Pé		

Interpellations de la Direction de l'instruction publique

No	No de l'affaire	Titre de l'affaire	Type d'affaire	Organe / Commission	Proposition	Délibération	Remarques	Rapporteur Rapporteuse
91	2015.RRGR.779	198-2015 Urgente Zuber (Moutier, PSA) Discrimination à l'Office de la culture ?	Interpellation			Pé		

No	No de l'affaire -	Titre de l'affaire	Type d'affaire	Organe / - Commission -	Proposition	Délibération	Remarques	Rapporteur Rapporteuse
92	2015.RRGR.284	077-2015 - Graber (La Neuveville, UDC) - Soutien des entreprises suisses dans le cadre des investissements des centres de formation, hautes écoles et universités	Interpellation			Pé		

Interpellations de la Direction de l’économie publique

93	2015.RRGR.843 -	206-2015 Urgente Fischer (Meiringen, UDC) Extension du monopole de l'AIB	Interpellation			Pé		
94	2015.RRGR.317 -	099-2015 Hügli (Biel/Bienne, PS) Respect des droits humains dans la région de Shenzhen	Interpellation			Pé		

Interpellations de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques

95	2015.RRGR.873	219-2015 Urgente Schnegg (Champoz, UDC) Plus d’efficacité dans le traitement des demandes de permis de construire	Interpellation			Pé		
96	2015.RRGR.201	062-2015 Rudin (Lyss, pvl) Autorités de protection de l'enfant et de l'adulte: des indicateurs pour apprécier la situation	Interpellation			Pé		
97	2015.RRGR.621	178-2015 Urgente Lanz (Thun, UDC) Procédure d'octroi du permis de construire: répartition équitable des risques entre maître d'ouvrage et recourants?	Interpellation			Pé		

No	No de l'affaire	Titre de l'affaire	Type d'affaire	Organe / Commission	Proposition	Délibération	Remarques	Rapporteur Rapporteuse

Questions

98	2015.RRGR.981	Questions des membres du Grand Conseil et réponses du Conseil-exécutif				Pé		

IPH HITZKIRCH
INTERKANTONALE POLIZEISCHULE

Commission de gestion interparlementaire (CGIP) de l'Ecole intercantonale de police de Hitzkirch (EIPH)

Rapport 2014 -

Table des matières -

	page
1. Mandat	3
2. L'EIPH en 2014	3
2.1 Généralités	3
2.2 Prestations de l'EIPH	4
2.3 Risques et mesures	5
3. Les activités de la CGIP en 2014	7
3.1 Généralités	7
3.2 Comité interne Entreprise	8
3.2.1 Amortissements	8
3.2.2 Montants forfaitaires	8
3.2.3 Impact des changements sur les coûts	9
3.2.4 Utilisation des infrastructures par des tiers	9
3.2.5 Investissement	10
3.2.6 Gestion des immeubles et des équipements	10
3.3 Comité interne Formation	10
4. Instruments de direction	10
5. Problèmes particuliers : Formation	11
5.1 Unité de doctrine de la formation	11
5.2 Grandes classes	12
5.3 Formatrices et formateurs	12
5.4 Plan de formation / stratégie de formation	12
5.5 Programme de formation	13
5.6 Formation continue	14
5.7 Formation d'assistant de sécurité	14
5.8 Autres formations	15
5.9 Autres aspects de la formation	15
6. Problèmes particuliers : Infrastructures	15
6.1 Capacité limitées des équipements	15
6.2 Infrastructures télématiques	15
7. Appréciation générale	15
8. L'EIPH en 2015	16
9. La CGIP en 2015	17
10. Composition de la CGIP au 15 janvier 2015	18
11. Proposition	18

1. Mandat

Onze cantons[1] gèrent à Hitzkirch l'Ecole intercantonale de police (EIPH), destinée à assurer la formation de base en langue allemande et la formation continue des membres des corps de police dans un établissement de droit public autonome. Les concordataires ont l'obligation de faire former leurs policiers et policières à Hitzkirch. Cela vaut en principe également pour les cours de formation continue, si tant est que l'Ecole de police propose de tels cours. Les élèves sont envoyés en formation à l'école selon les critères d'admission définis par les cantons concordataires eux-mêmes. Les membres concordataires ont en outre l'obligation de mettre à la disposition de l'école un personnel de formation qualifié issu de leurs corps de police respectifs.

La base légale de l'institution est le Concordat du 25 juin 2003 sur l'école de police intercantonale de Hitzkirch.

La Commission de gestion interparlementaire (CGIP) est l'organe de contrôle interparlementaire de l'EIPH. Elle se compose de deux représentants ou représentantes de chacun des cantons concordataires (en 2014, 22 membres au total[2]). Les changements sont fréquents en raison de l'absence de coordination des législatures des cantons concordataires. La CGIP vérifie les objectifs de l'EIPH et leur mise en œuvre, la planification financière pluriannuelle, le compte des coûts et des prestations et le rapport du bureau de révision externe. Elle peut émettre des recommandations à l'autorité concordataire et elle présente chaque année aux parlements des cantons concordataires un rapport sur ses activités.

2. L'EIPH en 2014

2.1 Généralités

En 2014, la présidence de l'autorité concordataire est restée aux mains du conseiller d'Etat Urs Hofmann (AG). Stefan Blättler (commandant de la POCA Berne) a dirigé le conseil d'école jusqu'à octobre 2014; Jürg Wobmann (commandant de la POCA NW) a ensuite pris le relais. Christoph Tanner, directeur de l'EIPH depuis le début, s'est démis de sa fonction à fin mars 2014. Urs Winzenried (POCA AG) a exercé la fonction de directeur ad interim jusqu'en avril 2015. En novembre 2014, à l'issue de la mise au concours du poste, l'autorité concordataire a nommé Madame Irene Schönbächler, jusque-là responsable de la Région nord de la police cantonale d'Argovie, au poste de directrice de l'EIPH. Mme Schönbächler a pris sa nouvelle fonction en avril 2015.

La CGIP, qui est l'organe de haute surveillance parlementaire commun aux onze cantons concordataires, a examiné en détail les faits qui ont conduit à la démission de Christoph Tanner et a entendu les personnes et organes concernés. Dans un « rapport additionnel en réponse à l'actualité » adopté le 9 mai 2014, la commission a informé les cantons concordataires des conclusions de ses travaux. C'est pourquoi la démission de Christoph Tanner et les faits qui y sont liés ne sont plus abordés dans le présent rapport.

[1] AG, BE, BL, BS, LU, NW, OW, SO, SZ, UR, ZG
[2] Composition de la CGIP au 1.1.2015 cf. ch. 10, ci-dessous.

Dans l'année sous rapport, l'EIPH a continué d'assurer à un haut niveau de qualité la formation de base des policiers et policières des cantons concordataires. Elle a pu le faire malgré la difficulté des conditions générales, notamment les changements intervenus au niveau de la direction, le taux de fluctuation élevé dans le personnel, l'impossibilité d'atteindre les objectifs trop ambitieux en termes de résultats dans le domaine des séminaires et un résultat d'exploitation très négatif (cf. ch. 2.2). C'est avec succès que la stratégie de la formation 2012, définie avec le plus grand soin les années précédentes, a été traduite en faits avec deux nouvelles volées; la formation est désormais meilleure et plus proche de la pratique. Cependant, les corrections et les améliorations nécessaires sont encore nombreuses et il faudra du temps pour combler les lacunes. Le conseil d'école s'est particulièrement engagé à traiter ces aspects en priorité les années qui viennent. Dès lors, il pourrait sembler vu de l'extérieur, et donc également du point de vue de la CGIP, que certaines forces tendent à négliger les aspects économiques de l'entreprise. Cependant, le complément apporté au mandat de prestations de 2015-2018 pour permettre à l'EIPH de se positionner comme centre de séminaires montre bien, aux yeux de la CGIP, que l'importance de cette fonction économique a été reconnue.

2.2 Prestations de l'EIPH

C'est en septembre 2007 que l'école a commencé ses activités, et 2014 est donc sa septième année complète.

Les effectifs des volées 14-1 et 14-2, qui totalisent 275 aspirants et aspirantes, se situent donc dans la fourchette des années précédentes (2013: 292; 2012: 266; 2011: 276). Deux volées sont menées chaque année (début des cours en avril et en octobre). Sur les 289 élèves qui ont commencé les volées 13-1 et 13-2, 275 ont passé l'examen professionnel selon les conditions de promotion (20% de femmes); 267 ont réussi le brevet fédéral (97,1% de réussite). Ainsi un personnel bien formé a pu rejoindre les rangs des corps. Au demeurant, la volée 14-2 inclut le ou la 2000^{e} élève de l'EIPH. Pour la deuxième fois, les recrues ont eu l'occasion d'évaluer les différents aspects de la formation selon le nouveau système. Les valeurs sont légèrement supérieures à celles de l'année d'avant.

Rappelons que l'EIPH assure la formation de base. La mise au courant des nouvelles recrues reste la tâche des cantons.

L'école fournit les prestations dans les limites de ses finances, que ses organes ont voulues étroites. Pour la première fois, elle a bouclé ses comptes avec un résultat d'exploitation négatif (- CHF 969 021); les prévisions budgétaires se chiffraient à 38 279 francs. L'année précédente, le résultat était encore positif, 457 723 francs. Les mesures d'économies mises en œuvre avec effet immédiat ont permis de réduire quelque peu le découvert qui s'est profilé au cours de l'année. Le découvert est dû d'une part à l'impossibilité de réaliser les recettes inscrites au budget (la formation d'assistant de sécurité n'a pu être dispensée à Hitzkirch comme prévu, ce qui s'est répercuté sur le chiffre d'affaires dans le domaine de la restauration), et d'autre part aux dépenses supplémentaires liées au nombre de leçons plus élevé que prévu données en rapport avec la stratégie de la formation 2012, ainsi qu'à l'indemnité versée à titre exceptionnel dans le contexte du départ de l'ancien directeur.

En raison du résultat d'exploitation négatif, il n'a été possible d'atteindre qu'à 22 pour cent l'objectif fixé pour le flux de trésorerie brut, ce qui n'a pas suffi pour financer les investissements nécessaires. Sous l'effet de cette perte, les fonds propres sont redescendus à 1 366 067 francs.

Pour la formation de base, les montants forfaitaires des cantons étaient les suivants:

Canton	***Pourcentage 2014***	***Montant en CHF***
Argovie	15.3	1 822 250
Bâle-Campagne	8.5	1 004 379
Bâle-Ville	13.3	1 584 849
Berne	33.8	4 020 885
Lucerne	11.7	1 387187
Nidwald	1.6	185 953
Obwald	1.0	121 208
Soleure	6.0	713 015
Schwyz	3.6	428 064
Uri	1.4	167 049
Zoug	3.8	455 162
Total	**100.0**	**11 890 001**

Par recrue, les coûts de la formation de base varient en fonction du nombre d'élèves réel. En 2014, ces coûts se chiffraient à 45 217 francs (2012: 52 237; 2011: 48 175; en 2013, une seule volée a été formée, et il n'a pas été possible d'articuler de chiffres).

Le rapport de gestion de l'EIPH peut être consulté à l'adresse suivante:

http://www.iph-hitzkirch.ch/iph-hitzkirch/facts-and-figures/

2.3 Risques et mesures

La CGIP confirme cette fois encore que l'école fonctionne bien et que la qualité et le volume des prestations répondent aux attentes. Les projets, risques et mesures présentés ci-après ont retenu l'essentiel de l'attention dans l'année sous revue:

- Pour diverses raisons (dont le changement dans la direction), les travaux d'élaboration d'une stratégie globale pour l'EIPH n'ont pas beaucoup avancé. Cette stratégie devait se composer, hormis la stratégie de formation, de différents volets consacrés à l'investissement et au financement, à l'immobilier et au centre de séminaires. Le but reste que l'école se dote d'une stratégie globale politiquement consolidée. L'absence de tels éléments de stratégie pourtant indispensables a pour conséquence que les décisions sont prises à courte vue. La cause principale du retard est à chercher dans les discussions menées au niveau national dans le contexte de la révision du programme de formation (CGF). Cette discussion porte d'une part sur le remaniement total de la formation de base de la police, qui serait dispensée dans une école supérieure spécialisée, et d'autre part sur les questions liées à l'éventualité d'une centralisation plus poussée de la formation. Selon les résultats, les conséquences pour la formation dispensée dans les différents centres de formation régionaux comme celui de Hitzkirch

pourraient être considérables, notamment la prolongation de la durée de la formation à deux ou trois années, avec les implications logiques pour les infrastructures. Le renforcement des fonctions de direction et de coordination exercées par l'Institut suisse de police (IPS) est également en discussion. En définitive, le développement du programme de formation est déterminant pour toutes les stratégies de l'EIPH. A la fin de l'année sous rapport, faute de base fiable, les travaux d'élaboration de la stratégie globale sont restés en suspens, ce qui n'est satisfaisant pour personne. L'école n'est actuellement pas en mesure de se doter de repères stratégiques sur le long terme.

- Le projet de programme immobilier, proposé sous forme provisoire il y a deux ans, est lui aussi resté en souffrance pour les raisons exposées ci-dessus. Ainsi, le défi actuellement posé à l'EIPH reste celui de faire effectuer le plus tôt possible les travaux d'assainissement indispensables, notamment l'assainissement du système de chauffage du campus, inscrit au budget 2015, sans connaître dans les détails les implications de la stratégie globale. A la fin de l'année, la direction a été chargée de faire avec le recours d'une entreprise externe une nouvelle analyse de l'état des bâtiments, ce qui devra permettre d'identifier les travaux d'assainissement les plus urgents. Ces travaux ayant pour finalité de limiter les dégâts, il n'est actuellement pas possible de dire dans quelle mesure les investissements prévus et les travaux d'entretien doivent être reportés, ce qui aura pour effet de faire augmenter les investissements nécessaires dans le futur. Quant à l'entretien des bâtiments, les priorités sont sujettes à divergences entre l'école, qui voit les choses à moyen et à long terme, et les autorités politiques, qui sont soulagées à chaque fois que l'investissement dans l'école reste limité.
- L'EIPH s'efforce de couvrir comme avant les dépenses d'investissement avec le flux de trésorerie, donc avec les montants forfaitaires et les recettes réalisées par ses propres moyens à la faveur des mandats de tiers et du centre de séminaires. Ni le budget 2015 ni le plan financier 2016-2018 ne permettront d'atteindre l'objectif des 3 millions de francs par année pour le flux de trésorerie. Les conséquences qui en résulteront pour le financement de l'EIPH sont encore inconnues.
- A la stratégie immobilière et la stratégie d'investissement devrait venir s'ajouter le programme énergétique dont la CGIP avait demandé l'élaboration. Là encore, les travaux sont restés en suspens, et pour les mêmes raisons. La particularité du parc immobilier de l'EIPH réside dans sa grande diversité (édifices de l'époque baroque, des années soixante, des années quatre-vingt et du tout début du nouveau siècle). Les rénovations énergétiques doivent prendre comme point de départ les travaux d'assainissement des bâtiments. Les projets prioritaires doivent donc figurer dans le programme global afin qu'il soit possible de définir une forme d'investissement optimale, notamment en ce qui concerne les éléments financiers. Le programme énergétique ne doit pas se rapporter simplement aux prochains investissements mais couvrir également le long terme. Aujourd'hui, les décisions sont prises de cas en cas. Dans le contexte de la production de chaleur, le choix s'est porté sur un système de chauffage aux copeaux de bois qui remplacera l'actuel chauffage au mazout. Après l'assainissement, le système fonctionnera donc entièrement avec des sources d'énergie renouvelable.
- La stratégie de formation 2012 est une réussite du point de vue des résultats et des effets, mais elle est plus coûteuse que prévu (cf. ch. 5.4). Dans la mesure de ses moyens, l'EIPH passera en revue le système pour voir dans quelles unités de formation le nombre des formateurs et formatrices pourrait être réduit sans perte de qualité.
- Le principal risque et le plus probable pour l'école reste le recul des mandats de tiers dans le domaine de la formation de base (polices communales argoviennes; police ferroviaire; polices des municipalités de Soleure, de Granges, d'Olten; polices communales du Haut-Valais;

polices communales de Bâle-Campagne pour certaines parties de la formation etc.), donc la perte de mandats de clients non concordataires et qui ont donc un impact sur le chiffre d'affaires et les marges contributives additionnelles. Le volume des affaires avec des tiers revêt une importance particulière pour l'école notamment parce que le financement du développement qualitatif et de l'assurance-qualité dépend des recettes qui en résultent.

L'école a décidé de ne pas courir le risque d'adopter une stratégie globale, une stratégie financière et une stratégie immobilière qui puissent être rendues obsolètes par les décisions prises au sujet du programme de formation.

- Dans le contexte des discussions lancées au cours de l'année au sujet des tâches incombant à l'EIPH, le centre de séminaires a de manière inattendue été remis en question. A cette occasion, le redimensionnement des deux domaines que sont les mandats de tiers et le centre de séminaires a été revendiqué. Les recettes réalisées par le centre de séminaires présentent une composante majeure de marge contributive sans laquelle les cantons devraient verser des montants forfaitaires plus élevés. Dans son rapport additionnel de mai 2014, la CGIP a exprimé sa préoccupation devant le risque d'une réduction substantielle de l'engagement dans les domaines des mandats de tiers et des séminaires. A la fin de l'année sous rapport, il n'y avait pas d'indication concrète d'un tel développement.
- La réduction des montants forfaitaires pour l'exercice 2014 et les mesures d'économie mises en œuvre pour assurer l'équilibre du budget 2015 (cf. ch. 8) se répercuteront considérablement sur le personnel de l'EIPH. Il reste donc à voir quelle sera l'évolution du taux de fluctuation en 2015, après le record de 2014.
- Les conditions générales du recrutement d'aspirants et aspirantes n'ont pas fondamentalement changé (dans certains cantons, les difficultés de recrutement, le niveau des salaires, le grand nombre d'heures supplémentaires demandées aux membres des corps, la difficulté de mettre à disposition les fonds publics nécessaires à l'augmentation des effectifs). En principe, le nombre probable d'élèves de l'EIPH Hitzkirch s'annonce stable, il n'y aura pas de changements majeurs.

3. Les activités de la CGIP en 2014

3.1 Généralités

Conjointement avec l'école, la commission est parvenue à maintenir le niveau normal des activités de contrôle et à proposer elle-même des améliorations quand cela lui semblait nécessaire. S'agissant du niveau d'activité normal, la CGIP a suivi plus particulièrement la mise en œuvre de la nouvelle stratégie de formation, les développements au centre de séminaires et les travaux d'élaboration des différentes stratégies. De mars à mai, elle s'est en outre consacrée aux travaux de clarification à mener dans le contexte du départ du directeur Christoph Tanner.

L'organisation interne de la commission est restée inchangée, avec les deux comités internes Entreprise et Formation. Le plénum de la commission s'est réuni en deux séances ordinaires et deux séances extraordinaires. Les deux comités internes ont également tenu deux séances chacun. Le comité Formation, auquel se sont joints des membres intéressés de la commission, a suivi en direct différentes unités de formation à l'école.

Rien n'a changé au cours de l'année dans l'organisation du travail de la commission. A la fin de l'année, les responsabilités au sein de la commission étaient réparties comme suit:

- Président: Christian Hadorn (BE)

- Vice-présidente: Rosmarie Brunner-Ritter (BL) -
- Responsable du comité interne Formation : Rosmarie Brunner-Ritter (BL) -
- Responsable du comité interne Entreprise: Christian Hadorn (BE) -

Les législatures des parlements sont différentes d'un canton concordataire à l'autre, et les changements dans la composition de la commission sont donc fréquents. C'est la principale raison pour laquelle la CGIP comptait à fin avril 2014 quatre nouveaux membres[3].

3.2 Comité interne Entreprise

Le comité interne Entreprise s'est principalement consacré dans l'année écoulée aux questions concernant la stratégie d'investissement, la stratégie financière, la stratégie immobilière et la stratégie énergétique, le tableau de bord prospectif (*balanced scorecard*), l'évolution de la situation dans le domaine des séminaires et les mesures d'économie liées à la réduction des montants forfaitaires.

3.2.1 Amortissements, marchés publics

Il n'y a pas eu de changement dans ce domaine. Les taux d'amortissement sont définis dans le manuel de comptabilité.

3.2.2 Montants forfaitaires

Il n'y a pas eu au cours de l'exercice de remboursement de montants forfaitaires.

Dans le contexte de la stratégie d'investissement et de la stratégie financière, qui sont en cours d'élaboration, la politique de remboursement sera définie en termes plus précis. Selon la pratique actuelle, les remboursements sont effectués quand les prestations commandées n'ont pas été fournies en raison du changement des conditions générales (p. ex. suppression d'une classe prévue). Les coûts sont remboursés indépendamment de l'évolution du capital propre.

Comme le montre le tableau ci-dessous, les coûts par élève et par canton peuvent être très différents des coûts par jour de formation et par canton. C'est dû à la formule énoncée dans le concordat. Selon cette formule, 70 pour cent du montant forfaitaire sont portés au compte des membres concordataires suivant le principe de proportionnalité, qui tient compte du total des jours de formation accumulés sur cinq ans, de la population et de la taille du corps de police. Seuls 30 pour cent sont fonction des prestations fournies (jours de formation de l'année précédente).[4]

[3] Cf. ch. 10 ci-dessous

[4] Le calcul du montant forfaitaire est décrit comme suit à l'article 24, alinéas 3 et 4 du concordat:

> [3] *Les coûts de la formation de base et de la formation continue seront portés au compte des membres concordataires sous la forme d'un montant forfaitaire de prestations. Celui-ci est établi par l'autorité concordataire parallèlement au budget quadriennal. 70% du montant forfaitaire de prestations sont portés au compte des membres concordataires selon le principe de proportionnalité (pour un tiers en fonction du total des jours de formation accumulés sur quatre ans, pour un deuxième tiers en fonction de la population et pour le dernier tiers en fonction de la taille du corps de police).*

Corps	*2014 : montant forfaitaire (formation de base) en francs*	*2014: coûts par élève en francs*	*2014: coûts par journée de formation en francs*	*2014: total d'élèves*
AG	1 822 250	51 331	267	36
BE	1 004 379	42 104	220	96
BL	1 584 849	44 639	231	23
BS	4 020 885	34 083	179	47
LU	1 387 187	52 347	274	27
NW	185 953	30 992	160	6
OW	121 208	24 242	127	5
SO	713 015	71 302	370	10
SZ	428 064	71 344	366	6
UR	167 049	37 122	194	5
ZG	455 162	91 032	459	5
Total	**11 890 001**	**Ø 45 217**	**Ø 236**	**263**

3.2.3 Impact des changements sur les coûts

Le financement de la nouvelle stratégie de formation est assuré dans la limite des compétences financières de l'autorité concordataire, donc sans augmentation des montants forfaitaires. L'investissement est financé par la trésorerie quand le solde des comptes est positif. Les coûts par place de formation devraient selon les objectifs du tableau de bord prospectif se chiffrer à 50 000 francs au maximum. Il est encore trop tôt pour chiffrer les répercussions de la stratégie financière et de la stratégie d'investissement sur les coûts. En effet, elles dépendent de la teneur même des différentes stratégies, qui sont en cours d'élaboration.

3.2.4 Utilisation des infrastructures par des tiers

L'EIPH entend améliorer encore l'exploitation des capacités de l'infrastructure et développer en conséquence le système des locations. Les coûts liés aux locaux vides sur le campus sont actuellement couverts par les montants forfaitaires. C'est pourquoi l'école s'efforce d'attirer des clients supplémentaires et de développer son segment de clientèle, même si elle vise particulièrement les organisations et les institutions du domaine des prestations de sécurité. Elle a développé un programme d'acquisition dans lequel les groupes cibles sont définis (institutions, branches, situation géographique). Il n'a pas été possible d'atteindre en 2013 et 2014 l'objectif initial qui était l'exploitation complète du centre de séminaires. Dans leur forme actuelle, les efforts de marketing ne sont pas suffisamment couronnés de succès. Dans le cadre de la discussion stratégique, il faudra prendre les décisions nécessaires au sujet de la condition de la croissance que pourrait être l'augmentation du nombre de lits.

30% du montant forfaitaire de prestations sont portés au compte des membres concordataires en fonction des prestations fournies (jours de formation de l'année précédente).

[4] Durant les quatre premières années après l'entrée en fonction de l'école, l'étalon de mesure pour le principe de proportionnalité ne sera pas les jours de formation mais le nombre d'élèves diplômés sur les cinq années précédentes. Le même étalon de mesure s'appliquera la première année pour le calcul des prestations fournies.

3.2.5 Investissement

C'est à l'autorité concordataire qu'il appartient d'approuver les investissements et d'assurer leur financement, quels que soient les montants engagés. Les coûts induits doivent être refinancés par le compte des résultats de l'EIPH. L'autorité concordataire, étant l'autorité suprême de l'école, décide sous sa propre responsabilité, mais ses compétences de commanditaire de prestations s'inscrivent dans les limites définies dans le concordat. Si les coûts induits par un investissement devaient amener l'autorité concordataire à dépasser sa compétence financière, les autorités cantonales disposeraient avec les montants forfaitaires d'un moyen d'influence indirect sur les décisions d'investissement.

L'EIPH poursuit l'objectif de financer le maintien de la valeur par le flux de trésorerie. Aucune provision n'est constituée au titre de l'investissement. Le plan d'investissement et la stratégie immobilière sont en cours d'élaboration (cf. ch. 2.3). L'EIPH s'est donné pour objectif jusqu'ici de répondre aux attentes en se montrant exemplaire.

3.2.6 Gestion des immeubles et des équipements

Comme l'année précédente, ce domaine n'a fait l'objet d'aucun changement ni d'aucune investigation de la CGIP.

3.3 Comité interne Formation

Le comité interne Formation s'est consacré en priorité aux thèmes suivants: mise en œuvre de la stratégie de formation 2012; réexamen du programme de formation; formation d'assistants sécurité; formation de policiers et policières francophones; formation continue; assurance qualité de la formation de base; réexamen du système d'examens. Le comité a eu l'occasion de suivre sur place différentes unités de formation, notamment une classe de droit de la circulation routière et une leçon d'entraînement aux actions.

Les questions de fond liées au programme de formation sont traitées en détail au chiffre 5.4, le programme de formation, au chiffre 5.5, la formation continue, au chiffre 5.6, la formation d'assistant sécurité, au chiffre 5.7.

4. Instruments de direction

La CGIP n'a pas vocation à se mêler des détails opérationnels de l'école. Néanmoins, il lui appartient de s'assurer que les instruments de direction et de pilotage nécessaires existent. L'EIPH dispose d'un budget global quadriennal ajusté au mandat de prestations. La direction de l'école établit un budget annuel à l'intention de l'autorité concordataire. La comptabilité et les comptes annuels ont la forme d'un compte financier et d'un compte d'exploitation. Un compte complet, consolidé et régularisé est établi chaque trimestre. Les valeurs importantes telles que les charges de personnel et les charges de biens, services et marchandises font l'objet d'un bilan intermédiaire mensuel. Il y a un budget par centres de coûts et par unités d'imputation.

La CGIP dispose des données par canton concernant les montants forfaitaires dans la formation de base (total, montant par élève et par jour de formation) et dans la formation continue (total, montant par jour de formation).

Dans le cadre du système de contrôle interne, l'EIPH a recensé l'ensemble de ses risques, qu'elle a subdivisés en risques financiers, risques d'exploitations et risques du marché ainsi que risques juridiques. La plausibilité de chaque risque ainsi que son potentiel de dommages ont été évalués afin qu'un pilotage adéquat soit possible.

La CGIP confirme, bien qu'en émettant certaines réserves, que sous l'angle des repères financiers et du tableau de bord prospectif, l'EIPH se situe à un bon niveau. Dans l'évaluation des différents domaines, l'EIPH se réfère à des critères et à des catégories spécifiques pour la désignation des écarts admissibles. La réserve émise se rapporte au fait que le conseil d'école ne soit pas doté de système de controlling à proprement parler.

A la fin de l'année 2013, la CGIP a appris à son grand étonnement que le conseil d'école avait demandé la révision du tableau de bord prospectif, alors qu'il venait d'être modifié. Mais dans l'année sous rapport, rien n'a été fait et pour l'heure, le tableau de bord prospectif est maintenu tel quel. Des efforts ont été entrepris pour l'harmonisation des centres de formation régionaux. La CGIP souhaite comme avant qu'il n'y ait pas de réduction substantielle de l'ampleur et des données du tableau de bord prospectif. Dans le domaine de la formation, l'EIPH répond aux attentes. Par contre, la fluctuation du personnel, située entre 15 et 20 pour cent dans l'année sous rapport, pose un problème sérieux.

Il était prévu qu'une évaluation structurée de la stratégie de formation 2012 soit effectuée au cours de l'année, mais cette analyse a été reportée (cf. ch. 5.4).

5. Problèmes particuliers: Formation

Les explications ci-après donnent une vue d'ensemble des principaux sujets de préoccupation de la CGIP dans le domaine de la formation dans l'année sous rapport.

5.1 Unité de doctrine dans la formation

Le nouveau plan de formation lié à la stratégie de formation mise en place en 2013 exprime clairement le fait que l'EIPH assure la formation policière de base. La longue durée de la mission des formatrices et formateurs à l'EIPH permet de mieux assurer l'homogénéité de la formation. Selon les besoins, les différenciations pourront être introduites dans la formation continue dispensée au sein des corps. De manière générale, il faut partir du principe que l'harmonisation de la formation est l'un des objectifs premiers de l'école et les discussions menées dans le contexte de la révision du programme de formation vont dans ce sens. Reste à savoir quelles seront les exigences formulées à cet égard.

5.2 Grandes classes

Comme l'année précédente, ce domaine n'a fait l'objet d'aucun changement ni d'aucune investigation de la CGIP. Le nombre actuel des élèves ne nécessite pas la constitution de grandes classes. Cependant, afin d'équilibrer son budget, l'EIPH pourra être amenée à prendre cette option. Pour la première volée de 2014, il est prévu de constituer trois classes ordinaires et deux grandes classes. En raison des groupes d'apprentissage constitués dans les classes, on veille à ce que le nombre d'élèves soit dans la mesure du possible divisible par quatre.

5.3 Formatrices et formateurs

Le nouveau plan de formation pose de nouvelles exigences aux formatrices et formateurs. Les - catégories suivantes sont prévues: -

- formatrices et formateurs engagés par l'EIPH; -
- formatrices et formateurs engagés par les corps; -
- personnes chargées de cours, engagées auprès des corps; -
- maîtres et maîtresses de stage engagés auprès des corps. -

En raison des coûts, l'EIPH tend à augmenter le nombre de cours donnés par les formateurs et formatrices qu'elle a engagés, car le recours aux formateurs et formatrices engagés par les corps entraîne des frais supplémentaires.

5.4 Plan de formation / stratégie de formation

La stratégie de formation 2012 a signifié l'application dès le printemps 2013 du plan de formation. En 2014, deux volées ont ainsi pu suivre la formation dispensée selon le nouveau plan[5]. L'expérience a confirmé que l'approche à la base de la nouvelle stratégie est juste, même si elle peut encore être améliorée. Au quotidien, les questions de personnel et de ressources ont eu pour effet qu'il n'a pas été possible d'engager les trois formateurs prévus pour l'entraînement aux actions. Différentes mesures ont été prises pour améliorer la situation. La nécessité d'ajuster le temps consacré à l'apprentissage autonome ou d'adapter les cas d'étude reste à discuter.

L'autorité concordataire a chargé la direction de définir avant la fin de l'année une grille de lecture de la situation et des améliorations nécessaires, et d'évaluer le degré de réalisation des

[5] Voici en bref les éléments essentiels de la réorientation stratégique: la nouvelle stratégie se fonde sur l'orientation en fonction des compétences, de l'action et des thèmes d'apprentissage, le suivi pratique et les séquences d'apprentissage autonome, désormais plus nombreuses. Une semaine d'introduction est suivie d'un module de base par matière, de modules d'approfondissement et de consolidation par thème, d'éléments intermédiaires sous forme de stage et de six semaines de stage pratique dans les corps. La durée totale de la formation à l'EIPH reste 10 mois, soit 34 semaines. En ce qui concerne l'EIPH, la responsabilité de la formation prend fin avec l'examen professionnel. Les compléments spécifiques de la formation de base dans chaque canton, les matières et leur durée relèvent de la responsabilité des corps. Désormais, l'EIPH intervient dans la conception des stages pratiques en en définissant les contenus obligatoires. Les élèves sont évalués par la personne qui les suit durant le stage quant à leur aptitude à exercer le métier. La réussite du stage est une condition d'admission déterminante à l'examen professionnel fédéral. Ainsi, le stage prend une plus grande importance et demande plus de ressources en personnel.

objectifs. Cette grille de lecture servira de base pour décider s'il faut entreprendre un audit l'an prochain. Selon le déroulement des discussions concernant le programme de formation, il est possible que l'on décide d'abandonner l'idée d'un audit.

En ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs, les éléments d'appréciation à disposition à fin 2014 sont les suivants: -

- Le projet principal avec la réorientation de la formation de base a pu être mené à son terme. -
- Contrairement à ce qui avait été prévu, la nouvelle stratégie de formation entraîne des coûts - plus élevés (nombre plus élevé d'instructeurs pour certaines matières, donc plus de leçons); il reste à établir s'il est possible de prendre des mesures compensatoires qui ne soient pas aussitôt liées à une perte de qualité.
- Il reste des problèmes dans la formation continue : l'EIPH propose plus de cours ou peut en proposer plus sans que les corps en profitent nécessairement, ce qui repose une fois de plus la question de la manière de sonder les besoins (cf. ch. 5.6).
- Faute de capacités, il n'a pas été possible de traiter le domaine de Recherche et développement; l'EIPH entretient cependant des relations avec de nombreuses autres écoles, en particulier avec les institutions de formation allemandes.
- Ressources: la formation policière est coûteuse.
- Il a été possible de lancer en 2014 la formation en langue française.

La 1re volée dans la formation de policiers et policières de langue française dans le canton bilingue de Berne a commencé le 8 avril 2014 à Ittigen. L'EIPH fournit cette prestation selon un contrat de licence conclu avec la Police cantonale bernoise. Sur le fond, la formation est analogue à celle dispensée à Hitzkirch. La formation au service d'ordre est assurée conjointement avec les Alémaniques à Hitzkirch. Le contrat de licence inclut également un plan d'assurance qualité, la condition de l'intégration de la formation en langue française au programme de Hitzkirch. Le plan prévoit une procédure d'audit sur la base de laquelle la licence est définitivement accordée.

5.5 Programme de formation

L'organe de coordination de l'ISP pilote et coordonne l'harmonisation des formations. La Commission pour la formation de la police de la Conférence des directrices et des directeurs des départements cantonaux de justice et police (CCDJP) a officiellement chargé l'ISP d'évaluer le programme de formation. Une réflexion est actuellement en cour sur le déplacement de la formation policière au niveau d'une école supérieure (ES), à ne pas confondre avec une haute école spécialisée, ce qui impliquerait la fin du brevet fédéral. Actuellement, on s'accorde à dire que le positionnement de la formation policière est insuffisant. Un diplôme acquis dans une école supérieure ouvrirait l'accès au brevet fédéral d'assistant de sécurité; actuellement, cette fonction ne s'intègre pas, d'un point de vue systémique, dans la hiérarchie des formations. La formation en école supérieure demanderait deux ou trois ans ; la part théorique ne serait pas plus importante mais les stages pratiques seraient plus nombreux. L'impact sur les coûts serait faible puisque la durée de la formation scolaire ne changerait pas. La formation resterait une deuxième formation, aux mêmes conditions (diplôme professionnel ou maturité). L'objectif serait de rendre la formation policière concurrentielle par rapport aux autres formations. Dans la discussion concernant le programme de formation, il reste à établir quel pourrait être le rôle futur des centres de formation régionaux.

5.6 Formation continue

Depuis le début de l'école de police en 2007, la formation continue pose une difficulté particulière en ce qui concerne les objectifs définis dans ce contexte. Après la phase de consolidation et l'amélioration de la situation, il a fallu constater fin 2014 que les difficultés persistent. L'EIPH a développé progressivement l'éventail de cours de formation continue qu'elle propose, elle dispose de l'infrastructure nécessaire et elle est prête à organiser des cours décentralisés; dans ce domaine, elle souhaite en faire davantage, et elle le pourrait. Or, les corps ne mettent pas ces possibilités à profit dans la mesure souhaitée, en dépit des nombreux sondages des besoins qui sont effectués. Pour certains cours, l'intérêt se manifeste d'abord mais la participation ne se concrétise pas, et l'EIPH est contrainte d'annuler le cours, sans être toutefois indemnisée de son investissement dans la préparation et l'organisation. La formation continue est financée par les montants forfaitaires (cours dispensés aux cantons concordataires), ou dans une forme mixte (quand les cantons qui participent paient), mais ils sont aussi financés par les tiers qui y prennent part. La détermination de la forme de financement des différents cours et du nombre de cours qui sont financés par les montants forfaitaires est dans certains cas contestée ; ce problème se pose notamment quand le cours est financé par les montants forfaitaires alors que deux corps seulement le mettent à profit. L'ISP est un acteur important dans l'éventail de cours de formation continue. Plus le rôle de l'ISP est actif, plus les centres régionaux de formation restent en retrait. Dans le contexte du programme de formation, des programmes de formation continue dans le domaine de la police sont en cours de développement, et par l'intermédiaire de la stratégie de formation de l'EIPH, ces programmes de répercuteront sur le rôle de l'école dans ce domaine précis au niveau suisse. Outre la formation continue organisée par l'EIPH elle-même, il y a les cours qu'organise l'ISP sur des thèmes déterminés par sa commission spécialisée et qui valent pour une période de trois ans (actuellement police judiciaire et compétences sociales). Le projet intitulé « Compétences sociales » a pu être mené à terme. La matière de la formation continue a été définie par un groupe de travail en concertation avec l'ISP et en association avec le conseil d'école de l'EIPH. Il en a résulté la conception de nouveau cours.

S'agissant de la formation continue, l'EIPH, tout comme la CGIP d'ailleurs, souhaiterait que les corps de police cantonaux organisent leurs cours à l'EIPH et contribuent ainsi à l'amélioration des résultats financiers de l'école en tant qu'institution de formation commune.

5.7 Formation d'assistant de sécurité

Jusqu'à la fin de l'année 2013, la formation d'assistant de sécurité était dispensée à Ittigen sous la responsabilité de l'EIPH, mais dans les structures du canton de Berne et dans son cadre budgétaire. Il était prévu, sur la base de la nouvelle stratégie de formation de l'école et de la conception didactique, d'adapter la formation d'assistant de sécurité de manière à pouvoir la dispenser dans la nouvelle forme à partir de 2014 et la faire figurer dans le compte de résultat et le bilan. S'agissant de la matière d'enseignement, il n'a pas été possible de trouver une solution entièrement satisfaisante en raison de la nécessité de mieux délimiter cette formation par rapport à la formation policière. La volée 2014 a donc encore été formée sous l'égide du canton de Berne. A la fin de l'année, les travaux d'adaptation n'étaient pas encore achevés.

5.8 Autres formations

Comme l'année précédente, ce domaine n'a fait l'objet d'aucun changement ni d'aucune investigation de la CGIP. L'EIPH s'en tient à son intention première de ne pas former de services de sécurité privés. Cela n'exclut cependant pas que de telles entreprises puissent organiser leurs cours de formation dans les locaux de l'école en tant que locataires. On ignore encore tout de l'évolution future dans ce domaine.

5.9 Autres aspects de la formation

Les travaux de mise en place d'un réseau du savoir ont été suspendus dans le contexte budgétaire de 2014.

6. Problèmes particuliers: Infrastructure

6.1 Capacité limitée des équipements

L'infrastructure de formation est actuellement complète et en bon état. L'EIPH s'efforce d'exploiter entièrement le potentiel en accueillant les cours de formation continue interne des corps des différents cantons concordataires ainsi que les manifestations de tiers. L'élaboration de la stratégie immobilière sera l'occasion de faire l'état des lieux de l'infrastructure de formation. La formation selon la nouvelle stratégie de formation 2012 a pour effet que l'infrastructure d'entraînement est plus fortement qu'avant mise à contribution. Les capacités en place sont suffisantes, mais leur utilisation demande une planification plus précise. Il faut éviter les situations comme celles qui ont été quelque peu montées en épingle, dans lesquelles des tiers ont occupé des locaux à un moment où l'EIPH en aurait eu besoin pour la formation de base. Il suffit de s'en tenir au principe selon lequel l'enseignement à l'école de police est prioritaire.

6.2 Infrastructures télématiques

La CGIP n'a pas eu à faire de clarifications dans ce domaine au cours de l'exercice.

7. Appréciation générale

La CGIP donne son appréciation dans un contexte qui n'a pas beaucoup changé au fil des années, même si elle doit admettre que les sujets de préoccupation sont aujourd'hui plus nombreux. Ainsi, elle a pu faire les observations suivantes:

- les prestations de l'EIPH dans la formation de base restent très bonnes, la mise en œuvre de la nouvelle stratégie de formation 2012 est une réussite qui a été positive pour la qualité de la formation;
- l'EIPH dispose des instruments de direction et de contrôle nécessaires et les finances sont gérées de manière stable, étant entendu que la CGIP compte sur la résolution des questions encore ouvertes (redéfinition du tableau de bord prospectif, contrôle de gestion du conseil d'école);

- les efforts déployés par l'EIPH dans le domaine de la formation continue sont louables, même s'il y a d'importants progrès à faire dans ce domaine; la CGIP estime que les modalités du financement des cours et les conditions de comptabilisation demandent un réexamen critique en ce qui concerne les corps (l'annulation d'une inscription à un cours devrait entraîner l'obligation de verser une contribution aux frais de préparation);
- les modalités de la formation d'assistant de sécurité n'ont toujours pas été définies alors que les cours sont donnés;
- la filière de formation en langue française, lancée dans le canton de Berne en avril 2014, est une option qui consolide les compétences de l'EIPH dans le contexte des centres de formation régionaux, ouvrant de nouvelles perspectives à la coopération entre la Suisse alémanique et la Suisse romande;
- le centre de séminaires et sa marge contributive constituent un volet important de l'école, et il ne saurait être question d'y renoncer;
- l'EIPH doit fonctionner avec une quote-part de fonds propres très basse, conformément à sa volonté initiale. C'est pourquoi elle n'est pas en mesure de réagir par ses propres moyens aux situations extraordinaires; la CGIP estime que l'école doit disposer de fonds propres plus consistants afin de disposer d'une certaine flexibilité en matière d'investissement et de pouvoir réagir rapidement face aux événements extraordinaires. L'excédent de charges des comptes 2014 a contribué à aggraver la situation à cet égard.

La CGIP comprend le dilemme des organes de l'EIPH dans le contexte de l'élaboration de la stratégie globale et des autres stratégies qui y entrent. En effet, la réorientation fondamentale du programme de formation qui est en cours génère de nombreuses incertitudes. Elle juge cependant la situation insatisfaisante et y voit même un certain risque, raison pour laquelle les stratégies doivent à ses yeux être complétées le plus rapidement possible.

La CGIP reste convaincue que les montants forfaitaires doivent être stabilisés dans toute la mesure du possible.

L'EIPH a toujours mis à la disposition de la commission toutes les informations nécessaires.

8. L'EIPH en 2015

Le budget 2015 prévoit le relèvement de 12 millions (2014) à 13 millions de francs des montants forfaitaires versés par les cantons concordataires. Les montants n'ont pas encore été fixés pour les trois exercices qui suivent. Selon le concordat, l'EIPH pourrait aller jusqu'à 15 millions de francs. Si elle n'a pas tiré parti de cette compétence financière maximale, c'est qu'elle s'est toujours efforcée de maintenir les montants forfaitaires au niveau le plus bas possible, notamment avec les gains du centre de séminaires, et de rembourser les montants versés en trop quand les prestations prévues n'ont pas été fournies. La CGIP a vu d'un œil critique la réduction à 12 millions de francs opérée dans le budget 2014, le risque étant une perte considérable. Ce risque s'est d'ailleurs confirmé par la suite et fin 2013, la commission a recommandé que les montants forfaitaires soient portés à 13 millions de francs au moins. C'est la somme nécessaire pour éviter un nouveau découvert.

Il a fallu un certain nombre de mesures d'économie pour assurer l'équilibre du budget 2015. Le plan de postes a été maintenu à son niveau actuel, il a fallu renoncer aux augmentations de

salaires, l'éventail des cours de formation continue proposé au personnel a été fortement réduit, tout comme le mécanisme d'allégement du pensum des formateurs et formatrices EIPH (1 700 unités). Les mesures d'économie prises l'année précédente continuent d'être appliquées. Il reste maintenant à voir quel sera l'impact de ces mesures sur le taux de fluctuation dans le domaine du personnel.

Les besoins en termes d'investissement immobiliers se chiffrent à 1 900 000 francs, en termes d'investissements mobiliers, à 624 154 francs, donc à 2 524 654 au total. Ils restent ainsi dans les limites des chiffres des années précédentes. Le volume d'investissement des années 2015 à 2017 dépendra des montants forfaitaires, qu'ils soient laissés à 13 millions de francs ou qu'ils soient augmentés.

Les valeurs de référence financières selon le budget 2015 se présentent comme suit:
- montants forfaitaires : 13 millions de francs
- bilan du plan 2015: 195 220 francs
- amortissements prévus au budget en 2015: 2 690 654 francs
- cash-flow prévu en 2015 : 2 885 874 francs
- investissement ordinaire prévu en 2015: 2 524 654 francs

Part des montants forfaitaires au chiffre d'affaires total: 65,4 pour cent (objectif: ≤ 75%)

Sa bonne connaissance de la matière et la qualité des informations mises à sa disposition amènent la CGIP à considérer que, vu les incertitudes qui prévalent au sujet des charges d'entretien et de réfection des bâtiments, il faut une certaine continuité dans le financement de l'EIPH.

9. La CGIP en 2015

En 2015, la CGIP continuera de remplir les tâches qui lui ont été assignées dans le concordat. Elle mettra l'accent sur le programme de formation; elle s'efforce d'obtenir auprès des responsables de l'ISP les informations les plus détaillées possible à ce sujet. Par ailleurs, devant les résultats négatifs des comptes 2014, elle continuera de suivre de très près l'évolution des finances de l'école. Elle suivra également la mise en œuvre des mesures d'amélioration dans le cadre de la consolidation de la stratégie de formation 2012. Les deux comités internes placeront leurs accents en fonction de la situation. L'une des priorités sera les mesures à définir dans le contexte de la stratégie financière et de la stratégie d'investissement ainsi que de la stratégie énergétique.

10. Composition de la CGIP au 15 janvier 2015

(en italiques, les membres qui ont commencé dans la CGIP en 2014 ou début janvier 2015)

M. *Amstad Christoph (OW)*
Mme Brunner-Ritter Rosmarie (BL) (responsable du Comité interne Formation)
M. Bucher Hanspeter (LU)
M. Christen Hans (ZG)
M. Fallegger Willy (OW)
M. *Gasser Daniel (LU)*
M. Gisler Walter (UR)
M. Hadorn Christian (BE) (président, responsable du Comité interne Entreprise)
M. Käslin Tobias (NW)
M. Keller Stefan (SZ)
M. Koller Peter (AG)
M. Loretz Ludwig (UR)
M. Mackuth Daniel (SO)
M. *Mathis René (NW)*
M. *Nussbaumer Karl (ZG)*
Mme Panzer Anita (SO)
M. Pfaff Thomas (BL)
M. Rusterholtz Michel (BS)
M. Schirmer Roland (SZ)
M. Senn Andreas (AG)
Mme Wenk Kerstin (BS)
M. Wüthrich Adrian (BE)

11. Proposition

La Commission de gestion interparlementaire (CGIP) de l'EIPH propose aux parlements des cantons concordataires de prendre connaissance du rapport annuel 2014.

Hitzkirch, le 8 mai 2015

Commission de gestion interparlementaire (CGIP) de l'EIPH

Le président — Le secrétaire

Christian Hadorn, BE — Christian Moser

Convention de prestations 2016–2019

Valable dès le 1.1.2016 -
jusqu'au 31.12.2019 _____ -

Contrôle des finances du canton de Berne

1. Objet

La présente convention définit le contenu, l'ampleur, les coûts et le produit des prestations fournies par le Contrôle des finances, ainsi que les objectifs de prestations, les normes de rendement et les indicateurs de prestations.

2. Base légale

La conclusion de la présente convention de prestations est régie par l'article 10 de la loi cantonale sur le Contrôle des finances (LCCF).

Le Grand Conseil approuve la convention de prestations sur proposition du Conseil-exécutif et de la Commission des finances[1].

3. Prestations

Le Contrôle des finances fournit les prestations inscrites dans le groupe de produits 'Surveillance des finances'.

3.1 Groupe de produits Surveillance des finances

Le groupe de produits 'Surveillance des finances' a pour objectif:

- d'assurer le contrôle indépendant de la comptabilité et de la reddition des comptes des autorités, de l'administration et des établissements du canton ainsi que de la gestion financière des unités d'organisation cantonales,
- de seconder le Grand Conseil, la Commission des finances, la Commission de gestion, la Commission de justice, le Conseil-exécutif, la Direction de la magistrature ainsi que les Directions, la Chancellerie d'Etat, les tribunaux suprêmes et le Parquet général dans l'exercice de la surveillance des finances et de la responsabilité de gestion.

3.2 Produits

Le groupe de produits 'Surveillance des finances' se compose des produits suivants:

- Tâches essentielles
- Mandats de contrôle spécial
- Mandats de contrôle extraordinaire
- Conseil

3.2.1 Tâches essentielles (art. 15 LCCF)

Le Produit 'Tâches essentielles' consiste à:

a) procéder à la révision des comptes annuels,
b) contrôler la comptabilité et la reddition des comptes ainsi que la gestion financière des unités administratives (révision des services),
c) contrôler les planifications et les projets de construction en rapport avec les activités de construction du canton (révision des constructions),
d) contrôler les systèmes informatiques qui touchent aux finances (révision de l'informatique),
e) procéder à la révision des comptes annuels des établissements cantonaux,
f) remplir les mandats de contrôle attribués par la Confédération,

[1] La Commission des finances et le Contrôle des finances ajustent préalablement la convention de prestations avec la Commission de justice et la Direction de la magistrature respectivement, s'agissant des domaines qui les concernent.

g) - assurer l'information courante du Conseil-exécutif et de la Commission des finances et leur fournir des conseils spécialisés.

3.2.2 Mandats de contrôle spécial (art. 16 LCCF)

Le produit 'Mandats de contrôle spécial' consiste à:

a) contrôler l'utilisation des subventions cantonales,
b) procéder à des contrôles en tant que service de révision auprès d'organisations pour autant qu'un intérêt public prépondérant les justifie (révision des comptes annuels des mandants).

3.2.3 Mandats de contrôle extraordinaire (art. 16a LCCF)

Le produit 'Mandats de contrôle extraordinaire' consiste à clarifier et évaluer des faits:

a) sur ordre de la Commission des finances, de la Commission de gestion, de la Commission de justice, du Conseil-exécutif ou sur ordre de la Direction de la magistrature,
b) sur demande d'une Direction, de la Chancellerie d'Etat, les tribunaux suprêmes ou du Parquet général.

3.2.4 Conseil et enregistrement d'irrégularités (art. 17 et 17a LCCF)

Le produit 'Conseil' consiste à fournir des conseils techniques: -

a) à la Commission des finances, -
b) à la Commission de gestion, -
c) à la Commission de justice, -
d) au Conseil-exécutif, -
e) à la Direction de la magistrature, -
f) aux Directions et à la Chancellerie d'Etat, -
g) aux tribunaux suprêmes ainsi qu'au Parquet général. -

Le Contrôle des finances est en outre chargé d'enregistrer les irrégularités qui lui sont signalées - par les collaborateurs et collaboratrices du canton, telles que les actes contraires aux règles du - droit ou d'autres irrégularités dans le domaine d'activité de l'administration cantonale, des - autorités judiciaires ou du Ministère public. -

4. Financement

Les coûts, les produits et les contingents de jours de travail définis pour des prestations au sens du chiffre 3 sont calculés dans l'annexe.

Pour la gestion financière, le budget annuel est déterminant (art. 8 LCCF).

5. Reporting / Controlling

Dans le rapport de gestion, le Contrôle des finances rend compte au Grand Conseil:

a) du solde du compte de fonctionnement,
b) du solde du compte des investissements,
c) du solde du compte de groupe de produits.

Le 30 juin et le 30 septembre, le Contrôle des finances présente en outre au Comité Contrôle des finances un rapport écrit sur la présente convention de prestations concernant:

d) l'utilisation des contingents de jours de travail définis pour les produits 'Mandats de contrôle extraordinaire' et 'Conseil',
e) le respect des normes de rendement,

f) les mesures à prendre pour corriger des écarts éventuels par rapport aux valeurs prévues.

6. Entrée en vigueur, renouvellement et adaptation de la convention de prestations

La présente convention de prestations entre en vigueur le 1er janvier 2016, par approbation du Grand Conseil. Elle abroge celle du 18 novembre 2013 et est conclue pour une durée de quatre ans, soit jusqu'au 31 décembre 2019.

Si les bases légales ou le champ d'activité du Contrôle des finances subissent des modifications pendant la durée de validité de la présente convention, celle-ci pourra être remplacée par une nouvelle convention de prestations sur proposition du Conseil-exécutif et de la Commission des finances, avant l'expiration de la durée de validité et moyennant respect de la procédure normale d'approbation.

Les annexes de 1 à 3 font partie intégrante de la présente convention.

****

Berne, juin 2015

Contrôle des finances du canton de Berne
Le chef:

sig. T. Remund

Proposition du Conseil-exécutif: ACE 1016 du 26 août 2015

Proposition de la Commission des finances du 13 août 2015

Arrêté du Grand Conseil du …

Annexe:
1 Tableau des prestations et des coûts de la convention de prestations du Contrôle des finances du canton de Berne pour les années 2016 - 2019
2 Contingents de jours de travail pour les mandats de contrôle extraordinaire et le conseil
3 Informations relatives aux résultats

Annexe

1 Tableau des prestations et des coûts de la convention de prestations du Contrôle des finances du canton de Berne pour les années 2016 - 2019

Groupe de produits	**Surveillance des finances**		
Produits	Tâches essentielles, Mandats de contrôle spécial, Mandats de contrôle extraordinaire, Conseil		
Objectifs prioritaires (but)	Le Contrôle des finances assure le contrôle indépendant de la comptabilité et de la reddition des comptes des autorités, de l'administration et des établissements du canton ainsi que de la gestion financière des unités d'organisation cantonales. Il seconde le Grand Conseil, la Commission des finances, la Commission de gestion, la Commission de justice, le Conseil-exécutif ainsi que les Directions, la Chancellerie d'Etat, la Direction de la magistrature, les tribunaux suprêmes et le Parquet général dans l'exercice de la surveillance des finances et de la responsabilité de gestion.		
Base légale	Art. 10 LCCF		
Bénéficiaires	Commission des finances, Commission de gestion, Commission de justice, Conseil-exécutif, Directions et Chancellerie d'Etat, Direction de la magistrature, tribunaux suprêmes, Parquet général, offices et services du canton, établissements cantonaux, services fédéraux, bénéficiaires des subventions cantonales et organisations pour autant qu'un intérêt public existe.		
Responsable du groupe de produits	Chef du Contrôle des finances		
Coûts, produits, solde (selon budget 2016)	Coûts *) CHF …….--	Produits *) CHF …….--	Solde *) CHF - …….--

*) Les valeurs sont ajustées au budget annuel.

2 Contingents de jours de travail pour les mandats de contrôle extraordinaire et le conseil

Bénéficiaires	Contingents de jours de travail par an	
	Mandats de contrôle extraordinaire	Conseil
Commission des finances	50	25
Commission de gestion	70	15
Commission de justice	25	5
Conseil-exécutif	50	25
Directions, Chancellerie d'Etat	100	50
Direction de la magistrature, tribunaux suprêmes et Parquet général	25	10
Total	**320** [1)]	**130** [1)]

[1)] Si les 300 jours de travail par an sont dépassés pour les mandats de contrôle extraordinaire et de conseil, le Contrôle des finances est habilité, dans le but de remplir ses tâches essentielles, à refuser des mandats ou à en confier l'exécution à des tiers. On peut supposer au vu de l'expérience que les contingents de jours de travail définis pour les mandats donnés par les différentes commissions, le Conseil-exécutif, les Directions et la Justice ne seront en règle générale pas dépassés.

3 Informations relatives aux résultats

Indicateurs	Valeur	Développement futur
Nombre d'employés du CF en moyenne annuelle qui sont soumis à la loi cantonale sur le Contrôle des finances (EPT)	24	constant
Evaluation de la qualité et de l'efficience du travail d'audit par l'organe de révision (évaluation globale)	Bon	constant
Evaluation de la satisfaction de la clientèle par sondage auprès de la CFin, de la CGes, du CE et de l'administration (évaluation globale)	Bon	constant
Potentiel d'optimisation annuel décelé par les audits du Contrôle des finances (en mio CHF)	>5	en hausse

****

Arrêté du Conseil-exécutif

N° d'ACE:	1016/2015
Date:	26 août 2015
Direction:	Chancellerie d'Etat
N° d'affaire:	
Classification:	Non classifié

Contrôle des finances; conclusion d'une convention de prestations pour les années 2016 – 2019.
Proposition commune du Conseil-exécutif et de la Commission des finances au Grand Conseil

1 Objet

En vertu de l'article 10, alinéa 3 de la loi cantonale du 1er décembre 1999 sur le Contrôle des finances (LCCF), le Grand Conseil arrête la convention de prestations avec le Contrôle des finances sur proposition du Conseil-exécutif et de la Commission des finances.

2 Préparation de la convention de prestations

Le Conseil-exécutif prend acte du fait que le Comité Contrôle des finances (délégation du Conseil-exécutif au contrôle des finances et bureau de la Commission des finances du Grand Conseil) ont approuvé le projet de convention de prestations le 8 juin 2015.

3 Propositions

Le Conseil-exécutif prend acte du fait qu'en date du 13 août 2015, la Commission des finances a décidé de proposer l'adoption de la convention de prestations au Grand Conseil.

Le Conseil-exécutif propose lui aussi au Grand Conseil l'adoption de la convention de prestations.

4 Arrêté du Grand Conseil

Vu la proposition commune du Conseil-exécutif et de la Commission des finances, le Grand Conseil adopte la convention de prestations pour les années 2016 - 2019 avec le Contrôle des finances.

Au nom du Conseil-exécutif
Le chancelier:
Auer

CANTON DE BERNE * CONSEIL-EXECUTIF *

Destinataire

- Grand Conseil

M

Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	084-2015
Type d'intervention:	Motion
Motion ayant valeur de directive:	☒
N° d'affaire:	2015.RRGR.302
Déposée le:	16.03.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Knutti (Weissenburg, UDC) (porte-parole) von Känel (Lenk i.S., UDC) Speiser-Niess (Zweisimmen, UDC) Berger (Aeschi, UDC)
Cosignataires:	0
Urgence demandée:	Non
Urgence accordée:	
N° d'ACE:	1011/2015 du 26 août 2015
Direction:	Chancellerie d'Etat
Classification:	–
Proposition du Conseil-exécutif:	**Rejet**

Adhésion du canton à la CGCA

Le Conseil-exécutif est chargé de demander l'adhésion du canton de Berne à la Conférence gouvernementale des cantons alpins (CGCA).

Développement :

Les Alpes sont une composante de l'identité helvétique et donc bien plus qu'un simple outil de marketing. Dans le canton de Berne, l'espace alpin est confronté à de profondes mutations des conditions générales. De nombreux emplois y sont supprimés pour être concentrés dans les agglomérations. Dans le Mittelland, les Alpes sont considérées comme un espace de détente plutôt qu'un cadre de vie et un espace économique, un comportement qui réduit la marge de manœuvre de l'économie et l'influence négativement.

La CGCA a pour vocation de soutenir la diversité, l'économie, la culture et l'autonomie des cantons alpins. C'est ce que définit la nouvelle Stratégie territoriale des espaces alpins caractéristiques en Suisse, élaborée dans le sillage du Projet de territoire suisse, projet qui, soit dit en passant, concerne également le canton de Berne.

La CGCA s'intéresse à l'aménagement du territoire, au tourisme, à l'énergie, aux finances, aux transports et aux relations extérieures. Ces thèmes sont incontestablement aussi des sujets de préoccupation pour le canton de Berne à qui l'adhésion à la conférence ne pourrait procurer que des avantages. Il pourrait en effet ainsi débattre de thèmes récurrents tels que la desserte des Alpes en moyens de communication et de télécommunication ou encore l'utilisation de la force hydraulique et exploiter les synergies.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion porte sur un domaine ressortissant exclusivement au Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le gouvernement dispose ainsi d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs fixés, les moyens à mettre en œuvre et les modalités pratiques. Il lui appartient de décider en dernier ressort.

Le Grand Conseil a déjà une fois traité la question d'une adhésion du canton de Berne à la Conférence gouvernementale des cantons alpins (CGCA) : le 6 septembre 2004, il a rejeté la motion 037-2004 von Allmen (Berne est aussi un canton de montagne), qui chargeait le Conseil-exécutif de demander l'adhésion à la Conférence gouvernementale des cantons alpins. Le Conseil-exécutif avait recommandé le rejet de la motion, estimant qu'une collaboration ponctuelle avec les cantons membres de la CGCA serait plus utile pour le canton de Berne. De plus, l'adhésion aurait accaparé des ressources financières et humaines.

Pour le Conseil-exécutif, la situation n'a pas radicalement changé depuis lors, malgré le Projet de territoire Suisse, que mentionne le motionnaire, et la nouvelle orientation de la CGCA. Canton hétérogène aux structures d'une grande diversité, le canton de Berne est familier des préoccupations des régions de montagne et de leurs intérêts. La conférence joue dans ce domaine un important rôle de coordinatrice. Le Projet de territoire Suisse montre cependant aussi que les espaces fonctionnels alpins ont une autre orientation stratégique que les espaces fonctionnels urbains, dont la Région capitale Suisse, à laquelle appartient le canton de Berne.

La question de savoir si le canton de Berne a intérêt à demander son adhésion à la CGCA doit également être examinée sous l'angle des relations extérieures du Conseil-exécutif. Ces relations ont pour but de représenter les intérêts du canton de Berne face à la Confédération, aux autres cantons et à l'étranger. En plus de l'importance de l'espace alpin, le statut particulier du canton de Berne dans son rôle d'articulation entre la Suisse alémanique et la Suisse romande, de centre politique du pays et de site économique important doit être pris en compte.

La coopération intercantonale est un instrument essentiel. Actuellement, le canton est membre de la Conférence des gouvernements cantonaux (CdC) et de la Conférence des Gouvernements de Suisse occidentale (CGSO), membre associé de la Conférence des Gouvernements de la Suisse du Nord-Ouest et membre des conférences nationales et régionales des directrices et directeurs. Membre d'arcjurassien.ch, il œuvre pour la coopération transfrontalière dans l'Arc jurassien. Enfin, il collabore avec d'autres cantons dans les domaines où il y a des intérêts communs.

Le Conseil-exécutif est d'avis que le canton de Berne est très largement représenté dans la coopération intercantonale au niveau gouvernemental, suffisamment pour constituer les coalitions

qui lui permettent de défendre ses intérêts. Le 3e rapport sur les relations extérieures du canton de Berne, dont le Grand Conseil a pris connaissance à l'unanimité le 3 juin 2015, en livre l'illustration. Plutôt que des liens permanents, une collaboration *ponctuelle* avec d'autres cantons et conférences est une option utile. L'exemple de la loi sur les résidences secondaires montre que ce pragmatisme est porteur de fruits également dans la collaboration avec les cantons membres de la CGCA. Le Conseil-exécutif relève en outre que l'adhésion à la CGCA serait liée à des frais de fonctionnement et d'étude et qu'il en résulterait un certain volume de travail.

Toutes ces raisons font que le Conseil-exécutif n'a pas l'intention de demander l'adhésion du canton de Berne à la CGCA. Dès lors, il propose au Grand Conseil le rejet de la motion.

Destinataire

- Grand Conseil

P

Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	183-2015
Type d'intervention:	Postulat
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.628
Déposée le:	09.06.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Lanz (Thun, UDC) (porte-parole) Jost (Thun, UDC)
Cosignataires:	40
Urgence demandée:	Non
Urgence accordée:	Non
N° d'ACE:	1196/2015 du 14 octobre 2015
Direction:	Chancellerie d'Etat
Classification:	–
Proposition du Conseil-exécutif:	**Rejet**

Introduction d'un frein à la réglementation

Le Conseil-exécutif est chargé d'étudier la possibilité d'introduire un frein à la réglementation au niveau cantonal.

Développement :

Si on demande aux acteurs de l'économie et en particulier aux patrons de PME quel est leur plus gros problème, ils répondent le plus souvent que c'est la frénésie normative. Les indices de densité normative, qui sont objectifs, confirment la réalité du phénomène. Ce foisonnement de règles affaiblit la compétitivité de l'économie, raison pour laquelle l'introduction d'un frein à la réglementation est régulièrement réclamée.

Le Conseil-exécutif est par conséquent chargé de mettre la question à l'étude. Divers modèles peuvent être envisagés. On pourrait par exemple plafonner annuellement les coûts induits par toute nouvelle réglementation ou appliquer le principe selon lequel pour toute création d'une nouvelle norme, on en supprime une existante. Un postulat allant dans ce sens a été déposé au Conseil national (postulat 15.3421 Caroni).

Réponse du Conseil-exécutif

Le postulat demande au Conseil-exécutif d'étudier la possibilité d'introduire un frein à la réglementation, les auteurs évoquant un postulat similaire déposé par le conseiller national Andrea Caroni. Ce texte, qui n'a pas encore été traité par le conseil prioritaire[1], réclame « un frein aux réglementations définissant un maximum pour les réglementations supplémentaires ou pour la charge administrative des entreprises ». Autre option évoquée dans le postulat Caroni, celle qui consiste à appliquer le principe « *one in, one out* », c'est-à-dire à supprimer une norme existante pour toute création d'une nouvelle norme (par ex. dans le même domaine). Dans sa réponse du 19 août 2015, le Conseil fédéral propose le rejet du postulat. Il considère certes, tout comme l'auteur du postulat, que la réglementation, et la charge administrative qui en découle pour les entreprises, doivent être maîtrisées, mais il renvoie à sa stratégie de lutte contre la charge administrative et les coûts de la réglementation. Il voit d'un œil critique l'introduction d'un frein à la réglementation, car il faudrait pour ce faire créer de nouvelles structures impliquant un surcroît de charge administrative[2].

Le Conseil-exécutif est lui aussi parfaitement conscient du phénomène de l'augmentation de la densité normative. L'un des axes d'intervention stratégiques de la Stratégie économique 2025 (dont le Grand Conseil a pris connaissance le 24 novembre 2011) prévoit d'ailleurs que « le canton agit de manière compréhensible et conforme aux besoins de la population ». On précise que « le canton privilégie un mode d'action compréhensible et conforme aux besoins de la population axé sur la recherche de solutions, en évitant de causer des coûts inutiles à l'économie et aux citoyens »[3]. Chaque fois qu'un projet législatif est lancé, la règle veut qu'on s'interroge sur la nécessité d'édicter une nouvelle réglementation, sur l'impact attendu et sur les possibles problèmes de mise en pratique (cf. Module 8 des Directives du canton de Berne sur la procédure législative [DPL]). Lors de la délibération de la motion 035-2013 PLR « Présentation des répercussions des actes législatifs sur l'économie », le Conseil-exécutif a signalé que les rapports accompagnant les textes législatifs, les affaires de crédit et d'autres arrêtés doivent contenir un chapitre consacré aux répercussions prévisibles sur l'économie. C'est d'ailleurs ce que prévoit expressément l'article 67, alinéa 2, lettre *i* du règlement du Grand Conseil du 4 juin 2013 (RGC, RSB 151.211).

Pour le Conseil-exécutif, mieux vaut soumettre chaque projet législatif à l'analyse critique évoquée ci-dessus – nécessité d'édicter la nouvelle réglementation, charges administratives induites, répercussions sur l'économie – plutôt qu'introduire des automatismes rigides. Il estime que cette manière de faire est appropriée dans le cas du canton de Berne. Si un frein à la réglementation était introduit, il faudrait l'assortir de nombreuses réserves et exceptions, puisque nombre de projets législatifs du canton ont en fait pour objet de mettre le droit fédéral en œuvre. En pareil cas, la question de la nécessité de la nouvelle réglementation ne se pose pas (cf. p. ex. dans la planification des affaires du Grand Conseil, les thèmes de l'aménagement du territoire, du droit de cité ou des loteries ou encore, parmi les projets de ces dernières années, le nouveau droit de protection de l'enfant et de l'adulte et le nouveau système de financement des hôpitaux). Le frein à la réglementation, s'il était introduit, nécessiterait une (nouvelle) réglementation compliquée. Son application pourrait donner lieu à de nombreuses controverses et ce, dès le début du processus législatif, concernant l'admissibilité des nouvelles réglementations proposées (p. ex. lors

[1] Etat le 27 août 2015
[2] http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20153421 (consulté le 27.8.2015)
[3] http://www.gr.be.ch/gr/fr/index/geschaefte/geschaefte/suche/geschaeft.gid-2c3b7d976d504f3592d67289cfc461e7.html

du traitement d'initiatives parlementaires ou de motions assorties de mandats législatifs). Abstraction faite du surcroît normatif qu'induirait l'introduction d'un frein à la réglementation, la mesure des coûts induits par les nouvelles réglementations alourdirait également les charges administratives. A quoi il faudrait ajouter les frais engendrés par la création éventuelle de structures indépendantes de l'administration, structures régulièrement évoquées quand il est question du frein à la réglementation[4]. Tous ces inconvénients plaident selon le Conseil-exécutif en défaveur du frein à la réglementation. Dans ces conditions, il propose au Grand Conseil de rejeter le postulat.

Destinataire

- Grand Conseil

[4] http://www.economiesuisse.ch/fr/article/un-travail-acharn%C3%A9-au-quotidien-pour-r%C3%A9duire-la-bureaucratie; PETER BUOMBERGER, Des chemins pour sortir de la jungle réglementaire, septembre 2014 : http://www.avenir-suisse.ch/fr/40230/jungle-reglementaire/

Arrêté du Conseil-exécutif

N° d'ACE:	1029/2015
Date:	26 août 2015
Direction:	Direction de la police et des affaires militaires
N° d'affaire:	2015.POM.249
Classification:	non classifié

Office de la privation de liberté et des mesures d'encadrement (OPLE); introduction d'un nouveau système de gestion des détenus
Crédits d'engagement 2016-2018 et 2016-2020; crédit d'objet; autorisation de dépenses

1. Objet

Le crédit d'engagement porte sur l'acquisition, la maintenance et l'exploitation d'un logiciel de gestion des détenus (FABESYS – *Fallbewirtschaftungssystem*), destiné à remplacer l'ancien système au sein de l'OPLE.

2. Bases légales

- Loi du 20 juin 1995 sur l'organisation du Conseil-exécutif et de l'administration (loi d'organisation, LOCA; RSB 152.01), article 30
- Ordonnance du 18 octobre 1995 sur l'organisation et les tâches de la Direction de la police et des affaires militaires (ordonnance d'organisation POM, OO POM; RSB 152.221.141), articles 1 et 10
- Loi du 25 juin 2003 sur l'exécution des peines et mesures (LEPM; RSB 341.1), articles 8 et suivants, 83 et suivants
- Ordonnance du 5 mai 2004 sur l'exécution des peines et mesures (OEPM; RSB 341.11), articles 16 et suivants, 31 et suivants
- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 620.0), articles 11, 46, 47, 48, alinéa 1, lettre *a*, 49, 50, et 52
- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP; RSB 621.1), articles 29, lettre *a*, 136, 139, 145 à 148 et 152
- Instructions du 21 décembre 2004 sur le pilotage des finances et des prestations (IFP), article 92a
- Loi du 11 juin 2002 sur les marchés publics (LCMP; RSB 731.2), articles 3 et suivants
- Ordonnance du 16 octobre 2002 sur les marchés publics (OCMP; RSB 731.21), article 4

3. Nature de la dépense et qualification juridique

Dépense nouvelle unique (art. 46 et 48, al. 1, lit. *a* LFP)

Dépense liée périodique (art. 47 et 48, al. 2 LFP)

4. Montant déterminant

Dépenses uniques 2016-2018

Crédit soumis à approbation (y c. TVA): **2 900 000 CHF**

Dépenses périodiques 2016-2020

Crédit soumis à approbation (y c. TVA): **780 000 CHF**

5. Nature du crédit, compte, groupe de produits, exercice comptable

Crédit d'objet; crédit d'engagement pour les années 2016-2018 (2 900 000 CHF)

Crédit d'objet; crédit d'engagement pour les années 2016-2020 (780 000 CHF)

Groupe de produits:	06.06.9120 Privation de liberté et mesures d'encadrement
Compte:	309800 Formation et perfectionnement professionnels du personnel en matière d'informatique (dépense unique)
Compte:	318600 Traitement des données BEDAG (dépense périodique)
Compte:	318800 Prestations de services de tiers en matière d'informatique (dépense périodique)
Compte:	506800 Acquisition d'équipements informatiques (dépense unique)

Le versement du crédit d'engagement unique est prévu comme suit.

Année	Compte	Montant
2016	506800	1 350 000 CHF
2017	506800	1 350 000 CHF
2017	309800	100 000 CHF
2018	309800	100 000 CHF

Le versement du crédit d'engagement périodique est quant à lui prévu comme suit.

Année	Compte	Montant
2016	318600	380 000 CHF
	318800	360 000 CHF
2017	318600	390 000 CHF
	318800	360 000 CHF
2018	318600	400 000 CHF
	318800	360 000 CHF
2019	318600	410 000 CHF
	318800	360 000 CHF
2020	318600	420 000 CHF
	318800	360 000 CHF

Les montants ont été inscrits au budget 2016 et au plan intégré mission-financement 2017-2019; ils sont portés à la charge du groupe de produits 06.06.9120 Privation de liberté et mesures d'encadrement.

6. Coûts induits

Les coûts induits sont inclus dans les dépenses périodiques.

7. Référendum financier

Le présent arrêté est soumis au référendum facultatif et sera publié dans la Feuille officielle.

Au nom du Conseil-exécutif
Le chancelier:
Auer

CANTON DE BERNE * CONSEIL-EXECUTIF *

Destinataire

- Grand Conseil

Rapport

Date de la séance du CE: 26 août 2015
Direction: Direction de la police et des affaires militaires
N° d'affaire: 2015.POM.249
Classification: non classifié

Office de la privation de liberté et des mesures d'encadrement (OPLE); introduction d'un nouveau système de gestion des détenus
Crédits d'engagement 2016-2018 et 2016-2020; crédit d'objet; autorisation de dépenses

Table des matières

1 Synthèse 3

2 Bases légales 3

3 Description de l'affaire 3
3.1 Projet 3
3.2 Tâches et objectifs du logiciel 4
3.3 Historique 4
3.4 Projet de remplacement du système GINA actuel 5
3.5 Droit des marchés publics 5
3.6 Logiciel standard GINA Web 6
3.7 Interface avec FIS V10 et les systèmes de planification des ressources (systèmes ERP) 6
3.8 Protection des données 6
3.9 Calendrier de l'introduction 7
3.10 Planification financière 8
3.10.1 Dépenses uniques 8
3.10.2 Dépenses périodiques: prestations informatiques 2016-2020 9

4 Nature de la dépense et qualification juridique 9
4.1 Dépenses liées ou nouvelles 9
4.2 Dépenses périodiques ou uniques 10
4.3 Qualification des dépenses soumises à approbation 10

5 Place du projet dans le programme gouvernemental de législature et dans d'autres planifications importantes 10

6 Répercussions sur les finances, l'organisation, le personnel, l'informatique et les locaux 10

7 Répercussions sur les communes 11

8 Répercussions sur l'économie, l'environnement et la société 11

9 Conséquences en cas de refus 11

10 Proposition 11

1 Synthèse

La présente affaire concerne le remplacement du système informatique de gestion des détenus au sein de l'OPLE. Le nouveau logiciel servira à assister les processus élaborés au préalable par l'office et devra s'intégrer dans le réseau informatique du canton de Berne (*on-premise solution*). L'autorisation de dépenses comprend les coûts d'acquisition, d'introduction, de formation, d'entretien et d'exploitation.

L'acquisition s'effectue dans le cadre d'un appel d'offres public conformément à l'article 3 LCMP.

2 Bases légales

– Loi du 20 juin 1995 sur l'organisation du Conseil-exécutif et de l'administration (loi d'organisation, LOCA; RSB 152.01), article 30
– Ordonnance du 18 octobre 1995 sur l'organisation et les tâches de la Direction de la police et des affaires militaires (ordonnance d'organisation POM, OO POM; RSB 152.221.141), articles 1 et 10
– Loi du 25 juin 2003 sur l'exécution des peines et mesures (LEPM; RSB 341.1), articles 8 et suivants, 83 et suivants
– Ordonnance du 5 mai 2004 sur l'exécution des peines et mesures (OEPM; RSB 341.11), articles 16 et suivants, 31 et suivants
– Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 620.0), articles 11, 46, 47, 48, alinéa 1, lettre *a*, 49, 50, et 52
– Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP; RSB 621.1), articles 29, lettre *a*, 136, 139, 145 à 148 et 152
– Instructions du 21 décembre 2004 sur le pilotage des finances et des prestations (IFP), article 92a
– Loi du 11 juin 2002 sur les marchés publics (LCMP; RSB 731.2), articles 3 et suivants
– Ordonnance du 16 octobre 2002 sur les marchés publics (OCMP; RSB 731.21), article 4

3 Description de l'affaire

3.1 Projet

L'OPLE a cherché un partenaire en mesure de lui fournir un système informatique de gestion des détenus répondant à différents critères consignés au préalable dans un cahier des charges. Ce partenaire doit disposer des connaissances et de la disponibilité nécessaires pour assurer le développement continu et la maintenance du logiciel pendant la durée prévue de son exploitation. Ce service comprend notamment la mise à disposition de prestations d'assistance (assistance de second et de troisième degré) ainsi que la réalisation d'adaptations du logiciel (*changes*). Conformément au descriptif, les prestations suivantes ont été exigées:

- Fourniture et installation d'un système informatique de gestion des détenus pour 1200 utilisateurs au sein de l'OPLE (utilisation simultanée par 230 terminaux)
- Transfert des données de l'ancien vers le nouveau système
- Prestations d'assistance à l'attention des utilisateurs de second et troisième degré pour les années 2016 à 2020 (mandat de base)
- Développement du logiciel par le biais d'adaptations pour les années 2016 à 2020 (mandat de base)

- Formation des personnes désignées comme super-utilisateurs au cours des années 2016 à 2020 (mandat de base)

3.2 Tâches et objectifs du logiciel

L'OPLE se charge de l'exécution des peines et mesures par des adultes et des jeunes et se fonde, pour ce faire, sur les jugements prononcés par les tribunaux bernois. Les établissements d'exécution des peines et mesures accueillent également des personnes soumises à des mesures de droit civil (p. ex. placement à des fins d'assistance) et à des mesures de contrainte relevant du droit des étrangers (détention en phase préparatoire, détention en vue du renvoi ou de l'expulsion et détention pour insoumission); ils sont en outre compétents pour l'exécution de mesures éducatives de droit civil prononcées à l'égard de jeunes. Le nouveau logiciel doit garantir le bon déroulement des processus de base et d'assistance liés à la gestion des détenus. Il s'agit ainsi du principal logiciel utilisé par l'OPLE pour l'ensemble des tâches relatives à l'administration des personnes détenues.

Le logiciel doit notamment assister les processus suivants: saisie des jugements bernois (20 000 à 25 000 par année, y c. peines privatives de liberté de substitution), exécution des peines et mesures par des adultes et des jeunes (env. 15 000 cas par année), planification et déroulement de l'exécution au sein des établissements correspondants (quelque 400 000 jours d'occupation par année), transferts de détenus par la Section de transport, traitement de personnes malades à la Division cellulaire de l'Hôpital de l'Île, exécution de peines privatives de liberté sous forme de travail d'intérêt général et d'arrêts domiciliaires sous surveillance électronique et encadrement par l'assistance de probation. De plus, les coûts à charge des autorités de placement y sont regroupés, calculés et facturés par le biais de l'interface avec le Système d'informations financières (système FIS).

Pendant l'exécution d'une peine privative de liberté ou d'une mesure, le logiciel permet la gestion des cellules («qui est où»), des comptes (y c. pécule) et des effets appartenant aux personnes détenues ainsi que des visites et des congés.

Afin de garantir le bon déroulement des tâches, le nouveau système doit impérativement comporter un gestionnaire de flux de données (*workflow engine*), pour pouvoir insérer aisément les processus et les adapter, ainsi qu'un gestionnaire de documents intégré, pour répondre aux exigences en matière de protection de données liées à l'archivage et à la suppression de documents et de données.

3.3 Historique

En 2004, une autorisation de paiement et de réalisation (ACE 2036 du 23 juin 2004) et deux crédits supplémentaires (ACE 2037 et 2038) ont fourni à l'OPLE les moyens financiers nécessaires à l'introduction du logiciel standard GINA de l'entreprise Ultrasoft AG à Zollikofen pour l'ensemble des domaines relatifs à la gestion des détenus (y c. registre informatisé de l'exécution des peines et mesures). À cette époque, les prisons recouraient déjà à une ancienne version du logiciel GINA pour l'administration des personnes détenues. Lors de l'introduction généralisée de GINA en 2004, l'OPLE a acquis des licences de base et les prestations liées à l'installation du logiciel pour l'ensemble de ses établissements.

À l'issue de l'introduction des modules principaux de GINA dans les prisons régionales (2005), les établissements de St-Jean (2005), de Thorberg, de Hindelbank et de Witzwil (2006), les

foyers d'éducation Prêles et Lory, à Münsingen (2007), l'ensemble des institutions devant bénéficier des fonctionnalités de base en matière d'administration des personnes détenues ont été raccordées à GINA. Au cours des années 2005 à 2007, d'autres développements importants (notamment registre informatisé de l'exécution des peines et mesures) ont été réalisés à charge du compte de fonctionnement, afin d'offrir une utilisation plus efficace et spécifique de GINA à la Section de l'application des peines et mesures (SAPEM) et dans les préfectures.

Le système GINA est actuellement le seul logiciel de gestion des détenus au sein de l'OPLE et revêt ainsi un rôle capital, puisqu'il est utilisé par l'ensemble des établissements, foyers et sections de l'OPLE.

Un module supplémentaire a été ajouté au système GINA en 2013 en vue de l'encaissement des amendes par la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Des interfaces ont en outre été réalisées vers les systèmes NESKO (recouvrement juridique par la Direction des finances) et TRIBUNA (contrôle des affaires et données relatives aux jugements des organes de justice) et un système de contrôle interne supra-directionnel a été créé. Depuis 2007, une interface débiteurs relie en outre GINA au système FIS. Pour des raisons de protection de données, seules des factures globales sont générées pour chaque débiteur, les informations détaillées ne quittant pas GINA.

3.4 Projet de remplacement du système GINA actuel

En 2011, les responsables de l'OPLE ont décidé de mettre sur pied un projet visant à remplacer le système informatique, et ce suite au projet GINA-POAS (*Pflicht, Optionales, Ausschluss der Applikation GINA, Systemgrenzen*; affiliation obligatoire, option, exclusion, frontières), réalisé par M. Andreas Werren (groupe de conseil pour le développement d'entreprise, BGU). Ce projet a abouti à la conclusion que le logiciel de l'époque ne satisfaisait plus aux principales exigences en matière de protection de données (suppression de données, limitation au droit de lecture pour certaines fonctions, restriction de l'accès aux données pour des groupes de personnes) et que la maniabilité pour les utilisateurs ne correspondait plus aux standards usuels. Il s'agit donc en l'espèce d'une acquisition de remplacement pour un ancien système informatique.

C'est pourquoi, en 2013, des démarches en vue du lancement d'un appel d'offres public en vertu de la LCMP et de l'accord du 15 avril 1994 du GATT/OMC sur les marchés publics (RS 0.632.231.422) ont été engagées (cf. point suivant).

En 2014, de concert avec des représentants et représentantes des unités organisationnelles de l'OPLE, les processus et les exigences informatiques ont été répertoriés. Cette documentation a servi de base à l'appel d'offres public destiné à l'introduction d'un nouveau logiciel de gestion des détenus (FABESYS) au sein de l'office.

3.5 Droit des marchés publics

La procédure d'appel d'offres est régie par la LCPM. Une première évaluation a indiqué que les coûts d'un nouveau logiciel satisfaisant aux exigences formulées seraient supérieurs à 250 000 francs, raison pour laquelle une procédure répondant aux dispositions de l'accord GATT/OMC a été engagée en février 2015.

En mai 2015, la seule offre reçue a été examinée, le résultat étant le suivant:

Le produit proposé par l'entreprise Ultrasoft satisfait à l'ensemble des critères énoncés et s'est révélé, après avoir été évalué sur la base du cahier des charges, être le plus avantageux d'un point de vue économique. En outre, la solution proposée répond dans une forte mesure aux exigences fonctionnelles et non-fonctionnelles formulées par l'OPLE. Vu la forte concordance entre les caractéristiques du produit et les exigences du cahier des charges, on peut conclure que cette solution est appropriée pour l'utilisation escomptée.

Le 22 juin 2015, l'adjudication a été communiquée à l'entreprise Ultrasoft, sous réserve de l'approbation par l'organe compétent en matière de finances; elle a également été publiée sur le site du Système d'information sur les marchés publics en Suisse (www.simap.ch).

3.6 Logiciel standard GINA Web

GINA est un logiciel modulaire conçu pour le domaine de l'exécution des peines privatives de liberté et des mesures d'encadrement. La nouvelle technologie GINA Web permet de remplacer progressivement la version GINA NT2.

Le produit GINA, soumis à une évolution continue depuis 1989, représente actuellement une des principales solutions informatiques pour le domaine de l'exécution des peines privatives de liberté et des mesures d'encadrement en Suisse. Il est à ce jour utilisé par 14 cantons (cf. www.gina.ultrasoft.ch).

3.7 Interface avec FIS V10 et les systèmes de planification des ressources (systèmes ERP)

Une interface avec le système FIS du canton de Berne (V10) existe déjà et est utilisée pour la facturation des indemnités. Pour des raisons de protection des données, une facture globale est établie pour chaque personne détenue, avant d'être envoyée au système FIS. Les données détaillées sont générées dans le logiciel spécialisé et enregistrées avec les factures. Cette manière de procéder est garantie également avec un futur système ERP.

Étant donné que le nouveau logiciel spécialisé fonctionnera à partir de la plateforme d'informatique de base commune (plateforme GGV) de l'Office d'informatique et d'organisation (OIO) et qu'il relève de la responsabilité de la Direction, il n'est pas nécessaire d'attendre la décision de réalisation concernant le projet cantonal IT@BE.

Le logiciel assiste également de nombreux processus de travail qui ne sont pas liés à la planification des ressources, tels que l'organisation et l'exécution des transports de personnes détenues, les tâches relatives à l'encadrement, notamment dans les établissements et la Division cellulaire, l'encadrement des personnes du domaine Exécution cas à risques, l'évaluation des prestations de travail au sein des établissements et des foyers, les sanctions envers les personnes détenues et l'organisation des visites. Une intégration de tels processus dans un système ERP serait impossible ou du moins très compliquée.

3.8 Protection des données

En 2004, une stratégie en matière de sécurité informatique et de protection des données pour le logiciel GINA (stratégie SIPD) a été élaborée et approuvée par le Bureau pour la surveillance de la protection des données. Un entretien préalable avec cette même autorité (cf. ci-après) a indiqué que cette stratégie peut continuer d'être appliquée aux données et informations utilisées. Sa version révisée doit toutefois prendre en compte les nouvelles implémenta-

tions techniques et les extensions du système. La refonte du document est prévue dans le cadre du présent projet et devrait être achevée d'ici fin octobre 2016, le procédé ayant été défini en accord avec le Bureau pour la surveillance de la protection des données.

En 2009, l'entreprise Swiss Infosec a effectué un examen portant sur la protection des données. La plupart des mesures exigées ont été réalisées, notamment: l'enrayement d'exportations incontrôlées de données via Excel, l'interdiction de publier des contenus dignes de protection (listes des personnes détenues) dans les locaux libres d'accès, l'instruction périodique du personnel dans le domaine de la protection des données, l'amélioration de la sécurité des mots de passe, l'interdiction d'utiliser les noms des personnes détenues dans le système de gestion des services d'assistance (*ticketing*) ainsi que dans les courriels et le recours aux courriels sécurisés (*Secure-Mail*).

Les autres mesures préconisées, telles que la suppression systématique des données jusqu'au niveau de la base de données et des copies de sécurité (*backup*) ainsi que l'amélioration des possibilités d'accès, seront réalisées au cours du présent projet.

En avril 2015, une nouvelle analyse des risques SIPD a été effectuée avec le délégué cantonal à la sécurité informatique (DSI BE) et a fait l'objet d'un compte rendu. Elle a confirmé la nécessité de renforcer la protection des données gérées par le système GINA.

Lors d'un entretien le 23 juin 2015 avec le Bureau pour la surveillance de la protection des données, les points suivants ont été convenus:

- Le catalogue des données utilisées, la stratégie SIPD (y c. documentation relative à l'analyse préalable) et les adaptations au niveau de la base de données seront préparés et réalisés une fois que le Grand Conseil aura approuvé la présente demande de crédit, au plus tard d'ici fin octobre 2016. Ce ne sera qu'à ce moment que le Bureau pour la surveillance de la protection des données pourra évaluer si le projet respecte les normes en matière de protection des données.
- L'aménagement de l'accès client sera effectué de sorte qu'il réponde également au besoin accru de protection des données; les mesures correspondantes seront prises en collaboration avec l'OIO et la société BEDAG SA.
- L'OPLE soumettra la documentation élaborée à l'Autorité de surveillance de la protection des données pour examen et approbation d'ici fin octobre 2016.

3.9 Calendrier de l'introduction

Le projet est structuré selon les phases suivantes.

Phase	Durée	Activités
Lancement / conception	2011 – 2015	– Analyse préalable (y c. étude de marché) – Documentation des processus et exigences envers le système – Élaboration de la documentation pour l'appel d'offres – Exécution de l'appel d'offres OMC
Réalisation	Mai 2016 – décembre 2017	– Élaboration des documents (utilisation des données, structure de la base de don-

		nées, SIPD) – Précision et définition des processus (spécifications détaillées) – Configuration et test des différents modules – Élaboration de la documentation de formation
Introduction	2018	– Introduction des différents modules – Formation du personnel
Système opérationnel	Dès janvier 2019	Tous les modules sont opérationnels

Les différentes phases prévues pour les modules et les domaines spécifiques se recouperont; ainsi, certains modules seront opérationnels dès le deuxième semestre 2017.

3.10 Planification financière

3.10.1 Dépenses uniques

3.10.1.1 Compte des investissements 2016-2017

Pour les années 2016 et 2017, les tâches suivantes, liées à la conception et au développement du nouveau logiciel, sont prévues (montant: 2 700 000 CHF). La TVA est comprise dans les montants évoqués.

a) Réalisation de FABESYS (1 160 000 CHF)

Cette étape prévoit le développement du logiciel par l'entreprise Ultrasoft AG selon les critères d'attribution et les exigences définis par l'OPLE dans le cadre de l'appel d'offres public. Conformément au devis, les dépenses correspondantes s'élèvent à 1 160 000 francs.

b) Soutien au projet (900 000 CHF)

Des spécialistes externes fournissent un soutien lors de la conception du nouveau logiciel. Cette aide extérieure dans les domaines de l'informatique et de l'assurance qualité ainsi que les différents travaux au sein des unités organisationnelles de l'OPLE génèrent des dépenses d'un montant de 900 000 francs.

c) Application des mesures en matière de protection des données (350 000 CHF)

Les dépenses engendrées par cette phase du projet (élaboration du concept) s'imposent afin de satisfaire aux exigences de la protection des données. Pour ce faire, un nouveau catalogue des données utilisées doit être établi et différentes adaptations au niveau de la stratégie SIPD ainsi que de la base de données s'imposent.

d) Réserve (290 000 CHF)

La réserve – onze pour cent du montant global des investissements – sert à compenser les fluctuations imprévues au niveau des dépenses mentionnées ci-dessus.

Étant donné que les activités évoquées sont liées à l'introduction du nouveau logiciel et qu'elles en permettent l'utilisation nouvelle et durable, il s'agit en l'espèce de dépenses d'investissement au sens de l'article 11 LFP en relation avec l'article 29, lettre *a* OFP; les montants correspondants seront prélevés sur le compte 506800. Ces dépenses concernent les phases

de *conception* et de *réalisation* selon la méthode de gestion de projet HERMES (type de projet: développement du système) et correspondent ainsi aux critères d'activation au sens de l'article 92a des instructions du 21 décembre 2004 sur le pilotage des finances et des prestations (IFP).

3.10.1.2 Compte de fonctionnement 2017-2018

Formation: 200 000 francs
Un montant de 200 000 francs est réservé à la formation du personnel de l'OPLE une fois le système installé.

3.10.2 Dépenses périodiques: prestations informatiques 2016-2020

Les différentes prestations informatiques entrant dans le cadre de la présente autorisation de dépenses et concernant l'exploitation et l'entretien du système sont présentées ci-après. Leur montant se situe entre **740 000 francs** (2016) et **780 000 francs** (2020). Elles concernent le compte de fonctionnement et sont portées aux comptes «Traitement des données BEDAG» et «Prestations de services de tiers en matière d'informatique». La TVA est comprise dans les coûts, et les montants annuels sont inscrits au budget à titre de plafonds.

a) Prestations de services de tiers en matière d'informatique (compte 318800, 360 000 CHF)

Ce poste comprend l'entretien technique du système, l'assistance pour les utilisateurs de second et troisième niveau ainsi que les tâches de soutien général liées à FABESYS et aux interfaces correspondantes. Les coûts annuels pour les années 2016 à 2020 s'élèvent à 360 000 francs.

b) Implémentation de FABESYS (compte 318600, entre 380 000 et 420 000 CHF)

Ces coûts annuels, jusqu'alors approuvés par l'ACE N°0728/2013, servent à couvrir l'exploitation du logiciel sur la plateforme GGV de l'OIO. Pour ce faire, le calcul prend en compte un accroissement annuel des coûts de 10 000 francs, déterminé sur la base de valeurs des années précédentes, et constitue une réserve pour des réalisations techniques qui s'imposeront mais qui n'ont pas encore été déterminées à ce jour, comme le renforcement de la sécurité en matière de transmission cryptée des données. Si le présent arrêté est approuvé, les dépenses pour les années 2016 et 2017 autorisées par l'ACE susmentionné seront caduques.

4 Nature de la dépense et qualification juridique

4.1 Dépenses liées ou nouvelles

Depuis le 1er juin 2014, l'article 48, alinéa 1 LFP dispose qu'une dépense est considérée comme nouvelle lorsqu'elle présente une liberté d'action pour ce qui est de son montant, de la date à laquelle elle sera engagée ou d'autres modalités. L'article 48 LFP est appliqué en l'espèce dans la mesure où sont qualifiées

- de nouvelles, les dépenses relatives aux prestations de conseil fournies par des tiers et à l'introduction du logiciel, et donc principalement celles relatives au projet, et
- de liées, les dépenses relatives à l'exploitation et à l'entretien.

Cette distinction se fonde sur le fait qu'une certaine liberté d'action existe en lien avec la décision d'introduire le logiciel en question. Cette décision a également une incidence sur les

coûts induits périodiques, notamment en matière d'exploitation et de maintenance du logiciel. Ainsi, aucune liberté d'action n'existera à l'avenir concernant ces dépenses.

4.2 Dépenses périodiques ou uniques

Conformément à l'article 47 LFP, des dépenses sont considérées comme périodiques lorsqu'elles servent à l'exécution d'une tâche permanente, ce qui est le cas pour les dépenses relatives à l'exploitation et à la maintenance pendant la durée de vie d'un logiciel. À l'opposé, les dépenses liées à l'introduction du produit ou aux prestations de conseil correspondantes surviennent typiquement dans le cadre d'un projet de durée limitée. Elles sont donc uniques au sens de l'article 46 LFP.

4.3 Qualification des dépenses soumises à approbation

Il s'agit, d'une part, de dépenses liées périodiques au sens des articles 47 et 48, alinéa 2 LFP. Elles s'élèvent à un montant annuel allant de **740 000 francs** (2016) à **780 000 francs** (2020). Les processus de base liés à la gestion des détenus au sein de l'OPLE sont assurés par FABESYS. Vu son importance au sein de l'office en tant qu'organisme spécialisé en matière d'exécution des peines privatives de liberté et des mesures d'encadrement, le logiciel doit être opérationnel sept jours sur sept et 24 heures sur 24. Un tel fonctionnement nécessite une maintenance continue.

En ce qui concerne, d'autre part, les **investissements** et les coûts de **formation** du personnel, il s'agit de dépenses nouvelles uniques au sens des articles 46 et 48, alinéa 1, lettre *a* LFP, pour un montant de **2 900 000 francs**.

En vertu de l'article 152 et de l'annexe 3 OFP, les présents crédits d'engagement relèvent de la compétence du Grand Conseil et sont soumis au référendum facultatif.

5 Place du projet dans le programme gouvernemental de législature et dans d'autres planifications importantes

Le recours à un logiciel moderne est indispensable afin que l'OPLE puisse garantir une exécution professionnelle des peines privatives de liberté et des mesures d'encadrement au sein du canton de Berne. Le logiciel remplit ainsi directement l'objectif «Assurer la sécurité» défini par le Conseil-exécutif dans le programme gouvernemental de législature.

6 Répercussions sur les finances, l'organisation, le personnel, l'informatique et les locaux

Le présent arrêté n'entraîne aucune répercussion sur le personnel ou d'autres conséquences pour le canton de Berne. L'exploitation du système continue à être assurée par le personnel de l'OPLE.

Les répercussions sur les finances et l'exploitation liées à l'introduction de FABESYS sont présentées ci-après. Le nombre de dossiers que l'OPLE est appelé à traiter, mentionné au point 3.2, ne dépend pas d'un système donné et ne changera par conséquent pas suite à l'introduction d'un nouveau logiciel. Le volume de données reste ainsi le même sous l'angle quantitatif.

Pour l'exploitation du système actuel de gestion des détenus (GINA), des montants de 630 000 francs pour l'année 2016 et 655 000 francs pour l'année 2017 étaient inscrits au bud-

get et ont été approuvés par l'organe compétent en matière financière (cf. ACE 0728/2013). Si le présent arrêté est approuvé, ceux-ci seront caducs. Comme indiqué au point 3.10.2 du présent rapport, les coûts annuels d'exploitation du nouveau logiciel s'élèvent à 740 000 francs pour l'année 2016 et à 750 000 francs pour l'année 2017. Les coûts supplémentaires sont ainsi d'environ 100 000 francs et s'expliquent, d'une part, par les mesures permettant de répondre aux exigences contraignantes en matière de protection des données, auxquelles l'ancien système n'est pas à même de faire face. D'autre part, grâce à l'introduction d'un client web, FABESYS offrira une interface utilisateur considérablement améliorée et utilitaire ainsi que de nouvelles fonctionnalités (cf. à ce sujet pt 3). Désormais, l'ensemble des processus de travail bénéficieront du suivi offert par le logiciel, qui inclura en outre un système de gestion des documents. D'un point de vue qualitatif, les fonctionnalités supplémentaires offriront ainsi à l'OPLE une amélioration et simplification des tâches liées à la gestion des détenus.

7 Répercussions sur les communes

Aucune

8 Répercussions sur l'économie, l'environnement et la société

À l'issue du projet relatif au nouveau logiciel FABESYS, le canton de Berne assumera un rôle de pionnier dans le domaine de l'exécution des peines et mesures. En exploitant le nouveau logiciel, il détiendra le système le plus moderne, en particulier parmi tous les cantons qui utilisent également le système GINA.

9 Conséquences en cas de refus

Afin que l'OPLE puisse exercer le mandat qui lui est confié, le système doit être accessible à l'ensemble des unités organisationnelles, permettre une présentation homogène des données relatives aux personnes détenues et assurer, dans les limites autorisées, la mobilité des données sans restriction d'ordre technologique.

Renoncer au présent projet entraînerait les conséquences suivantes.

- Impossibilité d'appliquer les mesures exigées en matière de protection des données
- Absence de suivi du travail quotidien, offert par un système présentant un gestionnaire de processus et de flux de données
- Utilisation par l'OPLE d'un logiciel dépassé et en fin de vie, ce qui signifierait – outre un investissement en temps considérable pour son utilisation – une hausse des coûts liés à la maintenance
- Impossibilité d'adapter le système à l'évolution des conditions générales
- Interruption de l'introduction du système et de la plateforme de données uniformisés; apparition de lacunes techniques entravant lourdement l'accomplissement des tâches quotidiennes
- Maintien de solutions temporaires sous forme de bases de données Excel et/ou Access
- Impossibilité d'assurer la conservation et la gestion centralisées des données

10 Proposition

Pour les raisons qui précèdent, le Conseil-exécutif propose au Grand Conseil d'approuver le présent projet.

Arrêté du Conseil-exécutif

N° d'ACE:	980/2015
Date:	19 août 2015
Direction:	Direction de la police et des affaires militaires
N° d'affaire:	2015.POM.172
Classification:	Non classifié

Subventions du canton de Berne en faveur de la transformation du château de Berthoud

1 Objet

Dans le cadre de l'affectation du château de Berthoud à la Fondation *Schloss Burgdorf*, le canton de Berne accorde une subvention globale de 9,402 millions de francs aux frais d'investissement relatifs à la transformation du château. Cette somme comprend les subventions à prélever sur le Fonds de loterie (FL) pour les coûts générant une plus-value et les coûts relatifs à la protection du patrimoine (max. 4,402 mio CHF), une subvention d'investissement à la partie destinée aux musées (2 mio CHF) prélevée sur le budget de la Direction de l'instruction publique (INS) ainsi qu'un prêt sans intérêts, accordé par la Confédération (3 mio CHF). Étant donné que l'allocation de fonds fédéraux constitue une dépense déléguée, le montant déterminant pour le Grand Conseil est de 6,402 millions de francs. Le présent arrêté est soumis au référendum facultatif.

2 Bases légales

- Loi du 4 mai 1993 sur les loteries (LLot; RSB 935.52), articles 34, 37, alinéa 1, 38, alinéas 1 et 2, 44, alinéas 1 et 2, 46, alinéa 2, lettre *a*, 48, alinéas 1, lettre *a*, 3 et 4
- Ordonnance du 20 octobre 2004 sur les loteries (OL; RSB 935.520), articles 31, alinéa 2, 35, alinéas 1, 4, 5 et 6, 36 et 37, alinéa 1
- Loi du 8 septembre 1999 sur la protection du patrimoine (LPat; RSB 426.41), articles 2, 27, 29, alinéa 1, lettre *a*, 30 et 31
- Ordonnance du 25 octobre 2000 sur la protection du patrimoine (OPat; RSB 426.411), articles 26 à 31
- Loi fédérale du 6 octobre 2006 sur la politique régionale (RS 901.0), articles 7 et 8
- Loi cantonale du 16 juin 1997 sur l'aide aux investissements dans les régions de montagne (LCIM; RSB 902.1), article 5
- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 620.0), articles 46, 48, alinéa 1, lettre *a*, 50 et 52
- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP; RSB 621.1), articles 148 et 152
- Loi du 12 juin 2012 sur l'encouragement des activités culturelles (LEAC; RSB 423.11), articles 5, 7, 12, 13 et 14
- Loi du 16 septembre 1992 sur les subventions cantonales (LCSu; RSB 641.1)

– Constitution du canton de Berne du 6 juin 1993 (ConstC; RSB 101.1), article 62, alinéa 1, lettre *c*

3 Affectation et obligation

Parallèlement à la soumission de la présente demande de crédit au Grand Conseil, le Conseil-exécutif se prononce dans un arrêté séparé sur l'affectation du site du château de Berthoud à la Fondation *Schloss Burgdorf*, qui doit désormais veiller à son entretien. La fondation garantit en outre l'accès au public en exploitant à l'année une auberge de jeunesse, un restaurant, un local de cérémonie ainsi qu'une partie liée aux musées, selon une nouvelle conception.

4 Calcul de la subvention et financement global

Les coûts s'élèvent à 14,2 millions de francs (état: janvier 2014) au total. Le présent projet porte toutefois sur un montant de 14,6 millions de francs. Le calcul se fonde sur des devis établis en 2013; en ce qui concerne les subventions à la charge du FL, il s'agit de montants plafonnés. Si les coûts devaient être inférieurs, la subvention serait réduite en proportion.

4.1 Calcul du montant de la subvention du FL

Types de coûts	**Montant**	**Montant pris en compte (augmentation de la valeur)**	**Montant non pris en compte (préservation de la valeur)**
Terrain	195 608 CHF	0	195 608 CHF
Travaux préparatoires	964 451 CHF	0	964 451 CHF
Bâtiment	11 545 724 CHF	9 555 805 CHF	1 989 919 CHF
Infrastructures d'exploitation	-	-	-
Alentours	497 930 CHF	47 400 CHF	450 530 CHF
Frais de construction accessoires et comptes transitoires	187 818 CHF	0	187 818 CHF
Équipement	570 697 CHF	0	570 697 CHF
Réserve	600 000 CHF	0	600 000 CHF
Coût total (y c. TVA)	**14 562 228 CHF**	**9 603 205 CHF**	**4 959 023 CHF**

Taux de subventionnement pour les coûts générant une plus-value: 40% (objet d'importance nationale)

Subvention à prélever sur le FL: 3 840 000 CHF

Les coûts donnant droit à une subvention selon le mode de calcul du Service cantonal des monuments historiques (SMH) s'élèvent à 1,405 millions de francs; un taux de subventionnement de 40 pour cent s'y applique (cf. art. 30 OPat), ce qui donne une somme de 562 000 francs (préservation de la valeur).

Subvention à prélever sur le FL: 562 000 CHF
Subvention totale à prélever sur le FL: 4 402 000 CHF

4.2 Contribution aux musées prélevée sur le budget de l'INS

Conformément à la LEAC, la contribution d'un montant de deux millions de francs versée par l'INS à la Fondation *Schloss Burgdorf* est accordée pour les parties du projet liées aux musées, destinées à promouvoir les activités culturelles. Selon le devis, les postes budgétaires à prendre en considération, y compris la part relative à l'infrastructure à usage commun, s'élèvent à 3,2 millions de francs. L'article 14, alinéa 2, lettre *e* LEAC prévoit que le canton peut accorder une subvention indépendamment du cofinancement par des tiers, si cela permet de soutenir de manière particulièrement efficace les objectifs de l'encouragement des activités culturelles ou la stratégie culturelle du Conseil-exécutif. La présente contribution, accordée à titre subsidiaire, permet effectivement d'encourager certains des objectifs stratégiques visés par la stratégie culturelle cantonale:

- Créer des conditions générales optimales pour soutenir les institutions culturelles, non seulement dans la capitale
- Faciliter l'accès de larges couches de la population aux institutions culturelles
- Contribuer à développer la sensibilité du public à l'égard des témoins du passé

4.3 Prêt sans intérêts (nouvelle politique régionale)

Il s'agit d'un prêt sans intérêts de trois millions de francs accordé par la Confédération qui doit être remboursé en l'espace de 25 ans.

Le prêt de la Confédération constitue une dépense déléguée et est accordé sous réserve de l'approbation des subventions cantonales par le Grand Conseil.

4.4 Financement

Le financement prévu pour le projet est le suivant.

Subvention du FL générant une plus-value	3 840 000 CHF
Subvention du FL préservant la valeur (SMH)	562 000 CHF
Promesses de subventions d'organismes privés	1 000 000 CHF
Subventions d'organismes privés en cours de négociation	1 000 000 CHF
Remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée	600 000 CHF
Prêt de la Confédération, nouvelle politique régionale (compétence décisionnelle du Conseil-exécutif)	3 000 000 CHF
Actions publiques et rabais accordés par les artisans (estimation)	600 000 CHF
Fonds propres de la ville de Berthoud (décision sept. 2015)	2 000 000 CHF
Contribution d'investissement de l'INS aux musées	2 000 000 CHF
Total	**14 602 000 CHF**

Le financement est assuré par la Fondation *Schloss Burgdorf*, qui doit supporter d'éventuels déficits.

Il en va de même pour les frais d'exploitation. Un contrat de location sera conclu avec les Auberges de Jeunesse Suisses.

Des subventions périodiques à la charge du FL seront accordées pour couvrir les frais d'entretien (protection et conservation) du château de Berthoud; les coûts de maintenance des surfaces louées devront être financés au moyen du revenu découlant des loyers. La fondation

établit une planification pour d'éventuelles mesures de protection du patrimoine à partir de 2019 (nouvelle période d'attribution des subventions périodiques).

Pour leurs investissements en faveur d'expositions permanentes et temporaires, les musées peuvent soumettre des demandes de subvention au Fonds d'encouragement des activités culturelles, qui coordonnera, au besoin, le versement des subventions avec le FL.

5 Type de crédit / exercice comptable / compte

Subvention à prélever sur le FL sous forme de deux crédits d'engagement de 3 840 000 millions CHF et 562 000 CHF relevant de la compétence du Grand Conseil et dont le versement est prévu au cours des années 2016 à 2018	
Compte 1299-23784-206000-01 / Culture	3 840 000 CHF
Compte 1299-23784-206000-02 / Protection du patrimoine	562 000 CHF
Le prêt de la Confédération prévoit un engagement conditionnel en cas de défaut de remboursement (compétence du Conseil-exécutif).	1 500 000 CHF
Contribution de l'INS à prélever sur les fonds publics ordinaires (compte des investissements), groupe de produits 08.11.9100 Culture, produit Encouragement des activités culturelles, compte 565000; montant inscrit au plan de financement 2017 à 2019	2 000 000 CHF

6 Conditions

a) Au cours des 15 prochaines années à compter de la date de l'arrêté, le château de Berthoud ne pourra faire l'objet d'aucune nouvelle subvention prélevée sur le FL pour d'autres travaux de construction générant une plus-value (nouvelles constructions ou rénovations). Les investissements en matière de construction liés aux expositions permanentes des musées ne sont pas concernés.

b) La subvention prélevée sur leFL sera versée sur présentation du décompte final. Celui-ci doit présenter la même structure que le devis.

c) La contribution de l'INS est accordée sous forme de versements partiels en tenant compte de la planification financière d'une part et de l'avancement des travaux d'autre part.

d) Aucun coût supplémentaire ultérieur, y compris dû au renchérissement, ne pourra être pris en compte. Tout dépassement des coûts est à la charge de la requérante; une participation du canton est exclue.

e) Si le décompte final présente des coûts inférieurs par rapport aux devis 2013 pris en compte (coût total de 14,6 mio CHF), le montant versé sera réduit en proportion.

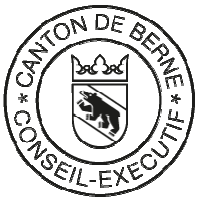
f) Les réserves du financement global non utilisées seront déduites entièrement et exclusivement de la subvention d'investissement versée par l'INS. Dans son décompte final, la requérante est tenue de présenter en détail le montant des réserves utilisé.

g) Il faut trouver des solutions optimales afin d'apporter des améliorations en termes de consommation d'énergie, tout en respectant les exigences liées à la protection du patrimoine.

h) À titre de garantie pour le prêt de la Confédération, la ville de Berthoud doit fournir un acte de cautionnement. L'Office de l'économie bernoise (beco) peut assortir le versement du prêt de conditions et de charges supplémentaires.

i) La présente promesse de subvention est valable cinq ans à compter de la date de la décision.

Au nom du Conseil-exécutif
Le chancelier:
Auer



Destinataires

- Grand Conseil
- Direction de l'économie publique
- Direction de l'instruction publique
- Direction de la police et des affaires militaires
- Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie

Rapport

Date de la séance du CE: 19 août 2015
Direction: Direction de la police et des affaires militaires
N° d'affaire: 2015.POM.172
Classification: Non classifié

Subventions du canton de Berne en faveur de la transformation du château de Berthoud

Table des matières

1 Synthèse ... 3

2 Bases légales ... 3

3 Description de l'affaire ... 4
3.1 Contexte ... 4
3.2 Caractéristiques du projet ... 5
3.2.1 Auberge de jeunesse ... 6
3.2.2 Restauration ... 6
3.2.3 Musées ... 7
3.2.4 Local de cérémonie ... 7
3.3 Devis relatif à la transformation du château et subventions du FL ... 7
3.3.1 Calcul de la subvention du FL selon le code des frais de construction du 24 mai 2013 (CFC) ... 8
3.3.2 Calcul de la subvention du SMH ... 8
3.3.3 Subvention du FL au château de Berthoud ... 9
3.4 Plan de financement ... 9
3.4.1 Prêt de la Confédération relevant de la compétence du Conseil-exécutif ... 10
3.4.2 Contribution d'investissement de l'INS aux musées ... 11

4 Place du projet dans le programme gouvernemental de législature et dans d'autres planifications importantes ... 11

5 Répercussions sur les finances, l'organisation, le personnel, l'informatique et les locaux ... 11

13|00|K|3

6 Répercussions sur les communes 12

7 Répercussions sur l'économie, l'environnement et la société 12

8 Proposition 12

1 Synthèse

En vue de son affectation à une fondation, le château, emblème de la ville de Berthoud, doit être adapté à son futur usage. La Fondation *Schloss Burgdorf*, sous l'égide de la municipalité, s'engage en faveur du château et de son accessibilité à un large public. Les travaux de transformation prévus coûteront quelque 14,2 millions de francs et préserveront les propriétés historiques du site. Les anciennes parties abritant la prison seront transformées pour accueillir une auberge de jeunesse, un restaurant, des musées et un local de cérémonie. Ainsi, après une longue période d'incertitude, le site fait l'objet d'une solution porteuse d'avenir, qui profitera à un large public, des points de vue tant culturel qu'économique, et en permettra une utilisation judicieuse et contemporaine, dans le respect des objectifs du canton (désinvestissement; stratégie de protection des biens culturels).

La participation prévue du canton (subvention prélevée sur le Fonds de loterie et fonds publics, y compris prêt remboursable de la Confédération [Direction de l'économie publique]) s'élève à environ 9,4 millions de francs. Le site doit être accessible au public, présenter différents usages, si possible autofinancés, et redevenir une attraction historique et architecturale pour le canton et la Suisse.

La subvention prélevée sur le Fonds de loterie (FL), d'un montant global de 4,4 millions de francs, couvre les dépenses supplémentaires relevant de la protection du patrimoine. Elle fournit également un soutien aux investissements, dans les domaines de la culture, du tourisme et de l'utilité publique, visant à offrir un accès plus large au public.

La fondation bénéficie en outre d'un prêt remboursable (3 mio CHF) accordé par la Confédération sur la base de la législation relative à la politique régionale. Ce prêt NPR (nouvelle politique régionale) constitue une dépense déléguée au Conseil-exécutif. Les musées reçoivent une subvention de deux millions de francs, inscrite au plan intégré mission-financement de la Direction de l'instruction publique (INS).

2 Bases légales

- Loi du 4 mai 1993 sur les loteries (LLot; RSB 935.52), articles 34, 37, alinéa 1, 38, alinéas 1 et 2, 44, alinéas 1 et 2, 46, alinéa 2, lettre *a*, 48, alinéas 1, lettre *a*, 3 et 4
- Ordonnance du 20 octobre 2004 sur les loteries (OL; RSB 935.520), articles 31, alinéa 2, 35, alinéas 1, 4, 5 et 6, 36 et 37, alinéa 1
- Loi du 8 septembre 1999 sur la protection du patrimoine (LPat; RSB 426.41), articles 2, 27, 29, alinéa 1, lettre *a*, 30 et 31
- Ordonnance du 25 octobre 2000 sur la protection du patrimoine (OPat; RSB 426.411), articles 26 à 31
- Loi fédérale du 6 octobre 2006 sur la politique régionale (RS 901.0), articles 7 et 8
- Loi cantonale du 16 juin 1997 sur l'aide aux investissements dans les régions de montagne (LCIM; RSB 902.1), articles 2, 3 et 5
- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 620.0), articles 46, 48, alinéa 1, lettre *a*, 50 et 52
- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP; RSB 621.1), articles 148 et 152
- Loi du 12 juin 2012 sur l'encouragement des activités culturelles (LEAC; RSB 423.11), articles 5, 7, 12, 13 et 14
- Loi du 16 septembre 1992 sur les subventions cantonales (LCSu; RSB 641.1)

– Constitution du canton de Berne du 6 juin 1993 (ConstC; RSB 101.1), article 62, alinéa 1, lettre *c*

3 Description de l'affaire

3.1 Contexte

Le château de Berthoud occupe une place prépondérante dans l'histoire de la création de l'État de Berne et a servi pendant plusieurs siècles de siège administratif du canton. Ce grand complexe destiné à la haute noblesse de l'époque revêt un intérêt tout particulier dans le domaine de l'histoire de l'art.

Sous l'égide des ducs de Zähringen à partir du XI^{e} siècle, puis des Kybourg à partir du XIII^{e} siècle, la forteresse a été rachetée à ces derniers par Berne en 1384. Pendant plus de 620 ans, elle a alors été le siège de l'administration du district. Le duc Berchtold V a fondé la ville de Berne depuis Berthoud. Le château est l'un des sites fortifiés le plus grand, le plus complet et le mieux préservé de l'époque des ducs de Zähringen.

À partir de 1886, le château accueillait un musée d'histoire, situé tout d'abord dans la salle des chevaliers, puis également dans d'autres parties du bâtiment. Actuellement, il abrite le musée du château, le musée suisse de l'or et le musée d'ethnographie. Suite à la réforme de l'administration cantonale décentralisée, le château n'est plus utilisé par le canton de Berne depuis fin mai 2012. À l'exception des musées et de quelques manifestations traditionnelles, il est désormais accessible uniquement par le biais de visites guidées.

Dans le cadre du projet de désinvestissement des immeubles élaboré lors de la réforme susmentionnée (2007), le canton a proposé à la ville de lui racheter le château, offre que celle-ci a déclinée.

À l'issue de différentes entrevues en mars et août 2008, une délégation du Conseil-exécutif et différents représentants de la ville ont décidé de chercher une utilisation adéquate pour le site et d'annuler l'offre de vente. Cette décision s'explique également par une forte opposition exprimée au travers de plusieurs interventions parlementaires déposées devant le Grand Conseil, de la création de la Communauté d'intérêts Châteaux cantonaux et, finalement, d'une pétition populaire s'opposant à la vente des principaux sites historiques emblématiques. Le Conseil-exécutif a été informé des nouvelles démarches.

Au cours du processus visant à déterminer l'avenir du site, une procédure d'évaluation relative à son utilisation et exploitation a été mise au concours sous la direction de la ville de Berthoud, avec pour accent principal la préservation du site historique et son accessibilité à un large public.

Aucune des autres propositions (p. ex. site accueillant exclusivement des musées) n'a pu rivaliser avec le présent projet. En restant la propriété du canton, le château génère des frais d'entretien. L'exploitation d'entités dont la finalité n'est pas en lien avec l'administration n’est pas une tâche du canton et générerait en outre des frais supplémentaires. C'est pourquoi le présent projet est le seul à proposer une utilisation adéquate et conforme à la stratégie en vigueur.

3.2 Caractéristiques du projet

Parallèlement à la soumission de la présente demande de crédit au Grand Conseil, le Conseil-exécutif prononce dans un arrêté séparé l'affectation du site du château de Berthoud à la Fondation *Schloss Burgdorf*. L'affectation dépend toutefois de l'approbation du Grand Conseil en l'espèce. Dans l'affirmative, la fondation sera désormais seule en charge de l'entretien et de l'exploitation du site. Comme cela a déjà été démontré dans l'affaire 2014.POM.41, le château de Berthoud remplit les exigences pour bénéficier de subventions périodiques en vue de l'entretien et de la conservation des monuments historiques. Le montant de ces subventions doit encore être déterminé; son calcul se fondera sur les surfaces rendues librement accessibles et respectant les conditions définies. La superficie attribuée à l'auberge de jeunesse et à la restauration ne recevra pas de subvention périodique et les coûts d'entretien doivent dès lors être compensés par un loyer permettant de couvrir les frais.

Les subventions périodiques peuvent également être affectées à l'entretien du rocher sur lequel est érigé le château, étant donné qu'il a également été cédé à la fondation.

Une fois transformé et rénové par la fondation, le château offrira les prestations suivantes.

- Auberge de jeunesse avec quelque 120 lits (dans les salles historiques)
- Restaurant pouvant accueillir environ 190 personnes (dans l'ancienne prison), avec une terrasse d'environ 60 places
- Partie dédiée aux musées et à la promotion de l'enseignement et de la formation
- Local de cérémonie

Les utilisations prévues favorisent les synergies. L'illustration ci-dessous fournit un aperçu de l'aménagement du rez-de-chaussée.

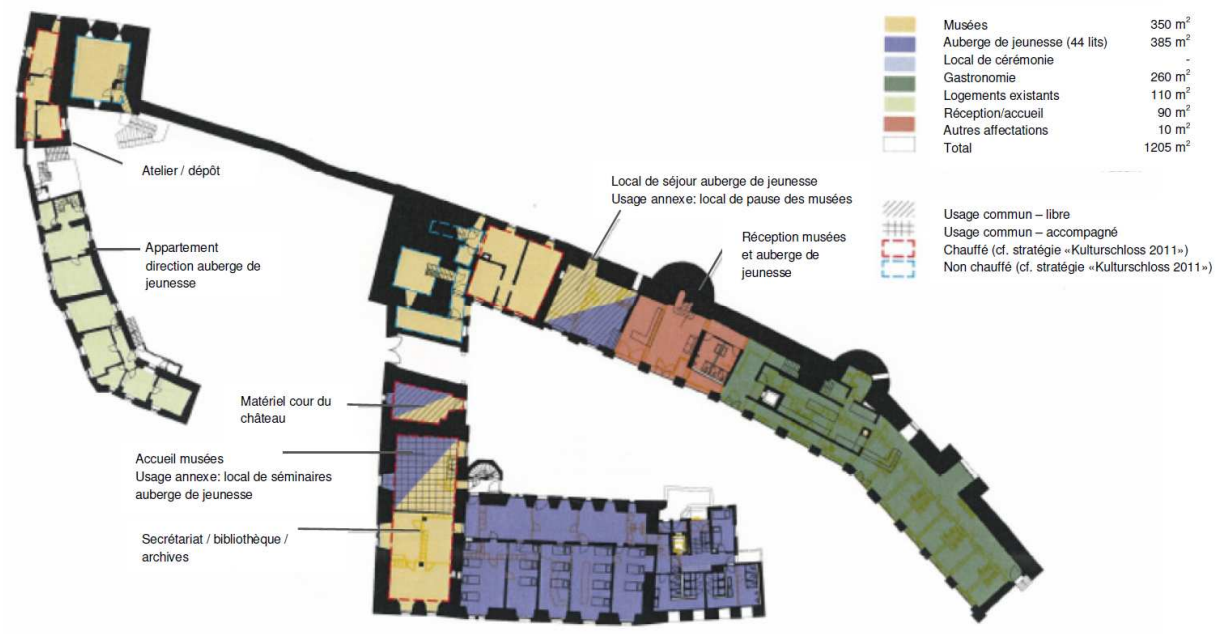


Illustration 1 : utilisation prévue de la superficie du château – rez-de-chaussée

La Fondation *Schloss Burgdorf* est prévue pour être l'organisme responsable du site. Elle se chargera de l'exploitation des locaux ou de leur location à des tiers. Les différents usages envisagés par le présent projet (*Unser Schloss – jetzt für alle offen,* Notre château – désormais ouvert à tous) sont brièvement présentés ci-après.

3.2.1 Auberge de jeunesse

Sur les 52 auberges de jeunesse appartenant aux Auberges de Jeunesse Suisses (AJS) et à la Fondation suisse pour le tourisme social, deux organisations à but non lucratif, 13 se situent dans des monuments historiques. Ces deux organisations disposent ainsi d'une grande expérience en matière de construction et d'exploitation dans ce domaine. L'objectif consiste à offrir un accueil de haute qualité, durable et avantageux aux jeunes et aux familles membres des associations d'auberges de jeunesse (quelque 100 000 membres en Suisse et plus de 3,6 millions au niveau mondial). Afin de mettre à profit cet énorme potentiel, le projet prévoit un total de 120 lits (chambres doubles, chambres à quatre ou six lits et chambres pour familles) et de vastes salles de séjour. Sur la base d'analyses d'infrastructures comparables, le groupe de projet s'attend à un nombre de nuitées annuel allant de 9000 à 10 000. Grâce à son programme différencié fondé sur trois piliers (musées – hébergement – restaurant), le site se prêtera tout particulièrement à l'accueil de classes et de groupes. La présence de ce public cible au château et en vieille ville devrait également apporter un regain d'activité auprès des prestataires de services locaux.

Outre l'auberge de jeunesse, les AJS seront également en charge du nouveau restaurant, s'adressant avant tout à une clientèle locale (visiteurs des musées et clients de l'auberge de jeunesse). Complétée par les musées, cette offre est susceptible d'attirer les visiteurs les plus divers (touristes suisses et hôtes journaliers ou séjournant à l'auberge de jeunesse) à venir découvrir le château et de permettre ainsi d'atteindre le taux de fréquentation escompté par le présent projet, dont l'objectif est de rendre le château accessible à un vaste public. L'afflux de visiteurs aura sans doute également un effet bénéfique sur l'ensemble de la vieille ville. Le restaurant et l'auberge de jeunesse profiteront aux producteurs locaux et régionaux, puisque les AJS privilégient en général les biens du terroir. Cette offre gastronomique viendra compléter celle de la ville de Berthoud, et le nombre accru de touristes présents en ville et dans la région devrait se répercuter positivement sur l'ensemble des acteurs du marché.

Les AJS se sont engagées dans une déclaration d'intention contraignante à assurer la gestion de l'auberge de jeunesse et du restaurant. Il est prévu d'établir un contrat de bail d'une durée de dix ans, avec la possibilité de le prolonger deux fois de cinq ans. Selon le compte de résultats prévisionnels des AJS, on peut s'attendre à un bénéfice à partir de la cinquième année d'exploitation. Les déficits des premières années seront supportés par l'AJS à titre d'investissement préliminaire.

3.2.2 Restauration

De par son exploitation, le restaurant Belvédère de 190 places sera rattaché à l'auberge de jeunesse. Il se distinguera toutefois par son image et s'inscrira dans un cadre régional. Outre les trois repas quotidiens – buffet du petit-déjeuner, plats de midi variés et menus à la carte le soir – l'offre gastronomique devra également permettre la réception de mariages, de fêtes de famille et de rencontres d'associations. À cet effet, le restaurant mettra à profit l'espace en plein air offert par la cour intérieure, le but étant non pas de concurrencer l'offre régionale mais de la compléter. Les prix devront ainsi être modérés. Ce seront les besoins des visiteurs

du château qui détermineront l'offre gastronomique et non un segment potentiel de la clientèle du restaurant.

3.2.3 Musées

Le château de Berthoud abrite le musée du château, le musée suisse de l'or et le musée d'ethnographie. Les expositions permanentes et temporaires seront complétées par une offre de cours et de formations, des visites guidées, des concerts et des publications sur la ville et la région. Une offre qui permettra de présenter la riche histoire du château, notamment à la lumière de celle du canton de Berne, de la ville de Berthoud et de sa population, dont la vie est d'ailleurs brillamment illustrée par la collection du musée d'ethnographie («Käsebarone und Baumwollhengste»[1]).

Les musées enregistrent en moyenne 10 000 entrées par année. Actuellement, l'exposition permanente est passée de date et l'orientation des visiteurs laisse à désirer, empêchant la mise en valeur des objets et du lieu d'exposition, qui est hors du commun. Leur transformation et nouvelle conception engendreront une amélioration à plusieurs niveaux, notamment au travers de l'aménagement d'un espace en forme de cube sous les combles, permettant l'agencement flexible d'expositions à thème. Grâce aux synergies avec l'auberge de jeunesse et à l'amélioration de la gestion de la surface, avoisinant les 1500 mètres carrés, on peut s'attendre à ce que le nombre d'entrées augmente significativement, les prévisions indiquant qu'il pourrait au moins doubler.

3.2.4 Local de cérémonie

Les châteaux sont des lieux très prisés pour célébrer un mariage. Le transfert du local de cérémonie de la vieille ville au château répond à un besoin. Il sera désormais possible de se restaurer et de loger sur place et donc d'offrir un cadre idéal pour de telles festivités.

3.3 Devis relatif à la transformation du château et subventions du FL

Les travaux prévus se subdivisent en des mesures relevant de la protection du patrimoine et des investissements générant une plus-value. L'utilisation mixte remplit les conditions d'une subvention à la charge du FL pour les superficies accessibles au public.

Les prestations du Service cantonal des monuments historiques (SMH) sont régies par l'article 46, alinéa 2, lettre *b* LLot (domaine d'affectation des monuments historiques).

Vu l'utilisation mixte, les investissements générant une plus-value concernent différents domaines d'affectation: «institutions culturelles», «promotion du tourisme» et «projets d'utilité publique ou de bienfaisance» (LLot, art. 46, al. 2, lit. *a*, *i* et *m*).

Pour des raisons techniques (saisie dans la base de données) et compte tenu de la classification du château de Berthoud en tant que bien culturel d'importance nationale, c'est le domaine d'affectation «institutions culturelles» qui a été retenu.

Le calcul des coûts déterminants générant une plus-value a été effectué sur la base des dispositions légales, de la pratique du FL et en collaboration étroite avec un service externe indépendant de planification des coûts.

[1] Ces termes font référence à l'époque des échanges commerciaux entre les barons du fromage en Suisse et les marchands de coton à l'étranger.

3.3.1 Calcul de la subvention à prélever sur le FL selon le code des frais de construction du 24 mai 2013 (CFC)

Le calcul d'une éventuelle subvention à charge du FL aux frais d'investissement générant une plus-value a été effectué en 2013. L'estimation la plus récente, qui remonte à janvier 2014, indique que les coûts s'élèvent à un total de 14,2 millions de francs; les parts des coûts des postes CFC restent toutefois dans l'ordre de grandeur de l'estimation de 2013. Étant donné que le calcul des coûts engendre des frais supplémentaires et que les subventions accordées par le FL sont plafonnées et réduites en cas de coûts effectifs moins élevés, il a été décidé de renoncer à un nouveau calcul.

Tableau 1: aperçu des frais de construction et des montants pris en compte par le FL

CFC	Types de coûts	Montant	Part prise en compte	Montant pris en compte (augmentation de la valeur)	Part non prise en compte	Montant non pris en compte (préservation de la valeur)
0	Terrain	195 608 CHF	0%	0	100%	195 608 CHF
1	Travaux préliminaires	964 451 CHF	0%	0	100%	964 451 CHF
2	Bâtiment	11 545 724 CHF	83%	9 555 805 CHF	17%	1 989 919 CHF
3	Infrastructures d'exploitation	-	-	-	-	-
4	Alentours	497 930 CHF	10%	47 400 CHF	90%	450 530 CHF
5	Frais de construction accessoires et comptes transitoires	187 818 CHF	0%	0	100%	187 818 CHF
9	Équipement	570 697 CHF	0%	0	100%	570 697 CHF
	Réserve	600 000 CHF	0%	0	100%	600 000 CHF
	Coût total (y c. TVA)	**14 562 228 CHF**	**66%**	**9 603 205 CHF**	**34%**	**4 959 023 CHF**

La requérante peut bénéficier d'une subvention maximale de **3,840 millions de francs** (taux de subvention: 40%, objet d'importance nationale) aux investissements générant une plus-value.

3.3.2 Calcul de la subvention du SMH

Au vu des devis actuels, 1,405 million de francs des coûts totaux établis donnent droit à une subvention selon le mode de calcul du SMH. Il en résulte un taux de subvention de 40 pour cent et un montant de 562 000 francs.

Partant, une subvention de **562 000 francs** à prélever sur le FL peut être accordée aux mesures relevant de la protection du patrimoine.

3.3.3 Subvention au château de Berthoud à prélever sur le FL

Compte tenu de la part des coûts pris en compte, la subvention totale pouvant être allouée à la transformation du château est la suivante.

Subvention aux mesures générant une plus-value:	3 840 000 CHF
Subvention aux mesures préservant la valeur:	562 000 CHF
Total subvention maximale à prélever sur le FL:	**4 402 000 CHF**

Les coûts supplémentaires relatifs à la part des investissements générant une plus-value ne peuvent en aucun cas être pris en compte. En cas de dépassement imprévu en lien avec des mesures de protection du patrimoine, il est possible, à titre exceptionnel, de déposer une demande de prise en charge motivée, qui sera examinée par l'organe compétent en matière financière.

Si les coûts relatifs à la part des investissements générant une plus-value ou à celle relevant de la protection du patrimoine sont inférieurs, les montants accordés seront réduits en proportion (ce principe s'applique également aux montants de la TVA remboursés). Il n'est en principe pas possible d'apporter des modifications en cours d'exécution du projet. Toute exception doit être discutée au préalable avec le SMH et le FL. Le décompte final doit présenter la même structure que le devis accompagnant le budget.

3.4 Plan de financement

Les travaux de transformation et de rénovation nécessitent un investissement de 14,2 millions de francs (cf. pt 3.3). Le financement est réparti comme suit.

Tableau 2: aperçu du financement

Subvention générant une plus-value	3 840 000 CHF
Subvention préservant la valeur (SMH)	562 000 CHF
Promesses de subventions d'organismes privés	1 000 000 CHF
Subventions d'organismes privés en cours de négociation	1 000 000 CHF
Remboursement de la TVA	600 000 CHF
Prêt de la Confédération, nouvelle politique régionale (compétence du Conseil-exécutif)	3 000 000 CHF
Actions publiques et rabais accordés par les artisans (estimation)	600 000 CHF
Fonds propres de la ville de Berthoud (décision sept. 2015)	2 000 000 CHF
Contribution d'investissement de l'INS aux musées	2 000 000 CHF
Total	**14 602 000 CHF**

Après déduction des investissements prévus, il subsiste une réserve de 400 000 francs. Si elle n'est pas utilisée, le montant investi par l'INS sera réduit d'autant.

3.4.1 Prêt de la Confédération allouée dans la compétence du Conseil-exécutif

Le prêt accordé par la Confédération exige une subvention équivalente de la part du canton, ce qui, compte tenu des différents montants accordés par le présent arrêté, est le cas en l'espèce. Le prêt devra être remboursé en l'espace de 25 ans. Le canton de Berne se porte garant de la moitié du montant en cas de défaut de remboursement. L'engagement conditionnel figurera en annexe du rapport de gestion (art. 15 et 42 LFP).

Le prêt revêt la forme d'un crédit d'engagement qui sera versé, selon toutes prévisions, au cours des années 2016 à 2018. Le prêt NPR constitue une tâche déléguée au Conseil-exécutif et son montant ne doit pas être pris en compte dans le calcul relatif aux compétences financières. Le mode de calcul a été précisé par rapport à la pratique appliquée par le passé. Jusqu'à présent, si un projet engageait simultanément des compétences ordinaires et des compétences déléguées en matière de finance, les deux types de dépenses étaient additionnés et soumis sous forme d'un seul projet à l'autorité compétente en matière d'autorisation de dépenses, pour que celle-ci prenne sa décision. Le fait qu'un prêt à titre d'aide à l'investissement constitue une dépense déléguée n'avait jusque-là pas été pris en compte. Ainsi, le Grand Conseil et la population étaient appelés à se prononcer sur une dépense (prêt à titre d'aide à l'investissement) pour laquelle la loi avait en fait délégué la compétence au Conseil-exécutif.

Conformément à l'article 147 OFP, si, dans un même projet, les dépenses sont de différents types, il faut les additionner (réglementation spéciale). Si un projet comprend à la fois des dépenses nouvelles au sens de l'article 48, alinéa 1 LFP et des dépenses liées au sens de l'article 48, alinéa 2 LFP, il faut en distinguer les montants (al. 1). Ce n'est toutefois pas la somme des différents types de dépenses qui détermine l'organe compétent en matière d'autorisation de dépenses mais le montant des dépenses nouvelles, pour autant que le montant des dépenses liées ne justifie pas la compétence d'un organe supérieur (cf. al. 2). En résumé, si un projet comprend des dépenses nouvelles et liées et que, compte tenu du montant des dépenses nouvelles, la compétence décisionnelle revient au Grand Conseil, c'est lui seul qui se prononce sur les dépenses nouvelles. Les dépenses liées lui sont également présentées de manière transparente, mais il ne peut pas se prononcer à leur sujet. Partant, une démarche analogue pour déterminer l'organe compétent dans le présent projet, tant pour les dépenses déléguées que pour les dépenses liées, semble appropriée et justifiée (cf. art. 147 OFP). Par conséquent, le prêt ne sera pas additionné aux autres montants constitutifs de la présente demande de dépense, et le Grand Conseil pourra se prononcer uniquement sur cette dernière. Il sera informé du prêt de la Confédération; la compétence décisionnelle à ce sujet reviendra toutefois au Conseil-exécutif. Si le Grand Conseil devait rejeter le projet, la décision du Conseil-exécutif et de l'Office de l'économie bernoise (beco) deviendrait caduque puisque le financement ne serait plus assuré.

La contribution du Fonds d'aide aux investissements est calculée sur la base d'une évaluation globale qui tient compte du projet, de son importance pour la région et des besoins de financement. Le prêt NPR ne porte pas sur la partie liée à la gastronomie.

Le versement du prêt intervient depuis le compte 5250 du groupe de produits 03.16.9800 Développement et surveillance économique. Les montants sont inscrits au budget et au plan intégré mission-financement. Le solde du crédit-cadre s'élève à 7 996 500 francs.

3.4.2 Contribution d'investissement de l'INS aux musées

Les musées sis dans des châteaux présentent un cadre idéal pour enseigner l'histoire de manière interactive à un large public et notamment aux jeunes. C'est pourquoi, du point de vue de la politique culturelle, il est judicieux de réaménager les locaux des musées et de moderniser la présentation. Comme évoqué plus haut, les synergies avec l'auberge de jeunesse (mise en commun de l'accueil et des mesures de promotion pour les différentes parties du site) présentent des avantages. Ainsi, le potentiel de ce lieu d'exposition unique et de ses objets de collection peut être exploité et permet d'attirer un plus grand nombre de visiteurs. Une offre diversifiée renforce l'intérêt du site et incite davantage de personnes à s'initier à l'histoire régionale et cantonale, l'objectif d'un tel projet étant d'asseoir le statut de l'ensemble des châteaux historiques bernois au sein du réseau des châteaux suisses. La subvention d'investissement aux musées, d'un montant de deux millions de francs, sera inscrite au plan intégré mission-financement 2017 à 2019 de l'INS. Le montant des versements annuels doit être coordonné avec d'autres projets, raison pour laquelle il est pour l'instant impossible de fournir une garantie à ce sujet.

4 Place du projet dans le programme gouvernemental de législature et dans d'autres planifications importantes

Dans le programme gouvernemental de législature 2015 à 2018, le Conseil-exécutif a fixé comme premier objectif de favoriser le développement durable du territoire: le canton crée les conditions territoriales nécessaires pour favoriser notamment le nombre d'emplois. La transformation du château de Berthoud contribue à la création directe de nouveaux postes de travail; en même temps, la collaboration régionale favorise de manière indirecte l'emploi à ce niveau. Le projet présente également des liens avec le deuxième objectif du programme gouvernemental de législature (renforcer le site économique) et, au sens figuré, avec le septième objectif visant à renforcer le système de formation. Finalement, il satisfait plusieurs critères déterminants de la stratégie cantonale de sauvegarde du patrimoine culturel.

5 Répercussions sur les finances, l'organisation, le personnel, l'informatique et les locaux

La gestion des futurs musées laisse entrevoir une hausse des frais d'exploitation, très bas à ce jour. Ces frais seront toujours répartis de manière tripartite (commune-siège, conférence régionale et canton), étant donné que, dans le cadre de la mise en œuvre de la loi sur l'encouragement des activités culturelles, les musées seront selon toute vraisemblance désignés comme étant d'importance régionale. Le canton de Berne prend à sa charge 40 pour cent des frais, le montant exact ne peut pas encore être précisé à l'heure actuelle.

Indépendamment de ce projet, le futur renouvellement des expositions permanentes donnera lieu à des demandes de subvention à la charge du Fonds d'encouragement des activités culturelles, lequel coordonnera, au besoin, le versement avec le FL.

Le présent projet n'a pas d'autres répercussions, notamment sur le personnel. Si, toutefois, il devait ne pas aboutir et que le canton restait propriétaire du château, les frais d'entretien subsisteraient et des dépenses supplémentaires pour l'évaluation d'autres possibilités d'utilisation n'ayant pas encore été étudiées viendraient s'y ajouter.

6 Répercussions sur les communes

La commune de Berthoud et les autres communes de la région bénéficieront de différents avantages suite à la transformation du château. On peut tout particulièrement s'attendre à une valeur ajoutée significative au niveau économique.

7 Répercussions sur l'économie, l'environnement et la société

Les 10 000 nuitées prévues constituent une estimation prudente par rapport aux capacités disponibles. Les personnes logeant à l'auberge de jeunesse contribueront à animer la vieille ville de Berthoud, profiteront d'offres touristiques dans la région et généreront une valeur ajoutée économique, même avec de petits budgets. Du point de vue de la société, les visiteurs contribueront à renforcer la fréquentation de la vieille ville et de la colline du château et à enrichir la vie sociale. L'impact sur l'environnement sera limité, étant donné que la planification relative à la gestion du trafic (maintien de l'interdiction de circuler en direction du château existante), le comportement en voyage (touristes étrangers privilégiant les transports publics) et le plan d'exploitation de l'auberge de jeunesse ne laissent pas entrevoir une augmentation des facteurs nuisibles.

8 Proposition

Le Conseil-exécutif propose au Grand Conseil d'approuver un montant de 4,402 millions de francs à charge du FL, sachant qu'il s'agit d'un plafond, et la contribution d'investissement de l'INS (2 mio CHF) en faveur du projet de transformation du château de Berthoud (coût total: 6,402 mio CHF). Le présent projet est soumis au référendum facultatif.

Prolongation des délais de réalisation des motions et des postulats de la Direction de la police et des affaires militaires

Date: 26 août 2015
Direction: Direction de la police et des affaires militaires
N° d'affaire: 2015.POM.257
Classification: Non classifié

M 054-2012 Mühlheim (Berne, pvl) du 19 mars 2012
Violences et menaces contre les autorités: mise en place de groupes d'intervention

Traitement au Grand Conseil: 6 septembre 2012
Décision: Adoption sous forme de postulat

☒ Proposition de prolonger le délai une seconde fois d'un an, jusqu'en 2016

Motifs de la proposition et mesures de réalisation envisagées:

Un projet de gestion des menaces a été initié sous la responsabilité conjointe de la JCE et de la POM et se trouve actuellement en phase préliminaire. L'introduction de réunions d'étude de cas dans le cadre de la révision de la législation sur la protection de l'enfant et de l'adulte aurait permis de satisfaire les exigences de la motion, mais ce point a finalement été supprimé du projet. D'autres possibilités sont en cours d'examen.

M 098-2012 Grimm (Berthoud, pvl) du 8 mai 2012
Lutter efficacement contre le «littering» et l'affichage sauvage

Traitement au Grand Conseil: 24 janvier 2013
Décision: Adoption sous forme de postulat

☒ Proposition de prolonger de délai de deux ans, jusqu'en 2017

Motifs de la proposition et mesures de réalisation envisagées:
La procédure pour infliger des amendes d'ordre en cas d'abandon de déchets sur la voie publique ou d'affichage sauvage fait l'objet d'un examen dans le cadre de la révision totale de la loi du 8 juin 1997 sur la police (LPol; RSB 551.1), qui est en cours et sera vraisemblablement soumise au Grand Conseil en 2017.

M 174-2012 Linder (Berne, Les Verts) du 3 septembre 2012
Requérants d'asile: coopérer avec les communes pour mettre suffisamment de locaux d'hébergement à disposition

Traitement au Grand Conseil: 24 janvier 2013
Décision: Adoption

☒ Proposition de prolonger de délai de deux ans, jusqu'en 2017

Motifs de la proposition et mesures de réalisation envisagées:
La restructuration du domaine de l'asile par la Confédération devrait permettre un nouvel examen des questions liées aux capacités d'hébergement. On peut s'attendre à ce qu'à long terme, le canton puisse réduire la taille de ses structures. Néanmoins, il y a actuellement pénurie de places, vu le nombre de requérants attribués au canton, qui se maintient à un haut niveau et est même extraordinairement élevé en 2015. Le Conseil-exécutif et la POM, compétente en matière d'asile, travaillent en ce moment à la réalisation de la motion par le biais de mesures à court, moyen et long terme.

M 194-2012 Kneubühler (Nidau, PLR) du 6 septembre 2012
Professionnalisme et qualité de la prise en charge des requérants d'asile: renforcer la concurrence

Traitement au Grand Conseil: 24 janvier 2013
Décision: Adoption

☒ Proposition de prolonger de délai de deux ans, jusqu'en 2017

Motifs de la proposition et mesures de réalisation envisagées:
L'appel d'offres lancé en vertu de la législation sur les marchés publics pour l'octroi de l'aide sociale aux requérants d'asile a été suspendu en raison de la restructuration du domaine de l'asile par la Confédération. Une fois cette restructuration achevée, la situation sera réexaminée. On ignore encore le temps que cela prendra.

M 019-2013 Geissbühler-Strupler (Herrenschwanden, UDC) du 21 janvier 2013
Violence: combattre les causes réelles

Traitement au Grand Conseil: 19 novembre 2013
Décision: Adoption sous forme de postulat

☒ Proposition de prolonger de délai de deux ans, jusqu'en 2017

Motifs de la proposition et mesures de réalisation envisagées:

Un projet de gestion des menaces, sous la responsabilité conjointe de la JCE et de POM, se trouve actuellement en phase préliminaire. La création et la gestion d'une base de données, ainsi que la réglementation de l'accès à cette base et de la saisie et l'échange de données ont déjà été examinées à plusieurs reprises sous l'angle juridique et pratique; elles devraient l'être à nouveau dans le cadre dudit projet.

P 123-2013 Muntwyler (Berne, Les Verts) du 13 mai 2013
Multiplication des vols dans les véhicules

Traitement au Grand Conseil: 19 novembre 2013
Décision: Adoption

Motifs de la proposition et mesures de réalisation envisagées:

Adopté et classé directement par le Grand Conseil (voir le débat à l'adresse http://www.gr.be.ch/gr/de/index/geschaefte/geschaefte/suche/geschaeft.gid-a0c38bd7fac3491a8e4b406e66608e91.html). Pas de demande de prolongation. Le postulat est déjà classé.

Arrêté du Conseil-exécutif

N° d'ACE:	1027/2015
Date:	26 août 2015
Direction:	Direction de la police et des affaires militaires
N° d'affaire:	2015.POM.257
Classification:	Non classifié

Réalisation des motions et des postulats de la Direction de la police et des affaires militaires.
Prolongation des délais 2015

Vu l'article 70, alinéa 1 de la loi du 4 juin 2013 sur le Grand Conseil (LGC; RSB 151.21), le Conseil-exécutif adopte la proposition de la Direction de la police et des affaires militaires et propose au Grand Conseil de prolonger le délai de réalisation des motions et des postulats.

Au nom du Conseil-exécutif
Le chancelier:
Auer

CANTON DE BERNE * CONSEIL-EXECUTIF *

03|10|O|2

M

Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	101-2015
Type d'intervention:	Motion
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.322
Déposée le:	16.03.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Seiler (Trubschachen, Les Verts) (porte-parole) Brönnimann (Mittelhäusern, pvl) Brunner (Hinterkappelen, PS)
Cosignataires:	11
Urgence demandée:	Non
Urgence accordée:	
N° d'ACE:	1147/2015 du 16 septembre 2015
Direction:	Direction de la police et des affaires militaires
Classification:	Non classifié
Proposition du Conseil-exécutif:	**Vote point par point** **Chiffre 1: adoption et classement** **Chiffre 2: adoption sous forme de postulat** **Chiffre 3: adoption sous forme de postulat** **Chiffre 4: adoption et classement**

Politique de l'asile et de l'intégration: il faut agir!

Le Conseil-exécutif est chargé des mandats suivants :

1. Elaborer une stratégie de l'asile et de l'intégration prospective, responsable et pérenne.
2. Accomplir les tâches du domaine de l'asile de telle sorte que la Confédération rembourse entièrement les prestations d'aide sociale au canton.
3. Mettre en place un modèle de potentiel stratégique qui permette de réagir rapidement et correctement aux fluctuations du nombre de demandes d'asile.
4. Favoriser l'implication de la société civile dans l'hébergement et la prise en charge des réfugiés et utiliser les bonnes volontés.

Développement :

23 765 demandes d'asile ont été déposées en Suisse en 2014. En juillet, cas unique en Suisse, le Conseil-exécutif a dû recourir au droit d'urgence pour obliger les communes à mettre des locaux d'hébergement à disposition. Pour 2015, le Secrétariat d'Etat aux migrations s'attend à 29 000 à 31 000 nouvelles demandes, soit une progression de 22 à 30 pour cent par rapport à 2014. Sans compter les 3000 personnes concernées par le conflit en Syrie, que le Conseil fédéral a décidé d'accueillir ces prochaines années par arrêté du 6 mars 2015. Compte tenu des chiffres de sa population, le canton de Berne se verra attribuer 13,5 pour cent de ces requérants d'asile.

La plupart des personnes qui demandent l'asile en Suisse viennent d'une zone de conflit ou d'un Etat de non-droit où elles ne peuvent pas être renvoyées. En 2014, l'Erythrée était le principal pays concerné avec 6923 demandes, suivi de la Syrie et du Sri Lanka avec 3819 et 1277 demandes respectivement. 813 demandes ont été déposées par des ressortissants somaliens, 747, par des ressortissants afghans. Le taux de protection était logiquement élevé, 65 pour cent : la majorité des personnes dont la Suisse a examiné matériellement la demande ont obtenu le statut de réfugié (2014 : 6199 personnes) ou ont été mises au bénéfice de l'admission provisoire (2014 : 9367 personnes). Dans un cas comme dans l'autre, ces personnes sont en Suisse pour longtemps et devraient donc pouvoir s'intégrer le plus vite possible et subvenir à leurs propres besoins.

Le canton de Berne ne remplit pas correctement ses tâches dans le domaine de l'intégration et la Confédération l'a pénalisé en conséquence en opérant des coupes radicales dans ses remboursements de prestations d'aide sociale. D'après un article paru le 10 mars 2014 dans la *Berner Zeitung*, le canton de Berne a ainsi perdu 5,5 millions de francs de ressources fédérales en 2013 et, en 2014, la perte devrait être de 7,75 millions. Ce manque à gagner, conjugué aux mesures imposées par la bureaucratie, ont dégradé une situation déjà difficile dans le domaine de l'asile.

C'est ainsi par exemple que le personnel des services d'aide sociale en matière d'asile doit procéder chaque jour à un contrôle de présence parmi les requérants, présence qui doit être attestée par la signature des intéressés, tout cela au détriment de la prise en charge à proprement parler. Par ailleurs, l'indemnisation de ces services d'aide sociale a été tellement réduite que les hébergements collectifs doivent quasiment afficher complet pour ne pas se retrouver dans les chiffres rouges. C'est à l'envers du bon sens quand on sait à quel point le nombre de demandes d'asile est soumis à de fortes fluctuations. Les autorités fédérales parlent dans ce contexte de potentiel stratégique, un outil devant permettre de réagir rapidement et correctement aux fluctuations subites.

Le canton de Berne ne dispose pas de ce potentiel stratégique si tous ses centres affichent en permanence complet. Si le canton se voit attribuer moins de requérants, les exploitants des hébergements collectifs gardent plus longtemps les occupants sous leur responsabilité. Les requérants sont ainsi dissuadés de recourir à l'offre d'hébergement et de prise en charge des particuliers ou de subvenir à leurs propres besoins et de s'installer dans un appartement. Voilà qui contredit les objectifs d'intégration sociale et professionnelle et qui revient très cher aux contribuables.

Si le nombre de requérants augmente, il faut immédiatement ouvrir de nouveaux centres et on se retrouve confronté à une nouvelle pénurie, un phénomène dont pâtissent les requérants et qui,

politiquement, est discutable : que penser d'une autorité qui, régulièrement, déconcerte une partie de ses sujets, les inquiète et les pousse à monter aux barricades ?

Autre exemple frappant de la dégradation de la politique bernoise de l'asile, les coupes opérées dans les cours de langue pour les requérants. Avec pour conséquence que ces personnes n'acquièrent pas la maîtrise de la langue nécessaire pour décrocher un emploi. Et le cercle vicieux se boucle de nouveau : la Confédération réduit ses remboursements au canton de Berne. Et si dans quelques années, la Confédération supprime complètement ses versements, les réfugiés et les personnes au bénéfice de l'admission provisoire seront condamnés à l'aide sociale et les contribuables devront de nouveau mettre la main à la poche. La situation changerait si le canton avait une politique de l'asile et de l'intégration visionnaire, responsable et pérenne.

Réponse du Conseil-exécutif

Dans les domaines de l'aide sociale en matière d'asile et de l'aide d'urgence à fournir aux requérants faisant l'objet d'un renvoi, le canton de Berne fonde son action sur le droit ordinaire. Par l'adoption de la loi du 20 janvier 2009 portant introduction de la loi fédérale sur l'asile et de la loi fédérale sur les étrangers (LiLFAE; RSB 122.20), il a endossé la compétence relative aux requérants dont la procédure est en cours et à ceux dont la demande a été rejetée. Aussi, les communes ont été en majeure partie soulagées des tâches directement liées à l'hébergement et à l'encadrement, même s'il leur incombe toujours de pourvoir au volume nécessaire de locaux d'habitation pour les personnes en procédure d'asile. À l'inverse, en 2011, dans la moitié des cantons environ, l'accueil des requérants et des personnes admises provisoirement et l'aide sociale qui y est liée relevaient, en partie au moins, des attributions communales (CFM[1], p. 85).

Les principes régissant la politique d'asile figurent dans la LiLFAE, qui prévoit notamment que le calcul des prestations de l'aide sociale pour les personnes relevant du domaine de l'asile se fonde théoriquement sur le montant des subventions fédérales (art. 5, al 1).

Entré en vigueur le 1er avril 2013, le système fédéral révisé de subventionnement de l'aide sociale en matière d'asile a introduit un forfait mensuel global par personne, induisant un effet incitatif en vue d'une meilleure intégration des personnes étrangères sur le marché du travail. Si le taux d'insertion professionnelle des réfugiés et des personnes admises provisoirement augmente en moyenne suisse, mais que le taux de chômage des ressortissants étrangers habitant le canton de Berne reste constant, une déduction plus importante sera effectuée sur le montant global versé mensuellement à ce dernier pour l'aide sociale en matière d'asile, lequel s'en trouvera ainsi diminué. Le résultat est le même si le taux d'insertion professionnelle des réfugiés et des personnes au bénéfice d'une admission provisoire en Suisse demeure inchangé, mais que le taux de chômage des ressortissants étrangers domiciliés en territoire bernois est en hausse. De ce fait, le Conseil-exécutif envisage de mettre en œuvre diverses mesures issues de la collaboration

[1] Commission fédérale pour les questions de migration, Wichmann et al., Les marges de manœuvre au sein du fédéralisme: La politique des migrations dans les cantons (2011)

interinstitutionnelle (CII), aux fins d'améliorer le taux d'intégration des personnes de nationalité étrangère sur le marché du travail[2].

Les ressources financières de l'Office de la population et des migrations (OPM) ont diminué d'environ 13 pour cent suite à la modification du système de subventionnement de la Confédération. L'OPM a réagi en premier lieu à cette réduction en adaptant les conditions applicables aux services d'aide sociale en matière d'asile avec lesquels il était lié par contrat. Comme le calcul des frais d'hébergement en appartements (phase 2) n'offrait pas une grande marge de manœuvre, l'OPM a décidé d'opérer une réduction dans le secteur de l'hébergement collectif (phase 1). La diminution des frais relatifs aux structures d'accueil situées en surface était liée au passage du financement par objet (indemnité par place d'hébergement disponible) au financement par sujet (indemnité par personne hébergée). En revanche, pour assurer le financement par objet de structures d'accueil d'urgence souterraines (abris de la protection civile), le Grand Conseil a autorisé un crédit d'engagement d'un montant maximal de 1,1 million de francs lors de la session parlementaire de juin 2015.

Le Conseil-exécutif estime qu'un contrôle régulier des présences est indispensable au maintien de la sécurité dans les centres d'asile et à l'établissement d'un décompte correct. Malgré la diminution des ressources disponibles, les personnes relevant du domaine de l'asile ont toujours accès à des cours d'allemand et de français.

La mise en œuvre des mesures en faveur des requérants d'asile demandées par les auteurs de la motion (extension de la réserve stratégique en matière d'hébergement, renforcement de l'intégration sociale et professionnelle, intensification des cours de langues) engendrerait des dépenses de plusieurs millions, que le canton devrait prendre à sa charge.

1. La restructuration du domaine de l'asile telle que planifiée par la Confédération permettra le traitement regroupé de la plupart des demandes d'asile dans des centres fédéraux situés dans six régions distinctes. L'une d'elles se recoupera avec le territoire bernois et sera dotée d'un centre de procédure d'asile et d'un centre de départ au moins. Comme la première audition des requérants et le tri des demandes auront lieu dans ces infrastructures fédérales, les cantons devront assurer à l'avenir l'encadrement et l'hébergement des seuls requérants en « procédure élargie », plus susceptibles de se voir reconnaître la qualité de réfugiés ou de bénéficier d'une admission provisoire et, à ce titre, de pouvoir rester en Suisse. Par contre, les requérants en procédure accélérée et les « cas-Dublin » resteront dans les centres fédéraux jusqu'à l'entrée en force de la décision négative. À l'avenir, un renvoi sera en effet exécuté directement depuis le centre de départ, par les autorités du canton où celui-ci est situé.

Au vu de cette évolution, le Conseil-exécutif entend procéder à une restructuration stratégique de l'asile sur le plan cantonal, dont la mise en œuvre interviendra en 2019. Le 11 février 2015, il a décidé qu'il convenait de suivre l'orientation stratégique « Intégration par la Direction de la santé et de la prévoyance sociale dès le début et conduite rapide et efficace des procédures par la Direction de la police et des affaires militaires ». En date du 9 septembre 2015, il a donc chargé ces deux directions de mettre en œuvre le projet « Restructuration du domaine de l'asile dans le canton de Berne » (NA-BE).

[2] Voir aussi les réponses du Conseil-exécutif aux interpellations 086-2014 Imboden (Intégration professionnelle des personnes réfugiées et de celles admises à titre provisoire) et 161-2014 Müller (Cause et effet de la suppression des emplois de courte durée dans le domaine de l'asile), ainsi qu'à la motion 059-2015 Sancar (Intégration des réfugiés dans le marché du travail)

De plus, la CII a élaboré, sous la direction du beco, un plan de mesures d'intégration réalisables à moyen terme, dont le Conseil-exécutif a pris connaissance le 9 septembre 2015. L'intégration de la stratégie transitoire aux dispositions fondant l'aide sociale en matière d'asile pour les années 2015 à 2018 sera vraisemblablement terminée d'ici à la session parlementaire de novembre 2015.

Au vu de ce qui précède, on constate que l'élaboration d'un plan stratégique sur l'asile est déjà en cours, de sorte que le Grand Conseil n'a pas à mandater le Conseil-exécutif en ce sens. Ce dernier propose donc l'adoption et le classement simultané du point 1 de la présente motion.

2. À titre d'introduction, le Conseil-exécutif souligne que le nouveau système fédéral de financement, mentionné par les auteurs de la motion, ne représente pas une « sanction » ciblée infligée au canton de Berne, mais qu'il vise au contraire à inciter plus fortement les cantons à promouvoir l'intégration des ressortissants étrangers sur le marché du travail. Ce faisant, il entend diminuer à moyen terme les frais d'aide sociale en favorisant l'intégration susmentionnée, tout en atteignant un taux de couverture plus important de l'aide sociale en matière d'asile par le biais des subventions fédérales. En vue de ces améliorations, le canton de Berne devra toutefois consentir des investissements à court terme finançant des mesures en faveur des personnes relevant du domaine de l'asile. À cet égard, le Conseil-exécutif compte sur le soutien du Grand Conseil, notamment lors des débats qui porteront sur de telles demandes de crédit. Les hébergements spéciaux – p. ex. celui des requérants d'asile mineurs non accompagnés – ne peuvent en effet être subventionnés par la Confédération qu'en moindre part.

De ce fait, le Conseil-exécutif propose l'adoption du point 2 de la motion sous forme de postulat.

3. Le domaine de l'asile se caractérisant par de fortes fluctuations, le Conseil-exécutif est conscient que l'on ne saurait se passer d'une réserve stratégique ni de la possibilité d'ouvrir et de fermer des centres en fonction des besoins.

Le Service des migrations du canton de Berne dispose d'une réserve stratégique de quelque 250 places d'hébergement, destinées aux personnes dont la procédure d'asile est en cours. Dans les périodes où le canton se voit attribuer un nombre exceptionnellement élevé de requérants d'asile (comme durant les étés 2014 et 2015, en raison de flux migratoires importants en provenance d'Érythrée et du grand nombre de réfugiés syriens), une telle réserve ne suffit pas.

Diverses solutions sont en cours d'examen. Ne désirant pas agir avant d'en connaître les résultats, le Conseil-exécutif propose l'adoption du point 3 de la motion sous forme de postulat.

4. Le Conseil-exécutif trouve, comme les auteurs de la motion, qu'il convient de soutenir et de mettre à profit l'engagement bénévole émanant de la société civile en matière d'hébergement et d'encadrement des personnes en quête de protection. Aujourd'hui déjà, de nombreux volontaires s'investissent personnellement dans l'encadrement de requérants d'asile. Depuis le 1er janvier 2015, des particuliers peuvent en outre s'adresser à l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés pour accueillir chez eux des personnes admises à titre provisoire. Partant, le Conseil-exécutif propose l'adoption et le classement simultané du point 4 de la motion.

Destinataire

- Grand Conseil

M

Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	222-2015
Type d'intervention:	Motion
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.876
Déposée le:	07.09.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Brunner (Hinterkappelen, PS) (porte-parole) Zybach (Spiez, PS) Zäch (Burgdorf, PS)
Cosignataires:	0
Urgence demandée:	Oui
Urgence accordée:	Oui 09.09.2015
N° d'ACE:	1287/2015 du 28 octobre 2015
Direction:	Direction de la police et des affaires militaires
Classification:	non classifié
Proposition du Conseil-exécutif:	**Adoption sous forme de postulat**

Hébergement des réfugiés dans les communes du canton de Berne: nouvelles options

Le Conseil-exécutif est chargé de tester de nouveaux modèles d'hébergement et de prise en charge des requérants et requérantes d'asile. Un projet pilote est mené actuellement dans la commune de Wohlen. Après évaluation de l'expérience, le modèle de Wohlen sera étendu à d'autres communes.

Le canton de Berne fournit un soutien financier et logistique aux communes et aux organisations gérant des centres d'hébergement de manière à ce que l'hébergement de moins de 100 personnes sur le même site puisse être assuré à prix coûtant.

Le modèle de financement actuel sera revu et si nécessaire, adapté.

Développement :

On ne saurait tolérer que ce soit les victimes qui pâtissent du conflit indigne qui oppose le canton et les communes dans l'attribution des réfugiés.

La Confédération attribue les réfugiés aux cantons selon les dispositions prévues par la loi. Les cantons doivent les placer dans des communes où ils attendent la décision de la Confédération

concernant leur demande d'asile. La crise des réfugiés est loin d'être terminée. D'après les prévisions, quelque 1000 personnes pourraient affluer en Suisse chaque semaine. Berne est un grand canton qui devra accueillir toujours plus de réfugiés. Il s'en voit attribuer actuellement 125 par semaine.

Héberger en sous-sol des personnes traumatisées par la guerre est une solution complètement insatisfaisante du point de vue humanitaire. Pour les communes également et la population locale, l'accueil de 100 personnes ou plus au même endroit constitue une situation critique.

Dans toute l'Europe, l'hébergement des réfugiés est un problème dont on ne voit pas l'issue. Il faut trouver de nouvelles options intégrant les ressources de la population pour rendre la situation plus acceptable pour tous.

Le 3 juin dernier, le Grand Conseil a accepté une modification du système de financement des centres d'hébergement d'urgence, soit le passage au financement par objet. D'après les documents, les centres d'hébergement d'urgence sont des locaux en sous-sol.

Les communes sont semble-t-il plus nombreuses à être disposées à héberger les réfugiés dans des locaux en surface, à condition que ce soit en petits groupes de 30 à 50 personnes. Mais il faut pour cela adapter le système de financement. Actuellement, les locaux en surface doivent accueillir au minimum 100 personnes pour que les frais soient couverts. Il faudrait faire descendre la barre à 30 à 50 personnes.

Motivation de l'urgence :

Nous assistons à une véritable tragédie. Nous sommes dans l'impasse en ce qui concerne l'hébergement des réfugiés. Il faut trouver rapidement de nouvelles solutions, durables et innovantes.

Réponse du Conseil-exécutif

Suite à l'opposition manifestée par les communes contre la création, projetée par le canton, de solutions d'hébergement temporaires de grande taille, la possibilité d'atteindre l'objectif visé au moyen de structures plus petites est à l'étude. À cet égard, le Conseil-exécutif se félicite du projet mené à Wohlen.

Partant, il est favorable à l'octroi de moyens supplémentaires, examiné au plan cantonal, pour tester de nouvelles formes de logement et d'encadrement destinées aux personnes relevant du domaine de l'asile et assurer l'exploitation d'hébergements collectifs de taille réduite. Le Conseil-exécutif est notamment disposé à réexaminer l'actuel système de financement dans le cadre de la restructuration du domaine de l'asile dans le canton de Berne (NA-BE). Il faut toutefois s'attendre à ce qu'une nouvelle organisation engendre des frais plus importants, du fait que l'encadrement des requérants d'asile sur plusieurs sites de petite taille est plus coûteux. L'organe cantonal compétent en matière de dépenses devra dès lors accorder les moyens nécessaires.

Au vu des éléments exposés ci-avant, le Conseil-exécutif propose d'adopter la motion sous forme de postulat.

Destinataire

- Grand Conseil

M

Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	220-2015
Type d'intervention:	Motion
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.874
Déposée le:	07.09.2015
Motion de groupe:	Oui
Motion de commission:	Non
Déposée par:	PS-JS-PSA (Brunner, Hinterkappelen) (porte-parole) PS-JS-PSA (Zäch, Burgdorf) PS-JS-PSA (Zybach, Spiez)
Cosignataires:	0
Urgence demandée:	Oui
Urgence accordée:	Oui 09.09.2015
N° d'ACE:	1282/2015 du 28 octobre 2015
Direction:	Direction de la police et des affaires militaires
Classification:	non classifié
Proposition du Conseil-exécutif:	**Adoption sous forme de postulat**

Accueil des réfugiés: mise en place d'un système d'incitation pour les communes

Le Conseil-exécutif est chargé de mettre en place un système d'incitation pour les communes qui accueillent des réfugiés.

Développement :

Un conflit indigne oppose le canton et les communes dans l'attribution des réfugiés. Ce sont eux qui en souffrent.

Les réfugiés ne sont pas seulement une charge. Ils n'arrivent pas de leur pays les mains vides : ils ont des connaissances, du savoir-faire et des compétences. Ce sont des concitoyens comme les autres. Il ne faut plus les obliger à endurer et à courber l'échine, mais leur proposer une société qui sait exploiter leurs ressources et les accueillir les bras ouverts.

Le Conseil-exécutif pourrait par exemple, dans le cadre du système d'incitation, organiser un concours pour les communes. Celles-ci pourraient se porter candidates à l'accueil et l'intégration de réfugiés. Elles déposeraient un projet concernant l'hébergement, l'emploi et la formation. En contrepartie, elles obtiendraient un vaste soutien administratif, logistique et financier.

D’après le Secrétariat d’Etat aux migrations, 30 000 demandes d’asile environ seront déposées en Suisse cette année. Les structures d’hébergement sont actuellement conçues pour environ 30 000 personnes. La Suisse dispose donc de suffisamment de places pour accueillir ces requérants et requérantes d’asile, mais l’aide des communes est nécessaire.

Il faut partir du principe que la crise des réfugiés est loin d’être terminée. D’après les prévisions, quelque 1000 personnes pourraient affluer en Suisse chaque semaine. Berne est un grand canton qui devra accueillir toujours plus de réfugiés. Il s’en voit attribuer actuellement 125 par semaine.

Les événements tragiques auxquels nous assistons montrent bien qu’il est urgent de trouver des solutions durables. Il faut tout d’abord aider ces personnes qui ont quitté leur pays au péril de leur vie. Mais il faut aussi trouver de nouvelles solutions qui permettent d’utiliser leurs ressources et de leur procurer des conditions de vie acceptables.

Le canton doit dès lors mettre en place un système d’incitation pour les communes disposées à accueillir des réfugiés.

Motivation de l’urgence :

Nous assistons à une véritable tragédie. Nous sommes dans l’impasse en ce qui concerne l’hébergement des réfugiés. Il faut trouver de nouvelles solutions.

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif, tout à fait conscient des difficultés de la situation, est disposé à soutenir des mesures d’une urgente nécessité. Il a ainsi adopté, le 12 août 2015, un crédit destiné au «placement provisoire de requérants d'asile» (ACE 932/2015), en raison du nombre encore très élevé de requérants d'asile attribués au canton de Berne et de l’expérience acquise lors de l'ouverture de structures d'hébergement d'urgence dans des installations de la protection civile. Dans la mesure où il serait impossible d'ouvrir d'autres structures d'accueil d'urgence pour éviter que des requérants se retrouvent sans logement, ce crédit permettrait le financement de solutions provisoires, telles que des tentes militaires ou des maisons de vacances.

L'entrée en vigueur de la loi du 20 janvier 2009 portant introduction de la loi fédérale sur l'asile et de la loi fédérale sur les étrangers (LiLFAE; RSB 122.20) a en principe libéré les communes de leurs obligations en matière d'asile. Lors d'une réunion qui a eu lieu courant septembre 2015, la Direction de la police et des affaires militaires (POM) et l'Association des communes bernoises (ACB) ont convenu, en raison de la situation difficile, de s'engager conjointement pour héberger les requérants d'asile. À cette occasion, le canton est entré en matière sur la demande soumise par l'ACB et il examine la possibilité de la mettre en œuvre dans chaque cas particulier. En échange, il attend des communes qu'elles prêtent leur concours pour trouver des solutions permettant de loger rapidement les personnes concernées. Dans ce cadre, il incombe aux préfectures d'assurer le lien entre le canton et les communes, lequel revêt une importance certaine.

Étant donné que l'intention du canton de créer de grandes structures d'accueil temporaires a suscité l'opposition des communes, la possibilité d'atteindre l'objectif avec des structures d'hébergement de plus petite taille est à l'étude. Il faut toutefois s'attendre à ce qu'une nouvelle organisation engendre des frais plus importants, du fait que l'encadrement des requérants d'asile sur plusieurs sites de taille réduite induit l'augmentation des coûts. L'organe cantonal compétent en matière de dépenses devra en outre accorder les moyens nécessaires.

Par conséquent, le Conseil-exécutif salue toute réflexion portant sur un système susceptible d'inciter les communes à accueillir des requérants. Au vu des éléments exposés ci-avant, il propose d'adopter la motion sous forme de postulat.

Destinataire

- Grand Conseil

M

Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	224-2015
Type d'intervention:	Motion
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.878
Déposée le:	07.09.2015
Motion de groupe:	Oui
Motion de commission:	Non
Déposée par:	UDC (Knutti, Weissenburg) (porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgence demandée:	Oui
Urgence accordée:	Oui 09.09.2015
N° d'ACE:	1289/2015 du 28 octobre 2015
Direction:	Direction de la police et des affaires militaires
Classification:	–
Proposition du Conseil-exécutif:	**Rejet**

Gérer correctement les charges et les coûts de l'asile

Le Conseil-exécutif est chargé de faire pression auprès de la Confédération pour que :

a) les personnes admises provisoirement et les réfugiés et réfugiées soient répartis dans les cantons selon une clé de répartition paritaire et que la capacité d'intégration (nombre d'habitants, proportion d'étrangers, situation du logement et emploi) soit prise en compte ;

b) la Confédération assume toutes les charges de l'asile, coûts subséquents et à long terme inclus.

Développement :

Le canton de Berne doit actuellement trouver de nouveaux hébergements chaque semaine. A ce qu'on dit, Berne accueille proportionnellement plus de requérants et requérantes d'asile que d'autres cantons, ce qui constitue un véritable défi pour les communes et le canton. Ce sont surtout les coûts subséquents qui devraient peser dans le budget ; il faudra encore piocher dans la caisse cantonale, déjà mise à mal. Il est particulièrement choquant que le canton subisse les conséquences de l'inaction de la Confédération, c'est-à-dire de la non-application des accords

de Schengen/Dublin et du non-renvoi des faux réfugiés. Il est grand temps que le canton laisse entendre à la Confédération que ça suffit comme ça.

Motivation de l'urgence : l'afflux de personnes vers l'Europe et la Suisse se poursuit et il faut rapidement clarifier qui doit en assumer la charge.

Réponse du Conseil-exécutif

À l'issue de la restructuration du domaine de l'asile planifiée au niveau national, la majorité des demandes d'asile seront traitées de manière centralisée au sein d'infrastructures fédérales situées dans six régions distinctes. L'une d'elles se recoupe avec le canton de Berne, qui accueillera un centre fédéral de procédure et au minimum un centre fédéral de départ. La première audition des personnes relevant du domaine de l'asile ainsi que le tri des demandes d'asile auront lieu dans les centres fédéraux, ce qui signifie que seules les personnes relevant du domaine de l'asile soumises à «une procédure élargie» seront attribuées aux cantons, chargés de les encadrer et de les héberger. Ces personnes sont plus susceptibles de se voir reconnaître le statut de réfugié ou de bénéficier d'une admission provisoire et, à ce titre, de pouvoir rester en Suisse. Les personnes relevant du domaine de l'asile soumises à une procédure accélérée et les «cas-Dublin» resteront dans les centres fédéraux jusqu'à l'entrée en force de la décision négative. À l'avenir, un renvoi sera exécuté directement depuis le centre de départ, par les autorités du canton où celui-ci est situé.

Au vu de cette évolution, le Conseil-exécutif procède à une restructuration stratégique de l'asile sur le plan cantonal, dont la mise en œuvre commencera en 2019. Le 11 février 2015, il a décidé qu'il convenait de suivre l'orientation stratégique intitulée «Intégration par la Direction de la santé et de la prévoyance sociale dès le début et conduite rapide et efficace des procédure par la Direction de la police et des affaires militaires». En date du 9 septembre 2015, il a donc chargé ces deux directions de mettre en œuvre le projet «Restructuration du domaine de l'asile dans le canton de Berne» (NA-BE). Pour plus de précisions, le Conseil-exécutif renvoie à sa réponse au point 1 de la motion 101-2015 Seiler.

Dans la foulée du projet de loi fédérale lié à la restructuration du domaine de l'asile, le Conseil-exécutif a fait part de ses attentes et de ses exigences – notamment en matière d'augmentation des indemnités pour la sécurité, l'hébergement particulier et l'encadrement – à la délégation bernoise aux Chambres fédérales. Les intérêts du canton de Berne étant ainsi représentés et vu l'avancement des débats, une intervention supplémentaire du Conseil-exécutif n'est pour l'heure ni nécessaire ni pertinente.

1. a) À titre de complément, le Conseil-exécutif souligne qu'une répartition paritaire des personnes admises à titre provisoire et des réfugiés dès le moment de leur admission n'est pas applicable en pratique. En effet, la décision portant sur la reconnaissance du statut de réfugié ou sur l'admission à titre provisoire est prise par le Secrétariat d'État aux migrations. Les décisions étant ainsi prononcées en principe après l'attribution, une clé paritaire ne peut pas être appliquée lors de la répartition des personnes concernées.

Il convient également de rappeler que les réfugiés reconnus peuvent en outre prétendre à une autorisation de séjour, qui leur accorde une mobilité illimitée sur le territoire suisse. Ils choisissent ainsi librement leur lieu de domicile, ce qui empêche toute répartition.

1. b) Les tâches relevant du domaine de l'asile sont exécutées conjointement par la Confédération, les cantons et les communes. Les demandes d'asile sont évaluées par l'autorité fédérale, l'exécution des décisions incombant aux cantons. La Confédération verse aux cantons un forfait pour l'aide sociale en matière d'asile, un forfait administratif ainsi que, le cas échéant, un forfait pour l'aide d'urgence. Les autres coûts doivent être supportés par les cantons. L'adaptation de ce mécanisme n'est ni souhaitable ni opportun compte tenu de la révision en cours. Le Conseil-exécutif est déjà intervenu au niveau fédéral afin d'obtenir une indemnisation plus importante, qui permette de couvrir les frais.

En résumé, le Conseil-exécutif conclut qu'une adaptation de la clé de répartition dans les termes souhaités par la présente motion n'est pas applicable et qu'une intervention auprès de la Confédération est inutile. Il n'est en outre pas disposé à se désengager des tâches conjointes découlant du domaine de l'asile.

Destinataire

- Grand Conseil

M

Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	223-2015
Type d'intervention:	Motion
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.877
Déposée le:	07.09.2015
Motion de groupe:	Oui
Motion de commission:	Non
Déposée par:	UDC (Gschwend-Pieren, Lyssach) (porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgence demandée:	Oui
Urgence accordée:	Oui 09.09.2015
N° d'ACE:	1288/2015 du 28 octobre 2015
Direction:	Direction de la police et des affaires militaires
Classification:	non classifié
Proposition du Conseil-exécutif:	**Rejet**

Asile: mettre un terme aux abus et protéger ceux qui en ont besoin

1. Le Conseil-exécutif est chargé d'intervenir auprès de la Confédération

   a) pour que le triage entre réfugiés menacés dans leur intégrité physique et migrants économiques se fasse à la frontière et que les migrants économiques soient refoulés ;

   b) pour que la Suisse perde de son attrait pour les réfugiés grâce à une procédure efficace, une baisse des aides et des campagnes ciblées dans les pays concernés ;

   c) pour que les accords de Dublin, qui prévoient le renvoi des réfugiés dans le premier pays d'accueil au sein de l'UE, soient appliqués rigoureusement.

2. Les centres d'hébergement doivent être gérés comme des installations fermées. Les personnes qui souhaitent les quitter doivent motiver leur décision et enregistrer leur départ. « Les sorties » doivent être strictement limitées.

3. L'aide d'urgence doit toujours prendre la forme de prestations en nature, de même que, autant que possible, le soutien fourni dans les centres d'hébergement cantonaux.

Développement :

Pour offrir aux réfugiés réellement menacés la protection dont ils ont besoin, il faut mettre un terme aux abus. Les migrants économiques, qui n'entrent pas dans la catégorie des réfugiés et qui bloquent inutilement les capacités de la Suisse, terre d'accueil, doivent être refoulés à la frontière. Notre pays doit perdre son attrait pour les migrants économiques.

Motivation de l'urgence :

L'afflux de réfugiés en Europe et en Suisse ne fléchit pas et il faut réagir rapidement au chaos.

Réponse du Conseil-exécutif

1. La motionnaire demande que les « migrants économiques » soient refoulés à la frontière suisse déjà. Dans la mesure où elle envisage que le Corps des gardes-frontière effectue des contrôles d'identité et refoule des « migrants économiques », le Conseil-exécutif rappelle qu'en s'associant au code frontières Schengen, la Suisse a supprimé les contrôles frontaliers. Au reste, ce n'est pas au Corps des gardes-frontière qu'il appartient de vérifier que les requérants allèguent de « vrais » motifs, mais exclusivement à l'autorité en charge de l'asile et des migrations.

   Ce tri est donc effectué dans le cadre de la procédure d'asile. Selon le cas d'espèce, on applique l'une ou l'autre procédure (accélérée ou ordinaire). Lors de la première audition, l'autorité détermine si des motifs économiques prédominent. Aujourd'hui déjà, le Secrétariat d'État aux migrations (SEM) traite de nombreux cas en procédure d'asile accélérée (*fast track*) sur la base de divers critères (p. ex. pays d'origine considérés comme sûrs ou dont les ressortissants sont exemptés de l'obligation de se procurer un visa), en procédure en 48 heures ou dans un délai de deux mois. Lorsque des ressortissants syriens ou érythréens déposent une demande d'asile en Suisse, leur demande n'est en principe pas traitée en procédure accélérée, d'autant que le SEM estime, en raison de la situation politique prévalant actuellement dans leurs pays, que ces requérants pourront rester en Suisse. Le SEM n'entend pas déroger à cette pratique[1].

   De ce fait et au vu de l'actuelle mise en œuvre de la restructuration du domaine de l'asile, le Conseil-exécutif estime qu'une intervention de sa part auprès de la Confédération en faveur d'un tri des requérants à la frontière ou d'une procédure plus efficace n'est pas opportune.

   Il est du même avis en ce qui concerne une intervention auprès des autorités fédérales pour favoriser des mesures de dissuasion envers les demandeurs d'asile. Le SEM a en effet déjà mené des campagnes préventives d'information[2] dans certains pays d'origine des requérants, tel le Nigéria. En outre, il négocie des accords de réadmission avec des États d'où proviennent des requérants, afin d'améliorer le taux des retours. La réduction des aides versées aux requérants, telle que demandée par la présente motion, n'est pas indiquée. Les barèmes de calcul de l'aide sociale destinée aux personnes relevant de l'asile sont inférieurs aux directives de la Conférence suisse des institutions d'action sociale.

   Le Conseil-exécutif souligne que les accords de Dublin sont appliqués de manière rigoureuse et que ce système présente une grande utilité pour la Suisse, en sa qualité d'État-membre as-

[1] cf. https://www.news.admin.ch/message/index.html?lang=fr&msg-id=58865
[2] cf. https://www.bfm.admin.ch/bfm/fr/home/aktuell/news/2007/2007-11-280.html

socié des accords. Cette année, les autorités fédérales ont mené environ 13 000 procédures Dublin, dont 11 000 procédures « Out »[3]. Cela signifie qu'elle a pu requérir des différents États Dublin responsables de reprendre les personnes concernées, où ces dernières ont dû par la suite retourner. Pour les raisons exposées ci-avant, le Conseil-exécutif estime qu'une nouvelle intervention auprès de la Confédération n'est pas opportune.

2. La motionnaire appelle le Conseil-exécutif à soumettre les résidents des structures cantonales d'hébergement collectif et d'accueil d'urgence à des contrôles, comme cela se fait dans les centres fédéraux, et de limiter leurs sorties. À cet égard, il convient tout d'abord de préciser que des mesures de contrôle existent déjà pour assurer le bon fonctionnement de ces structures. Pour garantir le contrôle permanent et la limitation des sorties, il faudrait engager du personnel, ce qui engendrerait des dépenses supplémentaires à la charge du canton. En outre, une telle restriction irait à l'encontre de la liberté de mouvement, qui est un droit constitutionnel (art. 10, al. 2 de la Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999, Cst.; RS 101) et dont jouissent également les résidents des structures cantonales d'hébergement collectives et d'accueil d'urgence. L'exercice de ce droit ne peut être entravé que pour des raisons importantes. Les limitations telles que pratiquées au sein des centres fédéraux se justifient en raison de la durée relativement courte des séjours. Lorsqu'un requérant d'asile a été attribué à un canton, et tout particulièrement quand il s'agit d'une personne susceptible de rester en Suisse durant une période prolongée, une telle restriction des droits fondamentaux n'est plus soutenable.

3. Par le passé, le canton de Berne a déjà testé l'octroi de prestations de l'aide d'urgence en nature aux personnes frappées d'une décision de renvoi devenue exécutoire. Toutefois, depuis le 1er janvier 2014, le canton de Berne ne dispose plus de centres fournissant des prestations en nature pour accueillir ces personnes. Depuis lors, ces dernières sont hébergées avec celles dont la procédure d'asile est en cours ou celles admises provisoirement. La fermeture de ces centres s'explique par le fait qu'ils n'ont pas permis d'augmenter de manière significative le taux de départ des personnes en situation de renvoi, de sorte qu'ils se sont révélés trop peu économiques.

Pour les motifs exposés ci-dessus, le Conseil-exécutif rejette tous les chiffres de la présente motion.

Destinataire

- Grand Conseil

[3] cf. https://www.bfm.admin.ch/dam/data/bfm/publiservice/statistik/asylstatistik/monat/2015/stat-mt-201508-f.pdf

M

Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	221-2015
Type d'intervention:	Motion
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.875
Déposée le:	07.09.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Brunner (Hinterkappelen, PS) (porte-parole)
Cosignataires:	1
Urgence demandée:	Oui
Urgence accordée:	Oui 09.09.2015
N° d'ACE:	1284/2015 du 28 octobre 2015
Direction:	Direction de la police et des affaires militaires
Classification:	Non classifié
Proposition du Conseil-exécutif:	**Rejet**

L'aide d'urgence est par la force des choses de courte durée

Le Conseil-exécutif est chargé de :

1. dresser immédiatement un catalogue de mesures destinées à améliorer la situation des enfants et des adolescents sous la garde d'un parent et des requérants d'asile mineurs non accompagnés (RMNA) qui vivent dans une structure d'aide d'urgence depuis plus de six mois.
2. Ces mesures porteront sur les conditions d'hébergement et d'encadrement de ces enfants et de ces adolescents, sur l'accès aux soins médicaux et psychologiques et sur l'enseignement scolaire et professionnel pendant et après la scolarité obligatoire.

Développement :

Depuis la ratification de la Convention internationale des droits de l'enfant, la Suisse est tenue de respecter les droits des enfants sans distinction aucune, indépendamment de toute considération de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou autre de l'enfant ou de ses parents ou représentants légaux, de leur origine nationale, ethnique ou sociale, de leur situation de fortune, de leur incapacité, de leur naissance ou de toute autre situation. Ces obligations

engagent non seulement la Confédération, mais aussi les cantons – donc le canton de Berne aussi.

Depuis six ans, les personnes dont la demande d'asile a été rejetée ne reçoivent plus que l'aide d'urgence à la place de l'aide sociale. Pour celles d'entre elles qui ne peuvent pas quitter la Suisse, le provisoire s'installe. Chez les enfants, cela peut causer des problèmes de santé car les privations se répercutent plus rapidement sur leur santé. La Convention internationale des droits de l'enfant garantissant à ces enfants le droit à un niveau de vie suffisant, la Suisse a un devoir de protection à leur égard.

L'assistance des personnes dans le besoin incombe aux cantons (cf. art. 115 Cst.). Le strict minium couvert par le système d'aide d'urgence ne saurait répondre aux besoins des enfants. Dans la mesure où des mineurs vivent dans ces structures pendant un certain temps, le canton de Berne est prêt à risquer de les mettre à mal durablement. Le système discrimine ces enfants intentionnellement parce qu'ils doivent être poussés vers la sortie. On oublie cependant que ces enfants et ces adolescents ne se trouvent généralement pas en Suisse de leur propre gré mais qu'ils y sont contraints de par le séjour de leurs parents ou parce qu'ils ont fui leur pays sans leurs parents.

Le canton de Berne doit tenir compte du fait qu'en pratique un départ peut prendre des mois ou des années à se concrétiser. Il doit de toute urgence accompagner cette délicate situation politique avec des mesures de protection pour les plus faibles, afin que leur santé ne soit pas irrémédiablement altérée. La vie dans les structures d'aide d'urgence n'est pas faite pour les enfants. L'Observatoire suisse du droit d'asile et des étrangers (ODAE) nous l'a montré à l'aide de cas concrets dans son rapport de l'été 2013. Voici des exemples concrets des problèmes rencontrés par les enfants dans les structures d'aide d'urgence :

- nourriture inappropriée ;
- vêtements insuffisants et accès limité aux soins médicaux ;
- grande détresse psychologique ;
- pas de loisirs et pas de participation à la vie sociale.

Un grand nombre de ces familles passe plusieurs années dans ces structures indignes. En 2012, 2363 enfants vivaient de l'aide d'urgence. 24 d'entre eux étaient ce que l'on appelle des RMNA, des mineurs qui s'étaient réfugiés en Suisse sans parent. Entre 2008 et 2012, 90 enfants et adolescents vivaient dans les structures d'aide d'urgence du canton de Berne, pour une durée moyenne de 27 mois. Le record est détenu par un enfant qui a passé un peu moins de six ans et demi dans cette situation.

Nous demandons une amélioration des conditions de vie dans les structures d'aide d'urgence afin qu'une vie digne soit possible pour ces enfants et adolescents dans le canton de Berne.

Motivation de l'urgence : face à la hausse du nombre de familles avec enfants et de requérants d'asile mineurs non accompagnés, il faut agir le plus vite possible. Car le canton de Berne est tenu de respecter les droits des enfants. Il y a urgence !

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif renvoie aux explications formulées dans ses réponses à la motion 229-2014 Marti, et à l'interpellation 084-2014 PS-JS-PSA. Depuis le 1er janvier 2014, le canton de Berne n'exploite plus de centres fournissant des prestations en nature pour les personnes déboutées. Depuis, ces dernières sont hébergées dans des centres collectifs, qu'elles partagent avec des personnes admises à titre provisoire ou celles dont la procédure d'asile est en cours. Comme le Conseil-exécutif l'a déjà mentionné dans sa réponse à l'interpellation 084-2014, la seule différence de traitement entre les familles avec enfants déboutées et celles dont la décision de renvoi est entrée en force se situe dans le montant d'argent liquide accordé.

Si une famille requérant l'asile se trouve depuis un certain temps déjà dans le canton de Berne et qu'elle s'est vu attribuer un logement privé pendant la procédure d'asile, l'Office de la population et des migrations (OPM) peut, à la suite de l'entrée en force d'une décision de renvoi, déterminer les prestations de l'aide d'urgence au cas par cas et suivant les besoins particuliers (art. 14, al. 3 de l'ordonnance du 14 octobre 2009 portant introduction de la loi fédérale sur l'asile et la loi fédérale sur les étrangers, OiLFAE; RSB 122.201). Dans la pratique, l'OPM autorise ces familles à rester dans leur logement privé jusqu'à la fin du semestre scolaire ou, parfois, jusqu'à leur départ de Suisse.

L'exclusion du droit à l'aide sociale – et le soutien qui s'ensuit sous la forme de l'aide d'urgence – est la conséquence du rejet d'une demande d'asile et de l'entrée en force de la décision de renvoi, comme le prévoit la législation fédérale. Cette exclusion est valable pour toutes les personnes, indépendamment de leur âge. Actuellement, rien n'indique dans la jurisprudence que cette disposition fédérale contreviendrait à la Convention internationale des droits de l'enfant.

Les personnes déboutées reçoivent chacune huit francs en liquide par jour au titre de l'aide d'urgence. Cette somme correspond au montant minimal devant être versé dans le cadre de l'aide sociale ordinaire dans le domaine de l'asile. Elle doit servir à financer la nourriture, les vêtements et l'hygiène. Certains centres d'hébergement collectif proposent des vêtements de seconde main à des conditions avantageuses ou les distribuent même gratuitement. Ces prestations sont fournies par la Croix-Rouge suisse et s'adressent aussi aux personnes faisant l'objet d'un renvoi.

Tous les enfants et jeunes en Suisse ont le droit de fréquenter l'école obligatoire, et ils y sont tenus, indépendamment de leur statut en matière d'asile. Selon la pratique courante du canton de Berne, ils y sont inscrits soit directement, tout en bénéficiant d'un soutien supplémentaire, soit après avoir suivi un cours intensif d'allemand ou de français langue seconde. Ils ont accès aux formations transitoires et à d'autres offres du degré secondaire II. En raison du besoin croissant présenté par ces jeunes en matière de formation, les offres de *préparation professionnelle pratique et intégration*, notamment, sont développées en permanence.

L'obligation de souscrire une assurance maladie vaut aussi pour les personnes dont la décision de renvoi est entrée en force. Ces dernières bénéficient exactement du même accès au système de santé que celles dont la procédure d'asile est en cours. L'accès à un traitement psychologique ou psychiatrique est aussi garanti, dans la mesure où il est couvert par l'assurance maladie obligatoire.

Étant donné que les centres d'hébergement collectif accueillent des requérants ou requérantes dont la procédure est en cours, des personnes admises à titre provisoire et des personnes déboutées, ces dernières profitent des mêmes activités de loisirs proposées sur place.

L'article 7a OiLFAE dispose que le Service des migrations tient compte des besoins particuliers des requérants d'asile mineurs non accompagnés (RMNA), notamment en matière d'hébergement et d'encadrement, et qu'il peut exploiter des centres d'hébergement collectif adaptés à ces besoins particuliers et mettre à disposition une offre d'hébergement et d'encadrement individuelle.

Cette tâche est à cheval entre l'aide sociale dans le domaine de l'asile et l'aide aux enfants et aux jeunes. Le mandat consistant à garantir le bien-être de l'enfant et à offrir la possibilité aux RMNA de se développer sainement est, sur le fond, identique à celui confié aux institutions socio-pédagogiques en matière d'encadrement et d'accompagnement d'enfants et de jeunes bénéficiant d'une autorisation de séjour en Suisse.

Les 1er septembre 2014 et 7 septembre 2015, le Grand Conseil a approuvé un crédit d'engagement ainsi que le projet d'hébergement et d'encadrement des RMNA. Ce projet s'adresse à tous les RMNA, indépendamment de leur statut, les RMNA dont la demande d'asile a été rejetée et qui ont reçu une décision de renvoi sont donc inclus.

Par arrêté du Grand Conseil du 7 septembre 2015, les prestations suivantes fournies aux RMNA ont été définies et maintenues: le transfert dans différentes formes de logement (y c. admission 24 heures sur 24), la gestion individuelle des cas (y c. service spécialisé en matière de santé), une structure quotidienne, l'accès à la formation, l'octroi de l'aide sociale dans le domaine de l'asile, la coordination avec les autorités et la gestion des risques liés aux coûts. Comme mentionné précédemment, ces prestations sont fournies à tous les RMNA, indépendamment de leur statut.

Partant, le Conseil-exécutif estime que le canton de Berne remplit ses engagements envers les enfants et les jeunes, non accompagnés ou sous la garde de leurs parents, et considère qu'il n'y a pas lieu de prendre d'autres mesures. Il propose donc le rejet de la présente motion.

Destinataire

- Grand Conseil

M

Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	181-2015
Type d'intervention:	Motion
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.625
Déposée le:	09.06.2015
Motion de groupe:	Oui
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Les Verts (Sancar, Bern) (porte-parole) Les Verts (Machado Rebmann, Bern)
Cosignataires:	12
Urgence demandée:	Non
Urgence accordée:	Non
N° d'ACE:	1191/2015 du 14 octobre 2015
Direction:	Direction de la police et des affaires militaires
Classification:	–
Proposition du Conseil-exécutif:	**Vote point par point** Chiffres 1 et 2: adoption sous forme de postulat Chiffres 3 et 4 : adoption et classement Chiffre 5 : adoption

Halte à la privatisation des tâches de police

Le Conseil-exécutif est chargé des mandats suivants :

1. Garantir le monopole de la puissance publique et interdire la délégation de tâches de police de sécurité à des services privés, si nécessaire en édictant des bases légales.

2. Examiner quelles tâches parmi celles qui ont été privatisées pourraient être reprises par la police.

3. S'assurer que dans les cas où des tâches de police de sécurité ont été déléguées à des services privés, la protection des données personnelles est garantie.

4. S'assurer que les services de sécurité privés respectent eux aussi l'interdiction du port d'arme dans les lieux publics.

5. Envisager de soumettre les services de sécurité privés au régime de l'autorisation et d'imposer des exigences concernant la formation et la moralité du personnel.

Développement :

Nous constatons avec inquiétude que le recours à des services de sécurité privé est de plus en plus fréquent dans les lieux publics. Le secteur est lucratif et florissant. Ces services font dans certains cas appel à des sous-traitants dont les employés sont armés, quand il ne s'agit de personnes ayant des antécédents judiciaires. Souvent, ces personnes n'ont pas de permis de port d'arme. Or, comme son nom l'indique, l'exercice de la puissance publique est une tâche publique. C'est un élément constitutif de l'Etat de droit qui ne peut incomber qu'à la police. Celle-ci est soumise au contrôle démocratique, ce qui n'est pas le cas des services de sécurité privés. Ce qui est en cause ici, c'est la sécurité de la population et sa confiance dans les institutions. Les tâches de police, qui relèvent du monopole de la puissance publique, sont définies dans la loi. Pour les accomplir, les agents et agentes de police doivent être bien formés. Les services de sécurité privés ne remplissent pas ces critères.

Etant donné que de nombreuses tâches ont déjà été déléguées (p. ex. le contrôle du stationnement), cela semble logique de maintenir les choses en l'état, à condition toutefois que la protection des données soit garantie. Le Conseil-exécutif doit soumettre les tâches de police à une analyse guidée par des critères clairs, faire le tri et créer les bases légales nécessaires pour que les tâches épineuses restent entièrement soumises au monopole de la puissance publique. Selon la Fédération des fonctionnaires de police, les services de sécurité privés qui exécutent des tâches de police dans les lieux publics et qui, à ce titre, entrent en possession de données personnelles ne respectent pas parfaitement la protection des données (voir le *Bund* du 27.4.2015).

Le recours aux services de sécurité privés dans la sphère privée pose aussi problème. Car le canton de Berne n'a pas de réglementation définissant les exigences auxquelles doivent répondre les services de sécurité privés pour obtenir l'autorisation d'exercer.

Il faut interdire le port d'arme aux employés des services de sécurité privés, y compris sur le trajet pour se rendre au travail et pour rentrer à la maison. L'utilisation des armes, les interpellations, les contrôles d'identité, les fouilles et les arrestations doivent rester l'apanage de la police. Recourir à des services de sécurité privés dans les lieux publics empiète sur les compétences de la police et constitue une atteinte à l'Etat de droit qu'il importe d'interdire. La police et sa fédération sont clairement opposées au phénomène, même si elles ne le manifestent pas encore ouvertement.

Il n'y a aucune raison d'externaliser ou de privatiser le monopole de la puissance publique, même pas financière ! Le monopole doit être exercé par la police, y compris pour la sécurité de la population.

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif estime que l'on ne saurait en aucun cas vider de son contenu l'exercice du monopole de la puissance publique – qui est l'une des missions essentielles d'un État de droit moderne – en déléguant des compétences à des entreprises de sécurité privées. La mise en œuvre de mesures de contrainte directe, notamment, n'appartient qu'à la Police cantonale bernoise (POCA): cela découle des bases légales adoptées en la matière par le canton de Berne.

Les communes et les particuliers ne sont pas autorisés à faire usage de mesures de contrainte (cf. art. 11, al. 1 de la loi du 8 juin 1997 sur la police, LPol; RSB 551.1). La loi ne prévoit qu'une exception, relative à la surveillance des véhicules en stationnement et à la perception d'amendes

(«amendes de stationnement»), dont elle autorise la délégation à des tiers (cf. art. 7, al. 2 et 8, al. 2 LPol). Depuis quelques années, le canton de Berne fait usage de cette faculté, en confiant la surveillance des véhicules garés en ville de Berne à des entreprises de sécurité privées (à l'heure actuelle, Gayret Security AG). Toutefois, si un examen plus approfondi de la situation apparaît nécessaire lors de la perception d'amendes d'ordre, tel un contrôle d'identité, l'intervention de la POCA est requise. Par conséquent, les dispositions légales n'autorisent la délégation d'aucune autre activité relevant des attributions de la police cantonale.

Les communes font de plus en plus souvent appel aux services d'entreprises de sécurité privées à des fins de prévention. Il y a lieu de souligner, une fois encore, qu'elles ne disposent d'aucune compétence pour appliquer des mesures de contrainte et ne sauraient dès lors en déléguer à des tiers. L'unique exception est la délégation de la surveillance des véhicules en stationnement, comme cela a été exposé plus haut.

Faute de base légale, la POCA n'est pas en mesure de fournir des informations sur le nombre de communes ayant mandaté des entreprises de sécurité privées dans un but de prévention, en vue de la surveillance des véhicules garés ou pour d'autres raisons. Les seules prescriptions existantes obligent les personnes infligeant des amendes de stationnement à suivre une formation dispensée par la POCA.

En adoptant la motion 126/2006 PS-JS-PSA (Meyer, Roggwil), le Grand Conseil avait déjà chargé le Conseil-exécutif de réglementer les activités des entreprises privées fournissant des prestations de sécurité. Dans ce domaine, le besoin de régulation est en effet avéré depuis longtemps. La Direction de la police et des affaires militaires (POM), compétente en la matière, a suivi de près durant des années l'évolution de la situation au niveau intercantonal dans tous ses aspects, évaluant les diverses options (participation au Concordat latin sur les entreprises de sécurité[1] ou au Concordat sur les prestations de sécurité effectuées par des personnes[2], institué par la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police, ou élaboration d'une base légale cantonale).

Au vu des avantages et inconvénients des divers systèmes et sachant que la situation au niveau suisse restera caractérisée par de multiples réglementations, la POM estime que l'élaboration d'une base légale cantonale se révélerait la solution la plus judicieuse pour le canton de Berne. Un autre argument en faveur d'un tel choix est, selon elle, que le CPSP prévoit une délégation trop importante de compétences de police à des entreprises de sécurité privées. En outre, l'adoption d'une loi cantonale permettrait en principe d'adapter le champ d'application et le contenu des règles aux besoins spécifiques du canton de Berne, où la Police cantonale et les communes exécutent conjointement des tâches de sécurité. La POM intégrera cet objet à l'actuelle révision de la loi du 8 juin 1997 sur la police (LPol; RSB 551.1). Le Grand Conseil procédera probablement à la première lecture du projet de loi lors de la session de septembre 2017.

1. Comme il a été mentionné plus haut, la POCA peut uniquement, en vertu de l'article 7, alinéa 2 LPol, déléguer la surveillance des véhicules en stationnement sur le territoire de la ville de Berne à une entreprise de sécurité privée, les dispositions légales n'autorisant la délégation d'aucune autre compétence relevant des tâches de police. Le Conseil-exécutif partage l'avis des auteurs de la motion, estimant qu'à l'avenir également, il faudra s'abstenir de confier des tâches relevant de l'exercice du monopole de la puissance publique en matière de police à des entrepri-

[1] CES, en vigueur depuis 2008, réunissant les six cantons de Suisse romande.
[2] CPSP, en vigueur depuis 2010.

ses du secteur privé. L'opportunité d'introduire une base légale explicite à cet égard sera par ailleurs débattue dans le cadre des travaux de révision de la LPol.

2. Outre la surveillance des véhicules garés, aucune tâche de police découlant de l'exercice du monopole de la puissance publique n'a été confiée à des entreprises privées. Au vu des ressources actuelles de la POCA, le Conseil-exécutif est d'avis qu'il ne se justifie pas de confier à nouveau à cette dernière la surveillance des véhicules en stationnement. Il est toutefois disposé à analyser ce point dans le cadre de la révision législative susmentionnée, durant laquelle il y aura également lieu d'examiner s'il est opportun d'améliorer le contrôle de qualité des tâches déléguées à des communes et à des tiers et, dans l'affirmative, de déterminer la forme d'un tel contrôle.

3. Dès lors qu'une entreprise de sécurité privée prend en charge la surveillance des véhicules en stationnement, elle est soumise aux dispositions de la législation cantonale sur la protection des données, même à défaut de toute réglementation expresse dans la convention passée avec le canton. En outre, les procédures d'amende d'ordre étant anonymes, les données personnelles ne sont pas relevées: seuls le sont les numéros des plaques de contrôle. Les bases légales actuelles assurent ainsi la protection des données personnelles des personnes concernées même lorsque cette tâche est prise en charge par des entreprises privées.

4. Le droit des armes est du ressort de la Confédération et, comme tel, il est réglé par la loi fédérale du 20 juin 1997 sur les armes, les accessoires d'armes et les munitions (loi sur les armes, LArm; RS 514.54), ce qui ne laisse aucune place à des normes cantonales. Dans le canton de Berne, c'est la POCA qui est l'autorité compétente en matière d'autorisations. L'octroi d'un permis de port d'arme suppose, outre le respect des conditions énoncées à l'article 8 LArm, que la personne requérante soit en mesure d'établir de façon plausible qu'elle a besoin d'une arme pour se protéger ou pour protéger des tiers ou des biens contre un danger tangible (clause dite du besoin). Sur cette base, l'on vérifie que des entreprises de sécurité ou des particuliers accomplissent effectivement des missions justifiant l'octroi d'un permis de port d'arme.

Un tel permis n'est pas octroyé de manière générale, mais toujours en lien avec des tâches précises. Devant en démontrer le besoin, la personne requérante doit en outre passer des examens théorique et pratique. Les membres d'entreprises de sécurité privées sont eux aussi tenus d'être titulaires d'un permis de port d'armes, comme le prévoit l'article 27 LArm: à défaut, ils ne sont autorisés ni à porter ni à transporter une arme dans l'espace public. Ils peuvent faire l'objet de contrôles par la POCA en tout temps pour vérifier qu'ils sont bien en possession d'un permis de port d'arme valide. Tout contrevenant est dénoncé.

5. Après examen approfondi de toutes les options, le Conseil-exécutif du canton de Berne propose d'élaborer des dispositions légales cantonales, lesquelles devront prévoir tant l'introduction de l'obligation du permis de port d'armes que des exigences en matière de formation. Dans le canton de Berne, un membre du personnel d'une entreprise de sécurité désireux d'obtenir un tel permis devra également démontrer qu'il jouit d'une bonne réputation, une condition d'ailleurs prévue par les deux concordats.

Destinataire

- Grand Conseil

VA / AFP
BU / PIMF

Voranschlag 2016 und Aufgaben-/Finanzplan 2017–2019 des Kantons Bern

Budget 2016 et plan intégré mission-financement 2017 à 2019 du canton de Berne

Anträge des Regierungsrates an den Grossen Rat
Propositions du Conseil-exécutif au Grand Conseil

Inhaltsverzeichnis

Table des matières

Voranschlag 2016 und Aufgaben-/Finanzplan 2017–2019 des Kantons Bern

Budget 2016 et plan intégré mission-financement 2017 à 2019 du canton de Berne

Vortrag und Antrag des Regierungsrates

1 Überblick, Zusammenfassung und politische Würdigung 17
1.1 Überblick über das Ergebnis der Planungsarbeiten .. 17
1.2 Finanzielles Ergebnis des Voranschlags 2016 17
1.3 Finanzielles Ergebnis des Aufgaben-/Finanzplans 2017–2019 19
1.4 Nachweis Einhaltung der Schuldenbremsen für die Laufende Rechnung und für die Investitionsrechnung (Art. 101a und 101b KV) 20
1.5 Umsetzung von durch den Grossen Rat zum Voranschlag 2016 und Aufgaben-/Finanzplan 2017–2019 überwiesenen Finanzmotionen 21
1.5.1 Finanzmotion 126-2014 BDP (Feller, Münsingen) «Keine Budgetierung der SNB-Gewinne für die Voranschläge 2015 und 2016» 21
1.5.2 Finanzmotion 201-2014 FiKo (Iseli, Zwieselberg) «Anpassung des Plafonds der Nettoinvestitionen auf 440 Millionen Franken ab 2016» 22
1.5.3 Finanzmotion 202/2014 FiKo (Iseli, Zwieselberg) «Keine Neuverschuldung in den Finanzplanjahren» ... 23
1.5.4 Finanzmotion 255/2014 glp (Sollberger, Bern) «Voranschlag 2016: Ärztliche Weiterbildung sichern» 24
1.6 Zusammenfassung der Planungsarbeiten 25
1.7 Finanzpolitisches Fazit des Regierungsrates / Würdigung der Ergebnisse des diesjährigen Planungsprozesses 28
1.7.1 Finanzpolitische Zielsetzungen des Regierungsrates werden mit dem vorliegenden Zahlenwerk erfüllt 28
1.7.2 Stabile finanzielle Perspektiven für die Jahre 2015 und 2016… 28
1.7.3 …aber zunehmend unsichere finanzpolitische Aussichten ab dem Jahr 2017 29
1.8 Umsetzung von weiteren Optimierungen aus der Evaluation der Neuen Verwaltungsführung NEF im Rahmen des Voranschlags 2016 und Aufgaben-/Finanzplans 2017–2019 31

2 Ergebnis der Planungsarbeiten 35
2.1 Ergebnisse der Haushaltsdebatte 2014 35
2.2 Finanzpolitische Ausgangslage zu Beginn des neuen Planungsprozesses 36
2.3 Finanzpolitische Zielsetzungen des Regierungsrates für den Planungsprozess 2015 40
2.4 Wichtigste Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung zwischen November 2014 und August 2015 41
2.4.1 Aktualisierung der Steuerertragsprognose (inkl. Steuerertragswachstum 2019) 41
2.4.2 Minderaufwendungen und Mehrerträge im Bereich Prämienverbilligungen 42

Rapport et proposition du Conseil-exécutif

1 Vue d'ensemble, et récapitulatif et évaluation politique 17
1.1 Vue d'ensemble des résultats des travaux de planification 17
1.2 Résultat financier du budget 2015 17
1.3 Résultat financier du plan intégré mission-financement 2017 à 2019 19
1.4 Justification du respect du frein à l'endettement appliqué au compte de fonctionnement et au compte des investissements (art. 101a et 101b ConstC) 20
1.5 Mise en œuvre des motions financières concernant le budget 2016 et le plan intégré mission-financement 2017 à 2019 adoptées par le Grand Conseil 21
1.5.1 Motion financière 126-2014 PBD (Feller, Münsingen) «Budgets 2015 et 2016: ne pas tenir compte des bénéfices de la BNS» 21
1.5.2 Motion financière 201-2014 CFin (Iseli, Zwieselberg) «Adaptation du plafond de l'investissement net à partir de 2016» 22
1.5.3 Motion financière 202/2014 CFin (Iseli, Zwieselberg) «Pas de nouvel endettement dans le PIMF» 23
1.5.4 Motion financière 255/2014 pvl (Sollberger, Berne) «Budget 2016: garantir la formation postgrade en médecine» 24
1.6 Récapitulation des travaux de planification 25
1.7 Conclusion du Conseil-exécutif en matière de politique financière / évaluation des résultats du processus de planification de cette année 28
1.7.1 Les objectifs de politique financière du Conseil-exécutif sont atteints avec les présents chiffres 28
1.7.2 Perspectives financières stables pour 2015 et 2016… 28
1.7.3 …mais incertitude croissante des perspectives de politique financière à partir de 2017 29
1.8 Mise en œuvre de nouvelles optimisations de la nouvelle gestion publique NOG dans le cadre du budget 2016 et du plan intégré mission-financement 2017 à 2019 31

2 Résultats des travaux de planification 35
2.1 Résultat des débats budgétaires de 2014 35
2.2 Situation financière initiale au début du nouveau processus de planification 36
2.3 Objectifs de politique financière du Conseil-exécutif pour le processus de planification de 2015 40
2.4 Principaux changements par rapport à l'ancienne planification entre novembre 2014 et août 2015 41
2.4.1 Actualisation des prévisions de recettes fiscales (croissance des rentrées fiscales de 2019 incluse) 41
2.4.2 Réduction des dépenses et hausse des recettes dans le domaine de la réduction des primes 42

2.4.3 Neuberechnung der Passivzinsen und der Kapitalbeschaffungskosten ... 42
2.4.4 Mindererträge aus Erhöhung des Fahrkostenabzugs auf CHF 6'700.– ... 42
2.4.5 Höhere Zahlungen aus dem Bundesfinanzausgleich ... 43
2.4.6 Anpassung der Entnahmen aus dem Fonds zur Deckung von Investitionsspitzen ... 43
2.4.7 Mehrbedarf stationäre Leistungen Akutsomatik ... 45
2.4.8 Mehrbedarf wirtschaftliche Hilfe ... 45
2.4.9 Veränderung des gesamtstaatlichen Abschreibungsbedarfs ... 45
2.4.10 Tiefere Ertragsprognosen aus Handänderungssteuern ... 46
2.4.11 Minderbedarf Gerichtsbehörden und Staatsanwaltschaft (JUS) ... 46
2.4.12 Mehrbedarf Kindes- und Erwachsenenschutzbehörden ... 47
2.4.13 Mindererträge aus der Erhöhung des Drittbetreuungsabzugs auf CHF 8'000.– ... 47
2.4.14 Mehrbedarf öffentlicher Verkehr ... 47
2.4.15 Einführung Lehrplan 21 ... 48
2.4.16 Lohnmassnahmen 2019 ... 49
2.4.17 Übrige Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung ... 49
2.4.18 Zahlenmässiger Überblick über die wichtigsten Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung zwischen November 2014 und Mitte August 2015 ... 49
2.5 Weitere Einflussfaktoren auf die Planung 2016–2019 ... 51
2.5.1 Personal- und Gehaltspolitik ... 51
2.5.2 Planung der Nettoinvestitionen ... 53
2.5.3 Budgetierung der Gewinnausschüttungen der Schweizerischen Nationalbank ... 57
2.5.4 Planung der Gerichtsbehörden und der Staatsanwaltschaft (JUS) ... 60
2.5.5 Korrekturfaktor zur Erhöhung der gesamtstaatlichen Budgetgenauigkeit ... 61
2.6 Entwicklung des Saldos Laufende Rechnung von November 2014 bis Mitte August 2015 ... 62
2.7 Entwicklung des Finanzierungssaldos von November 2014 bis Mitte August 2015 ... 62

3 Finanzpolitische Chancen und Risiken der vorliegenden Planung ... 63

3.1 Konjunkturelles Umfeld / Wirtschaftswachstum ... 63
3.2 Mehrjähriger Ausfall der Gewinnausschüttungen der Schweizerischen Nationalbank (SNB) in Folge ... 66
3.3 Entwicklung der Zahlungen aus dem Bundesfinanzausgleich (NFA) ... 67
3.4 Unternehmenssteuerreform III (USR III) ... 68
3.5 Steuerstrategie Kanton Bern ... 69

2.4.3 Actualisation des intérêts passifs et du coût de financement ... 42
2.4.4 Baisse des revenus liée au relèvement de la déduction des frais de déplacement à CHF 6'700 ... 42
2.4.5 Augmentation des montants versés au titre de la péréquation financière fédérale ... 43
2.4.6 Ajustement des prélèvements sur le Fonds de couverture des pics d'investissement ... 43
2.4.7 Augmentation des besoins de prestations hospitalières dans le domaine des soins aigus ... 45
2.4.8 Augmentation des besoins dans le domaine de l'aide matérielle ... 45
2.4.9 Modification des besoins d'amortissement cantonaux ... 45
2.4.10 Correction à la baisse des prévisions concernant les revenus de l'impôt sur les mutations ... 46
2.4.11 Diminution des besoins pour les autorités judiciaires et le Ministère public (JUS) ... 46
2.4.12 Augmentation des besoins liés aux autorités de protection de l'enfant et de l'adulte ... 47
2.4.13 Diminution de revenus liée au relèvement à CHF 8'000.– de la déduction des frais de garde des enfants par des tiers ... 47
2.4.14 Augmentation des besoins liés aux transports publics ... 47
2.4.15 Introduction du «Lehrplan 21» ... 48
2.4.16 Mesures salariales 2019 ... 49
2.4.17 Autres changements par rapport à l'ancienne planification ... 49
2.4.18 Aperçu chiffré des principaux changements par rapport à l'ancienne planification intervenus entre fin novembre 2014 et mi-août 2015 ... 49
2.5 Autres facteurs influant sur la planification de 2016 à 2019 ... 51
2.5.1 Politique du personnel et politique salariale ... 51
2.5.2 Planification de l'investissement net ... 53
2.5.3 Budgétisation de la distribution du bénéfice de la Banque nationale suisse ... 57
2.5.4 Planification des autorités judiciaires et du Ministère public (JUS) ... 60
2.5.5 Facteur de correction visant à améliorer la précision budgétaire ... 61
2.6 Evolution du solde du compte de fonctionnement entre novembre 2014 et mi-août 2015 ... 62
2.7 Evolution du solde de financement entre novembre 2014 et mi-août 2015 ... 62

3 Risques et opportunités de la présente planification en matière de politique financière ... 63

3.1 Environnement conjoncturel / croissance économique ... 63
3.2 Absence de distribution du bénéfice de la Banque nationale suisse (BNS) plusieurs années de suite ... 66
3.3 Evolution des versements provenant de la péréquation fédérale (RPT) ... 67
3.4 Troisième réforme de l'imposition des entreprises (RIE III) ... 68
3.5 Stratégie fiscale du canton de Berne ... 69

3.6 Finanzierung des zukünftigen Investitionsbedarfs 69
3.7 Aufwandentwicklung im Alters-, Sozial-, Behinderten- und Gesundheitsbereich 70
3.8 Zinsniveau / Passivzinsen 71
3.9 Volksabstimmungen über den Vollzug der Sozialversicherungen im Bereich Prämienverbilligungen 71
3.10 Volksinitiative für den gesetzlichen Erhalt von Spitalstandorten (Spitalstandortinitiative) 72
3.11 Entwicklung der Aufwendungen für Ergänzungsleistungen 72
3.12 Gehaltspolitik 73
3.13 Gesamtstaatlicher Korrekturfaktor zur Erhöhung der Budgetgenauigkeit 73
3.14 Übrige Chancen und Risiken 74

4 Der Voranschlag und Aufgaben-/Finanzplan im Einzelnen 77
4.1 Konjunkturelles Umfeld 77
4.1.1 International 77
4.1.2 Schweiz 77
4.1.3 Kanton Bern 78
4.1.4 Interkantonaler Vergleich 79
4.2 Gesamtwirtschaftliche Eckdaten der Planjahre 2016–2019 80
4.3 Finanzielle Eckwerte der Planjahre 2016–2019 81
4.4 Laufende Rechnung 82
4.4.1 Saldo 82
4.4.2 Sachgruppen 84
4.5 Nettoinvestitionen 86
4.5.1 Entwicklung der Nettoinvestitionen 87
4.5.2 Gesamtkantonale Investitionsplanung 87
4.6 Finanzierungssaldo 88
4.6.1 Überblick 89
4.6.2 Entwicklung bis 2014 90
4.6.3 Entwicklung 2015 bis 2019 90
4.7 Planbilanz 91
4.7.1 Überblick 91
4.7.2 Finanzvermögen 92
4.7.3 Verwaltungsvermögen 92
4.7.4 Bilanzfehlbetrag 92
4.7.5 Bruttoschuld I und II 94
4.8 Kennzahlen 97
4.8.1 Selbstfinanzierungsgrad 97
4.8.2 Schuldenquote 98

3.6 Financement des futurs besoins d'investissement 69
3.7 Evolution des charges dans le secteur des personnes âgées, de l'aide sociale, des personnes handicapées et de la santé 70
3.8 Niveau des intérêts / intérêts passifs 71
3.9 Votation concernant la mise en œuvre des prescriptions régissant les assurances sociales dans le domaine de la réduction des primes 71
3.10 Initiative populaire demandant l'édiction d'une loi sur les sites hospitaliers régionaux (initiative sur les sites hospitaliers) 72
3.11 Evolution des dépenses consacrées aux prestations complémentaires 72
3.12 Politique salariale 73
3.13 Facteur de correction visant à améliorer la précision budgétaire pour l'ensemble du canton 73
3.14 Autres perspectives 74

4 Le budget et le plan intégré mission-financement en détail 77
4.1 Contexte conjoncturel 77
4.1.1 International 77
4.1.2 Suisse 77
4.1.3 Canton de Berne 78
4.1.4 Comparaison avec les autres cantons 79
4.2 Données macroéconomiques de la période de planification 2016 à 2019 80
4.3 Données financières de la période de planification 2016 à 2019 81
4.4 Compte de fonctionnement 82
4.4.1 Solde 82
4.4.2 Groupes de matières 84
4.5 Investissement net 86
4.5.1 Evolution de l'investissement net 87
4.5.2 Plan d'investissement intégré 87
4.6 Solde de financement 88
4.6.1 Bref aperçu 89
4.6.2 Evolution jusqu'à 2014 90
4.6.3 Evolution de 2015 à 2019 90
4.7 Bilan du plan 91
4.7.1 Bref aperçu 91
4.7.2 Patrimoine financier 92
4.7.3 Patrimoine administratif 92
4.7.4 Découvert 92
4.7.5 Endettement brut I et II 94
4.8 Indicateurs 97
4.8.1 Degré d'autofinancement 97
4.8.2 Quote-part de l'endettement 98

5 Controlling ASP 2014 100
5.1 Stand der Umsetzung der durch den Grossen Rat anlässlich der Novembersession 2013 beschlossenen ASP-Massnahmen 100
5.1.1 Entlastungseffekte der ASP 2014 auf die Laufende Rechnung 101
5.1.2 Entlastungseffekte der ASP 2014 auf die Gemeinden 103
5.1.3 Auswirkungen der ASP-Massnahmen auf den Stellenbestand 104
5.2 Fazit des Regierungsrates: Umsetzung der ASP-Massnahmen ist «auf Kurs» 106

6 Anträge 109
6.1 Voranschlag 2016 109
6.2 Aufgaben-/Finanzplan 2017–2019 110
6.3 Voranschlag 2016 111
6.4 Aufgaben-/Finanzplan 2017–2019 112

7 ANHANG: Gesamtkantonale Investitionsplanung 2016–2025 113

5 Controlling de l'EOS 2014 100
5.1 Avancement de la mise en œuvre des mesures de l'EOS adoptées par le Grand Conseil durant sa session de novembre 2013 100
5.1.1 Effets d'allégement de l'EOS 2014 sur le compte de fonctionnement 101
5.1.2 Effets d'allégement de l'EOS 2014 sur les communes 103
5.1.3 Effets des mesures de l'EOS sur les effectifs 104
5.2 Conclusion du Conseil-exécutif: la mise en œuvre de l'EOS suit son cours 106

6 Propositions 109
6.1 Budget 2016 109
6.2 Plan intégré mission-financement 2017 à 2019 110
6.3 Budget 2016 111
6.4 Plan intégré mission-financement 2017 à 2019 112

7 ANNEXE: Plan cantonal d'investissement de 2016 à 2025 113

Planungsergebnis und Berichterstattung über die einzelnen Bereiche

1 Gesamtkanton 121
1.1 Übersicht der Kosten und Erlöse 121

2 Behörden (BEH) 123
2.1 Entwicklung 123
2.2 Laufende Rechnung 123
2.3 Investitionsrechnung 124
2.4 Entwicklung der Vollzeitstellen der BEH 124
2.5 Besondere Rechnungen 125
2.5.1 Grosser Rat 125
2.5.2 Regierungsrat 127

3 Staatskanzlei (STA) 129
3.1 Übersicht der Kosten und Erlöse 129
3.2 Produktgruppensaldi II (Betriebsbuchhaltung) 129
3.3 Entwicklungsschwerpunkte der Direktion 129
3.4 Laufende Rechnung 130
3.5 Investitionsrechnung 131
3.6 Entwicklung der Vollzeitstellen der STA 131
3.7 Produktgruppen 132
3.7.1 Unterstützung Regierungsrat und Grosser Rat 132

4 Volkswirtschaftsdirektion (VOL) 135
4.1 Übersicht der Kosten und Erlöse 135
4.2 Produktgruppensaldi II (Betriebsbuchhaltung) 135
4.3 Entwicklungsschwerpunkte der Direktion 135
4.4 Laufende Rechnung 137
4.5 Investitionsrechnung 138
4.6 Entwicklung der Vollzeitstellen der VOL 139
4.7 Produktgruppen 140
4.7.1 Führungsunterstützung 140
4.7.2 Arbeitslosenversicherung 143
4.7.3 Wirtschaftsentwicklung und -aufsicht (gültig ab 1.1.2013) 146
4.7.4 Wald und Naturgefahren 149
4.7.5 Landwirtschaft 152
4.7.6 Natur 155
4.8 Spezialfinanzierungen 158
4.8.1 Investitionshilfefonds 158
4.8.2 Renaturierungsfonds 160
4.8.3 Tierseuchenkasse 162
4.8.4 Tourismusfonds 164
4.8.5 Wildschadenfonds 166
4.8.6 Wohlfahrtsfonds 168

Résultat de la planification et compte rendu des différents domaines

1 Ensemble du canton 121
1.1 Aperçu des coûts et des rentrées financières 121

2 Autorités (AUT) 123
2.1 Evolution 123
2.2 Compte de fonctionnement 123
2.3 Compte des investissements 124
2.4 Evolution du nombre de postes à plein temps de l'AUT 124
2.5 Comptes spéciaux 125
2.5.1 Grand Conseil 125
2.5.2 Conseil-exécutif 127

3 Chancellerie d'Etat (CHA) 129
3.1 Aperçu des coûts et des rentrées financières 129
3.2 Soldes II des groupes de produits (comptabilité analytique d'exploitation) 129
3.3 Priorités de développement de la Direction 129
3.4 Compte de fonctionnement 130
3.5 Compte des investissements 131
3.6 Evolution du nombre de postes à plein temps de la CHA 131
3.7 Groupes de produits 132
3.7.1 Soutien du Conseil-exécutif et du Grand Conseil 132

4 Direction de l'économie publique (ECO) 135
4.1 Aperçu des coûts et des rentrées financières 135
4.2 Soldes II des groupes de produits (comptabilité analytique d'exploitation) 135
4.3 Priorités de développement de la Direction 135
4.4 Compte de fonctionnement 137
4.5 Compte des investissements 138
4.6 Evolution du nombre de postes à plein temps de l'ECO 139
4.7 Groupes de produits 140
4.7.1 Soutien aux fonctions de direction 140
4.7.2 Assurance-chômage 143
4.7.3 Développement et surveillance économique (valable dès le 1.1.2013) 146
4.7.4 Forêt et dangers naturels 149
4.7.5 Agriculture 152
4.7.6 Nature 155
4.8 Financements spéciaux 158
4.8.1 Fonds d'aide aux investissements 158
4.8.2 Fonds de régénération des eaux 160
4.8.3 Caisse des épizooties 162
4.8.4 Fonds du tourisme 164
4.8.5 Fonds pour les dommages causés par le gibier 166
4.8.6 Fonds de prévoyance 168

5 Gesundheits- und Fürsorgedirektion (GEF) 171
5.1 Übersicht der Kosten und Erlöse 171
5.2 Produktgruppensaldi II (Betriebsbuchhaltung) 171
5.3 Entwicklungsschwerpunkte der Direktion 172
5.4 Laufende Rechnung 173
5.5 Investitionsrechnung 175
5.6 Entwicklung der Vollzeitstellen der GEF 176
5.7 Produktgruppen 177
5.7.1 Führungsunterstützung, rechtliche und weitere Dienstleistungen 177
5.7.2 Somatische Spitalversorgung 180
5.7.3 Psychiatrieversorgung 184
5.7.4 Gesundheitsschutz und Sanitätsdienst 187
5.7.5 Heilmittelsicherheit/Qualitätssicherung 190
5.7.6 Verbraucherschutz und Umweltsicherheit 192
5.7.7 Existenzsicherung und Integration 195
5.7.8 Angebote für Menschen mit einem Pflege-, Betreuungs-, besonderen Bildungsbedarf 199
5.8 Spezialfinanzierungen 203
5.8.1 Fonds für Spitalinvestitionen 203
5.8.2 Fonds für Suchtprobleme 206

6 Justiz-, Gemeinde- und Kirchendirektion (JGK) 209
6.1 Übersicht der Kosten und Erlöse 209
6.2 Produktgruppensaldi II (Betriebsbuchhaltung) 209
6.3 Entwicklungsschwerpunkte der Direktion 210
6.4 Laufende Rechnung 211
6.5 Investitionsrechnung 212
6.6 Entwicklung der Vollzeitstellen der JGK 213
6.7 Produktgruppen 214
6.7.1 Führungsunterstützung 214
6.7.2 Pfarramtliche Versorgung der Kirchgemeinden und Beziehung zwischen Kirche und Staat 216
6.7.3 Verwaltungsinterne Verwaltungsrechtspflege und rechtliche Dienstleistungen 218
6.7.4 Steuerung der dezentralen Verwaltung und Ressourcen 221
6.7.5 Unterstützung und Aufsicht Gemeinden 224
6.7.6 Raumordnung 227
6.7.7 Kindesschutz und Jugendförderung 230
6.7.8 Differenzierte Jugendhilfemassnahmen 233
6.7.9 Vollzug der Sozialversicherungen 235
6.7.10 Regierungsstatthalterämter 238
6.7.11 Betreibungen und Konkurse 241
6.7.12 Führen des Grundbuches 244
6.7.13 Führen des Handelsregisters 247
6.7.14 Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde 249

5 Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (SAP) 171
5.1 Aperçu des coûts et des rentrées financières 171
5.2 Soldes II des groupes de produits (comptabilité analytique d'exploitation) 171
5.3 Priorités de développement de la Direction 172
5.4 Compte de fonctionnement 173
5.5 Compte des investissements 175
5.6 Evolution du nombre de postes à plein temps de la SAP 176
5.7 Groupes de produits 177
5.7.1 Soutien aux fonctions de direction, prestations juridiques et services généraux 177
5.7.2 Assistance somatique 180
5.7.3 Psychiatrie 184
5.7.4 Protection de la santé et service sanitaire 187
5.7.5 Sécurité des médicaments / Assurance-qualité 190
5.7.6 Protection des consommateurs et de l'environnement 192
5.7.7 Garantie du minimum vital et intégration 195
5.7.8 Aide aux personnes ayant des besoins particuliers de soins, d'assistance ou de formation 199
5.8 Financements spéciaux 203
5.8.1 Fonds d'investissements hospitaliers 203
5.8.2 Fonds de lutte contre la toxicomanie 206

6 Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques (JCE) 209
6.1 Aperçu des coûts et des rentrées financières 209
6.2 Soldes II des groupes de produits (comptabilité analytique d'exploitation) 209
6.3 Priorités de développement de la Direction 210
6.4 Compte de fonctionnement 211
6.5 Compte des investissements 212
6.6 Evolution du nombre de postes à plein temps de l'JCE 213
6.7 Groupes de produits 214
6.7.1 Soutien de la direction 214
6.7.2 Dotation des paroisses en ecclésiastiques et suivi des ministères pastoraux et presbytéraux, relations entre l'Eglise et l'Etat 216
6.7.3 Justice administrative interne à l'administration et prestations juridiques 218
6.7.4 Pilotage de l'administration décentralisée et des ressources 221
6.7.5 Soutien et surveillance des communes 224
6.7.6 Organisation du territoire 227
6.7.7 Protection de l'enfance et encouragement de la jeunesse 230
6.7.8 Mesures différenciées d'aide à la jeunesse 233
6.7.9 Mise en œuvre des prescriptions sur les assurances sociales 235
6.7.10 Préfectures 238
6.7.11 Poursuites et faillites 241
6.7.12 Tenue du registre foncier 244
6.7.13 Registre du commerce 247
6.7.14 Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte 249

7 Polizei- und Militärdirektion (POM) 253

7.1 Übersicht der Kosten und Erlöse 253
7.2 Produktgruppensaldi II (Betriebsbuchhaltung) 253
7.3 Entwicklungsschwerpunkte der Direktion 253
7.4 Laufende Rechnung 255
7.5 Investitionsrechnung 256
7.6 Entwicklung der Vollzeitstellen der POM 257
7.7 Produktgruppen 258
7.7.1 Führungsunterstützung, Verwaltungsrechtspflege und Fonds 258
7.7.2 Polizei 261
7.7.3 Strassenverkehr und Schifffahrt 265
7.7.4 Freiheitsentzug und Betreuung (Erwachsene und Jugendliche) 269
7.7.5 Migration und Personenstand 273
7.7.6 Bevölkerungsschutz, Sport und Militär 276
7.8 Spezialfinanzierungen 279
7.8.1 Ersatzbeitragsfonds des Kantons Bern 279

8 Finanzdirektion (FIN) 281

8.1 Übersicht der Kosten und Erlöse 281
8.2 Produktgruppensaldi II (Betriebsbuchhaltung) 281
8.3 Entwicklungsschwerpunkte der Direktion 282
8.4 Laufende Rechnung 283
8.5 Investitionsrechnung 284
8.6 Entwicklung der Vollzeitstellen der FIN 285
8.7 Produktgruppen 286
8.7.1 Direktionsführung, Finanzpolitik und Recht 286
8.7.2 Dienstleistungen Konzernfinanzen 289
8.7.3 Finanzausgleich Bund–Kanton / Kanton–Gemeinden 293
8.7.4 Steuern und Dienstleistungen 296
8.7.5 Personal 300
8.7.6 Informatik und Organisation 303
8.8 Spezialfinanzierungen 307
8.8.1 Fonds für Sonderfälle 307
8.8.2 Fonds zur Deckung von Investitionsspitzen 308

9 Erziehungsdirektion (ERZ) 309

9.1 Übersicht der Kosten und Erlöse 309
9.2 Produktgruppensaldi II (Betriebsbuchhaltung) 309
9.3 Entwicklungsschwerpunkte der Direktion 309
9.4 Laufende Rechnung 311
9.5 Investitionsrechnung 312
9.6 Entwicklung der Vollzeitstellen der ERZ 313
9.7 Produktgruppen 314
9.7.1 Führungsunterstützung und rechtliche Dienstleistungen 314
9.7.2 Volksschule und schulergänzende Angebote 316
9.7.3 Mittelschulen und Berufsbildung 319
9.7.4 Hochschulbildung 323
9.7.5 Kultur 327
9.7.6 Zentrale Dienstleistungen 330

7 Direction de la police et des affaires militaires (POM) 253

7.1 Aperçu des coûts et des rentrées financières 253
7.2 Soldes II des groupes de produits (comptabilité analytique d'exploitation) 253
7.3 Priorités de développement de la Direction 253
7.4 Compte de fonctionnement 255
7.5 Compte des investissements 256
7.6 Evolution du nombre de postes à plein temps de la POM 257
7.7 Groupes de produits 258
7.7.1 Soutien aux fonctions de direction, fonds et juridiction administrative 258
7.7.2 Police 261
7.7.3 Circulation routière et navigation 265
7.7.4 Privation de liberté et mesures d'encadrement 269
7.7.5 Population et immigration 273
7.7.6 Sécurité civile, sport et affaires militaires 276
7.8 Financements spéciaux 279
7.8.1 Constributions de remplacement 279

8 Direction des finances (FIN) 281

8.1 Aperçu des coûts et des rentrées financières 281
8.2 Soldes II des groupes de produits (comptabilité analytique d'exploitation) 281
8.3 Priorités de développement de la Direction 282
8.4 Compte de fonctionnement 283
8.5 Compte des investissements 284
8.6 Evolution du nombre de postes à plein temps de la FIN 285
8.7 Groupes de produits 286
8.7.1 Gestion interne de la Direction, politique financière et droit 286
8.7.2 Prestations de services finances du groupe 289
8.7.3 Péréquation financière confédération– canton / canton – communes 293
8.7.4 Impôts et prestations de services 296
8.7.5 Personnel 300
8.7.6 Informatique et organisation 303
8.8 Financements spéciaux 307
8.8.1 Fonds pour les cas spéciaux 307
8.8.2 Fonds destiné à couvrir les pics d'investissement 308

9 Direction de l'instruction publique (INS) 309

9.1 Aperçu des coûts et des rentrées financières 309
9.2 Soldes II des groupes de produits (comptabilité analytique d'exploitation) 309
9.3 Priorités de développement de la Direction 309
9.4 Compte de fonctionnement 311
9.5 Compte des investissements 312
9.6 Evolution du nombre de postes à plein temps de l'INS 313
9.7 Groupes de produits 314
9.7.1 Soutien aux fonctions de direction et prestations juridiques 314
9.7.2 Ecole obligatoire et offres périscolaires 316
9.7.3 Ecoles moyennes et formation professionnelle 319
9.7.4 Enseignement supérieur 323
9.7.5 Culture 327
9.7.6 Services centralisés 330

10 Bau-, Verkehrs- und Energiedirektion (BVE) 333
10.1 Übersicht der Kosten und Erlöse..... 333
10.2 Produktgruppensaldi II (Betriebsbuchhaltung) 333
10.3 Entwicklungsschwerpunkte der Direktion..... 334
10.4 Laufende Rechnung..... 336
10.5 Investitionsrechnung 337
10.6 Entwicklung der Vollzeitstellen der BVE..... 338
10.7 Produktgruppen..... 339
10.7.1 Führungsunterstützung 339
10.7.2 Verwaltungsrechtspflege und rechtliche Dienstleistungen 342
10.7.3 Nachhaltige Entwicklung..... 344
10.7.4 Geoinformation 347
10.7.5 Infrastrukturen..... 351
10.7.6 Öffentlicher Verkehr und Verkehrskoordination..... 355
10.7.7 Immobilienmanagement..... 359
10.7.8 Wasser und Abfall..... 362
10.8 Spezialfinanzierungen 366
10.8.1 Abfallfonds..... 366
10.8.2 Abwasserfonds..... 368
10.8.3 See- und Flussuferfonds 370
10.8.4 Wasserfonds..... 372

11 Finanzkontrolle (FK)..... 375
11.1 Übersicht der Kosten und Erlöse..... 375
11.2 Produktgruppensaldi II (Betriebsbuchhaltung) 375
11.3 Entwicklungsschwerpunkte der Direktion..... 375
11.4 Laufende Rechnung..... 375
11.5 Investitionsrechnung 376
11.6 Entwicklung der Vollzeitstellen der FK 377
11.7 Produktgruppen..... 378
11.7.1 Finanzaufsicht..... 378

12 Kantonale Datenschutzaufsichtsstelle (DSA)..... 381
12.1 Übersicht der Kosten und Erlöse..... 381
12.2 Produktgruppensaldi II (Betriebsbuchhaltung) 381
12.3 Entwicklungsschwerpunkte der Direktion..... 381
12.4 Laufende Rechnung..... 382
12.5 Investitionsrechnung 383
12.6 Entwicklung der Vollzeitstellen der DSA..... 383
12.7 Produktgruppen..... 384
12.7.1 Datenschutz 384

10 Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie (TTE) 333
10.1 Aperçu des coûts et des rentrées financières 333
10.2 Soldes II des groupes de produits (comptabilité analytique d'exploitation).....333
10.3 Priorités de développement de la Direction.....334
10.4 Compte de fonctionnement 336
10.5 Compte des investissements.....337
10.6 Evolution du nombre de postes à plein temps de la TTE.....338
10.7 Groupes de produits 339
10.7.1 Soutien à la direction 339
10.7.2 Juridiction administrative et prestations juridiques...342
10.7.3 Développement durable 344
10.7.4 Information géographique.....347
10.7.5 Infrastructures 351
10.7.6 Transports publics et coordination des transports ..355
10.7.7 Gestion des biens immobiliers 359
10.7.8 Eaux et déchets 362
10.8 Financements spéciaux.....366
10.8.1 Fonds pour la gestion des déchets.....366
10.8.2 Fonds pour l'assainissement.....368
10.8.3 Fonds des rives, des lacs et des rivières 370
10.8.4 Fonds pour l'alimentation en eau 372

11 Contrôle des finances (CF)..... 375
11.1 Aperçu des coûts et des rentrées financières 375
11.2 Soldes II des groupes de produits (comptabilité analytique d'exploitation).....375
11.3 Priorités de développement de la Direction.....375
11.4 Compte de fonctionnement 375
11.5 Compte des investissements.....376
11.6 Evolution du nombre de postes à plein temps du CF 377
11.7 Groupes de produits 378
11.7.1 Surveillance des finances.....378

12 Bureau cantonal pour la surveillance de la protection des données (BPD)..... 381
12.1 Aperçu des coûts et des rentrées financières 381
12.2 Soldes II des groupes de produits (comptabilité analytique d'exploitation).....381
12.3 Priorités de développement de la Direction.....381
12.4 Compte de fonctionnement 382
12.5 Compte des investissements.....383
12.6 Evolution du nombre de postes à plein temps du BPD 383
12.7 Groupes de produits 384
12.7.1 Protection des données.....384

13 Gerichtsbehörden und Staatsanwaltschaft (JUS) 387
13.1 Übersicht der Kosten und Erlöse 387
13.2 Produktgruppensaldi II (Betriebsbuchhaltung) 387
13.3 Entwicklungsschwerpunkte der Direktion 387
13.4 Laufende Rechnung 388
13.5 Investitionsrechnung 389
13.6 Entwicklung der Vollzeitstellen der JUS 389
13.7 Produktgruppen 390
13.7.1 Führungsunterstützung 390
13.7.2 Zivil- und Strafgerichtsbarkeit 392
13.7.3 Verwaltungsgerichtsbarkeit 395
13.7.4 Staatsanwaltschaft 398

13 Autorités judiciaires et Ministère public (JUS) 387
13.1 Aperçu des coûts et des rentrées financières 387
13.2 Soldes II des groupes de produits (comptabilité analytique d'exploitation) 387
13.3 Priorités de développement de la Direction 387
13.4 Compte de fonctionnement 388
13.5 Compte des investissements 389
13.6 Evolution du nombre de postes à plein temps de l'JUS 389
13.7 Groupes de produits 390
13.7.1 Direction de la magistrature 390
13.7.2 Juridictions civile et pénale 392
13.7.3 Juridiction administrative 395
13.7.4 Ministère public 398

Vortrag
Rapport

Voranschlag 2016 und Aufgaben-/Finanzplan 2017–2019 des Kantons Bern

Budget 2016 et plan intégré mission-financement 2017 à 2019 du canton de Berne

1 Überblick, Zusammenfassung und politische Würdigung

1.1 Überblick über das Ergebnis der Planungsarbeiten

Der Voranschlag 2016 und der Aufgaben-/Finanzplan 2017–2019 weisen folgende Eckwerte auf:

1 Vue d'ensemble, récapitulatif et évaluation politique

1.1 Vue d'ensemble des résultats des travaux de planification

Le budget 2016 et le plan intégré mission-financement 2017 à 2019 affichent les valeurs-repères suivantes:

in Millionen CHF	Voranschlag Budget	Finanzplan Plan financier			en millions CHF
	2016	**2017**	**2018**	**2019**	
Aufwand	10'590	10'732	10'875	10'985	Charges
Ertrag	10'815	10'971	11'062	11'170	Revenus
Saldo Laufende Rechnung	**226**	**239**	**187**	**185**	**Solde du compte de fonctionnement**
Nettoinvestitionen	**559**	**536**	**515**	**522**	**Investissement net**
Finanzierungssaldo	**110**	**89**	**42**	**53**	**Solde de financement**
– = Neuverschuldung					– = Nouvel endettement
+ = Schuldenabbau					+ = Réduction de la dette
Schuldenabbau Total		**294**			**Réduction totale de la dette**
Schuldenabbau pro Jahr		**74**			**Réduction annuelle de la dette**
Selbstfinanzierungsgrad		**114%**			**Degré d'autofinancement**

1.2 Finanzielles Ergebnis des Voranschlags 2016

Die Ergebnisse der Planungsarbeiten für den **Voranschlag 2016** können wie folgt zusammengefasst werden:

- Der Voranschlag 2016 schliesst in der Laufenden Rechnung bei einem Aufwand von CHF 10‘590 Millionen und einem Ertrag von CHF 10‘815 Millionen mit einem **Ertragsüberschuss** von **CHF 226 Millionen** ab.
- Die **Nettoinvestitionen** (inkl. Spezialfinanzierungen) betragen **CHF 559 Millionen** und liegen damit CHF 47 Millionen unter dem Wert in der bisherigen Planung für das Jahr 2016. Die **ordentlichen Nettoinvestitionen** (ohne Spezialfinanzierungen) belaufen sich auf **CHF 470 Millionen**.
- Es resultiert ein **positiver Finanzierungssaldo** von **CHF 110 Millionen**. Im Jahr 2016 nehmen die Schulden somit um CHF 110 Millionen ab.

1.2 Résultat financier du budget 2015

Les résultats des travaux de planification visant à élaborer le **budget 2016** peuvent se résumer comme suit:

- Avec CHF 10 590 millions de charges et CHF 10 815 millions de revenus, le budget de 2016 se solde par un **excédent de revenus** de **CHF 226 millions** au compte de fonctionnement.
- L'**investissement net** (financements spéciaux compris) s'élève à **CHF 559 millions**, ce qui représente une diminution de CHF 47 millions par rapport aux précédentes prévisions pour l'exercice 2016. L'**investissement net ordinaire** (sans financements spéciaux) est de **CHF 470 millions**.
- Il en résulte un **solde de financement positif** de **CHF 110 millions**. L'endettement diminue ainsi de CHF 110 millions en 2016.

- Der Voranschlag 2016 beinhaltet ein Lohnsummenwachstum von 0,7 Prozent. Zusätzlich stehen für Lohnmassnahmen 0,8 Prozent der Lohnsumme aus sogenannten «Rotationsgewinnen» zur Verfügung, welche sich ergeben, wenn austretende Mitarbeitende durch eintretende (jüngere) Angestellte mit einem tieferen Lohn ersetzt werden. Wie in der per 1. August 2014 in Kraft getretenen LAG-/PG-Revision vorgesehen, stehen somit im Voranschlag 2016 1,5 Prozent der Lohnsumme für individuelle Gehaltsmassnahmen zur Verfügung. Dazu kommen 0,3 Prozent für den generellen Gehaltsaufstieg (z.B. zum Ausgleich einer allfälligen Teuerung). Insgesamt stehen somit im Voranschlagsjahr 2016 **1,8 Prozent** der Lohnsumme für **Lohnmassnahmen** bereit.

- Das vorliegende Resultat des Voranschlags 2016 sieht zur Finanzierung von Investitionen eine **Entnahme** aus dem **Fonds zur Deckung von Investitionsspitzen** in der Höhe von CHF 10 Millionen vor (vgl. Kapitel 2.4.6).

- Aufgrund von Abweichungen zwischen Budget und Rechnungsergebnis ist – wie in den vergangenen Jahren – im vorliegenden Ergebnis wiederum eine **gesamtstaatliche Budgetkorrektur** in der Höhe von **CHF 136 Millionen** eingebaut.

- Im Voranschlag 2016 ist zudem eine **Gewinnausschüttung** der Schweizerischen Nationalbank (SNB) in der Höhe von rund CHF 80 Millionen berücksichtigt.

- Ebenfalls enthalten sind die Ergebnisse der 1. Lesung des Grossen Rates zur **Steuergesetzrevision 2016** (höhere Limite bei der Plafonierung des Fahrkostenabzugs sowie höherer Abzug für Drittbetreuungskosten) und die damit verbundenen Mindererträge im Umfang von total CHF 40 Millionen.

- Im Voranschlag 2016 berücksichtigt sind zudem die zahlenmässigen Auswirkungen des Kompromisses zwischen National- und Ständerat betreffend die Beiträge der Kantone für den **Nationalen Finanzausgleich (NFA)** in den Jahren 2016 bis 2019.

- Le budget 2016 prévoit une croissance de la masse salariale de 0,7 pour cent. Il met de plus à disposition, pour les mesures salariales, 0,8 pour cent de la masse salariale résultant des «gains de rotation» qui sont dégagés par le départ de collaborateurs remplacés par d'autres (plus jeunes) touchant un salaire moins élevé. Comme le prévoit la révision LSE/LPers entrée en vigueur le 1er août 2014, 1,5 pour cent de la masse salariale est ainsi disponible pour des mesures salariales individuelles dans le budget 2016. A cela s'ajoute 0,3 pour cent pour la progression de salaire générale (p. ex pour compenser un éventuel renchérissement). Au total, **1,8 pour cent** de la masse salariale est disponible au budget 2016 pour des **mesures salariales**.

- Le présent résultat du budget de 2016 prévoit un **prélèvement** de CHF 10 millions sur le **Fonds de couverture des pics d'investissement** pour financer des investissements (voir chap. 2.4.6).

- En raison des écarts constatés entre le budget et les comptes, le présent résultat intègre, comme les années précédentes, une **correction budgétaire à l'échelle du canton**. Son montant s'élève cette année à **CHF 136 millions**.

- Le budget 2016 prévoit en outre une **distribution de bénéfice** de la Banque nationale suisse (BNS) de quelque CHF 80 millions.

- Il contient également les résultats de la première lecture, par le Grand Conseil, de la **révision 2016 de la loi sur les impôts** (relèvement de la limite pour le plafonnement de la déduction des frais de déplacement et du montant des frais de garde par un tiers déductibles) et la diminution de revenus de CHF 40 millions qui en découle.

- Le budget 2016 tient en outre compte des répercussions du compromis passé entre le Conseil national et le Conseil des Etat concernant les contributions des cantons à la **péréquation financière nationale** entre 2016 et 2019.

1.3 Finanzielles Ergebnis des Aufgaben-/ Finanzplans 2017–2019

In Bezug auf den **Aufgaben-/Finanzplan 2017–2019** können die Ergebnisse der Planungsarbeiten wie folgt zusammengefasst werden:

- In sämtlichen Finanzplanjahren resultieren in der Laufenden Rechnung **Überschüsse**. Diese betragen zwischen CHF 185 Millionen (2019) und CHF 239 Millionen (2017).

- Die **Nettoinvestitionen** (inkl. Spezialfinanzierungen) betragen im Durchschnitt der Planjahre 2017–2019 CHF 524 Millionen. Die ordentlichen Nettoinvestitionen (ohne Spezialfinanzierungen) belaufen sich auf CHF 470 Millionen.

- Im **Aufgaben-/Finanzplan 2017–2019** nehmen die **Schulden** um **CHF 184 Millionen** oder um durchschnittlich CHF 61 Millionen pro Jahr ab.

- Der Aufgaben-/Finanzplan 2017–2019 beinhaltet ein jährliches Lohnsummenwachstum von 0,7 Prozent. Zusammen mit den Rotationsgewinnen von 0,8 Prozent sowie einem zusätzlichen Lohnsummenwachstum von 0,3 Prozent für generelle Gehaltsmassnahmen (z.B. zum Ausgleich der Teuerung) stehen in allen drei Planjahren **Lohnmassnahmen** im Umfang von **jährlich 1,8 Prozent** zur Verfügung.

- Im Aufgaben-/Finanzplan 2017–2019 sind **Gewinnausschüttungen der SNB** in der Höhe von jährlich rund **CHF 80 Millionen** enthalten.

- Wie bereits im Voranschlag 2016 sind auch in den Aufgaben-/Finanzplanjahren 2017–2019 die finanziellen Auswirkungen der Ergebnisse des Grossen Rates zur 1. Lesung des Grossen Rates zur **Steuergesetzrevision 2016** sowie des Kompromisses zwischen National- und Ständerat betreffend die Beiträge der Kantone für den **Nationalen Finanzausgleich (NFA)** berücksichtigt.

1.3 Résultat financier du plan intégré mission-financement 2017 à 2019

Les résultats des travaux de planification peuvent se résumer comme suit en ce qui concerne le **plan intégré mission-financement 2017 à 2019**:

- Le compte de fonctionnement dégage toutes les années de la période de planification des **excédents** qui vont de CHF 185 millions (en 2019) à CHF 239 millions (en 2017).

- **L'investissement net** (financements spéciaux compris) s'élève à CHF 524 millions en moyenne durant la période de planification 2017 à 2019, l'investissement net ordinaire (sans les financements spéciaux) à CHF 470 millions.

- La **dette** diminue de **CHF 184 millions**, soit en moyenne de CHF 61 millions par an, dans le **plan intégré mission-financement 2017 à 2019**.

- Le plan intégré mission-financement 2017 à 2019 prévoit une croissance de la masse salariale de 0,7 pour cent par an. Avec les gains de rotation de 0,8 pour cent et la croissance supplémentaire de la masse salariale de 0,3 pour cent destinée aux mesures salariales générales (p.ex. pour compenser le renchérissement), **1,8 pour cent par an** est ainsi à disposition pour des **mesures salariales** chacune des trois années du plan.

- Le plan intégré mission-financement 2017 à 2019 prévoit une **distribution de bénéfice de la BNS** de quelque **CHF 80 millions** par an.

- A l'instar de ceux du budget 2016, les chiffres du plan intégré mission-financement 2017 à 2019 tiennent compte des conséquences financières des résultats de la première lecture, par le Grand Conseil, de la **révision 2016 de la loi sur les impôts** et du compromis passé entre le Conseil national et le Conseil des Etat concernant les contributions des cantons à la **péréquation financière nationale**.

1.4 Nachweis Einhaltung der Schuldenbremsen für die Laufende Rechnung und für die Investitionsrechnung (Art. 101a und 101b KV)

Gemäss Art. 101a Abs. 5 KV der Schuldenbremse für die Laufende Rechnung dürfen Buchgewinne und Abschreibungen auf Anlagen des Finanzvermögens nicht für die Anwendung der Absätze 1 und 2 von Art. 101a berücksichtigt werden. Im nachfolgenden **Nachweis** werden diese demzufolge aus dem Saldo der Laufenden Rechnung eliminiert.

1.4 Justification du respect du frein à l'endettement appliqué au compte de fonctionnement et au compte des investissements (art. 101a et 101b ConstC)

En vertu de l'article 101a, alinéa 5 ConstC concernant le frein à l'endettement appliqué au compte de fonctionnement, les gains comptables et les amortissements réalisés sur les placements du patrimoine financier ne sont pas pris en compte dans l'application des alinéas 1 et 2 dudit article. Ces éléments ont donc été éliminés du solde du compte de fonctionnement dans la **justification** qui suit.

in Millionen CHF	Voranschlag Budget	Finanzplan Plan financier			en millions CHF
	2016	**2017**	**2018**	**2019**	
Saldo Laufende Rechnung	**226**	**239**	**187**	**185**	**Solde du compte de fonctionnement**
Elimination Buchgewinne und Abschreibungen auf Anlagen des Finanzvermögens gemäss Art. 101a Abs. 5 KV	9	3	0	4	Elimination gains comptables et amortissements sur les placements du patrimoine financier conf. art. 101a, al. 5 ConstC
Saldo Laufende Rechnung gemäss Art. 101a Abs. 5 KV	**217**	**236**	**187**	**181**	**Solde compte de fonctionnement conf. art. 101a, al. 5 ConstC**

Auch nach der Elimination der Buchgewinne und Abschreibungen auf Anlagen des Finanzvermögens wird im Voranschlagsjahr 2016 ein Überschuss in der Höhe von CHF 217 Millionen ausgewiesen. Die Verfassungsbestimmungen der **Schuldenbremse für die Laufende Rechnung** gemäss Art. 101b KV werden demnach mit den vorliegenden Budgetwerten **eingehalten**. Gleichzeitig werden mit dem im Voranschlag 2016 ausgewiesenen **Finanzierungsüberschuss** in der Höhe von **CHF 110 Millionen** auch die verfassungsrechtlichen Bestimmungen der **Schuldenbremse für die Investitionsrechnung eingehalten** (Art. 101b KV).

Même après l'élimination des gains comptables et des amortissements réalisés sur les placements du patrimoine financier, l'exercice budgétaire 2016 affiche un excédent d'un montant de CHF 217 millions. Les dispositions constitutionnelles de l'article 101b ConstC relatives au **frein à l'endettement appliqué au compte de fonctionnement** sont donc **respectées** avec les présents chiffres budgétaires. De même, les dispositions constitutionnelles de l'article 101b ConstC concernant le **frein à l'endettement appliqué au compte des investissements** sont aussi **respectées** avec l'**excédent de financement** de **CHF 110 millions** qui est prévu au budget 2016.

1.5 Umsetzung von durch den Grossen Rat zum Voranschlag 2016 und Aufgaben-/Finanzplan 2017–2019 überwiesenen Finanzmotionen

Seit der Inkraftsetzung der **Parlamentsrechtsrevision** per 1. Juni 2014 steht dem Grossen Rat neu das Instrument der Finanzmotion zur Verfügung. Mit einer **Finanzmotion** kann der Grosse Rat vor seinem eigentlichen Beschluss im Rahmen der Haushaltdebatte anlässlich der Novembersession **verbindlich auf die Finanzseite, d.h. die Zahlenwerte, des Voranschlags Einfluss nehmen**. Mit der Überweisung einer Finanzmotion wird der Regierungsrat oder die Justizleitung durch den Grossen Rat beauftragt, eine finanzseitig geforderte Massnahme im nächsten Voranschlag oder Aufgaben-/Finanzplan zu ergreifen. Beschliesst der Grosse Rat eine Finanzmotion zum Aufgaben-/Finanzplan, haben Regierungsrat oder Justizleitung mit dem folgenden Aufgaben- und Finanzplan zu berichten, wie sie die Motion umgesetzt haben. Weichen sie davon ab, haben sie dies in diesem folgenden Aufgaben-/Finanzplan einlässlich zu begründen. Die Finanzmotion muss innert zweier Monate beantwortet werden und wird von der Finanzkommission oder, betreffend das Budget der Justiz, von der Justizkommission vorberaten.

Im Hinblick auf die Erarbeitung des Voranschlags 2016 und des Aufgaben-/Finanzplans 2017–2019 wurden durch den Grossen Rat insgesamt vier Finanzmotionen überwiesen. In den nachfolgenden Kapiteln wird darüber orientiert, inwieweit die aus den überwiesenen Finanzmotionen resultierenden Forderungen im Voranschlag 2016 und Aufgaben-/Finanzplan 2017–2019 durch den Regierungsrat berücksichtigt worden sind.

1.5.1 Finanzmotion 126-2014 BDP (Feller, Münsingen) «Keine Budgetierung der SNB-Gewinne für die Voranschläge 2015 und 2016»

Anlässlich der Novembersession 2014 überwies der Grosse Rat mit 101 zu 48 Stimmen die Finanzmotion 126-2014 BDP (Feller, Münsingen) «Keine Budgetierung der SNB-Gewinne für die Voranschläge 2015 und 2016». Mit der Finanzmotion wurde der Regierungsrat beauftragt, in den Jahren 2015 und 2016 auf die Budgetierung von Gewinnausschüttungen der SNB zu verzichten.

1.5 Mise en œuvre des motions financières concernant le budget 2016 et le plan intégré mission-financement 2017 à 2019 adoptées par le Grand Conseil

Depuis l'entrée en vigueur de la **révision du droit parlementaire** au 1er juin 2014, le Grand Conseil dispose d'un nouvel instrument: la **motion financière**. Celle-ci permet au Grand Conseil, avant son arrêté d'adoption, d'**influer de manière contraignante sur le volet financier du budget, autrement dit les chiffres**, dans le cadre des débats budgétaires de la session de novembre. En adoptant une motion financière, le Grand Conseil charge le Conseil-exécutif ou la Direction de la magistrature de prendre des mesures concernant le volet financier du budget ou du plan intégré mission-financement. Si le Grand Conseil adopte une motion financière concernant le plan intégré mission-financement, le Conseil-exécutif ou la Direction de la magistrature doivent, dans le plan intégré mission-financement suivant, rendre compte des modalités de mise en œuvre de la motion. En cas de défaut de mise en œuvre, ils doivent en exposer les motifs en détail. La motion financière doit obtenir une réponse dans les deux mois et est préavisée par la Commission des finances ou par la Commission de justice si elle porte sur le budget de la magistrature.

Le Grand Conseil a adopté au total quatre motions financières en perspective de l'élaboration du budget 2016 et du plan intégré mission-financement 2017 à 2019. Les chapitres suivants décrivent dans quelle mesure les exigences résultant des motions financières adoptées ont été prises en compte par le Conseil-exécutif dans le budget 2016 et le plan intégré mission-financement 2017 à 2019.

1.5.1 Motion financière 126-2014 PBD (Feller, Münsingen) «Budgets 2015 et 2016: ne pas tenir compte des bénéfices de la BNS»

Durant la session de novembre 2014, le Grand Conseil a adopté à 101 voix contre 48, la motion financière 126-2014 PBD (Feller, Münsingen) «Budgets 2015 et 2016: ne pas tenir compte des bénéfices de la BNS». Cette motion financière chargeait le Conseil-exécutif de ne pas inscrire de bénéfices de la Banque nationale suisse (BNS) au budget des exercices 2015 et 2016.

Der Regierungsrat hat sich zu Beginn des diesjährigen Planungsprozesses intensiv mit der Frage der Budgetierung der Gewinnausschüttungen der SNB auseinandergesetzt. Seit Ausbruch der Eurokrise sind deren Jahresergebnisse sehr starken Schwankungen unterworfen. Angesichts der wirtschaftlichen und geopolitischen Rahmenbedingungen wird sich nach Meinung des Regierungsrates an der instabilen Situation in Bezug auf die Gewinnausschüttungen in den kommenden Jahren nichts ändern.

Le Conseil-exécutif s'est penché en détail sur la question de la budgétisation des bénéfices de la BNS au début du processus de planification de cette année. Depuis que la crise de l'euro a éclaté, les résultats annuels de la BNS sont sujets à de très fortes fluctuations. Selon le Conseil-exécutif, tout donne à penser que les distributions du bénéfice de la BNS vont rester instables ces prochaines années, vu les conditions géopolitiques et économiques qui prévalent.

Angesichts dieser Ausgangslage hat der Regierungsrat im Frühjahr 2015 eine Gesetzesvorlage erarbeitet, welche die Schaffung eines **Fonds zur Verstetigung der Einnahmen aus den Gewinnausschüttungen der SNB** vorsieht. Konkret führt die in Aussicht genommene Schaffung eines Fonds zu höherer Planungssicherheit und ermöglicht die jährlich wiederkehrende Budgetierung der Gewinnausschüttungen der SNB im Umfang von rund CHF 80 Millionen. Die erstmalige Fondseinlage soll im Rahmen des Rechnungsabschlusses 2015 erfolgen. Als Grundstock dient dabei der gesamte Anteil des Kantons Bern von rund CHF 160 Millionen an der Gewinnausschüttung der SNB für das Geschäftsjahr 2014. Der Grosse Rat wird die Gesetzesvorlage zusammen mit dem Voranschlag und Aufgaben-/Finanzplan in der Novembersession 2015 beraten.

Dans ce contexte, le Conseil-exécutif a élaboré début 2015 un projet de loi qui prévoit la création d'un **Fonds visant à régulariser les recettes des distributions du bénéfice de la BNS**. Concrètement, cette solution offre une sécurité de planification accrue et permet de budgéter chaque année quelque CHF 80 millions au titre des distributions du bénéfice de la BNS. Le premier versement au Fonds doit intervenir dans le cadre de la clôture des comptes de 2015. A titre de stock initial, les quelque CHF 160 millions représentant la totalité de la part du canton de Berne à la distribution du bénéfice de la BNS pour l'exercice 2014 vont être versés dans le Fonds. Le Grand Conseil examinera le projet de loi en même temps que le budget et le plan intégré mission-financement pendant la session de novembre 2015.

Vor diesem Hintergrund hat der Regierungsrat in Bezug auf das Voranschlagsjahr 2016 auf die Umsetzung der Finanzmotion 126-2014 BDP (Feller, Münsingen) «Keine Budgetierung der SNB-Gewinne für die Voranschläge 2015 und 2016» verzichtet. Demnach sind im Zahlenwerk des Voranschlags 2016 und Aufgaben-/Finanzplans 2017–2019 die Einnahmen aus den **Gewinnausschüttungen der SNB im Umfang von jährlich rund CHF 80 Millionen weiterhin enthalten**. Weitere Informationen zur Budgetierung der Gewinnausschüttungen der SNB sowie eine einlässliche Begründung, weshalb der Regierungsrat auf die Umsetzung der Finanzmotion im Voranschlag 2016 verzichtet hat, werden in Kapitel 2.5.5 aufgeführt.

Dans ce contexte, le Conseil-exécutif a renoncé à mettre en œuvre la motion financière 126-2014 PBD (Feller, Münsingen) «Budgets 2015 et 2016: ne pas tenir compte des bénéfices de la BNS» en ce qui concerne l'exercice budgétaire 2016. Les **recettes des distributions du bénéfice de la BNS restent donc inscrites** au budget 2016 et au plan intégré mission-financement 2017 à 2019 à hauteur de quelque **CHF 80 millions par an**. Voir au chapitre 2.5.5 pour davantage d'informations sur la budgétisation des distributions des bénéfices de la BNS et une justification détaillée des raisons pour lesquelles le Conseil-exécutif a renoncé à mettre en œuvre la motion financière dans le budget 2016.

1.5.2 Finanzmotion 201-2014 FiKo (Iseli, Zwieselberg) «Anpassung des Plafonds der Nettoinvestitionen auf 440 Millionen Franken ab 2016»

Mit der Überweisung der Finanzmotion 201-2014 FiKo (Iseli, Zwieselberg) «Anpassung des Plafonds der Nettoinvestitionen auf 440 Millionen Franken ab 2016» forderte der Grosse Rat in der Novembersession 2014 mit 98 zu 48 Stimmen (3 Enthaltungen), die ordentlichen Nettoinvestitionen ab dem Voranschlag 2016 von CHF 500 Millionen auf CHF 440 Millionen Franken pro Jahr zu kürzen.

1.5.2 Motion financière 201-2014 CFin (Iseli, Zwieselberg) «Adaptation du plafond de l'investissement net à partir de 2016»

En adoptant la motion financière 201-2014 CFin (Iseli, Zwieselberg) «Adaptation du plafond de l'investissement net à partir de 2016» pendant la session de novembre 2014 à 98 voix contre 48 (et 3 abstentions), le Grand Conseil a exigé que le plafond de l'investissement net soit réduit de CHF 550 à 440 millions par an à compter de l'exercice 2016.

Angesichts der zahlreichen **Grossprojekte** und des teilweise **aufgeschobenen Unterhalts** bleiben der **Investitionsbedarf** und die hierfür benötigten finanziellen Mittel trotz Mittelverschiebungen von der Investitionsrechnung in die Laufende Rechnung weiterhin **hoch**. Der Regierungsrat hat deshalb mit Blick auf die aktualisierten Sachplanungen und im Sinne eines **politischen Kompromisses** entschieden, im Voranschlag 2016 und Aufgaben-/Finanzplan 2017–2019 die ordentlichen Nettoinvestitionen von bisher jährlich CHF 500 Millionen auf ein Niveau von jährlich **CHF 470 Millionen** zu plafonieren und entsprechend im Zahlenwerk zu berücksichtigen. Weitere Informationen zu den ordentlichen Nettoinvestitionen und eine einlässliche Begründung, weshalb der Regierungsrat die Finanzmotion nicht vollumfänglich im Sinne des Grossen Rates umsetzen konnte, finden sich in Kapitel 2.5.4.

Vu le nombre de **projets d'envergure** et les **reports des travaux d'entretien**, les **besoins d'investissement** restent **élevés**, de même que le montant des ressources nécessaires à leur financement, et ce malgré les transferts de ressources du compte des investissements au compte de fonctionnement. Aussi le Conseil-exécutif a-t-il décidé, en tenant compte des plans sectoriels actualisés et au sens d'un **compromis politique**, de plafonner l'investissement net ordinaire à un niveau de **CHF 470 millions** par an (contre CHF 500 mio jusqu'ici) dans le budget 2016 et le plan intégré mission-financement 2017 à 2019, et d'intégrer cette limitation dans les chiffres. Voir le chapitre 2.5.4 pour plus d'informations sur l'investissement net ordinaire et une justification détaillée des raisons pour lesquelles le Conseil-exécutif n'a pas pu mettre intégralement en œuvre la motion financière au sens du Grand Conseil.

1.5.3 Finanzmotion 202/2014 FiKo (Iseli, Zwieselberg) «Keine Neuverschuldung in den Finanzplanjahren»

Mit 90 zu 59 Stimmen überwies der Grosse Rat in der Novembersession 2014 die Finanzmotion 202/2014 FiKo (Iseli, Zwieselberg) «Keine Neuverschuldung in den Finanzplanjahren». Mit der Finanzmotion wurde der Regierungsrat beauftragt, im Planungsprozess zum Voranschlag 2016 und Aufgaben-/Finanzplan 2017–2019 die im bisherigen Aufgaben-/Finanzplan in einzelnen Jahren ausgewiesene Neuverschuldung zu eliminieren und auch im «neuen» Finanzplanjahr 2019 keine Neuverschuldung mehr vorzusehen.

Mit dem vorliegenden Zahlenwerk des Voranschlags 2016 und Aufgaben-/Finanzplans 2017–2019 werden die **Forderungen der Finanzmotion vollumfänglich erfüllt**. In sämtlichen Jahren resultieren positive Finanzierungssaldi. Für die gesamte Planungsperiode 2016–2019 wird überdies ein Schuldenabbau in der Höhe von CHF 294 Millionen prognostiziert.

1.5.3 Motion financière 202/2014 CFin (Iseli, Zwieselberg) «Pas de nouvel endettement dans le PIMF»

Pendant la session de novembre 2014, le Grand Conseil a adopté à 90 voix contre 59 la motion financière 202/2014 CFin (Iseli, Zwieselberg) «Pas de nouvel endettement dans le PIMF», qui charge le Conseil-exécutif d'éliminer, lors du prochain processus de planification du budget 2016 et du plan intégré mission-financement 2017 à 2019, la nouvelle dette prévue jusque-là pour certaines années du plan intégré mission-financement et de faire en sorte qu'il n'y ait pas non plus de nouvel endettement pour 2019, «nouvelle» année du plan intégré mission-financement.

Les chiffres du budget 2016 du plan intégré mission-financement 2017 à 2019 **respectent intégralement les exigences de la motion financière**. Les soldes de financement sont positifs tous les exercices de la planification. Une réduction de la dette d'un montant de CHF 294 millions est en outre prévue pour toute la période de planification 2016 à 2019.

1.5.4 Finanzmotion 255/2014 glp (Sollberger, Bern) «Voranschlag 2016: Ärztliche Weiterbildung sichern»

Anlässlich der Märzsession wurde die Finanzmotion 255/2014 glp (Sollberger, Bern) «Voranschlag 2016: Ärztliche Weiterbildung sichern» mit 90 zu 48 Stimmen (15 Enthaltungen) an den Regierungsrat überwiesen. Die Finanzmotion verlangt vom Regierungsrat, im **Voranschlag 2016** in der Produktegruppe «Somatische Spitalversorgung» eine **Erhöhung** der Position «Kosten Staatsbeiträge» um **CHF 5,1 Millionen** und in der Produktegruppe «Psychiatrieversorgung» eine Erhöhung um insgesamt **CHF 0,8 Millionen** vorzunehmen. Mit der damit möglichen Erhöhung der Beiträge an die Kosten der ärztlichen Weiterbildung von CHF 10‘000.– auf CHF 15‘000 ab dem Jahr 2016 sollen diejenigen Spitäler finanziell unterstützt werden, die sich an der ärztlichen Weiterbildung beteiligen.

Der Regierungsrat hat in seiner Antwort auf die Finanzmotion dargelegt, dass er die in der Finanzmotion zum Ausdruck gebrachte Auffassung, wonach diejenigen Spitäler, welche sich an der ärztlichen Weiterbildung beteiligen, angemessen finanziell abgegolten werden sollen, grundsätzlich teile. Er hat sich in der Vergangenheit auch mehrfach positiv zu den Bemühungen der Gesundheitsdirektorenkonferenz um eine gesamtschweizerische Regelung geäussert. Aus diesem Grund hat der Regierungsrat bereits im vergangenen Planungsprozess im Aufgaben-/Finanzplan ab dem Jahr 2017 vorsorglich die erforderlichen zusätzlichen Mittel eingestellt, damit den bernischen Spitälern im Falle eines Zustandekommens der interkantonalen Weiterbildungsfinanzierungsvereinbarung (WFV) und eines Beitritts des Kantons Bern inskünftig CHF 15‘000 pro Ärztin/Arzt in Weiterbildung und pro Jahr (Vollzeitäquivalent) ausgerichtet werden können.

Mit der deutlichen Überweisung der Finanzmotion in der Märzsession 2015 hat der Grosse Rat klar zum Ausdruck gebracht, dass er bereits im Voranschlagsjahr 2016 eine Erhöhung der finanziellen Mittel für die ärztliche Weiterbildung wünscht. In Anbetracht der herausfordernden Arbeitsmarktsituation im ärztlichen Bereich sowie der grundsätzlichen inhaltlichen Übereinstimmung mit den Forderungen des Grossen Rates hat der Regierungsrat die geforderten **zusätzlichen Mittel für die ärztliche Weiterbildung im Voranschlag 2016 berücksichtigt** und damit die **Finanzmotion vollumfänglich umgesetzt**.

1.5.4 Motion financière 255/2014 pvl (Sollberger, Berne) «Budget 2016: garantir la formation postgrade en médecine»

La motion financière 25/2014 pvl (Sollberger, Berne) «Budget 2016: garantir la formation postgrade en médecine» a été adoptée à 90 voix contre 48 (et 15 abstentions) pendant la session de mars. Elle exige du Conseil-exécutif d'**augmenter**, au **budget 2016**, le poste «Coûts des subventions cantonales» du groupe de produits «Assistance somatique» **de CHF 5,1 millions** et celui du groupe de produits «Psychiatrie» **de CHF 0,8 million**. Relever ainsi la subvention annuelle la formation postgrade en médecine de CHF 10 000 à 15 000 à partir de 2016 permet de soutenir financièrement les hôpitaux formateurs.

Dans sa réponse, le Conseil-exécutif explique partager sur le principe l'avis exprimé dans la motion financière, selon lequel les hôpitaux contribuant à la formation médicale postgrade doivent être rétribués comme il se doit. Il a aussi exprimé à plusieurs reprises par le passé tout le bien qu'il pense des efforts de la Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de la santé pour parvenir à une réglementation nationale. Le Conseil-exécutif a d'ores et déjà prévu dans le plan intégré mission-financement à partir de 2017 les moyens supplémentaires nécessaires afin qu'en cas d'adhésion de Berne à la Convention intercantonale sur les contributions des cantons aux hôpitaux relative au financement de la formation médicale postgrade et sur la compensation des charges, les hôpitaux bernois puissent à l'avenir toucher CHF 15 000 par an et par médecin en formation (en équivalent plein temps).

En adoptant à une forte majorité cette motion financière pendant la session de mars 2015, le Grand Conseil a clairement exprimé son désir d'augmenter les moyens financiers destinés à la formation postgrade des médecins dès l'exercice budgétaire 2016. Vu la situation exigeante du marché du travail dans le domaine médical et l'accord de principe avec le contenu des exigences du Grand Conseil, le Conseil-exécutif a **prévu au budget 2016 les moyens supplémentaires exigés pour la formation postgrade des médecins** et a ainsi **réalisé la motion financière dans son intégralité**.

1.6 Zusammenfassung der Planungsarbeiten

Nachfolgend werden die **wichtigsten Entwicklungen** und **Beschlüsse** des Regierungsrates und des Grossen Rates im Verlauf des diesjährigen Planungsprozesses zur Erarbeitung des Voranschlags 2016 und Aufgaben-/Finanzplans 2017–2019 kurz zusammengefasst:

- Der durch den Grossen Rat am **25. November 2014** genehmigte **Aufgaben-/Finanzplan** sah für die Jahre **2016–2018** Überschüsse in der Laufenden Rechnung im tiefen zwei- bis dreistelligen Millionenbereich vor. Mit Ausnahme des Finanzplanjahres 2016 wurden indessen Finanzierungsfehlbeträge von CHF 29 Millionen (2017) und CHF 54 Millionen (2018) prognostiziert.

- Im Rahmen der **Haushaltsdebatte 2014** wurden durch den Grossen Rat zudem drei **Finanzmotionen** zum Aufgaben-/Finanzplan 2016–2018 überwiesen («Keine Neuverschuldung in den Finanzplanjahren», «Anpassung des Plafonds der Nettoinvestitionen auf 440 Millionen Franken ab 2016», «Keine Budgetierung der SNB-Gewinne für die Voranschläge 2015 und 2016»).

- Am **9. Januar 2015** kündigte die **SNB** an, angesichts ihres Rekordgewinns 2014 von über CHF 38 Milliarden neben der ordentlichen Gewinnausschüttung an den Bund und die Kantone (= CHF 1 Mia.) gestützt auf die geltende Gewinnausschüttungsvereinbarung auch noch eine zusätzliche Gewinnausschüttung vorzunehmen. Am 30. Januar 2015 informierten die SNB und die EFD, dass an den Bund und die Kantone eine **zusätzliche Gewinnausschüttung** im Umfang von CHF 1 Milliarde ausgeschüttet wird. Gegenüber dem Budget 2015 resultiert für den Kanton Bern somit eine Haushaltsverbesserung (im Sinne eines einmaligen Effekts) von rund CHF 164 Millionen.

- Nur wenige Tage nach der Information über ihren Rekordgewinn orientierte die SNB am **15. Januar 2015** über die **Aufhebung** des bisherigen **Mindestkurses** von CHF 1.20 pro Euro. Die darauf einsetzende starke Abschwächung des Euro zum Schweizer Franken liess in Bezug auf die weitere konjunkturelle Entwicklung und somit auch in Bezug auf die Entwicklung der kantonalen Steuererträge viele Fragen offen.

- Ebenfalls am **15. Januar 2015** informierten die Finanzdirektion und die Erziehungsdirektion, dass die **Ausfinanzierung** der **Bernischen Pensionskasse (BPK)** und der **Bernischen Lehrerversicherungskasse (BLVK)** den Kanton Bern gestützt auf das gute Geschäftsjahr 2014 der beiden Kassen zwischen CHF 400 Millionen und CHF 500 Millionen weniger belasten wird als bislang prognostiziert.

1.6 Récapitulation des travaux de planification

Les **principaux développements** et **arrêtés** du Conseil-exécutif intervenus au cours du processus de planification de 2015 visant l'élaboration du budget de 2016 et du plan intégré mission-financement 2017 à 2019 sont récapitulés ci-après:

- Le **plan intégré mission-financement** dont le Grand Conseil a pris connaissance le **25 novembre 2014** prévoyait pour les années **2016 à 2018** des excédents de quelques dizaines à quelques centaines de millions de francs au compte de fonctionnement. A l'exception de 2016, il tablait cependant sur des déficits de financement de CHF 29 millions en 2017 et de CHF 54 millions en 2018.

- Lors du **débat sur le budget 2014**, le Grand Conseil a en outre adopté trois **motions financières** concernant le plan intégré mission-financement 2016 à 2018 («Pas de nouvel endettement dans le PIMF», «Adaptation du plafond de l'investissement net à partir de 2016», «Budgets 2015 et 2016: ne pas tenir compte des bénéfices de la BNS»).

- La **BNS** a annoncé le **9 janvier 2015**, que vu les bénéfices record de plus de CHF 38 milliards qu'elle avait enregistrés en 2014, elle allait procéder, en plus du versement ordinaire des parts de son bénéfice à la Confédération et aux cantons (= CHF 1 milliard), à un versement supplémentaire en vertu de la convention concernant la distribution du bénéfice de la BNS actuellement en vigueur. Le 30 janvier 2015, la BNS et le DFF ont informé que CHF 1 milliard **supplémentaire** serait versé à la Confédération et aux cantons au titre de la **part du bénéfice de la BNS**. Pour le canton de Berne, cela signifie donc une amélioration de quelque CHF 164 millions (effet unique) par rapport au budget 2015.

- Le **15 janvier 2015**, quelques jours seulement après cette information concernant ses bénéfices record, la BNS a annoncé la **suppression du cours minimal** de l'euro à CHF 1,20. Le fort affaiblissement de l'euro par rapport au franc suisse qui s'en est suivi a laissé de nombreuses questions ouvertes quant à l'évolution conjoncturelle à venir et donc aussi à l'évolution du revenu fiscal cantonal.

- Ce même **15 janvier 2015**, la Direction des finances et la Direction de l'instruction publique ont informé que la **recapitalisation de la Caisse de pension bernoise (CPB) et de la Caisse d'assurance du corps enseignant bernois (CACEB)** allait coûter au canton de Berne entre CHF 400 et 500 millions de moins que prévu jusque-là du fait du bon exercice 2014 qu'avaient enregistré les deux caisses.

- Am 6. Februar 2015 informierte die Finanzkommission die Öffentlichkeit, dass sie dem Grossen Rat für die 1. Lesung der **Steuergesetzrevision 2016** eine höhere Limite bei der Umsetzung der ASP-Massnahme «Plafonierung des Fahrkostenabzugs» (CHF 6'700.– anstatt CHF 3'000.–) beantragen werde. Die höhere Limite führt zu Mindererträgen gegenüber den bisherigen Planwerten im Umfang von CHF 34 Millionen.

- Le 6 février 2015, la Commission des finances a informé le public qu'elle allait proposer au Grand Conseil, pour la première lecture de la **révision 2016 de la loi sur les impôts**, de relever la limite pour la mise en œuvre de la mesure de l'EOS «plafonnement de la déduction des frais de déplacement» (CHF 6'700 au lieu de CHF 3'000). Cette limite plus élevée se traduit par une baisse de revenus de quelque CHF 34 millions par rapport aux chiffres prévus jusque-là dans la planification.

- Zu Beginn des neuen Planungsprozesses im **Februar 2015** nahm der Regierungsrat Kenntnis von der aktualisierten finanzpolitischen Ausgangslage. Verschiedene **Unsicherheiten** machten den Planungsprozess besonders anspruchsvoll und führten zu einer **Unberechenbarkeit** bei der Planung der kantonalen Aufgaben und Finanzen. Zu erwähnen sind in diesem Zusammenhang insbesondere:
  - Die konjunkturellen Abwärtsrisiken nach der Aufhebung des Euro-Mindestkurses durch die SNB und die diesbezüglichen Auswirkungen auf die Entwicklung der Steuererträge,
  - Die Unsicherheiten im Zusammenhang mit den zukünftigen Gewinnausschüttungen der Schweizerischen Nationalbank,
  - drohende Mindererträge aus der Steuergesetzrevision 2016 (höhere Limite beim Fahrkostenabzug),
  - mögliche Mindererträge aufgrund der Steuerstrategie / Unternehmenssteuerreform III,
  - Unsicherheiten in Bezug auf die Höhe der Zahlungen aus dem Bundesfinanzausgleich,
  - von den Direktionen angemeldeter Mehrbedarf in einzelnen staatlichen Aufgabenbereichen sowie
  - mögliche Entlastungsanstrengungen auf Bundesebene mit finanziellen Auswirkungen auf die Kantone.

Erschwert wurde diese Ausgangslage durch die zueinander in einem **Spannungsverhältnis** stehenden politischen Forderungen nach…

- Steuersenkungen (Steuerstrategie, USR III),
- dem Verzicht auf Budgetierung der Gewinnausschüttungen der Schweizerischen Nationalbank,
- dem Verzicht auf die vollständige Umsetzung einer Massnahme aus der Angebots- und Strukturüberprüfung ASP 2014 (höhere Limite beim Fahrkostenabzug) und
- der Eliminierung der im bisherigen Aufgaben-/Finanzplan 2016–2018 – vorerst rein planerisch – ausgewiesenen Neuverschuldung.

- Au début du nouveau processus de planification, en **février 2015**, le Conseil-exécutif a pris connaissance de la situation financière actualisée. Différentes **incertitudes** rendaient le processus de planification particulièrement ardu et généraient une **impossibilité d'établir des prévisions** pour la planification des tâches et des finances cantonales. Citons à cet égard en particulier:
  - risques de ralentissement conjoncturel après la suppression du cours minimal de l'euro par la BNS et conséquences en la matière sur l'évolution du produit des impôts,
  - incertitudes en relation avec la redistribution future des bénéfices de la Banque nationale suisse,
  - risque de baisse des recettes suite à la révision 2016 de la loi sur les impôts (relèvement de la limite pour la déduction des frais de déplacement),
  - risque de baisse des recettes du fait de la stratégie fiscale et de la troisième réforme de l'imposition des entreprises,
  - incertitudes quant au montant des paiements sur la péréquation financière fédérale,
  - besoins supplémentaires dans certains domaines des tâches cantonales annoncés par les Directions, et
  - éventuels efforts d'allégement de la part de la Confédération avec conséquences financières pour les cantons.

Cette situation de départ a été péjorée par les exigences politiques **contradictoires** suivantes:

- baisses d'impôt (stratégie fiscale, RIE III),
- renoncement à budgéter les distributions du bénéfice de la BNS,
- renoncement à la mise en œuvre intégrale d'une mesure de l'EOS 2014 (relèvement de la limite de déduction des frais de déplacement), et
- élimination du nouvel endettement – pour l'instant purement prévisionnel – dans les exercices 2016 à 2018 du plan intégré mission-financement.

- Am **10. März 2015** informierte der Regierungsrat die Öffentlichkeit über das **Rechnungsergebnis** des Jahres **2014**. Diese schloss trotz ausgebliebener Gewinnausschüttung der Schweizerischen Nationalbank (SNB) mit einem Ertragsüberschuss von CHF 212 Millionen ab. Budgetiert war ein Überschuss von CHF 11 Millionen. Hauptgründe für das positive Ergebnis waren der tiefere Aufwand und höhere Steuereinnahmen.

- Le **10 mars 2015**, le Conseil-exécutif a informé le public des **résultats des comptes de 2014**. Malgré l'absence de part du bénéfice de la Banque nationale suisse BNS, les comptes ont clôturé sur un excédent de revenus de CHF 212 millions. Un excédent de CHF 11 millions était prévu au budget. Ce résultat positif s'explique par une diminution des charges et une augmentation des recettes fiscales.

- Anlässlich der **Märzsession 2015** beschloss der Grosse Rat, die verbleibenden Restmittel des **Investitionsspitzenfonds** von mindestens CHF 149 Millionen zugunsten der beiden Grossprojekte «Verkehrssanierung Burgdorf – Oberburg – Hasle» und «Verkehrssanierung Aarwangen – Langenthal Nord» zu verpflichten.

- Durant la **session de mars 2015**, le Grand Conseil a décidé d'allouer les CHF 149 millions au moins d'avoirs encore disponibles dans le **Fonds de couverture des pics d'investissement** aux deux projets de grande envergure «réaménagement du réseau routier de Berthoud – Oberburg – Hasle» et «réaménagement du réseau routier Aarwangen – Langenthal Nord».

- Anlässlich der **Sommersession 2015** einigte sich das eidgenössische Parlament auf die Beiträge der Kantone für den **Nationalen Finanzausgleich (NFA)** in den Jahren 2016 bis 2019. Der Nationalrat stimmte am **15. Juni 2015** einem Kompromissvorschlag des Ständerates zu. Der Grundbeitrag für den Ressourcenausgleich soll insgesamt um CHF 165 Millionen pro Jahr gesenkt werden. Der Bund wird dadurch um CHF 98 Millionen, die Geberkantone um CHF 67 Millionen entlastet. Mit dem Einlenken des Nationalrates fand das Seilziehen um die NFA-Beiträge ein vorläufiges Ende.

- Durant la **session d'été 2015**, le Parlement fédéral s'est mis d'accord sur les contributions des cantons à la **péréquation financière nationale** pour les années 2016 à 2019. Le Conseil national a approuvé le **15 juin 2015** une proposition de compromis du Conseil des Etats. La contribution de base pour la péréquation des ressources doit au total être réduite de CHF 165 millions par an. L'allégement est de CHF 98 millions pour la Confédération et de CHF 67 millions pour les cantons contributeurs. Cette concession du Conseil national a permis de mettre provisoirement fin aux chamailleries sur les contributions de la péréquation financière nationale.

- Im **Juni 2015** nahm der Regierungsrat im Rahmen des sogenannten **«ASP-Controllings**» vom Stand der Umsetzung der Massnahmen aus der Angebots- und Strukturüberprüfung (ASP 2014) Kenntnis. Er konnte dabei feststellen, dass sich die Umsetzung der ASP-Massnahmen aus finanzieller Sicht weiterhin «auf Kurs» befindet. Gleichzeitig nahm der Regierungsrat in Aussicht, sowohl im laufenden Budgetvollzug 2015 wie auch in den Folgejahren die Umsetzung der ASP-Massnahmen unverändert an die Hand zu nehmen.

- En **juin 2015**, le Conseil-exécutif a pris connaissance, dans le cadre du **controlling de l'EOS**, de l'avancement de la mise en œuvre des mesures de l'examen des offres et des structures EOS 2014. Il a constaté que cette mise en œuvre suivait toujours son cours du point de vue financier. Le Conseil-exécutif a également envisagé de continuer de veiller à la mise en œuvre des mesures de l'EOS tant dans l'exécution actuelle du budget 2015 que de celle des années suivantes.

- Schliesslich informierte die Eidgenössische Finanzverwaltung Anfang **Juli 2015** die Öffentlichkeit über die voraussichtlichen Zahlungen aus dem **Bundesfinanzausgleich** für das Jahr **2016**. Dabei zeigte sich, dass die Nettoausgleichszahlungen an den Kanton Bern gegenüber dem Vorjahr um CHF 32 Millionen ansteigen werden.

- L'Administration fédérale des finances a enfin informé le public début **juillet 2015** des paiements prévus **pour 2016** dans le cadre de la **péréquation financière fédérale**. Il s'est alors avéré que les paiements compensatoires nets versés au canton de Berne augmentaient de CHF 32 millions par rapport à l'année précédente.

1.7 Finanzpolitisches Fazit des Regierungsrates / Würdigung der Ergebnisse des diesjährigen Planungsprozesses

1.7.1 Finanzpolitische Zielsetzungen des Regierungsrates werden mit dem vorliegenden Zahlenwerk erfüllt

Der Regierungsrat hat sich zu Beginn des diesjährigen Planungsprozesses zum Ziel gesetzt, in sämtlichen Jahren in der **Laufenden Rechnung Überschüsse** zu erzielen und eine **planerische Neuverschuldung** zu **verhindern**. Gleichzeitig hat der Regierungsrat bereits mit der Verabschiedung seiner Legislaturrichtlinien 2015–2018 im vergangenen Herbst seine bisherige finanzpolitische Haltung bekräftigt, wonach er nach der erfolgten Stabilisierung des Finanzhaushaltes seine **«Finanzpolitik der ruhigen Hand»** (ausgeglichener Staatshaushalt als oberstes Ziel, gutes staatliches Leistungsangebot beibehalten, wenn möglich finanziellen Spielraum schaffen, keine finanz- und steuerpolitischen Experimente zulasten zukünftiger Generationen sowie kein «finanzpolitisches Nachlassen») auch in Zukunft **fortsetzen** werde.

Mit dem vorliegenden Zahlenwerk des Voranschlags 2016 und Aufgaben-/Finanzplans 2017–2019 hat der Regierungsrat seine **finanzpolitischen Ziele für den Planungsprozess 2015 vollumfänglich erreicht**. In sämtlichen Jahren werden – insbesondere in Bezug auf die Laufende Rechnung – teilweise bedeutende Überschüsse ausgewiesen.

1.7.2 Stabile finanzielle Perspektiven für die Jahre 2015 und 2016…

Für die Jahre 2015 und 2016 präsentieren sich die finanziellen Aussichten für den bernischen Finanzhaushalt nach Meinung des Regierungsrates grundsätzlich **positiv**. Für beide Jahre kann in der Laufenden Rechnung aus heutiger Perspektive mit Überschüssen in dreistelliger Millionenhöhe gerechnet werden.

Mit der doppelten Gewinnausschüttung der SNB für das Jahr 2015 und der in diesem Zusammenhang geplanten Äufnung eines **SNB-Gewinnausschüttungsfonds**, erhält der Kanton Bern zudem die einmalige Chance, eine nachhaltige Verstetigung dieser in Zukunft unsicheren Erträge der SNB zu erzielen.

1.7 Conclusion du Conseil-exécutif en matière de politique financière / évaluation des résultats du processus de planification de cette année

1.7.1 Les objectifs de politique financière du Conseil-exécutif sont atteints avec les présents chiffres

Au début du processus de planification de cette année, le Conseil-exécutif s'est fixé pour objectif, pour toutes les années de la période de planification, d'obtenir des **excédents au compte de fonctionnement** et **d'empêcher la dette d'augmenter**. Avec l'adoption de son programme gouvernemental de législature 2015 à 2018 à l'automne dernier, le Conseil-exécutif a déjà conforté la position de politique financière qu'il avait adoptée jusque-là, et qui consistait, après avoir réussi à stabiliser les finances, à **poursuivre** à l'avenir sa **politique financière «définie à tête reposée»** (objectif principal: équilibre des finances, maintien du bon éventail de prestations publiques, création si possible d'une marge de manœuvre financière, pas d'expérience de politique financière et fiscale aux dépens des générations futures et pas question de faiblir dans cette voie).

Avec les chiffres du budget 2016 et du plan intégré mission-financement 2017 à 2019, le Conseil-exécutif a **atteint l'intégralité des objectifs de politique financière qu'il s'était fixé pour le processus de planification de 2015**, puisque tous les exercices dégagent des excédents, parfois substantiels, en particulier concernant le compte de fonctionnement.

1.7.2 Perspectives financières stables pour 2015 et 2016…

Le Conseil-exécutif juge que pour 2015 et 2016, les perspectives financières du canton se présentent en principe de manière **positive**. On peut actuellement prévoir des excédents de plusieurs centaines de millions de francs au compte de fonctionnement pour ces deux années.

Avec la double part sur la distribution du bénéfice de la BNS pour 2015 et l'alimentation du **Fonds des distributions du bénéfice de la BNS** prévue dans ce contexte, le canton de Berne bénéficie d'une chance unique de régulariser les revenus incertains de la BNS.

1.7.3 ...aber zunehmend unsichere finanzpolitische Aussichten ab dem Jahr 2017

Die erfreulichen Perspektiven für die Jahre 2015 und 2016 dürfen indessen nicht darüber hinwegtäuschen, dass die finanzpolitischen Aussichten mittelfristig zunehmend mit **Unsicherheiten** und erheblichen **Herausforderungen** verbunden sind.

Sollte sich beispielsweise die **Konjunktur** im Nachgang zur Aufhebung des Euro-Mindestkurses in der Schweiz nachhaltig abschwächen, so wird sich diese Entwicklung spätestens im Jahr 2017 auf den bernischen Finanzhaushalt auswirken (z.B. tieferes oder rückläufiges Steuerertragswachstum, steigende Arbeitslosigkeit, Zunahme der wirtschaftlichen Hilfe usw.).

Zusätzlich wird die **Ertragsseite** des Finanzhaushaltes mit Blick auf die voraussichtlichen Entlastungen im **Steuerbereich** im Rahmen der Steuerstrategie bzw. der USR III ohnehin unter Druck geraten. Die Aufhebung von kantonalen Steuerregimes (für Holding- und weitere Spezialgesellschaften) führt dazu, dass die davon besonders betroffenen Kantone (VD, BS, ZG, SH, GE) ihre Gewinnsteuerbelastung auf ein international wettbewerbsfähiges Niveau reduzieren müssen. Dies setzt auch die anderen Kantone unter Druck, ihre Steuersätze anzupassen, um im Steuerwettbewerb mithalten zu können. Zahlreiche Kantone (u.a. FR, NE, SH) haben in den vergangenen Wochen und Monaten bereits angekündigt, dass sie ihre Unternehmenssteuern (teilweise) erheblich senken werden. Dieser Entwicklung kann sich auch der Kanton Bern nicht entziehen. Der Regierungsrat wird dem Grossen Rat im Herbst 2015 im Rahmen der **Steuerstrategie** entsprechende Vorschläge für Steuerentlastungen im Bereich der juristischen Personen vorlegen.

Angesichts des politischen und wirtschaftlichen Drucks für Steuerentlastungen bei den juristischen Personen wird es umso wichtiger sein, die **Aufwandseite** des Finanzhaushaltes auch in den kommenden Jahren weiterhin im Griff zu behalten. Mit Blick auf die demographische Entwicklung dürfte sich dies unter anderem im Alters- und Behindertenbereich sowie im Gesundheitswesen als besonders herausfordernd gestalten. Auch im Bereich der Ergänzungsleistungen muss in den kommenden Jahren weiterhin mit einem erheblichen Aufwandwachstum gerechnet werden.

1.7.3 ...mais incertitude croissante des perspectives de politique financière à partir de 2017

Les perspectives réjouissantes pour 2015 et 2016 ne doivent cependant pas masquer le fait que les prévisions financières à moyen terme sont de plus en plus marquées par l'**incertitude** et des **défis** considérables.

Si par exemple la **conjoncture** devait s'affaiblir en Suisse à la suite de la suppression du cours minimal de l'euro, cette évolution se répercuterait au plus tard en 2017 sur les finances bernoises (p.ex. ralentissement de la croissance des recettes fiscales, voire recul, hausse du chômage, augmentation de l'aide économique, etc.).

De plus, les **revenus** du canton seront de toute façon sous pression du fait des **dégrèvements d'impôt** résultant de la stratégie fiscale et de la RIE III. L'abrogation de régimes fiscaux cantonaux (pour les sociétés holding et d'autres sociétés spéciales) se traduit pour les cantons particulièrement touchés (VD, BS, ZG, SH, GE) par l'obligation de réduire leur imposition du bénéfice à un niveau compétitif au plan international. Cela contraint aussi les autres cantons d'ajuster leurs taux de l'impôt pour rester compétitifs au plan fiscal. De nombreux cantons (notamment FR, NE, SH) ont déjà annoncé au cours des derniers mois et semaines qu'ils allaient réduire (pour certains) considérablement leur imposition des entreprises. Le canton de Berne ne peut pas se soustraire à cette évolution. Le Conseil-exécutif soumettra au Grand Conseil à l'automne 2015, dans le cadre de la **stratégie fiscale**, des propositions de dégrèvements d'impôt dans le domaine des personnes morales.

Vu la pression politique et économique pour des allégements fiscaux des personnes morales, il sera d'autant plus important de garder la maîtrise des **charges** dans les finances cantonales les années à venir. Compte tenu de l'évolution démographique, le défi sera particulièrement élevé notamment dans le domaine des personnes âgées et handicapées ainsi que dans le secteur de la santé. Il faut également s'attendre à une croissance considérable des charges dans le domaine des prestations complémentaires ces prochaines années.

Mit gewissen Risiken in Bezug auf die mittel- bis längerfristige finanzpolitische Zukunft des Kantons Bern verbunden sind im Übrigen auch die zu erwartende Fortsetzung der politischen Auseinandersetzungen im Zusammenhang mit den Zahlungen an die Kantone aus dem **Bundesfinanzausgleich** sowie die allfälligen Auswirkungen des auf **Bundesebene** in Aussicht gestellten **Sparpakets**.

Schliesslich ist zu erwähnen, dass auch der **Investitionsbedarf** angesichts der zahlreichen Grossprojekte wie auch des teilweise aufgeschobenen Unterhalts weiterhin hoch bleibt bzw. mittelfristig zunehmen wird und hierfür entsprechende finanzielle Mittel bereitgestellt werden müssen.

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass sowohl die finanz- wie insbesondere auch die steuerpolitischen **Herausforderungen** angesichts der zahlreichen Risiken sowie der sich verändernden Rahmenbedingungen trotz der mit der ASP 2014 und der günstigen konjunkturellen Entwicklung in den zwei vergangenen Jahren erfolgten Stabilisierung des Finanzhaushalts mittelfristig weiterhin **gross** bleiben.

Autres sources potentielles de risques pour la politique financière à moyen et long termes du canton de Berne: la poursuite des débats politiques sur les montants versés aux cantons dans le cadre de la **péréquation financière fédérale** et les éventuelles répercussions du **programme d'économies** prévu **au plan fédéral**.

Soulignons enfin la persistance du niveau élevé des **besoins d'investissements** – qui vont encore augmenter à moyen terme – vu les nombreux projets d'envergure et le report d'une partie des travaux d'entretien, et la nécessité de prévoir les moyens financiers nécessaires pour les satisfaire.

En résumé, vu les nombreux risques et les conditions changeantes, les **défis** tant de politique financière en général que de politique fiscale en particulier vont rester **élevés** à moyen terme, et ce malgré la stabilisation des finances obtenue grâce à l'EOS 2014 et à l'évolution conjoncturelle favorable des deux dernières années.

1.8 Umsetzung von weiteren Optimierungen aus der Evaluation der Neuen Verwaltungsführung NEF im Rahmen des Voranschlags 2016 und Aufgaben-/Finanzplans 2017–2019

Im Jahr 2005 führte der Kanton Bern flächendeckend die Neue Verwaltungsführung nach den Grundsätzen des New Public Management ein. Steuerungsimpulse des Grossen Rates oder des Regierungsrates sollten gemäss NEF-Konzeption nicht mehr primär über die Zuteilung von Ressourcen (finanzielle Mittel, Personal), sondern durch die Festlegung von Leistungs- und Wirkungsvorgaben erfolgen. Das Gesetz über die Steuerung von Finanzen und Leistungen (FLG) gab vor, dass der Regierungsrat bis spätestens im Jahr **2013** eine **Evaluation des neuen Steuerungsmodells** vorzunehmen hatte.

Die gestützt darauf durchgeführte Evaluation hat gezeigt, dass NEF in seiner ursprünglich angedachten Konzeption die **Erwartungen nicht erfüllt**. Weder auf Stufe des Grossen Rates noch auf der Ebene des Regierungsrates erfolgt die Steuerung der Leistungen und Finanzen über Produktgruppen bzw. die ihnen zugrunde liegenden Leistungs- und Wirkungsziele. Stattdessen lief die kantonale Steuerung weiterhin über traditionelle Instrumente wie Motionen, Postulate, Gesetzgebungsverfahren, Sachplanungen oder Fachstrategien.

Der Regierungsrat hat in seinem **Bericht** vom 3. Juli 2013 «Evaluation und Optimierung der Neuen Verwaltungsführung» verschiedene Optimierungsmöglichkeiten aufgezeigt. Der Grosse Rat nahm den Bericht anlässlich der Novembersession 2013 mit 131 zu 3 Stimmen bei 3 Enthaltungen zur Kenntnis.

Gestützt auf den Bericht wurde im vergangenen Planungsprozess die Anzahl der Produktgruppen im Voranschlag 2015 und Aufgaben-/Finanzplan 2016–2018 von rund 90 auf etwa 60 **Produktgruppen reduziert**.

Im Voranschlag 2016 und Aufgaben-/Finanzplan 2017–2019 werden nun **weitere Optimierungen** aus der Evaluation von NEF **umgesetzt**. Es handelt sich dabei um die folgenden:

1.8 Mise en œuvre de nouvelles optimisations de la nouvelle gestion publique NOG dans le cadre du budget 2016 et du plan intégré mission-financement 2017 à 2019

En janvier 2005, le canton de Berne a généralisé dans son administration les principes de la nouvelle gestion publique dans le cadre du projet de «Nouvelle gestion de l'administration (NOG)»). Selon la conception de NOG, le Grand Conseil et le Conseil-exécutif ne devraient plus impulser le pilotage principalement en allouant des ressources (moyens financiers, personnel), mais en fixant des objectifs de prestation et d'effet. La loi sur le pilotage des finances et des prestations (LFP) a prescrit que le Conseil-exécutif devait présenter, au plus tard en **2013**, une **évaluation du nouveau modèle de pilotage**.

L'évaluation ainsi effectuée a montré que dans sa conception initiale, NOG n'était **pas à la hauteur des espérances**. En effet, ni au niveau du Grand Conseil, ni au niveau du Conseil-exécutif, les prestations et les finances n'étaient pilotées par les groupes de produits et les objectifs de prestation et d'effet sur lesquels ils reposent. Au contraire, le pilotage du canton continuait de se faire à l'aide des instruments traditionnels que sont les motions, les postulats, la procédure législative, les plans sectoriels ou les stratégies thématiques.

Le Conseil-exécutif a identifié différentes possibilités d'optimisation dans son **rapport** du 3 juillet 2013, intitulé «Evaluation et optimisation de la nouvelle gestion publique», dont le Grand Conseil a pris connaissance par 131 voix contre 3 (et 3 abstentions) lors de sa session de novembre 2013.

En vertu de ce rapport, le **nombre de groupes de produits a été réduit** d'environ 90 à une soixantaine dans le budget 2015 et le plan intégré mission-financement 2016 à 2018, dans le cadre du processus de planification de l'an dernier.

Le budget 2016 et le plan intégré mission-financement 2017 à 2019 **met en œuvre les nouvelles optimisations** résultant de l'évaluation de NOG que voici:

- **Ersatz der bisherigen Leistungs- und Wirkungsziele bzw. -indikatoren durch aussagekräftige Leistungsinformationen**
  Gemäss den Ergebnissen der Evaluation NEF soll auf die Definition von Leistungs- und Wirkungszielen einschliesslich der dazugehörigen Indikatoren mit Soll- und Ist-Werten und die entsprechende Darstellung im Voranschlag und Aufgaben-/Finanzplan sowie im Geschäftsbericht verzichtet werden. Die Leistungs- und Wirkungsziele werden deshalb ab dem Voranschlag 2016 und Aufgaben-/Finanzplan 2017–2019 bzw. dem Geschäftsbericht 2016 durch aussagekräftige und für Dritte verständliche Informationen zur Leistungserbringung in den Produktgruppen (Aussagen über Mengen und Häufigkeiten, Leistungskennzahlen) ersetzt.

Durch diese Massnahme werden die **Informationen** zu den **Produktgruppen vereinfacht** und **überschaubarer**. Die bisherigen Informationen im Voranschlag und Aufgaben-/Finanzplan sowie im Geschäftsbericht zur Leistungs- und Wirkungsseite umfassten je Produktgruppe mindestens zwei bis drei Seiten und waren dadurch sehr unübersichtlich. Mit der neuen Lösung werden auf der Ebene der Produktgruppen in der Regel zwischen drei bis etwa sieben Leistungsinformationen definiert, was unter anderem zu einer entsprechenden Reduktion der Anzahl Seiten führt.

- **Vereinfachung des Deckungsbeitragsschemas**

  Ein weiteres, durch die Evaluation aufgedecktes Defizit liegt beim Deckungsbeitragsschema der Produktgruppen. Dieses war bis anhin zu detailliert und deshalb zu wenig übersichtlich. Auch war der Steuerung über Produktgruppen nicht förderlich, dass der Zusammenhang zwischen Finanzbuchhaltung und Betriebsbuchhaltung nur schwer nachvollziehbar war, weil erstere, bedingt durch fachlich richtige Abgrenzungen und kalkulatorische Grössen, nicht pro Produktgruppe ausgewiesen wurde.

Im Hinblick auf den Voranschlag 2016 und Aufgaben-/Finanzplan 2017–2019 wurde das bisherige Deckungsbeitragsschema nun überarbeitet. Der bisherige Deckungsbeitrag III entspricht neu dem **Saldo I** und weist das «Globalbudget» der Produktgruppe aus. Die bisherigen direkten und indirekten Kosten werden zu den Kostenpositionen «Personalkosten», «Sachkosten», «kalkulatorische Zinsen und Abschreibungen» sowie «übrige Kosten» zusammengefasst.

Der **Saldo II** schliesst zusätzlich zum Saldo I die Positionen «Erlöse Staatsbeiträge», «Kosten Staatsbeiträge» sowie «Fiskalische Erlöse und Bussen» ein. Der Saldo II entspricht somit dem bisherigen Deckungsbeitrag IV.

- **Remplacement des anciens objectifs et indicateurs de prestation et d'effet par des informations pertinentes sur les prestations**
  Conformément aux résultats de l'évaluation de NOG, il convient de renoncer à définir des objectifs de prestation et d'effet et leurs indicateurs avec valeurs réelles et à atteindre, ainsi qu'à les présenter dans le budget et le plan intégré mission-financement et dans le rapport de gestion. A partir du budget 2016/plan intégré mission-financement 2017 à 2019 et du rapport de gestion de 2016, les objectifs de prestation et d'effet sont remplacés par des informations pertinentes et compréhensibles par des tiers sur la fourniture des prestations dans les groupes de produits (informations sur les quantités et les fréquences, indicateurs de prestations).

Ces mesures permettent de **simplifier** les **informations** sur les **groupes de produits** et de les rendre **plus claires**. Les anciennes informations du budget/plan intégré mission-financement et du rapport de gestion sur les objectifs de prestation et d'effet représentaient au moins deux à trois pages pour chaque groupe de produits et étaient donc assez embrouillées. La nouvelle solution définit au niveau des groupes de produits en général trois à sept informations sur les prestations, ce qui permet notamment aussi de réduire le nombre de pages.

- **Simplification du schéma du calcul des marges contributives**
  L'évaluation a aussi décelé un déficit dans le schéma du calcul des marges contributives des groupes de produits, trop détaillé et pas assez clair. Il n'était pas non plus profitable au pilotage via les groupes de produits que la relation entre comptabilité financière et comptabilité analytique d'exploitation soit difficilement compréhensible parce que la première n'était pas présentée par groupe de produits, du fait de délimitations techniquement correctes et d'éléments standard.

En perspective du budget 2016 et plan intégré mission-financement 2017 à 2019, le schéma du calcul des marges contributives a été retravaillé. L'ancien niveau III du calcul des marges contributives correspond au nouveau **solde I** et indique le «budget global» du groupe de produits. Les anciens coûts directs et indirects sont rassemblés sous les positions «frais de personnel», «coûts matériels», «intérêts et amortissements prévisionnels» ainsi que «autres coûts».

Le **solde II** intègre, en plus du solde I, les positions «recettes des subventions cantonales», «coûts des subventions cantonales» et «rentrées fiscales et amendes». Le solde II correspond ainsi à l'ancien niveau IV du schéma du calcul des marges contributives.

Trotz der **Annäherung zwischen Finanz- und Betriebsbuchhaltung** werden auch inskünftig noch Differenzen zwischen diesen Buchhaltungen bestehen bleiben. In der statistischen Abgrenzung sind diese sachlichen, wertmässigen und zeitlichen Abgrenzungen enthalten. Die Ergänzung erhöht die Transparenz und Nachvollziehbarkeit des Zahlenwerks. Werden beispielsweise alle **Saldi III** der Produktgruppen einer Direktion zusammengezählt, so ergibt sich in der Summe der Saldo der Laufenden Rechnung dieser Direktion.

Le **rapprochement entre la comptabilité financière et la comptabilité analytique d'exploitation** n'éliminera pas toutes les différences entre ces deux comptabilités. Ces différences d'incorporation liées à la matière, à la valeur et à la période sont comprises dans la régularisation. Cet ajout favorise la transparence et la compréhension des chiffres. Par exemple, si l'on additionne tous les **soldes III** des groupes de produits d'une Direction, on obtient le solde du compte de fonctionnement de cette Direction.

- **Aufbau einer elektronischen Informationsplattform**
  Zahlreiche Informationen im Voranschlag und Aufgaben-/Finanzplan sind **statisch**, d.h. sie erfahren nur selten Veränderungen. Dies betrifft beispielsweise die Publikation der Rechtsgrundlagen, die Beschreibung der Leistungsempfänger je Produktgruppe oder die sogenannten «Zusatzinformationen» (u.a. Glossar, Informationen zum Rechnungslegungsmodell, Übersicht über die Ausgabenbefugnisse usw.). Damit diese Informationen nicht jährlich in den dem Grossen Rat vorgelegten Dokumenten aufgeführt werden müssen, wird mit der Veröffentlichung des Voranschlags 2016 und Aufgaben-/Finanzplans 2017–2019 auf der **Website der Finanzdirektion** (www.fin.be.ch) eine elektronische Informationsplattform aufgeschaltet. Dadurch wird der Umfang der zu erstellenden Dokumente **reduziert** und somit einem der Hauptkritikpunkte an NEF, d.h. der (zu) grossen Informationsfülle, Rechnung getragen.

- **Edification d'une plateforme d'information électronique**
  Le budget et le plan intégré mission-financement contiennent de nombreuses informations **statiques** (rarement modifiées), par exemple les bases légales, la description des bénéficiaires des prestations de chaque groupe de produits ou les «Informations complémentaires» (notamment glossaire, informations sur le modèle de présentation des comptes, aperçu des autorisations de dépenses, etc.). Pour éviter d'inscrire ces informations dans des documents qui sont présentés chaque année au Grand Conseil, une plateforme d'information électronique sera ouverte sur le **site Web de la Direction des finances** (www.fin.be.ch) avec la publication du budget 2016 et plan intégré mission-financement 2017 à 2019. Cela permet de **réduire** le volume des documents à élaborer et tient ainsi compte de l'une des critiques principales de NOG: le volume (trop) élevé d'informations.

Daneben werden auf der elektronischen Plattform für interessierte Anspruchsgruppen wie zum Beispiel Bürgerinnen und Bürger, Grossrätinnen und Grossräte, Medienschaffende usw. in Zukunft aber auch **Zahlenreihen** (Saldo Laufende Rechnung, Investitionsrechnung, Produktgruppensaldi, allgemeine Finanzkennzahlen usw.) über die **finanziellen Entwicklungen** der jeweils letzten zehn Jahre publiziert.

Des **séries de chiffres** (solde du compte de fonctionnement, compte des investissements, soldes des groupes de produits, indicateurs financiers généraux, etc.) sur les **évolutions financières** des dix dernières années seront également publiées sur la plateforme électronique à l'avenir, pour des parties prenantes intéressées comme les citoyens, les députés, les correspondants des médias, etc.

- **Neue Grafiken / Farbigkeit**

Im vorliegenden Dokument werden mittels neuer grafischer Darstellungen die finanziellen Grössenverhältnisse der Direktionen und der Staatskanzlei sowie deren Produktgruppen einfach und verständlich dargestellt. Gleichzeitig werden diese sowie die bereits in der Vergangenheit jeweils verwendeten Grafiken zur Verbesserung der Visualisierung und Lesbarkeit blau eingefärbt.

- **Nouveaux graphiques / couleur**

Dans le présent document, de nouvelles présentations graphiques illustrent, de manière simple et compréhensible, les ordres de grandeurs financiers des Directions et de la Chancellerie d'Etat ainsi que de leurs groupes de produits. Ces graphiques et ceux qui étaient déjà utilisés par le passé sont dans le même temps colorés en bleu pour en améliorer la visualisation et la lisibilité.

Die vollumfängliche Umsetzung sämtlicher Optimierungen aus der Evaluation NEF wird im Rahmen des **Voranschlags 2017 und Aufgaben-/Finanzplans 2018–2020** erfolgen. Unter anderem wird ab diesem Zeitpunkt eine **deutsch-** sowie eine **französischsprachige Version** der bisherigen Dokumente erarbeitet. Die heutige Form der beiden Dokumente, in welcher der deutsche und französische Text synchron nebeneinander aufgeführt wird, setzt den Darstellungsmöglichkeiten sehr enge Grenzen. Es bietet sich deshalb an, dass der Geschäftsbericht sowie der Voranschlag und Aufgaben-/Finanzplan wie alle übrigen Dokumente des Grossen Rats (Berichte, Gesetzesvorlagen, Kreditanträge) in Zukunft auch getrennt nach deutscher und französischer Sprache aufbereitet werden. Dadurch kann eine weitere Verschlankung dieser Dokumente erzielt werden.

La mise en œuvre intégrale de toutes les optimisations faisant suite à l'évaluation de NOG interviendra dans le cadre du **budget 2017** et du **plan intégré mission-financement 2018 à 2020**. A partir de là, les documents seront par ailleurs publiés en **deux versions**: une **germanophone** et une **francophone**. La présentation actuelle en deux colonnes contenant l'une le texte en allemand et l'autre la version française, impose en effet d'importantes restrictions aux possibilités de présentation. Il est donc avantageux de prévoir à l'avenir, comme pour tous les autres documents du Grand Conseil (rapports, projets de loi, demandes de crédit), que le rapport de gestion, le budget et le plan intégré mission-financement fassent eux aussi l'objet de deux versions linguistiques distinctes. Cela permettra également d'en réduire encore davantage le volume.

Neben der sprachlichen Auftrennung stellen ab dem Voranschlag 2017 und Aufgaben-/Finanzplan 2018–2020 gestützt auf die Inkraftsetzung von Art. 62 Abs. 4 Bst. a des Gesetzes vom 26. März 2002 über die Steuerung von Finanzen und Leistungen (FLG) per 1. Januar 2017 überdies die **Produktesaldi** ebenfalls **Beschlussesgrössen** dar.

Outre cette séparation linguistique, à partir du budget 2017 et du plan intégré mission-financement 2018 à 2020, les **soldes des produits** seront eux aussi des **paramètres de pilotage** en vertu de l'entrée en vigueur, au 1er janvier 2017, de l'article 62, alinéa 4, lettre a de la loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP).

Im Übrigen wird der Voranschlag 2017 und Aufgaben-/Finanzplan 2018–2020 – unabhängig von der Evaluation NEF – im kommenden Jahr erstmals nach dem **Rechnungslegungsstandard HRM2** erarbeitet.

Au surplus, le budget 2017 et le plan intégré mission-financement 2018 à 2020 – indépendamment de l'évaluation de NOG – seront les premiers à être élaborés conformément à la **norme de présentation des comptes MCH2**.

2 Ergebnis der Planungsarbeiten

2.1 Ergebnisse der Haushaltsdebatte 2014

Aus Sicht des Regierungsrates waren im Zusammenhang mit der Haushaltsdebatte 2014 insbesondere die folgenden politischen Signale des Grossen Rates im Hinblick auf die **Fortsetzung der Finanzpolitik** von Bedeutung:

- Auf die Budgetierung der SNB-Gewinne im Voranschlagsjahr 2016 ist zu verzichten (gemäss überwiesener Finanzmotion 126-2014 Feller [BDP, Münsingen]).

- Der bisherige Plafond der ordentlichen Nettoinvestitionen in der Höhe von CHF 500 Millionen ist ab dem Voranschlagsjahr 2016 um CHF 60 Millionen auf CHF 440 Millionen zu reduzieren (gemäss überwiesener Finanzmotion 201-2014 FiKo [Iseli, Zwieselberg]).

- Die in der aktuellen Planung in den Finanzplanjahren 2017 und 2018 ausgewiesene Neuverschuldung ist im kommenden Planungsprozess 2015 zu eliminieren. Ebenfalls darf das neue Finanzplanjahr 2019 keine Neuverschuldung ausweisen (gemäss überwiesener Finanzmotion 202-2014 FiKo [Iseli, Zwieselberg]).

- Mit der Kürzung der Voranschlagssaldi der DIR/STA/JUS um einen Gesamtbetrag von CHF 5,35 Millionen sowie zwei überwiesenen Planungserklärungen hat der Grosse Rat signalisiert, dass er weiterhin die vollständige Umsetzung der ASP-Massnahme «10.1.a Kürzung der Prämienverbilligungen» erwartet.

- Schliesslich hat der Grosse Rat mit der Überweisung einer Planungserklärung der Finanzkommission festgehalten, dass die prognostizierten, aber voraussichtlich nicht vollständig erreichbaren Entlastungseffekte aus der ASP 2014 zu kompensieren seien.

Die **Schlussabstimmungen** zum Voranschlag 2015, zum Aufgaben-/Finanzplan 2016–2018 führten zu den folgenden Resultaten und finanziellen Eckwerten:

- **Genehmigung** des **Voranschlags 2015** mit 94 gegen 7 Stimmen bei 52 Enthaltungen.

- **Genehmigung** des **Aufgaben-/Finanzplans 2016–2018** mit 90 gegen 24 Stimmen bei 32 Enthaltungen.

2 Résultats des travaux de planification

2.1 Résultat des débats budgétaires de 2014

Selon le Conseil-exécutif, les plus importants signaux politiques émis par le Grand Conseil lors des débats budgétaires de 2014, en ce qui concerne la **poursuite de la politique financière**, sont notamment les suivants:

- Il convient de renoncer à inscrire les bénéfices de la BNS dans le budget de 2016 (selon la motion financière adoptée 126-2014 Feller [PBD, Münsingen]).

- Le plafonnement actuel de l'investissement net ordinaire à CHF 500 millions doit être réduit de CHF 60 millions; il passera ainsi à CHF 440 millions à partir de l'exercice budgétaire 2016 (selon la motion financière adoptée 201-2014 CFin [Iseli, Zwieselberg]).

- La nouvel endettement prévu dans la planification actuelle pour les années 2017 et 2018 doit être éliminé lors du processus de planification 2015. De même, le nouvel exercice financier 2019 ne doit présenter aucun nouvel endettement (selon la motion financière adoptée 202-2014 CFin [Iseli, Zwoeselberg]).

- En réduisant d'un montant total de CHF 5,35 millions les soldes budgétés par les DIR/CHA/JUS et en adoptant deux déclarations de planification, le Grand Conseil a indiqué qu'il escompte toujours la mise en œuvre complète de la mesure EOS «10.1.a Coupes dans le domaine de la réducation des primes».

- Enfin, en adoptant une déclaration de planification de la Commission des finances, le Grand Conseil a maintenu que les effets d'allègement prévus mais qui ne pourront probablement pas être entièrement réalisés de l'EOS 2014 devaient être compensés.

Le **vote final** sur le budget de 2015 et le plan intégré mission-financement 2016 à 2018 a débouché sur les résultats et valeurs-repères financières suivantes:

- **Adoption** du **budget 2015** par 94 voix contre 7 et 52 abstentions.

- **Adoption** du **plan intégré mission-financement 2016 à 2018** par 90 voix contre 24 et 32 abstentions.

in Millionen CHF	Voranschlag Budget	Finanzplan Plan financier			en millions CHF
	2015	**2016**	**2017**	**2018**	
Aufwand	10'466	10'601	10'701	10'884	Charges
Ertrag	10'590	10'759	10'832	10'937	Revenus
Saldo Laufende Rechnung	**124**	**158**	**131**	**53**	**Solde du compte de fonctionnement**
Nettoinvestitionen	**604**	**606**	**562**	**550**	**Investissement net**
Finanzierungssaldo	**7**	**8**	**–29**	**–54**	**Solde de financement**
– = Neuverschuldung					– = Nouvel endettement
+ = Schuldenabbau					+ = Réduction de la dette
Neuverschuldung 2015–2018		**–67**			**Nouvel endettement total de 2015 à 2018**
Selbstfinanzierungsgrad		**97%**			**Degré d'autofinancement**

2.2 Finanzpolitische Ausgangslage zu Beginn des neuen Planungsprozesses

Wie in den vergangenen Jahren nahm der Regierungsrat im **Frühjahr 2015** im Hinblick auf die Erarbeitung des Voranschlags 2016 und Aufgaben-/Finanzplans 2017–2019 wiederum eine umfassende finanzpolitische Auslegeordnung vor. Die Basis hierfür bildeten die politischen Signale und Beschlüsse des Grossen Rates im Rahmen der Haushaltsdebatte 2014, bereits geäusserte Forderungen der Finanzkommission zur Fortsetzung der Finanzpolitik, das provisorische Rechnungsergebnis 2014 sowie die bis dahin gegenüber der bisherigen Planung bereits feststehenden Veränderungen (u.a. Aktualisierung der Steuerertragsprognose usw.).

Im Rahmen dieser Auslegeordnung konnte der Regierungsrat feststellen, dass sich die finanzpolitischen Perspektiven aus einer **kurzfristigen Sicht** (positiver Rechnungsabschluss 2014, «doppelte Gewinnausschüttung» der SNB zugunsten des Budgetvollzugs 2015) **grundsätzlich erfreulich** präsentierten. Mit der Sanierung der beiden Pensionskassen BPK und BLVK sowie der Umsetzung der LAG-/PG-Revision konnten im vergangenen Jahr zudem zwei wichtige Geschäfte mit bedeutenden personal- und finanzpolitischen Auswirkungen erfolgreich umgesetzt werden.

Mittel- bis längerfristige Prognosen über den zukünftigen finanzpolitischen Verlauf waren indessen **schwierig**, da verschiedene bedeutende finanzielle und wirtschaftliche **Risiken** sowie **offene Budgetierungsfragen** mit entsprechenden finanziellen Auswirkungen bestanden, welche sich stark auf die weitere Entwicklung des bernischen Finanzhaushaltes auswirken konnten. Es handelte sich dabei insbesondere um die folgenden Budgetierungsfragen und -positionen:

2.2 Situation financière initiale au début du nouveau processus de planification

En vue de l'élaboration du budget 2016 et du plan intégré mission-financement 2017 à 2019, le Conseil-exécutif a, comme les années précédentes, dressé **au printemps 2015** un état des lieux exhaustif des finances publiques en se fondant sur les signaux politiques et les décisions du Grand Conseil des débats budgétaires de 2014, sur les exigences déjà formulées par la Commission des finances concernant la poursuite de la politique financière, sur le résultat provisoire des comptes de 2014 et sur les modifications déjà arrêtées par rapport à la planification existante (actualisation des prévisions de recettes fiscales, etc.).

En dressant cet état des lieux, le Conseil-exécutif a constaté que les perspectives financières **à court terme** (clôture des comptes de 2014 positive, «double distribution de bénéfice» de la BNS en faveur de l'exécution du budget 2015) se présentaient **globalement sous un jour favorable**. Avec l'assainissement des deux caisses de pension CPB et CACEB et l'application de la révision de la LES et de la LPers, deux projets importants ayant des répercussions significatives sur le personnel et les finances ont en outre pu être mis en œuvre avec succès.

Il a par contre été **difficile** d'établir des **prévisions à moyen et long termes** sur l'évolution de la politique financière en raison, d'une part, de plusieurs **risques** financiers et économiques importants et, d'autre part, de **questions budgétaires en suspens**, avec leurs répercussions financières, deux éléments susceptibles d'avoir une forte influence sur les finances bernoises. Il s'agissait en particulier des questions et des postes budgétaires suivants:

- **Entwicklung der Steuererträge**
  Nachdem die SNB am 15. Januar 2015 die Aufgabe des Mindestkurses von CHF 1.20 pro Euro bekannt gegeben hat, standen zu Beginn des neuen Planungsprozesses in Bezug auf die weitere konjunkturelle Entwicklung und somit auch in Bezug auf die **Entwicklung der kantonalen Steuererträge** viele Fragen offen. So konnte gestützt auf das voraussichtliche Rechnungsergebnis 2014 und dem daraus für die Folgejahre entstehenden Basiseffekt grundsätzlich von einer positiven Steuerertragsentwicklung ausgegangen werden. Allerdings stellte sich die Frage, wie stark diese durch die **drohende konjunkturelle Abschwächung** nach der Aufhebung des Euro-Mindestkurses negativ beeinträchtigt werden würde.

- **Evolution des recettes fiscales**
  Au début du nouveau processus de planification, l'annonce par la BNS, le 15 janvier 2015, de supprimer le taux plancher de CHF 1,20 pour un euro, a soulevé de nombreuses questions concernant les perspectives conjoncturelles et, partant, l'**évolution des recettes fiscales cantonales**. Si, au vu du résultat attendu pour les comptes de 2014 et de ses répercussions sur les exercices suivants, on pouvait fondamentalement tabler sur une augmentation des rentrées fiscales, nul ne pouvait prédire dans quelle mesure cette croissance serait compromise par le **potentiel affaiblissement conjoncturel** lié à l'abolition du cours minimal de l'euro.

- **Ertragsausfälle aus der Steuergesetzrevision 2016**
  Am 12. Januar 2015 sprach sich die vorberatende Kommission zur Steuergesetzrevision 2016 für eine Anpassung der ASP-Massnahme **«Plafonierung des Fahrkostenabzugs»** aus. Durch die im Vergleich zu der im Rahmen der ASP 2014 beschlossenen deutlich **höheren Limite** (CHF 6‘700.– anstatt CHF 3‘000.–) drohten jährliche **Mindereinnahmen** gegenüber dem Zahlenwerk vom November 2014 im Umfang von jährlich CHF 34 Millionen.

- **Pertes fiscales liées à la révision 2016 de la loi sur les impôts**
  Le 12 janvier 2015, la commission consultative chargée de préaviser la révision 2016 de la loi sur les impôts s'est prononcée pour une modification de la mesure EOS **«plafonnement de la déduction des frais de dézplacement». Le relèvement important de la limite**, au regard du plafond arrêté dans le cadre de l'EOS 2014 (CHF 6'700 au lieu de CHF 3'000), entraînait un risque de baisse des recettes de quelque CHF 34 millions par an par rapport aux chiffres de novembre 2014.

- **Budgetierung der Ausgleichszahlungen aus dem Bundesfinanzausgleich**
  Ebenfalls von **starken Unsicherheiten** geprägt war die zukünftige Höhe der Zahlungen aus dem Bundesfinanzausgleich an den Kanton Bern. Auf der einen Seite drohten gestützt auf die Vorschläge des Bundesrats aus dem zweiten Wirksamkeitsbericht zur NFA Mindererträge im Umfang von jährlich rund CHF 90 Millionen. Auf der anderen Seite konnte gestützt auf die im Vergleich zu anderen Kantonen eher schwache wirtschaftliche Entwicklung mittelfristig mit weiter ansteigenden Ausgleichszahlungen zugunsten des Kantons Bern gerechnet werden.

- **Budgétisation des montants perçus dans le cadre de la péréquation financière fédérale**
  Le futur montant des versements accordés au canton de Berne au titre de la péréquation financière faisait lui aussi l'objet de **fortes incertitudes**. D'un côté, les propositions émises par le Conseil fédéral sur la base du deuxième rapport sur l'évolution de l'efficacité de la RPT comportaient un risque de pertes de quelque CHF 90 millions par an. De l'autre, la croissance économique à moyen terme plutôt faible du canton de Berne, comparée à celle des autres cantons, laissait escompter une nouvelle augmentation des versements effectués en sa faveur.

- **Haltung des Grossen Rates zur Verpflichtung der verbleibenden Restmittel des Investitionsspitzenfonds**
  Unklarheit herrschte zu Beginn des neuen Planungsprozesses zudem in Bezug auf die Haltung des Grossen Rates zur Verpflichtung der verbleibenden Restmittel des Investitionsspitzenfonds. Hätte der Grosse Rat in der **Märzsession 2015** das entsprechende Geschäft abgelehnt, so wären die nicht verpflichteten (mind. CHF 149,4 Mio.) und zumindest teilweise im bisherigen Zahlenwerk eingeplanten Restmittel zu Gunsten der Rechnung 2015 verbucht worden.

- **Position du Grand Conseil sur l'engagement des avoirs résiduels du Fonds de couverture des pics d'investissement**
  Au début du nouveau processus de planification, la position du Grand Conseil quant à l'attribution des avoirs encore disponibles dans le Fonds de couverture des pics d'investissement était incertaine. Si le Grand conseil avait refusé l'objet correspondant à la **session de mars 2015**, les ressources du Fonds qui ne sont pas encore allouées (au moins CHF 149,4 mio) et figurent, au moins partiellement, dans les chiffres actuels auraient été inscrites au crédit des comptes de 2015.

- **Planerischer Umgang mit Mehrbedarf einzelner Direktionen**
  Einzelne Direktionen meldeten zu Beginn des Planungsprozesses einen Mehrbedarf im Vergleich zu ihren bisherigen Planwerten an. Dieser betraf längerfristig insbesondere die Aufgabengebiete **Gesundheit** (höhere Tarife stationäre Leistungen), **soziale Wohlfahrt** (Mehrkosten wirtschaftliche Hilfe), **Verkehr** (allgemeine Kostensteigerungen und Angebotsänderungen sowie Investitionsfolgekosten in den Bereichen Rollmaterial und Infrastruktur) und **Bildung** (Lehrplan 21).

- **Budgetierung der Gewinnausschüttungen der SNB**
  Mit der in der Haushaltsdebatte 2014 überwiesenen Finanzmotion 126-2014 Feller (BDP, Münsingen) verlangte der Grosse Rat, im Voranschlagsjahr 2016 auf die Budgetierung der SNB-Gewinne zu verzichten. In den Finanzplanjahren 2016–2018 war bis anhin gestützt auf die geltende Gewinnausschüttungsvereinbarung zwischen der SNB und dem Eidgenössischen Finanzdepartement (EFD) in sämtlichen Jahren ein Betrag in der Höhe von rund **CHF 80 Millionen** berücksichtigt. Ob die SNB per 31. Dezember 2015 eine Gewinnausschüttung für das neue Voranschlagsjahr 2016 würde vornehmen können, konnte im Frühjahr 2015 nicht schlüssig beurteilt werden. Nach der Aufhebung der Euro-Kurs-Untergrenze durch die SNB schien trotz dem «Polster» in der Ausschüttungsreserve von annähernd CHF 30 Milliarden eine Gewinnausschüttung an Bund und Kantone zugunsten des Voranschlagsjahres 2016 **eher unwahrscheinlich**.

  Allerdings zeichnete sich neben dieser mit vielen Unwägbarkeiten behafteten Ausgangslage zu Beginn des diesjährigen Planungsprozesses auch eine **einmalige Chance** ab: Mit der **«doppelten Gewinnausschüttung 2014»** der SNB (rund CHF 160 Mio. anstatt CHF 80 Mio.), welche im Voranschlag 2015 nicht berücksichtigt wurde, bietet sich dem Kanton Bern nach Ansicht des Regierungsrates die Möglichkeit, in Bezug auf die Gewinnausschüttungen der SNB eine nachhaltige Verstetigung – unabhängig von den effektiv eintretenden Jahresergebnissen der SNB – zu erzielen. Der Regierungsrat beauftragte deshalb im Frühjahr 2015 die Finanzdirektion, eine mögliche **Verstetigungslösung** auszuarbeiten.

- **Gestion prévisionnelle des besoins supplémentaires des différentes Directions**
  Plusieurs Directions ont annoncé au début du processus de planification que leurs besoins avaient augmenté par rapport aux valeurs prévues. A long terme, cette hausse touchait principalement les secteurs de la **santé** (augmentation des tarifs des prestations hospitalières), de la **prévoyance sociale** (progression des coûts de l'aide matérielle), des **transports** (hausse générale des coûts et modifications de l'offre, ainsi que conséquences des investissements dans les domaines du matériel roulant et de l'infrastructure) et de la **formation** («Lehrplan 21»).

- **Budgétisation de la distribution du bénéfice de la BNS**
  Avec la motion financière 126-2014 Feller (PBD, Münsingen) adoptée lors des débats budgétaires, le Grand Conseil a exigé que l'on renonce à inscrire les bénéfices de la BNS dans le budget 2016. Jusqu'ici, un montant de quelque **CHF 80 millions** était prévu pour chaque année de la planification 2016 à 2018, sur la base de la convention relative à la distribution du bénéfice conclue entre la BNS et le Département fédéral des finances (DFF). Or, il était impossible de déterminer avec certitude, au printemps 2015, si la BNS pourrait verser des dividendes pour l'exercice budgétaire 2016 au 31 décembre 2015. Après la suppression du cours minimal de l'euro par la BNS, il semblait **plutôt improbable**, malgré le «coussin» de près de CHF 30 milliards de la réserve pour distributions futures, que la Confédération et les cantons bénéficient d'une distribution de dividendes pour l'exercice 2016.

  Malgré les nombreuses inconnues qui la caractérisaient, cette situation de départ offrait aussi, au début du processus de planification du présent exercice, une **chance unique**: avec la «**double part sur la distribution du bénéfice pour l'exercice 2014**» octroyée par la BNS (quelque CHF 160 mio au lieu de CHF 80 mio), qui n'était pas prévue dans le budget de 2015, le Conseil-exécutif est d'avis que le canton de Berne a la possibilité de régulariser durablement les recettes des distributions de la BNS, indépendamment des résultats annuels effectifs de cette dernière. Aussi le gouvernement a-t-il chargé la Direction des finances, au printemps 2015, d'élaborer une **solution de régularisation** potentielle.

- **Forderung des Grossen Rates nach einer Kürzung der ordentlichen Nettoinvestitionen**
  Mit der Überweisung der Finanzmotion 201–2014 FiKo (Iseli, Zwieselberg), «Anpassung des Plafonds der Nettoinvestitionen auf 440 Millionen Franken ab 2016» anlässlich der Haushaltsdebatte 2014 forderte der Grosse Rat eine Kürzung der ordentlichen Nettoinvestitionen von CHF 500 Millionen auf **neu CHF 440 Millionen pro Jahr**. Für den Regierungsrat stellte sich somit zu Beginn des Planungsprozesses die Frage, wie er angesichts des weiterhin hohen Investitionsnachholbedarfs mit den Forderungen aus der Finanzmotion des Grossen Rates umgehen sollte.

- **Exigence du Grand Conseil de réduire l'investissement net ordinaire**
  En adoptant la motion financière 201-2014 CFin (Iseli, Zwieselberg) «Adaptation du plafond de l'investissement net à partir de 2016», lors des débats budgétaires de 2014, le Grand Conseil a exigé que l'investissement net ordinaire soit **réduit**, pour passer de CHF 500 millions **à CHF 440 millions par an**. Le Conseil-exécutif a donc dû déterminer, au début du processus de planification, comment répondre aux exigences de la motion financière du Grand Conseil compte tenu des besoins de rattrapage toujours importants en matière d'investissement.

- **Forderung des Grossen Rates nach Verhinderung einer planerischen Neuverschuldung in den Finanzplanjahren**
  Ebenfalls in der Haushaltdebatte 2014 wurde die Finanzmotion der Finanzkommission «Keine Neuverschuldung in den Finanzplanjahren» überwiesen. Diese fordert, dass im Planungsprozess zum Voranschlag 2016 und Aufgaben-/Finanzplan 2017–2019 die im aktuellen Zahlenwerk (Finanzplan-jahre 2017 und 2018) enthaltene Neuverschuldung zu eliminieren und im «neuen» Finanzplanjahr 2019 ebenfalls **keine Neuverschuldung** vorzusehen sei.

- **Exigence du Grand Conseil d'empêcher un nouvel endettement dans la période de planification**
  Toujours lors des débats budgétaires de 2014, le Grand Conseil a adopté la motion financière «Pas de nouvel endettement dans le PIMF» de la Commission des finances. Cette motion exige d'éliminer la nouvelle dette prévue dans les chiffres actuels (période de planification 2017–2019) lors du processus de planification visant l'élaboration du budget 2016 et du plan intégré mission-financement 2017 à 2019, et de faire en sorte qu'il n'y ait **pas de nouvel endettement** non plus dans la «nouvelle» année de planification 2019.

- **Planerischer Umgang mit möglichen Steuerausfällen aus der Steuerstrategie des Regierungsrates bzw. der Unternehmenssteuerreform III (USR III)**
  Schliesslich war zu Beginn des neuen Planungsprozesses noch unklar, in welchem Umfang gestützt auf den aktuellen Stand der Arbeiten rund um die Steuerstrategie des Regierungsrates bzw. rund um die USR III allenfalls bereits steuerliche Entlastungen im Zahlenwerk des Voranschlags 2016 und Aufgaben-/Finanzplans 2017–2019 berücksichtigt werden konnten.

- **Gestion prévisionnelle des pertes fiscales susceptibles de découler de la stratégie fiscale du Conseil-exécutif et de la troisième réforme de l'imposition des entreprises (RIE III)**
  Enfin, il était encore difficile d'estimer, au début du nouveau processus de planification, dans quelle mesure des allégements fiscaux pouvaient éventuellement déjà être inscrits dans les chiffres du budget 2016 et du plan intégré mission-financement 2017 à 2019, au vu de l'avancement des travaux liés à la stratégie fiscale du Conseil-exécutif et à la RIE III.

In den vergangenen beiden Planungsprozessen standen die Erarbeitung der ASP 2014 (Planungsprozess 2013) sowie die Stabilisierung des Finanzhaushaltes (Planungsprozess 2014) und damit verbunden verschiedene Konzeptfragen zum Planungsprozess und eine Fülle von Einzelfragen in den einzelnen Politikbereichen im Vordergrund. Im Gegensatz dazu zeichnete sich zu Beginn des Planungsprozesses 2015 ab, dass es in diesem Planungsumgang insbesondere darum gehen würde, **aus einer übergeordneten strategischen Sicht Antworten auf die komplexen, von Unsicherheit geprägten finanz- und steuerpolitischen Fragestellungen zu finden und diese planerisch abzubilden**.

Lors des deux cycles de planification précédents, l'accent a été mis principalement sur l'élaboration de l'EOS 2014 (processus de planification 2013) et sur la stabilisation des finances cantonales (processus de planification 2014) ainsi que, en corollaire, sur différentes questions relatives à la conception du processus de planification et sur de multiples questions ressortissant aux divers domaines politiques. Au début du processus 2015, en revanche, il est apparu que la planification viserait surtout **à trouver, dans une optique de stratégie globale, des réponses à des problématiques financières et fiscales complexes et incertaines, et à les transposer dans une planification.**

Im Vordergrund standen dabei die vorstehend erwähnten Themenbereiche. Diese standen aus finanzplanerischer Sicht teilweise in einem engen Zusammenhang zueinander, was den diesjährigen Planungsprozess im Vergleich zu früheren Jahren besonders **anspruchsvoll** machte und zu einer gewissen Unberechenbarkeit führte.

Erschwert wurde diese ohnehin anspruchsvolle Ausgangslage durch die **teilweise widersprüchlichen Signale** der Finanzkommission und des Grossen Rates. Forderungen nach Steuersenkungen sowie die durch die Finanzkommission in Aussicht genommene höhere Limite in Bezug auf die ASP-Massnahme «Plafonierung des Fahrkostenabzugs» kollidierten hart mit den in der Haushaltsdebatte 2014 durch den Grossen Rat überwiesenen Finanzmotionen, wonach die Gewinnausschüttung der SNB im Voranschlagsjahr 2016 aus dem Zahlenwerk zu eliminieren und schon nur eine – rein planerische – Neuverschuldung in einzelnen Finanzplanjahren nicht akzeptiert werde.

L'attention était tournée principalement vers les sujets susmentionnés. Ceux-ci étant parfois étroitement liés les uns aux autres dans le cadre de la planification financière, le présent processus de planification s'est révélé beaucoup plus **délicat** que les années précédentes et relativement incertain.

Cette situation de départ délicate a encore été aggravée par les **signaux en partie contradictoires** donnés par la Commission des finances et par le Grand Conseil. Les exigences relatives aux baisses d'impôts et le relèvement de la limite envisagée par la Commission des finances au titre de la mesure EOS «Plafonnement de la déduction des frais de déplacement» étaient en franche opposition avec les motions financières adoptées par le Grand Conseil lors des débats budgétaires de 2014, qui visaient à éliminer la distribution du bénéfice de la BNS des chiffres du budget 2016 et à refuser ne serait-ce qu'un nouvel endettement – purement prévisionnel – dans les différentes années de la période de planification.

2.3 Finanzpolitische Zielsetzungen des Regierungsrates für den Planungsprozess 2015

Dem Regierungsrat ist es in der vergangenen Legislaturperiode 2011–2014 gelungen, mit teilweise einschneidenden und schmerzhaften Entlastungsmassnahmen die finanzielle Situation des Kantons wieder zu stabilisieren. Vor diesem Hintergrund setzte sich der Regierungsrat für die Legislaturperiode 2015–2018 zum Ziel, seine Anstrengungen zur nachhaltigen Stabilisierung des Kantonshaushaltes fortzusetzen. Mit der damit verbundenen **«Finanzpolitik der ruhigen Hand»** strebt der Regierungsrat eine vorausschauende und zuverlässige Finanzpolitik an, welche einen ausgeglichenen Staatshaushalt mit genügend finanzpolitischem Spielraum zum Ziel hat und damit auch künftigen Generationen gesunde Kantonsfinanzen sowie ein gutes Leistungsangebot bietet.

Mit Blick auf diese übergeordneten Zielsetzungen sowie unter Berücksichtigung der im vorstehenden Kapitel skizzierten Ausgangslage nahm der Regierungsrat zu Beginn des Planungsprozesses 2015 in Aussicht, sowohl im Voranschlag 2016 wie auch in den Finanzplanjahren 2017–2019 in **sämtlichen Jahren planerische Überschüsse** (Saldo Laufende Rechnung und Finanzierungssaldo) auszuweisen. Gleichzeitig bekräftigte der Regierungsrat seine Haltung, auch im Hinblick auf das Voranschlagsjahr 2016 weiterhin auf die **Schaffung von neuen Stellen**, welche nicht im bisherigen Stellenbestand kompensiert werden können, zu verzichten.

2.3 Objectifs de politique financière du Conseil-exécutif pour le processus de planification de 2015

Au cours de la législature 2011 à 2014, le Conseil-exécutif est à nouveau parvenu, par des mesures d'allégement parfois incisives et douloureuses, à stabiliser la situation financière du canton. Fort de ce résultat, il s'est fixé comme objectif pour la législature 2015 à 2018 de continuer ses efforts de stabilisation à long terme des finances cantonales. En poursuivant une **politique financière «définie à tête reposée»**, le Conseil-exécutif entend appliquer une politique visionnaire et fiable, apte à permettre l'établissement de finances cantonales équilibrées offrant une marge de manœuvre financière suffisante et, par là-même, la transmission aux générations futures de finances cantonales saines et d'un bon éventail de prestations publiques.

Tenant compte aussi bien de ces objectifs prioritaires que de la situation de départ esquissée dans le chapitre précédent, le Conseil-exécutif a prévu, au début du processus de planification de 2015, d'obtenir des **excédents pour toutes les années de la période de planification** (solde du compte de fonctionnement et solde de financement), tant pour le budget 2016 que pour les années 2017 à 2019 du plan financier. Dans le même temps, le Conseil-exécutif a confirmé sa position visant à renoncer, dans la perspective du budget 2016, à la **création de nouveaux postes** ne pouvant être compensés dans l'état des postes actuel.

2.4 Wichtigste Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung zwischen November 2014 und August 2015

Die nachfolgenden Veränderungen im **Zeitraum zwischen November 2014 bis August 2015** gegenüber der bisherigen Planung haben die vorliegenden Ergebnisse des Voranschlags 2016 und Aufgaben-/Finanzplans 2017–2019 massgeblich geprägt:

(+) = Haushaltsverbesserungen
(–) = Haushaltsverschlechterungen

2.4 Principaux changements par rapport à l'ancienne planification entre novembre 2014 et août 2015

Les changements par rapport à l'ancienne planification décrits ci-après, qui sont intervenus **entre novembre 2014 et août 2015**, ont largement déterminé les présents résultats du budget 2016 et du plan intégré mission-financement 2017 à 2019:

(+) = Améliorations budgétaires
(–) = Dégradations budgétaires

2.4.1 Aktualisierung der Steuerertragsprognose (inkl. Steuerertragswachstum 2019)

Die im Planungsprozess 2015 vorgenommene Neueinschätzung der Steuererträge führt gegenüber der bisherigen Planung zu **Haushaltsverbesserungen** zwischen CHF 26 Millionen (2018) und CHF 117 Millionen (2019).

Die im Rechnungsjahr 2014 deutlich über den Budgetwerten liegenden Steuererträge sowie die bis zu Beginn des Jahres 2015 insgesamt stabile konjunkturelle Entwicklung haben einen positiven Basiseffekt auf die Folgejahre zur Folge. Diese erfreuliche Entwicklung wird indessen getrübt durch die drohende konjunkturelle Abschwächung nach der Aufhebung des Euro-Mindestkurses durch die SNB im Januar 2015. Diese beiden gegenläufigen Effekte sind in den nachstehenden Zahlenwerten berücksichtigt.

2.4.1 Actualisation des prévisions de recettes fiscales (croissance des rentrées fiscales de 2019 incluse)

La réévaluation des recettes fiscales réalisée lors du processus de planification de 2015 se traduit par des **améliorations budgétaires** allant de CHF 26 millions (en 2018) à CHF 117 millions (en 2019) par rapport à la précédente planification.

La nette augmentation des recettes fiscales engrangées durant l'exercice 2014, par rapport aux valeurs inscrites au budget, et l'évolution globalement stable de la conjoncture jusqu'au début de l'exercice 2015 ont des répercussions positives sur les années suivantes. Ce constat réjouissant est toutefois terni par le risque de ralentissement conjoncturel après l'abandon par la BNS du cours minimal de l'euro, en janvier 2015. Ces deux effets contradictoires sont pris en compte dans les chiffres ci-après.

in Millionen CHF	Voranschlag Budget	Finanzplan Plan financier			en millions CHF
	2016	**2017**	**2018**	**2019**	
Aktualisierung der Steuerertragsprognose (inkl. Steuerertragswachstum 2019)	57	31	26	117	Actualisation des prévisions de recettes fiscales (croissance des rentrées fiscales de 2019 incluses)

2.4.2 Minderaufwendungen und Mehrerträge im Bereich Prämienverbilligungen

Die gestützt auf das Rechnungsergebnis 2014 aktualisierte Planung im Bereich der Prämienverbilligungen führt bei den Kantonsbeiträgen zu Minderaufwendungen gegenüber den bisherigen Planwerten. Gleichzeitig kann gemäss aktualisierten Prognosen des Bundes mit höheren Bundesbeiträgen gerechnet werden. Per Saldo führen die Minderaufwendungen und die Mehrerträge zu **Haushaltsverbesserungen** gegenüber den bisherigen Planwerten im Umfang von rund **CHF 40 Millionen** pro Jahr.

2.4.2 Réduction des dépenses et hausse des recettes dans le domaine de la réduction des primes

Dans le domaine de la réduction des primes, la planification mise à jour selon le résultat des comptes de 2014 entraîne une réduction des dépenses au titre des subventions cantonales par rapport aux valeurs prévues. Dans le même temps, les chiffres actualisés de la Confédération laissent présager une augmentation des subventions fédérales. Globalement, la diminution des dépenses et l'augmentation des recettes se traduisent par des **améliorations budgétaires** de quelque **CHF 40 millions** par an par rapport aux chiffres prévisionnels.

in Millionen CHF	Voranschlag Budget	Finanzplan Plan financier			en millions CHF
	2016	**2017**	**2018**	**2019**	
Minderaufwendungen / Mehrerträge im Bereich Prämienverbilligungen	42	39	44	44	Réduction des dépenses / hausse des recettes dans le domaine de la réduction des primes

2.4.3 Neuberechnung der Passivzinsen und der Kapitalbeschaffungskosten

Die Neuberechnung der Passivzinsen und der Kapitalbeschaffungskosten führt zu deutlichen **Haushaltsverbesserungen** gegenüber den bisherigen Planwerten. Dazu tragen insbesondere das weiterhin historisch tiefe Zinsniveau, die tiefer als prognostiziert ausfallende Schuldanerkennung bei den beiden Pensionskassen BPK und BLVK sowie die Umstellung der Verbuchung der Kapitalbeschaffungskosten auf das Jährlichkeitsprinzip gemäss HRM2/IPSAS bei.

2.4.3 Actualisation des intérêts passifs et du coût de financement

L'actualisation des intérêts passifs et du coût de financement se traduit par des **améliorations budgétaires** considérables par rapport aux anciens chiffres de la planification. Ce résultat s'explique en particulier par le niveau toujours historiquement bas des taux d'intérêt, par la valeur des reconnaissances de dettes envers les deux caisses de pension CPB et CACEB qui s'avère inférieure au montant planifié, et par le passage à la comptabilisation du coût de financement selon le principe de l'annualité conformément au modèle MCH2/IPSAS.

in Millionen CHF	Voranschlag Budget	Finanzplan Plan financier			en millions CHF
	2016	**2017**	**2018**	**2019**	
Neuberechnung Passivzinsen und Kapitalbeschaffungskosten	37	47	57	50	Actualisation intérêts passifs et coût du financement

2.4.4 Mindererträge aus Erhöhung des Fahrkostenabzugs auf CHF 6'700.–

In der Junisession 2016 beschloss der Grosse Rat, die im Rahmen der ASP 2014 festgelegte Plafonierung des Fahrkostenabzugs von CHF 3'000.– auf CHF 6'700.– zu erhöhen. Dies führt zu **Mindererträgen** gegenüber den bisherigen Planwerten in der Höhe von jährlich **CHF 34 Millionen**.

2.4.4 Baisse des revenus liée au relèvement de la déduction des frais de déplacement à CHF 6'700

Lors de la session de juin 2016, le Grand Conseil a décidé de relever de CHF 3'000 à CHF 6'700 le plafond de la déduction des frais de déplacement arrêté dans le cadre de l'EOS 2014, d'où une **diminution des revenus de CHF 34 millions annuels** par rapport aux chiffres précédents.

in Millionen CHF	Voranschlag Budget	Finanzplan Plan financier			en millions CHF
	2016	**2017**	**2018**	**2019**	
Mindererträge aus Erhöhung des Fahrkostenabzugs auf CHF 6'700.–	–34	–34	–34	–34	Baisse des revenus liée au relèvement de la déduction des frais de déplacement à CHF 6'700

2.4.5 Höhere Zahlungen aus dem Bundesfinanzausgleich

Die Eidgenössische Finanzverwaltung gab den Kantonen Anfang Juli 2015 die provisorischen Ausgleichszahlungen für das Jahr **2016** im Bundesfinanzausgleich (NFA) bekannt. Gemäss der aktualisierten Planung, in welcher die Beschlüsse von National- und Ständerat zur Festlegung der Grundbeiträge des Ressourcenausgleichs für die Beitragsperiode 2016–2019 berücksichtigt sind, können die bisherigen Planwerte des Kantons Bern für das Jahr 2016 um **CHF 33 Millionen erhöht** werden. Gleichzeitig können – gestützt auf eine Prognose des Wirtschaftsforschungsinstitutes BAKBASEL – auch die im bisherigen Aufgaben-/Finanzplan für die Jahre **2017** und **2018** berücksichtigen Zahlenwerte um jährlich rund **CHF 70 Millionen** erhöht werden.

2.4.5 Augmentation des montants versés au titre de la péréquation financière fédérale

Début juillet 2015, l'Administration fédérale des finances a communiqué aux cantons les montants compensatoires provisoires versés en **2016** au titre de la péréquation financière fédérale (RPT). En vertu de la nouvelle planification, qui tient compte des décisions du Conseil national et du Conseil des Etats concernant la définition des contributions de base de la péréquation des ressources pour la période de contribution 2016 à 2019, les valeurs initialement budgétées pour le canton de Berne pour l'exercice 2016 peuvent être **relevées de CHF 33 millions**. De même, selon une prévision de l'institut de recherche conjoncturelle BAKBASEL, les chiffres inscrits dans le dernier plan intégré mission-financement pour **2017** et **2018** peuvent être relevés d'environ **CHF 70 millions** par an.

in Millionen CHF	Voranschlag Budget	Finanzplan Plan financier			en millions CHF
	2016	**2017**	**2018**	**2019**	
Höhere Zahlungen aus dem Bundesfinanzausgleich (netto)	33	70	70	68	Augmentation des montants versés au titre de la péréquation financière fédérale (net)

2.4.6 Anpassung der Entnahmen aus dem Fonds zur Deckung von Investitionsspitzen

Im Hinblick auf die Auflösung des Fonds zur Deckung von Investitionsspitzen beschloss der Grosse Rat anlässlich der Märzsession 2015 mit 112 zu 31 Stimmen, die bislang noch nicht verpflichteten Restmittel des Fonds ausschliesslich für die Umsetzung der **Grossprojekte «Verkehrssanierung Burgdorf – Oberburg – Hasle»** und **«Verkehrssanierung Aarwangen – Langenthal Nord»** zu verwenden. Die erforderlichen Projektierungs- und Realisierungskredite für die beiden Verkehrssanierungsprojekte müssen allerdings bis spätestens 2022 bewilligt sein. Bereits anlässlich der Junisession 2014 verpflichtete der Grosse Rat zudem Mittel zur Finanzierung der Projektierungskosten im Zusammenhang mit dem Neubau des Campus der Berner Fachhochschule in Biel.

Unter Berücksichtigung der Beschlüsse des Grossen Rates sind in der **Planungsperiode 2016–2024** die folgenden Entnahmen aus dem Investitionsspitzenfonds geplant:

2.4.6 Ajustement des prélèvements sur le Fonds de couverture des pics d'investissement

Dans la perspective de la dissolution du Fonds de couverture des pics d'investissement, le Grand Conseil a décidé par 112 voix contre 31, durant sa session de mars 2015, d'affecter les avoirs encore disponibles dans le Fonds exclusivement à la mise en œuvre des **projets de grande envergure «réaménagement du réseau routier Berthoud – Oberburg – Hasle» et «réaménagement du réseau routier Aarwangen-Langentehal Nord**». Les crédits d'étude de projet et de réalisation nécessaires à ces deux projets de réaménagement devront toutefois être approuvés au plus tard d'ici 2022. De plus, le Grand Conseil avait engagé des fonds dès la session de juin 2014 pour le financement des coûts liés à l'étude du projet de construction d'un nouveau campus pour la Haute école spécialisée bernoise, à Bienne.

Compte tenu des décisions rendues par le Grand Conseil, les prélèvements sur le Fonds de couverture des pics d'investissement prévus pour la **période de planification 2016 à 2024** sont les suivants:

in Millionen CHF	VA BU	AFP PIMF			Planung Planification					en millions CHF
	2016	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**	
Vermögensbestand per 1.1.	**266**	**256**	**240**	**222**	**215**	**207**	**182**	**137**	**92**	**Etat de la fortune au 1.1.**
Autobahnzubringer Oberaargau: Verkehrssanierung Aarwangen – Langenthal, Vorprojekt und Projektierung	1	5	4	4	1	5	15	15	15	Voie d'accès à l'autoroute de Haute-Argovie: réaménagement du réseau routier Aarwangen – Langenthal, avant-projet et projet
Autobahnzubringer/Erschliessung Emmental: Verkehrssanierung Burgd – Oberb. – Hasle, Vorprojekt und Projektierung	2	5	6	3	7	20	30	30	30	Voie d'accès à l'autoroute/ aménagement Emmental: réaménagement réseau routier Berthoud – Oberburg – Hasle, avant-projet et projet
Biel, Berner Fachhochschule – Neubau Campus	7	7	9							Bienne, Haute école spécialisée bernoise – construction nouveau campus
Total Entnahmen Fonds zur Deckung von Investitionsspitzen	**10**	**16**	**19**	**7**	**8**	**25**	**45**	**45**	**45**	**Total prélèvements sur Fonds de couverture des pics d'investissement**
Vermögensbestand per 31.12.	**256**	**240**	**222**	**215**	**207**	**182**	**137**	**92**	**47**	**Etat de la fortune au 31.12.**

Der Fonds zur Deckung von Investitionsspitzen wurde im Jahr 2009 mit CHF 250 Millionen aus dem Überschuss des Rechnungsergebnisses 2008 geäufnet. Weitere Äufnungen erfolgten in den Jahren 2010 (CHF 100 Mio.) und 2011 (CHF 61 Mio.).

En 2009, le Fonds de couverture des pics d'investissement a été alimenté à hauteur de CHF 250 millions sur le résultat excédentaire des comptes de 2008. CHF 100 millions y ont ensuite été versés en 2010 et CHF 61 millions en 2011.

Die Planung ab 2020 ist neben dem Projektfortschritt noch von weiteren Faktoren abhängig. Über die definitive Entnahme wird der Grosse Rat mit den Projektierungs- und Realisierungskrediten entscheiden.

La planification à compter de 2020 dépend également d'autres facteurs que la seule évolution des projets. Le Grand Conseil arrêtera le montant définitif des prélèvements en même temps que les crédits d'étude de projet et de réalisation.

Die vorstehend erwähnte Aktualisierung der Fondsentnahmen (inkl. Voranschlagsjahr 2015) führt gegenüber der bisherigen Planung in Bezug auf den **Finanzierungssaldo** in der Planperiode 2016–2019 zu den folgenden **Haushaltsverschlechterungen**:

L'actualisation mentionnée ci-dessus des prélèvements prévus sur le Fonds (exercice budgétaire 2015 inclus) entraîne pour la période de planification 2016 à 2019, par rapport à la précédente planification, les **détériorations budgétaires** suivantes en ce qui concerne le **solde de financement**:

in Millionen CHF	Voranschlag	Finanzplan			en millions CHF
	2016	**2017**	**2018**	**2019**	
Anpassung der Entnahmen aus dem Fonds zur Deckung von Investitionsspitzen	–19	–4	–6	–23	Ajustement prélèvements sur Fonds de couverture des pics d'investissement

2.4.7 Mehrbedarf stationäre Leistungen Akutsomatik

In der vorliegenden Planung sind im Bereich der Akutsomatik (stationäre Leistungen) eine leicht **steigende Anzahl Hospitalisationen** sowie ein ebenfalls leichter **Anstieg der Tarife** berücksichtigt. Dies führt gegenüber den bisherigen Zahlenwerten zu einem Mehrbedarf im Umfang von jährlich CHF 17 Millionen (2016) und CHF 25 Millionen (2018/2019).

2.4.7 Augmentation des besoins de prestations hospitalières dans le domaine des soins aigus

Dans le domaine des soins aigus (prestations hospitalières), la présente planification prévoit une légère **progression des hospitalisations** ainsi qu'une faible **hausse des tarifs**. Il en résulte une augmentation annuelle des besoins de quelque CHF 17 millions (en 2016) et CHF 25 millions (en 2018 et 2019) par rapport aux chiffres précédents.

in Millionen CHF	Voranschlag Budget	Finanzplan Plan financier			en millions CHF
	2016	**2017**	**2018**	**2019**	
Mehrbedarf stationäre Leistungen Akutsomatik	–17	–24	–25	–25	Augmentation des besoins de prestations hospitalières dans le domaine des soins aigus

2.4.8 Mehrbedarf wirtschaftliche Hilfe

Die Analyse der Lastenausgleichsabrechnung 2014 zeigt eine unerwartet starke Zunahme der Kosten für **freiwillige Platzierungen**, welche in der bisherigen Planung noch nicht berücksichtigt werden konnte. Gleichzeitig führen **allgemeine Kostenzunahmen** wie zum Beispiel Gesundheitskosten, Wohnkosten usw. zu einem Mehrbedarf in der **wirtschaftlichen Hilfe** gegenüber den bisherigen Planwerten im Umfang von jährlich CHF 14 Millionen.

2.4.8 Augmentation des besoins dans le domaine de l'aide matérielle

L'analyse du décompte de la compensation des charges de 2014 révèle une forte augmentation inattendue des coûts relatifs aux **placements volontaires** qui n'avait pas pu être prise en compte dans l'ancienne planification. Simultanément, des **hausses des coûts globaux** tels que, par exemple, les coûts de la santé, les frais d'hébergement etc. se traduisent par une progression des besoins de quelque CHF 14 millions par an dans le domaine de **l'aide matérielle**.

in Millionen CHF	Voranschlag Budget	Finanzplan Plan financier			en millions CHF
	2016	**2017**	**2018**	**2019**	
Mehrbedarf wirtschaftliche Hilfe	–14	–14	–14	–14	Augmentation des besoins pour l'aide matérielle

2.4.9 Veränderung des gesamtstaatlichen Abschreibungsbedarfs

Gegenüber den bisherigen Planwerten **sinkt** der **gesamtstaatliche Abschreibungsbedarf** zwischen CHF 13 Millionen (2016) und CHF 74 Millionen (2018). Die Veränderungen sind unter anderem auf die Kürzung des bisherigen Investitionsplafonds von CHF 500 Millionen auf CHF 470 Millionen pro Jahr zurückzuführen. Zu den Veränderungen tragen aber auch die Aktualisierung der Entnahmen aus dem Investitionsspitzenfonds sowie die Anpassung der Projektplanung aufgrund des Volksentscheids zum Projekt Tram Region Bern bei der Bau-, Verkehrs- und Energiedirektion bei.

2.4.9 Modification des besoins d'amortissement cantonaux

Les **besoins d'amortissement du canton** enregistrent des **baisses** allant de CHF 13 millions (en 2016) à CHF 74 millions (en 2018) par rapport à la précédente planification. Ces écarts résultent notamment de l'abaissement de CHF 500 millions à CHF 470 millions du plafond des investissements, de l'actualisation des prélèvements sur le Fonds de couverture des pics d'investissement et de la modification de la planification de projet suite à la décision prise par le peuple concernant le projet Tram Region Bern de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie.

in Millionen CHF	Voranschlag Budget	Finanzplan Plan financier			en millions CHF
	2016	**2017**	**2018**	**2019**	
Veränderung gesamtstaatlicher Abschreibungsbedarf	13	17	74	53	Modification besoins d'amortissement cantonaux

2.4.10 Tiefere Ertragsprognosen aus Handänderungssteuern

Bei den Grundbuchämtern ist aufgrund der seit dem 1. Januar 2015 möglichen Stundung der Handänderungssteuern für das Jahr 2016 mit einem Rückgang von CHF 10 Millionen und für die Jahre 2017–2019 mit einem Rückgang von CHF 5 Millionen gegenüber der Planung des Vorjahres zu rechnen.

2.4.10 Correction à la baisse des prévisions concernant les revenus de l'impôt sur les mutations

S'agissant des bureaux du registre foncier, on prévoit un recul de CHF 10 millions pour l'année 2016 et de CHF 5 millions pour les années 2017 à 2019, par rapport aux prévisions de l'année précédente, du fait de la possibilité, depuis le 1er janvier 2015, de demander un sursis au paiement de l'impôt sur les mutations.

in Millionen CHF	Voranschlag Budget	Finanzplan Plan financier			en millions CHF
	2016	**2017**	**2018**	**2019**	
Tiefere Ertragsprognosen aus Handänderungssteuern	–10	–5	–5	–5	Correction à la baisse des prévisions pour les revenus de l'impôt sur les mutations

2.4.11 Minderbedarf Gerichtsbehörden und Staatsanwaltschaft (JUS)

Gestützt auf die vorangegangenen Rechnungsergebnisse 2011–2014 nahmen die Gerichtsbehörden und die Staatsanwaltschaft im diesjährigen Planungsprozess eine Aktualisierung ihrer bisherigen Planwerte vor. **Tiefere Sachaufwendungen** und **höhere Entgelte** führen – ohne Berücksichtigung des veränderten Abschreibungsbedarfs (vgl. Kapitel 2.4.9) sowie dem Wegfall der gesamtstaatlich haushaltsneutralen Veränderung im Bereich der internen Verrechnungen – netto zu Haushaltsverbesserungen gegenüber der bisherigen Planung im Umfang von jährlich CHF 12 Millionen (2016, 2019) und CHF 14 Millionen (2018).

2.4.11 Diminution des besoins pour les autorités judiciaires et le Ministère public (JUS)

Se fondant sur les résultats des comptes des exercices 2011 à 2014, les autorités judiciaires et le Ministère public ont procédé durant le processus de planification de cette année à une actualisation de leurs anciennes valeurs. Une **baisse des charges de biens, services et marchandises** et une **augmentation des contributions** entraînent au final – sans tenir compte de l'évolution des besoins d'amortissement (voir chap. 2.4.9) ni de la modification constatée dans le domaine des imputations internes, sans incidence sur le budget cantonal – des améliorations budgétaires nettes par rapport aux chiffres précédents à hauteur de CHF 12 millions par an (en 2016 et 2019) et de CHF 14 millions (en 2018).

in Millionen CHF	Voranschlag Budget	Finanzplan Plan financier			en millions CHF
	2016	**2017**	**2018**	**2019**	
Minderbedarf Gerichtsbehörden und Staatsanwaltschaft	12	13	14	12	Diminution des besoins pour les autorités judiciaires et le Ministère public

2.4.12 Mehrbedarf Kindes- und Erwachsenenschutzbehörden

Bei den Kindes- und Erwachsenenschutzbehörden führen kantonsinterne Lastenverschiebungen, eine konsequente Vollkostenabgeltung an die Platzierungseinrichtungen sowie höhere Abgeltungen an die Sozialdienste für die Jahre 2016 bis 2019 zu einem Mehrbedarf gegenüber den bisherigen Planwerten im Umfang von jährlich rund CHF 10 Millionen.

2.4.12 Augmentation des besoins liés aux autorités de protection de l'enfant et de l'adulte

En ce qui concerne les autorités de protection de l'enfant et de l'adulte, des transferts de charges internes au canton, l'indemnisation systématique des coûts complets des institutions de placement et l'augmentation des indemnités versées aux services sociaux entraînent pour les exercices 2016 à 2019 une hausse des besoins annuels de quelque CHF 10 millions par rapport à l'ancienne planification.

in Millionen CHF	Voranschlag Budget	Finanzplan Plan financier			en millions CHF
	2016	**2017**	**2018**	**2019**	
Mehrbedarf KESB	–10	–10	–10	–10	Augmentation des besoins des APEA

2.4.13 Mindererträge aus der Erhöhung des Drittbetreuungsabzugs auf CHF 8'000.–

In der Junisession 2015 fand im Grossen Rat die erste Lesung zur **Steuergesetzrevision 2016** statt. Eine Mehrheit des Grossen Rates beschloss dabei, den Abzug für Drittbetreuungskosten von bislang CHF 3'000.– pro Kind/Jahr auf CHF 8'000.– pro Kind/Jahr zu erhöhen. Die damit verbundenen **Mindererträge** belaufen sich für den Kanton auf jährlich **CHF 5,8 Millionen** (Gemeinden CHF 2,9 Mio.).

2.4.13 Diminution de revenus liée au relèvement à CHF 8'000.– de la déduction des frais de garde des enfants par des tiers

Durant sa session de juin 2015, le Grand Conseil a examiné en première lecture la **révision 2016 de la loi sur les impôts**. Une majorité des députés a décidé de relever le plafond de la déduction des frais de garde des enfants par des tiers, pour le fixer à CHF 8'000.– par enfant et par an au lieu de CHF 3'000.–. La **baisse de revenus** qui en découle pour le canton représente **CHF 5,8 millions** par an (CHF 2,9 mio pour les communes).

in Millionen CHF	Voranschlag Budget	Finanzplan Plan financier			en millions CHF
	2016	**2017**	**2018**	**2019**	
Mindererträge aus der Erhöhung des Drittbetreuungsabzugs auf CHF 8‘000.–	–6	–6	–6	–6	Baisse de revenus liée au relèvement à CHF 8'000.– de la déduction des frais de garde par des tiers

2.4.14 Mehrbedarf öffentlicher Verkehr

Allgemeine Kostensteigerungen und Angebotsänderungen sowie Investitionsfolgekosten in den Bereichen Rollmaterial und Infrastruktur führen beim öffentlichen Verkehr unter Berücksichtigung des Gemeindedrittels netto zu einem deutlichen Mehrbedarf gegenüber der bisherigen Planung.

2.4.14 Augmentation des besoins liés aux transports publics

Suite aux hausses générales des coûts, aux modifications de l'offre et aux coûts consécutifs aux investissements dans les domaines du matériel roulant et de l'infrastructure, les transports publics enregistrent globalement, compte tenu du tiers communal, une nette augmentation des besoins par rapport aux chiffres antérieurs.

Durch den Wegfall der Investitionsbeiträge an die Privatbahnen fallen zugleich auch die damit verbundenen Abschreibungen weg. Dies führt zu einer entsprechenden Entlastung in der Laufenden Rechnung, welche in Kapitel 2.4.9 ausgewiesen wird. Per Saldo sind **Haushaltsverschlechterungen** zwischen CHF 1 Million (2017) und CHF 33 Millionen (2019) zu verzeichnen.

La suppression des subventions d'investissement en faveur des chemins de fer privés s'est traduite par la disparition des amortissements correspondants. Il en résulte un allégement du compte de fonctionnement, exposé au chapitre 2.4.9. Au final, on constate des **détériorations budgétaires** allant de CHF 1 million (en 2017) à CHF 33 millions (en 2019).

in Millionen CHF	Voranschlag Budget	Finanzplan Plan financier			en millions CHF
	2016	**2017**	**2018**	**2019**	
Mehrbedarf öffentlicher Verkehr (netto)	0	–1	–20	–33	Augmentation (nette) des besoins liés aux transports publics

2.4.15 Einführung Lehrplan 21

Die Einführung des Lehrplans 21 führt in der Planungsperiode 2016 bis 2019 zu einem **Mehrbedarf** gegenüber der bisherigen Planung zwischen CHF 1 Million (2017) und CHF 14 Millionen (2019).

Der Lehrplan 21 sieht unter anderem zusätzliche Deutsch- und Mathematiklektionen vor. Auf Stufe der Primarstufe stehen den Schülerinnen und Schülern zusätzlich je zwei Wochenlektionen Deutsch und drei Wochenlektionen Mathematik zur Verfügung. Auf der Sekundarstufe I wird die Lektionenzahl in Deutsch um drei Lektionen und in Mathematik um vier Lektionen erhöht. Neben den zusätzlichen Deutsch- und Mathematiklektionen gibt es in der sogenannten «Lektionentafel» neu ein Zeitgefäss für den Bereich Medien und Informatik im Umfang von insgesamt vier Lektionen; je zwei auf der Primar- und zwei auf der Sekundarstufe.

Die Kosten für die Anpassungen werden sich für den Kanton Bern ab der vollständigen Einführung des Lehrplans 21 im Jahr 2021 auf jährlich rund CHF 22 Millionen belaufen.

2.4.15 Introduction du «Lehrplan 21»

L'introduction du plan d'études germanophone «Lehrplan 21» génère pour la période de 2016 à 2019 une **hausse des besoins** oscillant entre CHF 1 million (en 2017) et CHF 14 millions (en 2019) par rapport à la planification précédente.

Le «Lehrplan 21» prévoit notamment des leçons supplémentaires en allemand et en mathématiques. Au degré primaire, les élèves disposeront ainsi de deux leçons hebdomadaires additionnelles en allemand et de trois leçons hebdomadaires supplémentaires en mathématiques. Au degré secondaire I, trois leçons supplémentaires seront dispensées chaque semaine en allemand, et quatre en mathématiques. Outre ces leçons additionnelles, la grille horaire comprendra désormais une dotation de quatre leçons au total pour le domaine des médias et de l'informatique: deux pour le degré primaire et deux pour le degré secondaire.

Les coûts de ces adaptations représenteront pour le canton de Berne un montant annuel de quelque CHF 22 millions à partir de l'introduction complète du «Lehrplan 21» en 2021.

in Millionen CHF	Voranschlag Budget	Finanzplan Plan financier			en millions CHF
	2016	**2017**	**2018**	**2019**	
Einführung Lehrplan 21	0	–1	–2	–14	Introduction du «Lehrplan 21»

2.4.16 Lohnmassnahmen 2019

Im Sinne einer «vorläufigen technischen Planungsvorgabe» wurde für das neue Finanzplanjahr 2019 ein **individueller Gehaltsaufstieg** von **0,7 Prozent** berücksichtigt. Dieser ermöglicht für das Jahr 2019 zusammen mit dem Gehaltsaufstieg aus Rotationsgewinnen (0,8%) sowie den für den generellen Gehaltsaufstieg berücksichtigten Mitteln von 0,3 Prozent Lohnmassnahmen von insgesamt 1,8 Prozent.

2.4.16 Mesures salariales 2019

Une **progression individuelle des salaires** de **0,7 pour cent** a été prévue pour 2019, à titre de consigne technique de planification provisoire. Compte tenu des gains de rotation de 0,8 pour cent et des moyens disponibles à hauteur de 0,3 pour cent pour la **progression générale des salaires**, les mesures salariales de 2019 représentent au total 1,8 pour cent de la masse salariale.

in Millionen CHF	Voranschlag Budget	Finanzplan Plan financier			en millions CHF
	2016	**2017**	**2018**	**2019**	
Lohnmassnahmen 2019 (individueller Gehaltsaufstieg von 0,7% und genereller Gehaltsaufstieg von 0,3%)				–36	Mesures salariales 2019 (progression individuelle des salaires de 0,7% et hausse générale de 0,3%)

2.4.17 Übrige Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Weitere Veränderungen in der Periode November 2014 bis Mitte August 2015 führen in der Laufenden Rechnung zu den folgenden Haushaltsverbesserungen (+) bzw. Haushaltsverschlechterungen (–).

2.4.17 Autres changements par rapport à l'ancienne planification

D'autres modifications intervenues entre novembre 2014 et mi-août 2015 entraînent au compte de fonctionnement les améliorations (+) ou les détériorations (–) du budget suivantes:

in Millionen CHF	Voranschlag Budget	Finanzplan Plan financier			en millions CHF
	2016	**2017**	**2018**	**2019**	
Übrige Veränderungen	–18	–11	–29	–15	Autres modifications

2.4.18 Zahlenmässiger Überblick über die wichtigsten Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung zwischen November 2014 und Mitte August 2015

Nachfolgend sind die wichtigsten Veränderungen gegenüber dem durch den Grossen Rat am 25. November 2014 zur Kenntnis genommenen Aufgaben-/Finanzplan 2016–2018 zusammengefasst:

2.4.18 Aperçu chiffré des principaux changements par rapport à l'ancienne planification intervenus entre fin novembre 2014 et mi-août 2015

Voici le récapitulatif des principaux changements intervenus par rapport au plan intégré mission-financement 2016 à 2018 dont le Grand Conseil a pris connaissance le 25 novembre 2014:

in Millionen CHF	Voranschlag Budget	Finanzplan Plan financier			en millions CHF
	2016	**2017**	**2018**	**2019**	
Aktualisierung der Steuerertragsprognose (inkl. Steuerertragswachstum 2019)	57	31	26	117	Actualisation des prévisions de recettes fiscales (croissance des rentrées fiscales de 2019 incluses)
Minderaufwendungen / Mehrerträge im Bereich Prämienverbilligungen	42	39	44	44	Réduction des dépenses / hausses des recettes dans le domaine de la réduction des primes
Neuberechnung der Passivzinsen und der Kapitalbeschaffungskosten	37	47	57	50	Actualisation intérêts passifs et coût du financement
Mindererträge aus Erhöhung des Fahrkostenabzugs auf CHF 6'700.–	–34	–34	–34	–34	Baisse de revenus liée au relèvement à CHF 6'700 de la déduction des frais de
Höhere Zahlungen aus dem Bundesfinanzausgleich	33	70	70	68	Augmentation des montants versés au titre de la péréquation financière fédérale
Anpassung der Entnahmen aus dem Fonds zur Deckung von Investitionsspitzen	–19	–4	–6	–23	Ajustement prélèvements sur Fonds de couverture des pics d'investissement
Mehrbedarf stationäre Leistungen Akutsomatik	–17	–24	–25	–25	Augmentation des besoins de prestations hospitalières dans le domaine des soins aigus
Mehrbedarf wirtschaftliche Hilfe	–14	–14	–14	–14	Augmentation des besoins dans le domaine de l'aide matérielle
Veränderung gesamtstaatlicher Abschreibungsbedarf	13	17	74	53	Modification besoins d'amortissement cantonaux
Tiefere Ertragsprognosen aus Handänderungssteuern	–10	–5	–5	–5	Correction à la baisse des prévisions concernant les revenus de l'impôt sur les mutations
Minderbedarf Gerichtsbehörden und Staatsanwaltschaft	12	13	14	12	Diminution des besoins pour les autorités judiciaires et le Ministère public (JUS)
Mehrbedarf Kindes- und Erwachsenenschutzbehörden	–10	–10	–10	–10	Augmentation des besoins liés aux APEA
Mindererträge aus der Erhöhung des Drittbetreuungsabzugs auf CHF 8'000.–	–6	–6	–6	–6	Baisse de revenus liée au relèvement à CHF 8'000 de la déduction des frais de garde des enfants par des tiers
Mehrbedarf öffentlicher Verkehr	0	–1	–20	–33	Augmentation des besoins liés aux transports publics
Einführung Lehrplan 21	0	–1	–2	–14	Introduction du «Lehrplan 21»
Lohnmassnahmen 2019 (Leistungsaufstieg von 0,7% und Teuerung von 0,3%)				–36	Mesures salariales 2019 (0,7% pour la progression liée aux performances et 0,3% pour le renchérissement)
Übrige Veränderungen	–18	–11	–29	–15	Autres modifications
Total Veränderungen Laufende Rechnung	**68**	**108**	**134**	**132**	**Total changements compte de fonctionnement**

Allfällige Abweichungen sind durch Rundungen bedingt.

Les différences éventuelles sont dues à la présentation en chiffres ronds.

2.5 Weitere Einflussfaktoren auf die Planung 2016–2019

2.5.1 Personal- und Gehaltspolitik

Die Ausgangslage zur Personal- und Gehaltspolitik für die kommenden Jahre wird durch folgende Rahmenbedingungen geprägt:

- Beim Kantonspersonal wie auch bei den Lehrkräften bestehen im Vergleich zum Konkurrenzumfeld **erhebliche Lohnrückstände**. Diese sind auf die ungenügenden Mittel für den individuellen Gehaltsaufstieg in den letzten rund 15 Jahren zurückzuführen und akzentuieren sich besonders bei den rund 30- bis 45-jährigen Mitarbeitenden.

- Gestützt auf diese Lohnrückstände hat der Grosse Rat im Jahr 2013 mit einer Revision des Gesetzes über die Anstellung der Lehrkräfte (LAG) und des Personalgesetzes (PG) eine **Verbesserung beim jährlichen Gehaltsaufstieg** beschlossen. Es wurde verankert, dass für den individuellen Gehaltsaufstieg genügend Mittel zur Verfügung gestellt werden müssen, so dass das Personal langfristig das Maximum der Gehaltsklasse wieder erreichen kann. Im Sinne dieser Gesetzesänderung hatte der Regierungsrat im letztjährigen Planungsprozess für die Jahre 2015 bis 2018 je 1,5 Prozent für den individuellen Gehaltsaufstieg vorgesehen (wovon 0,8 Prozent aus Rotationsgewinnen finanziert werden und nicht zu einer Erhöhung der Lohnsumme führen). Zusätzlich hatte er je 0,3 Prozent für einen allfälligen Teuerungsausgleich vorgesehen. Davon setzte er schliesslich 0,2 Prozent zur teilweisen Behebung des Lohnrückstandes ein. In der Folge konnte per 1. Januar 2015 ein Gehaltsaufstieg im Umfang von 1,8 Prozent gewährt werden.

- Per 1. Januar 2015 erfolgte bei der Bernischen Pensionskasse und der Bernischen Lehrerversicherungskasse die Umstellung vom Leistungs- auf das Beitragsprimat. Im Beitragsprimat entrichten ältere Mitarbeitende wesentlich höhere Pensionskassenbeiträge als unter dem alten Primat. Weiter muss sich das Personal an der Sanierung der beiden Kassen beteiligen (Finanzierungsbeiträge) Dies hatte zur Folge, dass per 1. Januar 2015 rund 25 bis 30 Prozent des Kantonspersonals und der Lehrkräfte eine **Nettolohneinbusse** verzeichnen musste.

2.5 Autres facteurs influant sur la planification de 2016 à 2019

2.5.1 Politique du personnel et politique salariale

La situation initiale en matière de politique du personnel et de politique salariale pour ces prochaines années s'inscrit dans le cadre suivant:

- Les **salaires** du personnel cantonal comme du corps enseignant présentent des **retards considérables** par rapport à ceux de la concurrence. Ces retards s'expliquent par l'insuffisance des moyens mis à disposition pour la progression de salaire individuelle durant ces quinze dernières années et sont particulièrement marqués chez les agents et agentes âgés d'environ 30 à 45 ans.

- Face à ce retard salarial, le Grand Conseil a arrêté en 2013 une révision de la loi sur le statut du personnel enseignant (LSE) et de la loi sur le personnel (LPers) destinée à **améliorer la progression annuelle des salaires**. Elle prévoit l'obligation de mettre à disposition suffisamment de moyens pour la progression salariale individuelle, de sorte que les agents et agentes puissent à nouveau atteindre à long terme le maximum de leur classe de traitement. Lors du processus de planification de 2014, le Conseil-exécutif a appliqué cette modification légale en prévoyant, pour les exercices 2015 à 2018, 1,5 pour cent de la masse salariale au titre de la progression individuelle des traitements (dont 0,8% financé sur les gains de rotation et n'entraînant pas d'augmentation de la masse salariale). Il a en outre prévu 0,3 pour cent pour une éventuelle compensation du renchérissement, 0,2 pour cent ayant finalement été affecté au rattrapage partiel du retard salarial. Une progression de salaire de 1,8 pour cent a ainsi pu être accordée au 1er janvier 2015.

- Le 1er janvier 2015, la Caisse de pension bernoise et la Caisse d'assurance du corps enseignant bernois sont passées de la primauté des prestations à la primauté des cotisations. Le changement de primauté entraîne pour les agents et agentes les plus âgés une nette hausse des cotisations. Le personnel doit en outre participer à l'assainissement des deux caisses (contributions financières). En conséquence, entre 25 et 30 pour cent des membres du personnel cantonal et du corps enseignant ont enregistré une **baisse du montant de leur salaire net** au 1er janvier 2015.

Mit dem Gehaltsaufstieg 2015 konnten zwar Leistungsträgerinnen und -träger ansprechend honoriert werden. Lohnrückstände gegenüber dem Markt bestehen jedoch nach wie vor in einem erheblichen Ausmass. Zudem mussten mit dem Primatwechsel wie erwähnt etliche Mitarbeitende teilweise erhebliche Nettolohneinbussen hinnehmen.

2.5.1.1 Lohnmassnahmen 2016–2019

Die Lohnmassnahmen 2016–2019 sind im Lichte der vorstehenden Ausführungen zu sehen. Damit der Kanton Bern gegenüber seinen Mitbewerbern nicht weiter an Terrain verliert, sind – im Sinne der LAG-/PG-Revision 2013 – jährlich 1,5 Prozent der Lohnsumme für einen individuellen Gehaltsaufstieg einzusetzen. Im Weiteren müssen Wege gesucht werden, wie die nach wie vor bestehenden Lohnrückstände verkleinert werden können. Hierfür sind zusätzliche Mittel nötig. Das Personalgesetz und das Gesetz über die Anstellung der Lehrkräfte sehen vor, dass der Regierungsrat zur Aufhebung von Lohnrückständen zusätzliche Mittel zur Verfügung stellen kann (Art. 75 Abs. 4 PG bzw. Art. 14 Abs. 5 LAG).

Wie bereits in Kapitel 1.2 dargestellt, war in der bisherigen Planung (Aufgaben-/Finanzplan 2016–2018) für den individuellen Gehaltsaufstieg ein Lohnsummenwachstum von 0,7 Prozent berücksichtigt. Darüber hinaus enthielt das bisherige Zahlenwerk in sämtlichen Jahren Mittel im Umfang von jährlich 0,3 Prozent für den Ausgleich einer allfälligen Teuerung.

Der Regierungsrat hat diese Werte mit Blick auf die Zielsetzungen der LAG-/PG-Revision 2013 auch im diesjährigen Planungsprozess **unverändert im Zahlenwerk belassen**, so dass in der Planperiode 2016–2019 ein jährliches Lohnsummenwachstum von 1,0 Prozent vorgesehen ist. Hinzu kommen jene 0,8 Prozent welche aus Rotationsgewinnen finanziert werden und nicht zu einer Erhöhung des Personalaufwandes führen.

Si la progression de la masse salariale accordée en 2015 a permis de verser les prestations dues aux bénéficiaires, les retards salariaux par rapport à la concurrence demeurent importants. Le changement de primauté s'est en outre traduit, comme indiqué ci-avant, par des pertes de salaire net parfois significatives pour de nombreux collaborateurs et collaboratrices.

2.5.1.1 Mesures salariales 2016–2019

Les mesures salariales 2016 à 2019 doivent être considérées à la lumière des explications ci-dessus. Pour que le canton de Berne cesse de perdre du terrain par rapport à ses concurrents, il est impératif d'allouer chaque année 1,5 pour cent de la masse salariale à la progression individuelle des salaires, au sens de la révision 2013 de la LSE/LPers. Il convient en outre de trouver des solutions pour réduire les écarts salariaux persistants. Des moyens supplémentaires sont indispensables pour ce faire. La loi sur le personnel et la loi sur le statut du personnel enseignant prévoient que le Conseil-exécutif peut réserver des moyens dans le but de combler les retards salariaux (art. 75, al. 4 LPers et art. 14, al. 5 LSE).

Comme exposé au chapitre 1.2, la précédente planification (plan intégré mission-financement 2016 à 2018) tablait sur une croissance de la masse salariale de 0,7 pour cent pour la progression individuelle des salaires. A cela s'ajoutaient chaque année des moyens supplémentaires à hauteur de 0,3 pour cent par an pour compenser un éventuel renchérissement.

Au vu des objectifs fixés par la révision 2013 de la LSE/LPers, le Conseil-exécutif a **conservé ces mêmes valeurs** dans le processus de planification de cette année et inscrit pour la période de planification 2016 à 2019 une croissance annuelle de la masse salariale de 1,0 pour cent. Il prévoit en outre 0,8 pour cent supplémentaire financé par les gains de rotation et donc sans incidence sur les charges de personnel:

in Prozent der Lohnsumme	Voranschlag Budget	Finanzplan Plan financier			en pourcentage de la masse salariale
	2016	**2017**	**2018**	**2019**	
Individueller Gehaltsaufstieg	0.7%	0.7%	0.7%	0.7%	Progression individuelle des salaires
Individueller Gehaltsaufstieg aus Rotationsgewinnen	0.8%	0.8%	0.8%	0.8%	Progression individuelle des salaires sur gains de rotation
Genereller Gehaltsaufstieg	0.3%	0.3%	0.3%	0.3%	Progression générale des salaires
Total Lohnmassnahmen	1.8%	1.8%	1.8%	1.8%	Total mesures salariales

Wie in den vergangenen Jahren wird der Regierungsrat im **Dezember 2015** – nach den Sozialpartnergesprächen sowie in Kenntnis der dannzumaligen Teuerungsprognosen für das Jahr 2015 – definitiv über die Lohnmassnahmen für das Jahr 2016 entscheiden.

2.5.1.2 Verzicht auf neue unbefristete Stellen

Auch im diesjährigen Planungsprozess **verzichtete** der Regierungsrat grundsätzlich auf die Bewilligung **von neuen unbefristeten Stellen**, welche nicht im Rahmen des bisherigen Stellenbestands kompensiert werden konnten. Davon **ausgenommen** hat der Regierungsrat die folgenden Stellenschaffungen, welche mit Mitteln des Bundes und der anderen Kantone (im Sinne einer Drittfinanzierung) finanziert werden können:

- Eine unbefristete Vollzeitstelle bei der Polizei- und Militärdirektion (Staatsschutz/Terrorbekämpfung bei der Kantonspolizei)
- Zwei unbefristete Vollzeitstellen bei der Polizei- und Militärdirektion (Polizist/in Entschärfer gemäss Stützpunktkonzept der Konferenz der Kantonalen Justiz- und Polizeidirektorinnen und -direktoren)

Darüber hinaus nahm der Regierungsrat Kenntnis von der geplanten Schaffung von **15,3 Vollzeitstellen** bei den **Gerichtsbehörden und der Staatsanwaltschaft** sowie der Schaffung von insgesamt **1,45 Vollzeitstellen** bei den **Parlamentsdiensten** (100 Stellenprozente) und der **kantonalen Datenschutzaufsichtsstelle** (45 Stellenprozente).

2.5.2 Planung der Nettoinvestitionen

Angesichts der schwierigen finanzpolitischen Situation und des in den vergangenen Jahren stetig angestiegenen Investitionsbedarfs beschloss der Regierungsrat, im Planungsprozess 2012 (VA 2013 / AFP 2014–2016) eine Plafonierung der ordentlichen Nettoinvestitionen auf CHF 500 Millionen pro Jahr vorzunehmen.

Comme les années précédentes, le Conseil-exécutif rendra sa décision définitive sur les mesures salariales pour 2016 en **décembre 2015**, à l'issue de ses discussions avec les partenaires sociaux et après avoir pris connaissance des prévisions de renchérissement pour 2015.

2.5.1.2 Renoncement à créer de nouveaux postes à durée indéterminée

Cette année encore, le Conseil-exécutif **a renoncé** dans le cadre du processus de planification à autoriser la création de **nouveaux postes à durée indéterminée** ne pouvant être compensés dans le cadre de l'état des postes existant, **à l'exception** des postes suivants, qui peuvent être financés par les ressources de la Confédération et des autres cantons (au sens d'un financement de tiers):

- 1 poste à plein temps et à durée indéterminée à la Direction de la police et des affaires militaires (protection de l'Etat/lutte contre le terrorisme au sein de la police cantonale)
- 2 postes à plein temps et à durée indéterminée à la Direction de la police et des affaires militaires (spécialiste en déminage selon le concept de points d'appui de la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police)

Le Conseil-exécutif a en outre noté qu'il est prévu de créer **15,3 postes à plein temps** pour ce qui est des **autorités judiciaires et du Ministère public** et **1,45 poste à plein temps** au sein des **Services parlementaires** (pourcentage de poste: 100%) et du **Bureau cantonal pour la surveillance de la protection des données** (pourcentage de poste: 45%).

2.5.2 Planification de l'investissement net

Au vu des difficultés financières et de la croissance ininterrompue des besoins d'investissement observée depuis plusieurs années, le Conseil-exécutif avait décidé lors du processus de planification de 2012 (budget 2013/PIMF 2014–2016) de plafonner l'investissement net ordinaire à CHF 500 millions par an.

Durch die **Plafonierung der ordentlichen Nettoinvestitionen** mussten die Sachplanungen in den einzelnen Politikbereichen in den letzten Jahren teilweise reduziert werden. Dies hatte entsprechende Projektanpassungen, Projektverschiebungen und Projektverzichte zur Folge. Mit der Plafonierung der ordentlichen Nettoinvestitionen wurden die Investitionsplanungen der Direktionen, der Staatskanzlei und der Justiz auf eine grundlegend neue Basis gestellt. Konkret erhalten die Direktionen und die Staatskanzlei vom Regierungsrat innerhalb des Plafonds jeweils Investitionsanteile zur Verfügung gestellt, innerhalb welcher sie ihre Investitionsvorhaben priorisieren müssen.

Suite à ce **plafonnement de l'investissement net ordinaire**, il a parfois fallu réduire les planifications sectorielles dans les différents domaines politiques ces dernières années, ce qui a nécessité d'adapter, de reporter et d'annuler des projets. Ce plafonnement de l'investissement net ordinaire a fondamentalement modifié la base sur laquelle les Directions, la Chancellerie d'Etat et la Justice planifient leurs investissements. Concrètement, le Conseil-exécutif met à la disposition de chacune des Directions et de la Chancellerie d'Etat, dans la limite du plafond, une part d'investissement au sein de laquelle elles doivent hiérarchiser les priorités de leurs projets d'investissement.

Zu zusätzlichen Anpassungen in der Investitionsplanung führten zudem die durch den Grossen Rat in den **Voranschlägen 2012**, **2013** und **2014** beschlossenen **Kürzungen** der Nettoinvestitionen im Umfang von CHF 30 Millionen (2012, 2014) und CHF 50 Millionen (2013) sowie die durch den Regierungsrat gegenüber dem avisierten Plafond von CHF 500 Millionen aus finanzpolitischen Gründen im Voranschlag 2015 beschlossene Investitionskürzung in der Höhe von CHF 17 Millionen. Die ursprünglich angestrebte Plafondhöhe von CHF 500 Millionen konnte somit seit ihrer erstmaligen Einführung im Voranschlag 2013 gar nie erreicht werden.

Le Grand Conseil a arrêté dans les **budgets de 2012, 2013 et 2014** des coupes de l'investissement net, à hauteur de CHF 30 millions (en 2012 et en 2014) et de CHF 50 millions (en 2013), qui ont entraîné des adaptations supplémentaires dans la planification des investissements de même que la réduction de CHF 17 millions des investissements au budget 2015, par rapport au plafond de 500 millions de francs prévu, que le Conseil-exécutif a décidée pour des raisons de politique financière. Ainsi le plafond de CHF 500 millions fixé initialement n'a-t-il encore jamais pu être respecté depuis sa mise en place au budget 2013.

Gleichzeitig fanden in den vergangenen Jahren auch verschiedene **Verschiebungen von der Investitionsrechnung in die Laufende Rechnung** statt (z.B. Einführung der Pflegefinanzierung, Übergang der Hochschulen inS Beitragssystem, Bahninfrastrukturfinanzierung durch FABI). Es handelt sich dabei um Effekte, wie sie teilweise auch in anderen Kantonen stattfanden.

Ces dernières années, divers **reports du compte des investissements au compte de fonctionnement** ont en outre été effectués (p. ex. nouveau régime de financement des soins, transfert des hautes écoles dans le système de subventionnement, financement de l'infrastructure ferroviaire par FAIF), des effets qui ont parfois aussi été enregistrés dans d'autres cantons.

Aufgrund dieser Verschiebungen überwies der Grosse Rat in der **Novembersession 2014** eine **Finanzmotion** der Finanzkommission (201-2014), wonach die ordentlichen Nettoinvestitionen im Hinblick auf die Erarbeitung des **Voranschlags 2016 von CHF 500 Millionen auf CHF 440 Millionen** Franken pro Jahr zu **kürzen** seien. In seiner Vorstossantwort wies der Regierungsrat darauf hin, dass er erst im Verlauf des Planungsprozesses 2015 – gestützt auf die Aktualisierung der Sachplanungen der einzelnen Direktionen sowie das aktuelle finanz- und wirtschaftspolitische Umfeld – über die Höhe der Nettoinvestitionen für das Voranschlagsjahr 2016 und die Folgejahre entscheiden werde.

Du fait de ces reports, le Grand Conseil a adopté pendant la **session de novembre 2014** une **motion financière** de la Commission des finances (201-2014) exigeant, dans la perspective de l'élaboration du **budget 2016**, que le plafond de l'investissement net ordinaire soit **abaissé de CHF 500 millions à CHF 440 millions** par an. Dans sa réponse à cette intervention, le Conseil-exécutif a indiqué qu'il arrêterait le montant de l'investissement net pour l'exercice budgétaire 2016 et les années suivantes au cours du processus de planification 2015, en tenant compte de l'actualisation des planifications sectorielles des différentes Directions et du contexte de politique économique et financière.

Wie bereits einleitend dargestellt, mussten wegen der angespannten finanziellen Situation die ordentlichen Nettoinvestitionen in den letzten Jahren plafoniert und reduziert werden. Aus diesem Grund besteht heute in einzelnen Bereichen ein **ausgewiesener Investitionsnachholbedarf**. So liegt beispielsweise sowohl im Bereich der Liegenschaften als auch bei den Kantonsstrassen der Zustand der heutigen Infrastrukturen unter dem von Fachleuten anerkannten und empfohlenen Niveau. Es besteht daher grundsätzlich ein Handlungs- und Aufholbedarf, dem mit einer erheblichen Reduktion des Investitionsplafonds nicht Rechnung getragen werden kann.

Der Investitionsnachholbedarf betrifft beispielsweise die Substanzerhaltung bei den Gebäuden des Kantons, in welche in den letzten Jahren wie auch in andere Bereiche zu wenig investiert werden konnte. Mit weiteren Kürzungen der Investitionen wären auch in den folgenden Jahren für die Gebäude zu wenig Investitionsmittel verfügbar, was zu einer Verschlechterung der Gebäudezustandswerte führen wird. Versäumte Substanzerhaltungsmassnahmen müssen später mit teureren Instandsetzungen korrigiert werden.

Nach Meinung des Regierungsrates gilt es überdies zu beachten, dass der Kanton in den nächsten Jahren über ein ausreichend hohes Investitionsvolumen verfügen muss, um **wichtige Zukunftsprojekte** realisieren zu können. Dazu zählen beispielsweise der Bau des Campus Technik in Biel, Neubauten der Universität, das Projekt «Zukunft Bahnhof Bern» sowie dringend notwendige Verkehrssanierungen für die Regionen Burgdorf – Oberburg – Hasle und Aarwangen – Langenthal. Solche Projekte sind wichtig für die volkswirtschaftliche Entwicklung des Kantons und zur Verbesserung im Standortwettbewerb mit anderen Kantonen.

Angesichts der zahlreichen Grossprojekte und des teilweise aufgeschobenen Unterhalts bleiben der **Investitionsbedarf** und die hierfür benötigten finanziellen Mittel trotz der Mittelverschiebungen von der Investitionsrechnung in die Laufende Rechnung **weiterhin hoch**. Der Regierungsrat hat deshalb mit Blick auf die aktualisierten Sachplanungen und im Sinne eines politischen Kompromisses entschieden, die ordentlichen Nettoinvestitionen auf einem Niveau von jährlich **CHF 470 Millionen** zu plafonieren und entsprechend im Zahlenwerk zu berücksichtigen.

Der Regierungsrat wird auch in Zukunft bei den Investitionen eine **strenge Prioritätensetzung** vornehmen. Konkret wird er nur Investitionsvorhaben vorantreiben, bei denen der volkswirtschaftliche Nutzen die Kosten deutlich übersteigt und bei denen Wichtigkeit und Dringlichkeit gegeben sind. Ein besonderes Augenmerk wird er dabei auch den betrieblichen Folgekosten schenken.

Comme indiqué en introduction, la situation financière tendue a contraint les autorités à plafonner et à réduire l'investissement ces dernières années. Il existe donc aujourd'hui des **besoins de rattrapage attestés** dans certains domaines. Dans les secteurs de l'immobilier et des routes cantonales, par exemple, l'état actuel des infrastructures est inférieur au niveau reconnu et recommandé par les spécialistes. Une réduction substantielle du plafond des investissements ne permet pas de répondre à la nécessité fondamentale de prendre des mesures et de rattraper le retard accumulé.

Ce retard concerne par exemple le maintien de la substance des bâtiments du canton, dans lequel on n'a pas assez investi ces dernières années – comme dans d'autres domaines d'ailleurs. De nouvelles coupes dans l'investissement impliqueraient que les ressources resteraient insuffisantes ces prochaines années pour entretenir les bâtiments, ce qui entraînerait une détérioration de leur valeur. Et pour avoir négligé de maintenir la substance, il faudrait plus tard investir dans de coûteuses remises en état.

Le Conseil-exécutif estime que ces prochaines années, le canton devra disposer de suffisamment de ressources pour pouvoir investir dans d'**importants projets** d'avenir, comme par exemple la construction du campus de la Haute école spécialisée à Bienne et des nouveaux bâtiments de l'Université, le projet «Avenir de la gare de Berne» ainsi que des réaménagements urgents du réseau routier dans les régions de Berthoud – Oberburg – Hasle et d'Aarwangen – Langenthal. De tels projets sont importants à la fois pour le développement économique du canton et pour le renforcement de sa compétitivité par rapport aux autres cantons.

Vu le nombre de projets d'envergure et les reports de travaux d'entretien, les **besoins d'investissement**, de même que le montant des ressources nécessaires à leur financement, **restent élevés**, et ce malgré les transferts de ressources du compte des investissements au compte de fonctionnement. Aussi le Conseil-exécutif a-t-il décidé, en tenant compte des plans sectoriels actualisés et au sens d'un compromis politique, de plafonner l'investissement net ordinaire à un niveau **CHF 470 millions** par an et d'intégrer cette limitation dans les chiffres.

Le Conseil-exécutif continuera à l'avenir de procéder à une **définition rigoureuse des priorités** dans le domaine des investissements. Concrètement, il n'adoptera donc que des projets d'investissement dont l'utilité pour l'économie publique est nettement supérieure aux coûts et dont l'importance et l'urgence sont avérées. Les frais d'exploitation induits feront en outre l'objet d'une attention particulière.

Wie in den vergangenen Jahren stand es den Direktionen und der Staatskanzlei im Rahmen des Planungsprozesses 2015 wiederum frei, einen **Sachplanungsüberhang** – beispielsweise aufgrund von zu erwartenden witterungsbedingten Projektverzögerungen, Einsprachen gegen Bauvorhaben usw. – in ihrer Investitionsplanung zu berücksichtigen. Allerdings durfte der Sachplanungsüberhang im Voranschlagsjahr 2016 den Wert von 20 Prozent nicht überschreiten.

Comme les années précédentes, les Directions et la Chancellerie d'Etat étaient libres de prévoir, dans le cadre du processus de planification de 2015, un **supplément de planification sectorielle** dans la planification de leurs investissements, par exemple parce qu'elles prévoyaient des retards de projet dus aux intempéries, des oppositions contre certains projets de construction, etc. Ce supplément de planification sectorielle ne devait toutefois pas excéder 20 pour cent pour l'exercice budgétaire 2016.

In Bezug auf die Plafonierung der Nettoinvestitionen ist zwischen den «ordentlichen» und aus Spezialfinanzierungen (ohne Fonds zur Deckung von Investitionsspitzen) finanzierten Nettoinvestitionen zu unterscheiden. Während eine Kürzung der ordentlich finanzierten Nettoinvestitionen unmittelbar zu einer Haushaltsverbesserung in Bezug auf den Finanzierungssaldo führt, hat eine Veränderung der aus einer Spezialfinanzierung (z.B. Spitalinvestitionsfonds) finanzierten Nettoinvestitionen keinen Einfluss auf den Saldo der Laufenden Rechnung und den Finanzierungssaldo. In Bezug auf den Plafonierungsgedanken sind deshalb nur die ordentlichen Nettoinvestitionen massgeblich.

Pour le plafonnement de l'investissement net, il faut différencier l'investissement net «ordinaire» et celui qui est financé par des financements spéciaux (à l'exclusion du Fonds de couverture des pics d'investissement). En effet, alors qu'une coupe dans l'investissement net ordinaire se traduit immédiatement par une amélioration budgétaire du solde de financement, une modification de l'investissement net financé par un financement spécial (p.ex. Fonds d'investissements hospitaliers) n'a aucune influence sur le solde du compte de fonctionnement ni sur le solde de financement. Ainsi seul l'investissement net ordinaire est-il déterminant pour les réflexions présidant au plafonnement.

Bei den **ordentlichen Nettoinvestitionen** (Nettoinvestitionen ohne Spezialfinanzierungen) beschloss der Regierungsrat – wie vorstehend erwähnt – in sämtlichen Jahren ein Kürzung der bisherigen Plafondwerte um jährlich CHF 30 Millionen:

S'agissant de l'**investissement net ordinaire** (c.-à-d. investissement net sans les financements spéciaux), le Conseil-exécutif a décidé, comme exposé ci-dessus, d'abaisser le plafond des anciennes planifications de CHF 30 millions par an:

in Millionen CHF	Voranschlag Budget	Finanzplan Plan financier			en millions CHF
	2016	**2017**	**2018**	**2019**	
Bisherige Planung Nettoinvestitionen (ohne Spezialfinanzierungen)	500	500	500	500	Ancienne planification investissement net (sans financements spéciaux)
Aktualisierte Planung Nettoinvestitionen (ohne Spezialfinanzierungen)	470	470	470	470	Planification investissement net actualisée (sans financements spéciaux)
Veränderung gegenüber bisheriger Planung (Nettoinvestitionen ohne Spezialfinanzierungen)	–30	–30	–30	–30	Changement par rapport à ancienne planification (investissement net sans financements spéciaux)

Ein kleiner Teil der vorstehend aufgeführten ordentlichen Nettoinvestitionen wird – wie in Kapitel 2.4.6 dargestellt – mit Mitteln aus dem Fonds zur Deckung von Investitionsspitzen finanziert.

Une petite partie de l'investissement net ordinaire présenté ci-dessus sera en outre financée, comme exposé au chapitre 2.4.6, par des moyens prélevés sur le Fonds de couverture des pics d'investissement.

Bei den aus **Spezialfinanzierungen finanzierten Nettoinvestitionen** sind gegenüber der bisherigen Planung die folgenden Veränderungen festzustellen:

En ce qui concerne l'**investissement net financé par des financements spéciaux**, l'évolution par rapport à la précédente planification est la suivante:

in Millionen CHF	Voranschlag Budget	Finanzplan Plan financier			en millions CHF
	2016	**2017**	**2018**	**2019**	
Bisherige Planung Nettoinvestitionen (nur Spezialfinanzierungen)	106	62	50	50	Ancienne planification investissement net (seulement financements spéciaux)
Aktualisierte Planung Nettoinvestitionen (nur Spezialfinanzierungen)	89	66	45	52	Planification investissement net actualisée (seulement financements spéciaux)
Veränderung gegenüber bisheriger Planung Nettoinvestitionen (nur Spezialfinanzierungen)	–17	3	–6	1	Changement par rapport à ancienne planification investissement net (seulement financements spéciaux)

Die Veränderung im Voranschlagsjahr 2017 um CHF 17 Millionen ist auf tiefere Entnahmen aus dem Fonds für Spitalinvestitionen (SIF) zurückzuführen.

Insgesamt belaufen sich die Veränderungen der ordentlichen Nettoinvestitionen inkl. Spezialfinanzierungen gegenüber der bisherigen Planung auf zwischen CHF 27 Millionen (2017) und CHF 47 Millionen (2016).

Le changement de CHF 17 millions figurant dans l'exercice budgétaire 2016 s'explique par une baisse des prélèvements sur le Fonds d'investissements hospitaliers (FIH).

Au total, les variations de l'investissement net ordinaire (financements spéciaux inclus) par rapport à la planification de 2014 vont de CHF 27 million (en 2017) à CHF 47 millions (en 2016).

in Millionen CHF	Voranschlag Budget	Finanzplan Plan financier			en millions CHF
	2016	**2017**	**2018**	**2019**	
Bisherige Planung Nettoinvestitionen (mit Spezialfinanzierungen)	606	562	550	550	Ancienne planification investissement net (avec financements spéciaux)
Aktualisierte Planung Nettoinvestitionen (mit Spezialfinanzierungen)	559	536	515	522	Planification investissement net actualisée (avec financements spéciaux)
Veränderung gegenüber bisheriger Planung Nettoinvestitionen (mit Spezialfinanzierungen)	–47	–27	–36	–29	Changement par rapport à ancienne planification investissement net (avec financements spéciaux)

Weitere Informationen zu den Nettoinvestitionen sind im Kapitel 4 «Der Voranschlag und der Aufgaben-/Finanzplan im Einzelnen» enthalten.

Le chapitre 4 «Le budget et le plan intégré mission-financement en détail» fournit des informations complémentaires sur l'investissement net.

2.5.3 Budgetierung der Gewinnausschüttungen der Schweizerischen Nationalbank

Bis zum Jahr 2011 waren die Gewinnausschüttungen der Schweizerischen Nationalbank (SNB) für Bund und Kantone eine stabile Einnahmequelle. Der Kanton Bern erhielt aus der Gewinnausschüttung bis 2011 jährlich rund CHF 220 Millionen. Mit der aktuellen Gewinnausschüttungsvereinbarung für die Geschäftsjahre 2011 bis 2015 der SNB wurde die an den Bund und die Kantone zu verteilende Gewinnausschüttungssumme von CHF 2,5 Milliarden auf CHF 1 Milliarde reduziert. Der **Anteil** des **Kantons Bern** verringerte sich damit auf **rund CHF 80 Millionen jährlich**.

2.5.3 Budgétisation de la distribution du bénéfice de la Banque nationale suisse

Jusqu'en 2011, la distribution des bénéfices de la Banque nationale suisse (BNS) constituait pour la Confédération et les cantons une source de revenus stable. Le canton de Berne a ainsi reçu environ CHF 220 millions par an à ce titre jusqu'en 2011. En vertu de la convention concernant la distribution du bénéfice conclue par la BNS pour les exercices 2011 à 2015, le montant du bénéfice à distribuer a été abaissé de CHF 2,5 milliards à CHF 1 milliard. La **part** du **canton de Berne** a été réduite en conséquence à **quelque CHF 80 millions par an**.

Seit Ausbruch der Eurokrise unterliegen die Jahresergebnisse der **SNB sehr starken Schwankungen**. Erstmals in überblickbarer Zeit konnte die SNB für das Geschäftsjahr 2013 aufgrund des negativen Jahresergebnisses keine Ausschüttung vornehmen. Demgegenüber erzielte die SNB im Geschäftsjahr 2014 einen Rekordgewinn von 38 Milliarden Franken. Aufgrund dieses Ergebnisses erhalten die Kantone für das Jahr 2014 eine doppelte Gewinnausschüttung. Der Kanton Bern erhält deshalb im Jahr 2015 eine Gewinnausschüttung von rund CHF 160 Millionen.

Depuis que la crise de l'euro a éclaté, les résultats annuels de la BNS sont sujets à de **très fortes fluctuations**. Pour la première fois depuis bien longtemps, la BNS a essuyé en 2013 des pertes qui l'ont empêchée de redistribuer des bénéfices. En 2014, en revanche, la BNS a enregistré un bénéfice record de CHF 38 milliards. Grâce à ce résultat, les cantons ont reçu une double part sur la distribution du bénéfice pour l'exercice 2014. Le canton de Berne s'est ainsi vu verser en 2015 des bénéfices à hauteur de CHF 160 millions.

Angesichts dieser Schwankungen überwies der Grosse Rat in der Novembersession 2014 mit 101 zu 48 Stimmen die **Finanzmotion 126-2014** BDP (Feller, Münsingen) «Keine Budgetierung der SNB-Gewinne für die Voranschläge 2015 und 2016». Mit der Finanzmotion wurde der Regierungsrat beauftragt, in den Jahren 2015 und 2016 auf die Budgetierung der Einnahmen aus den Gewinnausschüttungen der SNB zu verzichten.

Au vu de ces fluctuations, le Grand Conseil a adopté à 101 voix contre 48, durant la session de novembre 2014, la **motion financière 126-2014** PBD (Feller, Münsingen) «Budget 2015 et 2016: ne pas tenir compte des bénéfices de la BNS», qui chargeait le Conseil-exécutif de ne pas inscrire de bénéfices de la BNS au budget des exercices 2015 et 2016.

Der Regierungsrat hat sich zu Beginn des diesjährigen Planungsprozesses intensiv mit der Frage der Budgetierung der Gewinnausschüttungen der SNB auseinandergesetzt. Angesichts der wirtschaftlichen und geopolitischen Rahmenbedingungen wird sich seiner Meinung nach an der instabilen Situation in den kommenden Jahren nichts ändern. Mit Blick auf eine verlässliche und nachhaltige Finanzpolitik ist diese Situation allerdings **unbefriedigend**. Der Regierungsrat strebt in Bezug auf die Budgetierung der Gewinnausschüttungen zudem eine Lösung an, welche über den Voranschlag 2016 hinausgeht.

Le Conseil-exécutif s'est penché en détail sur la question de la budgétisation des bénéfices de la BNS au début du processus de planification de cette année. Compte tenu du contexte économique et géopolitique ambiant, il est d'avis que la situation demeurera instable ces prochaines années. Dans la perspective d'une politique financière fiable et durable, ce constat est toutefois **insatisfaisant**. S'agissant de la budgétisation de la distribution du bénéfice, le Conseil-exécutif s'efforce en outre de trouver une solution qui soit applicable au-delà du budget 2016.

Die Kantone haben gegenüber dem Bund und der SNB verschiedentlich auf eine Verstetigungslösung gedrängt. Aufgrund der rechtlichen Rahmenbedingungen scheint eine nationale Lösung jedoch auch in Zukunft wenig wahrscheinlich. Die Konferenz der Finanzdirektorinnen und Finanzdirektoren (FDK) hat deshalb den Kantonen empfohlen, nach eigenen Lösungen zu suchen.

Les cantons ont insisté à plusieurs reprises auprès de la Confédération et de la BNS pour qu'elles proposent un système de régularisation. Au vu de la législation en vigueur, il est toutefois peu probable qu'une solution nationale voit le jour. Aussi la Conférence des directeurs cantonaux des finances (CDF) a-t-elle conseillé aux cantons de trouver leurs propres solutions.

Angesichts dieser Ausgangslage hat der Regierungsrat im Frühjahr 2015 eine Gesetzesvorlage erarbeitet, welche die **Schaffung eines Fonds zur Verstetigung der Einnahmen aus den Gewinnausschüttungen** der SNB vorsieht. Die erstmalige Fondseinlage soll im Rahmen des Rechnungsabschlusses 2015 erfolgen. Als **Grundstock** soll der gesamte Anteil des Kantons Bern von rund **CHF 160 Millionen** an der Gewinnausschüttung der SNB für das Geschäftsjahr 2014 in den Fonds eingelegt werden.

Dans ce contexte, le Conseil-exécutif a élaboré début 2015 un projet de loi qui prévoit la création d'un **Fonds visant à régulariser les recettes des distributions du bénéfice** de la BNS. Le premier versement à ce Fonds doit intervenir dans le cadre de la clôture des comptes de 2015. A titre de **stock initial**, les quelque **CHF 160 millions** représentant la totalité de la part du canton de Berne à la distribution du bénéfice de la BNS pour l'exercice 2014 vont être versés dans le Fonds.

Der **Grosse Rat** wird die Gesetzesvorlage zusammen mit dem Voranschlag 2016 und Aufgaben-/Finanzplan 2017-2019 in der **Novembersession 2015** beraten. Konkret führt die in Aussicht genommene Schaffung eines Fonds zu **höherer Planungssicherheit** und ermöglicht die **jährlich wiederkehrende Budgetierung der Gewinnausschüttungen** der SNB im Umfang von rund CHF 80 Millionen. Im Budgetvollzug wird die budgetierte Ertragsposition anschliessend entweder durch eine ordentliche Gewinnausschüttung oder durch eine Entnahme aus dem Gewinnausschüttungsfonds realisiert. Dank diesem **Mechanismus** können die Einnahmen nachhaltig verstetigt werden.

Gleichzeitig können durch die Fondslösung in den nächsten Jahren wiederkehrende politische Diskussionen darüber vermieden werden, ob und in welcher Höhe die Gewinnausschüttungen der SNB im Kanton Bern zu budgetieren sind. Sollte die Gewinnausschüttung für ein oder mehrere Jahre ausbleiben, kann durch den Fonds überdies die Gefahr verringert werden, dass der Kanton allenfalls kurzfristig Entlastungsmassnahmen für den Budgetvollzug vorsehen muss. Gleiches gilt für die Erarbeitung des Voranschlags: Ein im Verlauf der Planungsarbeiten zu treffender Entscheid, auf die Budgetierung der Gewinnausschüttungen zu verzichten, kann zu kurzfristig zu erarbeitenden Entlastungsmassnahmen führen. Mit der durch die Fondslösung erzielten Verstetigung der Gewinnausschüttungen können die finanzpolitischen Risiken sowohl in Bezug auf die Budgetierungsarbeiten wie auch auf den Budgetvollzug vermieden werden. Gleichzeitig muss nicht auf die Budgetierung einer für den Finanzhaushalt des Kantons Bern wichtigen Einnahmenposition verzichtet werden. Mit der Verstetigung der Gewinnausschüttungen der SNB in der Finanzplanung erhöhen sich somit auch die Chancen, dass der Kanton Bern **finanziellen Handlungsspielraum** behält, um beispielsweise nachhaltig finanzierte Steuerentlastungen bei den juristischen Personen im Rahmen der Steuerstrategie bzw. der Unternehmenssteuerreform III umsetzen zu können.

Gestützt auf die vorstehenden Ausführungen sind im Zahlenwerk des **Voranschlags 2016** und **Aufgaben-/Finanzplans 2017–2019** die Einnahmen aus den **Gewinnausschüttungen** der SNB im Umfang von jährlich rund CHF 80 Millionen weiterhin **enthalten**. Dies bedeutet gleichzeitig auch, dass der Regierungsrat in Bezug auf das Voranschlagsjahr 2016 auf die Umsetzung der Finanzmotion 126-2014 BDP (Feller, Münsingen) «Keine Budgetierung der SNB-Gewinne für die Voranschläge 2015 und 2016» verzichtet.

Le **Grand Conseil** examinera le projet de loi en même temps que le budget 2016 et le plan intégré mission-financement 2017 à 2019 pendant la **session de novembre 2015**. Concrètement, l'idée de créer un fonds offre une **sécurité de planification accrue** et permet de **budgéter chaque année** quelque CHF 80 millions au titre des **distributions du bénéfice** de la BNS. Lors de l'exécution du budget, le poste de revenus budgété sera ensuite réalisé soit par un versement ordinaire du bénéfice, soit par un prélèvement sur le Fonds de distribution du bénéfice. Grâce à ce **mécanisme**, les recettes pourront être régularisées à long terme.

Dans le même temps, la solution du fonds permet d'éviter que l'on assiste ces prochaines années à un débat politique récurrent sur la question de savoir s'il faut inscrire la distribution du bénéfice de la BNS dans le budget du canton de Berne et, le cas échéant, quel montant budgéter. Si aucun bénéfice n'est versé durant une année ou plus, le fonds réduira le risque que le canton doive prévoir à court terme des mesures d'allégement pour l'exécution du budget. Il en va de même pour l'élaboration du budget: décider pendant les travaux de planification de renoncer à budgéter la distribution du bénéfice peut impliquer d'élaborer à court terme des mesures d'allégement. La régularisation de la distribution du bénéfice introduite par la création du fonds permet ainsi, d'une part, de minimiser les risques de politique financière tant dans l'optique des travaux de budgétisation que de l'exécution du budget et, d'autre part, de ne pas renoncer à budgéter un poste de revenus important pour les finances du canton de Berne. En régularisant la distribution du bénéfice de la BNS dans la planification financière, le canton de Berne augmente donc aussi ses chances de conserver une certaine **marge de manœuvre financière** pour pouvoir par exemple financer à long terme la mise en œuvre d'allégements fiscaux accordés aux personnes morales dans le cadre de la stratégie fiscale, respectivement de la troisième réforme de l'imposition des entreprises.

Pour les motifs exposés ci-avant, les recettes de la **distribution des bénéfices** de la BNS demeurent **inscrites** à hauteur de quelque CHF 80 millions par an dans les chiffres du **budget 2016** et du **plan intégré mission-financement 2017 à 2019**. Cela signifie également que le Conseil-exécutif renonce à appliquer la motion financière 126-2014 PBD (Feller, Münsingen) «Budget 2015 et 2016: ne pas tenir compte des bénéfices de la BNS» pour l'exercice budgétaire 2016.

2.5.4 Planung der Gerichtsbehörden und der Staatsanwaltschaft (JUS)

Gemäss Art. 11, Ziffer 5 des Gesetzes über die Organisation der Gerichtsbehörden und der Staatsanwaltschaft (GSOG; BSG 161.1) übernimmt der Regierungsrat den durch die Justizleitung erarbeiteten Voranschlag und Aufgaben-/Finanzplan unverändert in den Voranschlag und Aufgaben-/Finanzplan des Kantons und nimmt dazu Stellung.

In Bezug auf die diesjährige Planung der JUS stellt der Regierungsrat fest, dass diese gegenüber dem bisherigen Aufgaben-/Finanzplan 2016–2018 **Haushaltsverbesserungen** zwischen CHF 27 Millionen (2016) und CHF 29 Millionen (2018) ausweist. Dieses Ergebnis ist insbesondere auf den Wegfall der internen Verrechnungen mit der Polizei- und Militärdirektion zurückzuführen (rund CHF 18 Mio. / Jahr). Darüber hinaus sind aber auch bedeutende Haushaltsverbesserungen durch Reduktionen beim Sachaufwand (rund CHF 5 Mio. bis CHF 7 Mio. / Jahr) sowie höheren Entgelten (rund CHF 7,5 Mio. / Jahr) gegenüber den bisherigen Planwerten feststellbar.

Auf der anderen Seite nimmt der Regierungsrat Kenntnis vom Anstieg des Personalaufwandes, welcher insbesondere auf die **Schaffung von 15,3 neuen und unbefristeten Vollzeitstellen** zurückzuführen ist. Der Regierungsrat stellt in diesem Zusammenhang fest, dass der geplante Stellenausbau im Widerspruch zu dem durch ihn im diesjährigen Planungsprozess wiederum beschlossenen Verzicht auf die Schaffung von neuen, unbefristeten Stellen steht.

Die Justizleitung nahm im vergangenen Herbst in Aussicht, im Frühjahr 2015 gestützt auf das Rechnungsergebnis 2014 sowie die Rechnungswerte der drei vorangegangenen Jahre eine Analyse des Finanzhaushaltes der Gerichtsbehörden und der Staatsanwaltschaft durchzuführen. Deren Erkenntnisse wollte die Justizleitung anschliessend im Rahmen der Erarbeitung des Voranschlags 2016 und Aufgaben-/Finanzplans 2017–2019 planerisch berücksichtigen.

Die vorliegenden Haushaltsverbesserungen sind Ausfluss dieser Analyse. Für den Regierungsrat sind die nun **deutlich tieferen Planwerte** gestützt auf die Rechnungsergebnisse der vorangegangenen Jahre sowie den Wegfall der internen Verrechnungen mit der Polizei- und Militärdirektion nachvollziehbar. Der Regierungsrat begrüsst die vorgenommene Aktualisierung und dankt der Justizleitung für ihre Bereitschaft, mit der Überarbeitung der bisherigen Planwerte und den damit verbundenen Haushaltsverbesserungen ebenfalls zur Stabilisierung des bernischen Finanzhaushaltes beizutragen.

2.5.4 Planification des autorités judiciaires et du Ministère public (JUS)

En vertu de l'article 11, alinéa 5 de la loi sur l'organisation des autorités judiciaires et du Ministère public (LOJM; RSB 161.1), le Conseil-exécutif reprend le budget et le plan intégré mission-financement élaborés par la Direction de la magistrature, les insère sans modification dans le budget et dans le plan intégré mission-financement du canton, et prend position à leur sujet.

Le Conseil-exécutif constate que, par rapport au plan intégré mission-financement 2016 à 2018, la planification de cette année des autorités judiciaires et de la Direction de la magistrature affiche des **améliorations budgétaires** allant de CHF 27 millions (en 2016) à CHF 29 millions (en 2018). Si ce résultat s'explique principalement par la suppression des imputations internes avec la Direction de la police et des affaires militaires (quelque CHF 18 mio par an), il convient aussi de relever les améliorations budgétaires significatives provenant des réductions des charges de biens, services et marchandises (environ CHF 5 mio à CHF 7 mio par an) et des hausses des contributions (environ CHF 7,5 mio par an).

Le Conseil-exécutif note par contre un accroissement des frais de personnel, résultant notamment de la création de **15,3 nouveaux postes à plein temps et à durée indéterminée**. Le Conseil-exécutif souligne à cet égard que l'augmentation des effectifs prévue est en contradiction avec le renoncement à créer de nouveaux postes à durée indéterminée qu'il a de nouveau arrêté dans le cadre du processus de planification de cette année.

L'automne dernier, la Direction de la magistrature avait prévu de s'appuyer sur le résultat des comptes de 2014 et sur les valeurs des comptes des trois exercices précédents pour effectuer une analyse des finances des autorités judiciaires et du Ministère public. Les résultats obtenus devaient ensuite être pris en compte à titre prévisionnel dans l'élaboration du budget 2016 et du plan intégré mission-financement 2017 à 2019.

Les présentes améliorations budgétaires sont le fruit de cette analyse. Pour le Conseil-exécutif, les **valeurs nettement inférieures inscrites dans la planification** sur la base des résultats des comptes des années précédentes et la suppression des imputations internes avec la Direction de la police et des affaires militaires sont cohérents. Le Conseil-exécutif salue l'actualisation réalisée et remercie la Direction de la magistrature de s'être montrée disposée, par le biais de sa révision des chiffres de la précédente planification et des améliorations budgétaires qui en ont découlé, à contribuer elle aussi à la stabilisation des finances bernoises.

2.5.5 Korrekturfaktor zur Erhöhung der gesamtstaatlichen Budgetgenauigkeit

Im Voranschlag 2016 und im Aufgaben-/Finanzplan 2017–2019 ist ein **Korrekturfaktor** zur Erhöhung der gesamtstaatlichen Budgetgenauigkeit enthalten. Der «gesamtstaatliche Korrekturfaktor» ist eine **Massnahme zur Erhöhung der Budgetgenauigkeit** und bezweckt weder einen Aufgaben- noch einen Stellenabbau.

Aufgrund der Budgetunterschreitungen in den vergangenen Jahren beschloss der Regierungsrat im Planungsprozess 2010, im Zahlenwerk 2011 bis 2014 erstmals einen Korrekturfaktor zur Erhöhung der gesamtstaatlichen Budgetgenauigkeit im Umfang von **CHF 136 Millionen** einzubauen.

Der Korrekturfaktor hat sich auch im Voranschlag 2014 bzw. beim Rechnungsabschluss 2014 grundsätzlich bewährt. Werden die Budgetabweichungen bei den nicht direkt mit der Aufgabenerfüllung zusammenhängenden Haushaltspositionen ausgeblendet (u.a. Passivzinsen, Abschreibungen, Steuererträge, Vermögenserträge usw.), so sind bei den restlichen Positionen Budgetüberschreitungen von CHF 21 Millionen festzustellen. Mit anderen Worten: Der gesamtstaatliche Korrekturfaktor hat seinen Zweck bei den direkt mit der Leistungserbringung zusammenhängenden Haushaltspositionen (z.B. Sachaufwand, Staatsbeiträge usw.) auch im Rechnungsjahr 2014 grundsätzlich erfüllt.

Wie in früheren Jahren wird der Korrekturfaktor zur Erhöhung der gesamtstaatlichen Budgetgenauigkeit wiederum in der Sachgruppe «Beiträge für eigene Rechnung» und nur in der **Finanzbuchhaltung**, d.h. ausserhalb der Produktgruppen, als Mehrertrag berücksichtigt.

Der Regierungsrat weist darauf hin, dass die durch den Korrekturfaktor resultierende zusätzliche Erhöhung der Erträge ausschliesslich als Massnahme zur Erhöhung der gesamtstaatlichen Budgetgenauigkeit zu verstehen ist.

2.5.5 Facteur de correction visant à améliorer la précision budgétaire

Le budget 2016 et le plan intégré mission-financement 2017 à 2019 contiennent un **facteur de correction** visant à améliorer l'exactitude budgétaire au niveau du canton. Ce «facteur de correction appliqué à l'ensemble du canton» est une **mesure destinée à renforcer la précision budgétaire** qui ne vise à réduire ni les tâches ni les postes.

Les résultats inférieurs au budget constatés ces dernières années ont conduit le Conseil-exécutif à appliquer, pour la première fois lors du processus de planification de 2010, un facteur de correction de **CHF 136 millions** aux chiffres de la planification de 2011 à 2014, dans le but d'améliorer la précision du budget de l'ensemble du canton.

Ce facteur de correction s'est également révélé approprié dans le budget de 2014, respectivement lors de la clôture des comptes de 2014. Si l'on exclut les écarts par rapport au budget des postes qui ne sont pas directement liés à l'exécution des tâches (p. ex. intérêts passifs, amortissements, recettes fiscales, revenus des biens, etc.), les autres postes sont supérieurs de CHF 21 millions aux prévisions budgétaires. Autrement dit, le facteur de correction appliqué à l'ensemble du canton a aussi rempli son objectif en 2014 pour les postes qui sont directement liés à la fourniture des prestations (p. ex. biens, services et marchandises, subventions cantonales, etc.).

Comme les années précédentes, le facteur de correction visant à améliorer la précision du budget cantonal est pris en compte comme revenu supplémentaire dans le groupe de matières «Subventions acquises» et seulement dans la **comptabilité financière**, c'est-à-dire en dehors des groupes de produits.

Le Conseil-exécutif souligne que l'augmentation supplémentaire des revenus qui résulte du facteur de correction s'entend exclusivement comme une mesure destinée à améliorer l'exactitude du budget cantonal.

2.6 Entwicklung des Saldos Laufende Rechnung von November 2014 bis Mitte August 2015

Unter Einbezug sämtlicher der in den vorstehenden Kapiteln beschriebenen Veränderungen hat sich der Saldo Laufende Rechnung für die Jahre 2016–2019 von November 2014 bis Mitte August 2015 wie folgt entwickelt:

in Millionen CHF	Voranschlag Budget	Finanzplan Plan financier			en millions CHF
	2016	**2017**	**2018**	**2019**	
Saldo Laufende Rechnung gemäss Planzahlen vom 25.11.2014	**158**	**131**	**53**	[1] **53**	**Solde compte de fonctionnement selon plan financier du 25.11.2014**
Veränderungen im Hauptverfahren	68	108	134	132	Changements dans la procédure principale
Saldo Laufende Rechnung neu	**226**	**239**	**187**	**185**	**Nouveau solde du compte de fonctionnement**

[1] Übernahme Saldo 2018

Allfällige Abweichungen sind durch Rundungen bedingt.

2.6 Evolution du solde du compte de fonctionnement entre novembre 2014 et mi-août 2015

Compte tenu de toutes les modifications qui sont décrites dans les précédents chapitres, le solde du compte de fonctionnement des exercices 2016 à 2019 a évolué comme suit entre novembre 2014 et mi-août 2015:

[1] Reprise du solde de 2018

Les différences éventuelles sont dues à la présentation en chiffres ronds.

2.7 Entwicklung des Finanzierungssaldos von November 2014 bis Mitte August 2015

Unter Einbezug sämtlicher der in den vorstehenden Kapiteln beschriebenen Veränderungen hat sich der Finanzierungssaldo für die Jahre 2016–2019 von November 2014 bis Mitte August 2015 wie folgt verändert:

in Millionen CHF	Voranschlag Budget	Finanzplan Plan financier			en millions CHF
	2016	**2017**	**2018**	**2019**	
Schuldenabbau (+) bzw. Neuverschuldung (–) gemäss Planergebnissen vom 25.11.2014	**8**	**–29**	**–54**	[1] **–54**	**Réduction de la dette (+) ou nouvel endettement (–) selon planification du 25.11.2014**
Schuldenzunahme Total		**–128**			**Augmentation totale de la dette**
Wichtigste Veränderungen Laufende Rechnung November 2014 bis August 2015 (ohne Abschreibungen)	55	91	60	78	Principaux changements intervenus au compte de fonctionnement entre novembre 2014 et août 2015 (sans amortissements)
Aktualisierte Planung Nettoinvestitionen (mit Spezialfinanzierungen)	47	27	36	29	Planification de l'investissement net actualisée (avec financements spéciaux)
Schuldenabbau	**110**	**89**	**42**	**53**	**Réduction de la dette**
Schuldenabbau Total		**294**			**Réduction de la dette total**

[1] Übernahme Saldo 2018

Allfällige Abweichungen sind durch Rundungen bedingt.

[1] Reprise du solde de 2018

Les différences éventuelles sont dues à la présentation en chiffres ronds.

3 Finanzpolitische Chancen und Risiken der vorliegenden Planung

Die nachfolgend dargestellten Chancen und Risiken sind im Voranschlag 2016 und Aufgaben-/Finanzplan 2017–2019 mit ihren finanziellen Effekten **nicht enthalten**.

3.1 Konjunkturelles Umfeld / Wirtschaftswachstum

Die Schweizer Wirtschaft befand sich 2014 auf einem soliden und breit abgestützten Wachstumskurs. Die **Aufhebung des Euro-Mindestkurses** durch die Schweizerische Nationalbank (SNB) im Januar 2015 führte schlagartig zu einer kräftigen Aufwertung des Schweizer Frankens, insbesondere gegenüber dem Euro, was die Wirtschaftsaussichten erheblich eingetrübt hat. Die Auswirkungen des Frankenschocks lassen sich noch nicht zuverlässig abschätzen, doch die konjunkturellen Risiken und Unsicherheiten haben deutlich zugenommen.

Der **starke Franken** schwächt die hiesige Exportwirtschaft kurzfristig über eine geringere Nachfrage aus dem Ausland und/oder sinkende Margen (betroffen sind vor allem die Industrie, der Handel und der Tourismus). Hat diese Situation über längere Zeit Bestand, sind auch dauerhaft negative Effekte auf die Schweizer Binnenwirtschaft zu erwarten, wenn z. B. Produktionsstätten ins Ausland verlagert oder Investitionen im Inland unterlassen werden. Die Schweizer Volkswirtschaft befindet sich derzeit in einer Anpassungsphase an die Frankenstärke, wobei sie gegenüber weiteren markanten Ausschlägen des Wechselkurses verwundbar bleibt.

Im Rahmen der Aufhebung des Euro-Mindestkurses hat die SNB **Negativzinsen** auf Sichteinlagen eingeführt, um Anlagen in Franken weniger attraktiv zu machen. Es wird sich weisen müssen, inwieweit diese Massnahme dazu beizutragen vermag, die Überbewertung des Frankens zu korrigieren. Ferner ist zu berücksichtigen, dass mit der Einführung von Negativzinsen neuerliche Risiken verbunden sind, so beispielsweise die **Gefahr von Blasen** auf dem Aktienmarkt und dem seit Längerem im Ungleichgewicht befindlichen **Hypothekar- und Immobilienmarkt**.

Die **Preisstabilität** – das prioritäre Ziel der SNB – kann derzeit als gesichert betrachtet werden. Zwar ist die Inflationsrate nach der Aufhebung des Euro-Mindestkurses deutlich in den negativen Bereich gefallen, die Gefahr einer Deflationsspirale wird dennoch als gering eingeschätzt, da nicht von einem anhaltenden Preisrückgang, sondern einem vorübergehenden Anpassungsprozess auszugehen ist.

3 Risques et opportunités de la présente planification en matière de politique financière

Les risques et les opportunités présentés ci-après ne sont **pas pris en compte** dans le budget 2016 et le plan intégré mission-financement 2017 à 2019.

3.1 Environnement conjoncturel / croissance économique

En 2014, la Suisse a suivi une croissance solide et bien étayée. **L'abolition du cours plancher entre le franc et l'euro**, décidée par la Banque nationale suisse (BNS) en janvier 2015, a provoqué une appréciation soudaine du franc suisse, en particulier par rapport à l'euro, et un net assombrissement des perspectives économiques. S'il s'avère encore impossible d'évaluer avec certitude les conséquences de ce choc, celui-ci a nettement accru l'incertitude et les risques conjoncturels.

Que ce soit en réduisant la demande étrangère et/ou les marges bénéficiaires, le **franc fort** affaiblit l'industrie suisse d'exportation (les secteurs les plus touchés étant l'industrie, le commerce et le tourisme). Si cette situation devait perdurer, il faudrait également s'attendre à un impact négatif durable sur l'économie intérieure, car des sites de production pourraient par exemple être délocalisés vers d'autres pays ou des investissements se détourner de la Suisse. L'économie suisse traverse actuellement une phase d'adaptation au franc fort, et reste vulnérable face à d'autres variations notables des taux de change.

En abolissant le cours plancher entre le franc et l'euro, la BNS a introduit des **taux négatifs** sur les dépôts à vue, afin de réduire l'attrait des placements en francs suisses. Il reste à voir dans quelle mesure cette solution parviendra à corriger la surévaluation du franc. Il importe par ailleurs de considérer que l'introduction de taux négatifs génère de nouveaux risques, comme l'apparition de **bulles spéculatives** sur le marché des actions, de même que sur le **marché hypothécaire et immobilier** déjà instable de longue date.

La **stabilité des prix**, objectif prioritaire de la Banque nationale suisse (BNS), semble garantie à court terme. Après l'abolition du cours plancher entre le franc et l'euro, le taux de l'inflation a certes nettement plongé dans le négatif. Le risque d'une spirale déflationniste apparaît toutefois faible, car l'on ne prévoit pas de recul constant des prix, mais un processus temporaire d'adaptation.

Die Schweizer Konjunktur wird massgeblich von der globalen Wirtschaftsentwicklung geprägt. Vor dem Hintergrund des tiefen Erdölpreises, des vielerorts erneut gesunkenen Zinsniveaus und der in jüngster Zeit erfolgten Wertsteigerung des Dollars ist grundsätzlich weiterhin mit einer moderaten **Expansion der Weltwirtschaft** zu rechnen. Die USA können einen länger andauernden, soliden Aufschwung verzeichnen, womit die US-Wirtschaft eine wichtige Stütze für die Weltwirtschaft darstellt.

In Europa hat eine **wirtschaftliche Erholung** eingesetzt, auch die Peripherieländer der **Eurozone** verzeichnen wieder ansprechende Wachstumsraten. Es wird erwartet, dass die europäische Wirtschaft weiter an Schwung gewinnen wird. Allerdings bedroht die erneut aufgeflammte **Schuldenkrise in Griechenland** diese positive Entwicklung ganz erheblich. Wie gravierend die Konsequenzen eines allfälligen Austritts Griechenlands aus dem Euroraum für Europa und damit auch für die Schweizer Wirtschaft wären, hängt im Wesentlichen davon ab, wie die Finanzmärkte auf die Unsicherheiten reagieren und ob die Ansteckung weiterer Euroländer verhindert werden kann. Der Druck auf den Schweizer Franken als «sicherer Hafen» würde durch eine Eskalation der Eurokrise erneut zunehmen.

Die Dynamik der Wirtschaftsentwicklung der **Schwellenländer** hat insgesamt abgenommen. Insbesondere jene Länder, die stark auf die Förderung und den Export von Rohstoffen ausgerichtet sind, leiden unter den derzeit tiefen Rohstoffpreisen. Brasilien und Russland müssen einen Konjunktureinbruch bzw. gar eine Rezession hinnehmen, wobei die Gründe hierfür in Russland auch in der Ukrainekrise und den damit verbundenen Wirtschaftssanktionen zu suchen sind. Das chinesische Wirtschaftswachstum scheint sich auf einem tieferen Niveau als bisher einzupendeln, liegt aber immer noch vergleichsweise hoch. Weitere wirtschaftliche Risiken gehen auch zukünftig von den **politischen Konflikten** in der Ukraine und im Nahen Osten aus.

In Bezug auf die geldpolitische Entwicklung sind zunehmende Disparitäten zu beobachten. Während sich in den USA die erste Zinserhöhung seit dem Jahr 2007 abzeichnet, dürften die Europäische Zentralbank und die Bank of Japan ihre äusserst expansive Geldpolitik bis auf Weiteres fortsetzen. Immerhin scheint die Deflationsgefahr in der Eurozone aufgrund jüngst angestiegener Inflationserwartungen gebannt – vorausgesetzt die Griechenlandkrise kann geordnet und nachhaltig gelöst werden. Mittel- bis längerfristig ist mit den rekordtiefen Zinsen ein Inflationspotential verbunden und somit eine **geldpolitische Straffung** nötig, um die derzeit aussergewöhnlich hohe Liquidität zurückzuführen. Es wird eine grosse Herausforderung für die verschiedenen Zentralbanken sein, den richtigen Zeitpunkt für eine Abkehr von der expansiven Geldpolitik zu finden.

La conjoncture suisse est largement marquée par l'évolution de l'économie mondiale. Compte tenu de la baisse des prix du pétrole, d'une nouvelle baisse générale des taux d'intérêt et de l'appréciation récente du dollar, on peut en principe miser sur une **expansion modérée de l'économie mondiale**. Comme les Etats-Unis connaissent un essor solide et relativement durable, l'économie américaine joue le rôle de pilier important au sein de l'économie mondiale.

L'Europe a entamé sa **reprise économique**, même les pays situés à la périphérie de la **zone euro** affichant des taux de croissance encourageants. L'économie européenne devrait ainsi retrouver la voie de la croissance. La nouvelle flambée de la **crise de la dette grecque** constitue cependant une menace sérieuse pour cette évolution positive. Si la Grèce devait sortir de la zone euro, la gravité des conséquences que cela entraînerait pour l'Europe et l'économie suisse dépendrait avant tout de la manière dont les marchés financiers réagiraient face aux incertitudes engendrées et de la capacité de l'Europe à éviter que la contagion ne gagne d'autres Etats membres. Une aggravation de la crise de l'euro ne ferait qu'accroître la pression sur le franc suisse en tant que monnaie refuge.

L'évolution économique des **pays émergents** s'est globalement ralentie. Les pays qui dépendent beaucoup de l'exploitation et de l'exportation de matières premières souffrent plus particulièrement de la faiblesse des prix auxquels ces produits se négocient. Le Brésil et la Russie accusent actuellement un fléchissement conjoncturel, voire une récession. En Russie, cette situation est également due à la crise ukrainienne et aux sanctions économiques qui l'accompagnent. La croissance économique chinoise semble s'être établie à un niveau plus faible que précédemment, mais elle reste relativement élevée. A l'avenir, les **conflits politiques** en Ukraine et au Proche-Orient continueront de représenter des risques pour l'économie mondiale.

La politique monétaire connaît des disparités croissantes. Alors que les Etats-Unis pourraient annoncer la première hausse des taux d'intérêt depuis 2007, la Banque centrale européenne et la Banque du Japon devraient poursuivre une politique monétaire très expansionniste. Les perspectives d'inflation s'étant améliorées récemment, le risque d'une déflation semble écarté dans la zone euro, à condition toutefois qu'il soit possible de trouver une solution efficace et durable à la crise grecque. A moyen et à long termes, la faiblesse record du niveau des taux recèle un potentiel d'inflation, et il faudra **durcir la politique monétaire** pour abaisser le niveau actuellement extraordinairement élevé des liquidités. Pour les diverses banques centrales, le défi majeur consistera à trouver le bon moment pour abandonner la politique monétaire expansionniste.

Die Unsicherheiten bezüglich der zukünftigen Ausgestaltung der Beziehungen zwischen der Schweiz und der EU dauern an, da die konkrete Umsetzung der **Masseneinwanderungsinitiative** weiterhin offen ist. Die Investitionsbereitschaft der Unternehmen wird dadurch beeinträchtigt.

Trotz der insgesamt schwierigen Ausgangslange sind durchaus auch **positive Wachstumsüberraschungen möglich**. Die Schweizer Wirtschaft hat sich in der jüngeren Vergangenheit als vergleichsweise **anpassungsfähig und robust** erwiesen. Wenn der Welthandel stärker anzieht als erwartet und die Konjunktur im Euroraum nachhaltig an Dynamik gewinnt, würde der Franken gegenüber dem Euro wieder an Wert verlieren und die Nachfrage nach Schweizer Exporten belebt.

Zusammenfassend kann kurz- bis mittelfristig nur mit einem **verhaltenen Wachstum der Schweizer Wirtschaft** gerechnet werden. Der starke Franken, die internationalen Konjunkturrisiken (unter anderem im Zusammenhang mit der Griechenlandkrise), aber auch die zukünftige Ausgestaltung der bilateralen Beziehungen mit der EU und der Zuwanderungspolitik stellen **zusätzlich erhebliche Abwärtsrisiken** dar. Eine **starke konjunkturelle Abschwächung** hätte für den Kanton Bern relativ rasch einen **Rückgang der Ertrags- und Kapitalsteuern der juristischen Personen** zur Folge. Mit einer gewissen Verzögerung würde sich eine starke Abschwächung schliesslich auch auf die Einkommens- und Vermögenssteuern der natürlichen Personen negativ auswirken.

La mise en œuvre concrète de l'initiative populaire «**Contre l'immigration de masse**» n'ayant pas encore été arrêtée, des incertitudes demeurent quant à la forme que prendront à l'avenir les relations entre la Suisse et l'UE. Ces incertitudes se répercutent sur la propension des entreprises à investir.

Malgré un contexte relativement difficile, il est permis d'espérer de **bonnes surprises en termes de croissance**. Le passé récent a démontré la relative **robustesse et la capacité d'adaptation** de l'économie suisse. Si le commerce mondial remonte plus fortement que prévu et que la conjoncture dans la zone euro retrouve un élan durable, le franc se dépréciera à nouveau par rapport à l'euro et la demande d'exportations suisses repartira à la hausse.

En résumé, on peut escompter que **l'économie suisse ne progressera que modérément** à court et à moyen termes. Le franc fort, les risques conjoncturels au plan international (notamment ceux liés à la crise de la dette grecque), mais aussi la forme que prendront à l'avenir les relations bilatérales avec l'UE et la politique de l'immigration constituent des **risques de fléchissements supplémentaires et non négligeables**. Pour le canton de Berne, un **fort ralentissement de la conjoncture** entraînerait, à relativement court terme, une **diminution des impôts sur le revenu et sur le capital des personnes morales** et aurait aussi, avec un certain décalage, une incidence négative sur les impôts sur le revenu et sur la fortune des personnes physiques.

3.2 Mehrjähriger Ausfall der Gewinnausschüttungen der Schweizerischen Nationalbank (SNB) in Folge

Angesichts der **unsicheren Gewinnausschüttungen** der SNB an den Bund und die Kantone hat der Regierungsrat im Frühjahr 2015 eine Gesetzesvorlage erarbeitet, welche die **Schaffung eines Fonds zur Verstetigung der Einnahmen** aus den Gewinnausschüttungen der SNB vorsieht (vgl. Kapitel 1.5.1 und Kapitel 2.2.5). Konkret führt die in Aussicht genommene Schaffung eines Fonds zu höherer Planungssicherheit und ermöglicht die **jährlich wiederkehrende Budgetierung** der Gewinnausschüttungen der SNB im Umfang von rund **CHF 80 Millionen**. Im Budgetvollzug wird die budgetierte Ertragsposition anschliessend entweder durch eine ordentliche Gewinnausschüttung der SNB oder durch eine Entnahme aus dem Gewinnausschüttungsfonds realisiert.

Die erstmalige **Fondseinlage** soll im Rahmen des **Rechnungsabschlusses 2015** erfolgen. Als Grundstock dient dabei der gesamte, im Voranschlag 2015 nicht budgetierte Anteil des Kantons Bern von **rund CHF 160 Millionen** an der Gewinnausschüttung der SNB für das Geschäftsjahr 2014. Theoretisch könnte somit ein zweijähriger Ausfall der Gewinnausschüttungen in den Geschäftsjahren 2015 und 2016 der SNB mit Fondsentnahmen im Rahmen des Budgetvollzugs 2016 und 2017 des Kantons aufgefangen werden. Ein nochmaliger, d.h. dritter Ausfall der Gewinnausschüttungen in Folge im Geschäftsjahr 2017 der SNB könnte im Budgetvollzug 2018 dann allerdings nicht mehr mit Fondsentnahmen kompensiert werden. Der Grundstock des Fonds von CHF 160 Millionen wäre nach zwei Fondsentnahmen in den Jahren 2016 und 2017 von je CHF 80 Millionen aufgebraucht. Das Szenario eines dreijährigen Ausfalls der Gewinnausschüttungen der SNB in Folge ist bis heute allerdings noch nie eingetroffen.

Von Bedeutung ist in diesem Zusammenhang zudem die **Erneuerung der Gewinnausschüttungsvereinbarung** zwischen dem Eidgenössischen Finanzdepartement und der SNB. Die bestehende Vereinbarung vom 21. November 2011 bezieht sich auf die Geschäftsjahre 2011–2015 und muss somit in naher Zukunft wieder neu verhandelt werden. Das Ergebnis dieser Verhandlungen resp. die neue Gewinnausschüttungsvereinbarung könnten die zukünftigen Ausschüttungen ebenfalls nachhaltig beeinflussen.

3.2 Absence de distribution du bénéfice de la Banque nationale suisse (BNS) plusieurs années de suite

Les **distributions du bénéfice** de la BNS à la Confédération et aux cantons étant marquées d'une **grande instabilité**, le Conseil-exécutif a élaboré au printemps 2015 un projet de loi qui prévoit la **création d'un Fonds visant à régulariser les recettes** provenant de cette distribution (cf. chapitre 1.5.1 et chapitre 2.2.5). La création d'un tel Fonds assurerait une meilleure sécurité de la planification et permettrait **d'inscrire chaque année au budget** des recettes de **CHF 80 millions** environ provenant de la distribution des bénéfices de la BNS. Dans l'exercice budgétaire, le poste de revenu budgétisé serait réalisé soit par une distribution ordinaire du bénéfice de la BNS soit par un prélèvement sur le Fonds des distributions du bénéfice de la BNS.

Le premier **versement au Fonds** interviendra lors de la **clôture des comptes de 2015**. La totalité de la part du canton de Berne à la distribution du bénéfice de la BNS pour l'exercice 2014, soit **près de CHF 160 millions**, sera alors versée au Fonds à titre de stock initial. Des prélèvements opérés sur ce Fonds dans le cadre des exercices budgétaires 2016 et 2017 du canton permettraient ainsi théoriquement de compenser une absence de distribution du bénéfice de la BNS durant deux années (2015 et 2016). Une absence de distribution de bénéfice la troisième année, soit en 2017, ne pourrait toutefois plus être compensée dans l'exercice budgétaire 2018, car le stock initial du Fonds (CHF 160 mio) aurait été épuisé par les deux prélèvements, de CHF 80 millions chacun, opérés en 2016 et en 2017. Soulignons néanmoins que la BNS n'a jusqu'ici jamais dû renoncer à distribuer des bénéfices durant trois années consécutives.

Le **renouvellement de la convention** entre le Département fédéral des finances et la BNS **concernant la distribution du bénéfice** de cette dernière jouera aussi un rôle important à cet égard. La convention en vigueur, qui date du 21 novembre 2011, s'applique aux exercices 2011 à 2015: il faudra donc la renégocier très prochainement. Le résultat des négociations, autrement dit la nouvelle convention relative à la distribution du bénéfice de la BNS, pourrait aussi influencer durablement les distributions futures.

3.3 Entwicklung der Zahlungen aus dem Bundesfinanzausgleich (NFA)

Gestützt auf den zweiten Bericht über die Wirkung des Finanzausgleichs schlug der Bundesrat vor, den **Grundbeitrag beim Ressourcenausgleich** für die Jahre 2016–2019 um CHF 330 Millionen zu **kürzen**. Die Eidgenössischen Räte haben sich in der Sommersession 2015 nach hartem Seilziehen darauf geeinigt, die Zahlungen um CHF 165 Millionen zu reduzieren. Mit dem Kompromiss werden die Geberkantone von 2016 bis 2019 jährlich um CHF 67 Millionen entlastet. Für den Bund betragen die Einsparungen CHF 98 Millionen pro Jahr. Trotz dieser Einigung werden die **Diskussionen** rund um den Nationalen Finanzausgleich auch in den **kommenden Jahren weitergehen**.

3.3 Evolution des versements provenant de la péréquation fédérale (RPT)

En vertu du deuxième rapport sur l'efficacité de la péréquation financière, le Conseil fédéral a proposé de **réduire** de CHF 330 millions **les contributions de base à la péréquation des ressources** de 2016 à 2019 Après d'âpres débats, les Chambres fédérales sont parvenues à s'entendre, lors de leur session d'été 2015, pour réduire ces contributions de CHF 165 millions. Ce compromis allège de CHF 67 millions la charge annuelle des cantons donateurs de 2016 à 2019. La Confédération épargnera quant à elle CHF 98 millions par an. Malgré l'entente trouvée, les **discussions** concernant la péréquation financière nationale **se poursuivront au cours des années à venir.**

3.4 Unternehmenssteuerreform III (USR III)

Gestützt auf die durchgeführte Vernehmlassung hat der Bundesrat am 5. Juni 2015 seine Botschaft zum «Bundesgesetz über steuerliche Massnahmen zur Stärkung der Wettbewerbsfähigkeit des Unternehmensstandortes Schweiz» verabschiedet, die Behandlung im Bundesparlament ist bereits für die **Herbst- und Wintersession 2015** vorgesehen. Zur Beibehaltung der Attraktivität des Steuerstandortes Schweiz trotz der Aufhebung von kantonalen Steuerregimes (für Holding- und weitere Spezialgesellschaften) sieht die Botschaft ein Paket von verschiedenen steuerlichen Massnahmen vor. Diese direkten steuerlichen Massnahmen reichen jedoch nicht aus, um die internationale Wettbewerbsfähigkeit bei den Statusgesellschaften aufrechterhalten zu können. Um deren Abwanderung zu verhindern, müssen besonders betroffene Kantone (VD, BS, ZG, SH, GE) ihre Gewinnsteuerbelastung auf ein international wettbewerbsfähiges Niveau reduzieren, was wiederum weniger stark betroffene Kantone wie Bern im interkantonalen Steuerwettbewerb unter Druck setzen wird. Da der Bund den Hauptteil der Einnahmenausfälle bei einer Abwanderung der Statusgesellschaften hinnehmen müsste, will dieser mit einer Kompensationszahlung an die Kantone mithelfen, den für die Senkung der Gewinnsteuerbelastung notwendigen Handlungsspielraum zu schaffen. Dazu soll der Kantonsanteil an der direkten Bundessteuer um 3,5 Prozentpunkte von heute 17 auf 20,5 Prozent erhöht werden. Die steuerpolitische Reaktion auf die neuen Rahmenbedingungen wird allerdings für jeden einzelnen Kanton unterschiedlich ausfallen und kann nicht vom Bund vorgegeben werden. Aufgrund der kantonalen Steuerautonomie wird jeder Kanton für sich allein die für ihn richtige Strategie festlegen müssen. Jeder Kanton muss autonom darüber entscheiden, ob und wie stark er die ordentliche Gewinnsteuerbelastung senkt und wie die entsprechenden Einnahmenausfälle gegenfinanziert werden. Die USR III wird mit dem Legislaturfinanzplan 2017–2019 erstmals in der Finanzplanung des Bundes berücksichtigt. Angesichts dieser Ausgangslage sieht der Regierungsrat vor, die **finanziellen Auswirkungen** der USR III frühestens im Finanzplanungsprozess 2016 für den **Voranschlag 2017** und **Aufgaben-/Finanzplan 2018–2020** in das Zahlenwerk aufzunehmen.

3.4 Troisième réforme de l'imposition des entreprises (RIE III)

Conformément aux résultats de la consultation, le Conseil fédéral a adopté, le 5 juin 2015, son message relatif à la loi fédérale sur l'amélioration des conditions fiscales en vue de renforcer la compétitivité du site entrepreneurial suisse. Cette loi fera l'objet de délibérations parlementaires dès les **sessions d'automne et d'hiver 2015**. Pour préserver l'attrait de la place fiscale suisse malgré la suppression des régimes fiscaux cantonaux (pour les sociétés de holding et d'autres sociétés particulières), le message prévoit un paquet de diverses mesures directes, qui ne suffisent toutefois pas pour maintenir la compétitivité internationale de la place suisse aux yeux des sociétés bénéficiant de régimes spéciaux. Afin d'éviter qu'elles ne quittent notre pays, les principaux cantons concernés (VD, BS, ZG, SH, GE) doivent abaisser leur impôt sur le bénéfice à un niveau concurrentiel sur le plan international. Une telle baisse mettrait toutefois les cantons moins concernés comme Berne sous pression en termes de compétitivité fiscale intercantonale. Comme la Confédération serait obligée d'assumer la majeure partie des pertes de recettes dues à un départ des sociétés au bénéfice d'un régime fiscal spécial, elle prévoit d'allouer des versements compensatoires aux cantons, afin de les aider à se ménager la marge de manœuvre nécessaire pour abaisser l'impôt sur le bénéfice. A cet effet, il faudrait relever la part cantonale de l'impôt fédéral direct de 3,5 pour cent (de 17% actuellement à 20,5%). La réaction à l'évolution des conditions générales sera différente selon les cantons, chacun adaptant sa politique fiscale à sa manière, et cette adaptation ne peut pas être dictée par la Confédération. Les cantons jouissant de l'autonomie fiscale, chacun devra opter pour la stratégie qui lui convient le mieux. Chaque canton doit donc décider s'il abaisse, et si oui dans quelle mesure, l'impôt sur le bénéfice et comment seront compensées les pertes de recettes ainsi engendrées. La RIE III sera pour la première fois prise en compte dans la planification financière de la Confédération dans le plan financier de législature 2017–2019. Le Conseil-exécutif prévoit dès lors de répercuter les **conséquences financières** de la RIE III au plus tôt dans la planification financière de 2016, donc dans le **budget 2017** et le **plan intégré mission-financement 2018 à 2020**.

3.5 Steuerstrategie Kanton Bern

Im Rahmen der Steuerstrategie legt der Regierungsrat die Ziele der kantonalen Steuerpolitik fest und zeigt auf, wie und in welchem Zeitraum sie verwirklicht werden sollen. Die Steuerstrategie befasst sich sowohl mit den Steuern der natürlichen Personen als auch mit der Besteuerung der juristischen Personen. Es ist angezeigt, die Steuerordnung als Ganzes zu untersuchen und Massnahmen dort vorzusehen, wo der Handlungsbedarf am grössten ist. Dabei wird neben anderen Rahmenbedingungen insbesondere die Unternehmenssteuerreform III (USR III) zu berücksichtigen sein. Der Regierungsrat wird den Bericht zur Steuerstrategie voraussichtlich im Herbst 2015 kommunizieren und in ein Vernehmlassungsverfahren geben. Im **Voranschlag 2016 und Aufgaben-/Finanzplan 2017–2019** sind deshalb **noch keine finanziellen Auswirkungen** der Steuerstrategie **enthalten**.

3.5 Stratégie fiscale du canton de Berne

Dans la stratégie fiscale, le Conseil-exécutif fixe les objectifs de la politique fiscale cantonale et précise comment et dans quel délai ils doivent être réalisés. La stratégie fiscale traite aussi bien de l'imposition des personnes physiques que des personnes morales. Pour la définir, il convient d'analyser le régime fiscal dans son ensemble et de prévoir des mesures là où le besoin se fait le plus sentir. En dehors d'autres conditions externes, les travaux préparatoires devront en particulier tenir compte de la troisième réforme de l'imposition des entreprises (RIE III). Le Conseil-exécutif publiera son rapport sur la stratégie fiscale à l'automne 2015, avant de l'envoyer en procédure de consultation. Les chiffres du **budget 2016 et plan intégré mission-financement 2017 à 2019 n'incluent donc pas encore les conséquences financières** de la stratégie fiscale.

3.6 Finanzierung des zukünftigen Investitionsbedarfs

Der Investitionsbedarf im Kanton Bern ist in den vergangenen Jahren **stetig angestiegen**. Aus diesem Grund hat sich der Regierungsrat im Planungsprozess 2012 für eine Plafonierung der ordentlichen Nettoinvestitionen auf ein jährliches Niveau von CHF 500 Millionen ausgesprochen. Dieser Plafond konnte in den vergangenen Jahren aufgrund von Kürzungen allerdings nie eingehalten werden.

Gestützt auf die überwiesene Finanzmotion 201-2014 FiKo (Iseli, Zwieselberg) «Anpassung des Plafonds der Nettoinvestitionen auf 440 Millionen Franken ab 2016» hat sich der Regierungsrat im Sinne eines politischen Kompromisses dazu entschieden, den bisherigen **Plafond** von CHF 500 Millionen im Hinblick auf die **Planungsperiode 2016–2019** auf ein Niveau von jährlich **CHF 470 Millionen** zu reduzieren.

Dies führt allerdings zu einer weiteren Zunahme des bereits heute in einzelnen Bereichen ohnehin schon hohen **Investitionsnachholbedarfs**. So liegt beispielsweise sowohl im Bereich der Liegenschaften als auch bei den Kantonsstrassen der Zustand der heutigen Infrastrukturen unter dem von Fachleuten anerkannten und empfohlenen Niveau. Es besteht daher grundsätzlich ein Handlungs- und Aufholbedarf, dem mit der Reduktion des Investitionsplafonds nicht Rechnung getragen werden kann. Hinzu kommen zahlreiche **Grossprojekte**, wie beispielsweise der Bau des Campus Technik in Biel, Neubauten der Universität oder das Projekt «Zukunft Bahnhof Bern», welche ein hohes Investitionsvolumen erfordern.

3.6 Financement des futurs besoins d'investissement

Les besoins en investissement du canton de Berne **n'ayant cessé de croître** au cours des dernières années, le Conseil-exécutif a décidé, dans le cadre du processus de planification de 2012, de plafonner l'investissement net ordinaire à CHF 500 millions par an. En raison des réductions opérées, ce plafond n'a cependant jamais pu être respecté ces dernières années.

Se fondant sur la motion financière 201-2014 de la CFin (Iseli, Zwieselberg) «Adaptation du plafond de l'investissement net à partir de 2016», le Conseil-exécutif, désireux de trouver un compromis politique, a décidé d'abaisser **le plafond** actuel, fixé à CHF 500 millions, pour le ramener à **CHF 470 millions** par an pour la **période de planification allant de 2016 à 2019**.

Cet abaissement accroît cependant **le besoin de rattrapage en matière d'investissements**, d'ores et déjà important dans certains domaines. Que ce soit au niveau des immeubles ou des routes cantonales, par exemple, l'état actuel des infrastructures ne satisfait pas aux exigences reconnues et recommandées par les professionnels. Des travaux de remise en état s'imposent donc, qui ne pourront pas être entrepris en raison de l'abaissement du plafond d'investissement. Nombre de **grands projets**, comme la construction du campus Technique à Bienne et de nouveaux bâtiments universitaires ou la réalisation du projet «Avenir de la gare de Berne», exigent en outre de gros volumes d'investissement.

Angesichts der zahlreichen Grossprojekte und des teilweise aufgeschobenen Unterhalts bleiben der Investitionsbedarf und die hierfür benötigten finanziellen Mittel weiterhin hoch. Insofern zeichnet sich für die kommenden Jahre ein erhebliches **Spannungsfeld** zwischen dem weiterhin hohen Investitionsbedarf und den knappen finanziellen Mitteln zur Finanzierung desselben ab.

3.7 Aufwandentwicklung im Alters-, Sozial-, Behinderten- und Gesundheitsbereich

Im **Alters-** und **Behindertenbereich** muss auch in Zukunft weiterhin mit einem Mehrbedarf an Betreuungs- und Pflegeleistungen gerechnet werden. Dieser ist primär auf die **demografische Entwicklung** zurückzuführen. Im Behindertenbereich ist zusätzlich die Zunahme von Verhaltensauffälligkeiten, schweren psychischen Beeinträchtigungen und komplexeren Behinderungsformen bei Kindern und Jugendlichen festzustellen.

In der **Sozialhilfe** können ein allfälliger konjunktureller Rückgang, der Abbau von Leistungen in vorgelagerten Systemen (insbesondere Invaliden- und Arbeitslosenversicherung) sowie eine Zunahme des Bestandes an anerkannten Flüchtlingen zu erheblichen Mehraufwendungen führen. Ausmass und Eintreten können jedoch im heutigen Zeitpunkt nicht abgeschätzt werden.

Auch im **Gesundheitsbereich** ist weiterhin mit Aufwandsteigerungen zu rechnen. Die Entwicklung der somatischen Spitalversorgung wird durch die demografische Entwicklung geprägt. Die zunehmende Anzahl von älteren Menschen und die höhere Lebenserwartung bringen auch einen höheren Bedarf an medizinischer Versorgung mit sich. Damit verbunden ist eine Zunahme von chronischen und altersbedingten Krankheiten (siehe auch Alters- und Langzeitbereich). Gleichzeitig wachsen die Ansprüche an das Gesundheitswesen und der medizinisch-technische Fortschritt wird zu weiteren Kosten führen.

Compte tenu du nombre de grands projets et des travaux d'entretien, parfois repoussés, les besoins d'investissement, de même que les moyens financiers requis, demeurent élevés. Un **antagonisme** considérable se profile donc dans les années à venir entre les besoins d'investissement qui demeurent importants et les faibles ressources financières dont on dispose pour les couvrir.

3.7 Evolution des charges dans le secteur des personnes âgées, de l'aide sociale, des personnes handicapées et de la santé

Il faut à nouveau s'attendre à un accroissement de la demande de prestations de soins et d'assistance tant pour le **secteur du troisième âge et du long séjour** que pour celui du handicap, cette hausse étant essentiellement due à **l'évolution démographique**. Dans le secteur du handicap, on observe de plus une multiplication des cas de troubles du comportement, de graves troubles psychiques et de polyhandicaps parmi les enfants et les jeunes.

Dans le **secteur de l'aide sociale**, un éventuel fléchissement conjoncturel, le démantèlement de prestations dans le dispositif en amont (assurance-invalidité et assurance-chômage en particulier) et une hausse des effectifs de réfugiés reconnus pourraient sensiblement accroître les dépenses. Pour l'heure, il s'avère toutefois impossible de prévoir l'ampleur de cette augmentation et le moment où elle pourrait intervenir.

Dans le **domaine de la santé** aussi les charges devraient augmenter. L'évolution des soins hospitaliers somatiques dépend de l'évolution démographique. Le nombre croissant de personnes âgées et l'allongement de l'espérance de vie vont de pair avec une augmentation des besoins en soins médicaux. En corrélation avec cela, la fréquence des maladies chroniques ou liées à l'âge augmente (voir aussi domaine des personnes âgées et des malades de longue durée). Dans le même temps les exigences envers le système de santé publique croissent et les progrès réalisés en matière de technique médicale vont générer d'autres coûts.

3.8 Zinsniveau / Passivzinsen

Die Zinsen bewegen sich derzeit weiterhin auf einem **sehr tiefen Niveau**. Je weiter die Planperiode in der Zukunft liegt, desto schwieriger ist jedoch die Abschätzung der zukünftigen Zinsentwicklung. Eine restriktivere Geldmengenpolitik der SNB würde sich erhöhend auf die kurz- und langfristigen Zinsen auswirken und damit zu höheren Passivzinsen für den Kanton Bern führen. Unter Berücksichtigung der Auswirkungen des neuen Pensionskassengesetzes erhöht sich die Bruttoschuld II ab dem Jahr 2015 um rund CHF 2 Milliarden. Die angestiegene Verschuldung führt bei einem allfälligen Anstieg der Zinsen zu entsprechenden finanzpolitischen Risiken. Angesichts der aktuellen Situation an den Finanzmärkten (Negativzinsen, wirtschaftliche Probleme in der Euro-Zone, Aufhebung Euro-Mindestkurs usw.) ist die Wahrscheinlichkeit von rasch steigenden Zinssätzen derzeit allerdings als «eher gering» einzustufen.

3.8 Niveau des intérêts / intérêts passifs

Les taux d'intérêt continuent d'évoluer à un **niveau très bas**. Plus on avance dans la période de planification, plus il est difficile de prévoir leur évolution. Un durcissement de la politique monétaire de la BNS pousserait les taux d'intérêt à la hausse, aussi bien à court qu'à long terme, ce qui augmenterait les intérêts passifs à verser par le canton de Berne. L'application de la nouvelle loi sur les caisses de pension cantonales augmente l'endettement brut II d'environ CHF 2 milliards par an à partir de 2015. Cet accroissement de la dette constitue un risque correspondant pour la politique financière en cas de hausse des taux d'intérêt. Vu la situation qui règne actuellement sur les marchés financiers (taux d'intérêt négatifs, problèmes économiques au sein de la zone euro, abolition du cours plancher entre le franc et l'euro), l'éventualité d'une hausse rapide des taux s'avère cependant peu probable.

3.9 Volksabstimmungen über den Vollzug der Sozialversicherungen im Bereich Prämienverbilligungen

Die Bestimmung, wonach 25 bis 45 Prozent der Bevölkerung vom System der Prämienverbilligungen profitieren sollen, wurde im Rahmen der Revision des Gesetzes über die Kranken-, die Unfall- und die Militärversicherung (EG KUMV; BSG 842.11) in der Januarsession 2015 gestrichen. Dagegen wurde das **Referendum** ergriffen. Am 25. Juni 2015 hat der Regierungsrat das Zustandekommen festgestellt; die Abstimmung wird im Februar 2016 stattfinden. Ob aus diesem Wirkungsziel ein Rechtsanspruch geltend gemacht werden kann, ist Gegenstand eines laufenden Verfahrens.

Am 31. März 2015 wurde die **Volksinitiative** «Ja zu den bewährten Prämienverbilligungen – für Familien und Mittelstand» lanciert. Ziel der Initiative ist es, sowohl die Anzahl der ausgerichteten Prämienverbilligungen als auch deren Höhe auf den Stand von 2013 zurückzuführen und so im Gesetz zu verankern. Eine Annahme birgt das **Risiko von massiven Mehraufwendungen**. Die Initiative verlangt, dass die Umsetzung innerhalb eines Jahres nach Annahme durch das Volk zu erfolgen hat. Es ist davon auszugehen, dass das Prämienverbilligungsbudget frühestens ab 2019 wieder auf rund CHF 400 Millionen erhöht werden müsste. Die damit verbundenen Mehraufwendungen würden sich somit auf über CHF 30 Millionen pro Jahr belaufen.

3.9 Votation concernant la mise en œuvre des prescriptions régissant les assurances sociales dans le domaine de la réduction des primes

La disposition selon laquelle 25 à 45 pour cent de la population devraient bénéficier du système de réduction des primes a été biffée dans le cadre de la révision de la loi sur l'assurance-maladie, sur l'assurance-accidents et sur l'assurance militaire (LiLAMAM; RSB 842.11) durant la session de janvier 2015. Mais un **référendum** a été lancé contre le projet de révision. Le 25 juin 2015, le Conseil-exécutif a pris acte de son aboutissement et la votation aura lieu en février 2016. Une procédure est actuellement en cours pour déterminer si cet objectif d'effet peut servir de base à un droit légal.

L'initiative populaire «Oui à un système éprouvé de réduction des primes – pour les familles et la classe moyenne» a été lancée le 31 mars 2015. Elle a pour objectif de ramener aussi bien le nombre des réductions de primes accordées que leur montant à la situation de 2013, et d'ancrer ces données dans la loi. Une adoption du texte **risque d'engendrer une hausse massive des dépenses**. L'initiative exige que ses propositions soient mises en œuvre au cours de l'année suivant son adoption par le peuple. Dans ce cas, le budget consacré à la réduction des primes devrait être revu à la hausse pour avoisiner CHF 400 millions à partir de 2019 au plus tôt. Les dépenses supplémentaires dépasseraient alors les CHF 30 millions par an.

3.10 Volksinitiative für den gesetzlichen Erhalt von Spitalstandorten (Spitalstandortinitiative)

Am 24. Juni 2013 wurde die Volksinitiative für den gesetzlichen Erhalt von Spitalstandorten (Spitalstandortinitiative) lanciert. Die Initiative beinhaltet einen Gesetzesvorschlag mit sieben Artikeln, in welchen der Kanton verpflichtet wird, bestimmte Spitalstandorte mit ihrem bestehenden Leistungsangebot während mindestens acht Jahren aufrechtzuerhalten. Der Initiativtext äussert sich nicht zur Finanzierung der Spitalversorgung.

Die Spitalfinanzierung wird seit 2012 nach den Regeln des Krankenversicherungsgesetzes (KVG) abgewickelt. Für die stationäre Spitalversorgung stehen ausser den zwischen den Vertragspartnern (Krankenversicherer und Leistungserbringer) ausgehandelten Tarifen (Kantonsanteil 55%) keine weiteren Mittel zur Verfügung. Staatliche Zuschüsse dürfen nur noch für gemeinwirtschaftliche Leistungen erfolgen. Zu den erlaubten Zusatzfinanzierungen gehört die Sicherstellung der Spitalkapazität aus regionalpolitischen Gründen. Die Spitalstandortinitiative würde durch die Festschreibung von Vorhalteleistungen einen solchen Tatbestand schaffen. Die Finanzierung der Vorhalteleistung ist somit, entgegen den aktuell lautenden Bestimmungen in Art. 67 bis 69 SpVG nicht optional, sondern stellt einen Rechtsanspruch der zur Aufrechterhaltung von Standorten und Leistungsangeboten verpflichteten Spitalbetreiber dar.

Die durch die Umsetzung der Spitalstandortinitiative voraussichtlich verursachte **Mehrbelastung** des Kantonshaushaltes lässt sich nur sehr grob und verallgemeinernd abschätzen. Es müssen diverse Annahmen getroffen und modellhafte Vereinfachungen vorgenommen werden. Je nach Ausgestaltung der Parameter bzw. den zugrundeliegenden Annahmen resultiert bei einer allfälligen Annahme der Spitalstandortinitiative durch das bernische Stimmvolk eine jährliche Mehrbelastung in einer Spanne von rund CHF 26 Millionen bis CHF 110 Millionen.

3.11 Entwicklung der Aufwendungen für Ergänzungsleistungen

Im Kanton Bern steigen – wie auch in der ganzen Schweiz – die Aufwendungen für Ergänzungsleistungen seit 2008 aus verschiedenen Gründen kontinuierlich an. Insbesondere die demografische Alterung hat einen kostentreibenden Effekt. Grösster Einflussfaktor sind jedoch die Auswirkungen von Gesetzesänderungen im Bereich der andern Sozialversicherungen (z.B. Invalidenversicherung oder Pflegefinanzierung).

3.10 Initiative populaire demandant l'édiction d'une loi sur les sites hospitaliers régionaux (initiative sur les sites hospitaliers)

L'initiative populaire demandant l'édiction d'une loi sur les sites hospitaliers régionaux (initiative sur les sites hospitaliers) a été lancée le 24 juin 2013. Elle contient un projet de loi comprenant sept articles, qui engagerait le canton à maintenir durant huit ans au minimum certains sites hospitaliers avec leur offre existante. Le texte de l'initiative n'aborde pas le financement des soins hospitaliers.

Depuis 2012, le financement des hôpitaux respecte la réglementation établie par la loi sur l'assurance-maladie (LAMal). Outre les tarifs (couverts à 55% par le canton) négociés entre les partenaires contractuels (assurance-maladie et prestataires de services), aucune autre ressource n'est prévue pour financer les soins hospitaliers en résidentiel. L'Etat ne peut plus allouer de subventions qu'aux prestations d'intérêt général. Les motifs pouvant justifier des financements additionnels comprennent le maintien des capacités hospitalières pour des raisons de politique régionale. En inscrivant des prestations de base fixes dans la loi, l'initiative sur les sites hospitaliers créerait une telle situation. Contrairement aux dispositions actuelles des articles 67 à 69 LSH, le financement des prestations de base fixes ne constituerait plus une option, mais un droit légal des exploitants d'hôpitaux tenus de maintenir les sites et les offres de prestations.

Les **charges supplémentaires** que l'application de l'initiative sur les sites hospitaliers entraînerait pour le canton ne peuvent faire l'objet que d'approximations grossières et globalisatrices, celles-ci devant de plus se fonder sur différentes hypothèses et des calculs modélisés simplificateurs. Selon les hypothèses retenues et les valeurs attribuées aux paramètres, la charge supplémentaire, en cas d'adoption de l'initiative sur les sites hospitaliers par le peuple bernois, se situerait dans une fourchette allant de CHF 26 à 110 millions.

3.11 Evolution des dépenses consacrées aux prestations complémentaires

Comme dans le reste de la Suisse, les dépenses consacrées aux prestations complémentaires suivent, pour diverses raisons, une hausse constante dans le canton de Berne depuis 2008. Si le vieillissement de la population favorise la hausse des coûts, ce sont les conséquences des modifications de textes légaux régissant d'autres assurances sociales (assurance invalidité ou financement des soins, p. ex.) qui constituent le principal facteur d'influence.

Die Kalkulation der Planwerte 2016–2018 im Bereich Ergänzungsleistungen basiert auf Erfahrungswerten der Durchführungsstelle, wonach mit durchschnittlich rund 4% Zuwachs pro Jahr zu rechnen ist. Sollte das prognostizierte Wachstum nicht eintreffen, d.h. tiefer ausfallen, so entstünden wesentliche Minderkosten. Eine Abweichung von 1% kann zu einer Differenz von knapp CHF 10 Millionen führen. Aufgrund dieser unsicheren Planbarkeit wird für das Jahr 2019 ein Wachstum von lediglich 1% gegenüber dem Vorjahr berücksichtigt.

Les chiffres retenus pour la période 2016 à 2018 dans le domaine des prestations complémentaires ont été calculés à partir de données empiriques de l'organe d'exécution, qui dénotent une progression moyenne d'environ 4 pour cent par an. Une hausse plus faible (des dépenses inférieures) allègerait sensiblement les finances cantonales: un écart de 1 pour cent correspond à une différence de près de CHF 10 millions. La planification étant entachée d'une grande incertitude, une croissance de 1 pour cent par rapport à l'année précédente a été retenue pour 2019.

3.12 Gehaltspolitik

Beim Kantonspersonal wie auch bei den Lehrkräften bestehen nach wie vor **erhebliche Lohnrückstände** im Vergleich zum Konkurrenzumfeld, was auf die ungenügenden finanziellen Mittel für den individuellen Gehaltsaufstieg der letzten rund 15 Jahre zurückzuführen ist. Diese Rückstände akzentuieren sich besonders bei den rund 30- bis 45-jährigen Mitarbeitenden. Gestützt auf diese Ausgangslage besteht nach wie vor das Risiko, dass gut qualifizierte Mitarbeitende aus dem Kantonsdienst austreten. Dieses Risiko wird verschärft aufgrund der Verschlechterungen, welche verschiedene Neuerungen im Pensionskassenbereich mit sich gebracht haben (u.a. hat aufgrund höherer Pensionskassenbeiträge per 1. Januar 2015 rund 25 bis 30 Prozent des Personals eine Nettolohneinbusse erfahren).

3.12 Politique salariale

Le personnel cantonal et le corps enseignant accusent toujours un **retard salarial considérable** par rapport à la concurrence. Ce retard est dû à l'insuffisance des moyens financiers disponibles pour la progression individuelle des salaires au cours des quinze dernières années, l'écart s'avérant particulièrement marqué pour les agents et agentes de la tranche d'âge 30 à 45 ans. Dans cette situation, le risque est grand de voir des agents et agentes qualifiés quitter le service du canton, risque qui est encore aggravé par les dégradations résultant de diverses nouvelles dispositions régissant les caisses de pension (une hausse des contributions à la caisse de pension a notamment engendré une perte au niveau du salaire net pour 25 à 30% du personnel à partir du 1er janvier 2015).

3.13 Gesamtstaatlicher Korrekturfaktor zur Erhöhung der Budgetgenauigkeit

Im vorliegenden Voranschlag und Aufgaben-/Finanzplan ist wiederum ein Korrekturfaktor zur Erhöhung der **gesamtstaatlichen Budgetgenauigkeit** (CHF 136 Millionen) enthalten.

Mit dem gesamtstaatlichen Korrekturfaktor sollen die in den vergangenen Jahren aufgetretenen Abweichungen zwischen Rechnung und Vorschlag minimiert werden, so dass der Voranschlag und der Aufgaben-/Finanzplan insgesamt ein «realistisches» Abbild der zukünftigen Entwicklung des kantonalen Finanzhaushaltes zeigen.

3.13 Facteur de correction visant à améliorer la précision budgétaire pour l'ensemble du canton

Le budget et le plan intégré mission-financement comportent cette année encore un facteur de correction destiné à améliorer la **précision budgétaire pour l'ensemble du canton** (CHF 136 mio).

Ce facteur de correction pour l'ensemble du canton doit permettre de réduire autant que possible les écarts constatés ces dernières années entre les chiffres budgétés et les résultats des comptes, afin que le budget et le plan intégré mission-financement présentent globalement une image réaliste de l'évolution à venir des finances cantonales.

3.14 Übrige Chancen und Risiken

Weitere finanzpolitische Chancen und Risiken mit finanziellen Auswirkungen, die allerdings hinsichtlich Zeitverhältnisse und/oder finanziellem Umfang nicht verlässlich bestimmt werden können, bestehen in den folgenden Bereichen/Produktgruppen:

- Besondere Rechnung Grosser Rat: Evaluation Justizreform 2, Vertretung Grosser Rat vor Gerichten, berufliche Vorsorge aus Entschädigungen GR-Mandat, Umsetzung GEVER (elektronische Geschäftsverwaltung) / Digitale Geschäftsverwaltung und Archivierung (DGA)

- Unterstützung Regierungsrat und Grosser Rat: E-Voting und E-Election für Inlandschweizer, Beiträge an die Interjurassische Versammlung (IJV), E-Voting 2. Generation (Plattform Kt. Genf), Ausstattung Medienzentrum

- Wirtschaftsentwicklung und -aufsicht: Innovationsprojekte, Impulsprogramm Tourismus (Teil Infrastrukturdarlehen und Teil Beiträge für Entwicklungsprojekte), Schweizerisches Institut für Translation und Unternehmertum in der Medizin (sitem-insel), Beteiligung des Kantons am Masterplan Messepark AG («BElive Center»)

- Arbeitslosenversicherung (ALV): Höhe des Kantonsbeitrags an Vollzug ALV

- Wald und Naturgefahren: Naturkatastrophen und Schadenereignisse, welche die Erhaltung des Waldes und seiner wichtigen Funktionen gefährden, Entwicklung des Holzmarktes

- Natur: Finanzierung Landschaftsqualitätsbeiträge ab 2018

- Angebote für Menschen mit einem Pflege-, Betreuungs-, besonderen Bildungsbedarf: Nachfrage nach heilpädagogischen Angeboten und Massnahmen; Belastbarkeit der Volksschule, Fehleinstufungen in Pflegeheimen

3.14 Autres perspectives

Il existe d'autres chances et risques financiers susceptibles d'avoir des incidences sur les finances cantonales, mais il est difficile de préciser leur portée et de les situer dans le temps. Voici les domaines concernés:

- Compte spécial Grand Conseil: évaluation de la réforme judiciaire 2, représentation du Grand Conseil devant les tribunaux, prévoyance professionnelle issue des mandats rémunérés du Grand Conseil, mise en œuvre de GEVER (gestion électronique des affaires) ainsi que de la gestion et de l'archivage électroniques

- Soutien du Conseil-exécutif et du Grand Conseil: vote électronique et élections électroniques pour les Suisses et Suissesses domiciliés en Suisse, subventions à l'Assemblée interjurassienne (AIJ), vote électronique de la deuxième génération (plateforme du canton de Genève), équipement du centre de presse

- Développement et surveillance économiques: projets innovants, programme d'impulsion en faveur du tourisme suisse (prêts pour des infrastructures d'une part, partie subventions à des projets de développement d'autre part), Institut suisse pour la médecine translationnelle et l'entrepreneuriat (sitem-insel), participation du canton à Masterplan Messepark AG («BElive Center»)

- Assurance chômage (AC): montant de la contribution cantonale à l'exécution de l'AC.

- Forêts et dangers naturels: catastrophes naturelles et sinistres menaçant la conservation des forêts et de leurs principales fonctions, évolution du marché du bois

- Nature: financement dès 2018 de subventions à la qualité du paysage

- Prestations proposées aux personnes nécessitant des soins, un encadrement ou une formation particulière: demande de prestations et de mesures relevant de la pédagogie curative; capacités de l'école obligatoire; erreurs d'évaluation des besoins de soins dans les EMS

- Somatische Spitalversorgung / Psychiatrieversorgung: Umsetzung des Eidg. Patientendossier-Gesetzes (EPDG), Umsetzung Hilfsfristregel 90/15, Kapitalausstattung der psychiatrischen Betriebe im Rahmen der Verselbständigung

- Existenzsicherung und Integration: Umsetzung von KVG Art. 65 für Sozialhilfebeziehende ab 1.1.2015

- Führen des Grundbuchs: Umsetzung des revidierten Gesetzes betreffend die Handänderungssteuern und daraus resultierende Mindererträge

- Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde: Unsichere Rechtslage für den Regress auf die Gemeinden bei durch Sozialdienst verursachten Schäden, Verrechnung der Platzierungen nach Vollkostentarif, Begrenzung des Verpflichtungskredites auf 2015 und 2016 für die Unterbringung und Errichtung/Führung von Beistandschaften für unbegleitete minderjährige Asylsuchende (UMA)

- Polizei: Sanierungskosten bei Auflösung Dienstbarkeitsvertrag für die Schiessgruben «Steinige Brüggli», «Längenried» und «Holzacher» nach Weisung des Gewässerschutzamtes des Kantons Bern (GSA), Ersatz der Polizeizentralen

- Strassenverkehr und Schifffahrt: Überprüfung Standortverlegung des Strassenverkehrs- und Schifffahrtsamtes am Schermenweg in Bern, Betrieb Verkehrsprüfzentrum Bern am Schermenweg 9, ungenügende Ressourcen im Verkehrsprüfzentrum Bützberg (Hardstrasse 4)

- Freiheitsentzug und Betreuung (Erwachsene und Jugendliche): Neubau der Anstalten Hindelbank, Neubau Regionalgefängnis Biel, fehlende Massnahmenplätze, zu hohe Kostendeckung im Pass- und Identitätskartendienst

- Migration und Personenstand: Entwicklung der Asylgesuchszahlen, mögliche Abschaffung der physischen Heimatscheine durch den Bund

- Soins hospitaliers somatiques / soins psychiatriques: application de la loi fédérale sur le dossier électronique du patient (LDEP), réalisation du ratio d'interventions 90/15, constitutions de capitaux pour les institutions psychiatriques dans le cadre de leur autonomisation

- Garantie du minimum vital et intégration: mise en œuvre dès le 1er janvier 2015 de l'article 65 LAMal pour les bénéficiaires de l'assistance sociale

- Tenue du registre foncier: application de la loi sur les mutations après révision et baisse des recettes que celle-ci engendre

- Autorités de protection de l'enfant et de l'adulte: situation légale incertaine en cas de recours visant une commune dont le service social aurait causé des dommages, facturation des placements à plein tarif, crédit d'engagement limité à 2015 et à 2016 pour l'hébergement de requérants d'asile mineurs non accompagnés (RMNA) ainsi que pour la mise en place d'une curatelle pour ces requérants

- Police: frais d'assainissement liés à la résiliation du contrat de servitude pour les stands de tir en plein air «Steinige Brüggli», «Längenried» et «Holzacher» selon l'instruction de l'Office de la protection des eaux du canton de Berne, remplacement des centraux de police

- Circulation routière et navigation: examen du déménagement de l'Office de la circulation et de la navigation au Schermenweg à Berne, exploitation du centre d'expertises et d'examens de Berne au Schermenweg 9, manque de ressources au centre d'expertises et d'examens de Bützberg (Hardstrasse 4)

- Privation de liberté et mesures d'encadrement (adultes et mineurs): nouvelles constructions aux établissements de Hindelbank et à la prison régionale de Bienne, manque de places d'exécution, couverture excessive des coûts au sein du service des documents d'identité

- Population et migration: évolution du nombre de demandes d'asile, suppression possible de l'acte d'origine, sous sa forme physique, par la Confédération.

- Dienstleistungen Konzernfinanzen: Zinsanstieg, erhöhter Liquiditätsbedarf und somit Anstieg der Tresorerieschuld als Folge der Auflösung von Rückstellungen und Spezialfinanzierungen (Spitalfonds, Fonds zur Deckung von Investitionsspitzen), Entwicklung der Dividendenerträge, Einführung eines ERP-Systems (Konzeption, Evaluation, Beschaffung), Einführung Schadenpool

- Prestations de services finances du groupe: hausse des taux d'intérêt, augmentation des besoins de liquidités et donc progression de la dette de trésorerie suite à la dissolution de provisions et de financements spéciaux (Fonds d'investissements hospitaliers, Fonds de couverture des pics d'investissement), évolution des revenus des dividendes, mise en place d'un système ERP (conception, évaluation et achat), institution d'un pool des dommages

- Veranlagung periodische Steuern: Entwicklung der prognostizierten Steuererträge, allgemeine Neubewertung der nichtlandwirtschaftlichen Grundstücke 2019, Abschaffung der Lotteriegewinnsteuer

- Taxation des impôts périodiques: évolution des recettes fiscales prévues, nouvelle évaluation générale des immeubles non agricoles en 2019, suppression de l'impôt sur le gain de loterie

- Personal: Erlösminderungen im Bereich PERSISKA durch Ausgliederung der Psychiatrischen Kliniken per 1.1.2017

- Personnel: baisse des revenus dans PERSISKA en raison de l'autonomisation des cliniques psychiatriques au 1.1.2017

- Informatik und Organisation: Unabhängige Prüfung der Informatik im Kanton Bern (UPI) bzw. Projekt IT@BE

- Informatique et organisation: audit indépendant de l'informatique dans le canton de Berne (projet IT@BE)

- Volksschule und schulergänzende Angebote: Sonderrenten für Lehrpersonen bei Reorganisationen, Stellenbedarf für den Aufbau eines standardisierten Abklärungsverfahrens zur Abklärung der Sonderschuldbedürftigkeit von Kindern und Jugendlichen

- Ecole obligatoire et offres périscolaires: rentes spéciales pour le corps enseignant lors de réorganisations, postes requis pour la mise en place d'une procédure standardisée servant à déterminer le besoin d'enfants et d'adolescents à être scolarisés en école spécialisée

- Mittelschulen und Berufsbildung: Reorganisationen und Restrukturierungen im Zusammenhang mit der Umsetzung von ASP-Massnahmen, Prognosensicherheit betreffend Schülerbestandsentwicklung, Mehraufwand im Bereich Sprachförderung und Berufsbildung im Migrationsbereich, zwingende Überprüfungsarbeiten bei den Lehrbetrieben aufgrund der Änderung ArGVO 5 (Jugendarbeitsschutzverordnung) für den Kanton Bern

- Ecoles moyennes et formation professionnelle: réorganisations et restructurations en lien avec la réalisation de mesures de l'EOS, pertinence du pronostic d'évolution des effectifs d'élèves, hausse des dépenses consacrées à la promotion des langues et à la formation professionnelle dans le domaine de la migration, contrôles obligatoires à réaliser par le canton de Berne auprès des entreprises formatrices en raison de la modification de l'OLT 5 (ordonnance sur la protection des jeunes travailleurs)

- Kultur: Kosten von Rettungsgrabungen, Investitionsbedarf bei verschiedenen Kulturinstitutionen, Standplätze für Fahrende, Kulturpflegestrategie des Kantons Bern (Planungserklärung BiK [Zäch, SP])

- Culture: coût des fouilles de sauvetage, besoin d'investissement pour diverses institutions culturelles, places pour les gens du voyage, stratégie de protection du patrimoine du canton de Berne (déclaration de planification de la CFor [Zäch, PS])

- Immobilienmanagement: Buchgewinn aus Verkauf Teilfläche Viererfeld

- Gestion des biens immobiliers: gain comptable provenant de la vente d'un terrain situé au Viererfeld

4 Der Voranschlag und Aufgaben-/ Finanzplan im Einzelnen

4.1 Konjunkturelles Umfeld

4.1.1 International

Das weltwirtschaftliche Konjunkturumfeld stellt sich grundsätzlich freundlich, jedoch heterogen dar. Insbesondere die US-Wirtschaft wächst solide. Die Erholung in Europa erfolgt deutlich langsamer, dürfte aber an Schwung gewinnen – vorausgesetzt, die Griechenlandkrise kann geordnet und nachhaltig gelöst werden. Die Wirtschaftsentwicklung der meisten Schwellenländer hat an Dynamik eingebüsst. Insgesamt dürfte sich die **weltweite wirtschaftliche Erholung** weiter festigen, wobei die Weltwirtschaft gegenüber konjunkturellen Rückschlägen anfällig bleibt (vgl. Kapitel 3.1).

4.1.2 Schweiz

Die Schweizer Wirtschaft zeigte im 2014 wie bereits im Vorjahr im europäischen Vergleich eine ansprechende Konjunkturdynamik. Das Wirtschaftswachstum betrug 2,0 Prozent (Stand: März 2015, 2013: 1,9%). Mit der Aufhebung des Euro-Mindestkurses durch die Schweizerische Nationalbank (SNB) und der damit einhergegangenen Aufwertung des Schweizer Frankens haben sich die **Wirtschaftsaussichten** allerdings **stark eingetrübt** und die konjunkturellen Unsicherheiten haben massiv zugenommen. Dennoch gehen die führenden Konjunkturforschungsstellen (BAKBASEL, SECO, KOF, UBS, CS) davon aus, dass sich die Schweizer Wirtschaft an das neue Wechselkursumfeld anzupassen vermag, ohne in eine tiefgreifende Rezession zu schlittern. Für das Jahr 2015 wird mit einem verhaltenen Wachstum des Bruttoinlandprodukts von 0,2 bis 1,0 Prozent gerechnet (Stand: März 2015).

Die saisonbereinigte **Arbeitslosenquote** verharrte in den Jahren 2013 und 2014 aussergewöhnlich stabil auf dem Niveau von 3,2 Prozent. Die Konjunkturabkühlung infolge des Frankenschocks dürfte sich nach und nach auf den Arbeitsmarkt übertragen. Für das Jahr 2015 wird ein Anstieg der Arbeitslosenquote auf 3,3 bis 3,6 Prozent erwartet (Stand: März 2015). Eine erhöhte Inanspruchnahme von Kurzarbeit könnte den Anstieg der Arbeitslosigkeit dämpfen.

Die **Jahresteuerung** 2014 betrug 0,0 Prozent. Die Teuerungsprognosen 2015 bewegen sich deutlich im negativen Bereich zwischen –0,8 und –1,3 Prozent (Stand: März 2015). Dafür sind in erster Linie der tiefe Erdölpreis und die wechselkursbedingt gesunkenen Importpreise verantwortlich. Die kurz- bis mittelfristigen Inflationserwartungen liegen im negativen bis leicht positiven Bereich.

4 Le budget et le plan intégré mission-financement en détail

4.1 Contexte conjoncturel

4.1.1 International

Le contexte conjoncturel de l'économie mondiale se présente plutôt favorablement, même s'il est hétérogène. Aux Etats-Unis, en particulier, l'économie affiche une croissance solide. Le rétablissement se fait de façon plus hésitante en Europe, mais devrait se dynamiser – à condition que la crise grecque soit résolue de façon ordonnée et durable. Dans la plupart des pays émergents, la croissance a perdu de son dynamisme. Globalement, la **reprise de l'économie mondiale** devrait se solidifier, mais celle-ci reste susceptible de connaître des revers conjoncturels (voir chap. 3.1).

4.1.2 Suisse

En 2014 comme l'année précédente, l'économie suisse a affiché un beau dynamisme par rapport au reste de l'Europe. La Suisse a connu une croissance économique de 2,0 pour cent (état: mars 2015; 2013: 1,9%). Mais du fait de la suppression, par la Banque nationale suisse (BNS), du cours minimal de l'euro et de la réévaluation du franc suisse allant de pair, les **perspectives économiques** se sont **fortement assombries** et les incertitudes conjoncturelles ont été massivement accentuées. Les grands instituts de conjoncture (BAKBASEL, SECO, KOF, UBS, CS) prévoient toutefois que l'économie suisse va savoir s'adapter à l'environnement avec le nouveau taux de change sans plonger dans une profonde récession. Pour 2015, ils prévoient globalement une augmentation du produit intérieur brut de 0,2 à 1,0 pour cent (état: mars 2015).

Le **taux de chômage** est resté exceptionnellement stable en 2013 et 2014 à 3,2 pour cent. Le refroidissement conjoncturel consécutif au choc sur le franc suisse va peu à peu se répercuter sur le marché du travail et un accroissement du nombre de chômeurs qui passerait de de 3,3 à 3,6 pour cent est à escompter (état: mars 2015). Un recours accru à la réduction de l'horaire de travail pourrait atténuer la hausse du chômage.

En 2014, le **renchérissement annuel** était de 0,0 pour cent. Les prévisions pour 2015 se situent nettement dans les chiffres négatifs, entre –0,8 et –1,3 pour cent (état: mars 2015). Les principaux responsables sont la faiblesse du prix du pétrole et le recul des prix à l'importation du fait du franc fort. A court et moyen termes, on prévoit un renchérissement négatif à légèrement positif.

4.1.3 Kanton Bern

Das **Wirtschaftswachstum** im Kanton Bern war 2014 mit 1,5 Prozent ungefähr auf dem Niveau des Vorjahres. Für das Jahr 2015 rechnet BAKBASEL mit einem BIP-Wachstum von 0,7 Prozent; 2016 wird mit 1,2 Prozent wieder eine moderate Beschleunigung des Wachstums erwartet (Stand: März 2015).

Die **Arbeitslosigkeit** ist im Jahr 2014 mit 2,4 Prozent geringfügig angestiegen (2013: 2,3%). Vor dem Hintergrund der schweizweit zu erwartenden Zunahme der Arbeitslosigkeit und der Erfahrung, dass die Arbeitslosenquote im Kanton Bern aufgrund seiner Wirtschafts- und Bevölkerungsstruktur üblicherweise zwischen 0,7 und 1,0 Prozentpunkten unterhalb des schweizerischen Werts liegt, dürfte die Arbeitslosenquote 2015 rund 2,5 bis 2,7 Prozent betragen (Stand: März 2015).

Die Unsicherheiten im Zusammenhang mit der globalen Konjunkturentwicklung und der Entwicklung des Frankenkurses belasten die exportorientierte Berner **Investitionsgüterindustrie.** Das betrifft insbesondere Unternehmen, die für den Euro-Raum produzieren, aber auch Zulieferbetriebe, die in Konkurrenz zu ausländischen Bewerbern stehen. Branchen mit breit diversifizierten Absatzmärkten oder weniger preissensiblen Gütern (u.a. Uhren) profitieren von der grundsätzlichen Aufhellung der weltweiten Konjunktur.

Die tiefen Zinsen und die Zuwanderung haben die **Baubranche** in den letzten Jahren gestärkt, nun zeichnet sich aber eine Abkühlung ab. Im Jahr 2014 war die Entwicklung der Baubranche im Kanton Bern noch leicht positiv. 2015 ist mit einem Rückgang der Umsätze und der Wertschöpfung zu rechnen. Dies dürfte unter anderem auch auf die Auswirkungen der Zweitwohnungsinitiative zurückzuführen sein.

Das die Beherbergung und die Gastronomie umfassende **Gastgewerbe** ist stark abhängig von Wechselkursveränderungen. Die Erholung der letzten beiden Jahre wurde durch die Aufhebung des Euro-Mindestkurses jäh unterbrochen. Für das laufende und das kommende Jahr ist ein Rückgang der Wertschöpfung und der Beschäftigung zu erwarten.

Die Wertschöpfung im Berner **Detailhandel** verzeichnete 2014 ein moderates Wachstum. Für das Jahr 2015 wird eine ungefähr gleichbleibende Entwicklung erwartet. Die im Zusammenhang mit der Mindestkursaufhebung stehenden negativen Impulse (Einkaufstourismus, Rückgang der touristischen Nachfrage, Eintrübung auf dem Arbeitsmarkt) können offenbar aufgefangen werden.

4.1.3 Canton de Berne

Avec 1,5 pour cent en 2014, la **croissance économique** dans le canton de Berne restait à peu près au même niveau qu'en 2013. BAKBASEL prévoit à nouveau une accélération modérée de la croissance pour 2015, avec une progression du PIB de 0,7 pour cent (état: mars 2015).

En 2014, le **chômage** a légèrement augmenté à 2,4 pour cent, (2013: 2,3%). Dans le contexte de la hausse du chômage attendue au niveau national et du fait que vu sa structure économique et démographique, le canton de Berne connaît habituellement un taux de chômage inférieur de 0,7 à 1,0 point de pourcentage à la moyenne nationale, le chômage devrait donc se situer autour de 2,5 à 2,7 pour cent en 2015 (état: mars 2015).

L'**industrie des biens d'équipement** bernoise, qui est tournée vers l'exportation, souffre des incertitudes liées à l'évolution conjoncturelle globale et au franc fort. Cela concerne en particulier des entreprises qui produisent pour la zone euro, mais aussi des sous-traitants qui sont en concurrence avec des concurrents étrangers. Les branches aux débouchés diversifiés ou dont les biens sont moins sensibles à l'évolution des prix (p.ex. l'horlogerie) profitent de l'éclaircie de la conjoncture mondiale.

Si la faiblesse des taux d'intérêt et la croissance démographique en hausse ont dopé le **secteur de la construction** ces dernières années, un ralentissement se dessine. En 2014, ce secteur enregistrait une évolution encore légèrement positive, mais en 2015, il faut s'attendre à un recul des chiffres d'affaires et de la création de valeur. Cela résulte notamment de l'initiative sur les résidences secondaires.

Le **secteur de l'hôtellerie et de la restauration** est fortement dépendant des taux de change. La reprise enregistrée ces deux dernières années a été brusquement interrompue par la suppression du cours minimal de l'euro. Un recul de la création de valeur et de l'emploi est attendu pour cette année et la suivante.

La création de valeur dans le **commerce de détail** bernois a enregistré en 2014 une croissance modérée, qui devrait rester à peu près la même en 2015. Les impulsions négatives données par la suppression du cours minimal de l'euro (tourisme de consommation, recul de la demande touristique, perturbations sur le marché du travail) peuvent apparemment être compensées.

Die Berner **Finanzbranche** konnte 2014 dank der günstigen Börsenentwicklung und der weiterhin kräftigen Kreditnachfrage ein Wachstum verzeichnen. Die zunehmende Regulierung und der Kostendruck sowie der derzeit ungünstige Wechselkurs belasten jedoch die Wertschöpfungsentwicklung der Banken. Für das Jahr 2015 wird daher mit einem verlangsamten Wachstum gerechnet.

Gemessen an der realen Bruttowertschöpfung und der Anzahl der Beschäftigten sind die **öffentlichen Dienstleistungen** (u.a. öffentliche Verwaltung, Bildung, Gesundheits- und Sozialwesen) der wichtigste Wirtschaftszweig im Kanton Bern. Diese Branchen sind verhältnismässig wenig abhängig von der konjunkturellen Entwicklung und weisen hohe Wachstumsraten auf. So sind die Gesundheitsausgaben ein wichtiger Treiber des Schweizer BIP-Wachstums geworden. Im Kanton Bern ist der Bereich Gesundheits- und Sozialwesen 2014 gewachsen. Auch 2015 wird von einem Wachstum ausgegangen.

4.1.4 Interkantonaler Vergleich

Die Wirtschaftsentwicklung im Kanton Bern verläuft aufgrund seiner **Branchenstruktur** (überdurchschnittliche Präsenz des öffentlichen Sektors und der damit verbundenen Branchen, unterdurchschnittliche Bedeutung der Finanzbranche und der chemisch-pharmazeutischen Industrie) weniger dynamisch als in der Schweiz. Zur vergleichsweise tiefen Arbeitslosenquote im Kanton Bern vgl. oben.

Zwischen 2004 und 2014 konnte das Bruttoinlandprodukt im Kanton Bern jährlich einen Zuwachs von durchschnittlich 1,3 Prozent verzeichnen, während die Schweizer Wirtschaft pro Jahr um durchschnittlich 1,9 Prozent gewachsen ist (Stand: Oktober 2014). Die Wachstumsdifferenz ist neben der Branchenstruktur massgeblich auf das unterdurchschnittliche Bevölkerungswachstum im Kanton Bern zurückzuführen. Beim BIP pro Einwohner verzeichnete der Kanton Bern daher im Mittel über die letzten Jahre einen weniger grossen Rückstand im Vergleich zum schweizerischen Wachstum (Ø 2004–2014: BE: 0,7% / CH: 0,9%, Stand: Oktober 2014). Beim Volkseinkommen pro Kopf wies der Kanton Bern 2014 im Vergleich zur Gesamtschweiz einen Rückstand von gut 10 Prozent auf (BE: CHF 55'303.– / CH: CHF 61'688.–, Stand: Juli 2015). Der Grund für dieses **Defizit** liegt wiederum in der Struktur der bernischen Wirtschaft (vgl. oben).

Le **secteur financier** bernois a enregistré une croissance en 2014, grâce à l'évolution boursière favorable et à la demande toujours forte de crédit. Mais la régulation croissante, la pression exercée sur les coûts et le taux de change défavorable pèsent toujours sur l'évolution de la création de valeur des banques. Un ralentissement de la croissance est donc prévu pour 2015.

Les **services publics** (administration publique, éducation, santé et affaires sociales, etc.) constituent la plus importante branche économique dans le canton de Berne, en termes de valeur ajoutée brute et de nombre d'actifs. Ces branches dépendent relativement peu de l'évolution conjoncturelle et affichent de forts taux de croissance. Les dépenses de santé ont ainsi un fort effet d'impulsion sur la croissance du PIB suisse. Dans le canton de Berne, le secteur de la santé et des affaires sociales a enregistré une croissance en 2014, qui est aussi prévue pour 2015.

4.1.4 Comparaison avec les autres cantons

La croissance économique du canton de Berne est moins dynamique que celle de la Suisse en raison de la **structure de ses secteurs d'activités** (présence supérieure à la moyenne du secteur public et des branches associées, importance inférieure à la moyenne du secteur financier et de l'industrie chimico-pharmaceutique). Concernant le taux de chômage relativement faible du canton de Berne, voir les explications ci-dessus.

Entre 2004 et 2014, le produit intérieur brut du canton de Berne a affiché une croissance annuelle de 1,3 pour cent en moyenne, alors que l'économie suisse progressait dans le même temps de 1,9 pour cent par an (état: octobre 2014). Cette différence s'explique non seulement par la structure des secteurs d'activités du canton de Berne, mais aussi de manière déterminante par sa croissance démographique inférieure à la moyenne. Le canton de Berne a de ce fait affiché en moyenne ces dernières années un retard moins important par rapport à la croissance suisse en ce qui concerne le PIB par habitant (Ø 2004–2014: BE: 0,7% / CH: 0,9%, état: octobre 2014). Par contre, son revenu cantonal par habitant a accusé en 2014 un retard de 10 pour cent par rapport à l'ensemble de la Suisse (BE: CHF 55 303 / CH: CHF 61 688, état: juillet 2015). La raison de ce **déficit** réside là encore dans la structure de l'économie bernoise (voir ci-dessus).

4.2 Gesamtwirtschaftliche Eckdaten der Planjahre 2016–2019

Für den Voranschlag 2016 und Aufgaben-/Finanzplan 2017–2019 wird von den folgenden gesamtwirtschaftlichen Eckdaten ausgegangen:

4.2 Données macroéconomiques de la période de planification 2016 à 2019

Le budget 2016 et le plan intégré mission-financement 2017 à 2019 se fondent sur les données macroéconomiques suivantes:

	Voranschlag Budget	Finanzplan Plan financier			
	2016	**2017**	**2018**	**2019**	
Wirtschaftswachstum CH	1.0 – 1.8% [1]	2.3% [2]	1.9% [2]	1.7% [2]	Croissance économique CH
Wirtschaftswachstum Kanton Bern	0.9% [3]	1.5% [3]	1.2% [3]	1.3% [3]	Croissance économique canton de Berne
Teuerung	–0.5 – 0.3% [4]	0.3% [5]	0.9% [5]	1.4% [5]	Renchérissement
langfristige Zinsen	1.00%	1.25%	1.50%	1.50%	Intérêts à long terme
kurzfristige Zinsen	0.13%	0.25%	0.50%	0.75%	Intérêts à court terme

1. Reales Bruttoinlandprodukt (BIP); Spannweite der Prognosen von BAKBASEL, SECO, KOF, UBS, CS (Stand: März 2015)
2. Reales Bruttoinlandprodukt (BIP); nur BAK-Prognose verfügbar (Stand: Juli 2015)
3. Reales Bruttoinlandprodukt (BIP) Kt. Bern; BAK-Prognose (Stand: Juli 2015)
4. Konsumentenpreise; Spannweite der Prognosen von BAKBASEL, SECO, KOF, UBS, CS (Stand: März 2015)
5. Konsumentenpreise; nur BAK-Prognose verfügbar (Stand: Juli 2015)

1. Produit intérieur brut réel (PIB); marge selon les prévisions des instituts BAK et KOF, l'UBS, le CS et le seco (état: mars 2015)
2. Produit intérieur brut réel (PIB); seules les prévisions du BAK étaient disponibles (état: juillet 2015)
3. Produit intérieur brut réel (PIB) canton de Berne; prévisions du BAK (état: juillet 2015)
4. Prix à la consommation; marge selon les prévisions des instituts BAK et KOF, l'UBS, le CS et le seco (état: mars 2015)
5. Prix à la consommation; seules les prévisions du BAK étaient disponibles (état: juillet 2015)

Obwohl die gesamtwirtschaftlichen Eckdaten den Finanzplan massgeblich beeinflussen, ist dieser in erster Linie das zahlenmässige Abbild der konkreten staatlichen Aufgaben- und Ressourcenplanung. Veränderungen des Aufgabenumfangs oder der Aufgabenstruktur, seien diese durch politische Entscheidungen oder durch externe Faktoren zustande gekommen, sind die hauptsächlichen Einflussfaktoren.

Même s'il subit dans une large mesure l'influence de ces données macroéconomiques, le plan financier est en premier lieu le reflet chiffré de la planification cantonale concrète des tâches et des ressources. Les principaux facteurs qui l'influencent sont les modifications apportées à l'ampleur ou à la structure de ces tâches, que ce soit par des décisions politiques ou par des facteurs externes.

Von den wirtschaftlichen Eckdaten werden die Prognosen für das reale Wirtschaftswachstum und die Teuerung – neben weiteren Grundlagen – zur Schätzung der Steuereinnahmen herangezogen. Die Zinsprognosen dienen neben der Schätzung der Schuldenentwicklung als Basis zur Ermittlung der Passivzinsen (nur für die Konversion [Neuaufnahme auslaufender Schulden] und die Neuverschuldung).

Ce sont les prévisions concernant la croissance économique réelle et le renchérissement – ainsi que d'autres données fondamentales – qui servent de base à l'évaluation des recettes fiscales. Les prévisions des taux d'intérêt permettent, quant à elles, d'estimer l'évolution de la dette et de calculer les intérêts passifs (seulement pour la conversion [relance] d'emprunts arrivés à échéance et pour le nouvel endettement).

4.3 Finanzielle Eckwerte der Planjahre 2016–2019

Die Verwaltungsrechnung des Kantons Bern ergibt für das Voranschlagsjahr 2016 sowie die Finanzplanjahre 2017–2019 folgendes Gesamtbild:

4.3 Données financières de la période de planification 2016 à 2019

Le compte administratif du canton de Berne, pour l'exercice budgétaire 2016 et la période de planification 2017 à 2019, se présente comme suit:

Staat mit Spezialfinanzierungen in Millionen CHF	Rechnung Compte **2014**	Voranschlag Budget **2015**	Voranschlag Budget **2016**	Finanzplan Plan financier **2017**	**2018**	**2019**	**Etat** avec les financements spéciaux en millions CHF
Laufende Rechnung							**Compte de fonctionnement**
Aufwand	10'065.0	10'465.6	10'589.6	10'731.8	10'875.4	10'985.3	Charges
Ertrag	10'276.7	10'589.9	10'815.2	10'970.6	11'062.3	11'170.0	Revenus
Saldo	**211.7**	**124.3**	**225.6**	**238.8**	**186.9**	**184.7**	**Solde**
Investitionsrechnung							**Compte des investissements**
Ausgaben	939.8	1'041.4	935.2	808.5	740.3	755.0	Dépenses
Einnahmen	417.1	437.8	376.4	272.9	225.4	233.3	Recettes
Nettoinvestitionen	**522.7**	**603.7**	**558.8**	**535.7**	**514.9**	**521.6**	**Investissement net**
Finanzierung							**Financement**
Saldo Laufende Rechnung	211.7	124.3	225.6	238.8	186.9	184.7	Solde du compte de fonctionnement
Abschreibungen [1]	467.5	486.4	442.7	426.3	410.0	430.3	Amortissements [1]
Auflösung Aufwertungsreserve (ASP-Massnahme «HRM / IPSAS»)	0.0	0.0	0.0	– 40.0	– 40.0	– 40.0	Dissolution réserve de réévaluation (mesure EOS «MCH2 / IPSAS»)
Selbstfinanzierung [2]	679.2	610.7	668.4	625.0	556.9	575.1	Autofinancement [2]
Nettoinvestitionen	522.7	603.7	558.8	535.7	514.9	521.6	Investissement net
Finanzierungssaldo [3]	**156.5**	**7.0**	**109.5**	**89.4**	**42.0**	**53.4**	**Solde de financement [3]**
Schuldenabbau 2016–2019				**294.3**			**Réduction totale de la dette de 2016 à 2019**
Selbstfinanzierungsgrad [4]	**129.9%**	**101.2%**	**119.6%**	**116.7%**	**108.2%**	**110.2%**	**Degré d'autofinancement [4]**
Durchschnitt 2016–2019				**113.8%**			**Moyenne 2016 à 2019**
Bilanz							**Bilan**
Bilanzsumme [8]	8'080.8	7'910.2	7'705.3	7'551.5	7'472.2	7'384.7	Total du bilan [8]
Bilanzfehlbetrag [5] [8]	**1'654.2**	**1'529.9**	**1'304.3**	**1'065.5**	**878.6**	**693.9**	**Découvert [5] [8]**
Fremdkapital [8]	7'331.0	7'323.9	7'214.4	7'125.0	7'083.1	7'029.6	Engagements [8]
Bruttoschuld I [6] [8]	**6'105.0**	**6'098.0**	**5'988.5**	**5'899.1**	**5'857.1**	**5'803.7**	**Endettement brut I [6] [8]**
Bruttoschuld II [7] [8]	**6'836.4**	**6'829.4**	**6'719.9**	**6'630.5**	**6'588.5**	**6'535.1**	**Endettement brut II [7] [8]**
Zusätzlich Zunahme Fremdkapital aufgrund des neuen Pensionskassengesetzes			2'022.0	2'022.0	2'022.0	2'022.0	Augmentation supplémentaire du découvert liée à la nouvelle loi sur les caisses de pension

Allfällige Abweichungen sind durch Rundungen bedingt

[1] Abschreibungen auf dem Verwaltungsvermögen

[2] Abschreibungen plus Saldo Laufende Rechnung

[3] Selbstfinanzierung minus Nettoinvestitionen

[4] Selbstfinanzierung in Prozenten der Nettoinvestitionen

[5] Vorjahreswert minus Saldo Laufende Rechnung

[6] Vorjahreswert plus Neuverschuldung minus Schuldenabbau plus Auflösung Rückstellungen

[7] Bruttoschuld I plus Rückstellungen

[8] Ohne Berücksichtigung der Auswirkungen des neuen Pensionskassengesetzes (PKG)

Les différences éventuelles sont dues à la présentation en chiffres ronds

[1] Amortissements sur le patrimoine administratif

[2] Amortissements plus solde du compte de fonctionnement

[3] Autofinancement moins investissement net.

[4] Autofinancement en pourcentage de l'investissement net

[5] Chiffre année précédente moins solde compte de fonctionnement

[6] Chiffre de l'année précédente plus nouvel endettement moins réduction de la dette plus dissolution des provisions

[7] Endettement brut I plus les provisions

[8] Sans les répercussions de la nouvelle loi sur les caisses de pension (LCPC)

Die Entwicklungen dieser Eckwerte werden in den nachfolgenden Kapiteln erläutert.

L'évolution de ces données est expliquée dans les chapitres qui suivent.

4.4 Laufende Rechnung

4.4.1 Saldo

Der Saldo der Laufenden Rechnung ergibt sich aus der Differenz zwischen Aufwand und Ertrag. Ein negativer Saldo entspricht einem Aufwandüberschuss. Er erhöht den Bilanzfehlbetrag bzw. vermindert das Eigenkapital. Ein positiver Saldo entspricht einem Ertragsüberschuss. Er vermindert den Bilanzfehlbetrag bzw. erhöht das Eigenkapital.

Im Betrachtungszeitraum 2009 bis 2019 zeigt sich folgendes Bild:

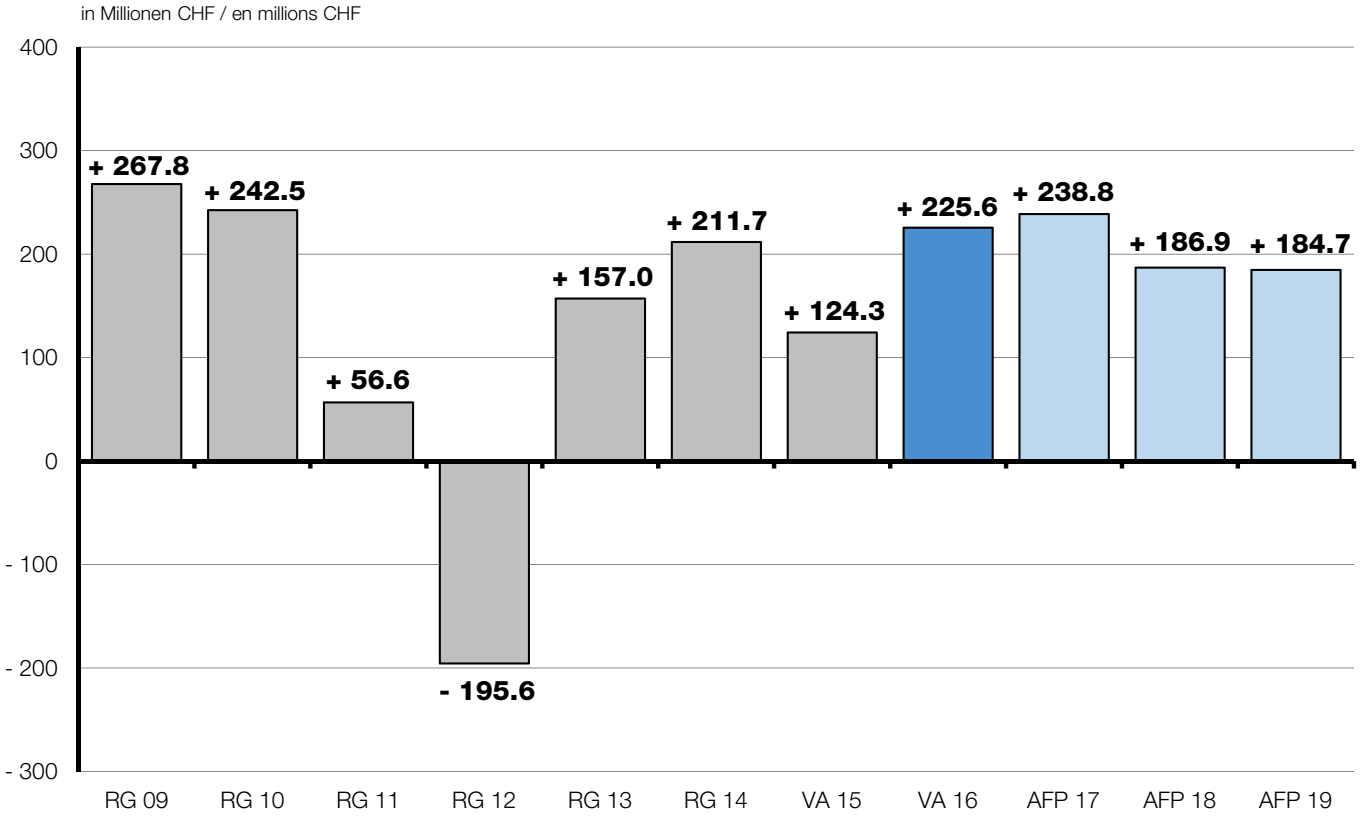
4.4 Compte de fonctionnement

4.4.1 Solde

Pour connaître le solde du compte de fonctionnement, il convient de soustraire les charges des revenus. Un solde négatif correspond à un excédent de charges, qui accroît le découvert au bilan ou diminue le volume du capital propre. Un solde positif correspond à un excédent de revenus, qui réduit le découvert ou augmente le capital propre.

Pour la période allant de 2009 à 2019, la situation se présente comme suit:

Grafik 1 / graphique 1



Die **Jahresrechnung 2014** schloss mit einem Ertragsüberschuss in der Höhe von CHF 212 Millionen ab.

Les **comptes annuels de 2014** clôturent sur un excédent de revenus de CHF 212 millions.

Der vom Grossen Rat in der Novembersession 2014 genehmigte **Voranschlag 2015** rechnet mit einem Ertragsüberschuss von CHF 124 Millionen.

Im **Voranschlagsjahr 2016** kann die verfassungsmässige Vorgabe der Schuldenbremse für die Laufende Rechnung mit einem Ertragsüberschuss von CHF 225,6 Millionen bzw. CHF 217,1 Millionen nach Abzug der Buchgewinne und Abschreibungen auf den Anlagen des Finanzvermögens erfüllt werden. Auch die Vorgaben der Schuldenbremse für die Investitionsrechnung werden mit den vorliegenden Werten eingehalten.

Während in der Aufgaben-/Finanzplanung 2016–2018 des letzten Jahres durchschnittlich mit Ertragsüberschüssen in der Laufenden Rechnung von CHF 114 Millionen pro Jahr gerechnet wurde, resultieren in den **Finanzplanjahren 2017–2019** neu Ertragsüberschüsse in der Laufenden Rechnung von CHF 239 Millionen (2017), CHF 187 Millionen (2018) sowie CHF 185 Millionen (2019).

Le **budget 2015**, que le Grand Conseil a adopté pendant sa session de novembre 2014, table sur un excédent de revenus de CHF 124 millions.

L'**exercice budgétaire 2016** respecte la consigne constitutionnelle du frein au déficit appliqué au compte de fonctionnement, avec un excédent de revenus de CHF 225,6 millions (CHF 217,1 mio après déduction des gains comptables et des amortissements réalisés sur les placements du patrimoine financier). Les présents chiffres respectent également la consigne du frein au déficit appliqué au compte des investissements.

Alors que le plan intégré mission-financement 2016 à 2018 tablait sur des excédents annuels de revenus de plus de quelque CHF 114 millions en moyenne au compte de fonctionnement, de nouveaux excédents de charges sont prévus pour les **années de planification financière 2017** (CHF 239 mio), **2018** (CHF 187 mio) et **2019** (CHF 185 mio).

4.4.2 Sachgruppen

Der **Aufwand** steigt von CHF 10'590 Millionen im Jahr 2016 auf CHF 10'985 Millionen im Jahr 2019. Das durchschnittliche jährliche Wachstum in der Planperiode beträgt 1,2 Prozent. Die Entwicklung der aufwandseitigen Sachgruppen ist in der nachfolgenden Tabelle dargestellt.

4.4.2 Groupes de matières

Les **charges** passent de CHF 10'590 millions en 2016 à CHF 10'985 millions en 2019; leur croissance annuelle moyenne est donc de 1,2 pour cent sur l'ensemble de la période de planification. L'évolution des groupes de matières du côté des charges est présentée dans le tableau suivant.

Staat mit Spezialfinanzierungen		Rechnung Compte	Voranschlag Budget	Voranschlag Budget	Finanzplan Plan financier				**Etat** avec les financements spéciaux	
in Millionen CHF		**2014**	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	16–19 [1]	en millions CHF	
3	**Aufwand**	**10'065.0**	**10'465.6**	**10'589.6**	**10'731.8**	**10'875.4**	**10'985.3**		**3**	**Charges**
	Veränderung in%		*4.0*	*1.2*	*1.3*	*1.3*	*1.0*	*1.2*		*Modification en %*
30	Personalaufwand	2'978.3	3'049.9	3'074.2	3'117.7	3'153.1	3'200.7		30	Charges de personnel
	Veränderung in %		*2.4*	*0.8*	*1.4*	*1.1*	*1.5*	*1.4*		*Modification en %*
31	Sachaufwand	746.7	842.9	853.6	850.2	855.9	855.3		31	Biens, services et marchandises
	Veränderung in %		*12.9*	*1.3*	*– 0.4*	*0.7*	*– 0.1*	*0.1*		*Modification en %*
32	Passivzinsen	102.8	137.6	115.9	116.3	117.1	124.3		32	Intérêts passifs
	Veränderung in %		*33.9*	*– 15.8*	*0.4*	*0.6*	*6.2*	*2.4*		*Modification en %*
33	Abschreibungen	579.6	588.4	551.3	534.8	518.6	538.9		33	Amortissements
	Veränderung in %		*1.5*	*– 6.3*	*– 3.0*	*– 3.0*	*3.9*	*– 0.8*		*Modification en %*
34	Anteile und Beiträge	300.9	305.0	303.8	302.8	301.8	301.3		34	Parts et contributions
	Veränderung in %		*1.4*	*– 0.4*	*– 0.3*	*– 0.3*	*– 0.2*	*– 0.3*		*Modification en %*
35	Entschädigungen an Gemeinwesen	431.4	388.9	410.3	408.8	409.1	409.9		35	Dédommagements à des collectivités publiques
	Veränderung in %		*– 9.9*	*5.5*	*– 0.4*	*0.1*	*0.2*	*– 0.0*		*Modification en %*
36	Eigene Beiträge	4'287.9	4'467.5	4'639.2	4'750.8	4'868.1	4'916.4		36	Subventions accordées
	Veränderung in %		*4.2*	*3.8*	*2.4*	*2.5*	*1.0*	*2.0*		*Modification en %*
37	Durchlaufende Beiträge	561.0	572.0	572.4	572.5	572.4	572.4		37	Subventions redistribuées
	Veränderung in %		*2.0*	*0.1*	*0.0*	*– 0.0*	*0.0*	*0.0*		*Modification en %*
38	Einlagen in Spezialfinanzierungen	16.8	4.9	5.7	8.0	6.7	6.1		38	Attributions aux financements spéciaux
	Veränderung in %		*– 70.7*	*15.9*	*40.0*	*– 16.5*	*– 8.2*	*2.4*		*Modification en %*
39	Interne Verrechnungen	59.6	108.4	63.2	70.0	72.6	59.8		39	Imputations internes
	Veränderung in %		*82.0*	*– 41.7*	*10.8*	*3.7*	*– 17.5*	*– 1.8*		*Modification en %*

[1] Durchschnittliches jährliches Wachstum

Allfällige Abweichungen sind durch Rundungen bedingt.

[1] Croissance annuelle moyenne en %.

Les différences éventuelles sont dues à la présentation en chiffres ronds.

Der **Ertrag** steigt von CHF 10‘815 Millionen im Jahr 2016 auf CHF 11‘170 Millionen im Jahr 2019. Das durchschnittliche Wachstum in der Planperiode beträgt 1,1 Prozent. Die Entwicklung der ertragsseitigen Sachgruppen ist in der nachfolgenden Tabelle dargestellt.

Les **revenus** passent de CHF 10 815 millions en 2016 à CHF 11 170 millions en 2019, enregistrant ainsi pour cette période une croissance annuelle moyenne de 1,1 pour cent. L'évolution des groupes de matières du côté des revenus est présentée dans le tableau suivant.

Staat mit Spezialfinanzierungen	Rechnung Compte	Voranschlag Budget	Voranschlag Budget	Finanzplan Plan financier				**Etat** avec les financements spéciaux
in Millionen CHF	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	16–19 [1]	en millions CHF
Ertrag	**10'276.7**	**10'589.9**	**10'815.2**	**10'970.6**	**11'062.3**	**11'170.0**		**Revenus**
Veränderung in %		*3.0*	*2.1*	*1.4*	*0.8*	*1.0*	*1.1*	*Modification en %*
40 Steuern	5'075.1	5'010.0	5'147.9	5'210.6	5'290.5	5'380.2		40 Impôts
Veränderung in %		*– 1.3*	*2.8*	*1.2*	*1.5*	*1.7*	*1.5*	*Modification en %*
41 Regalien und Konzessionen	8.6	9.6	9.5	9.5	9.5	9.5		41 Patentes, concessions
Veränderung in %		*11.4*	*– 0.4*	*0.0*	*0.0*	*0.0*	*0.0*	*Modification en %*
42 Vermögenserträge	140.4	160.9	203.8	198.5	195.5	198.7		42 Revenus des biens
Veränderung in %		*14.6*	*26.6*	*– 2.6*	*– 1.5*	*1.6*	*– 0.8*	*Modification en %*
43 Entgelte	879.0	819.9	847.9	848.7	849.3	850.7		43 Contributions
Veränderung in %		*– 6.7*	*3.4*	*0.1*	*0.1*	*0.2*	*0.1*	*Modification en %*
44 Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung	1'892.5	1'867.1	1'911.6	1'948.1	1'950.0	1'950.4		44 Parts à des recettes et contributions sans affectation
Veränderung in %		*– 1.3*	*2.4*	*1.9*	*0.1*	*0.0*	*0.7*	*Modification en %*
45 Rückerstattungen von Gemeinwesen	404.3	577.4	589.7	599.3	605.7	614.3		45 Remboursements de collectivités publiques
Veränderung in %		*42.8*	*2.1*	*1.6*	*1.1*	*1.4*	*1.4*	*Modification en %*
46 Beiträge für eigene Rechnung	1'145.2	1'300.7	1'367.0	1'438.5	1'469.0	1'490.0		46 Subventions acquises
Veränderung in %		*13.6*	*5.1*	*5.2*	*2.1*	*1.4*	*2.9*	*Modification en %*
47 Durchlaufende Beiträge	561.0	571.9	572.3	572.3	572.3	572.3		47 Subventions à redistribuer
Veränderung in %		*1.9*	*0.1*	*0.0*	*– 0.0*	*0.0*	*0.0*	*Modification en %*
48 Entnahmen aus Spezialfinanzierungen	111.0	168.5	101.1	72.4	44.0	40.2		48 Prélèvements sur financements spéciaux
Veränderung in %		*51.8*	*– 40.0*	*– 28.4*	*– 39.3*	*– 8.5*	*– 26.5*	*Modification en %*
49 Interne Verrechnungen	59.6	103.9	64.4	72.7	76.4	63.7		49 Imputations internes
Veränderung in %		*74.4*	*– 38.1*	*13.0*	*5.1*	*– 16.6*	*– 0.3*	*Modification en %*

[1] Durchschnittliches jährliches Wachstum in %

Allfällige Abweichungen sind durch Rundungen bedingt.

[1] Croissance annuelle moyenne en %

Les différences éventuelles sont dues à la présentation en chiffres ronds.

Die wesentlichen Gründe für die Veränderungen in den Sachgruppen gehen aus der Berichterstattung der Direktionen hervor.

Les principales raisons des modifications concernant les groupes de matières sont exposées dans les comptes rendus des Directions.

4.5 Nettoinvestitionen

Die Nettoinvestitionen ergeben sich aus den Investitionsausgaben abzüglich der Investitionseinnahmen.

Im Betrachtungszeitraum 2009 bis 2019 zeigt sich folgendes Bild:

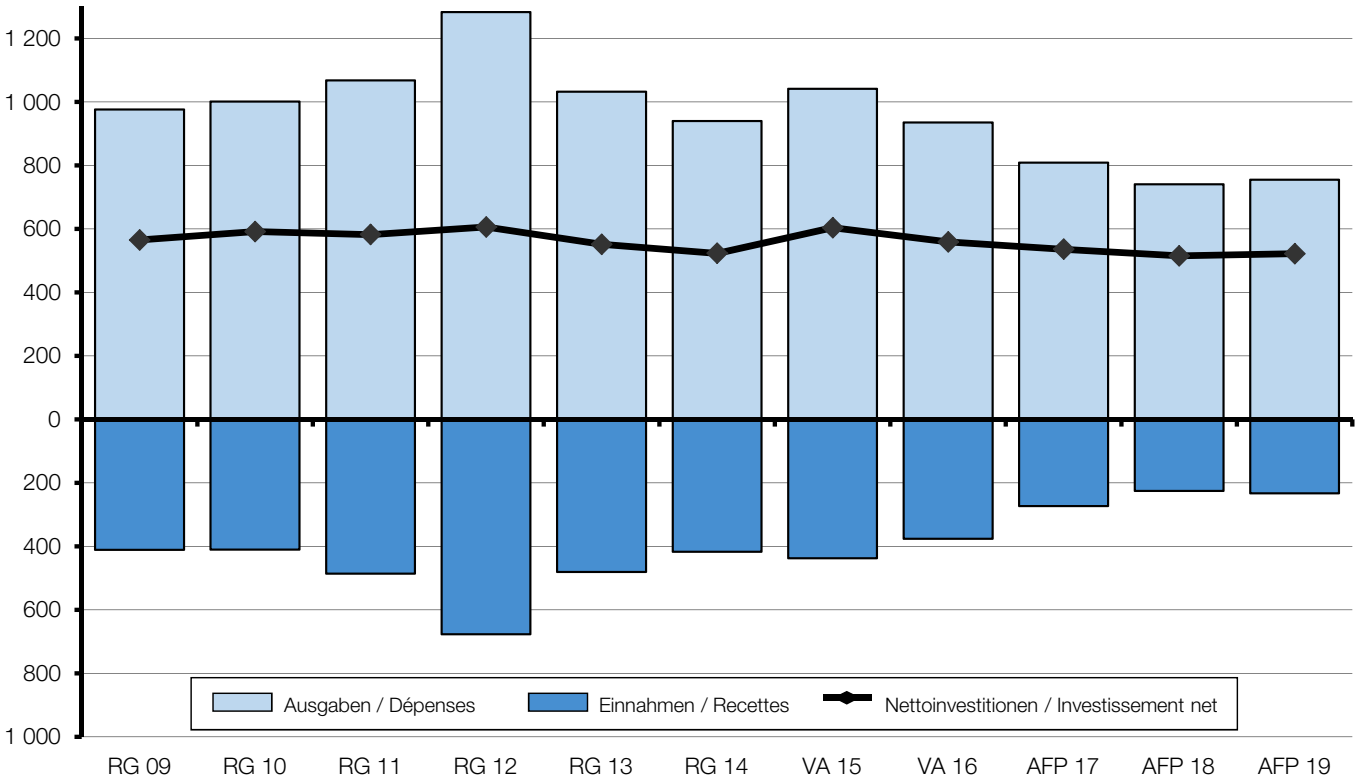
4.5 Investissement net

L'investissement net représente la différence entre les dépenses et les recettes d'investissement.

Pour la période allant de 2009 à 2019, la situation se présente comme suit:

Grafik 2 / graphique 2

in Millionen CHF / en millions CHF



4.5.1 Entwicklung der Nettoinvestitionen

Im oben aufgezeigten Betrachtungszeitraum bewegen sich die ordentlichen Nettoinvestitionen auf einem relativ stabilen Niveau. Schwankungen ergeben sich insbesondere bei den aus Spezialfinanzierungen finanzierten Nettoinvestitionen. In den Planjahren 2017 und 2018 sinkt das Nettoinvestitionsniveau gegenüber den beiden Vorjahren (2015 und 2016) um gegen CHF 50 Millionen von rund CHF 600 Millionen auf rund CHF 550 Millionen.

4.5.2 Gesamtkantonale Investitionsplanung

Die gesamtkantonale Investitionsplanung ermöglicht einen Überblick über die **wichtigsten Investitionsvorhaben der nächsten zehn Jahre** und wird jeweils im Rahmen des Planungsprozesses aktualisiert.

Die direktionalen Ergebnisse der gesamtkantonalen Investitionsplanung sind in **Anhang 7** aufgeführt. Bei den darin aufgeführten Investitionsvorhaben handelt es sich um eine **Momentaufnahme** per Anfang Juli 2015.

Aus der gesamtkantonalen Investitionsplanung ist u.a. die **Differenz** zwischen **Sach- und Finanzplanung** ersichtlich. Erfahrungsgemäss führen verschiedenste Ursachen wie zum Beispiel Einsprachen, witterungsbedingte Bauverzögerungen usw. laufend zu Anpassungen der Sachplanungen der einzelnen Direktionen und der Staatskanzlei. Aus diesem Grund ist bei einzelnen Direktionen ein **Sachplanungsüberhang** im Bereich der Nettoinvestitionen notwendig. Andernfalls müsste aus den erwähnten Gründen in der Jahresrechnung jeweils mit Budgetunterschreitungen gerechnet werden.

Wie die nachfolgende Übersicht zeigt, liegen die aktualisierten **Sachplanwerte** im Vergleich zur letztjährigen Planung in den Jahren 2019 und 2020 deutlich tiefer. Ab dem Jahr 2021 liegen die aktualisieren Planwerte indessen teilweise erheblich über den bisherigen Planwerten. Entsprechende Korrekturen wurden insbesondere bei der Bau-, Verkehrs- und Energiedirektion vorgenommen. Insgesamt ist festzustellen, dass der Investitionsbedarf ab dem Jahr 2019 bis in das Jahr 2024 aus heutiger Perspektive deutlich ansteigen wird.

4.5.1 Evolution de l'investissement net

L'investissement net ordinaire évolue à un niveau relativement stable durant la période qui est présentée ci-dessus. Les variations concernent surtout l'investissement net financé par des financements spéciaux. Pour les exercices du PIMF 2017 et 2018, le niveau de l'investissement net baisse de CHF 50 millions par rapport aux deux années précédentes (2015 et 2016), passant de quelque CHF 600 millions à environ CHF 550 millions.

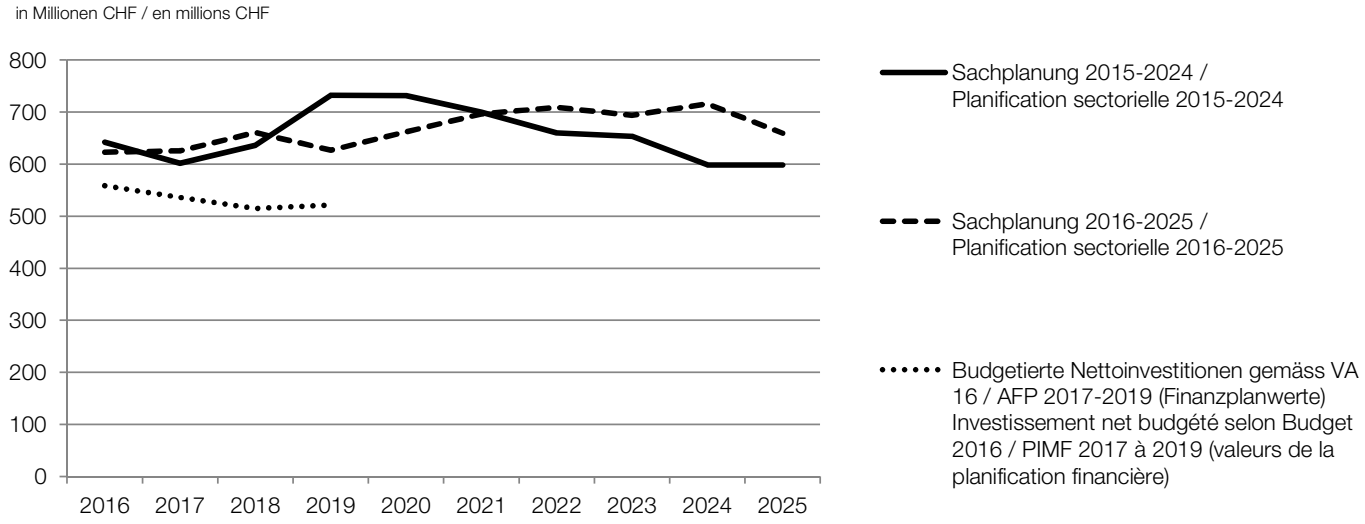
4.5.2 Plan d'investissement intégré

Le plan d'investissement intégré fournit une vue d'ensemble des **principaux projets d'investissement des dix prochaines années**. Il est actualisé dans le cadre du processus de planification.

Les résultats détaillés du plan d'investissement intégré sont présentés par Direction à **l'annexe 7**. Il s'agit d'une **vue instantanée** des projets d'investissement au début du mois de juillet 2015.

Le plan d'investissement intégré établit une **distinction** entre **planification sectorielle et planification financière**. L'expérience a montré que les plans sectoriels des Directions et de la Chancellerie d'Etat sont constamment adaptés pour les motifs les plus divers, tels que les oppositions, les retards de construction dus aux intempéries, etc. De ce fait, certaines Directions doivent prévoir un **supplément de planification sectorielle** dans le domaine de l'investissement net, faute de quoi il faudrait s'attendre pour les raisons évoquées à ce que les chiffres des comptes annuels soient parfois inférieurs au budget.

Comme l'illustre le schéma ci-après, les **chiffres** actualisés **de la planification sectorielle** de 2019 et 2020 sont nettement inférieurs à ceux de la planification de l'an dernier. A partir de 2012, les chiffres actualisés dépassent parfois considérablement les prévisions établies jusque-là. Des corrections ont en particulier été apportées à la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie. Dans l'ensemble, on prévoit actuellement une nette augmentation des besoins d'investissements de 2019 jusqu'à 2024.



4.6 Finanzierungssaldo

Das Ergebnis der Laufenden Rechnung plus die Abschreibungen stellt die **Selbstfinanzierung** dar. Es handelt sich dabei um die eigenen Mittel, welche zur Finanzierung neuer Investitionen oder für den Schuldenabbau eingesetzt werden können.

Der Finanzierungssaldo ergibt sich aus der Selbstfinanzierung abzüglich der Nettoinvestitionen. Ist die Selbstfinanzierung höher als die Nettoinvestitionen, entsteht ein **Finanzierungsüberschuss**; der Kanton kann grundsätzlich Schulden abbauen. Ist die Selbstfinanzierung kleiner als die Nettoinvestitionen, entsteht ein **Finanzierungsfehlbetrag**; der Kanton muss sich neu verschulden.

4.6 Solde de financement

L'**autofinancement** est obtenu en additionnant le résultat du compte de fonctionnement aux amortissements. Il correspond aux moyens propres que le canton peut affecter au financement de nouveaux investissements ou à la réduction de la dette.

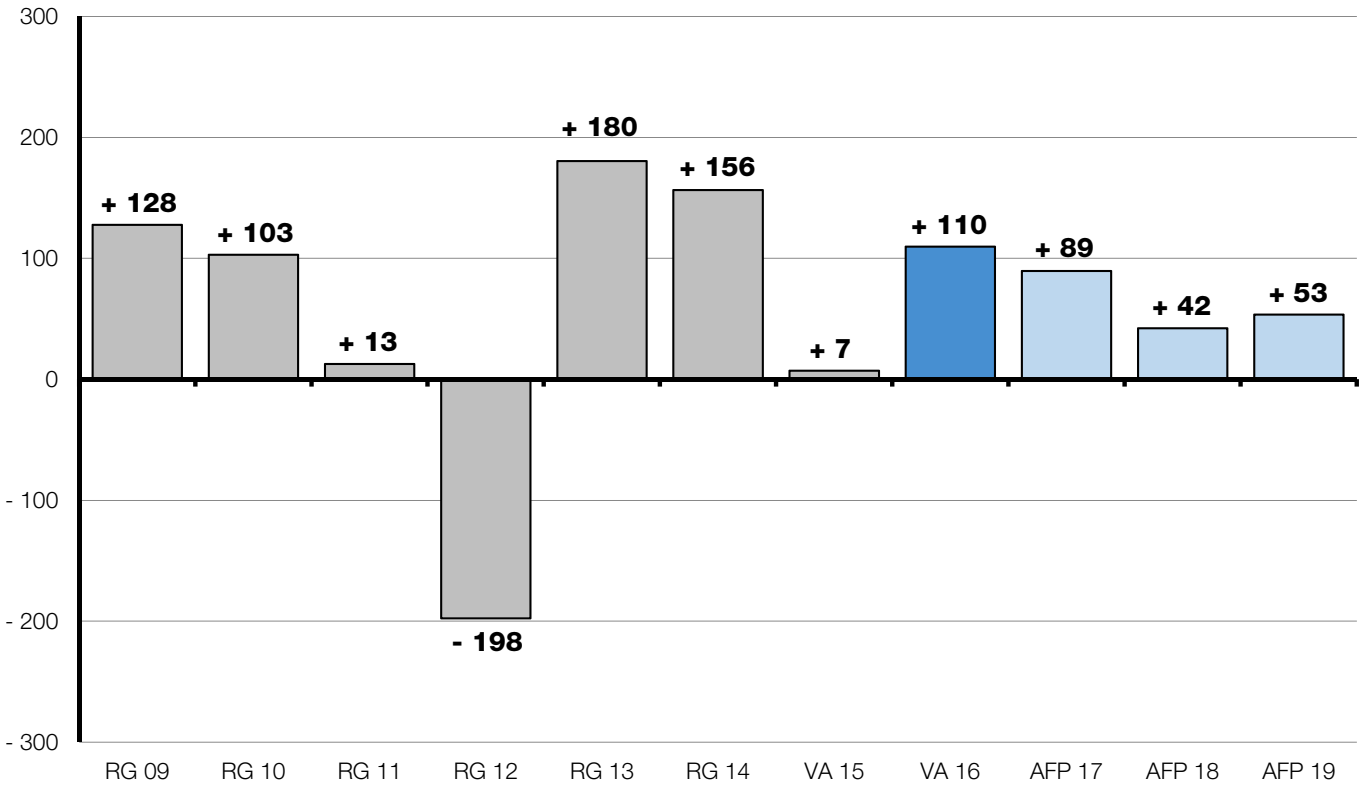
Le solde de financement est obtenu en soustrayant l'investissement net de l'autofinancement. Lorsque l'autofinancement est supérieur à l'investissement net, on a un **excédent de financement** et le canton peut en principe réduire sa dette. Lorsque l'autofinancement est inférieur à l'investissement net, on a une **insuffisance de financement** et le canton doit s'endetter davantage.

Im Betrachtungszeitraum 2009 bis 2019 zeigt sich folgendes Bild:

Pour la période allant de 2009 à 2019, la situation se présente comme suit:

Grafik 3 / graphique 3

in Millionen CHF / en millions CHF



4.6.1 Überblick

Während der Saldo der Laufenden Rechnung lediglich das Ergebnis der «betrieblichen Leistungserbringung» beinhaltet, schliesst der Finanzierungssaldo die **gesamte staatliche Aufgabenerfüllung** ein. Der Finanzierungssaldo gibt darüber Auskunft, ob die staatlichen Ausgaben (Laufende Rechnung und Investitionen) mit eigenen Mitteln (Steuererträge, Gebühren, Beiträge Dritter usw.) finanziert werden können.

4.6.1 Bref aperçu

Alors que le solde du compte de fonctionnement ne contient que le résultat de la «fourniture des prestations par l'entreprise», le solde de financement englobe **l'accomplissement de toutes les tâches cantonales**. Le solde de financement indique si le canton peut financer les tâches publiques (compte de fonctionnement et compte des investissements) par ses propres moyens (rentrées fiscales, émoluments, contributions de tiers, etc.).

In Bezug auf die Planung der Aufgaben und Finanzen hat sich der Finanzierungssaldo seit dem Jahr 2001 als die zentrale Steuerungsgrösse etabliert. Sie ist auch für die Anwendung der vom Berner Volk im Februar 2008 beschlossenen **Schuldenbremse für die Investitionsrechnung** relevant: Selbstfinanzierung und Nettoinvestitionen müssen sich mittelfristig die Waage halten. Ein Finanzierungsfehlbetrag im Voranschlag ist im Aufgaben-/Finanzplan zu kompensieren. Ein Finanzierungsfehlbetrag im Geschäftsbericht ist im Budget des übernächsten Jahres und der drei anschliessenden Planjahre auszugleichen.

Pour la planification des tâches et des finances, le solde de financement s'est établi depuis 2001 comme le paramètre de pilotage central. Il est aussi pertinent pour la mise en œuvre du **frein à l'endettement appliqué au compte des investissements** que le peuple bernois a voté en février 2008, en vertu duquel l'autofinancement et l'investissement net doivent se contrebalancer à moyen terme. Une insuffisance de financement au budget doit être compensée au plan intégré mission-financement. Une insuffisance de financement au rapport de gestion doit être compensée au budget de l'exercice +2 et les trois années de planification suivantes.

Neben diesen politisch relevanten Veränderungen der Verschuldung gibt es auch rein technisch bedingte Schwankugen. So kann die Schuld beispielsweise trotz Selbstfinanzierungsgrad von über 100 Prozent ansteigen, wenn Ausgaben getätigt werden müssen, bevor Zahlungen auf bestehenden Guthaben eingegangen sind. Umgekehrt kann sie technisch sinken, wenn Verbindlichkeiten noch nicht fällig sind und die verfügbaren Mittel zwischenzeitlich zur Rückzahlung von kurzfristigen Darlehen verwendet werden. Diese rein technisch bedingten Schwankungen (Bilanztransaktionen) sind für die politische Beurteilung der Verschuldung jedoch nicht von Bedeutung.

Outre ces modifications pertinentes au plan politique, l'endettement enregistre aussi des variations purement techniques. Il peut ainsi augmenter malgré un degré d'autofinancement supérieur à 100 pour cent, par exemple lorsque des dépenses doivent être opérées avant que des versements n'aient été enregistrés du côté des avoirs. A l'inverse, l'endettement peut présenter une diminution technique lorsque des engagements ne sont pas encore arrivés à échéance et que l'on utilise les moyens disponibles pour rembourser des emprunts à court terme. Ces variations purement techniques (opérations au bilan) ne jouent aucun rôle dans l'appréciation politique de l'endettement.

4.6.2 Entwicklung bis 2014

Trotz der grundlegend veränderten finanzpolitischen Ausgangslage aufgrund der Finanz- und Wirtschaftskrise hat der Regierungsrat in der vergangenen Legislatur seine finanzpolitischen Ziele um das Doppelte übertroffen: Die Schulden konnten in den Jahren 2006 bis und mit 2009 «aus eigener Kraft» um knapp CHF 800 Millionen oder gegen CHF 200 Millionen pro Jahr abgebaut werden. Auch in den Jahren 2010 und 2011 resultierten Finanzierungsüberschüsse von CHF 103 Millionen (2010) resp. CHF 13 Millionen (2011). Der Regierungsrat hat somit die Überschüsse aus «guten Zeiten» zu einem grossen Teil für den Schuldenabbau verwendet und ist durch eine sparsame Haushaltsführung auf dem Weg zur finanziellen Entlastung ein gutes Stück vorangekommen. Im Jahr 2012 resultierte erstmals seit dem Jahr 1997 ein negativer Finanzierungssaldo in der Höhe von CHF 198 Millionen. Die Rechnungsjahre 2013 und 2014 wiesen schliesslich wiederum deutlich positive Finanzierungssaldi aus.

4.6.2 Evolution jusqu'à 2014

Malgré les changements fondamentaux intervenus en matière de politique financière du fait de la crise financière et économique, le Conseil-exécutif a atteint le double des objectifs qu'il s'était fixés dans ce domaine pour la législature passée: il est en effet parvenu à réduire par ses propres moyens la dette cantonale de quelque CHF 800 millions sur l'ensemble de la législature 2006 à 2009, soit de CHF 200 millions par an. En 2010 et 2011 aussi, les excédents de financement atteignaient respectivement CHF 103 millions et 13 millions. Le Conseil-exécutif a ainsi affecté une grande partie des excédents des années «fastes» à la réduction de la dette et appliqué une gestion financière économe, ce qui lui a permis d'alléger sa charge financière dans des proportions appréciables. En 2012, le canton a enregistré pour la première fois depuis 1997 un solde de financement négatif, à hauteur de CHF 198 millions. Enfin, les exercices 2013 et 2014 ont affiché de nouveau un solde de financement positif.

4.6.3 Entwicklung 2015 bis 2019

Der vom Grossen Rat in der Novembersession 2014 verabschiedete **Voranschlag 2015** sieht einen positiven Finanzierungssaldo von CHF 7 Millionen vor.

4.6.3 Evolution de 2015 à 2019

Le **budget 2015** adopté par le Grand Conseil lors de sa session de novembre 2014 prévoit un solde de financement positif de CHF 7 millions.

Gleichzeitig werden in sämtlichen Jahren der Planungsperiode 2016–2019 Finanzierungsüberschüsse erzielt. Insgesamt resultiert in den Jahren 2016–2019 ein Schuldenabbau in der Höhe von CHF 294 Millionen.

Des excédents de financement sont en outre prévus toutes les années de la période de planification 2016 à 2019. Sur cette même période, la dette est ainsi réduite de CHF 294 millions.

4.7 Planbilanz

4.7.1 Überblick

Die Planbilanz weist folgende Eckwerte auf:

4.7 Bilan du plan

4.7.1 Bref aperçu

Le bilan du plan se présente comme suit:

Staat mit Spezialfinanzierungen in Millionen CHF	Rechnung Compte **2014**	Voranschlag Budget **2015**	Voranschlag Budget **2016**	Finanzplan Plan financier **2017**	**2018**	**2019**	16–19	**Etat** avec les financements spéciaux en millions CHF
Aktiven	**8'080.8**	**7'910.2**	**7'705.3**	**7'551.5**	**7'472.2**	**7'384.7**		**Actif**
Veränderung in %		**–2.1**	**–2.6**	**–2.0**	**–1.0**	**–1.2**	**–1.4**	**Modification en %**
Finanzvermögen	3'324.0	3'160.5	3'065.1	3'000.6	2'963.4	2'929.3		Patrimoine financier
Veränderung in %		*–4.9*	*–3.0*	*–2.1*	*–1.2*	*–1.1*	*–1.5*	*Modification en %*
Verwaltungsvermögen	3'102.5	3'219.8	3'335.9	3'485.3	3'630.2	3'761.5		Patrimoine administratif
Veränderung in %		*3.8*	*3.6*	*4.5*	*4.2*	*3.6*	*4.1*	*Modification en %*
Spezialfinanzierungen	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		Financements spéciaux
Veränderung in %		–	–	–	–	–	–	*Modification en %*
Bilanzfehlbetrag	1'654.2	1'529.9	1'304.3	1'065.5	878.6	693.9		Découvert
Veränderung in %		*–7.5*	*–14.7*	*–18.3*	*–17.5*	*–21.0*	*–19.0*	*Modification en %*
Passiven	**8'080.8**	**7'910.2**	**7'705.3**	**7'551.5**	**7'472.2**	**7'384.7**		**Passif**
Veränderung in %		***–2.1***	***–2.6***	***–2.0***	***–1.0***	***–1.2***	***–1.4***	***Modification en %***
Fremdkapital	7'331.0	7'323.9	7'214.4	7'125.0	7'083.1	7'029.6		Engagements
Veränderung in %		*–0.1*	*–1.5*	*–1.2*	*–0.6*	*–0.8*	*–0.9*	*Modification en %*
Veränderung absolut		– 7.0	– 109.5	– 89.4	– 42.0	– 53.4		Modification absolue
Spezialfinanzierungen	749.8	586.3	490.8	426.4	389.1	355.1		Financements spéciaux
Veränderung in %		*–21.8*	*–16.3*	*–13.1*	*–8.7*	*–8.8*	*–10.2*	*Modification en %*

[1)] Durchschnittliches jährliches Wachstum

Allfällige Abweichungen sind durch Rundungen bedingt

[1)] Croissance annuelle moyenne en %.

Les différences éventuelles sont dues à la présentation en chiffres ronds.

Die Planbilanz basiert auf dem Zahlenwerk des Finanzinformationssystems des Kantons Bern. Da die Auswirkungen des neuen Pensionskassengesetzes (PKG) technisch in der Planbilanz noch nicht erfasst werden können, werden diese in den nachfolgenden Kapiteln grafisch separat dargestellt.

Le bilan du plan se fonde sur les chiffres du système d'informations financières du canton de Berne. Comme il n'était pas encore possible d'y intégrer techniquement les répercussions de la nouvelle loi sur les caisses de pension cantonales (LCPC), celles-ci font l'objet d'une présentation graphique distincte dans les chapitres qui suivent.

4.7.2 Finanzvermögen

Das Finanzvermögen vermindert sich in der Planperiode jährlich um durchschnittlich 1,5 Prozent.

4.7.3 Verwaltungsvermögen

Das Verwaltungsvermögen, das unmittelbar mit der staatlichen Aufgabenerfüllung verknüpft ist, nimmt in der Planperiode um durchschnittlich 4,1 Prozent pro Planjahr zu. Die Zunahme entspricht den jährlichen Nettoinvestitionen abzüglich der Abschreibungen.

4.7.4 Bilanzfehlbetrag

Der Bilanzfehlbetrag verändert sich jährlich im Umfang des Ergebnisses in der Laufenden Rechnung. Ertragsüberschüsse führen zu einem Abbau, Aufwandüberschüsse zu einer Zunahme des Bilanzfehlbetrags.

Im Betrachtungszeitraum 2009 bis 2019 zeigt sich folgendes Bild:

4.7.2 Patrimoine financier

Le patrimoine financier diminue en moyenne de 1,5 pour cent par an pendant la période de planification.

4.7.3 Patrimoine administratif

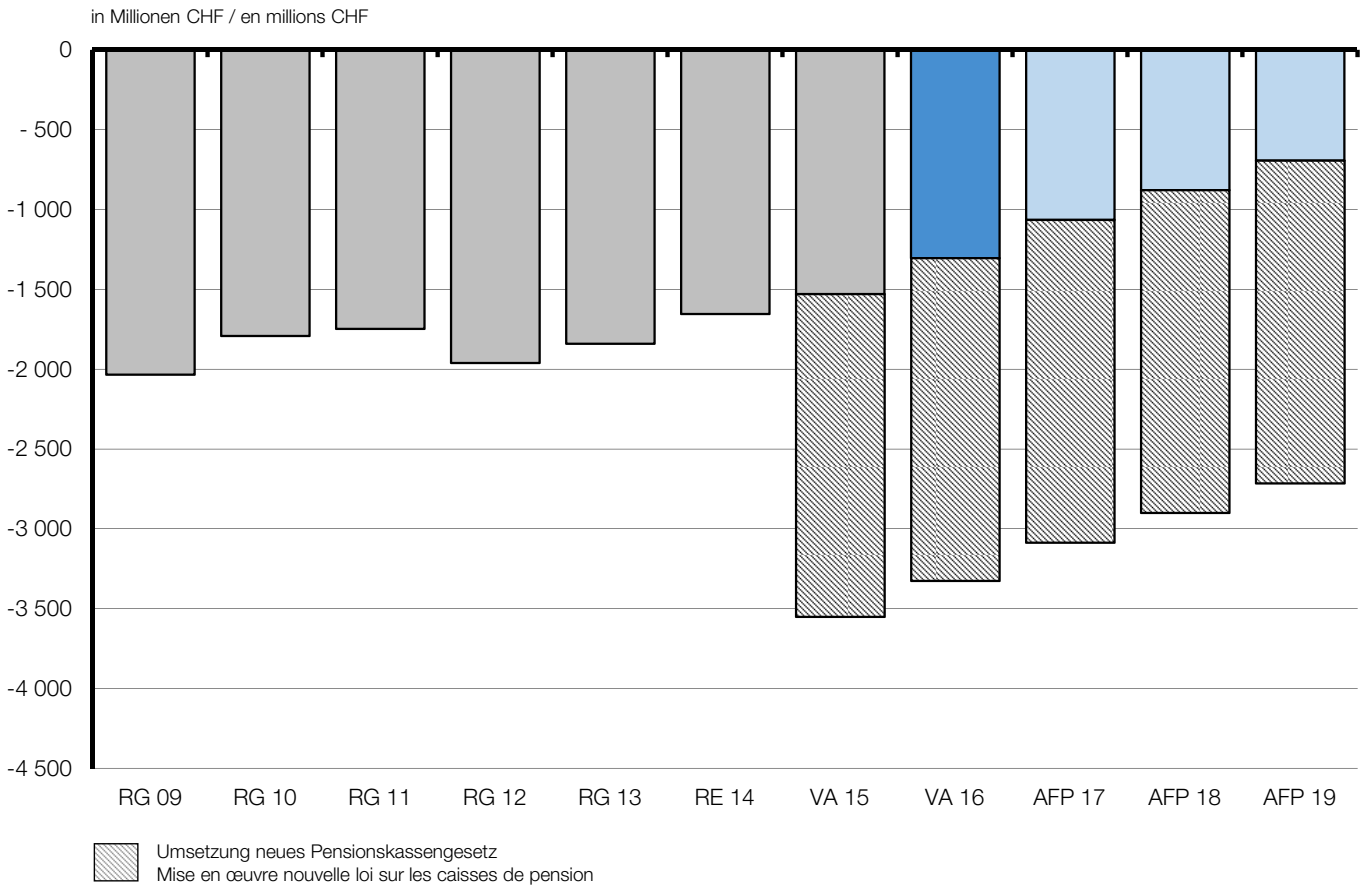
Le patrimoine administratif, qui est directement lié à l'accomplissement des tâches cantonales, enregistre une progression annuelle moyenne de 4,1 pour cent durant la période de planification. Cette progression correspond à l'investissement net annuel moins les amortissements.

4.7.4 Découvert

Le découvert varie chaque année proportionnellement au résultat du compte de fonctionnement. Les excédents de revenus le réduisent, les excédents de charges l'augmentent.

Pour la période allant de 2009 à 2019, la situation se présente comme suit:

Grafik 4 / graphique 4



Ausgehend von einem Wert von CHF 2'284 Millionen per Ende 2008 hat sich der Bilanzfehlbetrag als Folge der erzielten Ertragsüberschüsse in der Laufenden Rechnung bis Ende 2011 kontinuierlich auf einen Betrag von CHF 1'747 Millionen reduziert. Im Jahr 2012 nahm der Bilanzfehlbetrag wieder zu infolge des Aufwandüberschusses der Laufenden Rechnung (CHF 196 Mio.), der Veränderungen in den Rücklagen Globalbudgetbereiche (CHF 7 Mio.) sowie der teilweisen Verrechnung der Wertberichtigung für Aktien und Anteilscheine (CHF 11 Mio.) um insgesamt CHF 213 Millionen auf CHF 1'961 Millionen.

Aufgrund der geplanten Ertragsüberschüsse ist bis Ende 2019 mit einer erneuten Reduktion des Bilanzfehlbetrages zu rechnen (auf CHF 694 Mio.).

Unter Berücksichtigung der Auswirkungen des neuen Pensionskassengesetzes erhöht sich der Bilanzfehlbetrag ab dem Voranschlagsjahr 2015 um CHF 2'022 Millionen.

Depuis fin 2008, où il s'élevait à CHF 2'284 millions, le découvert n'a cessé de reculer jusqu'à fin 2011 grâce aux excédents du compte de fonctionnement, pour s'établir à CHF 1'747 millions. En 2012, le découvert du bilan a de nouveau progressé de CHF 213 millions au total, pour atteindre CHF 1'961 millions, sous l'effet de l'excédent de charges au compte de fonctionnement (CHF 196 mio), des évolutions des réserves des domaines de l'enveloppe budgétaire (CHF 7 mio) ainsi que de l'imputation partielle des rectifications de valeur des actions et parts sociales (CHF 11 mio).

Les excédents de revenus prévus devraient permettre de réduire à nouveau le découvert à CHF 694 millions d'ici fin 2019.

Si l'on tient compte des répercussions de la nouvelle loi sur les caisses de pension, le découvert augmente de CHF 2 022 millions à partir de l'exercice budgétaire 2015.

4.7.5 Bruttoschuld I und II

Die **Bruttoschuld I** umfasst die laufenden Verpflichtungen sowie die kurz-, mittel- und langfristigen Schulden. Die **Bruttoschuld II** zeigt die Situation unter der Annahme, dass die Rückstellungen als Schuld ausgewiesen werden.

Im Betrachtungszeitraum 2009 bis 2019 zeigt sich folgendes Bild:

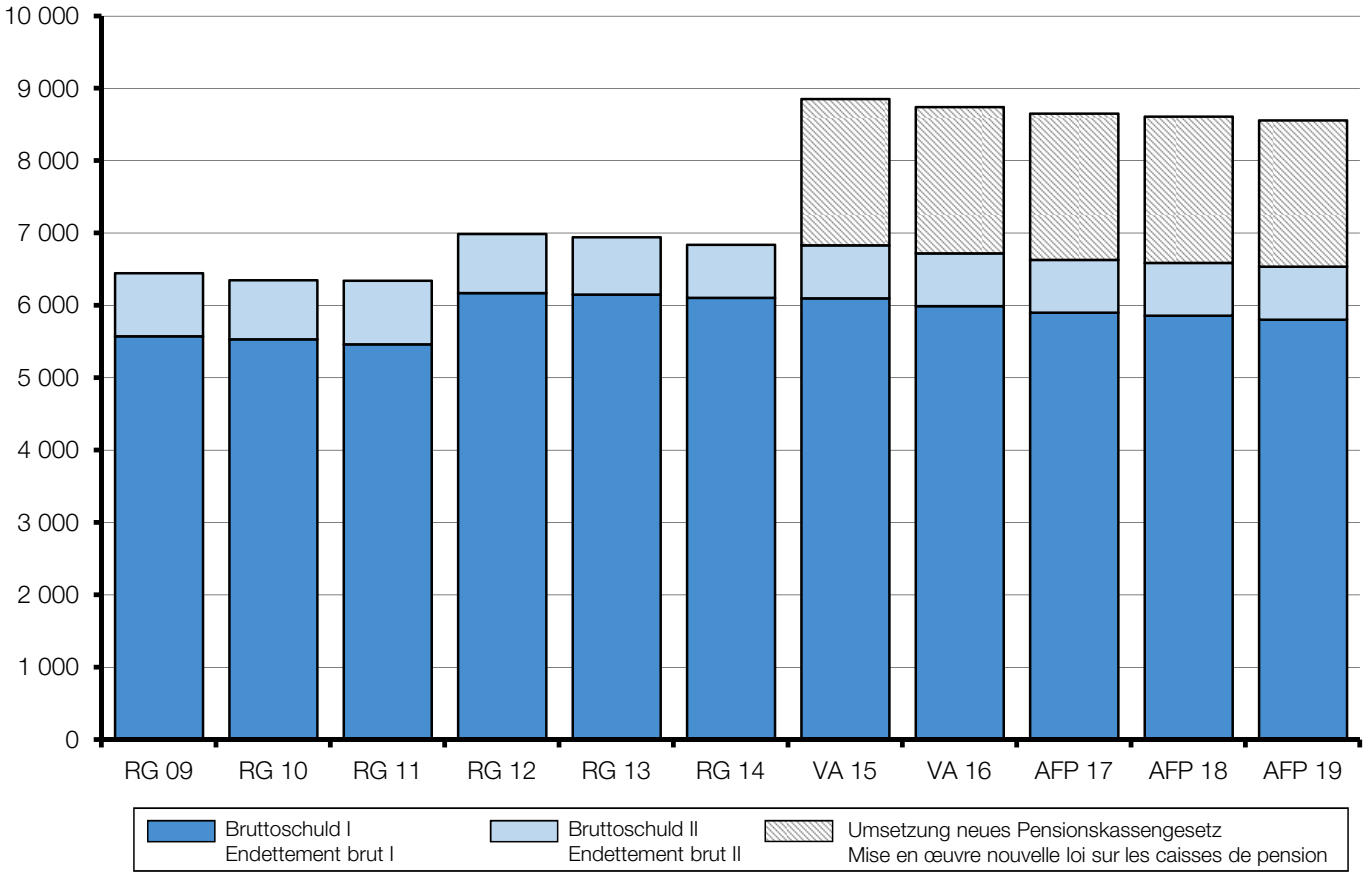
4.7.5 Endettement brut I et II

L'**endettement brut I** comprend les engagements courants et les dettes à court, moyen et long termes. L'**endettement brut II** repose sur l'hypothèse selon laquelle les provisions sont comptabilisées comme dettes.

Pour la période allant de 2009 à 2019, la situation se présente comme suit:

Grafik 5 / graphique 5

in Millionen CHF / en millions CHF



4.7.5.1 Bruttoschuld I

Im Jahr 2002 haben die Schulden des Kantons Bern erstmals die 10-Milliarden-Grenze überschritten und gleichzeitig den Höchststand erreicht. In der Folge gelang es, den jahrelangen Trend der Neuverschuldung zu brechen. Mit dem Zufluss aus dem Verkauf der überschüssigen Goldreserven der Nationalbank und dessen Verwendung für den Schuldenabbau sowie aufgrund erfolgreicher eigener Anstrengungen konnte die Bruttoschuld I bis Ende 2011 um annähernd die Hälfte auf CHF 5'461 Millionen reduziert werden.

Der Schuldenstand nimmt per Ende 2012 vorwiegend aufgrund des erzielten Defizits wieder auf CHF 6'171 Millionen zu. In den Folgejahren sinkt der Schuldenstand, bis er sich ab dem Voranschlagsjahr 2015 unter Berücksichtigung der Auswirkungen des neuen Pensionskassengesetzes um CHF 720 Millionen erhöht (Schuldanerkennung BPK/BLVK).

4.7.5.2 Bruttoschuld II

Unter Berücksichtigung der Auswirkungen des neuen Pensionskassengesetzes erhöht sich die Bruttoschuld II ab dem Voranschlagsjahr 2015 um CHF 2'022 Millionen (CHF 720 Mio. Schuldanerkennung BPK/BLVK und CHF 1'302 Mio. Rückstellungen Übergangseinlage / Finanzierungsbeiträge). In den Jahren 2016 bis 2019 ist mit einem leichten Rückgang der Bruttoschuld II zu rechnen.

4.7.5.3 Rahmen der Neuverschuldung für das Jahr 2016

Der Grosse Rat ist gemäss Art. 76 der Kantonsverfassung (KV) und Art. 75 Abs. 1 Bst. k des Gesetzes über die Steuerung von Finanzen und Leistungen (FLG) zuständig, den Rahmen einer Neuverschuldung festzusetzen. Der Rahmen der Neuverschuldung dient der jederzeitigen Sicherstellung der Zahlungsbereitschaft. Er hat den Zweck einer **Kreditlimite** und bezieht sich auf die **Tresorerieschuld**. Diese beinhaltet die kurzfristigen sowie mittel- und langfristigen Darlehen und Anleihen der Tresorerie. Innerhalb des Rahmens befindet der Regierungsrat nach Art. 89 Abs. 4 KV über die Bereitstellung der notwendigen Finanzierungsmittel. Nach Art. 76 Abs. 1 Bst. i FLG ist der Regierungsrat zuständig für die Aufnahme der Finanzierungsmittel im Rahmen der vom Grossen Rat genehmigten Neuverschuldung sowie für das Festsetzen der Konditionen.

Gemäss den Berechnungen der Abteilung Tresorerie der Finanzverwaltung ist für das Jahr 2016 zur Aufrechterhaltung der Zahlungsbereitschaft maximal eine Neuverschuldung in der Höhe von **CHF 600 Millionen** zu erwarten. Dieser Betrag enthält folgende Elemente:

4.7.5.1 Endettement brut I

La dette du canton de Berne a, pour la première fois, passé la barre des CHF 10 milliards en 2002, date à laquelle elle a atteint son niveau le plus élevé. Le canton est ensuite parvenu à briser la spirale de l'endettement. Le versement du produit des réserves d'or excédentaires de la Banque nationale, affecté à la réduction de la dette, et divers efforts consentis par le canton ont permis de réduire de près de moitié l'endettement brut I, et de le porter ainsi à CHF 5'461 millions fin 2011.

L'endettement est remonté à CHF 6'171 millions fin 2012, en raison principalement du déficit des comptes. Il a diminué par la suite jusqu'à l'exercice budgétaire 2015, où il augmente à nouveau de CHF 720 millions compte tenu des répercussions de la nouvelle loi sur les caisses de pension (reconnaissance de dette CPB/CACEB).

4.7.5.2 Endettement brut II

Si l'on tient compte des répercussions de la nouvelle loi sur les caisses de pension, l'endettement brut II progresse de CHF 2'022 millions à partir de l'exercice budgétaire 2015 (CHF 720 mio: reconnaissance de dette CPB/CACEB; CHF 1302 mio: provisions contribution de transition / contributions financières). L'endettement brut II devrait légèrement reculer de 2016 à 2019.

4.7.5.3 Cadre du nouvel endettement pour 2016

Conformément à l'art. 76 de la Constitution du canton de Berne (ConstC) et à l'art. 75, alinéa 1, lettre k de la loi sur le pilotage des finances et des prestations (LFP), le Grand Conseil est compétent pour fixer le cadre d'un nouvel endettement, qui est destiné à garantir en permanence la capacité de paiement du canton. Conçu comme une **limite de crédit**, ce cadre est représentatif de la **dette de trésorerie**. Celle-ci recouvre les prêts et emprunts de la trésorerie à court, moyen et long termes. Dans le cadre d'un nouvel endettement, il appartient au Conseil-exécutif, selon l'art. 89, alinéa 4 ConstC, de mettre à disposition les moyens financiers nécessaires. Aux termes de l'art. 76, alinéa 1, lettre i LFP, le Conseil-exécutif est compétent pour emprunter des ressources financières dans le cadre d'un nouvel endettement approuvé par le Grand Conseil et en fixer les conditions.

D'après les calculs de la section Trésorerie de l'Administration des finances, il faut escompter pour garantir la capacité de paiement du canton en 2016 un nouvel endettement d'un montant maximal de **CHF 600 millions**. Ce montant se répartit comme suit:

- Der Voranschlag 2016 sieht für das Jahr 2016 einen Schuldenabbau von netto CHF 110 Millionen vor (Finanzierungssaldo).

- Der Reservebetrag von CHF 710 Millionen dient der jederzeitigen Aufrechterhaltung der Zahlungsbereitschaft des Kantons und wird lediglich bei allfälligen erfolgsneutralen Bilanztransaktionen (Zunahme Debitoren, Abnahme Kreditoren, Beanspruchung Rückstellungen, Realisierung von Investitionen aus Spezialfinanzierungen und Fonds zur Deckung von Investitionsspitzen usw.) beansprucht werden.

- Le budget 2016 prévoit pour 2016 une réduction nette de la dette de CHF 110 million (solde de financement).

- Le montant de réserve de CHF 710 millions est destiné à garantir en permanence la capacité de paiement du canton. Il ne sera utilisé qu'en cas d'opérations au bilan sans incidence sur le résultat (augmentation débiteurs, diminution créanciers, recours aux provisions, réalisation d'investissements sur les financements spéciaux et le Fonds de couverture des pics d'investissement, etc.).

4.8 Kennzahlen

4.8.1 Selbstfinanzierungsgrad

Wird die Selbstfinanzierung (vgl. Kapitel 4.6) ins Verhältnis zu den Nettoinvestitionen gesetzt, ergibt sich der Selbstfinanzierungsgrad. Bei einem Selbstfinanzierungsgrad von unter 100 Prozent werden die Nettoinvestitionen teilweise fremd, d.h. über eine Neuverschuldung finanziert, bei einem solchen von über 100 Prozent resultiert neben der vollständigen Finanzierung der Nettoinvestitionen durch selbst erarbeitete Mittel zusätzlich ein Schuldenabbau.

Im Betrachtungszeitraum 2009 bis 2019 zeigt sich folgendes Bild:

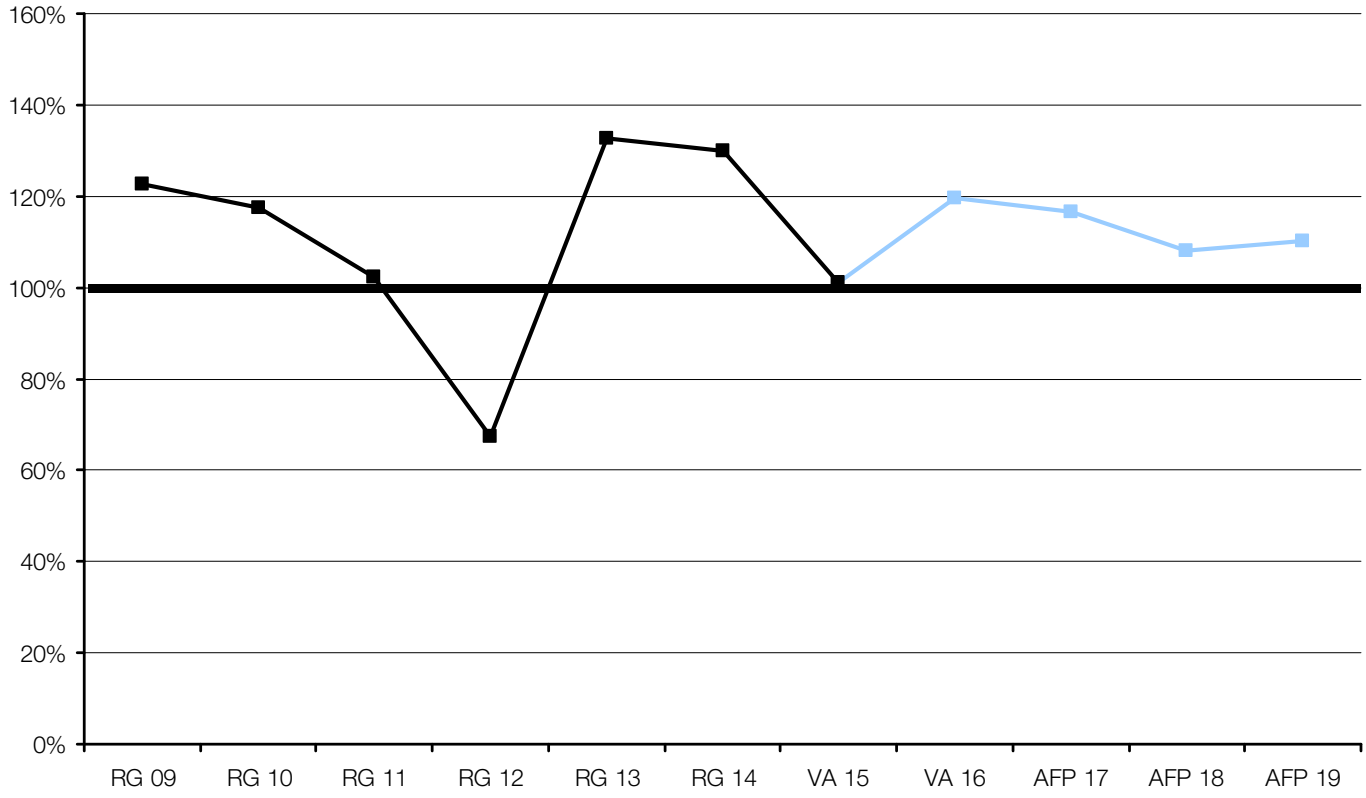
4.8 Indicateurs

4.8.1 Degré d'autofinancement

Le degré d'autofinancement (voir chap. 4.6) correspond, quant à lui, au rapport entre autofinancement et investissement net. Lorsque le degré d'autofinancement est inférieur à 100 pour cent, l'investissement net doit être en partie financé par des emprunts, c'est-à-dire par un nouvel endettement; lorsqu'il est supérieur à 100 pour cent, il garantit non seulement un financement intégral de l'investissement net par les moyens propres, mais permet en outre de réduire la dette.

Pour la période allant de 2009 à 2019, la situation se présente comme suit:

Grafik 6 / graphique 6



Im Planungshorizont 2016–2019 ergibt sich ein Selbstfinanzierungsgrad von jeweils deutlich über 100 Prozent. Am höchsten fällt er mit 119,6 Prozent im Voranschlagsjahr 2016 aus.

A l'horizon de la planification 2016 à 2019, le degré d'autofinancement devrait se situer nettement au-dessus des 100 pour cent. C'est en 2016 qu'il devrait être le plus élevé et atteindre 119,6 pour cent.

4.8.2 Schuldenquote

Die in Bezug auf die Anwendung der verfassungsmässigen Schuldenbremse für die Investitionsrechnung massgebende Schuldenquote weist die Bruttoschuld I und II in Prozenten des kantonalen jährlichen Volkseinkommens aus. Die Schuldenbremse gelangt zur Anwendung, wenn die Schuldenquote über 12 Prozent liegt.

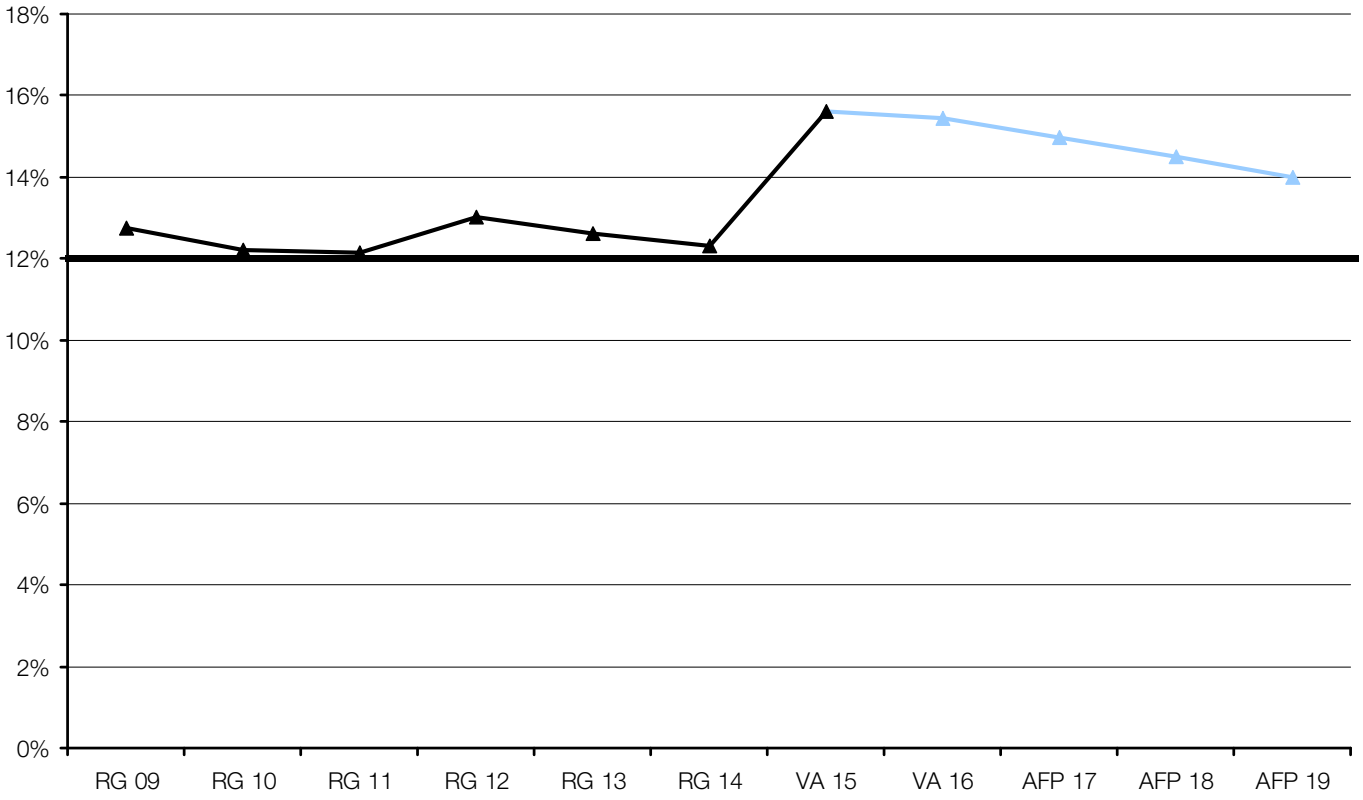
Im Betrachtungszeitraum 2009 bis 2019 zeigt sich folgendes Bild:

4.8.2 Quote-part de l'endettement

La quote-part de l'endettement déterminante pour l'application au compte des investissements du frein à l'endettement inscrit dans la Constitution exprime l'endettement brut I et II en pourcentage du revenu cantonal annuel. Le frein à l'endettement s'applique dès que la quote-part de l'endettement est supérieure à 12 pour cent.

Pour la période allant de 2009 à 2019, la situation se présente comme suit:

Grafik 7 / graphique 7



Vorwiegend als Folge der hohen Ertragsüberschüsse in der Laufenden Rechnung reduzierte sich die Schuldenquote bis **Ende 2011** auf **12,2 Prozent**. Sie lag damit knapp über dem für die Anwendung der Schuldenbremse der Investitionsrechnung massgebenden Wert von 12 Prozent.

La quote-part de l'endettement a diminué jusqu'à **12,2 pour cent** à **fin 2011** du fait, principalement, des forts excédents du compte de fonctionnement. Elle se situait ainsi juste au-dessus du seuil de 12 pour cent qui est déterminant pour l'application du frein à l'endettement au compte des investissements.

Als Folge des Finanzierungsfehlbetrags in der Rechnung 2012 erhöht sich die Schuldenquote kurzfristig auf 13,0 Prozent. Nach einem erneuten Rückgang auf 12,3 Prozent in der Rechnung 2014 steigt die Schuldenquote ab 2015 deutlich an. Die Zunahme begründet sich mit der Berücksichtigung der finanziellen Auswirkungen des neuen Pensionskassengesetzes.

Elle est brièvement montée à 13,0 pour cent dans les comptes de 2012 du fait du déficit de financement. Après un nouveau recul à 12,3 pour cent dans les comptes de 2014, elle remonte nettement à partir de 2015. Cette hausse s'explique par la prise en compte des répercussions financières de la nouvelle loi sur les caisses de pension.

5 Controlling ASP 2014

In den nachfolgenden Kapiteln informiert der Regierungsrat über den Stand der Umsetzung der durch den Grossen Rat anlässlich der Novembersession 2013 beschlossenen **Massnahmen** der **Angebots- und Strukturüberprüfung ASP 2014**.

5.1 Stand der Umsetzung der durch den Grossen Rat anlässlich der Novembersession 2013 beschlossenen ASP-Massnahmen

Im Frühjahr 2015 beauftragte der Regierungsrat die Direktionen und die Staatskanzlei, **per Ende Mai 2015** ein Controlling betreffend den Stand der Umsetzung der durch den Grossen Rat anlässlich der Haushaltsdebatte 2013 in der Novembersession beschlossenen bzw. zur Kenntnis genommenen **Massnahmen** aus der **ASP 2014** durchzuführen. Er liess in diesem Zusammenhang – wie bereits im vergangenen Jahr – bei allen Massnahmen durch die Direktionen den aktuellen Stand der Umsetzung hinsichtlich der erwarteten **finanziellen** Effekte, der Auswirkungen auf die **Gemeinden** sowie der Auswirkungen auf den **Stellenbestand** prüfen.

5 Controlling de l'EOS 2014

Le Conseil-exécutif expose, dans les chapitres qui suivent, l'état d'avancement de la mise en œuvre des mesures de **l'Examen des offres et des structures (EOS 2014)** que le Grand Conseil a adoptées pendant sa session de novembre 2013.

5.1 Avancement de la mise en œuvre des mesures de l'EOS adoptées par le Grand Conseil durant sa session de novembre 2013

Au printemps 2015, le Conseil-exécutif a chargé les Directions et la Chancellerie d'Etat de procéder, **pour la fin du mois de mai 2015**, à un controlling de l'état d'avancement de la mise en œuvre des **mesures** résultant de l'**EOS 2014**, que le Grand Conseil a adoptées ou dont il a pris connaissance lors des débats budgétaires de la session de novembre 2013. Comme l'an dernier, il a prié à cet effet les Directions de vérifier l'état actuel de la mise en œuvre de toutes les mesures quant aux effets **financiers** attendus, aux incidences pour les **communes** et à l'impact sur **l'état des postes**.

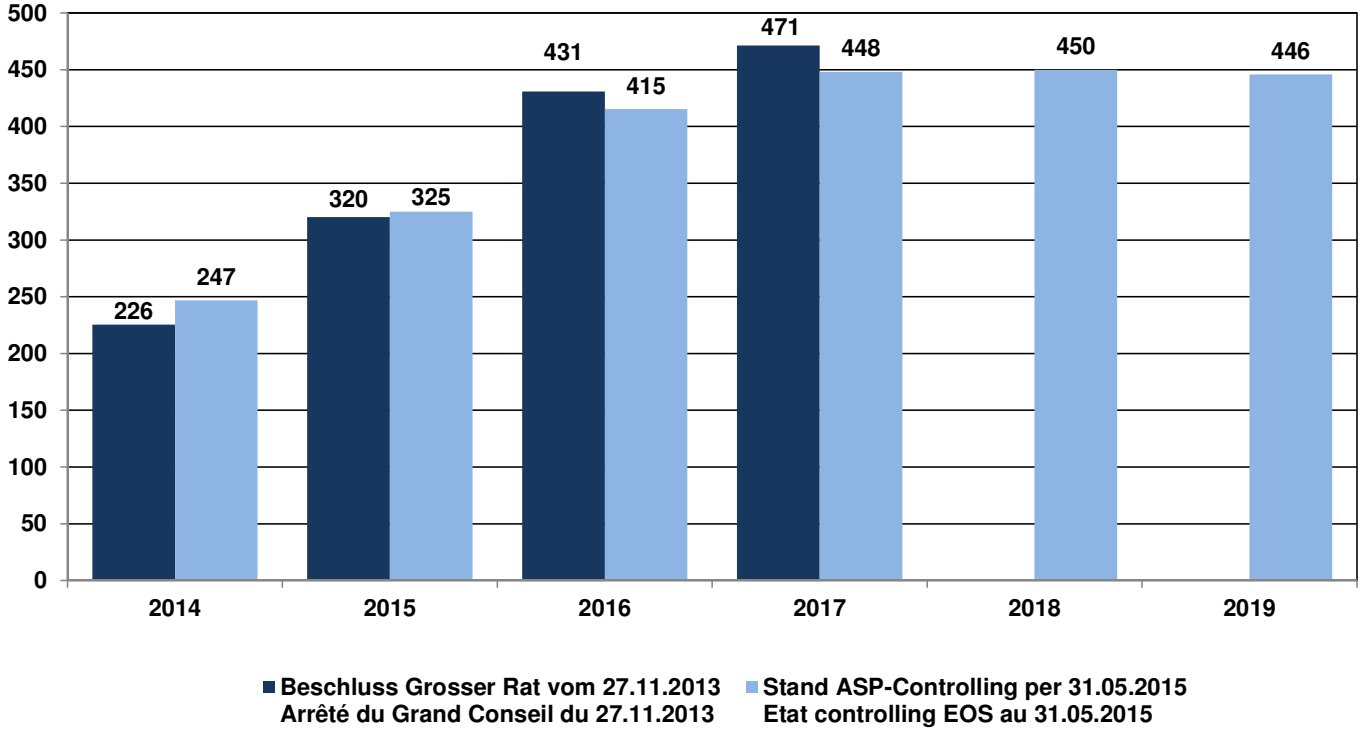
5.1.1 Entlastungseffekte der ASP 2014 auf die Laufende Rechnung

Das ASP-Controlling hat in der **Laufenden Rechnung** zu den folgenden Ergebnissen geführt:

5.1.1 Effets d'allégement de l'EOS 2014 sur le compte de fonctionnement

Le controlling de l'EOS a abouti aux résultats suivants concernant le **compte de fonctionnement**:

Entlastungseffekte Laufende Rechnung (pro Jahr in Mio. CHF)
Effets d'allégement sur le compte de fonctionnement (en CHF mio)



In der Laufenden Rechnung lagen die Entlastungseffekte im **Rechnungsjahr 2014** um **CHF 21 Millionen** über den noch im November 2013 veranschlagten Werten. Die Abweichung ist per Saldo insbesondere auf höhere Entlastungseffekte im Bereich der Prämienverbilligungen (+ CHF 32 Mio.) sowie nicht realisierte Entlastungseffekte bei verschiedenen Massnahmen der Gesundheits- und Fürsorgedirektion zurückzuführen (– CHF 11 Mio.). Im **Budgetvollzugsjahr 2015** fällt die gesamtstaatliche Abweichung mit **CHF 5 Millionen** geringer als noch im Rechnungsjahr 2014 aus (u.a. infolge tieferer Entlastungseffekte im Bereich der Prämienverbilligungen als noch im Rechnungsjahr 2014).

Au compte de fonctionnement, les allégements **pour l'exercice 2014** ont été de **CHF 21 millions** au-dessus des chiffres budgétés en novembre 2013. Cet écart résulte en particulier à la fois des effets d'allégement supérieurs obtenus dans le domaine des réductions des primes (+ CHF 32 mio), ainsi que de l'allégement non réalisé de certaines mesures de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (– CHF 11 mio). Pour **l'exercice budgétaire 2015**, l'écart pour l'ensemble du canton est de **CHF 5 millions** inférieur à celui de 2014 (notamment du fait que les effets d'allégement dans le domaine des réductions des primes sont inférieurs à ceux de l'exercice 2014).

Ab dem **Jahr 2016** fallen die **Entlastungseffekte** in der Laufenden Rechnung gemäss dem ASP-Controlling per 31. Mai 2015 voraussichtlich **tiefer** als noch im November 2013 prognostiziert aus. Zwar sind im Bereich der **Prämienverbilligungen** auch in den Jahren 2016 bis 2019 höhere Entlastungen als ursprünglich budgetiert zu erwarten. Diese «Haushaltsverbesserungen» werden indessen überlagert durch Mindererträge bei der ASP-Massnahme **«Plafonierung des Fahrkostenabzugs»**. Währenddem der Regierungsrat im Rahmen der ASP 2014 eine Plafonierung des Fahrkostenabzugs auf CHF 3'000.– vorsah, beschloss die Finanzkommission dem Grossen Rat im Hinblick auf die erste Lesung zur Steuergesetzrevision 2016 eine Erhöhung des Fahrkostenabzugs auf CHF 6'700.– zu beantragen. Dieser Antrag wurde durch den Grossen Rat anlässlich der Junisession 2015 gutgeheissen. Daraus resultieren jährliche **Mindererträge** gegenüber den bislang veranschlagten Werten im Umfang von **CHF 34 Millionen**.

Generell lässt sich festhalten, dass die Ergebnisse in den Jahren 2016 bis 2019 primär von den Abweichungen im Bereich der Prämienverbilligungen sowie dem durch den Grossen Rat in erster Lesung beschlossenen höheren Fahrkostenabzug geprägt sind. In Bezug auf die Prämienverbilligungen gilt es zudem zu erwähnen, dass der Regierungsrat angesichts der einschneidenden Auswirkungen für die Betroffenen und der ohnehin deutlich höher als prognostiziert ausfallenden Entlastungen per 1. Januar 2015 auf eine zusätzliche Kürzung der Prämienverbilligungen im Umfang von CHF 10,7 Millionen verzichtete.

Conformément au controlling de l'EOS du 31 mai 2015, les **effets d'allégement** au compte de fonctionnement vont encore **diminuer** à partir de **2016** par rapport aux prévisions de novembre 2013. Si dans le domaine des **réductions des primes**, les allégements sont, de 2016 à 2019, plus élevés que prévu initialement, des diminutions des revenus escomptés de la mesure EOS «**plafonnement de la déduction des frais de déplacement**» viennent toutefois interférer avec ces améliorations. En effet, alors que le Conseil-exécutif avait prévu dans le cadre de l'EOS 2014 de plafonner la déduction des frais de déplacement à CHF 3'000, la Commission des finances du Grand Conseil a décidé, dans la perspective de la première lecture de la révision de la loi sur les impôts 2016, de proposer de la relever à CHF 6'700. Le Grand Conseil a adopté cette proposition durant sa session de juin 2015. Il en résulte une **diminution de revenus** de l'ordre de **CHF 34 millions** par an par rapport aux chiffres budgétés jusque-là.

On peut donc de manière générale constater que les résultats prévus pour les années 2016 à 2019 sont principalement marqués par les écarts dans le domaine des réductions des primes et par le relèvement de la déduction des frais de déplacement arrêté par le Grand Conseil en première lecture. Ajoutons que le Conseil-exécutif a renoncé à couper les réductions des primes de CHF 10,7 millions supplémentaires, considérant les répercussions radicales que cela aurait pour les personnes concernées et le fait que l'allégement obtenu au 1er janvier 2015 était déjà nettement supérieur aux prévisions.

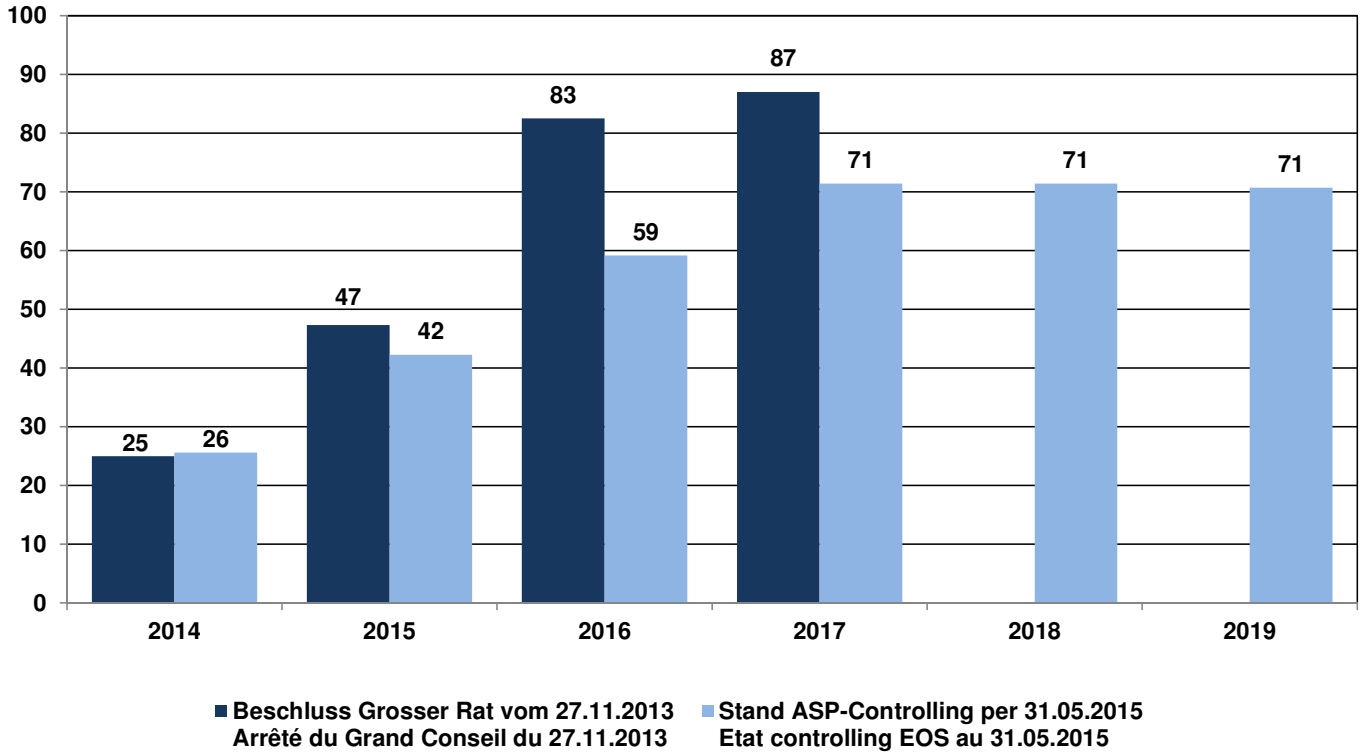
5.1.2 Entlastungseffekte der ASP 2014 auf die Gemeinden

Betreffend die Auswirkungen der ASP-Massnahmen auf die Gemeinden präsentiert sich die Ausgangslage per 31. Mai 2015 wie folgt:

5.1.2 Effets d'allégement de l'EOS 2014 sur les communes

Concernant les effets des mesures de l'EOS sur les communes, la situation était la suivante le 31 mai 2015:

Entlastungen Gemeinden (pro Jahr in Mio. CHF)
Allégement financier des communes (en CHF mio)



Im **Rechnungsjahr 2014** entsprachen die realisierten Entlastungen per Saldo nahezu den im Voranschlag 2014 prognostizierten Werten (leicht höherer Entlastungseffekt im Umfang von + CHF 0,6 Mio.).

Für das **Jahr 2015** werden hingegen leicht tiefere Entlastungen als ursprünglich geplant prognostiziert (– CHF 5 Mio.). Die zahlenmässigen Abweichungen bzw. die **tieferen Entlastungen** gegenüber den durch den Grossen Rat im November 2013 beschlossenen Werte sind primär auf die spätere Umsetzung der Massnahme «Festsetzung Maximalbeitrag Platzierungskosten» (GEF) zurückzuführen (– CHF 3 Mio.). Abweichungen von rund CHF 1 Million ergeben sich zudem voraussichtlich auch bei den Massnahmen «Erhöhung des Durchschnitts der Klassengrösse» (ERZ / – CHF 1,3 Mio.) und «Streichung Testarbeitsplätze» (GEF / – CHF 0,8 Mio.).

Les allégements réalisés durant **l'exercice 2014** ont pratiquement correspondu aux chiffres inscrits au budget de 2014 (léger dépassement de + CHF 0,6 mio par rapport aux prévisions).

Pour **2015** par contre, les allégements attendus sont légèrement inférieurs aux chiffres budgétés (– CHF 5 mio). Cet écart, donc les **allégements moins élevés** que prévu par le Grand Conseil dans sa décision de novembre 2013, s'explique en premier lieu par l'ajournement de la réalisation de la mesure «Définition d'un montant maximum pour les placements» (SAP /– CHF 3 mio). Des écarts d'environ CHF 1 million sont en outre prévus sur les mesures «Augmentation de la taille moyenne des classes» (INS / – CHF 1,3 mio) et «Suppression des emplois tests» (SAP / – CHF 0,8 mio).

Im **Jahr 2016** liegen die prognostizierten Abweichungen zwischen den im November 2013 beschlossenen und per 31. Mai 2015 festgestellten Werten mit **CHF 23 Millionen** deutlich höher als noch im Jahr 2015. Die **tiefere Entlastungswirkung** ist dabei primär auf den durch den Grossen Rat beschlossenen höheren Fahrkostenabzug zurückzuführen. Dieser führt bei den Gemeinden gegenüber den ursprünglich veranschlagten Werten zu Mindererträgen im Umfang von rund CHF 17 Millionen. Gleichzeitig ergeben sich bei der Gesundheits- und Fürsorgedirektion voraussichtlich tiefere Entlastungen in der Höhe von rund CHF 6 Millionen.

Ab dem **Jahr 2017** sind die Abweichungen, d.h. die **tieferen Entlastungen** (– CHF 16 Mio.) per Saldo primär auf den höheren Fahrkostenabzug zurückzuführen.

5.1.3 Auswirkungen der ASP-Massnahmen auf den Stellenbestand

Teilweise bedeutende Abweichungen ergeben sich hinsichtlich des im Zusammenhang mit der ASP 2014 gegenüber dem Grossen Rat prognostizierten Abbaus von Vollzeitstellen.

So fiel der Stellenabbau im **Rechnungsjahr 2014** um 69 Vollzeitstellen tiefer aus als ursprünglich angenommen. Die Abweichung ist dabei vor allem auf einen geringeren Stellenabbau als prognostiziert bei den Massnahmen «Stellenabbau staatliche Psychiatriebetriebe» (GEF / 24,5 Vollzeitstellen) und «Erhöhung des Durchschnitts der Klassengrösse» (ERZ / 20 Vollzeitstellen) zurückzuführen. Ebenfalls ein geringerer Stellenabbau resultierte im Zusammenhang mit der Umsetzung der ASP-Massnahmen bei der Bau-, Verkehrs- und Energiedirektion (5 Vollzeitstellen), der Volkswirtschaftsdirektion (5 Vollzeitstelle) sowie der Finanzdirektion (4,5 Vollzeitstellen). Die Volkswirtschaftsdirektion, die Finanzdirektion und die Bau-, Verkehrs- und Energiedirektion konnten die finanziellen Entlastungsziele bei den entsprechenden Massnahmen allerdings trotz des tiefer als geplant ausgefallenen Stellenabbaus realisieren. So wurden beispielsweise in der Steuerverwaltung im Rahmen des Stellenabbaus mehr Stellen als ursprünglich vorgesehen in höheren Gehaltsklassen abgebaut. Dies führte dazu, dass die finanzielle Entlastungsvorgabe mit einem geringeren Stellenabbau als ursprünglich geplant realisiert werden konnte.

Pour **2016**, l'écart de **CHF 23 millions** prévu entre les chiffres arrêtés en novembre 2013 et ceux enregistrés le 31 mai 2015 est nettement supérieur à celui de 2015. La **diminution de l'effet d'allégement** est principalement due au relèvement de la déduction des frais de déplacement arrêté par le Grand Conseil, qui se traduit, pour les communes, par une baisse de revenus de quelque CHF 17 millions par rapport aux chiffres prévus à l'origine. L'allégement procuré à la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale devrait lui aussi diminuer d'environ CHF 6 millions.

A partir de **2017**, l'écart, donc les **allégements moins élevés** que prévu (– CHF 16 mio), résulte en majeure partie du relèvement de la déduction des frais de déplacement.

5.1.3 Effets des mesures de l'EOS sur les effectifs

Des écarts parfois importants par rapport aux chiffres présentés au Grand Conseil sont relevés en ce qui concerne les suppressions de postes à plein temps prévues en lien avec l'EOS 2014.

Ainsi les réductions effectuées pendant l'**exercice 2014** portent-elles sur 69 postes à plein temps de moins que prévu à l'origine. Cette différence résulte surtout de la réduction des effectifs moins élevée que prévu dans les mesures «Suppression de postes aux institutions psychiatriques cantonales» (SAP / 24,5 postes à plein temps) et «Augmentation de la taille moyenne des classes» (INS / 20 postes à plein temps). La réduction des effectifs a également été moins élevée que prévu dans la mise en œuvre des mesures EOS à la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie (TTE / 5 postes à plein temps), à la Direction de l'économie publique (ECO / 5 postes à plein temps) et à la Direction des finances (FIN / 4,5 postes à plein temps). Mais l'ECO, la FIN et la TTE ont malgré cela pu atteindre l'objectif d'allégement financier desdites mesures. Ainsi par exemple l'Intendance des impôts a-t-elle supprimé davantage de postes dans des classes de traitement élevées que prévu, ce qui a permis de réaliser la consigne d'allégement financier en supprimant moins de postes que prévu à l'origine.

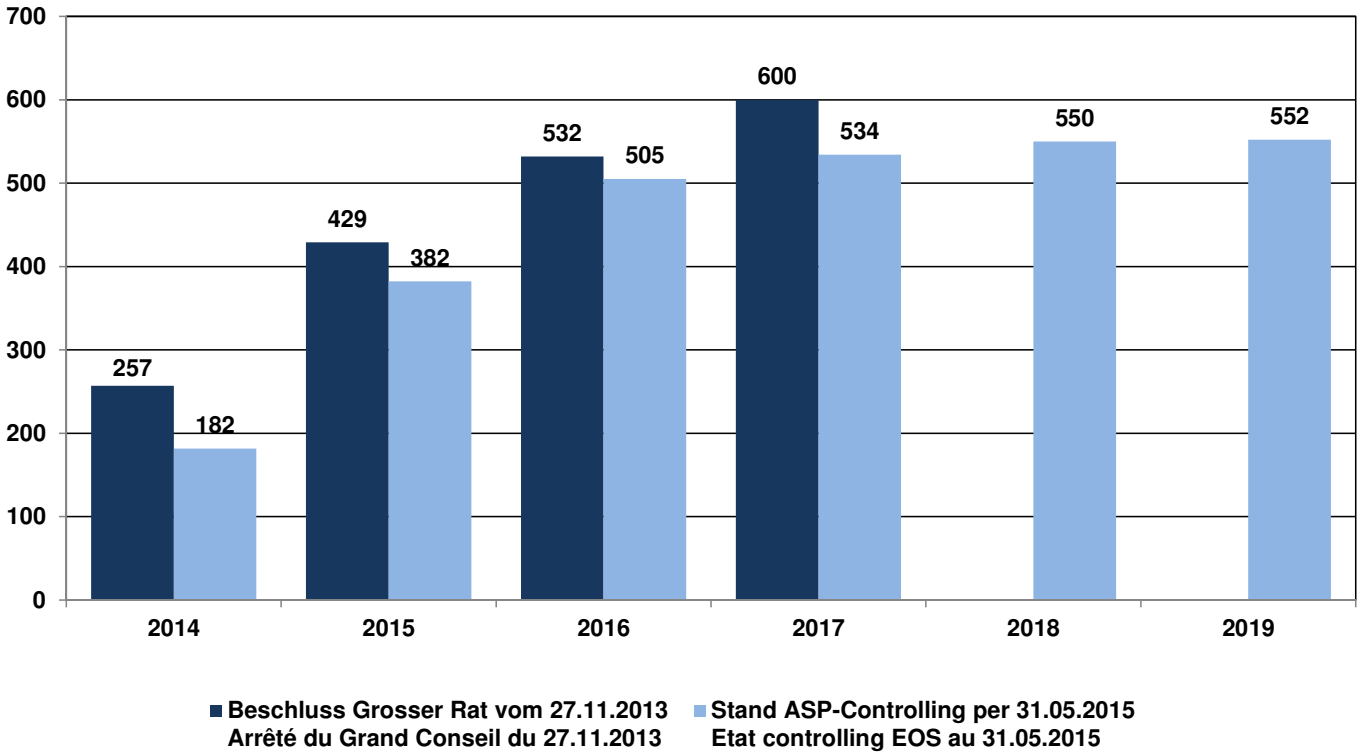
Auch in den **Folgejahren 2015–2019** wird der Stellenabbau voraussichtlich weniger hoch ausfallen als noch im Rahmen der ASP 2014 prognostiziert. Die einzelnen Werte zum Stellenabbau in der nachfolgenden Tabelle sind allerdings mit **Vorsicht** zu interpretieren. Inwieweit es ab 2015 tatsächlich zu Abweichungen zu den durch den Grossen Rat am 27. November 2013 zur Kenntnis genommenen Werten kommen wird, hängt u.a. von der weiteren Umsetzung der Massnahmen im Psychiatrie- sowie im Volksschulbereich ab, da ein grosser Teil des geplanten Stellenabbaus in diesen Bereichen anfällt. Hinzu kommt, dass bei einzelnen Massnahmen der Erziehungsdirektion im Hochschulbereich – bei welchen in der Ausgangslage vom 27. November 2013 noch ein Stellenabbau prognostiziert wurde – die Verantwortung für deren konkrete Umsetzung aufgrund ihrer Autonomie alleine bei den Hochschulen liegt. Im ASP-Controlling per 31. Mai 2015 konnte deshalb nicht festgestellt werden, ob die ursprüngliche Prognose hinsichtlich des erwarteten Stellenabbaus tatsächlich eingetroffen ist. Dadurch ergeben sich in den einzelnen Jahren rein rechnerische Differenzen zwischen der Ausgangslage und dem ASP-Controlling per 31. Mai 2015 von 6 (2014) bis 27 Vollzeitstellen (2017, 2018 und 2019). Weitere Abweichungen per 31. Mai 2015 ergeben sich im Übrigen bei der Polizei- und Militärdirektion durch die Umsetzung einer Planungserklärung der Finanzkommission bzw. mit dem dadurch verbundenen Verzicht auf den geplanten Stellenausbau im Amt Freiheitsentzug und Betreuung (21 Vollzeitstellen ab 2015) sowie dem geplanten Stellenausbau bei der Kantonspolizei (30 Vollzeitstellen ab dem Jahr 2017). Diese Veränderungen waren in der Ausgangslage vom 27. November 2013 noch nicht berücksichtigt.

Les suppressions de postes vont sans doute encore être inférieures aux prévisions de l'EOS 2014 les **années suivantes 2015 à 2019**. Les chiffres indiqués dans le tableau ci-après doivent cependant être interprétés avec **prudence**. L'ampleur des écarts effectifs à partir de 2015 par rapport aux chiffres dont le Grand Conseil a pris connaissance le 27 novembre 2013 dépendra avant tout de la poursuite de la réalisation des mesures portant sur les secteurs de la psychiatrie et de l'école obligatoire, car une grande partie des suppressions de postes prévues concernent ces deux domaines. En outre, concernant certaines mesures de l'INS dans le domaine des hautes écoles – où une réduction des effectifs était encore prévue dans la situation initiale du 27 novembre 2013 – les hautes écoles sont autonomes et donc seules responsables de leur mise en œuvre concrète. Le controlling de l'EOS au 31 mai 2015 n'a donc pas pu révéler si les prévisions d'origine avaient effectivement été réalisées ou non. Les écarts entre la situation initiale et le controlling de l'EOS au 31 mai 2015 prévus pour les différentes années se situent, au plan purement comptable, entre 6 (en 2014) et 27 postes à plein temps (en 2017, 2018 et 2019). Par ailleurs, à la Direction de la police et des affaires militaires (POM), les différences constatées au 31 mai 2015 résultent de la mise en œuvre d'une déclaration de planification de la Commission des finances et donc d'une part de l'abandon de l'augmentation des effectifs prévue à l'Office de la privation de liberté et des mesures d'encadrement (21 postes à plein temps à partir de 2015) et d'autre part de l'augmentation des effectifs prévue à la Police cantonale (30 postes à plein temps à partir de 2017). Ces changements n'étaient pas encore pris en compte dans la situation initiale du 27 novembre 2013.

Vor diesem Hintergrund sind die in der nachstehenden Tabelle ausgewiesenen Werte weiterhin mit einer «gewissen Zurückhaltung» zu interpretieren:

Il est donc, dans ce contexte, recommandé de faire preuve d'une certaine retenue pour interpréter les chiffres indiqués dans le tableau ci-après:

Abbau von Vollzeitstellen
Suppressions de postes à plein temps



5.2 Fazit des Regierungsrates: Umsetzung der ASP-Massnahmen ist «auf Kurs»

Gestützt auf die in den vorstehenden Kapiteln dargestellten Ergebnisse lässt sich aus Sicht des Regierungsrates festhalten, dass sich die Umsetzung der ASP-Massnahmen aus finanzieller Sicht weiterhin **«auf Kurs»** befindet.

Bislang erwies sich nur eine Massnahme als nicht umsetzbar («Senkung der Normkosten für Rettungsdienste» [GEF]). Zwei weitere Massnahmen wurden zudem aus politischen Gründen bewusst nicht («Zusätzliche Kürzung Prämienverbilligungen») oder zumindest nicht vollumfänglich umgesetzt («Plafonierung des Fahrkostenabzugs»).

5.2 Conclusion du Conseil-exécutif: la mise en œuvre de l'EOS suit son cours

Les résultats présentés aux chapitres précédents indiquent, selon le Conseil-exécutif, que du point de vue financier, la mise en œuvre des mesures de l'EOS **suit le cours fixé**.

Une seule mesure s'est jusqu'à présent avérée irréalisable («Diminution des coûts normatifs pour les services de sauvetage» [SAP]). Deux autres mesures ont en outre été, pour des raisons politiques, incomplètement («Plafonnement de la déduction des frais de déplacement») voire pas du tout («Coupe supplémentaire des réductions de prime») réalisées.

Zu Beginn der Planungsarbeiten (VA 2016 / AFP 2017–2019) legte der Regierungsrat fest, dass die im Rahmen der ASP 2014 ausgewiesenen prognostizierten finanziellen Entlastungen im jeweiligen Budgetvollzugsjahr wenn immer möglich **vollumfänglich zu realisieren** seien (gemäss überwiesener Planungserklärung der Finanzkommission anlässlich der Haushaltsdebatte in der Novembersession 2013). Dementsprechend wurden die Direktionen aufgefordert, direktionsintern Massnahmen zu treffen, um gegebenenfalls die nicht im vollen finanziellen Umfang umsetzbaren Entlastungsmassnahmen nicht nur im Budgetvollzug 2015, sondern auch im Budgetvollzug der Folgejahre vollumfänglich anderweitig zu **kompensieren**. Gleichzeitig wurden die Direktionen beauftragt, im Rahmen des ASP-Controllings gegenüber dem Regierungsrat darzulegen, wie bzw. in welchen Bereichen die Kompensation konkret erfolge.

Au début des travaux de planification (budget 2016 / PIMF 2017 à 2019), le Conseil-exécutif a décidé qu'il fallait dans la mesure du possible **intégralement réaliser** les allégements financiers prévus conformément à l'EOS 2014 pour chacun des exercices budgétaires concernés (conformément à la déclaration de planification de la Commission des finances adoptée lors des débats budgétaires de la session de novembre 2013). Il a par conséquent invité les Directions à prendre des mesures internes pour **compenser** intégralement les mesures dont l'allégement financier est impossible à mettre complètement en œuvre, dans l'exécution non seulement du budget de 2015, mais aussi des années ultérieures. Il a également chargé les Directions de lui expliquer, dans le cadre du controlling de l'EOS, de quelle manière et dans quels domaines cette compensation interviendrait concrètement.

Mit Blick auf die vorstehenden Erläuterungen besteht für den Regierungsrat zum heutigen Zeitpunkt im Zusammenhang mit dem Stand der Umsetzung der ASP-Massnahmen **kein Handlungsbedarf**. Die Direktionen werden sowohl im laufenden Budgetvollzug 2015 wie auch in den Folgejahren die Umsetzung der ASP-Massnahmen unverändert an die Hand nehmen.

Vu les explications qui précèdent, le Conseil-exécutif juge qu'il n'est actuellement **pas nécessaire d'intervenir** sur la mise en œuvre des mesures de l'EOS. Les Directions doivent poursuivre comme jusque-là la mise en œuvre des mesures de l'EOS dans l'exécution actuelle du budget de 2015 et les années suivantes.

6 Anträge

6.1 Voranschlag 2016

Antrag des Regierungsrates an den Grossen Rat

Beschlüsse des Grossen Rates zum Voranschlag 2016

Der Voranschlag 2016 wird mit folgenden Eckdaten genehmigt:

- Ertragsüberschuss in der Laufenden Rechnung von CHF 225,6 Millionen;
- Nettoinvestitionen von CHF 558,8 Millionen (inkl. Spezialfinanzierungen);
- Finanzierungssaldo von CHF 109,5 Millionen;
- Steueranlage von 3,06;
- Rahmen der Neuverschuldung (Kreditlimite): CHF 600 Millionen;
- Übertrag von CHF 2,0 Millionen aus der Laufenden Rechnung des Tiefbauamtes in den See- und Flussuferfonds gemäss Art. 7 See- und Flussufergesetz.

Bern, 19. August 2015

Im Namen des Regierungsrates

Der Präsident: **Käser**

Der Staatsschreiber: **Auer**

6 Propositions

6.1 Budget 2016

Proposition du Conseil-exécutif au Grand Conseil

Arrêtés du Grand Conseil concernant le budget pour l'année 2016

Le budget 2016 comprenant les données macroéconomiques suivantes est approuvé:

- un excédent de revenus de CHF 225,6 millions au compte de fonctionnement;
- un investissement net de CHF 558,8 millions (financements spéciaux compris);
- un solde de financement de CHF 109,5 millions;
- une quotité d'impôt de 3,06;
- un cadre du nouvel endettement (limite de crédit) de CHF 600 millions;
- un report de CHF 2,0 millions du compte de fonctionnement de l'Office des ponts et chaussées au Fonds des rives des lacs et des rivières conformément à l'article 7 de la loi sur les rives des lacs et des rivières.

Berne, le 19 août 2015

Au nom du Conseil-exécutif

Le président: **Käser**

Le chancelier: **Auer**

6.2 Aufgaben-/Finanzplan 2017–2019

Antrag des Regierungsrates an den Grossen Rat

Beschlüsse des Grossen Rates zum Aufgaben-/ Finanzplan 2017–2019

1. Der Aufgaben-/Finanzplan 2017–2019 wird genehmigt.

Bern, 19. August 2015

Im Namen des Regierungsrates
Der Präsident: **Käser**
Der Staatsschreiber: **Auer**

6.2 Plan intégré mission-financement 2017 à 2019

Proposition du Conseil-exécutif au Grand Conseil

Arrêtés du Grand Conseil concernant le plan intégré mission-financement 2017 à 2019

1. Le plan intégré «mission-financement» 2017 à 2019 est approuvé.

Berne, le 19 août 2015

Au nom du Conseil-exécutif
Le président: **Käser**
Le chancelier: **Auer**

6.3 Voranschlag 2016

Kanton Bern

0979
Auszug aus dem Protokoll des Regierungsrates

19. August 2015 47C

Voranschlag 2016

Der Regierungsrat beantragt dem Grossen Rat, den Voranschlag 2016 mit den folgenden Eckdaten zu verabschieden:

- Ertragsüberschuss in der Laufenden Rechnung von CHF 225,6 Millionen;
- Nettoinvestitionen von CHF 558,8 Millionen (inkl. Spezialfinanzierungen);
- Finanzierungssaldo von CHF 109,5 Millionen;
- Steueranlage von 3,06;
- Rahmen der Neuverschuldung (Kreditlimite): CHF 600 Millionen;
- Übertrag von CHF 2,0 Millionen aus der Laufenden Rechnung des Tiefbauamtes in den See- und Flussuferfonds gemäss Art. 7 See- und Flussufergesetz.

An den Grossen Rat

Für den getreuen Protokollauszug

Der Staatsschreiber: **Auer**

6.3 Budget 2016

Canton de Berne

0979
Extrait du procès-verbal du Conseil-exécutif

Le 19 août 2015 47C

Budget 2016

Le Conseil-exécutif propose au Grand Conseil d'approuver le budget 2016 comprenant les données macroéconomiques suivantes:

- un excédent de revenus de CHF 225,6 millions au compte de fonctionnement;
- un investissement net de CHF 558,8 millions (financements spéciaux compris);
- un solde du financement de CHF 109,5 millions;
- une quotité d'impôt de 3,06;
- un cadre du nouvel endettement (limite de crédit) de CHF 600 millions;
- un report de CHF 2,0 millions du compte de fonctionnement de l'Office des ponts et chaussées au Fonds des rives des lacs et des rivières conformément à l'article 7 de la loi sur les rives des lacs et des rivières.

Au Grand Conseil

Certifié exact

le chancelier: **Auer**

6.4 Aufgaben-/Finanzplan 2017–2019

Kanton Bern

0979
Auszug aus dem Protokoll des Regierungsrates

19. August 2015 47C

Aufgaben-/Finanzplan 2017–2019

1. Der Aufgaben-/Finanzplan 2017–2019 wird genehmigt.

An den Grossen Rat

Für getreuen Protokollauszug

Der Staatsschreiber: **Auer**

6.4 Plan intégré mission-financement 2017 à 2019

Canton de Berne

0979
Extrait du procès-verbal du Conseil-exécutif

Le 19 août 2015 47C

Plan intégré mission-financement 2017 à 2019

1. Le plan intégré «mission-financement» 2017 à 2019 est approuvé.

Au Grand Conseil

Certifié exact

le chancelier: **Auer**

7 ANHANG: Gesamtkantonale Investitionsplanung 2016–2025

7 ANNEXE: Plan cantonal d'investissement de 2016 à 2025

(in Mio. CHF)

DIR		VA	AFP			Planung					
		2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
STA	Total Sachplanung	0.6	0.6	0.2	0.2	0.0	0.0	0.2	0.0	0.0	0.0
	Total Finanzplanung	0.6	0.6	0.2	0.2						
	Differenz (Sachplanungsüberhang)	0.0	0.0	0.0	0.0						

(in Mio. CHF)

DIR		VA	AFP			Planung					
		2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
VOL	Total Sachplanung	34.4	32.2	33.8	34.3	34.3	34.2	33.7	34.2	33.7	34.2
	Total Finanzplanung	34.2	31.6	33.8	33.8						
	Differenz (Sachplanungsüberhang)	0.2	0.6	0.0	0.5						

(in Mio. CHF)

DIR		VA	AFP			Planung					
		2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
GEF	Total Sachplanung	105.1	98.4	65.1	72.4	51.0	32.6	14.5	3.1	0.0	4.0
	Total Finanzplanung	97.1	68.6	45.6	55.1						
	Differenz (Sachplanungsüberhang)	8.0	29.9	19.5	17.3						

(in Mio. CHF)

DIR		VA	AFP			Planung					
		2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
JGK	Total Sachplanung	5.4	4.2	2.8	2.8	2.6	2.4	2.4	2.4	2.7	2.3
	Total Finanzplanung	5.0	4.0	2.5	2.5						
	Differenz (Sachplanungsüberhang)	0.3	0.2	0.3	0.3						

(in Mio. CHF)

DIR		VA	AFP			Planung					
		2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
POM	Total Sachplanung	23.1	23.4	32.4	18.9	27.1	22.1	41.4	48.7	26.5	22.3
	Total Finanzplanung	21.8	23.0	22.5	16.0						
	Differenz (Sachplanungsüberhang)	1.3	0.4	9.9	2.9						

(in Mio. CHF)

DIR		VA	AFP			Planung					
		2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
FIN	Total Sachplanung	5.0	7.4	6.3	6.1	6.2	9.1	5.6	9.7	8.6	8.0
	Total Finanzplanung	5.0	7.4	6.3	6.1						
	Differenz (Sachplanungsüberhang)	0.0	0.0	0.0	0.0						

(in Mio. CHF)

DIR		VA	AFP			Planung					
		2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
ERZ	Total Sachplanung	18.0	20.0	25.6	26.7	28.6	24.6	19.6	19.6	20.0	19.6
	Total Finanzplanung	16.5	17.0	16.5	16.5						
	Differenz (Sachplanungsüberhang)	1.5	2.9	9.1	10.2						

(in Mio. CHF)

DIR		VA	AFP			Planung					
		2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
BVE	Total Sachplanung	429.8	438.1	493.6	464.5	511.2	570.3	590.3	575.3	623.3	567.9
	Total Finanzplanung	377.5	382.5	386.5	390.5						
	Differenz (Sachplanungsüberhang)	52.3	55.7	107.1	74.0						

(in Mio. CHF)

DIR		VA	AFP			Planung					
		2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
FK	Total Sachplanung	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
	Total Finanzplanung	0.0	0.0	0.0	0.0						
	Differenz (Sachplanungsüberhang)	0.0	0.0	0.0	0.0						

(in Mio. CHF)

DIR		VA	AFP			Planung					
		2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
JUS	Total Sachplanung	1.1	1.1	1.0	1.0	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1
	Total Finanzplanung	1.1	1.1	1.0	1.0						
	Differenz (Sachplanungsüberhang)	0.0	0.0	0.0	0.0						

(in Mio. CHF)

DIR		VA	AFP			Planung					
		2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
GESAMT-KANTON	Total Sachplanung	622.5	625.3	660.8	626.7	662.1	696.3	708.8	694.1	715.9	659.3
	Total Finanzplanung	558.8	535.7	514.9	521.6						
	Differenz (Sachplanungsüberhang)	63.7	89.6	146.0	105.1						

(en mio CHF)

DIR		BU	PIMF			Planification					
		2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
CHA	Total planification sectorielle	0.6	0.6	0.2	0.2	0.0	0.0	0.2	0.0	0.0	0.0
	Total planification financière	0.6	0.6	0.2	0.2						
	Différence (Supplément de planification sectorielle)	0.0	0.0	0.0	0.0						

(en mio CHF)

DIR		BU	PIMF			Planification					
		2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
ECO	Total planification sectorielle	34.4	32.2	33.8	34.3	34.3	34.2	33.7	34.2	33.7	34.2
	Total planification financière	34.2	31.6	33.8	33.8						
	Différence (Supplément de planification sectorielle)	0.2	0.6	0.0	0.5						

(en mio CHF)

DIR		BU	PIMF			Planification					
		2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
SAP	Total planification sectorielle	105.1	98.4	65.1	72.4	51.0	32.6	14.5	3.1	0.0	4.0
	Total planification financière	97.1	68.6	45.6	55.1						
	Différence (Supplément de planification sectorielle)	8.0	29.9	19.5	17.3						

(en mio CHF)

DIR		BU	PIMF			Planification					
		2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
JCE	Total planification sectorielle	5.4	4.2	2.8	2.8	2.6	2.4	2.4	2.4	2.7	2.3
	Total planification financière	5.0	4.0	2.5	2.5						
	Différence (Supplément de planification sectorielle)	0.3	0.2	0.3	0.3						

(en mio CHF)

DIR		BU	PIMF			Planification					
		2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
POM	Total planification sectorielle	23.1	23.4	32.4	18.9	27.1	22.1	41.4	48.7	26.5	22.3
	Total planification financière	21.8	23.0	22.5	16.0						
	Différence (Supplément de planification sectorielle)	1.3	0.4	9.9	2.9						

(en mio CHF)

DIR		BU	PIMF			Planification					
		2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
FIN	Total planification sectorielle	5.0	7.4	6.3	6.1	6.2	9.1	5.6	9.7	8.6	8.0
	Total planification financière	5.0	7.4	6.3	6.1						
	Différence (Supplément de planification sectorielle)	0.0	0.0	0.0	0.0						

(en mio CHF)

DIR		BU	PIMF			Planification					
		2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
INS	Total planification sectorielle	18.0	20.0	25.6	26.7	28.6	24.6	19.6	19.6	20.0	19.6
	Total planification financière	16.5	17.0	16.5	16.5						
	Différence (Supplément de planification sectorielle)	1.5	2.9	9.1	10.2						

(en mio CHF)

DIR		BU	PIMF			Planification					
		2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
TTE	Total planification sectorielle	429.8	438.1	493.6	464.5	511.2	570.3	590.3	575.3	623.3	567.9
	Total planification financière	377.5	382.5	386.5	390.5						
	Différence (Supplément de planification sectorielle)	52.3	55.7	107.1	74.0						

(en mio CHF)

DIR		BU	PIMF			Planification					
		2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
CF	Total planification sectorielle	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
	Total planification financière	0.0	0.0	0.0	0.0						
	Différence (Supplément de planification sectorielle)	0.0	0.0	0.0	0.0						

(en mio CHF)

DIR		BU	PIMF			Planification					
		2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
JUS	Total planification sectorielle	1.1	1.1	1.0	1.0	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1
	Total planification financière	1.1	1.1	1.0	1.0						
	Différence (Supplément de planification sectorielle)	0.0	0.0	0.0	0.0						

(en mio CHF)

DIR		BU	PIMF			Planification					
		2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
ENSEMBLE DU CANTON	Total planification sectorielle	622.5	625.3	660.8	626.7	662.1	696.3	708.8	694.1	715.9	659.3
	Total planification financière	558.8	535.7	514.9	521.6						
	Différence (Supplément de planification sectorielle)	63.7	89.6	146.0	105.1						

Berichterstattung
Compte rendu

Planungsergebnis und Berichterstattung über die einzelnen Bereiche

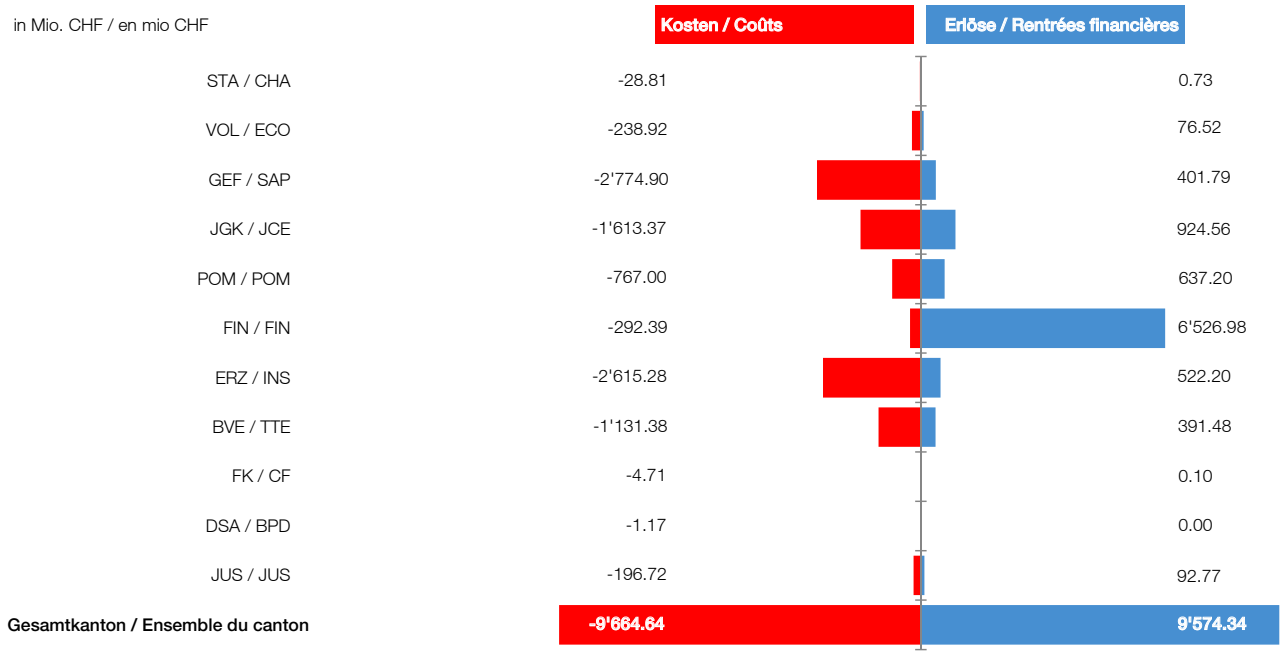
Résultat de la planification et compte rendu des différents domaines

1 Gesamtkanton

1.1 Übersicht der Kosten und Erlöse nach Produktgruppen (VA 2016, Saldo II)

1 Ensemble du canton

1.1 Aperçu des coûts et des rentrées financières par groupe de produits (budget 2016, solde II)



2 Behörden (BEH)

2.1 Entwicklung Laufende Rechnung / Investitionsrechnung

in Millionen CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	Finanzplan Plan financier 2018	Finanzplan Plan financier 2019	en millions CHF
Laufende Rechnung							**Compte de fonctionnement**
Aufwand	**12.0**	**15.2**	**15.1**	**15.0**	**15.0**	**15.1**	**Charges**
Veränderung		*26.47%*	*–0.49%*	*–0.65%*	*0.07%*	*0.79%*	*Modification*
Ertrag	**0.2**	**0.1**	**0.2**	**0.2**	**0.2**	**0.2**	**Revenues**
Veränderung		*–41.33%*	*69.52%*	*0.00%*	*0.00%*	*0.00%*	*Modification*
Saldo	**–11.8**	**–15.1**	**–14.9**	**–14.8**	**–14.8**	**–14.9**	**Solde**
Veränderung		*27.61%*	*–1.04%*	*–0.66%*	*0.08%*	*0.80%*	*Modification*
Investitionsrechnung							**Compte des investissements**
Nettoinvestitionen	**0.0**	**0.0**	**0.0**	**0.0**	**0.0**	**0.0**	**Investissement net**
Veränderung							*Modification*

2.2 Laufende Rechnung

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	Finanzplan Plan financier 2018	Finanzplan Plan financier 2019	
Laufende Rechnung							**Compte de fonctionnement**
Aufwand	**12'005'794**	**15'183'899**	**15'108'092**	**15'008'698**	**15'020'559**	**15'140'539**	**Charges**
Veränderung		*26.47%*	*–0.49%*	*–0.65%*	*0.07%*	*0.79%*	*Modification*
Ertrag	**198'592**	**116'500**	**197'500**	**197'500**	**197'500**	**197'500**	**Revenues**
Veränderung		*–41.33%*	*69.52%*	*0.00%*	*0.00%*	*0.00%*	*Modification*
Saldo	**–11'807'201**	**–15'067'399**	**–14'910'592**	**–14'811'198**	**–14'823'059**	**–14'943'039**	**Solde**
Veränderung		*27.61%*	*–1.04%*	*–0.66%*	*0.08%*	*0.80%*	*Modification*
Aufwand							**Charges**
30 Personalaufwand	9'147'573	11'460'399	11'641'092	11'631'698	11'653'559	11'728'539	30 Charges de personnel
31 Sachaufwand	1'210'220	2'039'500	1'763'000	1'653'000	1'643'000	1'688'000	31 Biens, services et marchandises
36 Eigene Beiträge	1'446'021	1'484'000	1'504'000	1'524'000	1'524'000	1'524'000	36 Subventions accordées
39 Interne Verrechnungen	201'980	200'000	200'000	200'000	200'000	200'000	39 Imputations internes
Ertrag							**Revenues**
43 Entgelte	194'802	112'000	194'000	194'000	194'000	194'000	43 Contributions
44 Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung	2'852	2'500	2'500	2'500	2'500	2'500	44 Parts à des recettes et contributions sans affectation
49 Interne Verrechnungen	937	2'000	1'000	1'000	1'000	1'000	49 Imputations internes

2 Autorités (AUT)

2.1 Evolution du compte de fonctionnement / du compte des investissements

2.2 Compte de fonctionnement

Entwicklung der Laufenden Rechnung

Die Rubrik «Behörden umfasst» die Besonderen Rechnungen des Grossen Rates und des Regierungsrates. Die Kommentierung erfolgt beim Kommentar der Besonderen Rechnung des Grossen Rates und bei derjenigen des Regierungsrates.

Evolution du compte de fonctionnement

La rubrique Autorités inclut les comptes spéciaux du Grand Conseil et du Conseil-exécutif. Le commentaire est fait dans le commentaire du Compte spécial du Grand Conseil et dans celui du Compte spécial du Conseil-exécutif.

2.3 Investitionsrechnung

2.3 Compte des investissements

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Investitionsrechnung							**Compte des investissements**
Ausgaben	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Dépenses**
Veränderung							*Modification*
Einnahmen	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Recettes**
Veränderung							*Modification*
Saldo	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Solde**
Veränderung							*Modification*
Ausgaben							**Dépenses**
Einnahmen							**Recettes**

Entwicklung der Investitionsrechnung

Die Behörden haben keine Nettoinvestitionen. Die Informatikprojekte werden über die Staatskanzlei abgewickelt und finanziert.

Evolution du compte des investissements

Les Autorités n'ont pas d'investissement net. Les projets informatiques sont gérés et financés par l'intermédiaire de la Chancellerie d'Etat.

2.4 Entwicklung der Vollzeitstellen der BEH

2.4 Evolution du nombre de postes à plein temps de l'AUT

2009	2010	2011	2012	2013	2014
7.0	7.0	7.0	7.0	7.0	19.8

Kommentar

Ab dem Rechnungsjahr 2014 werden die Vollzeitstellen BEH der sieben Regierungsmitglieder und der Parlamentsdienste zusammengefasst.

Commentaire

Les équivalents plein temps des sept membres du Conseil-exécutif et des Services parlementaires sont ajoutés à partir de l'exercice 2014.

2.5 Besondere Rechnungen
2.5.1 Grosser Rat

2.5 Comptes spéciaux
2.5.1 Grand Conseil

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Laufende Rechnung							**Compte de fonctionnement**
Aufwand	**7'938'567**	**10'784'653**	**10'763'911**	**10'654'710**	**10'671'923**	**10'751'969**	**Charges**
Veränderung		*35.85%*	*–0.19%*	*–1.01%*	*0.16%*	*0.75%*	*Modification*
Ertrag	**3'478**	**5'500**	**5'500**	**5'500**	**5'500**	**5'500**	**Revenues**
Veränderung		*58.10%*	*0.00%*	*0.00%*	*0.00%*	*0.00%*	*Modification*
Saldo	**–7'935'088**	**–10'779'153**	**–10'758'411**	**–10'649'210**	**–10'666'423**	**–10'746'469**	**Solde**
Veränderung		*35.84%*	*–0.19%*	*–1.01%*	*0.16%*	*0.75%*	*Modification*
Aufwand							**Charges**
300 Behörden, Kommissionen und Richter	3'638'501	5'500'000	5'500'000	5'500'000	5'500'000	5'500'000	300 Autorités, commissions et juges
301 Löhne des Verwaltungs– und Betriebspersonals	1'732'298	2'156'199	2'168'487	2'158'756	2'178'958	2'204'532	301 Traitements du personnel administratif et d'exploitation
303 Sozialversicherungsbeiträge	339'315	475'742	475'386	474'700	476'310	478'319	303 Contributions aux assurances sociales
304 Personalversicherungsbeiträge	295'818	182'093	191'068	202'261	207'571	214'939	304 Contributions à l'assurance du personnel
305 Unfallversicherungsbeiträge	11'381	13'119	12'970	12'993	13'084	13'179	305 Contributions à l'assurance accidents
308 Entschädigungen für temporäre Arbeitskräfte	143'203	0	0	0	0	0	308 Indemnités versées au personnel temporaire
309 Übriges	1'060	29'000	29'000	29'000	29'000	29'000	309 Autres charges de personnel
310 Büro- und Schulmaterial und Drucksachen	160'845	281'000	295'000	295'000	295'000	295'000	310 Fournitures de bureau, imprimés et matériel didactique
311 Mobilien, Maschinen, Fahrzeuge	31'411	17'000	20'000	20'000	20'000	20'000	311 Mobilier, machines, véhicules
315 Dienstleistungen Dritter für den übrigen Unterhalt	8'807	20'000	30'000	30'000	30'000	30'000	315 Prestations de tiers pour l'entretien d'objets mobiliers
316 Mieten, Pachten und Benützungskosten	12'473	10'000	15'000	15'000	15'000	15'000	316 Loyers, fermages et redevances d'utilisation
317 Spesenentschädigungen	4'922	8'000	8'000	8'000	8'000	8'000	317 Dédommagements
318 Dienstleistungen und Honorare	509'317	888'500	825'000	715'000	715'000	715'000	318 Honoraires et prestations de service
319 Übriges	87'730	244'000	219'000	219'000	209'000	254'000	319 Frais divers
365 Private Institutionen	759'500	760'000	760'000	760'000	760'000	760'000	365 Institutions privées
369 Übrige Subventionen	0	0	15'000	15'000	15'000	15'000	369 Autres subventions
390 Verrechneter Aufwand	201'980	200'000	200'000	200'000	200'000	200'000	390 Charges facturées en interne

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Ertrag							**Revenues**
435 Verkäufe	8	0	0	0	0	0	435 Ventes
436 Rückerstattungen	1'715	4'000	4'000	4'000	4'000	4'000	436 Remboursements
440 Anteile an Bundeseinnahmen	1'755	1'500	1'500	1'500	1'500	1'500	440 Parts à des recettes fédérales
Investitionsrechnung							**Compte des investissements**
Ausgaben	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Dépenses**
Veränderung							*Modification*
Einnahmen	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Recettes**
Veränderung							*Modification*
Saldo	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Solde**
Veränderung							*Modification*
Ausgaben							**Dépenses**
Einnahmen							**Recettes**

Kommentar:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Die Besondere Rechnung des Grossen Rates weist gegenüber der Vorjahresplanung kaum relevante Veränderungen aus. Einzig im Bereich «Dienstleistungen und Honorare» konnten die finanziellen Mittel gekürzt werden.

Entwicklungsschwerpunkte

Aufgrund der Parlamentsrechtsrevision per 1. Juni 2014 kann erst mit Abschluss des Geschäftsjahres 2015 ein erstes 12-monatiges Rechnungsjahr auf der Grundlage der neuen Gesetzgebung für die künftige Budgetierung herangezogen werden.

Es ist zu erwarten, dass die Werte konstant bleiben oder sogar nach unten angepasst werden können.

Chancen und Risiken

Die finanzielle Entwicklung ist stark von der Geschäftslast des Grossen Rates abhängig und damit schwierig planbar.

Commentaire:

Modifications par rapport à la planification précédente

Le compte spécial du Grand Conseil ne présente pas d'écart significatif par rapport au budget. Les ressources n'ont pu être réduites que dans le domaine des prestations de services et des honoraires.

Priorités de développement

La révision du droit parlementaire étant entrée en vigueur le 1er juin 2014, il faut attendre la clôture de l'exercice 2015 pour pouvoir en apprécier les effets sur une période de 12 mois.

Les chiffres devraient rester stables, voire diminuer.

Chances et risques

L'évolution financière est fortement tributaire de la charge de travail du Grand Conseil. Elle est dans ces conditions difficile à prévoir.

2.5.2 Regierungsrat

2.5.2 Conseil-exécutif

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Laufende Rechnung							**Compte de fonctionnement**
Aufwand	**4'067'227**	**4'399'246**	**4'344'181**	**4'353'988**	**4'348'636**	**4'388'570**	**Charges**
Veränderung		*8.16%*	*–1.25%*	*0.22%*	*–0.12%*	*0.91%*	*Modification*
Ertrag	**195'113**	**111'000**	**192'000**	**192'000**	**192'000**	**192'000**	**Revenues**
Veränderung		*–43.11%*	*72.97%*	*0.00%*	*0.00%*	*0.00%*	*Modification*
Saldo	**–3'872'113**	**–4'288'246**	**–4'152'181**	**–4'161'988**	**–4'156'636**	**–4'196'570**	**Solde**
Veränderung		*10.74%*	*–3.17%*	*0.23%*	*–0.12%*	*0.96%*	*Modification*
Aufwand							**Charges**
300 Behörden, Kommissionen und Richter	1'969'633	1'950'419	**1'990'031**	1'972'765	1'967'020	1'996'199	300 Autorités, commissions et juges
301 Löhne des Verwaltungs– und Betriebspersonals	0	0	**0**	0	0	0	301 Traitements du personnel administratif et d'exploitation
303 Sozialversicherungsbeiträge	152'283	159'656	**162'428**	161'121	160'685	162'892	303 Contributions aux assurances sociales
304 Personalversicherungsbeiträge	187'300	285'094	**252'565**	260'976	261'812	270'311	304 Contributions à l'assurance du personnel
305 Unfallversicherungsbeiträge	7'698	9'077	**9'157**	9'126	9'119	9'168	305 Contributions à l'assurance accidents
306 Dienstkleider, Wohnungs- und Verpflegungszulagen	0	0	**0**	0	0	0	306 Vêtements de service, allocations de logement et de repas
307 Rentenleistungen	669'078	700'000	**850'000**	850'000	850'000	850'000	307 Prestations aux retraités
310 Büro– und Schulmaterial und Drucksachen	269	1'000	**1'000**	1'000	1'000	1'000	310 Fournitures de bureau, imprimés et matériel didactique
317 Spesenentschädigungen	97'300	115'000	**115'000**	115'000	115'000	115'000	317 Dédommagements
319 Übriges	297'141	455'000	**235'000**	235'000	235'000	235'000	319 Frais divers
361 Kantone	60'840	62'000	**65'000**	65'000	65'000	65'000	361 Cantons
369 Übrige	625'681	662'000	**664'000**	684'000	684'000	684'000	369 Autres subventions
Ertrag							**Revenues**
436 Rückerstattungen	193'079	108'000	**190'000**	190'000	190'000	190'000	436 Remboursements
440 Anteile an Bundeseinnahmen	1'097	1'000	**1'000**	1'000	1'000	1'000	440 Parts à des recettes fédérales
490 Verrechneter Ertrag	937	2'000	**1'000**	1'000	1'000	1'000	490 Revenus provenant d'imputations internes

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Investitionsrechnung							**Compte des investissements**
Ausgaben	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Dépenses**
Veränderung							*Modification*
Einnahmen	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Recettes**
Veränderung							*Modification*
Saldo	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Solde**
Veränderung							*Modification*
Ausgaben							**Dépenses**
Einnahmen							**Recettes**

Kommentar:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Der Saldo der Besonderen Rechnung des Regierungsrates konnte gegenüber der letztjährigen Planung um rund CHF 0,1 Millionen verbessert werden.

Veränderungen ergeben sich bei den Positionen Rentenleistungen, den allgemeinen Ratskosten sowie bei den VR-Honoraren und Nebeneinkünften der Regierungsmitglieder.

Entwicklungsschwerpunkte

Über die Besondere Rechnung des Regierungsrates werden keine materiellen staatlichen Aufgaben finanziert, weshalb hier keine Entwicklungsschwerpunkte identifiziert werden können.

Chancen und Risiken

Aufgrund des Primatwechsels bei der Bernischen Pensionskasse ergeben sich für die Finanzierung der Rentenleistungen der Regierungsmitglieder Mehrausgaben.

Weiter ist eventuell in den Finanzplanjahren mit zusätzlichen Ruheständen (Rücktritte von Regierungsmitgliedern) zu rechnen.

Commentaire:

Modifications par rapport à la planification précédente

Le compte spécial du Conseil-exécutif présente un solde supérieur de CHF 0,1 million par rapport à l'année précédente.

Les changements concernent les rentes, les frais généraux ainsi que les honoraires des membres de conseils d'administrations et les revenus accessoires des membres du Conseil-exécutif.

Priorités de développement

Le compte spécial du Conseil-exécutif ne servant pas à financer de tâches matérielles de l'Etat, aucune priorité de développement n'a été relevée.

Chances et risques

Le changement de la primauté à la Caisse de pension bernoise entraîne une hausse des dépenses pour le financement des rentes des membres du Conseil-exécutif.

De nouvelles retraites viendront probablement s'ajouter au cours du plan financier (départ de membres du Conseil-exécutif).

3 Staatskanzlei (STA)

3.1 Übersicht der Kosten und Erlöse nach Produktgruppen (VA 2016, Saldo II)

3.2 Produktgruppensaldi II (Betriebsbuchhaltung)

in Millionen CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	en millions CHF
Führungsunterstützung	-5.6	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	Soutien de la Direction
Sprachliche Minderheit, rechtliche Dienstleistungen	-3.5	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	Minorité linguistique, prestations juridiques
Kommunikation	-3.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	Communication
Archiv	-3.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	Archives
Gleichstellung	-0.5	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	Egalité
Unterstützung Regierungsrat und Grosser Rat	0.0	-28.6	-28.1	-27.1	-27.5	-27.5	Soutien du Conseil-exécutif et du Grand Conseil
Total	**-15.8**	**-28.6**	**-28.1**	**-27.1**	**-27.5**	**-27.5**	**Total**

3.3 Entwicklungsschwerpunkte der Direktion

Die kantonalen und nationalen Wahlen stellen für die Staatskanzlei regelmässig zentrale Schwerpunkte dar, die in der vorliegenden Planung finanziell berücksichtigt wurden.
Die Umsetzung des Programms «Digitale Geschäftsverwaltung und Archivierung (DGA)» wird nicht nur die Staatskanzlei, sondern auch die Direktionen nachhaltig prägen und verändern. Die einheitliche digitale Geschäftsverwaltung soll bis im Jahr 2022 realisiert sein.
Weitere Schwerpunkte bilden die Fortsetzung der Arbeiten am Aufbau der Zentralen Beschaffungsstelle Büromaterial und Print sowie die Realisierung des neuen Systems zur Publikation der Amtlichen Gesetzessammlung.

3 Chancellerie d'Etat (CHA)

3.1 Aperçu des coûts et des rentrées financières par groupe de produits (budget 2016, solde II)

3.2 Soldes II des groupes de produits (comptabilité analytique d'exploitation)

3.3 Priorités de développement de la Direction

Les élections cantonales et fédérales sont régulièrement au centre des priorités de la Chancellerie d'Etat, ce dont la présente planification a tenu compte financièrement.
La mise en œuvre du programme de gestion des affaires et d'archivage électroniques (GAE) marquera et modifiera durablement non seulement la Chancellerie d'Etat, mais aussi les Directions. La gestion électronique et uniforme des affaires devrait être une réalité en 2022.
La poursuite des travaux de mise sur pied de la Centrale d'achat cantonale des fournitures et des imprimés et la réalisation du nouveau système de publication du Recueil officiel des lois font partie des autres priorités.

3.4 Laufende Rechnung

3.4 Compte de fonctionnement

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Laufende Rechnung							**Compte de fonctionnement**
Aufwand	**16'741'702**	**29'326'702**	**28'827'208**	**27'820'610**	**28'265'326**	**28'289'496**	**Charges**
Veränderung		*75.17%*	*–1.70%*	*–3.49%*	*1.59%*	*0.08%*	*Modification*
Ertrag	**992'631**	**843'900**	**832'000**	**832'000**	**832'000**	**832'000**	**Revenus**
Veränderung		*–14.98%*	*–1.41%*	*0.00%*	*0.00%*	*0.00%*	*Modification*
Saldo	**–15'749'070**	**–28'482'802**	**–27'995'208**	**–26'988'610**	**–27'433'326**	**–27'457'496**	**Solde**
Veränderung		*80.85%*	*–1.71%*	*–3.59%*	*1.64%*	*0.08%*	*Modification*
Aufwand							**Charges**
30 Personalaufwand	11'727'323	12'305'633	12'440'980	12'574'410	12'726'576	12'828'771	30 Charges de personnel
31 Sachaufwand	3'545'883	15'385'500	15'236'000	14'246'000	14'357'000	14'186'000	31 Biens, services et marchandises
33 Abschreibungen	765'113	763'569	787'228	642'200	558'750	491'725	33 Amortissements
36 Eigene Beiträge	689'816	860'000	351'000	346'000	611'000	771'000	36 Subventions accordées
39 Interne Verrechnungen	13'565	12'000	12'000	12'000	12'000	12'000	39 Imputations internes
Ertrag							**Revenus**
42 Vermögenserträge	75'586	86'000	86'000	86'000	86'000	86'000	42 Revenus des biens
43 Entgelte	546'824	448'900	436'500	436'500	436'500	436'500	43 Contributions
44 Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung	5'429	3'000	3'500	3'500	3'500	3'500	44 Parts à des recettes et contributions sans affectation
46 Beiträge für eigene Rechnung	134'219	100'000	100'000	100'000	100'000	100'000	46 Subventions acquises
49 Interne Verrechnungen	230'572	206'000	206'000	206'000	206'000	206'000	49 Imputations internes

Entwicklung der Laufenden Rechnung

Die Staatskanzlei verfügt seit dem 1. Januar 2015 nur noch über eine Produktgruppe. Die Entwicklung der Laufenden Rechnung sowie die Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung werden daher im Kommentar zur Produktgruppe «Unterstützung Regierungsrat und Grosser Rat» erläutert.

Evolution du compte de fonctionnement

Depuis le 1er janvier 2015, la Chancellerie d'Etat ne dispose plus que d'un seul groupe de produits. L'évolution du compte de fonctionnement et les changements par rapport à la planification seront par conséquent traités dans le commentaire du groupe de produits «soutien au Conseil-exécutif et au Grand Conseil».

3.5 Investitionsrechnung

3.5 Compte des investissements

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Investitionsrechnung							**Compte des investissements**
Ausgaben	**673'286**	**740'000**	**606'000**	**550'000**	**170'000**	**170'000**	**Dépenses**
Veränderung		*9.90%*	*–18.10%*	*–9.24%*	*–69.09%*	*0.00%*	*Modification*
Einnahmen	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Recettes**
Veränderung							*Modification*
Saldo	**–673'286**	**–740'000**	**–606'000**	**–550'000**	**–170'000**	**–170'000**	**Solde**
Veränderung		*9.90%*	*–18.10%*	*–9.24%*	*–69.09%*	*0.00%*	*Modification*
Ausgaben							**Dépenses**
50 Sachgüter	673'286	740'000	606'000	550'000	170'000	170'000	50 Investissements propres
Einnahmen							**Recettes**
60 Abgang von Sachgütern	0	0	0	0	0	0	60 Transferts au patrimoine financier

Entwicklung der Investitionsrechnung

Aufgrund der Vorgaben des Regierungsrates mussten die ordentlichen Investitionen gekürzt werden. So wurde der geplante Ersatz der PC und Notebooks für die Staatskanzlei um ein Jahr in das Finanzplanjahr 2017 verschoben. Zudem wurden Gelder für die Weiterentwicklung der Genfer E-Voting-Plattform im Voranschlagsjahr 2016 gestrichen.

Evolution du compte des investissements

L'investissement ordinaire a dû être réduit en raison des consignes données par le Conseil-exécutif. Le remplacement des PC et des ordinateurs portables de la Chancellerie d'Etat a par conséquent été repoussé à 2017. Des fonds destinés au développement de la plateforme genevoise de vote électronique ont par ailleurs été rayés du budget 2016.

3.6 Entwicklung der Vollzeitstellen der STA

3.6 Evolution du nombre de postes à plein temps de la CHA

2009	2010	2011	2012	2013	2014
87.7	87.1	89.2	88.1	90.6	83.5

Kommentar

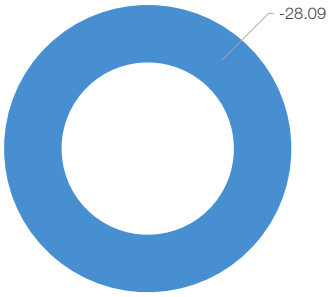
Im Stellenbestand der letzten sechs Jahre sind keine grösseren Veränderungen festzustellen.
Der Rückgang im Jahr 2014 betrifft die Vollzeitstellen des Ratssekretariats, welche an die Parlamentsdienste des Grossen Rates übergegangen sind.

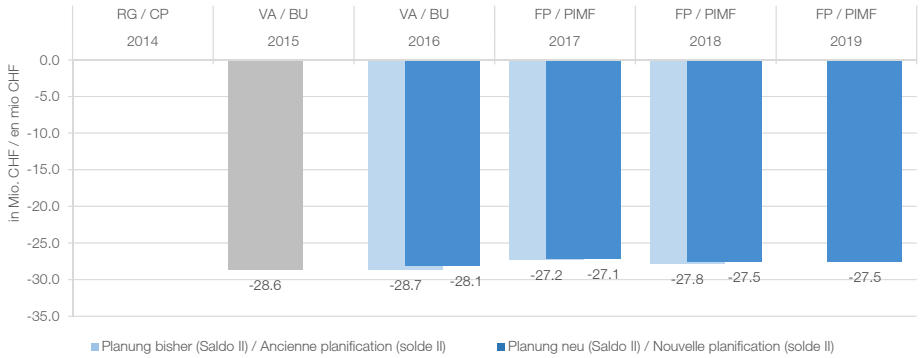
Commentaire

Les effectifs n'ont pas connu de grosse variation ces six dernières années.
Le recul du Nombre de postes en 2014 concerne les postes à plein temps du Secrétariat du parlement, qui ont été transférés aux Services parlementaires.

3.7 Produktgruppen
3.7.1 Unterstützung Regierungsrat und Grosser Rat

3.7 Groupes de produits
3.7.1 Soutien du Conseil-exécutif et du Grand Conseil





Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)

Beschreibung

Die Staatskanzlei ist Stabs- und Verbindungsstelle des Grossen Rates und des Regierungsrates. Ihr obliegen namentlich folgende Aufgaben (Art. 1 Abs. 2 Bst. a bis m der Verordnung vom 18. Oktober 1995 über die Organisation und die Aufgaben der Staatskanzlei [OrV STA; BSG 152.211]):

- sie ist verantwortlich für die politische Gesamtplanung;
- sie führt Wahlen und Abstimmungen durch;
- sie koordiniert die Zusammenarbeit der Kantonsverwaltung mit der Deputation, dem Bernjurassischen Rat und dem Rat für französischsprachige Angelegenheiten des zweisprachigen Amtsbezirks Biel;
- sie behandelt Fragen im Zusammenhang mit den Aussenbeziehungen des Kantons und mit der europäischen Integration, sofern nicht andere Direktionen zuständig sind;
- sie besorgt die Information der Öffentlichkeit und des Personals der Kantonsverwaltung;
- sie plant und koordiniert direktionsübergreifende Geschäfte, sofern nicht andere Direktionen zuständig sind;
- sie begleitet die Rechtsetzung des Kantons und besorgt die Veröffentlichung von Erlassen;
- sie behandelt Fragen der Zweisprachigkeit des Kantons und koordiniert die Übersetzung und die Terminologie in der Kantonsverwaltung;
- sie besorgt die Archivierung;
- sie behandelt Fragen der Gleichstellung von Frauen und Männern;
- sie ist zuständig für zentrale Beschaffungen von Büromaterial, Drucksachen, Presseerzeugnissen sowie Kurier- und Postdienstleistungen;

Description

La Chancellerie d'Etat sert d'état-major au Grand Conseil et au Conseil-exécutif et assure les rapports entre ces deux autorités. Elle assume notamment les tâches suivantes (art. 1, al. 2, lit. a à m de l'ordonnance du 18 octobre 1995 sur l'organisation et les tâches de la Chancellerie d'Etat [OO CHA ; RSB 152.211]):

- elle est responsable de la planification politique générale;
- elle assure le déroulement des élections et des votations;
- elle coordonne la collaboration entre l'administration cantonale et la Députation, le Conseil du Jura bernois et le Conseil des affaires francophones du district bilingue de Bienne;
- elle traite les questions touchant aux relations extérieures du canton et à l'intégration européenne, pour autant que d'autres Directions ne soient pas compétentes;
- elle assure l'information du public et du personnel de l'administration cantonale;
- elle planifie et coordonne les affaires interdirectionnelles, pour autant que d'autres Directions ne soient pas compétentes;
- elle accompagne l'activité législative du canton et veille à la publication des actes législatifs;
- elle traite les questions touchant au bilinguisme du canton et coordonne les travaux de traduction et de terminologie effectués dans l'administration cantonale;
- elle conserve les archives;
- elle traite les questions touchant à l'égalité des droits entre la femme et l'homme;
- elle est compétente pour les achats centralisés de matériel de bureau, d'imprimés, de produits de presse, ainsi que de services de courrier et de prestations postales;

- sie trifft gemeinsam mit den Parlamentsdiensten die erforderlichen organisatorischen Massnahmen, damit der Grosse Rat und seine Organe ihre Aufgaben erfüllen können.

- elle prend, conjointement avec les Services parlementaires, les mesures nécessaires pour que le Grand Conseil et ses organes puissent accomplir leurs tâches.

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF
(+) Erlöse	0	634'900	622'500	622'500	622'500	622'500	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	0	12'305'633	12'440'981	12'574'410	12'726'575	12'828'769	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	0	15'406'446	15'227'999	14'233'001	14'319'001	14'148'002	(-) Coûts matériels
(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	0	861'826	877'750	736'394	641'576	558'425	(-) Intérêts et amortissements prévisionnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**0**	**-27'939'005**	**-27'924'230**	**-26'921'304**	**-27'064'653**	**-26'912'696**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	0	100'000	**100'000**	100'000	100'000	100'000	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	0	745'000	**265'000**	265'000	555'000	715'000	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	0	3'000	**3'500**	3'500	3'500	3'500	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**0**	**-28'581'005**	**-28'085'730**	**-27'082'804**	**-27'516'153**	**-27'524'196**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(+) Abgrenzungen	-	-	90'521	94'194	82'827	66'699	(+) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**-27'995'209**	**-26'988'610**	**-27'433'326**	**-27'457'497**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF Solde I des produits
Führungsunterstützung	0	-1'415'695	-1'287'691	-1'285'955	-1'348'146	-1'173'639	Soutien à la direction
Ressourcen und politische Rechte	0	-15'499'670	-15'152'754	-15'136'540	-15'520'379	-15'442'344	Droits politiques et ressources
Zweisprachigkeit und begleitende Rechtsetzung	0	-3'478'390	-3'318'177	-3'271'603	-3'276'867	-3'337'291	Bilinguisme et suivi législatif
Kommunikation und Aussenbeziehungen	0	-3'388'080	-3'321'666	-3'171'638	-3'203'614	-3'212'621	Communication et relations extérieures
Archiv	0	-3'624'975	-4'285'653	-3'492'397	-3'147'578	-3'172'556	Archives
Gleichstellung	0	-532'196	-558'289	-563'170	-568'069	-574'243	Egalité

Kommentar:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Über die gesamte Planungsperiode konnte der Saldo der Laufenden Rechnung gegenüber der letztjährigen Planung um rund eine halbe Million Franken gesenkt werden.

Die Einsparungen erfolgten in den Bereichen Druckkosten, bei den Dienstleistungen für Dritte und bei den Informatikaufwendungen für Wartungen und Beratungen.

Im Programm DGA kam es zu einer Kostenverschiebung im Umfang von CHF 0,4 Mio. vom Voranschlagsjahr 2016 ins Finanzplanjahr 2017. Die Überführung in den operativen Betrieb (Aufbau der Organisation/eArchiv) erfolgt damit im Folgejahr.

Die Einnahmen der Staatskanzlei sind sehr stabil und konnten im Rahmen der Vorjahreswerte mit rund CHF 0,8 Mio. berücksichtigt werden.

Entwicklungsschwerpunkte

Besondere Herausforderungen bilden die Einführung von HRM2/IPSAS sowie die Umsetzungsmassnahmen aus dem kantonalen Projekt IT@BE.

Commentaire:

Modifications par rapport à la planification précédente

Au cours de la période de planification, le solde du compte de fonctionnement a baissé d'un demi-million de francs par rapport au montant prévisionnel inscrit l'année précédente.

Les économies ont été réalisées dans les domaines de l'impression, des prestations destinées à des tiers et de l'informatique (maintenance et conseils).

CHF 0,4 million destinés au programme GAE ont été déplacés du budget 2016 au plan financier 2017. Le passage à la phase opérationnelle aura lieu l'année suivante (mise sur pied de l'organisation, eArchiv).

Les recettes de la Chancellerie d'Etat sont très stables et ont été prises en compte à hauteur de CHF 0,8 million, comme l'année précédente.

Priorités de développement

L'introduction du modèle MCH2 et des normes IPSAS et les mesures de mise en œuvre du projet cantonal IT@BE sollicitent particulièrement la CHA.

Chancen und Risiken

Zusammen mit dem Kanton Jura finanziert der Kanton Bern für das Sekretariat der Assemblée Interjurassienne (AIJ) die Hälfte der jährlichen Personal- und Betriebskosten. Mit der Verringerung der Aktivitäten der AIJ ergeben sich finanzielle Entlastungen.

Aus organisatorischen Gründen musste die Einführung einer neuen Wahl- und Abstimmungslösung verschoben werden. Zudem erweist sich die Entwicklung und Implementierung der neuen Software als bedeutend aufwändiger als geplant. Es besteht daher ein Risiko, dass es diesbezüglich zu Mehrkosten kommt.

Chances et risques

Avec le canton du Jura, le canton de Berne finance la moitié des frais annuels de personnel et de fonctionnement du secrétariat de l'Assemblée interjurassienne (AIJ). La diminution des activités de l'AIJ produit un allègement financier.

L'introduction du nouveau logiciel de détermination des résultats des votations et élections a dû être repoussée pour des raisons d'organisation. Le développement et l'implémentation du nouveau logiciel prendront par ailleurs bien plus de temps que prévu. Le projet risque par conséquent de coûter plus cher que prévu.

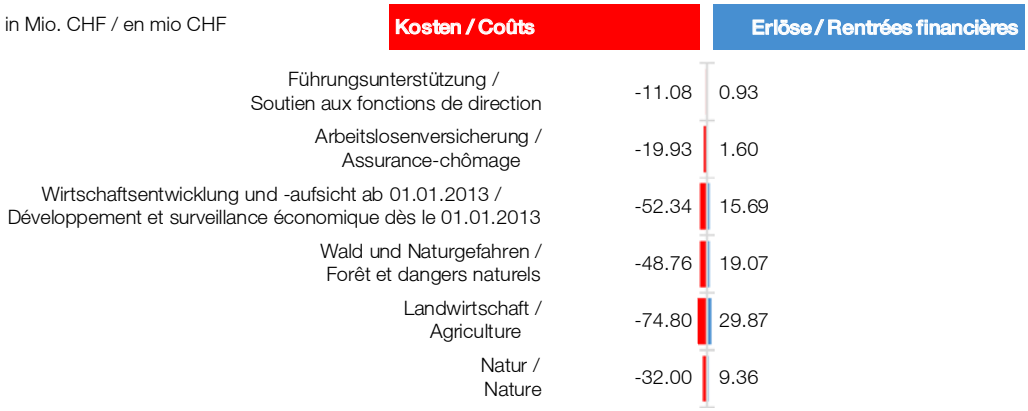
Leistungsinformationen zur Produktgruppe

Informations sur les prestations du groupe de produits

Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat: clôture des comptes 2014)	**Wert / Valeur**	**künftige Entwicklung / Evolution attendue**
Anzahl der traktandierten Regierungsratsgeschäfte (Einzel-, Block-, Standard-, Informations- und Aussprachegeschäfte)	2'122	konstant
Nombre d'affaires du Conseil-exécutif inscrites à l'ordre du jour (affaires individuelles, affaires traitées en bloc, affaires standard, informations et affaires à discuter)		stabilité
Anzahl der traktandierten Grossratsgeschäfte (ohne parlamentarische Vorstösse)	167	konstant
Nombre d'affaires du Grand Conseil inscrites à l'ordre du jour (sans les interventions parlementaires)		stabilité
Anzahl der traktandierten parlamentarischen Vorstösse (Motionen, Finanzmotionen, Postulate, Interpellationen)	283	konstant
Nombre d'interventions parlementaires inscrites à l'ordre du jour (motions, motions financières, postulats et interpellations)		stabilité
Anzahl erstellte Beglaubigungen	13'130	steigend
Nombre de légalisations		augmentation
ZBS: Jahresumsatz Druckaufträge [CHF]	3'123'842	steigend
CAC fournitures et imprimés: chiffre d'affaires dégagé par les mandats d'impression [CHF]		augmentation
Anzahl Medienmitteilungen	433	konstant
Nombre de communiqués de presse		stabilité
Anzahl Medienkonferenzen	75	konstant
Nombre de conférences de presse		stabilité
Anzahl Besuche auf Portal www.be.ch	1'789'628	steigend
Nombre de consultations du portail www.be.ch		augmentation
Anzahl Laufmeter erschlossenes Archivgut	598	steigend
Nombre de mètres linéaires d'archives décrites		augmentation
Anzahl Zugriffe auf das Online-Inventar des Staatsarchivs	486'115	steigend
Nombre d'accès à l'inventaire en ligne des Archives de l'Etat		augmentation
Anzahl Auskünfte/Beratungen FGS	106	konstant
Nombre de renseignements/consultations fournis par le BEFH		stabilité
Anzahl veröffentlichter Erlasse (BSG – BAG)	148	sinkend
Nombre d'actes législatifs publiés (RSB – ROB)		diminution
Anzahl behandelter Stellungnahmen (Dienst für begleitende Rechtssetzung, jurassische Angelegenheiten und Zweisprachigkeit – Rechtsdienst)	100	konstant
Nombre de prises de position traitées (Service de législation, des affaires jurassiennes et du bilinguisme – Service juridique)		stabilité

4 Volkswirtschaftsdirektion (VOL)

4.1 Übersicht der Kosten und Erlöse nach Produktgruppen (VA 2016, Saldo II)



4.2 Produktgruppensaldi II (Betriebsbuchhaltung)

in Millionen CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	en millions CHF
Führungsunterstützung	-8.4	-10.4	-10.2	-10.4	-10.6	-10.6	Soutien aux fonctions de direction
Arbeitslosenversicherung	-16.0	-17.3	-18.3	-18.8	-18.9	-18.9	Assurance-chômage
Wirtschaftsentwicklung und -aufsicht ab 01.01.2013	-28.6	-36.5	-36.6	-31.6	-35.2	-35.5	Développement et surveillance économique dès le 01.01.2013
Walderhaltung und Waldbewirtschaftung	-22.5	-24.1	0.0	0.0	0.0	0.0	Conservation et gestion de la forêt
Schutz vor Naturgefahren	-3.4	-3.9	0.0	0.0	0.0	0.0	Protection contre les dangers naturels
Staatsforstbetrieb	-0.5	-1.0	0.0	0.0	0.0	0.0	Entreprise Forêts domaniales
Wald und Naturgefahren	0.0	0.0	-29.7	-29.5	-30.1	-29.9	Forêt et dangers naturels
Landwirtschaft	-39.6	-46.1	-44.9	-45.3	-45.7	-46.4	Agriculture
Natur	-16.4	-19.7	-22.6	-23.0	-23.1	-23.4	Nature
Total	**-135.4**	**-159.0**	**-162.4**	**-158.7**	**-163.6**	**-164.7**	**Total**

4.3 Entwicklungsschwerpunkte der Direktion

Damit der Kanton Bern sein bedeutendes Potenzial noch aktiver nutzen kann, steht die Innovationsförderung im Fokus der Umsetzung der Wirtschaftsstrategie 2025. Mit dem kantonalen Innovationsförderungsgesetz (IFG) soll die rechtliche Grundlage geschaffen werden, um anwendungsorientierte Forschung und Entwicklung zu fördern. Vorhaben wie der Swiss Innovation Park Biel/Bienne und das nationale Kompetenzzentrum für translationale Medizin und Unternehmertum (sitem-insel) in Bern sollen künftig adäquat gefördert werden können.

Ergänzend zur Umsetzung der Wirtschaftsstrategie werden mit Beträgen der Regionalpolitik innovative Projekte in den ländlichen Regionen gefördert.

4 Direction de l'économie publique (ECO)

4.1 Aperçu des coûts et des rentrées financières par groupe de produits (budget 2016, solde II)

4.2 Soldes II des groupes de produits (comptabilité analytique d'exploitation)

4.3 Priorités de développement de la Direction

Afin de tirer encore mieux parti de son potentiel significatif, le canton de Berne met l'accent sur la promotion de l'innovation dans le cadre de la stratégie économique 2025. La loi cantonale sur l'encouragement de l'innovation (LEI) crée la base juridique visant à promouvoir le développement et la recherche appliquée. Des projets tels que le Parc d'innovation suisse Biel/Bienne et le centre de compétences national en médecine translationnelle et entrepreneuriat (sitem-insel) à Berne pourront à l'avenir être adéquatement promus.

Par ailleurs, outre la stratégie économique, des subventions octroyées au titre de la politique régionale permettent d'encourager des projets innovants dans les régions rurales.

Die Umsetzung der LANAT-Strategie 2020 soll zu einer regional verankerten, konkurrenzfähigen und nachhaltig produzierenden Landwirtschaft beitragen, die sichere und hochwertige Nahrungsmittel produziert. Der Kanton Bern soll sich als Ort der vielfältigen Natur- und Kulturlandschaften noch besser positionieren. Die Biodiversität wird durch ein auf die neuen Vorgaben des Bundes abgestimmtes Konzept und einen Sachplan zusätzlich gestärkt.

Der Wald soll so gepflegt und genutzt werden, dass seine biologische Vielfalt, das Produktionspotenzial, die Verjüngungsfähigkeit und die Vitalität gestärkt werden. Innovative Projekte der Wald- und Holzwirtschaft sollen gefördert werden, damit vermehrt auch die regionale Holzwirtschaft vom Boom im Holzbau profitiert. Mit der Umsetzung des Projekts «Nachhaltige Waldwirtschaft BE» sollen die Berner Waldwirtschaft stärker unternehmerisch ausgerichtet und zugleich die sozialen und ökologischen Leistungen des Waldes sichergestellt werden.

La mise en œuvre de la stratégie OAN 2020 vise la promotion d'une agriculture productive, ancrée au niveau régional, compétitive et durable dont sont issues des denrées alimentaires sûres et de qualité. Riche de paysages naturels et cultivés diversifiés, le canton de Berne entend améliorer sa position en la matière en renforçant la biodiversité grâce à un programme ajusté en fonctions des nouvelles prescriptions fédérales et à un plan sectoriel.

L'entretien et l'exploitation de la forêt doivent renforcer sa diversité biologique, son potentiel de production, sa capacité de rajeunissement et sa vitalité. Des projets innovants en matière d'économie forestière et d'industrie du bois seront favorisés afin que l'industrie du bois régionale profite elle aussi encore plus de la période faste que connaît la construction en bois. La mise en œuvre du projet «Economie forestière durable BE» a pour but d'assurer le développement entrepreneurial de l'économie forestière bernoise, d'une part, et d'assurer les prestations sociales et écologiques fournies par la forêt, d'autre part.

4.4 Laufende Rechnung

4.4 Compte de fonctionnement

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Laufende Rechnung							**Compte de fonctionnement**
Aufwand	**760'520'346**	**790'155'016**	**795'207'161**	**795'542'792**	**798'072'362**	**799'486'300**	**Charges**
Veränderung		*3.89%*	*0.63%*	*0.04%*	*0.31%*	*0.17%*	*Modification*
Ertrag	**629'145'475**	**639'366'239**	**641'293'323**	**639'941'560**	**641'615'219**	**641'716'401**	**Revenues**
Veränderung		*1.62%*	*0.30%*	*–0.21%*	*0.26%*	*0.01%*	*Modification*
Saldo	**–131'374'870**	**–150'788'777**	**–153'913'838**	**–155'601'232**	**–156'457'142**	**–157'769'899**	**Solde**
Veränderung		*14.77%*	*2.07%*	*1.09%*	*0.55%*	*0.83%*	*Modification*
Aufwand							**Charges**
30 Personalaufwand	90'898'254	94'727'185	95'829'187	96'868'859	97'871'504	99'080'782	30 Charges de personnel
31 Sachaufwand	29'777'901	34'060'410	34'104'926	33'937'306	33'888'059	33'756'390	31 Biens, services et marchandises
32 Passivzinsen	15'257	0	0	0	0	0	32 Intérêts passifs
33 Abschreibungen	21'913'927	26'000'900	26'370'926	24'076'504	26'695'674	26'932'004	33 Amortissements
35 Entschädigungen an Gemeinwesen für Dienstleistungen	0	28'000	0	0	0	0	35 Dédommagements pour prestations de services de collectivités publiques
36 Eigene Beiträge	71'280'478	75'055'855	78'747'460	79'362'460	79'462'460	79'562'460	36 Subventions accordées
37 Durchlaufende Beiträge	536'940'524	550'710'000	550'800'000	550'800'000	550'800'000	550'800'000	37 Subventions redistribuées
38 Einlagen in Spezialfinanzierungen/ Abschluss Besondere Rechnungen	5'149'209	2'021'665	2'066'562	3'209'563	2'066'562	2'066'562	38 Attributions aux financements spéciaux / clôture comptes spéciaux
39 Interne Verrechnungen	4'544'792	7'551'000	7'288'100	7'288'100	7'288'102	7'288'102	39 Imputations internes
Ertrag							**Revenues**
40 Steuern	6'605'322	6'015'000	6'015'000	6'015'000	6'015'000	6'015'000	40 Impôts
41 Regalien und Konzessionen	4'360'367	4'260'000	4'170'000	4'170'000	4'170'000	4'170'000	41 Régales, concessions
42 Vermögenserträge	171'998	93'000	98'000	98'000	98'000	98'000	42 Revenus des biens
43 Entgelte	31'248'927	29'957'334	29'604'558	29'594'794	29'676'454	29'677'636	43 Contributions
44 Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung	34'972	11'393	19'393	19'393	19'393	19'393	44 Parts à des recettes et contributions sans affectation
45 Rückerstattungen von Gemeinwesen	4'576'515	4'256'160	5'013'436	5'013'436	5'013'436	5'013'436	45 Remboursement de collectivités publiques
46 Beiträge für eigene Rechnung	31'594'367	30'301'719	32'166'819	32'316'819	32'416'819	32'516'819	46 Subventions acquises
47 Durchlaufende Beiträge	536'940'524	550'710'000	550'800'000	550'800'000	550'800'000	550'800'000	47 Subventions à redistribuer
48 Entnahmen aus Spezialfinanzierungen / Abschluss Besondere Rechnungen	4'037'715	1'636'432	1'690'124	198'125	1'690'124	1'690'124	48 Prélèvements sur les financements spéciaux / Clôture des comptes spéciaux
49 Interne Verrechnungen	9'574'763	12'125'200	11'715'992	11'715'992	11'715'992	11'715'992	49 Imputations internes

Entwicklung der Laufenden Rechnung

Der Voranschlag 2016 weist gegenüber dem Voranschlag 2015 eine Saldoverschlechterung von CHF 3,1 Millionen aus.

Im Bereich der Arbeitslosenversicherung steigt der Aufwand um CHF 1 Million an, da die Regionale Arbeitsvermittlung neu verpflichtet ist, auch Stellensuchende ohne Anspruch auf Arbeitslosengeld zu betreuen.

Aufgrund von Bundesvorgaben werden zusätzliche Bewirtschaftungsbeiträge (Schutz und Unterhalt von nationalen und regionalen Biotopflächen; Landwirtschaft) von rund CHF 0,9 Millionen zur Verfügung gestellt.

Zudem erhöhen sich die Personalaufwendungen um rund CHF 1,1 Millionen, was auf das eingeplante Lohnsummenwachstum zurückzuführen ist.

Evolution du compte de fonctionnement

Le budget 2016 présente une détérioration du solde de CHF 3,1 millions par rapport au budget 2015.

Les dépenses augmentent de CHF 1 million dans le domaine de l'assurance-chômage puisque les offices régionaux de placement doivent désormais prendre en charge les demandeurs d'emploi n'ayant pas droit aux indemnités de chômage.

En vertu des prescriptions fédérales, des subventions à l'exploitation supplémentaires d'un montant d'environ CHF 0,9 million doivent être débloquées au titre de la protection et de l'entretien des biotopes nationaux et régionaux (agriculture).

En outre, les frais de personnel sont en hausse d'environ CHF 1,1 million en raison de la croissance de la masse salariale planifiée.

4.5 Investitionsrechnung

4.5 Compte des investissements

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Investitionsrechnung							**Compte des investissements**
Ausgaben	**46'170'224**	**55'691'019**	**53'596'000**	**51'751'000**	**53'386'610**	**53'114'110**	**Dépenses**
Veränderung		*20.62%*	*–3.76%*	*–3.44%*	*3.16%*	*–0.51%*	*Modification*
Einnahmen	**19'470'482**	**21'776'000**	**19'376'000**	**20'156'000**	**19'569'150**	**19'294'150**	**Recettes**
Veränderung		*11.84%*	*–11.02%*	*4.02%*	*–2.91%*	*–1.40%*	*Modification*
Saldo	**–26'699'741**	**–33'915'019**	**–34'220'000**	**–31'595'000**	**–33'817'460**	**–33'819'960**	**Solde**
Veränderung		*27.02%*	*0.89%*	*–7.67%*	*7.03%*	*0.00%*	*Modification*
Ausgaben							**Dépenses**
50 Sachgüter	5'279'679	4'647'040	3'445'800	4'805'800	4'771'410	5'161'910	50 Investissements propres
52 Darlehen und Beteiligungen	11'089'579	13'658'979	12'547'200	15'057'200	12'547'200	12'547'200	52 Prêts et participations permanentes
56 Eigene Beiträge	19'152'871	26'385'000	26'603'000	20'888'000	25'068'000	24'405'000	56 Subventions accordées
57 Durchlaufende Beiträge	10'646'031	11'000'000	11'000'000	11'000'000	11'000'000	11'000'000	57 Subventions redistribuées
58 Übrige zu aktivierende Ausgaben	2'062	0	0	0	0	0	58 Autres dépenses à porter à l'actif
Einnahmen							**Recettes**
60 Abgang von Sachgütern	137'917	0	0	0	0	0	60 Transferts au patrimoine financier
62 Rückzahlung von Darlehen und Beteiligungen	5'291'080	7'600'000	5'200'000	6'200'000	5'200'000	5'200'000	62 Remboursement de prêts et de participations
64 Rückzahlung von eigenen Beiträgen	137'384	300'000	300'000	300'000	300'000	300'000	64 Remboursement de subventions accordées
66 Beiträge für eigene Rechnung	3'258'070	2'876'000	2'876'000	2'656'000	3'069'150	2'794'150	66 Subventions acquises
67 Durchlaufende Beiträge	10'646'031	11'000'000	11'000'000	11'000'000	11'000'000	11'000'000	67 Subventions à redistribuer

Entwicklung der Investitionsrechnung

Die Nettoinvestitionen des Voranschlages 2016 steigen gegenüber dem Voranschlag 2015 mit CHF 0,3 Millionen leicht an.

Im Finanzplan 2017 sinken die Investitionen um rund CHF 2,6 Millionen im Vergleich zum Voranschlag 2016, was hauptsächlich auf den Wegfall des Beitrages für den Ausbau der International School of Berne zurückzuführen ist, welcher in den Jahren 2015 und 2016 geplant ist. Die restlichen Veränderungen sind auf die Entwicklung des direktionalen Plafondanteils an den ordentlichen Nettoinvestitionen zurückzuführen.

Evolution du compte des investissements

Dans le budget 2016, l'investissement net augmente de CHF 0,3 million par rapport au budget 2015.

Les investissements portés au plan financier 2017 reculent d'environ CHF 2,6 millions par rapport au budget 2016 en raison de l'absence de contribution pour l'extension de l'International School of Berne budgétée en 2015 et en 2016. Les autres modifications s'expliquent par l'évolution de la part du plafonnement affectée à la Direction au titre de l'investissement net ordinaire.

4.6 Entwicklung der Vollzeitstellen der VOL

4.6 Evolution du nombre de postes à plein temps de l'ECO

2009	2010	2011	2012	2013	2014
1'133.2	1'155.8	1'092.6	1'058.1	1'050.5	1'074.1

Inklusive Arbeitslosenkasse (ALK) und Regionale Arbeitsvermittlung (RAV)

Y compris Caisse de chômage (CCh) et Service de l'emploi (ORP)

Kommentar

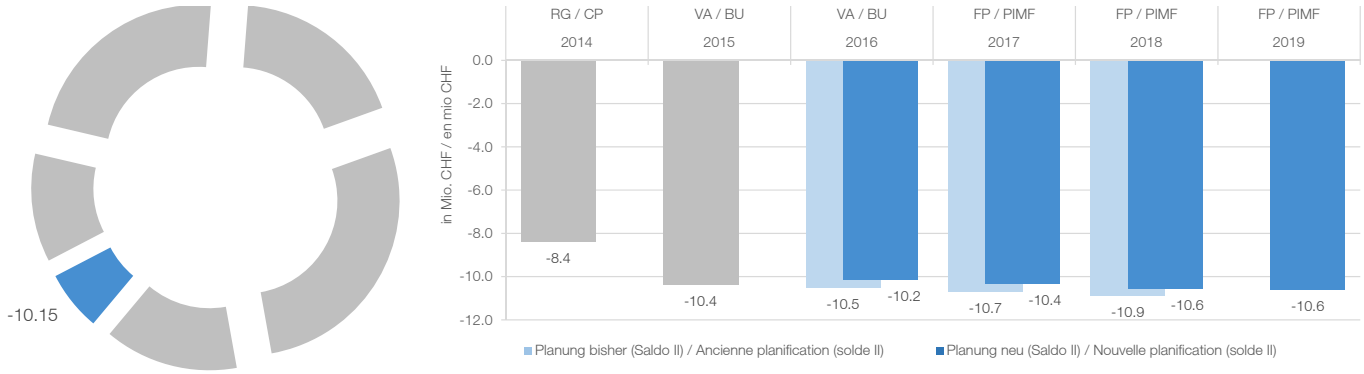
Bei der Volkswirtschaftsdirektion sanken die Vollzeitstellen zwischen 2009 und 2014 um rund 5 %. Die Schwankungen in den Jahren 2009 bis 2011 sind auf die bundesfinanzierten Personalausstattungen in den Regionalen Arbeitsvermittlungszentren sowie bei der Arbeitslosenkasse zurückzuführen, die abgestimmt sind auf die Entwicklungen des Arbeitsmarktes und der entsprechenden Arbeitslosenzahlen. In den Jahren 2009 und 2010 stieg die Arbeitslosenquote im Kanton an, während diese in den Jahren 2011 und 2012 im Jahresdurchschnitt auf 2 % sank. Dementsprechend sind die Kapazitäten bei den Regionalen Arbeitsvermittlungszentren und bei der Arbeitslosenkasse angepasst worden. Die Rückgänge in den Jahren 2012 und 2013 sind hauptsächlich durch Reorganisationsmassnahmen beim Staatsforstbetrieb erfolgt. Der Anstieg im Jahre 2014 ist wiederum durch die Zunahme der Arbeitslosen zu begründen. Im Zuge der Umsetzung der Fleischkontrollverordnung wurde zudem die tierärztliche Kontrolle im Veterinärdienst des Amtes für Landwirtschaft und Natur ausgebaut.

Commentaire

Au sein de la Direction de l'économie publique, les postes à plein temps ont reculé d'environ 5 pour cent entre 2009 et 2014. Les variations enregistrées dans les années 2009 à 2011 sont liées aux effectifs financés par la Confédération dans les offices régionaux de placement (ORP) ainsi qu'à la Caisse de chômage en fonction de l'évolution du marché du travail et du nombre de chômeurs. En 2009 et 2010 le taux de chômage cantonal a augmenté tandis qu'en 2011 et 2012, la moyenne annuelle chutait à 2 pour cent. Les capacités des ORP et de la Caisse de chômage ont donc été ajustées. Les reculs enregistrés en 2012 et 2013 résultent principalement des mesures de réorganisation de l'Entreprise Forêts domaniales. La hausse du nombre de chômeurs en 2014 a eu pour conséquence une nouvelle augmentation de l'effectif. La mise en œuvre de l'ordonnance sur le contrôle des viandes a eu pour effet d'étendre les contrôles vétérinaires incombant au Service vétérinaire de l'Office de l'agriculture et de la nature.

4.7 Produktgruppen
4.7.1 Führungsunterstützung

4.7 Groupes de produits
4.7.1 Soutien aux fonctions de direction



Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)

Beschreibung

Führungsunterstützung in Bezug auf alle Geschäfte mit strategischer Bedeutung der Volkswirtschaftsdirektion sowie Grossratsgeschäfte, Regierungsgeschäfte und interdirektionale Geschäfte. Wirkungsvoller Einsatz der Führungsinstrumente und der vorhandenen Ressourcen. Sicherstellen der rechtlichen Dienstleistungen, der Informatikversorgung in der Direktion und der an die Gebäudeversicherung Bern (GVB) übertragenen kantonalen Feuerwehraufgaben.

Description

Soutien aux fonctions de direction dans toutes les affaires d'importance stratégique de la Direction de l'économie publique ainsi que du Grand Conseil, du Conseil-exécutif ou pour d'autres affaires interdirectionnelles. Utilisation efficace des instruments de direction et des ressources disponibles. Garantie des prestations de services juridiques et informatiques au sein de la Direction ainsi que des tâches cantonales de sapeurs-pompiers confiées à l'Assurance immobilière Berne (AIB).

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte **2014**	Voranschlag Budget **2015**	Voranschlag Budget **2016**	Finanzplan Plan financier **2017**	**2018**	**2019**	CHF
(+) Erlöse	975'720	641'000	927'276	927'276	927'276	927'276	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	5'299'060	5'844'626	5'994'836	6'052'671	6'146'031	6'221'973	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	1'020'106	1'390'062	1'465'846	1'453'277	1'440'818	1'440'728	(-) Coûts matériels
(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	800'833	719'747	647'851	835'962	979'655	937'436	(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**-6'144'280**	**-7'313'435**	**-7'181'257**	**-7'414'634**	**-7'639'228**	**-7'672'861**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	97'147	0	**0**	0	0	0	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	2'346'272	3'062'500	**2'974'600**	2'939'600	2'939'600	2'939'600	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	2'340	2'099	**2'099**	2'099	2'099	2'099	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**-8'391'065**	**-10'373'836**	**-10'153'758**	**-10'352'135**	**-10'576'729**	**-10'610'362**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(+) Abgrenzungen	-	-	83'235	101'857	110'750	123'179	(+) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**-10'070'523**	**-10'250'278**	**-10'465'979**	**-10'487'183**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	Finanzplan Plan financier 2018	Finanzplan Plan financier 2019	CHF Solde I des produits
Führungsunterstützung	-2'855'028	-3'215'105	-3'093'665	-3'049'779	-3'090'328	-3'118'921	Soutien à la direction
Rechtliche Dienstleistungen für Ämter	-1'012'208	-1'362'355	-1'314'813	-1'327'946	-1'346'872	-1'363'793	Prestations de services juridiques
Informatikleistungen für Ämter	-2'277'044	-2'735'976	-2'772'779	-3'036'909	-3'202'028	-3'190'147	Prestations de services informatiques

Kommentar:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Im Vergleich zum Voranschlag 2015 verbessert sich der Saldo I der Produktegruppe Führungsunterstützung im Voranschlag 2016 um CHF 0,1 Mio., was insbesondere auf höhere Rückerstattungen des SECO für die Erbringung von Informatikdienstleistungen zugunsten der Regionalen Arbeitsvermittlung und der Arbeitslosenkasse zurückzuführen ist. In den Folgejahren wird mit zunehmenden Abschreibungen gerechnet, weshalb sich der Saldo auch infolge der Lohnmassnahmen wieder leicht verschlechtert. Die Leistungen der Gebäudeversicherung Bern (GVB) für die Aufrechterhaltung der Einsatzbereitschaft der Feuerwehr-Sonderstützpunkte und deren Materialbeschaffungen werden der GVB mit einem jährlichen Staatsbeitrag abgegolten. Im Vergleich zum Voranschlag 2015 kann mit einem leichten Rückgang der Leistungen gerechnet werden, was sich positiv auf den Saldo II auswirkt.

Entwicklungsschwerpunkte

Die Volkswirtschaftsdirektion vertritt den Kanton Bern in der Hauptstadtregion Schweiz, die sich als Politzentrum der Schweiz und als eigenständiger Lebens- und Wirtschaftsraum von europäischer Bedeutung positionieren will.

Chancen und Risiken

Keine.

Commentaire:

Modifications par rapport à la planification précédente

Le solde I du groupe de produits Soutien aux fonctions de direction porté au budget 2016 s'améliore de CHF 0,1 million par rapport au budget 2015, notamment en raison d'indemnisations plus importantes par le SECO de prestations de services informatiques fournies au Service de l'emploi et à la Caisse de chômage. Dans les années qui suivront, des amortissements en hausse et des mesures salariales sont à prévoir, ce qui entraînera une légère détérioration du solde. Les prestations de l'Assurance immobilière Berne (AIB) pour le maintien de la disponibilité opérationnelle des centres spéciaux d'intervention des sapeurs-pompiers et pour leurs acquisitions de matériel sont indemnisées par une subvention cantonale annuelle. Il faut s'attendre à un léger recul des prestations par rapport au budget 2015, ce qui aura une influence positive sur le solde II.

Priorités de développement

La Direction de l'économie publique représente le canton de Berne dans la Région capitale suisse dont l'objectif est de se profiler en tant que centre politique de la Suisse et qu'espace économique et cadre de vie indépendants d'importance européenne.

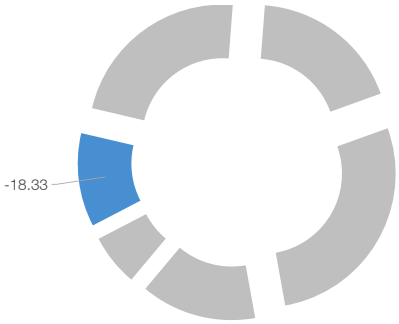
Chances et risques

Aucuns.

Leistungsinformationen zur Produktgruppe **Informations sur les prestations du groupe de produits**

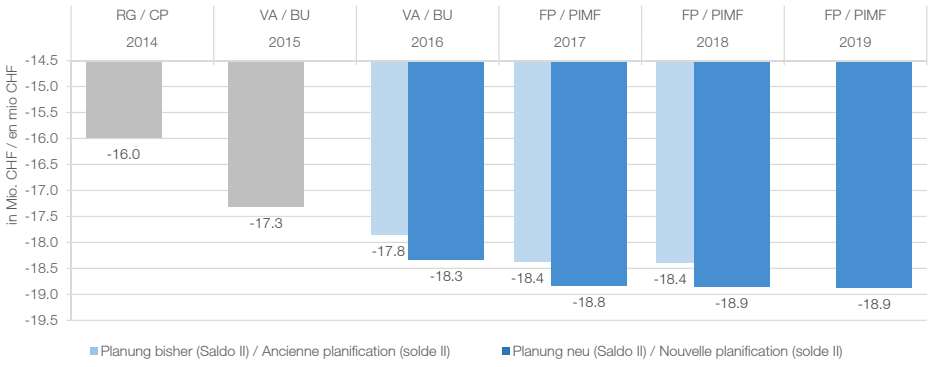
Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat clôture des comptes 2014)	**Wert / Valeur**	**künftige Entwicklung / Evolution attendue**
Anzahl der traktandierten Regierungsbeschlüsse (inkl. Block-, Aussprache- und Informationsgeschäften)	105	steigend
Nombre d'affaires du Conseil-exécutif inscrites à l'ordre du jour (affaires individuelles, affaires traitées en bloc, affaires standard, informations et affaires à discuter)		augmentation
Anzahl der traktandierten Grossratsbeschlüsse (ohne parlamentarische Vorstösse)	18	steigend
Nombre d'affaires du Grand Conseil inscrites à l'ordre du jour (sans les interventions parlementaires)		augmentation
Anzahl der traktandierten parlamentarischen Vorstösse (Motionen, Finanzmotionen, Postulate, Interpellationen)	25	konstant
Nombre d'interventions parlementaires politiques inscrites à l'ordre du jour (motions, motions financières, postulats et interpellations)		stabilité
Anzahl der abgegebenen Mitberichte an eine andere Direktion oder an die Staatskanzlei	237	konstant
Nombre de corapports remis à une autre Direction ou à la Chancellerie d'Etat		stabilité
Anzahl eingereichter Beschwerden	85	konstant
Nombre de recours déposés		stabilité
Anzahl erledigter Beschwerden	75	konstant
Nombre de recours réglés		stabilité
Anzahl Arbeitsplätze, die von der Informatik der VOL betreut werden	1'239	steigend
Nombre de postes de travail gérés par la Division informatique de l'ECO		augmentation
Jährliche Beitragsleistungen (in Mio. CHF) an die Gebäudeversicherung Bern (GVB) zur Erfüllung von kantonalen Feuerwehraufgaben auf Basis von zwei Leistungsvereinbarungen (Oel-/Gas-/ABC-Wehr sowie Personenrettung bei Unfällen)	2.30	steigend
Subventions annuelles (en millions de francs) versées à l'Assurance immobilière Berne (AIB) pour l'accomplissement de tâches de sapeurs-pompiers sur la base de deux conventions de prestations (lutte contre les accidents liés aux hydrocarbures/gaz/ABC et sauvetage de personnes en cas d'accident)		augmentation

4.7.2 Arbeitslosenversicherung



Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)

4.7.2 Assurance-chômage



Beschreibung

Der Kanton vollzieht im Auftrag des Bundes das Arbeitslosenversicherungsgesetz AVIG. Dazu hat der Bund mit dem Kanton je eine Leistungsvereinbarung für die Arbeitsvermittlung und die Arbeitslosenkasse abgeschlossen.

Die Arbeitsvermittlung betreibt die regionalen Arbeitsvermittlungszentren RAV mit 20 Standorten im Kanton Bern. Sie hat den Auftrag, Stellensuchende möglichst rasch und dauerhaft wieder in den Arbeitsmarkt zu integrieren. Sie unterstützt die Stellensuchenden in der Stellensuche. Die RAV führen jährlich etwa 96'000 Beratungsgespräche durch. Sie beschaffen und vermitteln arbeitsmarktliche Massnahmen (Kurse, Praktika, Programme zur vorübergehenden Beschäftigung usw.) im Betrag von jährlich etwa CHF 44 Millionen (Stand 2014). Die Einhaltung der mit den Stellensuchenden getroffenen Vereinbarungen wird kontrolliert. Wenn nötig werden Sanktionen verfügt. Bei Unstimmigkeiten steht zudem eine Ombudsstelle zur Verfügung.

Jeder Kanton ist verpflichtet, eine Arbeitslosenkasse (ALK) zu führen. Die Versicherten können wählen zwischen der ALK und den übrigen Kassen (z.B. der Gewerkschaften). Die ALK prüft die Anspruchsvoraussetzungen und richtet Arbeitslosenentschädigung, Kurzarbeit-, Schlechtwetterentschädigung sowie Leistungen bei Zahlungsunfähigkeit des Arbeitgebers aus.

Die Produkte Arbeitsvermittlung und Arbeitslosenkasse werden ausschliesslich durch die eidgenössische Arbeitslosenversicherung finanziert. Das Produkt «Arbeitslosenversicherung – kantonale Massnahmen» enthält einerseits freiwillige kantonale Massnahmen. Anderseits den vom Bundesrecht vorgegebenen Beitrag des Kantons an den Vollzug der Arbeitslosenversicherung.

Description

Le canton exécute la loi sur l'assurance-chômage LACI sur mandat de la Confédération. À cette fin, la Confédération a conclu avec le canton une convention de prestations pour le service de l'emploi et la caisse de chômage.

Le service de l'emploi gère les offices régionaux de placement ORP, soit 20 sites dans le canton de Berne. Il est chargé de réinsérer le plus rapidement et le plus durablement possible les demandeurs d'emploi sur le marché du travail. Il soutient les demandeurs d'emploi dans leurs recherches. Les ORP organisent chaque année environ 96'000 entretiens d'orientation. Ils élaborent et proposent des mesures de marché du travail (cours, stages, programmes d'emploi temporaire, etc.) à hauteur d'environ CHF 44 millions par an (état 2014). Le respect des conventions conclues avec les demandeurs d'emploi est contrôlé. Des sanctions sont prises si nécessaire. En outre, un service de médiation est à disposition en cas de désaccord.

Chaque canton doit tenir une caisse de chômage (CC). Les assurés ont le choix entre la CC et les autres caisses (p.ex. des syndicats). La CC examine les conditions dont dépend le droit à l'indemnité et verse les indemnités de chômage, les indemnités en cas de réduction de l'horaire de travail ou en cas d'intempéries, ainsi que les prestations en cas d'insolvabilité de l'employeur.

Les produits Service de l'emploi et Caisse de chômage sont exclusivement financés par l'assurance-chômage de la Confédération. Le produit «assurance-chômage – mesures cantonales» contient la contribution – déterminée par le droit fédéral – du canton à l'exécution de l'assurance-chômage ainsi que des mesures cantonales volontaires.

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF
(+) Erlöse	821'460	642'000	0	0	0	0	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	2'114'510	1'820'442	1'229'700	1'242'298	1'257'062	1'268'460	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	258'704	311'856	253'890	254'945	254'946	254'945	(-) Coûts matériels
(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	335	759	708	694	1'668	3'757	(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**-1'552'090**	**-1'491'057**	**-1'484'297**	**-1'497'937**	**-1'513'675**	**-1'527'162**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	1'830'605	1'122'500	**1'600'500**	1'600'500	1'600'500	1'600'500	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	16'267'234	16'950'000	**18'450'000**	18'950'000	18'950'000	18'950'000	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	1'651	1'721	**1'721**	1'721	1'721	1'721	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**-15'987'067**	**-17'316'836**	**-18'332'077**	**-18'845'716**	**-18'861'455**	**-18'874'941**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(+) Abgrenzungen	-	-	0	0	0	0	(+) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**-18'332'077**	**-18'845'716**	**-18'861'455**	**-18'874'941**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF Solde I des produits
Arbeitsvermittlung (RAV)	-1'012'734	-781'516	-831'149	-838'387	-846'699	-852'968	Service de l'emploi (ORP)
Arbeitslosenkasse Kanton Bern (ALK)	-306'610	-128'594	-159'499	-160'960	-162'539	-163'799	Caisse de chômage du canton de Berne (CC)
Arbeitslosenversicherung – kantonale Massnahmen	-232'746	-580'947	-493'649	-498'591	-504'437	-510'395	Assurance-chômage - mesures cantonales

Kommentar:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Die Kosten der Staatsbeiträge steigen voraussichtlich um CHF 1,5 Millionen, weil die Leistungsvereinbarung zwischen dem SECO und den Kantonen ausgedehnt worden ist. Neu ist die Regionale Arbeitsvermittlung verpflichtet, auch Stellensuchende ohne Anspruch auf Arbeitslosengeld zu betreuen. Für diese Personen werden ebenfalls Bildungs- und Beschäftigungsmassnahmen erforderlich sein. An deren Kosten muss sich der Kanton mit 50 Prozent beteiligen.

Der Kanton erbrachte bis ins Jahr 2015 Leistungen für den Verband Schweizerischer Arbeitsmarktbehörden, die vollumfänglich entschädigt wurden. Dem Wegfall der Erlöse steht eine gleich grosse Minderung des Aufwands gegenüber, weshalb sich die Änderung nicht auf den Saldo auswirkt.

Entwicklungsschwerpunkte

Der Kanton Bern will mit einem wirksamen und effizienten Vollzug den Schutz gegen Schwarzarbeit und Lohndumping gewährleisten.

Die regionalen Arbeitsvermittlungszentren sollen jederzeit bereit sein, auf wirtschaftliche Krisensituationen rasch zu reagieren.

Commentaire:

Modifications par rapport à la planification précédente

Les coûts des subventions cantonales augmenteront vraisemblablement de CHF 1,5 million, la convention de prestations entre le SECO et les cantons ayant été étendue. Désormais, les offices régionaux de placement doivent aussi prendre en charge les demandeurs d'emploi n'ayant pas droit aux indemnités de chômage. Des mesures de formation et d'occupation seront également nécessaires pour ces personnes. Elles doivent être financées à 50 pour cent par le canton.

Jusqu'en 2015, le canton a fourni des prestations pour l'Association des offices suisses du travail, lesquelles ont été totalement indemnisées. La suppression de ces revenus étant compensée par une réduction équivalente des charges, ce changement n'aura pas de répercussions sur le solde.

Priorités de développement

Le canton de Berne veut lutter contre le travail au noir et le dumping salarial en appliquant efficacement la législation.

A tout moment, les offices régionaux de placement doivent être prêts à réagir rapidement à des situations de crise économique.

Chancen und Risiken

Der Kantonsbeitrag an den Vollzug der Arbeitslosenversicherung hängt von der gesamtschweizerischen Entwicklung der Lohnsumme und des Anteils des Kantons an der jährlichen Anzahl der Tage kontrollierter Arbeitslosigkeit ab. Der Kantonsbeitrag kann deshalb schwanken, ohne dass der Kanton diese Entwicklung steuern kann.

Chances et risques

Le montant de la subvention versée par le canton pour l'exécution de l'assurance-chômage dépend de l'évolution de la masse salariale au niveau national et de la part du canton dans le nombre annuel de jours de chômage contrôlé. La subvention cantonale peut donc varier sans que le canton puisse infléchir cette évolution.

Leistungsinformationen zur Produktgruppe

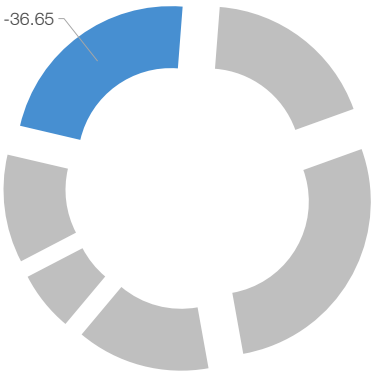
Informations sur les prestations du groupe de produits

Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat clôture des comptes 2014)	Wert / Valeur	künftige Entwicklung / Evolution attendue
Durchschnittliche Anzahl durch die regionale Arbeitsvermittlung betreuter Stellensuchende pro Monat	18'055	schwankend*
Nombre moyen de demandeurs d'emploi pris en charge par les offices régionaux de placement chaque mois		fluctuation*
Anzahl durch die regionale Arbeitsvermittlung durchgeführte Beratungsgespräche	96'000	schwankend*
Nombre d'entretiens de conseil effectués par les offices régionaux de placement		fluctuation*
Anzahl Einsatztage in Programmen für Stellensuchende der regionalen Arbeitsvermittlung	252'000	schwankend*
Nombre de jours d'engagement dans le cadre de programmes destinés aux demandeurs d'emploi inscrits auprès des offices régionaux de placement		fluctuation*
Ausbezahlte Arbeitslosen-Entschädigungen der Arbeitslosenkasse (in Mio. CHF)	270	schwankend*
Montant des indemnités de chômage versées par la Caisse de chômage (en millions de francs)		fluctuation*

* Künftige Entwicklung ist konjunkturabhängig

* L'évolution future dépend de la conjoncture

4.7.3 Wirtschaftsentwicklung und -aufsicht (gültig ab 1.1.2013)



Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)

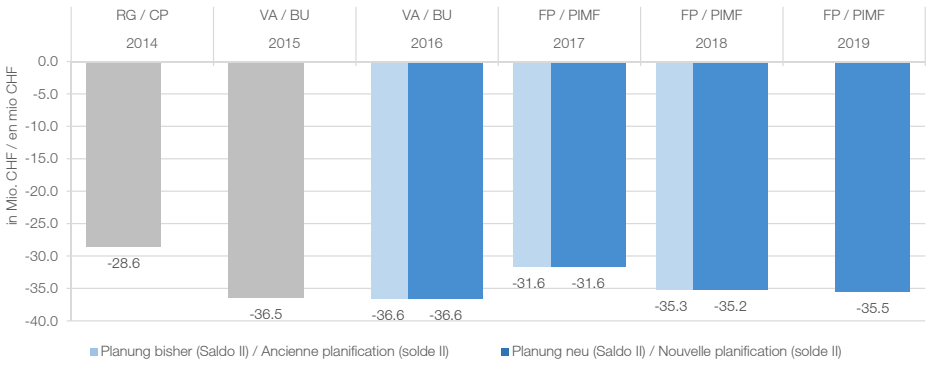
Beschreibung

Die Produktgruppe hat das Ziel, die Wirtschaftskraft und Wettbewerbsfähigkeit durch eine nachhaltige, umwelt- und sozialverträgliche wirtschaftliche Entwicklung zu stärken. Zudem werden die einzelnen Regionen in der Nutzung ihrer Potenziale unterstützt. Die Wettbewerbsfähigkeit im Berggebiet und im ländlichen Raum werden gestärkt und innovative Projekte gefördert. Die strategischen Handlungsachsen der Regionalpolitik sind Tourismus, Industrie, Cleantech sowie Reformen und innovative Angebote. Der Tourismus ist im Kanton Bern ein bedeutender Wirtschaftsfaktor. Im Berner Oberland ist er der wichtigste Wirtschaftszweig.

In der Arbeits- und Marktaufsicht wird vor allem Bundesrecht vollzogen. Es geht beispielsweise um die Verhütung von Berufsunfällen und -krankheiten oder die Einhaltung der Arbeits- und Ruhezeiten. Kantonale Vorschriften gibt es insbesondere für das Gastgewerbe, den Verkauf von Alkohol und den Ladenschluss.

Der Immissionsschutz erarbeitet die kantonalen Massnahmenpläne zur Luftreinhaltung und sorgt für ihre Umsetzung. 125'000 Gebäudeheizungen und 2'500 industrielle und gewerbliche Anlagen werden überwacht. Ein Netz mobiler und fester Messstationen überwacht regelmässig die Luftbelastung; die Ergebnisse sind tagesaktuell im Internet verfügbar (www.be.ch/luft). Zusätzlich zur Luftreinhaltung wird die Lärmbelastung bei Industrie- und Gewerbeanlagen überwacht sowie dafür gesorgt, dass Mobilfunkanlagen die geltenden Grenzwerte für elektromagnetische Strahlungen einhalten.

4.7.3 Développement et surveillance économique (valable dès le 1.1.2013)



Description

Le groupe de produits vise le renforcement de la position et de la compétitivité de l'économie bernoise par un développement économique durable, respectueux de l'environnement et à caractère social. Les différentes régions sont soutenues dans la mise à profit de leurs atouts. La compétitivité dans les régions de montagne et les zones rurales est renforcée et les projets innovants sont encouragés. Les axes d'intervention stratégiques issus de la politique régionale privilégiés sont le tourisme, l'industrie, les cleantech, les réformes et les offres novatrices. Le tourisme constitue un facteur économique important pour le canton de Berne et est le premier secteur économique dans l'Oberland bernois.

La surveillance des marchés et du marché du travail implique principalement l'exécution de dispositions fédérales, relatives notamment à la prévention des accidents et des maladies professionnels ou au respect des temps de travail et de repos. Les dispositions cantonales régissent, quant à elles, notamment la vente d'alcool et les heures de fermeture dans le domaine de l'hôtellerie et la restauration.

Le service de la protection contre les immissions élabore les plans cantonaux de mesures pour la protection de l'air et veille à leur mise en œuvre. 125'000 centrales de chauffage et 2'500 installations industrielles et artisanales sont ainsi surveillées. Un réseau de stations de mesures fixes et mobiles contrôle régulièrement la qualité de l'air et les résultats enregistrés sont publiés quotidiennement sur l'Internet (www.be.ch/air). Outre la qualité de l'air, le respect de valeurs limites est également contrôlé pour les nuisances sonores dans les installations industrielles ou artisanales et pour le rayonnement électromagnétique dégagé par les antennes de téléphonie mobile.

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	Finanzplan Plan financier 2018	Finanzplan Plan financier 2019	CHF
(+) Erlöse	6'005'947	6'171'800	6'598'800	6'598'800	6'598'800	6'598'800	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	15'304'573	16'618'569	17'447'631	17'642'775	17'835'624	18'010'991	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	6'718'633	7'511'094	7'901'932	7'770'874	7'770'875	7'770'875	(-) Coûts matériels
(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	2'243'514	2'449'997	2'258'516	2'333'036	2'426'066	2'549'023	(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**-18'260'773**	**-20'407'861**	**-21'009'278**	**-21'147'885**	**-21'433'765**	**-21'732'089**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	2'281'120	3'020'000	**3'020'000**	3'020'000	3'020'000	3'020'000	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	19'349'536	25'109'650	**24'729'150**	19'574'150	22'899'150	22'849'150	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	6'736'036	6'022'574	**6'072'574**	6'072'574	6'072'574	6'072'574	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**-28'593'152**	**-36'474'936**	**-36'645'854**	**-31'629'461**	**-35'240'341**	**-35'488'665**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(+)/(-) Abgrenzungen	-	-	4'783'153	304'064	3'188'934	3'306'044	(+)/(-) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**-31'862'701**	**-31'933'525**	**-32'051'407**	**-32'182'621**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	Finanzplan Plan financier 2018	Finanzplan Plan financier 2019	CHF Solde I des produits
Wirtschaftsförderung	-6'826'460	-8'113'949	-8'402'543	-8'447'262	-8'481'351	-8'519'729	Promotion économique
Tourismus und Regionalentwicklung	-4'556'356	-5'224'123	-5'300'098	-5'442'362	-5'584'295	-5'732'390	Tourisme et développement régional
Arbeits- und Marktaufsicht	-2'758'112	-2'713'736	-3'003'330	-3'046'735	-3'093'101	-3'151'050	Surveillance du travail et du marché
Chronometerkontrolle	-349'247	-211'660	-183'721	-204'597	-220'269	-241'382	Contrôle des chronomètres
Immissionsschutz	-3'770'598	-4'144'393	-4'119'587	-4'006'930	-4'054'750	-4'087'537	Protection contre les immissions

Kommentar:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Der Saldo der Produktgruppe bewegt sich im Rahmen des Voranschlags 2015.

Die Kosten der Staatsbeiträge steigen in den Jahren 2015 und 2016 stark an, weil in diesen Jahren die Abschreibungen für den Investitionsbeitrag an die International School of Berne (ISB) anfallen.

Die Kosten der Staatsbeiträge sind im Jahr 2017 unter dem langjährigen Durchschnitt von CHF 22 Millionen zur Einhaltung der Planungsvorgaben. Die Kürzung wird durch Setzung von Prioritäten und sorgfältiger Planung der Ausgaben aufgefangen werden müssen.

Entwicklungsschwerpunkte

Im Zentrum steht die Umsetzung der Wirtschaftsstrategie 2025. Ein besonderes Augenmerk liegt in der Innovationspolitik. Der Kanton Bern soll sein grosses Potenzial nutzen und Cleantech-Standort Nummer Eins werden.

Mit Beiträgen der Regionalpolitik werden innovative Projekte in den ländlichen Regionen in den Bereichen Tourismus, Wald- und Holzwirtschaft, Cleantech und Industrie gefördert.

Die kantonale Marketingorganisation BE! Tourismus stärkt durch eine Bündelung der Kräfte die touristische Werbung für den Kanton Bern.

Commentaire:

Modifications par rapport à la planification précédente

Le solde du groupe de produits demeure dans les limites du budget 2015.

Les coûts des subventions cantonales augmenteront fortement en 2015 et 2016 en raison des amortissements de la subvention d'investissement destinée à l'International School of Berne (ISB).

En 2017, les coûts des subventions cantonales seront abaissés en dessous de la moyenne des dernières années située à CHF 22 millions afin de respecter les consignes de planification. Cette réduction sera effectuée grâce à l'établissement de priorités et à la planification rigoureuse des dépenses.

Priorités de développement

La mise en œuvre de la stratégie économique 2025 est la principale priorité. Une attention particulière est accordée à la politique de l'innovation. Le canton de Berne doit exploiter son fort potentiel et devenir le premier site cleantech.

Les subventions versées dans le cadre de la politique régionale permettent de promouvoir des projets innovants en matière de tourisme, d'économie forestière, d'industrie du bois, de cleantech et d'industrie dans les régions rurales.

L'organisation de marketing BE! Tourisme regroupe les forces disponibles afin de renforcer la promotion touristique du canton de Berne.

Chancen und Risiken

Im Rahmen der Wirtschaftsstrategie 2025 stehen mehrere wichtige Projekte kurz vor der Umsetzung (z.B. SIP Biel, sitem Insel Bern). Diese Projekte sind für den Wirtschaftsstandort Kanton Bern von grosser Bedeutung. Die erforderlichen Mittel erfordern unter Umständen eine befristete Erhöhung des Saldos in der Produktegruppe. Der erforderliche Umfang ist unter anderem vom Projekfortschritt und den vom Bund noch zu sprechenden Beiträge abhängig.

In den Jahren 2016–19 wird der Bund im Rahmen des Impulsprogrammes Tourismus die Mittel für touristische Projekte um CHF 200 Millionen erhöhen. Der Kanton Bern rechnet mit zusätzlichen CHF 30 Millionen. Die gesetzliche Grundlage bildet die Neue Regionalpolitik, was die Kantone zu einer äquivalenten Finanzierung verpflichtet.

Chances et risques

Plusieurs projets majeurs sont sur le point d'être mis en œuvre dans le cadre de la stratégie économique 2025 (p. ex. SIP de Bienne, sitem Insel de Berne). Ils revêtent une grande importance pour le site économique du canton de Berne. Les ressources nécessaires requièrent dans certains cas une augmentation temporaire du solde du groupe de produits. Le montant requis dépend notamment de l'avancée des projets et des subventions que la Confédération accordera.

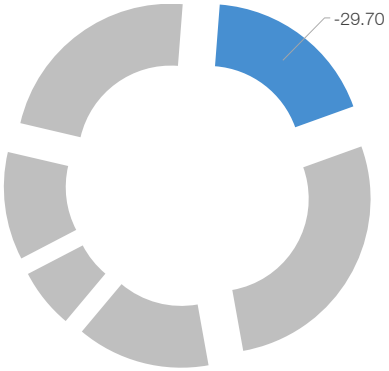
Entre 2016 et 2019, la Confédération va augmenter de CHF 200 millions les ressources mises à disposition pour les projets touristiques dans le cadre du programme d'impulsion en faveur du tourisme. Le canton de Berne prévoit une hausse de CHF 30 millions. En vertu de la Nouvelle politique régionale, qui constitue la base légale en la matière, les cantons sont tenus d'assurer un financement équivalent.

Leistungsinformationen zur Produktgruppe

Informations sur les prestations du groupe de produits

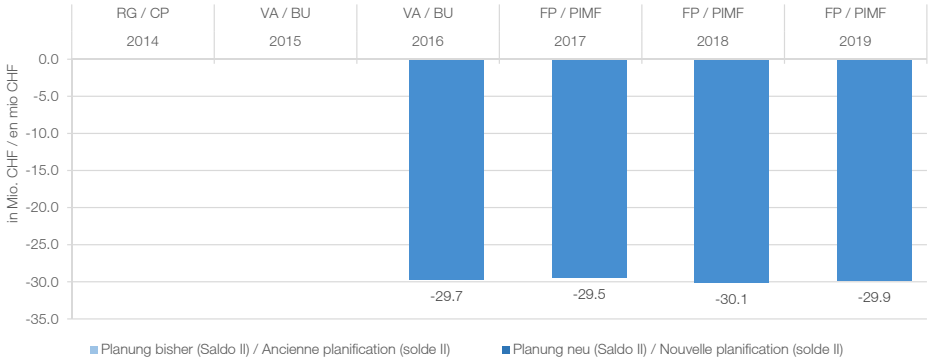
Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat clôture des comptes 2014)	Wert / Valeur	künftige Entwicklung / Evolution attendue
Anzahl geförderte Projekte im Bereich Wirtschaftsförderung und Tourismus/Regionalpolitik	103	konstant
Nombre de projets soutenus relevant de la promotion économique et du tourisme / politique régionale		stabilité
Anzahl Messungen von Luftschadstoffen pro Jahr (gemessene Stundenmittel) durch den Geschäftsbereich Immissionsschutz	200'000	konstant
Nombre de mesures de polluants atmosphériques effectuées chaque année (moyenne horaire mesurée) par le secteur Protection contre les immissions		stabilité
Anzahl Kontrollen im Bereich Arbeitsbedingungen und Arbeitsmarktkontrolle	2'437	konstant
Nombre de contrôles effectués en matière de conditions de travail et de surveillance du marché du travail		stabilité
Anzahl beurteilte Baugesuche durch die Geschäftsbereiche Arbeitsbedingungen und Immissionsschutz	1'151	konstant
Nombre de demandes de permis de construire examinées par les secteurs Conditions de travail et Protection contre les immissions		stabilité
Anzahl verarbeiteter Meldungen für entsandte Arbeitnehmende gemäss Entsendegesetz (EntsG)	31'186	steigend
Nombre d'annonces de travailleurs détachés traitées dans le cadre de la Loi sur les travailleurs détachés (LDét)		augmentation
Anzahl arbeitsmarktlicher Vorentscheide für ausländische Erwerbstätige durch den Geschäftsbereich Arbeitsbedingungen	2'906	konstant
Nombre de décisions préalables concernant les travailleurs étrangers rendues par le secteur Conditions de travail		stabilité
Anzahl zertifizierte Chronometer durch das Uhrenbeobachtungsbüro in Biel	542'131	konstant
Nombre de chronomètres certifiés par le Bureau de contrôle des chronomètres de Bienne		stabilité

4.7.4 Wald und Naturgefahren



Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)

4.7.4 Forêt et dangers naturels



Beschreibung

Die öffentlichen Ansprüche an den Wald (Nutz-, Schutz- und Wohlfahrtsfunktion) werden durch den Schutz des Waldes und die gezielte Beeinflussung der Waldentwicklung gewährleistet. Mittels Beratung und Förderung wird eine nachhaltig wirtschaftliche, funktionsgerechte und naturnahe Waldbewirtschaftung angestrebt.

Der Staatswald wird nach unternehmerischen Grundsätzen vom Staatsforstbetrieb nachhaltig bewirtschaftet.

Menschen, Tiere und erhebliche Sachwerte werden durch planerische, organisatorische, waldbauliche und technische Massnahmen vor Naturgefahren (Lawinen, Eis- und Steinschlag, Fels- und Bergsturz sowie Rutschungen, Erosion und Einsturz) geschützt.

Description

Les attentes publiques envers la forêt (fonctions économiques, protectrices et sociales) sont satisfaites par la protection des forêts et l'influence ciblée exercée sur leur développement. Des mesures de conseil et d'encouragement visent une exploitation rentable, adaptée aux fonctions de la forêt et proche des conditions naturelles sur le long terme.

Les forêts de l'Etat sont exploitées de manière durable par l'Entreprise Forêts domaniales selon des principes entrepreneuriaux.

Des mesures organisationnelles, techniques, sylvicoles et d'aménagement garantissent la protection des personnes, des animaux et des biens d'une valeur notable contre les dangers naturels (avalanches, chutes de blocs de glace et de pierres, éboulements, écroulements, glissements de terrain, érosion et affaissement).

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF
(+) Erlöse	0	0	12'199'200	12'249'200	12'249'200	12'249'200	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	0	0	20'738'154	20'954'908	21'128'554	21'415'762	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	0	0	8'212'245	8'157'246	8'117'144	8'047'143	(-) Coûts matériels
(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	0	0	792'078	807'915	796'205	788'867	(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**0**	**0**	**-17'543'277**	**-17'670'869**	**-17'792'703**	**-18'002'571**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	0	0	**6'858'000**	6'958'000	7'058'000	7'158'000	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	0	0	**19'020'000**	18'780'000	19'390'000	19'050'000	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	0	0	**8'000**	8'000	8'000	8'000	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**0**	**0**	**-29'697'277**	**-29'484'869**	**-30'116'703**	**-29'886'571**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(+)/(-) Abgrenzungen	-	-	283'028	42'348	448'436	10'611	(+)/(-) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**-29'414'248**	**-29'527'217**	**-29'668'267**	**-29'897'183**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF Solde I des produits
Walderhaltung und Waldwirtschaft	0	0	-14'369'190	-14'412'107	-14'455'832	-14'546'158	Conservation de la forêt et économie forestière
Risikomanagement Naturgefahren	0	0	-1'845'912	-1'878'134	-1'912'146	-1'944'210	Gestion des risques liés aux dangers naturels
Staatsforstbetrieb	0	0	-1'328'175	-1'380'628	-1'424'724	-1'512'203	Entreprise Forêts domaniales

Kommentar:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Im Vergleich zum Voranschlag 2015 der bisherigen Produktgruppen weist die Produktgruppe «Wald und Naturgefahren» eine leichte Verschlechterung im Saldo I (1,3%) und Saldo II (2,3%) aus. Diese wird durch eine leichte Zunahme der Sachkosten, leicht rückläufige Erträge und eine Verschiebung von Sachinvestitionen zu Investitionsbeiträgen verursacht. Die Verschiebung bei den Investitionen führt zu höheren Abschreibungen, die unter «Kosten Staatsbeiträge» ausgewiesen sind.

Entwicklungsschwerpunkte

Die Neuorganisation des Amts für Wald mit einer schlanken Geschäftsleitung und sieben Abteilungen wird konsolidiert. Die Prozesse werden so optimiert, dass der Gesetzesauftrag einheitlicher umgesetzt werden kann.

Die Verbesserung der Wirtschaftlichkeit im Berner Wald bleibt Schwerpunkt. Das Förderkonzept im NFA-Programm «Waldbewirtschaftung» 2016–2019 wird im Rahmen der Bundesvorgaben und in Partnerschaft mit den Berner Waldbesitzern umgesetzt.

Die Programme Schutzwaldpflege und Waldbiodiversität werden optimiert und weitergeführt. Der Waldschutz wird aufgrund zunehmender Risiken verstärkt.

Der Fokus im Bereich «Prävention vor Naturgefahren» verschiebt sich vom Neubau zum Unterhalt technischer Schutzbauten. Im Hochgebirge wird ab 2016 ein Monitoring eingeführt, mit dem durch Klimaveränderungen verursachte, ungünstige Entwicklungen erfasst werden können.

Nach der Aufhebung des Euro-Mindestkurses bleibt der inländische Holzmarkt unverändert unter Druck. Die Staatswaldbewirtschaftung muss deshalb weiterhin kontinuierlich verbessert werden.

Commentaire:

Modifications par rapport à la planification précédente

Les soldes I et II du groupe de produits «Forêts et dangers naturels» affichent une légère détérioration (respectivement 1,3% et 2,3%) par rapport au budget 2015 des groupes de produits précédents. Cette évolution est liée à une légère augmentation des frais de matériel, à une faible diminution des recettes et à un transfert des dépenses pour investissements matériels vers les contributions d'investissements, ce qui entraîne une hausse des amortissements figurant sous «Coûts des subventions cantonales».

Priorités de développement

La réorganisation de l'Office des forêts avec un directoire simplifié et sept divisions est consolidée. Les procédures sont optimisées afin d'assurer une mise en œuvre uniforme du mandat légal.

L'amélioration de la rentabilité de la forêt bernoise reste une priorité. Le concept d'encouragement «Exploitation forestière» 2016–2019 du programme RPT est mis en œuvre dans le cadre des dispositions fédérales et du partenariat avec les Propriétaires de forêts bernois.

Les programmes Entretien des forêts protectrices et Biodiversité en forêt sont optimisés et poursuivis. La protection des forêts est renforcée au vu de l'augmentation des risques.

En matière de «prévention des dangers naturels», l'accent mis jusqu'alors sur les nouvelles constructions portera désormais sur l'entretien d'ouvrages techniques de protection. Un suivi sera effectué en haute montagne à partir de 2016 afin de pouvoir recenser les évolutions défavorables causées par les changements climatiques.

Suite à la suppression du cours plancher de l'euro, le marché national du bois reste toujours sous pression. L'exploitation de la forêt domaniale doit donc être améliorée en permanence.

Chancen und Risiken

Der Wald ist durch biotische und abiotische Risiken gefährdet. Stürme, invasive Schädlinge und weitere Gefährdungen treten unversehens auf und erfordern je nachdem rasche und rigorose Massnahmen.

Die wesentlichen Risiken im Bereich «Schutz vor Naturgefahren» liegen in nicht voraussehbaren, klimatischen und geologischen Extremereignissen. Diese sind naturgemäss nicht budgetiert. Aufgrund der Kürzungen in der Investitionsrechnung besteht gegenüber der aktuellen Sachplanung zum Schutz vor Naturgefahren in einzelnen Planjahren bereits eine leichte Unterdeckung.

Der Voranschlag des Staatsforstbetriebs geht von einer normalen Holznutzung zu leicht besseren Preisen als im ersten Quartal 2015 aus. Eine konjunkturelle Abschwächung, aber auch grössere Naturereignisse würden zu einer Verschlechterung der Rechnung führen.

Chances et risques

La forêt est menacée par des risques biotiques et abiotiques. Les tempêtes, invasions de nuisibles et autres menaces sont imprévisibles et requièrent selon les cas des mesures rapides et strictes.

Les catastrophes climatiques et géologiques imprévisibles, principaux risques du domaine «Protection contre les dangers naturels», ne sont par nature pas inscrites au budget. En raison des coupes effectuées au niveau du compte des investissements, il existe déjà, pour certaines années de la période de planification, un léger découvert par rapport à l'actuelle planification sectorielle en matière de protection contre les dangers naturels.

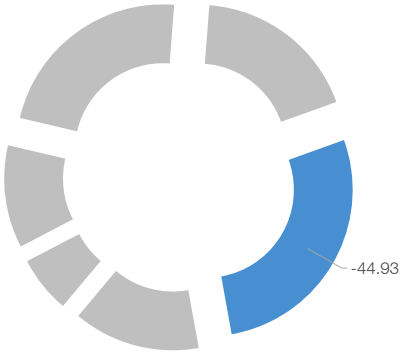
Le budget de l'entreprise Forêts domaniales table sur une exploitation normale du bois avec une légère amélioration des prix par rapport au premier trimestre 2015. Un ralentissement de la conjoncture, tout comme la survenance de catastrophes naturelles, entraîneraient une dégradation du compte.

Leistungsinformationen zur Produktgruppe

Informations sur les prestations du groupe de produits

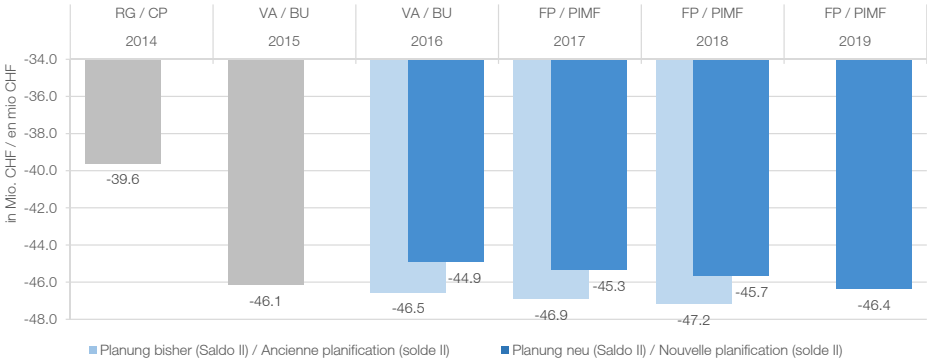
Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat clôture des comptes 2014)	**Wert / Valeur**	**künftige Entwicklung / Evolution attendue**
Betreute und beaufsichtigte Gesamtwaldfläche (gem. Landesforstinventar in Hektaren)	181'700	konstant
Aire forestière gérée et surveillée (en hectares, d'après l'inventaire forestier national)		stabilité
Anzahl erteilte Holzschlagbewilligungen (*Schwankungen möglich, da durch den Holzabsatzmarkt beeinflusst)	3'600	konstant *
Nombre d'autorisations octroyées pour l'abattage de bois (*variations possibles en fonction du marché du bois)		stabilité *
Anzahl behandelter Geschäfte bzw. geprüfter Einzelabrechnungen für Förderbeiträge (*Schwankungen bei Naturereignissen möglich)	2'940	konstant *
Nombre de demandes traitées ou de décomptes individuels contrôlés pour les subventions d'encouragement (*variations possibles en cas de catastrophes naturelles)		stabilité *
Anzahl verfasster Fach- und Amtsberichte im Waldrecht	760	konstant
Nombre de rapports spécialisés et de rapports officiels relevant du droit forestier rédigés		stabilité
Anzahl Mitwirkungen bei Geschäften (Bau-, Planungs- und Konzessionsgesuchen) in Gefahrengebieten	590	konstant
Nombre de participations à des affaires (demandes de construction, de planification et de concession) concernant les zones de danger		stabilité
Bewirtschaftete und beaufsichtigte Gesamtfläche der kantonseigenen Waldgrundstücke (Staatswald in Hektaren)	12'700	konstant
Surface totale des parcelles forestières du canton gérées et surveillées (forêt domaniale en hectares)		stabilité

4.7.5 Landwirtschaft



Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)

4.7.5 Agriculture



Beschreibung

Die Produktgruppe Landwirtschaft fördert eine nachhaltig produzierende, konkurrenzfähige Landwirtschaft. Dazu unterstützt sie die Kunden bei der Aneignung und Weiterentwicklung ihrer beruflichen Qualifikationen und unterhält landwirtschaftliche Beratungsstellen als Anlaufstellen für alle landwirtschaftlichen Fragen. Sie erfüllt den Leistungsauftrag des Bundes zur vollständigen und korrekten Datenerhebung, Kontrolle und Auszahlung der Direktzahlungen. Sie fördert mit kantonalen Massnahmen eine nachhaltig produzierende Berner Landwirtschaft über eine Erhöhung der Wertschöpfung, eine Senkung der Kosten und einen schonenden Umgang mit den natürlichen Ressourcen durch Weiterbildung und Beratung, Gutachten, zinslose Darlehen und Beiträge. Sie vollzieht die Bundesgesetzgebung in den Bereichen Tiergesundheit, Tierschutz/Tierversuche sowie Sicherheit von Lebensmitteln tierischer Herkunft und ordnet bei Bedarf entsprechende Massnahmen an.

Description

Le groupe de produits Agriculture est destiné à promouvoir un mode de production durable et concurrentiel au travers des mesures cantonales suivantes: – soutien aux clients désireux d'acquérir et de développer des qualifications professionnelles ainsi que gestion de centres de vulgarisation agricole en tant qu'organes de contact pour toutes les questions liées à l'agriculture, – exécution du mandat de prestations de la Confédération relatif au recensement intégral et correct des données, au contrôle et au versement des paiements directs, – hausse de la valeur ajoutée et baisse des coûts de l'agriculture bernoise ainsi que préservation des ressources naturelles par le biais de la formation, de la vulgarisation, d'expertises, de prêts sans intérêts et de contributions, – exécution de la législation fédérale dans les domaines de la santé animale, de la protection des animaux/de l'expérimentation animale ainsi que de la qualité des denrées alimentaires d'origine animale, et ordonnance des mesures qui s'imposent.

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte **2014**	Voranschlag Budget **2015**	Voranschlag Budget **2016**	Finanzplan Plan financier **2017**	**2018**	**2019**	CHF
(+) Erlöse	27'614'587	28'747'775	28'676'905	28'666'105	28'681'405	28'681'405	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	35'537'953	37'831'650	38'692'210	39'028'344	39'419'933	39'913'863	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	7'734'337	10'742'591	10'321'119	10'337'031	10'340'232	10'302'895	(-) Coûts matériels
(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	1'372'155	1'699'848	2'069'400	2'180'140	2'131'062	2'371'597	(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**-17'029'858**	**-21'526'314**	**-22'405'824**	**-22'879'411**	**-23'209'821**	**-23'906'950**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	1'262'380	962'500	**1'155'500**	1'155'500	1'155'500	1'155'500	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	23'997'574	25'705'705	**23'715'710**	23'665'710	23'665'710	23'665'710	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	162'971	130'000	**40'000**	40'000	40'000	40'000	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**-39'602'080**	**-46'139'519**	**-44'926'034**	**-45'349'621**	**-45'680'031**	**-46'377'160**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(+) Abgrenzungen	-	-	2'197'066	2'199'367	2'214'253	2'293'069	(+) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**-42'728'968**	**-43'150'254**	**-43'465'778**	**-44'084'092**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF Solde I des produits
Direktzahlungen	-3'408'238	-4'143'803	-4'575'249	-4'613'395	-4'396'935	-4'490'044	Paiements directs
Wettbewerbsfähigkeit der Landwirtschaft	-6'593'181	-7'377'128	-7'207'972	-7'237'196	-7'309'795	-7'416'857	Compétitivité de l'agriculture
Veterinärwesen	-1'652'176	-3'498'801	-4'517'766	-4'698'932	-4'893'965	-5'078'044	Service vétérinaire
Inforama	-5'376'263	-6'506'582	-6'104'837	-6'329'888	-6'609'126	-6'922'005	Inforama

Kommentar:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Die Steuergrösse Saldo I (= Globalbudget, ehemaliger Deckungsbeitrag III) fällt im Voranschlag 2016 um knapp CHF 0,9 Millionen höher als im Voranschlag 2015 aus. Diese Verschlechterung des Saldos liegt einerseits in der auf 2016 geplanten Verschiebung von 2,5 Stellen für die Kontrolle von Lebensmitteln tierischer Herkunft vom Kantonalen Laboratorium (GEF) zum Veterinärdienst (VOL). Zusätzlich soll eine neue Stelle für das Bienenwesen geschaffen werden, wobei diese Kosten über die Spezialfinanzierung Tierseuchenkasse kompensiert werden. Zudem werden aufgrund von Bundesvorgaben in der Notfallvorsorge gesamthaft vier Tierseuchensortimente angeschafft.

Der Saldo II (ehemaliger Deckungsbeitrag IV) hat sich um rund CHF 1,2 Millionen verringert. Diese Verbesserung des Saldos II resultiert daraus, dass sich die Kosten für Staatsbeiträge im Vergleich zum Voranschlag 2015 infolge Verschiebung der Beiträge für die Landschaftsqualität aus der Produktgruppe Landwirtschaft in die Produktgruppe Natur stark vermindern. Zugleich nehmen die Erlöse aus Staatsbeiträgen leicht zu.

Entwicklungsschwerpunkte

Der Schwerpunkt der Produktgruppe liegt in der Umsetzung der LANAT-Strategie 2020.

Dabei soll eine regional vielfältige, konkurrenzfähige und nachhaltige Landwirtschaft gefördert werden, welche hochwertige Rohstoffe produziert und als starker Partner der Lebensmittelverarbeiter für sichere und qualitativ einwandfreie Nahrungsmittel sorgt. Beispiele: Förderung und Begleitung von Innovations- und Wertschöpfungsprojekten, Optimierung der Primärkontrolle, Ausrichtung des Bildungs- und Beratungsangebotes auf das sich verändernde Umfeld.

Zudem wird die Landwirtschaft in der effizienten Erbringung der gemeinwirtschaftlichen Leistungen im Rahmen der Agrarpolitik des Bundes unterstützt und damit die langfristig nachhaltige Nutzung der natürlichen Ressourcen sowie Erhaltung und Förderung der Biodiversität sichergestellt. Beispiele: Administrative Vereinfachung der Agrarpolitik, neues Ressourceneffizienzprogramm im Bereich Pflanzenschutz.

Commentaire:

Modifications par rapport à la planification précédente

Le solde I (= budget global, ancienne marge contributive III) porté au budget 2016 dépasse de presque CHF 0,9 million la valeur portée au budget 2015. Cette dégradation du solde est liée d'une part au transfert, prévu pour 2016, de 2,5 postes destinés au contrôle des denrées alimentaires d'origine animale du Laboratoire cantonal (SAP) vers le Service vétérinaire cantonal (ECO). De plus, un nouveau poste doit être créé dans le domaine de l'apiculture mais les coûts qui en résultent sont compensés par le financement spécial Caisse des épizooties. En outre, quatre assortiments de matériel ont été achetés afin de prévenir les situations d'urgence en matière d'épizooties conformément aux prescriptions fédérales.

Le solde II (ancienne marge contributive IV) a diminué d'environ CHF 1,2 million. Cette amélioration résulte du fait que les coûts des subventions cantonales ont été considérablement réduits par rapport au budget 2015 suite au transfert des contributions à la qualité du paysage du groupe de produits Agriculture vers le groupe de produits Nature. En outre, les rentrées financières des subventions cantonales augmentent légèrement.

Priorités de développement

Ce groupe de produit a pour priorité la mise en œuvre de la stratégie OAN 2020.

Cette dernière vise la promotion d'une agriculture régionalement diversifiée, compétitive et durable, qui produit des matières premières de qualité et veille, en tant que partenaire fort des entreprises agroalimentaires, à la sécurité et à la qualité des denrées alimentaires. Exemples: promotion et suivi de projets d'innovation et de création de valeur, optimisation des contrôles dans la production primaire, adaptation de l'offre de formation et de conseil aux évolutions.

L'agriculture sera ainsi soutenue afin de fournir des prestations efficaces en faveur de la société dans le cadre de la politique agricole fédérale. L'exploitation durable des ressources naturelles ainsi que le maintien et la promotion de la biodiversité sont de ce fait assurés. Exemples: simplification administrative de la politique agricole, nouveau programme d'utilisation efficace des ressources en matière de protection des plantes.

Chancen und Risiken

Positive Entwicklungstendenzen sind im Berggebiet aufgrund der Neuausrichtung der Agrarpolitik möglich.

Je nach gesamtwirtschaftlicher Entwicklung in der Schweiz könnte der Druck auf die Landwirtschaft in den nächsten Jahren ansteigen. Insbesondere könnte der Rahmenkredit der Direktzahlungen infolge des geringeren finanziellen Spielraumes des Bundes reduziert werden. Im Rahmen von umfassenden Freihandelsabkommen könnten zudem die Agrarpreise massiv fallen. Zunehmende Risiken birgt auch die Klimaveränderung.

Chances et risques

La situation tend à évoluer de manière positive dans les régions de montagne suite au remaniement de la politique agricole.

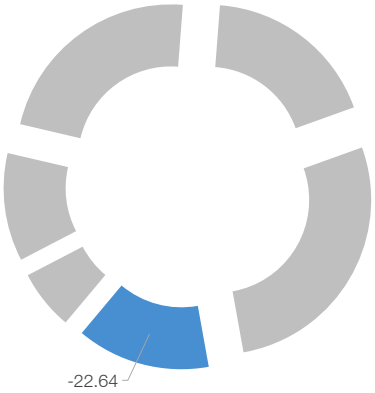
Selon l'évolution de la situation économique au niveau national, l'agriculture pourrait faire l'objet d'une pression accrue au cours des prochaines années. Le crédit-cadre des paiements directs pourrait notamment être réduit, la Confédération disposant d'une marge de manœuvre financière plus faible. De plus, les prix des produits agricoles risquent de chuter considérablement dans le cadre de vastes accords de libre-échange. En outre, le changement climatique représente une menace grandissante.

Leistungsinformationen zur Produktgruppe

Informations sur les prestations du groupe de produits

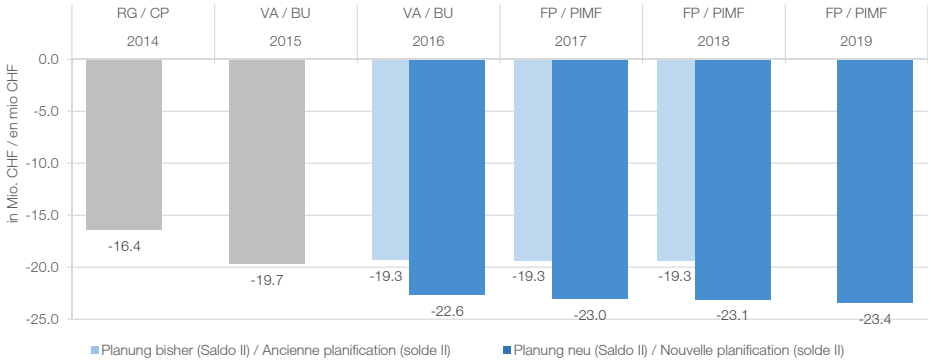
Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat clôture des comptes 2014)	Wert / Valeur	künftige Entwicklung / Evolution attendue
Anzahl bewilligter landwirtschaftlicher Beitragsgeschäfte (pro Jahr)	140	konstant
Nombre de dossiers de contributions agricoles approuvés (par an)		stabilité
Ausgelöstes beitragsberechtigtes Investitionsvolumen der bewilligten Beitragsgeschäfte (in Mio. CHF)	62	konstant
Volume d'investissement donnant droit à des contributions déclenché par les dossiers approuvés (en millions de francs)		stabilité
Anzahl Klassen in der landwirtschaftlichen Bildung (Grundbildung, Berufsmittelschule, höhere Berufsbildung) pro laufendes Schuljahr (Stichtag: 15.09.)	80	konstant
Nombre de classes proposant une formation agricole (formation initiale, école professionnelle supérieure, formation professionnelle supérieure) durant l'année scolaire en cours (jour de référence: 15.09)		stabilité
Anzahl erfolgte landwirtschaftliche Beratungen pro Jahr	2'574	konstant
Nombre annuel de séances de vulgarisation agricole		stabilité
Ausbezahlte Direktzahlungen pro Jahr (in Mio. CHF)	550	steigend
Montant annuel des paiements directs versés (en millions de francs)		augmentation
Anzahl Seuchenfälle (Spezialfinanzierung Tierseuchenkasse)	208	konstant
Nombre de cas d'épizooties (financement spécial Caisse des épizooties)		stabilité
Anzahl Kontrollen auf Primärproduktionsbetrieben in den Bereichen Lebensmittelsicherheit, Tierarzneimitteleinsatz und Tiergesundheit	619	steigend
Nombre de contrôles d'exploitations (production primaire) portant sur la sécurité alimentaire, l'utilisation de médicaments vétérinaires et la santé animale		augmentation

4.7.6 Natur



Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)

4.7.6 Nature



Beschreibung

Die Produktgruppe Natur stellt die nachhaltige Nutzung der natürlichen Ressourcen sicher und fördert die Biodiversität. Sie schützt und fördert die einheimischen, in ihrem Bestand bedrohten Arten. Sie schafft neue Lebensräume oder stellt diese wieder her und erhält und fördert die Biodiversität. Zudem vermindert sie die Belastungen und Störungen von Biotopen und Arten. Sie schafft die Voraussetzung, dass Wild-, Fisch- und Krebsbestände nachhaltig genutzt werden können. Sie vollzieht zudem die Bundesgesetzgebung in den Bereichen Naturschutz, Fischerei und Jagd.

Description

Le groupe de produits Nature comprend toutes les tâches garantissant l'utilisation durable des ressources naturelles et l'encouragement de la biodiversité: – protection et promotion des espèces indigènes dont les populations sont menacées, création ou restauration de biotopes, préservation et promotion de la biodiversité, réduction des atteintes et nuisances aux biotopes et espèces, – création des conditions requises pour l'exploitation durable des populations d'animaux sauvages, de poissons et d'écrevisses. Il assure par ailleurs l'application de la législation fédérale sur la protection de la nature, la pêche et la chasse.

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF
(+) Erlöse	1'002'731	719'646	719'653	719'653	719'653	719'653	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	11'807'146	11'546'442	11'598'929	11'819'169	11'922'726	12'087'072	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	5'754'143	5'766'043	5'808'352	5'822'319	5'822'322	5'797'985	(-) Coûts matériels
(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	722'958	847'445	1'002'248	1'058'148	1'012'274	1'160'489	(-) Intérêts et amortissements prévisionnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**-17'281'516**	**-17'440'284**	**-17'689'876**	**-17'979'983**	**-18'037'668**	**-18'325'893**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	4'979'962	4'526'800	**4'512'800**	4'512'800	4'512'800	4'512'800	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	8'332'204	10'884'000	**13'590'067**	13'690'066	13'690'065	13'742'064	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	4'211'756	4'130'000	**4'130'000**	4'130'000	4'130'000	4'130'000	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**-16'422'001**	**-19'667'484**	**-22'637'143**	**-23'027'250**	**-23'084'933**	**-23'425'157**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(+) Abgrenzungen	-	-	1'131'822	1'133'007	1'140'676	1'181'278	(+) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**-21'505'321**	**-21'894'242**	**-21'944'257**	**-22'243'880**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF Solde I des produits
Fischerei	-4'893'777	-4'589'478	-4'646'223	-4'680'376	-4'710'707	-4'778'144	Pêche
Jagd	-6'217'785	-5'929'609	-5'946'210	-5'960'788	-5'969'063	-6'053'650	Chasse
Naturschutz und Naturförderung	-6'169'954	-6'921'196	-7'097'442	-7'338'819	-7'357'898	-7'494'099	Protection et promotion de la nature

Kommentar:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Die Steuergrösse Saldo I (= Globalbudget, ehemaliger Deckungsbeitrag III) fällt im Voranschlag 2016 um knapp CHF 0,25 Millionen höher als im Voranschlag 2015 aus. Diese minime Verschlechterung ist hauptsächlich darauf zurückzuführen, dass gewisse Sparmassnahmen der ASP 2014 aus personalrechtlichen Gründen erst Ende 2016 umgesetzt werden können. Ab 2017 werden die Sparvorgaben (Massnahmen 2.1–2.3) vollständig umgesetzt.

Der Saldo II (ehemaliger Deckungsbeitrag IV) hat sich um knapp CHF 3 Millionen erhöht. Diese Verschlechterung ist hauptsächlich darauf zurückzuführen, dass ab Voranschlag 2016 die Erhöhung der Bewirtschaftungsbeiträge von CHF 0,8 Millionen berücksichtigt wird. Zudem wird zur teilweisen Finanzierung der Landschaftsqualitätsbeiträge das entsprechende Budget von der Produktgruppe Landwirtschaft (Produkt: Direktzahlungen) in die Produktgruppe Natur (Produkt: Naturschutz und Naturförderung) innerhalb des LANAT saldoneutral verschoben.

Entwicklungsschwerpunkte

Der Schwerpunkt der Produktgruppe liegt in der Umsetzung der LANAT-Strategie 2020.

Dabei soll die Biodiversität durch gezielte Aufwertung von Naturlandschaften wie Gewässerräume, Auenlandschaften, Wildräume, alpine Zonen, usw. gefördert werden. Beispiele: Renaturierung von namhaften Gewässerstrecken und Sanierung von Wassernutzungsanlagen gemäss kantonalem Gewässerentwicklungskonzept, Realisierung von zusätzlichen Wildschutzgebieten und Minimierung von Störungen auf Wildtiere, Weiterbearbeitung des Biodiversitätskonzepts Kanton Bern (inkl. Sachplan), Umsetzung Landschaftsqualitätsprojekte.

Zudem soll eine konfliktarme Mensch-Tier-Beziehung durch richtungsweisende Mitgestaltung und Vollzug der Tierschutz-, Hunde-, Jagd- und Fischereigesetzgebung sowie Sensibilisierung der Öffentlichkeit in diesen Themen angestrebt werden. Beispiele: Überprüfung bzw. Anpassung der Konzepte für Wolf, Luchs, Hirsch, Biber usw.; Überprüfung der Jagdgesetzgebung und der Jagdplanung.

Commentaire:

Modifications par rapport à la planification précédente

Le solde I (budget global, ancienne marge contributive III) porté au budget 2016 dépasse de presque CHF 0,25 million la valeur portée au budget 2015. Cette légère dégradation est essentiellement due au fait que certaines mesures d'épargne de l'EOS 2014 ne pourront être mises en œuvre que vers la fin de l'année 2016 pour des raisons liées au droit du personnel. L'intégralité des mesures d'épargne (mesures 2.1–2.3) seront appliquées dès 2017.

Le solde II (ancienne marge contributive IV) augmente de presque CHF 3 millions par rapport au budget 2015. Cette évolution est principalement due à la hausse de CHF 0,8 million des contributions à l'exploitation intégrée dans le budget 2016. De plus, afin de financer partiellement les contributions à la qualité du paysage, le budget correspondant du groupe de produits Agriculture (produit: Paiements directs) sera transféré au sein de l'OAN vers le groupe de produits Nature (produit: Protection et promotion de la nature), ce qui n'aura pas d'influence sur le solde.

Priorités de développement

Ce groupe de produits a pour priorité la mise en œuvre de la stratégie OAN 2020.

Cette dernière promeut la biodiversité par la revalorisation ciblée de paysages naturels, cours d'eau, sites alluviaux, zones de gestion du gibier, zones alpines, etc. Exemples: régénération de tronçons de cours d'eau importants et assainissement d'installations destinées à l'utilisation des eaux selon le concept cantonal de développement des eaux, aménagement de nouvelles zones de protection de la faune sauvage, réduction des perturbations causées à cette dernière, remaniement du programme de promotion de la diversité dans le canton de Berne (y c. plan sectoriel), mise en œuvre de projets de qualité du paysage.

Par ailleurs, l'élaboration et l'exécution de la législation sur la protection des animaux, les chiens, la chasse et la pêche visent une relation harmonieuse entre les êtres humains et les animaux. En outre, l'opinion publique est sensibilisée à ces thèmes. Exemples: contrôle ou adaptation des concepts concernant les loups, les lynx, les cerfs, les castors, etc.; contrôle de la législation sur la chasse et de la planification de la chasse.

Chancen und Risiken

Der Grosse Rat hat für die Jahre 2015–2017 einen Rahmenkredit von CHF 8,1 Milionen für den Kantonsanteil an den Landschaftsqualitätsbeiträgen genehmigt. Diese Landschaftsqualitätsbeiträge dienen der Erhaltung, der Förderung und Weiterentwicklung vielfältiger Kulturlandschaften. Ab 2018 wird die Plafonierung des Bundes bei der Ausrichtung dieser Beiträge voraussichtlich wegfallen; dies hätte zur Folge, dass sich der Anteil des Kantons Bern erhöhen würde.

Die Umsetzung der Bundesinventare, insbesondere der Flachmoore und Trockenwiesen und -weiden, erfolgt durch Bewirtschaftungsverträge. Aktuell bestehen solche für zirka 85 Prozent der Inventarfläche. Aufgrund der revidierten Direktzahlungsverordnung (DZV) könnten weitere Flächen, insbesondere Pufferflächen, hinzukommen.

Die Umsetzung der revidierten Verordnungen über die Wasser- und Zugvogelreservate (WZVV) und über den Wildtierschutz (WTSchV), die Überprüfung bzw. Anpassung von Konzepten des Bundes sowie die Anpassungen im jagdlichen Bereich könnten künftig zusätzliche Ressourcen beanspruchen.

Chances et risques

Le Grand Conseil a accordé un crédit-cadre de CHF 8,1 millions pour la part cantonale du budget destinée aux contributions à la qualité du paysage pour la période 2015–2017. Ces contributions permettent de préserver, promouvoir et développer des paysages cultivés diversifiés. A partir de 2018, le plafonnement fixé par la Confédération pour le versement de ces contributions devrait vraisemblablement être supprimé, ce qui augmenterait la part du canton.

La mise en œuvre des inventaires fédéraux, notamment pour les bas-marais ainsi que les prairies et pâturages secs, s'effectue par le biais de contrats d'exploitation. Actuellement, environ 85 pour cent des surfaces inventoriées font l'objet d'un tel contrat. Suite à la révision de l'ordonnance sur les paiements directs (OPD), d'autres surfaces, notamment les zones tampons, pourraient s'y ajouter.

La mise en œuvre des nouvelles ordonnances sur les réserves d'oiseaux d'eau et de migrateurs (OROEM) et sur la protection de la faune sauvage (OPFS), le contrôle ou l'adaptation de concepts de la Confédération ainsi que les adaptations dans le domaine de la chasse pourraient nécessiter à l'avenir des ressources supplémentaires.

Leistungsinformationen zur Produktgruppe

Informations sur les prestations du groupe de produits

Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat clôture des comptes 2014)	Wert / Valeur	künftige Entwicklung / Evolution attendue
Umsatz der verkauften Jagdpatente (in Mio. CHF)	2.199	konstant
Chiffre d'affaires généré par la vente de patentes de chasse (en millions de francs)		stabilité
Umsatz der verkauften Fischereipatente (in Mio. CHF)	2.007	konstant
Chiffre d'affaires généré par la vente de patentes de pêche (en millions de francs)		stabilité
Anzahl Fach- und Mitberichte Fischereiinspektorat	787	konstant
Nombre de rapports spécialisés et de corapports rédigés par l'Inspection de la pêche		stabilité
Anzahl Fach- und Mitberichte Jagdinspektorat	307	steigend
Nombre de rapports spécialisés et de corapports rédigés par l'Inspection de la chasse		augmentation
Anzahl Fach- und Mitberichte Abteilung Naturförderung	951	steigend
Nombre de rapports spécialisés et de corapports rédigés par le Service de la promotion de la nature		augmentation
Total der ausbezahlten Beiträge in Planungen und Projekte des Renaturierungsfonds (in CHF Mio.)	4.3	konstant
Total des subventions versées pour des planifications et projets relevant du Fonds pour la régénération des eaux (en millions de francs)		stabilité
Anzahl der umgesetzten Bundesinventarobjekte (Hochmoore, Auen, Amphibienlaichgebiete) durch die Abteilung Naturförderung (Total umzusetzen: 258)	179	steigend
Nombre d'objets figurant dans les inventaires fédéraux (hauts-marais, zones alluviales, sites de reproduction des bactraciens) ayant été mis en œuvre par le Service de la promotion de la nature (nombre total d'objets à mettre en œuvre: 258).		augmentation

4.8 Spezialfinanzierungen
4.8.1 Investitionshilfefonds

4.8 Financements spéciaux
4.8.1 Fonds d'aide aux investissements

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Laufende Rechnung							**Compte de fonctionnement**
Aufwand	**5'469'381**	**7'819'999**	**7'819'999**	**6'328'000**	**7'819'999**	**7'819'999**	**Charges**
Veränderung		*42.97%*	*0.00%*	*–19.07%*	*23.57%*	*0.00%*	*Modification*
Ertrag	**5'469'381**	**7'819'999**	**7'819'999**	**6'328'000**	**7'819'999**	**7'819'999**	**Revenus**
Veränderung		*42.97%*	*0.00%*	*–19.07%*	*23.57%*	*0.00%*	*Modification*
Saldo	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Solde**
Veränderung							*Modification*
Aufwand							**Charges**
31 Sachaufwand	380'105	300'000	300'000	300'000	300'000	300'000	31 Biens, services et marchandises
33 Abschreibungen	811'050	3'324'999	3'324'999	0	3'324'998	3'324'998	33 Amortissements
36 Eigene Beiträge	4'160'018	4'120'000	4'120'000	4'120'000	4'120'000	4'120'000	36 Subventions accordées
37 Durchlaufende Beiträge	0	0	0	0	0	0	37 Subventions redistribuées
38 Einlagen in Spezialfinanzierungen/ Abschluss Besondere Rechnungen	0	0	0	1'833'000	0	0	38 Attributions aux financements spéciaux / clôture comptes spéciaux
39 Interne Verrechnungen	118'208	75'000	75'000	75'000	75'001	75'001	39 Imputations internes
Ertrag							**Revenus**
42 Vermögenserträge	2'476	8'000	8'000	8'000	8'000	8'000	42 Revenus des biens
46 Beiträge für eigene Rechnung	1'700'581	2'320'000	2'320'000	2'320'000	2'320'000	2'320'000	46 Subventions acquises
47 Durchlaufende Beiträge	0	0	0	0	0	0	47 Subventions à redistribuer
48 Entnahmen aus Spezialfinanzierungen / Abschluss Besondere Rechnungen	2'766'324	1'491'999	1'491'999	0	1'491'999	1'491'999	48 Prélèvements sur les financements spéciaux / Clôture des comptes spéciaux
49 Interne Verrechnungen	1'000'000	4'000'000	4'000'000	4'000'000	4'000'000	4'000'000	49 Imputations internes
Investitionsrechnung							**Compte des investissements**
Ausgaben	**7'625'900**	**14'625'000**	**14'625'000**	**11'300'000**	**14'625'000**	**14'625'000**	**Dépenses**
Veränderung		*91.78%*	*0.00%*	*–22.73%*	*29.42%*	*0.00%*	*Modification*
Einnahmen	**4'991'080**	**4'500'000**	**4'200'000**	**4'200'000**	**4'200'000**	**4'200'000**	**Recettes**
Veränderung		*–9.83%*	*–6.66%*	*0.00%*	*0.00%*	*0.00%*	*Modification*
Saldo	**–2'634'820**	**–10'125'000**	**–10'425'000**	**–7'100'000**	**–10'425'000**	**–10'425'000**	**Solde**
Veränderung		*284.27%*	*2.96%*	*–31.89%*	*46.83%*	*0.00%*	*Modification*
Ausgaben							**Dépenses**
52 Darlehen und Beteiligungen	7'572'900	11'300'000	11'300'000	11'300'000	11'300'000	11'300'000	52 Prêts et participations permanentes
56 Eigene Beiträge	53'000	3'325'000	3'325'000	0	3'325'000	3'325'000	56 Subventions accordées
Einnahmen							**Recettes**
62 Rückzahlung von Darlehen und Beteiligungen	4'991'080	4'500'000	4'200'000	4'200'000	4'200'000	4'200'000	62 Remboursement de prêts et de participations

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Vermögensbestand per 1.1.	62'458'648	59'692'324	58'200'325	56'708'326	56'708'326	55'216'327	Etat du patrimoine au 1.1.
Vermögensbestand per 31.12.	59'692'324	58'200'325	56'708'326	56'708'326	55'216'327	53'724'328	Etat du patrimoine au 31.12.
Vermögensveränderung	–2'766'325	–1'491'999	**–1'491'999**	0	–1'491'999	–1'491'999	Variation du patrimoine

Kommentar

Der Investitionshilfefonds dient dem Vollzug der Bundesgesetzgebung über die Regionalpolitik. Der Fonds ist Bestandteil der Produktgruppe Wirtschaftsentwicklung und -aufsicht.

Es werden keine Änderungen zum Vorjahr erwartet.

Commentaire

Le Fonds cantonal d'aide aux investissements sert à l'exécution de la législation fédérale sur la politique régionale. Le fonds fait partie intégrante du groupe de produits Développement et surveillance économique.

Aucune modification n'est attendue par rapport à l'année précédente.

4.8.2 Renaturierungsfonds

4.8.2 Fonds de régénération des eaux

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Laufende Rechnung							**Compte de fonctionnement**
Aufwand	**6'327'930**	**4'574'440**	**4'621'127**	**4'621'127**	**4'621'127**	**4'621'127**	**Charges**
Veränderung		*–27.71%*	*1.02%*	*0.00%*	*0.00%*	*0.00%*	*Modification*
Ertrag	**6'327'930**	**4'574'440**	**4'621'127**	**4'621'127**	**4'621'127**	**4'621'127**	**Revenus**
Veränderung		*–27.71%*	*1.02%*	*0.00%*	*0.00%*	*0.00%*	*Modification*
Saldo	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Solde**
Veränderung							*Modification*
Aufwand							**Charges**
30 Personalaufwand	3'646	4'441	1'127	1'127	1'127	1'127	30 Charges de personnel
31 Sachaufwand	924'623	580'000	580'000	580'000	580'000	580'000	31 Biens, services et marchandises
33 Abschreibungen	3'246'856	3'739'999	3'740'000	3'740'000	3'740'000	3'740'000	33 Amortissements
36 Eigene Beiträge	50'000	0	0	0	0	0	36 Subventions accordées
38 Einlagen in Spezialfinanzierungen/ Abschluss Besondere Rechnungen	1'693'389	0	0	0	0	0	38 Attributions aux financements spéciaux / clôture comptes spéciaux
39 Interne Verrechnungen	409'414	250'000	300'000	300'000	300'000	300'000	39 Imputations internes
Ertrag							**Revenus**
43 Entgelte	123'346	7	2	2	2	2	43 Contributions
46 Beiträge für eigene Rechnung	503'799	0	0	0	0	0	46 Subventions acquises
48 Entnahmen aus Spezialfinanzierungen / Abschluss Besondere Rechnungen	1'260'849	144'433	198'125	198'125	198'125	198'125	48 Prélèvements sur les financements spéciaux / Clôture des comptes spéciaux
49 Interne Verrechnungen	4'439'935	4'430'000	4'423'000	4'423'000	4'423'000	4'423'000	49 Imputations internes
Investitionsrechnung							**Compte des investissements**
Ausgaben	**3'450'579**	**4'040'000**	**4'040'000**	**4'040'000**	**4'040'000**	**4'040'000**	**Dépenses**
Veränderung		*17.08%*	*0.00%*	*0.00%*	*0.00%*	*0.00%*	*Modification*
Einnahmen	**203'401**	**300'000**	**300'000**	**300'000**	**300'000**	**300'000**	**Recettes**
Veränderung		*47.49%*	*0.00%*	*0.00%*	*0.00%*	*0.00%*	*Modification*
Saldo	**–3'247'178**	**–3'740'000**	**–3'740'000**	**–3'740'000**	**–3'740'000**	**–3'740'000**	**Solde**
Veränderung		*15.17%*	*0.00%*	*0.00%*	*0.00%*	*0.00%*	*Modification*
Ausgaben							**Dépenses**
50 Sachgüter	1'373'836	0	0	0	0	0	50 Investissements propres
56 Eigene Beiträge	2'068'341	4'040'000	4'040'000	4'040'000	4'040'000	4'040'000	56 Subventions accordées
57 Durchlaufende Beiträge	8'401	0	0	0	0	0	57 Subventions redistribuées
Einnahmen							**Recettes**
64 Rückzahlung von eigenen Beiträgen	0	300'000	300'000	300'000	300'000	300'000	64 Remboursement de subventions accordées
66 Beiträge für eigene Rechnung	195'000	0	0	0	0	0	66 Subventions acquises
67 Durchlaufende Beiträge	8'401	0	0	0	0	0	67 Subventions à redistribuer

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Vermögensbestand per 1.1.	9'160'582	9'593'122	9'448'689	9'250'564	9'052'439	8'854'314	Etat du patrimoine au 1.1.
Vermögensbestand per 31.12.	9'593'122	9'448'689	9'250'564	9'052'439	8'854'314	8'656'189	Etat du patrimoine au 31.12.
Vermögensveränderung	432'541	–144'433	**–198'125**	–198'125	–198'125	–198'125	Variation du patrimoine

Kommentar

2014 sind die Wasserzinseinnahmen weiter leicht angestiegen. Im Gegensatz zum Vorjahr 2013 wurden weniger Mittel ausgegeben als eingenommen, wodurch sich der Fondsbestand per 31.12.2014 auf rund CHF 9,6 Millionen erhöht hat. Aufgrund der prognostizierten Planungen und Projekteingaben kann davon ausgegangen werden, dass in den Planjahren 2016–2019 mit Mehrausgaben von durchschnittlich rund CHF 0,2 Millionen – beispielsweise für die Umsetzung der strategischen Revitalisierungsplanung nach revidiertem Gewässerschutzgesetz 2011 (GSchG) – gerechnet werden kann. Somit wird sich der Fondsbestand in den nächsten Jahren leicht reduzieren. Unverändert zum Voranschlag 2015 stehen CHF 3,74 Millionen an Nettoinvestitionen in Form von Investitionsbeiträgen zur Verfügung.

Commentaire

En 2014, les recettes tirées des taxes d'eau ont à nouveau augmenté légèrement. Contrairement à l'année 2013, les dépenses sont restées inférieures aux recettes. Le solde du fonds s'élève donc à environ CHF 9,6 millions au 31 décembre 2014. D'après les prévisions en matière de planifications et de projets remis, des dépenses supplémentaires d'environ CHF 0,2 million sont à prévoir pour les années 2016 à 2019, notamment pour la mise en œuvre de la planification stratégique des projets de revitalisation lancée en vertu de la loi sur la protection des eaux (LEaux) révisée en 2011. Le solde du fond diminuera donc légèrement dans les prochaines années. Tout comme pour le budget 2015, une somme de CHF 3,74 millions est mise à disposition pour les investissements nets sous forme de contributions d'investissement.

4.8.3 Tierseuchenkasse

4.8.3 Caisse des épizooties

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Laufende Rechnung							**Compte de fonctionnement**
Aufwand	**4'904'744**	**5'995'281**	**5'618'242**	**5'618'242**	**5'618'242**	**5'618'242**	**Charges**
Veränderung		*22.23%*	*–6.28%*	*0.00%*	*0.00%*	*0.00%*	*Modification*
Ertrag	**4'904'744**	**5'995'281**	**5'618'242**	**5'618'242**	**5'618'242**	**5'618'242**	**Revenus**
Veränderung		*22.23%*	*–6.28%*	*0.00%*	*0.00%*	*0.00%*	*Modification*
Saldo	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Solde**
Veränderung							*Modification*
Aufwand							**Charges**
30 Personalaufwand	142'130	167'416	144'080	144'080	144'080	144'080	30 Charges de personnel
31 Sachaufwand	711'285	2'710'000	2'379'400	2'379'400	2'379'400	2'379'400	31 Biens, services et marchandises
33 Abschreibungen	50	0	0	689'999	0	0	33 Amortissements
35 Entschädigungen an Gemeinwesen für Dienstleistungen	0	4'000	0	0	0	0	35 Dédommagements pour prestations de services de collectivités publiques
36 Eigene Beiträge	338'179	680'000	680'000	680'000	680'000	680'000	36 Subventions accordées
38 Einlagen in Spezialfinanzierungen/ Abschluss Besondere Rechnungen	3'262'559	1'933'865	1'914'762	1'224'763	1'914'762	1'914'762	38 Attributions aux financements spéciaux / clôture comptes spéciaux
39 Interne Verrechnungen	450'538	500'000	500'000	500'000	500'000	500'000	39 Imputations internes
Ertrag							**Revenus**
41 Regalien und Konzessionen	153'710	130'000	40'000	40'000	40'000	40'000	41 Régales, concessions
43 Entgelte	3'723'944	4'365'281	4'385'242	4'385'242	4'385'242	4'385'242	43 Contributions
46 Beiträge für eigene Rechnung	193'504	0	193'000	193'000	193'000	193'000	46 Subventions acquises
49 Interne Verrechnungen	833'585	1'500'000	1'000'000	1'000'000	1'000'000	1'000'000	49 Imputations internes
Investitionsrechnung							**Compte des investissements**
Ausgaben	**0**	**0**	**0**	**690'000**	**0**	**0**	**Dépenses**
Veränderung					*–100.00%*		*Modification*
Einnahmen	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Recettes**
Veränderung							*Modification*
Saldo	**0**	**0**	**0**	**–690'000**	**0**	**0**	**Solde**
Veränderung					*–100.00%*		*Modification*
Ausgaben							**Dépenses**
50 Sachgüter	0	0	0	690'000	0	0	50 Investissements propres
Einnahmen							**Recettes**

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Vermögensbestand per 1.1.	769'127	4'031'687	5'965'552	7'880'314	9'105'077	11'019'839	Etat du patrimoine au 1.1.
Vermögensbestand per 31.12.	4'031'687	5'965'552	7'880'314	9'105'077	11'019'839	12'934'601	Etat du patrimoine au 31.12.
Vermögensveränderung	3'262'560	1'933'865	**1'914'762**	1'224'763	1'914'762	1'914'762	Variation du patrimoine

Kommentar

Die Tierseuchenkasse wird durch die Beiträge der Tierhaltenden und die Einlagen des Kantons geäufnet. Das Vermögen des Fonds wird durch die Finanzierung des Vollzugs der eidgenössischen Tierseuchengesetzgebung verwendet. Die Tierseuchenkasse wies in der Vergangenheit aufgrund verschiedener Seuchenereignisse und Bekämpfungsprojekten eine Unterdeckung auf.

Dank Umsetzung der im kantonalen Landwirtschaftsgesetz (KLwG) festgelegten Massnahmen zur Sanierung der Tierseuchenkasse und der positiven Seuchenlage in den vergangenen drei Jahren verminderte sich die Unterdeckung kontinuierlich und fiel dank des positiven Rechnungsabschlusses bereits 2013 weg. Die Bilanz weist einen Vorsprung auf das geplante Sanierungsprogramm auf. Vorausgesetzt, dass die Seuchenlage ähnlich günstig bleibt, kann davon ausgegangen werden, dass die bis 2017 geplante Sanierung erfolgreich abgeschlossen werden kann.

Trotz des guten Abschlusses 2014 können je nach Seuchensituation für 2016 höhere Kosten infolge von Abklärungsuntersuchungen oder Bekämpfungsmassnahmen anfallen. Insbesondere ist im Anschluss an die durch den National- und Ständerat an den Bundesrat überwiesene Motion zur systematischen und landesweiten Bekämpfung der Moderhinke bei Schafen damit zu rechnen, dass in den kommenden Jahren ein Bundesprogramm gestartet wird, welches zu zusätzlichen Ausgaben führen wird.

Durch die neuen Bundesvorgaben bezüglich der Weiter- und Fortbildung der Bienenfunktionäre sowie die neu vorgeschriebenen Kontrollen auf Bienenhaltungen ist bei der Umsetzung der Bestimmungen in diesem Bereich mit erhöhten Kosten zu rechnen und ab 2016 wird daher eine zusätzliche Stelle zu besetzen sein. Die Ausgaben können aber grösstenteils mit der auf 2016 vorgesehenen Reorganisation der Bienenorgane kompensiert sowie mit dem Beitrag des Kantons zur Förderung der Bienengesundheit finanziert werden.

Die Ausbildung von Personen in der Seuchenbekämpfung (u.a. kantonaler Zivilschutz) sowie Seucheneinsatzübungen werden in den kommenden Jahren zu einer zusätzlichen Mehrbelastung führen.

Commentaire

La Caisse des épizooties est alimentée par les contributions des détenteurs d'animaux et les apports du canton. Sa fortune est grevée par le financement de la mise en œuvre de la législation fédérale sur les épizooties. Elle présentait par le passé un découvert dû à plusieurs épizooties et à divers grands projets de lutte.

La mise en œuvre des mesures d'assainissement de la caisse prévues par la loi cantonale sur l'agriculture (LCAB) et l'évolution jusqu'à présent positive de la situation en matière d'épizootie depuis ces trois dernières années ont comblé progressivement le découvert; les bons résultats enregistrés en 2013 ont achevé de résorber ce dernier. Le bilan fait état de progrès plus rapide que ce qui était prévu dans le programme d'assainissement. Si la situation en matière d'épizooties reste favorable, l'assainissement prévu jusqu'en 2017 pourra être achevé.

Selon la situation en matière d'épizootie, des coûts plus importants pourraient être enregistrés en 2016, malgré le bilan encourageant de l'année 2014, en raison des examens pratiqués ou des mesures de lutte requises. Un programme fédéral entraînant des dépenses supplémentaires pourrait notamment être lancé au cours des prochaines années suite à la motion relative à la lutte systématique contre le piétin des moutons à l'échelle nationale, transmise par le Conseil national et le Conseil des Etats au Conseil fédéral.

Les nouvelles prescriptions fédérales concernant la formation continue et le perfectionnement des commissaires apicoles ainsi que les nouveaux contrôles à effectuer dans les détentions d'abeilles entraîneront très probablement une hausse des coûts de la mise en œuvre des prescriptions en la matière. De plus, un poste sera créé en 2016 dans ce domaine. Les dépenses pourront toutefois être en grande partie compensées par la réorganisation des organes du domaine de l'apiculture prévue en 2016 et financées par la contribution du canton à la promotion de la santé des abeilles.

La formation de personnes à la lutte contre les épizooties (entre autres de représentants de la protection civile cantonale) ainsi que les exercices d'intervention en cas d'épizooties devraient peser davantage sur la Caisse des épizooties dans les prochaines années.

4.8.4 Tourismusfonds

4.8.4 Fonds du tourisme

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Laufende Rechnung							**Compte de fonctionnement**
Aufwand	**6'594'596**	**6'015'000**	**6'015'000**	**6'015'000**	**6'015'000**	**6'015'000**	**Charges**
Veränderung		*–8.78%*	*0.00%*	*0.00%*	*0.00%*	*0.00%*	*Modification*
Ertrag	**6'594'596**	**6'015'000**	**6'015'000**	**6'015'000**	**6'015'000**	**6'015'000**	**Revenus**
Veränderung		*–8.78%*	*0.00%*	*0.00%*	*0.00%*	*0.00%*	*Modification*
Saldo	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Solde**
Veränderung							*Modification*
Aufwand							**Charges**
31 Sachaufwand	277'537	150'000	150'000	150'000	150'000	150'000	31 Biens, services et marchandises
33 Abschreibungen	1	50'000	50'000	50'000	49'999	49'999	33 Amortissements
36 Eigene Beiträge	6'263'149	5'770'500	5'770'500	5'770'500	5'770'500	5'770'500	36 Subventions accordées
39 Interne Verrechnungen	53'908	44'500	44'500	44'500	44'501	44'501	39 Imputations internes
Ertrag							**Revenus**
40 Steuern	6'593'522	6'015'000	6'015'000	6'015'000	6'015'000	6'015'000	40 Impôts
43 Entgelte	0	0	0	0	0	0	43 Contributions
48 Entnahmen aus Spezialfinanzierungen / Abschluss Besondere Rechnungen	1'073	0	0	0	0	0	48 Prélèvements sur les financements spéciaux / Clôture des comptes spéciaux
Investitionsrechnung							**Compte des investissements**
Ausgaben	**0**	**50'000**	**50'000**	**50'000**	**50'000**	**50'000**	**Dépenses**
Veränderung			*0.00%*	*0.00%*	*0.00%*	*0.00%*	*Modification*
Einnahmen	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Recettes**
Veränderung							*Modification*
Saldo	**0**	**–50'000**	**–50'000**	**–50'000**	**–50'000**	**–50'000**	**Solde**
Veränderung			*0.00%*	*0.00%*	*0.00%*	*0.00%*	*Modification*
Ausgaben							**Dépenses**
56 Eigene Beiträge	0	50'000	50'000	50'000	50'000	50'000	56 Subventions accordées
Einnahmen							**Recettes**

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Vermögensbestand per 1.1.	1'849'574	1'848'500	1'848'500	1'848'500	1'848'500	1'848'500	Etat du patrimoine au 1.1.
Vermögensbestand per 31.12.	1'848'500	1'848'500	1'848'500	1'848'500	1'848'500	1'848'500	Etat du patrimoine au 31.12.
Vermögensveränderung	–1'073	–0	**0**	0	0	0	Variation du patrimoine

Kommentar

Der Tourismusförderungsfonds ist Bestandteil der Produktgruppe Wirtschaftsentwicklung und -aufsicht und dient der Verwaltung der Einnahmen aus der zweckbestimmten Beherbergungsabgabe. Abgabepflichtig sind die entgeltlichen Übernachtungen von Gästen in Beherbergungsbetrieben (Hotels, Pensionen, Campingplätze usw.).

Es werden keine Änderungen zum Vorjahr erwartet.

Commentaire

Le Fonds pour l'encouragement du tourisme fait partie intégrante du groupe de produits Développement et surveillance économique et sert à gérer les recettes issues de la taxe d'hébergement affectée. Sont assujetties à la taxe les nuitées à titre onéreux dans des établissements d'hébergement (hôtels, pensions, terrains de camping, etc.).

Aucune modification n'est attendue par rapport à l'année précédente.

4.8.5 Wildschadenfonds

4.8.5 Fonds pour les dommages causés par le gibier

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Laufende Rechnung							**Compte de fonctionnement**
Aufwand	**446'732**	**452'800**	**441'800**	**441'800**	**441'800**	**441'800**	**Charges**
Veränderung		*1.35%*	*–2.42%*	*0.00%*	*0.00%*	*0.00%*	*Modification*
Ertrag	**446'732**	**452'800**	**441'800**	**441'800**	**441'800**	**441'800**	**Revenus**
Veränderung		*1.35%*	*–2.42%*	*0.00%*	*0.00%*	*0.00%*	*Modification*
Saldo	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Solde**
Veränderung							*Modification*
Aufwand							**Charges**
30 Personalaufwand	0	0	0	0	0	0	30 Charges de personnel
31 Sachaufwand	20'707	0	0	0	0	0	31 Biens, services et marchandises
36 Eigene Beiträge	205'783	340'000	260'000	260'000	260'000	260'000	36 Subventions accordées
38 Einlagen in Spezialfinanzierungen/ Abschluss Besondere Rechnungen	193'259	87'800	151'800	151'800	151'800	151'800	38 Attributions aux financements spéciaux / clôture comptes spéciaux
39 Interne Verrechnungen	26'982	25'000	30'000	30'000	30'000	30'000	39 Imputations internes
Ertrag							**Revenus**
43 Entgelte	1'120	0	0	0	0	0	43 Contributions
46 Beiträge für eigene Rechnung	435'675	445'800	431'800	431'800	431'800	431'800	46 Subventions acquises
49 Interne Verrechnungen	9'936	7'000	10'000	10'000	10'000	10'000	49 Imputations internes
Investitionsrechnung							**Compte des investissements**
Ausgaben	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Dépenses**
Veränderung							*Modification*
Einnahmen	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Recettes**
Veränderung							*Modification*
Saldo	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Solde**
Veränderung							*Modification*
Ausgaben							**Dépenses**
Einnahmen							**Recettes**

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Vermögensbestand per 1.1.	199'889	393'149	480'949	632'749	784'549	936'349	Etat du patrimoine au 1.1.
Vermögensbestand per 31.12.	393'149	480'949	632'749	784'549	936'349	1'088'149	Etat du patrimoine au 31.12.
Vermögensveränderung	193'260	87'800	**151'800**	151'800	151'800	151'800	Variation du patrimoine

Kommentar

Der Wildschadenfonds dient der Abgeltung von Wildschäden an Wald, landwirtschaftlichen Kulturen und Nutztieren und leistet Beiträge an weitergehende Wildschadenverhütungsmassnahmen. Pro Jagdpatent und Jahr wird aktuell ein Beitrag von CHF 150 erhoben. Der Saldo des Wildschadenfonds beträgt per Ende 2014 rund CHF 400'000. Mit dem Voranschlag 2016 und den kommenden Finanzplanjahren 2017–2019 wird der Zielsetzung der nachhaltigen Sanierung und der Bildung von Reserven Rechnung getragen.

Commentaire

Le Fonds pour les dommages causés par la faune sauvage sert à l'indemnisation des dommages causés à la forêt, aux cultures agricoles ainsi qu'aux animaux de rente, et participe au financement d'autres mesures de prévention des dommages causés par la faune sauvage. Une cotisation de CHF 150 est prélevée annuellement pour chacune des patentes de chasse. Le solde du Fonds s'élevait à environ CHF 400'000 à la fin de l'année 2014. Le budget 2016 et les plans financiers 2017 à 2019 tiennent compte de l'objectif d'assainissement durable du Fonds et de formation de réserves.

4.8.6 Wohlfahrtsfonds

4.8.6 Fonds de prévoyance

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Laufende Rechnung							**Compte de fonctionnement**
Aufwand	**9'458**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Charges**
Veränderung		*–100.00%*					*Modification*
Ertrag	**9'458**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Revenues**
Veränderung		*–100.00%*					*Modification*
Saldo	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Solde**
Veränderung							*Modification*
Aufwand							**Charges**
36 Eigene Beiträge	8'458	0	0	0	0	0	36 Subventions accordées
39 Interne Verrechnungen	1'000	0	0	0	0	0	39 Imputations internes
Ertrag							**Revenues**
48 Entnahmen aus Spezialfinanzierungen / Abschluss Besondere Rechnungen	9'458	0	0	0	0	0	48 Prélèvements sur les financements spéciaux / Clôture des comptes spéciaux
Investitionsrechnung							**Compte des investissements**
Ausgaben	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Dépenses**
Veränderung							*Modification*
Einnahmen	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Recettes**
Veränderung							*Modification*
Saldo	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Solde**
Veränderung							*Modification*
Ausgaben							**Dépenses**
Einnahmen							**Recettes**

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Vermögensbestand per 1.1.	23'339	13'880	0	0	0	0	Etat du patrimoine au 1.1.
Vermögensbestand per 31.12.	13'880	0	0	0	0	0	Etat du patrimoine au 31.12.
Vermögensveränderung	–9'459	–13'880	**0**	0	0	0	Variation du patrimoine

Kommentar

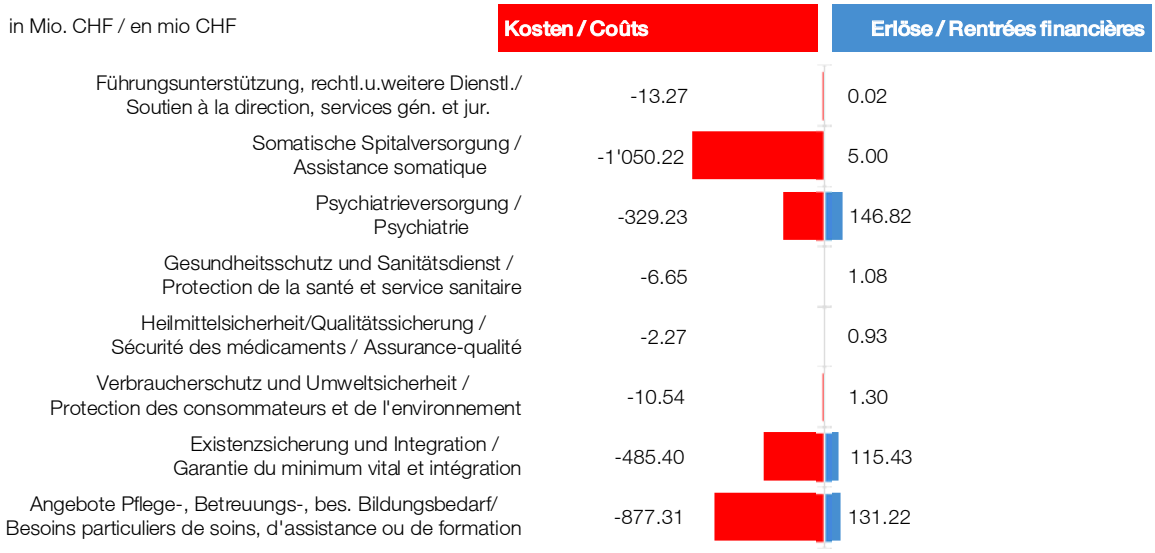
Der Wohlfahrtsfonds dient der Unterstützung von Projekten und Massnahmen zur Förderung der Wohlfahrtswirkungen des Waldes (Erholungseinrichtungen, Lehrpfade, Informationstafeln usw.). Der Fonds wird nicht mehr geäufnet, sondern gemäss Art. 54 des Kantonalen Waldgesetzes vom 5. Mai 1997 (KWaG; BSG 921.11) entsprechend dem bisherigen Verwendungszweck aufgebraucht.

Commentaire

Le Fonds de prévoyance sert au soutien de projets et de mesures d'encouragement des fonctions sociales de la forêt (équipements de loisirs, sentiers pédagogiques, panneaux d'information, etc.). Le fonds n'est plus alimenté; en vertu de l'article 54 de la loi cantonale du 5 mai 1997 sur les forêts (LCFo; RSB 921.11), ses ressources seront utilisées jusqu'à épuisement conformément à leur usage précédent.

5 Gesundheits- und Fürsorgedirektion (GEF)

5.1 Übersicht der Kosten und Erlöse nach Produktgruppen (VA 2016, Saldo II)



5.2 Produktgruppensaldi II (Betriebsbuchhaltung)

in Millionen CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	Finanzplan Plan financier 2018	Finanzplan Plan financier 2019	en millions CHF
Führungsunterstützung und weitere Dienstleistungen	-8.6	-11.8	-13.2	-12.2	-12.3	-12.3	Soutien aux fonctions de direction et services généraux
Rechtliche Dienstleistungen	-1.5	-1.6	0.0	0.0	0.0	0.0	Prestations juridiques
Somatische Spitalversorgung	-1'034.7	-1'040.3	-1'045.2	-1'037.2	-1'021.9	-1'029.4	Assistance somatique
Psychiatrieversorgung	-173.8	-177.9	-182.4	-187.6	-185.3	-185.1	Psychiatrie
Gesundheitsschutz und Sanitätsdienst	-5.1	-5.6	-5.6	-5.6	-5.2	-5.2	Protection de la santé et service sanitaire
Heilmittelsicherheit/Qualitätssicherung	-1.4	-1.4	-1.3	-1.4	-1.4	-1.5	Sécurité des médicaments / Assurance-qualité
Verbraucherschutz	-7.8	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	Protection des consommateurs
Chemie-, Bio- und Strahlensicherheit	-1.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	Sécurité chimique et biologique, radioprotection
Verbraucherschutz und Umweltsicherheit	0.0	-9.2	-9.2	-9.4	-9.6	-9.7	Protection des consommateurs et de l'environnemer
Angebote zur sozialen Existenzsicherung	-318.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	Garantie du minimum vital social
Suchthilfeangebote	-16.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	Aide aux personnes dépendantes
Angebote zur sozialen Integration	-51.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	Insertion sociale
Existenzsicherung und Integration	0.0	-348.6	-370.0	-369.6	-368.0	-369.5	Garantie du minimum vital et intégration
Angebote für Menschen mit einer Behinderung und/oder einem Integrationsbedarf	-381.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	Aide aux personnes souffrant d'un handicap et/ou de difficultés d'intégration
Angebote für ältere und/oder chronischkranke Menschen	-323.5	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	Aide aux personnes âgées et aux malades chroniques
Angebote für Menschen mit einem Pflege-, Betreuungs-, besonderen Bildungsbedarf	0.0	-711.1	-746.1	-765.4	-801.3	-814.8	Aide aux personnes ayant des besoins particuliers de soins, d'assistance ou de formation
Total	**-2'324.4**	**-2'307.4**	**-2'373.1**	**-2'388.3**	**-2'405.0**	**-2'427.4**	**Total**

5 Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (SAP)

5.1 Aperçu des coûts et des rentrées financières par groupe de produits (budget 2016, solde II)

5.2 Soldes II des groupes de produits (comptabilité analytique d'exploitation)

5.3 Entwicklungsschwerpunkte der Direktion

Im Behindertenbereich liegt der Schwerpunkt weiterhin in der **Umsetzung des Behindertenkonzepts**. Im Laufe der kommenden Jahre sollen die Leistungen des Kantons – zuerst in Form von Pilotprojekten – subjektorientiert verfügt, finanziert und abgerechnet werden.
Im Projekt «Optimierung der ergänzenden Hilfen zur Erziehung im Kanton Bern» unter der Federführung der JGK wird die möglichst einheitliche Regelung der Finanzierung und Aufsicht der ambulanten, teilstationären und stationären Angebote der Kinder- und Jugendhilfe angestrebt.

Zwar sind in der **Sozialhilfe** zusätzliche Mittel insbesondere für freiwillige Platzierungen sowie für höhere Krankenversicherungskosten eingestellt. Allerdings können mögliche finanzielle Auswirkungen der **wirtschaftlichen Entwicklung** – der **Abbau von Leistungen in vorgelagerten Systemen** (insbesondere Invaliden- und Arbeitslosenversicherung) – zu nicht unerheblichen Mehrkosten führen. Ausmass und Eintreten können jedoch im heutigen Zeitpunkt nicht vollumfänglich abgeschätzt werden, so dass sie nicht in den Planzahlen enthalten sind.

In den Jahren 2017 und 2018 soll das Gesetz vom 11. Juni 2001 über die öffentliche Sozialhilfe (**Sozialhilfegesetz**, SHG; BSG 860.1) in den Bereichen der institutionellen und der individuellen Sozialhilfe **revidiert** werden. Ebenso ist die Ablösung der Verordnung vom 24. Oktober 2001 über die öffentliche Sozialhilfe (Sozialhilfeverordnung, SHV; BSG 860.111) durch zwei neue Verordnungen (Verordnung über die individuelle Sozialhilfe im Jahr 2017 sowie Verordnung über die institutionelle Sozialhilfe im Jahr 2018) geplant.

Die Volksinitiative für den gesetzlichen Erhalt von Spitalstandorten (**Spitalstandortinitiative**) beinhaltet einen Gesetzesvorschlag mit sieben Artikeln, in welchen der Kanton verpflichtet wird, bestimmte Spitalstandorte mit ihrem bestehenden Leistungsangebot während mindestens acht Jahren aufrechtzuerhalten. Die durch die Umsetzung der Spitalstandortinitiative voraussichtlich verursachte Mehrbelastung des Kantonshaushaltes lässt sich nur sehr grob und verallgemeinernd abschätzen. Je nach Ausgestaltung der Parameter bzw. den zugrundeliegenden Annahmen resultiert bei einer allfälligen Annahme der Spitalstandortinitiative durch das bernische Stimmvolk eine jährliche Mehrbelastung in einer Spanne von rund CHF 26 Millionen bis CHF 110 Millionen.

Die drei **kantonalen psychiatrischen Betriebe** sollen gemäss Spitalversorgungsgesetz vom 13. Juni 2013 (SpVG; BSG 812.11) auf 1. Januar 2017 aus der kantonalen Verwaltung ausgegliedert und als Aktiengesellschaften konstituiert werden.

5.3 Priorités de développement de la Direction

Dans le secteur du handicap, priorité est donnée à la **mise en œuvre de la stratégie en faveur des personnes handicapées**. A l'avenir, les prestations requises seront définies, financées et décomptées individuellement. Le nouveau système sera d'abord testé dans des projets pilotes.
Placé sous l'égide de la JCE, le projet d'optimisation des aides éducatives complémentaires étudie le moyen de régler uniformément le financement et la surveillance de la prise en charge ambulatoire, semi-résidentielle et résidentielle des enfants et adolescents.

Dans le **secteur de l'aide sociale**, des fonds supplémentaires sont prévus en particulier pour couvrir les placements volontaires et la hausse des frais d'assurance-maladie. Des surcoûts non négligeables pourraient cependant découler de **l'évolution économique** et du **démantèlement de prestations dans le dispositif en amont** (assurance-invalidité et assurance-chômage surtout). L'ampleur de ces dépenses éventuelles ne pouvant être évaluée précisément à l'heure actuelle, elles ne sont pas comprises dans le plan.

Une **révision de la loi du 11 juin 2001 sur l'aide sociale** (LASoc ; RSB 860.1) est en vue en 2017 et 2018 dans les domaines tant de l'aide sociale individuelle que de l'aide institutionnelle. Quant à l'ordonnance du 24 octobre 2001 sur l'aide sociale (OASoc ; RSB 860.111), elle sera remplacée par deux nouvelles ordonnances, sur l'aide sociale individuelle d'une part (en 2017) et sur l'aide institutionnelle d'autre part (en 2018).

Dans le secteur hospitalier, il convient de mentionner **l'initiative populaire sur les sites hospitaliers**. Le projet de loi de sept articles qu'elle contient contraint le canton à maintenir certains sites et leur offre de prestations pendant au moins huit ans. L'alourdissement de la facture du canton probablement entraîné par la mise en œuvre ne peut être estimé que grossièrement et schématiquement, sur la base de suppositions. Selon les hypothèses et les paramètres considérés, le surcoût annuel à assumer en cas d'adoption de l'initiative par le peuple bernois oscille entre CHF 26 et CHF 110 millions de francs par an.

Les trois **institutions psychiatriques cantonales** seront autonomisées et transformées en sociétés anonymes au 1er janvier 2017, conformément à la loi du 13 juin 2013 sur les soins hospitaliers (LSH ; RSB 812.11).

5.4 Laufende Rechnung

5.4 Compte de fonctionnement

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Laufende Rechnung							**Compte de fonctionnement**
Aufwand	**2'561'621'637**	**2'702'732'291**	**2'768'116'472**	**2'797'146'309**	**2'816'373'150**	**2'840'462'142**	**Charges**
Veränderung		*5.50%*	*2.41%*	*1.04%*	*0.68%*	*0.85%*	*Modification*
Ertrag	**320'228'925**	**496'654'438**	**474'808'146**	**461'886'448**	**440'110'660**	**450'033'955**	**Revenus**
Veränderung		*55.09%*	*–4.39%*	*–2.72%*	*–4.71%*	*2.25%*	*Modification*
Saldo	**–2'241'392'711**	**–2'206'077'853**	**–2'293'308'326**	**–2'335'259'861**	**–2'376'262'490**	**–2'390'428'187**	**Solde**
Veränderung		*–1.57%*	*3.95%*	*1.82%*	*1.75%*	*0.59%*	*Modification*
Aufwand							**Charges**
30 Personalaufwand	273'967'227	275'729'213	281'477'739	281'801'395	284'599'403	287'152'832	30 Charges de personnel
31 Sachaufwand	56'610'067	64'278'570	66'477'742	62'641'218	62'822'808	62'517'388	31 Biens, services et marchandises
32 Passivzinsen	32'259	0	0	0	0	0	32 Intérêts passifs
33 Abschreibungen	93'427'964	108'780'080	78'494'280	59'362'985	36'876'028	45'032'711	33 Amortissements
35 Entschädigungen an Gemeinwesen für Dienstleistungen	358'487'318	319'177'000	334'834'000	333'339'000	333'692'000	334'442'000	35 Dédommagements pour prestations de services de collectivités publiques
36 Eigene Beiträge	1'760'600'110	1'917'513'298	1'989'909'700	2'043'097'700	2'081'478'900	2'094'413'200	36 Subventions accordées
37 Durchlaufende Beiträge	15'430'154	14'500'000	14'500'000	14'500'000	14'500'000	14'500'000	37 Subventions redistribuées
39 Interne Verrechnungen	3'066'535	2'754'130	2'423'011	2'404'011	2'404'011	2'404'011	39 Imputations internes
Ertrag							**Revenus**
42 Vermögenserträge	1'580'998	502'160	511'060	511'060	511'060	511'060	42 Revenus des biens
43 Entgelte	176'047'453	159'813'284	162'156'990	167'206'192	168'791'904	170'570'399	43 Contributions
44 Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung	3'366'242	3'639'296	3'456'796	3'456'796	3'456'796	3'456'796	44 Parts à des recettes et contributions sans affectation
45 Rückerstattungen von Gemeinwesen	12'403'169	180'818'800	187'611'800	189'837'900	191'637'400	192'790'200	45 Remboursement de collectivités publiques
46 Beiträge für eigene Rechnung	32'900'726	44'728'500	45'708'300	45'704'300	44'464'300	44'464'300	46 Subventions acquises
47 Durchlaufende Beiträge	15'430'154	14'500'000	14'500'000	14'500'000	14'500'000	14'500'000	47 Subventions à redistribuer
48 Entnahmen aus Spezialfinanzierungen / Abschluss Besondere Rechnungen	75'005'256	89'699'298	57'613'100	37'439'100	13'518'100	20'510'100	48 Prélèvements sur les financements spéciaux / Clôture des comptes spéciaux
49 Interne Verrechnungen	3'494'923	2'953'100	3'250'100	3'231'100	3'231'100	3'231'100	49 Imputations internes

Entwicklung der Laufenden Rechnung

Gegenüber der Vorjahresplanung ist bei der GEF ein **Saldozuwachs von rund CHF 50 Millionen jährlich (2019: rund CHF 66 Mio.)** zu verzeichnen.

Evolution du compte de fonctionnement

Le **solde** de la SAP **dépasse** celui de la planification précédente **de quelque CHF 50 millions par an (CHF 66 mio en 2019)**.

In der **Spital- und Psychiatrieversorgung** werden aufgrund der Leistungsabgeltung gemäss Bundesgesetz vom 18. März 1994 über die Krankenversicherung (KVG; SR 832.10) Mehrkos-ten erwartet, welche ab 2016/2017 auf leicht steigenden Fallpauschalen bzw. Tagespauschalen sowie auf einem ebenfalls leicht steigenden Mengenwachstum bei der Akutsomatik und bei der Rehabilitation basieren. Bei der Psychiatrieversorgung sind den Planzahlen steigende Tagespauschalen, jedoch ein Mengenrückgang zugrunde gelegt.
In den Zahlen eingestellt sind zudem die Mittel für eine Erhöhung des Beitrages für ärztliche Weiterbildung ab 2016 gemäss Forderungen des Grossen Rates (Finanzmotion 255/2014 glp [Sollberger, Bern] vom 20.11.2014, Voranschlag 2016: Ärztliche Weiterbildung sichern; angenommen am 16.03.2015 mit 90 zu 48 Stimmen).

Im **Alters- und Behindertenbereich** führt die demografische Entwicklung zu einem Anstieg der Budgetmittel.

Die Budgetmittel für die **Sozialhilfe** mussten gegenüber der bisherigen Planung aufgestockt werden. Insbesondere in der wirtschaftlichen Hilfe fallen Mehrkosten für Wohnen sowie für Prämien der Krankenversicherer, aber auch für freiwillige Platzierungen und Massnahmenvollzugskosten der POM an.

Berücksichtigt wird zudem im **Alters-, Behinderten- und Sozialbereich** das **Lohnsummenwachstum** analog Kantonspersonal, wobei sich die Lohnmassnahmen im Altersbereich auf den Kanton als Restfinanzierer überproportional auswirken. Die Beiträge der Krankenversicherer sind in der Bundesgesetzgebung fix festgesetzt und werden nicht automatisch angepasst. Dies führt dazu, dass sich der Kanton als Restfinanzierer überproportional an einem Lohnsummenwachstum und an einer Teuerung beteiligen muss.

Le **secteur des soins hospitaliers et de la psychiatrie** devrait faire face à un surplus de dépenses dû à la rémunération des prestations selon la loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie (LAMal ; RS 832.10). Une légère augmentation des forfaits par cas et des forfaits journaliers ainsi que du volume des prestations est en effet prévue à partir de 2016/2017 dans les soins aigus et la réadaptation. En psychiatrie, la planification table sur une hausse des forfaits journaliers, mais sur un recul du volume des prestations.
Les chiffres comprennent par ailleurs dès 2016 les moyens requis par l'indemnisation plus élevée de la formation postgrade en médecine exigée par la motion financière 255/2014 pvl (Sollberger, Berne) du 20 novembre 2014 : Budget 2016 : garantir la formation postgrade en médecine (adoptée le 16.03.2015 par 90 voix contre 48).

Dans le **secteur du troisième âge et du handicap**, les fonds budgétisés sont à la hausse, vu l'évolution démographique.

Dans le **secteur de l'aide sociale**, les moyens planifiés précédemment ont dû être augmentés, notamment en raison du surcoût dans l'aide matérielle (frais de logement, primes d'assurance-maladie, placements volontaires et exécution des mesures de la POM).

Dans ces **trois secteurs**, la planification compte avec une **croissance des salaires** analogue à celle du personnel cantonal, ce qui se répercute de manière disproportionnée sur le canton dans la prise en charge des personnes âgées. En effet, la participation des assureurs-maladie, fixée par la législation fédérale, n'est pas adaptée automatiquement. Responsable du financement résiduel, le canton doit donc assumer une part accrue des augmentations de salaires et du renchérissement.

5.5 Investitionsrechnung

5.5 Compte des investissements

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Investitionsrechnung							**Compte des investissements**
Ausgaben	**101'796'478**	**125'301'650**	**111'246'711**	**87'310'500**	**64'100'000**	**69'700'000**	**Dépenses**
Veränderung		*23.09%*	*–11.21%*	*–21.51%*	*–26.58%*	*8.73%*	*Modification*
Einnahmen	**7'672'739**	**11'085'035**	**14'180'084**	**18'743'795**	**18'500'000**	**14'600'000**	**Recettes**
Veränderung		*44.47%*	*27.92%*	*32.18%*	*–1.30%*	*–21.08%*	*Modification*
Saldo	**–94'123'738**	**–114'216'615**	**–97'066'627**	**–68'566'705**	**–45'600'000**	**–55'100'000**	**Solde**
Veränderung		*21.34%*	*–15.01%*	*–29.36%*	*–33.49%*	*20.83%*	*Modification*
Ausgaben							**Dépenses**
50 Sachgüter	3'035'118	3'712'500	6'665'000	3'746'000	3'566'000	3'496'000	50 Investissements propres
56 Eigene Beiträge	98'761'359	121'589'150	104'581'711	83'564'500	60'534'000	66'204'000	56 Subventions accordées
Einnahmen							**Recettes**
60 Abgang von Sachgütern	381'662	0	0	0	0	0	60 Transferts au patrimoine financier
62 Rückzahlung von Darlehen und Beteiligungen	171'775	33'335	33'335	33'295	0	0	62 Remboursement de prêts et de participations
64 Rückzahlung von eigenen Beiträgen	5'583'491	0	0	0	0	0	64 Remboursement de subventions accordées
66 Beiträge für eigene Rechnung	1'535'810	11'051'700	14'146'749	18'710'500	18'500'000	14'600'000	66 Subventions acquises

Entwicklung der Investitionsrechnung

Die Investitionsrechnung **verändert sich** gegenüber der Vorjahresplanung in den einzelnen Jahren **unterschiedlich** (Veränderungen von bis zu +/– CHF 8 Mio.).
Dies ist in erster Linie auf die Investitionsplanung für den Fonds für Spitalinvestitionen zurückzuführen, welche auf der aktuellen Planung der bis Ende 2011 noch bewilligten Projekte basiert. Mit dem teilrevidierten KVG entfällt die Spezialfinanzierung für Spitalinvestitionen ab 2012. Die Nettoinvestitionen der GEF sind aus diesem Grund rückläufig im Verlauf der Planungsperiode.
Für die übrigen Investitionen der GEF hat der Regierungsrat einen höheren Plafond als im Vorjahr festgelegt. Trotzdem besteht insbesondere im Behindertenbereich nach wie vor ein erheblicher Sachplanungsüberhang bei den Bauprojekten. Dessen Auswirkungen auf die Versorgung können momentan noch nicht abgeschätzt werden.

Evolution du compte des investissements

Les **écarts** par rapport à la planification précédente **varient selon les années**. Ils peuvent atteindre +/– CHF 8 millions.

L'évolution prévue est due principalement à la planification du Fonds d'investissements hospitaliers, basée sur les projets autorisés avant fin 2011. La révision partielle de la LAMal marque la disparition du financement spécial à partir de 2012, d'où le recul des investissements nets de la SAP au cours de la période considérée.
Quant aux autres investissements de la SAP, le Conseil-exécutif a fixé un plafond supérieur au budget antérieur. Il n'en reste pas moins un supplément de planification sectorielle considérable, notamment dans le domaine du handicap, dont les répercussions sur la prise en charge ne peuvent pas encore être évaluées.

5.6 Entwicklung der Vollzeitstellen der GEF

5.6 Evolution du nombre de postes à plein temps de la SAP

2009	2010	2011	2012	2013	2014
2'044.5	2'038.1	2'088.3	2'105.4	2'125.5	2'107.6

Kommentar

Die Tabelle zeigt den Stand der besetzten Stellen jeweils per Stichtag 31. Dezember. Die Fluktuation und die zeitweise Schwierigkeit, vor allem im Pflegebereich qualifiziertes Personal zu finden, insbesondere in den psychiatrischen Institutionen, führen zu Schwankungen von insgesamt 10–20 Stellen (+/–) zwischen den einzelnen Jahren.
Zusätzlich zu diesen Schwankungen sind in erster Linie folgende Faktoren zu erwähnen:

- Aufbau der Forensik-Station an den Universitären Psychiatrischen Diensten Bern (UPD) in den Jahren 2011/2012 (rund 39 Stellen);
- Stellenmehrbedarf aufgrund der hohen Auslastung vor allem in den UPD (Kliniken für Psychiatrie und Psychotherapie sowie für Kinder- und Jugendpsychiatrie; rund 16 Stellen im Jahr 2013), welche über entsprechende Mehrerträge finanziert werden konnten;
- Aufnahme von sog. Verrechnungsstellen in den Stellenplan der UPD (Stellen für Dienstleistungen, welche die UPD in anderen Institutionen erbringen und die sie kostendeckend verrechnen können; rund 9 Stellen 2014);
- Abbau von Stellen im Rahmen der ASP-Massnahmen in der Psychiatrie mit Schliessung von Stationen (insbesondere Alterspsychiatrie mit Langzeitpatientinnen und -patienten; rund 45 Stellen 2014).

Commentaire

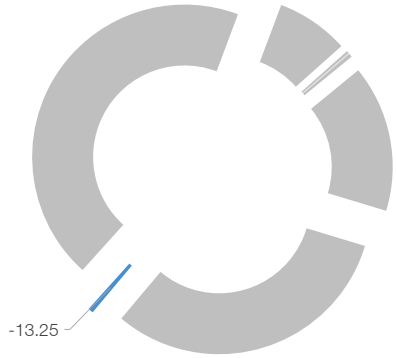
Le tableau met en lumière l'effectif au 31 décembre de chaque année. Les variations de +/– 10 à 20 postes au total sont dues aux fluctuations ordinaires et à la difficulté de trouver du personnel qualifié par moments, notamment dans le secteur des soins et en particulier dans les institutions psychiatriques.

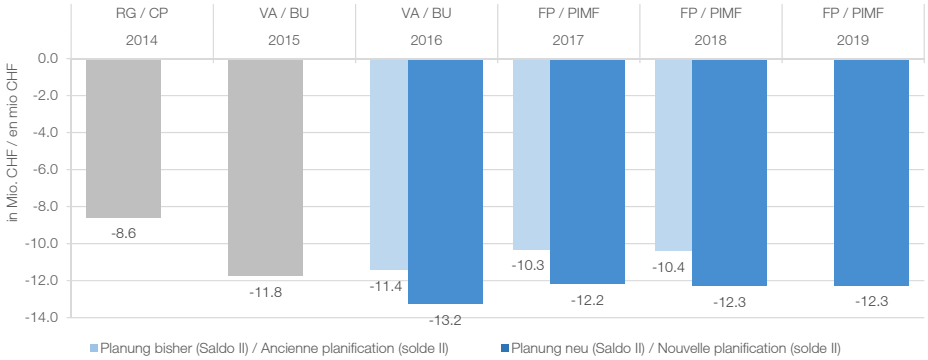
Il convient par ailleurs de mentionner les facteurs suivants :

- ouverture de l'unité de psychiatrie médico-légale des Services psychiatriques universitaires de Berne (SPU) en 2011/2012 (environ 39 postes) ;
- besoin d'effectifs supplémentaires en raison du fort taux d'occupation, notamment aux SPU (cliniques de psychiatrie, de psychothérapie et de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent ; 16 postes en 2013), postes qui ont pu être financés par l'augmentation des rentrées ;
- intégration dans la dotation en personnel des SPU de postes pour la fourniture de prestations médicales à prix coûtant à d'autres institutions (9 postes en 2014) ;
- suppression d'emplois et fermeture d'unités suite aux mesures EOS concernant la psychiatrie (en particulier secteur du long séjour dans la psychiatrie de la personne âgée ; 45 postes en 2014).

5.7 Produktgruppen
5.7.1 Führungsunterstützung, rechtliche und weitere Dienstleistungen

5.7 Groupes de produits
5.7.1 Soutien aux fonctions de direction, prestations juridiques et services généraux





Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)

Beschreibung

Führungsunterstützung des Direktors; Koordination der Aktivitäten der verschiedenen Ämter innerhalb der Direktion; Projektarbeiten für den Direktor, den Kanton und den Bund; Finanzplanung und Information der Öffentlichkeit.

Sicherstellung des rechtskonformen Handelns der GEF; Rechtssetzung (inkl. Betreuung der damit verbundenen Prozesse/Verfahren); Betreuung von Beschwerdeverfahren (Instruktion, Erarbeitung von Entscheiden); Vertretung der Direktion vor Verwaltungsjustizbehörden und Gerichten; Betreuung von Vernehmlassungs- und Mitberichtsverfahren zu Bundes- und Kantonserlassen.

Es werden Dienstleistungen für Ämter und gleichgestellte Organisationseinheiten in den Bereichen des Finanz- und Rechnungswesens, des Controllings, des Personalwesens, der Raumbewirtschaftung, der Sprache, der Statistik, der Informatik und der juristischen Unterstützung erbracht.

Description

Soutien du directeur; coordination des activités des offices de la SAP; gestion de projets pour le directeur, le canton et la Confédération; planification financière et information du public.

Garantie de la conformité au droit des activités de la Direction; traitement des affaires législatives et gestion des processus et procédures s'y rapportant; instruction des recours et élaboration des décisions correspondantes; représentation de la SAP auprès des autorités de la justice administrative et des tribunaux; préparation des réponses aux procédures de consultation et de corapport relatives aux actes législatifs cantonaux et fédéraux.

Prestations diverses pour les offices et les unités administratives assimilées: finances et comptabilité, controlling, ressources humaines, gestion des locaux, traduction, statistiques, informatique et soutien juridique.

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2109	CHF
(+) Erlöse	10'233	10'000	10'000	10'000	10'000	10'000	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	5'309'533	5'691'741	7'444'409	7'541'781	7'653'272	7'690'502	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	3'116'241	5'858'000	5'585'700	4'393'700	4'390'700	4'390'700	(-) Coûts matériels
(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	180'340	217'883	239'245	246'840	242'161	202'593	(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**-8'595'881**	**-11'757'624**	**-13'259'354**	**-12'172'321**	**-12'276'133**	**-12'273'795**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	0	0	**0**	0	0	0	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	0	0	**0**	0	0	0	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	11'350	4'000	**10'000**	10'000	10'000	10'000	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**-8'584'531**	**-11'753'624**	**-13'249'354**	**-12'162'321**	**-12'266'133**	**-12'263'795**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(+) Abgrenzungen	-	-	23'565	32'765	27'240	22'592	(+) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**-13'225'789**	**-12'129'556**	**-12'238'894**	**-12'241'202**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF Solde I des produits
Führungsunterstützung	-2'144'667	-2'264'971	-2'382'287	-2'398'766	-2'419'791	-2'430'173	Soutien à la direction
Dienstleistungen für Ämter/gleichgestellte Organisationseinheiten/Dritte	-6'451'213	-9'492'654	-9'244'955	-8'105'949	-8'161'840	-8'143'551	Prestations pour les offices / les unités administratives assimilées / les tiers
Rechtliche Dienstleistungen	0	0	-1'632'112	-1'667'606	-1'694'502	-1'700'070	Prestations juristiques

Kommentar:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Gegenüber der Vorjahresplanung ergeben sich keine nennenswerten Veränderungen.

Entwicklungsschwerpunkte

Die Projektleitung der Verselbständigung der drei kantonalen psychiatrischen Betriebe per 1. Januar 2017 obliegt dem Generalsekretariat.

Folgende grossen Rechtssetzungsprojekte sind im Gang:

- Gesetz vom 11. Juni 2001 über die öffentliche Sozialhilfe (Sozialhilfegesetz, SHG; BSG 860.1) ist aktuell in der Vernehmlassung und wird im Jahr 2017 im Bereich der individuellen Sozialhilfe und im Jahr 2018 im Bereich der institutionellen Sozialhilfe revidiert;
- Ablösung der Verordnung vom 24. Oktober 2001 über die öffentliche Sozialhilfe (Sozialhilfeverordnung, SHV; BSG 860.111) durch zwei neue Verordnungen (Verordnung über die individuelle Sozialhilfe im Jahr 2017 sowie Verordnung über die institutionelle Sozialhilfe im Jahr 2018);
- Gesetzesinitiative «Spitalstandortinitiative» vom 21. Januar 2014 sowie allfälliger Gegenvorschlag.

Chancen und Risiken

Keine besonderen Chancen oder Risiken aus finanzpolitischer Sicht.

Commentaire:

Modifications par rapport à la planification précédente

Aucun changement notable n'est intervenu dans ce domaine.

Priorités de développement

La direction du projet d'autonomisation des trois institutions psychiatriques cantonales au 1er janvier 2017 relève du secrétariat général.

Divers projets législatifs sont en cours :

- La modification de la loi du 11 juin 2001 sur l'aide sociale (LASoc; RSB 860.1) a été mise en consultation. L'aide sociale individuelle fera l'objet d'une révision en 2017, l'aide institutionnelle en 2018.
- L'ordonnance du 24 octobre 2001 sur l'aide sociale (OASoc; RSB 860.111) va être remplacée par deux nouvelles ordonnances, sur l'aide sociale individuelle (en 2017) et sur l'aide institutionnelle (en 2018).
- L'initiative législative sur les sites hospitaliers du 21 janvier 2014 et le contre-projet éventuel sont en cours.

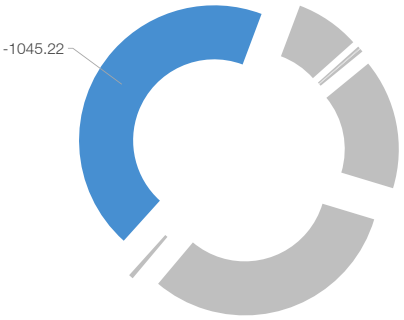
Chances et risques

Aucune incidence particulière sur la politique financière.

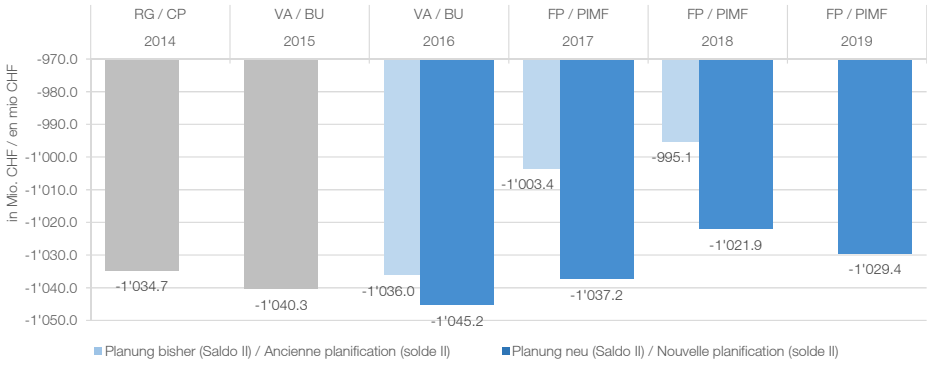
Leistungsinformationen zur Produktgruppe **Informations sur les prestations du groupe de produits**

Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat clôture des comptes 2014)	**Wert / Valeur**	**künftige Entwicklung / Evolution attendue**
Anzahl der traktandierten Regierungsratsgeschäfte (Einzel-, Block-, Standard-, Informations- und Aussprachegeschäfte)	115	konstant
Nombre d'affaires du Conseil-exécutif inscrites à l'ordre du jour (affaires individuelles, affaires traitées en bloc, affaires standard, informations et affaires à discuter)		stabilité
Anzahl der traktandierten Grossratsgeschäfte (ohne parlamentarische Vorstösse)	5	konstant
Nombre d'affaires du Grand Conseil inscrites à l'ordre du jour (sans les interventions parlementaires)		stabilité
Anzahl der traktandierten politischen parlamentarischen Vorstösse (Motionen, Finanzmotionen, Postulate, Interpellationen)	46	konstant
Nombre d'interventions parlementaires politiques inscrites à l'ordre du jour (motions, motions financières, postulats et interpellations)		stabilité
Anzahl Rechtssetzungsprojekte	7	steigend
Nombre de projets législatifs		aumentation
Anzahl juristische Unterstützungen (Auswertung erst ab 2015 möglich)		steigend
Nombre de conseils juridiques (évaluation possible seulement à partir de 2015)		augmentation
Anzahl der abgegebenen Mitberichte an eine andere Direktion oder an die Staatskanzlei	186	konstant
Nombre de corapports remis à une autre Direction ou à la Chancellerie d'Etat		stabilité
Anzahl der eingereichten Beschwerden	27	konstant
Nombre de recours déposés		stabilité
Anzahl erledigter Beschwerden	42	konstant
Nombre de recours réglés		stabilité

5.7.2 Somatische Spitalversorgung



Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)



5.7.2 Assistance somatique

Beschreibung

Vorwiegend stationäre, pflegerische und therapeutische Behandlung und Beratung sowie notfallmedizinische Versorgung (Rettungswesen)

Description

Traitements, soins et conseils dispensés à des patients généralement hospitalisés (services de sauvetage)

Deckungsbeitragsschema

CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	Finanzplan Plan financier 2018	Finanzplan Plan financier 2109	CHF
(+) Erlöse	27'218	0	0	0	0	0	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	4'164'727	4'423'068	4'435'970	4'521'386	4'542'265	4'604'279	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	1'481'033	2'415'500	2'465'500	2'410'500	2'375'500	2'375'501	(-) Coûts matériels
(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	5'921'841	5'908'605	5'686'952	5'573'220	5'459'697	5'346'937	(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**-11'540'382**	**-12'747'173**	**-12'588'422**	**-12'505'106**	**-12'377'462**	**-12'326'716**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	5'982'888	5'000'000	**5'000'000**	6'403'000	6'403'000	6'403'000	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	1'029'110'768	1'032'584'400	**1'037'630'500**	1'031'112'500	1'015'887'700	1'023'457'000	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	0	0	**0**	0	0	0	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**-1'034'668'262**	**-1'040'331'573**	**-1'045'218'922**	**-1'037'214'606**	**-1'021'862'162**	**-1'029'380'716**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(+) Abgrenzungen	-	-	57'329'694	37'156'358	13'961'899	21'279'405	(+) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**-987'889'228**	**-1'000'058'248**	**-1'007'900'263**	**-1'008'101'311**	**Solde III (comptabilité financière)**

Schéma du calcul des marges contributives

Saldo I Globalbudget Produkte

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	Finanzplan Plan financier 2018	Finanzplan Plan financier 2019	CHF Solde I des produits
Akutversorgung	-8'180'289	-9'184'625	-7'952'699	-7'778'992	-7'682'226	-7'642'110	Soins aigus
Rehabilitation	-140'285	-253'766	-1'135'718	-1'195'508	-1'199'109	-1'212'816	Réadaptation
Praktische Aus- und Weiterbildung	-600'032	-638'849	-813'328	-849'244	-852'077	-861'004	Formation pratique et perfectionnement
Rettungswesen	-2'619'776	-2'669'933	-2'686'677	-2'681'362	-2'644'050	-2'610'785	Services de sauvetage

Solde I budget global produits

Kommentar:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Gegenüber der Vorjahresplanung für das Jahr 2016 ergibt sich eine Abweichung von rund CHF 9,7 Millionen. Der Saldo I verändert sich kaum, der Saldo II erfährt eine Steigerung von rund CHF 9,7 Millionen (CHF 26 Mio. Mehrkosten Staatsbeiträge, CHF 16,3 Mio. niedrigere kalkulatorische Kosten aus Investitionsbeiträgen zulasten des auslaufenden Fonds für Spitalinvestitionen [SIF]).

Grund für die Zunahme bei den Betriebsbeiträgen ist insbesondere die Leistungsabgeltung gemäss Bundesgesetz vom 18. März 1994 über die Krankenversicherung (KVG; SR 832.10), welche ab 2016/2017 auf leicht steigenden Fallpauschalen bzw. Tagespauschalen sowie auf einem ebenfalls leicht steigenden Mengenwachstum bei der Akutsomatik und bei der Rehabilitation basiert. Ab dem Planjahr 2017 sind die Kosten jedoch plafoniert.

Die kalkulatorischen Kosten für Investitionsbeiträge, welche ebenfalls in der Position «Kosten Staatsbeiträge» subsumiert sind, sind im Laufe des Planungshorizontes rückläufig. Seit dem Jahr 2012 reduzieren sich diese sukzessive aufgrund der Änderung des Finanzierungsmechanismus gemäss KVG, wonach keine neuen Investitionsbeiträge zulasten des SIF mehr bewilligt werden.

Entwicklungsschwerpunkte

Die neue Spitalfinanzierung ist seit 2012 eingeführt. Dennoch bestehen noch zahlreiche Unsicherheiten. Zum einen wird das Tarifsystem alljährlich verfeinert und verbessert, was Auswirkungen auf die Kostengewichte der erbrachten Leistungen hat, und zum andern ist die Spitallandschaft in einem stetigen Wandel, um nur zwei Faktoren zu benennen. Zudem werden die Aufwendungen für die Spitalversorgung massgeblich beeinflusst durch die Menge der erbrachten Leistungen bzw. deren Gewichtung sowie durch die Fall- oder Tagespauschalen (55% davon muss der Kanton übernehmen). Für beide Faktoren müssen für die Planung – gestützt auf die aktuellsten Erkenntnisse – Annahmen getroffen werden.

Chancen und Risiken

Die effektiv erbrachten Leistungen bzw. die Faktoren, welche deren Aufwendungen der Spitalversorgung beeinflussen (vgl. «Entwicklungsschwerpunkte») können von den für die vorliegende Planung getroffenen Annahmen abweichen. Aufgrund des grossen Volumens der Produktgruppe wirken sich schon proportional kleine Abweichungen bereits in Form von hohen ein- bis zweistelligen Millionenbeträgen aus. Eine Steuerung der Menge der erbrachten Leistungen durch den Kanton ist nicht möglich.

Commentaire:

Modifications par rapport à la planification précédente

Le plan financier présente un écart de quelque CHF 9,7 millions par rapport au précédent. Le solde I reste pratiquement inchangé, alors que le solde II augmente d'environ CHF 9,7 millions (CHF 26 mio de surcoût dans les subventions cantonales, CHF 16,3 mio de recul des coûts standard occasionnés par les paiements à la charge du Fonds d'investissements hospitaliers, en dissolution).

La hausse des subventions d'exploitation s'explique en particulier par la rémunération des prestations selon la loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie (LAMal ; RS 832.10). Une légère augmentation des forfaits par cas et des forfaits journaliers d'une part ainsi que du volume des prestations de soins aigus et de réadaptation d'autre part est en effet attendue à partir de 2016/17. Dès 2017, les charges sont cependant plafonnées.

Les coûts standard pour les subventions d'investissement, également inclus dans le poste « Coûts des subventions cantonales », diminuent au cours de la période de planification. Ils sont en recul constant depuis 2012 en raison du nouveau régime introduit par la LAMal, qui n'autorise plus le financement de nouveaux projets par le Fonds d'investissements hospitaliers.

Priorités de développement

Bien que le nouveau financement hospitalier soit en vigueur depuis 2012, il reste de Nombreuses inconnues. Ainsi, le système tarifaire est affiné et optimisé d'année en année, ce qui se répercute sur le cost-weight des prestations fournies. Par ailleurs, le paysage hospitalier est en perpétuelle mutation. Sans compter que les dépenses hospitalières dépendent fortement du volume des prestations fournies (selon le degré de gravité des cas) ainsi que des forfaits, par cas ou journaliers (assumés à 55% par le canton). Pour ces deux facteurs, les prévisions budgétaires reposent sur des suppositions, fondées sur les données les plus récentes en la matière.

Chances et risques

Les facteurs influant sur le coût des soins hospitaliers (voir cidessus « Priorités de développement ») et, partant, les prestations effectives peuvent diverger des suppositions de la présente planification. Vu le gros volume du groupe de produits, des divergences proportionnellement minimes peuvent déjà se traduire par des écarts se chiffrant en millions, voire en dizaines de millions de francs. Or le canton ne peut pas piloter le volume des prestations.

Am 24. Juni 2013 wurde die Volksinitiative für den gesetzlichen Erhalt von Spitalstandorten (Spitalstandortinitiative) lanciert. Die Initiative beinhaltet einen Gesetzesvorschlag mit sieben Artikeln, in welchen der Kanton verpflichtet wird, bestimmte Spitalstandorte mit ihrem bestehenden Leistungsangebot während mindestens acht Jahren aufrechtzuerhalten. Der Initiativtext äussert sich nicht zur Finanzierung der Spitalversorgung.

Die Spitalfinanzierung wird seit 2012 nach den Regeln des KVG abgewickelt. Für die stationäre Spitalversorgung stehen ausser den zwischen den Vertragspartnern (Krankenversicherer und Leistungserbringer) ausgehandelten Tarifen (Kantonsanteil 55%) keine weiteren Mittel zur Verfügung. Staatliche Zuschüsse dürfen nur noch für gemeinwirtschaftliche Leistungen erfolgen. Zu den erlaubten Zusatzfinanzierungen gehört die Sicherstellung der Spitalkapazität aus regionalpolitischen Gründen. Die Spitalstandortinitiative würde durch die Festschreibung von Vorhalteleistungen einen solchen Tatbestand schaffen. Die Finanzierung der Vorhalteleistung ist somit, entgegen den aktuell lautenden Bestimmungen in Artikel 67 bis 69 des Spitalversorgungsgesetzes vom 13. Juni 2013 (SpVG; BSG 812.11) nicht optional, sondern stellt einen Rechtsanspruch der zur Aufrechterhaltung von Standorten und Leistungsangeboten verpflichteten Spitalbetreiber dar.

Die durch die Umsetzung der Spitalstandortinitiative voraussichtlich verursachte Mehrbelastung des Kantonshaushalts lässt sich nur sehr grob und verallgemeinernd abschätzen. Es müssen diverse Annahmen getroffen und modellhafte Vereinfachungen vorgenommen werden. Je nach Ausgestaltung der Parameter bzw. den zugrundeliegenden Annahmen resultiert bei einer allfälligen Annahme der Spitalstandortinitiative durch das bernische Stimmvolk eine jährliche Mehrbelastung in einer Spanne von rund CHF 26 Millionen bis CHF 110 Millionen.

Une initiative populaire sur les sites hospitaliers a été lancée le 24 juin 2013. Le projet de loi de sept articles qu'elle contient contraint le canton à maintenir certains sites et leur offre de prestations pendant au moins huit ans sans proposer de mode de financement.

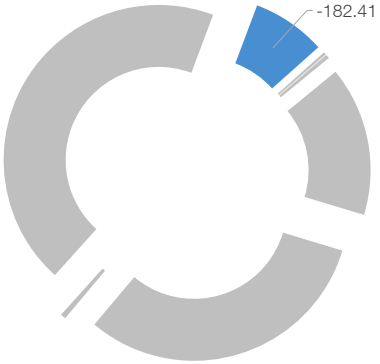
Depuis 2012, le financement hospitalier obéit aux nouvelles règles fixées dans la LAMal. Les soins hospitaliers sont uniquement couverts par les tarifs négociés entre assureurs-maladies et fournisseurs de prestations (part à prendre en charge par le canton : 55%). Seules les prestations d'intérêt général peuvent encore faire l'objet de subventions. En fait notamment partie le maintien des capacités hospitalières pour des raisons de politique régionale. L'initiative sur les sites hospitaliers créerait un tel cas de figure en imposant des prestations de base fixes. Dès lors, le financement de ces dernières ne serait plus optionnel, comme prévu actuellement aux articles 67 à 69 de la loi du 13 juin 2013 sur les soins hospitaliers (LSH ; RSB 812.11), mais constituerait un droit acquis des exploitants des hôpitaux tenus de garantir certains sites et prestations.

L'alourdissement de la facture du canton probablement entraîné par la mise en œuvre de l'initiative ne peut être estimé que grossièrement et schématiquement, sur la base de suppositions. Selon les hypothèses et les paramètres considérés, le surcoût annuel à assumer en cas d'adoption de l'initiative par le peuple bernois oscille entre CHF 26 et CHF 110 millions de francs par an.

Leistungsinformationen zur Produktgruppe **Informations sur les prestations du groupe de produits**

Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat clôture des comptes 2014)	**Wert / Valeur**	**künftige Entwicklung / Evolution attendue**
Anzahl stationäre Austritte der Berner Wohnbevölkerung aus einem Listenspital im Kanton Bern	140'388	steigend
Nombre de sorties des patients bernois hospitalisés dans un établissement répertorié du canton de Berne		augmentation
CasesMixes (CM); Summe aller nach SwissDRG-Fallschwere (Swiss Diagnosis Related Groups) gewichteten Austritte der Berner Wohnbevölkerung in einem Listenspital im Kanton Bern	146'052	steigend
Casemix; somme des sorties de patients bernois hospitalisés dans un établissement répertorié du canton de Berne, pondérées en fonction du degré de gravité selon SwissDRG (Swiss Diagnosis Related Groups)		augmentation
Anzahl der erbrachten und abgerechneten stationären Pflegetage der Berner Wohnbevölkerung in einem Listenspital im Kanton Bern und in der Berner Klinik Montana	149'520	steigend
Nombre de journées de soins hospitalières facturées et fournies aux patients bernois dans un établissement répertorié du canton et à la Clinique Bernoise Montana		augmentation
Praktische Ausbildungsleistung in (Ausbildungs-)Wochen von Leistungserbringern aus allen Versorgungsbereichen für sämtliche nichtuniversitären Gesundheitsberufe zur Erfüllung der Ausbildungspflicht	115'500	steigend
Prestations de formation pratique en semaines fournies par les institutions de tous les secteurs de soins pour l'ensemble des professions de la santé non universitaires selon l'obligation de formation		augmentation
Anzahl Rettungseinsätze	38'278	konstant
Nombre d'interventions de sauvetage		stabilité
Anteil der Rettungseinsätze mit Hilfsfrist unter 30 Minuten (Zeitspanne zwischen Alarmeingang und Eintreffen des Rettungsteams am Ereignisort), gemessen an der Gesamtzahl der Einsätze (%)	85	konstant
Proportion d'interventions dans un délai de 30 minutes (laps de temps entre l'alarme et l'arrivée de l'équipe de sauvetage sur les lieux), comparée au Nombre total de sauvetages (%)		stabilité
Anteil der Rettungseinsätze mit Hilfsfrist unter 15 Minuten (Zeitspanne zwischen Alarmeingang und Eintreffen des Rettungsteams am Ereignisort), gemessen an der Gesamtzahl der Einsätze (%)	50	konstant
Proportion d'interventions dans un délai de 15 minutes (laps de temps entre l'alarme et l'arrivée de l'équipe de sauvetage sur les lieux), comparée au Nombre total de sauvetages (%)		stabilité
Anzahl Ärztinnen und Ärzte in Weiterbildung in akkreditierten Weiterbildungsstätten in Berner Spitälern (Vollzeitäquivalent; gemäss Leistungsvertrag)	1'189	konstant
Nombre de médecins en formation postgrade dans les établissements accrédités des hôpitaux bernois (en équivalent plein temps; selon contrat de prestations)		stabilité

5.7.3 Psychiatrieversorgung



Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)

Beschreibung

Behandlung, Pflege und Betreuung von Menschen mit psychischen Erkrankungen oder psychischen Störungen zur Wiederherstellung der Gesundheit und/oder der sozialen Handlungsfähigkeit

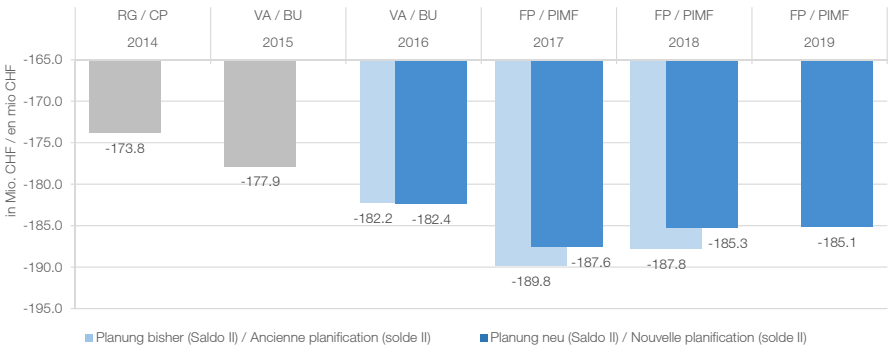
Deckungsbeitragsschema

CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	Finanzplan Plan financier 2018	Finanzplan Plan financier 2109	CHF
(+) Erlöse	133'706'048	135'997'708	138'408'834	142'048'036	143'632'748	145'411'243	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	213'730'676	213'723'822	218'235'068	218'068'289	220'094'165	222'048'981	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	43'351'895	46'813'679	48'788'852	46'499'328	46'718'918	46'413'498	(-) Coûts matériels
(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	2'566'459	2'846'079	3'213'909	3'307'438	3'326'365	3'273'363	(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**-125'942'982**	**-127'385'872**	**-131'828'995**	**-125'827'019**	**-126'506'700**	**-126'324'599**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	7'497'013	8'324'000	**8'283'000**	8'283'000	8'283'000	8'283'000	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	55'495'906	58'903'300	**58'995'600**	70'190'600	67'190'600	67'190'600	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	96'133	114'996	**126'596**	126'596	126'596	126'596	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**-173'845'742**	**-177'850'176**	**-182'414'999**	**-187'608'023**	**-185'287'704**	**-185'105'603**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(+) Abgrenzungen	-	-	356'884	247'832	186'919	4'819	(+) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**-182'058'115**	**-187'360'191**	**-185'100'785**	**-185'100'784**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	Finanzplan Plan financier 2018	Finanzplan Plan financier 2019	CHF Solde I des produits
Allgemeine Psychiatrie	-67'072'312	-66'296'633	-64'875'657	-61'775'360	-62'040'349	-61'880'864	Psychiatrie générale
Alterspsychiatrie	-17'936'454	-19'017'752	-18'835'081	-18'097'843	-18'235'060	-18'187'730	Gérontopsychiatrie
Kinder- und Jugendpsychiatrie	-17'604'518	-16'998'265	-19'117'059	-18'574'506	-18'750'449	-18'825'001	Psychiatrie pour enfants et adolescents
Universitäre Lehre und Forschung	-7'558'134	-7'947'413	-8'659'613	-8'549'999	-8'574'925	-8'616'636	Enseignement et recherche universitaires
Angebote der Psychiatriebetriebe für Menschen mit einer Behinderung	-14'468'966	-16'011'111	-19'330'212	-17'898'164	-17'979'251	-17'916'940	Prestations des institutions psychiatriques en faveur des personnes handicapées
Forensik	-1'302'598	-1'114'698	-1'011'373	-931'148	-926'665	-897'428	Psychiatrie médico-légale

5.7.3 Psychiatrie



Description

Traitement, soins et prise en charge de personnes souffrant de maladies ou de troubles psychiques afin de les aider à recouvrer la santé et/ou à retrouver leur autonomie sociale

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	Finanzplan Plan financier 2018	Finanzplan Plan financier 2109	CHF
(+) Erlöse	133'706'048	135'997'708	138'408'834	142'048'036	143'632'748	145'411'243	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	213'730'676	213'723'822	218'235'068	218'068'289	220'094'165	222'048'981	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	43'351'895	46'813'679	48'788'852	46'499'328	46'718'918	46'413'498	(-) Coûts matériels
(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	2'566'459	2'846'079	3'213'909	3'307'438	3'326'365	3'273'363	(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**-125'942'982**	**-127'385'872**	**-131'828'995**	**-125'827'019**	**-126'506'700**	**-126'324'599**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	7'497'013	8'324'000	**8'283'000**	8'283'000	8'283'000	8'283'000	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	55'495'906	58'903'300	**58'995'600**	70'190'600	67'190'600	67'190'600	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	96'133	114'996	**126'596**	126'596	126'596	126'596	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**-173'845'742**	**-177'850'176**	**-182'414'999**	**-187'608'023**	**-185'287'704**	**-185'105'603**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(+) Abgrenzungen	-	-	356'884	247'832	186'919	4'819	(+) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**-182'058'115**	**-187'360'191**	**-185'100'785**	**-185'100'784**	**Solde III (comptabilité financière)**

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	Finanzplan Plan financier 2018	Finanzplan Plan financier 2019	CHF Solde I des produits
Allgemeine Psychiatrie	-67'072'312	-66'296'633	-64'875'657	-61'775'360	-62'040'349	-61'880'864	Psychiatrie générale
Alterspsychiatrie	-17'936'454	-19'017'752	-18'835'081	-18'097'843	-18'235'060	-18'187'730	Gérontopsychiatrie
Kinder- und Jugendpsychiatrie	-17'604'518	-16'998'265	-19'117'059	-18'574'506	-18'750'449	-18'825'001	Psychiatrie pour enfants et adolescents
Universitäre Lehre und Forschung	-7'558'134	-7'947'413	-8'659'613	-8'549'999	-8'574'925	-8'616'636	Enseignement et recherche universitaires
Angebote der Psychiatriebetriebe für Menschen mit einer Behinderung	-14'468'966	-16'011'111	-19'330'212	-17'898'164	-17'979'251	-17'916'940	Prestations des institutions psychiatriques en faveur des personnes handicapées
Forensik	-1'302'598	-1'114'698	-1'011'373	-931'148	-926'665	-897'428	Psychiatrie médico-légale

Kommentar:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Die Planzahlen liegen bis knapp CHF 3 Millionen unter der letztjährigen Planung.

Einerseits wird mit Mehrkosten aufgrund der Leistungsabgeltung nach dem Bundesgesetz vom 18. März 1994 über die Krankenversicherung (KVG; SR 832.10) gerechnet, welche ab 2016/ 2017 auf leicht steigenden Tagespauschalen sowie auf einem sinkenden Mengenwachstum basiert.

Andererseits wirkt sich der Transfer von nicht spitalbedürftigen Personen von Psychiatriebetrieben in Heime entlastend auf die Zahlen aus. Auch haben die Betriebe Massnahmen zur Optimierung der Angebote eingeleitet mit dem Ziel, auf einer finanziell gesicherten Ausgangslage in die Verselbständigung zu starten.

Entwicklungsschwerpunkte

Der Aufbau einer regionalisierten, ambulanten Psychiatrieversorgung ist im Gang. Die Grundlage für die Verteilung dieser Mittel bilden einerseits die regionalen Versorgungskonzepte und andererseits ein Finanzierungsmodell, wonach ambulante Leistungen mit einheitlichen Pauschalen abgegolten werden. Diese Pauschalen sind leistungsbezogen. Ein neues Normkostenmodell dazu ist in Erarbeitung.

Ausserdem sollen die drei kantonalen psychiatrischen Betriebe gemäss Spitalversorgungsgesetz vom 13. Juni 2013 (SpVG; BSG 812.11) auf 1. Januar 2017 aus der kantonalen Verwaltung ausgegliedert und als Aktiengesellschaften konstituiert werden.

Chancen und Risiken

Um den Betrieben nach der erwähnten Ausgliederung in Aktiengesellschaften eine eigenverantwortliche Betriebsführung und betriebliche Handlungsspielräume zu ermöglichen sowie um die Psychiatrieversorgung jederzeit sicherzustellen, müssen die Betriebe mit genügend Kapital ausgestattet werden (in den Zahlen noch nicht abgebildet). Dieser Anforderung stehen übergeordnete finanzpolitische Vorgaben gegenüber.

Die neue Spitalfinanzierung ist seit 2012 eingeführt. Dennoch gibt es noch viele Unsicherheiten. So ist ungewiss, welche Auswirkungen das Tarifsystem TARPSY haben wird, welches per 2018 eingeführt werden soll. Zudem werden die Aufwendungen für die Spitalversorgung massgeblich beeinflusst durch die Menge der erbrachten Leistungen sowie durch die Tagespauschalen (55% davon muss der Kanton übernehmen). Für beide Faktoren müssen für die Planung – gestützt auf die aktuellsten Erkenntnisse – Annahmen getroffen werden.

Commentaire:

Modifications par rapport à la planification précédente

Les chiffres inscrits au plan financier sont en baisse (jusqu'à CHF 3 mio).

La rémunération des prestations selon la loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie (LAMal ; RS 832.10) devrait occasionner des surplus de dépenses. Une légère augmentation des forfaits journaliers et une diminution du volume des prestations sont attendues à partir de 2016/17.

Toutefois, le transfert des personnes ne nécessitant pas une hospitalisation des cliniques psychiatriques aux établissements médico-sociaux allège la facture du canton. De plus, les institutions ont pris des mesures d'optimisation de l'offre pour assainir leurs finances en vue de leur autonomisation.

Priorités de développement

La régionalisation de la psychiatrie ambulatoire est en cours. La répartition des moyens se fonde sur les stratégies en la matière et sur le nouveau régime de financement, lié aux prestations, qui prévoit des forfaits uniformes. Un modèle de coûts normatifs est en préparation.

Par ailleurs, les trois institutions psychiatriques cantonales seront autonomisées et transformées en sociétés anonymes au 1er janvier 2017, conformément à la loi du 13 juin 2013 sur les soins hospitaliers (LSH ; RSB 812.11).

Chances et risques

Ces institutions doivent être suffisamment dotées en capital pour garantir la couverture en soins psychiatriques en tout temps, assurer une exploitation sous leur propre responsabilité et disposer d'une marge de manœuvre opérationnelle après l'autonomisation (les moyens requis ne sont pas encore inscrits au plan financier). La satisfaction de cette exigence se heurte aux consignes de politique financière.

Le nouveau financement hospitalier est en vigueur depuis 2012. Il reste cependant de nombreuses inconnues, telles que les effets du système tarifaire TARPSY, qui sera introduit en 2018. De surcroît, les dépenses hospitalières dépendent fortement du volume des prestations fournies et des forfaits journaliers (assumés à 55% par le canton). Pour ces deux facteurs, les prévisions budgétaires reposent sur des suppositions, fondées sur les données les plus récentes en la matière.

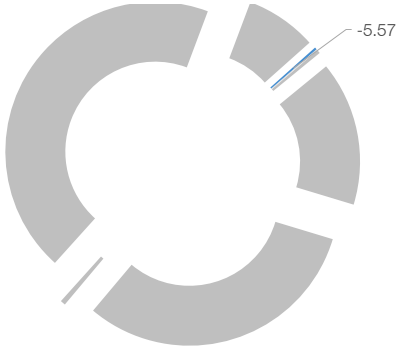
Leistungsinformationen zur Produktgruppe **Informations sur les prestations du groupe de produits**

Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat clôture des comptes 2014)	**Wert / Valeur**	**künftige Entwicklung / Evolution attendue**
Anzahl stationärer Pflegetage Psychiatrie	302'066	konstant
Nombre de journées de soins hospitalières		stabilité
Anzahl ambulante Kontakttage [1)]	—	steigend
Nombres de journées de soins ambulatoires [1)]		augmentation

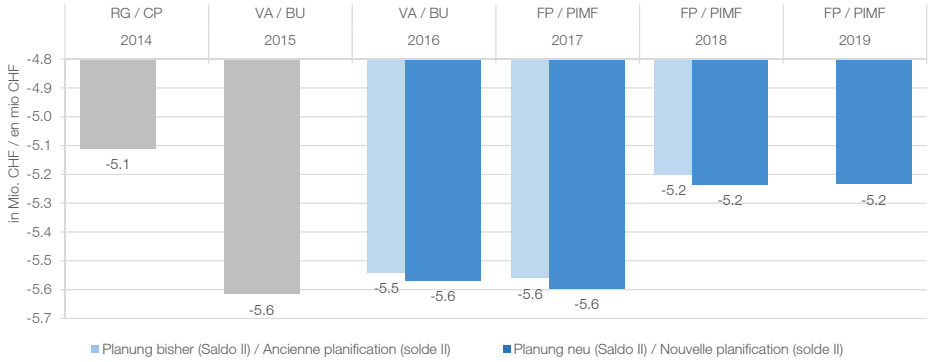
[1)] Bei den ambulanten Kontakttagen Psychiatrie liegen z.Zt. noch keine Daten vor. Sie werden ab 1.1.2015 erhoben (im Rahmen des Projekts MARS [Modules Ambulatoires des Relevés sur la Santé], welches unter der Feder des Bundesamtes für Statistik läuft).

[1)] Les données relatives aux soins ambulatoires en psychiatrie ne sont pas encore disponibles. Elles sont relevées depuis le 1er janvier 2015 dans le cadre du projet Modules Ambulatoires des Relevés sur la Santé (MARS), sous l'égide de l'Office fédéral de la statistique.

5.7.4 Gesundheitsschutz und Sanitätsdienst



Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)



Beschreibung

Sicherstellung des Gesundheitsschutzes der Bevölkerung durch Regelung der Berufe des Gesundheitswesens in der Kompetenz des Kantonsarztes, der Behandlung Betäubungsmittelabhängiger mit Betäubungsmitteln, der Bekämpfung übertragbarer Krankheiten, der Orientierung des schulärztlichen Dienstes und der Sicherstellung gemäss Bundesgesetz über die Krankenversicherung der erforderlichen ausserkantonalen stationären Versorgung.

5.7.4 Protection de la santé et service sanitaire

Description

Protection de la santé de la population grâce à la réglementation des professions de la santé du ressort du médecin cantonal, des traitements de substitution, de la lutte contre les maladies transmissibles, de l'information du service médical scolaire et de la prise en charge des traitements hospitaliers nécessaires dans des établissements extracantonaux conformément aux dispositions de la loi fédérale sur l'assurance-maladie.

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2109	CHF
(+) Erlöse	1'027'392	1'080'000	1'080'000	1'080'000	1'080'000	1'080'000	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	1'880'722	2'107'749	2'150'646	2'167'581	2'196'816	2'196'715	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	1'527'868	2'042'000	2'042'000	2'042'000	2'042'000	2'042'000	(-) Coûts matériels
(+) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	23'352	0	0	0	0	0	(+) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**-2'357'846**	**-3'069'750**	**-3'112'646**	**-3'129'581**	**-3'158'816**	**-3'158'715**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	0	0	**0**	0	0	0	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	2'752'294	2'545'000	**2'455'000**	2'465'000	2'075'000	2'075'000	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	0	0	**0**	0	0	0	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**-5'110'140**	**-5'614'750**	**-5'567'646**	**-5'594'581**	**-5'233'816**	**-5'233'715**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(+) Abgrenzungen	-	-	603'378	569'163	168'991	167'879	(+) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**-4'964'267**	**-5'025'418**	**-5'064'825**	**-5'065'836**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF Solde I des produits
Übertragbare Krankheiten und Präventivmedizin	-1'070'509	-892'971	-1'218'213	-1'033'975	-1'041'270	-1'041'166	Maladies transmissibles et médecine préventive
Bewilligungswesen	-655'346	-1'332'978	-1'006'822	-1'203'176	-1'216'967	-1'216'733	Autorisations
Erteilung von Kostengutsprachen Art. 41Abs. KVG3	-133'980	-93'735	-97'004	-97'730	-6'098	-98'932	Garantie de participation aux frais selon art. 41.Abs. KVG3
Katastrophenmanagement	-498'012	-750'066	-790'607	-794'701	-894'480	-801'883	Service sanitaire

Kommentar:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Die Planzahlen haben sich gegenüber der Vorjahresplanung kaum verändert. Der Zuwachs von der Rechnung 2014 zu den Planzahlen ab 2015 ist in erster Linie auf die Nichtausschöpfung der budgetierten Mittel im Jahr 2014 zurückzuführen. Insbesondere wurden die als Drittaufträge budgetierten Mittel für Hausarztmedizin und Notfallversorgung nicht vollumfänglich beansprucht.

Entwicklungsschwerpunkte

Präventivmedizin: Umsetzung des kantonalen Impfprogramms HPV, des Mammographie-Screening-Programms und des Krebsregisters. Erarbeitung von Kriterien zur Über- und Unterversorgung im Rahmen des Zulassungsstopps für neue Berufsausübungsbewilligungen für Ärztinnen/Ärzte. Förderung der Hausarztmedizin.

Chancen und Risiken

Im Rahmen der Bekämpfung übertragbarer Krankheiten ist der Aufwand kaum planbar, insbesondere was das Auftreten von Krankheiten anbelangt (z.B. Grippe A [H1N1], Masern). Weitere Chancen oder Risiken von finanzpolitischer Bedeutung bestehen für die Produktgruppe nicht.

Commentaire:

Modifications par rapport à la planification précédente

La planification ne change qu'à peine depuis l'année précédente. L'augmentation entre les comptes 2014 et les chiffres à partir de 2015 est due essentiellement au fait que les moyens budgétés en 2014 n'ont pas été entièrement utilisés, notamment ceux qui étaient dévolus aux mandats de tiers pour la médecine de famille et les urgences.

Priorités de développement

Médecine préventive : application du plan cantonal de vaccination HPV, du programme de dépistage du cancer du sein par mammographie et du registre des tumeurs. Elaboration de critères relatifs à l'excédent et au déficit de cabinets médicaux dans le cadre du moratoire. Promotion de la médecine de famille.

Chances et risques

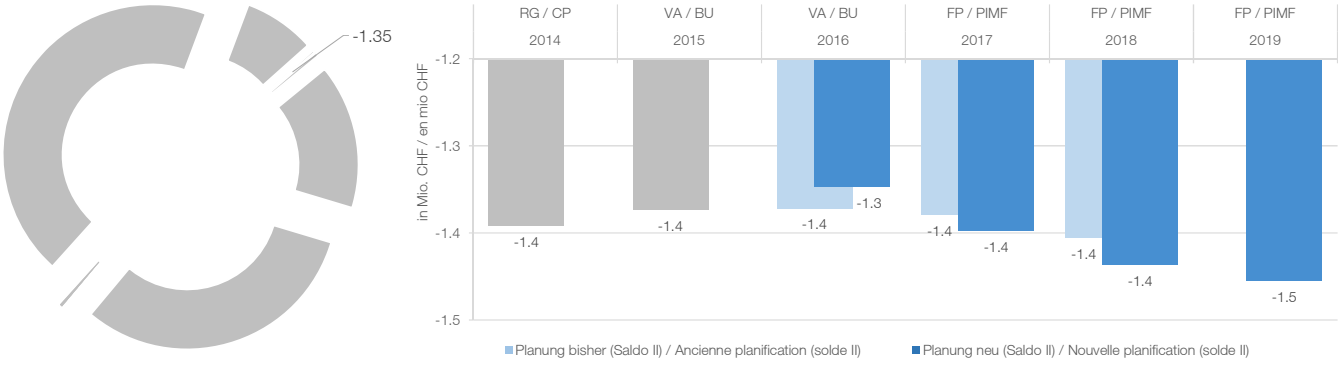
Lutte contre les maladies transmissibles : prestations difficilement planifiables, notamment en ce qui concerne l'apparition de maladies (p. ex. grippe A [H1N1], rougeole). Il n'existe pas d'autre élément ayant une incidence sur la politique financière de ce groupe de produits.

Leistungsinformationen zur Produktgruppe **Informations sur les prestations du groupe de produits**

Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat clôture des comptes 2014)	**Wert / Valeur**	**künftige Entwicklung / Evolution attendue**
Anzahl bearbeitete aufsichtsrechtliche Verfahren	41	konstant
Nombre de procédures de surveillance		stabilité
Erteilte Berufsausübungsbewilligung für Medizinalpersonen, Optiker, Psychologen	481	konstant
Nombre d'autorisations de pratiquer délivrées en médecine, optique et psychologie		stabilité
Anzahl betroffener Personen in kantonalen Substitutionsprogrammen (Substitutionsgestützte Behandlung bei Opioidabhängigkeit, z.B. Methadonprogramme)	2'169	konstant
Nombre de personnes participant à un programme cantonal de substitution (en cas de dépendance aux opioïdes, p.ex. programme de méthadone)		stabilité
Anzahl Kontakte und Informationen mit den Kunden der Abteilung Epidemiologie, z.B. Anfragen von Institutionen (Asylzentren, Spitäler, BAG usw.), Anfragen und Auskünfte Bevölkerung (z.B. Masernkampagne, HPV-Impfung, Ebola usw.), Kontakte mit Schulärzten	24'350	konstant
Nombre de contacts et d'informations de la Division Epidémiologie, p.ex. demandes d'institutions (centres d'asile, hôpitaux, OFSP, etc.), demandes et renseignements de la population (p.ex. campagne anti-rougeole, vaccination HIV, ebola, etc.), contacts avec les médecins scolaires		stabilité
Anzahl Kostengutsprachegesuche und Rechnungen gemäss Art. 41 Abs. 3 KVG	3'619	konstant
Nombre de garanties de prise en charge des frais et factures selon l'art. 41, al. 3 LAMal		stabilité
Bekämpfung übertragbarer Krankheiten: Anzahl Meldungen und epidemiologische Abklärungen (z.B. bei Tuberkulose, Menigokokken, Masern)	3'427	steigend
Lutte contre les maladies transmissibles: Nombre de déclarations et d'enquêtes épidémiologiques (p.ex. tuberculose, méningite, rougeole)		stabilité

5.7.5 Heilmittelsicherheit/Qualitätssicherung

5.7.5 Sécurité des médicaments / Assurance-qualité



Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)

Beschreibung

Überwachung der Sicherheit und Qualität bei Herstellung, Distribution und klinischer Prüfung der Heilmittel.

Description

Surveillance de la sécurité et de la qualité lors de la fabrication des médicaments, de leur distribution et de leur examen clinique

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2109	CHF
(+) Erlöse	796'577	926'000	926'000	926'000	926'000	926'000	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	2'055'226	1'944'230	1'943'701	1'991'003	2'016'525	2'038'062	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	185'279	276'311	282'311	282'311	282'311	282'311	(-) Coûts matériels
(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	77'139	79'386	47'445	50'643	63'810	60'818	(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**-1'521'067**	**-1'373'927**	**-1'347'457**	**-1'397'957**	**-1'436'646**	**-1'455'191**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	129'176	0	**0**	0	0	0	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	0	0	**0**	0	0	0	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	0	0	**0**	0	0	0	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**-1'391'892**	**-1'373'927**	**-1'347'457**	**-1'397'957**	**-1'436'646**	**-1'455'191**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(+) Abgrenzungen	-	-	2'388	3'320	2'760	2'289	(+) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**-1'345'070**	**-1'394'638**	**-1'433'886**	**-1'452'902**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF Solde I des produits
Heilmittelkontrolle	-1'168'691	-1'136'654	-1'073'153	-1'099'696	-1'125'583	-1'133'334	Contrôle des médicaments
Kontrolle der klinischen Versuche am Menschen	-326'935	-203'458	-246'112	-268'760	-280'920	-291'171	Contrôle des essais cliniques sur l'être humain
Aufsicht über die pharmazeutischen Berufe	-25'441	-33'814	-28'193	-29'501	-30'142	-30'687	Surveillance des professions pharmaceutiques

Kommentar:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Die Zahlen sind gegenüber der bisherigen Planung praktisch unverändert und über die Planjahre sind mit Ausnahme des Lohnsummenwachstums für das Kantonspersonal keine nennenswerten Veränderungen geplant.

Entwicklungsschwerpunkte

Der Regierungsrat wird Ende 2015 über die Zukunft der Kantonalen Ethikkommission entscheiden (Weiterführung einer eigenen Kommission oder z.B. Zusammenführung mit der Ethikkommission eines anderen Kantons bzw. anderer Kantone). Je nach Entscheid wird dies Konsequenzen auf die Planzahlen haben. Die vorliegende Planung geht davon aus, dass die KEK wie bisher weitergeführt wird.

Chancen und Risiken

Keine besonderen Chancen oder Risiken.

Commentaire:

Modifications par rapport à la planification précédente

La planification ne change qu'à peine depuis l'année précédente. Aucun changement notable n'est prévu dans ce domaine, à l'exception de la croissance de la masse salariale pour le personnel cantonal.

Priorités de développement

Le Conseil-exécutif décidera fin 2015 du sort de la Commission cantonale d'éthique (poursuite indépendante ou fusion avec celle d'un autre ou de plusieurs cantons). La décision aura des conséquences sur la planification. Les données actuelles reflètent une poursuite de la commission comme antérieurement.

Chances et risques

Aucune incidence particulière.

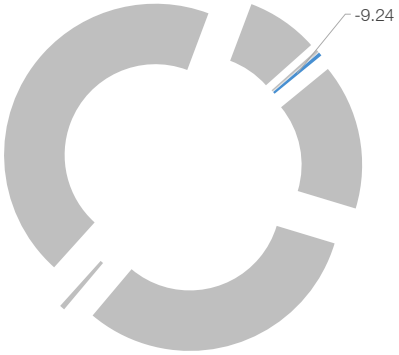
Leistungsinformationen zur Produktgruppe

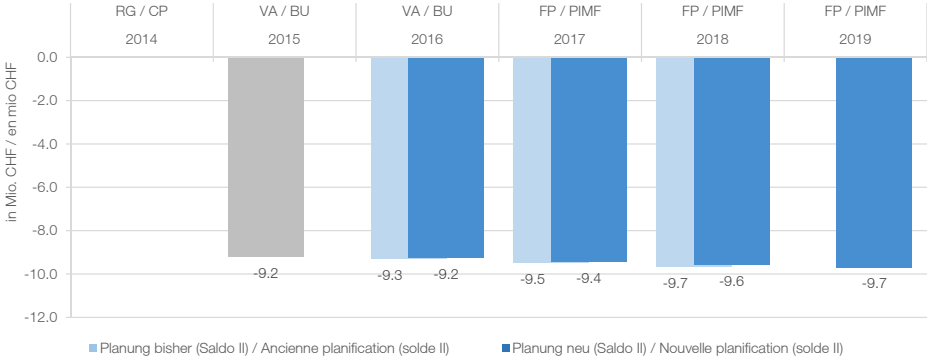
Informations sur les prestations du groupe de produits

Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat clôture des comptes 2014)	**Wert / Valeur**	**künftige Entwicklung / Evolution attendue**
Anzahl Betriebe (öffentliche Apotheken, Spitalapotheken, Privatapotheken von Arztpraxen, Privatapotheken von Institutionen des Gesundheitswesens, Drogerien, Blutlager, Betriebe mit Betäubungsmittel-Bewilligungen)	700	konstant
Nombre d'établissements (pharmacies publiques, pharmacies d'hôpitaux, pharmacies privées de cabinets médicaux ou d'institutions de la santé, drogueries, centres de stockage du sang, institutions bénéficiant d'une autorisation de remettre des stupéfiants)		stabilité
Anzahl durchgeführte Inspektionen bei bewilligten Betrieben (vgl. oben)	180	konstant
Nombre d'inspections des établissements autorisés (voir ci-dessus)		stabilité
Anzahl durchgeführte Laboruntersuchungen von Arzneimitteln	350	konstant
Nombre d'analyses de produits thérapeutiques		stabilité
Anzahl ausgestellte Berufsausübungsbewilligungen (Apothekerinnen/Apotheker, Drogistinnen/Drogisten; inkl. Bewilligungen von Stellvertretungen)	60	konstant
Nombre d'autorisations d'exercer la profession délivrées (pharmacie, droguerie, y compris suppléance)		stabilité
Entsorgung nicht mehr verwendbarer Betäubungsmittel (kg)	5'800	steigend
Elimination des stupéfiants périmés (kg)		augmentation

5.7.6 Verbraucherschutz und Umweltsicherheit

5.7.6 Protection des consommateurs et de l'environnement





Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)

Beschreibung

Überwachung der Sicherheit von Lebensmitteln und Gebrauchsgegenständen mit Inspektionen und Untersuchungen zum Schutz der Konsumentinnen und Konsumenten vor gesundheitlichen Gefährdungen und vor Täuschungen.

Überwachung der Badewasserqualität in öffentlichen Beckenbädern mit Inspektionen und Untersuchungen zum Schutz der Gesundheit der Badegäste.

Information der Betriebe und der Bevölkerung auf Anfrage und spontan über wichtige Ergebnisse.

Schutz der Bevölkerung und der Umwelt vor Gefahrstoffen und gefährlichen Organismen, radioaktiver Strahlung, Störfällen auf Schiene und Strasse durch Überprüfung von Unterlagen und mit Inspektionen und Untersuchungen.

Description

Surveillance des denrées alimentaires et des divers objets usuels au moyen d'inspections et d'analyses afin de protéger la santé des consommateurs et d'empêcher les tromperies.

Contrôle de la qualité des eaux de baignade dans les piscines publiques au moyen d'inspections et d'analyses.

Information de la population et des entreprises en cas d'événement majeur.

Protection de la population et de l'environnement contre les matières et les organismes dangereux, contre le rayonnement radioactif et contre les accidents majeurs sur le rail et sur la route au moyen de contrôles des documents, d'inspections et d'enquêtes.

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte **2014**	Voranschlag Budget **2015**	Voranschlag Budget **2016**	Finanzplan Plan financier **2017**	**2018**	**2109**	CHF
(+) Erlöse	0	1'311'000	1'291'000	1'291'000	1'291'000	1'291'000	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	0	8'556'951	8'577'812	8'695'888	8'818'836	8'874'450	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	0	1'281'000	1'231'000	1'231'000	1'231'000	1'231'000	(-) Coûts matériels
(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	0	670'602	730'780	791'235	825'681	883'680	(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**0**	**-9'197'553**	**-9'248'592**	**-9'427'123**	**-9'584'517**	**-9'698'130**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	0	0	**0**	0	0	0	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	0	0	**0**	0	0	0	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	0	4'000	**4'000**	4'000	4'000	4'000	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**0**	**-9'193'553**	**-9'244'592**	**-9'423'123**	**-9'580'517**	**-9'694'130**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(+) Abgrenzungen	-	-	135'553	151'049	126'369	136'350	(+) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**-9'109'039**	**-9'272'074**	**-9'454'148**	**-9'557'780**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	Finanzplan Plan financier 2018	Finanzplan Plan financier 2019	CHF Solde I des produits
Kontrolle von Lebensmitteln, Gebrauchsgegenständen und Badewasser	0	-8'083'965	-7'760'952	-7'920'993	-8'057'251	-8'159'563	Contrôle des denrées alimentaires, des objets usuels et des eaux de baignade
Störfallvorsorge, Kontrolle der Bio-Sicherheit und von Gefahrstoffen sowie Radon	0	-1'113'587	-1'487'640	-1'506'130	-1'527'267	-1'538'567	Prévention des accidents majeurs, sécurité biologique, contrôle des substances dangereuses et du radon

Kommentar:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Die Planzahlen liegen im Rahmen der Vorjahresplanung. Einzig der Transfer von Stellen vom bzw. zum Kantonalen Laboratorium (KL) führte zu einer leichten Veränderung:

- Entlastung durch die Verschiebung von 2,5 Stellen zum Veterinärdienst der VOL ab Januar 2016
- Belastung durch die Verschiebung von 1,9 Stellen des beco zum KL ab Januar 2016.

Entwicklungsschwerpunkte

Verbraucherschutz: Umsetzung der auf 2016 in Kraft tretenden neuen Lebensmittelgesetzgebung.

Umweltsicherheit: Umsetzung der revidierten Störfallverordnung sowie Integration und Neuorganisation des Vollzugs der Verordnung vom 27. Februar 1991 über den Schutz vor Störfällen (Störfallverordnung, StFV; SR 814.012) im Bereich «Stationäre Betriebe».

Chancen und Risiken

Die Einführung der neuen Lebensmittelgesetzgebung mit neuen Kontrollfrequenzen ergibt möglicherweise neuen Bedarf an Kontrollressourcen, welche in den Planzahlen noch nicht berücksichtigt sind.

Commentaire:

Modifications par rapport à la planification précédente

Les chiffres inscrits au plan financier sont du même ordre de grandeur que les années précédentes. Seul le transfert de quelques postes du ou au laboratoire cantonal induit un léger changement :

- allègement en raison du transfert de 2,5 postes au Service vétérinaire de l'ECO en janvier 2016,
- alourdissement dû à celui de 1,9 poste du beco au laboratoire en janvier 2016.

Priorités de développement

Protection des consommateurs : exécution de la nouvelle législation sur les denrées alimentaires, qui entre en vigueur en 2016.

Protection de l'environnement : mise en œuvre de la révision de l'ordonnance du 27 février 1991 sur la protection contre les accidents majeurs (ordonnance sur les accidents majeurs, OPAM; RS 814.012) dans le secteur résidentiel.

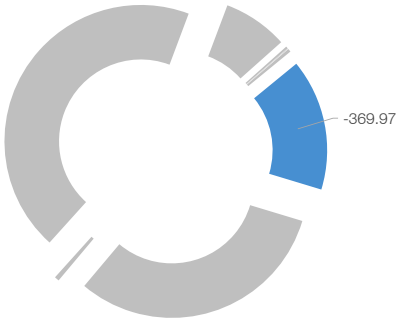
Chances et risques

L'application de la nouvelle législation sur les denrées alimentaires, qui modifie la fréquence des contrôles nécessaires, peut impliquer de nouvelles ressources dont la planification ne tient pas encore compte.

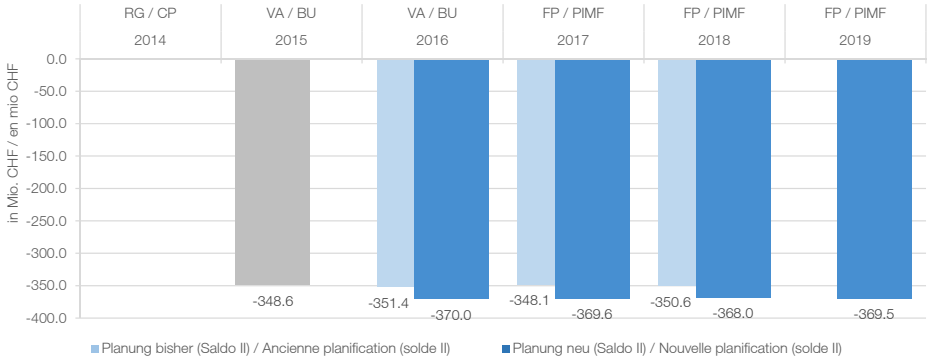
Leistungsinformationen zur Produktgruppe **Informations sur les prestations du groupe de produits**

Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat clôture des comptes 2014)	**Wert / Valeur**	**künftige Entwicklung / Evolution attendue**
Anzahl durchgeführte Inspektionen in den kontrollpflichtigen Betrieben pro Jahr	8'119	konstant
Nombre d'inspections des entreprises soumises au contrôle, par an		stabilité
Anzahl untersuchte Proben Lebensmittel-, Gebrauchsgegenstände-, Umwelt- und Badewasserproben pro Jahr	11'541	konstant
Nombre d'échantillons analysés (denrées alimentaires, objets usuels, environnement et eau de baignade) par an		stabilité
Anteil untersuchter Proben Lebensmittel-, Gebrauchsgegenstände-, Umwelt- und Badewasserproben, welche die gesetzlichen Normen erfüllen (%)	90	konstant
Nombre d'échantillons analysés (denrées alimentaires, objets usuels, environnement et eau de baignade) ne respectant pas la norme (%)		stabilité
Anzahl Störfälle mit schwerer Schädigung von Bevölkerung und Umwelt beim Transport gefährlicher Güter und beim Umgang mit gefährlichen und gentechnisch veränderten Organismen pro Jahr	0	konstant
Nombre d'accidents majeurs aux conséquences graves pour la population et pour l'environnement survenus par année lors du transport de marchandises dangereuses ou lors de la manutention d'organismes génétiquement modifiés ou de substances dangereuses		stabilité

5.7.7 Existenzsicherung und Integration



Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)



5.7.7 Garantie du minimum vital et intégration

Beschreibung

Existenzsicherung und berufliche Integration:

Rund 50'000 bedürftige Menschen werden im Kanton Bern im Rahmen der Existenzsicherung (Sozialhilfe im engeren Sinne) mit materiellen und immateriellen Leistungen unterstützt. Daneben werden Flüchtlinge und vorläufig Aufgenommene unterstützt.

Nicht versicherte sozialhilfeberechtigte Erwerbslose (z.B. Langzeitarbeitslose, erwerbslose Selbständige, Jugendliche sowie junge Erwachsene) nehmen an Angeboten und Massnahmen zur beruflichen und sozialen Integration teil (Beschäftigungs- und Integrationsmassnahmen der Sozialhilfe BIAS).

Suchthilfe und Gesundheitsförderung:

Angebote zur Förderung gesunder Lebensbedingungen und zur Verhinderung des Entstehens von Suchtverhalten werden bereitgestellt. Zielpublikum der Angebote sind primär Kinder und Jugendliche sowie junge Erwachsene.

Menschen, die suchtkrank oder suchtgefährdet sind, erhalten eine auf ihre individuelle Situation abgestimmte Unterstützung. Die Angebote werden durch die GEF bedarfsgerecht geplant, im Rahmen von Leistungsverträgen teilweise finanziert und unterliegen einem Controlling.

Soziale Integration und spezifische Integrationsleistungen:

Familien und Alleinerziehende haben zur sozialen Integration, der Vereinbarkeit von Familie und Beruf, der Chancengleichheit und Existenzsicherung Zugang zu familienergänzenden Betreuungsangeboten (Kitas und Tageseltern).

Die offene Kinder- und Jugendarbeit umfasst professionelle pädagogische Angebote für Kinder und Jugendliche zwischen 6 und 20 Jahren.

Description

Garantie du minimum vital et insertion professionnelle:

Quelque 50 000 personnes dans le besoin bénéficient dans le canton de Berne de prestations matérielles et immatérielles à titre de minimum vital (aide sociale au sens strict). Y ont droit également les personnes admises à titre provisoire ou réfugiées.

Les personnes non assurées et sans emploi tributaires de l'aide sociale (p.ex. chômeurs de longue durée, indépendants sans emploi, adolescents et jeunes adultes) peuvent participer aux mesures d'insertion sociale et professionnelle (programmes d'occupation et d'insertion proposés dans le cadre de l'aide sociale [POIAS]).

Aide aux personnes dépendantes et promotion de la santé:

Des programmes de promotion de la santé et de prévention des comportements addictifs sont mis sur pied. Ils s'adressent en premier lieu aux enfants ainsi qu'aux adolescents et aux jeunes adultes.

Les personnes dépendantes ou risquant de le devenir bénéficient d'une aide individualisée. La SAP planifie l'offre conformément aux besoins, cofinance les prestations au moyen de contrats de prestations et procède au controlling.

Insertion sociale et prestations spécifiques:

Les familles et, en particulier, les familles monoparentales disposent de structures d'accueil extrafamilial (garderies et familles de jour) pour leur permettre de subvenir à leurs besoins et de concilier famille et profession, afin de favoriser l'intégration sociale mais aussi de garantir l'égalité des chances.

L'animation de jeunesse comprend des prestations pédagogiques professionnelles destinées aux enfants et aux adolescents de 6 à 20 ans.

Die Mütter- und Väterberatung ist ein professionelles Beratungsangebot für Eltern und Erziehungsberechtigte mit Kindern bis zum vollendeten 5. Altersjahr.

Menschen mit Bedarf an sozialer Integration erhalten spezifische Integrationsleistungen z.B. Opferhilfe (z.B. Psychotherapiekosten, Anwaltskosten, Genugtuung und Entschädigung), Frauenhäuser, Notschlafstellen, Ehe- und Familienberatung oder Schuldenberatung.

Mit den Massnahmen aus dem Kantonalen Integrationsprogramm (KIP) wird ab 2014 die spezifische Integrationsförderung für Migrantinnen und Migranten gestärkt.

Les centres de puériculture fournissent des prestations de conseil professionnel aux parents et aux répondants d'enfants jusqu'à 5 ans révolus.

Les personnes le nécessitant bénéficient de prestations d'insertion sociale spécifiques, telles que l'aide aux victimes d'infractions (p.ex. frais de psychothérapie, honoraires d'avocat, indemnisation et réparation morale), les maisons d'accueil pour femmes, l'hébergement d'urgence, la consultation familiale et conjugale ou celle sur le désendettement.

Le Programme d'intégration cantonal (PIC) consolide les mesures spécifiques d'encouragement de l'intégration des personnes migrantes.

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	Finanzplan Plan financier 2018	Finanzplan Plan financier 2109	CHF
(+) Erlöse	0	0	0	0	0	0	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	0	6'289'293	6'680'954	6'579'801	6'654'380	6'712'780	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	0	932'500	1'066'500	1'066'500	1'066'499	1'066'500	(-) Coûts matériels
(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	0	171'782	158'730	24'331	23'254	19'312	(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**0**	**-7'393'575**	**-7'906'184**	**-7'670'631**	**-7'744'133**	**-7'798'592**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	0	105'602'300	**112'132'300**	113'248'300	112'596'800	113'264'300	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	0	450'289'798	**477'498'600**	478'445'600	476'168'600	478'245'600	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	0	3'500'000	**3'300'000**	3'300'000	3'300'000	3'300'000	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**0**	**-348'581'074**	**-369'972'484**	**-369'567'931**	**-368'015'933**	**-369'479'892**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(+) Abgrenzungen	-	-	2'141'229	2'028'371	-469'715	-399'804	(+) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**-367'831'255**	**-367'539'560**	**-368'485'647**	**-369'879'696**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	Finanzplan Plan financier 2018	Finanzplan Plan financier 2019	CHF Solde I des produits
Soziale Existenzsicherung	0	-3'935'523	-4'289'091	-4'162'130	-4'201'464	-4'230'569	Garantie du minimum vital social
Suchthilfe und Gesundheitsförderung	0	-950'051	-989'950	-962'575	-971'224	-977'648	Aide aux personnes dépendantes et promotion de la santé
Soziale Integration	0	-2'508'001	-2'627'142	-2'545'926	-2'571'445	-2'590'375	Insertion sociale

Kommentar:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Die bisherige Planung musste um knapp CHF 20 Millionen jährlich aufgestockt werden. Gründe dafür sind folgende:

- Mehrkosten in der wirtschaftlichen Hilfe für Wohnen sowie für Prämien der Krankenversicherer, freiwillige Platzierungen und Massnahmenvollzugskosten der POM;
- Ausgleich der zu viel bzw. zu wenig bezahlten KVG-Prämien im Kanton Bern;
- Berücksichtigung des Lohnsummenwachstums analog Kantonspersonal im subventionierten Bereich (2019).

Insgesamt bleibt der Saldo in den vier Planjahren praktisch konstant. Neben der Umsetzung der ASP-Massnahmen sowie den Kosten für das Lohnsummenwachstum berücksichtigen die Planzahlen ab 2017 die Umsetzung der Motion 260-2012 Studer, Niederscherli (SVP) vom 21. November 2012: Kostenoptimierung in der Sozialhilfe mit einem Rückgang der Kosten.

Entwicklungsschwerpunkte

Als Schwerpunkt werden im Rahmen der individuellen Sozialhilfe armutsbetroffene Menschen im Kanton Bern mit materiellen und immateriellen Leistungen unterstützt. Diese Leistungen sollen zu einheitlichen Bedingungen und möglichst kosteneffizient erbracht werden.

Eine weitere zentrale Zielsetzung besteht in der beruflichen und sozialen Integration dieser Menschen. Sie wird unter anderen auch mittels Beschäftigungsmassnahmen erreicht. Diverse Pilotprojekte sollen weitere Möglichkeiten für eine erfolgreiche Integration aufzeigen.

Tätigkeiten und Angebote, die das Entstehen von Suchtverhalten verhindern (Gesundheitsförderung/Prävention), Angebote, die suchtkranken Menschen Unterstützung bieten (Beratung/Therapie), sowie Angebote, die schwer Suchtkranken das Überleben sichern (Schadenminderung) stellen einen dritten Schwerpunkt dar.

Chancen und Risiken

Die Planwerte beruhen auf für die Sozialhilfe günstigen Szenarien. In der Sozialhilfe können ein allfälliger konjunktureller Rückgang, der Abbau von Leistungen in vorgelagerten Systemen (insbesondere Invaliden- und Arbeitslosenversicherung), Systemänderungen (z.B. individuelle Prämienverbilligung Art.65 KVG) sowie eine Zunahme des Bestandes an anerkannten Flüchtlingen und vorläufig Aufgenommenen zu erheblichen Mehraufwendungen führen. Ausmass und Eintreten können jedoch im heutigen Zeitpunkt nicht abgeschätzt werden.

Commentaire:

Modifications par rapport à la planification précédente

Les moyens planifiés précédemment ont dû être augmentés de quelque CHF 20 millions par an, pour les raisons suivantes :

- surcoût dans l'aide matérielle (frais de logement, primes d'assurance-maladie, placements volontaires et exécution des mesures de la POM) ;
- compensation des primes d'assurance-maladie excessives ou insuffisantes payées dans le canton ;
- croissance de la masse salariale dans le domaine subventionné, alignée sur celle du personnel cantonal (2019).

Globalement, le solde est pratiquement constant sur l'ensemble de la période. Le plan financier prend en compte la réalisation des mesures EOS, la croissance de la masse salariale et la mise en œuvre de la motion 260-2012 Studer, Niederscherli (UDC), du 21 novembre 2012 : Réduction des coûts de l'aide sociale, qui induit une diminution des coûts à partir de 2017.

Priorités de développement

L'aide sociale individuelle apporte aux personnes dans le besoin des prestations de soutien matérielles et immatérielles, qui sont à fournir selon des principes uniformes et de la manière la plus efficiente possible.

L'accent est également mis sur l'insertion professionnelle et sociale des bénéficiaires, notamment par le biais des programmes d'occupation. Plusieurs projets pilotes ont été lancés pour tester de nouvelles mesures d'insertion.

Un troisième champ d'action prioritaire recouvre les prestations destinées à prévenir l'apparition d'un comportement addictif (promotion de la santé/prévention), à venir en aide aux personnes dépendantes (consultations/thérapies) et, dans les cas graves, à assurer leur survie (réduction des risques).

Chances et risques

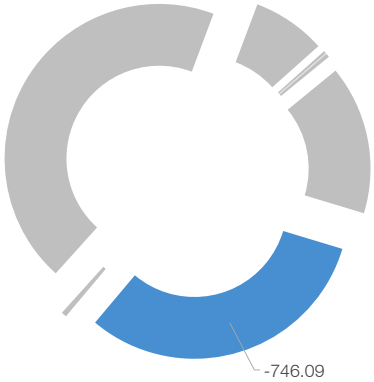
Les chiffres de la planification de l'aide sociale se basent sur des scénarios favorables. Des surcoûts considérables pourraient découler d'un recul de la conjoncture, de la suppression de prestations dans le dispositif en amont (assurance-invalidité et assurance-chômage surtout), de changements structurels (réduction individuelle des primes d'assurance-maladie selon l'art. 65 LAMal, p.ex.) et de l'augmentation du Nombre de personnes réfugiées ou admises à titre provisoire. L'ampleur de ces dépenses éventuelles ne peut cependant pas être évaluée à l'heure actuelle.

Leistungsinformationen zur Produktgruppe **Informations sur les prestations du groupe de produits**

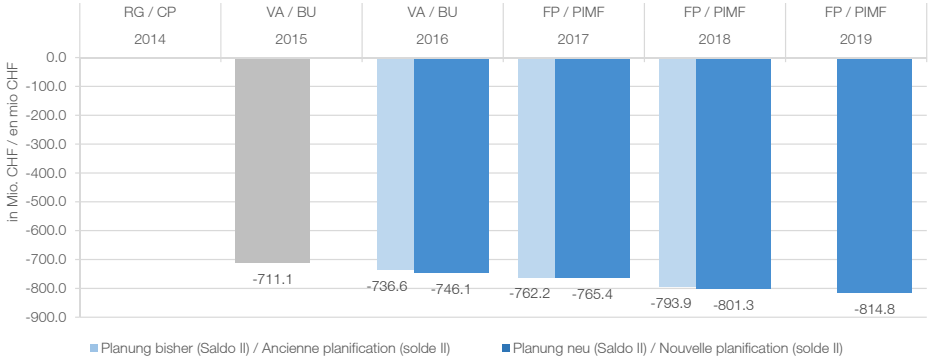
Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat clôture des comptes 2014)	**Wert / Valeur**	**künftige Entwicklung / Evolution attendue**
Anzahl unterstützte Personen in der individuellen Sozialhilfe (Gesamtbevölkerung 997'000)	47'029	konstant
Nombre de bénéficiaires de l'aide sociale individuelle (population totale 997'000)		stabilité
Sozialhilfequote (Anteil Sozialhilfebeziehende an Gesamtbevölkerung; %)	4.7	konstant
Taux d'aide sociale (pourcentage de bénéficiaires par rapport à la population totale; %)		stabilité
Anzahl Flüchtlinge und vorläufig Aufgenommene (> 7 Jahre) im Kanton Bern	4'532	steigend
Nombre de réfugiés et de personnes admises à titre provisoire (> 7 ans) dans le canton de Berne		augmentation
Anzahl Plätze in Beschäftigungs- und Integrationsmassnahmen der Sozialhilfe	etwa 1'000	konstant
Nombre de places des programmes d'occupation et d'insertion proposés dans le cadre de l'aide sociale		stabilité
Anzahl Plätze mit kantonal mitfinanzierten Elterntarifen in familienergänzenden Betreuungseinrichtungen (Kindertagesstätten)	3'420	steigend
Nombre de places d'accueil extrafamilial subventionnées par le canton dans les garderies		augmentation
Anzahl Plätze für suchtkranke Menschen in Therapieangeboten (stationäre Therapie, Wohnheime)	280	konstant
Nombre de places de thérapie pour toxicomanes (thérapie résidentielle, foyer)		stabilité

5.7.8 Angebote für Menschen mit einem Pflege-, Betreuungs-, besonderen Bildungsbedarf

5.7.8 Aide aux personnes ayant des besoins particuliers de soins, d'assistance ou de formation



Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)



Beschreibung

Für Menschen mit einem Pflege-, Betreuungs-, besonderen Bildungsbedarf werden die entsprechenden Angebote bereitgestellt. Die Angebote werden den Bedürfnissen entsprechend und den finanziellen Möglichkeiten des Kantons angepasst geplant und teilweise finanziert. Im Rahmen der Aufsicht werden Angebote anerkannt, bewilligt und kontrolliert.

Description

Les personnes ayant des besoins particuliers de soins, d'assistance ou de formation bénéficient d'une aide correspondante. Celle-ci est planifiée selon les besoins et cofinancée par le canton en fonction de ses possibilités financières. Les prestations sont reconnues, autorisées et contrôlées dans le cadre de la surveillance cantonale.

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte **2014**	Voranschlag Budget **2015**	Voranschlag Budget **2016**	Finanzplan Plan financier **2017**	**2018**	**2109**	CHF
(+) Erlöse	0	4'827'939	5'150'939	5'150'939	5'150'939	5'150'939	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	0	31'292'346	31'860'563	32'087'050	32'474'528	32'838'448	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	0	6'206'129	6'686'129	6'386'129	6'386'130	6'386'128	(-) Coûts matériels
(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	0	275'800	164'019	162'008	149'948	137'203	(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**0**	**-32'946'335**	**-33'559'772**	**-33'484'248**	**-33'859'667**	**-34'210'840**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	0	124'771'000	**126'054'800**	127'167'900	128'379'900	128'865'200	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	0	802'905'250	**838'598'962**	859'077'000	895'883'000	909'491'000	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	0	14'700	**16'200**	16'200	16'200	16'200	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**0**	**-711'065'885**	**-746'087'734**	**-765'377'148**	**-801'346'567**	**-814'820'440**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(+) Abgrenzungen	-	-	19'202'170	12'896'971	14'762'525	15'791'763	(+) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**-726'885'564**	**-752'480'177**	**-786'584'042**	**-799'028'677**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte **2014**	Voranschlag Budget **2015**	Voranschlag Budget **2016**	Finanzplan Plan financier **2017**	**2018**	**2019**	CHF Solde I des produits
Angebote für ältere und chronischkranke Menschen	0	-1'941'432	-1'825'422	-1'805'379	-1'823'416	-1'853'990	Aide aux personnes âgées et aux malades chroniques
Angebote für Erwachsene mit einer Behinderung	0	-1'755'147	-1'884'458	-1'865'446	-1'883'311	-1'913'321	Aide aux adultes handicapés
Angebote für Kinder und Jugendliche	0	-29'249'757	-29'849'892	-29'813'422	-30'152'940	-30'443'530	Aide aux enfants et aux adolescents

Kommentar:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Im Bereich Kinder und Jugendliche wird von einer leichten Zunahme des Bedarfs ausgegangen, da ein Anspruch auf sonderpädagogische Massnahmen grundsätzlich besteht, sobald er fachinstanzlich ausgewiesen ist. Gegenüber der bisherigen Planung wird der GEF-Pool um CHF 1 Millionen brutto (vor Lastenausgleich) bzw. CHF 0,5 Millionen netto (= Kantonsanteil) erhöht. Er dient der Unterstützung von Kindern und Jugendlichen mit Asperger Syndrom, schweren Wahrnehmungsstörungen und/oder schweren Störungen des Sozialverhaltens in der Regelschule. Ziel ist es, eine anderweitige Schulung (Sonderschulung) soweit möglich und sinnvoll zu verhindern.

Die ausgeprägte demografische Entwicklung im Behindertenbereich führt im Bereich Erwachsene mit einer Behinderung zu einer jährlichen Zunahme des Bedarfs von zwei bis vier Prozent. In der Planung wird wie schon im Vorjahr mit der optimistischen Variante von zwei Prozent gerechnet. Gegenüber der bisherigen Planung werden keine zusätzlichen finanziellen Mittel aufgenommen.

Im Bereich ältere und chronischkranke Menschen basiert die Berechnung des finanziellen Bedarfs auf erhobenen und hochgerechneten Pflegetagen. Gegenüber der bisherigen Planung werden zusätzliche finanzielle Mittel für die Umsetzung der nationalen Strategie Demenz sowie des kantonalen Konzepts «Palliative Care» aufgenommen. Im Spitexbereich wird aufgrund des alterspolitischen Grundsatzes «ambulant vor stationär» mit einem jährlichen Mengenwachstum von vier Prozent gerechnet (tiefster Wert der letzten Jahre). Gegenüber der bisherigen Planung werden keine zusätzlichen finanziellen Mittel eingestellt.

In den Planzahlen eingestellt ist in allen Bereichen das Lohnsummenwachstum analog Kantonspersonal, wobei sich dieses im Alters- und Langzeitbereich auf den Kanton als Restfinanzierer überproportional auswirkt. Die Beiträge der Krankenversicherer sind in der Bundesgesetzgebung fix festgesetzt und werden nicht automatisch angepasst. Dies führt dazu, dass sich der Kanton als Restfinanzierer überproportional am Lohnsummenwachstum beteiligen muss.

Unter Berücksichtigung des in der gesamtkantonalen Investitionsplanung ausgewiesenen Bedarfs werden die Budgetmittel im Investitionsbereich gegenüber der bisherigen Planung angehoben.

Entwicklungsschwerpunkte

Im Bereich Erwachsene mit einer Behinderung liegt der Schwerpunkt weiterhin in der Umsetzung des Behindertenkonzepts. Im Jahr 2016 beginnt mit der Teilnahme von rund 60 bis 70 Einzelpersonen und zwei bis drei Institutionen das Pilotprojekt I. Erstmals wird in diesem Rahmen subjektorientiert verfügt, finanziert und abgerechnet. Im Bereich Kinder und Jugendliche stehen die Arbeiten in den laufenden Projekten im Fokus.

Commentaire:

Modifications par rapport à la planification précédente

Il est prévu une légère augmentation des besoins dans le secteur des enfants et adolescents, car le droit aux mesures de pédagogie spécialisée est avéré dès qu'un service spécialisé les a ordonnées. Par rapport à la planification, le montant du Pool SAP est rehaussé de CHF 1 million brut (avant compensation des charges), soit de 0,5 million net (part du canton). Ce montant est affecté à la prise en charge des enfants et adolescents souffrant du syndrome d'Asperger, de troubles cognitifs ou de la personnalité graves au sein de l'école ordinaire. Il s'agit d'empêcher autant que faire se peut une autre forme de scolarisation (scolarisation spécialisée).

L'évolution démographique du secteur du handicap induit une augmentation annuelle des besoins de deux à quatre pour cent dans le secteur des handicapés adultes. La planification mise, comme l'année précédente, sur une augmentation optimiste de deux pour cent. Il n'est pas prévu d'accroître les moyens financiers par rapport à la planification précédente.

Dans le secteur des personnes âgées et malades chroniques, les moyens financiers sont calculés en fonction du relevé et de l'estimation des journées de soins. Par rapport à la planification précédente, des moyens financiers supplémentaires sont provisionnés pour la mise en œuvre de la stratégie nationale en matière de démence et de la stratégie cantonale des soins palliatifs. Dans l'aide et les soins à domicile, la planification table sur une augmentation annuelle du volume de quatre pour cent (valeur la plus petite des années précédentes), conformément au principe consistant à privilégier la prise en charge ambulatoire plutôt que le placement résidentiel. Il n'est pas prévu de moyens financiers supplémentaires par rapport à la planification précédente.

Dans tous les secteurs, la planification compte avec une croissance des salaires analogue à celle du personnel cantonal, ce qui se répercute de manière disproportionnée sur le canton, car c'est lui qui assume le financement résiduel dans le secteur des personnes âgées et de longue durée. La participation des assureurs-maladie, fixée par la législation fédérale, elle, n'est pas adaptée automatiquement. Responsable du financement résiduel, le canton doit donc assumer à lui seul les augmentations de salaire.

Vu les besoins figurant dans le plan d'investissement intégré, le budget des investissements augmente par rapport à la planification précédente.

Priorités de développement

Dans le secteur des handicapés adultes, priorité est donnée à la mise en œuvre de la stratégie en faveur des personnes handicapées. De 60 à 70 personnes ainsi que deux ou trois institutions participeront au projet pilote I qui commence en 2016. Les décisions, le financement et le décompte s'effectueront désormais par sujet. En ce qui concerne les enfants et les adolescents, les projets en cours sont prioritaires.

Unter Führung des Erziehungsdirektors werden im Projekt «Strategie Sonderschulung» die zentralen Fragen der Sonderpädagogik weiterbearbeitet, die sich aufgrund ihrer speziellen Verortung im Kanton Bern ergeben.

Im Projekt «Optimierung der ergänzenden Hilfen zur Erziehung im Kanton Bern» unter der Federführung der JGK wird die möglichst einheitliche Regelung der Finanzierung und Aufsicht der ambulanten, teilstationären und stationären Angebote der Kinder- und Jugendhilfe angestrebt.

Im Bereich ältere und chronischkranke Menschen liegen die Schwerpunkte in der Umsetzung der nationalen Strategie Demenz und des kantonalen Konzepts Palliative Care sowie in der Fortführung der Massnahmen in den alterspolitischen Handlungsfeldern. Die nächsten Planungsberichte (Altersbericht, Behindertenbericht) zum aktuellen Stand der Arbeiten sind für das Jahr 2016 vorgesehen.

Chancen und Risiken

Bei der Alters- und Behindertenhilfe werden der Bedarf und damit die Kosten auch in den kommenden Jahren weiter zunehmen. Hauptursache ist die demografische Entwicklung. So nimmt die Anzahl der pflege- und betreuungsbedürftigen Personen sowohl im Alters- als auch im Behindertenbereich stark zu. In Folge verfeinerter Diagnostik ist jedoch auch im Bereich Kinder und Jugendliche mit einer Zunahme des Unterstützungsbedarfs zu rechnen. Die Kostenfolgen können nur grob geschätzt werden.

Auch die Umsetzung des Behindertenkonzepts im Erwachsenenbereich hat Einfluss auf die Entwicklung der Kosten. Es stehen sich kostensteigernde und kostendämpfende Faktoren gegenüber. Einerseits dürften neue Angebotsformen, welche einer durchlässigen Versorgung Rechnung tragen, zu Mehrkosten führen. Andererseits kann insbesondere mit der Einführung von ambulanten Leistungen (Assistenz) neu auch wie im Altersbereich dem Grundsatz «ambulant vor stationär» Rechnung getragen werden. Hierbei muss der Systemwechsel gemäss politischer Vorgabe kostenneutral erfolgen, was insbesondere über die Einführung einer bedarfsgerechten Steuerung mittels eines standardisierten Abklärungsverfahrens und Normkosten gewährleistet werden soll.

La stratégie en faveur de la scolarisation spécialisée, dirigée par le directeur de l'instruction publique, traite les questions de pédagogie spécialisée spécifiques en raison de sa place particulière dans le canton de Berne.

Le projet d'optimisation des aides éducative complémentaires sous l'égide de la JCE étudie le moyen de régler uniformément le financement et la surveillance de la prise en charge ambulatoire, semi-résidentielle et résidentielle des enfants et adolescents.

Dans le secteur des personnes âgées et des malades chroniques, l'accent est mis sur la mise en œuvre de la stratégie nationale en matière de démence et du programme cantonal de soins palliatifs ainsi que sur la poursuite des mesures prises dans les divers domaines d'intervention de la politique du 3e âge. Les prochains rapports de planification (âge et handicap) sur l'avancée des travaux sont prévus pour 2016.

Chances et risques

Dans le secteur du 3e âge et du handicap, les besoins, partant les coûts, continueront d'augmenter ces prochaines années, principalement en raison de l'évolution démographique. Le nombre de personnes nécessitant une prise en charge et des soins médicaux s'accroît ainsi fortement tant dans le 3e âge que dans le handicap. Une analyse fine montre aussi une augmentation des besoins d'aide dans le secteur des enfants et adolescents. Les dépenses qui en résultent ne peuvent être évaluées que grossièrement.

La mise en œuvre de la stratégie en faveur des personnes handicapées influence également l'évolution des coûts dans le secteur des adultes handicapés, certains facteurs favorisant une augmentation des dépenses, d'autres une réduction. D'une part, les nouvelles formes de prise en charge intégrative induisent des coûts supplémentaires. D'autre part, l'introduction des prestations ambulatoires (assistance), en particulier, devrait permettre de privilégier l'ambulatoire sur le résidentiel, à l'instar du 3e âge. Les impératifs politiques exigent cependant que le changement de système se fasse sans incidence financière, ce qui implique l'introduction d'un pilotage conforme aux besoins par une procédure d'évaluation standardisée et des coûts normatifs.

Leistungsinformationen zur Produktgruppe **Informations sur les prestations du groupe de produits**

Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat clôture des comptes 2014)	**Wert / Valeur**	**künftige Entwicklung / Evolution attendue**
Anzahl bewilligte Plätze in der stationären Alterspflege (Pflegeheime) im Kanton Bern (Wert Jahr X-1, d.h. 2013)	14'572	steigend
Nombre de places autorisées dans les institutions pour personnes âgées (EMS) du canton de Berne (valeur année X-1, soit 2013)		augmentation
Anzahl bewilligte Plätze in Wohnheimen für erwachsene Menschen mit einer Behinderung im Kanton Bern	3'781	steigend
Nombre de places autorisées dans les institutions pour adultes handicapés du canton de Berne		augmentation
Anzahl bewilligte Plätze in Wohn- und Sonderschulheimen und heilpädagogischen Schulen für Kinder- und Jugendliche im Kanton Bern (Wert Jahr X-1, d.h. 2013)	3'292	steigend
Nombre de places autorisées dans les foyers, foyers scolaires spécialisés et écoles de pédagogie curative pour les enfants et adolescents du canton de Berne (valeur année X-1, soit 2013)		augmentation
Anzahl Klientinnen/Klienten in Pflegeheimen im Kanton Bern (Wert Jahr X-1, d.h. 2013)	13'458	steigend
Nombre de pensionnaires dans les EMS du canton de Berne (valeur année X-1, soit 2013)		augmentation
Anzahl Klientinnen/Klienten, welche Hilfe und Pflege zu Hause (Spitex) in Anspruch nehmen im Kanton Bern (Wert Jahr X-1, d.h. 2013)	36'932	steigend
Nombre de bénéficiaires de l'aide et des soins à domicile du canton de Berne (valeur année X-1, soit 2013)		augmentation
Anzahl erwachsene Menschen mit einer Behinderung in Wohnheimen, Tagesstätten und Werkstätten (mit Wohnsitz im Kanton Bern; Wert Jahr X-1, d.h. 2013)	7'108	steigend
Nombre d'adultes handicapés dans les homes, centres de jour et ateliers (domiciliés dans le canton de Berne; valeur année X-1, soit 2013)		augmentation
Anzahl Kinder und Jugendliche in Wohn- und Sonderschulheimen und heilpädagogischen Schulen (mit Wohnsitz im Kanton Bern; Wert Jahr X-1, d.h. 2013)	3'475	steigend
Nombre d'enfants et adolescents dans les foyers, foyers scolaires spécialisés et écoles de pédagogie curative (domiciliés dans le canton de Berne; valeur année X-1, soit 2013)		augmentation
Durchschnittliche Pflegeeinstufung von Klientinnen/Klienten in der stationären Alterspflege (Pflegeheime) im Kanton Bern (Minimum 0; Maximum 12; Wert Jahr X-1, d.h. 2013)	5.3	steigend
Degré de soins moyen des personnes en EMS du canton de Berne (minimum 0, maximum 12; valeur année X-1, soit 2013)		augmentation

5.8 Spezialfinanzierungen
5.8.1 Fonds für Spitalinvestitionen

5.8 Financements spéciaux
5.8.1 Fonds d'investissements hospitaliers

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Laufende Rechnung							**Compte de fonctionnement**
Aufwand	**74'954'732**	**89'650'000**	**57'272'000**	**36'698'000**	**13'163'000**	**20'163'000**	**Charges**
Veränderung		*19.60%*	*–36.11%*	*–35.92%*	*–64.13%*	*53.17%*	*Modification*
Ertrag	**74'954'732**	**89'650'000**	**57'272'000**	**36'698'000**	**13'163'000**	**20'163'000**	**Revenus**
Veränderung		*19.60%*	*–36.11%*	*–35.92%*	*–64.13%*	*53.17%*	*Modification*
Saldo	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Solde**
Veränderung							*Modification*
Aufwand							**Charges**
31 Sachaufwand	2'902	20'000	120'000	65'000	30'000	30'000	31 Biens, services et marchandises
33 Abschreibungen	73'966'757	89'250'000	57'100'000	36'600'000	13'100'000	20'100'000	33 Amortissements
36 Eigene Beiträge	349'549	0	0	0	0	0	36 Subventions accordées
39 Interne Verrechnungen	635'523	380'000	52'000	33'000	33'000	33'000	39 Imputations internes
Ertrag							**Revenus**
48 Entnahmen aus Spezialfinanzierungen / Abschluss Besondere Rechnungen	74'954'732	89'650'000	57'272'000	36'698'000	13'163'000	20'163'000	48 Prélèvements sur les financements spéciaux / Clôture des comptes spéciaux
Investitionsrechnung							**Compte des investissements**
Ausgaben	**75'502'571**	**89'250'000**	**57'100'000**	**36'600'000**	**13'100'000**	**20'100'000**	**Dépenses**
Veränderung		*18.20%*	*–36.02%*	*–35.90%*	*–64.20%*	*53.43%*	*Modification*
Einnahmen	**1'589'145**	**33'335**	**33'335**	**33'295**	**0**	**0**	**Recettes**
Veränderung		*–97.90%*	*0.00%*	*–0.11%*	*–100.00%*		*Modification*
Saldo	**–73'913'426**	**–89'216'665**	**–57'066'665**	**–36'566'705**	**–13'100'000**	**–20'100'000**	**Solde**
Veränderung		*20.70%*	*–36.03%*	*–35.92%*	*–64.17%*	*53.43%*	*Modification*
Ausgaben							**Dépenses**
50 Sachgüter	93'229	0	0	0	0	0	50 Investissements propres
56 Eigene Beiträge	75'409'342	89'250'000	57'100'000	36'600'000	13'100'000	20'100'000	56 Subventions accordées
Einnahmen							**Recettes**
62 Rückzahlung von Darlehen und Beteiligungen	53'335	33'335	33'335	33'295	0	0	62 Remboursement de prêts et de participations
66 Beiträge für eigene Rechnung	1'535'810	0	0	0	0	0	66 Subventions acquises

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Vermögensbestand per 1.1.	393'607'868	318'653'135	229'003'135	171'731'135	135'033'135	121'870'135	Etat du patrimoine au 1.1.
Vermögensbestand per 31.12.	318'653'135	229'003'135	171'731'135	135'033'135	121'870'135	101'707'135	Etat du patrimoine au 31.12.
Vermögensveränderung	–74'954'733	–89'650'000	**–57'272'000**	–36'698'000	–13'163'000	–20'163'000	Variation du patrimoine

Kommentar

Basierend auf der Teilrevision des Bundesgesetzes vom 18. März 1994 über die Krankenversicherung (KVG; SR 832.10) werden seit dem 1. Januar 2012 alle stationären Leistungen der Listenspitäler pauschal und leistungsbezogen abgegolten. Mit diesem Systemwechsel werden somit über den Fonds für Spitalinvestitionen keine neuen Geschäfte mehr finanziert. Die Planwerte gelten deshalb nur noch für Geschäfte, die vor dem 31. Dezember 2011 bewilligt wurden.

Die geplanten Zahlungen der per 1. Januar 2015 noch nicht abgeschlossenen 54 Projekte basieren auf den jeweiligen Ausführungsplanungen, insbesondere für die folgenden Grossprojekte (über CHF 10 Mio.):

Inselspital:

- Intensiv-, Notfall- und Operationszentrum
- Phase 3 der Infrastruktur-Sanierung
- Bau Hybrid-OP und Hochpräzisions-OP im INO
- Erneuerung Kinderklinik
- Instandsetzung der Spitalpharmazie
- Ersatz von zwei Radio-Onkologiegeräten.

Projekte an den Regionalen Spitalzentren:

- Spitalregion Oberaargau (SRO) AG, Bauliche Instandstellung – Etappe 2
- Spitalzentrum Biel (SZB) AG, bauliche Erneuerung und Erneuerung Wirtschaftstrakt sowie Gesamterneuerung
- Spitäler fmi AG, Erneuerung und Erweiterung Notfall, OP-Abteilung und Haus K.

Rehabilitationskliniken:

- Sanierung des Hauptgebäudes des Berner Rehazentrums Heiligenschwendi.

Aufgrund der Tatsache, dass nur noch Geschäfte finanziert werden, welche vor 2011 bewilligt wurden, reduziert sich der Bestand des Fonds in den nächsten Jahren sukzessive.

Commentaire

Suite à la modification de la loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie (LAMal ; RS 832.10) au 1er janvier 2012, tous les traitements hospitaliers fournis par les établissements répertoriés sont désormais rémunérés par des forfaits liés aux prestations. Le Fonds d'investissements hospitaliers ne finance plus aucun nouveau projet depuis l'introduction de ce régime. Par conséquent, les estimations du plan valent uniquement pour les affaires approuvées avant le 31 décembre 2011.

Les versements prévus pour les 54 objets, basés sur la planification des soins, qui ne sont pas encore achevés au 1er janvier 2015 concernent en particulier les grands projets suivants (supérieurs à CHF 10 mio) :

Hôpital de l'Ile :

- extension du centre des soins intensifs, des urgences et de chirurgie (IUC)
- 3e phase de rénovation de l'infrastructure
- construction d'une salle d'opération hybride et d'une salle d'opération de haute précision à l'IUC
- rénovation de la clinique de pédiatrie
- rénovation de la pharmacie
- remplacement de deux appareils de radio-oncologie.

Centres hospitaliers régionaux:

- SRO AG : 2e étape des travaux de rénovation
- Centre hospitalier Bienne SA : rénovation et agrandissement du bâtiment de services ainsi que rénovation complète
- Spitäler fmi AG : rénovation et extension du service des urgences et du bloc opératoire du CHR ainsi que rehaussement du bâtiment K.

Cliniques de réadaptation :

- Centre de réadaptation de Heiligenschwendi : rénovation du bâtiment principal.

Comme le Fonds finance encore uniquement des projets approuvés avant 2012, sa dotation se réduira progressivement ces années prochaines.

5.8.2 Fonds für Suchtprobleme

5.8.2 Fonds de lutte contre la toxicomanie

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Laufende Rechnung							**Compte de fonctionnement**
Aufwand	**6'319'305**	**6'799'298**	**6'591'100**	**6'991'100**	**6'605'100**	**6'597'100**	**Charges**
Veränderung		*7.59%*	*–3.06%*	*6.06%*	*–5.52%*	*–0.12%*	*Modification*
Ertrag	**6'319'305**	**6'799'298**	**6'591'100**	**6'991'100**	**6'605'100**	**6'597'100**	**Revenus**
Veränderung		*7.59%*	*–3.06%*	*6.06%*	*–5.52%*	*–0.12%*	*Modification*
Saldo	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Solde**
Veränderung							*Modification*
Aufwand							**Charges**
31 Sachaufwand	19'286	100'000	100'000	100'000	100'000	100'000	31 Biens, services et marchandises
36 Eigene Beiträge	6'259'370	6'632'198	6'424'000	6'824'000	6'438'000	6'430'000	36 Subventions accordées
39 Interne Verrechnungen	40'648	67'100	67'100	67'100	67'100	67'100	39 Imputations internes
Ertrag							**Revenus**
43 Entgelte	60'454	0	0	0	0	0	43 Contributions
44 Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung	3'243'420	3'500'000	3'300'000	3'300'000	3'300'000	3'300'000	44 Parts à des recettes et contributions sans affectation
46 Beiträge für eigene Rechnung	2'964'907	3'250'000	2'950'000	2'950'000	2'950'000	2'950'000	46 Subventions acquises
48 Entnahmen aus Spezialfinanzierungen / Abschluss Besondere Rechnungen	50'523	49'298	341'100	741'100	355'100	347'100	48 Prélèvements sur les financements spéciaux / Clôture des comptes spéciaux
Investitionsrechnung							**Compte des investissements**
Ausgaben	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Dépenses**
Veränderung							*Modification*
Einnahmen	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Recettes**
Veränderung							*Modification*
Saldo	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Solde**
Veränderung							*Modification*
Ausgaben							**Dépenses**
Einnahmen							**Recettes**

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Vermögensbestand per 1.1.	2'110'660	2'060'136	2'010'838	1'669'738	928'638	573'538	Etat du patrimoine au 1.1.
Vermögensbestand per 31.12.	2'060'136	2'010'838	1'669'738	928'638	573'538	226'438	Etat du patrimoine au 31.12.
Vermögensveränderung	–50'524	–49'298	**–341'100**	–741'100	–355'100	–347'100	Variation du patrimoine

Kommentar

Die Mittel des Fonds für Suchtprobleme werden für die Finanzierung unbefristeter und befristeter Massnahmen zur Prävention und Behandlung von substanzgebundenen und -ungebundenen Abhängigkeitsformen sowie zur allgemeinen, nicht medizinischen Gesundheitsförderung eingesetzt.

Der Fonds für Suchtprobleme wird aus folgenden Quellen gespiesen:

- Alkoholzehntel des Bundes
- Einnahmen gemäss Gastgewerbegesetz vom 11. November 1993 (GGG; BSG 935.11)
- Anteil aus der eidgenössischen Spielbankenabgabe
- Einnahmen Swisslos.

Die Ausgabenplanung umfasst einerseits die Fortführung bestehender unbefristeter Angebote (z.B. Blaues Kreuz, Kontakt- und Anlaufstelle Bern und Cactus in Biel). Andererseits sind Projekte aufgeführt, deren Laufzeit nach aktuellem Stand befristet ist, insbesondere das Projekt Erziehungsberatung bei der Mütter- und Väterberatung.

Commentaire

Le Fonds de lutte contre la toxicomanie sert à financer les mesures de prévention et de traitement des dépendances (liées ou non à une substance) ainsi que des mesures générales – non médicales – de promotion de la santé.

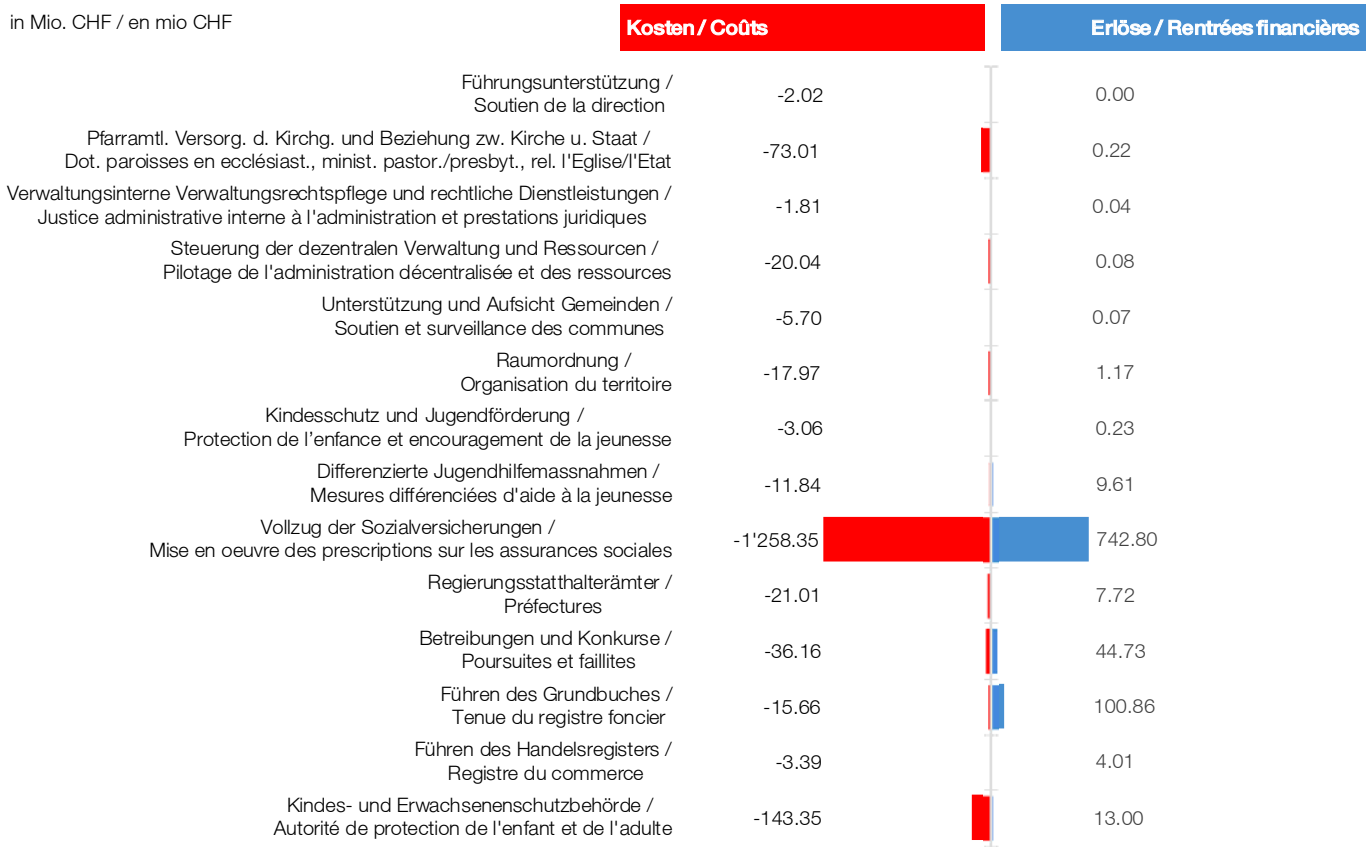
Le Fonds est alimenté par les sources suivantes :

- part allouée au canton de Berne sur le produit net de la Régie fédérale des alcools (dîme de l'alcool)
- redevance d'alcool conformément à la loi du 11 novembre 1993 sur l'hôtellerie et la restauration (LHR ; RSB 935.11)
- part de l'impôt fédéral sur les maisons de jeu
- part du bénéfice de Swisslos.

Le plan des dépenses comprend, d'une part, la poursuite des programmes de durée indéterminée (Croix–Bleue, Centre d'accueil et de contact Cactus de Bienne) et, d'autre part, des projets qui sont pour l'heure de durée déterminée, tel que celui du service psychologique pour enfants au Centre de puériculture.

6 Justiz-, Gemeinde- und Kirchendirektion (JGK)

6.1 Übersicht der Kosten und Erlöse nach Produktgruppen (VA 2016, Saldo II)



6.2 Produktgruppensaldi II (Betriebsbuchhaltung)

in Millionen CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	en millions CHF
Führungsunterstützung	-1.8	-2.0	-2.0	-2.0	-2.0	-2.1	Soutien de la direction
Pfarramtliche Versorgung der Kirchgemeinden und Beziehung zwischen Kirche und Staat	-72.6	-73.3	-72.8	-72.4	-73.1	-73.9	Dotation des paroisses en ecclésiastiques et suivi des ministères pastoraux et presbytéraux, relations entre l'Eglise et l'Etat
Verwaltungsinterne Verwaltungsrechtspflege und rechtliche Dienstleistungen	-1.4	-1.6	-1.8	-1.8	-1.6	-1.5	Justice administrative interne à l'administration et prestations juridiques
Steuerung der dezentralen Verwaltung und Ressourcen	-20.0	-20.8	-20.0	-20.2	-20.2	-20.7	Pilotage de l'administration décentralisée et des ressources
Unterstützung und Aufsicht Gemeinden	-9.0	-5.9	-5.6	-5.5	-5.9	-5.9	Soutien et surveillance des communes
Raumordnung	-11.7	-13.3	-16.8	-15.9	-14.3	-13.5	Organisation du territoire
Kindesschutz und Jugendförderung	-2.5	-2.8	-2.8	-2.9	-2.9	-2.9	Protection de l'enfance et encouragement de la jeunesse
Differenzierte Jugendhilfemassnahmen	-1.3	-2.2	-2.2	-2.2	-2.2	-2.2	Mesures différenciées d'aide à la jeunesse
Vollzug der Sozialversicherungen	-492.1	-525.8	-515.6	-537.5	-558.8	-559.3	Mise en oeuvre des prescriptions sur les assurances sociales
Regierungsstatthalterämter	-12.0	-13.2	-13.3	-13.5	-13.7	-13.7	Préfectures
Betreibungen und Konkurse	13.8	7.6	8.6	8.3	7.8	7.5	Poursuites et faillites
Führen des Grundbuches	108.1	95.1	85.2	90.2	90.2	90.1	Tenue du registre foncier
Führen des Handelsregisters	1.2	0.6	0.6	0.6	0.7	0.6	Registre du commerce
Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde	-125.6	-119.6	-130.4	-130.3	-130.6	-130.9	Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte
Total	**-626.8**	**-677.1**	**-688.8**	**-705.1**	**-726.7**	**-728.4**	**Total**

6 Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques (JCE)

6.1 Aperçu des coûts et des rentrées financières par groupe de produits (budget 2016, solde II)

6.2 Soldes II des groupes de produits (comptabilité analytique d'exploitation)

6.3 Entwicklungsschwerpunkte der Direktion

Die laufenden Diskussionen um die Prämienverbilligungen für die Krankenkassen mit der geplanten Volksabstimmung aufgrund des Referendums gegen den Abbau der Sozialleistungen sowie die Abgrenzung der Massnahmenkosten der KESB gegenüber den übrigen Sozialleistungen der GEF werden auch in den folgenden Jahren im Fokus der politischen Diskussionen stehen. Mit dem Bericht zum Verhältnis Kirche-Staat vom März 2015 wurde zudem eine weitere Diskussion in Gang gesetzt, welche unter anderem eine Klärung der finanziellen Verantwortung des Kantons für die Landeskirchen bringen soll. Schliesslich werden auch die Aufgaben im Bereich Raumplanung und Landschaftsschutz (Kulturlandinitiative, Umsetzung Zweitwohnungsinitiative) sowie die Arbeiten zur Optimierung der Gemeindefinanzen (Umsetzung HRM2, Prüfung von Gemeindefusionen) politische Schwerpunkte der JGK bilden, die eine sorgfältige finanzielle Planung erfordern.

6.3 Priorités de développement de la Direction

Les discussions actuelles sur la réduction des primes d'assurance-maladie, avec la votation populaire prévue en raison du référendum contre le démantèlement des prestations sociales, ainsi que sur la délimitation des coûts des mesures des APEA par rapport aux autres prestations sociales de la SAP resteront au cœur des préoccupations politiques au cours des prochaines années. Le rapport sur les relations entre l'Eglise et l'Etat de mars 2015 a par ailleurs ouvert un autre débat, qui devrait notamment permettre de clarifier la responsabilité financière du canton par rapport aux Eglises nationales. Enfin, les tâches relevant de l'aménagement du territoire et de la protection du paysage (initiative sur les terres cultivables, mise en œuvre de l'initiative sur les résidences secondaires) ainsi que les travaux relatifs à l'optimisation des finances communales (mise en œuvre du MCH2, examen des fusions de communes) compteront également parmi les priorités politiques de la JCE qui nécessitent une planification financière rigoureuse.

6.4 Laufende Rechnung

6.4 Compte de fonctionnement

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Laufende Rechnung							**Compte de fonctionnement**
Aufwand	**1'534'744'322**	**1'569'852'962**	**1'612'641'873**	**1'663'413'489**	**1'706'759'629**	**1'723'493'446**	**Charges**
Veränderung		*2.28%*	*2.72%*	*3.14%*	*2.60%*	*0.98%*	*Modification*
Ertrag	**908'307'959**	**892'185'352**	**925'666'925**	**958'938'185**	**979'621'364**	**994'329'383**	**Revenus**
Veränderung		*–1.77%*	*3.75%*	*3.59%*	*2.15%*	*1.50%*	*Modification*
Saldo	**–626'436'363**	**–677'667'609**	**–686'974'947**	**–704'475'303**	**–727'138'265**	**–729'164'063**	**Solde**
Veränderung		*8.17%*	*1.37%*	*2.54%*	*3.21%*	*0.27%*	*Modification*
Aufwand							**Charges**
30 Personalaufwand	186'884'447	192'072'975	192'310'913	192'786'362	194'473'887	196'073'964	30 Charges de personnel
31 Sachaufwand	142'489'487	129'114'746	140'956'891	140'726'291	140'366'291	140'366'291	31 Biens, services et marchandises
32 Passivzinsen	15'485	75'400	75'300	75'300	75'300	75'300	32 Intérêts passifs
33 Abschreibungen	2'782'695	3'375'941	4'446'530	4'586'436	4'605'051	4'978'791	33 Amortissements
35 Entschädigungen an Gemeinwesen für Dienstleistungen	218'866	263'000	263'000	263'000	263'000	263'000	35 Dédommagements pour prestations de services de collectivités publiques
36 Eigene Beiträge	1'190'920'534	1'233'475'800	1'260'901'939	1'311'668'800	1'353'668'800	1'368'428'800	36 Subventions accordées
37 Durchlaufende Beiträge	1'714'704	80'000	80'000	80'000	80'000	80'000	37 Subventions redistribuées
39 Interne Verrechnungen	9'718'101	11'395'100	13'607'300	13'227'300	13'227'300	13'227'300	39 Imputations internes
Ertrag							**Revenus**
40 Steuern	110'699'068	97'000'000	87'000'000	92'000'000	92'000'000	92'000'000	40 Impôts
42 Vermögenserträge	82'463	90'300	90'300	90'300	90'300	90'300	42 Revenus des biens
43 Entgelte	98'885'336	84'880'352	90'706'225	90'808'085	90'854'064	90'915'983	43 Contributions
44 Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung	79'927	28'300	70'000	70'000	70'000	70'000	44 Parts à des recettes et contributions sans affectation
46 Beiträge für eigene Rechnung	693'701'272	705'834'000	744'334'900	772'504'300	793'141'500	807'787'600	46 Subventions acquises
47 Durchlaufende Beiträge	1'714'704	80'000	80'000	80'000	80'000	80'000	47 Subventions à redistribuer
49 Interne Verrechnungen	3'145'186	4'272'400	3'385'500	3'385'500	3'385'500	3'385'500	49 Imputations internes

Entwicklung der Laufenden Rechnung

Die vom Grossen Rat schwergewichtig beim Amt für Sozialversicherungen beschlossenen ASP-Massnahmen führen zusammen mit höheren Bundesbeiträgen bei den Prämienverbilligungen, aber auch mit höheren Kosten bei den Ergänzungsleistungen, per Saldo zu einer Entlastung und damit zu einer Verbesserung von CHF 10,8 Millionen im Voranschlag 2016.
Bei den Grundbuchämtern ist aufgrund der seit 1.1.2015 möglichen Stundung der Handänderungssteuern für das Jahr 2016 mit einem Rückgang von CHF 10,0 Millionen und für die Jahre 2017–2019 mit einem Rückgang von CHF 5,0 Millionen gegenüber der Planung des Vorjahres zu rechnen.

Evolution du compte de fonctionnement

Les mesures EOS décidées par le Grand Conseil, qui ont surtout eu des répercussions pour l'Office des assurances sociales, combinées à une augmentation des subventions fédérales, ont permis de diminuer les charges malgré la hausse des coûts liés aux prestations complémentaires, ce qui se traduit par une amélioration de quelque CHF 10,8 millions dans le budget 2016.
S'agissant des bureaux du registre foncier, un recul de CHF 10,0 millions pour l'année 2016 et de CHF 5,0 millions pour les années 2017 à 2019 est prévu par rapport aux prévisions de l'année précédente en raison de la nouvelle possibilité, depuis le 1er janvier 2015, de demander un sursis au paiement de l'impôt sur les mutations.

Bei den Kindes- und Erwachsenenschutzbehörden führen kantonsinterne Lastenverschiebungen, eine konsequente Vollkostenabgeltung an die Platzierungseinrichtungen sowie höhere Abgeltungen an die Sozialdienste für die Jahre 2016–2019 zu einem höheren Aufwandsaldo von CHF 10,3 Millionen als im Voranschlag des Vorjahres.

Pour ce qui est des autorités de protection de l'enfant et de l'adulte, des transferts de charges internes au canton, le décompte systématique des coûts complets des institutions de placement ainsi qu'un accroissement des frais des services sociaux devant être remboursés ont entraîné, pour les années 2016 à 2019, une augmentation des charges de CHF 10,3 millions par rapport au budget de l'année précédente.

6.5 Investitionsrechnung

6.5 Compte des investissements

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Investitionsrechnung							**Compte des investissements**
Ausgaben	**3'380'683**	**2'000'000**	**5'000'000**	**4'000'000**	**2'500'000**	**2'500'000**	**Dépenses**
Veränderung		*–40.84%*	*150.00%*	*–20.00%*	*–37.50%*	*0.00%*	*Modification*
Einnahmen	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Recettes**
Veränderung							*Modification*
Saldo	**–3'380'683**	**–2'000'000**	**–5'000'000**	**–4'000'000**	**–2'500'000**	**–2'500'000**	**Solde**
Veränderung		*–40.84%*	*150.00%*	*–20.00%*	*–37.50%*	*0.00%*	*Modification*
Ausgaben							**Dépenses**
50 Sachgüter	2'504'067	1'854'080	2'200'000	2'200'000	1'700'000	2'000'000	50 Investissements propres
56 Eigene Beiträge	876'616	145'920	2'800'000	1'800'000	800'000	500'000	56 Subventions accordées
Einnahmen							**Recettes**
60 Abgang von Sachgütern	0	0	0	0	0	0	60 Transferts au patrimoine financier
66 Beiträge für eigene Rechnung	0	0	0	0	0	0	66 Subventions acquises

Entwicklung der Investitionsrechnung

Das Budget für die Investitionsrechnung im Informatikbereich des Amtes für Betriebswirtschaft und Aufsicht bleibt in den Jahren 2016 und 2017 stabil, musste aber aufgrund der Plafonierung für das Jahr 2018 um 25 Prozent gekürzt werden. Dadurch müssen anstehende Weiterentwicklungen und Ablösungen von Applikationen verschoben werden, wodurch sich der im Finanzplan 2019 eingestellte Betrag im Vergleich zum Finanzplan 2018 um CHF 300'000 bis zum Plafond erhöht. Während den vier Voranschlagsjahren ist jeweils ein grosser Teil der budgetierten Mittel für die Projekte BE-GEVER und e-Bau vorgesehen. Um anstehende Ablösungen und Weiterentwicklungen durchzuführen, ist daher eine Erhöhung des plafonierten Betrages der Investitionsrechnung auf das Niveau von 2016 und 2017 anzu-streben.

Aufgrund der vorgesehenen Stand- und Durchgangsplätze für Fahrende werden die Investitionsbeiträge beim Amt für Gemeinden und Raumordnung im Jahr 2016 um CHF 2,0 Millionen und im Jahr 2017 um CHF 1,0 Millionen erhöht.

Evolution du compte des investissements

Le budget du compte des investissements de l'Office de gestion et de surveillance dans le domaine de l'informatique reste stable pour les années 2016 et 2017 mais a dû être réduit de 25 pour cent en raison du plafonnement pour l'année 2018. Pour cette raison, plusieurs améliorations et remplacements des applications prévus doivent être remis à plus tard, ce qui implique que le montant figurant dans le plan intégré mission-financement de 2019 sera supérieur d'environ CHF 300'000 à celui mentionné dans le plan de 2018 et atteindra ainsi le plafond. Durant les quatre prochaines années, il est prévu de consacrer une grande partie des moyens budgétés aux projets BE-GEVER et e-Bau. C'est pourquoi un relèvement du plafond du compte des investissements au niveau de 2016 et 2017 est nécessaire en vue de procéder aux remplacements et aux améliorations qui sont en suspens.
En raison de la création prévue d'aires de séjour et de transit pour les gens du voyage, les investissements de l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire augmentent d'environ CHF 2,0 millions en 2016 et d'environ CHF 1,0 million en 2017.

6.6 Entwicklung der Vollzeitstellen der JGK

6.6 Evolution du nombre de postes à plein temps de l'JCE

2009	2010	2011	2012	2013	2014
1'738.5	1'768.3	1'194.8	1'207.7	1'316.7	1'326.4

Kommentar

Die grossen personellen Veränderungen fanden in der JGK in den Jahren 2010 bis 2014 statt. Die erste grosse Veränderung betraf die Justizreform, mit der die Justiz von der JGK getrennt und die betroffenen Anstellungen verschoben wurden. Die zweite grosse Veränderung betraf die Schaffung der Kindes- und Erwachsenenschutzbehörden (KESB) mit dem damit verbundenen Stellenaufbau.

Im aktuellen Budgetprozess für den Voranschlag 2016 und die Finanzplanjahre 2017 bis 2019 sind keine neuen Stellen geplant. Entsprechende Anträge der JGK mit beschränktem Mehrbedarf wurden von der Regierung abgelehnt. Bei der Landeskirche wurden der Sparauftrag des Grossen Rates sowie die Vorgaben des Regierungsrates für den Voranschlag 2016 und die Finanzplanjahre 2017 bis 2018 umgesetzt.

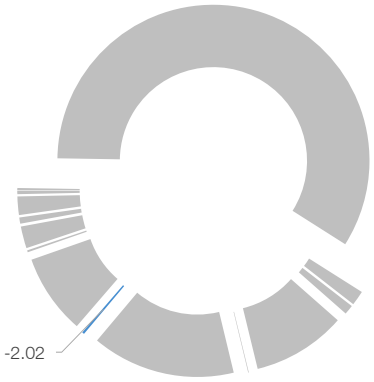
Aufgrund der hohen Fallzahlen sind die Anzahl Stellen bei der Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde knapp bemessen. Zudem zeigt sich, dass auch im Amt für Gemeinden und Raumordnung (AGR) in den Produktegruppen „Raumordnung“ und „Unterstützung und Aufsicht Gemeinden“ sowie im Rechtsamt die Ressourcen eher knapp bemessen sind. Die JGK ist deshalb bei dieser Ausgangslage laufend bestrebt, im Rahmen des Möglichen interne Kompensationen vorzunehmen. Die bei der Revision der Handänderungssteuergesetzgebung zusätzlich gesprochenen Stellen für die Grundbuchämter werden frühestens ab 2016 rekrutiert.

Commentaire

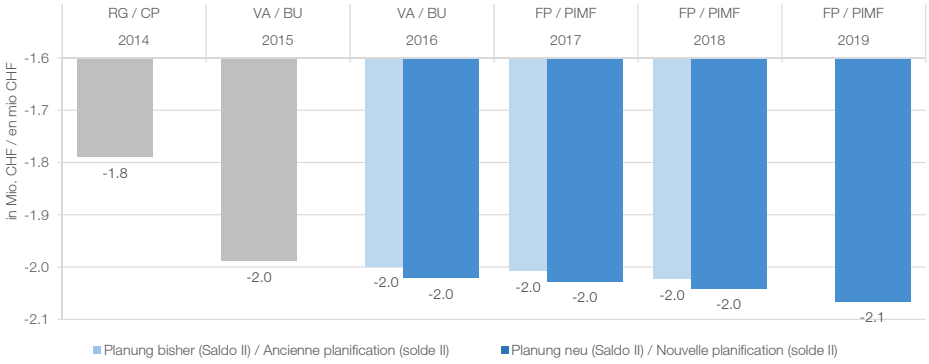
De grands changements en termes de personnel ont eu lieu au sein de la JCE au cours des années 2010 à 2014. Le premier grand changement est intervenu suite à la réorganisation de l'administration de la justice et des tribunaux, lorsque les autorités judiciaires sont devenues indépendantes de la JCE, avec un transfert des postes à la clé. L'institution des autorités de protection de l'enfant et de l'adulte (APEA), qui a entraîné la création d'un certain nombre de postes, a constitué le deuxième grand changement.
Dans l'actuel cycle budgétaire, aucun nouveau poste n'est prévu dans le budget 2016 ni pour les années 2017 à 2019. Des demandes en ce sens émanant de la JCE, pourtant modestes, ont été rejetées par le Conseil-exécutif. S'agissant des Eglises nationales, les mesures d'économie décidées par le Grand Conseil ainsi que les prescriptions du Conseil-exécutif relatives au budget 2016 et aux années 2017 et 2018 ont été mises en œuvre.
Au vu de la multitude des cas à traiter, le nombre de postes alloués aux autorités de protection de l'enfant et de l'adulte est calculé au plus juste. Il semble également que les ressources consacrées à l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire (OACOT), notamment pour les groupes de produits «Organisation du territoire» et «Soutien et surveillance des communes», ainsi qu'à l'Office juridique soient tout juste suffisantes. C'est pourquoi, au vu de la situation, la JCE s'efforce constamment, dans la mesure du possible, de procéder à des compensations internes. Les postes supplémentaires promis au moment de la révision de la législation relative à l'impôt sur les mutations pour les bureaux du registre foncier ne seront pourvus qu'à partir de 2016 au plus tôt.

6.7 Produktgruppen
6.7.1 Führungsunterstützung

6.7 Groupes de produits
6.7.1 Soutien de la direction



Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)



Beschreibung

Beratung und Unterstützung des Direktors / der Direktorin bei der Wahrnehmung der Regierungsobliegenheiten.

Description

Conseils et soutien apportés au directeur ou à la directrice dans la gestion de ses obligations gouvernementales.

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	Finanzplan Plan financier 2018	Finanzplan Plan financier 2019	CHF
(+) Erlöse	314	5'100	2'000	2'000	2'000	2'000	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	1'452'204	1'510'444	1'543'644	1'549'889	1'563'464	1'588'534	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	336'401	481'900	478'800	478'800	478'800	479'832	(-) Coûts matériels
(+)/(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	708	671	644	616	589	516	(+)/(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**-1'788'998**	**-1'987'916**	**-2'021'088**	**-2'027'306**	**-2'040'853**	**-2'065'850**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	0	0	**0**	0	0	0	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	0	0	**0**	0	0	0	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	0	200	**0**	0	0	0	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**-1'788'998**	**-1'987'716**	**-2'021'088**	**-2'027'306**	**-2'040'853**	**-2'065'850**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(-) Abgrenzungen	-	-	506	503	502	501	(-) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**-2'021'594**	**-2'027'809**	**-2'041'354**	**-2'066'351**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	Finanzplan Plan financier 2018	Finanzplan Plan financier 2019	CHF Solde I des produits
Führungsunterstützung	-1'788'998	-1'987'916	-2'021'088	-2'027'306	-2'040'853	-2'065'850	Soutien à la direction

Kommentar:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Der Saldo I verändert sich in den einzelnen Planjahren kaum und beträgt rund CHF –2 Millionen. Der Personalaufwand macht rund drei Viertel aller Ausgaben aus; der Sollstellenbestand bleibt unverändert. Der Sachaufwand ebenfalls.

Entwicklungsschwerpunkte

Nebst der klassischen Führungsunterstützung steht die Mitarbeit in folgenden Projekten oder direktionsübergreifenden Dossiers im Vordergrund: Verhältnis von Kirche und Staat, Digitale Geschäftsverwaltung und Archivierung, «vote communaliste» sowie die politische Begleitung der voraussichtlichen Volksabstimmungen (Kulturlandinitiative, Referendum Gesetz betreffend die Einführung der Bundesgesetze über die Kranken-, die Unfall- und die Militärversicherung).

Chancen und Risiken

Der kleine Personalbestand des Generalsekretariates führt bei Ausfällen zu erheblichen Engpässen, die schwierig zu verkraften sind. Die Breite und Vielfalt der Aufgaben für die wenigen Mitarbeitenden führt zugleich zu einer hohen Identifikation und Leistungsbereitschaft.

Commentaire:

Modifications par rapport à la planification précédente

Le solde I ne change pratiquement pas au cours des années du PIMF et se monte à chaque fois à environ CHF –2 millions. Les charges de personnel représentent environ les trois quarts des dépenses; l'effectif des postes reste inchangé. Le domaine des biens, services et marchandises ne connaît lui non plus aucune modification.

Priorités de développement

En plus des tâches traditionnelles de soutien de la direction, la participation aux projets et dossiers suivants, qui concernent plusieurs Directions, est particulièrement importante: relations entre l'Eglise et l'Etat, gestion des affaires et archivage électroniques, vote communaliste ainsi que suivi politique des votations populaires prévues (initiative sur les terres cultivables, référendum contre la modification de la loi portant introduction des lois fédérales sur l'assurance-maladie, sur l'assurance-accidents et sur l'assurance militaire).

Chances et risques

La dotation en personnel du secrétariat général est faible: toute absence peut provoquer une surcharge de travail considérable, à laquelle il est difficile de faire face. En revanche, la diversité et l'ampleur des tâches qui sont confiées aux collaborateurs, qui sont peu nombreux, a pour conséquence que ces derniers s'identifient fortement à l'entreprise et font preuve d'un grand engagement.

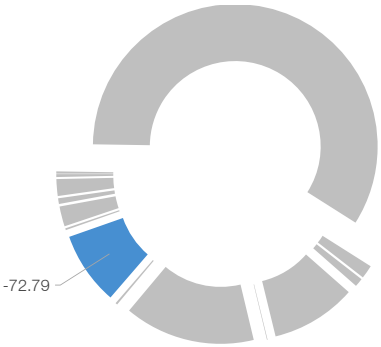
Leistungsinformationen zur Produktgruppe

Informations sur les prestations du groupe de produits

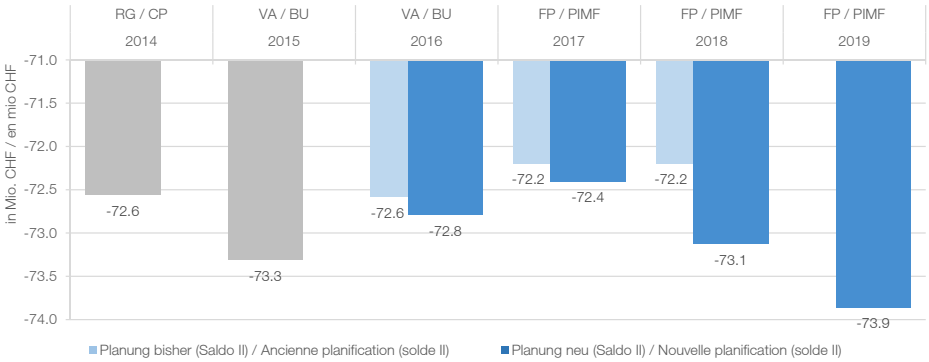
Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat: clôture des comptes 2014)	**Wert / Valeur**	**künftige Entwicklung / Evolution attendue**
Anzahl der traktandierten Regierungsratsbeschlüsse (Einzel-, Block-, Standard-, Informations- und Aussprachegeschäfte)	147	konstant
Nombre d'arrêtés du Conseil-exécutif inscrits à l'ordre du jour (affaires traitées individuellement, affaires traitées en bloc, affaires standard, informations et affaires à discuter)		stabilité
Anzahl der traktandierten Grossratsbeschlüsse (ohne parlamentarische Vorstösse)	4	konstant
Nombre d'arrêtés du Grand Conseil inscrits à l'ordre du jour (sans les interventions parlementaires)		stabilité
Anzahl der traktandierten politischen Vorstösse (Motionen, Finanzmotionen, Postulate, Interpellationen)	20	konstant
Nombre d'interventions politiques inscrites à l'ordre du jour (motions, motions financières, postulats et interpellations)		stabilité
Anzahl der abgegebenen Mitberichte an eine andere Direktion oder an die Staatskanzlei	168	konstant
Nombre de corapports remis à une autre Direction ou à la Chancellerie d'Etat		stabilité

6.7.2 Pfarramtliche Versorgung der Kirchgemeinden und Beziehung zwischen Kirche und Staat

6.7.2 Dotation des paroisses en ecclésiastiques et suivi des ministères pastoraux et presbytéraux, relations entre l'Eglise et l'Etat



Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)



Beschreibung

Personalwesen der Pfarrerschaft und Bearbeitung der sich im Verhältnis zwischen Kirche und Staat stellenden Fragen.

Description

Gestion du personnel ecclésiastique et des questions qui se posent dans le cadre des relations entre l'Eglise et l'Etat.

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF
(+) Erlöse	287'672	788'700	187'500	187'500	187'500	187'500	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	72'219'067	73'690'893	72'544'921	72'156'705	72'881'522	73'613'587	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	560'012	360'500	402'000	402'000	402'000	402'000	(-) Coûts matériels
(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	21'058	1'059	1'021	982	944	905	(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**-72'512'465**	**-73'263'752**	**-72'760'442**	**-72'372'187**	**-73'096'966**	**-73'828'992**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	0	0	**0**	0	0	0	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	85'392	58'500	**65'000**	65'000	65'000	65'000	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	37'011	12'100	**37'000**	37'000	37'000	37'000	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**-72'560'845**	**-73'310'152**	**-72'788'442**	**-72'400'187**	**-73'124'966**	**-73'856'992**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(-) Abgrenzungen	-	-	24'792	24'667	24'576	24'558	(-) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**-72'813'234**	**-72'424'854**	**-73'149'542**	**-73'881'550**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF Solde I des produits
Pfarramtliche Versorgung der Kirchgemeinden, Koordination und Beratung	-72'512'465	-73'263'752	-72'760'442	-72'372'187	-73'096'966	-73'828'992	Dotation des paroisses en ecclésiastiques et suivi des ministères pastoraux et presbytéraux, relations entre l'Eglise et l'Etat

Kommentar:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Gemäss GRB 0015/2014 über die Zahl der vom Kanton besoldeten Pfarrstellen werden die Sparmassnahmen über die ganze Periode bis Ende 2018 verteilt. Die Kostensteigerungen infolge der Lohnmassnahmen, der erhöhten Arbeitgeberbeiträge für die Pensionskasse bei der zahlenmässig grössten Gruppe der über 55-jährigen Pfarrpersonen sowie der Mehrbedarf bei den Lernvikariaten wirken den Sparmassnahmen aber teilweise entgegen.

Entwicklungsschwerpunkte

Bis Ende 2018 werden insgesamt 24,9 Vollzeitstellen bei der Evangelisch-Reformierten Landeskirche, 2,5 Vollzeitstellen bei der Römisch-Katholischen Landeskirche sowie 0,1 Vollzeitstellen bei der Christkatholischen Landeskirche abgebaut.

Chancen und Risiken

Durch den Stellenabbau wird der Gesamtaufwand bei den Landeskirchen verringert. Die vom Grossen Rat in der September-Session behandelten Vorschläge des Regierungsrates zur Weiterentwicklung des Verhältnisses zwischen Kirche und Staat können langfristig zu einer weiteren finanziellen Entlastung beitragen. In den Jahren 2016 bis 2019 hingegen sind durch die Verlängerung, die grössere Zahl und die erhöhten Lohnkosten der Lernvikariate Kostensteigerungen zu erwarten. Ein allfälliger Mehraufwand für Abgangsentschädigungen, Teilrenten und rechtliche Auseinandersetzungen mit teilgekündigten Pfarrpersonen ist noch nicht abschätzbar.

Commentaire:

Modifications par rapport à la planification précédente

Conformément à l'arrêté 0015/2014 du Grand Conseil sur le nombre de postes d'ecclésiastique rémunérés par le canton, les mesures d'économie s'étendent sur la période allant jusqu'à la fin de 2018. L'augmentation des dépenses à la suite des mesures salariales, la hausse des cotisations patronales à la caisse de pension pour les personnes de plus de 55 ans, qui constituent le groupe le plus important parmi les ecclésiastiques, ainsi que le besoin accru de stagiaires vont toutefois en partie à l'encontre de ces mesures d'économie.

Priorités de développement

D'ici la fin de 2018, ce sont au total 24,9 postes à plein temps qui seront supprimés au sein de l'Eglise réformée évangélique, 2,5 postes au sein de l'Eglise nationale catholique romaine et 0,1 poste au sein de l'Eglise nationale catholique chrétienne.

Chances et risques

La suppression de postes permet de réduire les charges globales du groupe de produits. Les propositions du Conseil-exécutif concernant la suite de la procédure relative aux relations entre l'Eglise et l'Etat, lesquelles ont été discutées par le Grand Conseil lors de la session de septembre, peuvent contribuer à alléger encore le budget à long terme. Pour les années 2016 à 2019, il faut en revanche s'attendre à une augmentation des coûts due au nombre important de stagiaires, aux frais de traitement accrus de ces derniers ainsi qu'à la prolongation de leur contrat. Il n'est pas encore possible d'évaluer si les indemnités de départ, les rentes partielles et les conflits juridiques avec les ecclésiastiques concernés par des résiliations partielles des rapports de travail entraîneront des charges supplémentaires.

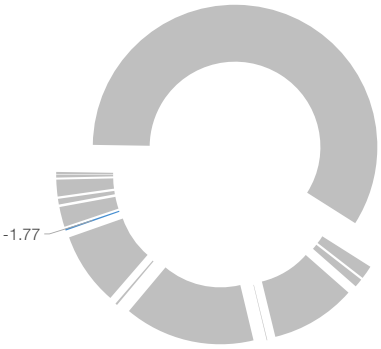
Leistungsinformationen zur Produktgruppe

Informations sur les prestations du groupe de produits

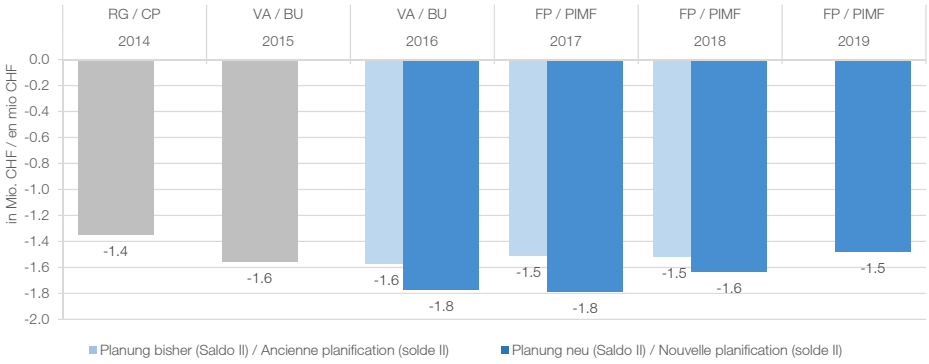
Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat: clôture des comptes 2014)	**Wert / Valeur**	**künftige Entwicklung / Evolution attendue**
Anzahl Dienstverhältnisse, welche mit den evangelisch-reformierten, römisch-katholischen, christkatholischen Landeskirchen und der jüdischen Glaubensgemeinschaft koordiniert werden müssen	665	konstant
Nombre de rapports de service à coordonner avec les Eglises nationales réformée évangélique, catholique romaine et catholique chrétienne ainsi qu'avec la communauté israélite		stabilité
Anzahl Dienstwohnungen	274	konstant
Nombre de logements de service		stabilité
Anzahl Stellvertretungsdienste	655	steigend
Nombe de services de suppléance		augmentation
Anzahl Aufnahmen in den Kirchendienst	30	konstant
Nombre d'admissions au clergé bernois		stabilité

6.7.3 Verwaltungsinterne Verwaltungsrechtspflege und rechtliche Dienstleistungen

6.7.3 Justice administrative interne à l'administration et prestations juridiques



Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)



Beschreibung

Rechtliche Dienstleistungen in den Bereichen Begutachtung und Unterstützung der Rechtsetzung in den Ämtern. Beschwerdeentscheide der Direktion oder des Regierungsrates im Rahmen einer justizmässigen Überprüfung von angefochtenen Verfügungen und Entscheiden der Vorinstanzen.

Description

Prestations juridiques dans les domaines de la réalisation d'expertises et du soutien aux offices pour l'élaboration de la législation. Décisions sur recours rendues par la Direction ou le Conseil-exécutif en procédure de justice administrative contre les décisions et décisions sur recours des instances précédentes ayant été attaquées.

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF
(+) Erlöse	39'388	56'600	40'000	40'000	40'000	40'000	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	1'354'866	1'400'229	1'513'301	1'533'301	1'540'021	1'383'092	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	39'324	218'400	298'400	298'400	138'400	138'400	(-) Coûts matériels
(+) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	207	0	0	0	0	0	(+) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**-1'354'595**	**-1'562'029**	**-1'771'701**	**-1'791'701**	**-1'638'421**	**-1'481'492**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	0	0	**0**	0	0	0	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	0	0	**0**	0	0	0	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	717	200	**700**	700	700	700	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**-1'353'878**	**-1'561'829**	**-1'771'001**	**-1'791'001**	**-1'637'721**	**-1'480'792**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(-) Abgrenzungen	-	-	3'800	3'800	3'800	3'800	(-) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**-1'774'801**	**-1'794'801**	**-1'641'521**	**-1'484'592**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF Solde I des produits
Verwaltungsinterne Verwaltungsrechtspflege	-1'036'927	-1'276'210	-1'438'536	-1'454'347	-1'299'601	-1'175'812	Juridiction administrative à l'intérieur de l'administration
Rechtliche Unterstützung	-317'668	-285'819	-333'165	-337'354	-338'820	-305'680	Soutien juridique

Kommentar:

Commentaire:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Der Saldo I verschlechtert sich gegenüber dem Voranschlag 2015 um rund CHF 200'000. Der Grund liegt darin, dass sich der Aufwand für Beratungen und Honorare erhöht. Zurückzuführen ist die Erhöhung auf den Auftrag der JGK/Rechtsamt, in den Jahren 2016–2017 eine Evaluation der Justizreform II vorzunehmen. Dazu ist eine externe Unterstützung nötig. Spätestens im Jahr 2018 ist das Projekt abgeschlossen, weshalb der Aufwand für externe Beratung wieder abnimmt.

Modifications par rapport à la planification précédente

Par rapport au budget 2015, le solde I présente une détérioration de quelque CHF 200'000, ce qui s'explique par l'augmentation des frais de conseils et des honoraires. Cet accroissement est dû au mandat d'évaluation de la deuxième réorganisation de l'administration de la justice et des tribunaux que la JCE, par son Office juridique, devra réaliser en 2016 et en 2017 et qui impliquera le recours à des spécialistes de l'extérieur. Le projet sera terminé en 2018 au plus tard, de sorte que les frais de consultants externes diminueront à nouveau.

Entwicklungsschwerpunkte

Neben dem Kerngeschäft (Verwaltungsjustizverfahren) werden insbesondere die Evaluation der Justizreform II und die Mitarbeit bei der Revision der Kirchengesetzgebung die Schwerpunkte der nächsten zwei Jahre bilden.

Priorités de développement

La mission centrale de l'office (procédures de justice administrative) va s'accompagner au cours de ces deux prochaines années d'autres tâches essentielles qui seront notamment l'évaluation de la deuxième réorganisation de l'administration de la justice et des tribunaux et la révision de la législation sur les Eglises, à laquelle l'office devra collaborer.

Chancen und Risiken

Zunehmend werden dem Rechtsamt Aufgaben im Bereich der Gesetzgebung zugeteilt. Das erweitert das Aufgabengebiet der Mitarbeitenden mit positiven Auswirkungen auf deren Motivation. Gleichzeitig führen die zusätzlichen Aufgaben dazu, dass weniger Ressourcen für die Erledigung der Beschwerdeverfahren eingesetzt werden können, was die Dauer der einzelnen Verfahren verlängert. Die Verschiebung des Einsatzes der Ressourcen hat keine direkten finanziellen Auswirkungen.

Chances et risques

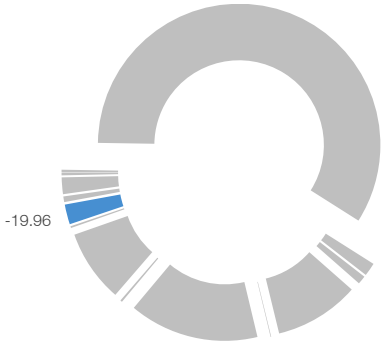
L'Office juridique se voit de plus en plus attribuer des tâches d'ordre législatif, ce qui étend le domaine d'activités de ses collaborateurs et se répercute positivement sur leur motivation. Toutefois, du fait de ces tâches supplémentaires, les ressources pouvant être engagées dans le traitement des procédures de recours sont moins nombreuses, ce qui prolonge la durée de ces dernières. Le fait que les collaborateurs se consacrent partiellement à d'autres tâches n'a pas de répercussions financières directes.

Leistungsinformationen zur Produktgruppe **Informations sur les prestations du groupe de produits**

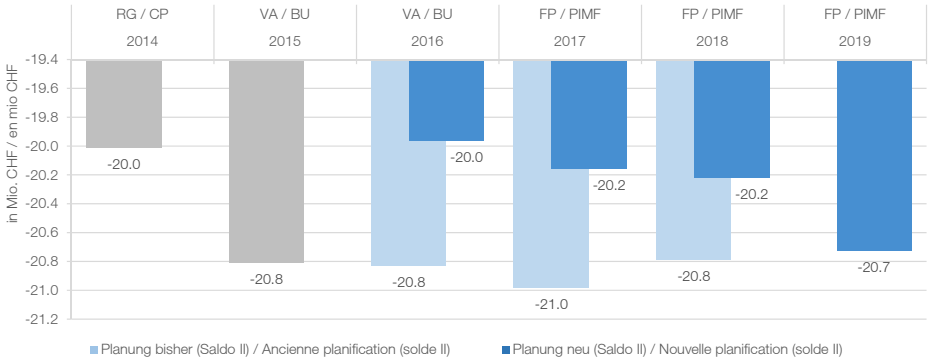
Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat: clôture des comptes 2014)	**Wert / Valeur**	**künftige Entwicklung / Evolution attendue**
Anzahl der eingereichten Beschwerden und Staatshaftungsverfahren	75	konstant
Nombre de recours formés et de procédures relatives à la responsabilité du canton ouvertes		stabilité
Anzahl der erledigten Beschwerden und Staatshaftungsverfahren	77	konstant
Nombre de recours liquidés et de procédures relatives à la responsabilité du canton réglées		stabilité
Durchschnittliche Dauer der Beschwerde- und Staatshaftungsverfahren in Tagen	371	konstant
Durée moyenne (en jours) de traitement des procédures de recours et de celles portant sur la responsabilité du canton		stabilité
Anzahl Rechtsetzungsprojekte	5	steigend
Nombre de projets législatifs		augmentation

6.7.4 Steuerung der dezentralen Verwaltung und Ressourcen

6.7.4 Pilotage de l'administration décentralisée et des ressources



Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)



Beschreibung

Steuerungs- und Supportleistungen in den Bereichen Personal, Finanzen, Informatik und Logistik für die zentralen und dezentralen Ämter der JGK, der Kantonalen Datenaufsichtsstelle sowie teilweise für die Gerichtsbarkeit und Staatsanwaltschaft. Beratung der dezentralen Verwaltung, Aufsicht und gesamtes Controlling über diese (inkl. Leistungsvereinbarung und Inspektionen). ISDS-Überwachung auf Stufe Direktion. Aufsicht über die Notarinnen und Notare (inkl. Berufszulassung).

Description

Prestations de pilotage et de soutien dans les domaines du personnel, des finances, de l'informatique et de la logistique en faveur des offices centraux et des services décentralisés de la JCE, du Bureau pour la surveillance de la protection des données, ainsi que, dans certains domaines, des autorités judiciaires et du Ministère public. Conseils apportés à l'administration décentralisée, ainsi que surveillance et controlling global (y c. convention de prestations et inspections). Surveillance SIPD au niveau de la Direction. Surveillance du notariat (y c. admission à la profession).

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte **2014**	Voranschlag Budget **2015**	Voranschlag Budget **2016**	Finanzplan Plan financier **2017**	**2018**	**2019**	CHF
(+) Erlöse	226'457	46'100	76'500	76'500	76'500	76'500	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	6'961'839	7'144'462	7'160'780	7'235'099	7'299'261	7'345'711	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	12'028'153	12'042'100	11'142'100	11'237'100	11'237'100	11'237'100	(-) Coûts matériels
(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	1'279'538	1'671'098	1'739'017	1'766'682	1'764'671	2'223'662	(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**-20'043'072**	**-20'811'560**	**-19'965'397**	**-20'162'381**	**-20'224'532**	**-20'729'973**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	0	0	**0**	0	0	0	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	0	0	**0**	0	0	0	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	31'278	1'000	**1'000**	1'000	1'000	1'000	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**-20'011'794**	**-20'810'560**	**-19'964'397**	**-20'161'381**	**-20'223'532**	**-20'728'973**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(+) Abgrenzungen	-	-	242'978	276'152	296'292	301'448	(+) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**-19'721'419**	**-19'885'229**	**-19'927'240**	**-20'427'524**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF Solde I des produits
Steuerung der dezentralen Verwaltung und Ressorucen	-20'043'072	-20'811'560	-19'965'397	-20'162'381	-20'224'532	-20'729'973	Pilotage de l'administration décentralisée et des ressources

Kommentar:

Commentaire:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Die Planung der Sach- und Personalkosten für die Jahre 2016–2019 kann auf der Basis des Vorjahresbudgets stabilisiert werden. Dabei fällt der Saldo I für das Planjahr 2016 erstmals knapp unter CHF 20 Millionen und liegt damit rund CHF 2 Millionen unter dem Voranschlag 2014.

Nach Abschluss der Arbeiten für die Trennung der JUS von der JGK und der damit bereits per 1.1.2015 erfolgten Aufgaben- und Stellenübertragung sowie gestützt auf die Umsetzung der Gemeinsamen Grundversorgung (GGV) im Bereich der Informations- und Kommunikationstechnologie sind derzeit weder für die Laufende Rechnung noch für die Investitionsplanung Mehrausgaben geplant. Die Planung der Kosten für die Informatikmittel im Bereich Grundversorgung erfolgt gemäss Leistungsvereinbarungen mit dem KAIO.

Modifications par rapport à la planification précédente

Les frais de personnel et les coûts de prestations matérielles peuvent être stabilisés pour les années 2016 à 2019 sur la base du budget de l'année précédente. Le solde I pour l'année 2016 passe pour la première fois juste en dessous de CHF 20 millions et est ainsi inférieur d'environ CHF 2 millions au budget 2014.

A l'issue des travaux relatifs à la séparation des autorités judiciaires et de la JCE et après le transfert de tâches et de postes effectué au 1er janvier 2015 ainsi qu'au vu de la réalisation du projet de mise en commun des services informatiques de base (projet GGV) dans le domaine des technologies de l'information et de la communication, des dépenses supplémentaires ne sont actuellement prévues ni dans le compte de fonctionnement ni dans la planification des investissements. La planification des coûts liés aux outils informatiques dans le domaine des services de base est effectuée selon les conventions de prestations passées avec l'OIO.

Entwicklungsschwerpunkte

Das ABA erarbeitet in den Jahren 2015–2016 eine Strategie, die die künftige Ausrichtung der Ressourcensteuerung innerhalb der JGK im Einklang mit kantonalen Grossprojekten (z.B. Personalstrategie, IT@BE, ERP, GEVER) definieren wird und bis im Jahr 2020 umgesetzt werden soll. Ausserdem stehen insbesondere im Bereich Informatik zahlreiche Aufgaben an, um einige der durch die Informatik der JGK betreuten Fachapplikationen zu modernisieren. Die Mittel sind in der Planung entsprechend eingestellt.

Priorités de développement

Au cours des années 2015 et 2016, l'OGS élabore une stratégie qui définit l'orientation future du pilotage des ressources au sein de la JCE, laquelle doit être conforme aux grands projets cantonaux (p.ex. stratégie en matière de personnel, IT@BE, système ERP, GEVER) et qui devra être mise en œuvre d'ici à 2020. Par ailleurs, de nombreuses tâches, en particulier dans le domaine informatique, doivent être accomplies dans le but de moderniser certaines des applications spécialisées utilisées par la JCE. Des moyens appropriés sont prévus dans la planification.

Chancen und Risiken

Kosten ICT: Im Zuge der Umsetzung der neuen Informatikorganisation bei der JGK (vom Betreiben zum Service Management) sowie der Strategie IT@BE wird erwartet, dass der Sachaufwand für die Informatik in der JGK weiter leicht gesenkt werden kann.

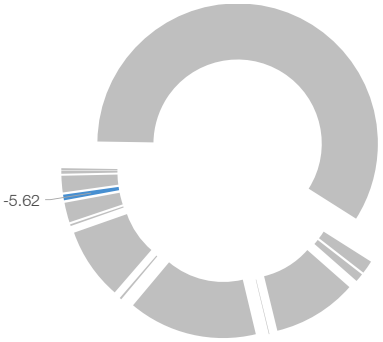
Chances et risques

Coûts des TIC: l'on s'attend à ce que les charges de la JCE pour le domaine de l'informatique continuent de diminuer légèrement dans le cadre de la mise en œuvre de la nouvelle organisation de l'informatique au sein de la Direction (la JCE ne se charge plus de l'exploitation de l'infrastructure mais uniquement de la gestion des services informatiques) ainsi que celle de la stratégie IT@BE.

Leistungsinformationen zur Produktgruppe **Informations sur les prestations du groupe de produits**

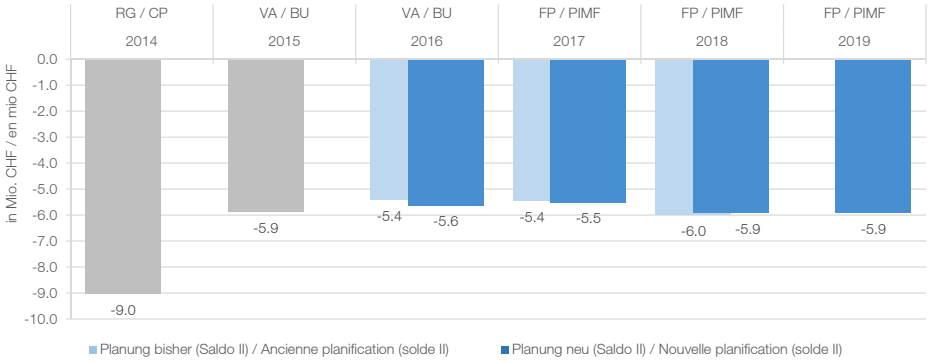
Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat: clôture des comptes 2014)	**Wert / Valeur**	**künftige Entwicklung / Evolution attendue**
Anzahl durchgeführte Inspektionen bei den Regierungsstatthalterämtern, den Betreibungs- und Konkursämtern, den Grundbuchämtern und dem Handelsregisteramt	11	konstant
Nombre d'inspections effectuées dans les préfectures, les offices des poursuites et des faillites, les bureaux du registre foncier et l'Office du registre du commerce		stabilité
Anzahl Diziplinarverfahren im Notariatswesen, die zu einer Massnahme führten	7	konstant
Nombre de procédures disciplinaires concernant le notariat ayant entraîné une mesure		stabilité

6.7.5 Unterstützung und Aufsicht Gemeinden



Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)

6.7.5 Soutien et surveillance des communes



Beschreibung

Unterstützung der gemeinderechtlichen Körperschaften in der effizienten Aufgabenerfüllung durch Information, Beratung, Aus- und Weiterbildung und Aufsicht in den Bereichen Gemeindeorganisation, Gemeinderecht, Gemeindereformen und Gemeindefinanzen. Koordination der Beziehungen zwischen Kanton und Gemeinden.

Description

Soutien offert aux collectivités de droit communal, dans la perspective d'un accomplissement efficace des tâches, par des activités d'information, de conseil, de formation et de perfectionnement ainsi que de surveillance dans les domaines de l'organisation, du droit, des finances des communes ainsi que des réformes communales. Coordination des relations entre le canton et les communes.

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte **2014**	Voranschlag Budget **2015**	Voranschlag Budget **2016**	Finanzplan Plan financier **2017**	**2018**	**2019**	CHF
(+) Erlöse	103'330	83'100	74'900	74'900	74'900	74'900	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	2'371'248	2'546'506	2'556'464	2'578'273	2'557'413	2'572'342	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	354'875	419'027	639'072	509'072	429'072	429'072	(-) Coûts matériels
(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	1'036	1'000	957	915	872	0	(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**-2'623'830**	**-2'883'433**	**-3'121'593**	**-3'013'360**	**-2'912'457**	**-2'926'514**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	0	0	**0**	0	0	0	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	6'409'880	3'000'000	**2'500'000**	2'500'000	3'000'000	3'000'000	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	1'724	0	**0**	0	0	0	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**-9'031'986**	**-5'883'433**	**-5'621'593**	**-5'513'360**	**-5'912'457**	**-5'926'514**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(+) Abgrenzungen	-	-	580'474	277'808	4'051	-71'009	(+) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**-5'041'119**	**-5'235'552**	**-5'908'406**	**-5'997'524**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF Solde I des produits
Unterstützung und Aufsicht Gemeinden, Koordination Kanton - Gemeinden	-1'402'506	-1'320'451	-1'595'377	-1'465'547	-1'390'778	-1'397'318	Soutien et surveillance des communes, Coordination entre le canton et les communes
Unterstützung und Aufsicht Gemeindefinanzen	-1'221'324	-1'562'982	-1'526'216	-1'547'813	-1'521'679	-1'529'196	Soutien et surveillance en matière de finances communales

Kommentar:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Im Voranschlag 2016 weist der Saldo I gegenüber dem Voranschlag 2015 eine Zunahme von rund CHF 240'000 auf. Die Mehrausgaben begründen sich mit den Evaluationsarbeiten für die Strategie für Agglomerationen und regionale Zusammenarbeit (SARZ) sowie für den Auftrag aus dem Postulat Müller (177-2014) «Zukunft Gemeindelandschaft Kanton Bern». In den Personalkosten wird eine befristete 50-Prozent-Stelle für die Arbeiten mit dem Harmonisierten Rechnungslegungsmodell 2 (HRM2) ausgewiesen.

Entwicklungsschwerpunkte

Schwerpunkt bildet nach wie vor die Entwicklung des HRM2, damit die Gemeinden über ein zeitgemässes Rechnungslegungsmodell verfügen können. Im Bereich Gemeindefusionen soll fundiert abgeklärt werden, welche Konsequenzen es hätte, wenn der Kanton Bern auf 50 Gemeinden reduziert werden könnte. Die finanziellen Auswirkungen dieser Abklärungen sind im Finanzplan enthalten.

Chancen und Risiken

Mit den bestehenden knappen Personalressourcen kann die Einführung von HRM2 nicht vollständig und zeitgerecht erfolgen. Über mehrere Jahre bestehen in der Rechnungslegung und in der Finanzaufsicht Unsicherheiten. Der Beratungsaufwand und die aufsichtsrechtliche Tätigkeit nehmen zu, was wiederum zu erhöhtem Personalbedarf führt.

Neue, radikale Fusionsmodelle stossen die bisherige Fusionsstrategie um. Die Kosten für Fusionen, aber auch die notwendigen personellen Ressourcen können aktuell nicht quantifiziert werden.

Commentaire:

Modifications par rapport à la planification précédente

Dans le budget 2016, le solde I présente une augmentation d'environ CHF 240'000 par rapport au budget 2015. Les dépenses supplémentaires s'expliquent par les travaux d'évaluation relatifs à la stratégie en faveur des agglomérations et de la coopération régionale (SACR) ainsi qu'au mandat découlant du postulat Müller (177 2014) intitulé «A quoi pourrait ressembler le canton de Berne?». S'agissant des frais de personnel, un poste à mi-temps a été créé pour une durée déterminée en vue des travaux relatifs au modèle comptable harmonisé 2 (MCH2).

Priorités de développement

Les travaux relatifs au MCH2 constituent une priorité, car il importe que les communes puissent disposer à temps du nouveau modèle comptable. Dans le domaine des fusions de communes, il convient de procéder à un examen approfondi pour déterminer quelles seraient les conséquences d'une réduction drastique (à 50) du nombre de communes dans le canton de Berne. Les répercussions financières de cet examen doivent être inscrites dans le plan financier.

Chances et risques

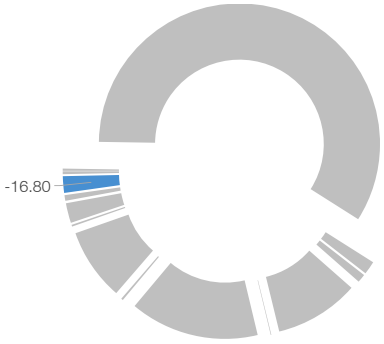
Les ressources en personnel actuelles, qui sont limitées, ne permettent pas d'introduire le MCH2 de manière complète et dans les délais. Les incertitudes relatives à la présentation des comptes et à la surveillance des finances persisteront pendant plusieurs années. Le travail lié aux activités de conseil et de surveillance augmente, ce qui accroît encore le besoin en effectifs.

De nouveaux modèles de fusion radicaux bousculent la stratégie en matière de fusions appliquée jusqu'ici. Il n'est à l'heure actuelle pas possible de quantifier les coûts liés aux fusions ni les ressources en personnel requises.

Leistungsinformationen zur Produktgruppe **Informations sur les prestations du groupe de produits**

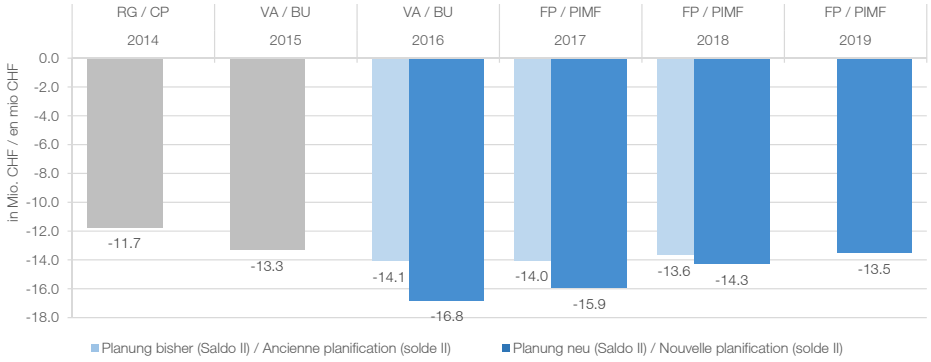
Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat: clôture des comptes 2014)	**Wert / Valeur**	**künftige Entwicklung / Evolution attendue**
Anzahl öffentlich-rechtliche Körperschaften, die der kantonalen Aufsicht unterliegen (Einwohnergemeinden, Burgergemeinden, Burgerliche Korporationen, Schwellenkorporationen, Unterabteilungen, Kirchgemeinden, Gemeindeverbände, Regionalkonferenzen)	1'183	sinkend
Nombre de collectivités de droit public soumises à la surveillance du canton (communes politiques, communes bourgeoises, corporations bourgeoises, corporations de digues, sections de communes, paroisses, syndicats de communes, conférences régionales)		diminution
Anzahl öffentlich-rechtliche Körperschaften mit Bilanzfehlbetrag	3	steigend
Nombre de collectivités de droit public présentant un découvert de bilan		augmentation
Anzahl schriftliche Rechtsauskünfte / Beratungen, genäherter Wert	723	konstant
Nombre de renseignements juridiques et de conseils fournis par écrit, valeur approchée		stabilité
Anzahl involvierte politische Gemeinden in Fusionsprojekten	33	steigend
Nombre de communes politiques impliquées dans des projets de fusion		augmentation
Anzahl verbreitete Informationen via Bernische Systematische Information Gemeinden (BSIG), genäherter Wert	80	konstant
Nombre d'informations diffusées par l'intermédiaire de l'Information systématique des communes bernoises (ISCB), valeur approchée		stabilité

6.7.6 Raumordnung



Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)

6.7.6 Organisation du territoire



Beschreibung

Förderung und Gestaltung der nachhaltigen räumlichen Entwicklung des Kantons mittels Bereitstellung geeigneter Grundlagen und Strategien und der Umsetzung und Bewirtschaftung des kantonalen Richtplans. Bereitstellung von Dienstleistung im Bereich Raumentwicklung, Unterstützung der kommunalen und regionalen Raumordnung sowie Aufsicht. Vollzug des Raumplanungsgesetzes im Bereich Bauen ausserhalb der Bauzonen.

Description

Mise à disposition d'études de base ainsi que de stratégies appropriées et mise en œuvre et gestion du plan directeur cantonal afin d'encourager le développement spatial durable du canton et d'en définir les orientations. Offre de prestations dans le domaine du développement territorial, soutien et surveillance de l'organisation du territoire aux niveaux communal et régional. Exécution de la loi sur l'aménagement du territoire dans le domaine de la construction hors de la zone à batir.

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte **2014**	Voranschlag Budget **2015**	Voranschlag Budget **2016**	Finanzplan Plan financier **2017**	**2018**	**2019**	CHF
(+) Erlöse	1'155'862	1'183'900	1'170'100	1'170'100	1'170'100	1'170'100	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	6'940'136	7'075'725	7'264'775	7'325'683	7'267'424	7'309'119	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	1'311'020	1'277'422	1'357'328	1'437'328	1'317'328	1'317'328	(-) Coûts matériels
(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	64'012	1'499	1'436	1'372	1'308	0	(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**-7'159'306**	**-7'170'746**	**-7'453'438**	**-7'594'284**	**-7'415'961**	**-7'456'347**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	55'387	0	**0**	0	0	0	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	4'624'685	6'145'920	**9'347'500**	8'347'500	6'847'500	6'047'500	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	2'585	1'400	**4'300**	4'300	4'300	4'300	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**-11'726'019**	**-13'315'266**	**-16'796'638**	**-15'937'484**	**-14'259'161**	**-13'499'547**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(+) Abgrenzungen	-	-	1'652'118	790'684	11'530	-202'103	(+) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**-15'144'520**	**-15'146'799**	**-14'247'631**	**-13'701'650**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte **2014**	Voranschlag Budget **2015**	Voranschlag Budget **2016**	Finanzplan Plan financier **2017**	**2018**	**2019**	CHF Solde I des produits
Kantonale Raumentwicklung	-2'840'111	-2'634'004	-2'762'098	-2'839'909	-2'732'831	-2'744'602	Développement territorial cantonal
Orts- und Regionalplanung	-2'878'983	-2'910'478	-2'947'167	-2'980'568	-2'943'143	-2'958'741	Aménagement local et régional
Bauen	-1'440'212	-1'626'263	-1'744'173	-1'773'806	-1'739'986	-1'753'004	Construction

Kommentar:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Im Voranschlag 2016 und Aufgaben-/Finanzplan 2017–2018 weist der Saldo I gegenüber dem Voranschlagsjahr 2015 eine Zunahme von durchschnittlich rund CHF 300'000 auf. Die Mehrausgaben begründen sich mit der Aufnahme der Arbeiten im Projekt Elektronisches Baubewilligungsverfahren (E-Bau) sowie einer zusätzlichen befristeten Stelle für die Raumbeobachtung.

Für die Erarbeitung des Katasters der öffentlich-rechtlichen Eigentumsbeschränkungen (ÖREB) mussten die Staatsbeiträge um CHF 500'000 angehoben werden, was gegenüber dem Voranschlag 2015 zu einer Mehrbelastung in den Jahren 2016 bis 2017 führt. Mit dem von der Regierung verabschiedeten Standortkonzept für Fahrende im Kanton Bern müssen bis ins Jahr 2017 neue Durchgangs- und Standplätze für Fahrende bereitgestellt werden. Dadurch erhöhen sich die Investitionen im Voranschlag 2016 gegenüber dem Budget 2015 um rund CHF 2,7 Millionen und im Jahr 2017 um rund CHF 1,7 Millionen. Dieser Mehrbedarf wird im Saldo II deutlich.

Entwicklungsschwerpunkte

Schwerpunkt bilden die Umsetzungs- und Folgearbeiten im Gefolge der Revision des Bundesgesetzes über die Raumplanung. Nach der Revision des kantonalen Richtplans stehen zahlreiche Arbeiten sowohl beim Kanton als auch in Bezug auf die Gemeinden an. Beim Kanton sind die Abläufe und Verfahren von der Voranfrage bis zur Genehmigung von kommunalen Planungen an das neue Recht anzupassen.

Weiter gilt es, neue Aufgaben wie die Arbeitszonenbewirtschaftung oder die periodische Erhebung der unbebauten Bauzonen zu realisieren, und neue oder angepasste Vollzugshilfen zuhanden der Gemeinden sind zu erstellen, etwa für das Thema Siedlungsentwicklung nach innen. Die gesetzgeberischen Arbeiten (Revision der Baugesetzgebung) dauern noch länger an und werden womöglich weitere Umsetzungsmassenahmen auslösen.

Chancen und Risiken

Nach der Revision des kantonalen Richtplans geht auf planerischer Ebene die längere Zeit der Unsicherheit in der Raumplanung nach und nach zu Ende (wobei sie in Bezug auf die Baugesetzgebung noch etwas länger andauert). Dadurch werden die Rahmenbedingungen für raumrelevante wirtschaftliche Tätigkeiten klarer und begünstigen diese.

Commentaire:

Modifications par rapport à la planification précédente

Le solde I qui figure dans le budget 2016 et le plan intégré mission-financement 2017 à 2018 présente une augmentation d'environ CHF 300'000 en moyenne par rapport au budget 2015. Les dépenses supplémentaires s'expliquent par le début des travaux dans le projet relatif à la procédure électronique pour les demandes de permis de construire ainsi que par la création d'un poste à durée déterminée pour l'observation du territoire.

En vue de l'établissement du cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière (cadastre RDPPF), les subventions cantonales ont dû être augmentées d'environ CHF 500'000, ce qui se traduit par un accroissement des charges pour les années 2016 et 2017 par rapport au budget 2015. Conformément à la «Stratégie relative au choix des emplacements pour les gens du voyage dans le canton de Berne» approuvée par le Conseil-exécutif, de nouvelles aires de transit et de séjour doivent être mises à la disposition des gens du voyage d'ici à 2017. Les investissements dans le budget 2016 augmentent par conséquent de quelque CHF 2,7 millions par rapport à 2015; l'augmentation prévue pour 2017 est de CHF 1,7 million environ. Ces charges supplémentaires sont clairement visibles dans le solde II.

Priorités de développement

Les travaux de mise en œuvre et de suivi rendus nécessaires par la révision de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire occupent une place centrale. Après la révision du plan directeur cantonal, de nombreuses mesures devront encore être prises, aux niveaux tant cantonal que communal. Pour ce qui est du canton, les processus et les procédures, de la demande préalable à l'approbation des plans et prescriptions communaux, doivent être adaptées au nouveau droit.

De nouvelles tâches doivent par ailleurs être accomplies telles que la gestion des zones d'activités économiques ou le recensement périodique des zones à bâtir non construites. Il est en outre nécessaire de procéder à l'adaptation des guides mis à la disposition des communes ou d'en élaborer de nouveaux, par exemple au sujet de l'urbanisation interne. Les travaux législatifs (révision de la législation sur les constructions) sont encore longs et pourraient entraîner la prise d'autres mesures de mise en œuvre.

Chances et risques

Une fois le plan directeur cantonal révisé, les incertitudes qui planent depuis longtemps au sujet de l'aménagement pourront être levées (en ce qui concerne la législation sur les constructions, il faudra encore attendre un certain temps). Les conditions générales pour les activités économiques ayant des répercussions sur l'organisation du territoire seront ainsi plus claires et plus favorables à ces activités.

Die gestiegenen und umfangreicheren Aufgaben in der Raumplanung werden mit gegenüber der Vergangenheit weitgehend unveränderten Ressourcen erfüllt. Diese sind äusserst knapp und bergen Risiken in Bezug auf eine effiziente und effektive Aufgabenerfüllung. Risiken bestehen weiter bezüglich der «Kulturland-Initiative», die je nach Ausgang der politischen Debatte (Annahme Initiative oder eines allfälligen Gegenvorschlags) die wirtschaftliche Entwicklung des Kantons stark einschränken könnte.

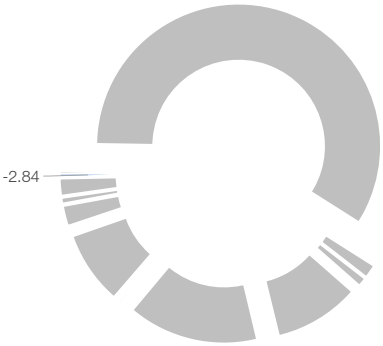
Les tâches devenues plus nombreuses et plus complexes dans le domaine de l'aménagement du territoire devront être accomplies avec les mêmes ressources que par le passé. Ces ressources sont trop limitées, ce qui menace l'efficacité de l'accomplissement des tâches. L'initiative sur les terres cultivables présente elle aussi un risque: en fonction du résultat des débats politiques (acceptation de l'initiative ou, le cas échéant, du contre-projet), le développement économique du canton pourrait se trouver fortement entravé.

Leistungsinformationen zur Produktgruppe

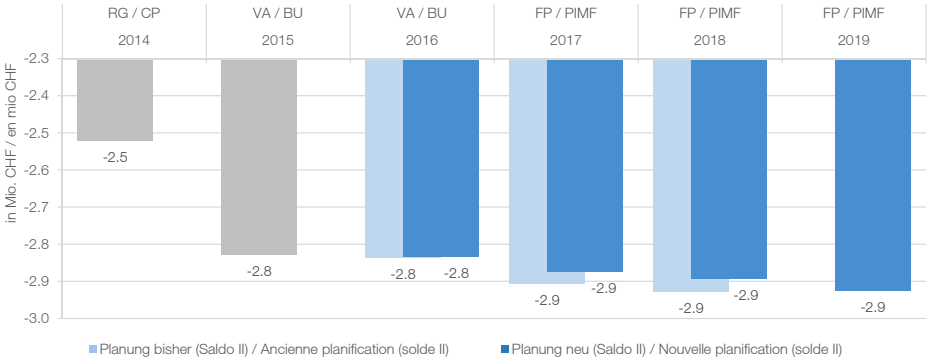
Informations sur les prestations du groupe de produits

Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat: clôture des comptes 2014)	**Wert / Valeur**	**künftige Entwicklung / Evolution attendue**
Fläche genehmigte Einzonungen Wohn-, Misch- und Kernzonen in Hektaren pro Jahr	75	sinkend
Superficie, en hectares et par année, de terrains ayant fait l'objet d'un classement approuvé en zone d'habitation, en zone mixte ou en zone centrale		diminution
Unüberbaute Bauzonenreserven in Wohn-, Misch- und Kernzonen (Fortschritt der Überbauung) in Hektaren	1'113	sinkend
Réserves, en hectares, de terrains non construits dans des zones d'habitation, des zones mixtes et des zones centrales (progression des constructions)		diminution
Verbrauch Fruchtfolgeflächen durch genehmigte Einzonungen in Hektaren pro Jahr	29	sinkend
Utilisation, en hectares et par année, des surfaces d'assolement due à des classements approuvés en zone à bâtir		diminution
Anzahl Genehmigungen und abgeschlossene Vorprüfungen im Bereich Planung	515	steigend
Nombre d'approbations et d'examens préalables terminés dans le domaine de l'aménagement		augmentation
Anzahl Stellungnahmen und Verfügungen für das Bauen ausserhalb der Bauzonen sowie baupolizeiliche Beratungen	4'439	konstant
Nombre de prises de position et de décisions rendues concernant les constructions hors de la zone à bâtir et de conseils fournis sur les questions de police des constructions		stabilité

6.7.7 Kindesschutz und Jugendförderung



Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)



Beschreibung

Das Kantonale Jugendamt (KJA) ist in den Bereichen Kinder- und Jugendhilfe sowie Kindesschutz tätig und koordiniert die Zusammenarbeit der verschiedenen Behörden und Stellen, die auf diesem Gebiet tätig sind.

Deckungsbeitragsschema

CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF
(+) Erlöse	73'364	121'000	75'000	75'000	75'000	75'000	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	2'070'711	2'461'165	2'462'717	2'499'027	2'517'276	2'551'312	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	639'587	517'998	521'863	376'263	376'263	376'263	(-) Coûts matériels
(+)/(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	11'810	1'253	992	370	0	0	(+)/(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**-2'625'125**	**-2'859'416**	**-2'910'573**	**-2'800'660**	**-2'818'539**	**-2'852'575**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	150'000	105'000	**150'000**	0	0	0	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	51'581	74'800	**74'800**	74'800	74'800	74'800	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	4'360	300	**300**	300	300	300	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**-2'522'346**	**-2'828'916**	**-2'835'073**	**-2'875'160**	**-2'893'039**	**-2'927'075**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(+)/(-) Abgrenzungen	-	-	708	237	333	2'543	(+)/(-) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**-2'834'365**	**-2'875'397**	**-2'893'373**	**-2'929'618**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF Solde I des produits
Fremdbetreuung, Adoption, Alimentenhilfe, Kindes- und Erwachsenenschutzrecht	-2'288'037	-2'363'391	-2'445'681	-2'339'932	-2'355'209	-2'384'266	Accueil extrafamilial, adoption, aide en matière de contributions d'entretien, droit de la protection de l'enfant et de l'adulte
Koordination, Kindesschutz und Jugendförderung	-337'089	-496'025	-464'892	-460'728	-463'331	-468'309	Coordination de la protection de l'enfant et de l'encouragement de la jeunesse

6.7.7 Protection de l'enfance et encouragement de la jeunesse

Description

L'Office des mineurs (OM) traite les questions de l'aide à l'enfance et à la jeunesse ainsi que de la protection de l'enfant et coordonne la collaboration des différents services et autorités opérant dans ce domaine.

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF
(+) Erlöse	73'364	121'000	75'000	75'000	75'000	75'000	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	2'070'711	2'461'165	2'462'717	2'499'027	2'517'276	2'551'312	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	639'587	517'998	521'863	376'263	376'263	376'263	(-) Coûts matériels
(+)/(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	11'810	1'253	992	370	0	0	(+)/(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**-2'625'125**	**-2'859'416**	**-2'910'573**	**-2'800'660**	**-2'818'539**	**-2'852'575**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	150'000	105'000	**150'000**	0	0	0	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	51'581	74'800	**74'800**	74'800	74'800	74'800	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	4'360	300	**300**	300	300	300	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**-2'522'346**	**-2'828'916**	**-2'835'073**	**-2'875'160**	**-2'893'039**	**-2'927'075**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(+)/(-) Abgrenzungen	-	-	708	237	333	2'543	(+)/(-) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**-2'834'365**	**-2'875'397**	**-2'893'373**	**-2'929'618**	**Solde III (comptabilité financière)**

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF Solde I des produits
Fremdbetreuung, Adoption, Alimentenhilfe, Kindes- und Erwachsenenschutzrecht	-2'288'037	-2'363'391	-2'445'681	-2'339'932	-2'355'209	-2'384'266	Accueil extrafamilial, adoption, aide en matière de contributions d'entretien, droit de la protection de l'enfant et de l'adulte
Koordination, Kindesschutz und Jugendförderung	-337'089	-496'025	-464'892	-460'728	-463'331	-468'309	Coordination de la protection de l'enfant et de l'encouragement de la jeunesse

Kommentar:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Der Saldo I weist gegenüber dem Voranschlag 2015 eine Verschlechterung von rund CHF 50'000 aus. Dies ist auf zusätzliche externe Kosten im Projekt «Ergänzende Hilfen zur Erziehung» sowie auf die Ertragsminderung im Bereich der Adoption zurückzuführen. Das Projekt wird durch das Bundesamt für Sozialversicherungen mit jährlich CHF 150'000 unterstützt, welche im Saldo II ausgewiesen werden.

Entwicklungsschwerpunkte

Das im Rahmen der Umsetzung Motion 221/2011, Kneubühler, Nidau (FDP) geführte Projekt «Optimierung der ergänzenden Hilfen zur Erziehung» soll per Ende 2016 abgeschlossen werden. Das Projekt hat zum Ziel, die Rechnungsgrundlagen im Bereich der Angebote der ergänzenden Hilfen zu optimieren und vereinheitlichen und eine bessere Steuerung der Angebotsentwicklung, namentlich durch eine periodische Datenerhebung und -auswertung zu erreichen.

Die begleitende Evaluation der Umsetzung des neuen Kindes- und Erwachsenenschutzgesetzes soll per Ende 2016 abgeschlossen werden. Die dabei gewonnenen Erkenntnisse sollen im Rahmen eines Schlussberichts dem Grossen Rat zur Kenntnis vorgelegt werden. Die Evaluation untersucht, ob die Ziele des neuen Rechts erreicht werden und ob die aktuelle Struktur dazu geeignet ist. Die Kernfrage lautet, ob die Organisation und die Arbeitsweise der neugeschaffenen Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde zweckmässig und geeignet sind, um das neue Recht effizient umzusetzen.

Chancen und Risiken

Die Vereinheitlichung der Strukturen in der Kinder- und Jugendhilfe trägt zur Transparenz in den Finanzen und der Verbesserung der Steuerung bei, zudem führt die Harmonisierung der Bewilligungs- und Aufsichtstätigkeit zu schlankeren Strukturen und zu klaren Zuständigkeiten.

Eine genaue Aussage über die finanziellen Auswirkungen ist zum jetzigen Zeitpunkt nicht möglich. Das Projekt «Optimierung der ergänzenden Hilfen zur Erziehung» muss kostenneutral umgesetzt werden.

Sollte der politische Wille für eine Strukturanpassung fehlen, können dringende Reformen nicht angegangen werden.

Commentaire:

Modifications par rapport à la planification précédente

Par rapport au budget 2015, le solde I présente une détérioration de quelque CHF 50'000, ce qui s'explique par les coûts externes supplémentaires engendrés par le projet «Optimiser les aides éducatives complémentaires» ainsi que par la baisse des revenus dans le domaine de l'adoption. Le projet est soutenu par l'Office fédéral des assurances sociales à hauteur de CHF 150'000 francs par an, un montant qui apparaît dans le solde II.

Priorités de développement

Le projet lancé dans le cadre de la mise en œuvre de la motion 221-2011 Kneubühler, Nidau (PLR), qui s'intitule «Optimiser les aides éducatives complémentaires», doit s'achever à fin 2016. Il vise à améliorer et à uniformiser les bases du financement dans le domaine des offres éducatives complémentaires mais aussi à mieux piloter le développement des offres. Un relevé et une évaluation des données, effectués de manière périodique, doivent notamment permettre d'atteindre ces objectifs.

Le suivi de la mise en œuvre de la nouvelle loi sur la protection de l'enfant et de l'adulte doit se terminer fin 2016. Les connaissances acquises lors de cette évaluation seront portées à la connaissance du Grand Conseil dans le cadre du rapport final qui lui sera soumis. L'évaluation porte sur la réalisation des objectifs du nouveau droit et sur l'adéquation de la nouvelle structure à cet égard. Une question essentielle se pose: l'organisation et le mode de travail des autorités de protection de l'enfant et de l'adulte nouvellement créées sont-ils assez rationnels et judicieux pour permettre d'appliquer la nouvelle législation avec efficacité?

Chances et risques

L'uniformisation des structures dans le domaine de l'aide à l'enfance et à la jeunesse favorise une transparence en matière financière et une amélioration du pilotage. Par ailleurs, l'harmonisation des activités d'octroi d'autorisations et de surveillance permet d'obtenir des structures plus légères et des compétences plus claires.

Il n'est pas possible pour l'instant de se prononcer précisément sur les répercussions financières. Le projet «Optimiser les aides éducatives complémentaires» doit être mis en œuvre sans générer de coûts supplémentaires.

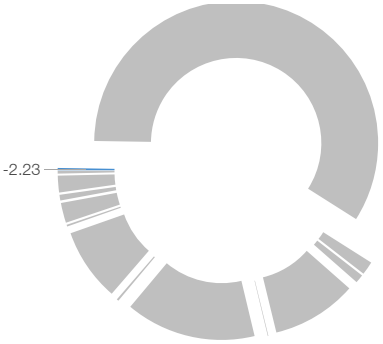
Si la volonté politique de procéder à une adaptation des structures fait défaut, il sera impossible d'entamer des réformes pourtant urgentes.

Leistungsinformationen zur Produktgruppe **Informations sur les prestations du groupe de produits**

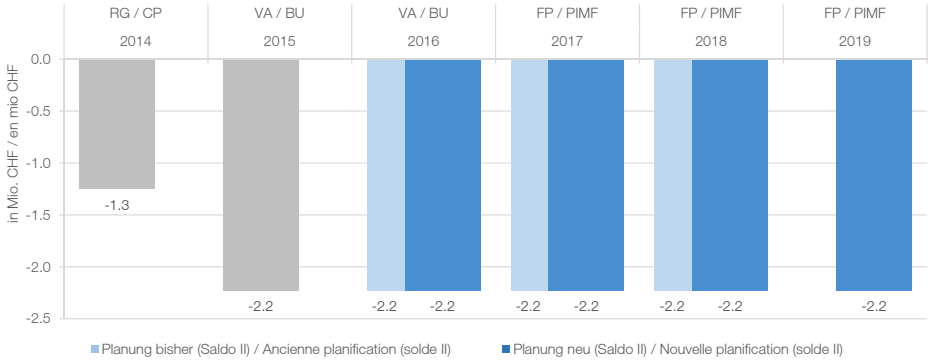
Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat: clôture des comptes 2014)	**Wert / Valeur**	**künftige Entwicklung / Evolution attendue**
Anzahl erteilte Verfügungen im Bereich Aufnahmeverfahren und Adoptionen	55	sinkend
Nombre de décisions rendues en matière de placements et d'adoptions		diminution
Anzahl Institutionen im Kinder- und Jugendbereich, welche unter der Bewilligungs- und Aufsichtspflicht des KJA stehen	170	steigend
Nombre d'institutions du domaine de l'enfance et de la jeunesse dépendant d'autorisations de l'OM et soumises à sa surveillance		augmentation
Anzahl aufsichtsrechtliche Anzeigen gegen KESB	25	konstant
Nombre de dénonciations à l'autorité de surveillance concernant les APEA		stabilité

6.7.8 Differenzierte Jugendhilfemassnahmen

6.7.8 Mesures différenciées d'aide à la jeunesse



Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)



Beschreibung

Bei männlichen und im Einzelfall auch weiblichen Jugendlichen werden in unterschiedlich gestalteten, ambulanten bis vollstationären Rahmen interdisziplinäre Abklärungs-, Begutachtungs- und Betreuungsmassnahmen mit sehr unterschiedlicher Dauer geleistet. Es wird versucht, Ressourcen im Umfeld zu suchen und zu stärken und so Fremdplatzierungen zeitlich zu minimieren oder unnötig zu machen.

Description

Des jeunes gens, mais aussi parfois des jeunes filles, sont accueillis, de manière différenciée, dans un cadre ambulatoire à résidentiel où des mesures interdisciplinaires d'observation, d'expertise et d'encadrement de durées très variables sont mises en œuvre. L'application de mesures d'ordre préventif doit en outre permettre aux jeunes de trouver des ressources dans leur entourage, de les renforcer et, ainsi, rendre les placements hors de la famille aussi courts que possible, voire inutiles.

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	Finanzplan Plan financier 2018	Finanzplan Plan financier 2019	CHF
(+) Erlöse	8'509'297	8'628'824	9'610'390	9'712'164	9'758'295	9'820'143	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	6'620'322	6'917'494	6'902'222	7'006'166	7'053'949	7'116'927	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	3'130'143	3'934'402	4'926'637	4'926'637	4'926'637	4'926'637	(-) Coûts matériels
(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	9'473	4'253	10'176	7'542	6'259	3'018	(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**-1'250'641**	**-2'227'325**	**-2'228'645**	**-2'228'181**	**-2'228'549**	**-2'226'438**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	0	0	**0**	0	0	0	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	0	0	**0**	0	0	0	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	0	1'000	**1'000**	1'000	1'000	1'000	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**-1'250'641**	**-2'226'325**	**-2'227'645**	**-2'227'181**	**-2'227'549**	**-2'225'438**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(+)/(-) Abgrenzungen	-	-	348	117	164	1'253	(+)/(-) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**-2'227'296**	**-2'227'297**	**-2'227'713**	**-2'226'691**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	Finanzplan Plan financier 2018	Finanzplan Plan financier 2019	CHF Solde I des produits
Abklärung, Begutachtung und Betreuung	-1'250'641	-2'227'325	-2'228'645	-2'228'181	-2'228'549	-2'226'438	Observation, expertise et encadrement

Kommentar:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Der Saldo I weist für den Voranschlag 2016 und den Finanzplan 2017–2019 keine Veränderungen aus. Der Saldo I bleibt konstant bei CHF –2,2 Millionen.

Entwicklungsschwerpunkte

Die Kernaufträge der Produktgruppe, für die zivil- und jugendstrafrechtlichen Behörden eine bestimmte Anzahl an interdisziplinären, flexiblen und dezentralen Abklärungs- und Betreuungsplätzen, forensische Gutachten und Therapien anzubieten, können mit den geplanten Mitteln und den befristeten Stellen grundsätzlich erfüllt werden. Die im Jahr 2013 vorgenommene konzeptuelle Neuausrichtung mit dezentraler Einzelunterbringung und Platzierung in Kleinstgruppen bewährt sich, muss aber weiter konsolidiert werden.

Chancen und Risiken

Es werden für die einweisenden Behörden Angebote für Jugendliche mit oft hohem Selbst- und Fremdgefährdungspotential zur Verfügung gestellt. Neben den Chancen für die Betroffenen und die Gesellschaft beinhaltet dies auch weiterhin Risiken für die Mitarbeitenden und stellt hohe Anforderungen an deren Sorgfaltspflicht und Professionalität.

Commentaire:

Modifications par rapport à la planification précédente

Le solde I ne présente aucune modification pour le budget 2016 et le plan financier 2017 à 2019. Il continue de se monter à CHF –2,2 millions.

Priorités de développement

Les moyens financiers prévus et les postes à durée déterminée existants doivent permettre d'accomplir le mandat principal du groupe de produits, qui consiste à mettre à la disposition des autorités de droit civil et des autorités chargées de la mise en œuvre du droit pénal applicable aux mineurs un nombre précis de places permettant une observation et un encadrement souples, interdisciplinaires et décentralisés, et de leur proposer des expertises psycho-légales et des thérapies. L'orientation prise en 2013, qui découle d'une nouvelle conception prévoyant des possibilités de placement individuel décentralisé et de placement en tout petits groupes, semble répondre aux besoins, mais doit continuer à être consolidée.

Chances et risques

Les autorités de placement ont à leur disposition des offres destinées à des adolescents qui présentent souvent des risques importants pour eux-mêmes et pour autrui. S'il s'agit là de chances pour les jeunes concernés et pour la société, cela ne va pas sans comporter des risques pour le personnel éducatif et exiger de leur part une diligence et un professionnalisme d'un niveau élevé.

Leistungsinformationen zur Produktgruppe

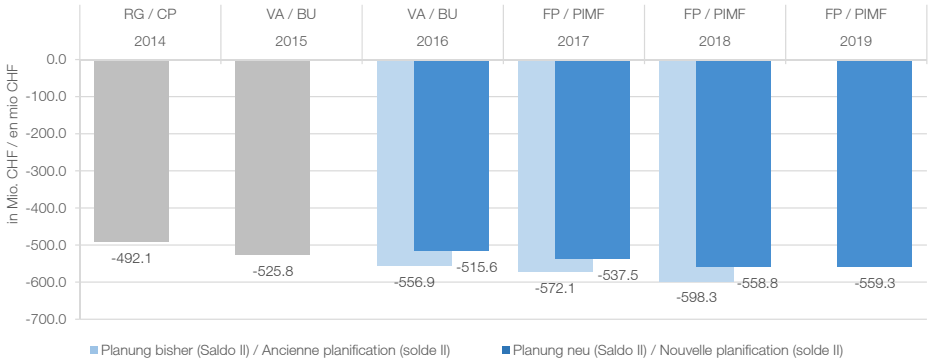
Informations sur les prestations du groupe de produits

Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat: clôture des comptes 2014)	**Wert / Valeur**	**künftige Entwicklung / Evolution attendue**
Anzahl verrechnete Tage (BEO-Bolligen und BEO-Sirius)	21'047	konstant
Nombre de journées facturées (BEO-Bolligen et BEO-Sirius)		stabilité
Anzahl verrechnete Gutachten	12	konstant
Nombre d'expertises facturées		stabilité
Anzahl Neuaufnahmen (BEO-Bolligen und BEO-Sirius)	43	konstant
Nombre de nouvelles admissions (BEO-Bolligen et BEO-Sirius)		stabilité

6.7.9 Vollzug der Sozialversicherungen

6.7.9 Mise en œuvre des prescriptions sur les assurances sociales

Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)



Beschreibung

Sicherstellen des Finanztransfers der Sozialversicherungszweige Familienzulagen in der Landwirtschaft und Ergänzungsleistungen. Sicherstellen des Obligatoriums in der Krankenpflegeversicherung, ermitteln von Personen innerhalb des Kantons, welche Anrecht auf eine verbilligte Krankenkassenprämie haben, und deren zeitgerechte Auszahlung.

Description

Garantir les transferts financiers dans deux branches des assurances sociales, à savoir les allocations familiales dans l'agriculture et les prestations complémentaires. Garantir le respect du régime de l'assurance-maladie obligatoire, déterminer quelles personnes ont droit à une réduction des primes dans le canton et veiller à ce que les montants qui leur sont dus à ce titre soient versés à temps.

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF
(+) Erlöse	1'521'796	50'000	800'000	800'000	800'000	800'000	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	3'221'558	3'557'098	3'556'735	3'596'664	3'550'862	3'589'570	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	7'701'892	7'251'000	2'241'000	1'741'000	1'741'000	1'741'000	(-) Coûts matériels
(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	164'730	318'993	1'141'802	1'093'082	1'039'581	922'046	(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**-9'566'383**	**-11'077'091**	**-6'139'537**	**-5'630'746**	**-5'531'443**	**-5'452'616**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	690'950'173	703'850'000	**741'994'900**	770'314'300	790'951'500	805'597'600	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	1'173'513'714	1'218'557'000	**1'251'414'139**	1'302'181'000	1'344'181'000	1'359'441'000	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	1'581	2'500	**2'500**	2'500	2'500	2'500	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**-492'128'344**	**-525'781'591**	**-515'556'276**	**-537'494'946**	**-558'758'443**	**-559'293'516**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(+) Abgrenzungen	-	-	67'105	28'232	-16'937	-64'362	(+) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**-515'489'170**	**-537'466'714**	**-558'775'380**	**-559'357'878**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF Solde I des produits
Beiträge an die Sozialversicherungen	-5'336'934	-5'637'713	259'843	340'957	349'805	365'694	Produit Contributions dans le domaine des assurances sociales
Prämienverbilligung in der Krankenversicherung	-4'229'450	-5'439'378	-6'399'380	-5'971'704	-5'881'248	-5'818'310	Produit Réduction des primes d'assurance-maladie

Kommentar:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Der Saldo I weist gegenüber dem Voranschlag 2015 eine Verbesserung von CHF 4,9 Millionen aus. Dies ist auf die Erlöszunahme Dritte von CHF 0,7 Millionen, die Zunahme der kalkulatorischen Zinsen und Abschreibungen von CHF 0,8 Millionen aufgrund der Aktivierung der Applikation EVOK Ende Jahr 2014 sowie auf die Abnahme der Sachkosten um rund CHF 5,0 Millionen zurückzuführen. Die Abnahme der Sachkosten ist primär auf eine Umlagerung von Saldo I auf Saldo II im Bereich Familienzulagen Landwirtschaft zurückzuführen.

Der Saldo II verbessert sich um CHF 10,2 Millionen gegenüber dem Voranschlag 2015. Die erwarteten Bundesbeiträge an die Ergänzungsleistungen und an die Prämienverbilligungen fallen um CHF 28,5 Millionen höher aus. Auch die Gemeindebeiträge an die Ergänzungsleistungen erhöhen sich um CHF 9,6 Millionen. Diesen Mehrerträgen stehen Mehrkosten bei den Ergänzungsleistungen und deren Abwicklung von rund CHF 37,1 Millionen sowie bei Familienzulagen nicht Erwerbstätige von CHF 1,0 Millionen gegenüber. Die Aufwände für Prämienverbilligungen reduzieren sich um CHF 10,0 Millionen. Die Umlagerung im Bereich Familienzulagen Landwirtschaft – bisher im Saldo I – beträgt CHF 4,7 Millionen und belastet neu den Saldo II. Die Zunahme des Saldos II in den Jahren 2017 und 2018 ist primär auf erhöhte Kosten bei den Ergänzungsleistungen zurückzuführen.

Entwicklungsschwerpunkte

Das Jahr 2016 steht im Fokus von übergeordneten, bundesrechtlichen Projektarbeiten wie beispielsweise die Umsetzung von Artikel 65 des Bundesgesetzes vom 18. März 1994 über die Krankenversicherung (KVG) und Schnittstellen-Anpassungen aufgrund von kantonalen Vorgaben sowie Vorbereitungsmassnahmen für die Betriebsüberführung der Applikation EVOK-2014 zur Bedag.

Chancen und Risiken

Produkt «Prämienverbilligung in der Krankenversicherung»

In der Januarsession 2015 wurde die Minimalquote von 25 Prozent Bezügeranteil an Prämienverbilligungen gestrichen. Dagegen wurde das Referendum ergriffen. Die Abstimmung wird im Februar 2016 stattfinden. Am 31. März 2015 wurde eine Volksinitiative «Ja zu den bewährten Prämienverbilligungen» lanciert. Ziel der Initiative ist es, die Anzahl der ausgerichteten Prämienverbilligungen als auch deren Höhe auf den Stand vom Jahr 2013 zurückzuführen. Das Risiko besteht sowohl bei Annahme des Referendums und/oder der Volksinitiative, dass die Kosten in der Prämienverbilligung in den nächsten Jahren stark ansteigen werden.

Commentaire:

Modifications par rapport à la planification précédente

Le solde I de l'OAS présente une amélioration de CHF 4,9 millions par rapport au budget 2015. Cela est principalement dû à l'augmentation des rentrées financières de tiers (qui correspond à CHF 0,7 million), à la hausse des intérêts standard et des amortissements (CHF 0,8 million) suite à l'activation de l'application EVOK à la fin de l'année 2014 ainsi qu'à la diminution des frais de prestations matérielles (env. CHF 5,0 millions). Cette diminution des frais de prestations matérielles s'explique en premier lieu par un transfert du solde I vers le solde II dans le domaine des allocations familiales dans l'agriculture.

Le solde II présente quant à lui une amélioration de CHF 10,2 millions par rapport au budget 2015. Les subventions fédérales pour les prestations complémentaires et la réduction des primes sont supérieures de CHF 28,5 millions à ce qui était attendu. Les contributions communales aux prestations complémentaires augmentent elles aussi de CHF 9,6 millions. Ces recettes supplémentaires sont toutefois compensées par des dépenses supplémentaires notamment dans les domaines des prestations complémentaires (env. CHF 37,1 millions) et des allocations familiales pour les personnes n'exerçant pas d'activité lucrative (CHF 1,0 million). Les charges dans le domaine de la réduction des primes diminuent de CHF 10,0 millions. Les allocations familiales dans l'agriculture, jusqu'ici comprises dans le solde I, sont désormais mises à la charge du solde II, à hauteur de CHF 4,7 millions. L'augmentation du solde II au cours des années 2017 et 2018 est principalement due à un accroissement des coûts dans le domaine des prestations complémentaires.

Priorités de développement

L'année 2016 sera marquée par des travaux relatifs à la réalisation de projets découlant du droit supérieur, principalement du droit fédéral, tels que la mise en œuvre de l'article 65 de la loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie (LAMal) ainsi que par des adaptations des interfaces découlant de prescriptions cantonales et des mesures préparatoires en vue du transfert de l'exploitation de l'application EVOK 2014 à la société Bedag.

Chances et risques

Produit «Réduction des primes d'assurance-maladie»

Lors de la session de janvier 2015, il a été décidé de supprimer l'objectif de prestation selon lequel 25 pour cent de la population cantonale au minimum bénéficie de la réduction des primes. Un référendum a été lancé pour revenir sur cette décision. La votation aura lieu en février 2016. Le 31 mars 2015, une initiative populaire intitulée «Oui à un système éprouvé de réduction des primes» a été lancée. Le but de cette initiative est de revenir à la situation de 2013 pour ce qui est du nombre de bénéficiaires ainsi que des montants. En cas d'acception du référendum ou de l'initiative, il y a un risque que les coûts dans le domaine de la réduction des primes augmentent de manière considérable au cours des prochaines années.

Produkt «Beiträge an die Sozialversicherungen»

Die Kalkulation der Planwerte 2016–2018 im Bereich Ergänzungsleistungen basiert auf Erfahrungswerten der Durchführungsstelle, wonach mit rund 4 Prozent Zuwachs pro Jahr zu rechnen ist. Sollte das prognostizierte Wachstum nicht eintreffen und tiefer ausfallen, so entstünden wesentliche Minderkosten. Das Jahr 2019 wurde aufgrund des Regierungsratsbeschlusses vom Mai 2015 lediglich mit 1 Prozent Wachstum berücksichtigt.

Produit «Contributions dans le domaine des assurances sociales»

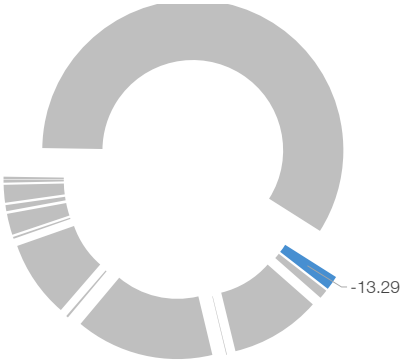
Le calcul des valeurs de planification pour les années 2016 à 2018 dans le domaine des prestations complémentaires se fonde sur l'expérience des institutions, d'après lesquelles il faut s'attendre à une croissance d'environ 4 pour cent par an. Si ces prévisions ne se réalisaient pas et que la croissance était inférieure à 4 pour cent, les coûts seraient nettement inférieurs à ce qui est prévu. En 2019, on a enregistré une croissance de 1 pour cent seulement en raison de l'arrêté du Conseil-exécutif de mai 2015.

Leistungsinformationen zur Produktgruppe

Informations sur les prestations du groupe de produits

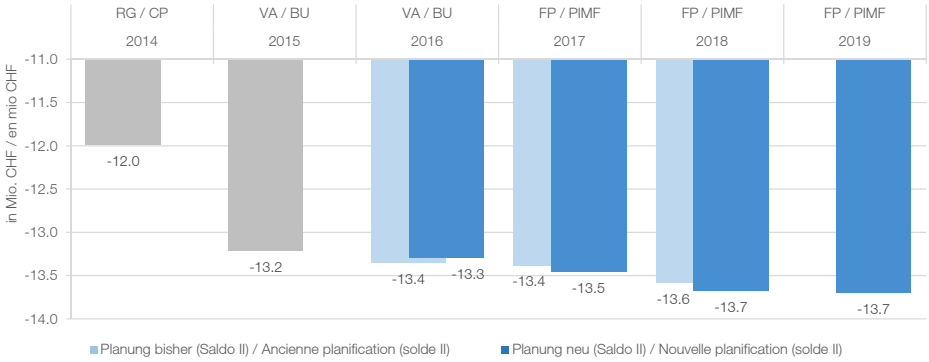
Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat: clôture des comptes 2014)	**Wert / Valeur**	**künftige Entwicklung / Evolution attendue**
Anzahl eingereichte Anträge auf Prämienverbilligung	13'000	konstant
Nombre de demandes de réduction des primes reçues		stabilité
Anzahl bearbeitete Anträge auf Prämienverbilligung	13'600	konstant
Nombre de demandes de réduction des primes traitées		stabilité
Anzahl eingereichte Anträge auf Befreiung von der oblig. Krankenversicherung	1'300	steigend
Nombre de demandes d'exemption du régime de l'assurance-maladie obligatoire reçues		augmentation
Anzahl bearbeitete Anträge auf Befreiung von der oblig. Krankenversicherung	1'100	konstant
Nombre de demandes d'exemption du régime de l'assurance-maladie obligatoire traitées		stabilité
Anzahl Kundenkontakte am Telefon	66'500	konstant
Nombre de contacts téléphoniques avec des clients		stabilité
Anzahl Kundenkontakte am Schalter	3'100	konstant
Nombre de contacts avec des clients au guichet		stabilité
Anzahl schriftliche Kundenkontakte (E-Mail, Briefe)	15'000	konstant
Nombre de contacts écrits avec des clients (courriels, lettres)		stabilité
Anzahl ordentliche Prämienverbilligungsberechtigte	137'000	konstant
Nombre d'ayants droit ordinaires à la réduction des primes		stabilité
Anzahl Prämienverbilligungsberechtigte, die Sozialhilfe oder Ergänzungsleistungen beziehen	89'000	konstant
Nombre d'ayants droit à la réduction des primes qui perçoivent l'aide sociale ou des prestations complémentaires		stabilité
Anteil AHV-Rentner mit Ergänzungsleistungen in Prozenten	13.8	konstant
Nombre de rentiers AVS au bénéfice de prestations complémentaires, en pour cent		stabilité
Anteil IV-Rentner mit Ergänzungsleistungen in Prozenten	38.5	konstant
Nombre de rentiers AI au bénéfice de prestations complémentaires, en pour cent		stabilité
Anzahl Personen mit Familienzulagen Nichterwerbstätige	2'611	konstant
Nombre de personnes sans activité lucrative au bénéfice d'allocations familiales		stabilité
Anzahl Personen mit Familienzulagen Landwirtschaft	13'961	sinkend
Nombre de personnes au bénéfice d'allocations familiales dans l'agriculture		diminution

6.7.10 Regierungsstatthalterämter



Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)

6.7.10 Préfectures



Beschreibung

Kundennahe und effiziente Erfüllung der den Regierungsstatthalterinnen und Regierungsstatthaltern gesetzlich zugewiesenen Aufgaben in den Kernbereichen Aufsicht und Rechtsmittelinstanz gegenüber Gemeinden, Aufsicht und Rechtsmittelinstanz im Vormundschaftsrecht inkl. Fürsorgerische Freiheitsentziehung, Ombudsfunktion, Bauwesen, Führungs- und Koordinationsaufgaben in Katastrophen und Notlagen sowie weiteren Aufgaben.

Description

Accomplissement efficace, orienté vers les besoins et les attentes des clients, des tâches que la législation attribue aux préfets et aux préfètes dans leurs domaines d'activité essentiels: surveillance des communes et traitement des recours contre les décisions de ces dernières, surveillance et traitement des recours dans les domaines de la tutelle et de la privation de liberté à des fins d'assistance, fonction d'organe de médiation, constructions, tâches de conduite et de coordination en cas de catastrophe et de situation d'urgence, ainsi qu'autres tâches.

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte **2014**	Voranschlag Budget **2015**	Voranschlag Budget **2016**	Finanzplan Plan financier **2017**	**2018**	**2019**	CHF
(+) Erlöse	8'435'522	7'675'700	7'714'510	7'714'510	7'714'510	7'714'510	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	15'931'982	16'139'367	16'082'192	16'254'932	16'482'413	16'511'400	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	4'408'738	4'708'102	4'909'310	4'909'311	4'909'310	4'909'309	(-) Coûts matériels
(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	96'418	44'308	21'908	12'009	6'487	0	(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**-12'001'616**	**-13'216'076**	**-13'298'899**	**-13'461'742**	**-13'683'700**	**-13'706'199**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	4'642	500	**400**	400	400	400	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	0	0	**0**	0	0	0	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	7'910	2'700	**7'000**	7'000	7'000	7'000	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**-11'989'064**	**-13'212'876**	**-13'291'499**	**-13'454'342**	**-13'676'300**	**-13'698'799**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(-) Abgrenzungen	-	-	123'972	128'520	129'192	132'176	(-) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**-13'415'472**	**-13'582'862**	**-13'805'493**	**-13'830'975**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte **2014**	Voranschlag Budget **2015**	Voranschlag Budget **2016**	Finanzplan Plan financier **2017**	**2018**	**2019**	CHF Solde I des produits
Verwaltungsrechtspflege	-4'675'836	-4'743'474	-4'999'279	-5'043'832	-5'118'261	-5'108'019	Justice administrative
Aufsicht	-1'737'929	-2'207'393	-1'735'782	-1'752'129	-1'775'900	-1'776'009	Surveillance
Vollzug weiterer gesetzlicher Aufgaben	-5'587'852	-6'265'209	-6'563'837	-6'665'780	-6'789'540	-6'822'172	Exécution d'autres tâches légales

Kommentar:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Der Saldo I verändert sich gegenüber dem Voranschlag 2015 kaum und steigt nur moderat um rund CHF 85'000 an. Im Finanzplan 2017–2019 erhöht sich der Saldo I im Rahmen des ordentlichen Lohnsummenwachstums. Die Geschäftslast verbleibt weiterhin auf hohem Niveau, insbesondere die Baubewilligungsgesuche haben zugenommen. Gegenüber dem Vorjahr wurden insgesamt 210 Baugesuche mehr eingereicht, dies entspricht einer Zunahme von 9,5 Prozent.

Entwicklungsschwerpunkte

Die internen Ausbildungen für das Führungs- und Fachpersonal werden intensiviert. Dadurch wird der Aufwand im Konto Aus- und Weiterbildung ansteigen und die vorhandenen finanziellen Mittel weitgehend ausschöpfen. Der Erfahrungsaustausch während diesen Schulungen ist wertvoll und wird von den Mitarbeitenden geschätzt.

Chancen und Risiken

Die Tätigkeiten für die Aufsicht der Gemeinden und anderen Körperschaften stellen für die Regierungsstatthalterämter ein wichtiges Tagesgeschäft dar. Diese Aufgaben wurden überprüft und neu strukturiert, dabei sind auch die Abgrenzungen zwischen Aufsicht und Beratungen festgelegt worden. Mit den neuen elektronischen Dokumenten werden die gesetzlichen Aufgaben vereinheitlicht und mehrheitlich vereinfacht. Die zukünftigen Erfahrungs-werte sowie die Rückmeldungen der Gemeinden und Körperschaften werden aufzeigen, ob sich das neue Konzept bewähren wird. Auf Grund der Rückmeldungen aus der Testphase mit den verschiedenen Pilotbetrieben blickt die Geschäftsleitung der Regierungsstatthalterämter dieser Herausforderung zuversichtlich entgegen. Die Umsetzung wird mit den bestehenden Personalressourcen durchgeführt.

Commentaire:

Modifications par rapport à la planification précédente

Le solde I s'est à peine modifié par rapport au budget 2015, en s'accroissant modérément, de quelque CHF 85'000. Dans le plan financier 2017 à 2019, le solde I augmente en raison de la hausse ordinaire de la masse salariale. Le volume des affaires reste élevé, du fait notamment du nombre plus important de demandes de permis de construire. Par rapport à l'exercice précédent, 210 demandes de permis de plus ont été déposées, ce qui correspond à une augmentation de 9,5 pour cent.

Priorités de développement

Les formations internes destinées aux cadres et au personnel spécialisé s'intensifient, ce qui explique que les charges du compte concernant la formation et le perfectionnement s'accroissent et que les moyens financiers disponibles soient presque intégralement utilisés. Les expériences échangées par les participants au cours de ces formations sont précieuses et appréciées.

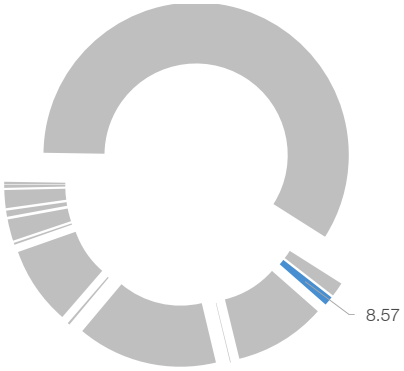
Chances et risques

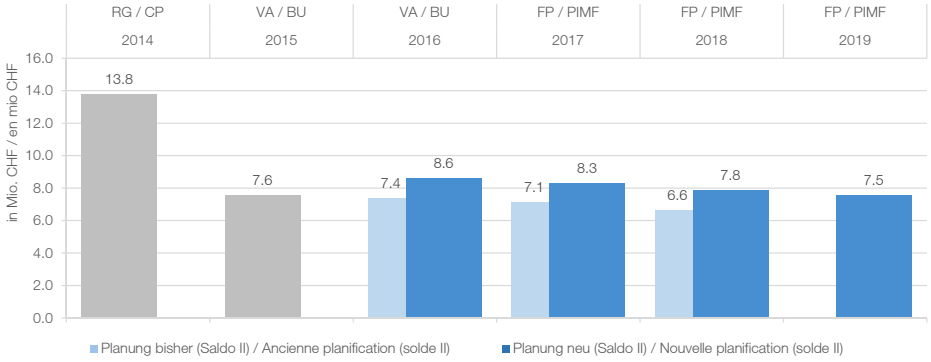
Les activités de surveillance des communes et d'autres collectivités représentent une tâche courante importante pour les préfectures. Elles font l'objet d'un examen et d'une restructuration, ce qui permet de distinguer ce qui relève de la surveillance d'une part et des conseils d'autre part. Grâce aux nouveaux documents électroniques, il est possible d'harmoniser les tâches prévues par la législation et de les simplifier pour la majorité d'entre elles. Les futures valeurs de référence ainsi que les réactions des communes et des collectivités permettront de montrer si la nouvelle stratégie est efficace. Le Directoire des préfectures, s'il en juge par les premières réactions enregistrées lors de la phase d'essai menée avec différents établissements pilotes, est confiant à cet égard. La mise en œuvre s'effectue avec le personnel habituel des préfectures.

Leistungsinformationen zur Produktgruppe **Informations sur les prestations du groupe de produits**

Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat: clôture des comptes 2014)	Wert / Valeur	künftige Entwicklung / Evolution attendue
Anzahl der eingereichten Beschwerden (Verwaltungsjustiz)	595	konstant
Nombre de recours formés (justice administrative)		stabilité
Anzahl der erledigten Beschwerden (Verwaltungsjustiz)	652	konstant
Nombre de recours réglés (justice administrative)		stabilité
Anzahl der durchgeführten Gemeindekontrollbesuche	278	konstant
Nombre de visites de contrôle effectuées auprès des communes		stabilité
Anzahl der eingereichten Baugesuche	2'404	steigend
Nombre de demandes de permis de construire déposées		augmentation
Anzahl der erledigten Baugesuche	2'425	konstant
Nombre de demandes de permis de construire traitées		stabilité
Anzahl der erledigten Geschäfte in den Bereichen Gastgewerbe, Erbschaftswesen, Bäuerliches Bodenrecht und Prostitutionsgesetz	19'759	konstant
Nombre d'affaires réglées en matière d'hôtellerie et de restauration, de successions, de droit foncier rural et de législation sur la prostitution		stabilité

6.7.11 Betreibungen und Konkurse





Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)

Beschreibung

Durchführung der betreibungs- und konkursrechtlichen Aufgaben durch die Betreibungs- und Konkursämter (BAKA) und deren Dienststellen im Rahmen des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs und der kantonalrechtlichen Rahmenbedingungen (Finanzverwaltung, EDV usw.). Insbesondere umfasst dies:

- Durchführung der Betreibungen auf Pfändung und Pfandverwertung
- Durchführung der Konkurse
- Erteilung der Auskünfte aus den Registern
- Aufnahme der Retentionen in Geschäftsliegenschaften
- Vornahme der gerichtlich angeordneten Arreste
- Führung der Eigentumsvorbehaltsregister
- Beratung und Unterstützung der Schuldner, Gläubiger, Behörden und weiteren Betroffenen

6.7.11 Poursuites et faillites

Description

Accomplissement, par les offices des poursuites et des faillites (OPF) et leurs agences, des tâches imposées par le droit relatif aux poursuites et aux faillites, dans le respect de la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite ainsi que de la législation et des autres consignes cantonales (gestion financière, informatique, etc.). Il s'agit en particulier des tâches suivantes:

- Traitement des procédures de poursuite par voie de saisie et de poursuite en réalisation de gage
- Traitement des procédures de faillite
- Octroi de renseignements sur la base des registres
- Prise d'inventaire pour sauvegarde des droits de rétention dans des locaux commerciaux
- Exécution des séquestres ordonnés par le juge
- Tenue du registre des réserves de propriété
- Activités de conseil et de soutien en faveur des débiteurs, des créanciers, des autorités et d'autres personnes ou instances concernées

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF
(+) Erlöse	47'323'371	43'955'000	44'530'000	44'530'000	44'530'000	44'530'000	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	27'558'594	28'632'282	28'711'543	29'002'930	29'455'027	29'751'437	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	6'156'070	7'835'601	7'419'301	7'409'300	7'409'301	7'409'301	(-) Coûts matériels
(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	82'892	87'711	25'506	28'513	31'048	39'882	(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**13'525'814**	**7'399'406**	**8'373'650**	**8'089'257**	**7'634'624**	**7'329'380**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	231'822	175'000	**186'000**	186'000	186'000	186'000	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	0	0	**0**	0	0	0	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	12'766	4'300	**12'800**	12'800	12'800	12'800	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**13'770'402**	**7'578'706**	**8'572'450**	**8'288'057**	**7'833'424**	**7'528'180**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(-) Abgrenzungen	-	-	346'310	346'715	351'766	353'469	(-) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**8'226'140**	**7'941'341**	**7'481'658**	**7'174'712**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	Finanzplan Plan financier 2018	Finanzplan Plan financier 2019	CHF Solde I des produits
Durchführung der Betreibungsverfahren	15'765'630	9'435'422	9'523'359	9'287'496	8'911'504	8'659'771	Exécution des procédures de poursuite
Durchführung der Konkursverfahren	-2'239'816	-2'036'016	-1'149'709	-1'198'239	-1'276'880	-1'330'391	Exécution des procédures de faillite

Kommentar:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Der Saldo I weist gegenüber dem Voranschlag 2015 eine Zunahme von rund CHF 1 Million aus. Diese Verbesserung ist hauptsächlich auf eine sehr restriktive Budgetierung, Einsparungen bei den Sachkosten von CHF 420'000 und Mehreinnahmen beim Gebührenertrag von CHF 575'000 zurückzuführen. Die Erhöhung des Gebührenertrages stützt sich auf die stetige Zunahme der Geschäftslast. Die minime Verschlechterung des Saldos I in den Finanzplanjahren 2017–2019 ist auf das Lohnsummenwachstum zurückzuführen.

Entwicklungsschwerpunkte

Die produktive Einführung der neuen Fachapplikation für die Betreibungsämter erfolgte nicht wie geplant im 4. Quartal 2014. Der Entwicklungsstand lag unter den Erwartungen, weshalb die Einführung um ein Jahr verschoben werden musste. Im Voranschlagsjahr werden wir uns deshalb, infolge verspäteter Einführung der neuen Fachapplikation, grossmehrheitlich mit der Konsolidierung der Arbeitsabläufe beschäftigen. Das per Jahr 2013 eingeführte Controlling und die Flussdiagramme sind den neuen Gegebenheiten anzupassen. Ebenfalls sind letzte Anpassungen durch den Lieferanten an der neuen Software geplant. In den Folgejahren werden wir uns schwergewichtig mit der Ablösung der Software für die Konkursämter beschäftigen.

Im Finanz- und Rechnungswesen kann das getrennte Verbuchen von Gebühren und Auslagen ebenfalls erst im Voranschlagsjahr umgesetzt werden.

Chancen und Risiken

Politische Vorstösse und Vorgaben des Bundes, sowie Entscheide von Bundesgericht und Aufsichtsbehörde könnten die Gebühreneinnahmen negativ beeinflussen (rigorose Durchsetzung Sozialtarif). Zudem gestaltet sich die Rekrutierung von geeignetem Personal nach wie vor schwierig.

Motionen, Postulate und Planungserklärungen des Grossen Rates mit Kostenfolge sind uns keine bekannt.

Commentaire:

Modifications par rapport à la planification précédente

Par rapport au budget 2015, le solde I présente une amélioration de CHF 1 million environ, qui s'explique principalement par une budgétisation très restrictive, par des économies de CHF 420'000 réalisées dans le domaine des biens, services et marchandises et par des émoluments supplémentaires de CHF 575'000. La hausse des émoluments est due à l'augmentation constante du volume des affaires. La faible détérioration du solde I pour les années du plan financier 2017 à 2019 s'explique par l'augmentation de la masse salariale.

Priorités de développement

La nouvelle application spécialisée pour les offices des poursuites n'a pas été introduite durant le quatrième trimestre de 2014, comme prévu initialement. Son développement n'était pas conforme aux attentes, raison pour laquelle l'introduction a dû être reportée d'un an. Pour l'exercice budgétaire, nous allons par conséquent nous occuper principalement de consolider les processus de travail. Le controlling introduit en 2013 et les ordinogrammes doivent être adaptés aux nouvelles données. Par ailleurs, le fournisseur du nouveau logiciel a prévu des dernières mises au point. Au cours des prochaines années, nous allons nous consacrer prioritairement au remplacement du logiciel des offices des faillites.

Dans le domaine des finances et de la comptabilité, la comptabilisation séparée des émoluments et des débours ne sera mise en œuvre elle aussi qu'au cours de l'exercice budgétaire.

Chances et risques

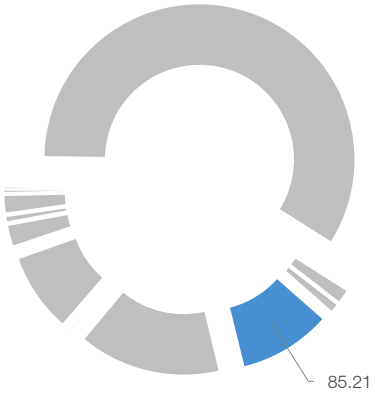
Diverses interventions politiques et les prescriptions de la Confédération, tout comme certains arrêts du Tribunal fédéral et décisions de l'autorité de surveillance pourraient avoir une influence négative sur les revenus des émoluments (en raison de l'application rigoureuse du tarif social). En outre, le recrutement de collaborateurs aptes à travailler dans notre secteur demeure difficile.

Nous n'avons été concernés par aucune motion, aucun postulat et aucune déclaration de planification du Grand Conseil ayant des incidences financières.

Leistungsinformationen zur Produktgruppe **Informations sur les prestations du groupe de produits**

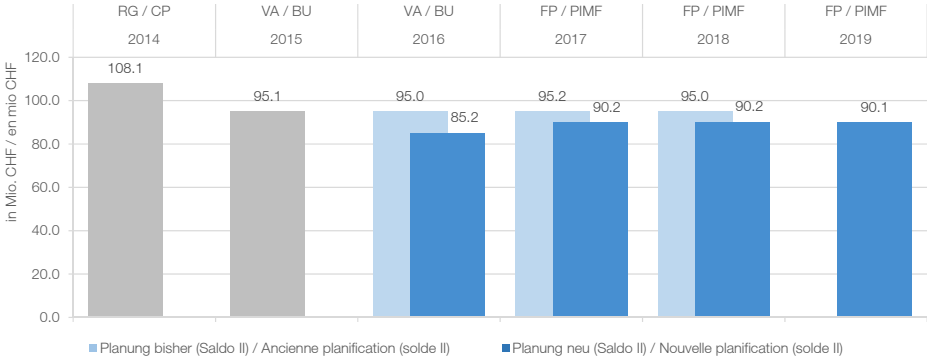
Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat: clôture des comptes 2014)	**Wert / Valeur**	**künftige Entwicklung / Evolution attendue**
Anzahl ausgestellte Zahlungsbefehle	297'583	steigend
Nombre de commandements de payer établis		augmentation
Anzahl eingegangene Fortsetzungsbegehren	232'286	konstant
Nombre de réquisitions de continuer la poursuite reçues		stabilité
Anzahl eingereichte Beschwerden	269	konstant
Nombre de recours formés		stablilité
Anzahl gutgeheissene Beschwerden	29	steigend
Nombre de recours admis		augmentation
Total eröffnete Konkursverfahren	1'486	konstant
Nombre total de procédures de faillite ouvertes		stabilité
Anzahl eröffnete Liquidationen über ausgeschlagene Verlassenschaften	766	konstant
Nombre de procédures ouvertes de liquidation d'une succession répudiée		stabilité
Anzahl gutgeheissene Beschwerden	1	konstant
Nombre de recours admis		stabilité

6.7.12 Führen des Grundbuches



Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)

6.7.12 Tenue du registre foncier



Beschreibung

Führung des Grundbuches als Verzeichnis der Grundstücke und der daran bestehenden Rechte. Veranlagung und Bezug der Handänderungssteuern. Erstellen von Grundbuchauszügen gemäss der Gesetzgebung und Beantwortung von Anfragen aller Art.

Description

Tenue du registre foncier en tant que répertoire des immeubles et des droits y relatifs. Taxation et perception des impôts sur les mutations. Etablissement d'extraits du registre foncier en application de la législation et réponse aux questions de toute nature.

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	Finanzplan Plan financier 2018	Finanzplan Plan financier 2019	CHF
(+) Erlöse	11'816'413	13'881'400	13'861'900	13'861'900	13'861'900	13'861'900	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	13'932'573	14'994'157	14'920'438	14'929'642	14'955'727	15'078'176	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	428'716	723'301	723'000	723'001	723'000	723'000	(-) Coûts matériels
(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	62'955	18'853	12'663	12'110	8'095	3'704	(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**-2'607'832**	**-1'854'911**	**-1'794'201**	**-1'802'853**	**-1'824'922**	**-1'942'980**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	0	0	**0**	0	0	0	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	0	0	**0**	0	0	0	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	110'705'717	97'002'200	**87'002'100**	92'002'100	92'002'100	92'002'100	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**108'097'885**	**95'147'289**	**85'207'899**	**90'199'247**	**90'177'178**	**90'059'120**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(-) Abgrenzungen	-	-	44'977	44'476	47'628	51'314	(-) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**85'162'922**	**90'154'771**	**90'129'550**	**90'007'806**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	Finanzplan Plan financier 2018	Finanzplan Plan financier 2019	CHF Solde I des produits
Grundbuchführung	-1'368'369	-13'043'996	-488'993	-500'826	-519'665	-622'998	Tenue du registre foncier
Veranlagung und Bezug der Handänderungssteuern	-22'199	-678'528	-30'000	-30'000	-30'000	-30'000	Taxation et perception des impôts sur les mutation
Auskünfte	-1'217'263	11'867'614	-1'275'208	-1'272'027	-1'275'258	-1'289'981	Renseignements

Kommentar:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Der Saldo I verändert sich gegenüber dem Voranschlag 2015 nur geringfügig. Das Gesetz vom 18. März 1992 betreffend die Handänderungssteuer (HG) ist auf den 1.1.2015 revidiert worden. Die Gesetzesnovelle bringt steuerliche Erleichterungen beim Erwerb selbstgenutzten Grundeigentums durch das Institut der nachträglichen Steuerbefreiung (Artikel 11a HG). Der Budgetprozess 2015 ist mit Unsicherheiten verbunden. Die Rechnung 2015 weist in der Beobachtungsperiode derzeit steigende Fallzahlen für Stundungsgesuche betreffend nachträgliche Steuerbefreiung auf. Mitverantwortlich dafür ist der Umstand, dass viele Steuerpflichtige im Jahre 2014 mit der Grundbuchanmeldung zugewartet haben, um nach Inkrafttreten der Gesetzesänderung von der Steuererleichterung zu profitieren. Für eine genaue abschliessende Beurteilung der weiteren Entwicklung in diesem Bereich ist der Beobachtungszeitraum im gegenwärtigen Zeitpunkt zu kurz. Tendenziell ist jedoch erkennbar, dass die Änderung des Gesetzes (direkter Gegenvorschlag zur Volksinitiative «Schluss mit gesetzlicher Verteuerung der Wohnkosten für Mieter und Eigentümer») potentiellen Interessenten für den Erwerb von Grundeigentum für die Selbstnutzung den definitiven Kaufentscheid erleichtert hat. Die dadurch mögliche Stundung der Handänderungssteuer auf den ersten 800'000 Franken der Gegenleistung für den Erwerb des Grundstückes führt zu markanten und dauernden Einbussen im Bereich der Handänderungssteuer. Die Saldo: der Produkte weisen zum Teil grosse Differenzen gegenüber dem VA 2015 aus. Der Grund ist, dass rund CHF 12,8 Millionen Gebühren für Amtshandlungen im Voranschlag 2015 irrtümlicherweise auf das Produkt «Auskunft» anstatt auf das Produkt «Grundbuchführung» budgetiert wurden.

Entwicklungsschwerpunkte

Weiterführung der Überarbeitung des Handbuches für den Verkehr mit den Grundbuchämtern und die Grundbuchführung (Fertigstellung der Kapitel Eigentum und Grundpfandrechte).

Digitalisierung der Grundbuchbelege vor 1.1.1997 zurück bis 1.1.1965 soweit technisch möglich, im Rahmen der finanziellen Ressourcen unter der Prämisse, dass die Beschaffung der erforderlichen Infrastruktur, insbesondere der Einsatz von Buchscannern, welche die Digitalisierung der Grundbuchbelege erlauben, erfolgen kann.

Erweiterung des digitalen Datenangebotes bei den Leistungsempfängern.

Commentaire:

Modifications par rapport à la planification précédente

Le solde I varie peu par rapport au budget 2015. La révision, au 1er janvier 2015, de la loi du 18 mars 1992 concernant les impôts sur les mutations (LIMu), a introduit la notion d'exonération fiscale a posteriori (art. 11 LIMu) qui entraîne des allégements fiscaux lors de l'acquisition d'une propriété foncière destinée à l'usage personnel du propriétaire. Le processus budgétaire en 2015 est incertain. En effet, les comptes de 2015 révèlent, pour la période d'observation, un nombre de cas actuellement en hausse pour les demandes de sursis concernant l'exonération fiscale a posteriori. Cela s'explique notamment par le fait qu'en 2014, de nombreux contribuables ont attendu l'entrée en vigueur de la modification législative pour procéder à une réquisition d'inscription au registre foncier afin de bénéficier d'un allégement fiscal. La période d'observation à disposition est trop courte pour qu'il soit possible d'émettre un avis définitif sur l'évolution dans ce domaine. La tendance montre quand même que la modification de la loi (contre-projet direct à l'initiative populaire «Pour en finir avec le renchérissement légal des coûts du logement pour locataires et propriétaires») a décidé plus facilement les personnes potentiellement intéressées à acquérir une propriété foncière pour leur propre usage à concrétiser leur projet. Le sursis au paiement de l'impôt sur les mutations sur les 800'000 premiers francs de la contre-prestation convenue pour l'acquisition de l'immeuble, qui est désormais possible, entraîne des pertes importantes et durables dans le domaine de l'impôt sur les mutations. Les soldes des produits présentent des différences parfois importantes par rapport au budget 2015, ce qui s'explique par le fait que quelque CHF 12,8 millions d'émoluments administratifs ont été budgétés par erreur, en 2015, sur le produit «Renseignements» alors qu'ils auraient dû l'être sur le produit «Tenue du registre foncier».

Priorités de développement

Poursuite de la révision du manuel concernant les relations avec les bureaux du registre foncier et la tenue du registre (achèvement du chapitre sur la propriété et les droits de gages immobiliers).

Numérisation des pièces justificatives du registre foncier pour la période antérieure au 1er janvier 1997, en remontant jusqu'au 1er janvier 1965, dans la mesure où les moyens techniques le permettent. Cette opération est prévue dans le cadre des ressources financières disponibles, à la condition qu'il soit possible de recourir à l'infrastructure nécessaire, en particulier à des appareils permettant de numériser les pièces justificatives du registre foncier (numériseurs de livres).

Extension de l'offre de données numériques auprès des bénéficiaires de prestations.

Chancen und Risiken

Per 1. Juni 2015 bestehen rund 2'200 rechtskräftig beurteilte Stundungsgesuche. Die daraus resultierende Summe der gestundeten Handänderungssteuern beträgt zu diesem Zeitpunkt rund CHF 23 Millionen. In allen Fällen wurden – ebenfalls rechtskräftig – gesetzliche Pfandrechte auf den betroffenen Grundstücken eingetragen.

Offen ist derzeit, wie weit sich ab dem Jahr 2016 die Fallzahlen wieder auf tieferem Niveau einpendeln werden. Deshalb ist die Annahme eines Steuerertrages (Handänderungssteuern) für den Voranschlag 2016 von CHF 87 Millionen mit Risiken verbunden.

Chances et risques

Au 1er juin 2015, quelque 2'200 demandes de sursis avaient donné lieu à une décision entrée en force. La somme des impôts sur les mutations ayant fait l'objet de sursis s'élève actuellement à CHF 23 millions environ. Dans l'ensemble des cas, des hypothèques légales, entrées en force elles aussi, ont été inscrites sur les feuillets des immeubles concernés.

Pour l'heure, il est impossible de savoir si le Nombre de cas diminuera à nouveau dès 2016. En raison de cette incertitude, il existe un risque que la budgétisation des recettes fiscales (impôts sur les mutations) de CHF 87 millions pour 2016 soit peu réaliste.

Leistungsinformationen zur Produktgruppe

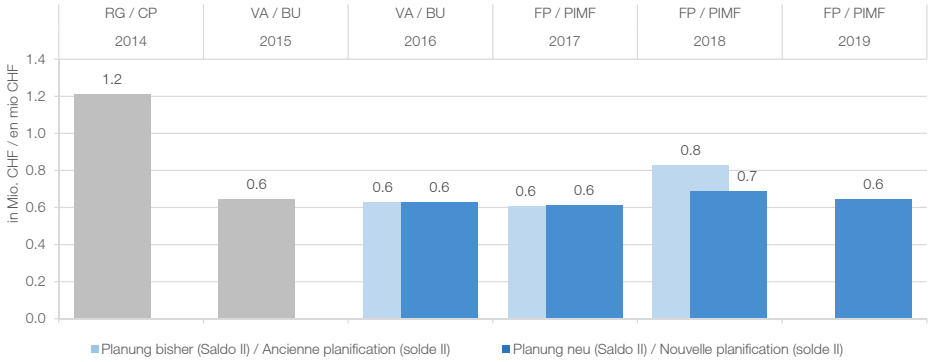
Informations sur les prestations du groupe de produits

Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat: clôture des comptes 2014)	**Wert / Valeur**	**künftige Entwicklung / Evolution attendue**
Anzahl Grundbuchanmeldungen	51'857	konstant
Nombre de réquisitions d'inscription au registre foncier		stabilité
Anzahl rechtsgültig abgeschlossener Grundbuchanmeldungen	53'197	konstant
Nombre de réquisitions d'inscription valablement traitées		stabilité
Rechtskräftig gestundete Handänderungssteuern	Zahl erstmals 2015 verfügbar / Premiers chiffres disponibles en 2015	
Décisions de sursis au paiement de l'impôt sur les mutations entrées en force		

6.7.13 Führen des Handelsregisters

Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)

6.7.13 Registre du commerce



Beschreibung

Das Handelsregisteramt des Kantons Bern ist als Kompetenzzentrum und Ausführungsstelle ein Partner für die Wirtschaft in Fragen der Registrierung von Unternehmen. Es dient der Konstituierung und der Identifikation von Rechtseinheiten. Es bezweckt die Erfassung und Offenlegung rechtlich relevanter Tatsachen und gewährleistet die Rechtssicherheit sowie den Schutz Dritter im Rahmen zwingender Vorschriften des Zivilrechts.

Description

L'Office du registre du commerce du canton de Berne est, en sa qualité de centre de compétences et d'exécution, un partenaire de l'économie expert en matière d'inscriptions d'entreprises. Le registre du commerce sert à la constitution et à l'identification des entités juridiques. Il a pour but d'enregistrer et de publier les faits juridiquement pertinents et de garantir la sécurité du droit ainsi que la protection de tiers dans le cadre des dispositions impératives du droit privé.

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF
(+) Erlöse	4'269'456	3'985'500	4'011'000	4'011'000	4'011'000	4'011'000	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	2'840'126	3'085'926	3'136'425	3'169'584	3'127'041	3'172'693	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	157'331	200'300	198'300	198'300	198'300	198'300	(-) Coûts matériels
(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	60'611	53'898	51'469	32'961	0	0	(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**1'211'388**	**645'376**	**624'807**	**610'155**	**685'659**	**640'007**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	0	1'000	**1'000**	1'000	1'000	1'000	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	0	0	**0**	0	0	0	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	1'347	400	**1'300**	1'300	1'300	1'300	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**1'212'735**	**646'776**	**627'107**	**612'455**	**687'959**	**642'307**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(-) Abgrenzungen	-	-	25'828	41'621	71'474	69'378	(-) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**601'279**	**570'834**	**616'485**	**572'929**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF Solde I des produits
Registereintrag	1'233'092	737'680	704'962	691'521	761'433	719'290	Inscription au registre
Vorprüfungsverfahren	-21'704	-92'305	-80'155	-81'367	-75'774	-79'283	Procédure d'examen préalable

Kommentar:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Die Erfahrungen der letzten beiden Berichtsjahre haben gezeigt, dass sich die Erlöse von Dritten bei CHF 4,0 Millionen eingependelt haben. Darum wurden diese Einnahmen ab dem Jahr 2016 um rund 0,65 Prozent erhöht.

Die kalkulatorischen Kosten nehmen im Jahr 2017 ab und in den Jahren 2018 sowie 2019 sind sie auf CHF 0.00. Der Grund liegt beim Ende der Abschreibungsdauer der restlichen Sachanlagen (Rotomate, Telefonanlage).

Entwicklungsschwerpunkte

Im Jahr 2016 stehen folgende Projekte an oder werden weitergeführt: Etablierung der Erneuerung des Branchenprogramms; Etablierung der elektronischen Entgegennahme der Handelsregisteranmeldungen, insbesondere mit dem Register der Urkundspersonen; Scanning der eingereichten Belege sowie weitere Rückerfassung der Firmendossiers; Fortsetzung der Verfahren (Organmangel) gemäss Artikel 154 der Handelsregisterverordnung vom 17. Oktober 2007 (HRegV; SR 221.411).

Chancen und Risiken

Die anhaltend schwierige Wirtschaftslage könnte dazu führen, dass Umstrukturierungen sowie Fusionen ausbleiben und dadurch die Gebühreneinnahmen tiefer als budgetiert ausfallen.

Sollte der Bundesrat die geplanten Änderungen im Obligationen- und Handelsrecht bereits früher als erwartet in Kraft setzen, könnte dies zu einem Risiko bei den personellen Ressourcen, aber auch zu einer Chance wegen den notwendigen Anpassungen (zusätzliche Gebühreneinnahmen) führen.

Commentaire:

Modifications par rapport à la planification précédente

Les expériences réalisées lors des deux derniers exercices ont montré que les rentrées financières de tiers se sont stabilisées aux alentours de CHF 4,0 millions, raison pour laquelle un accroissement de quelque 0,65 pour cent est prévu pour ces recettes à partir de 2016.

Les coûts standard baissent en 2017 et s'établissent à CHF 0 pour 2018 comme pour 2019, en raison de la fin de la durée d'amortissement pour le reste des immobilisations corporelles (systèmes paternoster, installation téléphonique).

Priorités de développement

Les projets suivants seront lancés ou poursuivis en 2016: renouvellement du programme spécialisé; poursuite de la réception électronique des inscriptions au registre du commerce, en particulier avec le registre des notaires; numérisation des pièces justificatives remises et nouvelle saisie des dossiers des entreprises; poursuite des procédures (carence dans l'organisation des organes) selon l'article 154 de l'ordonnance du 17 octobre 2007 sur le registre du commerce (ORC; RS 221.411).

Chances et risques

La persistance d'une situation économique difficile pourrait décourager des restructurations et des fusions, ce qui réduirait les recettes provenant des émoluments administratifs à un niveau plus faible que celui qui a été budgété.

Si le Conseil fédéral devait faire entrer en vigueur à une date anticipée les modifications du droit des obligations et du droit commercial qui sont prévues, cela pourrait représenter un risque du point de vue des ressources humaines mais aussi une chance du fait des adaptations qui s'imposeront (émoluments supplémentaires).

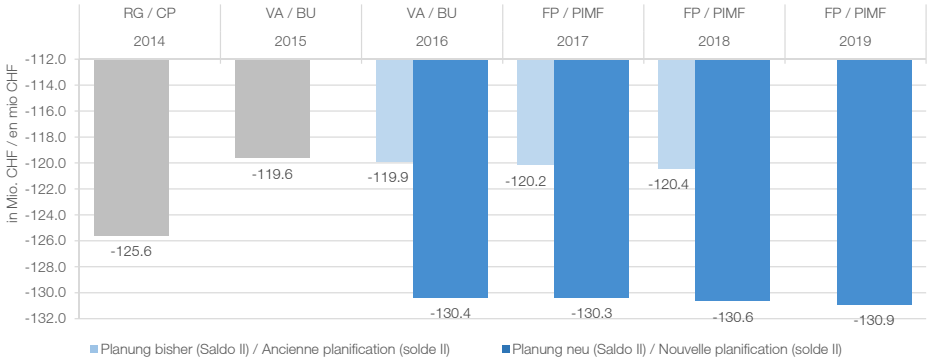
Leistungsinformationen zur Produktgruppe

Informations sur les prestations du groupe de produits

Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat: clôture des comptes 2014)	Wert / Valeur	künftige Entwicklung / Evolution attendue
Anzahl der Registrierungen	20'055	konstant
Nombre d'enregistrements		stabilité
Anzahl der eingegangenen Handelsregisteranmeldungen	21'832	konstant
Nombre de réquisitions d'inscription au registre du commerce reçues		stabilité
Anzahl der eingereichten und erledigten Vorprüfungen	597	konstant
Nombre de demandes d'examen préalable reçues et réglées		stabilité

6.7.14 Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde

Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)



Beschreibung

Wirksamer und effizienter zivilrechtlicher Kindes- und Erwachsenenschutz in Erfüllung der den Kindes- und Erwachsenenschutzbehörden nach dem total revidierten Erwachsenenschutzrecht (BBl 2009 S. 141 ff.) gesetzlich zugewiesenen Aufgaben in den Kernbereichen der Abklärung und Anordnung von Massnahmen inklusive fürsorgerische Unterbringung (Art. 273 Abs. 2, 274 Abs. 2, 298 Abs. 2, 306 Abs. 2, 307–312, 314abis,318 Abs. 3, 322 Abs. 2, 324, 325, 327a ff., 390–398, 403, 426 ff., 544 Abs. 1bis ZGB; Art. 6 Abs. 2 und 9 Abs. 3 BG-KKE, Art. 17 BG-HAÜ), der Vollzug von nicht massnahmegebundenen Aufgaben (Art. 134 Abs. 3 und 4, 275, 298a, 309/308 Abs. 2 i.V.m. Art. 287 Abs. 1, 316, 318 Abs. 2, 320 Abs. 2 ZGB), der Intervention und Aufsicht bezüglich privater Vorsorge und Massnahmen von Gesetzes wegen (Art. 360–387 ZGB), der Behandlung Zustimmungsbedürftiger Geschäfte (Art. 416 f., 327c ZGB), und der Aufsicht und dem Qualitätsmanagement gegenüber Mandatstragenden (Art. 327c, 408 Abs. 3, 410, 411, 415, 419, 425).

6.7.14 Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte

Description

Protection effective et efficace de l'enfant et de l'adulte, conformément aux tâches que le droit civil totalement révisé (FF 2009, p. 139 ss) attribue aux autorités de protection de l'enfant et de l'adulte dans les domaines principaux que sont les enquêtes et la prescription de mesures, placement à des fins d'assistance compris (art. 273, al. 2, 274, al. 2, 298, al. 2, 306, al. 2, 307 à 312, 314abis, 318, al. 3, 322, al. 2, 324, 325, 327a ss, 390 à 398, 403, 426 ss, 544, al. 1bis CCS; art. 6, al. 2 et 9, al. 3 LF-EEA, art. 17 LF-CLaH), les tâches non liées à des mesures (art. 134, al. 3 et 4, 275, 298a, 309/308, al. 2 en relation avec l'art. 287, al. 1, 316, 318, al. 2, 320, al. 2 CCS), les interventions et la surveillance s'agissant des mesures personnelles anticipées et des mesures appliquées de plein droit (art. 360 à 387 CCS), les actes nécessitant le consentement de l'autorité (art. 416 s., 327c CCS) ainsi que la surveillance et la gestion de la qualité vis-à-vis des mandataires (art. 327c, 408, al. 3, 410, 411, 415, 419, 425).

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF
(+) Erlöse	19'224'736	10'000'002	13'000'000	13'000'000	13'000'000	13'000'000	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	22'020'444	22'593'396	23'064'920	23'058'542	23'332'716	23'600'224	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	122'565'448	107'001'998	120'276'991	120'276'990	120'276'991	120'276'991	(-) Coûts matériels
(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	199'599	1'603	10'395	9'956	9'517	6'526	(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**-125'560'755**	**-119'596'995**	**-130'352'306**	**-130'345'489**	**-130'619'224**	**-130'883'741**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	0	0	**0**	0	0	0	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	0	0	**0**	0	0	0	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	0	0	**0**	0	0	0	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**-125'560'755**	**-119'596'995**	**-130'352'306**	**-130'345'489**	**-130'619'224**	**-130'883'741**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(-) Abgrenzungen	-	-	129'992	129'447	129'082	131'415	(-) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**-130'482'298**	**-130'474'936**	**-130'748'306**	**-131'015'157**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF Solde I des produits
Abklärung und Anordnung von Massnahmen zum Schutz minderjähriger Personen	-92'641'312	-68'892'920	-77'150'898	-77'149'329	-77'244'073	-77'335'719	Enquêtes et prescription de mesures visant la protection de personnes mineures
Abklärung und Anordnung von Massnahmen zum Schutz volljähriger Personen	-29'684'882	-43'041'192	-47'235'367	-47'232'687	-47'353'216	-47'469'560	Enquêtes et prescription de mesures visant la protection de personnes majeures
Vollzug nicht massnahmegebundene Aufgaben	-1'093'074	-3'863'037	-3'661'987	-3'661'848	-3'675'615	-3'689'005	Exécution de tâches non liées à des mesures
Interventionen und Aufsicht bezüglich privater Vorsorge und Massnahmen von Gesetzes wegen	-20'201	-630'340	0	0	0	0	Interventions et surveillance dans le domaine des
Zustimmungsbedürftige Geschäfte	-655'548	-858'495	-576'133	-575'758	-583'138	-590'239	Actes nécessitant le consentement de l'autorité
Aufsicht und Qualitätsmanagement	-1'465'739	-2'311'012	-1'727'921	-1'725'866	-1'763'181	-1'799'219	Surveillance et gestion de la qualité

Kommentar:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Der im Voranschlag 2016 geplante Saldo I von rund CHF –130,4 Millionen stützt sich auf die Erfahrungswerte der ersten beiden Geschäftsjahre der Kindes- und Erwachsenenschutzbehörden (KESB). Gegenüber dem Voranschlag 2015 werden die Erlöse infolge Gebühren und Rückerstattungen Dritter CHF 3 Millionen höher budgetiert. Die Sachkosten liegen rund CHF 13,3 Millionen höher als im Voranschlag 2015. Dieser Mehraufwand resultiert insbesondere aus kantonsinternen Lastenverschiebungen zugunsten der GEF und der POM (ASP-Massnahme 5.4f betreffend Übergangslösungen in der Psychiatrie sowie Massnahmen im Asylbereich), aus der konsequenten Vollkostenabgeltung an die Platzierungseinrichtungen und aus den höheren Abgeltungen an die im Auftrag der KESB tätigen Sozialdienste.

Entwicklungsschwerpunkte

Die KESB setzen im Jahr 2016 die Konsolidierung der im Jahr 2013 neu geschaffenen Behörde fort. Schwerpunkte liegen dabei auf der weiteren Entwicklung der Geschäfts- und Supportprozesse, der Optimierung der Schnittstellen mit den institutionellen Partnern, der Weiterentwicklung des Geschäftsverwaltungssystems sowie der Fortsetzung der Umverteilung der personellen Ressourcen zwischen den Standorten nach Massgabe ihrer Fallbelastung. Ein besonderer Fokus liegt zudem auf weiteren Verbesserungen der Transparenz, Effizienz und Einheitlichkeit des Kostenmanagements der kindes- und erwachsenenschutzrechtlichen Massnahmen einschliesslich der Beschaffung eines geeigneten IT-Instruments im Sinne einer Klientenbuchhaltung.

Commentaire:

Modifications par rapport à la planification précédente

Le solde I prévu dans le budget de 2016, qui se monte à environ CHF –130,4 millions, se fonde sur les valeurs effectives des deux premiers exercices des autorités de protection de l'enfant et de l'adulte (APEA). La valeur budgétée pour le produit des émoluments et des remboursements effectués par des tiers est de CHF 3 millions supérieure à celle du budget de 2015. Les frais de matériel budgétés sont d'environ CHF 13,3 millions supérieurs à ceux du dernier budget. Cette augmentation est due en particulier à des transferts de charges internes à l'administration cantonale en faveur de la SAP et de la POM (mesure EOS 5.4f concernant les solutions de transition en psychiatrie et les mesures relevant du domaine de l'asile), à la prise en charge systématique des coûts complets des prestations des institutions d'accueil et au relèvement de la rémunération des services sociaux agissant sur mandat des APEA.

Priorités de développement

Les APEA, qui ont été instituées en 2013, poursuivront leur renforcement en 2016. L'accent sera mis en particulier sur le développement accru des processus de gestion des affaires et des processus de soutien, l'optimisation des interfaces avec les partenaires institutionnels, le développement du système de gestion des affaires ainsi que la poursuite de la répartition du personnel entre les différentes APEA en fonction de la charge de travail de ces dernières. L'amélioration de la transparence, de l'efficacité et de l'uniformité de la gestion des coûts des mesures de protection de l'enfant et de l'adulte, y compris l'acquisition d'un instrument informatique propre à assurer la comptabilité de la clientèle, constitue également une priorité.

Chancen und Risiken

Die wichtigsten Chancen liegen in den kompetenten und motivierten Teams an den elf Standorten, in der guten Zusammenarbeit mit den externen Partnern und in weiteren Effizienzsteigerungen, die sich aufgrund von Routinen und eingespielter Abläufe noch realisieren lassen. Die wichtigsten Risiken liegen in der Bewältigung der Fallmengen und der damit verbundenen Belastung der Mitarbeitenden sowie in der gesellschaftlich bedingten Zunahme von Kindes- und Erwachsenenschutzmassnahmen einschliesslich der damit verbundenen Kostensteigerungen.

Chances et risques

La compétence et la motivation des équipes dans les onze APEA, la bonne collaboration avec les partenaires externes et l'amélioration de l'efficacité due à la mise en place de routines et à des processus éprouvés sont les principaux points forts des nouvelles autorités. En revanche, le très grand nombre de cas à gérer, la charge qui pèse sur les collaborateurs ainsi que l'augmentation du nombre de mesures de protection de l'enfant et de l'adulte due à l'évolution de la société et des coûts ainsi engendrés constituent d'importants facteurs de risque.

Leistungsinformationen zur Produktgruppe

Informations sur les prestations du groupe de produits

Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat: clôture des comptes 2014)	**Wert / Valeur**	**künftige Entwicklung / Evolution attendue**
Anzahl eingegangene Gefährdungsmeldungen	*	
Nombre d'avis de détresse reçus		
Anzahl eröffnete Kindes- und Erwachsenenschutzverfahren	4'851	steigend
Nombre de procédures de protection de l'enfant et de l'adulte ouvertes		augmentation
Anzahl verfügte Kindes- und Erwachsenenschutzmassnahmen	4'151	steigend
Nombre de mesures de protection de l'enfant et de l'adulte décidées		augmentation
Anzahl verfügte behördliche fürsorgerische Unterbringungen	154	steigend
Nombre de PAFA décidés par l'autorité		augmentation
Anzahl verfügte behördliche Kindesplatzierungen	164	steigend
Nombre de décisions de l'autorité ordonnant un placement d'enfant		augmentation

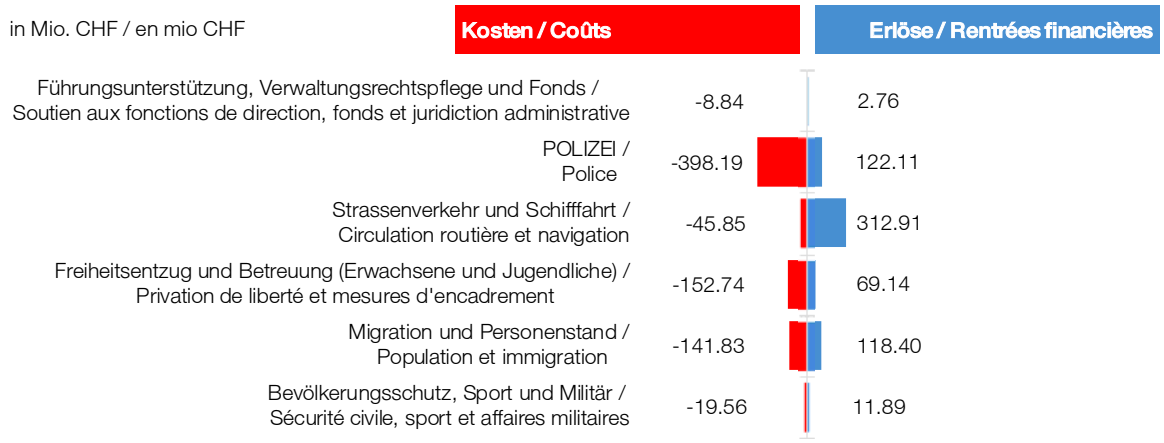
Hinweis Spalten «Wert» und «künftige Entwicklung» / Précisions au sujet des colonnes «Valeur» et «Evolution attendue»:

*) Die KESB befinden sich in der Aufbauphase und können diese Daten zum aktuellen Zeitpunkt nicht quantifizieren. Sowohl die Werte in Spalte «Wert» als auch die Entwicklungsprognose in Spalte «künftige Entwicklung» sind mit erheblicher Unsicherheit behaftet. Ab 2016 kann mit gesicherten Werten gerechnet werden.

*) Les APEA se trouvent dans une phase de démarrage et ne peuvent pas quantifier ces données pour l'instant. Les valeurs de la colonne «Valeur» comme les prévisions de la colonne «Evolution attendue» sont des plus incertaines. Des valeurs sûres pourront être calculées dès 2016.

7 Polizei- und Militärdirektion (POM)

7.1 Übersicht der Kosten und Erlöse nach Produktgruppen (VA 2016, Saldo II)



7.2 Produktgruppensaldi II (Betriebsbuchhaltung)

in Millionen CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	en millions CHF
Führungsunterstützung, Verwaltungsrechtspflege und Fonds	-4.8	-5.4	-6.1	-6.3	-6.4	-7.0	Soutien aux fonctions de direction, fonds et juridiction administrative
Polizei	-248.6	-271.0	-276.1	-281.8	-287.0	-292.1	Police
Strassenverkehr und Schifffahrt	263.6	260.3	267.1	269.4	271.5	272.3	Circulation routière et navigation
Freiheitsentzug und Betreuung (Erwachsene und Jugendliche)	-49.9	-58.8	-83.6	-85.8	-87.0	-88.1	Privation de liberté et mesures d'encadrement
Migration und Personenstand	-13.8	-26.4	-23.4	-25.8	-25.6	-26.2	Population et immigration
Bevölkerungsschutz, Sport und Militär	0.9	-8.1	-7.7	-7.5	-7.6	-7.7	Sécurité civile, sport et affaires militaires
Total	**-52.6**	**-109.4**	**-129.8**	**-137.7**	**-142.0**	**-148.8**	**Total**

7.3 Entwicklungsschwerpunkte der Direktion

Ein Schwerpunkt bildet in den kommenden Jahren die Rekrutierung von neuen Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern bei der Kantonspolizei. Es braucht Anstrengungen und zielführende Werbemassnahmen, um die ordentlichen Abgänge ersetzen sowie die geplante Bestandeserhöhung realisieren zu können. Unterschiedliche Interessen und Auffassungen zwischen den Gemeinden und dem Kanton gilt es bei der Polizeigesetzesrevision zu berücksichtigen.

7 Direction de la police et des affaires militaires (POM)

7.1 Aperçu des coûts et des rentrées financières par groupe de produits (budget 2016, solde II)

7.2 Soldes II des groupes de produits (comptabilité analytique d'exploitation)

7.3 Priorités de développement de la Direction

Au cours des années à venir, une priorité sera mise sur le recrutement de nouveaux collaborateurs et collaboratrices au sein de la Police cantonale. Des efforts et des mesures publicitaires ciblées seront nécessaires pour faire face aux départs ordinaires et à l'accroissement prévu des effectifs. Il faudra aussi tenir compte de la divergence des intérêts et des points de vue entre les communes et le canton dans le cadre de la révision de la loi sur la police.

Die Ablösung der Software für die Gefängnisinsassenadministration und die Umsetzung der Ergebnisse aus der Betriebsanalyse im Jugendheim Prêles bilden weitere Schwerpunkte. Da vermehrt Urteile mit einer Massnahme nach Art. 59 StGB ausgesprochen werden, fehlen gesamtschweizerisch Plätze für die Unterbringung von psychisch kranken Verurteilten. Neue Lösungen sind auch im Kanton Bern zu erarbeiten. Die Gebäude der Regionalgefängnisse Biel und Bern sowie der Anstalten Thorberg und Hindelbank sind in einem schlechten baulichen Zustand. In den nächsten Jahren besteht ein erheblicher baulicher Investitionsbedarf.

Die Neuausrichtung des Asylbereichs des Kantons Bern in Abhängigkeit von der Neustrukturierung des Asylwesens auf Bundesebene ist ein weiterer Entwicklungsschwerpunkt der Direktion. Bis zur Umsetzung der Neustrukturierung ist mit einer tendenziellen Zunahme von Asylsuchenden resp. vorläufig Aufgenommenen sowie unbegleiteten minderjährigen Asylsuchenden (UMA) zu rechnen.

Als weiterer Schwerpunkt ist die Umsetzung der parallel laufenden gesamtstaatlichen Projekte (HarmTel, DGA, IT@BE, ERP, HRM2/IPSAS) zu betrachten. Die betroffenen Ressourcenbereiche sind neben dem Tagesgeschäft zusätzlich stark gefordert.

D'autres priorités résident dans le remplacement du logiciel d'administration des détenus et la mise en œuvre des mesures fondées sur les conclusions de l'audit sur la gestion du Foyer d'éducation Prêles (FEP). Les condamnations à une mesure au sens de l'article 59 CP sont en augmentation et la Suisse manque de places de détention pour des personnes souffrant de troubles psychiques. Le canton de Berne doit aussi trouver des solutions face à ce déficit. Par ailleurs, les bâtiments des prisons régionales de Bienne et Berne et des Etablissements de Thorberg et Hindelbank sont en mauvais état et nécessiteront de gros investissements dans les années à venir.

La refonte du domaine de l'asile dans le canton de Berne, qui dépend de la restructuration en cours au niveau fédéral, constitue une autre priorité de la Direction. En attendant l'achèvement de cette restructuration, il faut prévoir une augmentation du nombre de personnes requérant l'asile ou admises à titre provisoire et du nombre de requérants mineurs non accompagnés.

La mise en œuvre de projets en cours dans l'ensemble de l'administration cantonale (HarmTel, DGA, IT@BE, ERP, HRM2/IPSAS) constitue aussi une priorité puisqu'elle mobilise des ressources importantes dans les domaines concernés, conjointement à l'exécution des tâches courantes.

7.4 Laufende Rechnung

7.4 Compte de fonctionnement

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Laufende Rechnung							**Compte de fonctionnement**
Aufwand	**736'833'265**	**777'871'265**	**798'245'846**	**806'489'511**	**812'988'847**	**820'084'311**	**Charges**
Veränderung		*5.56%*	*2.61%*	*1.03%*	*0.80%*	*0.87%*	*Modification*
Ertrag	**679'806'261**	**674'413'241**	**675'686'494**	**674'148'574**	**675'804'749**	**676'840'161**	**Revenus**
Veränderung		*–0.79%*	*0.18%*	*–0.22%*	*0.24%*	*0.15%*	*Modification*
Saldo	**–57'027'004**	**–103'458'023**	**–122'559'351**	**–132'340'936**	**–137'184'097**	**–143'244'149**	**Solde**
Veränderung		*81.41%*	*18.46%*	*7.98%*	*3.65%*	*4.41%*	*Modification*
Aufwand							**Charges**
30 Personalaufwand	477'761'255	497'905'233	507'275'271	516'045'360	521'238'908	527'722'290	30 Charges de personnel
31 Sachaufwand	131'623'657	159'271'329	165'522'988	161'493'271	162'069'400	162'459'695	31 Biens, services et marchandises
32 Passivzinsen	210'861	1'500	1'500	1'500	1'500	1'500	32 Intérêts passifs
33 Abschreibungen	21'596'751	18'288'788	18'907'939	20'093'897	21'174'991	22'496'078	33 Amortissements
34 Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung	179'392	186'500	186'500	186'500	186'500	186'500	34 Parts et contributions sans affectation
35 Entschädigungen an Gemeinwesen für Dienstleistungen	11'500	15'000	15'000	15'000	15'000	15'000	35 Dédommagements pour prestations de services de collectivités publiques
36 Eigene Beiträge	92'364'946	87'159'342	90'590'326	90'590'511	90'591'076	90'591'576	36 Subventions accordées
37 Durchlaufende Beiträge	1'063'034	1'145'000	1'443'500	1'451'500	1'443'500	1'443'500	37 Subventions redistribuées
38 Einlagen in Spezialfinanzierungen / Abschluss Besondere Rechnungen	4'764'084	2'910'000	3'430'000	4'575'000	4'398'000	3'848'000	38 Attributions aux financements spéciaux / clôture comptes spéciaux
39 Interne Verrechnungen	7'257'780	10'988'572	10'872'821	12'036'971	11'869'971	11'320'171	39 Imputations internes
Ertrag							**Revenus**
40 Steuern	245'955'917	246'910'000	253'220'000	255'730'000	258'270'000	259'550'000	40 Impôts
42 Vermögenserträge	2'138'895	2'211'000	2'227'500	2'227'500	2'227'500	2'227'500	42 Revenus des biens
43 Entgelte	282'720'929	279'762'501	286'263'256	281'050'636	280'475'811	280'843'923	43 Contributions
44 Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung	4'500'335	3'257'758	3'887'548	3'887'548	3'887'548	3'887'548	44 Parts à des recettes et contributions sans affectation
45 Rückerstattungen von Gemeinwesen	6'957'945	7'086'290	7'409'207	7'447'207	7'409'207	7'409'207	45 Remboursement de collectivités publiques
46 Beiträge für eigene Rechnung	111'560'325	105'054'623	111'193'931	111'103'931	111'013'931	110'923'931	46 Subventions acquises
47 Durchlaufende Beiträge	1'063'034	1'049'000	1'253'500	1'261'500	1'253'500	1'253'500	47 Subventions à redistribuer
49 Interne Verrechnungen	24'908'878	29'082'069	10'231'552	11'440'252	11'267'252	10'744'552	49 Imputations internes

Entwicklung der Laufenden Rechnung

Der Voranschlag 2016 schliesst mit einem Aufwandüberschuss von CHF 122,6 Millionen ab. Im Vergleich zum Voranschlag 2015 erhöht sich der Aufwand um CHF 20,4 Millionen infolge des geplanten Gehaltsaufstiegs, den Mehraufwendungen im Asylbereich und höheren Vollzugskosten für Urteile nach Art. 59 StGB. Demgegenüber steigt der Ertrag lediglich um CHF 1,3 Millionen, weil die Kosten für Untersuchungs- und Sicherheitshaft nicht mehr der Justiz in Rechnung gestellt werden. Dadurch entfallen bei der POM jährliche Erlöse im Umfang von CHF 17,8 Millionen, welche jedoch auf den Kanton keine finanziellen Auswirkungen haben. Bezogen auf die Gesamtsumme von Aufwand und Ertrag ergibt sich eine Saldoverschlechterung um insgesamt CHF 19,1 Millionen.

Die Aufwandsteigerung und die damit zusammenhängende Saldoverschlechterung in den Aufgaben- und Finanzplanjahren 2017 bis 2019 ist vorwiegend auf das budgetierte Lohnsummenwachstum und die Bestandeserhöhung bei der Kantonspolizei zurückzuführen.

Evolution du compte de fonctionnement

Le budget 2016 prévoit un excédent de charges de CHF 122,6 millions. En comparaison avec 2015, les dépenses sont en hausse de CHF 20,4 millions. Cette différence est due à l'augmentation prévue des traitements, aux dépenses supplémentaires dans le domaine de l'asile et à l'accroissement des coûts d'exécution pour les condamnations en vertu de l'article 59 CP. Les revenus, quant à eux, n'augmentent que de CHF 1,3 millions, sachant que les frais liés à la détention avant jugement ne sont plus facturés à la justice. De ce fait, la POM est privée de revenus annuels à hauteur de CHF 17,8 millions, ce qui n'a toutefois aucune incidence sur le canton. Après prise en compte de l'ensemble des dépenses et des revenus, le solde connaît une péjoration de CHF 19,1 millions.

L'augmentation des dépenses et la péjoration du solde qui en résulte dans le plan intégré mission-financement 2017–2019 sont dues principalement à l'accroissement budgété de la masse salariale et à l'augmentation des effectifs de la Police cantonale.

7.5 Investitionsrechnung

7.5 Compte des investissements

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Investitionsrechnung							**Compte des investissements**
Ausgaben	**14'490'183**	**14'651'260**	**22'100'000**	**23'150'000**	**22'650'000**	**16'000'000**	**Dépenses**
Veränderung		*1.11%*	*50.84%*	*4.75%*	*–2.15%*	*–29.35%*	*Modification*
Einnahmen	**16'615'684**	**150'000**	**300'000**	**150'000**	**150'000**	**0**	**Recettes**
Veränderung		*–99.09%*	*100.00%*	*–50.00%*	*0.00%*	*–100.00%*	*Modification*
Saldo	**2'125'501**	**–14'501'260**	**–21'800'000**	**–23'000'000**	**–22'500'000**	**–16'000'000**	**Solde**
Veränderung		*–782.25%*	*50.33%*	*5.50%*	*–2.17%*	*–28.88%*	*Modification*
Ausgaben							**Dépenses**
50 Sachgüter	12'388'508	14'501'260	21'800'000	23'000'000	22'500'000	16'000'000	50 Investissements propres
56 Eigene Beiträge	0	0	0	0	0	0	56 Subventions accordées
57 Durchlaufende Beiträge	2'101'674	150'000	300'000	150'000	150'000	150'000	57 Subventions redistribuées
Einnahmen							**Recettes**
60 Abgang von Sachgütern	311'432	0	0	0	0	0	60 Transferts au patrimoine financier
62 Rückzahlung von Darlehen und Beteiligungen	14'034'535	0	0	0	0	0	62 Remboursement de prêts et de participations
64 Rückzahlung von eigenen Beiträgen	168'042	0	0	0	0	0	64 Remboursement de subventions accordées
67 Durchlaufende Beiträge	2'101'674	150'000	300'000	150'000	150'000	150'000	67 Subventions à redistribuer

Entwicklung der Investitionsrechnung

Gegenüber dem Voranschlag 2015 nehmen die Nettoinvestitionen um CHF 7,3 Millionen zu. Mit RRB 630 vom 27. Mai 2015 hat der Regierungsrat die Investitionsanteile der Direktionen neu festgelegt. Der POM wurde für das Jahr 2016 insgesamt CHF 21,8 Millionen zugesprochen.

Für das neue Polizeizentrum werden in den Planjahren 2016 bis 2019 insgesamt CHF 28,0 Millionen benötigt. Infolge der Kürzung der Investitionsanteile durch den Regierungsrat konnten lediglich CHF 14,0 Millionen ins Budget aufgenommen werden. Vollständig in den Planzahlen enthalten sind hingegen CHF 3,5 Millionen für die Ablösung der Anwendersoftware für die Insassenadministration (GINA). Mit den verbleibenden Budgetmitteln sollte es möglich sein, die für die Direktion nötigen Ersatz- und Neuinvestitionen zu tätigen.

Evolution du compte des investissements

Les investissements nets augmentent de CHF 7,3 millions par rapport au budget 2015. Par ACE 630 du 27 mai 2015, le Conseil-exécutif a redéfini la part des investissements pour chaque direction. La POM s'est ainsi vu accorder CHF 21,8 millions pour l'année 2016.

La nouvelle centrale de police nécessitera CHF 28 millions pendant les années de planification (2016–2019). La réduction opérée par le Conseil-exécutif sur les parts des investissements ne permet toutefois pas d'inscrire plus de CHF 14 millions au budget. En revanche, la planification tient compte de l'intégralité des coûts liés au remplacement du logiciel d'administration des détenus GINA (CHF 3,5 mio). Les moyens restants inscrits au budget devraient permettre à la Direction de réaliser les investissements nécessaires (acquisitions et remplacements).

7.6 Entwicklung der Vollzeitstellen der POM

7.6 Evolution du nombre de postes à plein temps de la POM

2009	2010	2011	2012	2013	2014
3'640.1	3'744.8	3'837.3	3'871.7	3'919.9	3'975.5

Kommentar

Sämtliche in den letzten sechs Jahren neu gebildeten oder übernommenen Vollzeitstellen wurden vom Regierungsrat bewilligt und sind mehrheitlich refinanziert. Der Hauptteil der neuen Stellen entfällt auf die Kantonspolizei: Police Bern inkl. Stadtpolizei Biel (2009), Bestandeserhöhung inkl. Nachtzeitgutschrift «LOBENAR» (2011 und 2013), Botschaftsschutz (2009, 2010, 2013 und 2014), Erhöhung Polizeipräsenz Stadt Bern (2011 und 2012) und 5. Ferienwoche (2013).

Im Straf- und Massnahmenvollzug wurden aus verschiedenen Gründen ebenfalls neue Stellen gebildet: Neues Regionalgefängnis Burgdorf (2012 und 2013), Abteilung Straf- und Massnahmenvollzug inkl. der Aufgabenübernahme von den Regierungstatthalterämtern (2010, 2011, 2012 und 2014), Zeitgutschrift für Nachtarbeit (2009) und 5. Ferienwoche (2013). Weitere Stellen verteilen sich auf den Ausbau des Sicherheitsdienstes (2010 und 2011), die Arbeitsagogik (2010) und auf den Neu- bzw. Umbau des Jugendheims Prêles (2011 und 2012).

Mit RRB 630 vom 27. Mai 2015 bewilligte der Regierungsrat ab dem Jahr 2016 zwei Stellen für Ermittlungs- und Entschärfungsaufgaben im Bereich Sprengstoff und Pyrotechnik gemäss dem Stützpunktkonzept der Kantonalen Justiz- und Polizeidirektorinnen und -direktoren (KKJPD) sowie eine Stelle für den Staatsschutz. Die Stellen sind drittfinanziert.

Commentaire

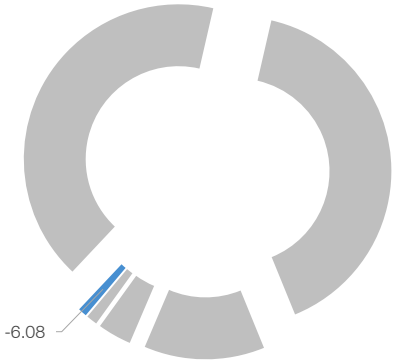
Tous les postes à plein temps nouvellement créés ou repris au cours des six dernières années ont été autorisés par le Conseil-exécutif et sont, pour la plupart, financés par des tiers. La majorité des nouveaux postes sont revenus à la Police cantonale: Police Bern et Police municipale de Bienne (2009), LOBENAR (augmentation des effectifs et bonus temps pour le travail de nuit, 2011 et 2013), protection des ambassades (2009–2010, 2013–2014), renforcement de la présence policière en ville de Berne (2011–2012), cinquième semaine de vacances (2013).

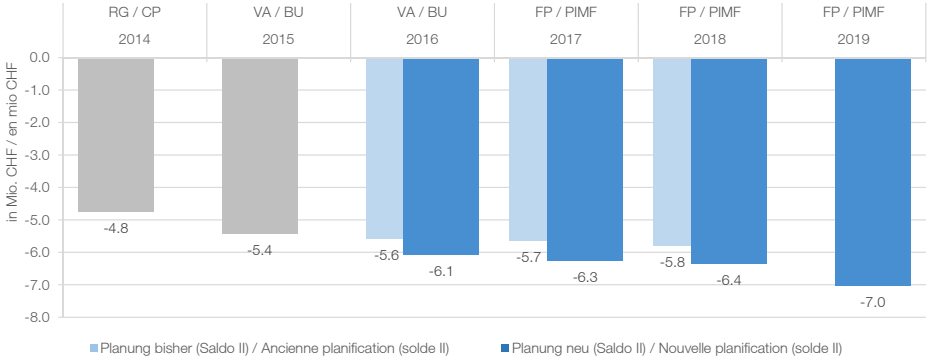
Pour diverses raisons, des postes ont aussi été créés dans le domaine de l'exécution des peines et mesures: nouvelle Prison régionale de Berthoud (2012–2013), Section de l'application des peines et mesures, avec reprise de tâches préfectorales (2010–2012 et 2014), bonus temps pour travail de nuit (2009), cinquième semaine de vacances (2013). D'autres postes ont été alloués au renforcement du service de sécurité (2010–2011), à l'accompagnement socioprofessionnel (2010) et aux constructions et rénovations au FEP (2011–2012)

Par ACE 630 du 27 mai 2015, le Conseil-exécutif a autorisé deux postes à partir de 2016 pour des travaux d'enquête et de déminage dans le domaine des explosifs et de la pyrotechnie, dans le respect du concept de points d'appui de la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police (CCDJP). Il a également autorisé un poste pour la sûreté de l'Etat. Ces trois postes sont financés par des tiers.

7.7 Produktgruppen
7.7.1 Führungsunterstützung, Verwaltungsrechtspflege und Fonds

7.7 Groupes de produits
7.7.1 Soutien aux fonctions de direction, fonds et juridiction administrative





Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)

Beschreibung

Innerhalb der Produktgruppe Führungsunterstützung, Verwaltungsrechtspflege und Fonds werden folgende Dienstleistungen erbracht: Unterstützung des Direktionsvorstehers im Bereich der Politikvorbereitung und Politikberatung. Koordination der Aktivitäten zwischen den einzelnen Organisationseinheiten innerhalb der Direktion gemäss Organisationsgesetz und Organisationsverordnung. Erbringung von Übersetzungsdienstleistungen sowie weiteren Dienstleistungen nach Bedarf für die Ämter und das Polizeikommando.

Justizmässige Überprüfung von angefochtenen Verfügungen und Entscheiden zuhanden des Regierungsrates oder der Direktion.

Bewirtschaften von Lotterie- und Sportfonds und Erteilen von Lotteriebewilligungen.

Description

Soutien au directeur de la POM sur le plan politique par l'accomplissement de travaux préparatoires et par des prestations de conseil; coordination des activités entre les unités organisationnelles de la Direction, conformément à la loi et à l'ordonnance d'organisation; traduction et autres prestations, selon les besoins, en faveur des offices et de la Police cantonale.

Examen de la conformité au droit de décisions contestées, à l'intention du Conseil-exécutif ou de la Direction.

Administration du Fonds de loterie et du Fonds du sport; octroi d'autorisations de loterie.

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte **2014**	Voranschlag Budget **2015**	Voranschlag Budget **2016**	Finanzplan Plan financier **2017**	**2018**	**2019**	CHF
(+) Erlöse	2'958'003	2'991'698	2'945'383	2'942'877	2'947'321	2'969'936	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	5'951'283	5'848'757	6'212'183	6'227'561	6'289'408	6'369'835	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	1'203'057	1'958'150	2'214'395	2'374'053	2'426'813	3'006'815	(-) Coûts matériels
(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	100'156	124'136	105'313	102'241	101'537	136'936	(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**-4'296'492**	**-4'939'345**	**-5'586'509**	**-5'760'978**	**-5'870'437**	**-6'543'650**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	0	0	**0**	0	0	0	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	284'289	309'750	**309'750**	309'750	309'750	309'750	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	-179'393	-186'500	**-186'500**	-186'500	-186'500	-186'500	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**-4'760'174**	**-5'435'595**	**-6'082'759**	**-6'257'228**	**-6'366'687**	**-7'039'900**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(+) Abgrenzungen	-	-	24'428	19'170	22'068	29'662	(+) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**-6'058'331**	**-6'238'058**	**-6'344'619**	**-7'010'238**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte **Solde I budget global produits**

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF Solde I des produits
Führungsunterstützung	-4'615'995	-5'095'241	-5'699'462	-5'885'285	-5'983'942	-6'703'208	Soutien à la direction
Verwaltungsrechtspflege	-1'516'257	-1'720'349	-1'782'298	-1'770'945	-1'781'747	-1'735'695	Justice administrative
Erteilen von Lotterie- und Gewerbebewilligungen	1'835'760	1'876'245	1'895'252	1'895'252	1'895'252	1'895'252	Autorisations de police industrielle et de loterie

Kommentar:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Im Voranschlagsjahr 2016 erhöht sich der Saldo II der Produktgruppe gegenüber dem Voranschlagsjahr 2015 um CHF 0,647 Millionen. Diese Mehrkosten sind vor allem auf höhere Personalkosten von CHF 0,36 Millionen (ordentliche gesamtstaatliche Lohnmassnahmen und Erhöhung des Budgets für die Personalrekrutierung) und auf höhere Sachkosten von CHF 0,24 Millionen zurückzuführen. Die Informatikkosten des Generalsekretariats sind deutlich gesunken. Die ICT-Grundversorgungskosten der Direktion (ohne jene der Kantonspolizei) sind hingegen gestiegen, weil die Kosten für die Umsetzung des gesamtstaatlichen Projektes Harmonisierung der Telefonie (HarmTel) in dieser Produktgruppe budgetiert sind. Bei den Erlösen ist aus dem Bereich «Rückerstattung Dritter» ein Rückgang von CHF 0,05 Millionen zu verzeichnen. Insgesamt 73 Prozent der gesamten Kosten der Produktgruppe sind Personalkosten.

Die Mehrkosten der Produktgruppe betreffen hauptsächlich das Produkt «Führungsunterstützung». Der Saldo I erhöht sich in diesem Produkt um CHF 0,6 auf 5,7 Millionen. Im Produkt «Verwaltungsrechtspflege» verändert sich der Saldo I um lediglich CHF 0,06 auf 1,8 Millionen. Das Produkt «Erteilen von Lotterie- und Gewerbebewilligungen» bleibt mit einem Saldo I von CHF 1,9 Millionen konstant. Das Produkt «Verwaltung Sport- und Lotteriefonds» ist saldoneutral, da die Kosten durch die Fondsmittel getragen werden.

Die Planwerte 2017 und 2018 der Produktgruppe werden im Wesentlichen durch die gesamtstaatlich vorgegebene Einführung der harmonisierten Telefonie (HarmTel) und der digitalen Geschäftsverwaltung und Archivierung (Projekt DGA) beeinflusst. Für die Einführung von DGA wird im Planjahr 2019 mit Kosten von rund CHF 0,6 Millionen gerechnet.

Commentaire:

Modifications par rapport à la planification précédente

Par rapport au budget 2015, le solde II du groupe de produits présente une hausse de CHF 0,647 million. Celle-ci est due principalement à un accroissement des frais de personnel de CHF 0,36 million (mesures salariales ordinaires à l'échelle du canton, augmentation du budget pour le recrutement) et à des frais de matériel supplémentaires de CHF 0,24 million. Les frais informatiques du Secrétariat général ont nettement diminué, mais les frais d'acquisition de matériel informatique de base ont augmenté au niveau de la Direction (abstraction faite de la Police cantonale), car le groupe de produits inclut les coûts de mise en œuvre du projet d'harmonisation de la téléphonie dans l'ensemble du canton (HarmTel). Du côté des rentrées, les remboursements de la part de tiers présentent une baisse de CHF 0,05 million. Les frais de personnel représentent 73 pour cent des coûts totaux dans le groupe de produits.

L'excédent de frais présenté par le groupe de produits est dû principalement au produit Soutien aux fonctions de direction, dont le solde I grimpe à CHF 5,7 millions (+ CHF 0,6 mio). Celui du produit Juridiction administrative ne connaît qu'une légère hausse (+ CHF 0,06 mio) pour atteindre CHF 1,8 million. Le solde I du produit Autorisations de police industrielle reste stable, à CHF 1,9 million. Le produit Administration des fonds n'a pas d'influence sur le solde, puisque les coûts correspondants sont imputés aux fonds.

Les valeurs prévues pour le groupe de produits en 2017 et 2018 sont influencées principalement par l'harmonisation de la téléphonie prévue dans toute l'administration cantonale (HarmTel) et par le programme de gestion des affaires et d'archivage électronique (GAE). Des frais de CHF 0,6 million sont prévus pour l'introduction de ce programme en 2019.

Entwicklungsschwerpunkte

Trotz erheblicher Vergrösserung des Aufgabenspektrums der Direktion in den letzten Jahren und anhaltend hoher Geschäftslast im Bereich der Verwaltungsrechtspflege werden die vorhandenen Ressourcen für die Führungsunterstützung des Direktors in der Planung wie bisher beibehalten. Das IT-Kompetenzzentrum der Direktion wird durch die Neuorganisation der Informatik auf gesamtstaatlicher Ebene in den nächsten Jahren erheblich beeinflusst. Die damit zusammenhängenden finanziellen Effekte können derzeit allerdings noch nicht quantifiziert und geplant werden.

Priorités de développement

Malgré l'élargissement considérable de l'éventail des tâches incombant à la Direction au cours des dernières années, et malgré une charge de travail constamment élevée en matière de juridiction administrative, les ressources disponibles pour le soutien aux fonctions de direction restent les mêmes. Dans les années à venir, le centre de compétences en matière informatique sera largement touché par la réorganisation de l'informatique au niveau cantonal. Cependant, les répercussions financières ne peuvent pas encore être quantifiées et planifiées.

Chancen und Risiken

Da die Direktion trotz ihrer Grösse weder über ein Rechtsamt noch ein Amt für Ressourcen oder zentrale Aufgaben verfügt, ist das Generalsekretariat mit der Umsetzung der zahlreichen, parallel laufenden gesamtstaatlichen Projekte (HarmTel, DGA, IT@BE, ERP, HRM2/IPSAS) erheblich gefordert. Mit einer vorübergehenden bedarfsgerechten Anpassung der Ressourcen und einer flexiblen Aufbauorganisation werden die damit verbundenen Risiken möglichst minimiert.

Chances et risques

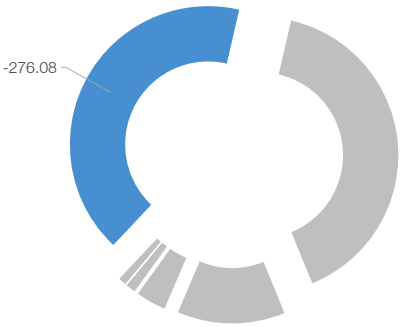
Malgré sa taille, la Direction ne dispose pas d'un office juridique ni d'un office s'occupant des ressources ou des tâches centrales. De ce fait, le Secrétariat général est énormément sollicité pour la mise en œuvre des nombreux projets en cours à l'échelle du canton (HarmTel, GAE, IT@BE, ERP, HRM2/IPSAS). Les risques liés à cette charge de travail peuvent toutefois être réduits au minimum grâce à une adaptation temporaire des ressources aux besoins et à une organisation flexible.

Leistungsinformationen zur Produktgruppe

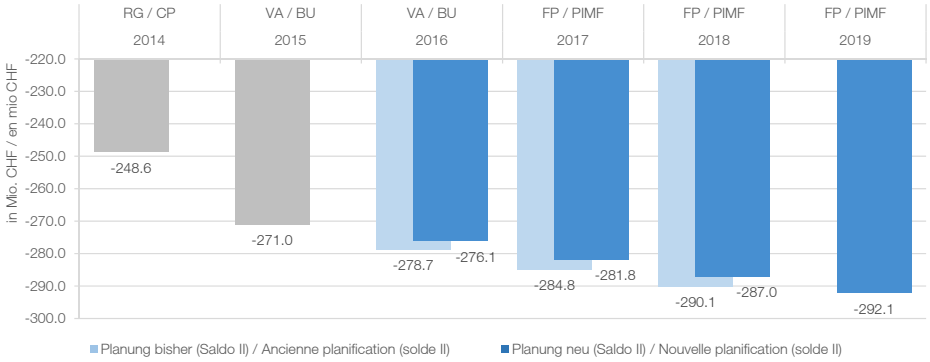
Informations sur les prestations du groupe de produits

Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat clôture des comptes 2014)	**Wert / Valeur**	**künftige Entwicklung / Evolution attendue**
Anzahl der traktandierten Regierungsratsgeschäfte (Einzel-, Block-, Standard-, Informations- und Aussprachegeschäfte)	145	konstant
Nombre d'affaires du Conseil-exécutif inscrites à l'ordre du jour (affaires individuelles, affaires traitées en bloc, affaires standard, informations et affaires à discuter)		stabilité
Anzahl der traktandierten Grossratsgeschäfte (ohne parlamentarische Vorstösse)	9	konstant
Nombre d'affaires du Grand Conseil inscrites à l'ordre du jour (sans les interventions parlementaires)		stabilité
Anzahl der traktandierten politischen parlamentarischen Vorstösse (Motionen, Finanzmotionen, Postulate, Interpellationen)	33	konstant
Nombre d'interventions parlementaires politiques inscrites à l'ordre du jour (motions, motions financières, postulats et interpellations)		stabilité
Anzahl der abgegebenen Mitberichte an eine andere Direktion oder an die Staatskanzlei	153	steigend
Nombre de corapports remis à une autre Direction ou à la Chancellerie d'Etat		augmentation
Anzahl der eingereichten Beschwerden	272	konstant
Nombre de recours déposés		stabilité
Anzahl der erledigten Beschwerden	279	konstant
Nombre de recours réglés		stabilité

7.7.2 Polizei



Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)



Beschreibung

Die Produktgruppe «Polizei» umfasst sämtliche Massnahmen der Kantonspolizei Bern zur Wahrung und Wiederherstellung von Sicherheit und Ordnung. Diese umfassen insbesondere:

- Einsatz von mobilen und stationierten Polizeikräften aller Art
- Verfolgung und Aufklärung von Straftaten
- vorsorgliche Massnahmen
- Betrieb einer Alarmorganisation
- Koordination verschiedener Einsatzkräfte

Zusätzlich werden die durch die Kantonspolizei Bern erbrachten Dienstleistungen dargestellt. Diese umfassen insbesondere:

- Amts- und Vollzugshilfe zugunsten eidgenössischer und kantonaler Stellen
- vertragliche Sicherheitsleistungen zugunsten Dritter

7.7.2 Police

Description

Le groupe de produits Police englobe toutes les mesures prises par la Police cantonale afin de préserver ou de rétablir la sécurité et l'ordre. Celles-ci comprennent entre autres:

- l'engagement des forces de police mobiles et territoriales,
- la poursuite et l'élucidation d'actes délictueux,
- les mesures préventives,
- l'exploitation d'une organisation d'alarme,
- la coordination de diverses forces d'engagement.

Le groupe de produits reflète en outre les prestations fournies par la Police cantonale. Celles-ci englobent en particulier:

- l'entraide administrative et l'assistance à l'exécution en faveur d'organes fédéraux et cantonaux,
- les prestations de sécurité contractuelles en faveur de tiers.

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF
(+) Erlöse	60'695'947	59'940'000	60'220'000	60'222'000	60'493'000	60'495'000	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	294'271'926	305'779'201	313'177'802	321'030'980	323'686'883	327'967'998	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	58'247'236	69'824'045	67'102'163	64'804'204	67'291'008	66'841'383	(-) Coûts matériels
(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	16'864'117	17'326'497	17'907'607	17'938'781	18'269'954	19'372'069	(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**-308'687'331**	**-332'989'743**	**-337'967'573**	**-343'551'965**	**-348'754'845**	**-353'686'450**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	20'719'344	23'369'000	**23'249'000**	23'159'000	23'069'000	22'979'000	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	0	0	**0**	0	0	0	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	39'334'618	38'638'000	**38'638'000**	38'638'000	38'638'000	38'638'000	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**-248'633'370**	**-270'982'743**	**-276'080'573**	**-281'754'965**	**-287'047'845**	**-292'069'450**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(+) Abgrenzungen	-	-	6'486'144	5'933'659	5'154'483	5'189'032	(+) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**-269'594'429**	**-275'821'306**	**-281'893'362**	**-286'880'418**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	Finanzplan Plan financier 2018	Finanzplan Plan financier 2019	CHF Solde I des produits
Sicherheits- und Verkehrspolizei, Betrieb Einsatzzentrale, Amts- und Vollzugshilfe	-77'066'004	-138'005'575	-122'998'604	-125'484'588	-127'650'340	-129'845'794	Tâches de police de sécurité et du trafic, gestion de la centrale d'engagement, entraide administrative et aide à l'exécution
Ereignisbewältigung	297'486	0	0	0	0	0	Maîtrise des effets des événements
Veranstaltungen, Personen- und Objektschutz	-32'794'043	0	0	0	0	0	Protection des personnes, des objets, des manifestations
Verkehrssicherheit	-22'318'203	0	0	0	0	0	Sécurité routière
Gerichtspolizei	-203'012'769	-198'429'550	-219'003'163	-222'075'552	-225'086'348	-227'799'831	Police judiciaire
Vollzug der Alarmorganisation	-18'550'086	0	0	0	0	0	Organisation d'alarme
Amts- und Vollzugshilfe	-13'129'594	0	0	0	0	0	Entraide administrative et aide à l'exécution
Dienstleistungen für Dritte	57'885'882	3'445'382	4'034'194	4'008'176	3'981'843	3'959'176	Prestations pour des tiers

Kommentar:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Im Voranschlag 2016 der Produktgruppe «Polizei» verändert sich der Saldo I im Deckungsbeitragsschema gegenüber dem Voranschlag 2015 um CHF 4,97 Millionen. Die negative Veränderung ist insbesondere auf das ordentliche Lohnsummenwachstum sowie die Einführung der zweiten Etappe des Projektes Fachlaufbahn zurückzuführen. Die höheren Lohnkosten für die neu geschaffenen Stellen im Bereich Entschärfer und Terrorbekämpfung werden durch den Bund gedeckt. Gestützt auf die Rechnungsergebnisse der letzten Jahre konnte der Sachaufwand nochmals reduziert werden. Die im Zusammenhang mit der Umsetzung der Planungserklärung des Grossen Rates zur Angebots- und Strukturüberprüfung (ASP 2014) geforderten 30 zusätzlichen Stellen sind in der Planung enthalten. Es ist vorgesehen, diese Stellen im Spätsommer 2015 beim Regierungsrat zu beantragen, damit die Aspirantinnen und Aspiranten im Jahr 2017 ausgebildet werden können.

Die dringend notwendige räumliche Optimierung im Raum Bern hat ebenfalls negative Auswirkungen auf den Saldo I. Sämtliche Investitionen in diesem Zusammenhang beeinflussen die kalkulatorischen Zinsen und Abschreibungen in den nächsten Jahren negativ. Aufgrund des vorgegebenen Plafonds für die ordentlichen Nettoinvestitionen mussten jedoch bei diesem Projekt die direktionalen Kürzungen umgesetzt werden.

Commentaire:

Modifications par rapport à la planification précédente

Dans le groupe de produits Police, le solde I du calcul des marges contributives connaît une variation de CHF 4,97 millions par rapport au budget 2015. Cette évolution négative est en particulier due à la hausse ordinaire de la masse salariale ainsi qu'à l'introduction de la deuxième étape du projet de carrière de police en uniforme. Les salaires plus élevés pour les postes nouvellement créés dans le secteur du désamorçage et de la lutte contre le terrorisme sont financés par la Confédération. Sur la base des résultats des comptes des dernières années, les charges liées aux biens et services ont pu être réduites encore une fois. La planification tient compte des 30 postes supplémentaires nécessités par la mise en œuvre de la déclaration de planification faite par le Grand Conseil dans le cadre de l'examen des offres et des structures (EOS 2014). Il est prévu de demander ces postes à la fin de l'été 2015 au Conseil-exécutif, afin que les aspirants et aspirantes puissent suivre leur formation en 2017.

L'optimisation urgente des locaux dans la région de Berne entraîne également des répercussions négatives sur le solde I. Tous les investissements dans ce contexte influencent négativement les intérêts et les amortissements des prochaines années. En raison du plafonnement de l'investissement net ordinaire, le projet a toutefois dû faire l'objet des coupes prévues par la Direction.

Entwicklungsschwerpunkte

Folgende Entwicklungsschwerpunkte sind im Voranschlag und im Aufgaben- und Finanzplan berücksichtigt: Nach der Umsetzung der ersten Etappe des Projektes Fachlaufbahn ist die Umsetzung der zweiten Etappe im Jahr 2016 vorgesehen. Ziel dieses Projektes ist, den Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern bessere berufliche Entwicklungsmöglichkeiten zu bieten und dadurch die Attraktivität der Kantonspolizei als Arbeitgeberin zu steigern. Ein weiterer Schwerpunkt bildet in den kommenden Jahren auch die Rekrutierung von neuen Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern. Es braucht Anstrengungen und zielführende Werbemassnahmen, um die ordentlichen Abgänge ersetzen sowie die vorgesehene Bestandeserhöhung rekrutieren zu können. Bei der Umsetzung der Leistungsvereinbarung zwischen dem Bund und den Kantonen betreffend den Ermittlungs- und Entschärferaufgaben im Bereich Sprengstoff und Pyrotechnik liegt ein weiterer Schwerpunkt. Der Kanton Bern ist, nebst Zürich und Genf, einer der Standortkantone, welcher als Kompetenzzentrum vorgesehen ist. Die Umsetzung ist auf den 1. Januar 2016 geplant.

Chancen und Risiken

Die Projektarbeiten der anstehenden Polizeigesetzesrevision sind bereits weit fortgeschritten. Unterschiedliche Interessen und Auffassungen zwischen den Gemeinden und dem Kanton müssen abgebildet werden. Im Vordergrund der Projektarbeiten steht die Deckung der Polizeikosten. Es besteht das Risiko bzw. die Chance, dass die polizeiliche Grundversorgung und der Anteil der gerichtspolizeilichen Aktivitäten neu bewertet werden. Der Stand der Projektarbeiten lässt noch keine aussagekräftigen Schlüsse zu. Die finanziellen Auswirkungen sind aufgrund des Projektstandes noch nicht berücksichtigt.

Die Kantonspolizei nutzt die Forstgruben «Steinige Brüggli», «Längenried» und «Holzacher» für allgemeine Polizeiausbildungen, Schiess- sowie Sprengausbildungen. Die Nutzung ist mittels eines Dienstbarkeitsvertrages zwischen der Kantonspolizei und dem Forstbetrieb der Burgergemeinde Bern geregelt. Die Kantonspolizei ist vertraglich verpflichtet, die Altlasten im Bereich der Kugelfänge und der Sprengplätze, welche auf die Schiess- und Sprengausbildung der Polizei zurückzuführen sind, gemäss den Weisungen des Amtes für Wasser und Abfall (AWA) zu sanieren. Die Kugelfänge sind zu ersetzen und das Material muss vorschriftsgemäss entsorgt werden. Die Höhe dieser Sanierungskosten sowie der genaue Zeitpunkt sind noch nicht bekannt respektive nicht in der Planung berücksichtigt.

Priorités de développement

Les priorités ci-après sont prises en considération dans le budget et le plan intégré mission-financement: la mise en œuvre de la première étape du projet de carrière de police en uniforme étant achevée, celle de la deuxième étape est prévue pour 2016. L'objectif de ce projet est d'offrir de meilleures perspectives de développement professionnel au personnel de la Police cantonale et d'augmenter ainsi l'attrait de cette dernière en tant qu'employeur. Une autre priorité pour les prochaines années réside dans le recrutement de nouveaux collaborateurs et collaboratrices. Des efforts et des mesures publicitaires ciblées sont nécessaires pour faire face aux départs ordinaires et à l'accroissement prévu des effectifs. Une autre priorité réside dans la mise en œuvre de la convention de prestations passée entre la Confédération et les cantons sur les tâches d'investigations et de désamorçage dans le domaine des explosifs et de la pyrotechnie. Le canton de Berne est, avec Zurich et Genève, l'un des cantons qui devrait accueillir un centre de compétence. La mise en œuvre est prévue pour le 1er janvier 2016.

Chances et risques

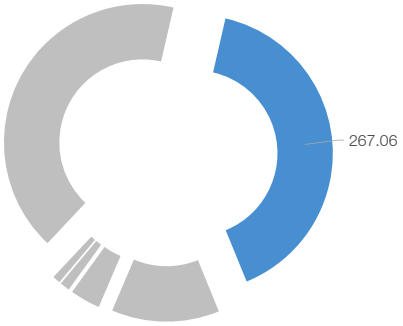
Les travaux liés au projet de révision de la loi sur la police se trouvent à un stade avancé. Les intérêts et les avis divergents entre les communes et le canton doivent être mis en perspective. Au premier plan des travaux figure le financement des frais de police. Il existe un risque que les prestations de base de la police et la part des activités de police judiciaire doivent être réévaluées. A ce stade des travaux, il n'est pas encore possible de tirer des conclusions pertinentes, ni de tenir compte des répercussions financières dans le budget.

La Police cantonale utilise les fosses forestières Steinige Brüggli, Längenried et Holzacher pour dispenser des formations générales et des formations de tir et de minage. Leur utilisation est réglée par un contrat de servitudes entre la Police cantonale et l'exploitation forestière de la commune bourgeoise de Berne. Conformément aux directives de l'Office des eaux et des déchets (OED), la Police cantonale est contractuellement tenue d'assainir les sites contaminés dans le secteur des pare-balles et des places de minage, la contamination étant due à ses formations de tir et de minage. Les pare-balles devront être remplacés et le matériel éliminé de manière conforme. Le montant de ces frais d'assainissement et le moment où ils seront occasionnés ne sont pas encore connus et ne figurent pas dans la planification.

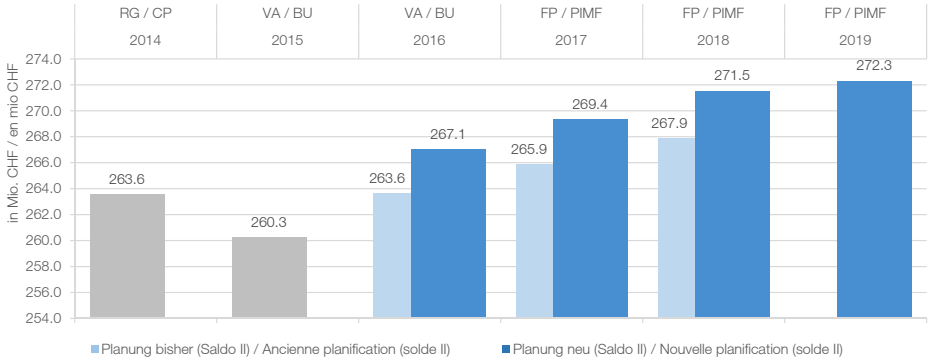
Leistungsinformationen zur Produktgruppe **Informations sur les prestations du groupe de produits**

Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat clôture des comptes 2014)	**Wert / Valeur**	**künftige Entwicklung / Evolution attendue**
Anzahl Polizisten/-innen (Vollzeitstellen) im Jahresdurchschnitt	1'862	steigend
Nombre d'agents de police (postes équivalent plein temps) en moyenne annuelle		augmentation
Anzahl Einwohner/-innen* auf 1 Polizist/in (*Basis: ständige Wohnbevölkerung [BFS STATPOP] im Vorjahr)	538	konstant
Nombre d'habitants* par agent de police (*fondé sur la population résidante permanente [OFS STATPOP] de l'année précédente)		stabilité
Anzahl auf Kostenträger direkt verbuchte Arbeitsstunden zur Auftragserfüllung	3'119'122	steigend
Nombre d'heures de travail directement comptabilisées dans les unités d'imputation pour l'accomplissement des tâches		augmentation
Prozentanteil der gerichtspolizeilichen Tätigkeiten (z.B. Verfolgung/Beurteilung von Straftaten) von der Anzahl auf Kostenträger direkt verbuchte Arbeitsstunden zur Auftragserfüllung	55	konstant
Pourcentage des activités de police judiciaire (p. ex. poursuite/jugement d'infractions pénales) sur le nombre d'heures de travail directement comptabilisées dans les unités d'imputation pour l'accomplissement des tâches		stabilité
Anzahl Gemeinden mit Ressourcen- oder Leistungseinkaufsvertrag	65	steigend
Nombre de communes au bénéfice d'un contrat sur les prestations ou sur les ressources		augmentation
Anzahl eingegangene Anrufe (Notrufnummern 112, 117, 118) auf die Einsatzzentralen	172'308	sinkend
Nombre d'appels reçus par les centrales d'engagement (numéros d'urgence 112, 117, 118)		diminution

7.7.3 Strassenverkehr und Schifffahrt



Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)



Beschreibung

Die Produktegruppe «Strassenverkehr und Schifffahrt» umfasst die folgenden Leistungen:

- Zulassung zu Führerprüfungen
- Durchführung von Fahrzeug- und Führerprüfungen sowie von Schiffs- und Schiffsführerprüfungen
- Erteilung von Fahrzeug- und Führerausweisen, Schiffs- und Schiffsführerausweisen, Sonderbewilligungen und nautischen Bewilligungen
- Fahrschulaufsicht
- Anordnung und Vollzug von Massnahmen gegenüber auffälligen Fahrzeuglenkerinnen und -lenkern, Schiffsführerinnen und Schiffsführern
- Signalisation auf Gewässern
- Erhebung der kantonalen Strassenverkehrs- und Schiffssteuern sowie der eidgenössischen Strassenverkehrsabgaben
- Vermietung und Verwaltung von Schiffsliegeplätzen des Kantons Bern

7.7.3 Circulation routière et navigation

Description

Le groupe de produits Circulation routière et navigation comprend les prestations suivantes.

- Admission des personnes à l'examen de conduite
- Organisation d'expertises et d'examens de conduite et organisation d'inspections de bateaux et d'examens de conduite pour bateaux
- Délivrance des permis de circulation et des permis de conduire, des permis de navigation et des permis de conduire pour bateaux, des autorisations spéciales et des autorisations à la navigation
- Surveillance des écoles de conduite
- Prononcé de décisions et exécution de mesures à l'encontre des conducteurs et conductrices de véhicules routiers et de bateaux ayant commis des infractions
- Signalisation sur les voies d'eau
- Perception des taxes cantonales sur la circulation routière et des impôts cantonaux sur la navigation ainsi que des redevances fédérales sur le trafic routier
- Location et administration des places d'amarrage du canton de Berne

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	Finanzplan Plan financier 2018	Finanzplan Plan financier 2019	CHF
(+) Erlöse	60'635'987	58'503'000	59'688'021	60'146'843	60'346'843	60'346'843	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	33'373'721	34'459'186	34'807'570	35'146'920	35'690'387	36'041'365	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	7'486'640	8'258'027	8'624'531	8'745'119	8'789'120	8'815'117	(-) Coûts matériels
(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	2'133'364	2'437'212	2'414'525	2'621'691	2'593'195	2'715'989	(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**17'642'262**	**13'348'574**	**13'841'395**	**13'633'113**	**13'274'142**	**12'774'371**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	0	0	**0**	0	0	0	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	0	0	**0**	0	0	0	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	245'955'918	246'910'000	**253'220'000**	255'730'000	258'270'000	259'550'000	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**263'598'180**	**260'258'574**	**267'061'395**	**269'363'113**	**271'544'142**	**272'324'371**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(-) Abgrenzungen	-	-	1'093'824	1'061'157	1'100'631	1'083'153	(-) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**265'967'570**	**268'301'957**	**270'443'511**	**271'241'219**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	Finanzplan Plan financier 2018	Finanzplan Plan financier 2019	CHF Solde I des produits
Zulassung Fahrzeuge	15'110'780	12'921'771	13'452'077	13'393'633	13'123'122	12'793'634	Admission des véhicules
Zulassung Fahrzeugführer	1'701'224	530'150	336'349	222'516	111'901	37'141	Admission des conducteurs de véhicules
Administrative Massnahmen	-1'708'277	-2'256'360	-2'033'995	-2'040'343	-2'058'551	-2'120'906	Mesures administratives
Zulassung Schiffe	32'614	-2'062	-40'025	-51'419	-67'599	-83'588	Admission des bateaux
Zulassung Schiffsführer	84'760	12'661	29'955	34'765	28'537	21'842	Admission des conducteurs de bateaux
Signalisation auf Gewässern	-26'776	-51'003	-52'774	-53'228	-53'894	-54'452	Signalisation sur les voies d'eau
Kantonale Verkehrsabgaben	76'190	-32'565	-174'858	-188'790	-119'146	-119'525	Redevances cantonales sur le trafic
Bezug eidgenössischer Verkehrsabgaben	1'619'939	1'580'846	1'586'496	1'586'342	1'586'918	1'586'903	Redevances fédérales sur le trafic
Schiffsliegeplätze	751'809	645'135	738'169	729'637	722'854	713'322	Places d'amarrage

Kommentar:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Im Voranschlag 2016 werden Erlöse von CHF 59,7 Millionen erwartet (Voranschlag 2015: CHF 58,5 Mio.). Der Anstieg der Erlöse erfolgt in den Bereichen Fahrzeugimmatrikulation, Fahrzeugprüfungen sowie Administrativmassnahmen. Für die weiteren Planjahre wird mit einem Anstieg der Geschäftslast gerechnet, weshalb mit Mehrerlösen von CHF 0,5 bis CHF 0,7 Millionen gerechnet wird.

Gegenüber dem Voranschlag 2015 fällt der Saldo I des Voranschlags 2016 mit rund CHF 13,8 Millionen leicht höher aus (2015: CHF 13,3 Mio.). Die höheren Erlöse kompensieren die höheren Personalkosten und die höheren Sachkosten.

Die Motorfahrzeugsteuererlöse steigen im Voranschlagsjahr 2016 aufgrund des anhaltenden Fahrzeugzuwachses erneut um rund CHF 6,3 Millionen. Die kalkulierten Motorfahrzeugsteuererlöse (Saldo II) betragen zwischen CHF 250,6 (2016) und CHF 257,0 Millionen (2019). Die Steuererlöse aus kantonseigenen Motorfahrzeugen betragen zusätzlich CHF 0,8 Millionen. Die Erlöse aus Schiffssteuern liegen bei jährlich unverändert CHF 2,6 Millionen (Saldo II).

Nach der Kürzung der Investitionen im Voranschlag 2015 (Nettoinvestitionen von CHF 1,5 Mio.) kann im Voranschlag 2016 mit Nettoinvestitionen von CHF 2,7 Millionen das absolut Notwendige in die Informatikapplikationen und den Unterhalt der Prüfinfrastruktur investiert werden.

Commentaire:

Modifications par rapport à la planification précédente

Les recettes prévues s'élèvent à CHF 59,7 millions (2015: CHF 58,5 mio). Cette augmentation est due au nombre croissant des immatriculations, des contrôles de véhicules et des mesures administratives. Une augmentation des activités est prévue au cours des prochaines années de planification, ce qui générera une hausse des rentrées de CHF 0,5 à CHF 0,7 million.

Par rapport au budget 2015, la marge contributive I est en légère hausse avec CHF 13,8 millions (2015: CHF 13,3 mio), ce qui permet de compenser l'augmentation des frais de personnel et des coûts matériels.

Compte tenu du nombre toujours croissant de véhicules, on s'attend à nouveau à un excédent de recettes d'environ CHF 6,3 millions. Selon les nouveaux calculs, les revenus générés par les taxes sur la circulation routière (solde II) s'élèvent entre CHF 250,6 (2016) et CHF 257,0 millions (2019). Les recettes en provenance des taxes perçus sur les véhicules du canton s'élèvent à CHF 0,8 million. Les recettes dues aux impôts sur la navigation restent inchangées, affichant un montant annuel de CHF 2,6 millions (solde II).

Compte tenu de la réduction des investissements pour l'exercice 2015 (CHF 1,5 mio), on peut s'attendre à des investissements nets s'élevant à CHF 2,7 millions en 2016, montant permettant d'assurer le strict nécessaire au niveau des applications informatiques et de l'entretien de l'infrastructure requise pour les expertises.

Entwicklungsschwerpunkte

Folgende Entwicklungsschwerpunkte sind im Voranschlag und im Aufgaben- und Finanzplan berücksichtigt: Stetiger Anstieg des Fahrzeugbestandes mit Auswirkungen auf den Abbau der Fahrzeugprüfrückstände. Es wird mit einem jährlichen Fahrzeugzuwachs zwischen 0,5 und 1,0 Prozent gerechnet. Im Voranschlagsjahr 2016 sollen vier neue Mitarbeitende die Ausbildung zum Verkehrsexperten beginnen und so mithelfen, die Fahrzeugprüfrückstände abzubauen. Die Schaffung dieser Stellen wird durch die Umwandlung von bestehenden Stellen möglich, welche infolge von Effizienzsteigerungen gewonnen werden konnten.

Chancen und Risiken

Das SVSA hat sich zum Ziel gesetzt, seine Prozesse auf zukünftige Anforderungen auszurichten und mittels aktueller Dokumententechnologien weiter zu optimieren. Nur mit den Investitionen in die Weiterentwicklung der Informatikapplikationen und den Unterhalt der Prüfinfrastruktur ist der reibungslose Tagesbetrieb gewährleistet und bleiben Produktivitätssteigerungen weiterhin möglich.

Durch die etappenweise Umsetzung von via sicura (Verkehrssicherheitsprogramm des Bundes) nimmt der Vollzugsaufwand für administrative Massnahmen und medizinische Kontrolluntersuchungen schrittweise zu. Mit der Umsetzung der gesetzlichen Vorgaben von OPERA-3 (Übernahme der EU-Führerscheinrichtlinie) werden ausserdem zusätzliche Anforderungen (insbesondere im Weiterbildungsbereich) auf die Verkehrsexperten zukommen. Dies wiederum führt dazu, dass vermehrt Kapazitäten für Führerprüfungen benötigt werden, während die zeitlichen Ressourcen der Verkehrsexperten für Fahrzeugprüfungen abnehmen.

Priorités de développement

Les priorités de développement figurent dans le budget, le plan des activités et le plan financier: Nombre toujours croissant de l'effectif des véhicules, avec effet sur la réduction du retard accumulé au niveau des expertises. On s'attend à une augmentation annuelle du nombre de véhicules de 0,5 à 1 pour cent. 4 nouveaux experts entameront leur formation en 2016, ce qui permettra de réduire encore plus le retard. La création de ces postes est due à la conversion d'actuels postes qui, grâce à l'augmentation de leur efficience, ont généré des capacités.

Chances et risques

L'OCRN a pour objectif d'adapter aux futures exigences les processus actuellement appliqués et de continuer à les optimiser moyennant le traitement électronique des documents. Seule la mise à disposition des investissements nécessaires au développement des applications informatiques et l'entretien de l'infrastructure requise pour les expertises permet d'assurer un déroulement sans encombre des activités journalières et une augmentation de la productivité aussi dans le futur.

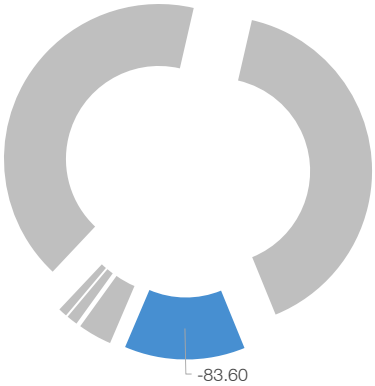
La mise en œuvre échelonnée de via sicura (programme d'action de la Confédération visant à renforcer la sécurité routière), les charges d'exécution des mesures administratives et des contrôles médicaux augmentent progressivement. Celle concernant les prescriptions légales relatives à OPERA-3 (mise en œuvre de la directive européenne sur le permis de conduire) exigera encore un plus grand engagement de la part des experts (notamment au niveau de la formation continue). Ceci implique des capacités accrues du côté des examens de conduite tandis que les unités de temps pour le contrôle des véhicules sont réduites.

Leistungsinformationen zur Produktgruppe **Informations sur les prestations du groupe de produits**

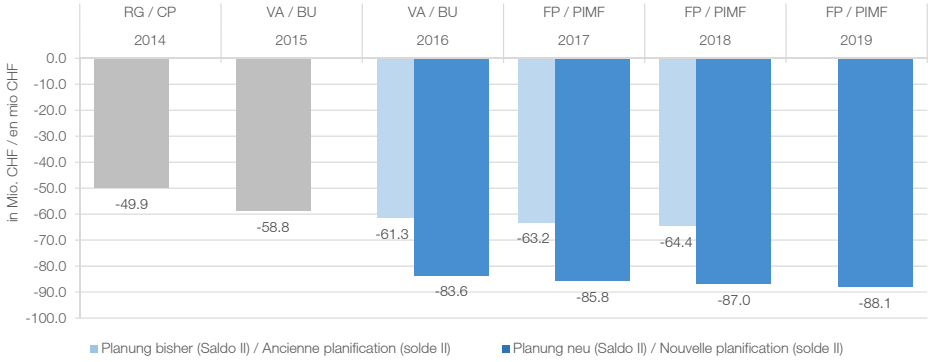
Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat clôture des comptes 2014)	**Wert / Valeur**	**künftige Entwicklung / Evolution attendue**
Fahrzeugbestand (ohne Mofa)	761'911	steigend
Effectif des véhicules (sans cyclomoteurs)		augmentation
Schiffsbestand	11'836	konstant
Effectif des bateaux		stabilité
Anzahl ausgestellte Fahrzeugausweise (inkl. Gratisausweise bei Adressänderungen)	265'699	konstant
Nombre de permis de circulation délivrés (y c. permis remis gratuitement en cas de changement d'adresse)		stabilité
Anzahl ausgestellte Lernfahr- und Führerausweise	89'756	konstant
Nombre de permis d'élèves conducteurs et de conduire		stabilité
Anzahl durchgeführte Fahrzeugprüfungen	249'061	steigend
Nombre d'expertises		augmentation
Anzahl durchgeführte Führerprüfungen (Theorie und Praxis)	42'919	konstant
Nombre d'examens de conduite (théoriques et pratiques)		stabilité
Anzahl verfügte Administrativmassnahmen	19'021	steigend
Nombre de mesures administratives notifiées		augmentation
Anzahl telefonische Anfragen	492'535	konstant
Nombre de consultations téléphoniques		stabilité

7.7.4 Freiheitsentzug und Betreuung (Erwachsene und Jugendliche)

7.7.4 Privation de liberté et mesures d'encadrement



Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)



Beschreibung

Der Vollzug von Strafen und Massnahmen an Frauen und Männern wird bezüglich Sicherheit, Betreuung/Behandlung, Arbeits- und Freizeitangeboten in unterschiedlich ausgeprägten Vollzugsregimes mit internen Differenzierungsstufen im 24-Stunden-Betrieb sichergestellt. Durch Einweisung in ein optimales Vollzugsregime unter Berücksichtigung rechtlicher Vorgaben und individueller Risikomerkmale und durch angemessene Persönlichkeitsförderung der Eingewiesenen im Vollzug wird ein Beitrag zur öffentlichen Sicherheit geleistet. Wo aus Kapazitäts- oder situativen Gründen angezeigt, können diese Leistungen auch durch Platzierung in geeigneten ausserkantonalen oder anderen kantonalen Einrichtungen eingekauft werden.

Description

L'exécution des peines et mesures pour les hommes et les femmes est assurée sous différents régimes du point de vue de la sécurité, de l'encadrement, du traitement, des offres de loisirs et du travail; elle suit diverses phases de progression et fonctionne 24 heures sur 24. Un placement optimal, conforme aux exigences légales et aux risques individuels, ainsi qu'un encouragement au développement approprié de la personnalité contribuent au renforcement de la sécurité publique. Ces prestations peuvent aussi être achetées, en fonction des capacités et de la situation, auprès d'établissements adéquats situés à l'extérieur du canton ou d'autres établissements bernois.

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte **2014**	Voranschlag Budget **2015**	Voranschlag Budget **2016**	Finanzplan Plan financier **2017**	**2018**	**2019**	CHF
(+) Erlöse	81'286'145	89'497'218	69'135'283	69'436'532	69'770'332	70'135'782	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	101'486'182	109'411'142	110'180'615	111'406'276	112'869'963	114'233'734	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	26'669'717	35'548'953	38'453'630	39'557'530	39'615'452	39'814'430	(-) Coûts matériels
(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	3'026'452	3'324'019	3'694'591	3'913'404	3'843'337	3'753'756	(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**-49'896'205**	**-58'786'896**	**-83'193'553**	**-85'440'677**	**-86'558'420**	**-87'666'138**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	0	0	**0**	0	0	0	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	45	11'500	**407'500**	407'500	407'500	407'500	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	0	0	**0**	0	0	0	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**-49'896'250**	**-58'798'396**	**-83'601'053**	**-85'848'177**	**-86'965'920**	**-88'073'638**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(+) Abgrenzungen	-	-	909'881	809'348	828'790	868'626	(+) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**-82'691'171**	**-85'038'830**	**-86'137'130**	**-87'205'013**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF Solde I des produits
Straf- und Massnahmenvollzug in FB-externen Vollzugseinrichtungen	-19'313'547	-22'478'915	-23'252'083	-23'637'906	-23'971'770	-24'311'718	Exécution des peines et mesures dans des établissements externes à l'OPLE
Geschlossener Straf- und Massnahmenvollzug an Männern	-5'692'937	-6'437'882	-6'862'942	-7'042'772	-7'099'942	-7'245'940	Exécution des peines et mesures en milieu fermé (hommes)
Offener Strafvollzug an Männern, Vorbereitungs- Ausschaffungs- und Durchsetzungshaft	-8'636'544	-11'665'660	-13'039'752	-13'553'635	-13'587'118	-13'615'232	Exécution des peines en milieu ouvert (hommes) et détention administrative
Massnahmenvollzug an Männern	-3'417'395	-6'113'048	-6'488'376	-6'692'965	-6'710'125	-6'781'892	Exécution des mesures pour hommes
Straf- und Massnahmenvollzug an Frauen	-3'503'410	-3'950'691	-3'089'429	-3'216'054	-3'326'992	-3'422'438	Exécution des peines et mesures pour femmes
Stationärer Massnahmenvollzug an männlichen Jugendlichen	1'398'751	108'466	526'055	711'359	997'625	1'248'951	Exécution des mesures institutionnelles (adolescents)
Stationärer Massnahmenvollzug an weiblichen Jugendlichen	449'512	347'251	-588'512	-649'333	-711'767	-777'104	Exécution des mesures institutionnelles (adolescen)
Freiheitsentzug in Gefängnissen	-6'002'819	-2'344'707	-24'268'395	-25'136'642	-25'917'007	-26'486'624	Détention en prison
Bewährungshilfe und alternativer Strafvollzug	-5'177'818	-6'251'710	-6'130'118	-6'222'728	-6'231'324	-6'274'141	Autres formes d'exécution des peines et probation

Kommentar:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

In der Deckungsbeitragsrechnung zum Voranschlag 2016 ist eine Saldoverschlechterung von 42,2 Prozent gegenüber dem Voranschlag 2015 eingeplant. Die Auswirkung dieser Verschlechterung ist auf Stufe Kanton grösstenteils saldoneutral.

Bis Ende 2015 werden die Kosten für die Untersuchungs- und Sicherheitshaft der Justiz als interne Leistungsverrechnung in Rechnung gestellt. Die Polizei- und Militärdirektion hat sich mit der Justizleitung geeinigt, dass ab dem Jahr 2016 auf eine Verrechnung verzichtet wird. Dadurch entfallen jährliche Erlöse im Umfang von CHF 17,8 Millionen, welche jedoch auf den Kanton keine finanziellen Auswirkungen haben.

Im Bereich des Vollzuges von freiheitsentziehenden Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht zeichnet sich ein Rückgang der Belegungstage ab. In den Anstalten Witzwil wurde deshalb eine Wohngruppe «Ausschaffungshaft» zu Gunsten «Offener Vollzug» aufgelöst. Diese Massnahme mindert den Erlös um CHF 1,6 Millionen. Durch die Verwendung der frei gewordenen Wohngruppe für den «Offenen Vollzug» werden durch ausserkantonale Einweisungen Erlöse von CHF 0,7 Millionen eingeplant. Die rückläufige Anzahl Belegungstage in der Ausschaffungshaft wirkt sich ebenfalls in den Gefängnissen aus. Es wurden zusätzliche Korrekturen von CHF 1,4 Millionen auf der Erlösseite vorgenommen. Die genannten erlösmindernden Korrekturen sind auf Stufe Kanton saldoneutral.

Die Einweisungspraxis im Jugendheimbereich hat sich stark verändert. Es wird vermehrt darauf geachtet, dass Erziehung vor Strafe kommt. Dies führt dazu, dass die Heime gesamtschweizerisch schlecht ausgelastet sind. Dies wurde in der Planung mit einer Erlösminderung von CHF 0,8 Millionen berücksichtigt.

Commentaire:

Modifications par rapport à la planification précédente

Même si le calcul de la marge contributive prévoit une péjoration du solde de 42,2 pour cent par rapport au budget de l'année précédente, celle-ci reste quasiment sans répercussion sur le solde du canton.

Jusqu'à fin 2015, les frais découlant de l'exécution de la détention provisoire et de la détention pour des motifs de sûreté sont facturés aux autorités judiciaires. La Direction de la police et des affaires militaires (POM) a convenu avec la Direction de la magistrature de renoncer à cette facturation interne dès 2016. Les recettes en seront diminuées de CHF 17,8 millions environ, toutefois sans incidence financière pour le canton.

Dans le cadre de l'exécution des mesures de contrainte relevant du droit des étrangers, l'on constate une diminution des jours de détention. Pour cette raison, les Etablissements de Witzwil ont supprimé une section de détention en vue du renvoi ou de l'expulsion pour la remplacer par une section de détention en milieu ouvert, ce qui fait chuter les revenus d'environ CHF 1,6 million. Cette réaffectation permet néanmoins de prévoir des rentrées de CHF 0,7 million du fait des placements ordonnés par des autorités d'autres cantons. La diminution des jours de détention en matière de renvoi et d'expulsion ne reste pas non plus sans incidence sur les prisons régionales. Des corrections supplémentaires de CHF 1,4 million ont été effectuées concernant les recettes, cette baisse restant cependant sans influence sur le solde au niveau cantonal.

La pratique en matière de placement dans les foyers d'éducation a fortement changé, l'objectif éducatif primant toujours plus celui de la répression. Cela se traduit par une réduction du taux d'occupation de ces institutions, un phénomène observable dans toute la Suisse. Cette tendance a été prise en compte dans la planification, avec une diminution de CHF 0,8 million.

In den Anstalten Hindelbank fand letztes Jahr eine Überprüfung der Kostgelder statt. Dabei zeigte sich, dass für die Erreichung einer ausgeglichenen Rechnung eine Erhöhung erforderlich ist. Im August 2014 wurde der «Arbeitsgruppe Koordination und Planung» des Strafvollzugskonkordates der Nordwest- und Innerschweiz ein Antrag zur Anpassung der Kostgelder vorgelegt, welchem die Konkordatskonferenz im November 2014 zustimmte. Dies führt zu Mehrerlösen von CHF 1,2 Millionen.

Die Konferenz der kantonalen Justiz- und Polizeidirektorinnen und -direktoren (KKJPD) hat an der Frühjahrsversammlung 2015 einer Erhöhung des Globalbudgets für das «Schweizerische Ausbildungszentrum für das Strafvollzugspersonal» (SAZ) zugestimmt. Das Budget für das SAZ wurde durch diesen Entscheid von CHF 5,8 Millionen auf CHF 8,5 Millionen erhöht. Der Beitrag des Kantons Bern musste demzufolge in der Planung um netto CHF 0,4 Millionen erhöht werden.

Entwicklungsschwerpunkte

Folgende Entwicklungsschwerpunkte sind vorgesehen: Ablösung der Software für die Gefängnisinsassenadministration, Revisionen des Gesetzes und der Verordnung über den Straf- und Massnahmenvollzug, Umsetzung der Ergebnisse aus der Betriebsanalyse im Jugendheim Prêles und Einführung eines Elektronischen Patientendossiers im Gesundheitsbereich.

Chancen und Risiken

Es werden vermehrt Urteile mit einer Massnahme nach Art. 59 StGB ausgesprochen. Der Vollzug in psychiatrischen Kliniken ist mit hohen Kosten verbunden. Zudem fehlen gesamtschweizerisch Plätze für die Unterbringung von psychisch kranken Verurteilten. Verurteilte müssen teilweise in ungeeigneten Institutionen auf einen entsprechenden Platz warten.

Die ungewisse Entwicklung des Massnahmenvollzugs im Jugendbereich führt zu einer schlechten Auslastung der Heime. Die Polizei- und Militärdirektion hat eine externe Umfeld- und Betriebsanalyse zum Jugendheim Prêles in Auftrag gegeben.

Die Gebäude des Regionalgefängnisses Biel, des Regionalgefängnisses Bern, der Anstalten Thorberg und der Anstalten Hindelbank sind in einem schlechten bis sehr schlechten baulichen Zustand. In den nächsten Jahren besteht dringender Handlungsbedarf. Investitionen für den Ersatz der verschiedenen Bauten stehen an.

Au sein des Etablissements de Hindelbank, une évaluation réalisée l'an passé a montré qu'une augmentation des tarifs était nécessaire à l'équilibre des comptes. En août 2014, le Groupe de travail de coordination et de planification du Concordat de la Suisse du Nord-Ouest et de la Suisse centrale sur l'exécution des peines et mesures a reçu une demande d'adaptation des tarifs, qui a été approuvée par la conférence concordataire en novembre 2014. Cela induit une hausse des recettes de CHF 1,2 million.

Lors de son assemblée du printemps 2015, la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police (CCDJP) a décidé d'augmenter le budget global alloué au Centre suisse de formation pour le personnel pénitentiaire (CSFPP), qui passera de CHF 5,8 à CHF 8,5 millions. Dans la planification, la contribution versée par le canton de Berne augmentera d'un montant net de CHF 0,4 million.

Priorités de développement

Les priorités suivantes sont prises en compte: remplacement du logiciel d'administration des détenus, révision de la loi sur l'exécution des peines et mesures et de l'ordonnance correspondante, mise en œuvre des mesures fondées sur les conclusions de l'audit sur la gestion du Foyer d'éducation Prêles et, dans le domaine sanitaire, introduction d'un système de dossiers électroniques des patients.

Chances et risques

Les jugements prononçant une mesure fondée sur l'article 59 du Code pénal suisse du 21 décembre 1937 (CP; RS 311.0), dont l'exécution en cliniques psychiatriques engendre des coûts importants, sont en recrudescence. A l'échelle suisse, l'on note en outre un manque de places pour l'hébergement de personnes condamnées souffrant de troubles psychiques, de sorte que certaines d'entre elles sont placées dans des structures en partie inappropriées en attendant qu'une telle place se libère.

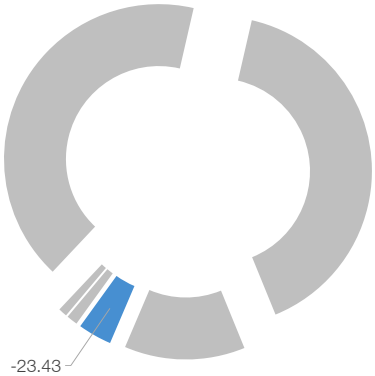
Au vu de l'évolution incertaine dans le domaine de l'exécution des mesures prononcées à l'encontre de personnes mineures, les foyers ne sont pas utilisés à leur pleine capacité. La POM a ordonné un audit externe sur le Foyer d'éducation Prêles afin d'en analyser le fonctionnement et le contexte.

Les bâtiments des prisons régionales de Bienne et de Berne, ainsi que des Etablissements de Thorberg et de Hindelbank étant en mauvais – voire très mauvais – état, des mesures urgentes s'imposeront dans les prochaines années: des investissements devront en effet être consentis en vue du remplacement de divers bâtiments.

Leistungsinformationen zur Produktgruppe **Informations sur les prestations du groupe de produits**

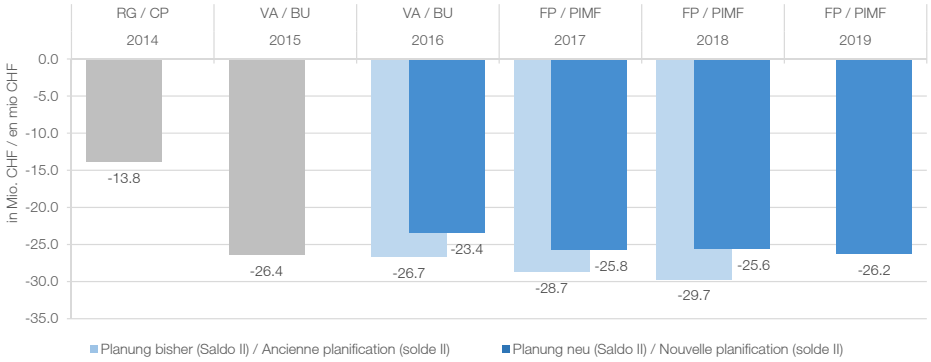
Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat clôture des comptes 2014)	**Wert / Valeur**	**künftige Entwicklung / Evolution attendue**
Anzahl Haft- und Vollzugstage in den Regionalgefängnissen, Anstalten und Jugendheime (inkl. Electronic Monitoring)	372'543	konstant
Nombre de journées de détention et d'exécution de peine ou mesure dans les prisons régionales, les établissements d'exécution de peines et mesures et les foyers d'éducation (y c. arrêts domiciliaires)		stabilité
Anzahl Vollzugstage in Form von gemeinnütziger Arbeit	19'390	konstant
Nombre de journées de travail d'intérêt général		stabilité
Anzahl Haft- und Vollzugsplätze in den Regionalgefängnissen, Anstalten und Jugendheime (inkl. Electronic Monitoring)	1'095	konstant
Nombre de places de détention et d'exécution de peines et mesures dans les prisons régionales, les établissements d'exécution de peines et mesures et les foyers d'éducation (y c. arrêts domiciliaires)		stabilité
Prozentuale Auslastung der Regionalgefängnisse, Anstalten, Jugendheime (inkl. Electronic Monitoring)	93	konstant
Taux d'occupation des prisons régionales, des établissements d'exécution de peines et mesures et des foyers d'éducation (y c. arrêts domiciliaires)		stabilité
Anzahl genehmigungs- und meldepflichtige Fälle (Sämtliche Vollzugsöffnungen, welche durch den Risikovollzug genehmigt werden müssen sowie sämtliche unvorhergesehene aussergewöhnliche Vollzugereignisse in einer Justizvollzugsanstalt, welche dem Risikovollzug gemeldet werden müssen).	150	konstant
Nombre de cas soumis à approbation et à déclaration obligatoire (toutes les demandes d'allégement devant être soumises au domaine Exécution cas à risques et tout événement imprévu et inhabituel survenant dans un établissement pénitentiaire et devant être signalé sans délai audit domaine)		stabilité
Anzahl Fluchten aus geschlossenen Abteilungen in Regionalgefängnissen, Anstalten oder Jugendheimen.	8	konstant
Nombre d'évasions à partir de sections fermées de prisons régionales, d'établissements d'exécution de peines et mesures ou de foyers d'éducation		stabilité

7.7.5 Migration und Personenstand



Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)

7.7.5 Population et immigration



Beschreibung

Entscheide und andere Verwaltungsakte, welche die Anwesenheit von ausländischen Staatsangehörigen betreffen. Die dem Kanton Bern zugewiesenen Personen des Asylbereichs erhalten Unterbringung, Unterstützung, Betreuung und Begleitung.

Bearbeiten und Beurkunden von natürlichen und erklärenden Zivilstandsereignissen und Entscheiden im Bereich des Personenstandes wie Geburt, Tod, Namenserklärung, Kindesanerkennung, Bürgerrecht, Ehe, Eheauflösung, Namensänderung, Kindesverhältnis, Adoption, Verschollenerklärung, Geschlechtsänderung, eingetragene Partnerschaft sowie Auflösung einer eingetragenen Partnerschaft. Ausstellen von Zivilstandsdokumenten über den Personenstand. Bearbeiten von Gesuchen betreffend Anerkennung ausländischer Entscheide oder Urkunden für den schweizerischen Rechtsbereich. Bearbeiten von Begehren über die Namensänderung, das Bürgerrecht (Einbürgerung, Entlassung).

Erstellen von Reisepapieren für Schweizer Staatsangehörige (Pass, provisorischer Pass, Identitätskarte).

Description

Décisions et autres actes administratifs concernant la présence de ressortissants étrangers. Hébergement, soutien, assistance et accompagnement pour les personnes relevant du domaine de l'asile attribuées au canton de Berne.

Traitement et enregistrement de décisions et d'événements de l'état civil tels que naissance, décès, déclaration concernant le nom, reconnaissance d'enfants, droit de cité, mariage, divorce, changement de nom, rapports de filiation, adoption, déclaration de disparition, changement de sexe, enregistrement de partenariat et dissolution de partenariat enregistré. Etablissement de documents sur l'état civil. Traitement de demandes en relation avec la reconnaissance en droit suisse de décisions et d'actes étrangers. Traitement des demandes de changement de nom et des demandes relatives à l'acquisition et à la perte de la nationalité (naturalisation, libération).

Etablissement de documents d'identité pour les citoyens suisses (passeport, passeport provisoire, carte d'identité).

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF
(+) Erlöse	32'421'291	33'934'890	34'519'707	28'613'582	27'233'207	27'233'207	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	26'448'294	27'419'400	27'499'005	26'956'693	27'241'382	27'554'233	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	19'859'223	28'925'069	30'723'815	27'505'552	25'648'577	25'705'465	(-) Coûts matériels
(+)/(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	55'077	1'006'979	268'857	446'747	496'793	760'349	(+)/(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**-13'831'150**	**-23'416'558**	**-23'971'970**	**-26'295'409**	**-26'153'545**	**-26'786'840**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	86'090'366	77'636'098	**83'872'449**	83'872'449	83'872'449	83'872'449	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	86'090'366	80'647'281	**83'336'885**	83'336'885	83'336'885	83'336'885	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	11'842	4'000	**4'000**	4'000	4'000	4'000	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**-13'819'308**	**-26'423'741**	**-23'432'406**	**-25'755'845**	**-25'613'981**	**-26'247'276**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(-) Abgrenzungen	-	-	46'048	29'786	35'586	18'517	(-) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**-23'478'454**	**-25'785'631**	**-25'649'567**	**-26'265'794**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF Solde I des produits
Asylgesetz	-4'762'304	-9'756'491	-12'154'153	-12'300'441	-11'258'214	-11'372'025	Asile
Ausländergesetz	-3'983'186	-7'142'373	-5'005'085	-5'212'349	-5'325'641	-5'468'147	Etrangers
Bearbeiten und Beurkunden personenstandsrelevanter Ereignisse und Begehren	-7'787'310	-8'760'217	-9'061'695	-9'231'097	-9'295'186	-9'429'716	Demandes et événements relevant de l'état civil
Bekanntgabe von Personendaten aus Personenstands- und Zivilstandsregistern	836'859	1'002'435	543'491	470'263	457'513	417'334	Communication de données extraites des registres
Reisepapiere für Schweizer Staatsangehörige	1'864'793	1'240'088	1'705'472	-21'786	-732'016	-934'285	Documents d'identité des ressortissants suisses

Kommentar:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Im Voranschlagsjahr 2016 verbessert sich der Saldo III gegenüber dem Voranschlagsjahr 2015 um CHF 2,3 Millionen. Als Hauptursache ist ein Rückgang von Ausschaffungshaft-Kosten in den kantonalen Regionalgefängnissen und Anstalten zu verzeichnen (CHF 3,1 Mio.). Diesem stehen höhere Kosten im Asylbereich von CHF 0,8 Millionen gegenüber, vor allem für die Objektfinanzierung von Notunterkünften für Asylsuchende. Letztere wurde vorerst bis ins Jahr 2017 in die Planung aufgenommen.

Entwicklungsschwerpunkte

Folgende Entwicklungsschwerpunkte sind im Voranschlag und im Aufgaben- und Finanzplan berücksichtigt: Ersatzbeschaffung einer Nachfolgelösung für die Fachapplikation Asydata (2016), Ersatz der Biometrie IT-Infrastruktur für Schweizer Reisepässe (2019), sinkende Anzahl auszustellender Ausweise im Pass- und Identitätskartendienst ab dem Jahr 2017, Umsetzung der ASP-Massnahmen (Verzicht auf spezifische Stellenbesetzungen nach natürlichen Abgängen) und Nichtbesetzung einzelner vakanten Stellen. Als weiterer Entwicklungsschwerpunkt wird das Projekt zur Asylstrategie «Optimierungen in den Bereichen Asylsozialhilfe und Integration» mit der Stossrichtung «Integration von Beginn an durch die Gesundheits- und Fürsorgedirektion und konsequenter und schneller Vollzug durch die Polizei- und Militärdirektion» (RRB 0155/2015) im Jahr 2015 konkretisiert.

Chancen und Risiken

Eine Einschätzung der Entwicklung der Asylgesuchszahlen und der dem Kanton Bern zugewiesenen Asylsuchenden resp. vorläufig Aufgenommenen sowie den unbegleiteten minderjährigen Asylsuchenden (UMA) ist mit grossen Unsicherheiten behaftet. Die Realität kann sich im Asylbereich durch unbeeinflussbare externe Einflüsse sehr schnell grundlegend ändern. Mit einer tendenziellen Zunahme der Zuweisungen ist zu rechnen, was im Voranschlag und im Aufgaben- und Finanzplan auch berücksichtigt wurde. Grössere Ausschläge und Abweichungen in der Entwicklung sind zeitlich und quantitativ hingegen nur kurzfristig, nicht aber mittel- und langfristig voraussehbar.

Commentaire:

Modifications par rapport à la planification précédente

Pour l'exercice budgétaire 2016, le solde III s'améliore de CHF 2,3 millions par rapport à l'exercice précédent, ce qui s'explique principalement par une baisse des coûts liés à la détention en vue du renvoi ou de l'expulsion au sein des prisons régionales et des établissements du canton de Berne (CHF 3,1 mio). Les coûts propres au domaine de l'asile augmentent par contre de CHF 0,8 million, notamment en raison du financement de centres d'hébergement d'urgence pour les personnes requérant l'asile. Ce financement a, dans un premier temps, été pris en compte dans la planification jusqu'en 2017.

Priorités de développement

L'évolution et les priorités suivantes sont prises en compte dans le budget et le plan intégré mission-financement: remplacement du logiciel Asydata (2016) et du système informatique en matière de biométrie pour le passeport suisse (2019), baisse du nombre de documents à établir par le Service des documents d'identité à partir de 2017, mise en œuvre des mesures EOS (postes liés à des fonctions spécifiques non repourvus après des départs naturels) et non-recrutement à certains postes vacants. L'année 2015 a vu la concrétisation du projet faisant partie de la stratégie sur l'asile et visant, d'une part, à la prise en charge de l'intégration par la Direction de la santé et de la prévoyance sociale dès le début et, d'autre part, à la conduite rapide et efficace des procédures par la Direction de la police et des affaires militaires (cf. ACE 0155/2015).

Chances et risques

Il reste difficile de prévoir l'évolution du nombre de demandes d'asile et de personnes attribuées au canton de Berne (requérants d'asile, personnes admises à titre provisoire et requérants d'asile mineurs non accompagnés [RMNA]). La situation en matière d'asile peut changer rapidement et fondamentalement en fonction d'éléments externes qui ne sont pas influençables. On peut s'attendre à une certaine augmentation des attributions, évolution qui a été prise en compte dans le budget et dans le plan intégré mission-financement. Il est toutefois impossible de prévoir à moyen ou long terme le moment et l'importance des fluctuations; seules des prévisions à court terme sont envisageables.

In der Botschaft zum überarbeiteten Ausweisgesetz und dessen Verordnung wurde festgehalten, dass im Jahr 2016 der Kostendeckungsgrad des Gebührenanteils der Kantone überprüft werde. Die Konsequenz könnte eine Anpassung des Gebührenanteils der Kantone sein. Sollte sich bei dieser Überprüfung ergeben, dass die Kostendeckung in den Kantonen über 100 Prozent liegt, ist eine Veränderung der Gebühren nach unten nicht auszuschliessen. Die möglichen finanziellen Konsequenzen wurden in den Finanzplanjahren 2017 bis 2019 aufgrund der Eintretenswahrscheinlichkeit nicht abgebildet.

Das Schweizerische Zivilgesetzbuch (ZGB) soll bezüglich Beurkundung des Personenstands laut der Botschaft des Bundesrates vom 16. April 2014 dahingehend geändert werden, dass im Rahmen von E-Government in der Behördenzusammenarbeit der physische Heimatschein abgeschafft wird. Dies könnte gesamtschweizerisch bis zu CHF 8,0 Millionen Mindererträge verursachen. Ein möglicher Minderertrag für den Kanton Bern wurde aufgrund der Unsicherheiten bezüglich Eintretenszeitpunkt und -wahrscheinlichkeit nicht in die Planung aufgenommen.

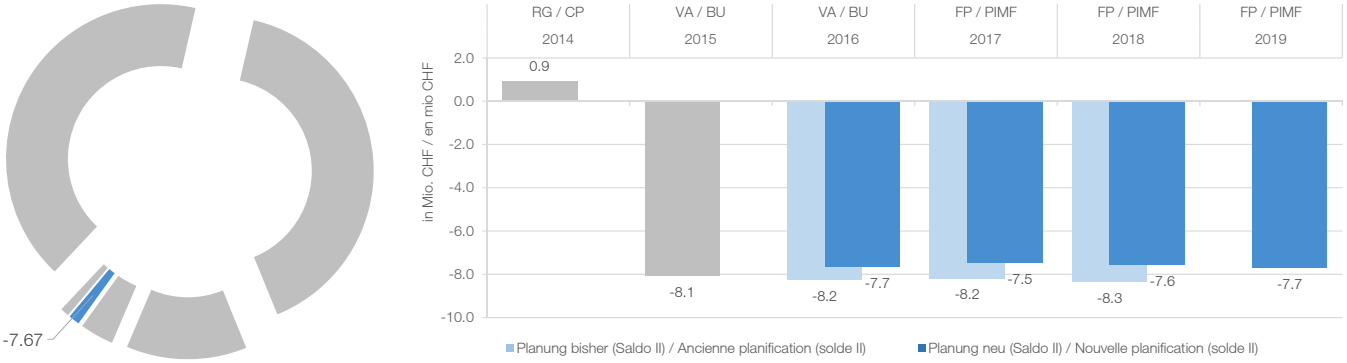
Dans le cadre de la révision de la loi et de l'ordonnance sur les documents d'identité, le message y relatif indique qu'en 2016, la part des coûts des émoluments prise en charge par les cantons sera réexaminée, ce qui pourrait avoir des répercussions sur les cantons. Si l'examen indique que la couverture des coûts des cantons dépasse les 100 pour cent, il n'est pas exclu que les émoluments soient revus à la baisse. Compte tenu de l'insécurité quant à une telle adaptation, les éventuelles répercussions financières ne figurent pas aux plans financiers des années 2017 à 2019.

Dans son message du 16 avril 2014, le Conseil fédéral a annoncé que le Code civil suisse du 10 décembre 1907 (CC; RS 210) sera modifié en ce qui concerne l'authentification de faits d'état civil; il prévoit d'abolir l'acte d'origine sous forme papier, puisqu'à l'avenir les échanges entre les différentes autorités se dérouleront par voie électronique (cyberadministration). Cette évolution est susceptible d'entraîner une baisse des recettes allant jusqu'à CHF 8 millions à l'échelle nationale. Le manque à gagner pour le canton de Berne n'a pas été pris en considération dans la planification, étant donné que l'on ne connaît ni la probabilité ni le moment de l'introduction de ce système.

Leistungsinformationen zur Produktgruppe **Informations sur les prestations du groupe de produits**

Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat clôture des comptes 2014)	**Wert / Valeur**	**künftige Entwicklung / Evolution attendue**
Dem Kanton Bern neu zugewiesene Asylsuchende	3'245	steigend
Nouveaux requérants d'asile attribués au canton de Berne		augmentation
Asylsuchende im Verfahrensprozess (erstinstanzlich hängige und im Rechtskraftprozess)	3'153	steigend
Requérants d'asile dont la procédure est en cours (en première instance ou en instance de recours)		augmentation
Vorläufig aufgenommene Personen (<= 7 Jahre)	1'847	steigend
Personnes admises à titre provisoire (<=7 ans)		augmentation
Ordentlich eingebürgerte Personen	1'025	sinkend
Naturalisations ordinaires		diminution
Gebührenertrag aus der Bekanntgabe von Personendaten aus Zivilstandsregistern (Heimatscheine, Familienscheine, Geburtsurkunden, Eheurkunden usw.)	4'550'000	konstant
Emoluments pour la divulgation de données personnelles en provenance des registres de l'état civil (actes d'origine, de famille, de naissance, de mariage, etc.)		stabilité
Anzahl ausgestellte Ausweise des Pass- und Identitätskartendienstes	191'068	steigend
Nombre de documents d'identité délivrés par le Service des documents d'identité (SDI)		augmentation
Anzahl entgegengenommene Telefonanrufe im Callcenter des Pass- und Identitätskartendienstes	119'824	steigend
Nombre d'appels reçus par la centrale d'appels du SDI		augmentation

7.7.6 Bevölkerungsschutz, Sport und Militär



Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)

Beschreibung

Zur Bewältigung von Katastrophen, Notlagen und Grossereignissen werden Führungsorgane, Kader und Spezialisten der Lage angepasst aus- und weitergebildet. Um den Ausbildungs- und Organisationsstand der Zivilschutzorganisationen im Kanton Bern sicherzustellen, können im Rahmen der durch den Bund übertragenen Aufgaben, Begleitungen und Kontrollen durchgeführt werden. Bei Katastrophen, in Notlagen und bei Grossereignissen wie auch bei Instandstellungsarbeiten sind die Behörden und Einsatzorgane vor Ort situativ zu unterstützen.

Zweck des Bevölkerungsschutzes ist es, die Bevölkerung und ihre Lebensgrundlagen bei Katastrophen und in Notlagen sowie im Falle bewaffneter Konflikte zu schützen sowie zur Begrenzung und Bewältigung von Schadenereignissen beizutragen. Hierzu sind Koordinationsarbeiten zu leisten.

Der Bereich Sport umfasst die Planung, Organisation und Durchführung von Aus- und Weiterbildungskursen insbesondere für Leitende und Coaches in Jugend und Sport (J+S). Die administrative Bearbeitung und Begleitung sowie das Controlling aller J+S-Sportangebote von Vereinen, Verbänden, Schulen und anderen Organisationen gehören im Weiteren dazu. Die Mithilfe bei Sportprojekten im Kanton Bern und die Beratung der Polizei- und Militärdirektion und des Regierungsrates in allen sportlichen Belangen sind ebenfalls enthalten. Zudem wird die Schnittstelle zum Schulsport und Sportfonds wahrgenommen.

7.7.6 Sécurité civile, sport et affaires militaires

Description

La gestion de catastrophes, de situations d'urgence et d'événements majeurs nécessite la formation et le perfectionnement d'organes de conduite, de cadres et de spécialistes. Dans le cadre des tâches attribuées par la Confédération, le niveau de formation et le bon fonctionnement des organisations de protection civile bernoises peuvent être assurés par le biais de visites et de contrôles. Lors de catastrophes, de situations d'urgence, d'événements majeurs et des travaux de remise en état consécutifs, les autorités et organes d'intervention doivent être soutenus sur place en fonction de leurs besoins.

La protection de la population a pour but de protéger les bases d'existence de la population en cas de catastrophe, de situation d'urgence ou de conflit armé, ainsi que de limiter et de maîtriser les effets d'événements dommageables. Différentes tâches de coordination s'imposent à cet effet.

Le domaine du sport s'occupe de planifier, d'organiser et de dispenser des cours de formation et de perfectionnement pour moniteurs et coachs de Jeunesse et Sport (J+S). Il comprend aussi les tâches administratives, l'accompagnement et le controlling de toutes les offres J+S des écoles et des sociétés et fédérations sportives. Il apporte également son aide dans l'établissement de projets sportifs du canton et fournit des conseils à la Direction de la police et des affaires militaires ainsi qu'au Conseil-exécutif dans toutes les affaires touchant au sport. En outre, il assure le lien entre le sport scolaire et le Fonds du sport.

Im militärischen Bereich fördert die kantonale Mitverantwortung die Verankerung der Armee in den Regionen und in der Bevölkerung. Als kantonale Anlaufstelle steht den Wehrpflichtigen eine kundennahe Kontaktstelle für alle Armeefragen wie Stellungspflicht, Rekrutierung / Orientierungstage, Dienstverschiebungswesen, Wehrpflichtersatz, Pflichten im und ausser Dienst (Meldepflicht, Schiesspflicht), Militärdienstentlassungen sowie für den ganzen Bereich der ausserdienstlichen Tätigkeiten zur Verfügung. Mit den Truppenkontakten leisten die Kantone als Repräsentanten des Milizsystems einen Beitrag zur Stärkung unserer Miliz und zur Förderung des Wehrklimas. Die kantonalen Kasernen- und Zeughausanlagen werden aufgrund der bestehenden Verträge mit der Eidgenossenschaft mit kantonalem Personal verwaltet und betrieben. Die Nutzungskoordination und die unterstützenden Dienstleistungen zugunsten der Basisaktivitäten wie Hotellerie, Schulung, Restauration und Verwaltungstätigkeit im Sicherheitsbereich bilden die Hauptaufgaben.

Sur le plan militaire, la coresponsabilité cantonale nécessite l'ancrage de l'armée au sein de la population et dans les régions. Un organe de contact cantonal est à la disposition des personnes astreintes au service militaire pour toutes les questions relatives à l'armée, telles que la conscription, le recrutement et la journée d'information, les déplacements de service, la taxe d'exemption de l'obligation de servir, les obligations pendant le service et en dehors (obligation de s'annoncer, tir obligatoire), la libération des obligations militaires ainsi que les activités hors service. Par ses contacts avec la troupe, le canton contribue, en tant que représentant du système de milice, au renforcement de cette dernière et à la promotion de l'esprit de défense. Les casernes et les arsenaux cantonaux sont exploités par du personnel cantonal, conformément aux contrats passés avec la Confédération. Les tâches portent essentiellement sur la coordination des affectations et sur le soutien aux activités de base, telles que l'hôtellerie, la formation, la restauration et l'administration afférentes à la sécurité.

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF
(+) Erlöse	7'313'619	6'656'451	7'277'551	7'309'051	7'271'051	7'271'051	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	11'769'060	12'344'790	12'693'427	12'607'249	12'739'453	12'773'161	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	4'569'864	5'692'776	6'068'600	6'137'201	6'044'092	6'127'750	(-) Coûts matériels
(+)/(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	96'977	79'504	283'904	147'330	158'548	165'712	(+)(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**-8'928'328**	**-11'460'619**	**-11'768'380**	**-11'582'730**	**-11'671'041**	**-11'795'571**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	475'271	335'100	**453'000**	453'000	453'000	453'000	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	395'302	395'000	**513'380**	513'380	513'380	513'380	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	9'774'931	3'457'000	**4'160'000**	4'160'000	4'160'000	4'160'000	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**926'572**	**-8'063'519**	**-7'668'760**	**-7'483'110**	**-7'571'421**	**-7'695'951**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(+)/(-) Abgrenzungen	-	-	964'223	275'960	31'509	572'046	(+)/(-) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**-6'704'537**	**-7'759'069**	**-7'602'931**	**-7'123'906**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF Solde I des produits
Zivilschutz	-1'821'687	-1'418'634	-2'733'552	-2'705'485	-2'736'969	-2'757'112	Protection civile
Koordination Bevölkerungsschutz	-3'281'137	-4'346'374	-4'038'384	-3'998'103	-4'016'736	-4'066'214	Coordination de la protection de la population
Militär	-4'121'036	-4'804'814	-4'318'245	-4'278'436	-4'255'473	-4'272'309	Affaires militaires
Infrastruktur	2'906'184	2'680'812	2'960'366	2'992'427	2'967'118	2'963'329	Infrastructure
Sport	-2'610'652	-3'571'609	-3'638'564	-3'593'133	-3'628'981	-3'663'266	Sport

Kommentar:

Commentaire:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Gegenüber dem Voranschlagsjahr 2015 verändert sich der Saldo I des Voranschlagsjahrs 2016 um 2,7 Prozent. Die Veränderung ist vorwiegend auf die Personalkostenteuerung zurückzuführen. Die Erhöhung der übrigen Kosten können durch Mehreinnahmen gedeckt werden. Die Anpassung der Einnahmen bei den Wehrpflichtersatzabgaben an die aktuellen Daten beeinflusst den Saldo II positiv.

Modifications par rapport à la planification précédente

Par rapport à l'exercice 2015, le solde I enregistre une augmentation de 2,7 pour cent. Cette évolution est principalement due au renchérissement des frais de personnel. La hausse des autres coûts peut être couverte par des excédents de recettes. L'adaptation des recettes de la taxe d'exemption de l'obligation de servir aux données actuelles a un impact positif sur le solde II.

Entwicklungsschwerpunkte

Die Entwicklungsschwerpunkte legt das Amt für Bevölkerungsschutz, Sport und Militär in die Erarbeitung der Sportstrategie, der Notfallplanung Naturgefahren, sowie in die Erarbeitung einer Bevölkerungsschutzstrategie. Diese sind im Voranschlag 2016 sowie im Aufgaben- und Finanzplan 2017 bis 2019 berücksichtigt.

Priorités de développement

L'Office de la sécurité civile, du sport et des affaires militaires met la priorité sur l'élaboration d'une stratégie pour le sport, sur la planification d'urgence en cas de dangers naturels et sur la mise en place d'une stratégie de protection de la population. Ces points sont pris en compte dans le budget et dans le plan intégré mission-financement 2017–2019.

Chancen und Risiken

Die Auswirkungen der Weiterentwicklung der Armee (WEA) auf die Einnahmen in den Bereichen Wehrplichtersatz, Bussen und auf die Einnahmen aus der Vermietung der Kasernenanlagen können derzeit nicht abgeschätzt werden. Sowohl Minder- als auch Mehreinnahmen sind möglich. Diese Entwicklungen wurden daher in der vorliegenden Planung nicht berücksichtigt.

Chances et risques

Il n'est pour l'instant pas possible d'évaluer les effets du développement de l'armée sur les recettes dans les domaines de la taxe d'exemption de l'obligation de servir, des amendes et de la location de casernes. Le résultat peut être excédentaire comme déficitaire. Ces points ne sont donc pas pris en compte dans la planification.

Leistungsinformationen zur Produktgruppe

Informations sur les prestations du groupe de produits

Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat clôture des comptes 2014)	Wert / Valeur	künftige Entwicklung / Evolution attendue
Militär: Anzahl Anmeldungen, Abmeldungen, Adressänderungen der Meldepflichtigen	17'164	sinkend
Affaires militaires: annonces d'arrivée ou de départ, changements d'adresse des personnes soumises à l'obligation d'annoncer		diminution
Anzahl Veranlagungsverfügungen Wehrpflichtersatz	53'129	konstant
Nombre de décisions de taxation (taxe d'exemption)		stabilité
Anzahl angemeldete Jugend und Sport-Kurse (J+S-Kurse)	7'570	konstant
Nombre de cours jeunesse et sport (J+S) annoncés		stabilité
Anzahl tätige J+S-Leiterinnen und -Leiter	16'945	sinkend
Nombre de moniteurs J+S actifs		diminution
Zivilschutz: Anzahl aktiv eingeteilte Schutzdienstleistende im Kanton Bern (ohne Reserve)	9'299	steigend
Protection civile: Nombre de personnes astreintes actives dans le canton de Berne (sans la réserve)		augmentation
Zivilschutz: Anzahl geleistete Diensttage (Wiederholungskurse, Einsätze zugunsten der Gemeinschaft, Instandstellung, Katastrophenhilfe)	42'542	konstant
Protection civile: Nombre de jours de service (cours de répétition, engagements en faveur de la collectivité, remise en état, aide en cas de catastrophe)		stabilité
Belegungstage Waffenplatz Bern (Die Nutzung der Räumlichkeiten des Waffenplatzes durch eine Person während maximal 24 Stunden entspricht einem Belegungstag)	241'023	steigend
Jours d'occupation de la place d'armes de Berne (un jour correspond à l'occupation des locaux par une personne pendant 24 heures maximum)		augmentation

7.8 Spezialfinanzierungen
7.8.1 Ersatzbeitragsfonds des Kantons Bern

7.8 Financements spéciaux
7.8.1 Constributions de remplacement

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Laufende Rechnung							**Compte de fonctionnement**
Aufwand	**4'925'150**	**3'000'000**	**6'950'000**	**9'255'000**	**8'901'000**	**7'801'000**	**Charges**
Veränderung		*–39.08%*	*131.66%*	*33.16%*	*–3.82%*	*–12.35%*	*Modification*
Ertrag	**4'925'150**	**3'000'000**	**8'408'500**	**9'575'000**	**9'398'000**	**8'848'000**	**Revenus**
Veränderung		*–39.08%*	*180.28%*	*13.87%*	*–1.84%*	*–5.85%*	*Modification*
Saldo	**0**	**0**	**1'458'500**	**320'000**	**497'000**	**1'047'000**	**Solde**
Veränderung				*–78.05%*	*55.31%*	*110.66%*	*Modification*
Aufwand							**Charges**
31 Sachaufwand	0	0	0	0	0	0	31 Biens, services et marchandises
38 Einlagen in Spezialfinanzierungen / Abschluss Besondere Rechnungen	4'764'084	2'910'000	3'430'000	4'575'000	4'398'000	3'848'000	38 Attributions aux financements spéciaux / clôture comptes spéciaux
39 Interne Verrechnungen	161'065	90'000	3'520'000	4'680'000	4'503'000	3'953'000	39 Imputations internes
Ertrag							**Revenus**
43 Entgelte	4'925'150	3'000'000	5'000'000	5'000'000	5'000'000	5'000'000	43 Contributions
49 Interne Verrechnungen	0	0	3'408'500	4'575'000	4'398'000	3'848'000	49 Imputations internes
Investitionsrechnung							**Compte des investissements**
Ausgaben	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Dépenses**
Veränderung							*Modification*
Einnahmen	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Recettes**
Veränderung							*Modification*
Saldo	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Solde**
Veränderung							*Modification*
Ausgaben							**Dépenses**
Einnahmen							**Recettes**

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Vermögensbestand per 1.1.	7'544'610	12'308'695	15'218'695	16'677'195	16'997'195	17'494'195	Etat du patrimoine au 1.1.
Vermögensbestand per 31.12.	12'308'695	15'218'695	16'677'195	16'997'195	17'494'195	18'541'195	Etat du patrimoine au 31.12.
Vermögensveränderung	4'764'085	2'910'000	**1'458'500**	320'000	497'000	1'047'000	Variation du patrimoine

Kommentar

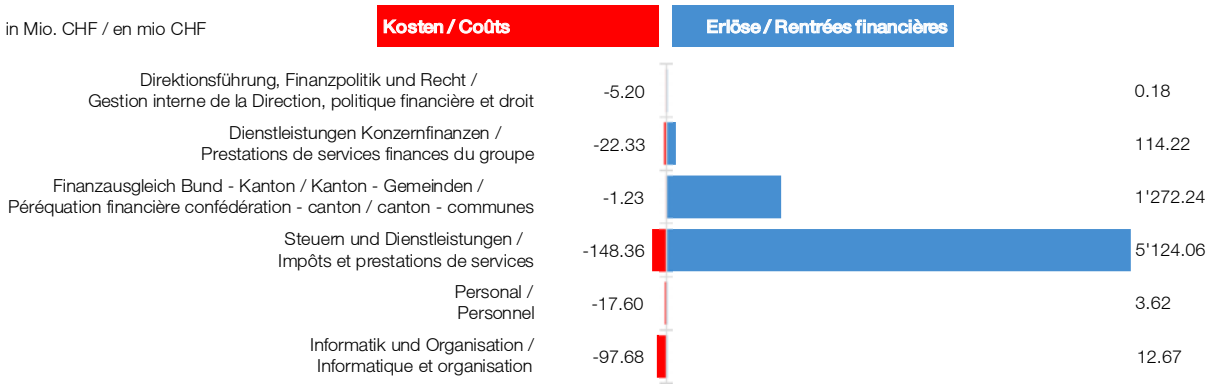
Seit dem Jahr 2012 wird der Ersatzbeitragsfonds zentral beim Kanton geführt. Die Gemeinden können nach dem Aufbrauch der bisherigen, dezentralen Fonds Gelder aus dem zentralen Ersatzbeitragsfonds zwecks Unterhalt, Sanierung, Erstellung von Zivilschutzanlangen oder zur Beschaffung von Ausrüstungen des Zivilschutzes beziehen. Im Voranschlagsjahr 2016 ist mit ersten grösseren Entnahmen zu rechnen.

Commentaire

Depuis 2012, le fonds des contributions de remplacement est géré de manière centralisée par le canton. Dès lors que les communes ont épuisé les moyens des fonds décentralisés, elles peuvent prélever le fonds central en vue de l'acquisition de matériel ou de l'entretien, de l'assainissement ou de la construction d'infrastructures de protection civile. Les premiers prélèvements de grande ampleur sont attendus en 2016.

8 Finanzdirektion (FIN)

8.1 Übersicht der Kosten und Erlöse nach Produktgruppen (VA 2016, Saldo II)



8.2 Produktgruppensaldi II (Betriebsbuchhaltung)

in Millionen CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	en millions CHF
Führungsunterstützung	-3.5	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	Soutien de la direction
Voranschlag / Aufgaben- und Finanzplan Kanton	-0.6	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	Budget et plan intégré «mission-financement» du canton
Verwaltungsinterne Verwaltungsrechtspflege	-0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	Justice administrative interne à l'administration
Direktionsführung, Finanzpolitik und Recht	0.0	-5.0	-5.0	-5.1	-5.1	-5.2	Gestion interne de la Direction, politique financière et droit
Konzernrechnungswesen	-1.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	Comptabilité du groupe
Tresorerie	26.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	Trésorerie
Dienstleistungen Haushaltsführung	-10.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	Prestations de services de gestion financière
Dienstleistungen Konzernfinanzen	0.0	10.5	91.9	92.4	92.5	92.4	Prestations de services finances du groupe
Finanzausgleich Bund - Kanton / Kanton - Gemeinden	1'262.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	Péréquation financière confédération - canton / canton - communes
Finanzausgleich Bund - Kanton / Kanton - Gemeinden	0.0	1'241.0	1'271.0	1'305.6	1'304.1	1'302.0	Péréquation financière confédération - canton / canton - communes
Veranlagung periodische Steuern	4'419.7	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	Taxation impôts périodiques
Veranlagung Spezialsteuern	208.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	Taxation impôts spéciaux
Bezug und Dienstleistungen	269.9	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	Perception et services
Steuern und Dienstleistungen	0.0	4'817.6	4'975.7	5'031.6	5'110.9	5'201.1	Impôts et prestations de services
Personal- und Gehaltsmanagement	-8.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	Gestion du personnel et des traitements
Personalentwicklung, Gesundheit und Soziales	-3.7	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	Développement du personnel, santé et affaires sociales
Personal	0.0	-13.4	-14.0	-14.5	-14.8	-15.2	Personnel
Informatik und Telekommunikation	-82.7	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	Informatique et télécommunication
Organisationsentwicklung	-10.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	Développement de l'organisation
Informatik und Organisation	0.0	-95.3	-85.0	-85.9	-86.3	-86.5	Informatique et organisation
Total	**6'065.2**	**5'955.3**	**6'234.6**	**6'324.2**	**6'401.3**	**6'488.8**	**Total**

8 Direction des finances (FIN)

8.1 Aperçu des coûts et des rentrées financières par groupe de produits (budget 2016, solde II)

8.2 Soldes II des groupes de produits (comptabilité analytique d'exploitation)

8.3 Entwicklungsschwerpunkte der Direktion

Seit der letztjährigen Berichterstattung hat sich die finanzpolitische Situation in eine positive Richtung entwickelt und präsentiert sich heute grundsätzlich erfreulich. Trotzdem bleibt das Thema Finanzen weiterhin im Fokus, da wichtige steuerpolitische Weichenstellungen wie die Umsetzung der Steuerstrategie und die Unternehmenssteuerreform III anstehen, welche die Einnahmenseite des Finanzhaushalts belasten werden. Daneben steht nun auch das Projekt IT@BE, womit die Umsetzung der Ergebnisse und Empfehlungen aus der Unabhängigen Prüfung der Informatik im Kanton Bern (UPI) weiter konkretisiert wird, ganz im Vordergrund. Auch hier werden in nächster Zeit Entscheide von grosser Tragweite gefällt werden. Wieder aktueller wird zudem die Einführung des IPSAS-konformen Harmonisierten Rechnungslegungsmodells HRM2, welche durch den Verschiebungsentscheid des Regierungsrats vorübergehend etwas in den Hintergrund gerückt war. Im Personalbereich ist die Entwicklung einer Personalstrategie für das Kantonspersonal neu hinzugekommen, nachdem die Umsetzung des neuen Pensionskassengesetzes abgeschlossen werden konnte. Weiter fortgesetzt werden die gesamtkantonalen Harmonisierungsprojekte im Bereich der ICT-Grundversorgung, u.a. BE-Print, HarmTel oder DGA.

8.3 Priorités de développement de la Direction

Depuis le compte rendu de l'an dernier, la situation de politique financière a évolué de façon positive et se présente désormais sous un jour favorable. La question financière reste néanmoins le point de mire, puisque d'importantes orientations de politique fiscale telles que la mise en œuvre de la stratégie fiscale et la troisième réforme de l'imposition des entreprises vont grever les recettes cantonales. Le projet IT@BE, qui concrétise la mise en œuvre des résultats et des recommandations de l'audit indépendant de l'informatique du canton de Berne, figure aussi actuellement en tout premier plan. Dans ce domaine également, des décisions d'une grande portée seront prises prochainement. Par ailleurs, le modèle comptable harmonisé MCH2 conforme aux normes IPSAS, temporairement relégué au second plan par la décision du Conseil-exécutif d'en différer la mise en place, revient maintenant sur le devant de la scène. Dans le domaine du personnel, l'élaboration d'une stratégie relative au personnel cantonal est désormais à l'ordre du jour, après la mise en œuvre de la nouvelle loi sur les caisses de pension cantonales. Enfin, les projets cantonaux d'harmonisation des prestations de services de base dans le domaine informatique (notamment BE-Print, HarmTel ou DGA) se poursuivent.

8.4 Laufende Rechnung

8.4 Compte de fonctionnement

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Laufende Rechnung							**Compte de fonctionnement**
Aufwand	**715'114'859**	**806'431'575**	**758'050'124**	**767'234'809**	**772'083'970**	**768'374'187**	**Charges**
Veränderung		*12.76%*	*–5.99%*	*1.21%*	*0.63%*	*–0.48%*	*Modification*
Ertrag	**6'680'870'015**	**6'761'945'775**	**7'014'483'713**	**7'152'718'164**	**7'233'368'913**	**7'309'572'648**	**Revenues**
Veränderung		*1.21%*	*3.73%*	*1.97%*	*1.12%*	*1.05%*	*Modification*
Saldo	**5'965'755'156**	**5'955'514'199**	**6'256'433'588**	**6'385'483'354**	**6'461'284'942**	**6'541'198'460**	**Solde**
Veränderung		*–0.17%*	*5.05%*	*2.06%*	*1.18%*	*1.23%*	*Modification*
Aufwand							**Charges**
30 Personalaufwand	126'193'990	133'493'851	133'996'080	135'942'491	137'419'270	139'039'279	30 Charges de personnel
31 Sachaufwand	112'773'991	123'872'659	125'739'621	127'591'827	128'723'682	128'587'445	31 Biens, services et marchandises
32 Passivzinsen	92'453'363	127'605'000	105'934'000	106'434'000	107'434'000	114'934'000	32 Intérêts passifs
33 Abschreibungen	73'523'405	69'278'065	70'582'473	70'423'591	69'894'168	69'920'663	33 Amortissements
34 Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung	300'725'032	304'855'000	303'629'950	302'624'900	301'624'850	301'084'800	34 Parts et contributions sans affectation
35 Entschädigungen an Gemeinwesen für Dienstleistungen	7'789'641	7'711'000	7'711'000	7'711'000	7'711'000	7'711'000	35 Dédommagements pour prestations de services de collectivités publiques
36 Eigene Beiträge	265'135	185'000	187'000	187'000	187'000	187'000	36 Subventions accordées
39 Interne Verrechnungen	1'390'298	39'431'000	10'270'000	16'320'000	19'090'000	6'910'000	39 Imputations internes
Ertrag							**Revenues**
40 Steuern	4'711'850'881	4'660'100'000	4'801'700'000	4'856'900'000	4'934'200'000	5'022'600'000	40 Impôts
41 Regalien und Konzessionen	180'923	280'000	180'000	180'000	180'000	180'000	41 Régales, concessions
42 Vermögenserträge	97'066'371	89'954'400	172'834'400	173'234'400	172'784'400	172'354'400	42 Revenus des biens
43 Entgelte	29'711'004	23'824'238	27'074'766	27'076'967	27'078'466	27'079'951	43 Contributions
44 Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung	1'820'776'748	1'793'048'137	1'835'973'387	1'871'504'637	1'871'897'887	1'872'291'137	44 Parts à des recettes et contributions sans affectation
45 Rückerstattungen von Gemeinwesen	16'654'449	15'300'000	16'000'000	16'000'000	16'000'000	16'000'000	45 Remboursement de collectivités publiques
46 Beiträge für eigene Rechnung	232'077	136'153'000	136'134'500	176'134'500	176'134'500	176'134'500	46 Subventions acquises
48 Entnahmen aus Spezialfinanzierungen / Abschluss Besondere Rechnungen	1'246'239	40'552'000	11'888'000	17'863'000	20'183'000	8'003'000	48 Prélèvements sur les financements spéciaux / Clôture des comptes spéciaux
49 Interne Verrechnungen	3'151'320	2'734'000	12'698'660	13'824'660	14'910'660	14'929'660	49 Imputations internes

Entwicklung der Laufenden Rechnung

Der Voranschlag 2016 der Laufenden Rechnung weist einen Ertragsüberschuss von rund CHF 6,26 Milliarden auf. Gegenüber dem Vorjahresbudget entspricht dies einer Saldoverbesserung von CHF 300,9 Millionen, welche sich aus Minderaufwendungen und aus Mehrerträgen ergibt.

Evolution du compte de fonctionnement

Le compte de fonctionnement dégage un excédent de revenus d'environ CHF 6,26 milliards dans le budget 2016. Cette amélioration de solde de CHF 300,9 millions par rapport au budget 2015 résulte à la fois d'une diminution des dépenses et d'une augmentation des revenus.

Mehrerträge resultieren gemäss aktualisierter Steuerprognose bei den Kantonssteuern (CHF +141,6 Mio.) und bei den Anteilen an den Bundessteuern (CHF +14,0 Mio.). Vor allem durch die neuerliche Budgetierung der Gewinnausschüttung der Schweizerischen Nationalbank werden zudem höhere Vermögenserträge ausgewiesen (CHF +82,9 Mio.). Schliesslich sind auch höhere Mittelzuflüsse aus der NFA veranschlagt (CHF +31,7 Mio.). Aufwandseitig wird insbesondere mit deutlich tieferen Passivzinsen gerechnet (CHF –21,7 Mio.), auch weil die mit der Umsetzung des neuen Pensionskassengesetzes verbundene verzinsliche kantonale Schuldanerkennung gegenüber den beiden Pensionskassen in geringerem Umfang als geplant eingegangen werden muss.

In der Planperiode 2017 bis 2019 resultieren durchschnittliche Saldoverbesserungen von CHF 94,9 Millionen. Sie entsprechen einem jährlichen relativen Wachstum von 1,5 Prozent und widerspiegeln im Wesentlichen eine sich verbessernde Ertragslage.

D'après l'actualisation des prévisions relatives aux recettes fiscales, des revenus supplémentaires sont dégagés par les impôts cantonaux (CHF +141,6 mio) et les parts aux impôts fédéraux (CHF +14,0 mio). De plus, les revenus des biens sont en hausse (CHF +82,9 mio), du fait principalement de la nouvelle budgétisation de la distribution de bénéfices de la Banque Nationale Suisse. Enfin, les fonds reçus au titre de la RPT augmentent aussi (CHF +31,7 mio). Du côté des charges, le budget prévoit en particulier une nette diminution des intérêts passifs (CHF –21,7 mio), du fait notamment que la rémunération de la reconnaissance de dette cantonale vis-à-vis des deux caisses de pension liée à la mise en œuvre de la nouvelle loi sur les caisses de pension est moins importante que prévu.

Des améliorations moyennes du solde à hauteur de CHF 94,9 millions sont prévues pour la période de planification de 2017 à 2019. Elles correspondent à une croissance annuelle relative de 1,5 pour cent et reflètent essentiellement les prévisions d'amélioration des revenus.

8.5 Investitionsrechnung

8.5 Compte des investissements

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Investitionsrechnung							**Compte des investissements**
Ausgaben	**4'448'507**	**5'910'624**	**5'020'000**	**7'370'000**	**6'320'000**	**6'070'000**	**Dépenses**
Veränderung		*32.86%*	*–15.06%*	*46.81%*	*–14.24%*	*–3.95%*	*Modification*
Einnahmen	**286'500**	**210'624**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Recettes**
Veränderung		*–26.48%*	*–100.00%*				*Modification*
Saldo	**–4'162'007**	**–5'700'000**	**–5'020'000**	**–7'370'000**	**–6'320'000**	**–6'070'000**	**Solde**
Veränderung		*36.95%*	*–11.92%*	*46.81%*	*–14.24%*	*–3.95%*	*Modification*
Ausgaben							**Dépenses**
50 Sachgüter	4'448'507	5'910'624	5'020'000	7'370'000	6'320'000	6'070'000	50 Investissements propres
Einnahmen							**Recettes**
60 Abgang von Sachgütern	0	210'624	0	0	0	0	60 Transferts au patrimoine financier
62 Rückzahlung von Darlehen und Beteiligungen	286'500	0	0	0	0	0	62 Remboursement de prêts et de participations
64 Rückzahlung von eigenen Beiträgen	0	0	0	0	0	0	64 Remboursement de subventions accordées

Entwicklung der Investitionsrechnung

Die Investitionsrechnung 2016 bis 2019 weist Ausgaben zwischen CHF 5,0 Millionen (2016) und CHF 7,4 Millionen (2017) auf. In den Planzahlen enthalten sind u.a. die notwendigsten Aktualisierungen des Finanzinformationssystems (FIS), Erneuerungen von Steuerapplikationen sowie einzelne unverzichtbare Investitionsvorhaben im Bereich der Personalinformatik und im Bereich der ICT-Grundversorgung. Je nach weiterer Konkretisierung der Arbeiten im Projekt IT@BE, welches 2014 zur Umsetzung der Empfehlungen aus der Unabhängigen Prüfung der Informatik im Kanton Bern (UPI) gestartet worden ist, kann sich die Investitionsplanung jedoch im nächsten Planungsumgang wieder deutlich verändern.

Evolution du compte des investissements

Les dépenses prévues au compte des investissements pour les exercices 2016 à 2019 varient entre CHF 5,0 millions (2016) et CHF 7,4 millions (2017). Les prévisions tiennent compte notamment des actualisations impératives du système d'informations financières (FIS), du renouvellement de certaines applications fiscales et de divers projets d'investissement indispensables dans les domaines de l'informatique du personnel et des prestations de services informatiques de base. Cependant, la planification des investissements peut nettement évoluer dès la prochaine période de planification, en fonction de la concrétisation des travaux du projet IT@BE lancé en 2014 pour mettre en œuvre les recommandations de l'audit indépendant de l'nformatique du canton de Berne.

8.6 Entwicklung der Vollzeitstellen der FIN

8.6 Evolution du nombre de postes à plein temps de la FIN

2009	2010	2011	2012	2013	2014
983.5	968.9	961.4	953.4	952.7	948.0

Kommentar

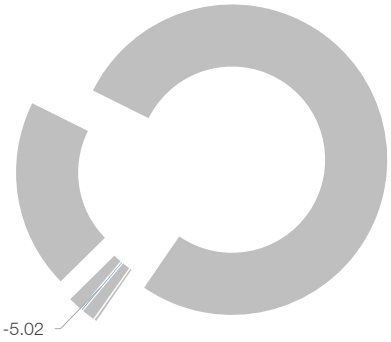
Der Personalbestand, ausgedrückt in Vollzeitstellen bzw. Vollzeiteinheiten (VZE), ist in der Finanzdirektion seit mehreren Jahren rückläufig. Tendenziell drückt diese Entwicklung eine Zunahme von Vakanzen bzw. vakanten Stellen aus. Es widerspiegelt sich darin aber auch die Zunahme der Teilzeitarbeit, welche in den letzten Jahren beliebter geworden ist. Ein Ausbau des Stellenbestandes ist vor diesem Hintergrund grundsätzlich nicht angezeigt. Im Rahmen der Angebots- und Strukturüberprüfung (ASP 2014) wurden über 20 Stellen abgebaut.

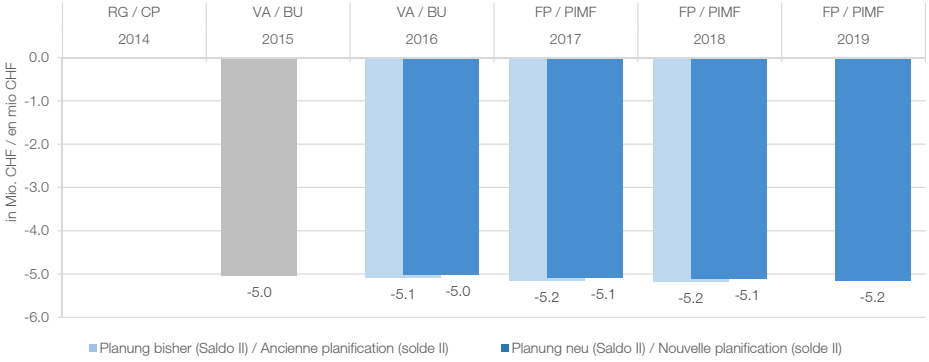
Commentaire

L'effectif du personnel exprimé en postes à plein temps (PPT) est en recul depuis plusieurs années à la Direction des finances. Cette évolution reflète une tendance à la hausse des vacances de postes, mais elle traduit aussi l'augmentation du travail à temps partiel qui est de plus en plus prisé ces dernières années. Il n'y a donc en principe pas lieu, dans ces conditions, d'augmenter le nombre de postes. Plus d'une vingtaine de postes ont été supprimés dans le cadre de l'Examen des offres et des structures (EOS 2014).

8.7 Produktgruppen
8.7.1 Direktionsführung, Finanzpolitik und Recht

8.7 Groupes de produits
8.7.1 Gestion interne de la Direction, politique financière et droit





Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)

Beschreibung

Dienstleistungen im Rahmen der Produktgruppe «Direktionsführung, Finanzpolitik und Recht»: Fachliche Unterstützung der Finanzdirektorin oder des Finanzdirektors in allen Aufgabenbereichen der Direktion. Vorbereitung und Vorberatung von Direktions-, Regierungs- und Grossratsgeschäften. Bereitstellung und Koordination relevanter Führungsinformationen, insbesondere in der Finanz-, Steuer- und Personalpolitik sowie im Informatikbereich. Begleitung und Beurteilung von Regierungsgeschäften der Staatskanzlei sowie der Direktionen im Rahmen des Mitberichtsverfahrens. Betreuung und Bewirtschaftung von Beteiligungen (insbesondere BEKB und Bedag Informatik AG). Formulierung der Beteiligungspolitik. Führung von oder Mitarbeit in direktionsinternen oder gesamtstaatlichen Projekten.

Planung und Koordination des direktionsinternen Ressourceneinsatzes (Finanzen, Personal, Informatik und Raum).

Sicherstellen der Prozessmoderation für die Erarbeitung von Voranschlag sowie Aufgaben- und Finanzplan. Planung sowie Aufzeigen der künftigen finanziellen Entwicklung des Kantons.

Rechtliche Beratung; Gesetzgebung im Zuständigkeitsbereich der Finanzdirektion (soweit diese nicht einem Amt übertragen ist); Instruktion von Beschwerdeverfahren gegen Verfügungen der Ämter; Vertretung in Verfahren vor Verwaltungsjustizbehörden und Gerichten.

Description

Prestations de services relevant du groupe de produits «Gestion interne de la Direction, politique financière et droit»: soutien matériel de la Directrice ou du Directeur des finances dans tous les domaines d'activité de la Direction. Préparation et préavis d'affaires de la Direction, du gouvernement et du Grand Conseil. Mise à disposition et coordination d'informations de pilotage pertinentes, en particulier dans les domaines des finances, des impôts, de la politique du personnel et de l'informatique. Suivi et évaluation d'affaires du gouvernement de la Chancellerie d'Etat et des Directions dans le cadre de la procédure de corapport. Surveillance et administration des participations (en particulier de la BCBE et de Bedag Informatique SA). Formulation de la politique de participation. Conduite ou participation à des projets cantonaux ou internes à la Direction.

Planification et coordination de l'emploi des ressources au sein de la Direction (finances, personnel, informatique et locaux).

Garantie de l'animation du processus d'élaboration du budget et du plan intégré mission-financement. Planification et mise en évidence de l'évolution future des finances publiques du canton.

Conseil juridique; législation dans le domaine de compétence de la Direction des finances (à moins qu'elle ne soit déléguée à un office); instruction des recours contre des décisions des offices; représentation du canton dans des procédures auprès des autorités de la justice administrative et des tribunaux.

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	Finanzplan Plan financier 2018	Finanzplan Plan financier 2019	CHF
(+) Erlöse	0	0	0	0	0	0	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	0	4'164'081	4'041'631	4'125'669	4'136'647	4'178'868	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	0	1'155'100	1'155'100	1'155'100	1'155'100	1'155'100	(-) Coûts matériels
(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	0	1'450	0	0	0	0	(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**0**	**-5'320'631**	**-5'196'731**	**-5'280'769**	**-5'291'747**	**-5'333'968**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	0	0	**0**	0	0	0	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	0	0	**0**	0	0	0	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	0	280'000	**180'000**	180'000	180'000	180'000	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**0**	**-5'040'631**	**-5'016'731**	**-5'100'769**	**-5'111'747**	**-5'153'968**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(+)/(-) Abgrenzungen	-	-	0	0	0	0	(-) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**-5'016'731**	**-5'100'769**	**-5'111'747**	**-5'153'968**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	Finanzplan Plan financier 2018	Finanzplan Plan financier 2019	CHF Solde I des produits
Direktionsführung, Finanzpolitik und Recht	0	-5'320'631	-5'196'731	-5'280'769	-5'291'747	-5'333'968	Gestion interne de la Direction, politique financière et droit

Kommentar:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Das Ergebnis der Produktgruppe weist in den Planjahren gegenüber dem Voranschlag 2015 keine wesentlichen Abweichungen aus. Erwähnenswert sind lediglich ertragsseitig die tieferen Einnahmen aus dem Salzregal im Umfang von jährlich CHF 100'000 aufgrund einer Senkung der Regalgebühren auf Kleinmengen.

Entwicklungsschwerpunkte

In den Bereichen «Direktionsführung» und «Recht» werden im Jahr 2016 die folgenden Arbeiten einen Schwerpunkt bilden:

- Erarbeitung Personalstrategie Kantonspersonal
- Projektarbeiten IT@BE: Umsetzung der Ergebnisse aus dem Projekt «Unabhängige Prüfung der Informatik im Kanton Bern (UPI)»
- Steuerstrategie Kanton Bern und Steuergesetzrevision 2017/18
- Unternehmenssteuerreform III (USR III)
- Evaluation des Gesetzes über den Finanz- und Lastenausgleich (FILAG)
- Mandatsentschädigungen an Regierungsmitglieder und Angehörige der Kantonsverwaltung; Änderung des Personalgesetzes
- Evaluation NEF, Einführung des Harmonisierten Rechnungsmodells 2 (HRM2); Änderung der Verordnung über die Steuerung von Finanzen und Leistungen (FLV)

Commentaire:

Modifications par rapport à la planification précédente

Le résultat du groupe de produits ne présente pas d'évolution significative durant la présente période de planification par rapport au budget 2015. Le seul changement à noter est une diminution annuelle de CHF 100'000 des revenus de la régale des sels en raison d'une réduction des droits de régale sur les faibles quantités.

Priorités de développement

Les travaux suivants constitueront les priorités de l'année 2016 dans les domaines «Gestion de la direction» et «Droit»:

- élaboration d'une stratégie relative au personnel cantonal
- projet IT@BE: mise en œuvre des résultats du projet d'audit indépendant de l'informatique dans l'administration cantonale
- stratégie fiscale pour le canton de Berne et révision 2017/18 de la loi sur les impôts
- troisième réforme de l'imposition des entreprises (RIE III)
- évaluation de la loi sur la péréquation financière et la compensation des charges (LPFC)
- rémunération des membres du gouvernement et de l'administration cantonale pour l'exercice de mandats; modification de la loi sur le personnel
- évaluation de NOG, mise en place du modèle comptable harmonisé 2 (MCH2); modification de l'ordonnance sur le pilotage des finances et des prestations (OFP)

Im Bereich «Finanzpolitik» steht wie in den vergangenen Jahren die gesamtstaatliche Prozessmoderation zur Erarbeitung des Voranschlags und Aufgaben-/Finanzplans im Zentrum der Arbeiten. Dieser wird im Jahr 2016 erstmals nach dem neuen Rechnungslegungsstandard HRM 2 erarbeitet. Gleichzeitig werden mit der sprachlichen Trennung des Voranschlags 2017 und Aufgaben-/Finanzplans 2018–2020 in eine deutsch- und eine französischsprachige Version die Umsetzungsarbeiten aus der Evaluation der Neuen Verwaltungsführung NEF abgeschlossen.

Comme les années précédentes, la tâche centrale dans le domaine «Politique financière» sera l'animation du processus cantonal d'élaboration du budget et plan intégré mission-financement, qui sera élaboré pour la première fois selon la norme de présentation des comptes MCH2 en 2016. En même temps, la séparation du budget 2017 et plan intégré mission-financement 2018 à 2020 en deux versions, allemande et française, marquera la fin des travaux d'exécution résultant de l'évaluation de la nouvelle gestion publique NOG.

Chancen und Risiken

In der Produktgruppe «Direktionsführung, Finanzpolitik und Recht» bestehen aus finanzieller Sicht keine relevanten Chancen und Risiken.

Chances et risques

Le groupe de produits «Gestion de la direction, politique financière et droit» ne présente pas de chances ni de risques spécifiques d'un point de vue financier.

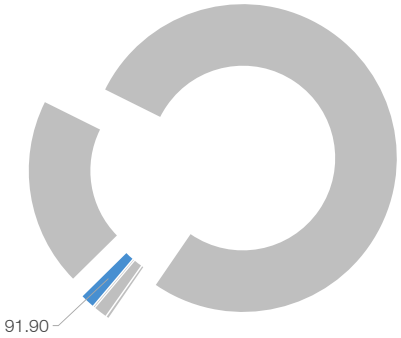
Leistungsinformationen zur Produktgruppe

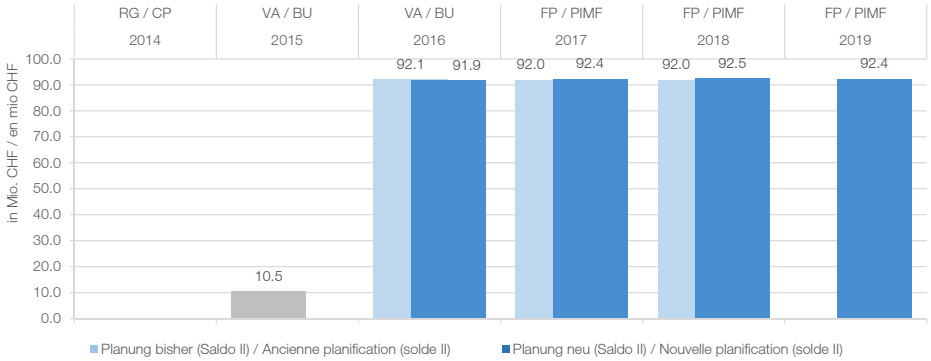
Informations sur les prestations du groupe de produits

Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat clôture des comptes 2014)	Wert / Valeur	künftige Entwicklung / Evolution attendue
Anzahl der traktandierten Regierungsratsgeschäfte (Einzel-, Block-, Standard-, Informations- und Aussprachegeschäfte)	217	konstant
Nombre d'affaires du Conseil-exécutif inscrites à l'ordre du jour (affaires individuelles, affaires traitées en bloc, affaires standard, informations et affaires à discuter)		stabilité
Anzahl der traktandierten Grossratsgeschäfte (ohne parlamentarische Vorstösse)	1	steigend
Nombre d'affaires du Grand Conseil inscrites à l'ordre du jour (sans les interventions parlementaires)		augmentation
Anzahl der traktandierten politischen parlamentarischen Vorstösse (Motionen, Finanzmotionen, Postulate, Interpellationen)	54	steigend
Nombre d'interventions parlementaires politiques inscrites à l'ordre du jour (motions, motions financières, postulats et interpellations)		augmentation
Anzahl der abgegebenen Mitberichte an eine andere Direktion oder an die Staatskanzlei	556	sinkend
Nombre de corapports remis à une autre Direction ou à la Chancellerie d'Etat		diminution
Anzahl der eingereichten Beschwerden	7	konstant
Nombre de recours déposés		stabilité
Anzahl der erledigten Beschwerden	8	konstant
Nombre de recours réglés		stabilité

8.7.2 Dienstleistungen Konzernfinanzen

8.7.2 Prestations de services finances du groupe





Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)

Beschreibung

Die Finanzverwaltung erbringt für den Gesamtkonzern hauptsächlich folgende Querschnittsaufgaben im Finanzbereich: Führen der gesamtstaatlichen Finanz- und Betriebsbuchhaltung, Erstellen des Jahresabschlusses und des Geschäftsberichts, Sicherstellung der Zahlungsbereitschaft des Kantons, An- und Verkauf von Beteiligungen, Bereitstellen und Wartung der systemtechnischen Instrumente zur Führung der Finanz- und Betriebsbuchhaltung sowie der Leistungsrechnung, Koordination des gesamtstaatlichen Versicherungsmanagements.

Description

L'Administration des finances fournit principalement les tâches transversales suivantes pour l'ensemble du groupe dans le domaine financier: elle tient la comptabilité financière et la comptabilité analytique d'exploitation du canton, elle établit les comptes annuels et élabore le rapport de gestion, elle garantit la capacité de paiement du canton, elle achète et vend des participations, elle met à disposition et assure l'entretien des instruments techniques pour la tenue de la comptabilité financière, de la comptabilité analytique d'exploitation et du calcul des prestations, et elle coordonne la gestion des assurances du canton.

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF
(+) Erlöse	0	31'844'000	114'224'000	114'614'000	114'164'000	113'734'000	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	0	6'360'285	6'577'140	6'673'260	6'721'528	6'782'258	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	0	6'384'125	7'726'026	7'730'615	7'658'602	7'603'512	(-) Coûts matériels
(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	0	8'579'430	8'022'664	7'785'920	7'293'329	6'957'270	(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**0**	**10'520'160**	**91'898'170**	**92'424'205**	**92'490'541**	**92'390'960**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	0	0	**0**	0	0	0	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	0	0	**0**	0	0	0	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	0	0	**0**	0	0	0	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**0**	**10'520'160**	**91'898'170**	**92'424'205**	**92'490'541**	**92'390'960**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(-) Abgrenzungen	-	-	46'981'870	8'459'796	10'004'603	17'583'523	(-) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**44'916'300**	**83'964'409**	**82'485'939**	**74'807'437**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF Solde I des produits
Konzernrechnungswesen	0	-1'796'572	-2'131'350	-2'183'711	-2'142'431	-2'136'384	Comptabilité du groupe
Tresorerie	0	24'176'937	106'506'156	106'885'735	106'427'045	105'990'350	Trésorerie
FIS Produktion und Support	0	-10'033'674	-9'659'231	-9'454'283	-8'965'878	-8'631'562	Production FIS et support
Versicherungsmanagement	0	-1'826'532	-2'817'405	-2'823'536	-2'828'195	-2'831'444	Gestion des assurances

Kommentar:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Im Voranschlag 2016 erhöht sich der Saldo der Produktgruppe gegenüber dem Voranschlag 2015 um CHF 81,4 Millionen auf CHF 91,9 Millionen. Diese Zunahme ergibt sich zur Hauptsache aus der neuerlichen Budgetierung der Gewinnausschüttung der Schweizerischen Nationalbank (SNB) im Umfang von CHF 81,2 Millionen, nachdem im Vorjahresbudget darauf verzichtet wurde. Die Gewinnausschüttung ist in der Deckungsbeitragsrechnung als Erlös verbucht und betrifft das Produkt Tresorerie. In den Finanzplanjahren 2017 bis 2019 bleibt das Ergebnis analog der letztjährigen Planung stabil.

Entwicklungsschwerpunkte

Im Voranschlag 2016 und Aufgaben-/Finanzplan 2017 bis 2019 werden insbesondere die folgenden Schwerpunkte abgebildet:

- Konzernrechnungswesen: Umsetzungskonzeption und -planung für die Einführung des Harmonisierten Rechnungsmodells 2 nach IPSAS Standards (HRM2/IPSAS) sowie die laufende fachliche Optimierung der Haushaltsführung.
- Tresorerie: In der Tresorerie basieren die Zinsberechnungen auf der Annahme, dass sämtliche mittel- und langfristigen Fälligkeiten konvertiert werden. Zusätzlich werden der vermehrte Finanzbedarf für liquiditätswirksame Bilanztransaktionen sowie die Finanzierungskosten im Zusammenhang mit der Umsetzung des neuen Pensionskassengesetzes (PKG; BSG 153.41) berücksichtigt. Die Festlegung der Zinssätze erfolgt nach dem Vorsichtsprinzip. Bei den grösseren Beteiligungen entsprechen die Dividendenerträge dem voraussichtlichen Ausschüttungspotenzial.
- FIS Produktion und Support: Im Fokus steht wie bereits im Vorjahr die Weiterentwicklung bzw. Fertigstellung der FIS Version 10, welche nebst der gewünschten Flexibilität auch HRM2 fähig ist und die Anpassungen aus der Evaluation NEF beinhaltet. Damit wird die Basis für einen stabilen und sicheren Betrieb der gesamtstaatlichen Prozesse für die nächsten Jahre geschaffen. Parallel dazu läuft das Projekt ERP, welches eine Umsetzungsmassnahme aus dem Bericht UPI darstellt und Teil des Projekts IT@BE ist.
- Versicherungsmanagement: Über das Produkt «Versicherungsmanagement» wird die Versicherungsstrategie des Regierungsrates gemäss der Risiko- und Versicherungsrichtlinie (RRB 0323/2008) und dem Konzept Schadenpool (RRB 1404/2012) umgesetzt. Die gesamtkantonalen Prämienkosten in den entsprechenden Versicherungsbereichen gemäss Konzept Schadenpool werden zentral über dieses Produkt budgetiert und finanziert. Die über den Pool finanzierten Schadenkosten aus nicht versicherten Risiken werden nicht budgetiert; diese sind nicht planbar.

Commentaire:

Modifications par rapport à la planification précédente

Le solde du groupe de produits atteint CHF 91,9 millions dans le budget 2016, une progression de CHF 81,4 millions par rapport au budget 2015. Cette augmentation résulte principalement de la budgétisation de la distribution du bénéfice de la Banque nationale suisse (BNS), à hauteur de CHF 81,2 millions, qui ne figurait pas au précédent budget. La distribution du bénéfice de la BNS est comptabilisée en tant que rentrée financière dans le calcul des marges contributives pour le produit Trésorerie. Le résultat reste stable durant la période de planification 2017 à 2019, tout comme dans la planification de l'an dernier.

Priorités de développement

Le budget 2016 et le plan intégré mission-financement 2017 à 2019 reflètent en particulier les priorités suivantes:

- Comptabilité du groupe: Conception et planification de la mise en place du modèle comptable harmonisé 2 conforme aux normes IPSAS (MCH2/IPSAS); poursuite de l'optimisation technique de la gestion financière.
- Trésorerie: Le calcul des intérêts se fonde sur l'hypothèse que toutes les échéances à moyen et à long termes seront converties. Il a en outre été tenu compte des besoins financiers supplémentaires pour les transactions du bilan ayant une incidence sur les liquidités et des coûts de financement liés à l'exécution de la nouvelle loi sur les caisses de pension cantonales (LCPC; KSB 153.41). Les taux d'intérêt sont fixés selon le principe de précaution. En ce qui concerne les participations importantes, les revenus des dividendes correspondent au potentiel de distribution des dividendes prévu.
- Production FIS et support: Comme déjà en 2015, l'axe prioritaire dans ce domaine est la poursuite du développement et la finalisation de la version 10 du FIS, qui offre la flexibilité souhaitée tout en étant compatible avec le MCH2 et en intégrant les adaptations qui découlent de l'évaluation de NOG. Cela forme la base d'une exploitation stable et sûre des processus cantonaux pour les années à venir. Le projet ERP se déroule en parallèle: il constitue une mesure d'exécution découlant du rapport sur l'audit indépendant de l'informatique et fait partie du projet IT@BE.
- Gestion des assurances: Ce produit met en œuvre la stratégie du Conseil-exécutif en matière d'assurances conformément à la directive concernant les risques et les assurances (ACE 0323/2008) et au concept pool dommages (ACE 1404/2012). Les coûts des primes d'assurance de l'ensemble du canton dans les domaines d'assurance prévus par le concept pool dommages sont budgétés et financés de manière centralisée via ce produit. Les coûts des dommages financés par le biais du pool pour des risques non assurés ne sont pas inscrits au budget; ils ne sont pas planifiables.

Chancen und Risiken

Mit RRB 1209/2014 wurde der Auftrag für eine Machbarkeitsstudie zur Einführung eines Enterprise Ressource Planning-Systems (ERP) erteilt. Sollte darauf aufbauend die Umsetzung beschlossen werden, sind mittelfristig substanzielle Investitionen und kurzfristig Aufwendungen für die Projektführung und/oder Projektbegleitung vorzusehen. Die Höhe der Kosten und der Zeithorizont für eine entsprechende Beschaffung können heute noch nicht abgeschätzt werden. Es muss davon ausgegangen werden, dass bei einer ERP-Einführung für einige Jahre ein Parallelbetrieb für die abzulösenden Systeme unterhalten werden muss, mit entsprechenden finanziellen Auswirkungen.

Seit Ausbruch der Finanzkrise unterliegen die Jahresergebnisse der SNB sehr starken Schwankungen. Erstmals in überblickbarer Zeit konnte die SNB für das Geschäftsjahr 2013 aufgrund des negativen Jahresergebnisses keine Ausschüttung vornehmen. Demgegenüber erzielte die SNB im Geschäftsjahr 2014 einen Rekordgewinn von CHF 38 Milliarden. Aufgrund dieses Ergebnisses erhalten die Kantone für das Jahr 2014 eine doppelte Gewinnausschüttung, die im Jahr 2015 ausbezahlt wird. Die Bilanz der SNB bleibt indessen mit erheblichen Risiken für Buchverluste belastet (Fremdwährungen / Goldbestände). Durch die Aufgabe der EURO-Untergrenze am 15. Januar 2015 ist der Schweizer Franken gegenüber den wichtigsten Währungen zudem stärker geworden, was massive Buchverluste mit sich bringen kann. Angesichts der wirtschaftlichen und geopolitischen Rahmenbedingungen dürfte sich an der instabilen Situation in Bezug auf die Gewinnausschüttungen in den kommenden Jahren nichts ändern. Mit Blick auf diese unsichere Ausgangslage hat der Regierungsrat im Frühjahr 2015 eine Gesetzesvorlage erarbeitet, welche die Schaffung eines Fonds zur Verstetigung der Einnahmen aus den Gewinnausschüttungen der SNB vorsieht. Konkret führt die in Aussicht genommene Schaffung eines Fonds zu höherer Planungssicherheit und ermöglicht die jährlich wiederkehrende Budgetierung der Gewinnausschüttungen der SNB im Umfang von rund CHF 80 Millionen. Die erstmalige Fondseinlage soll im Rahmen des Rechnungsabschlusses 2015 erfolgen. Als Grundstock dient dabei der gesamte Anteil des Kantons Bern von rund CHF 160 Millionen an der Gewinnausschüttung der SNB für das Geschäftsjahr 2014. Der Grosse Rat wird die Gesetzesvorlage zusammen mit dem Voranschlag und Aufgaben-/Finanzplan in der Novembersession 2015 beraten.

Ein Zinsanstieg gegenüber den geplanten Zinssätzen bewirkt Mehrkosten. Aufgrund der aktuellen Situation an den Finanzmärkten (Negativzinsen, Probleme in der Euro-Zone, Aufhebung Euro-Untergrenze usw.) ist die Wahrscheinlichkeit von rasch steigenden Zinssätzen eher als gering einzustufen. Ein weiteres Risikofeld besteht bei einer erhöhten Inflation. Im Moment sind jedoch die Inflationsrisiken gering.

Chances et risques

Par l'ACE 1209/2014, le Conseil-exécutif a donné mandat d'étudier la faisabilité de la mise en place d'un système ERP (Enterprise Ressource Planning). Si cette étude débouche sur la décision de réaliser le projet, il faudra prévoir, à moyen terme, d'effectuer des investissements substantiels et, à court terme, d'engager des dépenses pour la conduite et le suivi de ce projet. Il n'est pas encore possible d'estimer le montant des coûts ni la date de l'achat correspondant. Il faut néanmoins partir du principe qu'en cas d'introduction d'un système ERP, le fonctionnement en parallèle du système à remplacer devrait être assuré pendant quelques années, avec les conséquences financières que cela implique.

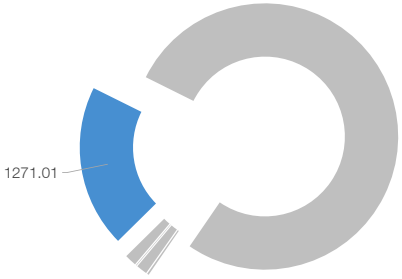
Depuis le début de la crise financière, les résultats annuels de la BNS sont soumis à de très fortes fluctuations. Pour la première fois de l'époque récente, la BNS a été dans l'incapacité de distribuer quoi que ce soit sur son bénéfice pour l'exercice 2013, du fait de ses résultats annuels négatifs. En 2014, elle a en revanche enregistré un bénéfice record de CHF 38 milliards. Les cantons perçoivent de ce fait pour 2014 une double part sur la distribution du bénéfice qui leur est versée en 2015. Des risques considérables de pertes comptables (monnaies étrangères / stocks d'or) pèsent cependant sur le bilan de la BNS. De plus, le franc suisse s'est fortement apprécié par rapport aux principales devises suite à la suppression du cours minimal de l'euro, le 15 janvier 2015, ce qui peut entraîner d'importantes pertes comptables. Au vu des conditions économiques et géopolitiques, l'instabilité concernant la distribution des bénéfices de la BNS devrait perdurer ces prochaines années. Compte tenu de cette situation incertaine, le Conseil-exécutif a élaboré au printemps 2015 un projet de loi créant un Fonds destiné à régulariser les recettes des distributions du bénéfice de la Banque nationale suisse. Concrètement, la solution envisagée offre une sécurité de planification accrue et permet de budgéter chaque année quelque CHF 80 millions au titre des distributions du bénéfice de la BNS. Le premier versement au Fonds interviendra dans le cadre de la clôture des comptes de 2015. A titre de stock initial, il est prévu de verser les quelque CHF 160 millions représentant la totalité de la part du canton de Berne à la distribution du bénéfice de la BNS pour l'exercice 2014. Le Grand Conseil examinera ce projet de loi lors de sa session de novembre 2015, en même temps que le budget et plan intégré mission-financement.

Une augmentation des taux d'intérêt par rapport aux prévisions se traduit par des coûts supplémentaires. Compte tenu de la situation actuelle sur les marchés financiers (intérêts négatifs, problèmes dans la zone euro, suppression du cours plancher de l'euro, etc.), il est peu probable que les taux d'intérêt augmentent rapidement. La progression de l'inflation représente un autre facteur de risque, qui reste cependant assez faible à l'heure actuelle.

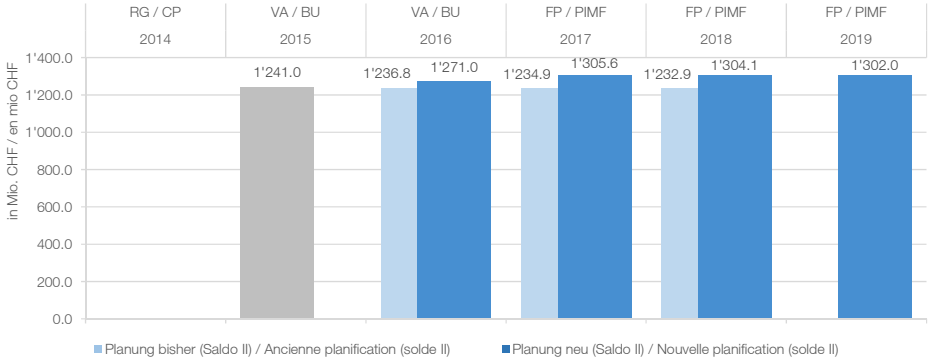
Leistungsinformationen zur Produktgruppe **Informations sur les prestations du groupe de produits**

Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat clôture des comptes 2014)	**Wert / Valeur**	**künftige Entwicklung / Evolution attendue**
Anzahl durch die Finanzverwaltung betreute rechnungsführende Organisationseinheiten (RfOE) im Konzern	67	konstant
Nombre d'unités comptables prises en charge par l'Administration des finances dans le groupe		stabilité
Anzahl Benutzer des Finanzinformationssystems FIS (inkl. Zeiterfassung Time)	15'000	konstant
Nombre d'utilisateurs du système d'informations financières FIS (y compris enregistrement du temps de travail TIME)		stabilité
Anzahl verarbeitete Auszahlungen	1'000'000	sinkend
Nombre de versements traités		diminution
Durchschnittlicher Bestand der flüssigen Mittel (in Mio. CHF)	18	konstant
Montant moyen des disponibilités (en mio CHF)		stabilité
Anzahl durchgeführte Kurse für Mitarbeitende im Bereich Finanz- und Rechnungswesen (Kursprogramm)	54	steigend
Nombre de cours dispensés aux agents dans le domaine des finances et de la comptabilité (programme de cours)		augmentation
Höhe der Risikokosten (bestehend aus den zentral finanzierten jährlichen Versicherungsprämien und den jährlichen anfallenden Schadenkosten im Schadenpool) (in Mio. CHF)	3	konstant
Montant du coût des risques (primes d'assurances financées centralement par an et indemnisation des dommages financée par le pool dommages par an (en mio CHF)		stabilité
Anzahl Schadenfälle im Schadenpool	355	konstant
Nombre de cas de sinistre dans le pool dommages		stabilité

8.7.3 Finanzausgleich Bund–Kanton / Kanton–Gemeinden



Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)



Beschreibung

Der Finanz- und Lastenausgleich Bund–Kanton soll die kantonale Finanzautonomie stärken und die Unterschiede in der finanziellen Leistungsfähigkeit und in der Steuerbelastung zwischen den Kantonen verringern. Die Finanzverwaltung vereinnahmt die zweckfreien Mittel aus dem Ressourcenausgleich, dem Lastenausgleich und dem Härteausgleich und stellt zusammen mit der Steuerverwaltung die Kontrolle der Berechnungen des Bundes innerhalb der Anhörungsfrist sicher.

Der Finanz- und Lastenausgleich Kanton–Gemeinden bezweckt, die Unterschiede in der finanziellen Leistungsfähigkeit der Gemeinden zu mildern. Die Finanzverwaltung stellt den Vollzug des Finanzausgleichs sicher und koordiniert den Lastenausgleich. Zudem erstellt sie die Finanzstatistik der Gemeinden und übernimmt für den Kanton Koordinationsaufgaben im Bereich Statistik.

8.7.3 Péréquation financière confédération–canton/ canton–communes

Description

La péréquation financière et la compensation des charges entre la Confédération et les cantons servent à renforcer l'autonomie des cantons et à réduire les disparités de capacité financière et de charge fiscale entre les cantons. L'Administration des finances collecte les fonds non affectés à partir de la péréquation des ressources, de la compensation des charges et de la compensation des cas de rigueur et assure avec l'administration fiscale le contrôle du décompte de la Confédération dans le délai de recours.

La péréquation financière et la compensation des charges entre le canton et les communes visent à réduire les différences de capacité financière entre les communes. L'Administration des finances veille à l'exécution de la péréquation financière et coordonne la compensation des charges. Elle établit en outre la statistique financière des communes et assume des tâches de coordination statistique pour le canton.

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF
(+) Erlöse	18'786	16'000	13'000	13'000	13'000	13'000	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	-808'047	-898'028	-829'249	-840'177	-846'451	-854'557	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	-43'080	-150'500	-323'500	-223'500	-123'500	-123'500	(-) Coûts matériels
(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	0	0	-22'705	-37'175	-36'698	-35'073	(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	-20'689	-62'188	-56'142	-56'043	-55'370	-55'369	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**-853'030**	**-1'094'716**	**-1'218'596**	**-1'143'895**	**-1'049'019**	**-1'055'500**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	0	0	0	0	0	0	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	0	0	0	0	0	0	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	0	0	0	0	0	0	(+) Rentrées fiscales et amendes
(+) Erlöse Finanzausgleich	1'548'662'742	1'534'932'000	**1'563'857'250**	1'597'388'500	1'594'781'750	1'592'175'000	(+) Rentrées financières péréquation financière
(-) Kosten Finanzausgleich	-285'757'673	-292'855'000	**-291'629'950**	-290'624'900	-289'624'850	-289'084'800	(-) Coûts péréquation financière
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**1'262'052'039**	**1'240'982'284**	**1'271'008'704**	**1'305'619'705**	**1'304'107'881**	**1'302'034'700**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(-) Abgrenzungen	-	-	958'814	172'649	204'176	358'847	(-) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**1'270'049'891**	**1'305'447'057**	**1'303'903'705**	**1'301'675'853**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF Solde I des produits
Vollzug Finanz- und Lastenausgleich Kanton-Gemeinden	0	-639'715	-811'928	-733'210	-636'493	-639'005	Exécution de la péréquation financière et de compensation des charges
Kantonale Statistikkoordination und Finanzstatistik	0	-395'905	-350'505	-354'242	-355'547	-359'128	Coordination statistique et statistique financière
Finanzausgleich Bund-Kanton	0	-59'096	-56'163	-56'443	-56'979	-57'367	Péréquation financière confédération - canton

Kommentar:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Im Voranschlag 2016 und in den Finanzplanjahren 2017 bis 2019 weist der Saldo I der Produktgruppe gegenüber dem Voranschlag 2015 keine wesentlichen Abweichungen auf. Demgegenüber erhöhen sich die fiskalischen Erlöse und damit der Saldo II deutlich. Für die darin abgebildeten Mittelzuflüsse von Bund und Kantonen aus dem Ressourcen-, Lasten- und Härteausgleich (NFA) sind im Voranschlag 2016 netto CHF 1'265 Millionen und in den Finanzplanjahren 2017 bis 2019 zwischen CHF 1'296 und CHF 1'300 Millionen eingestellt.

Entwicklungsschwerpunkte

Die Produktgruppe «Finanzausgleich Bund–Kanton / Kanton–Gemeinden» beinhaltet die Ausgleichsleistungen aus dem Finanzausgleich zwischen dem Bund und den Kantonen (NFA) und zwischen dem Kanton und den bernischen Gemeinden. Im Weiteren werden in dieser Produktgruppe die Leistungen für die Koordination der statistischen Belange im Kanton Bern und für die Führung der Gemeindefinanzstatistik ausgewiesen.

Der Finanz- und Lastenausgleich Kanton–Gemeinden hat zum Ziel, die Unterschiede in der finanziellen Leistungsfähigkeit und in der Belastung der Gemeinden zu mildern und ausgewogene Verhältnisse in der Steuerbelastung anzustreben. Die Gesamtsummen im Disparitätenabbau (horizontaler Finanzausgleich) und für die Mindestausstattung an die finanzschwächsten Gemeinden ändern sich jährlich aufgrund von Schwankungen in der Steuerkraft der einzelnen Gemeinden.

Gestützt auf das Gesetz zur Förderung von Gemeindezusammenschlüssen (Gemeindefusionsgesetz, GFG; BSG 170.12) sind im Weiteren in der Planung für die Jahre 2016 und 2017 insgesamt CHF 0,9 Millionen für Beiträge an fusionswillige Gemeinden zu Lasten der Spezialfinanzierung «Fonds für Sonderfälle» enthalten.

Chancen und Risiken

In der Produktgruppe bestehen keine speziellen Chancen und Risiken.

Commentaire:

Modifications par rapport à la planification précédente

Le solde I de ce groupe de produits ne présente pas d'évolution significative dans le budget 2016 et plan intégré mission-financement 2017 à 2019, par rapport au budget 2015. En revanche, les rentrées fiscales et par conséquent le solde II sont en nette augmentation. Les entrées de fonds de la Confédération et des cantons issus de la péréquation des ressources, de la compensation des charges et des cas de rigueur (RPT), qui en font partie, sont inscrites à concurrence d'un montant net de CHF 1'265 millions au budget 2016 et de CHF 1'296 à CHF 1'300 millions au plan intégré mission-financement 2017 à 2019.

Priorités de développement

Le groupe de produits «Péréquation financière Confédération–canton / canton–communes» comprend les montants compensatoires de la péréquation financière entre la Confédération et les cantons (RPT), d'une part, et entre le canton et les communes bernoises, d'autre part. Il comprend en outre les prestations concernant la coordination des questions statistiques dans le canton de Berne et la conduite de la statistique financière des communes.

La péréquation financière et la compensation des charges entre le canton et les communes ont pour but d'atténuer les inégalités résultant des différences de capacité financière et de charges entre les communes, et tendent à équilibrer la charge fiscale. Les sommes globales affectées à la réduction des disparités (péréquation financière horizontale) et à la dotation minimale en faveur des communes financièrement les plus faibles changent chaque année compte tenu des variations de la capacité contributive de chaque commune.

En vertu de la loi sur l'encouragement des fusions de communes (LFCo; RSB 170.12), un montant total de CHF 0,9 million a par ailleurs été imputé à la charge du financement spécial «Fonds pour les cas spéciaux» dans la planification financière des exercices 2016 et 2017 pour des prestations complémentaires en faveur des communes désirant fusionner.

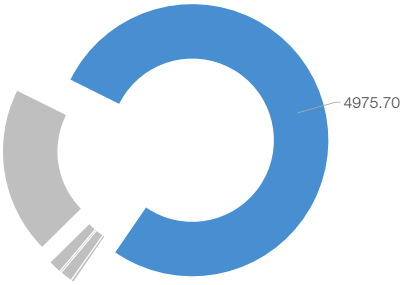
Chances et risques

Il n'existe pas de chances ni de risques spécifiques dans ce groupe de produits.

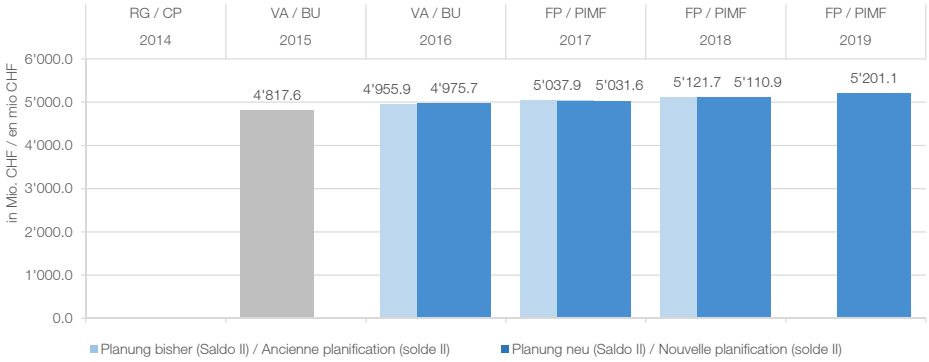
Leistungsinformationen zur Produktgruppe **Informations sur les prestations du groupe de produits**

Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat clôture des comptes 2014)	**Wert / Valeur**	**künftige Entwicklung / Evolution attendue**
Ausgleichsvolumen im Finanzausgleich Kanton – Gemeinden (Disparitätenabbau, Mindestausstattung, pauschale Abgeltung Zentrumslasten, geografisch-topografischer Zuschuss, soziodemografischer Zuschuss) (in Mio. CHF)	267	konstant
Volume des compensations dans la péréquation financière canton – communes (réduction des disparités, dotation minimale, indemnisation forfaitaire des charges de centre urbain, prestation complémentaire géo-topographique, prestation complémentaire socio-démographique) (en mio CHF)		stabilité
Anzahl Gemeinden mit Mindestausstattung (finanzielle Unterstützung seitens Kanton zur Aufrechterhaltung eines Grundangebots an öffentlichen Gütern und Dienstleistungen)	174	sinkend
Nombre de communes bénéficiant de la dotation minimale (aide financière du canton visant à maintenir une offre de base en biens et services publics)		diminution
Anzahl Gemeinden mit geografisch-topografischem Zuschuss	246	sinkend
Nombre de communes bénéficiant d'une prestation complémentaire géo-topographique		diminution
Anzahl Verfügungen gegenüber Gemeinden (Finanzausgleich, Massnahmen für besonders belastete Gemeinden, Lastenausgleich neue Aufgabenteilung)	1'505	sinkend
Nombre de décisions concernant des communes (péréquation financière, mesures en faveur des communes supportant des charges particulièrement lourdes, compensation des charges de la nouvelle répartition des tâches)		diminution
Einnahmen pro Einwohner im Bundesfinanzausgleich NFA (Ressourcenausgleich, Lastenausgleich, Härteausgleich) (in CHF)	1'258	konstant
Recettes par habitant dans la péréquation financière Confédération – canton RPF (péréquation des ressources, compensation des charges, compensation des cas de rigueur) (en CHF)		stabilité
Anzahl der im kantonalen Statistikportal publizierten Statistiksteckbriefe (Einträge) der Direktionen	141	steigend
Nombre de fiches signalétiques statistiques (inscriptions) des Directions publiées sur le portail cantonal des statistiques		augmentation

8.7.4 Steuern und Dienstleistungen



Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)



Beschreibung

Vollständig, richtig und zeitgerecht: Versand der Steuererklärungen an natürliche und juristische Personen (inklusiv Registerführung juristische Personen), Eingangsverarbeitung, Prüfen der Steuererklärungen und Erlass der Verfügungen.

Fakturierung, Inkasso und Verbuchung der periodischen und aperiodischen Steuern. Gewährung von Zahlungserleichterungen und Erlass. Durch die Steuerverwaltung gewährte Unterstützung für Gemeinden, Kirchgemeinden, Bund, andere Direktionen, die Staatskanzlei und übrige Institutionen des Kantons.

8.7.4 Impôts et prestations de services

Description

Exhaustivité, exactitude et respect des délais: expédition des déclarations d'impôt aux personnes physiques et aux personnes morales (tenue du registre des personnes morales comprise), traitement des déclarations d'impôt à réception, contrôle des déclarations d'impôt et prononcé des décisions.

Facturation, encaissement et comptabilisation des impôts périodiques et non périodiques, octroi de facilités de paiement et remise. Assistance fournie par l'Intendance des impôts aux communes, aux paroisses, à la Confédération, aux autres Directions, à la Chancellerie d'Etat et à d'autres institutions cantonales.

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	Finanzplan Plan financier 2018	Finanzplan Plan financier 2019	CHF
(+) Erlöse	0	50'658'650	52'658'650	52'658'650	52'658'650	52'658'650	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	0	94'042'064	94'783'289	96'317'231	97'470'310	98'653'324	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	0	50'930'670	52'033'602	52'033'601	52'033'600	52'033'600	(-) Coûts matériels
(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	0	2'921'043	1'540'919	1'335'050	1'154'145	1'130'890	(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**0**	**-97'235'128**	**-95'699'160**	**-97'027'231**	**-97'999'404**	**-99'159'164**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	0	100'000	**100'000**	100'000	100'000	100'000	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	0	0	**0**	0	0	0	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	0	4'914'697'000	**5'071'297'000**	5'128'497'000	5'208'797'000	5'300'197'000	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**0**	**4'817'561'872**	**4'975'697'840**	**5'031'569'769**	**5'110'897'596**	**5'201'137'836**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(+) Abgrenzungen	-	-	69'623'058	69'639'420	69'663'517	69'697'104	(+) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**5'045'320'899**	**5'101'209'189**	**5'180'561'113**	**5'270'834'940**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	Finanzplan Plan financier 2018	Finanzplan Plan financier 2019	CHF Solde I des produits
Steuern	0	0	-47'917	-97'917	-147'917	-197'917	Impôts
Bezug und Dienstleistungen für andere Institutionen	0	-97'235'128	-95'651'243	-96'929'314	-97'851'487	-98'961'247	Perception et prestations de services pour d'autres institutions

Kommentar:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Im Voranschlag 2016 reduziert sich der Saldo I der Produktgruppe gegenüber dem Voranschlag 2015 um rund CHF 1,5 Millionen (–1,6%). Gegenüber der letztjährigen Planung wurden verschiedene weitere Entlastungsmassnahmen auf Sachaufwendungen (u.a. Büromaterial, Druckkosten, Mobiliar, Energiekosten) budgetiert. Zudem konnten Mehrerträge auf den Verzugszinsen, Gebühren und Steuerbussen ins Budget aufgenommen werden.

Steuern:

Basis für die Steuerertragsprognose ist einerseits die Hochrechnung der ersten Ratenrechnung 2015 und der JP-Akonto-Rechnungen und andererseits die Wachstumsprognosen der namhaftesten Wirtschaftsinstitute. Nach dem Wegfall des Euro-Mindestkurses per Anfang 2015 gehen die Konjunkturforschungsstellen davon aus, dass sich das Wachstum im Jahr 2015 und 2016 abschwächen wird und eine Konjunkturdelle entsteht. Von dieser Konjunkturdelle sind vor allem die juristischen Personen betroffen. Es wird deshalb für das Voranschlagsjahr 2016 mit negativen Doppeleffekten und damit mit Mindererträgen bei den juristischen Personen gerechnet. Die Steuerverwaltung nimmt demgegenüber an, dass die Erträge der natürlichen Personen weniger stark betroffen sein werden, weshalb hier weiterhin mit einem jährlichen Zuwachs gerechnet wird.

Bei den Grundstückgewinnsteuern wird aufgrund des laufenden Geschäftsganges erstmals wieder von stagnierenden Erträgen ausgegangen, weil sich die Anzahl Fälle voraussichtlich wieder auf ein normales Niveau senken wird. Die Steuererträge aus Erbschafts-, Schenkungs- und Nachsteuern sind stark von Einzelfällen abhängig und werden aufgrund von Vorjahresergebnissen und Zuwachsraten prognostiziert.

Entwicklungsschwerpunkte

Auf den 1. Januar 2016 tritt das teilrevidierte Steuergesetz in Kraft. Die finanziellen Auswirkungen zeigen sich allerdings erst mit der Veranlagung für 2016 im Jahr 2017, wo mit einem Mehrertrag von CHF 14,2 Millionen gerechnet wird (CHF 20 Mio. für die Begrenzung des Fahrkostenabzugs abzüglich CHF 5,8 Mio. für die Erhöhung des Drittbetreuungsabzugs gemäss erster Lesung Grosser Rat in der Junisession 2015).

Die Erhöhung der Eigenmietwerte hat Wirkung ab dem Steuerjahr 2015. Für die gesamte Mietwertanpassung wird mit Mehrerträgen von rund CHF 12 Millionen gerechnet. Rund CHF 11 Millionen davon sind voraussichtlich bereits im Jahr 2016 realisierbar.

Im Bereich des e-Government wird die Steuerverwaltung ihr Angebot sowohl für Bürger wie Gemeinden weiter optimieren, z.B. das elektronische Dossier für die Grundstücksbewertung. Für die weiteren Herausforderungen wie z.B. steigende Fälle bei den Quellensteuern oder die Zunahme der straflosen Selbstanzeigen werden geeignete Massnahmen vorgesehen.

Commentaire:

Modifications par rapport à la planification précédente

Le solde I inscrit au budget 2016 pour ce groupe de produits est en recul de 1,6% (–1,5 million CHF) par rapport au budget 2015. Depuis la planification de l'an dernier, de nouveaux allégements budgétaires ont réduit le poste de charges de matériel (fournitures de bureau, frais d'impression, mobilier, consommation d'énergie, etc.). En outre, des rentrées supplémentaires tirées des intérêts moratoires, des émoluments et des amendes fiscales ont été enregistrées.

Impôts:

Les rentrées fiscales sont estimées par projection de la première tranche d'impôt 2015 et des acomptes des PM d'une part et, d'autre part, en fonction des prévisions de croissance des plus grands instituts d'études économiques. Depuis la suppression, début 2015, du cours plancher du franc face à l'euro, les organismes d'études conjoncturelles tablent sur un ralentissement de la croissance en 2015 et 2016, ce qui provoquera un creux conjoncturel. Celui-ci touchera principalement les personnes morales. En conséquence, on s'attend à des doubles effets négatifs sur l'année budgétaire 2016 et, du coup, à un recul du produit des impôts sur les personnes morales. En revanche, l'Intendance des impôts pense que le produit des impôts sur les personnes physiques sera moins fortement touché et qu'il sera encore en croissance en 2016.

Vu le marché actuel, on s'attend pour la première fois à nouveau à une stagnation du produit de l'impôt sur les gains immobiliers, car le nombre de cas devrait retomber à son niveau habituel. Le produit de l'impôt sur les successions et donations et des rappels d'impôt est très variable selon les cas taxés et il est estimé sur la base de celui de l'année précédente et des taux de croissance.

Priorités de développement

La révision partielle de la loi sur les impôts prendra effet le 1er janvier 2016 mais n'aura pas de conséquence financière avant la taxation des revenus 2016, soit en 2017, où il faut s'attendre à une augmentation des rentrées fiscales de 14,2 millions de francs (20 mio. de plus suite au plafonnement de la déduction des frais de déplacement, moins 5,8 mio. suite au relèvement du plafond de la déduction des frais de garde des enfants par des tiers selon première lecture au Grand Conseil durant la session de juin 2015).

L'augmentation des valeurs locatives a des effets sur l'année fiscale 2015. L'actualisation des valeurs locatives devrait globalement générer des rentrées supplémentaires de l'ordre de 12 millions de francs, dont environ 11 seront probablement réalisables dès 2016.

L'Intendance des impôts va optimiser davantage encore les cyberportails qu'elle met à disposition des citoyens et des communes, par exemple dossier numérique pour l'évaluation des immeubles. Des mesures appropriées sont prévues pour faire face aux autres défis comme l'augmentation des cas d'imposition à la source ou de dénonciations spontanées.

Chancen und Risiken

Es ist momentan nicht abzuschätzen, wie sich die Wirtschaft und somit die Steuererträge effektiv entwickeln. Da die veröffentlichten Eckdaten der Prognoseinstitute wesentlichen Einfluss auf den Finanzplan haben, ist nicht auszuschliessen, dass die Steuererträge tiefer als prognostiziert ausfallen werden.

Derzeit noch nicht im Voranschlag 2016 und Aufgaben-/Finanzplan 2017–2019 enthalten sind allfällige Ertragsausfälle aus der Steuerstrategie des Regierungsrates sowie der auf Bundesebene laufenden Unternehmenssteuerreform III (USR III). Der Regierungsrat wird seinen Bericht zur Steuerstrategie voraussichtlich im Herbst 2015 kommunizieren und in ein Vernehmlassungsverfahren geben. Die USR III wird mit dem Legislaturfinanzplan 2017–2019 erstmals in der Finanzplanung des Bundes berücksichtigt. Vor diesem Hintergrund sieht der Regierungsrat vor, die finanziellen Auswirkungen der Steuerstrategie sowie der USR III frühestens im Planungsprozess 2016 für den Voranschlag 2017 und Aufgaben-/Finanzplan 2018–2020 in das Zahlenwerk aufzunehmen.

Chances et risques

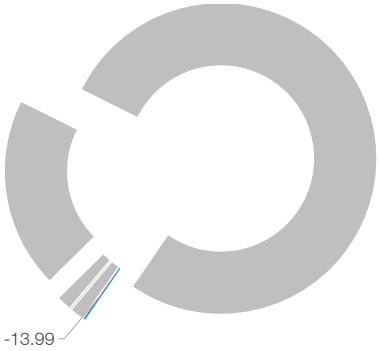
Il est actuellement impossible de savoir comment l'économie et, du même coup, les rentrées fiscales, vont effectivement évoluer. Comme le plan financier est en grande partie établi en fonction des tendances établies par les instituts d'études économiques, on ne peut pas exclure que les rentrées fiscales s'avèrent moins élevées que ce qui avait été prévu.

Ce dont ne tiennent pas encore compte le budget 2016 et le plan intégré mission-financement 2017 à 2019, c'est du recul des rentrées fiscales qui pourrait résulter de la stratégie fiscale gouvernementale et de l'actuelle troisième réforme fédérale de l'imposition des entreprises (RIE III). Le Conseil-exécutif prévoit de communiquer sa stratégie fiscale et de l'envoyer en procédure de consultation à l'automne 2015. La planification financière fédérale ne tiendra pas compte de la RIE III avant le plan financier de la législature 2017 à 2019. Dans ces conditions, le Conseil-exécutif prévoit de tenir compte des incidences financières de la stratégie fiscale et de la RIE III au plus tôt à l'occasion du processus de planification 2016 relatif au budget 2017 et au plan intégré mission-financement 2018 à 2020.

Leistungsinformationen zur Produktgruppe **Informations sur les prestations du groupe de produits**

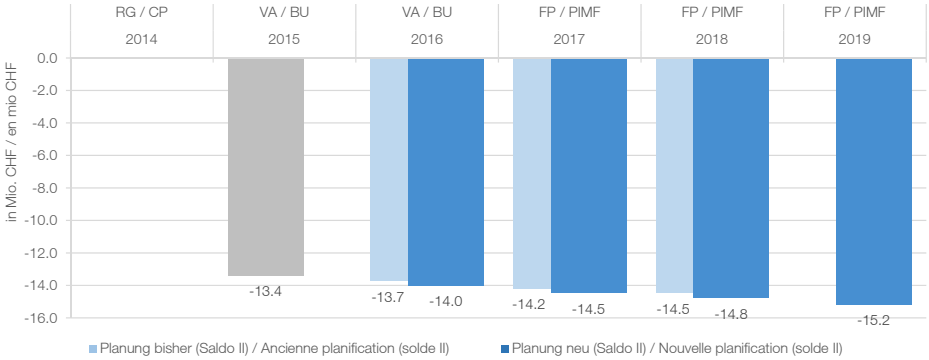
Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat clôture des comptes 2014)	**Wert / Valeur**	**künftige Entwicklung / Evolution attendue**
Anzahl Steuerpflichtige natürliche Personen (teilweise oder volle Steuerpflicht)	652'260	steigend
Nombre de personnes physiques contribuables (assujettissement partiel ou entier)		augmentation
Anzahl Steuerpflichtige juristische Personen (teilweise oder volle Steuerpflicht)	41'506	steigend
Nombre de personnes morales contribuables (assujettissement partiel ou entier)		augmentation
Anzahl betreute Institutionen im Steuerbezug (Gemeinden, Kirchgemeinden)	616	sinkend
Nombre d'institutions pour lesquelles la perception des impôts est prise en charge (communes, paroisses)		diminution
Jährlicher Umsatz im Zahlungsverkehr (Zahlungseingänge aller Steuerarten vor Ablieferung an Berechtige, z.B. Bund oder Gemeinden) (in Mrd. CHF)	9.5	steigend
Chiffre d'affaires annuel des opérations de paiement (encaissement des paiements de tous les genres d'impôt avant livraison aux ayants-droit, par exemple la Confédération ou les communes) (en milliards de CHF)		augmentation
Anzahl Veranlagungen von aperiodischen Steuern (Grundstückgewinnsteuern, Erbschafts- und Schenkungssteuern, Nachsteuern, Sonderveranlagungen)	70'207	steigend
Nombre de taxations dans le domaine des impôts non périodiques (impôts sur les gains immobiliers, impôts sur les successions et donations, rappels d'impôts, taxations spéciales)		augmentation
Anzahl Inkassofälle bzw. Tätigkeiten für den Steuer- und Steuerfremdbezug wie Zahlungserleichterungen, Zahlungserinnerungen, Betreibungen, Rechtsöffnungen usw.	501'705	konstant
Nombre de cas de recouvrement, c'est-à-dire activités d'encaissement de créances fiscales et de créances non fiscales comme facilités de paiement, rappels de paiement, poursuites, mainlevées, etc.		stabilité
Anzahl Zahlungseingänge, welche manuell bearbeitet werden müssen (z.B. wegen falscher ESR-Nummern)	13'145	steigend
Nombre d'encaissements de paiements qui doivent être traités manuellement (p. ex. parce que le numéro de référence BVR est faux).		augmentation
Anzahl elektronisch eingereichte Steuererklärungen von natürlichen Personen (TaxMe-Online)	274'725	steigend
Nombre de déclarations d'impôt de personnes physiques déposées électroniquement (TaxMe online)		augmentation

8.7.5 Personal



Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)

8.7.5 Personnel



Beschreibung

Personalpolitik und Gehalt: Erarbeiten und Weiterentwickeln von Anstellungsbedingungen zur Gewinnung und Erhaltung von gut qualifiziertem Personal sowie zum wirtschaftlichen Einsatz der Personalressourcen. Förderung einer einheitlichen Anwendung des Personalrechts. Auszahlung der Gehälter sowie Ausführungen der erforderlichen Mutationen. Betrieb eines Personalinformationssystems.

Personalentwicklung, Gesundheit und Soziales: Anbieten eines zentralen Aus- und Weiterbildungsangebots sowie Fördern der Führungs- und Kaderentwicklung. Koordination und Organisation der Lernendenausbildung. Sicherstellen und Fördern des Gesundheitsschutzes und der Arbeitssicherheit. Beraten und unterstützen des Personals und der Dienststellen beim Umgang mit schwierigen betrieblichen und beruflichen Situationen.

Description

Politique du personnel et traitements: élaboration et développement des conditions d'engagement en vue du recrutement et de la fidélisation de personnel qualifié ainsi que d'un emploi rationnel des ressources de personnel. Promotion de l'application uniforme du droit. Versement des salaires et réalisation des modifications nécessaires. Exploitation d'un système d'information sur le personnel.

Développement du personnel, santé et affaires sociales: offre centralisée de cours de formation et de perfectionnement, et promotion du développement des dirigeants et des cadres. Coordination et organisation de la formation des apprentis. Garantie et promotion de la santé et de la sécurité au travail. Conseil et assistance au personnel et aux services pour la gestion des situations difficiles dans l'entreprise et au plan professionnel.

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte **2014**	Voranschlag Budget **2015**	Voranschlag Budget **2016**	Finanzplan Plan financier **2017**	**2018**	**2019**	CHF
(+) Erlöse	0	4'540'000	3'580'000	3'580'000	3'580'000	3'580'000	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	0	11'149'231	11'147'446	11'214'782	11'330'069	11'293'063	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	0	6'402'010	5'832'409	5'832'409	5'832'409	5'832'410	(-) Coûts matériels
(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	0	416'285	624'560	1'030'632	1'232'074	1'660'874	(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**0**	**-13'427'526**	**-14'024'415**	**-14'497'823**	**-14'814'552**	**-15'206'347**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	0	53'000	**34'500**	34'500	34'500	34'500	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	0	0	**0**	0	0	0	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	0	3'000	**3'000**	3'000	3'000	3'000	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**0**	**-13'371'526**	**-13'986'915**	**-14'460'323**	**-14'777'052**	**-15'168'847**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(+) Abgrenzungen	-	-	55'891	108'310	164'345	201'817	(+) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**-13'931'023**	**-14'352'013**	**-14'612'707**	**-14'967'030**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	Finanzplan Plan financier 2018	Finanzplan Plan financier 2019	CHF Solde I des produits
Personalpolitik und Gehalt	0	-9'133'547	-9'078'093	-9'529'382	-9'810'817	-10'215'867	Politique du personnel et traitements
Personalentwicklung, Gesundheit und Soziales	0	-4'293'979	-4'946'321	-4'968'441	-5'003'735	-4'990'480	Développement du personnel, santé et affaires sociales

Kommentar:

Commentaire:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Im Voranschlag 2016 erhöht sich der Saldo der Produktgruppe gegenüber dem Voranschlag 2015 um rund CHF 0,6 Millionen. Dies ist auf tiefere Einnahmen aus Dienstleistungen und auf den Wegfall von Erträgen aus Courtagen zurückzuführen. In den Finanzplanjahren 2017 bis 2019 entwickelt sich das Ergebnis analog der letztjährigen Planung. Dabei schlagen sich die Abschreibungen auf den vorgesehenen Ersatzinvestitionen in die Personalinformatik in einem leichten Wachstum nieder.

Modifications par rapport à la planification précédente

Dans le budget 2016, le solde de ce groupe de produits augmente d'environ CHF 0,6 million par rapport au budget 2015. Cette hausse résulte d'une diminution des recettes liées aux prestations et de l'absence de revenus de courtage. Au cours de la période de planification 2017 à 2019, le résultat présente une évolution analogue à celle de la précédente planification. Les amortissements sur les investissements de remplacement prévus dans le domaine de l'informatique du personnel se traduisent par une légère croissance.

Entwicklungsschwerpunkte

In der Produktgruppe werden im Voranschlag 2016 und Aufgaben-/Finanzplan 2017 bis 2019 insbesondere die folgenden Entwicklungen und Schwerpunkte berücksichtigt:

- Über die Gehaltssysteme werden für das Kantonspersonal, die Lehrkräfte und das Personal der angeschlossenen Betriebe monatlich rund 44'700 Gehaltsauszahlungen vorgenommen und die Gehaltssumme von rund CHF 250 Millionen ausbezahlt.
- Das Gewinnen und Erhalten von gut qualifiziertem Personal setzt attraktive und konkurrenzfähige Anstellungs- und Arbeitsbedingungen voraus. Dazu werden entsprechende Projekte, Massnahmen und Instrumente entwickelt und umgesetzt. Bestehende Instrumente werden laufend auf deren Zweckmässigkeit hin überprüft und weiterentwickelt.
- Im Jahr 2016 wird das optimierte Kursprogramm umgesetzt.
- Die Ansprechstelle für das Personal (ASP) berät Mitarbeitende und Führungskräfte in schwierigen Situationen. In der Vergangenheit haben die Anzahl Beratungsfälle stark zugenommen. Es wird davon ausgegangen, dass diese Zunahme anhalten wird.

Weitere Schwerpunkte bilden die Erarbeitung und Umsetzung der Personalstrategie für das Kantonspersonal und die Projektarbeiten IT@BE, namentlich im Bereich Enterprise Ressource Planning-System (ERP).

Priorités de développement

Voici les principales évolutions et priorités prévues au budget 2016 et au plan intégré mission-financement 2017 à 2019 pour le groupe de produits «Personnel»:

- Tous les mois, quelque 44'700 salaires sont versés au personnel cantonal, au corps enseignant et au personnel des entreprises affiliées pour un montant avoisinant CHF 250 millions.
- Pour recruter et conserver un personnel possédant de bonnes qualifications, il faut que les conditions de travail et d'engagement soient attrayantes et concurrentielles. Des projets, mesures et instruments sont élaborés et mis en œuvre à cet effet. Les instruments existants sont constamment contrôlés et développés le cas échéant pour garantir leur adéquation.
- Le programme des cours optimisé sera mis en œuvre en 2016.
- Le Service de consultation pour le personnel (SCPers) conseille les agent(e)s et les cadres qui connaissent des situations difficiles. Le nombre de consultations a fortement augmenté ces dernières années et l'on peut supposer que cette tendance va se poursuivre.

Parmi les autres priorités de la période de planification figurent l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie relative au personnel cantonal et le projet IT@BE, notamment les travaux concernant le système de gestion intégré (Enterprise Ressource Planning, ERP).

Chancen und Risiken

Im Kanton Bern ist vorgesehen, die Psychiatrischen Kliniken per 1.1.2017 zu privatisieren. Dadurch entsteht für die Kliniken die Möglichkeit, selbständig über die Wahl des Informatiksystems für die Gehaltsadministration zu entscheiden. Entsprechend besteht das Risiko, dass die Kliniken das bisher als sogenannten Pflichtkonsum genutzte System des Kantons (PERSISKA) verlassen. Dies würde in der Produktgruppe Personal ertragsseitig zu Einnahmenausfällen von jährlich rund CHF 0,3 Millionen führen.

Chances et risques

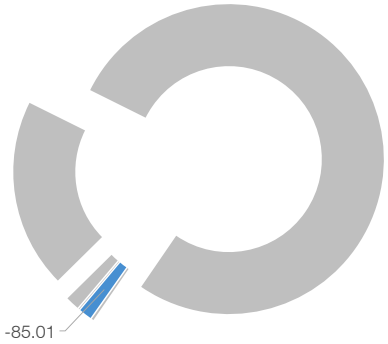
Le canton de Berne prévoit de privatiser les cliniques psychiatriques au 1er janvier 2017. Les cliniques auront ainsi la possibilité de décider elles-mêmes du système informatique à mettre en œuvre pour la gestion des salaires, avec le risque que cela implique de les voir abandonner le système cantonal (PERSISKA) qu'elles avaient auparavant l'obligation d'utiliser. Il en résulterait une diminution des recettes annuelles d'environ CHF 0,3 million pour le groupe de produits «Personnel».

Leistungsinformationen zur Produktgruppe

Informations sur les prestations du groupe de produits

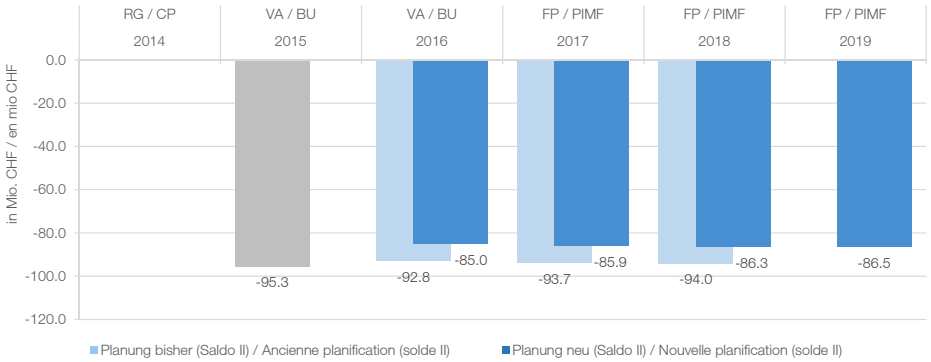
Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat clôture des comptes 2014)	Wert / Valeur	künftige Entwicklung / Evolution attendue
Personalbestand in Vollzeitstellen (Kantonspersonal; ohne Lehrkräfte, ohne Hochschulen)	12'000	konstant
Effectif du personnel en nombre de postes à plein temps (personnel cantonal; sans le corps enseignant et sans les hautes écoles)		stabilité
Anzahl Gehaltsauszahlungen monatlich (an Kantonspersonal, Lehrkräfte, Hochschulen, angeschlossene Betriebe)	45'000	konstant
Nombre de versements de salaire par mois (personnel cantonal, membres du corps enseignant, hautes écoles, entreprises affiliées)		stabilité
Ausbezahlte Gehaltssumme monatlich (an Kantonspersonal, Lehrkräfte, Hochschulen, angeschlossene Betriebe) (in Mio. CHF)	243	steigend
Somme mensuelle des salaires versés (personnel cantonal, membres du corps enseignant, hautes écoles, entreprises affiliées) (en mio CHF)		augmentation
Anzahl durchgeführte Kurse für Mitarbeitende, Führungskräfte und Personalfachleute (zentrales Kursprogramm)	140	konstant
Nombre de cours dispensés aux agents, dirigeants et spécialistes du personnel (programme des cours centraux)		stabilité
Anzahl durchgeführte Kurstage für Berufsbildende und Lernende (300 Kaufleute)	148	konstant
Nombre de journées de cours dispensées aux apprentis et aux formateurs (300 apprentis employés de commerce)		stabilité
Anzahl Beratungsanfragen von Mitarbeitenden, Führungskräften und Personalfachleuten bei der Ansprechstelle für das Personal in Fällen von Stellenverlust, Konflikten, gesundheitlichen Problemen	832	steigend
Nombre de demandes de conseil adressées par des agents, des dirigeants et des spécialistes du personnel au Service de consultation pour le personnel en cas de perte d'emploi, de conflit, de problème de santé		augmentation

8.7.6 Informatik und Organisation



Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)

8.7.6 Informatique et organisation



Beschreibung

Als gesamtstaatliche Expertenstelle bietet das Amt für Informatik und Organisation des Kantons Bern (KAIO) Dienstleistungen zu Führung, Organisation und Mitteleinsatz in der Informatik an. Zudem steht es als Ansprechpartner bei grundsätzlichen Fragen des Informatikeinsatzes sowie für die Bewirtschaftung von strategischen Grunddaten zur Verfügung. Konkret bedeutet dies, dass die Staatskanzlei, Justice und die Direktionen der Kantonsverwaltung beim Informatikeinsatz unterstützt werden und das KAIO sich für direktionsübergreifende Informatikprojekte verantwortlich zeichnet. Weiter umfassen die Dienstleistungen des KAIO die Koordination externer Informatikanbieter und die Sicherstellung des Betriebs und des Unterhalts der zentralen IT-Plattformen. Das KAIO ist ein wichtiger Ansprechpartner der Gemeinden in Fragen, welche die Zusammenarbeit im Informatikbereich sowie die Verwaltung der Grunddaten betreffen.

Description

L'Office d'informatique et d'organisation du canton de Berne (OIO), en qualité de centre d'expertise cantonal, fournit des services en matière de gestion, d'organisation et d'emploi des ressources informatiques. Il est aussi l'interlocuteur cantonal pour les questions fondamentales d'utilisation de l'informatique et de la gestion des données stratégiques. Concrètement, cela signifie que l'OIO assiste la Chancellerie d'Etat, les autorités judiciaires et les Directions de l'administration cantonale dans l'utilisation de l'informatique et qu'il assume la responsabilité des projets interdirectionnels dans le domaine informatique. Les prestations de l'OIO comprennent en outre la coordination des fournisseurs informatiques externes ainsi que la garantie du fonctionnement et de la maintenance des plate-formes informatiques cantonales. L'OIO est un interlocuteur important des communes pour les questions relatives à la collaboration dans le domaine informatique et à la gestion des données de base.

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF
(+) Erlöse	0	197'000	12'665'660	13'791'660	14'877'660	14'896'660	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	0	16'136'161	16'057'002	16'208'986	16'350'442	16'563'391	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	0	78'964'550	81'451'911	83'299'118	84'500'972	84'368'335	(-) Coûts matériels
(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	0	421'276	166'904	173'216	308'088	435'208	(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**0**	**-95'324'987**	**-85'010'157**	**-85'889'660**	**-86'281'842**	**-86'470'274**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	0	0	**0**	0	0	0	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	0	0	**2'000**	2'000	2'000	2'000	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	0	0	**0**	0	0	0	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**0**	**-95'324'987**	**-85'012'157**	**-85'891'660**	**-86'283'842**	**-86'472'274**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(+) Abgrenzungen	-	-	106'411	207'141	342'481	473'502	(+) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**-84'905'746**	**-85'684'519**	**-85'941'361**	**-85'998'772**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte **2014**	Voranschlag Budget **2015**	Voranschlag Budget **2016**	Finanzplan Plan financier **2017**	**2018**	**2019**	CHF Solde I des produits
Organisation	0	-5'073'080	-8'233'151	-6'105'209	-5'601'098	-5'478'909	Organisation
Arbeitsplatz	0	-23'161'638	-17'869'334	-18'185'995	-19'149'301	-19'128'566	Poste de travail
Sicherheit	0	-1'107'535	-1'040'840	-993'034	-999'959	-1'010'941	Sécurité
Kommunikation	0	-13'169'205	-12'827'888	-13'032'857	-12'413'564	-12'763'437	Communication
Infrastruktur	0	-52'813'527	-45'038'944	-47'572'565	-48'117'920	-48'088'421	Infrastructure

Kommentar:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Im Voranschlag 2016 reduziert sich der Saldo II der Produktgruppe gegenüber dem Voranschlag 2015 um rund CHF 10 Millionen (–10,8%). In den Finanzplanjahren 2017–2019 reduziert sich der Saldo II gegenüber der letztjährigen Planung um jeweils etwa CHF 7,7 Millionen (–8,3%). Den eingeplanten Entlastungsmassnahmen liegen in der gesamten Planperiode hauptsächlich Haushaltsverbesserungen hinsichtlich der Abbildung eines Trends aus IT@BE sowie eine restriktivere Budgetierung zu Grunde.

Entwicklungsschwerpunkte

Folgende Entwicklungsschwerpunkte sind im Voranschlag und im Aufgaben- und Finanzplan der Produktgruppe Informatik und Organisation berücksichtigt:

- IPv6 (Internet Protocol Version 6): Die bestehenden IPv4 (Internet Protocol Version 4) Adressen sind weltweit aufgebraucht. Daher muss sich auch der Kanton Bern auf die neue IP-Technologie IPv6 (Internet Protocol Version 6) vorbereiten. Unter dem Lead des Amts für Informatik und Organisation (KAIO) und unter Mitwirkung der Direktionen, der Staatskanzlei und der Justiz (DIR/STA/JUS) wird deshalb die kantonale Infrastruktur für IPv6 vorbereitet.
- HarmTel (Harmonisierung Telefonie): Das Projekt stellt den DIR/STA/JUS eine netzwerkbasierte digitale Kommunikations- und Zusammenarbeitslösung (Unified Communications and Collaboration, UCC) auf der Basis der Software Microsoft Lync zur Verfügung, die unter anderem die bisherigen analogen Telefonnetze der Verwaltung ersetzt.
- DGA (Digitale Geschäftsverwaltung und Archivierung): Das Projekt stellt den DIR/STA/JUS als Service «BE-GEVER» die notwendigen technischen Systemkomponenten zur Verfügung, welche für die digitale Geschäftsverwaltung und Archivierung benötigt werden.
- Ersatz Mailsystem: Das Projekt verfolgt die Neuausschreibung des Betriebs der E-Mail-Infrastruktur der Verwaltung.

Commentaire:

Modifications par rapport à la planification précédente

Dans le budget 2016, le solde II de ce groupe de produits est inférieur d'environ CHF 10 millions (soit –10,8%) au chiffre du budget 2015. Une diminution de quelque CHF 7,7 millions (–8,3%) par rapport aux valeurs de la précédente planification est prévue pour la période de planification 2017 à 2019. Les mesures d'allégement planifiées reposent principalement sur la tendance à des améliorations budgétaires escomptée du projet IT@BE et sur une budgétisation plus restrictive pendant toute la période de planification.

Priorités de développement

Les priorités inscrites au budget et au plan intégré mission-financement pour le groupe de produits Informatique et organisation sont les suivantes:

- IPv6: Les adresses actuelles IPv4 (Internet Protocol version 4) étant épuisées au niveau mondial, le canton de Berne doit se préparer à la nouvelle technologie IPv6 (Internet Protocol Version 6). L'infrastructure cantonale pour IPv6 est préparée sous la houlette de l'Office d'informatique et d'organisation (OIO), avec le concours des Directions, de la Chancellerie d'Etat et de la Direction de la magistrature (DIR/CHA/JUS).
- Harmonisation de la téléphonie: Le projet HarmTel fournit aux DIR/CHA/JUS une solution numérique réseau de collaboration et de communication unifiées (Unified Communications and Collaboration, UCC) fondée sur le logiciel Microsoft Lync. Elle remplace notamment les anciens réseaux de téléphone analogiques de l'administration.
- Gestion et archivage électroniques des documents: Ce projet fournit aux DIR/CHA/JUS, sous la forme du service «BE-GEVER», les composants système techniques qui sont nécessaires pour la gestion et l'archivage électroniques des documents.
- Remplacement du système de messagerie: Il s'agit de poursuivre le nouvel appel d'offres portant sur l'exploitation de l'infrastructure de messagerie électronique de l'administration.

- Enterprise Mobility Management (EMM): Das Projekt beinhaltet die Beschaffung und Einführung einer zentralen, professionellen, sicheren und wirtschaftlichen Enterprise Mobility Management-Lösung (EMM) für den Einsatz mobiler Endgeräte.
- Vertragsmanagementsystem: Das Projekt führt als Teil der Dienstleistungen der Zentralen Koordinationsstelle Beschaffung (ZKB) eine Konzernapplikation zur Verwaltung von Verträgen ein, die auf die neue Geschäftsverwaltung (GEVER) und auf ein zukünftiges Enterprise Resource Planning-System (ERP) abgestimmt ist.
- Verlängerung Microsoft Enterprise Agreement (MS EA): Das Projekt prüft die Erneuerung der bestehenden Lizenzen für Microsoft-Software.
- Ersatz Endgeräte Workplace: Das Projekt umfasst die Neuausschreibung der Arbeitsplatzendgeräte der Verwaltung.

- Gestion de la mobilité d'entreprise: Ce projet comprend l'achat et la mise en place d'une solution centralisée, professionnelle, sûre et économique de gestion de la mobilité d'entreprise (Enterprise Mobility Management, EMM) pour l'utilisation de terminaux mobiles.
- Système de gestion des contrats: Ce projet relevant des prestations du Bureau central de coordination des achats (BCCA) introduit une application de groupe pour gérer les contrats, harmonisée avec la nouvelle solution de gestion des documents (GEVER) et avec un futur système de gestion intégré (Enterprise Resource Planning-System, ERP).
- Prolongation de l'accord Microsoft Enterprise Agreement (MS EA): Ce projet étudie le renouvellement des licences pour les logiciels Microsoft.
- Remplacement des ordinateurs des postes de travail: Cela comprend un nouvel appel d'offres pour les ordinateurs des postes de travail de l'administration.

Chancen und Risiken

In Bezug auf die vorliegende Planung bestehen in der Produktgruppe Informatik und Organisation aus finanzieller Sicht folgende Chancen und Risiken:

- Umsetzung des Projekts IT@BE aus den Empfehlungen der Unabhängigen Prüfung der Informatik im Kanton Bern (UPI)

Auszug aus dem Bericht UPI der AWK Group AG: «Gesamthaft erachten wir das Optimierungspotenzial für die ICT des Kantons Bern als erheblich. Dieses wird in der vorliegenden Expertise in 46 Empfehlungen zu neun Schwerpunkten aufgezeigt und auf ewta CHF 28–50 Millionen jährlich abgeschätzt. Allerdings bedingt die Erschliessung des Potenzials einmalige Investitionen von rund CHF 20–45 Millionen in den nächsten Jahren. Ein Teil des identifizierten Potenzials wird derzeit schon in Harmonisierungs- und Optimierungsprojekten angegangen. Die Effizienzsteigerungen werden auch benötigt, um notwendige Leistungssteigerungen und neue Anforderungen abzufedern. Wir sehen als langfristig erreichbares Ziel eine Reduktion der jährlichen ICT-Aufwände um 14 Prozent oder CHF 24 Millionen gegenüber heute.»

Die Umsetzung dieser Massnahmen birgt sowohl finanzielle Risiken wie auch Chancen in der Form der erwähnten Einsparungen und der dafür nötigen Ausgaben. Die sich aus dem Projekt IT@BE ergebenden Massnahmen sind weitgehend noch nicht konkret genug ausgearbeitet und/oder noch nicht von den zuständigen Stellen beschlossen. Das gilt namentlich für die ICT-Strategie des Kantons und die geprüfte Einführung eines Enterprise Resource Planning-Systems (ERP).

Chances et risques

Le groupe de produits «Informatique et organisation» présente pour la présente planification, d'un point de vue financier, les chances et les risques suivants:

- Mise en œuvre du projet IT@BE selon les recommandations du rapport sur l'audit indépendant de l'informatique dans le canton de Berne

Extrait du rapport de la société AWK Group sur l'audit indépendant de l'informatique de l'administration cantonale: «Nous estimons globalement que les technologies de l'information et de la communication (TIC) du canton de Berne présentent un important potentiel d'optimisation. Notre expertise expose celui-ci dans le cadre de 46 recommandations articulées selon neuf priorités, pour un montant estimé entre CHF 28 et 50 millions annuellement. Un investissement unique de CHF 20 à 45 millions sera nécessaire ces prochaines années pour exploiter ce potentiel de rationalisation. Des projets d'harmonisation et d'optimisation ont d'ores et déjà été lancés pour réaliser une partie des économies potentielles identifiées. Il est également nécessaire d'augmenter l'efficacité pour réaliser les améliorations indispensables des performances et répondre aux nouvelles exigences. Nous considérons qu'il sera possible d'atteindre à long terme l'objectif consistant à réduire le coût des TIC de 14 pour cent, soit de CHF 24 millions, par an.»

La mise en œuvre des mesures préconisées comporte à la fois des risques financiers et des chances, à savoir les économies indiquées et les dépenses nécessaires à cette fin. Les mesures résultant du projet IT@BE ne sont, pour la plupart, pas encore élaborées de façon suffisamment concrète et/ou pas encore arrêtées par les services compétents. C'est notamment le cas de la stratégie informatique du canton et de l'étude de la mise en place d'un système de gestion intégrée (ERP).

Leistungsinformationen zur Produktgruppe **Informations sur les prestations du groupe de produits**

Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat clôture des comptes 2014)	**Wert / Valeur**	**künftige Entwicklung / Evolution attendue**
Anzahl durch das Amt für Informatik und Organisation (KAIO) betreute User (FIN, JGK, JUS)	3'506	steigend
Nombre d'utilisateurs (FIN, JCE, JUS) pris en charge par l'Office d'informatique et d'organisation (OIO)		augmentation
Anzahl Störungen pro durch das KAIO betreute User (FIN, JGK, JUS)	0.54	steigend
Nombre d'incidents par utilisateur pris en charge par l'OIO (FIN, JCE, JUS)		augmentation
Anzahl Änderungsanträge (zum Leistungsangebot)	141	steigend
Nombre de demandes de modification (de l'offre de prestations)		augmentation
Anzahl laufende Projekte (ICT- und Organisationsprojekte mit Leitung KAIO)	19	steigend
Nombre de projets en cours (projets TIC et projets d'organisation dirigés par l'OIO)		augmentation
Anzahl Bestellungen (von ICT-Kunden gemäss Leistungsvereinbarungen)	6'401	steigend
Nombre de commandes (de clients TIC selon accords sur les prestations)		augmentation
Anzahl Beschaffungsaufträge (durch zentrale Beschaffungsstelle ICT)	229	steigend
Nombre de mandats d'achat (par la centrale d'achats cantonale TIC)		augmentation

8.8 Spezialfinanzierungen
8.8.1 Fonds für Sonderfälle

8.8 Financements spéciaux
8.8.1 Fonds pour les cas spéciaux

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Laufende Rechnung							**Compte de fonctionnement**
Aufwand	**2'022'566**	**2'552'000**	**2'328'001**	**1'853'000**	**1'403'000**	**1'403'000**	**Charges**
Veränderung		*26.17%*	*–8.77%*	*–20.40%*	*–24.28%*	*0.00%*	*Modification*
Ertrag	**2'022'566**	**2'552'000**	**2'328'000**	**1'853'000**	**1'403'000**	**1'403'000**	**Revenues**
Veränderung		*26.17%*	*–8.77%*	*–20.40%*	*–24.28%*	*0.00%*	*Modification*
Saldo	**0**	**0**	**–1**	**0**	**0**	**0**	**Solde**
Veränderung				*–100.00%*			*Modification*
Aufwand							**Charges**
31 Sachaufwand	0	75'000	50'000	50'000	50'000	50'000	31 Biens, services et marchandises
33 Abschreibungen	0	0	1	0	0	0	33 Amortissements
34 Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung	2'019'566	2'475'000	2'275'000	1'800'000	1'350'000	1'350'000	34 Parts et contributions sans affectation
39 Interne Verrechnungen	3'000	2'000	3'000	3'000	3'000	3'000	39 Imputations internes
Ertrag							**Revenues**
44 Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung	776'327	600'000	400'000	0	0	0	44 Parts à des recettes et contributions sans affectation
48 Entnahmen aus Spezialfinanzierungen / Abschluss Besondere Rechnungen	1'246'239	1'952'000	1'928'000	1'853'000	1'403'000	1'403'000	48 Prélèvements sur les financements spéciaux / Clôture des comptes spéciaux
Investitionsrechnung							**Compte des investissements**
Ausgaben	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Dépenses**
Veränderung							*Modification*
Einnahmen	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Recettes**
Veränderung							*Modification*
Saldo	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Solde**
Veränderung							*Modification*

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Vermögensbestand per 1.1.	13'181'244	11'935'005	9'983'005	8'055'005	6'202'005	4'799'005	Etat du patrimoine au 1.1.
Vermögensbestand per 31.12.	11'935'005	9'983'005	8'055'005	6'202'005	4'799'005	3'396'005	Etat du patrimoine au 31.12.
Vermögensveränderung	–1'246'239	–1'952'000	**–1'928'000**	–1'853'000	–1'403'000	–1'403'000	Variation du patrimoine

Kommentar

Leistungserbringung gemäss Produktgruppenbeschreibung «Finanzausgleich Bund–Kanton / Kanton–Gemeinden».

Commentaire

Prestations fournies conformément à la description du groupe de produits «Péréquation financière confédération–canton / canton–communes».

8.8.2 Fonds zur Deckung von Investitionsspitzen

8.8.2 Fonds destiné à couvrir les pics d'investissement

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Laufende Rechnung							**Compte de fonctionnement**
Aufwand	**0**	**38'600'000**	**9'960'000**	**16'010'000**	**18'780'000**	**6'600'000**	**Charges**
Veränderung			*–74.19%*	*60.74%*	*17.30%*	*–64.85%*	*Modification*
Ertrag	**0**	**38'600'000**	**9'960'000**	**16'010'000**	**18'780'000**	**6'600'000**	**Revenues**
Veränderung			*–74.19%*	*60.74%*	*17.30%*	*–64.85%*	*Modification*
Saldo	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Solde**
Veränderung							*Modification*
Aufwand							**Charges**
39 Interne Verrechnungen	0	38'600'000	9'960'000	16'010'000	18'780'000	6'600'000	39 Imputations internes
Ertrag							**Revenues**
48 Entnahmen aus Spezialfinanzierungen / Abschluss Besondere Rechnungen	0	38'600'000	9'960'000	16'010'000	18'780'000	6'600'000	48 Prélèvements sur les financements spéciaux / Clôture des comptes spéciaux
Investitionsrechnung							**Compte des investissements**
Ausgaben	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Dépenses**
Veränderung							*Modification*
Einnahmen	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Recettes**
Veränderung							*Modification*
Saldo	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Solde**
Veränderung							*Modification*
Ausgaben							**Dépenses**
Einnahmen							**Recettes**

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Vermögensbestand per 1.1.	282'491'000	282'491'000	243'891'000	233'931'000	217'921'000	199'141'000	Etat du patrimoine au 1.1.
Vermögensbestand per 31.12.	282'491'000	243'891'000	233'931'000	217'921'000	199'141'000	192'541'000	Etat du patrimoine au 31.12.
Vermögensveränderung	0	–38'600'000	**–9'960'000**	–16'010'000	–18'780'000	–6'600'000	Variation du patrimoine

Kommentar

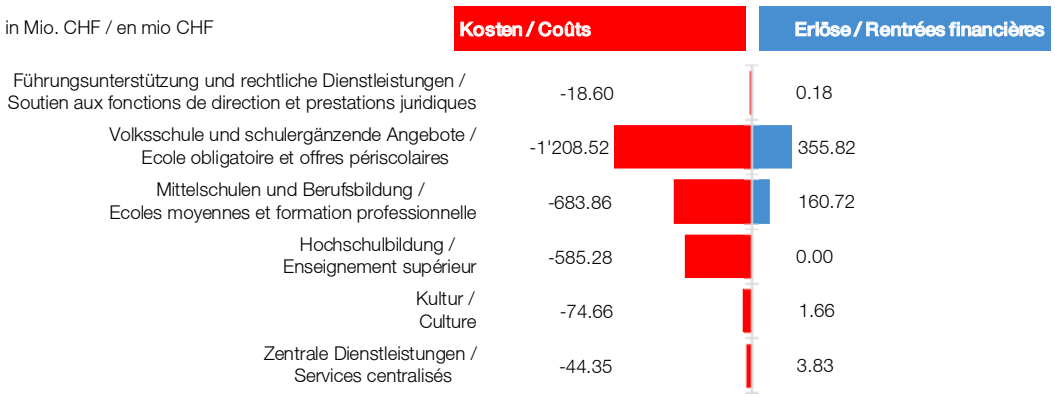
Vgl. separate Berichterstattung im Vortrag. Die Vermögensveränderung im Jahr 2016 (CHF 9,96 Mio.) resultiert aus einer aktualisierten Planung der Entnahmen aus dem Fonds.

Commentaire

Voir compte rendu séparé au rapport. La variation du patrimoine de l'année 2016 (CHF 9,96 mio) résulte d'une planification actualisée des prélèvements du fonds.

9 Erziehungsdirektion (ERZ)

9.1 Übersicht der Kosten und Erlöse nach Produktgruppen (VA 2016, Saldo II)



9.2 Produktgruppensaldi II (Betriebsbuchhaltung)

in Millionen CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	en millions CHF
Führungsunterstützung	-16.6	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	Soutien aux fonctions de direction
Rechtliche Dienstleistungen	-1.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	Prestations juridiques
Führungsunterstützung und rechtliche Dienstleistungen	0.0	-19.3	-18.4	-18.5	-18.6	-18.7	Soutien aux fonctions de direction et prestations juridiques
Kindergarten und Volksschule (gültig bis 31.12.2014)	-776.5	0.0	66.3	0.0	0.0	0.0	Ecole enfantine et école obligatoire (valable jusqu'au 31.12.2014)
Erziehungsberatung und Schulergänzende Angebote(gültig bis 31.12.2014)	-51.2	0.0	-66.3	0.0	0.0	0.0	Services psychologiques pour enfants et adolescent (valable jusqu'au 31.12.2014)
Volksschule und schulergänzende Angebote	0.0	-838.1	-852.7	-872.5	-883.4	-900.9	Ecole obligatoire et offres périscolaires
Berufsbildung, Weiterbildung und Berufsberatung	-399.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	Formation professionnelle, formation continue et orientation professionnelle
Bildung Mittelschulen	-156.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	Formation en école moyenne
Mittelschulen und Berufsbildung	0.0	-530.0	-523.1	-521.7	-527.8	-531.7	Ecoles moyennes et formation professionnelle
Hochschulbildung	-568.6	-577.4	-585.3	-589.3	-594.2	-599.1	Enseignement supérieur
Kultur	-68.9	-73.7	-73.0	-72.5	-72.7	-72.9	Culture
Interne Dienstleistungen	-10.5	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	Prestations internes de service
Ausbildungsbeiträge	-30.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	Subsides de formation
Zentrale Dienstleistungen	0.0	-37.5	-40.5	-40.8	-41.4	-41.8	Services centralisés
Total	**-2'078.6**	**-2'076.0**	**-2'093.1**	**-2'115.3**	**-2'138.2**	**-2'165.1**	**Total**

9.3 Entwicklungsschwerpunkte der Direktion

Im Bereich der Bildung soll in den nächsten Jahren der Fokus auf die Unterrichtsentwicklung, die Sicherstellung von konkurrenzfähigen Anstellungs- und Arbeitsbedingungen und auf die Sicherung stabiler Rahmenbedingungen gerichtet werden. Damit wird eine Politik der «ruhigen Hand» weitergeführt und konsolidiert. Daneben wird die Umsetzung der ASP-Massnahmen weiterhin vorangetrieben.

9 Direction de l'instruction publique (INS)

9.1 Aperçu des coûts et des rentrées financières par groupe de produits (budget 2016, solde II)

9.2 Soldes II des groupes de produits (comptabilité analytique d'exploitation)

9.3 Priorités de développement de la Direction

Dans les années à venir, priorité sera donnée, dans le domaine de la formation, au développement de l'enseignement, à la mise en place de conditions d'engagement et de travail compétitives et à la garantie d'un cadre de travail stable. Il s'agira donc de poursuivre et de consolider la politique de stabilisation actuelle. Parallèlement, les mesures EOS continueront à être appliquées.

Im Bereich der Volksschule erfordert die Umsetzung des Lehrplans 21 besondere Aufmerksamkeit. Grundsätzlich soll die hohe Abschlussquote in der sek II durch geeignete Massnahmen mindestens gehalten werden. Im Bereich der Mittelschulen wird zudem auf den Übergang zu den Hochschulen ein besonderer Fokus gelegt. Der Fachkräftemangel steigert den Druck, durch geeignete Massnahmen in der Berufsbildung (z.B. bei schwächeren Jugendlichen oder Menschen mit Migrationshintergrund) die vorhandenen Potenziale noch besser zu nutzen. Bei der Universität und der Berner Fachhochschule bleibt die räumliche Infrastruktur ein wichtiges Thema. Ausserdem sind die Unsicherheiten für die Hochschulen, die mit der Annahme der Masseneinwanderungsinitiative verbunden sind, noch nicht abschliessend gelöst.

Im Kulturbereich steht die Umsetzung des Kulturfördergesetzes in den Regionen weiterhin im Fokus. Die Archäologie bleibt aufgrund der immer noch sehr intensiven Bautätigkeit weiter stark unter Druck. Die Überarbeitung des Bauinventars wird die Denkmalpflege in den nächsten Jahren zusätzlich fordern.

Dans le domaine de l'école obligatoire, la mise en œuvre du Lehrplan 21 fera l'objet d'une attention particulière. Le taux élevé de diplômés du degré secondaire II doit au moins être maintenu grâce à des mesures appropriées. Par ailleurs, dans le domaine des écoles moyennes, l'accent sera en particulier placé sur le passage aux hautes écoles. La pénurie de main-d'œuvre qualifiée accroît la pression en ce qui concerne une meilleure utilisation des potentiels existants au travers de mesures adaptées dans le domaine de la formation professionnelle (p. ex. pour les jeunes de faible niveau scolaire ou les personnes issues de la migration). L'infrastructure immobilière demeure un sujet important s'agissant de l'Université et de la Haute école spécialisée bernoise. Enfin, les incertitudes liées à l'adoption de l'initiative contre l'immigration de masse auxquelles les hautes écoles sont confrontées n'ont pas encore été levées.

Dans le domaine de la culture, la mise en œuvre de la loi sur l'encouragement des activités culturelles dans les régions demeure au cœur des préoccupations. Le Service archéologique reste fortement sous pression en raison de l'activité de construction encore très intensive. Enfin, la révision du recensement architectural représentera une charge supplémentaire pour le Service des monuments historiques dans les années à venir.

9.4 Laufende Rechnung

9.4 Compte de fonctionnement

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Laufende Rechnung							**Compte de fonctionnement**
Aufwand	**2'606'136'809**	**2'598'656'890**	**2'626'153'420**	**2'656'116'490**	**2'683'358'565**	**2'717'171'336**	**Charges**
Veränderung		*–0.28%*	*1.05%*	*1.14%*	*1.02%*	*1.26%*	*Modification*
Ertrag	**527'261'079**	**525'929'195**	**535'470'910**	**542'819'400**	**547'241'999**	**554'002'450**	**Revenus**
Veränderung		*–0.25%*	*1.81%*	*1.37%*	*0.81%*	*1.23%*	*Modification*
Saldo	**–2'078'875'730**	**–2'072'727'694**	**–2'090'682'510**	**–2'113'297'090**	**–2'136'116'566**	**–2'163'168'886**	**Solde**
Veränderung		*–0.29%*	*0.86%*	*1.08%*	*1.07%*	*1.26%*	*Modification*
Aufwand							**Charges**
30 Personalaufwand	1'577'644'897	1'598'972'537	1'603'543'768	1'631'639'085	1'652'275'549	1'683'739'627	30 Charges de personnel
31 Sachaufwand	72'188'727	79'988'136	78'747'334	79'014'042	79'168'417	79'544'542	31 Biens, services et marchandises
32 Passivzinsen	159'285	300'000	300'000	300'000	300'000	300'000	32 Intérêts passifs
33 Abschreibungen	15'632'202	15'852'816	15'674'260	15'791'563	16'162'465	16'486'362	33 Amortissements
34 Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung	0	0	0	0	0	0	34 Parts et contributions sans affectation
35 Entschädigungen an Gemeinwesen für Dienstleistungen	64'890'307	61'680'500	67'430'500	67'430'500	67'430'500	67'430'500	35 Dédommagements pour prestations de services de collectivités publiques
36 Eigene Beiträge	870'776'601	838'469'100	857'016'757	858'500'500	864'580'833	866'229'505	36 Subventions accordées
37 Durchlaufende Beiträge	3'447'768	1'885'500	1'921'500	1'921'500	1'921'500	1'921'500	37 Subventions redistribuées
39 Interne Verrechnungen	1'397'018	1'508'300	1'519'300	1'519'300	1'519'300	1'519'300	39 Imputations internes
Ertrag							**Revenus**
42 Vermögenserträge	2'115'089	1'682'000	1'777'000	1'777'000	1'777'000	1'777'000	42 Revenus des biens
43 Entgelte	52'227'522	46'463'147	49'644'034	50'314'448	49'922'345	49'195'466	43 Contributions
44 Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung	782'291	536'119	619'012	619'012	619'012	619'012	44 Parts à des recettes et contributions sans affectation
45 Rückerstattungen von Gemeinwesen	358'246'868	365'216'142	369'181'477	376'468'239	381'122'940	388'610'270	45 Remboursement de collectivités publiques
46 Beiträge für eigene Rechnung	109'058'304	109'046'086	111'227'685	110'620'000	110'780'000	110'780'000	46 Subventions acquises
47 Durchlaufende Beiträge	3'447'768	1'885'500	1'921'500	1'921'500	1'921'500	1'921'500	47 Subventions à redistribuer
49 Interne Verrechnungen	1'383'232	1'100'200	1'100'200	1'099'200	1'099'200	1'099'200	49 Imputations internes

Entwicklung der Laufenden Rechnung

Gegenüber der Rechnung 2014 steigt der Saldo der Laufenden Rechnung im Voranschlagsjahr 2016 lediglich um CHF 11,8 Millionen (0,6%). In den Folgejahren beträgt der Anstieg durchschnittlich 1,1 Prozent. Wie die Entwicklung bei den Kontengruppen zeigt, liegt dies fast ausschliesslich im budgetierten Lohnsummenwachstum begründet, denn der Personalaufwand macht etwas über 60 Prozent des Aufwandes aus. Zusätzliche Mittel wurden vor allem für die Einführung des Lehrplans 21 und die weiterhin moderat wachsenden Tagesschulen eingeplant.

Evolution du compte de fonctionnement

Pour l'exercice budgétaire 2016, le solde du compte de fonctionnement augmente seulement de CHF 11,8 millions (0,6%) par rapport à l'exercice 2014. Les années suivantes, la hausse s'élève en moyenne à 1,1 pour cent. Comme le montre l'évolution des groupes de comptes, ce résultat est presque exclusivement dû à la croissance budgétée de la masse salariale, les charges de personnel représentant plus de 60 pour cent des dépenses. Des moyens supplémentaires ont été planifiés avant tout pour l'introduction du Lehrplan 21 et les écoles à journée continue, qui connaissent toujours une croissance modérée.

Insgesamt spiegelt sich in dieser Entwicklung das hohe Kostenbewusstsein. Betrachtet man die 10-Jahres-Spanne zwischen dem Rechnungsjahr 2010 und dem letzten Finanzplanjahr 2019, so erhöht sich der Saldo der Laufenden Rechnung insgesamt um gerade 6,4 Prozent (also 0,6% pro Jahr) und bleibt damit weit unter dem in diesem Zeitraum aufgelaufenen Lohnsummenwachstum. Die ASP-Massnahmen sind unverändert im Zahlenwerk enthalten.

Dans l'ensemble, la grande maîtrise des coûts se reflète dans cette évolution. Si l'on considère la période entre l'exercice 2010 et la dernière année de la planification financière, à savoir 2019, le solde du compte de fonctionnement progresse au total de 6,4 pour cent (soit 0,6% par an), ce qui reste donc largement inférieur à la croissance de la masse salariale enregistrée pendant cette période. Les mesures EOS sont toujours prises en compte dans les chiffres.

9.5 Investitionsrechnung

9.5 Compte des investissements

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Investitionsrechnung							**Compte des investissements**
Ausgaben	**13'482'897**	**17'049'250**	**16'499'250**	**17'049'250**	**16'513'250**	**16'527'250**	**Dépenses**
Veränderung		*26.45%*	*–3.22%*	*3.33%*	*–3.14%*	*0.08%*	*Modification*
Einnahmen	**50'391**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Recettes**
Veränderung		*–100.00%*					*Modification*
Saldo	**–13'432'506**	**–17'049'250**	**–16'499'250**	**–17'049'250**	**–16'513'250**	**–16'527'250**	**Solde**
Veränderung		*26.92%*	*–3.22%*	*3.33%*	*–3.14%*	*0.08%*	*Modification*
Ausgaben							**Dépenses**
50 Sachgüter	9'957'497	11'144'250	11'394'250	12'344'250	11'808'250	11'822'250	50 Investissements propres
52 Darlehen und Beteiligungen	0	0	0	0	0	0	52 Prêts et participations permanentes
56 Eigene Beiträge	3'525'400	5'905'000	5'105'000	4'705'000	4'705'000	4'705'000	56 Subventions accordées
Einnahmen							**Recettes**
60 Abgang von Sachgütern	44'891	0	0	0	0	0	60 Transferts au patrimoine financier
66 Beiträge für eigene Rechnung	5'500	0	0	0	0	0	66 Subventions acquises

Entwicklung der Investitionsrechnung

Mit einem Investitionsplafond von rund CHF 16,5 Millionen sollte es möglich sein, die zwingend notwendigen Neu- und Ersatzinvestitionen zu tätigen.

Mittelfristig wird noch zu klären sein, wie die sich abzeichnenden grösseren Instandsetzungen bei einigen Kulturinstitutionen finanziert werden können.

Evolution du compte des investissements

Avec un plafond d'investissement d'environ CHF 16,5 millions, il devrait être possible d'effectuer les investissements de remplacement et de développement qui sont absolument indispensables.

A moyen terme, il faudra encore clarifier comment financer les importants travaux de rénovation qui se profilent pour certaines institutions culturelles.

9.6 Entwicklung der Vollzeitstellen der ERZ

9.6 Evolution du nombre de postes à plein temps de l'INS

2009	2010	2011	2012	2013	2014
972.5	997.4	1'028.9	1'002.9	993.5	1'017.5

Kommentar

Die verzeichneten Zunahmen des Personalbestandes von 24,9 VZE im Jahre 2010 sowie von 31,5 Stellen im 2011 sind auf die Wiederbesetzung vakanter Stellen, Doppelbesetzungen aufgrund von Krankheitsfällen, Mutterschaftsurlaub oder bezahlten Urlaub zurückzuführen. Zudem musste in diesen Jahren zusätzliches befristetes Personal im Archäologischen Dienst aufgrund dringlicher Grabungsarbeiten angestellt werden, und bis anhin im Stundenlohn angestelltes Personal in den Berufsschulen wurde neu im Monatslohn entlohnt und damit in den offiziellen Bestand überführt. Zusätzlich wurden im Jahr 2010 im Amt für zentrale Dienste drei bisher durch Drittmittel finanzierte Stellen in den unveränderten Stellenplan integriert.

Der Bestandesrückgang im Jahr 2012 ist auf zum Zeitpunkt der Erhebung bestehende Vakanzen, die Schliessung der Berufsschule für Pflege (Schwerpunkt Psychiatrie) per 31. Dezember 2011 sowie rückläufige Stundenabrechnungen beim Reinigungs- und Mensapersonal der Schulen zurückzuführen. Zusätzlich ist im Amt für Kultur die Reduktion von befristet angestelltem Grabungspersonal für den Abbau verantwortlich.

Der Bestandesrückgang im Jahre 2013 um 9,4 VZE ist in erster Linie auf die Nichtbesetzung vakanter Stellen zum Erhebungszeitpunkt sowie auf Schwankungen beim Stellenbestand des Grabungspersonals im Archäologischen Dienst zurückzuführen.

Für den Anstieg um 24 VZE im Jahre 2014 ist hauptsächlich die Kantonalisierung von zwei privaten Berufsschulen im Hinblick auf das Schuljahr 2014/2015 verantwortlich (Integration der privaten kaufmännischen Berufsschule Langenthal in die kantonale Berufsfachschule Langenthal, 12 VZE / Zusammenschluss der privaten kaufmännischen Berufsschule Emmental mit der kantonalen Berufsfachschule Emmental zum Bildungszentrum Emme, 2 VZE). Die restliche Zunahme ist auf temporäre Schwankungen innerhalb des bestehenden Stellenbestandes, namentlich als Folge von Krankheits-, Unfall- und Mutterschaftsvertretungen sowie auf die Schaffung befristeter Stellen im Rahmen von (teilweise drittfinanzierten) Projekten, zurückzuführen.

Commentaire

La hausse des effectifs de personnel enregistrée en 2010 (24,9 UTP) et en 2011 (31,5 postes) est imputable au fait que des postes vacants ont été repourvus et à la double occupation de postes en raison de maladies, de congés maternité ou de congés payés. Lors de ces années, des personnes supplémentaires ont en outre dû être engagées pour une durée déterminée au Service archéologique à cause de travaux de fouille urgents et le personnel des écoles professionnelles jusqu'alors rémunéré à l'heure est passé au système de la rémunération mensuelle et a donc été inclus aux effectifs officiels. En 2010, trois postes de l'Office des services centralisés jusqu'alors financés par des fonds de tiers ont par ailleurs été intégrés dans l'état des postes inchangé.

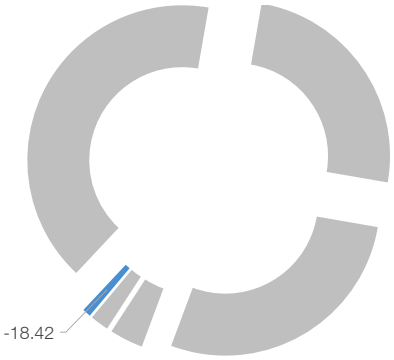
Le recul des effectifs enregistré en 2012 est imputable aux postes vacants au moment du relevé des données, à la fermeture de la Berufsschule für Pflege (Schwerpunkt Psychiatrie) au 31 décembre 2011 ainsi qu'à la baisse du décompte des heures pour le personnel d'entretien et le personnel de cantine des écoles. De plus, la réduction du personnel de fouilles engagé pour une durée déterminée à l'Office de la culture a également contribué à ce recul.

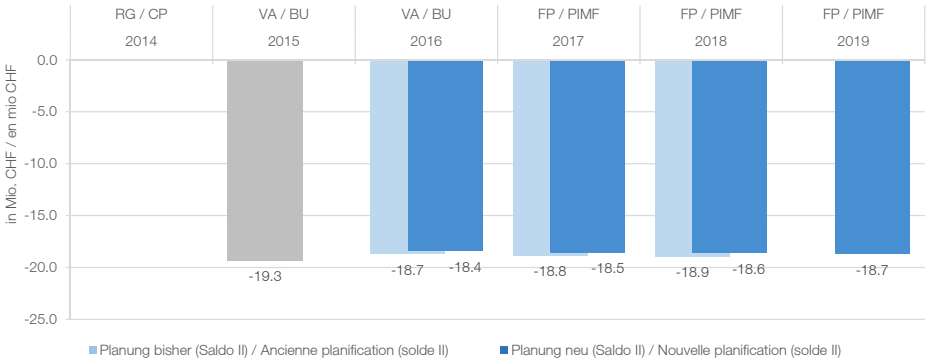
Le recul des effectifs de 9,4 UTP relevé en 2013 est en premier lieu dû au fait que des postes vacants n'avaient pas été repourvus au moment du relevé des données ainsi qu'à des fluctuations dans le personnel de fouilles du Service archéologique.

La hausse de 24 UTP en 2014 est principalement imputable à la cantonalisation de deux écoles professionnelles privées en vue de l'année scolaire 2014/2015 (intégration de l'école professionnelle commerciale privée de Langenthal dans l'école professionnelle cantonale de Langenthal, 12 UTP / regroupement de l'école professionnelle commerciale privée de l'Emmental et de l'école professionnelle cantonale de l'Emmental en une seule institution, le Bildungszentrum Emme, 2 UTP). L'augmentation restante a été causée par des fluctuations temporaires au sein des effectifs existants, notamment par des remplacements en cas de maladie, d'accident et de congé maternité, et par la création de postes à durée déterminée dans le cadre de projets (parfois financés par des fonds de tiers).

9.7 Produktgruppen
9.7.1 Führungsunterstützung und rechtliche Dienstleistungen

9.7 Groupes de produits
9.7.1 Soutien aux fonctions de direction et prestations juridiques





Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)

Beschreibung

Kernelemente der Produktgruppe sind die Beratung und Unterstützung der Direktorin/des Direktors in der Vorbereitung und Analyse von Entscheiden, bei Gesetzgebungsarbeiten sowie in der Führung der Direktion. Zum Aufgabengebiet gehört ausserdem die justizmässige Überprüfung von angefochtenen Verfügungen und Beschwerdeentscheiden. Weiter umfasst die Produktgruppe die Veranwortung für das Finanz- und Personalmanagement, die Kommunikation, die Bildungsplanung und die Coordination francophone sowie die Bau- und Raumplanung und die Organisation der amtsübergreifenden Führungsprozesse.

Description

Ce groupe de produits porte principalement sur le soutien et le conseil au Directeur ou à la Directrice dans la préparation et l'analyse des décisions ainsi que dans le cadre des travaux législatifs et de la conduite de la Direction. Il concerne également le contrôle juridique des décisions et décisions sur recours attaquées. Il rassemble enfin toutes les activités liées à la planification financière et à la gestion des ressources humaines, à la communication, à la planification de la formation et à la coordination francophone ainsi qu'à la planification des bâtiments et de l'utilisation des locaux et à l'organisation des processus généraux de management de la Direction.

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF
(+) Erlöse	0	170'000	170'000	170'000	170'000	170'000	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	0	9'973'342	9'940'903	10'049'449	10'138'951	10'231'220	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	0	2'037'404	1'922'740	2'072'740	2'002'740	2'002'740	(-) Coûts matériels
(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	0	0	0	0	0	0	(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**0**	**-11'840'746**	**-11'693'643**	**-11'952'189**	**-11'971'691**	**-12'063'960**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	0	0	**0**	0	0	0	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	0	7'485'400	**6'733'000**	6'583'000	6'653'000	6'653'000	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	0	5'400	**5'400**	5'400	5'400	5'400	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**0**	**-19'320'746**	**-18'421'243**	**-18'529'789**	**-18'619'291**	**-18'711'560**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(-) Abgrenzungen	-	-	500	500	500	500	(-) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**-18'421'743**	**-18'530'289**	**-18'619'791**	**-18'712'060**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF Solde I des produits
Führungsunterstützung	0	-10'833'758	-10'812'769	-11'062'341	-11'072'116	-11'156'425	Soutien à la direction
Rechtliche Dienstleistungen	0	-1'006'989	-880'874	-889'848	-899'575	-907'535	Prestations juridiques

Kommentar:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Im Voranschlagsjahr 2016 sinkt der Saldo I gegenüber dem Voranschlagsjahr 2015 um CHF 0,2 Millionen. Die Voranschlagszahlen 2016 sowie die Finanzplanjahre 2017–2019 bilden die aktuelle Situation ab.

Entwicklungsschwerpunkte

Im Moment sind keine Entwicklungsschwerpunkte vorgesehen.

Chancen und Risiken

Im Voranschlag 2016 und in den Planjahren 2017–2019 werden keine speziellen Risiken und Chancen erwartet.

Commentaire:

Modifications par rapport à la planification précédente

Le solde I de l'exercice budgétaire 2016 est inférieur de CHF 0,2 million à celui de l'exercice budgétaire 2015. Les chiffres du budget 2016 et du plan financier 2017–2019 sont donc représentatifs de la situation actuelle.

Priorités de développement

Pour le moment, aucune priorité de développement n'a été fixée.

Chances et risques

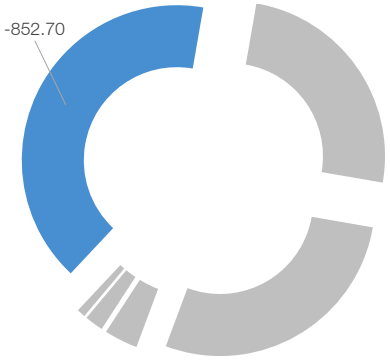
Aucun risque ni aucune chance spécifiques n'ont été identifiés pour le budget 2016 et le plan financier 2017–2019.

Leistungsinformationen zur Produktgruppe

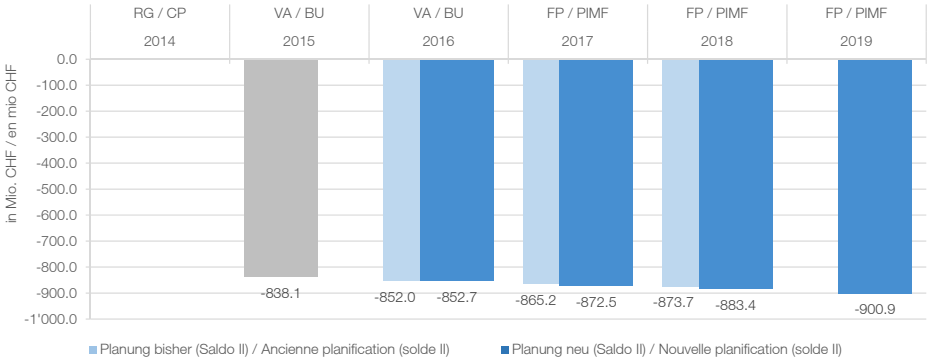
Informations sur les prestations du groupe de produits

Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat clôture des comptes 2014)	Wert / Valeur	künftige Entwicklung / Evolution attendue
Anzahl der traktandierten Regierungsratsgeschäfte (Einzel-, Block-, Standard-, Informations- und Aussprachegeschäfte)	125	sinkend
Nombre d'affaires du Conseil-exécutif inscrites à l'ordre du jour (affaires individuelles, affaires traitées en bloc, affaires standard, informations et affaires à discuter)		diminution
Anzahl der traktandierten Grossratsgeschäfte (ohne parlamentarische Vorstösse)	25	sinkend
Nombre d'affaires du Grand Conseil inscrites à l'ordre du jour (sans les interventions parlementaires)		diminution
Anzahl der traktandierten politischen parlamentarischen Vorstösse (Motionen, Finanzmotionen, Postulate, Interpellationen)	34	konstant
Nombre d'interventions parlementaires politiques inscrites à l'ordre du jour (motions, motions financières, postulats et interpellations)		stabilité
Anzahl der abgegebenen Mitberichte an eine andere Direktion oder an die Staatskanzlei	190	konstant
Nombre de corapports remis à une autre Direction ou à la Chancellerie d'Etat		stabilité
Anzahl der eingereichten Beschwerden	323	konstant
Nombre de recours déposés		stabilité
Anzahl der erledigten Beschwerden	270	konstant
Nombre de recours réglés		stabilité

9.7.2 Volksschule und schulergänzende Angebote



Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)



Beschreibung

Die Bildung in der Volksschule unterstützt die Entwicklung der Kinder und deren Integration in die Gesellschaft und vermittelt jene Kenntnisse und Fertigkeiten, welche Grundlage sind für die berufliche Ausbildung, für den Besuch weiterführender Schulen und für das lebenslange Lernen. Mit schulergänzenden Angeboten sorgt der Kanton Bern für die Durchführung von psychologischen Abklärungen, Beurteilungen, Beratungen, Begleitungen und psychotherapeutischen Behandlungen von Kindern und Jugendlichen zu Fragen der Bildung, Erziehung und Entwicklung inklusive Expertentätigkeit in Erziehungs- und Schulfragen sowie die Mitfinanzierung für die durch die Gemeinden organisierten Musikschulen, Tagesschulen und die Schulsozialarbeit.

9.7.2 Ecole obligatoire et offres périscolaires

Description

La formation dispensée à l'école obligatoire favorise le développement des enfants et leur intégration dans la société. Elle leur transmet les connaissances et aptitudes propres à accéder à une formation professionnelle, de suivre l'enseignement délivré par les écoles qui font suite à l'école obligatoire et de s'engager dans une formation permanente. Grâce aux offres périscolaire, le canton de Berne veille à la mis en œuvre d'examen psychologiques, d'évaluations, de conseils, d'accompagnements et de traitements psychothérapeutiques pour enfants et adolescents (domaine de la formation, de l'éducation et du développement), y compris activité d'expertise pour des questions éducatives et scolaires. Il assure aussi le cofinancement des écoles de musique, des écoles à journée continue et du travail social en millieu scolaire, offres qui sont organisées par les communes.

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte **2014**	Voranschlag Budget **2015**	Voranschlag Budget **2016**	Finanzplan Plan financier **2017**	**2018**	**2019**	CHF
(+) Erlöse	0	350'869'446	354'404'282	361'728'543	366'383'245	373'870'575	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	0	1'129'930'345	1'141'093'676	1'168'796'206	1'184'374'595	1'209'356'657	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	0	38'729'866	44'365'312	43'765'311	43'809'074	43'790'312	(-) Coûts matériels
(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	0	81'404	83'501	97'047	73'772	109'578	(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**0**	**-817'872'168**	**-831'138'207**	**-850'930'020**	**-861'874'197**	**-879'385'972**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	0	900'000	**900'000**	900'000	900'000	900'000	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	0	21'571'500	**22'981'500**	22'981'500	22'969'625	22'956'500	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	0	434'488	**515'046**	515'046	515'046	515'046	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**0**	**-838'109'180**	**-852'704'662**	**-872'496'474**	**-883'428'776**	**-900'927'426**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(+) Abgrenzungen	-	-	20'302	31'440	37'340	44'568	(+) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**-852'684'360**	**-872'465'034**	**-883'391'435**	**-900'882'858**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF Solde I des produits
Volksschule	0	-776'545'703	-783'037'355	-803'191'536	-813'987'671	-831'320'524	Ecole obligatoire
Schulergänzende Angebote	0	-41'326'465	-48'100'852	-47'738'483	-47'886'526	-48'065'448	Offres périscolaire

Solde I budget global produits

Kommentar:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Im Vergleich zum Voranschlag 2015 ist der Voranschlag 2016 um rund CHF 14,6 Millionen (1,7%) höher. Dies begründet sich zum grössten Teil mit dem budgetierten Lohnsummenwachstum für die Lehrkräfte und dem Ausbau der Tagesschulen.

Gegenüber dem Rechnungsjahr 2014 fällt der Voranschlag 2016 um rund CHF 25,0 Millionen (3,0%) höher aus. Der Grund für diese Zunahme liegt in erster Linie auch bei diesem Vergleich im Lohnsummenwachstum für die Lehrkräfte in den Jahren 2015 und 2016.

Entwicklungsschwerpunkte

Im Volksschulbereich steht in den nächsten Jahren die Einführung des Lehrplans 21 im Zentrum: in den Jahren 2016 und 2017 schwergewichtig im Bereich der Weiterbildung der Schulleitungen und Lehrpersonen, ab 2018 mit Aufwendungen für die erhöhten Lektionendotationen für die Schülerinnen und Schüler.

Zusätzlich zu den bereits im AFP eingestellten Aufwendungen für den Fremdsprachenunterricht sind hierfür im Jahre 2018 CHF 2,2 Millionen und im Jahre 2019 CHF 13,5 Millionen zusätzlich eingestellt.

Bei der Entwicklung der Tagesschulen ist weiterhin mit einer moderaten Zunahme zu rechnen. In den ländlichen Gebieten des Kantons Bern pendeln sich die Betreuungsstunden auf einem kleinen respektive mittleren Niveau ein. In den Agglomerationen nehmen diese zu.

Die Musikschulen sind bestrebt, Reichweite und Qualität ihrer Angebote zu erhalten. Parallel zu den allgemeinen Schülerzahlen ist deshalb mit allmählich wieder ansteigenden Lektionenzahlen zu rechnen.

Bei verhältnismässig konstantem Aufwand verstärkt die Erziehungsberatung die Kooperation mit der Mütter- und Väterberatung.

Die Unterstützung der Gemeinden im Bereich der Schulsozialarbeit wird gemäss Volksschulgesetzgebung umgesetzt (10%iger Anteil an den Lohnkosten der Gemeinden).

Commentaire:

Modifications par rapport à la planification précédente

Le budget 2016 a progressé d'environ CHF 14,6 millions par rapport au budget 2015 (1,7%). Cette évolution est en grande partie imputable à la croissance budgétée de la masse salariale du corps enseignant et au développement des écoles à journée continue.

Le budget 2016 est supérieur d'environ CHF 25,0 millions aux comptes 2014 (3,0%). Cette augmentation est aussi en premier lieu due à l'évolution de la masse salariale du corps enseignant en 2015 et 2016.

Priorités de développement

Dans le domaine de l'école obligatoire, c'est l'introduction du Lehrplan 21 qui occupera le devant de la scène ces prochaines années. En 2016 et 2017, les charges concerneront principalement la formation continue des directions d'école et du corps enseignant. Dès 2018, elles seront engendrées par la dotation plus élevée en leçons pour les élèves.

En sus des frais liés à l'enseignement des langues étrangères déjà inscrits dans le plan intégré mission-financement (PIMF), CHF 2,2 millions ont été ajoutés à ce titre pour 2018 et CHF 13,5 millions pour 2019.

Dans le domaine des écoles à journée continue, un développement modéré est encore attendu. Dans les zones rurales du canton de Berne, les heures d'encadrement se stabilisent à un niveau faible ou moyen. Dans les agglomérations, elles croissent en revanche.

Les écoles de musique s'efforcent de maintenir la diversité et la qualité de leur offre. Parallèlement à l'augmentation générale des effectifs d'élèves, il faut donc de nouveau prévoir une légère hausse du nombre de leçons.

Avec des charges relativement constantes, les services psychologiques pour enfants et adolescents renforcent leur coopération avec les centres de puériculture.

La législation sur l'école obligatoire prévoit désormais un soutien aux communes qui proposent le travail social en milieu scolaire (le canton verse 10% des frais de traitement générés par cette offre aux communes).

Chancen und Risiken

Mit der erhöhten Lektionenzahl für die Schülerinnen und Schüler vorab in den Fächern Deutsch, Mathematik und Informatik kann die Nachwuchsförderung für die Industrie und die KMU verstärkt werden. Zudem kann der zunehmenden Heterogenität (mehr fremdsprachige Kinder) mit der Erhöhung der Lektionen in Deutsch begegnet werden.

Tagesschulangebote, Gesundheitsförderung und Schulsozialarbeit sind im Verbund mit den Gemeinden organisiert. Sie stärken und ergänzen die Unterstützung von Eltern, Kindern und Jugendlichen im Kanton Bern. Insbesondere das Tagesschulangebot ist weiterhin ein wichtiger Standortvorteil. Die Schulsozialarbeit trägt wesentlich zur Entlastung der Lehrpersonen bei.

Weil der Kanton seine Beiträge derzeit plafoniert, erhöht sich das finanzielle Risiko für die Musikschulen, das sie unter dem Musikschulgesetz neu selber tragen. Die Musikschulen verfügen noch kaum über Reserven, mit denen sie Engpässe überbrücken könnten. Sie müssen deshalb allenfalls ihre Schulgelder erhöhen.

Die Kooperation der Erziehungsberatung mit der Mütter- und Väterberatung ermöglicht einen niederschwelligen und kostenlosen Zugang zu einer kinderpsychologischen Beratung in ihrer Nähe. Entscheidend für den Erfolg des Angebots wird aber sein, dass es bei der Zielgruppe genügend bekannt ist, damit es auch genutzt wird.

Chances et risques

Dans la partie germanophone du canton, l'augmentation du nombre de leçons avant tout dans les disciplines allemand, mathématiques et informatique permet de renforcer la promotion de la relève dans les domaines de l'industrie et des PME. Le nombre plus élevé de leçons d'allemand permet en outre de remédier à l'hétérogénéité croissante (plus d'enfants allophones).

L'offre en matière d'écoles à journée continue, la promotion de la santé et le travail social en milieu scolaire sont organisés conjointement avec les communes. Ils renforcent et enrichissent le soutien apporté aux parents, aux enfants et aux jeunes du canton de Berne. Les écoles à journée continue en particulier constituent toujours un atout de taille pour le canton. Par ailleurs, le travail social en milieu scolaire contribue de manière essentielle à décharger le corps enseignant.

Le canton plafonnant actuellement ses subventions aux écoles de musique, ces dernières encourent un risque financier plus élevé, qu'elles doivent désormais assumer elles-mêmes compte tenu de la nouvelle législation. Les écoles de musique ne disposent plus que de peu de réserves pour faire face aux périodes difficiles. Elles pourraient donc être contraintes d'augmenter leurs tarifs.

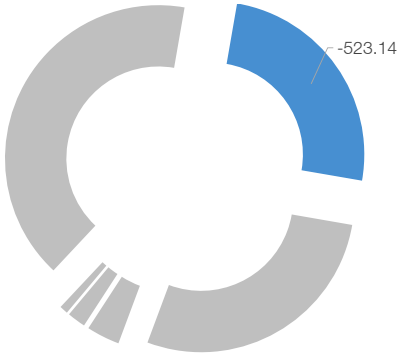
La coopération entre les services psychologiques pour enfants et adolescents et les centres de puériculture permet un accès gratuit et simple aux prestations de conseil psychopédiatrique de proximité. Pour avoir du succès et donc être utilisée, l'offre devra cependant être suffisamment connue du groupe visé.

Leistungsinformationen zur Produktgruppe

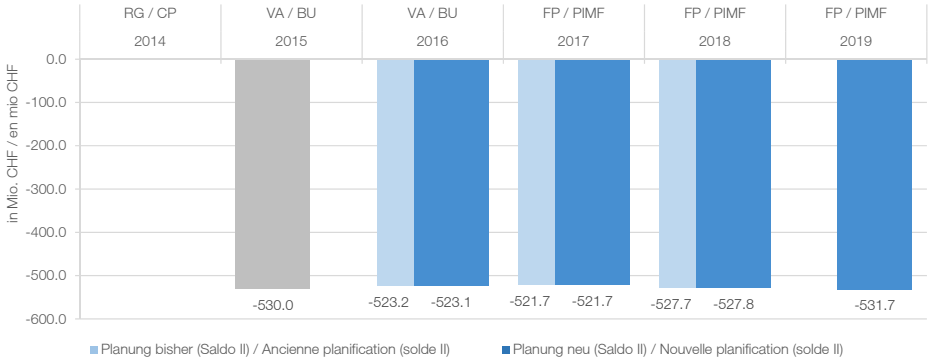
Informations sur les prestations du groupe de produits

Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat clôture des comptes 2014)	**Wert / Valeur**	**künftige Entwicklung / Evolution attendue**
Anzahl Schülerinnen und Schüler (Volksschule)	100'874	steigend
Nombre d'élèves (école obligatoire)		augmentation
Anzahl Klassen (Regelklassen)	5'149	steigend
Nombre de classes (classes régulières)		augmentation
Anzahl Betreuungsstunden in Tagessschulen (Anzahl Stunden, in denen ein Kind betreut wird)	4'353'552	steigend
Nombre d'heures d'encadrement dans les écoles à journée continue (nombre d'heures durant lesquelles un enfant est pris en charge)		augmentation
Anzahl Neuanmeldungen zur Erziehungsberatung	9'022	steigend
Nombre de nouvelles inscriptions auprès des services psychologiques pour enfants et adolescents		augmentation
Anzahl Musikschülerinnen und -schüler	20'000	konstant
Nombre d'élèves dans les écoles de musique		stabilité

9.7.3 Mittelschulen und Berufsbildung



Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)



Beschreibung

Volksschulabgängerinnen und -abgänger erhalten auf der Sekundarstufe II eine Ausbildung, die ihnen die Integration in die Gesellschaft und in die Arbeitswelt ermöglicht sowie sie auf weiterführende Ausbildungen auf Tertiärstufe vorbereitet. Erwachsenen wird auf Sekundarstufe II, in der höheren Berufsbildung und in der Weiterbildung eine persönliche und berufliche Entwicklung ermöglicht. Die Durchlässigkeit des Bildungssystems wird gefördert. Jugendliche und Erwachsene werden in der Wahl der Ausbildung und des Berufes sowie in der Gestaltung der beruflichen Laufbahn unterstützt.

9.7.3 Ecoles moyennes et formation professionnelle

Description

A l'issue de leur scolarité obligatoire, les élèves reçoivent au degré secondaire II une formation qui leur permet de s'intégrer dans la société et dans le monde du travail et qui les prépare aux formations tertiaires subséquentes. Le degré secondaire II, la formation professionnelle supérieure et la formation continue offrent par ailleurs aux adultes la possibilité d'évoluer sur les plans personnel et professionnel. La perméabilité du système de formation est encouragée. Jeunes et adultes sont soutenus dans le choix de leur formation ou de leur profession ainsi que dans la gestion de leur carrière professionnelle.

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	Finanzplan Plan financier 2018	Finanzplan Plan financier 2019	CHF
(+) Erlöse	0	50'357'516	53'622'813	53'771'813	53'774'813	53'774'813	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	0	428'452'659	421'377'182	421'406'113	426'267'479	433'050'713	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	0	97'872'366	95'250'460	95'779'463	95'779'298	95'779'161	(-) Coûts matériels
(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	0	12'378'932	12'209'217	12'107'945	12'322'122	12'605'626	(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**0**	**-488'346'441**	**-475'214'045**	**-475'521'708**	**-480'594'086**	**-487'660'687**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	0	104'841'086	**107'022'685**	106'415'000	106'575'000	106'575'000	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	0	146'611'000	**155'024'057**	152'667'800	153'866'009	150'657'805	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	0	73'000	**73'000**	73'000	73'000	73'000	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**0**	**-530'043'355**	**-523'142'418**	**-521'701'508**	**-527'812'095**	**-531'670'493**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(+) Abgrenzungen	-	-	964'915	1'104'277	1'227'912	1'183'292	(+) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**-522'177'503**	**-520'597'232**	**-526'584'183**	**-530'487'201**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	Finanzplan Plan financier 2018	Finanzplan Plan financier 2019	CHF Solde I des produits
Mittelschulen	0	-149'219'341	-145'998'688	-145'996'124	-147'875'810	-149'685'611	Ecoles moyennes
Berufsbildung	0	-317'002'524	-308'068'920	-308'482'109	-311'609'905	-316'591'902	Formation professionnelle supérieure
Berufsberatung	0	-22'124'576	-21'146'437	-21'043'475	-21'108'370	-21'383'175	Orientation professionnelle

Kommentar:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Der Saldo II im Voranschlagsjahr 2016 beträgt CHF 523,1 Millionen und reduziert sich gegenüber dem Voranschlagsjahr 2015 um rund CHF 6,9 Millionen und erhöht sich in den Finanzplanjahren bis 2019 um CHF 8,5 Millionen. Vom Rechnungsjahr 2014 bis in das Finanzplanjahr 2019 reduziert sich der Saldo II um CHF 23,7 Millionen. Insbesondere tragen die Massnahmen der Angebots- und Strukturüberprüfung (ASP 2014) zu dieser Entlastung bei.

Entwicklungsschwerpunkte

Mittelschulen: Die langfristige Sicherstellung des Hochschulzugangs steht sowohl auf schweizerischer wie auch auf kantonaler Ebene im Zentrum der Bemühungen. Erstmals liegen basale Studierkompetenzen in Mathematik und Erstsprache vor, welche als Voraussetzung für ein erfolgreiches Studium vermittelt werden sollen.

Weiter ist die Erkenntnis gereift, dass Grundlagenwissen in Informatik zum Rüstzeug im Gymnasium gehören muss. Wie dieses Wissen konkret im Rahmen des Lehrplans vermittelt werden kann, ist Bestandteil von weiteren Projektarbeiten. Es ist davon auszugehen, dass dadurch ein Bedarf an zusätzlichen Ressourcen ausgelöst wird.

Die Projekte zur besseren Zusammenarbeit zwischen Gymnasien und Hochschule, zur Stärkung der Matura-Evaluation durch die Maturitätskommission und zum vergleichbaren Prüfen werden weiter konsolidiert.

Das selbstorganisierte Lernen und die Förderung der MINT-Kompetenzen werden im neuen kantonalen Lehrplan verankert. Die Fachlehrpläne werden nun von den Fachschaften erarbeitet und auf Sommer 2017 in Kraft gesetzt.

Der erste Bildungsgang für die Fachmaturität Pädagogik schliesst im Sommer 2016 ab. Als Ausbildungsort für die zwei Klassen wurde Biel gewählt. Das Angebot wurde gleichzeitig mit einem immersiven Unterricht in Deutsch–Französisch in Geschichte und Geografie verbunden. Damit sollen die Sprachkompetenzen der FM-Absolvierenden verbessert werden.

Berufsbildung: Der Bedarf an Fachkräften wird sich infolge des demografischen Rückgangs und der restriktiven Einwanderungspolitik verschärfen. Anderseits gibt es bei den Flüchtlingen und bei der Bevölkerung mit Migrationshintergrund ein Potenzial an Fachkräften, das es mit Integrationsmassnahmen zu nutzen gilt.

Commentaire:

Modifications par rapport à la planification précédente

Le solde II prévu pour l'exercice 2016 s'élève à CHF 523,1 millions, ce qui correspond à une réduction d'environ CHF 6,9 millions par rapport au budget 2015. Une augmentation de quelque CHF 8,5 millions est inscrite au plan financier jusqu'en 2019. Entre l'exercice 2014 et la dernière année du plan financier (2019), le solde II accuse une réduction de CHF 23,7 millions, qui s'explique principalement par les mesures de l'examen des offres et des structures (EOS 2014).

Priorités de développement

Ecoles moyennes: La garantie durable de l'accès aux hautes écoles est au cœur des préoccupations, à l'échelle nationale comme à l'échelle cantonale. Les compétences disciplinaires de base en mathématiques et dans la langue première, qui doivent être présentées comme un prérequis à la réussite des études, ont été définies pour la première fois.

De plus, une conclusion a été tirée au sujet des connaissances de base en informatique, à savoir que celles-ci doivent faire partie des bagages nécessaires à l'entrée au gymnase. D'autres travaux de projet sont actuellement menés pour déterminer comment, concrètement, ces connaissances peuvent être transmises dans le cadre du plan d'études. Il faut s'attendre à ce que des ressources supplémentaires soient nécessaires.

Les projets visant à améliorer la collaboration entre gymnases et hautes écoles, à renforcer l'évaluation de la maturité par la Commission de maturité et à assurer la comparabilité des évaluations suivent leur cours.

L'apprentissage autonome et la promotion des compétences STIM sont ancrées dans le nouveau plan d'études cantonal. Les plans d'études des disciplines sont désormais en cours d'élaboration au sein des collèges de disciplines pour une entrée en vigueur à l'été 2017.

La première volée de maturité spécialisée option pédagogie terminera sa formation à l'été 2016. La ville de Bienne a été choisie pour accueillir les deux classes correspondantes. Dans le même temps, l'offre a été liée à un enseignement de l'histoire et de la géographie délivré entièrement en allemand ou en français, ce dans l'optique d'améliorer les compétences linguistiques des titulaires d'une maturité spécialisée.

Formation professionnelle: Le besoin en professionnels qualifiés va s'accroître en raison du recul démographique et de la politique d'immigration restrictive. Dans le même temps, il existe parmi les réfugiés et les personnes issues de la migration un potentiel de main d'œuvre spécialisée qu'il est important d'exploiter par le biais de mesures d'intégration.

An der Nahtstelle beim Eintritt in die Berufsbildung müssen die Brückenangebote für schwächere Jugendliche und für Migrantinnen und Migranten weiter konsolidiert werden. Die interinstitutionelle Koordination und Steuerung hat sich diesbezüglich bewährt. Die Berufsmaturität wird mit der Umsetzung des neuen Rahmenlehrplans gestärkt und trägt zu einer höheren Attraktivität der Berufsbildung für leistungsstarke Jugendliche bei. Das Potenzial bei den Erwachsenen ohne Berufsabschluss oder mit Bedarf auf einen Berufswechsel kann noch besser genutzt werden. Ein Konzept wird diesbezüglich Massnahmen aufzeigen.

Pour la période de transition précédant l'accès à la formation professionnelle, il convient de consolider encore davantage les formations transitoires au profit des jeunes ayant un faible niveau scolaire et des migrants et migrantes. Le service interinstitutionnel de coordination et de pilotage a fait ses preuves en la matière. La maturité professionnelle est renforcée grâce à la mise en œuvre du nouveau plan d'études cadre y afférent et contribue ainsi à augmenter l'attractivité de la formation professionnelle pour les bons élèves. L'utilisation du potentiel des adultes qui ne détiennent pas de diplôme professionnel ou qui ont besoin de changer de profession peut encore être améliorée. Une stratégie sera élaborée pour présenter des mesures à prendre dans ce domaine.

Mit der Umsetzung der Höheren Fachschulvereinbarung mit Pauschalbeiträgen und voller Freizügigkeit und mit der vorgesehenen Neuordnung der Förderung bei den Vorbereitungskursen durch den Bund wird die höhere Berufsbildung gestärkt. Eine grosse Herausforderung für die Kantone liegt in der Bewältigung der zunehmenden Administration. Die Lehrbetriebe und die Organisationen der Arbeitswelt sollten entlastet werden. Dazu müssen aber die Prozesse über die Kantonsgrenzen hinweg harmonisiert und Vereinfachungen getroffen werden.

La formation professionnelle supérieure est renforcée grâce à la mise en œuvre de l'accord sur les contributions dans le domaine des écoles supérieures, qui prévoit le versement de forfaits ainsi que la libre circulation absolue, et grâce à la réforme prévue en matière d'encouragement des cours préparatoires par la Confédération. Un défi de taille se présente pour les cantons, à savoir la gestion de la charge administrative croissante. Les entreprises formatrices et les organisations du monde du travail devraient être déchargées. Toutefois, il est également nécessaire d'harmoniser les processus par-delà les frontières cantonales et de pratiquer des simplifications.

Berufsberatung: Der umfassende Prozess der Organisationsentwicklung bei der Berufs-, Studien- und Laufbahnberatung wird bis Ende 2015 weitgehend abgeschlossen sein. Durch die Bildung von Geschäftsbereichen (Berufswahl, Case Management, Laufbahn sowie Information und Infotheken) werden die Dienstleistungen kantonal einheitlicher und dynamischer weiter entwickelt. Im Bereich Berufswahl steht die Optimierung des Angebots für Jugendliche mit erhöhtem Unterstützungsbedarf im Vordergrund. Das vorderhand bis Ende 2016 bewilligte Case Management muss in den Regelbetrieb überführt werden.

Orientation professionnelle: Le vaste processus de développement organisationnel dans le domaine de l'orientation professionnelle et personnelle sera en grande partie achevé d'ici la fin 2015. Avec la création de domaines d'activité (choix professionnel, Case management, carrière mais aussi information et infothèques), les prestations sont développées encore davantage à l'échelle cantonale, de façon plus harmonieuse et dynamique. Dans le domaine du choix professionnel, la priorité est donnée à l'optimisation de l'offre pour les jeunes nécessitant un soutien accru. Les activités du Case management, pour l'instant approuvées jusqu'à la fin 2016, doivent être pérennisées.

Die Dienstleistungen des Geschäftsbereichs Laufbahn werden überprüft und bedarfs- und bedürfnisgerecht weiter differenziert. Die Infotheken werden als Begegnungszentren rund um Laufbahnfragen neu positioniert. Die Umsetzung von ASP erfolgt aufgrund einer erhöhten Nutzung von Synergien und der Akquisition von zusätzlichen Einnahmen für Dienstleistungen.

Les prestations du domaine d'activités «carrière» font l'objet d'une évaluation et d'un tri plus élaboré en fonction de la demande et des besoins. Les infothèques bénéficient d'un nouveau positionnement de façon à s'imposer comme des centres de rencontres autour des questions relatives à la carrière. La mise en œuvre des mesures EOS se fonde sur l'utilisation accrue de synergies et l'acquisition de revenus supplémentaires pour les prestations délivrées.

Chancen und Risiken

Sowohl bei den Mittelschulen wie auch in der Berufsbildung und bei der Berufs-, Studien- und Laufbahnberatung ist der Kanton Bern im schweizerischen Vergleich gut unterwegs. In zahlreichen Projekten können die bernischen Erfahrungen eingebracht werden. Die ASP-Massnahmen sind konsolidiert und sollten nach Plan umgesetzt werden. Das Risiko besteht allerdings, dass die Entwicklung beim Fachkräftebedarf und im Asylwesen zusätzliche Finanzmittel erfordern wird, um die Integration in die Berufsbildung zu fördern und das Potenzial zu nutzen.

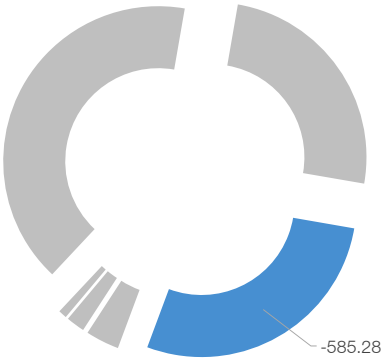
Chances et risques

Par rapport aux autres cantons, Berne est en bonne voie pour ce qui concerne les écoles moyennes, la formation professionnelle mais aussi l'orientation professionnelle et personnelle. Les expériences vécues dans le canton de Berne peuvent être mises à profit dans de nombreux projets. Les mesures EOS sont consolidées et devraient être mises en œuvre comme prévu. Des moyens financiers supplémentaires risquent néanmoins d'être nécessaires pour traiter la pénurie de spécialistes et la question de l'asile, ce afin d'encourager l'intégration dans la formation professionnelle et l'exploitation des potentiels.

Leistungsinformationen zur Produktgruppe **Informations sur les prestations du groupe de produits**

Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat clôture des comptes 2014)	**Wert / Valeur**	**künftige Entwicklung / Evolution attendue**
Anzahl Lehrverträge Eidgenössisches Fähigkeitszeugnis (EFZ) in der beruflichen Grundbildung	27'314	konstant
Nombre de contrats d'apprentissage dans la formation professionnelle initiale sanctionnée par un certificat fédéral de capacité (CFC)		stabilité
Anzahl Lehrverträge Eidgenössisches Berufsattest (EBA) in der beruflichen Grundbildung	1'743	steigend
Nombre de contrats d'apprentissage dans la formation professionnelle initiale sanctionnée par une attestation fédérale de formation professionnelle (AFP)		augmentation
Anzahl Studierende Höhere Fachschulen	4'601	konstant
Nombre d'étudiant-e-s dans les écoles supérieures		stabilité
Anzahl subventionierte Kursstunden Weiterbildung	52'083	konstant
Nombre d'heures de cours subventionnées dans la formation continue		stabilité
Anzahl Lernende an Gymnasien	6'418	konstant
Nombre d'élèves dans les gymnases		stabilité
Anzahl Lernende an Fachmittelschulen	796	konstant
Nombre d'élèves dans les écoles de culture générale		stabilité
Anzahl Beratungen bei der Berufs-, Studien- und Laufbahnberatung	13'101	konstant
Nombre de consultations de l'orientation professionnelle et personnelle		stabilité

9.7.4 Hochschulbildung

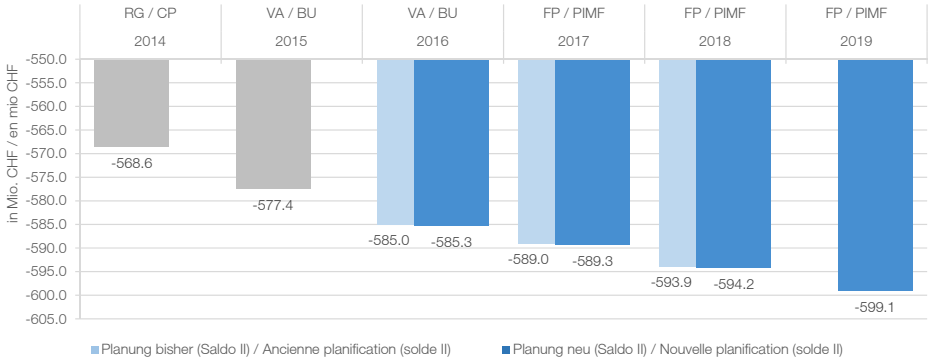


Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)

Beschreibung

Die Hochschulbildung ist eine gemeinsame Aufgabe von Bund und Kantonen. Der Kanton Bern ist Träger von drei Hochschulen und Teilhaber an zwei Hochschulen in Raum Bern-Jura-Neuenburg. Die Steuerung und Finanzierung der Berner Hochschulen erfolgt über je einen vierjährigen Leistungsauftrag und einen darauf basierenden jährlichen Staatsbeitrag. Das Amt für Hochschulen der Erziehungsdirektion erarbeitet die Entscheidungs- und Rechtsgrundlagen für den Hochschulbereich. Zu seinen Kernaufgaben gehören die Steuerung der Hochschulen mittels Leistungsauftrag und Controlling, die Steuerung von HE-Arc und HEP-BEJUNE mittels Mitarbeit in den Steuerungsgremien, die Aufsicht über die Hochschulen und die Erarbeitung von hochschulpolitischen Konzepten. Ebenso zentral sind die Unterstützung des Erziehungsdirektors in hochschulpolitischen Belangen und in den hochschulpolitischen Organen auf nationaler Ebene sowie die Beratung und Information der Lehrenden und Studierenden der Hochschulen des Kantons Bern.

9.7.4 Enseignement supérieur



Description

L'enseignement supérieur est une tâche commune de la Confédération et des cantons. Le canton de Berne endosse la responsabilité de trois hautes écoles et est associé à deux hautes écoles situées dans l'espace BEJUNE. Le pilotage et le financement des hautes écoles bernoises s'effectuent via des mandats de prestations de quatre ans et des subventions cantonales annuelles fixées sur la base de ces derniers. L'Office de l'enseignement supérieur de la Direction de l'instruction publique élabore les bases légales et décisionnelles pour le domaine de l'enseignement supérieur. Ses tâches principales sont le pilotage des hautes écoles au moyen de mandats de prestations et d'un controlling, le pilotage de la HE-Arc et de la HEP-BEJUNE grâce à la collaboration au sein des comités de pilotage correspondants, la surveillance des hautes écoles et l'élaboration de stratégies en matière de politique de l'enseignement supérieur. Font également partie de ses tâches essentielles le soutien au Directeur de l'instruction publique dans les questions politiques relevant de l'enseignement supérieur et dans les organes nationaux chargés du pilotage du domaine des hautes écoles, de même que le conseil et l'information aux enseignants et enseignantes ainsi qu'aux étudiants et étudiantes des hautes écoles du canton de Berne.

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	Finanzplan Plan financier 2018	Finanzplan Plan financier 2019	CHF
(+) Erlöse	25'959	2'131	2'148	2'170	2'182	2'209	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	3'398'055	3'625'762	3'504'836	3'541'562	3'564'230	3'608'937	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	80'810	317'058	701'180	701'156	701'135	701'108	(-) Coûts matériels
(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	66'981	0	69'869	69'869	69'869	69'869	(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**-3'519'887**	**-3'940'689**	**-4'273'737**	**-4'310'417**	**-4'333'052**	**-4'377'706**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	0	0	**0**	0	0	0	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	565'062'579	573'481'000	**581'006'000**	585'006'000	589'836'000	594'706'000	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	634	0	**0**	0	0	0	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**-568'581'832**	**-577'421'689**	**-585'279'737**	**-589'316'417**	**-594'169'052**	**-599'083'706**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(+) Abgrenzungen	-	-	69'869	69'869	69'869	69'869	(+) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**-585'209'868**	**-589'246'548**	**-594'099'183**	**-599'013'837**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	Finanzplan Plan financier 2018	Finanzplan Plan financier 2019	CHF Solde I des produits
Universitäre Bildung	-613'076	-1'716'950	-1'775'154	-1'790'953	-1'802'326	-1'821'972	Formation universitaire
Fachhochschulbildung	-739'583	-1'143'209	-1'310'153	-1'321'133	-1'326'615	-1'339'401	Formation en haute école spécialisée
Lehrerinnen- und Lehrerbildung	-809'206	-1'080'530	-1'188'429	-1'198'331	-1'204'112	-1'216'332	Formation du corps enseignant
Beratungsstelle Berner Hochschulen	-1'358'022	0	0	0	0	0	Service de conseil des hautes écoles bernoises

Kommentar:

Commentaire:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Modifications par rapport à la planification précédente

Eine konstante Finanzierungsentwicklung ist im Bereich Hochschulbildung das Hauptziel der Erziehungsdirektion. Dadurch erhalten die Hochschulen Planungssicherheit. Zudem wird durch ein konstantes Beitragswachstum auch der Entwicklung der Hochschulen Rechnung getragen.

Gegenüber dem Voranschlag 2015 konnten die Planwerte für die gebundenen Ausgaben für die Beiträge gemäss der Interkantonalen Universitätsvereinbarung (IUV) und der Interkantonalen Fachhochschulvereinbarung (FHV) erhöht und damit den aktuellen Gegebenheiten angepasst werden.

Im Gegenzug wurde der Planwert für den Beitrag an die interkantonale französischsprachige Hochschule Arc gesenkt. Durch die Sparanstrengungen in allen Trägerkantonen (Bern, Jura und Neuenburg), werden die Beiträge, welche der Kanton Bern in diesem Bereich leisten muss, voraussichtlich in den nächsten Jahren stagnieren, wenn nicht sogar leicht sinken.

La Direction de l'instruction publique a pour principal objectif d'offrir un cadre financier stable aux hautes écoles de sorte à leur donner une plus grande sécurité en termes de planification. Parallèlement, une augmentation constante de la subvention qui leur est versée permet de soutenir leur développement.

Le montant des dépenses liées correspondant aux contributions versées dans le cadre de l'Accord intercantonal universitaire (AIU) et de l'Accord intercantonal sur les hautes écoles spécialisées (AHES) a été augmenté par rapport au budget 2015 afin de mieux répondre à la situation actuelle.

Dans le même temps, le montant de la subvention à la Haute école Arc a été revu à la baisse dans le budget 2016. Grâce aux efforts d'économies réalisés par les trois cantons responsables (Berne, Jura et Neuchâtel), ce montant devrait rester stable pour le canton de Berne durant les prochaines années, voire légèrement diminuer.

Entwicklungsschwerpunkte

Die räumliche Situation ist für die PH Bern seit dem Bezug des vonRoll-Areals stark verbessert. Auch die Universität profitiert sehr vom neuen Campus vonRoll sowie vom Hinzugewinn des Gebäudes Hochschulstrasse 6 (ehemals Hauptsitz SBB) für Büros und die Bibliothekswissenschaften. Erhebliche Raumprobleme bestehen weiterhin für die Laborwissenschaften infolge der starken Entwicklung der Forschung und der möglichen Folgen eines geplanten Ausbaus des Hauptbahnhofs für das dortige Gebäude der Exakten Wissenschaften. Eine Potenzialanalyse der Standorte der Laborwissenschaften läuft.

Für die BFH wird die Raumsituation auch in den kommenden Jahren noch schwierig bleiben. Erst mittelfristig wird der Campus Biel/Bienne für eine positive Veränderung sorgen. Zudem wird das Projekt Standortkonzentration Bern/Burgdorf durch die Erziehungsdirektion mit grosser Priorität behandelt.

Die Studierendenzahlen sind an allen drei Hochschulen in den letzten Jahren kontinuierlich gestiegen. Gemäss den Szenarien des Bundesamts für Statistik dürften die Studierendenzahlen in den nächsten Jahren auf diesem Niveau verharren oder leicht weitersteigen. Entsprechend bleibt die Belastung der Infrastrukturen, aber auch die Nachfrage nach Beratungen und Informationen vonseiten der Studierenden der Berner Hochschulen weiterhin hoch.

Chancen und Risiken

Alle drei Berner Hochschulen (Universität, BFH und PH Bern) haben im Jahr 2014 ein positives Ergebnis erzielt. Nebst der Eliminierung ihres noch negativen Eigenkapitals im Bereich Grundmittel werden Rückstellungen von Jahresgewinnen für eine Glättung der jährlichen Schwankungen im Ergebnis eingesetzt. So kann die Stabilität bei der Hochschulfinanzierung gefördert werden und ein gewisser Spielraum bei der Realisierung strategisch wichtiger Projekte entstehen.

Infolge der Annahme der sogenannten «Masseneinwanderungsinitiative» ist eine Phase der Unsicherheit über die bilateralen Beziehungen der Schweiz mit der EU entstanden, die sich erheblich auf den Bereich der Hochschulen auswirkt und unter Umständen sowohl qualitative wie finanzielle Folgen haben kann. Da die von der Schweiz gewünschte Assoziierung an das Forschungsförderungsprogramm «Horizon 2020» der EU bisher nicht erfolgen konnte, drohen Ausfälle bei Drittmitteleinnahmen aus diesem Förderinstrument, die national höchstens teilweise kompensiert werden können. Indirekt kann der Ausschluss von diesen Programmen sich ebenso wie zusätzliche Hürden bei der Personalrekrutierung in Europa auf die Attraktivität und Leistungsfähigkeit der Berner Hochschulen auswirken.

Priorités de développement

La situation en termes de locaux s'est fortement améliorée pour la PHBern depuis son emménagement sur l'aire vonRoll. L'Université aussi profite largement de ce nouveau campus ainsi que du bâtiment de la Hochschulstrasse 6 (auparavant siège des CFF) qu'elle utilise pour des bureaux et la bibliothéconomie. Des problèmes de locaux subsistent toutefois quant aux laboratoires scientifiques du fait du fort développement de la recherche et des possibles conséquences de l'extension de la gare principale sur le bâtiment des sciences exactes. Une analyse de potentiel est en cours à propos des sites pouvant accueillir des laboratoires.

S'agissant de la BFH, la situation en termes de locaux demeurera difficile dans les années à venir. Ce n'est qu'à moyen terme que le Campus Biel/Bienne apportera une amélioration dans ce domaine. Par ailleurs, priorité est donnée au projet de concentration des sites de la BFH à Berne et à Berthoud mené par la Direction de l'instruction publique.

Les effectifs estudiantins n'ont cessé de progresser dans les trois hautes écoles ces dernières années. D'après les scénarios de l'Office fédéral de la statistique, ils devraient se maintenir à ce niveau dans les années à venir ou connaître une légère progression. La pression sur les infrastructures est donc toujours élevée comme la demande en matière de conseils et d'informations qui émane des étudiants et étudiantes des hautes écoles bernoises.

Chances et risques

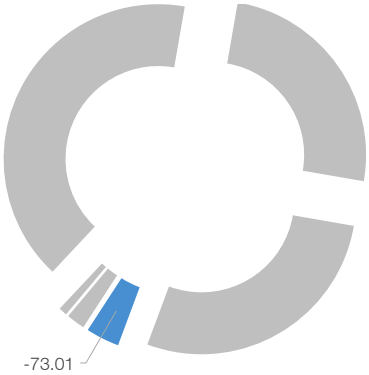
Les trois hautes écoles bernoises ont atteint un résultat positif en 2014. Outre un accroissement de la part de leurs capitaux propres dans les fonds principaux, des provisions ont été constituées à partir du bénéfice annuel afin d'équilibrer les variations annuelles du résultat. Cela permettra d'améliorer la stabilité financière des hautes écoles et leur confèrera une certaine marge de manœuvre pour la réalisation de projets importants sur le plan stratégique.

L'adoption de l'initiative dite initiative sur l'immigration de masse a entraîné une certaine insécurité quant à l'avenir des relations bilatérales de la Suisse avec l'UE. Cela a eu des répercussions importantes dans le domaine des hautes écoles et pourrait aussi avoir des incidences en termes qualitatifs et financiers. La Suisse n'ayant pour l'heure pas été autorisée à s'associer au programme européen de promotion de la recherche Horizon 2020, il est possible que des moyens de tiers normalement acquis dans ce cadre lui soient refusés. Ceux-ci pourraient au mieux être partiellement compensés par des moyens venus de Suisse. L'exclusion de ce programme, comme les nouveaux obstacles posés en matière de recrutement du personnel en Europe, pourraient aussi se répercuter indirectement sur l'attractivité et les résultats des hautes écoles bernoises.

Leistungsinformationen zur Produktgruppe **Informations sur les prestations du groupe de produits**

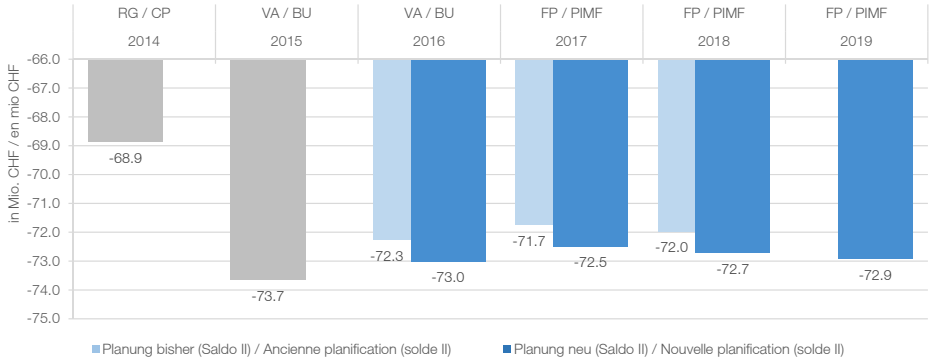
Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat clôture des comptes 2014)	Wert / Valeur	künftige Entwicklung / Evolution attendue
Anzahl Studierende an der Universität Bern	17'428	steigend
Nombre d'étudiant-e-s à l'Université de Berne		augmentation
Anteil Berner Studierende an der Universität Bern (in %)	38.9	steigend
Part des étudiant-e-s bernois-e-s à l'Université de Berne (en %)		augmentation
Anzahl Studierende an der Berner Fachhochschule	6'598	steigend
Nombre d'étudiant-e-s à la Haute école spécialisée bernoise		augmentation
Anteil Berner Studierende an der Berner Fachhochschule (in %)	50.2	konstant
Part des étudiant-e-s bernois-e-s à la Haute école spécialisée bernoise (en %)		stabilité
Anzahl Studierende an der Pädagogischen Hochschule Bern (inkl. Institut Vorschulstufe und Primarstufe NMS)	2'466	konstant
Nombre d'étudiant-e-s à la Haute école pédagogique germanophone (PHBern) (y c. Institut Vorschulstufe und Primarstufe NMS)		stabilité
Anteil Berner Studierende an der Pädagogischen Hochschule Bern (in %)	64.0	konstant
Part des étudiant-e-s bernois-e-s à la Haute école pédagogique germanophone (PHBern) (en %)		stabilité
Anzahl Berner Studierende an der Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO)	655	sinkend
Nombre d'étudiant-e-s bernois-e-s à la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO)		diminution
Anzahl Berner Studierende an der Haute Ecole Pédagogique – Berne, Jura, Neuchâtel (HEP-BEJUNE)	197	konstant
Nombre d'étudiant-e-s bernois--es à la Haute école pédagogique – Berne, Jura, Neuchâtel (HEP-BEJUNE)		stabilité

9.7.5 Kultur



Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)

9.7.5 Culture



Beschreibung

Die Produktgruppe Kultur ist zuständig sowohl für die Förderung als auch für die Pflege der Kultur im Kanton Bern. Das Ziel der Kulturpflege ist die Bewahrung, Überlieferung und Vermittlung von kulturellen Werten.

Description

Le groupe de produits Culture est chargé de promouvoir les activités culturelles dans le canton de Berne et de veiller à la sauvegarde de son patrimoine. Son objectif est de conserver, transmettre et communiquer des valeurs culturelles.

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF
(+) Erlöse	2'449'758	1'819'470	1'655'800	2'138'668	1'743'532	1'016'600	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	17'654'837	17'868'360	18'248'848	18'397'323	18'359'946	17'785'661	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	3'576'922	3'663'890	3'708'380	3'935'879	3'816'379	3'846'379	(-) Coûts matériels
(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	184'798	136'179	139'630	135'693	135'779	143'777	(-) Intérêts et amortissements prévisionnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**-18'966'799**	**-19'848'960**	**-20'441'058**	**-20'330'227**	**-20'568'572**	**-20'759'217**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	0	0	0	0	0	0	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	49'918'172	53'803'000	52'568'000	52'158'000	52'152'000	52'152'000	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	8'320	0	0	0	0	0	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**-68'876'651**	**-73'651'960**	**-73'009'058**	**-72'488'227**	**-72'720'572**	**-72'911'217**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(+) Abgrenzungen	-	-	1'641'239	1'097'968	983'748	889'138	(+) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**-71'367'819**	**-71'390'259**	**-71'736'825**	**-72'022'079**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF Solde I des produits
Kulturförderung	-2'285'367	-2'971'757	-3'349'073	-3'472'532	-3'509'085	-3'981'206	Encouragement des activités culturelles
Denkmalpflege	-6'605'669	-6'929'208	-6'990'485	-7'073'475	-7'156'128	-7'216'292	Protection du patrimoine
Archäologie	-10'075'764	-9'947'995	-10'101'500	-9'784'221	-9'903'360	-9'561'719	Archéologie

Kommentar:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Der Voranschlag 2016 für die Produktgruppe Kultur weist gegenüber dem Voranschlag 2015 einen um knapp CHF 0,6 Millionen höheren Saldo I aus.

Die Finanzierung der Denkmalpflegebeiträge ausschliesslich aus Lotteriemitteln war auf vier Jahre befristet. Ab dem Jahr 2016 sind in den Staatsmitteln (Investitionsrechnung) wiederum Beiträge im Umfang von CHF 2,5 Millionen reserviert, was zu einer entsprechenden Erhöhung der Staatsbeiträge führt.

Entwicklungsschwerpunkte

Kulturförderung: Die Umsetzung der kantonalen Kulturförderungsverordnung (KKFV) erfolgt bis zum 1. Januar 2017. Die Leistungsverträge der von mehreren Partnern finanzierten Kulturinstitutionen von mindestens regionaler Bedeutung in den Regionen Thun-Oberland West, Oberland Ost, Emmental und Oberaargau werden ausgehandelt und verabschiedet. Die Überarbeitung der Kulturstrategie aus dem Jahr 2009 wird an die Hand genommen. Die Sanierung des Stadttheaters Bern mit einer achtmonatigen Bauphase im Sommerhalbjahr 2016 wird mit einer provisorischen Spielstätte überbrückt. Die Federführung liegt bei der Stadt Bern.

Denkmalpflege: Der Grosse Rat hat zur Kulturpflegestrategie des Regierungsrats diverse Planungserklärungen verabschiedet. Zentraler Punkt dieser Planungserklärungen ist die geforderte Überarbeitung und Reduktion des kantonalen Bauinventars nnerhalb von fünf Jahren. Die Erziehungsdirektion hat dazu ein Direktionsprojekt gestartet. Diese Projektarbeiten werden die Denkmalpflege in den nächsten Jahren stark fordern und belasten.

Archäologie: Die meisten archäologischen Untersuchungen sind durch die allgemeine Bautätigkeit verursacht. Der Archäologische Dienst muss also auf nur schwer plan- und steuerbare Faktoren reagieren und seine Flexibilität bewahren, damit er nicht als Bauverzögerer oder -verhinderer wahrgenommen wird.

Chancen und Risiken

Kulturförderung: Sofern der Grosse Rat der Realisierung des Projekts ARS (réseau Arts de la scène) zustimmt, wird die Bühnenkünste-Szene im französischsprachigen Raum des Kantons Bern gestärkt (Chance).

Archäologie: Mehrere in Planung befindliche Bauprojekte können grössere archäologische Untersuchungen zur Folge haben, deren Kosten nicht im Aufgaben- und Finanzplan enthalten sind (Risiko).

Commentaire:

Modifications par rapport à la planification précédente

Le solde I du budget 2016 est de CHF 0,6 million supérieur à celui du budget 2015 pour le groupe de produits Culture.

Le financement des subventions du Service des monuments historiques (SMH) uniquement par les recettes de loterie était limité à quatre ans. A partir de 2016, un montant de CHF 2,5 millions est réservé sur les fonds publics (compte des investissements) au titre des subventions, ce qui se traduira par une hausse analogue sur le poste des subventions cantonales.

Priorités de développement

Encouragement des activités culturelles: La mise en œuvre de l'ordonnance cantonale sur l'encouragement des activités culturelles (OEAC) est échelonnée jusqu'au 1er janvier 2017. Les contrats de prestations portant sur le financement conjoint des institutions culturelles d'importance au moins régionale sont en cours de négociation et d'approbation dans les régions de Thoune-Oberland occidental, de l'Oberland oriental, de l'Emmental et de la Haute-Argovie. La révision de la Stratégie culturelle du canton de Berne, qui date de 2009, a été engagée. La rénovation du Théâtre municipal de Berne, qui s'étendra sur huit mois en 2016, s'accompagnera de la mise à disposition d'une scène provisoire. Ce projet est supervisé par la Ville de Berne.

Monuments historiques: Le Grand Conseil a adopté différentes déclarations de planification relatives à la Stratégie de protection du patrimoine du Conseil-exécutif. Ces déclarations concernent principalement la révision de l'inventaire du canton de Berne et la réduction du nombre de bâtiments y figurant dans les cinq années à venir. La Direction de l'instruction publique a d'ores et déjà lancé un projet en ce sens. Les travaux y afférents représenteront une lourde charge pour le SMH ces prochaines années.

Archéologie: La plupart des fouilles archéologiques sont déclenchées par les nouveaux chantiers de construction. Le Service archéologique se doit d'être réactif alors même que les éléments sont difficilement planifiables et maîtrisables et de conserver sa flexibilité s'il ne veut pas être perçu comme une entité qui retarde voire empêche les projets de construction.

Chances et risques

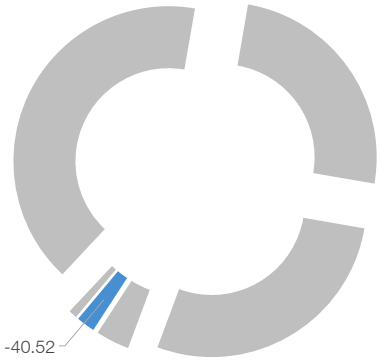
Encouragement des activités culturelles: Pour autant que le Grand Conseil approuve la réalisation du projet ARS (réseau Arts de la scène), la scène culturelle francophone bernoise s'en trouvera renforcée (chance).

Archéologie: Plusieurs projets de construction à l'étude pourraient nécessiter bon nombre de fouilles dont les coûts n'ont pas été inscrits au plan intégré mission-financement (risque).

Leistungsinformationen zur Produktgruppe **Informations sur les prestations du groupe de produits**

Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat clôture des comptes 2014)	**Wert / Valeur**	**künftige Entwicklung / Evolution attendue**
Anzahl bearbeiteter Projektgesuche Kulturförderung pro Jahr	1'313	steigend
Nombre de demandes de financement traitées chaque année pour des projets visant à l'encouragement des activités culturelles		augmentation
Anzahl Kulturinstitutionen von regionaler oder nationaler Bedeutung mit einem Leistungsvertrag	31	steigend
Nombre d'institutions culturelles d'importance régionale ou nationale ayant conclu un contrat de prestations		augmentation
Anzahl publizierte Baugesuche im Kanton Bern	6'987	konstant
Nombre de demandes de permis de construire publiées dans le canton de Berne		stabilité
Anteil Baugesuche in archäologischen Perimetern (in %)	4.0	konstant
Part des demandes de permis de construire dans les périmètres archéologiques (en %)		stabilité
Anzahl Rettungsgrabungen des Archäologischen Dienstes	118	konstant
Nombre de fouilles de sauvetage réalisées par le Service archéologique		stabilité
Anzahl der von der Denkmalpflege betreuten Bauvorhaben und Bauten	3'424	steigend
Nombre de projets de construction et nombre de constructions suivis par le Service des monuments historiques		augmentation
Anteil der Beitragsgeschäfte bei den denkmalpflegerisch betreuten Bauvorhaben (in %)	14.4	konstant
Part des dossiers portant sur des subventions traités par le Service des monuments historiques (en %)		stabilité
Summe der ausbezahlten Subventionen Kanton für Denkmalpflegeobjekte (inkl. Lotteriefonds)	10'743'628	konstant
Somme des subventions versées par le canton pour des objets protégés (y c. Fonds de loterie)		stabilité

9.7.6 Zentrale Dienstleistungen



Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)

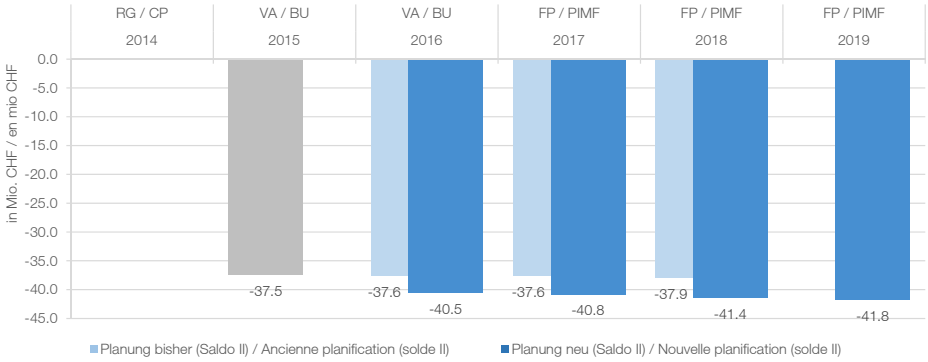
Beschreibung

Die zentralen Dienstleistungen beinhalten die internen Dienstleistungen und die Ausbildungsbeiträge. Die internen Dienstleistungen umfassen:

- die Verfügung der Gehaltseinstufungen sowie Gehaltsauszahlungen an alle Lehrkräfte an den Volksschulen und Schulen der Sekundarstufe II
- die operative Umsetzung der Lastenverteilung der Lehrergehälter zwischen Kanton und den Gemeinden
- das operative Finanz- und Rechnungswesen der Erziehungsdirektion (mit Ausnahme des MBA)
- den Betrieb und die Weiterentwicklung der Informatikstruktur der ERZ
- die Leistungen des Hausdienstes, Kurierdienstes sowie des Empfangs und der Telefonzentrale am Hauptstandort der ERZ an der Sulgeneckstrasse 70 in Bern

Die Ausbildungsbeiträge umfassen die Vergabe von Stipendien und Darlehen an Auszubildende im Kanton Bern.

9.7.6 Services centralisés



Description

Le groupe de produits Services centralisés comporte les produits Prestations internes et Subsides de formation. Les prestations internes incluent:

- les décisions de classement ainsi que le versement des traitements à tous les enseignants et enseignantes des établissements de la scolarité obligatoire et du degré secondaire II
- la mise en œuvre, sur le plan opérationnel, de la répartition entre le canton et les communes des charges liées aux traitements du corps enseignant
- les opérations financières et comptables de l'INS (à l'exception de l'OSP)
- l'exploitation et le développement de la structure informatique de l'INS
- les services de conciergerie et de courrier ainsi que la réception et la centrale téléphonique sur le site principal de l'INS à la Sulgeneckstrasse 70 à Berne

Le produit Subsides de formation a pour objet l'octroi de bourses et de prêts aux personnes en formation du canton de Berne.

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF
(+) Erlöse	0	0	0	0	0	0	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	0	9'105'070	9'361'326	9'431'438	9'553'352	9'689'444	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	0	4'818'692	4'792'434	4'752'434	5'084'435	5'417'434	(-) Coûts matériels
(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	0	913'549	744'914	984'945	1'158'933	1'055'212	(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**0**	**-14'837'312**	**-14'898'675**	**-15'168'818**	**-15'796'720**	**-16'162'090**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	0	3'830'000	**3'830'000**	3'830'000	3'830'000	3'830'000	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	0	26'454'400	**29'454'400**	29'454'400	29'454'400	29'454'400	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	0	0	**0**	0	0	0	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**0**	**-37'461'712**	**-40'523'075**	**-40'793'218**	**-41'421'120**	**-41'786'490**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(-) Abgrenzungen	-	-	298'144	274'511	264'030	264'362	(-) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**-40'821'219**	**-41'067'729**	**-41'685'150**	**-42'050'852**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF Solde I des produits
Interne Dienstleistungen	0	-13'816'891	-13'820'757	-14'085'042	-14'702'307	-15'049'688	Prestations internes de service
Ausbildungsbeiträge	0	-1'020'420	-1'077'918	-1'083'775	-1'094'413	-1'112'402	Subsides de formation

Kommentar:

Commentaire:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Im Produkt Interne Dienstleistungen wird für das Voranschlagsjahr 2016 gegenüber der letztjährigen Planung ein leichter Mehraufwand ausgewiesen. Die Erhöhung von rund 4,5 und 2,5 Prozent in den Planjahren 2018 und 2019 ist im Wesentlichen auf die Realisierung und Einführung des Programms «Digitale Geschäftsverwaltung und Archivierung» (DGA) zurückzuführen. Ansonsten bleiben der Voranschlag 2016 und der Finanzplan 2017–2019 konstant.

Im Produkt Ausbildungsbeiträge muss im Voranschlagsjahr 2016 und in den Finanzplanjahren 2017–2019 mit einem Mehraufwand von rund CHF 3,0 Millionen gerechnet werden (Saldo II), weil die Anpassungen der Normkosten an die Teuerung, welche mit der Revision der Verordnung über die Ausbildungsbeiträge (ABV) per 1. August 2012 in Kraft getreten ist, die durchschnittliche Höhe der Stipendienbeiträge erhöht und den Kreis der Berechtigten leicht erweitert hat. Der Mehraufwand konnte nicht wie erwartet durch einen Rückgang der Gesuche kompensiert werden.

Modifications par rapport à la planification précédente

S'agissant du produit Prestations internes de service, des charges légèrement plus élevées que celles calculées dans la planification réalisée l'année passée se profilent pour l'exercice budgétaire 2016. L'augmentation d'environ 4,5 pour cent en 2018 et de près de 2,5 pour cent en 2019 est principalement due à la réalisation et à l'introduction du programme de gestion des affaires et d'archivage électroniques (GAE). Mis à part cela, le budget 2016 et le plan financier 2017–2019 restent constants.

En ce qui concerne le produit Subsides de formation, il faut prévoir des charges supplémentaires d'environ CHF 3,0 millions pour l'exercice budgétaire 2016 et le plan financier 2017–2019 (solde II) car l'adaptation des coûts normatifs au renchérissement, laquelle est entrée en vigueur au 1er août 2012 dans le cadre de la révision de l'ordonnance sur l'octroi de subsides de formation (OSF), a entraîné une augmentation du montant moyen des subsides et légèrement agrandi le cercle des personnes y ayant droit. Les charges supplémentaires n'ont pas pu être compensées par un recul des demandes, comme escompté à l'origine.

Entwicklungsschwerpunkte

Im Voranschlag 2016 und in den Finanzplanjahren 2017–2019 werden insbesondere die folgenden Projekte realisiert: die Harmonisierung der kantonalen Telefonie (HarmTel) sowie die Realisierung und Einführung des Programms «Digitale Geschäftsverwaltung und Archivierung» (DGA).

Priorités de développement

Les projets ci-après, en particulier, seront réalisés durant l'exercice budgétaire 2016 et les exercices 2017 à 2019: harmonisation de la téléphonie cantonale (HarmTel) ainsi que réalisation et introduction du programme de gestion des affaires et d'archivage électroniques (GAE).

Chancen und Risiken

Per 1. August 2017 ist eine Revision der Verordnung über die Ausbildungsbeiträge (ABV) geplant. Die geforderte Harmonisierung der Stipendien mit der Sozialhilfe wird das Produkt «Ausbildungsbeiträge» ab 2017 beeinflussen.

Chances et risques

Une révision de l'ordonnance sur l'octroi de subsides de formation (OSF) est prévue au 1er août 2017. L'harmonisation des régimes de bourses d'études et de l'aide sociale aura des répercussions sur le produit Subsides de formation dès 2017.

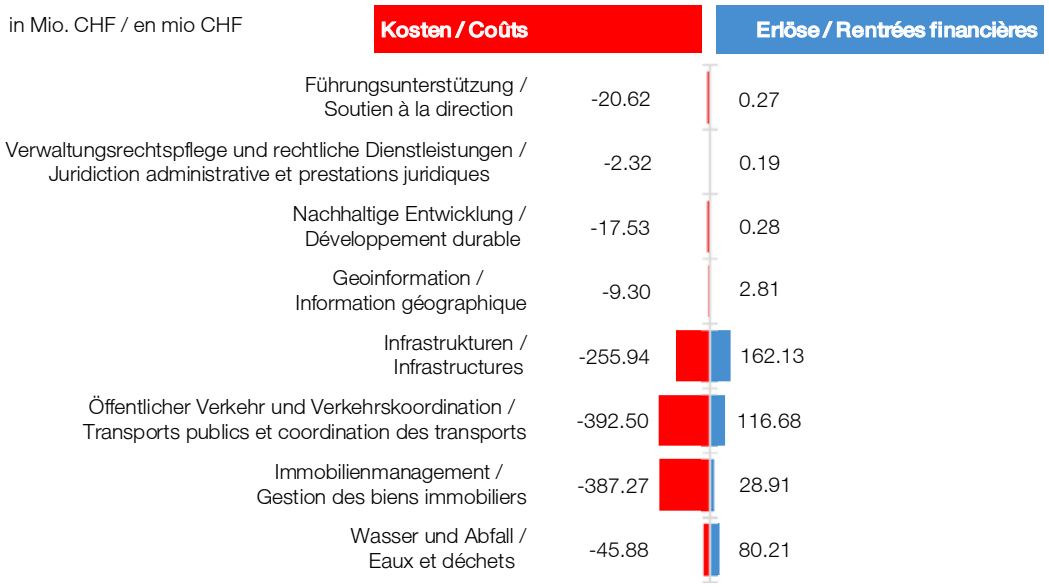
Leistungsinformationen zur Produktgruppe

Informations sur les prestations du groupe de produits

Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat clôture des comptes 2014)	**Wert / Valeur**	**künftige Entwicklung / Evolution attendue**
Bearbeitete Stipendiengesuche	7'064	konstant
Demandes de subsides traitées		stabilité
Anteil der bewilligten Stipendiengesuche (in %)	60	konstant
Part des demandes de subsides acceptées (en %)		stabilité
Anzahl Lohnempfänger / Lehrkräfte (entschädigte Lehrpersonen inkl. Stellvertretungen)	16'302	konstant
Nombre d'enseignant-e-s rétribués (y c. remplaçant-e-s)		stabilité
Anzahl Arbeitsplätze, die von der IT-ERZ betreut werden	2'171	steigend
Nombre de postes de travail gérés par le service IT INS		augmentation

10 Bau-, Verkehrs- und Energiedirektion (BVE)

10.1 Übersicht der Kosten und Erlöse nach Produktgruppen (VA 2016, Saldo II)



10.2 Produktgruppensaldi II (Betriebsbuchhaltung)

in Millionen CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	en millions CHF
Führungsunterstützung	-18.7	-20.0	-20.4	-20.6	-21.5	-22.5	Soutien à la direction
Verwaltungsrechtspflege und rechtliche Dienstleistungen	-1.9	-2.1	-2.1	-2.2	-2.2	-2.2	Juridiction administrative et prestations juridiques
Nachhaltige Entwicklung	-15.0	-15.3	-17.3	-17.3	-17.3	-17.3	Développement durable
Vermessung und Geoinformation (gültig bis 31.12.2014)	-3.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	Mensuration officielle et informations géographiques (valable jusqu'au 31.12.2014)
Geoinformation	0.0	-6.9	-6.5	-7.0	-7.2	-7.3	Information géographique
Kantonsstrassen (KS, gültig bis 31.12.2014)	-55.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	Routes cantonales (RC, valable jusqu au 31.12.2014)
Nationalstrassen (NS, gültig bis 31.12.2014)	3.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	Routes nationales (RN, valable jusqu au 31.12.2014)
Hochwasserschutz (HWS, gültig bis 31.12.2014)	-22.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	Protection contre les crues (valable jusqu au 31.12.2014)
Spezialprodukte (SP, gültig bis 31.12.2014)	-4.7	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	Produits spéciaux (valable jusqu au 31.12.2014)
Infrastrukturen	0.0	-88.2	-93.8	-100.9	-110.8	-120.0	Infrastructures
Infrastruktur und Rollmaterial öffentlicher Verkehr (gültig bis 31.12.2014)	-46.8	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	Infrastructure et matériel roulant des transports (valable jusqu'au 31.12.2014)
Öffentlicher Verkehr und Verkehrskoordination	0.0	-289.5	-275.8	-275.2	-309.2	-329.1	Transports publics et coordination des transports
Verkehrsangebot öffentlicher Verkehr (gültig bis 31.12.2014)	-196.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	Offre de transports publics (valable jusqu'au 31.12.2014)
Betrieb der Liegenschaften (gültig bis 31.12.2014)	-326.5	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	Exploitation des immeubles(valable jusqu'au 31.12.2014)
Immobilienmanagement	0.0	-357.2	-358.4	-368.3	-377.3	-382.7	Gestion des biens immobiliers
Entwicklung des Liegenschaftsbestandes (gültig bis 31.12.2014)	0.7	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	Evolution du parc immobilier (valable jusqu'au 31.12.2014)
Wasser und Abfall	38.5	34.3	34.3	34.7	34.3	34.2	Eaux et déchets
Total	**-648.4**	**-744.9**	**-739.9**	**-756.8**	**-811.2**	**-846.9**	**Total**

10 Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie (TTE)

10.1 Aperçu des coûts et des rentrées financières par groupe de produits (budget 2016, solde II)

10.2 Soldes II des groupes de produits (comptabilité analytique d'exploitation)

10.3 Entwicklungsschwerpunkte der Direktion

Der Entwicklungsschwerpunkt bei der Bau-, Verkehrs- und Energiedirektion liegt als Infrastrukturdirektion des Kantons naturgemäss bei den Investitionen. Die Direktion steht dabei jeweils vor der Herausforderung, die grossen Investitionsbedürfnisse mit den verfügbaren Finanzierungsmitteln in Einklang zu bringen. In der aktuellen Planung wurde der gesamtstaatliche Plafond auf ein Niveau von CHF 470 Mio. gekürzt. Unter Berücksichtigung dieser Kürzung betragen die Investitionsmittel der BVE im Voranschlagsjahr 2016 und in den Finanzplanjahren 2017–2019 zwischen CHF 360 Mio. bis CHF 373 Mio. Die bisherigen Projekte wurden aufgrund ihres Fortschritts präzisiert, was gegenüber dem Vorjahr geringfügige Anpassungen auf der Termin-achse und bei den Beträgen zur Folge hatte. Neue Geschäfte wurden bezüglich Wichtigkeit und Dringlichkeit priorisiert und in Abstimmung mit den verfügbaren Mitteln terminiert. Der Sachplanüberhang beträgt in der Planperiode durchschnittlich 18,5 Prozent, was aufgrund der Erfahrungswerte aus früheren Planungsrunden zweckmässig erscheint.

Folgende laufende Grossprojekte sind in den Planungen enthalten:

- Hochwasserschutzprojekte: Beim Hochwasserschutz liegt ein wichtiger Schwerpunkt bei der Aare, für die der Kanton nach Inkrafttreten des revidierten Wasserbaugesetzes seit Anfang 2015 wasserbaupflichtig ist. Im Projekt «aarewasser» ist die Genehmigung des kantonalen Wasserbauplans das Ziel. Daneben sind Projekte in Meiringen, Belp, Kehrsatz, Köniz, Muri b. Bern im Bau oder in Planung. Auch bei den wasserbaupflichtigen Gemeinden und Schwellenkorporationen in Innertkirchen, Worb, Wichtrach, Langnau i. E., im Gürbetal, an der Emme und an der alten Aare sind wichtige Projekte in Planung oder im Bau.

- Grossprojekte im Strassenbau: Bypass Thun-Nord, Verkehrssanierung Worb, A16 Court–Loveresse und A5 Ostast 2016/2017. Weiterführung der Planungen bei den Projekten Verkehrssanierung Aarwangen–Langenthal Nord, Verkehrssanierung Burgdorf–Oberburg–Hasle sowie des A5 Westastes in Biel.

- Investitionsgrossprojekte im öffentlichen Verkehr: Ausbau Bahnhof Bern (neuer RBS-Bahnhof und Publikumsanlagen SBB), Entflechtung Wylerfeld.

10.3 Priorités de développement de la Direction

En tant que Direction en charge des infrastructures, la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie (TTE) situe naturellement ses priorités de développement au niveau des investissements. La TTE est en cela systématiquement placée devant le défi d'accorder les importants besoins d'investissement avec les moyens de financement disponibles. Dans la planification actuelle, le plafond général des investissements du canton a été réduit à un niveau total de CHF 470 millions. Compte tenu de cette réduction, les moyens d'investissement de la TTE se situent, pour l'exercice budgétaire 2016 et les plans de financement 2017–2019, entre CHF 360 millions et CHF 373 millions. Les projets actuels ont été précisés sur la base de leur état d'avancement, ce qui a entraîné de légères adaptations de délais et de montants par rapport à l'année précédente. Pour les nouveaux projets, des priorités ont été fixées en fonction de leur importance et de leur degré d'urgence, et les calendriers ont été déterminés en accord avec les moyens disponibles. L'excédent de plans sectoriels s'élève pour la période de planification à 18,5 pour cent en moyenne, ce qui paraît approprié sur la base des planifications précédentes.

Les grands projets suivants sont planifiés:

- Projets de protection contre les crues: S'agissant de la protection contre les crues, l'Aar – pour laquelle le canton est assujetti à l'aménagement des eaux depuis l'entrée en vigueur de la loi révisée sur l'aménagement des eaux début 2015 – est l'une des principales priorités. En ce qui concerne le projet «aarewasser», l'objectif est l'approbation du plan cantonal d'aménagement des eaux. Des projets sont en outre en cours de réalisation ou de planification à Meiringen, Belp, Kehrsatz, Köniz et Muri b. Bern. D'importants projets sont également en planification ou en voie de réalisation pour les communes chargées de l'aménagement des eaux et pour les corporations de digues à Innertkirchen, Worb, Wichtrach, Langnau i. E., dans le Gürbetal, sur l'Emme et sur l'ancienne Aar.

- Grands projets en matière de construction de routes: contournement de Thoune par le nord, réaménagement du réseau routier de Worb, A16 Court–Loveresse et branche est de l'A5 en 2016/2017. Poursuite des planifications pour les projets de réaménagement du réseau routier Aarwangen–Langenthal Nord et Berthoud–Oberburg–Hasle, ainsi que pour la branche ouest de l'A5 à Bienne.

- Grands projets d'investissements dans les transports publics: réaménagement de la gare de Berne (nouvelle gare RBS et installations publiques CFF), désenchevêtrement du Wylerfeld.

- Grossprojekte im Hochbau: (P: Projektierung, R: Realisierung): Biel, BFH Campus Neubau (P) – Biel, Gymnasium Strandboden, Gesamtsanierung (R) – Interlaken, Gymnasium, Instandsetzung (R) – Münchenbuchsee, Sprachheilschulen, Neubauten (R) – Bern, Uni Insel Nord, klinische Forschung (R) – Biel, Regionalgefängnis, Ersatzneubau (P) – St. Johannsen, Anstalten, Massnahmenplanung (P) – Thorberg, Anstalten Haus A, Instandsetzung (P) – Loveresse, Werkhof Tiefbauamt, Neubau (R).

- Grands projets dans le secteur du bâtiment: (E: étude, R: réalisation): Bienne, construction du campus HESB (E) – Bienne, Gymnase des Prés-de-la-Rive, rénovation totale (R) – Interlaken, Gymnase, réfection (R) – Münchenbuchsee, Centre pédagogique de logopédie et d'entraînement auditif, nouvelles constructions (R) – Berne, Université Insel nord, recherche clinique (R) – Bienne, prison régionale, construction d'un bâtiment de remplacement (E) – Etablissements de St-Jean, plan de mesures (E) – Thorberg, établissement pénitentiaire, bâtiment A, réfection (E) – Loveresse, Centre d'entretien de l'Office des ponts et chaussées, nouvelle construction (R).

10.4 Laufende Rechnung

10.4 Compte de fonctionnement

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Laufende Rechnung							**Compte de fonctionnement**
Aufwand	**898'407'277**	**936'561'087**	**966'298'717**	**981'667'876**	**1'020'113'048**	**1'049'056'099**	**Charges**
Veränderung		*4.24%*	*3.17%*	*1.59%*	*3.91%*	*2.83%*	*Modification*
Ertrag	**432'159'259**	**510'335'036**	**450'561'652**	**443'058'490**	**447'430'531**	**446'524'494**	**Revenus**
Veränderung		*18.08%*	*–11.71%*	*–1.66%*	*0.98%*	*–0.20%*	*Modification*
Saldo	**–466'248'017**	**–426'226'051**	**–515'737'065**	**–538'609'386**	**–572'682'517**	**–602'531'605**	**Solde**
Veränderung		*–8.58%*	*21.00%*	*4.43%*	*6.32%*	*5.21%*	*Modification*
Aufwand							**Charges**
30 Personalaufwand	106'654'033	110'549'800	110'736'720	112'045'725	113'171'908	114'139'327	30 Charges de personnel
31 Sachaufwand	148'703'349	177'674'104	173'178'016	178'190'971	182'422'481	181'926'370	31 Biens, services et marchandises
32 Passivzinsen	9'871'860	9'613'462	9'556'617	9'530'513	9'268'846	8'990'699	32 Intérêts passifs
33 Abschreibungen	311'216'865	310'357'921	296'965'430	300'589'012	303'419'254	313'469'144	33 Amortissements
36 Eigene Beiträge	299'417'495	313'189'000	359'867'000	365'340'720	395'860'624	414'560'624	36 Subventions accordées
37 Durchlaufende Beiträge	2'397'378	3'700'000	3'700'000	3'700'000	3'700'000	3'700'000	37 Subventions redistribuées
38 Einlagen in Spezialfinanzierungen / Abschluss Besondere Rechnungen	6'916'530	0	219'000	219'000	219'000	219'000	38 Attributions aux financements spéciaux / clôture comptes spéciaux
39 Interne Verrechnungen	13'229'764	11'476'800	12'075'934	12'051'935	12'050'935	12'050'935	39 Imputations internes
Ertrag							**Revenus**
41 Regalien und Konzessionen	4'048'219	5'030'000	5'180'000	5'180'000	5'180'000	5'180'000	41 Régales, concessions
42 Vermögenserträge	37'127'978	66'239'093	26'080'152	20'379'221	17'904'295	21'493'800	42 Revenus des biens
43 Entgelte	111'534'784	107'348'785	106'930'960	107'258'328	107'227'395	107'227'453	43 Contributions
44 Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung	62'854'156	66'528'558	67'529'941	68'529'941	70'029'941	70'029'941	44 Parts à des recettes et contributions sans affectation
45 Rückerstattungen von Gemeinwesen	5'447'813	4'700'500	4'500'500	4'500'500	4'500'500	4'500'500	45 Remboursement de collectivités publiques
46 Beiträge für eigene Rechnung	164'414'775	168'808'700	184'945'700	188'802'600	199'770'500	206'024'900	46 Subventions acquises
47 Durchlaufende Beiträge	2'397'378	3'700'000	3'700'000	3'700'000	3'700'000	3'700'000	47 Subventions à redistribuer
48 Entnahmen aus Spezialfinanzierungen / Aschluss Besondere Rechnungen	30'722'787	36'584'000	29'956'499	16'933'000	8'573'000	10'003'000	48 Prélèvements sur les financements spéciaux / Clôture des comptes spéciaux
49 Interne Verrechnungen	13'611'365	51'395'400	21'737'900	27'774'900	30'544'900	18'364'900	49 Imputations internes

Entwicklung der Laufenden Rechnung

Der Saldo der Laufenden Rechnung erhöht sich im Voranschlag 2016 gegenüber dem Vorjahr um rund CHF 90,0 Millionen. Mindererträge (CHF 59,7 Mio.) und Mehraufwände (CHF 29,7 Mio.) führen zu diesem Ergebnis. Die Mindererträge resultieren wesentlich aus den geänderten Vermögenserträgen (CHF 40,2 Mio.). Die Vermögenserträge gehen im VA 2016 zurück und nehmen in den Finanzplanjahren weiter ab. Es handelt sich um Erträge aus Liegenschaftsverkäufen, die nur schwer prognostizierbar sind und bei einzelnen grossen Verkaufsgeschäften zu entsprechenden Abweichungen im Saldo der Laufenden Rechnung führen.

Evolution du compte de fonctionnement

Le solde du compte de fonctionnement croît au budget 2016 d'environ CHF 90,0 millions par rapport à l'année précédente. Des baisses de revenus (CHF 59,7 mio) et des charges plus importantes (CHF 29,7 mio) en sont la cause. Les baisses de revenus sont essentiellement dues aux modifications des revenus de la fortune (CHF 40,2 mio). Les revenus de la fortune diminuent au budget 2016 et sont également en baisse dans les plans de financement pour les années suivantes. Il s'agit de revenus de ventes immobilières qui sont difficilement prévisibles; certaines ventes particulièrement importantes conduisent à des écarts correspondants dans le solde du compte de fonctionnement.

10.5 Investitionsrechnung

10.5 Compte des investissements

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Investitionsrechnung							**Compte des investissements**
Ausgaben	**755'091'269**	**819'054'162**	**720'043'775**	**616'291'949**	**573'678'820**	**589'903'312**	**Dépenses**
Veränderung		*8.47%*	*–12.08%*	*–14.40%*	*–6.91%*	*2.82%*	*Modification*
Einnahmen	**373'014'914**	**404'534'162**	**342'539'775**	**233'827'949**	**187'214'820**	**199'429'312**	**Recettes**
Veränderung		*8.44%*	*–15.32%*	*–31.73%*	*–19.93%*	*6.52%*	*Modification*
Saldo	**–382'076'354**	**–414'520'000**	**–377'504'000**	**–382'464'000**	**–386'464'000**	**–390'474'000**	**Solde**
Veränderung		*8.49%*	*–8.92%*	*1.31%*	*1.04%*	*1.03%*	*Modification*
Ausgaben							**Dépenses**
50 Sachgüter	566'539'756	598'542'582	551'614'212	465'815'150	401'791'698	401'461'587	50 Investissements propres
56 Eigene Beiträge	145'427'089	203'311'580	137'629'563	119'676'799	141'087'122	157'641'725	56 Subventions accordées
57 Durchlaufende Beiträge	43'124'423	17'200'000	30'800'000	30'800'000	30'800'000	30'800'000	57 Subventions redistribuées
Einnahmen							**Recettes**
60 Abgang von Sachgütern	1'372'044	100'000	100'000	100'000	100'000	100'000	60 Transferts au patrimoine financier
62 Rückzahlung von Darlehen und Beteiligungen	19'267'138	10'100'000	9'700'000	9'100'000	7'800'000	7'700'000	62 Remboursement de prêts et de participations
63 Rückerstattung für Sachgüter	33'479'918	31'068'242	23'698'155	9'708'593	7'236'804	9'347'755	63 Facturations à des tiers
64 Rückzahlung von eigenen Beiträgen	4'004'796	10'040'000	9'500'000	9'500'000	9'500'000	9'500'000	64 Remboursement de subventions accordées
66 Beiträge für eigene Rechnung	271'766'594	336'025'920	268'741'620	174'619'356	131'778'016	141'981'557	66 Subventions acquises
67 Durchlaufende Beiträge	43'124'423	17'200'000	30'800'000	30'800'000	30'800'000	30'800'000	67 Subventions à redistribuer

Entwicklung der Investitionsrechnung

Der Saldo der Investitionsrechnung sinkt im Voranschlag 2016 gegenüber dem Vorjahr um rund CHF 37,0 Millionen. Ab 2016 wird die Finanzierung der regionalen Bahninfrastruktur (gemäss Abstimmung FABI) vollständig durch den Bund sichergestellt. Die Kantone beteiligen sich neu mit einem Pauschalbeitrag in den BIF an der Bahninfrastrukturfinanzierung. Dies führt zu einer Entlastung in der Investitionsrechnung und bei den Abschreibungen. Im Gegenzug belastet der Pauschalbeitrag die Laufende Rechnung (Sachgruppe Eigene Beiträge steigt im VA 2016 um 14,9%).

Evolution du compte des investissements

Le solde du compte des investissements diminue au budget 2016 d'environ CHF 37,0 millions par rapport à l'année précédente. Dès 2016, la Confédération financera l'intégralité de l'infrastructure ferroviaire régionale (conformément à la votation sur le FAIF). Les cantons contribueront désormais au financement de l'infrastructure ferroviaire en versant une subvention forfaitaire dans le FIF. Ceci entraîne un allégement du compte des investissements et des amortissements. La subvention forfaitaire représente par contre une charge supplémentaire au compte de fonctionnement (le groupe de matières Subventions accordées augmente de 14,9% dans le budget 2016).

10.6 Entwicklung der Vollzeitstellen der BVE

10.6 Evolution du nombre de postes à plein temps de la TTE

2009	2010	2011	2012	2013	2014
812.2	820.0	816.7	821.8	802.0	786.1

Kommentar

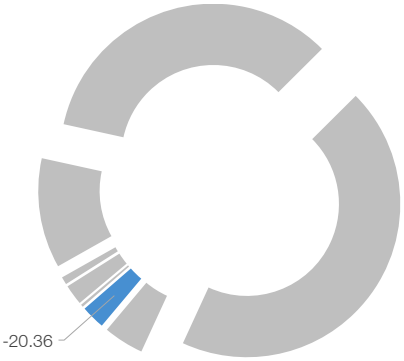
In den Jahren 2009–2012 schwankt der Personalbestand relativ ausgeglichen zwischen 812,2 und 821,7 Vollzeitstellen. Diese Schwankungen ergeben sich aufgrund von Vakanzen im Rahmen der üblichen Fluktuation. Im 2013 sank der Stellenbestand auf 802,0 Vollzeitstellen. Einerseits weil aufgrund einer Reorganisation im Amt für Grundstücke und Gebäude (AGG) viele Stellen bewusst vakant blieben, bis die neue Organisation für 2014 definiert war. Andererseits weil im Tiefbauamt (TBA) Ingenieurstellen oft nur sehr schwierig und meistens nicht nahtlos besetzt werden können. Im 2014 zeigen sich die Auswirkungen der ASP-Massnahmen, in deren Rahmen die BVE im AGG und im TBA insgesamt bis Ende 2015 25 Vollzeitstellen abbauen muss.

Commentaire

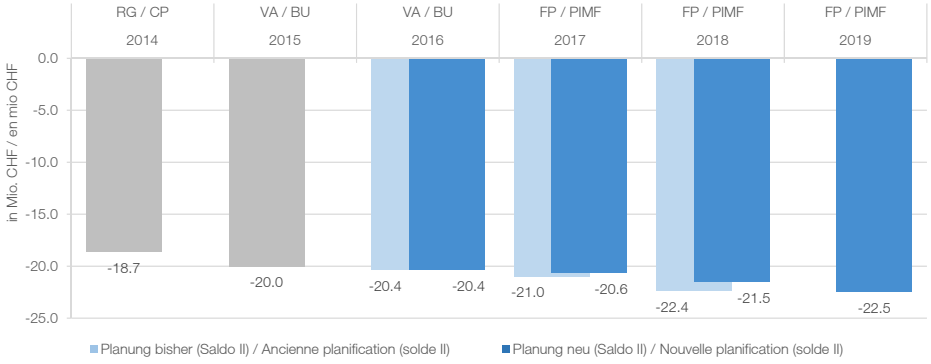
De 2009 à 2012, les effectifs ont oscillé de manière relativement équilibrée entre 812,2 et 821,7 équivalents plein temps. Ces oscillations sont dues à des postes vacants dans le cadre de la fluctuation usuelle. En 2013, les effectifs sont descendus à 802,0 équivalents plein temps, d'une part parce que du fait d'une réorganisation au sein de l'Office des immeubles et des constructions (OIC), de nombreuses places ont été laissées intentionnellement vacantes jusqu'à ce que la nouvelle organisation pour 2014 soit définie, et, d'autre part, parce qu'il est souvent difficile de repourvoir immédiatement les postes d'ingénieur au sein de l'Office des ponts et chaussées (OPC). Les effets des mesures de l'EOS, dans le cadre desquelles la TTE doit supprimer au total 25 équivalents plein temps au sein de l'OIC et de l'OPC d'ici à fin 2015, sont déjà apparents en 2014.

10.7 Produktgruppen
10.7.1 Führungsunterstützung

10.7 Groupes de produits
10.7.1 Soutien à la direction



Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)



Beschreibung

Das Generalsekretariat ist Drehscheibe für alle politischen und direktionsinternen Angelegenheiten und sorgt für einen reibungslosen Ablauf aller Geschäfte zwischen Regierung, Parlament und Ämtern. Ein Stab berät und unterstützt die Direktionsleitung in politischen Fragestellungen und der Direktionsführung. Im Bereich der Ressourcen sorgt das Generalsekretariat mit den Bereichen Personal, Informatik, Übersetzung, Finanz- und Rechnungswesen und den zentralen Hausdiensten für eine effiziente und effektive Leistungsunterstützung durch Vorgaben von Standards für alle Ämter und der operativen Leistungserbringung im Auftrag der Ämter.

Description

Le Secrétariat général est la plaque tournante pour toutes les affaires politiques ainsi que celles internes à la Direction. De plus, il assure le bon déroulement des affaires entre le gouvernement, le parlement et les offices. L'Etat-major soutient et conseille l'équipe dirigeante en ce qui concerne les questions politiques et la gestion de la Direction. Dans le domaine des ressources, le Secrétariat général garantit un soutien efficace, grâce aux services du personnel, de traduction et d'informatique, à la comptabilité, à la section des finances et aux services centraux internes; cela se fait par la prescription de normes à tous les Offices et par les prestations fournies sur mandat de ces derniers.

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF
(+) Erlöse	117'676	91'500	15'000	15'000	15'000	15'000	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	9'120'336	9'964'629	9'745'591	9'845'632	9'952'974	10'039'599	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	6'882'353	8'415'212	8'211'000	8'211'000	8'211'000	8'211'000	(-) Coûts matériels
(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	2'812'805	2'133'127	2'443'301	2'613'623	3'377'504	4'293'363	(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**-18'697'818**	**-20'421'468**	**-20'384'892**	**-20'655'255**	**-21'526'478**	**-22'528'962**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	255'876	590'000	**250'000**	250'000	250'000	250'000	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	220'860	188'000	**225'000**	225'000	225'000	225'000	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	3'871	1'287	**2'000**	2'000	2'000	2'000	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**-18'658'931**	**-20'018'181**	**-20'357'892**	**-20'628'255**	**-21'499'478**	**-22'501'962**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(+) Abgrenzungen	-	-	296'418	301'682	285'255	227'858	(+) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**-20'061'474**	**-20'326'573**	**-21'214'223**	**-22'274'104**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	Finanzplan Plan financier 2018	Finanzplan Plan financier 2019	CHF Solde I des produits
Führungsunterstützung	-5'199'209	-5'864'384	-5'410'816	-5'454'311	-5'772'066	-5'650'603	Soutien à la direction
Dienstleistungen Ämter	-13'498'609	-14'557'084	-14'974'076	-15'200'944	-15'754'412	-16'878'359	Prestations aux offices

Kommentar:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Gegenüber dem Voranschlagsjahr 2015 weist der Saldo I im Voranschlagsjahr 2016 unveränderte Werte aus. Leicht höhere kalkulatorische Kosten können mit leicht tieferen Sachkosten (Dienstleistungen Dritte) und Personalkosten kompensiert werden.

Entwicklungsschwerpunkte

Das Generalsekretariat wird auch im nächsten Voranschlagsjahr für die Führungsunterstützung der Direktorin und der Ämter, für die Kommunikation sowie für die Erbringung der zentralen Dienstleistungen (Personal, Informatik, Finanzen) zuständig sein. Eine zentrale Aufgabe des GS im Informatik- und Organisationsbereich ist die planmässige Einführung der Liegenschaftsrechnung, wie vom Grossen Rat beschlossen.

Chancen und Risiken

Mit dem Einsatz von modernen ICT-Instrumenten und Applikationen können die Voraussetzungen geschaffen werden für weitere Effizienzsteigerungen (z.B. bei der Verwaltung der Liegenschaften). Im Personalbereich ist die Nachfolgeplanung von technischen Fachkräften angesichts der Knappheit bei den sogenannten MINT-Berufen eine grosse Herausforderung.

Commentaire:

Modifications par rapport à la planification précédente

Par rapport à l'exercice budgétaire 2015, les mêmes valeurs sont prévues pour le solde I en 2016. Des coûts standard légèrement plus élevés peuvent être compensés par des charges un peu moins importantes dans le poste des biens, services et marchandises (prestations de tiers) et dans les coûts de personnel.

Priorités de développement

Dans le prochain exercice budgétaire, le Secrétariat général restera compétent pour le soutien à la directrice et aux offices, pour la communication ainsi que pour les prestations de services centrales (personnel, informatique, finances). L'introduction conformément au calendrier du compte immobilier décidée par le Grand Conseil est l'une des tâches centrales du SG au niveau de l'informatique et de l'organisation

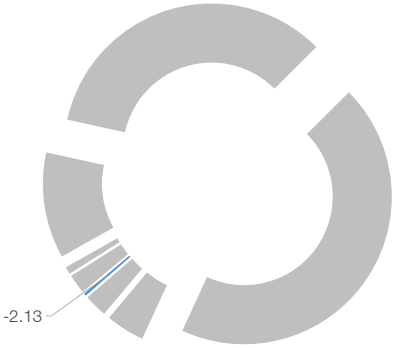
Chances et risques

Le recours à des instruments et applications TIC modernes permet d'améliorer encore l'efficacité (p. ex. pour la gestion des immeubles). Dans le domaine des ressources humaines, la planification de la relève, en particulier des techniciens spécialisés, constitue un défi de taille en raison du faible nombre de spécialistes MINT.

Leistungsinformationen zur Produktgruppe **Informations sur les prestations du groupe de produits**

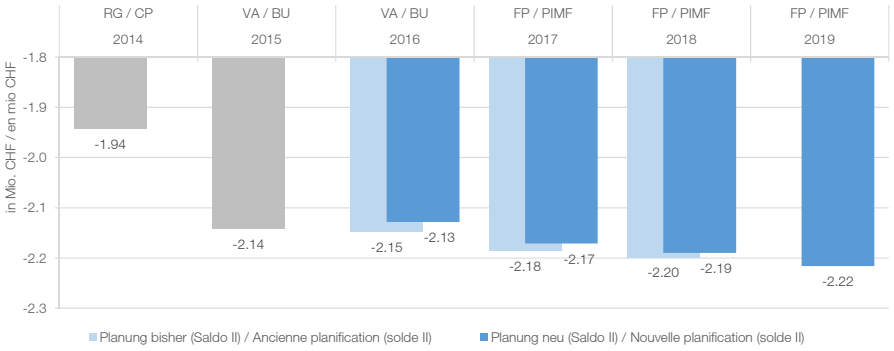
Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat clôture des comptes 2014)	**Wert / Valeur**	**künftige Entwicklung / Evolution attendue**
Anzahl der traktandierten Regierungsratsgeschäfte (Einzel-, Block-, Standard-, Informations- und Aussprachegeschäfte)	189	konstant
Nombre d'affaires du Conseil-exécutif inscrites à l'ordre du jour (affaires individuelles, affaires traitées en bloc, affaires standard, informations et affaires à discuter)		stabilité
Anzahl der traktandierten Grossratsgeschäfte (ohne parlamentarische Vorstösse)	20	konstant
Nombre d'affaires du Grand Conseil inscrites à l'ordre du jour (sans les interventions parlementaires)		stabilité
Anzahl der traktandierten politischen parlamentarischen Vorstösse (Motionen, Finanzmotionen, Postulate, Interpellationen)	45	konstant
Nombre d'interventions parlementaires politiques inscrites à l'ordre du jour (motions, motions financières, postulats et interpellations)		stabilité
Anzahl der abgegebenen Mitberichte an eine andere Direktion oder an die Staatskanzlei	135	konstant
Nombre de corapports remis à une autre Direction ou à la Chancellerie d'Etat		stabilité

10.7.2 Verwaltungsrechtspflege und rechtliche Dienstleistungen



Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)

10.7.2 Juridiction administrative et prestations juridiques



Beschreibung

Das Rechtsamt behandelt Baubeschwerden und Beschwerden gegen Verfügungen der Ämter der BVE. Es bereitet die Entscheide zuhanden der Direktorin vor. Das Rechtsamt unterstützt die Direktionsleitung und die Ämter bei der Gesetzgebung und berät sie in rechtlichen Fragen.

Description

L'Office juridique traite les recours en matière de construction et les recours contre des décisions prises par les offices de la TTE. Il prépare les décisions à l'attention de la directrice. L'Office juridique soutient la Direction et les offices lors de l'élaboration des bases légales et dispense des conseils en matière de problèmes d'ordre juridique.

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF
(+) Erlöse	229'852	190'100	191'000	191'000	191'000	191'000	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	2'150'037	2'227'996	2'208'963	2'252'063	2'270'949	2'296'946	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	24'312	104'829	110'794	110'564	110'564	110'564	(-) Coûts matériels
(+) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	1'519	0	0	0	0	0	(+) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**-1'942'977**	**-2'142'725**	**-2'128'757**	**-2'171'627**	**-2'190'513**	**-2'216'510**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	0	0	**0**	0	0	0	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	0	0	**0**	0	0	0	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	993	500	**500**	500	500	500	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**-1'941'985**	**-2'142'225**	**-2'128'257**	**-2'171'127**	**-2'190'013**	**-2'216'010**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(+)/(-) Abgrenzungen	-	-	0	0	0	0	(+)/(-) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**-2'128'257**	**-2'171'127**	**-2'190'013**	**-2'216'010**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF Solde I des produits
Verwaltungsinterne Verwaltungsrechtspflege	-1'709'035	-1'788'611	-1'874'675	-1'921'815	-1'929'618	-1'952'749	Juridiction administrative à l'intérieur de l'admi
Rechtliche Dienstleistungen	-233'943	-354'114	-254'082	-249'812	-260'895	-263'761	Prestations juridiques

Kommentar:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Die finanziellen Veränderungen sind hauptsächlich auf das vorgegebene Lohnsummenwachstum zurückzuführen. Die Planwerte für die Sachkosten verlaufen im Rahmen der Vorjahre.

Entwicklungsschwerpunkte

Die Komplexität der Beschwerdefälle, die Ansprüche der Verfahrensbeteiligten und die Anforderungen der oberen Instanzen nehmen stetig zu. Das Rechtsamt sorgt für möglichst kurze Verfahrensdauer bei Baubeschwerden und räumt wirtschaftlich bedeutenden Vorhaben Priorität ein. Das Rechtsamt wendet die Richtlinien des Kantons Bern zur NEF-Rechtsetzung bei der Gesetzgebung konsequent an. Schwerpunkte werden die Gesetzgebungsarbeiten im Bereich Abfall und Energie bilden.

Chancen und Risiken

In der Produktgruppe bestehen keine finanziellen Chancen oder Risiken.

Commentaire:

Modifications par rapport à la planification précédente

Les modifications sur le plan financier sont dues essentiellement à l'augmentation de la masse salariale prescrite. Les valeurs planifiées pour les frais du poste des biens, services et marchandises sont comparables à celles des années précédentes.

Priorités de développement

La complexité des recours, les exigences des acteurs impliqués dans les procédures et celles des instances supérieures ne cessent de croître. L'Office juridique veille à réduire autant que possible la durée des procédures lors de recours en matière de construction et il donne la priorité aux projets importants sur le plan économique. Dans le cadre des procédures législatives, l'office met en œuvre de manière systématique les directives du canton en matière de législation NOG. La priorité sera accordée aux travaux législatifs dans le domaine des déchets et de l'énergie.

Chances et risques

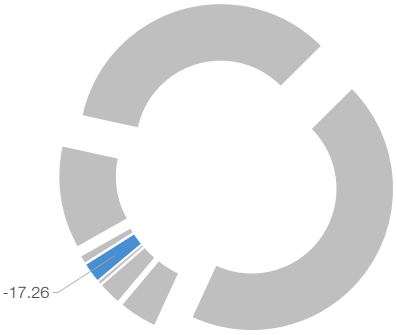
Ce groupe de produits ne présente pas de chances ni de risques sur le plan financier.

Leistungsinformationen zur Produktgruppe

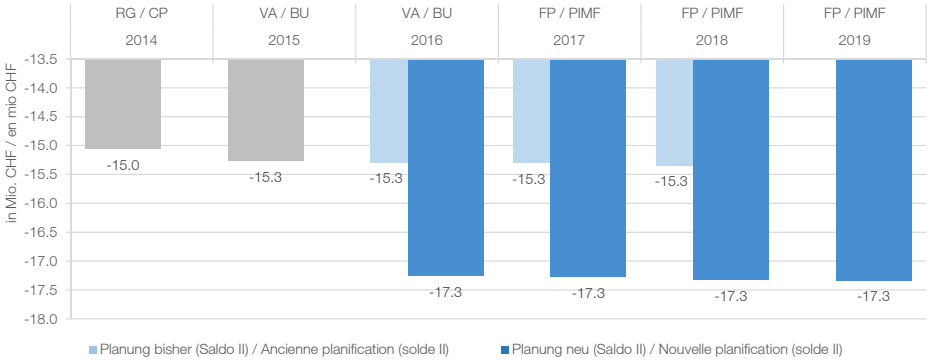
Informations sur les prestations du groupe de produits

Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat clôture des comptes 2014)	**Wert / Valeur**	**künftige Entwicklung / Evolution attendue**
Anzahl der eingereichten Beschwerden	260	konstant
Nombre de recours déposés		stabilité
Anzahl erledigter Beschwerden	387	konstant
Nombre de recours réglés		stabilité
Anzahl erledigter Gesetzgebungsprojekte	11	konstant
Nombre de projets législatifs réglés		stabilité

10.7.3 Nachhaltige Entwicklung



Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)



Beschreibung

Das Amt für Umweltkoordination und Energie (AUE) fördert die Nachhaltige Entwicklung, indem es:

- als Kompetenzzentrum für Nachhaltige Entwicklung Grundlagen, Wissen und Methoden verfügbar macht.
- die Integration der Anliegen der Nachhaltigen Entwicklung in das staatliche Handeln fördert.
- als Stabsstelle der dezentralen Umweltfachverwaltung die verschiedenen Umweltbereiche zu einer Gesamtsicht Umwelt verknüpft.
- als kantonale Energiefachstelle die Ressourcen schonende und effiziente Energienutzung sowie die einheimischen, erneuerbaren Energieträger fördert und die Energiegesetzgebung im Gebäudebereich vollzieht.
- als Leitbehörde bei den Plangenehmigungsverfahren für Elektrizitätsanlagen und Rohrleitungen die entsprechenden Bewilligungen erteilt und Stellungnahmen abgibt.
- die kantonalen Aufgaben gemäss eidgenössischem Stromversorgungsgesetz wahrnimmt.

10.7.3 Développement durable

Description

L'Office de la coordination environnementale et de l'énergie (OCEE) veille à la promotion du développement durable par les moyens suivants:

- en tant que centre de compétences pour le développement durable, il met à disposition des études de base, des connaissances et des méthodes
- il fait la promotion du développement durable pour qu'il soit intégré dans la politique du canton
- en vue d'arriver à une vision environnementale globale, il fait le lien, en tant qu'Etat-major des services décentralisés en matière d'environnement, entre les différents domaines de l'environnement
- en tant que service cantonal de l'énergie, il fait la promotion des énergies ménageant les ressources et efficientes, il soutient les sources d'énergie indigènes et renouvelables et il applique la législation sur l'énergie dans le domaine des bâtiments
- en tant qu'autorité directrice, il octroie les autorisations et prend position lors des procédures d'approbation des plans concernant des installations électriques et des conduites.
- il accomplit les tâches cantonales selon la loi fédérale sur l'approvisionnement en électricité.

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	Finanzplan Plan financier 2018	Finanzplan Plan financier 2019	CHF
(+) Erlöse	224'836	229'885	275'000	275'000	275'000	275'000	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	2'134'607	2'135'754	2'119'586	2'140'274	2'185'887	2'195'519	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	361'130	956'999	798'000	798'000	798'000	798'000	(-) Coûts matériels
(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	448	0	0	0	0	0	(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**-2'271'349**	**-2'862'868**	**-2'642'586**	**-2'663'274**	**-2'708'887**	**-2'718'519**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	0	150'000	**0**	0	0	0	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	12'779'562	12'554'000	**14'614'000**	14'614'000	14'614'000	14'614'000	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	1'010	330	**1'000**	1'000	1'000	1'000	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**-15'049'901**	**-15'266'538**	**-17'255'586**	**-17'276'274**	**-17'321'887**	**-17'331'519**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(+) Abgrenzungen	-	-	5'764'078	5'213'370	4'715'276	4'264'773	(+) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**-11'491'508**	**-12'062'904**	**-12'606'611**	**-13'066'746**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	Finanzplan Plan financier 2018	Finanzplan Plan financier 2019	CHF Solde I des produits
Nachhaltige Entwicklung	-821'914	-1'050'015	-833'049	-839'593	-854'023	-857'070	Développement durable
Energie	-1'449'435	-1'812'853	-1'809'537	-1'823'681	-1'854'864	-1'861'449	Energie

Kommentar:

Commentaire:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Im Voranschlagsjahr 2016 erhöht sich der Saldo II gegenüber dem Voranschlagsjahr 2015 um CHF 2,0 Millionen. Infolge Veränderung der Bundesgesetzregelung (CO_2-Gesetz) wird das Nationale Gebäudeprogramm durch eine neue Verteilung der Gelder an die Kantone geregelt. Dadurch erhöhen sich auch die Staatsbeiträge des Kantons für das kantonale Förderprogramm.

Modifications par rapport à la planification précédente

Dans l'exercice budgétaire 2016, le solde II augmente de CHF 2,0 millions par rapport à celui de l'exercice budgétaire 2015. Suite à une modification de la législation fédérale (loi sur le CO_2), le Programme Bâtiments national est soumis à une nouvelle répartition des fonds aux cantons, ce qui débouche également sur une augmentation des subventions versées par le canton dans le cadre du programme cantonal.

Entwicklungsschwerpunkte

Der Regierungsrat hat sich explizit zur Nachhaltigen Entwicklung (NE) bekannt und sich dem nationalen NE-Verständnis angeschlossen. Weiterhin müssen dazu zahlreiche Herausforderungen bereichsübergreifend gelöst werden (z.B. Klimaschutz, Auswirkungen des Klimawandels und der Adaptionsstrategie des Bundes, neue CO_2-Gesetzgebung). Zentraler Schwerpunkt ist die Umsetzung der Energiestrategie 2006 des Regierungsrates und der entsprechenden Energiegesetzgebung, welche an die neue Musterverordnung der Kantone (MuKEn 2014) angepasst werden muss. Die Dynamik der nationalen Energiestrategie 2050 führt zu Mehraufwendungen im strategisch/koordinativen Bereich und auch bei den UVP- bzw. Bewilligungsverfahren von Energieleitungen und Anlagen.

Priorités de développement

Le Conseil-exécutif s'est prononcé explicitement en faveur du développement durable (DD) et s'est rallié au point de vue de la Confédération en la matière. De nombreux défis restent à relever grâce à une approche globale (protection du climat, effets du réchauffement climatique et de la stratégie d'adaptation de la Confédération, ainsi que nouvelle législation sur le CO_2). L'accent est mis sur la réalisation de la stratégie énergétique 2006 du Conseil-exécutif et l'exécution de la nouvelle législation sur l'énergie qui doit être adaptée au nouveau Modèle de prescriptions énergétiques des cantons (MoPEC 2014). La dynamique de la Stratégie énergétique nationale 2050 entraîne des charges supplémentaires dans les domaines de la stratégie et de la coordination, mais aussi en ce qui concerne les EIE ou les procédures d'autorisation des conduites et des installations pour l'énergie.

Chancen und Risiken

Die Umsetzung der Energiestrategie des Kantons Bern führt zu wirtschaftlichen und ökologischen Vorteilen: Die Zunahme an erneuerbaren Energien und Massnahmen zur Verbesserung der Energieeffizienz reduzieren die Energieabhängigkeit vom Ausland, leisten einen Beitrag zum Klimaschutz und schaffen Arbeitsplätze und Wertschöpfung im Kanton Bern. Die Umsetzung der Strategie ist stark von der Weiterentwicklung der Energiestrategie 2050 auf Bundesebene abhängig.

Chances et risques

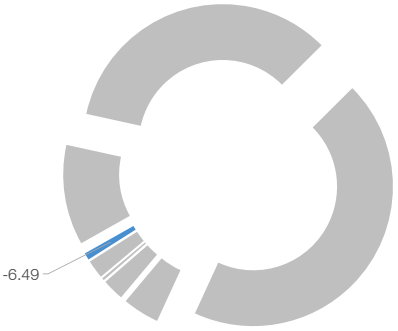
La mise en œuvre de la stratégie énergétique du canton de Berne a des avantages, tant sur le plan économique et qu'écologique: le recours accru aux énergies renouvelables et le nombre croissant de mesures d'amélioration de l'efficacité énergétique réduisent la dépendance vis-à-vis de l'étranger, contribuent à la protection du climat et créent des emplois et de la valeur dans le canton de Berne. Sa réalisation dépend fortement de l'évolution de la stratégie énergétique 2050 de la Confédération.

Leistungsinformationen zur Produktgruppe

Informations sur les prestations du groupe de produits

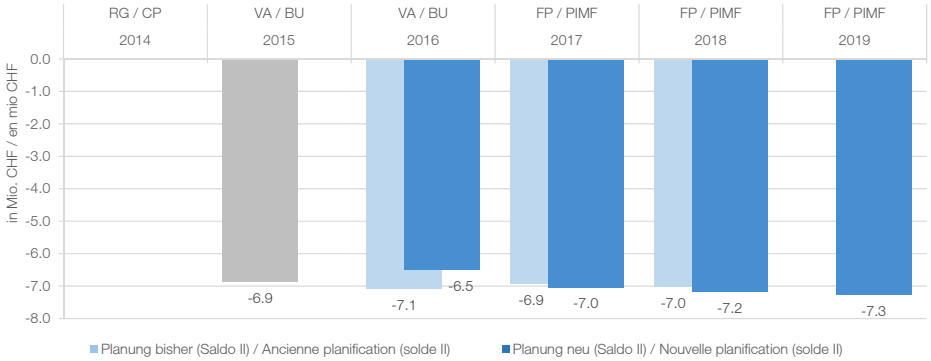
Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat clôture des comptes 2014)	Wert / Valeur	künftige Entwicklung / Evolution attendue
Anzahl Bewilligungsverfahren (Umweltverträglichkeitsprüfungen, Gas- und Stromleitungen und Ausnahmegesuche Gebäude)	175	konstant
Nombre de procédures d'autorisation (études d'impact sur l'environnement, conduites pour le gaz et l'électricité et demandes de dérogation bâtiments)		stabilité
Anzahl Informationsveranstaltungen und Kurse im Bereich Nachhaltige Entwicklung und Energie	20	konstant
Nombre de séances d'information et de cours dans le domaine du développement durable et de l'énergie		stabilité
Anzahl bewilligte Fördergesuche für erneuerbare Energie und Effizienz	2'180	konstant
Nombre de demandes de subventions en faveur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique approuvées		stabilité
Anzahl neue Gemeinden mit Prozess Nachhaltige Entwicklung oder Berner Energieabkommen (BEakom)	6	konstant
Nombre de nouvelles communes à avoir entamé une démarche en matière de développement durable ou à avoir conclu une Convention bernoise sur l'énergie (BEakom)		stabilité
Anzahl abgegebener Stellungnahmen zu Richt- und Nutzungsplanverfahren	70	konstant
Nombre de prises de position rendues par rapport à des procédures de plan directeur et de plan d'affectation		stabilité

10.7.4 Geoinformation



Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)

10.7.4 Information géographique



Beschreibung

Die Veränderungen in unserer Gesellschaft hin zur Informations- und Wissensgesellschaft schreiten unaufhaltsam fort. In diesem Umfeld nimmt auch die politische und wirtschaftliche Bedeutung von Geodaten und Geoinformationen stark zu. Geodaten sind raumbezogene Daten, welche die Gegebenheiten eines Landes beschreiben. Sie bilden die Basis für Planungen, Massnahmen und Entscheidungen aller Art, in der Verwaltung genauso wie in der Politik, der Wirtschaft und Wissenschaft oder im Privatbereich. Ihr enormes Potenzial – in volkswirtschaftlicher wie in politischer Hinsicht – macht Geoinformationen zu einem Wirtschaftsgut ersten Ranges. Mit der Einführung des eidgenössischen Geoinformationsgesetzes (GeoIG, SR 510.62) per 1.7.2008 wurden Grundsätze betreffend Umgang mit Geoinformationen sowie die gesetzlichen Grundlagen für die Landesvermessung, den Kataster der öffentlich-rechtlichen Eigentumsbeschränkungen, die amtliche Vermessung und die Landesgeologie geschaffen. Rund 70 Prozent aller Entscheidungen der öffentlichen Hand haben einen Raumbezug.

Description

Notre société ne cesse d'évoluer vers une société de l'information et du savoir. Dans ce contexte, les géodonnées et les géoinformations revêtent une importance politique et économique croissante. Les géodonnées sont des données à référence spatiale qui décrivent les caractéristiques d'un pays. Elles servent de base à tous types de planifications ainsi que de mesures et de décisions, qu'elles soient d'ordre administratif, politique, économique ou scientifique, ou encore privé. Du fait du potentiel économique et politique considérables qu'elles recèlent, les géoinformations constituent un bien économique de premier rang. La loi fédérale sur la géoinformation (LGéo, RS 510.62), entrée en vigueur le 1er juillet 2008, a instauré des principes fondamentaux concernant la gestion des géoinformations, ainsi que des bases légales pour la mensuration nationale, le cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière, la mensuration officielle et la géologie nationale. Près de 70 pour cent des décisions prises par les pouvoirs publics sont en rapport avec l'organisation du territoire.

Beschreibung

Das Amt für Geoinformation stellt sicher, dass ein umfassendes, bedarfsgerechtes, aktuelles und nach einheitlichen Kriterien strukturiertes Angebot an Geoinformationen allen berechtigten Stellen innerhalb und ausserhalb der kantonalen Verwaltung einfach zugänglich und nutzbar gemacht wird. Es ist für den Betrieb und die Weiterentwicklung der kantonalen Geodateninfrastruktur verantwortlich und erarbeitet kantonale Normen und Vorgaben für die Modellierung, die Erfassung, die Haltung und den Vertrieb von Geodaten. Mit Koordination, Benutzerunterstützung und Beratung wird sichergestellt, dass sich der Bereich Geoinformation entsprechend den Vollzugsaufgaben entwickelt und sich der Nutzen von Geoinformationen voll entfalten kann. Die amtliche Vermessung ist Bestandteil des Eidgenössischen Grundbuches. Im Kanton Bern werden durch das Grundbuch Rechte an Grundstücken mit einem Verkehrswert von insgesamt zirka CHF 250 Milliarden und einer Hypothekenbelastung von zirka CHF 90 Milliarden sichergestellt. Die amtliche Vermessung leistet einen wesentlichen Beitrag zur Rechtssicherheit am Grundeigentum und zu einem freien, geordneten und sicheren Handel mit Grundstücken und damit an die Grundlagen unserer modernen Marktwirtschaft.

Das Amt für Geoinformation steuert die geordnete und zeitgerechte Realisierung der amtlichen Vermessung im Kanton. Eine aktuelle amtliche Vermessung bildet die unverzichtbare Grundlage für die Steuerverwaltung bei der Bemessung von amtlichen Werten für die Grundstücke, für die Deklaration der landwirtschaftlichen Nutzflächen (insgesamt werden jährlich im Kanton Bern über CHF 500 Millionen landwirtschaftliche Direktzahlungen flächenabhängig ausbezahlt) und für die Planung und Dokumentation von Infrastrukturen aller Art.

Das Amt für Geoinformation stellt sicher, dass die Verbundaufgabe «amtliche Vermessung» geordnet, einheitlich und zeitgerecht realisiert wird. Das Amt für Geoinformation erarbeitet kantonale Normen und Vorgaben. Mit Fixpunkten und Hoheitsgrenzen werden die geodätischen Grundlagen für die Arbeiten der amtlichen Vermessung bereitgestellt. Durch systematische Kontrollen werden die Einhaltung der Vorgaben von Bund und Kanton und die Qualität und Vollständigkeit der amtlichen Vermessung sichergestellt.

Description

L'Office de l'information géographique (OIG) propose aux services habilités, qu'ils soient internes ou externes à l'administration cantonale, un accès aisé aux données géographiques cantonales. Ces données sont recueillies selon des critères uniformes pour tout le territoire cantonal et forment une source de renseignements complète et mise à jour régulièrement, répondant ainsi à tous les besoins. En outre, l'OIG est responsable de l'exploitation d'une banque cantonale de données géographiques et développe cette infrastructure; en particulier, il élabore des normes et des directives concernant la modélisation informatique de ces données, leur saisie, leur conservation et leur diffusion. Par ailleurs, il offre des prestations de coordination, de soutien et de conseil aux utilisateurs de ces données. De cette manière, il cherche à développer le domaine de la géoinformation conformément aux tâches d'exécution et à exploiter au mieux le potentiel que représentent ces données si utiles. Dans le canton de Berne, le registre foncier est garant de droits réels sur des parcelles de terrain pour une valeur vénale cumulée de près de CHF 250 milliards et assure des hypothèques pour un montant total d'environ CHF 90 milliards. La mensuration officielle contribue notablement à garantir la sécurité du droit foncier, permettant le développement d'un marché libre des terrains sur une base ordonnée et fiable, et formant ainsi une solide base pour notre économie moderne.

L'OIG est chargé de réaliser la mensuration officielle dans tout le canton en respectant un programme et un échéancier des travaux. Une mensuration officielle constamment mise à jour permet à l'Intendance des impôts de déterminer correctement la valeur officielle des biens-fonds. Elle fonde également la déclaration des surfaces agricoles utiles, sur la base desquelles les agriculteurs reçoivent des paiements directs proportionnels aux surfaces exploitées, d'un montant annuel global de CHF 500 millions pour tout le canton de Berne. Enfin, elle est utile pour l'établissement de cartes, plans et autres documents permettant de représenter et de planifier les infrastructures de toutes sortes.

L'OIG veille à ce que la tâche commune de la mensuration officielle soit réalisée de manière ordonnée, uniforme et dans le respect des délais. Les points fixes et les limites territoriales mis à disposition constituent les bases géodésiques des travaux de la mensuration officielle. Des contrôles systématiques permettent en outre de garantir le respect des prescriptions fédérales et cantonales ainsi que la qualité et l'exhaustivité de la mensuration officielle.

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	Finanzplan Plan financier 2018	Finanzplan Plan financier 2019	CHF
(+) Erlöse	0	2'173'000	1'813'000	1'813'000	1'813'000	1'813'000	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	0	4'358'463	4'339'933	4'397'580	4'458'459	4'497'559	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	0	3'564'585	2'870'461	2'660'361	2'805'361	2'895'361	(-) Coûts matériels
(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	0	18'114	22'257	38'117	59'367	95'930	(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**0**	**-5'768'162**	**-5'419'651**	**-5'283'058**	**-5'510'187**	**-5'675'850**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	0	966'000	**998'000**	315'000	410'000	480'000	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	0	2'070'000	**2'070'000**	2'070'000	2'070'000	2'070'000	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	0	2'141	**2'141**	2'141	2'141	2'141	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**0**	**-6'870'021**	**-6'489'510**	**-7'035'917**	**-7'168'046**	**-7'263'709**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(+) Abgrenzungen	-	-	373	11'098	28'151	61'283	(+) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**-6'489'137**	**-7'024'819**	**-7'139'896**	**-7'202'426**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	Finanzplan Plan financier 2018	Finanzplan Plan financier 2019	CHF Solde I des produits
Geoinformation	0	-5'768'162	-5'419'651	-5'283'058	-5'510'187	-5'675'850	Information géographique

Kommentar:

Commentaire:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Die Schwerpunkte in mehreren Projekten haben sich zeitlich verschoben. Die Saldi I und II verändern sich dadurch gegenüber dem Voranschlag 2015 marginal.

Modifications par rapport à la planification précédente

Pour plusieurs projets, les priorités ont été reportées. Les soldes I et II connaissent ainsi une légère modification par rapport au budget 2015.

Entwicklungsschwerpunkte

Mit dem Abschluss einer neuen Programmvereinbarung für die Bereiche amtliche Vermessung und ÖREB-Kataster werden die Schwerpunkte festgelegt sowie die finanzielle Beteiligung des Bundes für die nächsten Jahre geregelt. Ziel sind die Erhöhung der Flächendeckung in der amtlichen Vermessung, die flächendeckende Einführung des ÖREB-Katasters im Kanton Bern sowie der Abschluss des Bezugsrahmenwechsels von der Landesvermessung 1903 in die Landesvermessung 1995. Ein wesentlicher Schwerpunkt bei der Umsetzung des neuen kantonalen Geoinformationsgesetzes bildet die Einführung des neu zu schaffenden Leitungskatasters, welche vom Amt für Geoinformation zu koordinieren ist.

Priorités de développement

Avec la conclusion d'une nouvelle convention-programme dans les domaines de la mensuration officielle et du cadastre RDPPF, les priorités, de même que la participation financière de la Confédération ont été fixées pour les prochaines années. L'objectif est d'augmenter la superficie décrite dans la mensuration officielle, d'introduire le cadastre RDPPF sur l'ensemble du territoire du canton de Berne et d'achever le changement de cadre de référence, de la mensuration nationale de 1903 à celle de 1995. En ce qui concerne l'application de la nouvelle loi cantonale sur la géoinformation, l'introduction du cadastre des conduites, qui doit encore être créé, constituera une des principales priorités. Cette introduction devra être coordonnée par l'Office de l'information géographique.

Chancen und Risiken

Ein modernes und effizientes Geosystem schafft wichtige digitale räumliche Grundlagen und Dienstleistungen für zahlreiche Wirtschaftsaktivitäten.

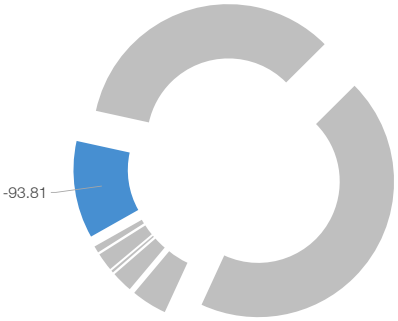
Chances et risques

Un système d'information géographique moderne et efficace met à disposition des bases numériques essentielles et des services pour de très nombreuses activités économiques.

Leistungsinformationen zur Produktgruppe **Informations sur les prestations du groupe de produits**

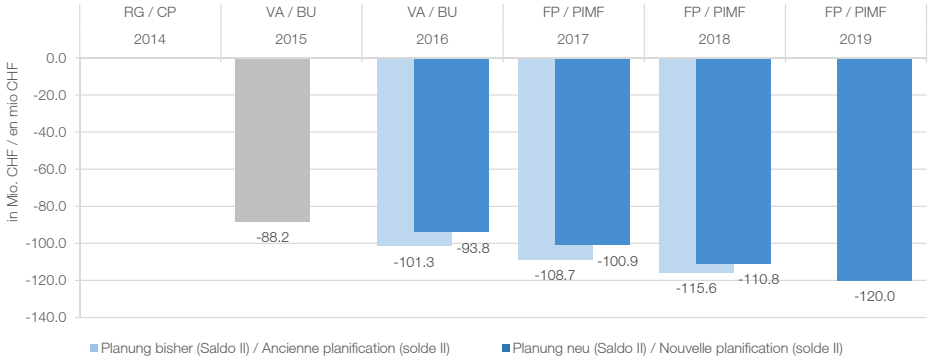
Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat clôture des comptes 2014)	**Wert / Valeur**	**künftige Entwicklung / Evolution attendue**
Anzahl der Geodatensätze in der kantonalen Geodateninfrastruktur	233	steigend
Nombre de jeux de géodonnées dans l'infrastructure cantonale des données géographiques		augmentation
Anzahl Aktualisierungen von Geodatensätzen	159	steigend
Nombre de mises à jour des jeux de géodonnées		augmentation
Jahresumsatz der amtlichen Vermessung in Millionen Franken (Vorjahreszahlen)	21	konstant
Chiffre d'affaires annuel de la mensuration officielle en millions de francs (chiffres de l'année précédente)		stabilité
Fläche mit definitiv anerkannter amtlicher Vermessung im Qualitätsstandard AV93 (in % der Kantonsfläche)	42	steigend
Surfaces dont la mensuration officielle est approuvée définitivement au standard de qualité MO93 (en % du territoire cantonal)		augmentation

10.7.5 Infrastrukturen



Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)

10.7.5 Infrastructures



Beschreibung

Planung, Projektierung, Neubau/Ausbau, Betrieb und Unterhalt sowie Substanzerhaltung der Kantonsstrassen und Wahrnehmung aller im Zusammenhang mit den Kantonsstrassen stehenden hoheitlichen Aufgaben.

- Länge des zu unterhaltenden Kantonsstrassennetzes = 2'109 km
- Wiederbeschaffungswert des in der Bausubstanz zu unterhaltenden Strassennetzes = CHF 7 Milliarden
- In der Substanz zu unterhaltende Brücken und Tunnels = 1'224
- Jährlich zu bewilligende Strassenbaupolizeigeschäfte = 1'400

Planung, Projektierung, Bau (Netzvollendung) und Betrieb der Nationalstrassen.

- Länge der fertig zu bauenden Nationalstrassenabschnitte: 30 km
- Wert der fertig zu bauenden Nationalstrassenabschnitte: CHF 3,2 Milliarden
- Länge des zu unterhaltenden Nationalstrassennetzes: 174 km

Ausarbeiten von Grundlagen und Konzepten sowie Erlass von Gewässerrichtplänen zur Koordination der Hochwasserschutzmassnahmen im Kanton Bern. Vorprüfung und Genehmigung von Reglementen, Wasserbauplänen und Wasserbaubewilligungen. Erhebung der Daten für Ereigniskataster. Vollzug der wasserbaupolizeilichen Vorschriften.

Description

Planification, élaboration des projets, construction/aménagement, conservation du réseau des routes cantonales et prise en charge de toutes les tâches de gestion des routes cantonales dans les arrondissements respectifs.

- Longueur du réseau routier à entretenir = 2'109 km
- Valeur de remplacement de l'infrastructure du réseau routier à entretenir = CHF 7 milliards
- Nombre de tunnels et de ponts à entretenir = 1'224
- Nombre d'affaires de police de construction des routes à approuver par année = 1'400

Planification, élaboration des projets, construction (achèvement du réseau) et entretien des routes nationales.

- Longueur des tronçons de routes nationales restant à achever: 30 km
- Valeur des tronçons de routes nationales restant à achever: CHF 3,2 milliards
- Longueur du réseau des routes nationales à entretenir: 174 km

Mise au point de bases et de conceptions; édiction de plans directeurs des eaux en vue de coordonner les mesures de protection contre les crues à prendre dans le canton de Berne. Examen préalable et approbation de règlements, plans d'aménagement des eaux et permis d'exploiter les eaux. Saisie des données pour le cadastre des événements. Surveillance de l'application des prescriptions de police des eaux.

- Länge des Gewässernetzes: 11'132 km
- Jährlich zu erledigende Unterhaltsanzeigen: 250
- Jährlich zu erledigende Wasserbaupolizeigeschäfte: 900

- Longueur cumulée du réseau des cours d'eau: 11'132 km
- Nombre d'annonces d'entretien à liquider par année: 250
- Nombre d'affaires de police des eaux à liquider par année: 900

Ausrichtung von Kantonsbeiträgen und Behandlung von Beitragsgesuchen an den Bund in den Bereichen Bau und Unterhalt von Gemeindestrassen, Lärmschutz, Luftreinhaltung, Verkehrstrennung, Park+Ride-Anlagen und See- und Flussufer. Ausarbeitung von Grundlagen und Konzepten, Erlass von Richtplänen und Führen von Inventarplänen in den Bereichen Veloverkehr, Fuss- und Wanderwege und See- und Flussufer. Vollzug der eidgenössischen und kantonalen Vorschriften im Bereich Strassenlärm im Rahmen der zur Verfügung stehenden finanziellen Mittel. Beratung kantonaler, regionaler und kommunaler Stellen sowie von Ingenieurbüros, Unternehmungen und Privatpersonen.

Versement de subventions cantonales et traitement de demandes de subvention auprès de la Confédération dans les domaines de la construction, de l'entretien des routes communales, de la protection contre le bruit, de la protection de l'air, de la séparation des trafics, des parkings de dissuasion et de la protection des rives des lacs et des rivières. Elaboration de bases et de conceptions, édiction de plans directeurs et mise à jour de plans d'inventaire dans les domaines des pistes cyclables, des chemins piétonniers et des sentiers de randonnée pédestre ainsi que dans celui de la protection des rives des lacs et des rivières. Exécution des prescriptions fédérales et cantonales en matière de bruit des routes, dans le cadre des moyens financiers disponibles. Conseils aux services cantonaux, régionaux et communaux ainsi qu'aux bureaux d'ingénierie, aux entrepreneurs et aux particuliers.

- Länge des Gemeindestrassennetzes: 33'071 km
- Länge der markierten Radwanderroute: 1'150 km
- Jährlich zu erledigende Fach- und Mitberichte im Bereich Wanderwege: 150
- Jährlich zu erledigende Fach- und Mitberichte im Bereich Lärm: 90

- Longueur du réseau des routes cantonales: 33'071 km
- Longueur des itinéraires de cyclotourisme balisés: 1'150 km
- Nombre de rapports spécialisés et de corapports à liquider par année dans le domaine des chemins de randonnée pédestre: 150
- Nombre de rapports spécialisés et de corapports à liquider par année dans le domaine du bruit: 90

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF
(+) Erlöse	0	26'570'400	25'731'900	25'851'900	25'851'900	25'851'900	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	0	63'130'747	63'773'208	64'502'550	65'180'148	65'898'324	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	0	49'221'401	49'587'400	51'393'400	52'326'900	51'565'899	(-) Coûts matériels
(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	0	115'330'544	114'562'834	122'671'480	130'990'135	140'183'572	(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**0**	**-201'112'292**	**-202'191'542**	**-212'715'530**	**-222'645'283**	**-231'795'895**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	0	65'066'000	**66'000'000**	68'700'000	69'400'000	69'400'000	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	0	21'360'000	**28'020'000**	28'270'000	30'470'000	30'470'000	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	0	69'250'000	**70'400'000**	71'400'000	72'900'000	72'900'000	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**0**	**-88'156'292**	**-93'811'542**	**-100'885'530**	**-110'815'283**	**-119'965'895**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(+) Abgrenzungen	-	-	47'052'354	53'219'105	62'374'158	69'491'349	(+) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**-46'759'188**	**-47'666'426**	**-48'441'126**	**-50'474'546**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF Solde I des produits
Kantonsstrassen	0	-176'579'600	-173'119'624	-180'250'839	-188'915'133	-197'570'893	Routes cantonales
Nationalstrassen	0	-14'926'078	-18'345'486	-21'669'618	-22'688'812	-23'082'170	Routes nationales
Hochwasserschutz	0	-7'138'470	-8'178'704	-8'271'887	-8'489'486	-8'583'550	Protection contre les crues
Spezialprodukte	0	-2'468'145	-2'547'728	-2'523'186	-2'551'852	-2'559'282	Produits spéciaux

Kommentar:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Der Sachaufwand steigt aufgrund der neu zu unterhaltenden Autobahnteilstrecken für die A16, Transjuran sowie den Ostast der A5 in Biel. Aufgrund der Kantonalisierung der Aare ab 1.1.2015 wurde das Budget erhöht. Gleichzeitig steigen die Erlöse aus Staatsbeiträgen aufgrund der neu eröffneten Nationalstrassen-Teilstrecken. Weiter im DB II enthalten sind: Treibstoffzolleinnahmen (fiskalische Erlöse) und LSVA-Anteile (Erlöse Staatsbeiträge) vom Bund. Die kalkulatorischen Kosten steigen aufgrund der bereits realisierten Investitionen.

Entwicklungsschwerpunkte

Realisierung von Investitionen in den Substanzerhalt der Kantonsstrassen (Abbau des Nachholbedarfs bei der Anlagensubstanz). Zeit-, qualitäts- und kostengerechte Planung, Projektierung und Realisierung der im Strassennetzplan / Investitionsrahmenkredit Strasse enthaltenen Vorhaben. Umsetzung geplanter Lärmschutzvorhaben und der Massnahmen aus den Agglomerationsprogrammen inklusive der Bereinigung der ausstehenden Finanzierungsvereinbarungen für die Massnahmenpakete mit dem Bund. Realisierung bzw. Fertigstellung der wichtigen Strassenbauprojekte: Bypass Thun-Nord, Verkehrssanierung Worb, Fertigstellung und Inbetriebnahme A16 sowie A5 Ostast. Erarbeitung der Vorprojekte für die Verkehrssanierungen Aarwangen–Langenthal Nord und Burgdorf–Oberburg–Hasle und Start der Mitwirkungen. Erarbeitung der Ausführungsprojekte des A5-Westastes in Biel. Umsetzung der Massnahmen aus den neuen Sachplänen Wanderroutennetz und Veloverkehr. Beim Hochwasserschutz liegt ein wichtiger Schwerpunkt bei der Aare, für die der Kanton nach Inkrafttreten des revidierten Wasserbaugesetzes seit Anfang 2015 wasserbaupflichtig ist. Im Projekt «aarewasser» ist die Genehmigung des kantonalen Wasserbauplans das Ziel. Daneben sind Projekte in Meiringen und in Belp, Kehr-satz, Köniz, Muri b. Bern im Bau oder in Planung. Auch bei den wasserbaupflichtigen Gemeinden und Schwellenkorporationen in Innertkirchen, Worb, Wichtrach, Langnau i. E., im Gürbetal, an der Emme und an der alten Aare sind wichtige Projekte in Planung oder im Bau. Weitere Schwerpunkte sind der Abschluss der Wiederherstellungsarbeiten nach dem Unwetter vom Sommer 2014 im Gebiet Schangnau und die Verbesserung des Geschiebemanagements im Berner Oberland.

Commentaire:

Modifications par rapport à la planification précédente

Les charges du poste des biens, services et marchandises s'accroissent en raison des nouveaux tronçons d'autoroute à entretenir pour l'A16 (Transjurane), ainsi que pour la branche est de l'A5 à Bienne. Le budget a été revu à la hausse en raison de la cantonalisation de l'Aar le 1er janvier 2015. Parallèlement, les revenus des subventions cantonales augmentent du fait des nouveaux tronçons de routes nationales inaugurés. La marge contributive II comprend également les droits d'entrée sur les carburants (rentrées fiscales) et la part à la RPLP (rentrées financières des subventions cantonales) de la Confédération. Les coûts standard sont plus élevés en raison des investissements déjà réalisés.

Priorités de développement

Réalisation d'investissements destinés au maintien de la valeur des routes cantonales (réduire le besoin de rattrapage au niveau des infrastructures). Planification, étude et réalisation des projets figurant au plan du réseau et au crédit-cadre d'investissement routiers dans les délais, dans la qualité requise et à des coûts adaptés. Mise en œuvre des projets de protection contre le bruit prévus et des mesures inscrites dans les projets d'agglomération, y compris l'établissement des conventions de financement en suspens dans le cadre des trains de mesures impliquant la Confédération. Réalisation ou achèvement des projets de construction routière importants: contournement nord de Thoune, travaux d'assainissement du trafic à Worb, achèvement et mise en service de l'A16 et de la branche est de l'A5. Elaboration des avant-projets pour l'assainissement du trafic à Aarwangen–Langenthal Nord et à Berthoud–Oberburg–Hasle, et lancement des procédures de participation. Elaboration des projets d'exécution pour la branche ouest de l'A5 à Bienne. Mise en œuvre des mesures découlant des nouveaux plans sectoriels relatifs au réseau des itinéraires de randonnée pédestre et au trafic cycliste. S'agissant de la protection contre les crues, l'Aar – pour laquelle le canton est assujetti à l'aménagement des eaux depuis l'entrée en vigueur de la loi révisée sur l'aménagement des eaux début 2015 – est l'une des principales priorités. En ce qui concerne le projet «aarewasser», l'objectif est l'approbation du plan cantonal d'aménagement des eaux. Des projets sont en outre en cours de réalisation ou de planification à Meiringen ainsi qu'à Belp, Kehrsatz, Köniz et Muri b. Bern. D'importants projets sont également en planification ou en voie de réalisation pour les communes chargées de l'aménagement des eaux et pour les corporations de digues à Innertkirchen, Worb, Wichtrach, Langnau i. E., dans le Gürbetal, sur l'Emme et sur l'ancienne Aar. Autres priorités: l'achèvement des travaux de remise en état après les intempéries de l'été 2014 dans la région de Schangnau ainsi que l'amélioration de la gestion des alluvions dans l'Oberland bernois.

Chancen und Risiken

Die Übernahme der Wasserbaupflicht an der Aare bietet die Chance, den Gewässerunterhalt und den Wasserbau an der Aare gesamtheitlich zu optimieren. Die angemessene Sicherstellung des Strassenunterhaltes mit einem reduzierten Personalstand verbunden mit mehreren krankheits- und unfallbedingten Absenzen stellt die Organisation vor grosse Herausforderungen.

Chances et risques

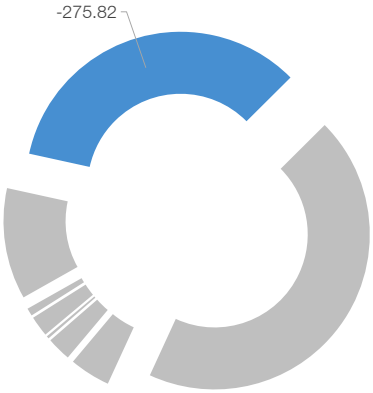
Le transfert au canton de l'obligation d'aménager les eaux de l'Aar offre l'opportunité d'optimiser de manière globale l'entretien et l'aménagement de ses eaux. Garantir un entretien adapté des routes malgré des effectifs réduits et plusieurs absences pour maladie ou accident constitue en revanche un sérieux défi.

Leistungsinformationen zur Produktgruppe

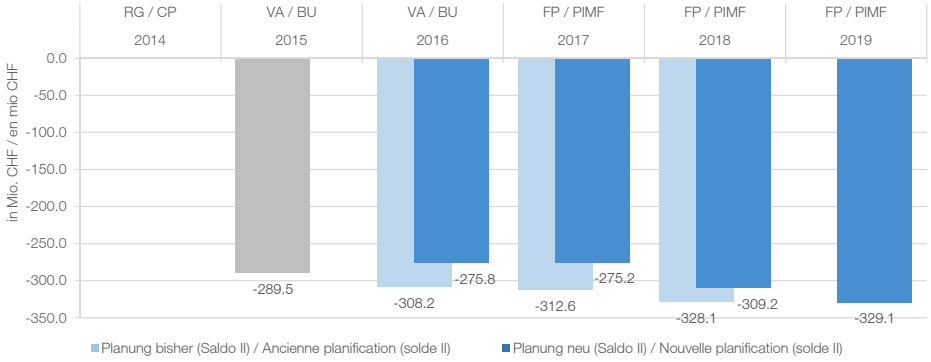
Informations sur les prestations du groupe de produits

Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat clôture des comptes 2014)	Wert / Valeur	künftige Entwicklung / Evolution attendue
Anzahl Projekte im Kantonsstrassenbau in Bearbeitung	550	konstant
Nombre de projets de construction en cours pour les routes cantonales		stabilité
Prozentualer Anteil Kantonsstrassen mit Fahrbahnen in mittlerem bis gutem Zustand	78	steigend
Pourcentage de routes cantonales dont l'état de la chaussée est moyen à bon		augmentation
Anzahl Vollzeitstellen im Kantonsstrassenunterhalt	280	sinkend
Nombre de postes à temps plein dans l'entretien des routes cantonales		diminution
Prozentuale Erfüllung der Projektziele im Arbeitsprogramm der Netzvollendung der Nationalstrassen	85	konstant
Pourcentage des objectifs de projets atteints dans le programme d'achèvement du réseau des routes nationales		stabilité
Prozentuale Erfüllung der betrieblichen Unterhaltsstandards Nationalstrasse gemäss Vorgaben Bund	100	konstant
Pourcentage de réalisation des standards d'entretien courant des routes nationales selon les consignes de la Confédération		stabilité
Anzahl genehmigte Unterhaltsanzeigen im Gewässerunterhalt (Subventionsanträge der Wasserbauträger)	280	konstant
Nombre d'avis d'entretien autorisés dans le domaine de l'entretien des eaux (demandes de subventions des assujettis à l'aménagement des eaux)		stabilité
Anzahl behandelte Gesuche der Strassenbau- und Wasserbaupolizei	2'800	konstant
Nombre de demandes traitées dans le domaine de la construction de routes et de la police des eaux		stabilité

10.7.6 Öffentlicher Verkehr und Verkehrskoordination



Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)



Beschreibung

Das Amt für öffentlichen Verkehr und Verkehrskoordination plant zusammen mit dem Bund, den Nachbarkantonen und den Regionalkonferenzen (RK) / regionalen Verkehrskonferenzen (RVK) das Angebot im öffentlichen Orts- und Regionalverkehr und identifiziert die für dieses Angebot allfällig notwendigen Infrastrukturen. Dabei ist das AÖV zuständig für die Angebotsentwicklung und -bestellung des Regional- und Ortsverkehrs im Kanton Bern. Es bestellt das Verkehrsangebot bei den Transportunternehmen und zahlt die dafür notwendigen Abgeltungen. Zudem leistet das AÖV Investitionsbeiträge an die Instandhaltung, die Wiederherstellung und den Ausbau der Verkehrsinfrastruktur des öffentlichen Regional- und Ortsverkehrs. Ziel ist die Sicherstellung des bestellten Leistungsangebots an öffentlichem Regional- und Ortsverkehr. Die wichtigsten Instrumente sind der Angebotsbeschluss öffentlicher Verkehr und der Investitionsrahmenkredit öffentlicher Verkehr mit einer Laufzeit von jeweils vier Jahren. Die beiden Beschlüsse werden durch den Grossen Rat verabschiedet. Neben der Umsetzung des Angebotsbeschlusses sowie des Investitionsrahmenkredits setzt sich das AÖV im Rahmen der Bemühungen zur Standortverbesserung des Kantons Bern für die Sicherung des Anschlusses des Kantons Bern an den internationalen und nationalen Schienen- und Luftverkehr ein.

10.7.6 Transports publics et coordination des transports

Description

L'Office des transports publics et de la coordination des transports planifie l'offre de transport public régional et local conjointement avec la Confédération, les cantons voisins et les Conférences régionales (CR) / Conférences régionales des transports (CRT) et identifie les infrastructures nécessaires à cet effet. Il est donc responsable du développement ainsi que de la commande de l'offre de trafic régional et local dans le canton de Berne auprès des entreprises de transport et verse les indemnités requises. Par ailleurs, l'OTP accorde des subventions d'investissement pour le maintien, la réfection et l'aménagement de l'infrastructure de transport public régional et local, l'objectif étant d'assurer l'offre de prestations commandée. Les instruments les plus importants pour mener à bien cette mission sont l'arrêté sur l'offre de transports publics et le crédit-cadre d'investissement pour les transports publics, d'une durée de quatre ans, tous deux approuvés par le Grand Conseil. Outre la mise en œuvre de ces deux instruments, l'OTP s'engage, dans le cadre des efforts consentis pour renforcer l'attractivité du canton de Berne, en faveur du raccordement de ce dernier au trafic ferroviaire et aérien, international et national.

Beschreibung

Es erteilt kantonale Personentransportbewilligungen sowie Betriebsbewilligungen für kantonal zu bewilligende Skilifte und Luftseilbahnen. Zu den Aufgaben im Bereich der touristischen Transportanlagen gehören das Erstellen von Stellungnahmen zu Konzessions- und Plangenehmigungsgesuchen nach Bundesrecht sowie die Erteilung von Betriebsbewilligungen und Behandlung von Baugesuchen für touristische Transportanlagen ohne Bundeskonzession. Im Bereich des öffentlichen Verkehrs (inkl. Luftfahrt und konzessionierter Schifffahrt) sind die Plangenehmigungsgesuche gemäss kantonaler Zuständigkeit zu bearbeiten. Es ist zudem verantwortlich für die Koordination verkehrsträgerübergreifender Geschäfte und die Abstimmung mit der kantonalen Raumplanung. Es vertritt die Direktion in direktions-übergreifenden Fachgremien und Projektorganisationen und unterstützt die Direktorin und das Generalsekretariat in diesen Bereichen.

Description

Il délivre des autorisations cantonales de transport de personnes ainsi que des autorisations d'exploitation pour les installations de transport par câbles et les téléskis. Dans le domaine des installations de transport touristiques, il s'agit entre autres de rédiger des prises de position sur des demandes de concession et d'approbation de plans selon le droit fédéral ainsi que de délivrer des autorisations d'exploitation et de traiter des demandes de permis de construire pour les installations de transport non soumises à une concession fédérale. Dans le domaine des transports publics (navigation aérienne et navigation concessionnaire comprises), les demandes d'approbation de plans doivent être traitées en fonction des compétences cantonales. Enfin, l'OTP est responsable de la coordination des affaires concernant les différents modes de transport ainsi que de l'adéquation avec l'aménagement du territoire cantonal. Il représente la Direction au sein des organes spécialisés et organisations de projet interdirectionnels et seconde la Directrice ainsi que le Secrétariat général dans ces domaines.

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF
(+) Erlöse	0	175'000	175'000	175'000	175'000	175'000	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	0	2'267'012	2'264'231	2'292'883	2'335'994	2'383'058	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	0	1'488'070	1'508'078	1'428'040	1'467'973	1'467'915	(-) Coûts matériels
(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	0	5'297'536	4'200'013	3'723'763	3'287'721	2'899'179	(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**0**	**-8'877'618**	**-7'797'322**	**-7'269'686**	**-6'916'688**	**-6'575'152**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	0	100'966'700	**116'503'700**	118'344'600	128'517'500	134'750'900	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	0	381'620'000	**384'531'000**	386'253'720	430'772'624	457'282'624	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	0	300	**300**	300	300	300	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**0**	**-289'530'618**	**-275'824'322**	**-275'178'506**	**-309'171'512**	**-329'106'576**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(+) Abgrenzungen	-	-	9'569'557	6'387'597	12'825'780	17'780'978	(+) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**-266'254'764**	**-268'790'909**	**-296'345'732**	**-311'325'599**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF Solde I des produits
Infrastruktur und Rollmaterial	0	-5'730'878	-4'633'752	-4'150'733	-3'725'630	-3'343'281	Infrastructure et matériel roulant des transports
Verkehrsangebot	0	-3'146'740	-3'163'570	-3'118'952	-3'191'058	-3'231'872	Offre de transports

Kommentar:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Ab 2016 wird die Finanzierung der regionalen Bahninfrastruktur (gemäss FABI) vollständig durch den Bund sichergestellt. Die Kantone beteiligen sich neu mit einem Pauschalbeitrag in den BIF an der Bahninfrastrukturfinanzierung. Dies führt beim Kanton zu einer Entlastung in der Investitionsrechnung. Im Gegenzug belastet der Pauschalbeitrag die Laufende Rechnung. Im Saldo II sind die Abschreibungen aus der Investitionstätigkeit, die Betriebsabgeltungen, Beiträge an Tarifverbünde und für Tarifmassnahmen sowie der Kantonsbeitrag in den Bahninfrastrukturfonds (BIF) enthalten. Die direkt zuteilbaren Nettoinvestitionen in Höhe von CHF 24,7 Millionen im Voranschlag 2016 sind für Erneuerungs- und Ausbauprojekte im Bereich der öffentlichen Verkehrsinfrastruktur.

Entwicklungsschwerpunkte

Die Prognosen des kantonalen Verkehrsmodells gehen von einem Wachstum des ÖV von rund 47 Prozent zwischen 2012 und 2030 (durchschnittlich 2,2 Prozent pro Jahr) aus. Das Bevölkerungswachstum und die zunehmende Mobilität werden die Nachfrage beim ÖV auch in den kommenden Jahren weiter erhöhen. Vor allem innerhalb und zwischen den Agglomerationen wird die Verkehrsnachfrage weiter steigen. Bereits heute wird auf verschiedenen Linien die Kapazitätsgrenze überschritten. Der Kanton Bern wird in den nächsten Jahren im Rahmen der Agglomerationsprogramme verschiedene wichtige ÖV-Grossprojekte mitfinanzieren. Dazu zählen insbesondere der Ausbau des Bahnhofs Bern sowie die Entflechtung Wylerfeld. Die entsprechenden Mittel sind in den Planungen eingestellt. Die vorgesehenen punktuellen Angebotsausbauten werden grösstenteils durch Angebotsoptimierungen finanziert. Der Abgeltungsmehrbedarf ergibt sich primär aufgrund von Rollmaterial- und Infrastrukturfolgekosten.

Chancen und Risiken

Für die Bewältigung des künftigen Verkehrswachstums spielt der öffentliche Verkehr eine zentrale Rolle. Insbesondere überall dort, wo sich Verkehrsströme bündeln lassen, hat der öffentliche Verkehr in Bezug auf Kosten, Effizienz und Landverbrauch grosse Vorteile. Neben Infrastrukturausbauten müssen auch Effizienzsteigerungen bei der Nutzung der bestehenden Infrastrukturen einen wichtigen Beitrag leisten (z.B. Verkehrsspitzen brechen, späterer Schulbeginn usw.).

Commentaire:

Modifications par rapport à la planification précédente

Dès 2016, la Confédération financera l'intégralité de l'infrastructure ferroviaire régionale (selon FAIF). Les cantons contribueront désormais au financement par le biais d'une subvention forfaitaire versée dans le fonds d'infrastructure ferroviaire (FIF). Le compte cantonal des investissements sera ainsi allégé. La subvention forfaitaire grèvera en revanche le compte de fonctionnement. Le solde II comprend les amortissements résultant des activités d'investissement, les indemnités d'exploitation, les subventions aux communautés et mesures tarifaires, ainsi que la subvention cantonale versée dans le FIF. Les investissements directement imputables d'un montant de CHF 24,7 millions prévus dans le budget 2016 sont destinés à des projets de renouvellement et d'aménagement des infrastructures de transports publics.

Priorités de développement

Les prévisions établies au moyen du modèle global des transports tablent sur une croissance des TP d'environ 47 pour cent entre 2012 et 2030, soit en moyenne 2,2 pour cent par an. Vu la croissance démographique et l'évolution de la mobilité, il faut aussi s'attendre à une poursuite de l'augmentation de la demande en transports publics (TP) dans les années à venir, et ce principalement dans et entre les agglomérations. Aujourd'hui déjà, diverses lignes arrivent à saturation. Dans les prochaines années, le canton de Berne devra assurer le cofinancement d'importants projets de transports publics dans le cadre des projets d'agglomération, notamment le réaménagement de la gare de Berne ainsi que le désenchevêtrement du Wylerfeld. Les moyens nécessaires sont prévus dans les planifications. Les extensions ponctuelles de l'offre prévues seront en majeure partie financées par des optimisations de cette dernière. La hausse des indemnités nécessaires résulte principalement des coûts du matériel roulant et de l'infrastructure.

Chances et risques

Les transports publics ont un rôle central à jouer dans la maîtrise de la croissance du trafic attendue. Là où les flux de trafic peuvent être concentrés en particulier, les transports publics présentent de grands avantages en termes de coûts, d'efficacité et d'utilisation du sol. Le développement des infrastructures, ainsi que l'augmentation de l'efficacité dans l'utilisation des infrastructures existantes doivent aussi y contribuer de manière significative (p. ex. remédier aux pics de fréquentation, décaler le début des cours, etc.).

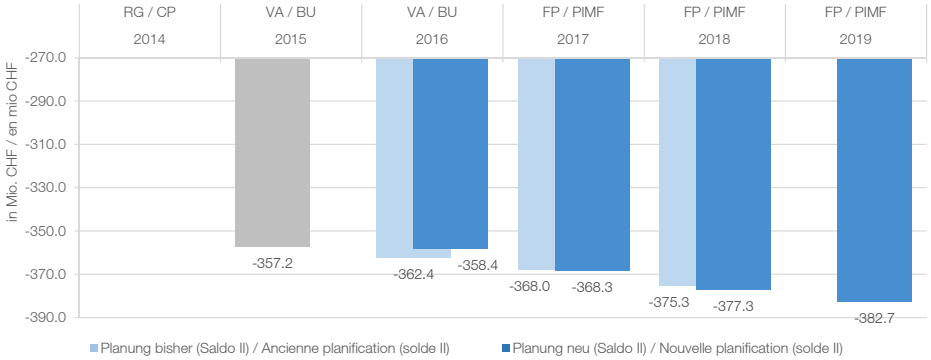
Leistungsinformationen zur Produktgruppe **Informations sur les prestations du groupe de produits**

Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat clôture des comptes 2014)	**Wert / Valeur**	**künftige Entwicklung / Evolution attendue**
Anzahl konzessionierter, abgeltungsberechtigter Transportunternehmungen im Kanton Bern	27	konstant
Nombre d'entreprises de transports concessionnaires ayant droit à des indemnités dans le canton de Berne		stabilité
Anzahl bestellter Kurskilometer (produktive Kilometer)	56'900'000	steigend
Nombre de kilomètres productifs commandés (courses-kilomètres)		augmentation
Von allen Passagieren gesamthaft gefahrene Kilometer (Personenkilometer)	1'580'000'000	steigend
Kilomètres parcourus par l'ensemble des passagers (personnes-kilomètres)		augmentation
Kantonale Betriebsbeiträge (Abgeltungen) an den öffentlichen Regional- und Ortsverkehr	290'300'000	steigend
Subventions d'exploitation cantonales (indemnités) pour le transport public régional et local		augmentation
Kantonale Investitionsbeiträge (inkl. Gemeindedrittel) an den öffentlichen Verkehr	62'000'000	steigend
Subventions d'investissement cantonales (y compris le tiers communal) pour les transports publics		augmentation

10.7.7 Immobilienmanagement

Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)

10.7.7 Gestion des biens immobiliers



Beschreibung

Als Eigentümervertreter wird das Immobilienportfolio strategisch geplant, bewirtschaftet (Unterhalt, Vermietung, Verpachtung usw.) und betrieben (Instandhaltung und strategisches Facility-management). Als Bauherr werden Neu- und Umbauten sowie Unterhaltsarbeiten vorgenommen. Als Mieter werden Flächen auf dem Markt zugemietet. Vom Kanton nicht mehr benötigte Liegenschaften des Finanzvermögens werden zum Verkauf freigegeben.

Description

En tant que représentant du propriétaire, notre office est en charge de la planification stratégique, de l'administration (maintien, location, affermage) et de l'exploitation (entretien et management de l'entretien stratégique) du parc immobilier du canton. En qualité de maître d'ouvrage, nous réalisons de nouvelles constructions, des transformations ainsi que des travaux d'entretien. Enfin, au titre de locataire, nous louons des locaux sur le marché. Notre mission consiste également à mettre en vente les immeubles appartenant au patrimoine financier du canton lorsque ce dernier n'en a plus besoin.

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte **2014**	Voranschlag Budget **2015**	Voranschlag Budget **2016**	Finanzplan Plan financier **2017**	**2018**	**2019**	CHF
(+) Erlöse	0	27'276'900	28'914'800	28'914'800	28'914'800	28'914'800	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	0	10'310'283	10'513'735	10'591'989	10'603'141	10'452'998	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	0	103'701'824	100'489'673	104'604'529	107'918'539	108'142'428	(-) Coûts matériels
(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	0	270'265'913	276'269'822	282'005'891	287'732'562	292'990'224	(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**0**	**-357'001'120**	**-358'358'430**	**-368'287'609**	**-377'339'442**	**-382'670'850**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	0	0	**0**	0	0	0	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	0	209'147	**0**	0	0	0	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	0	0	**0**	0	0	0	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**0**	**-357'210'267**	**-358'358'430**	**-368'287'609**	**-377'339'442**	**-382'670'850**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(+) Abgrenzungen	-	-	165'108'176	156'709'568	161'582'197	155'794'234	(+) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**-193'250'255**	**-211'578'041**	**-215'757'244**	**-226'876'616**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte **2014**	Voranschlag Budget **2015**	Voranschlag Budget **2016**	Finanzplan Plan financier **2017**	**2018**	**2019**	CHF Solde I des produits
Betrieb der Liegenschaften	0	-333'816'321	0	0	0	0	Groupe de produits exploitation des immeubles
Entwicklung des Liegenschaftsbestandes	0	-23'184'798	0	0	0	0	Groupe de produits evolution du parc immobilier
Immobilienmanagement	0	0	-358'358'430	-368'287'609	-377'339'442	-382'670'850	Gestion des biens immobiliers

Kommentar:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Im Voranschlagsjahr 2016 erhöht sich der Saldo I gegenüber dem Voranschlagsjahr 2015 um CHF 1,4 Millionen (+0,4%). Saldoverschlechternd wirken sich die höheren kalkulatorischen Zinsen und Abschreibungen von rund CHF 6,0 Millionen (+2,2%) aus. Dies infolge vermehrter Aktivierung von Investitionsobjekten im letzten Jahr. Saldoverbessernd um CHF 4,9 Millionen wirken sich die tieferen Sachkosten (–3,1%) sowie die Mehr-Erlöse (+6,0%) aus. Die höheren Erlöse ergeben sich insbesondere aus den Benützungsgebühren und Dienstleistungen.

Entwicklungsschwerpunkte

Das Immobilienmanagement steht vor einem Wandel. Der Grosse Rat hat mit der Kreditgenehmigung eines modernen Daten- und Informationssystems die Weichen für ein modernes Immobilienmangement gestellt. Die Liegenschaftsrechnung und das Computer Aided Facility Management Tool werden zeitlich aufeinander abgestimmt eingeführt. Mittels Bedarfsermittlungen, Bestandsplanung und strategischer Unterhaltsplanung wird die zweckdienliche, wirtschaftliche und kulturbewusste Entwicklung und Wertschöpfung des Immobilienportfolios gefördert. Neu-/Umbauten, grosszyklische und jährliche Instandsetzung sind auf eine langfristige und neutrale Gebäudenutzung ausgerichtet. Die staatlichen Räumlichkeiten sollen nachhaltig genutzt und bewirtschaftet werden.

Die baulichen und planerischen Schwerpunkte bilden folgende Projekte (Pl: Planung, Pr: Projektierung, R: Realisierung): Biel, BFH Campus Neubau (Pr) – Biel, Gymnasium Strandboden, Gesamtsanierung (R) – Interlaken, Gymnasium, Instandsetzung (R) – Münchenbuchsee, Sprachheilschulen, Neubauten (R) – Bern, Uni Insel Nord, klinische Forschung (R) – Biel, Regionalgefängnis, Ersatzneubau (Pr) – St. Johannsen, Anstalten, Massnahmenplanung (Pr) – Thorberg, Anstalten Haus A, Instandsetzung (Pr) – Loveresse, Werkhof Tiefbauamt, Neubau (R) – Münsingen, Werkhof Tiefbauamt, Neubauten (R) – St. Imier, CEFF, Umbau (R) – Bern, Mittelstrasse 43, Umbau (R) – Bern, Musikhaus, Umbau (R) – Witzwil, Instandsetzungen und Erweiterung (R) – Hindelbank, JVA, Frauen (Pl) – Bern, Standortverlegung SVSA (Pl) – Bern, POM-Kapo, Polizeizentrum Bern (Pl).

Commentaire:

Modifications par rapport à la planification précédente

Dans le budget 2016, le solde I augmente de CHF 1,4 million (+ 0,4%) par rapport au budget 2015. Il est grevé par les intérêts standard et les amortissements plus élevés, d'environ CHF 6,0 millions (+ 2,2%), ce qui est imputable à l'activation accrue d'objets d'investissement l'an passé. La diminution des frais du poste des biens, services et marchandises (–3,1%) et les recettes supplémentaires (+ 6,0%) se traduisent en revanche par une différence positive à hauteur de CHF 4,9 millions. Les recettes en hausse résultent en particulier des taxes d'utilisation et des services.

Priorités de développement

La Gestion des immeubles s'apprête à connaître un changement majeur. En approuvant le crédit destiné à un système de données et d'information moderne, le Conseil-exécutif a en effet posé les bases de nouvelles conditions de gestion. L'introduction du compte immobilier et celle de l'outil informatique de gestion de l'entretien (Computer Aided Facility Management) s'effectueront de façon coordonnée. L'analyse des besoins, la planification des ressources ainsi que de l'entretien stratégique permettent la création de valeur et un développement du portefeuille immobilier approprié, économique et axé sur la valorisation du patrimoine culturel. Les constructions et les transformations, de même que les remises en état annuelles et s'inscrivant dans des cycles longs visent une utilisation des immeubles neutre et à long terme. Les locaux cantonaux doivent être utilisés et exploités selon les principes du développement durable.

Les projets de construction et d'étude suivants sont prioritaires (P: planification, E: étude, R: réalisation): Bienne, construction du campus HESB (E) – Bienne, gymnase des Prés-de-la-Rive, rénovation totale (R) – Interlaken, gymnase, réfection (R) – Münchenbuchsee, Centre pédagogique de logopédie et d'entraînement auditif, nouvelles constructions (R) – Berne, Université Insel nord, recherche clinique (R) – Bienne, reconstruction de la prison régionale (E) – Etablissements de Saint-Jean, plan de mesures (E) – Thorberg, établissement pénitentiaire, bâtiment A, réfection (E) – Loveresse, centre d'entretien de l'Office des ponts et chaussées, nouvelle construction (R) – Münsingen, centre d'entretien de l'Office des ponts et chaussées, nouvelles constructions (R) – Saint-Imier, ceff, transformation (R) – Berne, Mittelstrasse 43, transformation (R) – Berne, maison de la musique, transformation (R) – Witzwil, réfections et extension (R) – Hindelbank, établissement d'exécution des peines pour les femmes (P) – Berne, déplacement du site de l'OCRN (P) – Berne, POM-POCA, centre de police Berne (P).

Chancen und Risiken

Die Einführung der Liegenschaftsrechnung per 2017 ist eine grosse Chance, das Immobilienportfolio des Kantons künftig mit einem modernen Informations- und Datensystem zu führen. Die Psychiatriebetriebe werden voraussichtlich per Anfang 2017 aus der kantonalen Verwaltung ausgeschieden. In der Finanzplanung werden daher keine Investitionen abgebildet. Änderungen am Entscheid bezüglich Verselbständigung oder der Beschluss einer allfälligen Abgeltung stellen ein finanzpolitisches Risiko dar.

Chances et risques

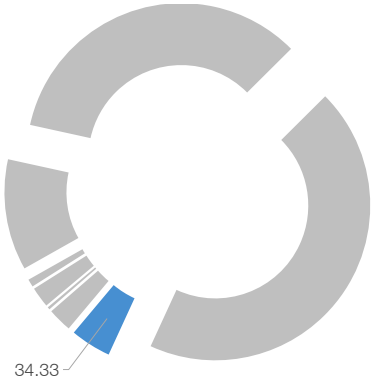
L'introduction du compte immobilier en 2017 représente une opportunité importante, car elle permettra à l'avenir de gérer le portefeuille immobilier du canton au moyen d'un système d'information et de données moderne. Les établissements psychiatriques devraient être détachés de l'administration cantonale à partir de début 2017, c'est pourquoi aucun investissement en lien avec ces établissements ne figure dans la planification financière. Des modifications de la décision relative à cette autonomisation ou un arrêté portant sur une éventuelle compensation constituent cependant un risque financier.

Leistungsinformationen zur Produktgruppe

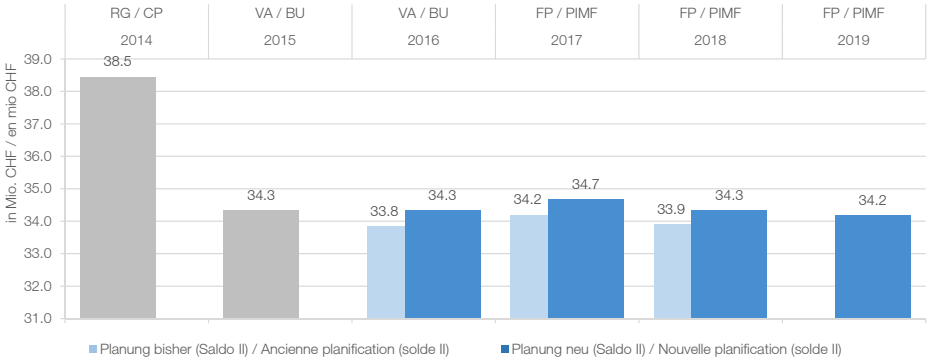
Informations sur les prestations du groupe de produits

Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat clôture des comptes 2014)	**Wert / Valeur**	**künftige Entwicklung / Evolution attendue**
Bestand Nettogeschossfläche in m^2 für die Bedürfnisse des Kantons BE	1'938'754	steigend
Surface de plancher nette en m^2 pour les besoins du canton de Berne		augmentation
Davon Anteil Minergiegeschossfläche in m^2	174'656	steigend
Dont part de surface de plancher Minergie en m^2		augmentation
Anzahl eigene und zugemietete Objekte	1'251	konstant
Nombre d'objets propres et d'objets loués		stabilité

10.7.8 Wasser und Abfall



Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)



Beschreibung

Das AWA betreibt ein aktives und umfassendes Wassermanagement. Mit Schutz/Nutzen-Abwägungen und der Berücksichtigung einer nachhaltigen Entwicklung sorgt es für:

- die Erhaltung der natürlichen Lebensgrundlage Wasser;
- eine sinnvolle Nutzung der Ressource Wasser und (gemeinsam mit dem TBA) für den Schutz des Menschen vor der Wassergewalt.

Zudem schützt das AWA den Menschen und die Umwelt vor Beeinträchtigung durch unsachgemässen Umgang mit Abfällen sowie Altlasten und schützt den Boden als unseren Wasserfilter. Das AWA erbringt im Wesentlichen die folgenden Leistungen:

- Betreuung des Regalrechts für die Nutzung des öffentlichen Wassers (Wasserkraftnutzung, Gebrauchswassernutzung) und Bewilligung der Nutzung von Erdwärme mit Erdsonden. Für die Wassernutzung werden jährlich Abgaben in Rechnung gestellt: Wasserzinse aus der Wasserkraftnutzung rund CHF 43 Millionen, aus der Gebrauchswassernutzung (Oberflächen- und Grundwassernutzung) rund CHF 10 Millionen. Dazu werden rund 350 Konzessionen und Bewilligungen für die Wasserkraftnutzung, rund 2'500 Gebrauchswasserkonzessionen und rund 7'000 Bewilligungen für Erdsonden verwaltet;
- Sicherstellung der öffentlichen Wasserversorgung im Kanton (strukturell zweckmässig, auf hohem technischem Stand, kostengünstig und sowohl mengen- wie auch gütemässig hohe Qualität);
- Regulierung der Wasserstände des Brienzer-, Thuner- und Bielersees (Pikettdienst 365 Tage im Jahr);

10.7.8 Eaux et déchets

Description

L'OED assure une gestion active et complète de l'eau et des eaux. S'efforçant d'équilibrer les intérêts de la protection et de l'utilisation, tout en tenant compte des impératifs de durabilité, l'office veille à:

- préserver l'eau en tant que ressource naturelle;
- assurer une utilisation judicieuse des eaux; protéger les êtres humains contre les crues incontrôlées (en collaboration avec l'OPC).

L'OED protège par ailleurs l'être humain et son environnement contre les atteintes dues à un traitement inapproprié des déchets et des sites contaminés et préserve les qualités du sol en tant que filtre de l'eau. Voici les principales prestations de l'OED:

- Application du droit régalien dans l'exploitation des eaux publiques (force hydraulique, eau d'usage) et octroi d'autorisations pour l'utilisation de la géothermie au moyen de sondes. L'utilisation des eaux est soumise au versement de redevances annuelles: quelque CHF 43 millions de taxe d'eau provenant de la force hydraulique, une dizainee de millions provenant de l'utilisation d'eau d'usage (eaux de surface et souterraines). A cet effet, l'office gère environ 350 concessions et autorisations pour l'utilisation de la force hydraulique, quelque 2'500 concessions d'eau d'usage et en gros 7'000 autorisations de sondes géothermiques;
- Garantie de l'alimentation publique en eau du canton (structures opportunes, correspondant à l'état de la technique et satisfaisant aux exigences tant quantitatives que qualitatives);
- Régulation du niveau des lacs de Brienz, de Thoune et de Bienne (service de piquet 365 jours par an);

Beschreibung

- Betrieb der für die Wassernutzung und Gewässerregulierung notwendigen Messstationen (80 Grundwassermessstellen, 50 Abflussmessstationen, 18 Niederschlagsmessstationen, 120 Dotierwasserpegel);
- Gewährleistung des langfristigen Erhalts und der Funktionsfähigkeit der beiden Juragewässerkorrektionen (Kanallänge von 126 km);
- Überwachung der Qualität der Oberflächengewässer (12'000 km Fliessgewässer und 110 Seen) und des Grundwassers (530 km^2 Grundwasserträger) sowie Schutz vor nachteiligen Einwirkungen;
- Erhalt der schützenden Wirkung der Böden für den Wasserhaushalt, insbesondere für die Grundwasserneubildung;
- Langfristige Gewährleistung des Grundwasserschutzes durch schnelle Erkennung von Gefährdungen des Grundwassers sowie der Oberflächengewässer;
- Sicherstellung von Bewilligung, Erstellung und kostengünstigem Betrieb erforderlicher Abwasseranlagen;
- Durchsetzung der gewässer- und umweltschutzrechtlichen Bestimmungen bei Bauvorhaben;
- Bewilligung von Abfallanlagen und entsprechenden Abwasservorbehandlungsanlagen, mit Nutzung des rechtlichen Ermessensspielraums zur Gewährleistung eines wirtschaftlichen Betriebs;
- Führung des Katasters der belasteten Standorte (untersuchungsbedürftige belastete Standorte werden systematisch erkundet und der Handlungsbedarf ermittelt), Altlasten werden saniert;
- Strategische Planung in den Bereichen Wasserwirtschaft, Gewässerschutz und Abfallwirtschaft;
- Führung des Regals zur Ausbeutung der mineralischen Rohstoffe (Energierohstoffe, Erze, Edelsteine) und der Nutzung der Erdwärme aus tiefen Erdschichten.

Description

- Gestion des stations de mesure nécessaires pour assurer l'utilisation et la régulation des eaux (80 stations de mesure des eaux souterraines, 50 stations de mesure de débit, 18 postes pluviométriques, 120 jauges de dotation);
- Maintien à long terme du bon état et de la fiabilité des deux corrections des eaux du Jura (canaux d'une longueur totale de 126 km);
- Surveillance de la qualité des eaux de surface (12'000 km de cours d'eau et 110 lacs) et des eaux souterraines (530 km^2 d'aquifères), et leur protection contre d'éventuelles atteintes;
- Préservation du rôle protecteur des sols dans le régime des eaux, notamment pour le réapprovisionnement des eaux souterraines;
- Maintien à long terme de la protection des eaux grâce à une identification rapide d'éventuels risques pour les eaux souterraines et les eaux de surface;
- Autorisation, construction et gestion économe des installations d'assainissement requises;
- Application des dispositions légales sur la protection des eaux et de l'environnement dans le cadre de projets de construction;
- Autorisation d'installation de traitement des déchets et des installations de prétraitement des eaux usées, moyennant l'utilisation de la marge d'appréciation légale pour garantir une gestion économe;
- Tenue du cadastre des sites pollués (examen systématique des sites nécessitant une investigation et détermination des mesures requises), assainissement des sites contaminés;
- Planification stratégique dans les domaines de la gestion des eaux, de la protection des eaux et de la gestion des déchets;
- Application de la régale de l'exploitation des matières premières minérales (matières premières énergétiques, minerais, pierres précieuses) et de l'utilisation de la géothermie profonde.

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF
(+) Erlöse	77'690'609	77'535'500	76'805'000	77'019'000	77'028'000	77'028'000	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	15'356'295	16'154'915	15'771'472	16'022'754	16'184'356	16'375'325	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	7'358'419	10'793'585	10'086'985	9'416'084	9'253'084	9'253'084	(-) Coûts matériels
(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	3'167'862	3'196'426	3'598'401	3'833'028	4'186'214	4'151'309	(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**51'808'034**	**47'390'574**	**47'348'142**	**47'747'134**	**47'404'346**	**47'248'282**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	1'460'138	1'070'000	**1'110'000**	1'070'000	1'070'000	1'070'000	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	16'159'880	16'421'000	**16'421'000**	16'422'000	16'423'000	16'423'000	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	1'345'774	2'295'000	**2'295'000**	2'295'000	2'295'000	2'295'000	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**38'454'066**	**34'334'575**	**34'332'142**	**34'690'134**	**34'346'347**	**34'190'282**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(+) Abgrenzungen	-	-	-3'634'625	-3'678'722	-3'334'019	-3'285'840	(+) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**30'697'517**	**31'011'413**	**31'012'328**	**30'904'442**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte **2014**	Voranschlag Budget **2015**	Voranschlag Budget **2016**	Finanzplan Plan financier **2017**	**2018**	**2019**	CHF Solde I des produits
Wassernutzung	47'871'240	51'722'438	51'018'676	51'281'503	51'259'443	51'241'868	Utilisation des eaux
Gewässerregulierung und Juragewässerkorrektion	-7'858'394	-8'392'020	-8'784'686	-9'006'689	-9'330'600	-9'381'464	Régulation des eaux et correction des eaux du Jura
Gewässerschutz	14'557'215	9'478'921	10'325'418	10'317'220	10'382'173	10'348'006	Protection des eaux
Abfall- und Ressourcenwirtschaft	-2'762'027	-5'418'765	-5'211'266	-4'844'900	-4'906'670	-4'960'128	L'économie des déchets et des ressources

Kommentar:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Die Mindererlöse in den Planjahren 2016–2019 gegenüber dem Voranschlag 2015 entstehen hauptsächlich durch Mindereinnahmen aus den Wasserzinsen der Wasserkraftwerke. Die Mindereinnahmen werden durch Budgetreduktionen und Einsparungen kompensiert. Wegen zu erwartender höherer Rückerstattungen von Dritten wurden die Einnahmen im Abfallfonds um CHF 0,25 Millionen erhöht. Um rund CHF 0,4 Millionen reduzieren sich die Personalkosten gegenüber der letztjährigen Planung. Durch die Inbetriebnahme des sanierten Hagneckkanals erhöhen sich die jährlichen kalkulatorischen Kosten um CHF 0,4 Millionen.

Entwicklungsschwerpunkte

Die Wasserstrategie sowie der Sachplan Abfall werden aktualisiert. Im Bereich der Wassernutzung stehen die Förderung der Wasserkraftnutzung an geeigneten Gewässerabschnitten und die effiziente Nutzung des Grundwassers und der untiefen Erdwärme im Vordergrund. Das Projekt Sanierung Hagneckkanal wird abgeschlossen und geordnet in Betrieb und Unterhalt überführt. Bei der Überwachung der Gewässer soll der Fokus verstärkt auf das Grundwasser gelegt werden. Bei den Untersuchungsprogrammen für die Oberflächengewässer bildet die Überprüfung der Belastung durch Mikroverunreinigungen einen Schwerpunkt. Das Projekt zur Rückgewinnung von Phosphor aus Klärschlamm wird initiiert. Einen weiteren Schwerpunkt bildet die Sanierung von Schiessanlagen. Bei der Sanierung der Deponie Illiswil soll die zweite Sanierungsetappe evaluiert und angegangen werden. Das Abfallgesetz wird teilrevidiert.

Chancen und Risiken

Kein

Commentaire:

Modifications par rapport à la planification précédente

La diminution des rentrées financières pour la période de planification 2016–2019 par rapport au budget 2015 est principalement due à la baisse des recettes de la taxe d'eau des centrales hydrauliques. Les recettes moins élevées sont compensées par des réductions budgétaires et des économies. Grâce aux remboursements de tiers plus élevés qui sont à attendre, les recettes du Fonds pour la gestion des déchets augmentent de CHF 0,25 million. Les frais de personnel sont réduits d'environ CHF 0,4 million par rapport à la planification de l'année précédente. La mise en service du canal de Hagneck assaini entraîne une hausse de CHF 0,4 million pour les coûts standard annuels.

Priorités de développement

La stratégie de l'eau et le plan sectoriel déchets seront mis à jour. Dans le domaine de l'utilisation des eaux, la priorité est donnée à la promotion de l'exploitation de la force hydraulique sur des tronçons qui s'y prêtent et à l'utilisation efficace des eaux souterraines et de la géothermie à faible profondeur. Le projet d'assainissement du canal de Hagneck sera bouclé et entrera comme prévu en phase d'exploitation et d'entretien. En ce qui concerne la surveillance des eaux, il faut davantage mettre l'accent sur les eaux souterraines. Le contrôle de la teneur en micropolluants constitue la priorité des programmes d'investigation des eaux de surface. Le projet de récupération de phosphore à partir de boues d'épuration sera lancé. L'assainissement des installations de tir est également une priorité pour cette période de planification. Concernant l'assainissement de la décharge d'Illiswil, la deuxième étape doit être évaluée puis lancée. La loi sur les déchets sera partiellement révisée.

Chances et risques

Auchhs.

Leistungsinformationen zur Produktgruppe **Informations sur les prestations du groupe de produits**

Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat clôture des comptes 2014	**Wert / Valeur**	**künftige Entwicklung / Evolution attendue**
Anzahl Qualitätsmessungen von Oberflächengewässern und Grundwasser	680	steigend
Nombre d'analyses de qualité des eaux de surface et des eaux souterraines		augmentation
Anzahl beaufsichtigte Kläranlagen (>200 EW) und Wasserversorgungsorganisationen	450	sinkend
Nombre de stations d'épuration (>200 EH) et d'organisations d'alimentation en eau contrôlées		diminution
Anzahl erstellte Gewässerschutz-, Erdsonden- und abfallrechtliche Bewilligungen inkl. Amts-/Fachberichte	2'700	konstant
Nombre d'autorisations délivrées en matière de protection des eaux, de sondes géothermiques et de droit des déchets (rapports officiels et techniques compris)		stabilité
Anzahl behandelte Schadenfälle (Chemie- und Ölunfälle)	190	konstant
Nombre d'accidents traités (produits chimiques et hydrocarbures)		stabilité
Anzahl erteilte Wassernutzungskonzessionen (Wasserkraftwerke, Wärmepumpen, Fischzuchtanlagen, landwirtschaftl. Nutzung, Beschneiung)	192	konstant
Nombre de concessions d'utilisation des eaux octroyées (centrales hydroélectriques, pompes à chaleur, installations de pisciculture, utilisation agricole, enneigement)		stabilité
Anzahl betriebene und unterhaltene hydrometrische Messstationen (Abfluss, Pegel, Niederschlag, Grundwasser)	166	konstant
Nombre de stations hydrométriques exploitées et entretenues (débit, niveau, précipitations, eaux souterraines)		stabilité
Anzahl manuelle Eingriffe in die Steuerungen der Seeregulierung (Abflussänderungen, Stollenöffnungen, Drosselungen, Änderung Hochwassergefahrenstufe usw.)	1'500	konstant
Nombre d'interventions manuelles dans le système de régulation des lacs (modifications des débits, ouverture des galeries d'évacuation, réduction des débits, modification du niveau de danger de crues, etc.)		stabilité

10.8 Spezialfinanzierungen
10.8.1 Abfallfonds

10.8 Financements spéciaux
10.8.1 Fonds pour la gestion des déchets

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Laufende Rechnung							**Compte de fonctionnement**
Aufwand	**3'984'425**	**4'725'000**	**5'108'499**	**4'565'000**	**4'565'000**	**4'565'000**	**Charges**
Veränderung		*18.58%*	*8.11%*	*–10.63%*	*0.00%*	*0.00%*	*Modification*
Ertrag	**3'984'425**	**4'725'000**	**5'108'499**	**4'565'000**	**4'565'000**	**4'565'000**	**Revenus**
Veränderung		*18.58%*	*8.11%*	*–10.63%*	*0.00%*	*0.00%*	*Modification*
Saldo	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Solde**
Veränderung							*Modification*
Aufwand							**Charges**
30 Personalaufwand	910	3'000	3'000	3'000	3'000	3'000	30 Charges de personnel
31 Sachaufwand	1'979'993	3'752'000	3'635'500	3'092'000	3'092'000	3'092'000	31 Biens, services et marchandises
33 Abschreibungen	710'412	0	499'999	500'000	500'000	500'000	33 Amortissements
36 Eigene Beiträge	1'394	0	0	0	0	0	36 Subventions accordées
38 Einlagen in Spezialfinanzierungen / Abschluss Besondere Rechnungen	416'600	0	0	0	0	0	38 Attributions aux financements spéciaux / clôture comptes spéciaux
39 Interne Verrechnungen	875'115	970'000	970'000	970'000	970'000	970'000	39 Imputations internes
Ertrag							**Revenus**
43 Entgelte	3'965'934	2'900'000	3'150'000	3'150'000	3'150'000	3'150'000	43 Contributions
48 Entnahmen aus Spezialfinanzierungen / Abschluss Besondere Rechnungen	0	1'795'000	1'938'499	1'395'000	1'395'000	1'395'000	48 Prélèvements sur les financements spéciaux / Clôture des comptes spéciaux
49 Interne Verrechnungen	18'490	30'000	20'000	20'000	20'000	20'000	49 Imputations internes
Investitionsrechnung							**Compte des investissements**
Ausgaben	**710'420**	**0**	**500'000**	**500'000**	**500'000**	**500'000**	**Dépenses**
Veränderung		*–100.00%*		*0.00%*	*0.00%*	*0.00%*	*Modification*
Einnahmen	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Recettes**
Veränderung							*Modification*
Saldo	**–710'420**	**0**	**–500'000**	**–500'000**	**–500'000**	**–500'000**	**Solde**
Veränderung		*–100.00%*		*0.00%*	*0.00%*	*0.00%*	*Modification*
Ausgaben							**Dépenses**
56 Eigene Beiträge	710'420	0	500'000	500'000	500'000	500'000	56 Subventions accordées
Einnahmen							**Recettes**

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Vermögensbestand per 1.1.	7'713'922	8'130'522	6'335'522	4'397'023	3'002'023	1'607'023	Etat du patrimoine au 1.1.
Vermögensbestand per 31.12.	8'130'522	6'335'522	4'397'023	3'002'023	1'607'023	212'023	Etat du patrimoine au 31.12.
Vermögensveränderung	416'600	–1'795'000	**–1'938'499**	–1'395'000	–1'395'000	–1'395'000	Variation du patrimoine

Kommentar

Wichtige Entwicklungen / finanzielle Veränderungen: Da in den Planjahren mit stagnierenden Abfallmengen und -preisen gerechnet wird, gleichzeitig aber grössere Altlastensanierungen und die Sanierung der Schiessanlagen bevorstehen, decken die jährlichen Fondseinnahmen die Fondsausgaben nicht mehr. Infolge dieser Entwicklung wird sich das Fondsvermögen, welches heute mit CHF 8,1 Millionen über dem gesetzlich vorgeschriebenen Maximalbetrag von CHF 5,0 Millionen liegt, bis Ende 2019 auf weniger als CHF 1,0 Million verringern.

Commentaire

Evolutions importantes / écarts financiers: Pendant la période de planification, on s'attend à ce que la quantité de déchets et les taxes sur les déchets stagnent. Cependant d'importants assainissements de sites contaminés ainsi que d'installations de tir sont prévus, et les recettes annuelles du fonds ne suffiront donc plus à couvrir les charges. Du fait de cette évolution, la fortune du fonds, qui se situe actuellement à CHF 8,1 millions et donc au-dessus du montant maximal de CHF 5 millions prévu par la loi, se réduira à moins de CHF 1 million d'ici à fin 2019.

10.8.2 Abwasserfonds

10.8.2 Fonds pour l'assainissement

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Laufende Rechnung							**Compte de fonctionnement**
Aufwand	**15'249'241**	**12'359'000**	**12'078'000**	**12'078'000**	**12'078'000**	**12'078'000**	**Charges**
Veränderung		*–18.95%*	*–2.27%*	*0.00%*	*0.00%*	*0.00%*	*Modification*
Ertrag	**15'249'241**	**12'359'000**	**12'078'000**	**12'078'000**	**12'078'000**	**12'078'000**	**Revenus**
Veränderung		*–18.95%*	*–2.27%*	*0.00%*	*0.00%*	*0.00%*	*Modification*
Saldo	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Solde**
Veränderung							*Modification*
Aufwand							**Charges**
31 Sachaufwand	632'891	716'000	716'000	716'000	716'000	716'000	31 Biens, services et marchandises
33 Abschreibungen	7'522'883	11'000'000	10'500'000	10'500'000	10'500'000	10'500'000	33 Amortissements
36 Eigene Beiträge	12'101	15'000	15'000	15'000	15'000	15'000	36 Subventions accordées
38 Einlagen in Spezialfinanzierungen / Abschluss Besondere Rechnungen	6'112'285	0	219'000	219'000	219'000	219'000	38 Attributions aux financements spéciaux / clôture comptes spéciaux
39 Interne Verrechnungen	969'080	628'000	628'000	628'000	628'000	628'000	39 Imputations internes
Ertrag							**Revenus**
43 Entgelte	15'177'141	12'000'000	12'000'000	12'000'000	12'000'000	12'000'000	43 Contributions
48 Entnahmen aus Spezialfinanzierungen / Abschluss Besondere Rechnungen	0	276'000	0	0	0	0	48 Prélèvements sur les financements spéciaux / Clôture des comptes spéciaux
49 Interne Verrechnungen	72'100	83'000	78'000	78'000	78'000	78'000	49 Imputations internes
Investitionsrechnung							**Compte des investissements**
Ausgaben	**7'522'932**	**11'000'000**	**10'500'000**	**10'500'000**	**10'500'000**	**10'500'000**	**Dépenses**
Veränderung		*46.21%*	*–4.54%*	*0.00%*	*0.00%*	*0.00%*	*Modification*
Einnahmen	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Recettes**
Veränderung							*Modification*
Saldo	**–7'522'932**	**–11'000'000**	**–10'500'000**	**–10'500'000**	**–10'500'000**	**–10'500'000**	**Solde**
Veränderung		*46.21%*	*–4.54%*	*0.00%*	*0.00%*	*0.00%*	*Modification*
Ausgaben							**Dépenses**
56 Eigene Beiträge	7'522'932	11'000'000	10'500'000	10'500'000	10'500'000	10'500'000	56 Subventions accordées
Einnahmen							**Recettes**

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Vermögensbestand per 1.1.	27'629'443	33'741'729	33'465'729	33'684'729	33'903'729	34'122'729	Etat du patrimoine au 1.1.
Vermögensbestand per 31.12.	33'741'729	33'465'729	33'684'729	33'903'729	34'122'729	34'341'729	Etat du patrimoine au 31.12.
Vermögensveränderung	6'112'286	–276'000	**219'000**	219'000	219'000	219'000	Variation du patrimoine

Kommentar

Wichtige Entwicklungen / finanzielle Veränderungen: Der Entwicklungsschwerpunkt wird in den nächsten Jahren auf die Umsetzung der Massnahmen aus dem Sachplan Siedlungsentwässerung (VOKOS) gelegt. In der Planperiode sind keine grösseren Vermögensveränderungen geplant.

Commentaire

Evolutions importantes / écarts financiers: La priorité sera accordée ces prochaines années à la mise en œuvre des mesures du plan sectoriel d'assainissement (VOKOS). Aucune modification financière notable n'est prévue durant la période de planification.

10.8.3 See- und Flussuferfonds

10.8.3 Fonds des rives, des lacs et des rivières

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Laufende Rechnung							**Compte de fonctionnement**
Aufwand	**2'000'000**	**2'123'000**	**2'123'000**	**2'123'000**	**2'123'000**	**2'123'000**	**Charges**
Veränderung		*6.15%*	*0.00%*	*0.00%*	*0.00%*	*0.00%*	*Modification*
Ertrag	**2'000'000**	**2'123'000**	**2'123'000**	**2'123'000**	**2'123'000**	**2'123'000**	**Revenus**
Veränderung		*6.15%*	*0.00%*	*0.00%*	*0.00%*	*0.00%*	*Modification*
Saldo	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Solde**
Veränderung							*Modification*
Aufwand							**Charges**
31 Sachaufwand	31'739	50'000	50'000	50'000	50'000	50'000	31 Biens, services et marchandises
33 Abschreibungen	985'888	1'500'000	1'500'000	1'500'000	1'500'000	1'500'000	33 Amortissements
36 Eigene Beiträge	547'911	550'000	550'000	550'000	550'000	550'000	36 Subventions accordées
38 Einlagen in Spezialfinanzierungen / Abschluss Besondere Rechnungen	387'644	0	0	0	0	0	38 Attributions aux financements spéciaux / clôture comptes spéciaux
39 Interne Verrechnungen	46'816	23'000	23'000	23'000	23'000	23'000	39 Imputations internes
Ertrag							**Revenus**
48 Entnahmen aus Spezialfinanzierungen / Abschluss Besondere Rechnungen	0	123'000	123'000	123'000	123'000	123'000	48 Prélèvements sur les financements spéciaux / Clôture des comptes spéciaux
49 Interne Verrechnungen	2'000'000	2'000'000	2'000'000	2'000'000	2'000'000	2'000'000	49 Imputations internes
Investitionsrechnung							**Compte des investissements**
Ausgaben	**985'888**	**1'500'000**	**1'500'000**	**1'500'000**	**1'500'000**	**1'500'000**	**Dépenses**
Veränderung		*52.14%*	*0.00%*	*0.00%*	*0.00%*	*0.00%*	*Modification*
Einnahmen	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Recettes**
Veränderung							*Modification*
Saldo	**–985'888**	**–1'500'000**	**–1'500'000**	**–1'500'000**	**–1'500'000**	**–1'500'000**	**Solde**
Veränderung		*52.14%*	*0.00%*	*0.00%*	*0.00%*	*0.00%*	*Modification*
Ausgaben							**Dépenses**
56 Eigene Beiträge	985'888	1'500'000	1'500'000	1'500'000	1'500'000	1'500'000	56 Subventions accordées
Einnahmen							**Recettes**

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Vermögensbestand per 1.1.	1'885'066	2'272'710	2'149'710	2'026'710	1'903'710	1'780'710	Etat du patrimoine au 1.1.
Vermögensbestand per 31.12.	2'272'710	2'149'710	2'026'710	1'903'710	1'780'710	1'657'710	Etat du patrimoine au 31.12.
Vermögensveränderung	387'644	–123'000	**–123'000**	–123'000	–123'000	–123'000	Variation du patrimoine

Kommentar

Wichtige Entwicklungen / finanzielle Veränderungen: Die abgeschlossene Teilrevision der See- und Flussuferverordnung (SFV; RSB 704.111) und das vom Regierungsrat beschlossene Ausführungsprogramm SFG 2015–2017 führen ab 2016 zur notwendigen Plafonierung der Kantonsbeiträge aus dem See- und Flussuferfonds.

Commentaire

Evolutions importantes / changements financiers: La révision partielle de l'ordonnance du 29 juin 1983 sur les rives des lacs et des rivières (ORL; RSB 704.111), désormais achevée, et le programme d'exécution LRLR 2015–2017 arrêté par le Conseil-exécutif entraîneront dès 2016 la nécessité de plafonner les subventions cantonales tirées du fonds.

10.8.4 Wasserfonds

10.8.4 Fonds pour l'alimentation en eau

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Laufende Rechnung							**Compte de fonctionnement**
Aufwand	**7'675'173**	**5'498'000**	**5'498'000**	**5'498'000**	**5'328'000**	**5'328'000**	**Charges**
Veränderung		*–28.36%*	*0.00%*	*0.00%*	*–3.09%*	*0.00%*	*Modification*
Ertrag	**7'675'173**	**5'498'000**	**5'498'000**	**5'498'000**	**5'328'000**	**5'328'000**	**Revenus**
Veränderung		*–28.36%*	*0.00%*	*0.00%*	*–3.09%*	*0.00%*	*Modification*
Saldo	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Solde**
Veränderung							*Modification*
Aufwand							**Charges**
31 Sachaufwand	99'712	269'000	269'000	269'000	99'000	99'000	31 Biens, services et marchandises
33 Abschreibungen	7'534'181	5'000'000	5'000'000	5'000'000	5'000'000	5'000'000	33 Amortissements
39 Interne Verrechnungen	41'280	229'000	229'000	229'000	229'000	229'000	39 Imputations internes
Ertrag							**Revenus**
41 Regalien und Konzessionen	1'149'400	0	0	0	0	0	41 Régales, concessions
42 Vermögenserträge	497	0	0	0	0	0	42 Revenus des biens
43 Entgelte	5'086'516	4'900'000	4'900'000	4'900'000	4'900'000	4'900'000	43 Contributions
48 Entnahmen aus Spezialfinanzierungen / Abschluss Besondere Rechnungen	1'436'982	590'000	595'000	595'000	425'000	425'000	48 Prélèvements sur les financements spéciaux / Clôture des comptes spéciaux
49 Interne Verrechnungen	1'776	8'000	3'000	3'000	3'000	3'000	49 Imputations internes
Investitionsrechnung							**Compte des investissements**
Ausgaben	**7'534'204**	**5'000'000**	**5'000'000**	**5'000'000**	**5'000'000**	**5'000'000**	**Dépenses**
Veränderung		*–33.63%*	*0.00%*	*0.00%*	*0.00%*	*0.00%*	*Modification*
Einnahmen	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Recettes**
Veränderung							*Modification*
Saldo	**–7'534'204**	**–5'000'000**	**–5'000'000**	**–5'000'000**	**–5'000'000**	**–5'000'000**	**Solde**
Veränderung		*–33.63%*	*0.00%*	*0.00%*	*0.00%*	*0.00%*	*Modification*
Ausgaben							**Dépenses**
56 Eigene Beiträge	7'534'204	5'000'000	5'000'000	5'000'000	5'000'000	5'000'000	56 Subventions accordées
Einnahmen							**Recettes**

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Vermögensbestand per 1.1.	4'078'876	2'641'894	2'051'894	1'456'894	861'894	436'894	Etat du patrimoine au 1.1.
Vermögensbestand per 31.12.	2'641'894	2'051'894	1'456'894	861'894	436'894	11'894	Etat du patrimoine au 31.12.
Vermögensveränderung	–1'436'983	–590'000	**–595'000**	–595'000	–425'000	–425'000	Variation du patrimoine

Kommentar

Wichtige Entwicklungen / finanzielle Veränderungen: Im Bereich der Siedlungswasserwirtschaft wird der Entwicklungsschwerpunkt in der Planperiode auf die Umsetzung der in der Wasserversorgungsstrategie definierten strategischen Ziele gesetzt. Da die jährlichen Fondsausgaben die Fondseinnahmen übersteigen wird sich das Fondsvermögen in der Planungsperiode vermindern.

Commentaire

Evolutions importantes / écarts financiers: Dans le domaine de la gestion des eaux urbaines, la priorité sera accordée durant cette période de planification à la mise en œuvre des objectifs stratégiques définis dans la stratégie d'alimentation en eau. Comme les charges annuelles du fonds dépassent les recettes, la fortune du fonds diminuera au cours de la période de planification.

11 Finanzkontrolle (FK)

11.1 Übersicht der Kosten und Erlöse nach Produktgruppen (VA 2016, Saldo II)

11.2 Produktgruppensaldi II (Betriebsbuchhaltung)

in Millionen CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	en millions CHF
Finanzaufsicht	-4.3	-4.8	-4.6	-4.7	-4.7	-4.8	Surveillance des finances
Total	**-4.3**	**-4.8**	**-4.6**	**-4.7**	**-4.7**	**-4.8**	**Total**

11.3 Entwicklungsschwerpunkte der Direktion

Den steigenden Anforderungen der Revisionsbranche will die Finanzkontrolle weiterhin mit einer permanenten Weiterbildung der Mitarbeitenden begegnen. Die Qualität der Revisionen und die Zufriedenheit der verschiedenen Ansprechpartner stehen im Fokus unserer Zielsetzungen.

11.4 Laufende Rechnung

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	
Laufende Rechnung							**Compte de fonctionnement**
Aufwand	**4'473'152**	**4'912'640**	**4'713'213**	**4'788'433**	**4'806'629**	**4'868'229**	**Charges**
Veränderung		*9.82%*	*–4.05%*	*1.59%*	*0.38%*	*1.28%*	*Modification*
Ertrag	**143'405**	**107'179**	**107'161**	**107'246**	**107'257**	**107'358**	**Revenus**
Veränderung		*–25.26%*	*–0.01%*	*0.07%*	*0.01%*	*0.09%*	*Modification*
Saldo	**–4'329'746**	**–4'805'461**	**–4'606'052**	**–4'681'187**	**–4'699'372**	**–4'760'871**	**Solde**
Veränderung		*10.98%*	*–4.14%*	*1.63%*	*0.38%*	*1.30%*	*Modification*
Aufwand							**Charges**
30 Personalaufwand	4'168'067	4'389'633	4'188'347	4'261'692	4'277'899	4'341'495	30 Charges de personnel
31 Sachaufwand	166'956	364'100	359'600	359'600	359'600	359'600	31 Biens, services et marchandises
33 Abschreibungen	8'971	18'907	15'266	17'141	19'130	17'134	33 Amortissements
39 Interne Verrechnungen	129'156	140'000	150'000	150'000	150'000	150'000	39 Imputations internes

11 Contrôle des finances (CF)

11.1 Aperçu des coûts et des rentrées financières par groupe de produits (budget 2016, solde II)

11.2 Soldes II des groupes de produits (comptabilité analytique d'exploitation)

11.3 Priorités de développement de la Direction

Le contrôle des finances fait face aux exigences croissantes de la profession d'audit par une formation permanente de ses collaborateurs. La qualité des audits ainsi que la satisfaction de nos interlocuteurs sont au centre de nos objectifs.

11.4 Compte de fonctionnement

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Ertrag							**Revenus**
43 Entgelte	65'472	66'479	66'161	66'246	66'257	66'358	43 Contributions
44 Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung	2'005	700	1'000	1'000	1'000	1'000	44 Parts à des recettes et contributions sans affectation
49 Interne Verrechnungen	75'928	40'000	40'000	40'000	40'000	40'000	49 Imputations internes

Entwicklung der Laufenden Rechnung

Der Saldo der Laufenden Rechnung verbessert sich im Voranschlag 2016 gegenüber dem Voranschlag 2015 um rund CHF 200'000 oder 4,1 Prozent. Der Saldo verschlechtert sich in den Folgejahren 2017–2019 um CHF 75'000 bis CHF 154'000.

Die Veränderung begründet sich aus dem tieferen Personalaufwand infolge der dank Effizienzsteigerungen eingesparten Stellen. In den Folgejahren erhöht sich der Personalaufwand infolge der vorgegebenen Entwicklung der Lohnmassnahmen wieder.

Evolution du compte de fonctionnement

Le solde du compte de fonctionnement du budget 2016 s'améliore d'environ CHF 200'000 ou 4,1 pour cent par rapport au budget 2015. Le solde se détériore dans les années suivantes 2017–2019 de CHF 75'000 à CHF 154'000.

La variation se justifie par le fait que les charges de personnel ont diminué suite à des économies de postes de travail générés par des gains d'efficacité. Dans les années suivantes les charges vont à nouveau augmenter en raison du développement prédéterminé des mesures salariales.

11.5 Investitionsrechnung

11.5 Compte des investissements

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Investitionsrechnung							**Compte des investissements**
Ausgaben	**44'596**	**19'000**	**19'000**	**19'000**	**19'000**	**19'000**	**Dépenses**
Veränderung		*–57.39%*	*0.00%*	*0.00%*	*0.00%*	*0.00%*	*Modification*
Einnahmen	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Recettes**
Veränderung							*Modification*
Saldo	**–44'596**	**–19'000**	**–19'000**	**–19'000**	**–19'000**	**–19'000**	**Solde**
Veränderung		*–57.39%*	*0.00%*	*0.00%*	*0.00%*	*0.00%*	*Modification*
Ausgaben							**Dépenses**
50 Sachgüter	44'596	19'000	19'000	19'000	19'000	19'000	50 Investissements propres
Einnahmen							**Recettes**

Entwicklung der Investitionsrechnung

Die Planperiode 2016–2019 sieht Ersatzbeschaffungen im Bereich Büromobiliar / Informatik vor.

Evolution du compte des investissements

La période du plan 2016–2019 prévoit des dépenses de remplacement dans le domaine du mobilier de bureau et de l'informatique.

11.6 Entwicklung der Vollzeitstellen der FK

11.6 Evolution du nombre de postes à plein temps du CF

2009	2010	2011	2012	2013	2014
25.1	25.1	26.6	24.0	23.9	24.7

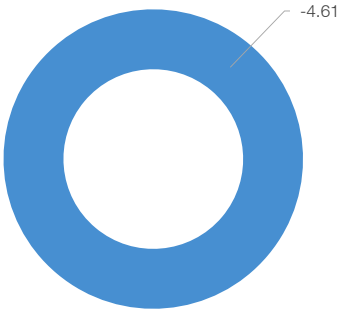
Kommentar

Der Bestand an Vollzeitstellen konnte in den letzten Jahren von einem Soll-Bestand von 26 FTE kontinuierlich auf 24 FTE reduziert werden. Die Finanzkontrolle geht trotz zusätzlichen Aufgaben und höheren Anforderungen von Seiten der Revisionspraxis auch für die kommenden Jahre von durchschnittlich 24 FTE aus.

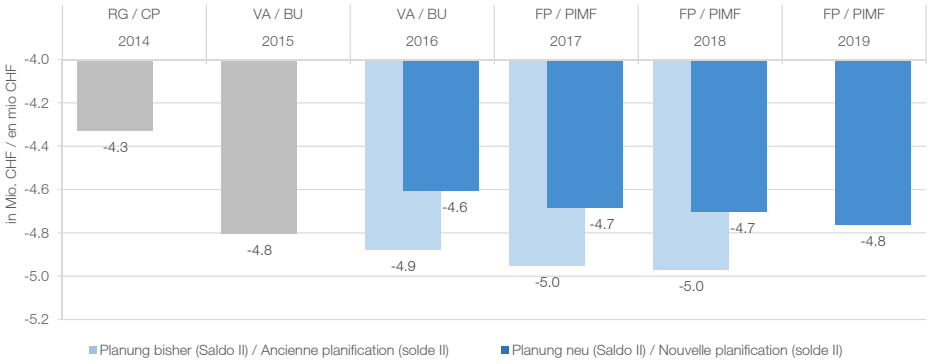
Commentaire

Les postes à plein temps ont été réduits de manière continue au cours des dernières années d'un solde attendu de 26 ETP à 24 ETP. Le Contrôle des finances table sur une moyenne de 24 ETP pour les prochaines années, ceci malgré des responsabilités supplémentaires et des exigences plus élevées de la part de la pratique en matière de révision.

11.7 Produktgruppen
11.7.1 Finanzaufsicht



Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)



11.7 Groupes de produits
11.7.1 Surveillance des finances

Beschreibung

Die Produktgruppe Finanzaufsicht setzt sich aus folgenden Produkten zusammen:

- Kernaufgaben (Prüfung Jahresrechnung, Dienststellenrevisionen, Informatik- und Baurevisionen)
- Spezialprüfungen (Staatsbeitragsprüfungen, Mandate)
- Sonderprüfungen im Auftrag der Finanzkommission, der Geschäftsprüfungskommission, der Justizkommission, des Regierungsrates, der Justizleitung, der Direktionen, der Staatskanzlei, der obersten Gerichtsbehörden oder der Generalstaatsanwaltschaft
- Beratung zugunsten der Finanzkommission, der Geschäftsprüfungskommission, der Justizkommission, des Regierungsrates, der Justizleitung, der Direktionen, der Staatskanzlei, der obersten Gerichtsbehörden oder der Generalstaatsanwaltschaft

Description

Le groupe de produits Surveillance des finances se compose des produits suivants:

- Tâches essentielles (révision des comptes annuels, révision des services, contrôle des systèmes informatiques, révision des projets de construction)
- Mandats de contrôle spécial (contrôle de l'utilisation des subventions, mandats)
- Mandats de contrôle extraordinaire sur l'ordre de la Commission des finances, de la Commission de gestion, de la Commission de justice, du Conseil-exécutif, de la Direction de la magistrature, des Directions, de la Chancellerie d'Etat, des autorités judiciaires suprêmes ou du parquet général
- Activités de conseil en faveur de la Commission des finances, de la Commission de gestion, de la Commission de justice, du Conseil-exécutif, de la Direction de la magistrature, des Directions, de la Chancellerie d'Etat, des autorités judiciaires suprêmes ou du parquet général

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF
(+) Erlöse	118'590	100'000	100'000	100'000	100'000	100'000	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	4'246'923	4'389'634	4'188'348	4'261'694	4'277'900	4'341'495	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	192'442	496'920	502'438	502'352	502'342	502'243	(-) Coûts matériels
(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	9'113	20'239	16'758	18'984	21'341	20'298	(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**-4'329'888**	**-4'806'793**	**-4'607'544**	**-4'683'030**	**-4'701'583**	**-4'764'036**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	0	0	**0**	0	0	0	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	0	0	**0**	0	0	0	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	0	0	**0**	0	0	0	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**-4'329'888**	**-4'806'793**	**-4'607'544**	**-4'683'030**	**-4'701'583**	**-4'764'036**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(+) Abgrenzungen	-	-	1'492	1'842	2'210	3'164	(+) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**-4'606'053**	**-4'681'188**	**-4'699'373**	**-4'760'872**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF Solde I des produits
Kernaufgaben	-3'314'463	-3'974'522	-3'523'008	-3'578'398	-3'592'671	-3'640'579	Tâches essentielles
Spezialprüfungen	-782'145	-485'985	-830'297	-846'385	-849'799	-861'035	Mandats de contrôle spécifiques
Sonderprüfungen	-185'858	-252'601	-214'104	-217'827	-218'553	-221'173	Mandats de contrôle spéciaux
Beratung	-47'423	-93'685	-40'135	-40'420	-40'560	-41'250	Activités de conseil

Kommentar:

Commentaire:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Der Deckungsbeitrag III des Voranschlags 2016 verbessert sich gegenüber dem Voranschlag 2015 um rund CHF 200'000, verschlechtert sich aber in den Folgejahren wieder um CHF 75'000 bis CHF 156'000. Die Veränderung begründet sich aus den um rund CHF 200'000 tieferen Lohnkosten infolge der dank Effizienzsteigerung eingesparten Stellen.

Modifications par rapport à la planification précédente

La marge contributive III du budget 2016 s'améliore d'environ CHF 200'000 par rapport au budget 2015 mais se détériore à nouveau par la suite de CHF 75'000 à CHF 156'000. La variation se justifie par le fait que les charges de personnel ont diminué de CHF 200'000 suite à des économies de postes de travail générées par des gains d'efficacité.

Entwicklungsschwerpunkte

Folgende Entwicklungsschwerpunkte sind im Voranschlag und im Aufgaben- und Finanzplan berücksichtigt: Den steigenden Anforderungen der Revisionsbranche will die Finanzkontrolle weiterhin mit einer permanenten Weiterbildung der Mitarbeitenden begegnen. Die Qualität der Revisionen und die Zufriedenheit der verschiedenen Ansprechpartner stehen im Fokus unserer Zielsetzungen.

Priorités de développement

Les priorités de développement suivantes sont prises en compte dans le budget et dans le plan des tâches et des finances: Le Contrôle des finances fait face aux exigences croissantes de la profession d'audit par une formation permanente de ses collaborateurs. La qualité des audits ainsi que la satisfaction de nos interlocuteurs sont au centre de nos objectifs

Chancen und Risiken

Der Personalaufwand ist mit beinahe 90% der wesentlichste Kostentreiber. Wesentliche Personalfluktuationen können sich somit positiv wie negativ auf die Entwicklung des Personal-aufwandes auswirken. Die Finanzkontrolle kann bei Bedarf für ihre Arbeiten Spezialisten beiziehen. Sofern die Finanzkontrolle davon keinen Gebrauch machen muss, wirkt sich dies mit rund CHF 200'000 positiv auf das Ergebnis aus.

Chances et risques

Les charges de personnels sont avec près de 90% le facteur de coût le plus important. Des fluctuations de personnel significatives peuvent donc avoir un impact positif ou négatif sur le développement des charges de personnel. Le Contrôle des finances peut faire appel à des spécialistes si nécessaire. A partir du moment ou le Contrôle des finances n'en fait pas usage, ceci aura un impact positif de l'ordre d'environ CHF 200'000 sur le résultat.

Leistungsinformationen zur Produktgruppe **Informations sur les prestations du groupe de produits**

Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat clôture des comptes 2014)	**Wert / Valeur**	**künftige Entwicklung / Evolution attendue**
Anzahl Mitarbeitende der FK im Jahresdurchschnitt, welche dem Kantonalen Finanzkontrollgesetz verpflichtet sind (FTE)	24	konstant
Nombre d'employés en moyenne annuelle qui sont soumis à la loi cantonale sur le Contrôle des finances (EPT)		constant
Beurteilung der Revisionstätigkeit bezogen auf Qualität und Effizienz durch Revisionsstelle (Gesamtbeurteilung)	gut / bon	konstant
Evaluation de la qualité et de l'efficience du travail d'audit par l'organe de révision (évaluation globale)		constant
Beurteilung der Kundenzufriedenheit mittels Kundenbefragung bei FiKo, GPK, RR und Verwaltung (Gesamtbeurteilung)	gut / bon	konstant
Evaluation de la satisfaction de la clientèle par sondage auprès de la CFin, de la CGes, du CE et de l'administration (évaluation globale)		constant
Jährliches Optimierungspotenzial aufgrund von Prüfungsfeststellungen der Finanzkontrolle (in CHF Mio.)	> 5	steigend
Potentiel d'optimisation annuel décelé par les audits du Contrôle des finances (en mio CHF)		en hausse

12 Kantonale Datenschutzaufsichtsstelle (DSA)

12.1 Übersicht der Kosten und Erlöse nach Produktgruppen (VA 2016, Saldo II)

12.2 Produktgruppensaldi II (Betriebsbuchhaltung)

in Millionen CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	en millions CHF
Datenschutz	-0.9	-1.0	-1.2	-1.2	-1.2	-1.2	Protection des données
Total	**-0.9**	**-1.0**	**-1.2**	**-1.2**	**-1.2**	**-1.2**	**Total**

12.3 Entwicklungsschwerpunkte der Direktion

Wann und ob die Änderungen im europäischen Datenschutzrecht und im Datenschutzrecht des Bundes zu einer Änderung des kantonalen Datenschutzrechts Anlass geben, ist zurzeit offen. Erhebliche finanzielle Auswirkungen sind nicht zu erwarten.

12 Bureau cantonal pour la surveillance de la protection des données (BPD)

12.1 Aperçu des coûts et des rentrées financières par groupe de produits (budget 2016, solde II)

12.2 Soldes II des groupes de produits (comptabilité analytique d'exploitation)

in Millionen CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	en millions CHF
Datenschutz	-0.9	-1.0	-1.2	-1.2	-1.2	-1.2	Protection des données
Total	**-0.9**	**-1.0**	**-1.2**	**-1.2**	**-1.2**	**-1.2**	**Total**

12.3 Priorités de développement de la Direction

La question de savoir si les modifications intervenues dans le droit de la protection des données aux niveaux européen et fédéral entraîneront une adaptation à l'échelon cantonal et, le cas échéant, à quel moment est actuellement en suspens. Des répercussions financières importantes ne sont pas attendues.

12.4 Laufende Rechnung

12.4 Compte de fonctionnement

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Laufende Rechnung							**Compte de fonctionnement**
Aufwand	**899'654**	**1'005'669**	**1'168'105**	**1'179'955**	**1'188'467**	**1'194'956**	**Charges**
Veränderung		*11.78%*	*16.15%*	*1.01%*	*0.72%*	*0.54%*	*Modification*
Ertrag	**22'854**	**3'100**	**3'300**	**3'300**	**3'300**	**3'300**	**Revenus**
Veränderung		*–86.43%*	*6.45%*	*0.00%*	*0.00%*	*0.00%*	*Modification*
Saldo	**–876'799**	**–1'002'569**	**–1'164'805**	**–1'176'655**	**–1'185'167**	**–1'191'656**	**Solde**
Veränderung		*14.34%*	*16.18%*	*1.01%*	*0.72%*	*0.54%*	*Modification*
Aufwand							**Charges**
30 Personalaufwand	780'112	785'042	950'705	962'555	971'067	977'556	30 Charges de personnel
31 Sachaufwand	114'088	217'300	217'300	217'300	217'300	217'300	31 Biens, services et marchandises
33 Abschreibungen	3'228	3'227	0	0	0	0	33 Amortissements
39 Interne Verrechnungen	2'224	100	100	100	100	100	39 Imputations internes
Ertrag							**Revenus**
43 Entgelte	21'048	3'000	3'000	3'000	3'000	3'000	43 Contributions
44 Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung	330	100	300	300	300	300	44 Parts à des recettes et contributions sans affectation
49 Interne Verrechnungen	1'475	0	0	0	0	0	49 Imputations internes

Entwicklung der Laufenden Rechnung

Die Entlastungsmassnahmen der Vorjahre können in den Planjahren 2016–2019 weitergeführt werden. Die Umsetzung einer Empfehlung eines Evaluationskomitees der Schengen-Staaten führt zu höheren Personalkosten (siehe hierzu 12.6).

Evolution du compte de fonctionnement

La mise en œuvre des mesures d'allégement prises durant les années précédentes peut être poursuivie au cours des années 2016 à 2019. Une recommandation formulée par un comité d'experts issu des Etats Schengen a donné lieu à une augmentation des frais de personnel (cf. ch. 12.6).

12.5 Investitionsrechnung

12.5 Compte des investissements

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Investitionsrechnung							**Compte des investissements**
Ausgaben	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Dépenses**
Veränderung							*Modification*
Einnahmen	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Recettes**
Veränderung							*Modification*
Saldo	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Solde**
Veränderung							*Modification*
Ausgaben							**Dépenses**
Einnahmen							**Recettes**

Entwicklung der Investitionsrechnung

Im Voranschlag sind keine Investitionen vorgesehen.

Auch in den Folgejahren sind keine Investitionen vorgesehen.

Evolution du compte des investissements

Aucun investissement n'est prévu dans le budget.

Aucun investissement n'est prévu pour les années suivantes.

12.6 Entwicklung der Vollzeitstellen der DSA

12.6 Evolution du nombre de postes à plein temps du BPD

2009	2010	2011	2012	2013	2014
3.5	3.6	3.7	5.2	4.7	4.5

Kommentar

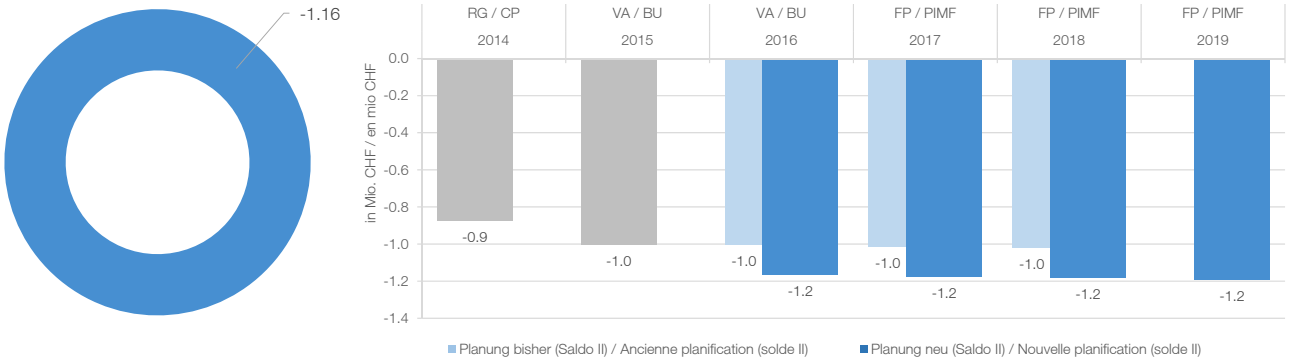
Für 2016 ist die Umwandlung einer halben Sekretariatsstelle in die Stelle eines wissenschaftlichen Mitarbeiters und deren Aufstockung um 0,45 Stellenprozente vorgesehen. Dies um der entsprechenden Empfehlung eines Evaluationskomitees der Schengen-Staaten Rechnung zu tragen. Das Evaluationskomitee prüfte gestützt auf die Übereinkommen von Schengen und Dublin unter anderem auch die Datenschutzaufsichtsstelle des Kantons Bern.

Commentaire

Pour 2016, il est prévu de transformer un poste de secrétariat à mi-temps en un poste de collaborateur scientifique à plein temps (ce qui correspond à 0,45% de poste supplémentaire). L'augmentation des effectifs découle d'une recommandation formulée par un comité d'experts issu des Etats Schengen. Ce comité a notamment examiné, conformément aux accords de Schengen/Dublin, le travail du Bureau pour la surveillance de la protection des données du canton de Berne.

12.7 Produktgruppen
12.7.1 Datenschutz

12.7 Groupes de produits
12.7.1 Protection des données



Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)

Beschreibung

Interventionen zum korrekten Umgang kantonaler und kommunaler Stellen mit Informationen über Personen, namentlich auf folgenden Tätigkeitsgebieten: Information, Ausbildung, Beratung, Vermittlung, Verfassen von Vernehmlassungen und Stellungnahmen, Kontrollen, Empfehlungen und Führen von Beschwerden.

Description

Interventions devant permettre aux services cantonaux et communaux de traiter de manière correcte les informations relatives aux personnes, notamment dans les domaines d'activité suivants: information, formation, conseil, fonction d'intermédiaire, rédaction de préavis et de prises de position, contrôles, recommandations et recours.

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte **2014**	Voranschlag Budget **2015**	Voranschlag Budget **2016**	Finanzplan Plan financier **2017**	**2018**	**#BEZUG!**	CHF
(+) Erlöse	1'990	3'000	0	0	0	0	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	759'704	785'042	947'705	959'555	968'067	974'556	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	116'188	217'400	217'400	217'400	217'400	217'400	(-) Coûts matériels
(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	3'470	3'309	0	0	0	0	(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**-877'372**	**-1'002'751**	**-1'165'105**	**-1'176'955**	**-1'185'467**	**-1'191'956**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	0	0	**0**	0	0	0	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	0	0	**0**	0	0	0	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	330	100	**300**	300	300	300	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**-877'042**	**-1'002'651**	**-1'164'805**	**-1'176'655**	**-1'185'167**	**-1'191'656**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(+)/(-) Abgrenzungen	-	-	0	0	0	0	(+)/(-) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**-1'164'805**	**-1'176'655**	**-1'185'167**	**-1'191'656**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte **2014**	Voranschlag Budget **2015**	Voranschlag Budget **2016**	Finanzplan Plan financier **2017**	**2018**	**2019**	CHF Solde I des produits
Datenschutz	-877'372	-1'002'751	-1'165'105	-1'176'955	-1'185'467	-1'191'956	Protection des données

Kommentar:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Der Saldo I weist gegenüber dem Voranschlag 2015 eine Verschlechterung von rund CHF 160'000 aus. Das ist Folge der beantragten Umwandlung einer halben Sekretariatsstelle in die Stelle eines wissenschaftlichen Mitarbeiters und deren Aufstockung um 0,45 Stellenprozente. Mit der Aufstockung der Stelle wird der entsprechenden Empfehlung eines Evaluationskomitees der Schengen-Staaten Rechnung getragen. Das Evaluationskomitee prüfte gestützt auf die Übereinkommen von Schengen und Dublin unter anderem auch die Datenschutzaufsichtsstelle des Kantons Bern.

Entwicklungsschwerpunkte

Die in der Datenschutzgesetzgebung vorgegebenen Aufgaben sind auch in Zukunft zu lösen. Die Aufgabenumschreibung in der Datenschutzgesetzgebung öffnet weite Spielräume. Die Ressourcen der Datenschutzaufsichtsstelle erlauben eine Aufgabenerfüllung am untersten Rand dieser Spielräume. Möglichkeiten zu einer verstärkten Aufgabenerfüllung sind nicht erkennbar. Als Technikfolgerecht gibt das Datenschutzrecht vor, für das Verwaltungshandeln relevante informatiktechnische Entwicklungen frühzeitig zu erkennen und Datensicherheitsmassnahmen sowie Massnahmen zur Wahrung der Persönlichkeitsrechte auszulösen. Nach dem Moorschen Gesetz verdoppelt sich die Leistung von Prozessoren rund alle zwei Jahre.

Chancen und Risiken

Änderungen – vorab im übergeordneten Recht – können dazu führen, dass sich das Volumen der unter die kantonale Datenschutzaufsicht fallenden Datenbearbeitungen verändert (Aufsicht über die Privatspitäler, die Gymnasien oder die IV-Stelle). Das kann den Ressourcenbedarf erhöhen oder verringern. Werden bei Informatikprojekten rechtswidrige Datenbearbeitungen erst zu einem späten Zeitpunkt erkannt, steigen die Kosten für die erforderlichen Korrekturen exponentiell. Aus Sicht der Projektverantwortlichen ist eine frühe Prüfung der Konformität der Datenbearbeitungen als Chance, eine verspätete Prüfung als Risiko darzustellen.

Commentaire:

Modifications par rapport à la planification précédente

Par rapport au budget 2015, le solde I présente une détérioration de quelque CHF 160 000. Cela s'explique par le fait qu'un poste de secrétariat à mi-temps a été transformé, comme demandé, en un poste de collaborateur scientifique à plein temps (ce qui correspond à 0,45% de poste supplémentaire). L'augmentation des effectifs découle d'une recommandation formulée par un comité d'experts issu des Etats Schengen. Ce comité a notamment examiné, conformément aux accords de Schengen/Dublin, le travail du Bureau pour la surveillance de la protection des données du canton de Berne.

Priorités de développement

Les tâches prévues par la législation sur la protection des données doivent à l'avenir continuer d'être accomplies. L'énumération des tâches telle qu'elle figure dans la législation précitée laisse une marge de manœuvre importante. Cependant, les ressources du Bureau pour la surveillance de la protection des données ne lui permettent guère, pour ce qui est de l'accomplissement des tâches, de profiter de cette marge de manœuvre. Le Bureau ne discerne aucune possibilité de renforcer l'accomplissement des tâches. En tant que droit découlant du développement des technologies, le droit de la protection des données prescrit d'identifier de manière précoce les évolutions informatiques pertinentes pour les activités de l'administration et de prendre des mesures relatives à la sécurité des données ainsi qu'à la garantie des droits de la personne. Selon la loi de Moore, la capacité des processeurs double environ tous les deux ans.

Chances et risques

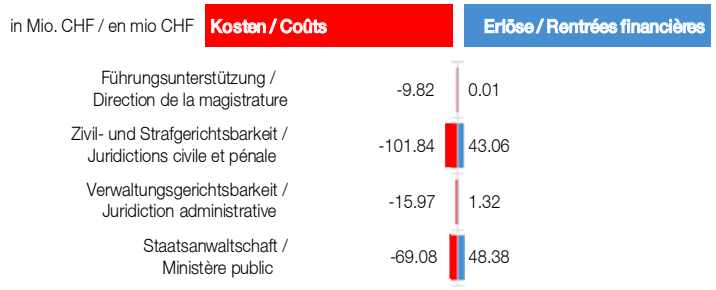
Des adaptations apportées notamment au droit supérieur peuvent entraîner une modification du volume des cas de traitement des données devant faire l'objet d'une surveillance cantonale (surveillance des cliniques privées, des gymnases ou des offices AI), ce qui peut se traduire par une augmentation ou une diminution des besoins en ressources. Pour ce qui est des projets informatiques, si les traitements de données contraires au droit ne sont identifiés que tardivement, les coûts induits par les corrections nécessaires augmentent de manière exponentielle. Du point de vue des responsables de projet, un examen précoce de la conformité du traitement des données constitue une chance alors qu'un examen tardif présente des risques.

Leistungsinformationen zur Produktgruppe **Informations sur les prestations du groupe de produits**

Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014/ Etat clôture des comptes 2014)	**Wert / Valeur**	**künftige Entwicklung / Evolution attendue**
Sicherstellung einer Vorabkontrolle der grösseren Informatikprojekte hinsichtlich Persönlichkeitsschutz und Datensicherheit.	51%	konstant
Assurer le contrôle préalable des grands projets informatiques sous l'angle de la protection de la personnalité et de la sécurité des données.		stabilité
Kontrollen von Informatikanwendungen.	Anzahl 3 / trois contrôles	konstant
Contrôler les applications informatiques.		stabilité
Führen von Beschwerden gegen Verfügungen, die Empfehlungen ablehnen.	nicht erhoben / aucun recours	konstant
Former des recours contre les décisions qui rejettent les recommandations.		stabilité
Behandeln triagierter Anfragen der Direktionen und der Staatskanzlei (auch zu Erlassen: Vernehmlassungen).	79%	konstant
Répondre aux demandes triées émanant des Directions et de la Chancellerie d'Etat (et prendre position sur des projets d'acte législatif).		stabilité
Kompetente Beratung und Unterstützung.	nicht erhoben / aucune demande	konstant
Conseils et soutien prodigués avec compétence.		stabilité
Behandeln von Anfragen Privater.	90%	konstant
Répondre aux questions de personnes privées.		stabilité

13 Gerichtsbehörden und Staatsanwaltschaft (JUS)

13.1 Übersicht der Kosten und Erlöse nach Produktgruppen (VA 2016, Saldo II)



13.2 Produktgruppensaldi II (Betriebsbuchhaltung)

in Millionen CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	en millions CHF
Führungsunterstützung	-4.8	-9.7	-9.8	-9.6	-9.5	-9.4	Direction de la magistrature
Zivil- und Strafgerichtsbarkeit	-54.9	-62.0	-58.8	-60.0	-61.2	-62.6	Juridictions civile et pénale
Verwaltungsgerichtsbarkeit	-13.9	-14.6	-14.7	-14.8	-14.9	-15.1	Juridiction administrative
Staatsanwaltschaft	-30.3	-46.1	-20.7	-20.7	-21.2	-21.7	Ministère public
Total	**-104.0**	**-132.4**	**-103.9**	**-105.1**	**-106.7**	**-108.8**	**Total**

13.3 Entwicklungsschwerpunkte der Direktion

Ende April 2015 konnte der von der Justiz-, Gemeinde- und Kirchendirektion (JGK) initiierte, vollständige Aufgabentransfer (operatives Rechnungswesen inkl. Busseninkasso) vom Amt für Betriebswirtschaft und Aufsicht zu den Gerichtsbehörden und Staatsanwaltschaft umgesetzt werden. Der Fokus der noch laufenden Arbeiten liegt in der Konsolidierung und weiteren Optimierung aller Supportprozesse und deren Abstimmung auf die Kernprozesse innerhalb der bernischen Justiz. Die hohe Arbeitsbelastung insbesondere bei der Staatsanwaltschaft wurde von der durch die Justizkommission des Grossen Rates in Auftrag gegebenen Dotationsanalyse bestätigt. Die insgesamt moderate Erhöhung des Stellenplans bei der Staatsanwaltschaft soll neben der personellen Entlastung einen Weiteranstieg der hängigen Verfahren verhindern und eine mittel- bis langfristige Senkung ermöglichen. Die gemachten Erfahrungen und getätigten Entwicklungsschritte seit der im Jahre 2011 umgesetzten Justizreform sollen zusammen mit den Ergebnissen aus der anstehenden Gesamtevaluation umgesetzt werden.

13 Autorités judiciaires et Ministère public (JUS)

13.1 Aperçu des coûts et des rentrées financières par groupe de produits (budget 2016, solde II)

13.2 Soldes II des groupes de produits (comptabilité analytique d'exploitation)

13.3 Priorités de développement de la Direction

A fin avril 2015, le transfert complet des tâches (comptabilité opérationnelle y compris encaissement des amendes) de l'Office de gestion et de surveillance aux autorités judiciaires et au Ministère public, initialisé par la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques (JCE), a pu être concrétisé. Les travaux encore en cours se focalisent sur la consolidation et l'optimisation de tous les processus de support ainsi que sur leur harmonisation avec les processus au sein de la justice bernoise. La charge de travail élevée, notamment du Ministère public, a été confirmée par l'analyse de la dotation en personnel mandatée par la Commission de justice du Grand Conseil. L'augmentation dans l'ensemble modérée de l'état des postes du Ministère public doit, en plus d'alléger la tâche du personnel, empêcher une nouvelle augmentation des procédures pendantes et permettre une diminution à moyen ou à long terme. Les expériences faites et les progrès réalisés depuis la réforme de la justice en 2011 doivent être mis en œuvre avec les résultats de la prochaine évaluation globale.

13.4 Laufende Rechnung

13.4 Compte de fonctionnement

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Laufende Rechnung							**Compte de fonctionnement**
Aufwand	**217'539'867**	**232'936'082**	**215'042'256**	**215'428'915**	**216'398'839**	**217'642'756**	**Charges**
Veränderung		*7.07%*	*–7.68%*	*0.17%*	*0.45%*	*0.57%*	*Modification*
Ertrag	**97'573'925**	**88'046'660**	**96'082'320**	**95'982'173**	**95'950'021**	**95'849'872**	**Revenus**
Veränderung		*–9.76%*	*9.12%*	*–0.10%*	*–0.03%*	*–0.10%*	*Modification*
Saldo	**–119'965'941**	**–144'889'422**	**–118'959'936**	**–119'446'742**	**–120'448'818**	**–121'792'884**	**Solde**
Veränderung		*20.77%*	*–17.89%*	*0.40%*	*0.83%*	*1.11%*	*Modification*
Aufwand							**Charges**
30 Personalaufwand	112'473'218	117'506'565	119'827'905	121'116'451	122'425'845	123'890'468	30 Charges de personnel
31 Sachaufwand	47'544'492	56'606'820	51'257'671	50'164'337	49'873'373	49'733'476	31 Biens, services et marchandises
33 Abschreibungen	38'749'544	35'685'797	39'059'780	39'251'227	39'195'221	39'114'412	33 Amortissements
36 Eigene Beiträge	143'200	155'000	145'000	145'000	150'000	150'000	36 Subventions accordées
39 Interne Verrechnungen	18'629'412	22'981'900	4'751'900	4'751'900	4'754'400	4'754'400	39 Imputations internes
Ertrag							**Revenus**
42 Vermögenserträge	62'991	57'000	59'000	59'000	62'000	62'000	42 Revenus des biens
43 Entgelte	95'830'159	87'255'820	94'783'420	94'683'273	94'613'121	94'512'972	43 Contributions
44 Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung	50'636	18'840	47'900	47'900	52'900	52'900	44 Parts à des recettes et contributions sans affectation
46 Beiträge für eigene Rechnung	1'628'091	715'000	1'192'000	1'192'000	1'222'000	1'222'000	46 Subventions acquises
49 Interne Verrechnungen	2'047	0	0	0	0	0	49 Imputations internes

Entwicklung der Laufenden Rechnung

Der Voranschlag 2016 schliesst in der Laufenden Rechnung mit einem Saldo von CHF 118,8 Millionen. ab. Gegenüber dem Vorjahr verbessert sich der Saldo um CHF 26,1 Millionen Hauptverantwortlich für diese Saldoverbesserung ist der Verzicht auf die bisherige Verrechnung der Kosten für die Untersuchungshaft im Umfang von rund CHF 17,8 Millionen zwischen der Staatsanwaltschaft und dem Amt für Freiheitsentzug und Betreuung der Militär- und Polizeidirektion, bei welchem eine Saldoverschlechterung in gleicher Höhe resultiert. Die aktuelle Planung basiert auf einer realitätsbezogenen Beurteilung in Anlehnung an die vergangenen Rechnungsergebnisse und dem Verzicht auf Bildung von Reserven. Mit rund CHF 13,4 Millionen trägt diese Neubeurteilung zu einer weiteren Saldoverbesserung bei. Die negative Entwicklung bei den Abschreibungen setzt sich fort, und Mehrkosten im Umfang von rund CHF 3,2 Millionen sind zu erwarten. Eine Kostenzunahme von rund CHF 1,4 Millionen ist auf die zentral beschlossenen Lohnentwicklungsmassnahmen zurück-zuführen. Die Stellenplanerhöhung bei der Staatsanwaltschaft verursacht Mehrkosten im Umfang von rund CHF 0,9 Millionen, welche dank Mehreinnahmen aus den zusätzlich erledigten Verfahren wieder kompensiert werden können.

Evolution du compte de fonctionnement

Le budget 2016 du compte de fonctionnement affiche un solde de CHF 118,8 millions. Comparé à l'année précédente, une amélioration de CHF 26,1 millions est constatée. La principale raison de cette amélioration du solde réside dans la renonciation à compenser des frais de détention préventive d'environ CHF 17,8 millions entre le Ministère public et l'Office de la privation de liberté et des mesures d'encadrement, qui enregistre une diminution du solde de la même ampleur. La planification actuelle se base sur une évaluation réaliste qui s'appuie sur les résultats des exercices comptables précédents ainsi que sur la décision de renoncer à constituer des réserves. Cette nouvelle évaluation contribue à améliorer encore le solde à hauteur de CHF 13,4 millions. L'évolution négative des amortissements se poursuit et des frais supplémentaires s'élevant à environ CHF 3,2 millions sont attendus. Une augmentation des coûts d'environ CHF 1,4 million est due aux mesures d'évolution salariales qui font l'objet d'une décision centralisée. L'augmentation de l'état des postes du Ministère public entraîne des coûts supplémentaires s'élevant à environ CHF 0,9 million. Ces coûts peuvent être à nouveau compensés grâce aux recettes supplémentaires résultant du surcroît de procédures liquidées.

13.5 Investitionsrechnung

13.5 Compte des investissements

	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	2017	Finanzplan Plan financier 2018	2019	
Investitionsrechnung							**Compte des investissements**
Ausgaben	**259'794**	**1'010'000**	**1'100'000**	**1'050'000**	**960'000**	**960'000**	**Dépenses**
Veränderung		*288.76%*	*8.91%*	*–4.54%*	*–8.57%*	*0.00%*	*Modification*
Einnahmen	**3'936**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**Recettes**
Veränderung		*–100.00%*					*Modification*
Saldo	**–255'857**	**–1'010'000**	**–1'100'000**	**–1'050'000**	**–960'000**	**–960'000**	**Solde**
Veränderung		*294.75%*	*8.91%*	*–4.54%*	*–8.57%*	*0.00%*	*Modification*
Ausgaben							**Dépenses**
50 Sachgüter	259'794	1'010'000	1'100'000	1'050'000	960'000	960'000	50 Investissements propres
Einnahmen							**Recettes**
60 Abgang von Sachgütern	3'936	0	0	0	0	0	60 Transferts au patrimoine financier

Entwicklung der Investitionsrechnung

Der Mittelbedarf im Investitionsbereich bleibt konstant. Es zeichnen sich aktuell keine grösseren neuen Investitionsvorhaben ab. Der Schwerpunkt liegt bei der Bewirtschaftung und Optimierung der bestehenden Anlagen und Informatikanwendungen, des fachlich und technisch erforderlichen Weiterausbaus und der generellen Substanzerhaltung.

Evolution du compte des investissements

Les besoins financiers dans le domaine des investissements restent constants. Actuellement, aucun nouveau projet d'investissement important n'est prévu. L'accent est mis sur la gestion et l'optimisation des structures existantes et des applications informatiques, du développement professionnel et technique nécessaire et de la conservation de la substance en général.

13.6 Entwicklung der Vollzeitstellen der JUS

13.6 Evolution du nombre de postes à plein temps de l'JUS

2009	2010	2011	2012	2013	2014
–	–	670.9	671.7	687.1	689.2

Kommentar

Die seit Beginn der Justizreform bestehende hohe Arbeitsbelastung bei der Staatsanwaltschaft ist nach wie vor überaus gross und wurde durch die stetige Zunahme der Anzahl Verfahren zusätzlich negativ beeinflusst. Die extern in Auftrag gegebene Dotationsanalyse bestätigt den ungenügenden Personalbestand bei der Staatsanwaltschaft und führt zu einer erneuten Erhöhung des Stellenetats im aktuellen Planungsprozess. Neben den im vergangenen Jahr zusätzlich geschaffenen Stellen infolge Aufgabenübernahme von der JGK ist aus heutiger Sicht ohne zusätzliche Aufgaben von einer Stabilisierung des Personalbestandes auszugehen.

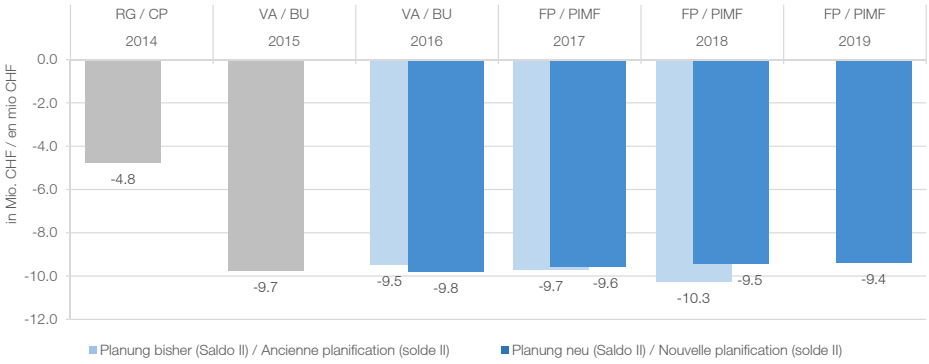
Commentaire

L'importante charge de travail du Ministère public depuis le début de la réforme de la justice reste élevée et a été encore préjudiciée par la hausse constante du Nombre de procédures. L'analyse de la dotation en personnel mandatée à l'externe confirme que l'effectif en personnel du Ministère public est insuffisant. Il entraîne une nouvelle augmentation de l'état des postes dans le processus actuel de planification. Outre les postes supplémentaires créés l'année dernière en raison de la reprise des tâches de la JCE, une stabilisation de l'effectif du personnel est attendue, sous réserve de l'absence d'attribution de tâches supplémentaires.

13.7 Produktgruppen
13.7.1 Führungsunterstützung

Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)

13.7 Groupes de produits
13.7.1 Direction de la magistrature



Beschreibung

Gemeinsames Organ von Obergericht, Verwaltungsgericht und Generalstaatsanwaltschaft. Ansprechpartnerin des Grossen Rates und des Regierungsrates, bei allen Fragen, die sowohl die Gerichtsbehörden als auch die Staatsanwaltschaft betreffen. Koordination und Steuerung in den Bereichen Finanzen und Leistungen für die Gerichtsbarkeit und die Generalstaatsanwaltschaft. Erstellung der Aufgaben- und Finanzplanung und des Geschäftsberichtes. Vertretung derselben vor dem Grossen Rat. Strategische Leitlinien in den Bereichen Personaladministration, Finanz- und Rechnungswesen, Informatikmanagement. Controlling in den Bereichen Personal, Finanz- und Rechnungswesen sowie Informatikmanagement.

Description

Organe commun à la Cour suprême, au Tribunal administratif et au Parquet général. Interlocutrice du Grand Conseil et du Conseil-exécutif pour toutes les questions ayant trait à la fois aux autorités judiciaires et au Ministère public. Coordination et pilotage dans les domaines des finances ainsi que prestations pour les autorités judiciaires et le Ministère public. Etablissement du budget, du plan intégré «mission-financement» et du rapport de gestion, et défense de ces documents devant le Grand Conseil. Directives stratégiques applicables au personnel, aux finances et à la comptabilité ainsi qu'à la gestion de l'informatique, et controlling dans ces domaines.

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte **2014**	Voranschlag Budget **2015**	Voranschlag Budget **2016**	Finanzplan Plan financier **2017**	**2018**	**2019**	CHF
(+) Erlöse	14'700	60'000	12'000	12'000	12'000	12'000	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	2'253'058	3'846'198	3'765'958	3'790'002	3'839'012	3'891'986	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	1'872'334	5'368'420	5'536'757	5'211'921	5'091'260	5'106'260	(-) Coûts matériels
(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	648'316	594'893	515'354	590'884	537'200	401'797	(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**-4'759'008**	**-9'749'511**	**-9'806'069**	**-9'580'807**	**-9'455'472**	**-9'388'043**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	0	0	**0**	0	0	0	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	0	0	**0**	0	0	0	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	683	100	**700**	700	700	700	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**-4'758'325**	**-9'749'411**	**-9'805'369**	**-9'580'107**	**-9'454'772**	**-9'387'343**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(+) Abgrenzungen	-	-	66'089	61'624	53'707	48'134	(+) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**-9'739'280**	**-9'518'483**	**-9'401'065**	**-9'339'209**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte **2014**	Voranschlag Budget **2015**	Voranschlag Budget **2016**	Finanzplan Plan financier **2017**	**2018**	**2019**	CHF Solde I des produits
Führungsunterstützung	-4'759'008	-9'749'511	-9'806'069	-9'580'807	-9'455'472	-9'388'043	Soutien à la direction

Kommentar:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Im Voranschlagsjahr 2016 erhöht sich der Saldo I gegenüber dem Voranschlagsjahr 2015 leicht um CHF 0,1 Millionen und bleibt damit konstant. Bei der finanziellen Entwicklung zeichnen sich aktuell auch für die Finanzplanjahre keine wesentlichen Veränderungen beim Mittelbedarf ab. Die zu erwartenden Veränderungen im Aufgabenkatalog dürften sich aus heutiger Sicht im üblichen Rahmen bewegen und keine zusätzlichen Ressourcen benötigen.

Entwicklungsschwerpunkte

Im Fokus stehen vor allem die Konsolidierung und konsequente Optimierung der bestehenden Supportprozesse zugunsten der gesamten Justiz. Im Bereich Informatik wird die Infrastruktur weiter verbessert, um den kantonalen Standard zu erreichen. Bei den bestehenden Informatikanwendungen steht der Substanzerhalt im Vordergrund, wobei erforderliche technische und fachliche Anforderungen gezielt umgesetzt werden. Weiterhin höchste Priorität geniesst die Konzentration der Stabsstelle von vier Standorten auf einen Standort.

Chancen und Risiken

Durch die nun erfolgte Übernahme aller Aufgaben im operativen Rechnungswesen können Abläufe hinterfragt, überprüft und auf die eigenen Bedürfnisse angepasst werden. Durch schlanke, effiziente und bedürfnisgerechte Prozesse können die zahlreichen Aufgaben ressourcensparend und trotzdem in der nötigen Qualität erledigt werden. Im Voranschlag und dem Aufgaben- und Finanzplan sind keine Mittel für Eventualvorhaben eingestellt. Der Mittelbedarf kann sich bei der Stabsstelle für Ressourcen der Justizleitung als Dienstleister zugunsten der Kernprozesse insbesondere im Bereich Informatik für die Grundversorgung und Applikationsbetreuung sehr rasch ändern.

Commentaire:

Modifications par rapport à la planification précédente

Dans le budget 2016, le solde I augmente légèrement de CHF 0,1 million par rapport au budget 2015 et reste donc constant. Dans le cadre de l'évolution financière, aucune modification importante des besoins financiers ne se dessine actuellement pour les années couvertes par le plan financier. Du point de vue actuel, les modifications attendues du catalogue des tâches devraient se situer dans les limites habituelles et ne nécessiter aucune ressource supplémentaire.

Priorités de développement

La consolidation et l'optimisation conséquente des processus de support existants en faveur de l'ensemble de la justice sont notamment au centre des préoccupations. Dans le domaine de l'informatique, l'infrastructure est encore améliorée afin d'être conforme à la norme cantonale. En ce qui concerne les applications informatiques, le maintien de la substance a une importance prioritaire et des exigences techniques et professionnelles sont mises en œuvre de manière ciblée. La concentration des quatre sites de l'état-major des ressources en un seul endroit a toujours la priorité absolue.

Chances et risques

Grâce à la reprise désormais concrétisée de toutes les tâches dans le domaine de la comptabilité opérationnelle, les processus peuvent être analysés, vérifiés et adaptés aux besoins. Des processus légers, efficaces et adaptés aux besoins permettent de liquider les Nombreuses tâches tout en garantissant l'économie des ressources mais la qualité nécessaire. Aucuns moyens ne sont prévus dans le budget et le plan intégré mission-financement pour des projets éventuels. Le besoin financier de l'état-major des ressources de la Direction de la magistrature en tant que prestataire en faveur des processus clés peut changer très rapidement, notamment dans le domaine informatique pour l'approvisionnement et le suivi des applications.

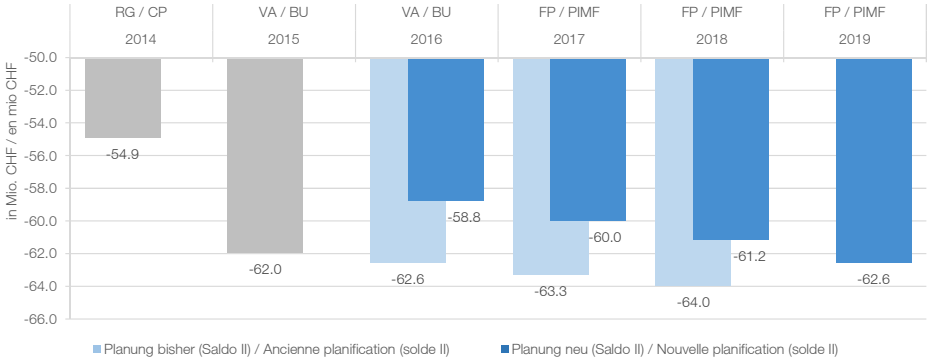
Leistungsinformationen zur Produktgruppe

Informations sur les prestations du groupe de produits

Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat clôture des comptes 2014)	Wert / Valeur	künftige Entwicklung / Evolution attendue
Erfassung von Urteilen und nachträglichen Entscheiden ins Strafregister	14'000	steigend
L'enregistrement des jugements et des décisions ultérieures au casier judiciaire		croissant
Löschung von erkennungsdienstlichen Daten (inkl. DNA)	6'000	steigend
L'effacement des données signalétiques (incl. ADN)		croissant
Total 2014 ausgestellte Rechnungen auf Basis von Bussen und Geldstrafen	78'000	steigend
Total des factures établies en 2014 sur la base d'amendes et de peines pécuniaires		croissant

13.7.2 Zivil- und Strafgerichtsbarkeit

Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)



13.7.2 Juridictions civile et pénale

Beschreibung

Rechtsprechung des Obergerichts, des kantonalen Wirtschaftsstrafgerichts, des kantonalen Jugendgerichts, der Regionalgerichte, der Zwangsmassnahmengerichte und der Schlichtungsbehörden. Rechtsberatung der Schlichtungsbehörden sowie andere Dienstleistungen des Obergerichts.

Description

Jurisprudence de la Cour suprême, du Tribunal pénal économique du canton, du Tribunal cantonal des mineurs, des tribunaux régionaux, des tribunaux des mesures de contraintes et des autorités de conciliation. Conseil juridique des autorités de conciliation et autres prestations de services de la Cour suprême.

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF
(+) Erlöse	44'966'302	41'532'100	42'293'153	42'170'442	42'057'469	43'428'791	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	56'918'566	59'050'673	59'115'227	59'772'400	60'334'982	61'044'824	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	44'137'479	44'974'439	42'519'545	42'897'495	43'302'883	45'268'520	(-) Coûts matériels
(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	167'284	259'743	205'283	272'747	349'656	420'959	(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**-56'257'027**	**-62'752'755**	**-59'546'902**	**-60'772'200**	**-61'930'053**	**-63'305'512**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	393'159	0	**0**	0	0	0	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	0	0	**0**	0	0	0	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	914'567	800'000	**770'000**	740'000	740'000	740'000	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**-54'949'301**	**-61'952'755**	**-58'776'902**	**-60'032'200**	**-61'190'053**	**-62'565'512**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(-) Abgrenzungen	-	-	6'014'368	5'357'603	4'684'007	4'007'879	(-) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**-64'791'270**	**-65'389'803**	**-65'874'060**	**-66'573'391**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF Solde I des produits
Entscheid Strafabteilung Obergericht	-3'875'352	-4'388'566	-4'355'347	-4'542'413	-4'734'013	-3'466'049	Décision de la section pénale de la Cour suprême
Entscheid Zivilabteilung Obergericht	-5'083'095	-6'019'773	-5'595'533	-5'617'585	-5'547'581	-5'529'079	Décision de la section civile de la Cour suprême
Anwaltsprüfungen Obergericht	-1'933'746	-2'008'314	-1'039'870	-1'078'991	-1'110'902	-1'795'684	Examens d'avocat
Antwaltsaufsicht	-2'115'333	-1'878'847	-951'638	-989'071	-1'019'596	-1'674'835	Surveillance des avocats
Andere Dienstleistungen Obergericht	-884'176	-808'218	-453'540	-469'481	-482'489	-761'513	Autres prestations de services Cour suprême
Zivilrechtlicher Entscheid erste Instanz	-18'512'881	-19'637'886	-21'356'271	-21'696'760	-22'354'823	-22'889'681	Décision de droit civil première instance
Strafrechtlicher Entscheid erste Instanz	-15'636'820	-19'493'476	-17'184'250	-17'668'602	-17'847'008	-18'264'692	Décision de droit pénal première instance
Zwangsmassnahmenentscheid erste Instanz	-1'018'782	-1'271'406	-1'196'181	-1'208'442	-1'240'936	-1'250'464	Décision de mesures de contraintes première instan
Schlichtungsverfahren	-6'249'578	-5'736'412	-5'858'835	-5'930'207	-6'004'440	-6'073'999	Procédure de conciliation
Rechtsberatung der Schlichtungsbehörde	-947'264	-1'509'856	-1'555'439	-1'570'647	-1'588'264	-1'599'516	Conseil juridique de l'autorité de conciliation

Kommentar:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Im Voranschlagsjahr 2016 wird ein Saldo von CHF 64,9 Millionen ausgewiesen, was gegenüber dem Voranschlag 2015 einer Verbesserung von CHF +2,6 Millionen (+3,8%) entspricht. Gegenüber der letztjährigen Planung 2016 beträgt die Korrektur CHF +3,2 Millionen (+4,7%). Die Verbesserung ist vor allem auf die Neu-Berechnung der Einnahmen aus Gebühren für Amtshandlungen (CHF +2,0 Mio.) zurückzuführen. Der Trend der letzten Jahre zu vermehrter Beanspruchung von unentgeltlicher Rechtspflege – Anstieg um 10% seit 2012 – sowie ausserplanmässige Abschreibungen von gestellten Rechnungen führt allerdings dazu, dass ein Grossteil dieser Mehreinnahmen aufwandseitig sofort als uneinbringlich abgeschrieben werden (CHF +1,5 Mio.) müssen. Um CHF –1,9 Millionen (–7,1%) gegenüber dem Voranschlag 2015 sowie dem Finanzplan 2016 reduziert sich der Aufwand bei den Sachausgaben. Die Entwicklung der letzten Jahre bei der Finanzierung von amtlichen Honoraren, Parteienschädigungen und Zeugengeldern ist rückläufig, was eine Anpassung von CHF –1,4 Millionen gegenüber dem Voranschlag 2015 bewirkt. Zudem sollen durch die Zivil- und Strafgerichtsbarkeit aktiv beeinflussbare Grössen, wie zum Beispiel eingekaufte Dienstleistungen oder der Aufwand für die Postbeförderung reduziert werden. Über die Planperiode 2016 bis 2019 ist der Saldo leicht ansteigend (+2,0%) und erreicht 2019 einen Stand von CHF –66,7 Millionen. Die Entwicklung bei den Löhnen – Teuerung, individuelle Lohnmassnahmen und Gehaltsaufstieg (Total CHF +1,9 Mio.) ist dafür verantwortlich. Fast die gesamten übrigen Ausgaben und Einnahmen unterliegen der Anzahl und des Umfangs der zu bearbeitenden Verfahren, den Urteilen sowie den finanziellen Verhältnissen der Beteiligten. Das Ergreifen von Rechtsmitteln durch die Parteien kann weder vorhergesehen noch gesteuert werden. Konsequent wurde deshalb in der Finanzplanung die Entwicklung der Zahlen der letzten Jahre weiter- geführt. Die für 2016 geplanten Investitionen betragen CHF 0,4 Millionen, was dem Voranschlag 2015 sowie der Finanzplanung 2016 entspricht.

Entwicklungsschwerpunkte

Entwicklungsschwerpunkte, die sich finanziell auswirken, bestehen in der Zivil- und Strafgerichtsbarkeit keine.

Chancen und Risiken

In der Zivil- und Strafgerichtsbarkeit bestehen keine relevanten Chancen für 2016. Auf verschiedenen Ebenen laufen Bemühungen, durch Optimierung von internen Prozessen die Kosten senken zu können. Es bestehen keine relevanten Risiken für 2016.

Commentaire:

Modifications par rapport à la planification précédente

Le budget 2016 affiche un solde de CHF 64,9 millions, soit une amélioration de CHF +2,6 millions (+3,8%) par rapport au budget 2015. En comparaison avec la planification 2016 de l'année dernière, la correction s'élève à CHF +3,2 millions (+4,7%). L'amélioration est surtout due au nouveau calcul des recettes tirées des émoluments pour actes administratifs (CHF +2,0 mio). La tendance de ces dernières années à recourir davantage à l'assistance judiciaire – augmentation de 10% depuis 2012 – ainsi que des amortissements extrabudgétaires de factures établies impliquent l'amortissement immédiat de ces recettes supplémentaires du côté des charges car les créances qui en résultent sont irrécouvrables (CHF +1,5 mio). Les charges de biens, services et marchandises diminuent de CHF –1,9 million (–7,1%) par rapport au budget 2015 et au plan financier 2016. L'évolution de ces dernières années en matière de financement des honoraires pour les mandats d'office, des dépens et l'indemnisation des témoins est en recul, ce qui entraîne une adaptation de CHF –1,4 million par rapport au budget 2015. De plus, les facteurs activement influençables par les juridictions civile et pénale comme les prestations de service achetées ou les charges pour l'acheminement du courrier, par exemple, doivent être réduits. Sur la période de 2016 à 2019, le solde a légèrement augmenté (+2,0%) et atteint en 2019 un niveau de CHF –66,7 millions. L'évolution des salaires – renchérissement, mesures salariales individuelles et progression des traitements (total CHF +1,9 mio) en est responsable. Presque la totalité des dépenses restantes et des recettes dépendent du Nombre et de l'étendue des procédures à traiter, des jugements ainsi que des conditions financières des participants à la procédure. L'utilisation des voies de droit par les parties ne peut ni être prévue à l'avance ni maîtrisée. Par conséquent, l'évolution des chiffres de ces dernières années a été maintenue dans le plan financier. Les investissements prévus pour 2016 s'élèvent à CHF 0,4 million, ce qui correspond au budget 2015 et au plan financier 2016.

Priorités de développement

Pour les juridictions civile et pénale, aucune priorité de développement n'a des effets financiers.

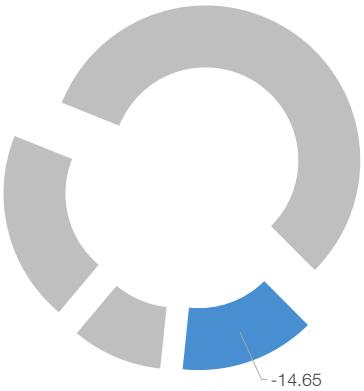
Chances et risques

Pour 2016, aucune chance importante ne concerne les juridictions civile et pénale. A différents niveaux, des efforts en vue de réduire les coûts par l'optimisation de processus internes sont effectués. Il n'y a pas de risque important pour 2016.

Leistungsinformationen zur Produktgruppe **Informations sur les prestations du groupe de produits**

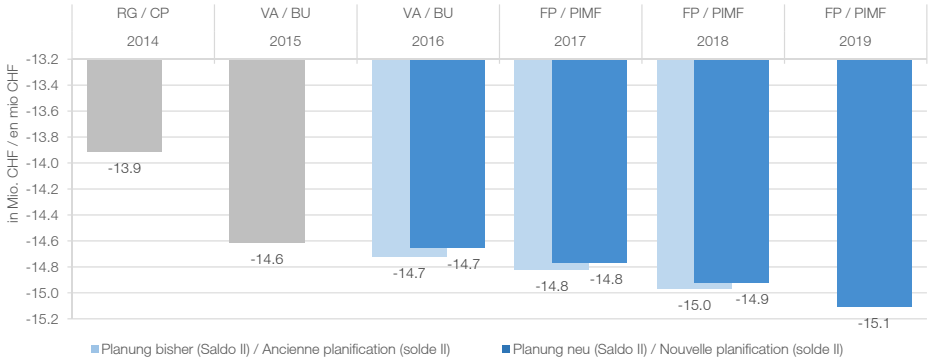
Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat clôture des comptes 2014)	Wert / Valeur	künftige Entwicklung / Evolution attendue
Obergericht Strafabteilung (Strafkammern, Beschwerdekammer): Anzahl erledigte Verfahren	804	steigend
Cour suprême Section pénale (Chambres pénales, Chambre de recours pénale): Nombre de procédures liquidées		croissant
Obergericht Zivilabteilung (Zivilkammern, Handelsgericht, Kantonale Aufsichtsbehörde in Schuldbetreibungs- und Konkurssachen, Kindes- und Erwachsenenschutzgericht): Anzahl erledigte Verfahren	1'963	konstant
Cour suprême Section civile (Chambres civiles, Tribunal de commerce, Autorité cantonale de surveillance en matière de poursuite pour dettes et de faillite, Tribunal de protection de l'enfant et de l'adulte): Nombre de procédures liquidées		constant
Regionalgerichte Zivilverfahren: Anzahl erledigte Verfahren	21'983	konstant
Tribunaux régionaux procédures civiles: Nombre de procédures liquidées		constant
Regionalgerichte Strafabteilungen, Wirtschaftsstrafgericht, Jugendgericht: Anzahl erledigte Verfahren	2'753	steigend
Tribunaux régionaux sections pénales, Tribunal pénal économique, Tribunal des mineurs: Nombre de procédures liquidées		croissant
Zwangsmassnahmengerichte (Kantonales Zwangsmassnahmengericht, regionale Zwangsmassnahmengerichte): Anzahl erledigte Verfahren	2'629	steigend
Tribunaux des mesures de contrainte (Tribunal cantonal des mesures de contrainte, tribunaux régionaux des mesures de contrainte): Nombre de procédures liquidées		croissant
Schlichtungsbehörden (Schlichtungsverfahren): Anzahl erledigte Verfahren	6'575	konstant
Autorités de conciliation (procédure de conciliation): Nombre de procédures liquidées		constant
Schlichtungsbehörden, Rechtsberatungen: Anzahl durchgeführte Rechtsberatungen	22'255	konstant
Autorités de conciliation, conseils juridiques: Nombre de consultations juridiques		constant

13.7.3 Verwaltungsgerichtsbarkeit



Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)

13.7.3 Juridiction administrative



Beschreibung

Rechtsprechung des Verwaltungsgerichts, der Steuerrekurskommission, der Rekurskommission für Massnahmen gegenüber Fahrzeugführerinnen und Fahrzeugführern, der Enteignungsschätzungskommission sowie der Bodenverbesserungskommission auf dem Gebiet des öffentlichen Rechts im Rahmen der Überprüfung von Verfügungen und Entscheiden der Vorinstanzen auf Beschwerde oder Appellation hin und im Rahmen ihrer Zuständigkeit als Klageinstanzen. Andere Dienstleistungen der Verwaltungsgerichtsbehörden.

Description

Activités jurisprudentielles en droit public du Tribunal administratif, de la Commission des recours en matière fiscale, de la Commission de recours contre les mesures LCR, de la Commission d'estimation en matière d'expropriation, ainsi que de la Commission des améliorations foncières, dans le cadre de l'examen, sur recours ou sur appel, de décisions et décisions sur recours rendues par les instances inférieures, ainsi que dans le cadre de leur compétence en tant qu'instance statuant sur action. Autres prestations de services des autorités de justice administrative.

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF
(+) Erlöse	1'150'768	1'315'900	1'314'400	1'314'400	1'314'400	1'314'400	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	14'179'846	14'650'050	14'823'190	14'940'612	15'094'117	15'279'846	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	890'743	1'283'815	1'151'748	1'150'394	1'149'019	1'147'659	(-) Coûts matériels
(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	954	0	0	0	0	0	(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**-13'920'776**	**-14'617'965**	**-14'660'538**	**-14'776'606**	**-14'928'736**	**-15'113'105**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	0	0	**0**	0	0	0	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	0	0	**0**	0	0	0	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	6'388	5'145	**6'500**	6'500	6'500	6'500	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**-13'914'387**	**-14'612'820**	**-14'654'038**	**-14'770'106**	**-14'922'236**	**-15'106'605**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(-) Abgrenzungen	-	-	68'600	68'600	68'600	68'600	(-) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**-14'722'638**	**-14'838'706**	**-14'990'836**	**-15'175'205**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF Solde I des produits
Verwaltungsrechtlicher Entscheid Verwaltungsgericht	-4'854'186	-5'113'734	-5'243'776	-5'277'871	-5'343'348	-5'401'270	Jugement en droit administratif du Tribunal administratif
Sozialversicherungsrechtlicher Entscheid Verwaltungsgericht	-6'770'073	-6'737'988	-6'763'621	-6'807'793	-6'887'281	-6'963'051	Jugement en droit des assurances sociales du Tribunal administratif
Andere Dienstleistungen Verwaltungsgericht	-112'273	0	0	0	0	0	Autres prestations de services du Tribunal adminis
Entscheid Steuerrekurskommission	-1'872'812	-2'279'716	-2'227'657	-2'238'713	-2'269'228	-2'293'140	Décision sur recours de la Commission des recours
Entscheid Bodenverbesserungskommission	-47'991	-24'974	32	-25'468	32	-25'468	Décision sur recours/sur opposition de la Commissi
Entscheid Enteignungsschätzungskommission	-27'723	-9'175	-6'690	-6'690	-6'690	-6'690	Jugement de la Commission d'estimation en matière
Entscheid Rekurskommission für Massnahmen	-235'717	-452'378	-418'826	-420'071	-422'221	-423'486	Jugement de la Commission de recours contre les mesures administratives prononcées en vertu de la loi sur la circulation routière

Kommentar:

Commentaire:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Ins Gewicht fallende Veränderungen sind, mit Ausnahme der vom Grossen Rat und vom Regierungsrat beschlossenen Gehaltsentwicklungen und der Teuerung, nicht vorgesehen. Bei den Sachausgaben gibt es einige geringfügige Verschiebungen von Krediten, die aber zu keiner Veränderung des Saldos führen.

Modifications par rapport à la planification précédente

A l'exception des mesures salariales et de l'adaptation au renchérissement décidées par le Grand Conseil et le Conseil-exécutif, aucune modification significative n'est prévue. Quelques déplacements mineurs de crédits relatifs aux frais de matériel ont été effectués, sans que le solde en soit modifié.

Entwicklungsschwerpunkte

Folgende Entwicklungsschwerpunkte sind im Voranschlag und im Aufgaben- und Finanzplan berücksichtigt: Abbau der bestehenden Pendenzen und damit Verkürzung der Verfahrensdauern bei der Steuerrekurskommission. Es wird darauf geachtet, dass die Zeitguthaben der Mitarbeitenden nicht zusätzlich anwachsen bzw. auf die für die Langzeitguthaben ab 2016 vorgesehene Obergrenze von 50 Tagen abgebaut werden können.

Priorités de développement

Les priorités de développement suivantes sont prises en compte dans le budget et dans le plan intégré mission-financement: diminution du Nombre d'affaires pendantes et, ainsi, raccourcissement de la durée des procédures auprès de la Commission des recours en matière fiscale. Eviter un accroissement supplémentaire du solde positif d'heures de travail du personnel et diminution du solde du compte épargne-temps individuel de manière à ce qu'il ne dépasse pas le maximum de 50 jours fixé comme objectif dès 2016.

Chancen und Risiken

Mit den im Voranschlag geplanten Ressourcen verfügt die Verwaltungsgerichtsbarkeit über die notwendigen Mittel, um im Jahre 2016 ihre Kernaufgabe, eine qualitativ hochwertige und zeitgerechte Rechtsprechung, zu erfüllen.

Chances et risques

Avec les ressources prévues dans le budget, la juridiction administrative dispose des moyens nécessaires pour assurer sa tâche principale, consistant à rendre en temps opportun une jurisprudence de haut niveau qualitatif.

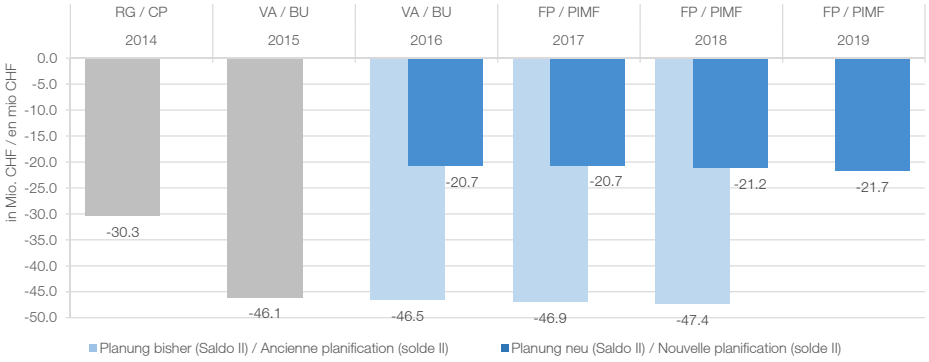
Leistungsinformationen zur Produktgruppe **Informations sur les prestations du groupe de produits**

Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat clôture des comptes 2014)	**Wert / Valeur**	**künftige Entwicklung / Evolution attendue**
Eingehende Beschwerden (Anzahl der während der Berichtsperiode neu eingegangenen Beschwerden).	3'100	konstant
Procédures entrées (Nombre de procédures entrées au cours de l'exercice)		constant
Erledigte Verfahren (Anzahl während der Berichtsperiode erledigter Verfahren)	3'100	konstant
Procédures liquidées (Nombre de procédures liquidées au cours de l'exercice).		constant
Hängige Verfahren (Anzahl alter Verfahren plus während der Berichtsperiode neu eingegangener Verfahren, minus erledigte Verfahren).	2'300	konstant
Procédures pendantes (Total des procédures pendantes au début de l'exercice plus les procédures entrées au cours de l'exercice moins les procédures liquidées).		constant

13.7.4 Staatsanwaltschaft

Anteil der Produktgruppe (Saldo II) am Direktionssaldo (VA 2016) / Part du groupe de produits (solde II) au solde de la Direction (budget 2016)

13.7.4 Ministère public



Beschreibung

Die Staatsanwaltschaft ist für die rechtsgleiche Durchsetzung des staatlichen Strafanspruchs verantwortlich. Sie vertritt die Interessen der bernischen Strafverfolgung bei der Festlegung der sachlichen und örtlichen Zuständigkeit gegenüber den Behörden des Bundes und gegenüber den anderen Kantonen. Sie leitet das strafprozessuale Vorverfahren, verfolgt Straftaten im Rahmen einer Strafuntersuchung, erhebt gegebenenfalls Anklage und vertritt diese vor den erstinstanzlichen Gerichten sowie im Rechtsmittelverfahren vor dem kantonalen Berufungs- und dem Bundesgericht. Die Staatsanwaltschaft ist ferner für die Durchführung des Strafbefehlsverfahrens und den Erlass der Strafbefehle verantwortlich. Im Bereich der Jugendstrafsachen obliegt der Jugendanwaltschaft zudem der Vollzug der verfügten Strafen und Schutzmassnahmen an Jugendlichen und jungen Erwachsenen.

Description

Le Ministère public est responsable de l'exercice uniforme de l'action publique. Il représente les intérêts de la poursuite pénale bernoise lors de la détermination des compétences à raison de la matière et à raison du lieu vis-à-vis des autorités fédérales et vis-à-vis des autres cantons. Il conduit les procédures préliminaires, il poursuit les infractions dans le cadre d'une instruction pénale, il porte l'accusation puis la représente devant les tribunaux de première instance ainsi que dans la procédure de recours devant la juridiction d'appel cantonale et devant le Tribunal fédéral. De plus, le Ministère public est responsable de l'exécution de la procédure d'ordonnance pénale et de l'édiction de telles ordonnances. Dans les affaires pénales des mineurs, la responsabilité de l'exécution des peines et mesures de protection ordonnées qui concernent les mineurs et les jeunes adultes appartient au Ministère public des mineurs.

Deckungsbeitragsschema

Schéma du calcul des marges contributives

CHF	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	2018	2019	CHF
(+) Erlöse	24'048'923	20'190'000	22'580'000	22'580'000	22'580'000	22'580'000	(+) Rentrées financières
(-) Personalkosten	38'371'157	39'815'791	42'116'996	42'608'259	43'153'931	43'671'369	(-) Frais de personnel
(-) Sachkosten	40'657'226	48'561'000	26'622'000	26'072'000	26'072'000	26'071'999	(-) Coûts matériels
(-) Kalk. Zinsen und Abschreibungen	444'037	238'483	270'414	308'007	241'006	249'732	(-) Intérêts et amortissements prévisonnels
(-) Übrige Kosten	0	0	0	0	0	0	(-) Autres coûts
Saldo I (Globalbudget)	**-55'423'497**	**-68'425'274**	**-46'429'410**	**-46'408'265**	**-46'886'937**	**-47'413'100**	**Solde I (budget global)**
(+) Erlöse Staatsbeiträge	48'801	40'000	**42'000**	42'000	42'000	42'000	(+) Recettes des subventions cantonales
(-) Kosten Staatsbeiträge	75'250	75'000	**75'000**	75'000	75'000	75'000	(-) Coûts des subventions cantonales
(+) Fiskalische Erlöse und Bussen	25'112'489	22'375'000	**25'755'000**	25'755'000	25'755'000	25'755'000	(+) Rentrées fiscales et amendes
Saldo II (Betriebsbuchhaltung)	**-30'337'457**	**-46'085'274**	**-20'707'410**	**-20'686'265**	**-21'164'937**	**-21'691'100**	**Solde II (comptabilité analytique d'exploitation)**
(-) Abgrenzungen	-	-	8'999'338	9'013'485	9'017'919	9'013'979	(-) Régularisations
Saldo III (Finanzbuchhaltung)	-	-	**-29'706'747**	**-29'699'751**	**-30'182'857**	**-30'705'079**	**Solde III (comptabilité financière)**

Saldo I Globalbudget Produkte

Solde I budget global produits

CHF Saldo I der Produkte	Rechnung Compte 2014	Voranschlag Budget 2015	Voranschlag Budget 2016	Finanzplan Plan financier 2017	Finanzplan Plan financier 2018	Finanzplan Plan financier 2019	CHF Solde I des produits
Untersuchung	-47'076'505	-51'597'855	-35'409'745	-35'167'395	-35'531'421	-35'847'519	Instruction
Anklageerhebung	-837'133	-974'133	-849'978	-868'727	-870'604	-881'122	Mise en accusation
Abgekürztes Verfahren	-220'076	-181'534	-205'298	-207'462	-210'262	-212'524	Procédure simplifiée
Strafbefehlsverfahren	7'325'112	4'489'371	6'724'857	6'619'006	6'523'286	6'423'684	Procédure d'ordonnance pénale
Rechtsmittelverfahren	-2'170'519	-1'854'741	-2'479'008	-2'517'913	-2'528'772	-2'558'321	Procédure de recours
Gerichtsbarkeits- und Gerichtsstandsverfahren	-687'457	-877'364	-653'748	-669'648	-663'543	-673'802	Procédure de détermination de la juridiction à raison de la matière et à raison du lieu
Vollzug an Jugendlichen	-11'756'921	-17'429'018	-13'556'491	-13'596'127	-13'605'620	-13'663'497	Exécution des peines et mesures de protection applicables aux mineurs

Kommentar:

Commentaire:

Veränderungen gegenüber der bisherigen Planung

Die Planung der Produktgruppe schliesst mit einem Saldo I von CHF –46'429'409.63 ab. Dies entspricht einer Saldoverbesserung in der Finanzbuchhaltung gegenüber dem Finanzplan 2016 von CHF 23'837'397.

Vor vier Jahren trat im Kanton Bern die Justizreform in Kraft. Die durch die Justizkommission des Grossen Rates initiierte Evaluation der personellen Dotierung der Justizbehörden des Kantons Bern kommt zum Schluss, dass die Arbeitsbelastung in der Staatsanwaltschaft von 2011 bis 2013 zu hoch war und in den letzten Jahren innerhalb der Justiz auch am stärksten gestiegen ist. Ursache der hohen Belastung sind einerseits die Änderungen der Strafprozessordnung, aber auch eine von der Reform unabhängige Zunahme der Fallzahlen, insbesondere komplexer Fälle wie Banden- und Wirtschaftskriminalität. Gestützt auf diese Personaldotationsanalyse werden 15,3 neue Stellen geschaffen.

Im Bereich des Sachaufwands und der Abschreibungen können gestützt auf die Erfahrungswerte der vergangenen vier Rechnungsergebnisse seit Beginn der Justizreform Korrekturen der Planwerte vorgenommen werden. Diese betreffen im Wesentlichen die Prozess- und Untersuchungskosten (CHF –1,65 Mio.). Bei den Abschreibungen von Guthaben zeichnet sich hingegen eine Zunahme (CHF +2,0 Mio.) aufgrund der weiterhin hohen Fallzahlen ab.

Ab dem Jahr 2016 wird gestützt auf eine Vereinbarung zwischen der Polizei- und Militärdirektion und der Justiz auf die kantonsinterne Verrechnung von Haftkosten (Erwachsene) verzichtet. Diese Veränderung führt in der Staatsanwaltschaft zu einem Minderaufwand (–17,8 Mio.) und beim Amt für Freiheitsentzug und Betreuung zu einem entsprechenden Minderertrag. Innerhalb des Kantons ist dieser Vorgang haushaltsneutral.

Die Ertragspositionen können aufgrund der Erfahrungswerte der vergangenen vier Rechnungsergebnisse um CHF 5,8 Millionen nach oben korrigiert werden.

Modifications par rapport à la planification précédente

La planification du groupe de produit clôture avec une solde I de CHF –46'429'409.63. Cela représente une amélioration du solde dans la comptabilité financière de CHF 23'837'397 par rapport au plan financier 2016.

La réforme de la justice du canton de Berne est entrée en vigueur il y a quatre ans. L'évaluation de la dotation en personnel initialisée par la Commission de justice du Grand Conseil a montré que de 2011 à 2013, la charge de travail au sein du Ministère public a été trop élevée. Elle a aussi très fortement augmenté ces dernières années au sein de la justice. Cette charge élevée est d'une part due aux modifications du code de procédure pénale, mais aussi à une augmentation du nombre de cas indépendante de la réforme, notamment de cas complexes tels que la criminalité en bandes et la criminalité économique. Sur la base de cette analyse de la dotation en personnel, 15,3 nouveaux postes sont créés.

Dans le domaine des biens, services et marchandises et des amortissements, des corrections des valeurs théoriques peuvent être effectuées sur la base des valeurs empiriques des quatre derniers résultats comptables depuis le début de la réforme de la justice. Ces corrections concernent pour l'essentiel les frais de procédure et d'instruction (CHF –1,65 mio). Les amortissements d'avoirs enregistrent en revanche une augmentation (CHF +2,0 mio) en raison du nombre de cas qui reste élevé.

Dès 2016, on renoncera sur la base d'une convention entre la Direction de la police et des affaires militaires et la justice à imputer les frais de détention (adultes) au niveau cantonal. Cette modification entraîne pour le Ministère public une diminution des charges (–17,8 mio) et pour l'Office de privation de liberté et des mesures d'encadrement une diminution des recettes correspondante. Cette démarche n'a aucune influence sur le budget du canton.

Les postes de recettes peuvent être corrigés de CHF 5,8 millions vers le haut sur la base des valeurs empiriques des quatre derniers résultats comptables.

Entwicklungsschwerpunkte

Ein wesentlicher Entwicklungsschwerpunkt stellt für die Staatsanwaltschaft die bereits erwähnte Stellenschaffung im Rahmen der Personaldotationsanalyse dar. Mit dieser Massnahme wird eine Entlastung der betroffenen Bereiche resp. eine Reduktion der aufgelaufenen Zeitguthaben erwartet.

Der Wegfall der internen Verrechnung von ordentlichen und ausserordentlichen Haftkosten mit dem Amt für Freiheitsentzug und Betreuung und damit einhergehender Entlastung bildet für die Staatsanwaltschaft einen weiteren Entwicklungsschwerpunkt.

Priorités de développement

Pour le Ministère public, la création de postes déjà mentionnée dans le cadre de l'analyse de la dotation en personnel constitue une priorité de développement importante. Cette mesure devrait permettre de décharger les domaines concernés ou de réduire les soldes horaires accumulés.

La suppression de l'imputation interne des frais de détention ordinaires et extraordinaires avec l'Office de la privation de liberté et des mesures d'encadrement et l'allégement qui en découle constitue une priorité de développement supplémentaire pour le Ministère public.

Chancen und Risiken

Die Staatsanwaltschaft kann auf die Entwicklung der grössten Aufwands- und Ertragspositionen (Prozess- und Untersuchungskosten, Erträge aus Gebühren, Bussen, Geldstrafen) keinen nennenswerten Einfluss ausüben und ist grösstenteils fremdbestimmt. Eine Zunahme von Verfahren erhöht einerseits die Prozess- und Untersuchungskosten, andererseits können dabei Erträge aus Strafbefehlen einen positiven Effekt auslösen. Insbesondere ist auch die Entwicklung der Kosten im Zusammenhang mit dem Bundesgesetz für den ausserprozessualen Zeugenschutz (ZeugSG) nicht abzuschätzen.

Chances et risques

Le Ministère public ne peut pas exercer une influence significative sur l'évolution des principaux postes de charges et de produits (frais de procédure et d'instruction, recettes provenant d'émoluments, amendes, peines pécuniaires) qui dépend souvent de tiers. Une augmentation des procédures accroît d'une part les frais de procédure et d'instruction. D'autre part, les recettes provenant des ordonnances pénales peuvent avoir un effet positif. L'évolution des coûts en relation avec la loi fédérale sur la protection extraprocédurale des témoins (Ltém) ne doit pas non plus être sous-estimée.

Leistungsinformationen zur Produktgruppe

Informations sur les prestations du groupe de produits

Leistungsinformationen / Informations sur les prestations (Stand Rechnungsabschluss 2014 / Etat clôture des comptes 2014)	Wert / Valeur	künftige Entwicklung / Evolution attendue
Anzahl Eingang Strafanzeigen	151'699	konstant
Nombre de dénonciations reçues		constant
Anzahl eröffnete Untersuchungen	5'735	steigend
Nombre d'instructions ouvertes		croissant
Anzahl Pendenzen Untersuchungen am Jahresende	2'966	konstant
Nombre d'instructions pendantes à la fin de l'année		constant
Anzahl Eingang Strafbefehlsverfahren ohne vorgängige Untersuchung	88'177	steigend
Nombre de procédures d'ordonnance pénale reçues sans instruction préalable		croissant
Anzahl Pendenzen Strafbefehlsverfahren ohne vorgängige Untersuchung am Jahresende	17'256	konstant
Nombre de procédures d'ordonnance pénale pendantes sans instruction préalable à la fin de l'année		constant

Le Grand Conseil du canton de Berne

Der Grosse Rat des Kantons Bern

Commission de justice

Justizkommission

2015.PARL.142-24

Rapport de la Commission de justice sur le budget 2016 et le plan intégré « mission-financement » 2017-2019

1. Remarque préliminaire

Le budget 2016 et le plan intégré « mission-financement » 2017-2019 de la Justice (ci-après: BU 2016 / PIMF 2017-2019 de la Justice) sont globalement très équilibrés, si l'on excepte les postes supplémentaires dont le Ministère public a besoin. La Commission de justice peut par conséquent certifier d'emblée aux autorités judiciaires et au Ministère public que le budget est une fois encore réaliste. La Commission de justice salue également la continuité qui se profile pour les années à venir.

L'adoption du BU 2016 / PIMF 2017-2019 de la Justice devrait mettre fin à la charge exceptionnellement élevée qui pèse sur le personnel du Ministère public. Comme cette forte charge se dessinait déjà juste après le changement de système opéré lors de la réforme judiciaire II, la Commission de justice a rapidement décidé de faire analyser la dotation en personnel de la Justice par des externes avant même l'évaluation générale de la réforme judiciaire. L'évaluation de la dotation en personnel des autorités judiciaires du canton de Berne (ci-après : évaluation de la dotation en personnel) s'est conclue au printemps 2015[1]. Elle confirme l'importante charge de travail du Ministère public et la nécessité d'agir rapidement pour remédier à cette situation.

> Les autres conclusions de l'évaluation de la dotation en personnel n'ont rien de très surprenant compte tenu de la bonne collaboration entre la Commission de justice et la Direction de la magistrature. Elles témoignent plutôt de la valeur des contacts permanents entre la Commission de justice et la Direction de la magistrature. C'est la raison pour laquelle la Commission de justice ne fera pas de plus amples commentaires dans le présent rapport. Toutes les conclusions et les recommandations de l'évaluation de la dotation en personnel seront intégrées à l'évaluation générale de la réforme judiciaire qui aura lieu sous peu.

2. Méthode de travail de la Commission de justice

La Commission de justice exerce la haute surveillance sur le budget de la Justice (art. 38, al. 2 du règlement du Grand Conseil, RGC[2]). La haute surveillance sur les finances du canton de Berne reste en revanche de la compétence de la Commission des finances (art. 36, al. 2 RGC). Selon l'article 36, alinéa 5 RGC, cette dernière coordonne avec la Commission de justice le traitement, le compte rendu et les propositions concernant le budget, le plan intégré « mission-financement », les crédits supplémentaires, le rapport de gestion et les autres affaires financières des autorités judiciaires et du Ministère public du point de vue du calendrier et sur le fond.

Pour mener l'examen préliminaire, la Commission de justice s'est servie des documents relatifs au budget 2016 et au plan intégré « mission-financement » (PIMF) 2017-2019 des autorités judiciaires et du Ministère public (variante de planification 3) ainsi que du rapport du Conseil-exécutif. La majeure partie du travail a été effectuée par le bureau de la Commission de justice. Les membres du bureau sont les suivants : Monika Gygax-Böninger (présidente), Hubert Klopfenstein (vice-président), Manfred Bühler, Thomas Fuchs et Margrit Junker Burkhard.

Lors de la séance du 18 mai 2015, la Direction de la magistrature a fait le point sur le BU 2016 / PIMF 2017-2019 avec le bureau de la Commission de justice. La Direction de la magistrature a

[1] Cf. Rapport final de l'évaluation de la dotation en personnel des autorités judiciaires du canton de Berne du 18 mars 2015, de Interface Politikstudien Luzern et Aregger Consulting, téléchargeable sur le site internet du Grand Conseil à l'adresse suivante : http://www.gr.be.ch/gr/de/index/gr/gr/downloads_publikationen.assetref/dam/documents/portal/Medienmitteilungen/de/2015/05/2015-05-12-schlussbericht-justizbehoerde.pdf (en allemand, avec résumé en français)

[2] Règlement du Grand Conseil (RGC) du 4 juin 2013;RSB 151.211

été inspectée le 24 août 2015. Cette inspection de surveillance financière s'est déroulée dans un esprit constructif. La Direction de la magistrature a pris position sur le présent rapport le 22 septembre 2015. Le rapport a été adopté en séance plénière de la commission le 21 octobre 2015.

3. Budget 2016 et plan intégré « mission-financement » de la Justice: l'essentiel en bref

Dans l'exercice de la haute surveillance sur le budget de la Justice, la Commission de justice n'examine pas en détail le budget et le plan intégré « mission-financement », mais se concentre sur certains points dont l'importance est liée à leur portée financière ou à leur pertinence politique. C'est pourquoi elle ne juge pas utile de présenter les chiffres en détail dans son rapport. Les synopsis et les détails figurent dans le budget 2016 et le PIMF 2017-2019 de la Justice.

3.1 Evolution du compte de fonctionnement

	Budget 2015	Budget 2016	Ecart	
	CHF	CHF	CHF	%
Charges	232 936 082.49	215 042 256.18	-17 893 826.31	-7.7
Revenus	88 046 660.00	96 082 320.00	8 035 660.00	9.1
Solde	**144 889 422.49**	**118 959 936.18**	**-25 929 486.31**	**-17.9**

Le budget 2016 du compte du fonctionnement clôture avec un solde de 118,9 millions de francs, ce qui représente une amélioration de 25,9 millions de francs par rapport à l'année précédente. Cette amélioration du solde est principalement due au fait que l'Office de la privation de liberté et des mesures d'encadrement (OPLE), rattaché à la Direction de la police et des affaires militaires (POM), ne facture plus les coûts de la détention provisoire au Ministère public. Il s'agit là d'une différence de 17,8 millions de francs. La planification actuelle repose sur une estimation réaliste inspirée des résultats passés, sans création de réserves. Cette réévaluation contribue à une nouvelle amélioration du solde d'un montant de 13,4 millions de francs. La tendance défavorable du côté des amortissements se poursuit et des surcoûts avoisinant les 3,2 millions de francs sont à prévoir. Les mesures salariales décidées de manière centralisée expliquent une hausse des coûts de 1,4 million de francs. L'augmentation de l'état des postes au Ministère public se traduit par 2,15 million de francs de surcoûts, que permettront de compenser, aux dires de la Justice, les revenus en plus tirés des procédures supplémentaires liquidées.

3.2 Compte des investissements

	Budget 2015	Budget 2016	Ecart	
	CHF	CHF	CHF	%
Total des investissements	**1 010 000.0**	**1 100 000.00**	**90 000.00**	**8.9**
Investissements propres	1 010 000.0	1 100 000.00	90 000.00	8.9

Les besoins moyens en investissements sont stables. Aucun gros nouveau projet d'investissement ne se dessine actuellement à l'horizon. L'accent est mis sur l'exploitation et l'amélioration des installations et des applications informatiques existantes, sur la mise à jour scientifique et technique nécessaire et sur l'entretien général.

4. Priorités de la Commission de justice

4.1 Création de postes au Ministère public

Ayant pris connaissance des conclusions de l'évaluation de la dotation en personnel, la Commission de justice a reconnu que le **Ministère public avait besoin de postes** dès le printemps 2015. Elle a immédiatement annoncé qu'elle soutiendrait la Direction de la magistrature pour créer les 9,55 postes recommandés dans l'évaluation de la dotation en personnel[3].

Le BU 2016 / PIMF 2017-2019 de la Justice prévoit la **création de 15,3 postes au Ministère public**. La Justice va ainsi plus loin que les 9,55 postes supplémentaires recommandés dans l'évaluation de la dotation en personnel, raison pour laquelle la Commission de justice a accordé un soin particulier à justifier ces 5,75 postes en plus :

Selon l'évaluation de la dotation en personnel, comparée à d'autres services cantonaux, le Ministère public aurait besoin au maximum de 38 postes supplémentaires. Le rapport propose donc la création immédiate de 9,55 postes (recommandation 11). Les besoins restants seraient compensés par des redistributions internes, un accroissement de l'efficience et une réduction ciblée des prestations, en particulier dans les ordonnances pénales. Si la Direction de la magistrature est en principe d'accord avec ces nouvelles mesures d'allègement, elle reproche à l'évaluation de la dotation en personnel de ne pas indiquer comment faire pour compenser les besoins restants par des redistributions internes ou des gains d'efficience. Elle ne voit pas comment soulager le Ministère public, submergé de dossiers, de manière satisfaisante. La Commission de justice partage cet avis tout en attendant de la Direction de la magistrature qu'elle continue d'étudier où redistribuer les ressources humaines et comment améliorer l'efficience. Concernant la réduction des prestations dans les ordonnances pénales, la Direction de la magistrature signale que compte tenu de la jurisprudence fédérale, le Ministère public ne peut pas réduire davantage ses prestations dans ce domaine. La Commission de justice estime qu'il n'est par conséquent pas acceptable de sabrer encore des prestations. La Direction de la magistrature considère que les 15,3 postes supplémentaires sont un bon compromis : ils permettront de normaliser la situation et suffiront à apaiser la situation si la charge de travail reste identique.

[3] Cf. communiqué de presse de la Commission de justice du 12 mai 2015, téléchargeable à l'adresse: http://www.be.ch/portal/fr/index/mediencenter/medienmitteilungen/suche.meldungNeu.html/portal/fr/meldungen/mm/2015/05/20150511_1545_hohe_belastung_derbernischenjustiz

Selon le BU 2016 / PIMF 2017-2019 de la Justice, les surcoûts causés par l'augmentation de l'état des postes du Ministère public peuvent être compensés par les revenus en plus tirés des procédures supplémentaires liquidées. Selon la Commission de justice, ce point de vue, un peu trop optimiste, va cependant dans la bonne direction. A propos de la création de postes, la Commission de justice s'est par ailleurs demandé si le Ministère public ne pourrait pas être confronté à un *manque de place*. D'après la Direction de la magistrature toutefois, il n'y aura pas besoin de locaux supplémentaires.

En conclusion, l'augmentation de l'état des postes du Ministère public soulève une question fondamentale : cette mesure n'est-elle pas en contradiction avec le *gel des recrutements en vigueur dans l'ensemble de l'administration cantonale* ? Le Conseil-exécutif a lui aussi relevé cette possible contradiction dans sa prise de position sur l'évaluation de la dotation en personnel (par rapport à des situations comparables dans d'autres domaines de l'administration cantonale). La Commission de justice parvient toutefois à la même conclusion que la Direction de la magistrature et indique qu'il faut considérer l'augmentation de l'état des postes du Ministère public à la lumière de la réforme judiciaire II. A l'époque, on avait abandonné le système de juges d'instruction alors en vigueur pour passer à l'actuel système du Ministère public. Comme le canton de Berne n'avait aucune donnée de référence sur le nouveau système, les besoins en personnel du Ministère public ont été mal évalués, d'où les problèmes de sous-effectifs que l'on connaît. Il faut donc considérer cette augmentation de l'état des postes plutôt comme un moyen de corriger l'estimation peu fiable qui avait été faite au moment du changement de système. Le Ministère public a par ailleurs expliqué de manière tout à fait convaincante que seule une augmentation de l'état des postes lui permettrait de mener à bien son mandat légal. Sans quoi certaines affaires criminelles pourraient rester sans suite, en dépit des indications de la police (criminalité économique ou liée à la drogue ou cas de violences domestiques p. ex.). Ce qui est très préoccupant dans un Etat de droit. Sans compter que les cas traités font augmenter les revenus du canton puisque les peines pécuniaires, les amendes et les émoluments rapportent de l'argent.

Pour les raisons présentées ci-dessus, la Commission de justice soutient la création de 15,3 postes à l'unanimité.

4.2 Autre thèmes

L'évolution qui suivra le domaine de **l'informatique** reste imprévisible, et ce en raison de facteurs externes sur lesquels la Justice n'a que peu de prise. L'évolution des coûts lui paraissant difficile à évaluer, la Commission de justice souhaite que ce domaine continue d'être suivi de près.

La Direction de la magistrature a indiqué que les demandes **d'assistance judiciaire** avaient augmenté de dix pour cent depuis 2012 et que cette augmentation devrait se poursuivre. L'assistance judiciaire étant largement réglée au niveau fédéral, il est cependant difficile de l'influencer au niveau cantonal. Dans la mesure du possible, au sein de la Justice bernoise, les tarifs et les factures sont soumis à un contrôle sévère et revus à la baisse le cas échéant.

5. Propositions

La Commission de justice formule les propositions suivantes à l'adresse du Grand Conseil :

- approbation du budget 2016 de la Justice ;
- approbation du plan intégré « mission-financement » 2017-2019 de la Justice.

Berne, le 21 octobre 2015

Au nom de la Commission de justice

La présidente :

Monika Gygax-Böninger

Le Grand Conseil du canton de Berne

Der Grosse Rat des Kantons Bern

Commission des finances

Finanzkommission

Rapport de la Commission des finances

concernant le budget 2016 et le plan intégré mission-financement 2017-2019

Adopté le 26.10.2015

2014.PARL.1644-43

TABLE DES MATIÈRES

1. Synthèse 4

2. Travail de la Commission des finances 6

3. Budget 2016 / plan intégré mission-financement 2017-2019 : l'essentiel en bref 7

3.1 Compte de fonctionnement 9

3.2 Compte des investissements 10

3.3 Frais de personnel 11

3.4 Mise en œuvre des résultats de l'évaluation de NOG – Modifications apportées au budget et au plan intégré mission-financement par rapport à l'an dernier 12

4. Priorités de la Commission des finances 14

4.1 Situation financière générale 14

4.2 Plafonnement de l'investissement net 15

4.3 Motions financières concernant l'exercice précédent – Mise en œuvre par le Conseil-exécutif 17

4.4 Elaboration du budget dans les Directions– Croissance des dépenses 18

4.5 Association de la CFin au processus budgétaire du Conseil-exécutif 20

4.6 Pilotage à moyen terme – Influence par le PIMF 22

5. Propositions et déclarations de planification 24

5.1 Proposition concernant le BU 2016 : Plafonner l'investissement net sans les financements spéciaux à 440 millions de francs 24

5.2 Proposition concernant le BU 2016 : Augmenter de 21 millions de francs le poste « Coûts des subventions cantonales » du groupe de produits Mise en œuvre des prescriptions sur les assurances sociales 24

5.3 Proposition concernant le BU 2016 : Améliorer le solde du compte de fonctionnement du canton de 54 millions (plafonnement des charges de biens, services et marchandises) 24

Déclaration de planification concernant la mise en œuvre du BU 2016 : Plafonner les charges de biens, services et marchandises à 800 millions de francs 24

5.4 Proposition subsidiaire concernant le BU 2016 : Supprimer les bénéfices de la Banque nationale des chiffres du budget 25

5.5 Déclaration de planification concernant le BU 2016 : Affecter 0,3 pour cent des mesures salariales au rattrapage des retards salariaux 26

5.6 BU 2016 : Approbation du budget complété par les propositions de la CFin (sauf la proposition subsidiaire), avec les repères suivants : 26

5.7 Déclaration de planification concernant le PIMF 2017-2019 : Créer de la latitude financière 26

5.8 Déclaration de planification concernant le PIMF 2017-2019 : Plafonner l'investissement net à 440 millions de francs 26

5.9 Déclaration de planification concernant le PIMF 2017-2019 : Augmenter de 42 millions de francs le poste « Coûts des subventions cantonales » du groupe de produits Mise en œuvre des prescriptions sur les assurances sociales 26
5.10 Déclaration de planification concernant le PIMF 2017-2019 : Plafonner les charges de biens, services et marchandises à 800 millions de francs 26
5.11 Plan intégré mission-financement 2017-2019 : rejet du PIMF 27

1. Synthèse

Dans le présent rapport, la Commission des finances (CFin) prend position sur le budget 2016 (BU 2016) et sur le plan intégré mission-financement 2017-2019 (PIMF 2017-2019).

Globalement, la situation financière du canton enregistre cette année encore une stabilisation et une amélioration. Le découvert de 2012 est maintenant entièrement résorbé grâce aux excédents de l'exercice 2014 et il ne grève plus les finances publiques. Les excédents de chaque exercice sont plus élevés que ne le prévoyait le dernier cycle de planification ; de même, le solde de financement, l'indicateur le plus important, est positif les quatre années.

La mise en œuvre réussie de l'EOS 2014, l'inscription des bénéfices de la Banque nationale au budget de chaque exercice et les pronostics favorables concernant les rentrées fiscales expliquent la situation satisfaisante dans la colonne des dépenses.

La CFin est grosso modo satisfaite du budget et du plan intégré mission-financement. Elle formule néanmoins trois propositions concernant le budget :

1. Plafonnement de l'investissement net à 440 millions de francs

Compte tenu des coupes opérées ces dernières années dans le compte des investissements (environ 60 mio CHF), la CFin persiste à proposer, comme l'an dernier, de plafonner l'investissement net sans les financements spéciaux à 440 millions de francs.

2. Augmentation des ressources prévues pour la réduction des primes, selon les chiffres décidés par le Grand Conseil

L'adaptation des critères d'allocation par le Conseil-exécutif s'est traduite par un fort recul de la réduction des primes. La CFin propose d'augmenter de nouveau la subvention cantonale de 42 millions de francs pour ainsi ajuster les ressources disponibles aux valeurs cibles décidées par le Grand Conseil en novembre 2013.

3. Plafonnement des charges de biens, services et marchandises à 800 millions de francs

La CFin constate qu'après le recul de 2014 dû à l'EOS, les charges repartent à la hausse. Elle estime que le Conseil-exécutif ne se montre pas assez entreprenant pour freiner cette évolution et elle propose dès lors de plafonner à 800 millions de francs les charges de biens, services et marchandises.

Ces dernières années, c'est principalement par le budget que le Grand Conseil et la CFin ont assuré le pilotage des finances cantonales. Cette option était parfaitement légitime, compte tenu des chiffres, qui se dégradaient, et des sombres perspectives qui, finalement, ont débouché sur l'EOS. Mais ce pilotage à courte vue présente des inconvénients : le temps imparti pour préaviser le budget et le plan intégré mission-financement, entre août et novembre, ne permet pas un examen en profondeur des mesures ni la consultation de toutes les parties susceptibles d'être concernées. Or, depuis la révision du droit parlementaire, le Grand Conseil ne se contente pas de prendre connaissance du plan intégré mission-financement, il l'approuve. Pour la CFin, il s'agit d'un nouvel élément justifiant que le pilotage à court terme cède la place au pilotage à moyen terme par le plan intégré mission-financement. Il faut toutefois pour ce faire que les chiffres du plan intégré mission-financement reflètent si possible toutes les évolutions connues de manière fiable. Or, la CFin a constaté que le Conseil-exécutif a tendance à inscrire le plus tard possible au plan intégré mission-financement les projets dont les conséquences financières sont difficiles à chiffrer. Mais il peut aussi arriver que les répercussions financières de certains projets soient intégrées dans la planification malgré l'opposition du Grand Conseil, comme c'est le cas par exemple avec le fonds des bénéfices de la Banque nationale. Globalement, il n'y a manifestement pas de pratique cohérente concernant le choix des évolutions à prendre en compte. C'est

la raison pour laquelle la CFin ne peut approuver le plan intégré mission-financement. Elle discutera l'année prochaine avec le Conseil-exécutif la question de savoir comment procéder en pratique pour planifier les exercices du plan intégré mission-financement et piloter les finances à moyen terme.

La composition de la CFin, comme celle de toutes les autres commissions, reflète la force numérique des groupes représentés au Grand Conseil. Après un débat nourri et controversé, les propositions et les déclarations de planification n'ont pas pu toutes être adoptées à l'unanimité. Dans certains cas, la minorité présentera donc ses propres propositions au Grand Conseil.

La CFin a reçu préalablement le rapport de la Commission de justice concernant le budget et le plan intégré mission-financement de la Justice. Elle en retient en particulier la création de 15,3 postes au Ministère public. La CFin a pris connaissance de la proposition ; elle n'a aucune remarque à formuler à ce sujet.

2. Travail de la Commission des finances

Dans le présent rapport, la Commission des finances informe le Grand Conseil sur les principaux éléments du budget 2016 et du plan intégré mission-financement 2017-2019, et motive ses propositions concernant ces deux affaires.

La directrice des finances a présenté les deux documents à la CFin le 19 août 2015. Après un premier examen, la CFin a adressé des questions aux Directions, qui ont présenté leurs réponses par écrit. La CFin s'est ensuite rendue dans les Directions pour approfondir les questions d'ordre général et celles concernant spécifiquement les Directions. Cette année, la CFin ne s'est rendue qu'à la TTE, l'ECO et la FIN. A la TTE, l'information s'est concentrée sur la planification des investissements. La CFin fait office de commission spécialisée pour les affaires des deux autres Directions. A l'issue du présent cycle de planification, elle tirera le bilan et décidera s'il faut de nouveau se rendre dans les autres Directions.

Sur la base des informations obtenues par écrit et de vive voix, la CFin a défini les grandes lignes de son rapport concernant le budget 2016 et le plan intégré mission-financement 2017-2019 avant de charger son secrétariat de le rédiger. Elle a en outre discuté les propositions susceptibles d'être déposées. Le rapport et les propositions ont fait l'objet de plusieurs séances avant d'être adoptés le 26 octobre à l'attention du Grand Conseil. En cours de procédure, le projet de rapport et les propositions provisoires ont été soumis au Conseil-exécutif pour qu'il puisse donner son avis.

L'examen du budget et du plan intégré mission-financement est un travail absorbant pour toute la commission : en septembre et en octobre, le plénum s'est réuni à huit reprises pour une séance de deux heures, sans compter les visites dans les Directions, et le bureau a tenu trois séances d'une heure et demie.

3. Budget 2016 / plan intégré mission-financement 2017-2019 : l'essentiel en bref

Les détails concernant le budget 2016 et le plan intégré mission-financement 2017-2019 se trouvent dans les rapports et les chiffres du Conseil-exécutif. La CFin présente brièvement ci-après ce qu'elle estime être les principaux chiffres et repères:

En mio CHF	**BU 2016**	**PIMF 2017**	**PIMF 2018**	**PIMF 2019**
1. Compte de fonctionnement				
Situation en novembre 2014	158	131	53	53[1]
Changements intervenus dans la procédure principale[2]	68	108	134	132
Solde du compte de fonctionnement (août 2015)	**226**	**239**	**187**	**185**
2. Compte des investissements				
Situation en novembre 2014	606	562	550	550[3]
Changements	-47	-27	-36	-29
Investissement net (août 2015)	**559**	**536**	**515**	**522**
3. Solde de financement				
Situation en novembre 2014	8	-29	-54	-54[4]
Changements	+102	+118	+96	+107
Solde de financement (août 2015)	**110**	**89**	**42**	**53**
4. Autres indicateurs				
Amortissements	443	426	410	430
Suppression de la réserve de revalorisation (MCH2/IPSAS)	0	–40	–40	–40
Autofinancement	668	625	557	575
Degré d'autofinancement	120 %	117 %	108 %	110 %

Illustration 1: Principaux indicateurs des quatre exercices 2016–2019

Compte de fonctionnement[5] : durant la procédure principale, le Conseil-exécutif a pu considérablement améliorer les chiffres des quatre exercices. Le surcroît de rentrées fiscales, l'augmentation des subventions fédérales pour la réduction des primes, la redéfinition des intérêts passifs et des frais d'acquisition du capital ainsi que la baisse de la reconnaissance de dette envers les caisses de pension cantonales sont les principaux facteurs à l'origine de cette amélio-

[1] Même solde que l'exercice précédent
[2] Pour les détails, voir BU 2016 / PIMF 2017–2019, chiffre 2, p. 35 ss
[3] Même solde que l'exercice précédent
[4] Même solde que l'exercice précédent
[5] Le solde du compte de fonctionnement correspond à la différence entre le total des revenus et le total des charges. S'il est positif, le canton peut financer intégralement ses dépenses avec ses propres ressources. Sinon, il doit emprunter pour couvrir ses dépenses courantes et, partant, s'endetter un peu plus.

ration. Ajoutons encore l'augmentation des versements de la péréquation financière fédérale et les changements dans les besoins d'amortissement résultant de l'introduction du nouveau modèle de comptes harmonisé MCH2.

Parmi les importants postes de charges supplémentaires, citons le manque à gagner, induit par l'augmentation à 6700 francs de la déduction des frais de déplacement (révision de la loi sur les impôts), sur les recettes fiscales escomptées par la planification du Conseil-exécutif, ainsi que l'accroissement des besoins dans le domaine hospitalier (soins aigus) et dans celui de l'aide sociale. Suite à l'adoption du projet FAIF, la Confédération va désormais se charger de l'infrastructure de transport régional. Mais, en contrepartie, les cantons devront verser des subventions forfaitaires : on observera donc un glissement des dépenses du compte des investissements au compte de fonctionnement. On enregistre une croissance marquée des dépenses pour les transports publics à partir de 2018 (2018 : +20 mio / 2019 : +33 mio CHF).

Compte des investissements[6] : du fait de l'abaissement du plafond de l'investissement de 500 à 470 millions de francs, il a fallu opérer des coupes de 30 millions environ dans les investissements, toutes les années du plan. L'investissement net, financements spéciaux compris, oscille entre 515 et 559 millions durant les quatre exercices. Mais seuls nous intéressent les investissements financés selon le régime ordinaire, qui ont un impact direct sur le solde de financement. Parmi ces fonds, le plus significatif est celui d'investissements hospitaliers (FIH) sur lequel devraient être prélevés 57 millions de francs l'an prochain. Le Fonds de couverture des pics d'investissement est lui aussi sans impact budgétaire. En effet, les prélèvements opérés sur ce fonds sont toujours intégralement amortis et ils sont dès lors sans effet sur le solde de financement.

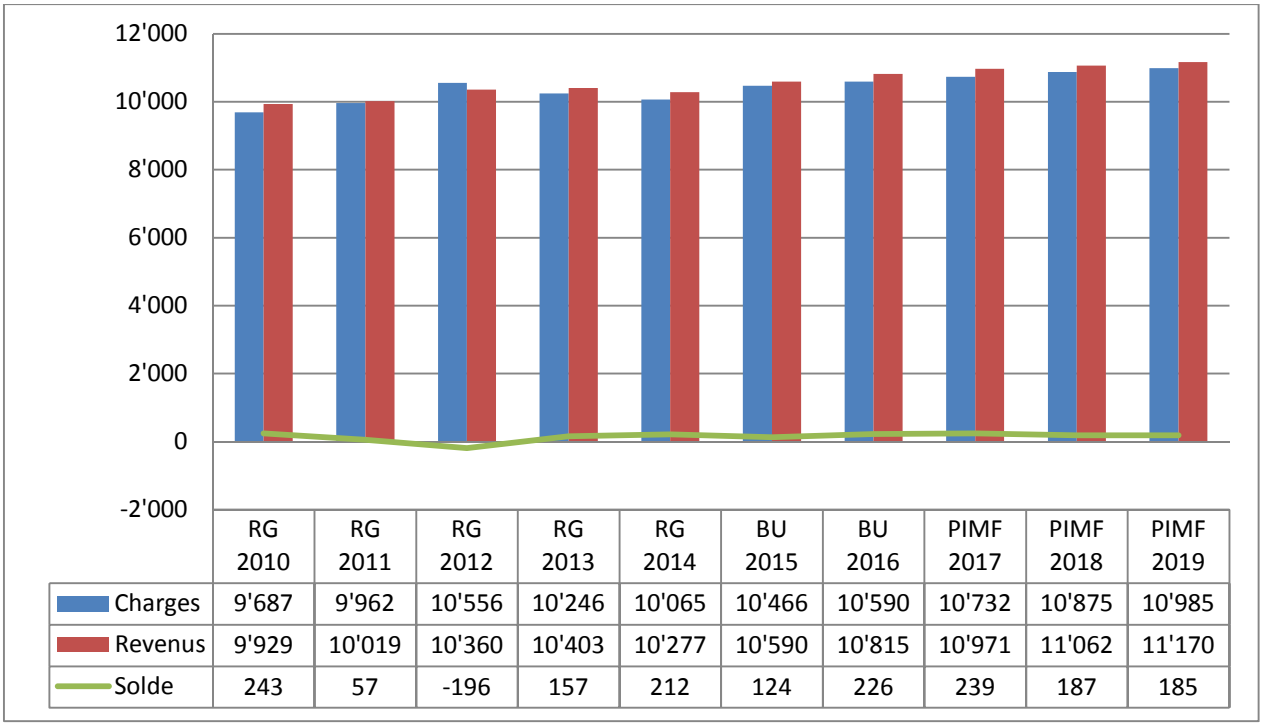
Solde de financement[7] : les excédents du compte de fonctionnement étant en hausse par rapport au précédent cycle de planification, le solde de financement est positif les quatre années. Le Conseil-exécutif a dès lors réalisé la motion financière du Grand Conseil qui interdisait l'inscription d'un nouvel endettement au plan intégré mission-financement[8].

[6] Le solde, soit l'investissement net, est le principal indicateur du compte des investissements. Il correspond à la somme que le canton doit prélever sur ses ressources propres pour financer ses investissements, déduction faire des contributions de tiers (Confédération et communes principalement).

[7] Le solde de financement indique si le canton est en mesure de financer ses investissements par ses propres moyens. Tel est le cas s'il est positif. Si le solde de financement est négatif, le canton doit emprunter pour financer l'investissement. Il doit donc s'endetter et payer des intérêts.

[8] Motion financière 202-2014 CFin (Iseli, Zwieselberg) « Pas de nouvel endettement dans le PIMF »

3.1 Compte de fonctionnement



	RG 2010	RG 2011	RG 2012	RG 2013	RG 2014	BU 2015	BU 2016	PIMF 2017	PIMF 2018	PIMF 2019
Charges	9'687	9'962	10'556	10'246	10'065	10'466	10'590	10'732	10'875	10'985
Revenus	9'929	10'019	10'360	10'403	10'277	10'590	10'815	10'971	11'062	11'170
Solde	243	57	-196	157	212	124	226	239	187	185

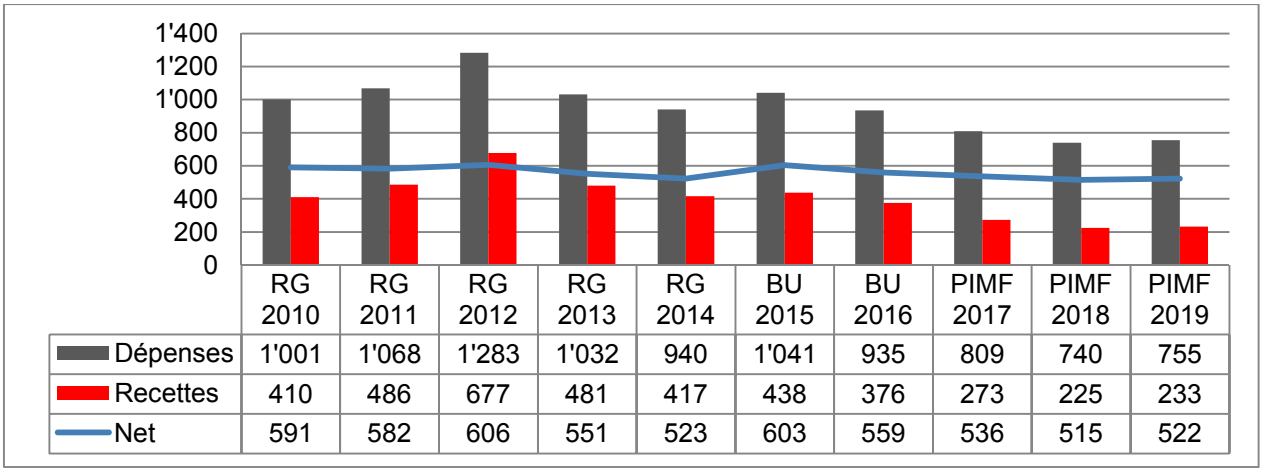
Illustration 2 : Compte de fonctionnement des exercices 2010-2019 (en mio CHF)

Le canton de Berne dégage des excédents de revenus pendant toute la période illustrée dans le tableau, sauf en 2012. L'excédent, qui était inférieur à 200 millions de 2011 à 2013, dépasse cette barre de justesse à partir de 2014.

Un excédent de revenus de 200 millions de francs correspond à deux pour cent à peine du budget global. Il suffit que les rentrées fiscales accusent un recul même relativement faible, que la Banque nationale n'effectue pas de versement ou encore que quelques hypothèses se révèlent imprécises pour que l'excédent escompté s'évapore.

C'est uniquement grâce aux bénéfices de la Banque nationale que les excédents sont plus élevés que prévu en 2014, ce qui est contraire à la motion financière 252-2014 adoptée par le Grand Conseil. Si l'on retranche ces quelque 80 millions par an de la colonne des revenus, le solde de financement des exercices 2018 et 2019 repasse dans le rouge et la situation n'évolue globalement quasiment pas par rapport au précédent cycle de planification.

3.2 Compte des investissements



	RG 2010	RG 2011	RG 2012	RG 2013	RG 2014	BU 2015	BU 2016	PIMF 2017	PIMF 2018	PIMF 2019
Dépenses	1'001	1'068	1'283	1'032	940	1'041	935	809	740	755
Recettes	410	486	677	481	417	438	376	273	225	233
Net	591	582	606	551	523	603	559	536	515	522

Illustration 3 : Compte des investissements des exercices 2010-2019 (en mio CHF)

L'investissement net (financements spéciaux compris) enregistre un léger recul durant la période considérée. Il s'élève à 559 millions en 2016. On remarque qu'après un pic en 2012, l'investissement global régresse fortement. Cette courbe s'explique par la dissolution du Fonds d'investissements hospitaliers en 2011 et celle du Fonds de couverture des pics d'investissements en 2015, ainsi que par l'allégement du compte des investissements. Outre les changements déjà mentionnés dans les transports publics (projet FAIF), les hautes écoles sont devenues autonomes et sont dès lors désormais responsables de l'entretien de leurs bâtiments. Les allégements du compte des investissements représentent environ 60 millions de francs.

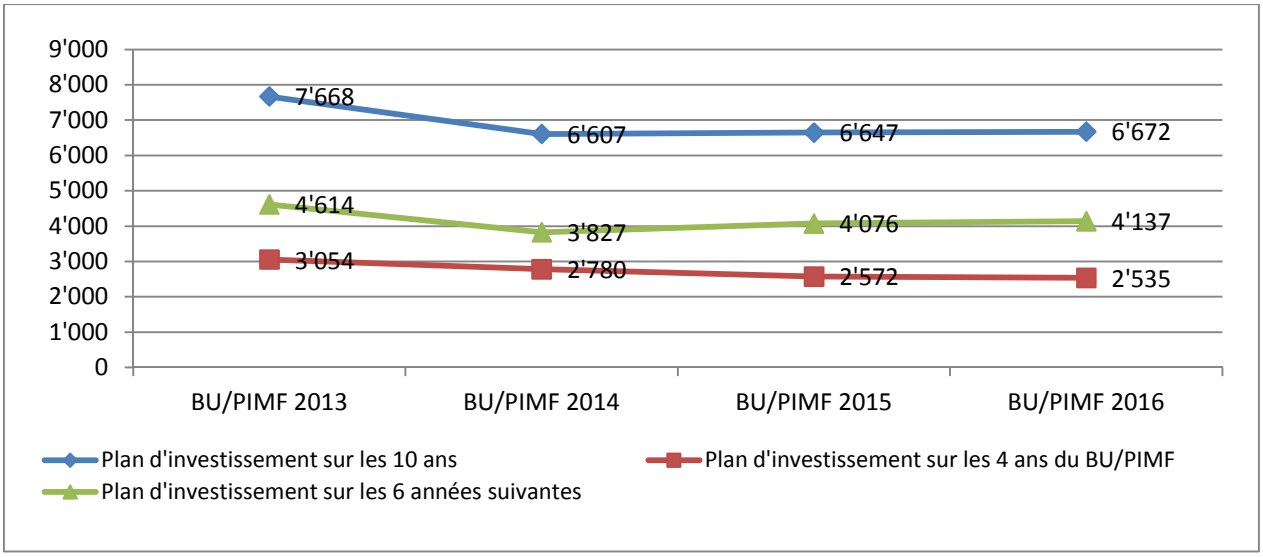


Illustration 4 : Plan d'investissement des exercices 2013-2016 (en mio CHF)

C'est la CFin qui avait demandé à ce que le plan d'investissement, sur une longue période, figure dans le budget et le plan intégré mission-financement. Il l'a été pour la première fois dans le budget 2013 et le plan intégré mission-financement 2014-2016. On y trouve tous les projets des dix années à venir. Une comparaison des quatre plans d'investissement montre une baisse de l'investissement d'environ un milliard de francs entre 2013 et 2014 (de 7668 mio en 2013 à 6607 mio en 2014). Depuis le budget 2014 et le plan intégré mission-financement 2015-2017, l'investissement est remarquablement stable, à 6,6 milliards. Les glissements s'opèrent entre les quatre exercices du budget et du plan intégré mission-financement et les six exercices suivants du plan d'investissement : l'investissement a été légèrement réduit à partir de 2014 et il a fallu reporter certains projets au-delà des quatre exercices du budget et du plan intégré mission-financement.

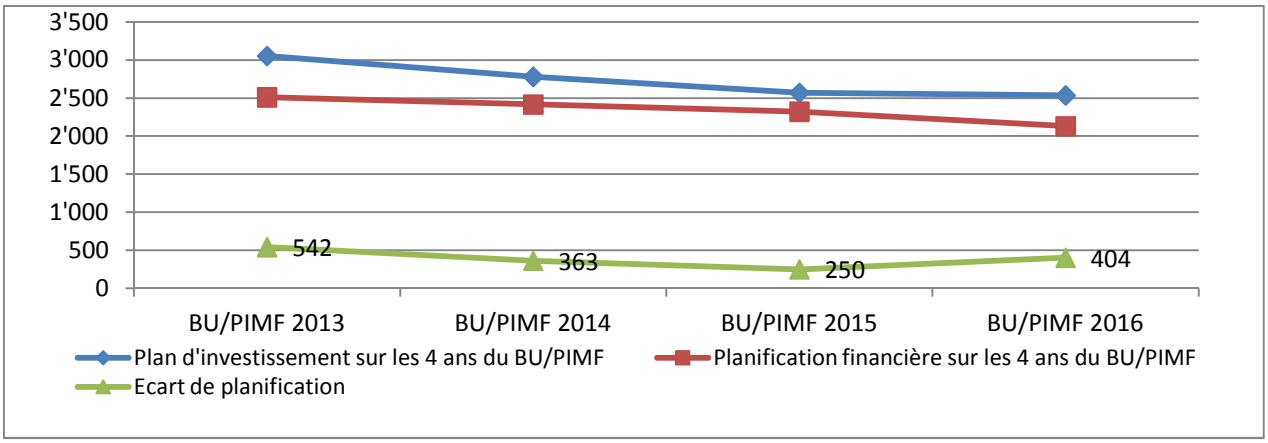


Illustration 5 : Comparaison du plan d'investissement et de la planification financière des exercices 2013-2016 (en mio CHF)

La comparaison du plan d'investissement et de la planification financière montre que cette dernière présente une courbe descendante, sans toutefois le creux observé entre 2013 et 2014 pour les investissements (cf. illustration 4). L'écart de planification, soit la différence entre les ressources nécessaires pour financer l'investissement prévu au plan et les chiffres effectivement inscrits dans la planification financière, recule jusqu'en 2015, mais repart à la hausse dans le budget 2016 et le plan intégré mission-financement 2017-2019. C'est à n'en pas douter dû à la pression exercée par le Grand Conseil, qui n'a de cesse d'opérer des coupes dans l'investissement.

Du point de vue de la CFin, cela vaudrait la peine de sonder une nouvelle fois les besoins en profondeur pour hiérarchiser rigoureusement les priorités du plan d'investissement et pour l'alléger encore, comme entre 2013 et 2014. Relevons toutefois qu'un modeste écart de planification est parfaitement souhaitable. En effet, la réalisation des projets prend toujours du retard, pour une raison ou pour une autre (procédures d'opposition et de recours, retards dus aux intempéries). En pareil cas, on peut privilégier d'autres projets pour ainsi utiliser si possible toutes les ressources inscrites au budget. Il est impossible de chiffrer précisément le montant idéal de l'écart de planification. D'après la TTE, plus l'horizon de planification est éloigné, plus l'écart de planification est gros.

3.3 Frais de personnel

en %	BU 2016	PIMF 2017	PIMF 2018	PIMF 2019
Progression individuelle des salaires	0,7	0,7	0,7	0,7
Gains de rotation utilisés pour la progression individuelle des salaires	0,8	0,8	0,8	0,8
Progression générale des salaires	0,3	0,3	0,3	0,3
TOTAL des mesures salariales	1,8	1,8	1,8	1,8

Illustration 6 : Vue d'ensemble des mesures salariales 2016-2019[9]

Le Conseil-exécutif prévoit une augmentation de la masse salariale de 0,7 pour cent sur toute la période, pour la progression individuelle des salaires. A quoi s'ajoute 0,8 pour cent tiré des gains de rotation, qui servira également à la progression individuelle des salaires. On obtient des gains de rotation quand des collaborateurs ou collaboratrices d'un certain âge démissionnent ou prennent leur retraite et que des personnes plus jeunes, généralement moins bien payées au début

[9] Cf. BU 2016 / PIMF 2017-2019, chiffre 2.5.1.1, p. 52

de leur carrière, sont engagées pour les remplacer. Enfin, 0,3 pour cent est prévu pour la progression générale des salaires de tous les agents et agentes du canton.

Pour que le système cantonal de progression salariale puisse fonctionner, il faudra qu'à moyen terme, 1,5 pour cent de la masse salariale puisse être libéré pour les mesures salariales. Durant les années 2000, ce taux n'était bien souvent que de 0,5 pour cent, du fait des mesures d'austérité, si bien qu'aujourd'hui, plusieurs études en attestent, le canton accuse un retard significatif par rapport aux rémunérations proposées par les employeurs comparables. De plus, les collaborateurs et collaboratrices entre 25 et 50 ans, engagés pendant les années 2000 « de vache maigre », ont un creux dans leur courbe de progression salariale. La situation s'est améliorée en 2015, puisque cette année-là, il a été possible d'affecter 1,8 pour cent de la masse salariale à la progression des salaires. Le maintien de ce taux ces prochaines années signifie que les ressources à disposition permettront de financer la progression des salaires.

La CFin se range sur le fond aux arguments du Conseil-exécutif, raison pour laquelle elle n'a pas remis en question les mesures salariales l'an dernier. Pour 2016, elle propose, dans une déclaration de planification, que la part de 0,3 pour cent prévue pour la progression générale serve en fait à corriger les retards individuels, s'il n'y a pas d'inflation. A l'avenir, la CFin analysera la situation chaque année. Selon l'évolution globale des finances publiques, elle se réserve le droit de diverger de l'opinion du Conseil-exécutif.

3.4 Mise en œuvre des résultats de l'évaluation de NOG – Modifications apportées au budget et au plan intégré mission-financement par rapport à l'an dernier[10]

Le canton de Berne a introduit NOG en 2005, en s'alignant sur les principes de la nouvelle gestion publique. En mode NOG, le pilotage des finances publiques n'est plus assuré par l'allocation des ressources, mais par la définition des prestations et des effets attendus, les effets étant mesurés et gérés au moyen d'indicateurs. En pratique, NOG n'a pas répondu à toutes les attentes ; ni le Grand Conseil, ni le Conseil-exécutif n'ont pu utiliser effectivement les nouveaux outils de pilotage. Les autorités ont continué d'assurer le pilotage politique avec les outils traditionnels (augmentation/coupe des ressources financières, interventions parlementaires, plans sectoriels et rapports). L'évaluation menée en 2013 a confirmé ce constat. Dans le rapport qu'il a adressé au Grand Conseil en juillet 2013, le Conseil-exécutif a proposé diverses mesures qui sont maintenant mises en œuvre dans le présent budget et plan intégré mission-financement. Les modifications apportées sont notamment les suivantes :

1. Le nombre de groupes de produits est passé de 90 à 60 environ.

   Chaque groupe de produits correspond à un office de l'administration cantonale. Divers groupes de produits ont dû fusionner pour respecter ce principe et leur nombre a diminué d'environ un tiers. Pour compenser cette réduction, le Grand Conseil a décidé que l'approbation des soldes des produits (niveau des services) relèverait également de sa compétence. Ce changement n'entrera toutefois en vigueur qu'en 2017 et il sera appliqué l'an prochain, lors de la délibération du budget 2017 et du plan intégré mission-financement 2018-2020. Les commentaires du budget, du plan intégré mission-financement et du rapport de gestion continueront de se référer aux groupes de produits. Pour les produits, la seule information donnée concernera les soldes.

2. Les objectifs de prestation et d'effet ainsi que les indicateurs sont remplacés par des « informations parlantes sur les prestations ».

[10] Cf. BU 2016 / PIMF 2017-2019, p. 31-34

L'élément central de NOG, le pilotage par objectif de prestation et d'effet et par les indicateurs, a disparu. Le Grand Conseil dispose désormais d'« informations parlantes sur les prestations » pour chaque groupe de produits, informations si possible faciles à comprendre par les profanes. Ces informations doivent indiquer les principaux facteurs de coût et de revenu d'un groupe de produits. Mais ces informations ne sont un paramètre ni de décision, ni de pilotage pour le Grand Conseil.

3. Le schéma de calcul des marges contributives des groupes de produits a été simplifié.

   La distinction entre coûts directs et coûts indirects s'est avérée trop compliquée. Les charges de personnel et celles de biens, services et marchandises apparaissent désormais sous un seul poste. Le solde I correspond à l'ancienne marge contributive III et représente « l'enveloppe budgétaire » du groupe de produits. Le solde II correspond quant à lui à l'ancienne marge contributive IV et englobe désormais également les postes« coûts des subventions cantonales », « rentrées financières des subventions cantonales » et « rentrées fiscales et amendes ». Le solde III n'apparaissait jusqu'à présent pas sous les groupes de produits. Il comprend les différences d'incorporation liées à la matière, à la valeur et à la période et correspond ainsi au solde de la comptabilité financière. En ajoutant tous les soldes III d'un groupe de produits, on obtient le solde de la comptabilité financière de la Direction. La lisibilité des chiffres et la transparence sont ainsi améliorées.

4. Mise en place d'une plateforme d'information électronique

   L'une des principales critiques émises lors de l'évaluation de NOG portait sur les documents de la planification financière – le budget, le plan intégré mission-financement et le rapport de gestion, qui présentent une trop grande masse d'informations et ne permettent pas d'avoir la vue d'ensemble. La décision a donc été prise que les informations dites statiques, soit celles qui ne changent pas tous les ans, seront déplacées sur une plateforme électronique. On y trouve ainsi les bases légales, la description des bénéficiaires des prestations des groupes de produits et des informations complémentaires.

   Outre le fait d'alléger le budget et le plan intégré mission-financement, la plateforme permet de publier les chiffres des indicateurs importants sur plusieurs années. On y trouve ainsi les soldes du compte de fonctionnement et du compte des investissements, le solde de financement et d'autres indicateurs financiers sur dix ans (actuellement de 2010 à 2019).

   Lien vers la plateforme électronique :

   http://www.fin.be.ch/fin/fr/index/finanzen/finanzen/publikationen/finanzinformationen.html

5. Nouveaux graphiques, présentation en couleurs

   De nouveaux graphiques sont ajoutés. Ils sont présentés en couleurs, de même que ceux qui existaient déjà.

La présente édition du budget et du plan intégré mission-financement correspond à une phase intermédiaire. Toutes les mesures seront mises en œuvre intégralement dans la prochaine édition, celle du budget 2017 et du plan intégré mission-financement 2018-2020. A partir de ce moment, la version française et la version allemande seront éditées séparément. Cette mesure permettra d'alléger une nouvelle fois considérablement les documents. Enfin, le programme informatique de mise en forme des documents a été modernisé et amélioré, si bien que l'administration pourra recourir à de nouvelles présentations.

La CFin a le sentiment que la mise en œuvre des améliorations est sur la bonne voie, même si elle n'est pas encore achevée. Les documents sont désormais plus maniables et plus faciles à lire.

4. Priorités de la Commission des finances

4.1 Situation financière générale

L'Examen des offres et des structures (EOS) 2014 et les rentrées fiscales au-delà des espérances ont permis de stabiliser une nouvelle fois les finances du canton, après le déficit de l'exercice 2012. Les mesures EOS adoptées par le Grand Conseil lors de la session de novembre 2013 ont pour une bonne part été mises en œuvre. Sur les 431 millions d'allégement votés par le Grand Conseil, 415 millions sont effectivement prévus au budget 2016, soit 96,3 pour cent[11]. Un bémol toutefois : lors de l'adaptation de la réduction des primes, le Conseil-exécutif s'est montré trop restrictif dans sa pratique d'allocation, si bien que l'objectif d'économie a été dépassé de 42 millions de francs[12]. D'un autre côté, le Grand Conseil a décidé de sa propre initiative de porter le plafonnement de la déduction des frais de déplacement à 6700 francs et non pas à 3000, ce qui vaut au canton un manque à gagner sur les recettes fiscales de 34 millions de francs par rapport à la planification du Conseil-exécutif. Globalement, la CFin constate que l'EOS était nécessaire et qu'il a rempli son office. Sans ce programme d'économie en effet, le canton serait aujourd'hui selon toute probabilité dans le rouge vif.

Les comptes de 2015 vont vraisemblablement boucler sur un excédent plus élevé que prévu au budget grâce à une évolution globalement positive. La situation se présente bien également pour l'exercice 2016.

Si les nombreuses incertitudes qui planent actuellement ne provoquent pas globalement d'effondrement des revenus ces prochaines années, la stabilisation puis l'augmentation des excédents que la CFin appelle de ses vœux pourraient devenir une réalité.

La situation devrait également évoluer favorablement après 2016. La charge fiscale pesant sur les personnes physiques étant plus lourde à Berne que dans d'autres cantons, la CFin estime toutefois qu'il faut agir. Elle dépose donc une déclaration de planification concernant le plan intégré mission-financement dans laquelle elle demande au Conseil-exécutif de créer de la latitude financière pour qu'à moyen terme, une baisse des impôts des personnes morales et des personnes physiques puisse être envisagée.

Les chiffres du plan intégré mission-financement doivent être lus avec prudence, et pas seulement parce que les prévisions sont par essence incertaines. Le Conseil-exécutif a envoyé sa Stratégie fiscale en procédure de consultation mi-septembre 2015 ; les mesures prévues dans ce document devraient prendre effet à partir de 2018[13]. Le Conseil-exécutif propose une série de mesures, certaines se soldant par une augmentation des rentrées fiscales, d'autres par une baisse. Il prévoit ainsi d'alléger la fiscalité des personnes morales en baissant l'impôt sur les bénéfices et l'impôt sur le capital et d'augmenter (une nouvelle fois) la déduction des frais de garde des enfants. Pour compenser ce manque à gagner, le Conseil-exécutif suggère de réaugmenter l'impôt sur les véhicules à moteur. Il propose également au Grand Conseil de procéder à l'évaluation générale des immeubles non agricoles et des forces hydrauliques. Les répercussions de la Stratégie fiscale ne sont pas prises en compte dans le budget et le plan intégré mission-financement. En l'état actuel des choses, ce choix est compréhensible car les chiffres sont ceux du projet envoyé en consultation et ils ne sont pas suffisamment fiables. Si la procédure de consultation permet toutefois d'identifier des lignes claires, le budget 2017 et le plan intégré mission-financement 2018-2020 devront intégrer les effets de la Stratégie fiscale.

[11] Cf. BU 2016 / PIMF 2017-2019, chiffre 5, p. 100 ss

[12] Cf. également la proposition concernant le BU 2016, chiffre 5.2

[13] La documentation de la conférence de presse du 17 septembre 2015, qui correspond aux documents de la procédure de consultation, est publiée à l'adresse suivante (consultée le 05.10.15):
http://www.be.ch/portal/fr/index/mediencenter/medienmitteilungen.meldungNeu.html/portal/fr/meldungen/mm/2015/09/20150916_1626_steuerstrategie_zursteigerungderstandortattraktivitaet

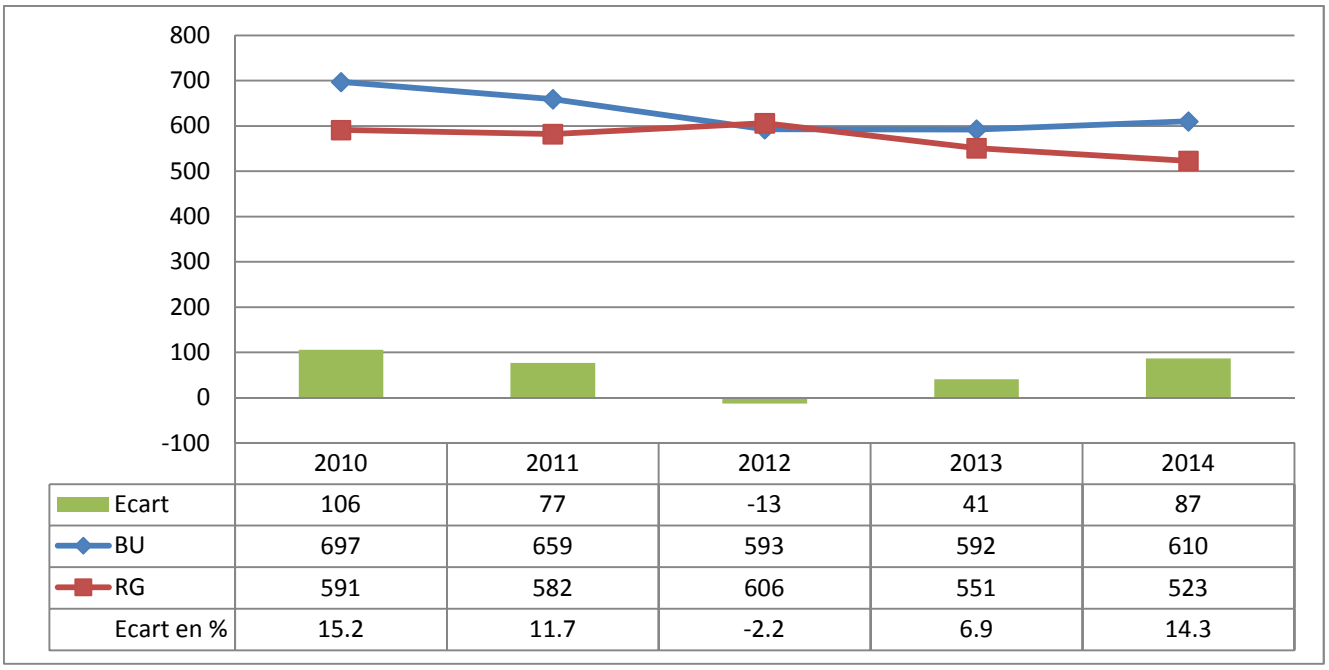
4.2 Plafonnement de l'investissement net

La CFin a profité de sa visite à la TTE pour se pencher cette année de très près sur la question de l'investissement. Elle a en particulier demandé des explications sur l'entretien des routes cantonales et sur les bases conceptionnelles de la gestion du parc immobilier. En ce qui concerne les routes cantonales, 60 millions de francs sont nécessaires chaque année pour le maintien du réseau en état. Cette somme permet d'atteindre à moyen terme l'objectif selon lequel 90 pour cent des chaussées doivent être maintenus dans un état moyen à bon. Le canton a trop peu investi dans les années 2000 dans la préservation de la substance, raison pour laquelle la baisse des indices de l'état des routes se manifeste avec un décalage. Ces indices sont maintenant repartis à la hausse et les chaussées sont dans un état moyen à bon dans 80 pour cent des cas. La TTE a par ailleurs démontré qu'il est inutile de dépenser plus de 60 millions : l'Office des ponts et chaussées et les entreprises bernoises de travaux publics ne sont pas en mesure de gérer plus de projets et de chantiers. Dans le cas des bâtiments, une valeur d'état de 80 pour cent de la valeur à neuf est considérée comme bonne. Dans ce cas également, les crédits inscrits au budget et au plan intégré mission-financement suffisent tout juste. La CFin se satisfait du fait que les ressources à disposition suffisent à préserver l'état des bâtiments selon les normes reconnues par la profession. Elle a en outre l'impression que la TTE privilégie nettement la préservation de la substance par rapport aux nouvelles constructions, ce qui lui semble juste.

Lors du débat budgétaire de 2014, le Grand Conseil a adopté par 98 voix contre 48 et 3 abstentions la motion financière de la CFin qui réclamait la réduction de l'investissement net (sans les financements spéciaux) à 440 millions de francs[14]. Etant donné que la motion financière ne se référait pas au budget 2015, mais à l'exercice 2016 du plan intégré mission-financement d'alors, le Conseil-exécutif n'était pas tenu de réaliser la motion financière ; en cas de défaut de mise en œuvre, il devait toutefois en exposer les motifs en détail[15]. Le Conseil-exécutif a maintenant fixé le plafond de l'investissement à 470 millions : il justifie l'écart de 30 millions par le report des travaux d'entretien et les nombreux gros projets à venir. Selon lui, cette somme est un compromis entre les 500 millions qu'il avait proposés initialement et les 440 millions demandés par la CFin (toujours sans les financements spéciaux).

Les arguments du Conseil-exécutif ne convainquent pas la CFin. Elle rappelle en particulier que ces derniers années, le compte des investissements a été considérablement allégé[16]. De plus, le report des travaux d'entretien est un argument qui n'est plus pertinent. Nous l'avons dit plus haut, lors de la visite de la CFin, la TTE a confirmé que des ressources suffisantes sont prévues pour assurer l'entretien courant. La CFin propose d'économiser non pas sur le maintien de la valeur, mais sur les nouvelles constructions en les réalisant par étape ou en réduisant les dépenses.

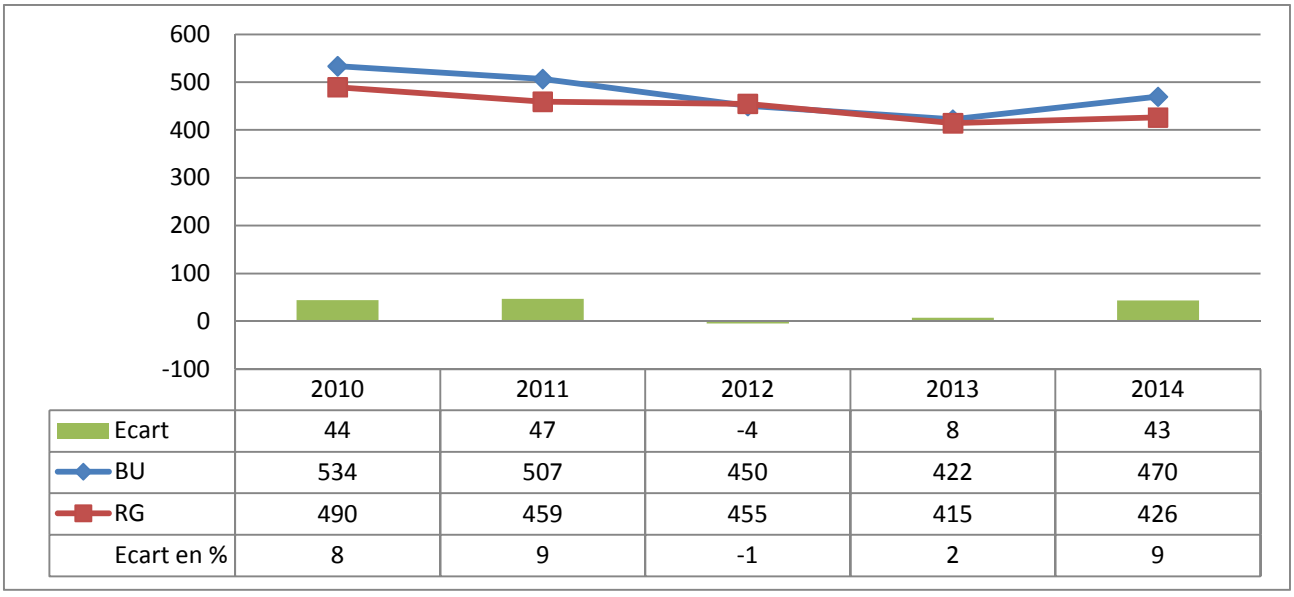
[14] Motion financière 201-2014 CFin (Iseli, Zwieselberg) « Adaptation du plafond de l'investissement net à partir de 2016 »
[15] Cf. article 64 LGC et le BU 2016 / PIMF 2017-2019, chiffre 1.5.2, p. 22 s.
[16] Cf. chiffre 3.2, p. 10 s. La CFin a traité la question plus en détail dans son rapport de l'an dernier, cf. rapport de la CFin concernant le BU 2015 / PIMF 2016-2018, chiffre 4.3, p. 16 s.



	2010	2011	2012	2013	2014
Ecart	106	77	-13	41	87
BU	697	659	593	592	610
RG	591	582	606	551	523
Ecart en %	15.2	11.7	-2.2	6.9	14.3

Illustration 7: Investissement net (avec les financements spéciaux): écart entre le BU et le RG, exercices 2010-2014

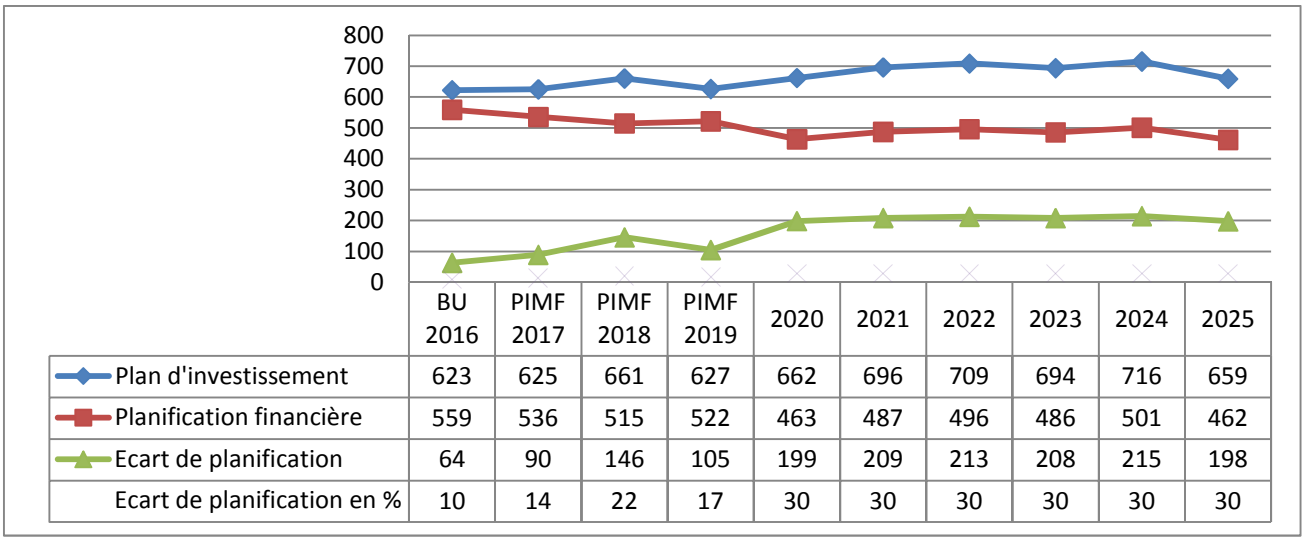
De plus, la comparaison du budget et des comptes de ces derniers exercices révèle toujours une assez grosse différence entre les chiffres inscrits au budget et les sommes effectivement dépensées (cf. illustration 8). A l'exception de l'exercice déficitaire de 2012, l'écart concernant l'investissement net (financements spéciaux compris) est toujours de 8 pour cent au moins, soit près de 50 millions de francs.



	2010	2011	2012	2013	2014
Ecart	44	47	-4	8	43
BU	534	507	450	422	470
RG	490	459	455	415	426
Ecart en %	8	9	-1	2	9

Illustration 8: Investissement net (sans les financements spéciaux): écart entre le BU et le RG, exercices 2010-2014

Même si l'on exclut les financements spéciaux, l'écart entre le budget et les comptes reste important. Il se situe toujours au-dessus de 40 millions, sauf en 2012 et en 2013, exercice sous le coup du déficit de l'année d'avant et de l'EOS 2014. Sachant que l'on prévoit délibérément un écart de planification, ne pas dépenser presque 10 pour cent des investissements inscrits au budget, c'est beaucoup. Il semble qu'il ne soit pas toujours possible en pratique, si un projet a pris du retard, d'en anticiper un autre au pied levé.



	BU 2016	PIMF 2017	PIMF 2018	PIMF 2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Plan d'investissement	623	625	661	627	662	696	709	694	716	659
Planification financière	559	536	515	522	463	487	496	486	501	462
Ecart de planification	64	90	146	105	199	209	213	208	215	198
Ecart de planification en %	10	14	22	17	30	30	30	30	30	30

Illustration 9: Comparaison entre le plan d'investissement et la planification financière, exercices 2016-2025

Le plan d'investissement prévoit une augmentation de l'investissement de 50 millions par an au plus les années qui font suite aux exercices de la planification financière. A supposer que de 2020 à 2025, l'écart de planification ne dépasse pas 30 pour cent, l'investissement net prévu par la planification financière oscillerait entre 463 et 501 millions de francs (cf. illustration 9)[17]. A partir de 2020, l'investissement serait même ainsi inférieur à la moyenne des exercices de l'actuel plan intégré mission-financement. La réduction proposée du plafond de l'investissement hors financements spéciaux à 440 millions va certes encore ajouter à la pression sur les exercices post plan intégré mission-financement, mais dans des conditions acceptables. Si l'évolution globalement légèrement positive de la situation financière persiste, il devrait être possible de maîtriser les besoins d'investissement sans devoir s'endetter de nouveau.

La CFin juge dès lors opportun de maintenir sa revendication de l'an dernier et de demander le plafonnement de l'investissement net à 440 millions de francs ces prochaines années.

4.3 Motions financières concernant l'exercice précédent – Mise en œuvre par le Conseil-exécutif

Pour préparer le budget 2016, le Conseil-exécutif devait tenir compte de quatre motions financières adoptées par le Grand Conseil[18]. Trois d'entre elles ont été déposées dans le cadre de la délibération du budget 2015 et du plan intégré mission-financement 2016-2018. Elles n'étaient donc pas contraignantes pour le budget 2016 mais le Conseil-exécutif devait, en cas de défaut de mise en œuvre, en exposer les raisons en détail (art. 64 LGC). Deux des trois motions ne sont pas mises en œuvre, ou alors elles le sont en partie seulement : les bénéfices de la Banque nationale sont de nouveau inscrits au budget et le Conseil-exécutif propose de fixer à 470 millions le plafond de l'investissement net au lieu des 440 millions exigés par le Grand Conseil. Seule la revendication excluant un nouvel endettement dans le plan intégré mission-financement est mise en œuvre complètement. La quatrième motion financière (MF 255-2014 concernant la for-

[17] Sollicitée par la CFin, la TTE a communiqué les chiffres suivants :
Ecart de planification du BU : 10 à 20%
Ecart de planification des exercices du PIMF : 20 à 30%
Ecart de planification des exercices post PIMF : 30 à 50%

[18] Il s'agit des motions financières suivantes :
MF 126-2014 PBD (Feller, Münsingen) « Budget 2015 et 2016 : ne pas tenir compte des bénéfices de la BNS »
MF 201-2014 CFin (Iseli, Zwieselberg) « Adaptation du plafond de l'investissement net à partir de 2016 »
MF 202-2014 CFin (Iseli, Zwieselberg) « Pas de nouvel endettement dans le PIMF »
MF 255-2014 pvl (Sollberger, Berne) « Budget 2016 : garantir la formation postgrade en médecine »
Cf. également BU 2016 / PIMF 2017-2019, chiffre 1.5, p. 21-24

mation postgrade en médecine) ayant été adoptée par le Grand Conseil en 2015, elle était contraignante pour le Conseil-exécutif, qui devait la mettre en œuvre.

S'agissant des bénéfices de la Banque nationale, le Conseil-exécutif a saisi le prétexte du double versement de l'année en cours pour proposer la création d'un fonds destiné à faciliter la budgétisation des bénéfices. Le Grand Conseil doit adopter une loi pour que le fonds puisse être créé. Le projet de loi lui sera soumis lors de la session de novembre 2015. Il a suscité des réactions contrastées lors de la procédure de consultation. Mais, en dépit des chances incertaines de succès, le Conseil-exécutif a intégré les effets de cette loi dans les chiffres du budget 2016 et du plan intégré mission-financement 2017-2019.

Si le Grand Conseil accepte la proposition du Conseil-exécutif, les 80 millions ne sont garantis que pour les exercices 2016 et 2017. En l'état actuel des choses, il est toutefois impossible de dire si la Banque nationale distribuera à l'avenir des bénéfices aux cantons et, dans l'affirmative, pour quel montant. Au pire des cas, si les versements sont totalement supprimés, le fonds pourra tout au plus permettre de gagner deux ans. L'expérience de ces dernières années montre toutefois que le marché monétaire international est beaucoup plus volatile que par le passé et qu'il est presque impossible d'émettre des pronostics fiables. La Confédération et la Banque nationale vont en outre devoir renégocier en 2016 la convention qui règle la distribution des bénéfices. Impossible pour l'heure de dire quelle sera l'issue de ces négociations.

Le Grand Conseil ayant clairement affirmé sa volonté, la CFin estime qu'il aurait été judicieux de renoncer à inscrire les bénéfices de la Banque nationale au budget. Même ainsi, le Conseil-exécutif aurait respecté les règles du frein à l'endettement pour l'exercice 2016. Et pour les exercices du plan intégré mission-financement, il aurait suffit de corriger légèrement les chiffres.

Les bénéfices de la Banque nationale ayant été intégrés sans changement dans les chiffres du plan intégré mission-financement 2017-2019 contre l'avis du Grand Conseil, la CFin ne peut approuver le plan et elle propose son rejet.

Si le Grand Conseil rejette en novembre 2015 la loi sur le Fonds des distributions du bénéfice de la Banque nationale suisse, la CFin forme en outre la proposition subsidiaire selon laquelle les bénéfices soient biffés du budget.

4.4 Elaboration du budget dans les Directions– Croissance des dépenses

Lors de ses visites, la CFin a demandé qu'on lui explique les modalités d'élaboration du budget à l'échelon des Directions et à celui du canton et qu'on lui indique les règles et directives en vigueur. Les présentations des Directions étaient claires et informatives et la CFin saisit l'occasion pour exprimer encore une fois ses remerciements.

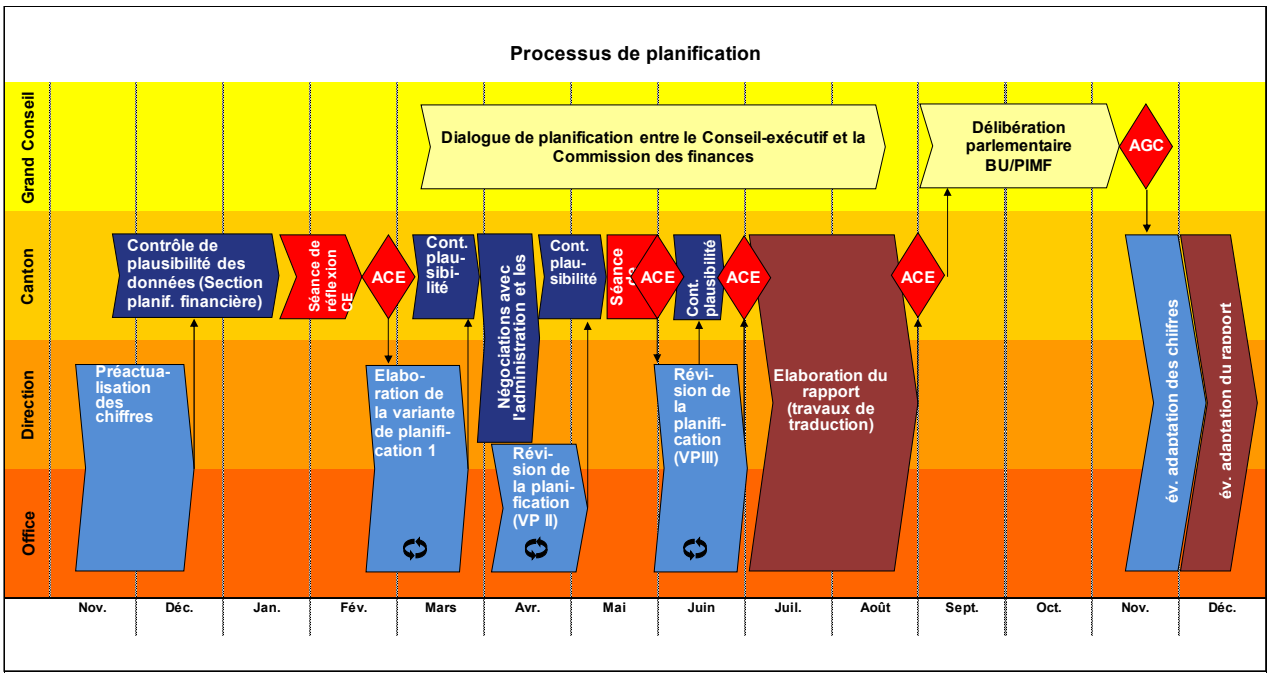


Illustration 10: Représentation synoptique du processus de planification

Le processus débute dans les Directions à l'automne, quatorze mois avant le début de l'exercice, par la préactualisation des chiffres. Début février, le Conseil-exécutif mène des séances de réflexion sur la politique financière et adopte un arrêté de cadrage budgétaire. Trois variantes de planification sont ensuite élaborées sur cette base entre février et juin. La Direction des finances négocie avec chaque Direction sur la base de la variante de planification I, l'accent étant mis principalement sur les écarts par rapport à l'exercice précédent et sur les nouveaux besoins. La Direction des finances se soumet elle aussi à cet exercice, la Direction de l'économie publique jouant alors le rôle de « l'examinateur ». Les commentaires des chiffres sont rédigés en juillet, juste avant que le Conseil-exécutif adopte et publie le budget et le plan intégré mission-financement en août.

Le processus à l'échelon du canton est très standardisé. Toutes les Directions gèrent les données dans le système d'informations financières (FIS) (variantes de planification I à III). Par contre, les processus de préactualisation ne sont pas homogènes et on note des différences entre les Directions. Mais cette étape ne peut pas être gérée dans FIS et il n'existe par ailleurs pas de règles applicables à toutes les Directions.

La CFin comprend bien que les Directions établissent en général leur planification sur la base de celle de l'exercice précédent. L'accomplissement des tâches est plutôt statique dans l'administration cantonale. Les grands changements prennent du temps, car dans la plupart des cas, ils sont demandés et décidés par les autorités politiques ; il est parfois même nécessaire de réviser des actes législatifs. On remarque toutefois que certaines Directions plus que d'autres tentent de soumettre leur budget à un examen critique. Même si les tâches ne changent pas, les modalités d'accomplissement peuvent, elles, parfaitement être adaptées. La CFin serait heureuse que toutes les Directions profitent de l'étape de préactualisation pour réexaminer les schémas de fonctionnement et les processus et pour identifier ainsi le potentiel d'optimisation. Elle recommande dès lors au Conseil-exécutif de compléter l'arrêté de cadrage budgétaire par des directives concernant le réexamen de la planification précédente.

La CFin est parfaitement consciente du fait que, ces dernières années, l'arrêté de cadrage budgétaire précisait toujours qu'aucun nouveau poste ne pouvait être créé (moratoire). L'arrêté pourrait en outre prévoir que chaque fois qu'un poste se libère, il faut examiner si le poste en question est toujours nécessaire sous cette forme. On devrait même aller plus loin encore en ce qui

concerne les postes à durée déterminée : lorsque la durée prévue arrive à échéance, les rapports de travail doivent dans tous les cas être dissous. Or, la CFin a appris que ce n'est pas toujours le cas. Si la durée des rapports de travail doit malgré tout être prolongée, il faut définir et appliquer des critères très stricts. Sinon, il est trop facile le tourner le moratoire.

Toutes les Directions ont insisté sur la grande importance qu'elles accordent au processus budgétaire et sur le fait qu'elles essaient de budgéter le plus exactement possible et d'améliorer chaque année la précision. Ces affirmations viennent toutefois contredire certains des constats de la CFin. Ainsi, les bénéfices de la Banque nationale, qui étaient bien inscrits au budget 2014, n'ont pas été versés et la FIN a dû demander un crédit supplémentaire pour le groupe de produits Trésorerie. Etant donné que les Directions sont tenues de si possible compenser les crédits supplémentaires, la FIN a dû révéler que dans le seul groupe de produits Informatique et télécommunication (OIO), il était possible de compenser 18,2 millions de francs ; autrement dit, cet office n'utilise pas 18 pour cent de son budget de quelque 100 millions.

Le facteur de correction appliqué au budget dans son ensemble témoigne bien de la nécessité d'améliorer encore la précision. Selon le Conseil-exécutif, ce facteur de correction doit être maintenu tel quel, même après l'introduction du MCH2. Il s'élève à 136 millions de francs et il est appliqué par la FIN au groupe de matières Subventions acquises dans la comptabilité financière. Il se traduit par des revenus supplémentaires fictifs[19] auxquels on peut opposer des dépenses certes inscrites au budget, mais qui ne sont pas engagées dans les faits. Ce qui revient à dire indirectement que le budget est surévalué, de 136 millions. Toutefois, si le facteur de correction n'était pas appliqué, les revenus baisseraient de 136 millions ; le solde de financement redeviendrait négatif et le Conseil-exécutif devrait prendre des mesures (d'allégement). On pourrait sinon essayer d'affiner la budgétisation pour ainsi, au minimum, réduire le facteur de correction.

Le Conseil-exécutif écrit que, pour l'exercice 2014, l'écart concernant les postes directement liés à l'accomplissement des tâches n'était que de 21 millions de francs et qu'il concernait principalement les intérêts passifs, le revenu fiscal, le rendement de la fortune et les amortissements. La CFin estime que le budget doit être préparé avec le même soin dans tous les domaines, indépendamment du fait que le poste soit ou non directement lié à l'accomplissement des tâches. Par ailleurs, on ne voit pas, dans le budget 2016 et le plan intégré mission-financement 2017-2019, quels postes sont ou non directement liés à l'accomplissement des tâches. S'agissant des groupes de produits qui, de l'avis de la CFin, entrent certainement dans cette catégorie, soit Assistance somatique, Psychiatrie, Garantie du minimum vital et intégration et Aide aux personnes ayant des besoins particuliers de soins, d'assistance ou de formation de la SAP, ou encore Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte de la JCE, la lecture du rapport de gestion 2014 montre que même dans ces cas, il existe des écarts parfois considérables entre les prévisions budgétaires et les comptes. On pourrait là encore améliorer la précision budgétaire, car le faible écart de 21 millions en tout s'explique surtout par le fait que les dépassements sont en partie compensés par les écarts à la baisse.

Compte tenu du gros potentiel d'amélioration du processus budgétaire, la CFin propose de plafonner à 800 millions de francs les charges de biens, services et marchandises dans le budget 2016.

4.5 Association de la CFin au processus budgétaire du Conseil-exécutif

La CFin demande depuis des années déjà à être associée de plus près aux travaux d'élaboration du budget et du plan intégré mission-financement durant les six premiers mois de l'année. Le

[19] Cf. BU 2016 / PIMF 2017-2019, chiffre 2.5.5, p. 61

Conseil-exécutif a exaucé ce vœu surtout dans le cas du budget 2013 et du plan intégré mission-financement 2014-2016. En effet, à la mise en œuvre du budget 2012, on avait le sentiment que les perspectives financières du canton allaient considérablement se dégrader. On évoquait en particulier un risque d'effondrement des rentrées fiscales. Au printemps 2013, à l'occasion de trois séances, le Conseil-exécutif avait informé la CFin en détail sur l'évolution de la situation et les mesures envisagées, l'une d'entre elles étant l'EOS 2014. La CFin était alors partie du principe que ce dialogue renforcé se poursuivrait les années d'après. Tel n'a toutefois pas été le cas. Le Conseil-exécutif s'est en effet contenté, lors de la présentation des comptes annuels, de donner des indications sommaires sur la mise en œuvre du budget et sur l'élaboration en cours du budget de l'exercice suivant. Il a fallu que la CFin en fasse la demande pour obtenir des informations supplémentaires et encore les a-t-elle obtenues fin juin, début juillet. Or, à cette date, la variante de planification III est sur le point d'être bouclée, si bien que la CFin ne peut plus influer sur la proposition du Conseil-exécutif, ne serait-ce que pour des questions de délai.

La CFin conçoit bien que le Conseil-exécutif n'ait plus, ces dernières années, fourni d'informations aussi détaillées qu'en 2013 puisque, et elle s'en félicite, la situation financière s'est améliorée. La situation actuelle n'est toutefois pas satisfaisante. Le Conseil-exécutif se plaît à mentionner souvent le renforcement du dialogue de planification avec la CFin. Ce dialogue figure d'ailleurs en bonne place dans la représentation synoptique du processus de planification[20]. En réalité, la CFin estime recevoir les informations trop tard et encore, uniquement parce qu'elle en fait la demande. Lors de ses visites, la CFin a demandé aux Directions de lui expliquer le processus budgétaire et elle a obtenu des informations claires. Trois variantes de planification sont préparées à l'échelon du canton (fin février, mi-mai et fin juin). Dorénavant, la CFin souhaite être informée brièvement des principales caractéristiques et des tendances de chacune des trois variantes. Elle souhaite obtenir des réponses aux questions telles que les suivantes :

- Comment évoluent les principaux postes de revenus et de charges (revenu fiscal, investissements, subventions cantonales, charges de personnel, charges de biens, services et marchandises) ?
- Quels sont les principaux changements par rapport à l'exercice précédent ?
- Où se situent les plus gros écarts ?
- Dans quels domaines le processus budgétaire a-t-il permis d'améliorer les schémas de fonctionnement et les processus ? Quelles mesures ont-elles été mises en oeuvre ?

La CFin se réserve le droit de donner son avis par écrit sur les informations ainsi obtenues et, si nécessaire, de déposer une motion financière. Cet outil permet au Grand Conseil, à un stade précoce, d'exercer une influence contraignante sur le budget ou le plan intégré mission-financement. La motion financière doit être adoptée par le Grand Conseil au plus tard lors de la session de juin pour que le Conseil-exécutif et l'administration puissent matériellement en tenir compte dans le budget ou le plan intégré mission-financement de l'exercice suivant. L'avantage, c'est qu'ainsi, les chiffres du budget ou du plan intégré mission-financement reflètent les répercussions financières de la motion financière. C'est la raison pour laquelle, lors de la formation dispensée aux membres du Grand Conseil pendant la session de septembre 2014, la Direction des finances leur a d'elle même recommandé de déposer si possible les motions financières avant la fin du premier semestre. Si une motion financière concernant le budget n'est traitée et, le cas échéant, adoptée que pendant la délibération du budget en question, ce dernier doit être adapté après-coup. Ce qui ne favorise pas nécessairement la transparence et la lisibilité, car les chiffres adaptés ne sont pas portés à la connaissance du Grand Conseil.

La CFin doit pouvoir aussi aborder avec le Conseil-exécutif la question de son association aux travaux durant la phase faisant suite à l'adoption du budget et du plan intégré mission-financement par le Conseil-exécutif et à la délibération parlementaire (période de mi-août à mi-

[20] Cf. illustration 10, p. 19.

novembre environ). Pour le Conseil-exécutif, le processus budgétaire prend fin avec l'adoption des deux documents en août. Le gouvernement remet alors les chiffres au parlement et ne les modifie plus jusqu'à l'approbation par le Grand Conseil. Il faut attendre les décisions du Grand Conseil pour que les chiffres subissent de nouvelles modifications. Comme le montre le tableau synoptique du processus de planification, de nombreux chiffres sont inscrits au budget et au plan intégré mission-financement dès le mois de juin, si bien qu'en novembre, ils sont vieux de six mois. Certes, nul ne conteste que le budget et le plan intégré mission-financement sont un instantané qui, outre des informations vérifiées, renferme également des hypothèses et se fonde sur des pronostics plus ou moins fiables. Il faut néanmoins se demander si les changements importants intervenant après l'adoption des deux documents par le Conseil-exécutif ne devraient pas être intégrés à la proposition adressée au Grand Conseil. Dans d'autres cantons, le gouvernement adopte le budget et le plan financier plus tard et les changements importants sont signalés juste avant la délibération parlementaire[21]. Avec le système actuel, on se demande régulièrement au Grand Conseil quels sont les bons chiffres et comment formuler les propositions si certains postes ont subi des changements qui ne sont pas encore pris en compte dans le budget et le plan intégré mission-financement. Enfin, l'actualisation rapide des chiffres empêcherait le Conseil-exécutif de prendre des décisions ayant un impact sur le budget après son adoption, puisqu'il ne voudrait pas risquer de compromettre le respect des consignes et des indices importants.

4.6 Pilotage à moyen terme – Influence par le PIMF

Depuis la mise en œuvre des mesures EOS, le Conseil-exécutif s'efforce de ramener le calme. C'est ce qu'il appelle une politique financière apaisée. Même si la CFin n'y voit pas que du bon, elle donne raison au Conseil-exécutif sur un point au moins : préparer des propositions entre août et novembre ne laisse pas suffisamment de temps pour mener une planification financière digne de ce nom. Le Grand Conseil devrait dès lors centrer le pilotage financier sur le premier ou le deuxième exercice du plan intégré mission-financement. En introduisant la motion financière et le régime de l'approbation du plan intégré mission-financement, le Grand Conseil s'est doté de nouveaux outils à cet égard.

Un facteur vient toutefois compliquer – considérablement – la tâche du Grand Conseil en ce qui concerne le pilotage financier à moyen terme : le Conseil-exécutif a tendance à n'inscrire les grands projets au budget et au plan intégré mission-financement que lorsqu'il est sûr des chiffres les concernant. Ainsi, le projet d'autonomisation de la psychiatrie, qui sera complètement mis en œuvre dans un peu plus de 14 mois, n'est mentionné que dans le chapitre Autres perspectives de l'actuel budget et plan intégré mission-financement et, encore, laconiquement, sans aucun chiffre. Si des projets aussi importants ne sont jamais pris en compte dans les chiffres du plan intégré mission-financement avant d'apparaître dans le budget, alors le pilotage des finances à moyen terme est quasiment impossible. Les possibles répercussions de la Stratégie fiscale sur le budget et le plan intégré mission-financement sont connues, mais elles ne sont pas prises en compte dans les chiffres, compte tenu du fait qu'il est tout sauf certain que les propositions de la stratégie seront acceptées par la classe politique.

La question qui se pose en définitive à la CFin, c'est de savoir comment utiliser le nouveau régime de l'approbation du plan intégré mission-financement. Si elle constate, lors de l'examen préliminaire, que le Conseil-exécutif persiste à ne pas intégrer les projets importants, la CFin ne

[21] Dans les cantons de BL, BS et ZH, le gouvernement approuve le BU/PIMF à l'intention du Grand Conseil en septembre seulement. Le Grand Conseil en délibère en décembre.
Dans le canton de ZH, le gouvernement publie les additifs au budget en novembre (*Novemberbrief*), juste avant la délibération parlementaire. Dans le canton de BL, le Conseil d'Etat émet en novembre des propositions en vue de la délibération, si des changements importants sont intervenus.

pourra pas approuver le plan intégré mission-financement[22]. La CFin abordera la question avec le Conseil-exécutif durant l'année et tentera de définir des critères concernant le moment opportun pour prendre en compte un projet dans les chiffres du budget et du plan intégré mission-financement.

[22] Art. 49, al. 4 LGC : « Il [le plan intégré mission-financement] est soumis au Grand Conseil pour qu'il l'approuve. Les parties que le Grand Conseil n'a pas approuvées sont renvoyées assorties de charges au Conseil-exécutif qui les soumet de nouveau à son approbation dans un délai de quatre mois. »

5. Propositions et déclarations de planification

5.1 Proposition concernant le BU 2016 : Plafonner l'investissement net sans les financements spéciaux à 440 millions de francs

La CFin avait proposé l'an dernier de plafonner l'investissement net sans les financements spéciaux à 440 millions de francs. La situation générale n'ayant quasiment pas évolué, la CFin reprend sa proposition. Se reporter au chiffre 4.2 (p. 15-17) pour le développement de la proposition.

5.2 Proposition concernant le BU 2016 : Augmenter de 21 millions de francs le poste « Coûts des subventions cantonales » du groupe de produits Mise en œuvre des prescriptions sur les assurances sociales

Lors du débat financier de novembre 2013, le Grand Conseil avait décidé d'améliorer de 35 millions de francs le solde du groupe de produits Mise en œuvre des prescriptions sur les assurances sociales. Cette mesure EOS devait ne concerner que la subvention cantonale. Avant les coupes, une subvention cantonale de 126 millions était prévue pour l'exercice 2016 au titre de la réduction des primes ; après les coupes, elle aurait donc dû s'élever à 91 millions. Or, la JCE a tellement resserré les critères d'octroi de la réduction des primes que la somme inscrite au budget 2016 n'est plus que de 49 millions, ce qui correspond à une coupe supplémentaire de près de la moitié du montant initialement prévu pour la subvention cantonale (46,2%). La CFin propose de fixer le montant de la subvention cantonale selon les chiffres décidés en novembre 2013 par le Grand Conseil. Les critères d'octroi devront être adaptés pour que les ressources supplémentaires puissent être allouées le plus rapidement possible aux personnes qui y ont droit. Etant donné que la révision de l'ordonnance nécessaire à cet égard ne pourra pas entrer en vigueur avant la mi-2016, la CFin propose de débloquer 21 millions de plus cette année-là. La subventions cantonale sera augmentée de 42 millions à partir de 2017.

5.3 Proposition concernant le BU 2016 : Améliorer le solde du compte de fonctionnement du canton de 54 millions (plafonnement des charges de biens, services et marchandises)

Déclaration de planification concernant la mise en œuvre du BU 2016 : Plafonner les charges de biens, services et marchandises à 800 millions de francs

La CFin l'explique au chiffre 4.4, la croissance des dépenses reprend, malgré la mise en œuvre des mesures EOS, et ce phénomène la dérange.

L'analyse des postes de dépenses les plus importants donne le tableau suivant : les charges de personnel représentent 30 pour cent à peine du total des charges. Nous l'avons dit au chiffre 4.2, un réexamen systématique des processus et des ressources humaines à chaque fluctuation permettrait de ne pas repourvoir immédiatement les postes qui se libèrent et de ne pas les repouvoir nécessairement dans les mêmes proportions. La CFin reconnaît toutefois que le canton a du retard par rapport à la concurrence en ce qui concerne les rémunérations, retard qu'il importe au minimum de ne pas creuser encore dans les prochaines années. C'est la raison pour laquelle la CFin s'abstient pour l'heure de former des propositions dans le domaine du personnel.

Les subventions cantonales (Subventions accordées) s'élèvent à 4,6 milliards de francs et représentent 43,8 pour cent du total des charges. Il s'agit du plus gros poste de dépenses. Or, il est quasiment impossible de modifier ce poste dans le cadre du processus budgétaire. Il faut d'abord

adapter les contrats passés avec les fournisseurs de prestations et, éventuellement, modifier des lois. Certains facteurs échappent en outre à l'influence du canton (démographie) ou alors il n'est pas disposé à les modifier (limitation du nombre de cas dans les hôpitaux). Opérer une réduction générale des subventions cantonales de 20 pour cent, comme le permettrait la loi sur les subventions cantonales dans certaines conditions[23], serait exagéré. Là encore, la CFin s'abstient pour le moment de faire des propositions.

Le seul poste modulable relativement facilement à court terme est celui des charges de biens, services et marchandises. Il englobe notamment les dépenses de télécommunication, l'essentiel des dépenses d'informatique, les dépenses pour le matériel de toute sorte et le mobilier (quand il ne s'agit pas d'investissements) et celles pour les mandats à des tiers. Il s'élève à 854 millions de francs, soit 8,1 pour cent du total des charges (BU 2015: 842 mio, soit 8,1% également du total des charges). A examiner les comptes des exercices précédents, on constate que les crédits inscrits au budget pour les charges de biens, services et marchandises sont rarement épuisés, tant s'en faut :

	2012	**2013**	**2014**
BU	907,2	926,4	829,8
RG	788,7	797,3	746,7
Ecart	118,5	129,1	83,1
Ecart en %	13,1	13,9	10,0

Illustration 11: Charges de biens, services et marchandises 2012 – 2014

Etant donné que les écarts entre le budget et les comptes s'élèvent à 10 pour cent et plus et que les crédits prévus pour les exercices 2015 et 2016 sont encore un peu plus élevés qu'en 2014, la CFin propose de plafonner à 800 millions de francs les charges de biens, services et marchandises à partir de 2016.

Cette proposition permet de compenser l'augmentation des moyens affectés à la réduction des primes et de dégager des excédents plus importants pour créer de la latitude financière. Les charges de biens, services et marchandises échappant à la décision du Grand Conseil, la CFin exige une augmentation de l'excédent au niveau du canton de 54 millions de francs. La déclaration de planification indique au Conseil-exécutif comment s'y prendre, soit en réduisant les charges de biens, services et marchandises.

5.4 Proposition subsidiaire concernant le BU 2016 : Supprimer les bénéfices de la Banque nationale des chiffres du budget

Conformément au chiffre 4.3 (p. 17 s.), la CFin propose de supprimer les bénéfices de la Banque nationale des chiffres du budget 2016, pour le cas où le Grand Conseil refuserait en novembre prochain la création d'un fonds visant à régulariser les recettes des distributions du bénéfice de la BNS.

[23] Cf. art. 18, al. 1 LCSu

5.5 Déclaration de planification concernant le BU 2016 : Affecter 0,3 pour cent des mesures salariales au rattrapage des retards salariaux

Conformément au chiffre 3.3 (p. 11 s.), la CFin propose d'affecter la part de 0,3 pour cent prévue par le Conseil-exécutif pour la progression générale des salaires[24] au rattrapage des retards salariaux, sauf obligation de compenser le renchérissement.

5.6 BU 2016 : Approbation du budget complété par les propositions de la CFin (sauf la proposition subsidiaire), avec les repères suivants :

- Solde du compte de fonctionnement 258 mio CHF
- Investissement net 529 mio CHF
- Solde de financement 172 mio CHF
- Quotité d'impôt 3,06
- Cadre du nouvel endettement (limite de crédit) 600 mio CHF
- Fonds des rives des lacs et des rivières: 2 mio CHF
  Report du compte de fonctionnement de l'Office des ponts et chaussées au Fonds au sens de l'article 7 de la loi sur les rives des lacs et des rivières

5.7 Déclaration de planification concernant le PIMF 2017-2019 : Créer de la latitude financière

La CFin propose de créer de la latitude financière dans le plan intégré mission-financement pour la nécessaire baisse de la fiscalité des personnes morales et des personnes physiques. Le but étant que le canton de Berne améliore considérablement sa position en comparaison intercantonale.

5.8 Déclaration de planification concernant le PIMF 2017-2019 : Plafonner l'investissement net à 440 millions de francs

La proposition 5.1 concernant le budget 2016 est reprise pour le plan intégré mission-financement.

5.9 Déclaration de planification concernant le PIMF 2017-2019 : Augmenter de 42 millions de francs le poste « Coûts des subventions cantonales » du groupe de produits Mise en œuvre des prescriptions sur les assurances sociales

La proposition 5.2 concernant le budget 2016 est reprise pour le plan intégré mission-financement, y compris l'augmentation des ressources à distribuer.

5.10 Déclaration de planification concernant le PIMF 2017-2019 : Plafonner les charges de biens, services et marchandises à 800 millions de francs

La proposition 5.3 concernant le budget 2016 est reprise pour le plan intégré mission-financement.

[24] Cf. le tableau dans le BU 2016 / PIMF 2017-2019, p. 52

5.11 Plan intégré mission-financement 2017-2019 : rejet du PIMF

La CFin propose le rejet du plan intégré mission-financement. Le Conseil-exécutif doit supprimer des chiffres les bénéfices de la Banque nationale et soumettre de nouveau le plan intégré mission-financement au Grand Conseil lors de la session de mars 2016.

Au nom de la Commission des finances

Le président : Jürg Iseli

Berne, le 26 octobre 2015

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la commission

Loi sur le Fonds des distributions du bénéfice de la BNS (LFBNS)

Direction des finances

Sommaire

		pages
1.	**Synthèse**	3
2.	**Contexte**	3
3.	**Caractéristiques de la nouvelle réglementation**	4
4.	**Forme de l'acte législatif**	4
5.	**Droit comparé**	4
6.	**Mise en œuvre, évaluation prévue de l'exécution**	5
7.	**Commentaire des articles**	5
8.	**Place du projet dans le programme gouvernemental de législature (programme législatif) et dans d'autres planifications importantes**	7
9.	**Répercussions financières**	7
10.	**Répercussions sur le personnel et l'organisation**	7
11.	**Répercussions sur les communes**	7
12.	**Répercussions sur l'économie**	7
13.	**Résultat de la procédure de consultation**	7
14.	**Proposition**	8

Rapport
présenté par le Conseil-exécutif au Grand Conseil concernant la loi sur le Fonds des distributions du bénéfice de la BNS (LFBNS)

1. Synthèse

Depuis que la crise de l'Euro a éclaté, les résultats annuels de la BNS sont sujets à de très fortes fluctuations. Pour la première fois de l'époque récente, la BNS a été dans l'incapacité de distribuer quoi que ce soit sur son bénéfice pour l'exercice 2013, vu les résultats annuels négatifs. En 2014, elle a en revanche enregistré un bénéfice record de 38 milliards de francs. De ce fait, les cantons perçoivent pour 2014 une double part sur la distribution du bénéfice, et celle-ci leur est versée en 2015. Le canton de Berne touche ainsi quelque 160 millions de francs à ce titre en 2015.

Tout donne à penser que les distributions du bénéfice de la BNS vont rester instables ces prochaines années, vu les conditions géopolitiques et économiques qui prévalent. Cette situation est insatisfaisante au regard de la fiabilité et la durabilité de la politique financière des cantons. Les cantons ont fait de différentes manières pression sur la Confédération et la BNS dans le sens d'une solution de régularisation. Mais il semble peu probable qu'une solution nationale puisse être trouvée, même à l'avenir, à cause des conditions juridiques. La Conférence des directeurs cantonaux des finances (CDF) recommande par conséquent aux cantons de rechercher chacun sa propre solution.

Dans ce contexte, le Conseil-exécutif propose de créer un Fonds visant à régulariser les recettes des distributions du bénéfice de la BNS. La création de ce Fonds permet d'éviter, ces prochaines années, les interrogations quant à l'inscription au budget cantonal d'une part du bénéfice de la BNS distribuée au canton de Berne et à son montant. Si la BNS ne verse rien au titre de la distribution de son bénéfice pendant une ou plusieurs années, le Fonds permettra de réduire le danger pour le canton de devoir prévoir des mesures d'allégement à court terme.

Le premier versement au Fonds interviendra dans le cadre de la clôture des comptes de 2015. A titre de stock initial, les quelque 160 millions de francs représentant la totalité de la part du canton de Berne à la distribution du bénéfice de la BNS pour l'exercice 2014 vont être versés dans le Fonds. A partir de 2016, le Fonds sera alimenté lorsque le montant de la part du bénéfice allouée au canton en vertu de la convention concernant la distribution du bénéfice de la BNS sera en augmentation. Tant que le Fonds contiendra des ressources, il faudra budgéter le montant ordinaire de la part du bénéfice allouée au canton de Berne conformément à la convention concernant la distribution du bénéfice de la BNS. Des ressources seront prélevées sur le Fonds lorsque le montant de la part du bénéfice allouée au canton en vertu de la convention concernant la distribution du bénéfice de la BNS sera en diminution. La fortune du Fonds ne doit pas excéder 250 millions de francs. Les prélèvements sont effectués en faveur du compte de fonctionnement, sans affectation déterminée.

Huit ans après son entrée en vigueur, la loi sera abrogée et le Fonds dissous. Le Grand Conseil peut décider d'abroger la limitation de la durée de validité et de maintenir le Fonds.

2. Contexte

Jusqu'en 2011, les distributions du bénéfice de la Banque nationale suisse (BNS) constituaient une source de recettes stable pour la Confédération et les cantons. Le canton de Berne touchait à ce titre bon an mal an autour de 220 millions de francs. Avec la convention actuelle concernant la distribution du bénéfice de la BNS[1)] portant sur les exercices 2011 à 2015 de la BNS, le montant de 2,5 milliards de francs à distribuer sur le bénéfice de la BNS à la Confédération et aux cantons a été réduit à un milliard de francs. La part du canton de Berne a donc diminué pour ne plus s'élever qu'à quelque 80 millions de francs par an.

Dans le sillage de la crise financière et économique et de la mise en place du cours minimal de l'Euro en septembre 2011, le total du bilan de la BNS a massivement augmenté ces dernières années. Cela a entraîné de fortes fluctuations des résultats annuels de la BNS. Ainsi la banque a-t-elle, pour la première fois de l'époque récente, été dans l'incapacité de distribuer quoi que ce soit sur son bénéfice pour l'exercice 2013, vu les résultats annuels négatifs. L'année suivante, en 2014, elle a en revanche enregistré un bénéfice record de 38 milliards de francs. De ce fait, les cantons perçoivent pour 2014 une double part sur la distribution du bénéfice, et celle-ci leur est versée en 2015. Le canton de Berne touche ainsi quelque 160 millions de francs à ce titre en 2015.

Tout donne à penser que les distributions du bénéfice de la BNS vont rester instables ces prochaines années vu les conditions géopolitiques et économiques qui prévalent et le maintien du bilan de la BNS à ce niveau élevé. Cette situation est insatisfaisante au regard de la fiabilité et la durabilité de la politique financière des cantons. Ainsi par exemple le canton de Berne avait-il inscrit au budget 2014 une part du bénéfice de la BNS qui ne lui a finalement pas été versée du fait des résultats négatifs des comptes de 2013 de la banque. Puis l'inverse s'est produit pour le budget 2015: alors que le canton de Berne avait renoncé à budgéter une distribution du bénéfice de la BNS pour 2015, voilà qu'il reçoit maintenant – comme expliqué plus haut – une double part sur la distribution du bénéfice dans l'exécution budgétaire de 2015.

Ce manque de stabilité a poussé les cantons à faire pression sur la Confédération et la BNS dans le sens d'une solution de régularisation. Mais il semble peu probable qu'une solution nationale puisse être trouvée, même à l'avenir, à cause des

[1)] Convention du 21 novembre 2011 entre le Département fédéral des finances et la Banque nationale suisse concernant la distribution du bénéfice de la Banque nationale suisse

conditions juridiques. La Conférence des directeurs cantonaux des finances (CDF) recommande par conséquent aux cantons de rechercher chacun sa propre solution.

Le cours minimal de l'Euro ayant été supprimé au milieu du mois de janvier 2015, il est impossible de prédire avec certitude si la BNS sera ou non en mesure de procéder à des distributions de son bénéfice en 2015 (budgétisation et encaissement en 2016) et en 2016 (budgétisation et encaissement en 2017).

Dans ce contexte, le Conseil-exécutif propose au Grand Conseil de créer un Fonds visant à régulariser les recettes des distributions du bénéfice de la BNS. Concrètement, cette solution offre une sécurité de planification accrue et permet de budgéter chaque année quelque 80 millions de francs au titre des distributions du bénéfice de la BNS. Dans l'exécution budgétaire, le poste de revenus budgété sera ensuite réalisé soit par un versement ordinaire de la part du bénéfice de la BNS, soit par un prélèvement sur le Fonds des distributions du bénéfice de la BNS. Ce mécanisme permet donc de régulariser durablement les recettes des distributions du bénéfice de la BNS.

La création de ce Fonds permet également d'éviter, ces prochaines années, les interrogations quant à l'inscription au budget cantonal d'une part du bénéfice de la BNS distribuée au canton de Berne et à son montant. Si la BNS ne verse rien au titre de la distribution de son bénéfice pendant une ou plusieurs années, le Fonds permettra en outre de réduire le danger pour le canton de devoir prévoir des mesures d'allégement à court terme dans l'exécution budgétaire. Il en va de même pour l'élaboration du budget: une décision de renoncer à budgéter les distributions du bénéfice prise pendant les travaux de planification peut entraîner la nécessité d'élaborer des mesures d'allégement à court terme. La régularisation des recettes des distributions du bénéfice obtenue grâce au Fonds permet d'éviter les risques de politique financière tant dans les travaux d'élaboration du budget que dans l'exécution budgétaire. Il n'est de ce fait plus nécessaire de renoncer à budgéter un poste de recettes important pour les finances cantonales bernoises. Cette régularisation des recettes des distributions du bénéfice de la BNS dans la planification financière accroît ainsi également les chances pour le canton de Berne de conserver une marge de manœuvre financière.

3. Caractéristiques de la nouvelle réglementation

Le premier versement au Fonds interviendra dans le cadre de la clôture des comptes de 2015. A titre de stock initial, les quelque 160 millions de francs représentant la totalité de la part du canton de Berne à la distribution du bénéfice de la BNS pour l'exercice 2014 vont être versés dans le Fonds. Cela se justifie également par le fait que le canton de Berne n'a pas budgété de distribution du bénéfice pour 2015 et qu'en l'état actuel de nos connaissances, il est à prévoir que les comptes de 2015 boucleront en équilibre même sans ces recettes.

A partir de 2016, le Fonds sera alimenté lorsque le montant de la part du bénéfice allouée au canton en vertu de la convention concernant la distribution du bénéfice de la BNS sera en augmentation. La somme versée au Fonds correspondra à la différence entre le montant ordinaire et le montant supérieur de la part du bénéfice distribuée. Même si la situation actuelle de la BNS laisse à penser que ce type de versement sera peu probable, le passé récent nous montre que la situation peut changer très rapidement.

Tant que le Fonds contiendra des ressources, il faudra budgéter le montant ordinaire de la part du bénéfice allouée au canton de Berne conformément à la convention concernant la distribution du bénéfice de la BNS. Des ressources seront prélevées sur le Fonds lorsque le montant de la part du bénéfice allouée au canton en vertu de la convention concernant la distribution du bénéfice de la BNS sera en diminution[2)]. La somme prélevée sur le Fonds correspond à la différence entre le montant ordinaire et le montant inférieur de la part du bénéfice distribuée. La fortune du Fonds ne doit pas excéder les 250 millions de francs.

Les prélèvements sont effectués en faveur du compte de fonctionnement, sans affectation déterminée. Le Fonds a pour seul objectif de régulariser les recettes des distributions du bénéfice de la BNS, et non d'affecter les fonds qu'il contient à un but déterminé.

Huit ans après son entrée en vigueur, la loi sera abrogée et le Fonds dissous. Le Grand Conseil pourra, au besoin, décider d'abroger la limitation de la durée de validité et de maintenir le Fonds.

4. Forme de l'acte législatif

La création d'un fonds doit être inscrite dans une loi (art. 14, al. 1 de la loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations[3)]).

5. Droit comparé

Aucun canton ne connaît actuellement un fonds qui soit directement comparable. Le canton du Valais a pour sa part institué un fonds[4)] qui doit permettre d'une manière générale la compensation des fluctuations des recettes, fluctuations auxquelles peut aussi contribuer la variation des montants distribués sur les bénéfices de la BNS. Ce fonds peut être alimenté par des recettes fiscales et des recettes fédérales non affectées, en particulier lorsqu'elles sont supérieures au budget, ainsi que par des recettes apériodiques, notamment celles provenant de la vente du patrimoine de l'Etat et des dévolutions. Les prélèvements sur le fonds sont autorisés au moment de l'établissement du compte à hauteur maximale du manque de recettes fiscales et de recettes fédérales non affectées par rapport au budget. Les prélèvements sont

2) La formulation «distribution du bénéfice en diminution» peut également désigner une absence totale de distribution (au sens de «distribution diminuée jusqu'à zéro»).

3) LFP, RSB 620.0

4) Article 22ter de la loi du 24 juin 1980 sur la gestion et le contrôle administratifs et financiers du canton, dans sa teneur prévue au décret du 16 décembre 2014 concernant l'application des dispositions sur le frein aux dépenses et à l'endettement dans le cadre du budget 2015

également autorisés lors de l'élaboration du budget lorsque ces recettes sont en diminution marquée par rapport au budget et au compte précédents.

Le présent Fonds des distributions du bénéfice de la BNS en discussion pour le canton de Berne a quant à lui pour seul but de régulariser les recettes éventuellement fluctuantes des distributions du bénéfice de la Banque nationale suisse.

6. Mise en œuvre, évaluation prévue de l'exécution

La durée de validité de la loi est limitée à huit ans. Le Grand Conseil peut, au besoin, décider d'abroger la limitation de la durée de validité et de maintenir ainsi le Fonds. Le Conseil-exécutif mettra, au besoin, en temps opportun à disposition du Grand Conseil, les bases de décision nécessaires pour lui permettre d'arrêter sa décision.

7. Commentaire des articles

Article 1 – But

Le Fonds vise à régulariser les recettes que le canton perçoit en vertu de la convention entre le Département fédéral des finances et la Banque nationale suisse concernant la distribution du bénéfice de la Banque nationale suisse (convention concernant la distribution du bénéfice de la BNS). Il s'agit actuellement de la convention du 21 novembre 2011[5]. Elle porte sur la distribution du bénéfice de la BNS au titre des exercices 2011 à 2015.

La teneur de la convention applicable à partir de 2016 n'est pas encore connue, mais le présent projet part du principe que les conventions futures se présenteront de manière analogue à la réglementation actuellement en vigueur. Dans le cas contraire, il faudrait si nécessaire adapter en conséquence la présente loi.

Article 2 – Alimentation

Alinéa 1

A partir de 2016[6], le Fonds est alimenté lorsque le montant de la part du bénéfice allouée au canton en vertu de la convention concernant la distribution du bénéfice de la BNS est en augmentation.

Le critère de l'augmentation du bénéfice distribué fait référence au chiffre 7 de la convention entre le Département fédéral des finances et la Banque nationale suisse concernant la distribution du bénéfice de la BNS[7] qui est actuellement en vigueur: «Si, après affectation du bénéfice, la réserve pour distributions futures s'élève à plus de 10 milliards de francs, le montant distribué au titre de l'exercice concerné est relevé. La BNS et le DFF conviennent du montant distribué. Les cantons sont informés au préalable.»

La somme versée au Fonds correspond à la différence entre le montant ordinaire et le montant supérieur de la part du bénéfice distribuée. Le montant ordinaire désigne ici le bénéfice distribué en vertu des chiffres 2 et suivant de la convention actuelle concernant la distribution du bénéfice de la BNS. En ce sens, une distribution de bénéfice «ordinaire» à la Confédération et aux cantons intervient uniquement si la réserve pour distributions futures de la BNS ne devient pas négative après affectation du bénéfice. Dans ce cas, la BNS distribue un montant d'un milliard de francs à la Confédération et aux cantons au titre de l'exercice concerné.

Les critères du montant ordinaire et de l'augmentation du bénéfice distribué s'appliqueront par analogie pour les conventions futures concernant la distribution du bénéfice de la Banque nationale suisse.

Alinéa 2

Le Fonds ne pourra être alimenté que si les consignes du frein à l'endettement appliqué au compte de fonctionnement et au compte des investissements sont respectées pour l'exercice au débit duquel l'alimentation est portée. L'alimentation du Fonds, qui vise exclusivement à régulariser les recettes des distributions du bénéfice de la BNS, ne doit pas conduire le canton de Berne à enfreindre les consignes constitutionnelles de frein à l'endettement.

Alinéa 3

Toute avance au Fonds prélevée sur le compte de fonctionnement est proscrite. Les prélèvements sur le Fonds ne peuvent donc excéder les ressources qu'il contient, même s'il en faudrait davantage pour parvenir à la régularisation totale des recettes du fait d'une réduction de la part du bénéfice distribuée.

Alinéa 4

L'alimentation du Fonds doit automatiquement intervenir strictement à hauteur de la différence entre le montant ordinaire et l'augmentation du bénéfice distribué[8]. Pour pouvoir réaliser l'objectif de régularisation des recettes, il faut volontairement renoncer à donner au Grand Conseil ou au Conseil-exécutif une marge d'appréciation en matière de politique financière qui permettrait de verser sur le Fonds seulement une partie de cette différence (voire rien du tout). Il en va de même, par analogie, pour les prélèvements effectués sur le Fonds.[9]

Il est concevable que les ressources du Fonds puissent s'accumuler considérablement, du fait des mécanismes stricts de versement et de prélèvement sur celui-ci. Cela pourrait arriver, en particulier, si le bénéfice distribué de la BNS ne cessait d'augmenter au cours des prochaines années. Pour éviter une augmentation excessive de la fortune du Fonds, le législateur fixe une limite maximale de 250

[5] http://www.snb.ch/fr/iabout/snb/annacc/id/snb_annac_profit
[6] Voir ci-après art. 5 concernant l'alimentation comptabilisée sur l'exercice 2015.
[7] Voir ci-avant le commentaire de l'article 1.
[8] Voir ci-avant le commentaire de l'article 2, alinéa 2.
[9] Voir ci-après le commentaire de l'article 3, alinéa 1.

millions de francs, soit trois fois environ le montant ordinaire du bénéfice distribué actuellement (autour de CHF 80 millions par an). Le Fonds peut ainsi garantir la régularisation des recettes souhaitée sur trois exercices en cas d'absence totale de distribution du bénéfice de la BNS. Le législateur juge suffisant cet effet régulateur du Fonds. En l'absence de limitation, il pourrait arriver que des augmentations répétées des distributions aboutissent à une alimentation illimitée du Fonds dont les ressources ne seraient peut-être jamais utilisées.

La loi fixant le montant maximal du Fonds, les versements au crédit de celui-ci cessent dès lors que ce plafond est dépassé (cf. art. 14, al. 2 LFP). En conséquence, tout versement au Fonds qui entraînerait le dépassement du montant maximal fixé serait comptabilisé en faveur du compte de fonctionnement de l'exercice en cours.

Article 3 – Prélèvement

Alinéa 1

Un prélèvement sur le Fonds intervient lorsque le montant de la part du bénéfice allouée au canton en vertu de la convention concernant la distribution du bénéfice de la BNS est en diminution. La somme prélevée sur le Fonds correspond à la différence entre le montant ordinaire et le montant inférieur de la part du bénéfice distribuée.

Le critère de la diminution du bénéfice distribué fait référence aux chiffres 4 et suivants de la convention entre le DFF et la BNS concernant la distribution du bénéfice de la BNS qui est actuellement en vigueur: «Le montant distribué [...] est réduit si la distribution du bénéfice devait conduire à une réserve pour distributions futures négative. Le cas échéant, la réduction est opérée de manière à ce que la réserve pour distributions futures s'inscrive à zéro après la distribution du bénéfice. La distribution est entièrement suspendue si, après attribution à la provision pour réserves monétaires, la réserve pour distributions futures n'est pas positive.»

Les critères du montant ordinaire et de la diminution du bénéfice distribué s'appliqueront par analogie pour les conventions futures concernant la distribution du bénéfice de la Banque nationale suisse.

Comme les versements sur le Fonds[10)], les prélèvements sur celui-ci doivent aussi être soumis à un mécanisme strict: ils doivent ainsi correspondre rigoureusement à la différence entre le montant ordinaire et le montant inférieur de la part du bénéfice distribuée. Pour pouvoir réaliser l'objectif de régularisation des recettes, il faut volontairement renoncer à donner au Grand Conseil ou au Conseil-exécutif une marge d'appréciation en matière de politique financière qui permettrait de prélever sur le Fonds seulement une partie de cette différence (voire rien du tout).

Alinéa 2

Le Fonds ayant pour seul objectif de régulariser les recettes des distributions du bénéfice de la BNS, ses ressources n'ont pas d'affectation déterminée.

Article 4 – Alimentation comptabilisée sur l'exercice 2015

Afin de créer un stock initial, le Fonds sera alimenté en 2015 à hauteur de la part du bénéfice que la BNS distribue au canton pour l'exercice 2014. Comme la BNS a enregistré un bénéfice record de 38 milliards de francs en 2014, les cantons perçoivent en 2015 une double part sur la distribution du bénéfice. Le canton de Berne touche ainsi quelque 160 millions de francs à ce titre en 2015.

Ce versement au Fonds pour l'exercice 2015 se justifie également par le fait que le canton de Berne n'a pas budgété de distribution de bénéfice de la BNS pour 2015 et qu'en l'état actuel de nos connaissances, il est à prévoir que les comptes de 2015 boucleront au moins en équilibre même sans ces recettes. Ce versement est en tous cas assujetti à la réglementation de l'article 2, alinéa 2, en vertu de laquelle le Fonds n'est alimenté que si les consignes du frein à l'endettement appliqué au compte de fonctionnement et au compte des investissements sont respectées.

Article 5 – Entrée en vigueur, limitation de la durée de validité

La fixation de l'entrée en vigueur avec effet rétroactif au 31 décembre 2015 permet d'alimenter le Fonds conformément à l'article 2, alinéa 1 pour la clôture des comptes de 2015 sur laquelle le Grand Conseil se prononcera lors de la session de juin 2016. L'entrée en vigueur avec effet rétroactif au 31 décembre 2015 ne générant aucune charge pour les citoyens, elle ne pose pas de problème au plan juridique.

Avec la double part sur la distribution du bénéfice que la BNS va lui verser en 2015, le canton de Berne peut verser un stock initial substantiel de quelque 160 millions de francs au Fonds. Il est impossible de prédire avec fiabilité dans quelle mesure le Fonds sera nécessaire pour régulariser les distributions du bénéfice de la BNS ces prochaines années. Il sera peut-être un instrument très utile pour une politique financière durable et stable du canton. Mais selon la marche des affaires de la BNS, il se peut aussi que le Fonds ne soit pas utilisé. Dans ce contexte, la validité de la loi et du Fonds doit dans un premier temps être limitée à huit ans. Avec la limitation de la durée de validité, il est tenu compte des réserves fondamentales émises contre de nouveaux Fonds. Au bout de huit ans, le Grand Conseil pourra, en connaissance des expériences pratiques enregistrées avec le Fonds, décider d'abroger la limitation de la durée de validité et de maintenir le Fonds. Le Conseil-exécutif mettra, au besoin, en temps opportun à disposition du Grand Conseil les bases de décision nécessaires pour lui permettre d'arrêter sa décision. Si le Fonds n'est pas maintenu, le montant restant sera dissous au crédit du compte de fonctionnement.

[10)] Voir à ce sujet ci-avant, le commentaire de l'article 2, alinéa 4.

8. Place du projet dans le programme gouvernemental de législature (programme législatif) et dans d'autres planifications importantes

Le présent projet n'est pas explicitement prévu dans le programme gouvernemental de législature. La régularisation des recettes des distributions du bénéfice de la BNS contribue cependant à la stabilité et à la durabilité de la politique financière, et par conséquent à la réalisation des objectifs du programme gouvernemental de législature.

9. Répercussions financières

Le Fonds est alimenté par des ressources supplémentaires non budgétées provenant des distributions du bénéfice de la BNS qui permettent de compenser en totalité ou en partie les parts de bénéfice non distribuées. Il a ainsi pour effet de régulariser les recettes et de renforcer la sécurité de la planification. Sans ce Fonds, l'absence de telles recettes risquerait de contraindre le canton à adopter à court terme des mesures d'allégement importantes, tant dans l'exécution du budget que dans le cadre du processus de planification. Le Fonds contribue donc à rendre la politique financière durable, fiable et prévisible.

10. Répercussions sur le personnel et l'organisation

Le présent projet n'a pas de conséquences pour le personnel et l'organisation.

11. Répercussions sur les communes

Le présent projet n'a aucune répercussion sur les communes.

12. Répercussions sur l'économie

La régularisation des recettes provenant des distributions du bénéfice de la BNS contribue à la stabilité et à la durabilité de la politique financière, qui profitent à toute l'économie du canton. Cette régularisation des recettes issues de la BNS dans la planification financière renforce les chances que le canton de Berne conserve une marge de manœuvre financière pour notamment mettre en œuvre des allégements fiscaux en faveur des personnes morales dans le cadre de la troisième réforme de l'imposition des entreprises.

13. Résultat de la procédure de consultation

Une procédure de consultation a eu lieu du 21 mai au 22 juin 2015. 33 prises de position ont été envoyées. En voici, en résumé, les principaux résultats:

Le PBD, le PEV, les Verts, le PS, le Conseil du Jura bernois, l'Union syndicale du canton de Berne ainsi que les villes de Berne et de Langenthal et la commune de Münsingen approuvent le projet sur le principe. Ils saluent l'amélioration de la sûreté que permet le Fonds au plan de la planification.

L'UDF, le PLR, les Jeunes Radicaux, l'UDC, l'UCI du canton de Berne et PME Bernoises ont rejeté le projet sur le principe. Ils ont notamment critiqué le fait que le Fonds ne constituait pas un moyen incitatif pour une politique financière durable. Ils affirment aussi que le Fonds contredit le frein à l'endettement appliqué au compte de fonctionnement et le frein à l'endettement appliqué au compte des investissements. Précisons à ce sujet que le Fonds ne peut être alimenté que si les consignes des freins à l'endettement sont respectées durant l'exercice concerné. La compatibilité fondamentale d'un fonds avec les freins à l'endettement a été reconnue dans le contexte du Fonds de couverture des pics d'investissement dans un rapport d'expertise du professeur Lienhard.

Le PEV propose de prévoir un mélange de deux solutions pour utiliser les fonds (les affecter p. ex. pour moitié à la réduction de la dette et au compte de fonctionnement). Cette solution n'est pas reprise car elle mène finalement au même résultat que si on ne prenait en compte que la moitié des bénéfices de la Banque nationale suisse.

Le PBD propose qu'il ne soit permis d'alimenter le Fonds qu'en l'absence d'obligation d'acquitter des reports de pertes d'exercices précédents. Selon lui, il faut absolument éviter que des reports de pertes d'exercices précédents doivent être acquittés et que dans le même temps, des versements plus élevés du bénéfice de la BNS doivent être versés au Fonds. Cette proposition n'est pas reprise dans le projet de loi, car il faut sciemment maintenir la simplicité de la solution et ne prévoir aucune exception à la règle. Mais le texte doit absolument garantir que l'alimentation du Fonds respecte impérativement les consignes constitutionnelles de frein à l'endettement.

Les Verts et le PS sont critiques vis-à-vis de la limitation de la durée de validité du Fonds à huit ans. Celle-ci est tout de même maintenue pour les raisons suivantes: il est impossible de prédire avec fiabilité dans quelle mesure le Fonds sera nécessaire pour régulariser les distributions du bénéfice de la BNS ces prochaines années. Il sera peut-être un instrument très utile à la stabilité et la durabilité de la politique financière cantonale. Mais selon la marche des affaires de la BNS, il se peut aussi que le Fonds ne soit pas utilisé. La validité de la loi doit donc être limitée jusqu'au 31 décembre 2023 (ce qui est préférable au plan législatif à une simple limitation de la durée du Fonds). Au bout de huit ans, le Grand Conseil pourra, en connaissance des expériences pratiques enregistrées avec le Fonds, décider d'abroger la limitation de la durée de validité et de maintenir le Fonds. Le Conseil-exécutif mettra, au besoin, en temps opportun à disposition du Grand Conseil les bases de décision nécessaires pour lui permettre d'arrêter sa décision. Si le Fonds n'est pas maintenu, le montant restant sera dissous au crédit du compte de fonctionnement.

14. Proposition

Le Grand Conseil est invité à renoncer à la seconde lecture. Cela permettrait de créer en temps utile la base légale pour que la double part sur la distribution du bénéfice que la BNS va verser en 2015 puisse être placée sur le Fonds à titre de stock initial.

Berne, le 12 août 2015

Au nom du Conseil-exécutif,
le président: *Käser*
le chancelier: *Auer*

Proposition du Conseil-exécutif

Loi
sur le Fonds des distributions du bénéfice de la BNS (LFBNS)

Le Grand Conseil du canton de Berne,

sur proposition du Conseil-exécutif,

arrête:

But

Art. 1 [1]Le Fonds des distributions du bénéfice de la BNS a pour but de régulariser les recettes découlant des distributions du bénéfice de la Banque nationale suisse (BNS) au canton.

[2] Il s'agit d'un financement spécial au sens de la législation sur le pilotage des finances et des prestations.

Alimentation

Art. 2 [1]Le Fonds est alimenté lorsque le montant de la part du bénéfice allouée au canton en vertu de la convention entre le Département fédéral des finances et la Banque nationale suisse (convention sur la distribution du bénéfice de la BNS) est en augmentation. La somme versée au Fonds correspond à la différence entre le montant ordinaire et le montant supérieur de la part du bénéfice distribuée.

[2] Le Fonds n'est alimenté que si les exigences du frein à l'endettement appliqué au compte de fonctionnement et au compte des investissements sont respectées pour l'exercice au débit duquel l'alimentation est portée.

[3] Toute avance au Fonds prélevée sur le compte de fonctionnement est proscrite.

[4] Le montant maximal de la fortune du Fonds est fixé à 250 millions de francs.

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la commission

Loi
sur le Fonds des distributions du bénéfice de la BNS (LFBNS)

Proposition du Conseil-exécutif

Entrer en matière.

Proposition de la commission

Ne pas entrer en matière.

Prélèvement

Art. 3 [1]Des ressources sont prélevées sur le Fonds lorsque le montant de la part du bénéfice allouée au canton en vertu de la convention sur la distribution du bénéfice de la BNS est en diminution. La somme prélevée sur le Fonds correspond à la différence entre le montant ordinaire et le montant inférieur de la part du bénéfice distribuée.

[2] Les prélèvements sont effectués en faveur du compte de fonctionnement, sans affectation déterminée.

Alimentation comptabilisée sur l'exercice 2015

Art. 4 Sur l'exercice 2015, le Fonds est alimenté à hauteur de la part du bénéfice que la BNS distribue au canton pour l'exercice 2014.

Entrée en vigueur, limitation de la durée de validité

Art. 5 La présente loi entre en vigueur avec effet rétroactif au 31 décembre 2015 pour une durée allant jusqu'au 31 décembre 2023.

Il est proposé au Grand Conseil de renoncer à la seconde lecture.

Berne, le 12 août 2015

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Käser*
le chancelier: *Auer*

Berne, le 14 octobre 2015

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Käser*
le chancelier: *Auer*

Berne, le 27 août 2015

Au nom de la commission,

le président: *Iseli*

M

Intervention parlementaire. Réponse commune du Conseil-exécutif

Réponse commune M 050-2015 et M 097-2015

N° de l'intervention:	050-2015
Type d'intervention:	Motion
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.141
Déposée le:	02.02.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Schnegg (Champoz, UDC) (porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgence demandée:	Oui
Urgence accordée:	Non 19.03.2015
N° d'ACE:	1047/2015 du 02.09.2015
Direction:	Direction des finances
Classification:	–
Proposition du Conseil-exécutif:	**Rejet**

Pour une utilisation cohérente des montants versés par la BNS au canton de Berne

Le Conseil-exécutif est chargé de prendre les mesures, y compris auprès des autorités compétentes, permettant d'utiliser la totalité du montant versé en 2015 par la BNS, au titre des résultats 2014, pour réduire la dette du canton de Berne.

Développement

Le 30 janvier 2015, la BNS et le DFF ont convenu qu'une somme de deux milliards de francs serait versée à la Confédération et aux cantons suite aux bons résultats atteints par la BNS en 2014.

Basé sur le principe de précaution, le canton n'a pas tenu compte dans son budget d'un éventuel versement par la BNS pour 2015. Une décision raisonnable qu'il faut également souligner.

Au vu du résultat 2014 de la BNS, le canton de Berne va donc recevoir la somme d'environ 164,3 millions de francs. Cette nouvelle est fort réjouissante et ne manquera pas de susciter de nombreuses initiatives et revendications.

C'est la raison pour laquelle il semblerait opportun d'utiliser la totalité de cette somme pour diminuer la dette cantonale et éviter ainsi d'augmenter des dépenses qui ne pourront pas être par la suite financées dans le cas où la BNS devait à nouveau renoncer à verser des dividendes, ce qui est d'ailleurs fort probable suite à l'abandon du taux plancher.

De plus, dans l'ordonnance sur la répartition de la part des cantons au bénéfice porté au bilan de la BNS, il est stipulé à l'article 1 :

Art. 1 Bases de calcul La répartition entre les cantons s'effectue en fonction de leur population résidante (art. 31, al. 3, LBN). Les chiffres du dernier relevé de l'Office fédéral de la statistique sur la population résidante moyenne sont déterminants.

Utiliser cette somme pour rembourser la dette est donc la mesure la plus adéquate pour faire profiter l'ensemble des Bernoises et Bernois de ce montant exceptionnel.

Motivation de l'urgence

Il est important pour le canton de pouvoir décider dans les plus brefs délais de l'utilisation des fonds versés par la BNS. La BNS publiera ses chiffres finaux pour 2014 le 6 mars 2015.

N° de l'intervention:	097-2015
Type d'intervention:	Motion
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.316
Déposée le:	16.03.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Messerli-Weber (Nidau, PEV) (porte-parole) Müller (Orvin, UDC) Schwarz (Adelboden, UDF)
Cosignataires:	10
Urgence demandée:	Oui
Urgence accordée:	Non 19.03.2015
N° d'ACE:	1047/2015 du 02.09.2015
Direction:	Direction des finances
Classification:	–
Proposition du Conseil-exécutif:	**Rejet**

Affecter systématiquement les bénéfices de la Banque nationale à la réduction de la dette

Le Conseil-exécutif est chargé de modifier la loi sur le pilotage des finances et des prestations de telle manière que la part des bénéfices de la Banque cantonale qui revient au canton de Berne soit utilisée exclusivement pour résorber la dette et pour compenser l'excédent de charges du compte de fonctionnement.

Développement

L'adoption de la motion financière 126-2014 d'Erich Feller, « Budget 2015 et 2016: ne pas tenir compte des bénéfices de la BNS », a engagé le Conseil-exécutif à l'obligation de renoncer à inscrire dans les budgets 2015 et 2016 la part des bénéfices de la BNS qui revient au canton. Cette décision est à la fois utile et sensée, puisque la possibilité de la Banque nationale de redistribuer ses bénéfices à la Confédération et aux cantons est incertaine. La motion 050-2015 de Pierre-Alain Schnegg, « Pour une utilisation cohérente des montants versés par la BNS au canton de Berne » demande que « la totalité du montant versé en 2015 par la BNS, au titre des résultats 2014, [soit utilisée] pour réduire la dette du canton de Berne. » Il faut saluer le dépôt de ces deux interventions. La non-inscription au budget de cet argent (motion Feller) et son utilisation pour résorber la dette (motion Schnegg) permettent de discipliner les convoitises financières du parlement et du gouvernement.

La présente intervention va encore un peu plus loin pour demander que de manière générale, la part des bénéfices de la Banque nationale qui revient au canton ne soit dorénavant utilisée que

pour la résorption de la dette ou pour compenser un excédent de charges du compte de fonctionnement. C'est d'autant plus important que du fait de l'assainissement des caisses de pension, le canton a pris sur lui des engagements chiffrés à des milliards de francs. La réduction de la dette pose la base d'une politique financière durable qui puisse conduire à moyen ou à long terme à l'amélioration de la capacité d'action financière du canton. La réduction de la dette et donc du service des intérêts libère des moyens pour d'autres fins. Et surtout, la résorption de la dette est un investissement dans l'avenir qui sera un allégement de la charge pour les futures générations. Car, nous le savons tous, une dette d'aujourd'hui est un impôt de demain.

Motivation de l'urgence

Cette année, le Conseil-exécutif proposera au Grand Conseil la création d'un Fonds pour rendre plus stable l'utilisation des bénéfices de la BNS.

Réponse commune du Conseil-exécutif

La répartition de bénéfices de la Banque nationale suisse (BNS) constitue, à l'instar des parts aux impôts fédéraux ou des excédents de la péréquation financière, une contribution sans affectation de la Confédération que les cantons utilisent en plus de leurs propres recettes fiscales pour financer leurs tâches publiques (revenus au compte de fonctionnement).

Depuis que la crise de l'euro a éclaté, les résultats annuels de la BNS connaissent de très fortes fluctuations. Pour la première fois depuis bien longtemps, la BNS a enregistré en 2013 un résultat négatif qui l'a empêchée de redistribuer de bénéfices. En revanche, elle a présenté un bénéfice record de CHF 38 milliards pour 2014. Grâce à ce résultat, les cantons reçoivent en 2015 une double part du bénéfice pour l'exercice 2014. Le canton de Berne perçoit à ce titre quelque CHF 160 millions.

Tout donne à penser que la situation en ce qui concerne la répartition des bénéfices de la BNS restera instable ces prochaines années, vu le contexte économique et géopolitique. Dans ces conditions, le Conseil-exécutif propose de créer un Fonds visant à régulariser le revenu de la répartition des bénéfices de la BNS. Cette solution permettra d'éviter, ces prochaines années, les interrogations quant à l'inscription éventuelle au budget du canton de Berne d'une part au bénéfice de la BNS et à son montant. Si aucun bénéfice n'est réparti pendant une année ou plus, le Fonds réduira le risque que le canton doive prévoir à court terme des mesures d'allégement pour la mise en œuvre du budget.

Le premier versement au Fonds sera effectué lors de la clôture des comptes de 2015. Les quelque 160 millions de francs constituant la totalité de la part du canton de Berne à la répartition du bénéfice de la BNS pour l'exercice 2014 vont y être versés à titre de mise de fonds initiale. A partir de 2016, le Fonds sera alimenté lorsque le montant de la part du bénéfice allouée au canton en vertu de la convention concernant la répartition du bénéfice de la BNS augmentera. Tant que le Fonds contiendra des ressources, il faudra budgéter le montant ordinaire de la part du bénéfice allouée au canton de Berne conformément à la convention. Des ressources seront prélevées sur le Fonds lorsque le montant de la part du bénéfice allouée au canton en vertu de cette convention sera en diminution. La fortune du Fonds ne doit pas excéder 250 millions de francs.

Les prélèvements seront effectués au bénéfice du compte de fonctionnement, sans affectation déterminée.

Le projet de loi relatif à ce Fonds sera examiné au Grand Conseil en première et unique lecture durant la session de novembre 2015.

M 050-2015 « Pour une utilisation cohérente des montants versés par la BNS au canton de Berne »

Cette motion exige que le montant versé au canton de Berne en 2015 par la BNS au titre des résultats 2014 soit utilisé en totalité pour réduire la dette. Comme nous l'avons indiqué plus haut, la part du canton de Berne au bénéfice de la BNS pour l'exercice 2014, soit quelque 160 millions de francs, sera intégralement versée au Fonds à titre de mise de fonds initiale. Pour cette raison, le Conseil-exécutif rejette la motion.

M 097-2015 « Affecter systématiquement les bénéfices de la Banque nationale à la réduction de la dette »

Cette motion demande la modification de la loi sur le pilotage des finances et des prestations (LFP) de telle manière que la part des bénéfices de la Banque nationale revenant au canton de Berne soit utilisée exclusivement pour résorber la dette et pour compenser l'excédent de charges du compte de fonctionnement. Cet objectif doit en principe être atteint dès l'instant où dorénavant, la part des bénéfices de la BNS ne sera plus inscrite au budget. Le Conseil-exécutif entend s'en tenir au principe selon lequel la part du canton de Berne aux bénéfices de la BNS sert au financement des tâches publiques. Si l'on renonçait d'une manière générale à budgétiser ces recettes, il faudrait compenser le manque à gagner sur d'autres postes dans la planification (réduction des tâches et des prestations, augmentation des impôts ordinaires) ou alors la marge de manœuvre en politique financière, pour les mesures fiscales, par exemple, s'en trouverait réduite d'autant. En outre, renoncer de manière générale à inscrire au budget la part des bénéfices de la BNS serait de l'avis du Conseil-exécutif contestable du point de vue de la précision budgétaire (le budget devant inclure l'ensemble des dépenses et des recettes attendues). Dans ces conditions, le Conseil-exécutif rejette la motion.

Destinataire

- Grand Conseil

M

Intervention parlementaire. Réponse commune du Conseil-exécutif

Réponse commune M 050-2015 et M 097-2015

N° de l'intervention:	050-2015
Type d'intervention:	Motion
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.141
Déposée le:	02.02.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Schnegg (Champoz, UDC) (porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgence demandée:	Oui
Urgence accordée:	Non 19.03.2015
N° d'ACE:	1047/2015 du 02.09.2015
Direction:	Direction des finances
Classification:	–
Proposition du Conseil-exécutif:	**Rejet**

Pour une utilisation cohérente des montants versés par la BNS au canton de Berne

Le Conseil-exécutif est chargé de prendre les mesures, y compris auprès des autorités compétentes, permettant d'utiliser la totalité du montant versé en 2015 par la BNS, au titre des résultats 2014, pour réduire la dette du canton de Berne.

Développement

Le 30 janvier 2015, la BNS et le DFF ont convenu qu'une somme de deux milliards de francs serait versée à la Confédération et aux cantons suite aux bons résultats atteints par la BNS en 2014.

Basé sur le principe de précaution, le canton n'a pas tenu compte dans son budget d'un éventuel versement par la BNS pour 2015. Une décision raisonnable qu'il faut également souligner.

Au vu du résultat 2014 de la BNS, le canton de Berne va donc recevoir la somme d'environ 164,3 millions de francs. Cette nouvelle est fort réjouissante et ne manquera pas de susciter de nombreuses initiatives et revendications.

C'est la raison pour laquelle il semblerait opportun d'utiliser la totalité de cette somme pour diminuer la dette cantonale et éviter ainsi d'augmenter des dépenses qui ne pourront pas être par la suite financées dans le cas où la BNS devait à nouveau renoncer à verser des dividendes, ce qui est d'ailleurs fort probable suite à l'abandon du taux plancher.

De plus, dans l'ordonnance sur la répartition de la part des cantons au bénéfice porté au bilan de la BNS, il est stipulé à l'article 1 :

Art. 1 Bases de calcul La répartition entre les cantons s'effectue en fonction de leur population résidante (art. 31, al. 3, LBN). Les chiffres du dernier relevé de l'Office fédéral de la statistique sur la population résidante moyenne sont déterminants.

Utiliser cette somme pour rembourser la dette est donc la mesure la plus adéquate pour faire profiter l'ensemble des Bernoises et Bernois de ce montant exceptionnel.

Motivation de l'urgence

Il est important pour le canton de pouvoir décider dans les plus brefs délais de l'utilisation des fonds versés par la BNS. La BNS publiera ses chiffres finaux pour 2014 le 6 mars 2015.

N° de l'intervention:	097-2015
Type d'intervention:	Motion
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.316
Déposée le:	16.03.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Messerli-Weber (Nidau, PEV) (porte-parole) Müller (Orvin, UDC) Schwarz (Adelboden, UDF)
Cosignataires:	10
Urgence demandée:	Oui
Urgence accordée:	Non 19.03.2015
N° d'ACE:	1047/2015 du 02.09.2015
Direction:	Direction des finances
Classification:	–
Proposition du Conseil-exécutif:	**Rejet**

Affecter systématiquement les bénéfices de la Banque nationale à la réduction de la dette

Le Conseil-exécutif est chargé de modifier la loi sur le pilotage des finances et des prestations de telle manière que la part des bénéfices de la Banque cantonale qui revient au canton de Berne soit utilisée exclusivement pour résorber la dette et pour compenser l'excédent de charges du compte de fonctionnement.

Développement

L'adoption de la motion financière 126-2014 d'Erich Feller, « Budget 2015 et 2016: ne pas tenir compte des bénéfices de la BNS », a engagé le Conseil-exécutif à l'obligation de renoncer à inscrire dans les budgets 2015 et 2016 la part des bénéfices de la BNS qui revient au canton. Cette décision est à la fois utile et sensée, puisque la possibilité de la Banque nationale de redistribuer ses bénéfices à la Confédération et aux cantons est incertaine. La motion 050-2015 de Pierre-Alain Schnegg, « Pour une utilisation cohérente des montants versés par la BNS au canton de Berne » demande que « la totalité du montant versé en 2015 par la BNS, au titre des résultats 2014, [soit utilisée] pour réduire la dette du canton de Berne. » Il faut saluer le dépôt de ces deux interventions. La non-inscription au budget de cet argent (motion Feller) et son utilisation pour résorber la dette (motion Schnegg) permettent de discipliner les convoitises financières du parlement et du gouvernement.

La présente intervention va encore un peu plus loin pour demander que de manière générale, la part des bénéfices de la Banque nationale qui revient au canton ne soit dorénavant utilisée que

pour la résorption de la dette ou pour compenser un excédent de charges du compte de fonctionnement. C'est d'autant plus important que du fait de l'assainissement des caisses de pension, le canton a pris sur lui des engagements chiffrés à des milliards de francs. La réduction de la dette pose la base d'une politique financière durable qui puisse conduire à moyen ou à long terme à l'amélioration de la capacité d'action financière du canton. La réduction de la dette et donc du service des intérêts libère des moyens pour d'autres fins. Et surtout, la résorption de la dette est un investissement dans l'avenir qui sera un allégement de la charge pour les futures générations. Car, nous le savons tous, une dette d'aujourd'hui est un impôt de demain.

Motivation de l'urgence

Cette année, le Conseil-exécutif proposera au Grand Conseil la création d'un Fonds pour rendre plus stable l'utilisation des bénéfices de la BNS.

Réponse commune du Conseil-exécutif

La répartition de bénéfices de la Banque nationale suisse (BNS) constitue, à l'instar des parts aux impôts fédéraux ou des excédents de la péréquation financière, une contribution sans affectation de la Confédération que les cantons utilisent en plus de leurs propres recettes fiscales pour financer leurs tâches publiques (revenus au compte de fonctionnement).

Depuis que la crise de l'euro a éclaté, les résultats annuels de la BNS connaissent de très fortes fluctuations. Pour la première fois depuis bien longtemps, la BNS a enregistré en 2013 un résultat négatif qui l'a empêchée de redistribuer de bénéfices. En revanche, elle a présenté un bénéfice record de CHF 38 milliards pour 2014. Grâce à ce résultat, les cantons reçoivent en 2015 une double part du bénéfice pour l'exercice 2014. Le canton de Berne perçoit à ce titre quelque CHF 160 millions.

Tout donne à penser que la situation en ce qui concerne la répartition des bénéfices de la BNS restera instable ces prochaines années, vu le contexte économique et géopolitique. Dans ces conditions, le Conseil-exécutif propose de créer un Fonds visant à régulariser le revenu de la répartition des bénéfices de la BNS. Cette solution permettra d'éviter, ces prochaines années, les interrogations quant à l'inscription éventuelle au budget du canton de Berne d'une part au bénéfice de la BNS et à son montant. Si aucun bénéfice n'est réparti pendant une année ou plus, le Fonds réduira le risque que le canton doive prévoir à court terme des mesures d'allégement pour la mise en œuvre du budget.

Le premier versement au Fonds sera effectué lors de la clôture des comptes de 2015. Les quelque 160 millions de francs constituant la totalité de la part du canton de Berne à la répartition du bénéfice de la BNS pour l'exercice 2014 vont y être versés à titre de mise de fonds initiale. A partir de 2016, le Fonds sera alimenté lorsque le montant de la part du bénéfice allouée au canton en vertu de la convention concernant la répartition du bénéfice de la BNS augmentera. Tant que le Fonds contiendra des ressources, il faudra budgéter le montant ordinaire de la part du bénéfice allouée au canton de Berne conformément à la convention. Des ressources seront prélevées sur le Fonds lorsque le montant de la part du bénéfice allouée au canton en vertu de cette convention sera en diminution. La fortune du Fonds ne doit pas excéder 250 millions de francs.

Les prélèvements seront effectués au bénéfice du compte de fonctionnement, sans affectation déterminée.

Le projet de loi relatif à ce Fonds sera examiné au Grand Conseil en première et unique lecture durant la session de novembre 2015.

M 050-2015 « Pour une utilisation cohérente des montants versés par la BNS au canton de Berne »

Cette motion exige que le montant versé au canton de Berne en 2015 par la BNS au titre des résultats 2014 soit utilisé en totalité pour réduire la dette. Comme nous l'avons indiqué plus haut, la part du canton de Berne au bénéfice de la BNS pour l'exercice 2014, soit quelque 160 millions de francs, sera intégralement versée au Fonds à titre de mise de fonds initiale. Pour cette raison, le Conseil-exécutif rejette la motion.

M 097-2015 « Affecter systématiquement les bénéfices de la Banque nationale à la réduction de la dette »

Cette motion demande la modification de la loi sur le pilotage des finances et des prestations (LFP) de telle manière que la part des bénéfices de la Banque nationale revenant au canton de Berne soit utilisée exclusivement pour résorber la dette et pour compenser l'excédent de charges du compte de fonctionnement. Cet objectif doit en principe être atteint dès l'instant où dorénavant, la part des bénéfices de la BNS ne sera plus inscrite au budget. Le Conseil-exécutif entend s'en tenir au principe selon lequel la part du canton de Berne aux bénéfices de la BNS sert au financement des tâches publiques. Si l'on renonçait d'une manière générale à budgétiser ces recettes, il faudrait compenser le manque à gagner sur d'autres postes dans la planification (réduction des tâches et des prestations, augmentation des impôts ordinaires) ou alors la marge de manœuvre en politique financière, pour les mesures fiscales, par exemple, s'en trouverait réduite d'autant. En outre, renoncer de manière générale à inscrire au budget la part des bénéfices de la BNS serait de l'avis du Conseil-exécutif contestable du point de vue de la précision budgétaire (le budget devant inclure l'ensemble des dépenses et des recettes attendues). Dans ces conditions, le Conseil-exécutif rejette la motion.

Destinataire

- Grand Conseil

1.3. Volkswirtschaftsdirektion

Abschreibungen von Motionen, Postulaten und Aufträgen

Abschreibungen erfüllter Motionen, Postulate und Aufträge

- Motion 062-2012 Etter, Treiten (BDP), vom 19. März 2012: Biberschäden (Ziffer 1 als Motion angenommen und abgeschrieben, Ziffer 2 als Postulat angenommen am 03.09.2012). Auf Bundesebene ist ein Vorstoss in dieser Sache nicht überwiesen worden. Somit müsste die geforderte Ausweitung der Finanzierung von Biberschäden an Infrastrukturanlagen alleine durch den Kanton getragen werden. Vor dem Hintergrund der aktuellen finanzpolitischen Situation des Kantons ist dies aber aus grundsätzlichen Überlegungen nicht möglich.

- Motion 072-2013 Aebi, Hellsau (SVP), vom 18. März 2013: Weiterentwicklung der GELAN-Anwendungen (Ziffer 1 als Motion angenommen, Ziffer 2 als Motion angenommen und abgeschrieben am 03.06.2013). Im Rahmen der Umsetzung der Agrarpolitik 2014-2017 wurden die Programmanpassungen mit dem Bund koordiniert und abgestimmt. Da der Bund keine eigenen Entwicklungen in Auftrag gegeben hat, konnten gemeinsame Projekte nicht realisiert werden. Die Resultate der Prüfung können Interessierten zugänglich gemacht werden.

- Motion 079-2013 Iseli, Zwieselberg (SVP), vom 18. März 2013: Sicherstellung der nötigen Finanzmittel zur Co-Finanzierung der Programme der AP 2014-2017 (angenommen am 03.06.2013). Die erforderlichen Mittel wurden im Budget 2015 und im Finanzplan der Folgejahre sichergestellt.

- Motion 264-2013 Kast, Bern (CVP), vom 11. September 2013: Transparenz in der Wirtschaftsförderung (als Postulat angenommen am 20.01.2014). Die Möglichkeiten einer weiteren Optimierung der Berichterstattung wurden abgeklärt und mit dem Ausschuss FIN/VOL/ERZ der Geschäftsprüfungskommission besprochen. Die Umsetzung erfolgt mit der Berichterstattung zum Geschäftsjahr 2014.

- Motion 265-2013 Sutter, Grosshöchstetten (FDP), vom 11. September 2013: Staatsbeiträge im Bereich der Wirtschaftsförderung (als Postulat angenommen am 20.01.2014). Die Möglichkeiten einer weiteren

1.3. Direction de l'économie publique

Classement de motions, postulats et mandats

Classement de motions, de postulats et de mandats réalisés

- Motion 062-2012 Etter, Treiten (PBD), du 19 mars 2012 : Dégâts provoqués par les castors (chiffre 1 adopté sous forme de motion et classé, chiffre 2 adopté sous forme de postulat le 03.09.2012). Au plan national, aucune intervention en la matière n'a été adoptée. Le canton devrait alors supporter à lui seul l'augmentation du financement en cas de dommages causés par les castors aux infrastructures. Vu la situation financière actuelle du canton, une telle possibilité ne peut, pour des raisons de principe, être envisagée.

- Motion 072-2013 Aebi, Hellsau (UDC), du 18 mars 2013 : Développement de GELAN (chiffre 1 adopté sous forme de motion, chiffre 2 adopté sous forme de motion et classé le 03.06.2013). Les adaptations de programme ont été coordonnées et harmonisées avec la Confédération dans le cadre de la mise en œuvre de la politique agricole 2014-2017. Aucun développement n'ayant fait l'objet d'un mandat au niveau fédéral, aucun projet commun n'a pu être réalisé. Les conclusions de l'examen en ce sens peuvent être communiquées aux personnes intéressées.

- Motion 079-2013 Iseli, Zwieselberg (UDC), du 18 mars 2013 : Financement de la Politique agricole 2014-2017 (adoptée le 03.06.2013). Les moyens financiers requis ont été inscrits au budget 2015 et au plan financier des années suivantes.

- Motion 264-2013 Kast, Berne (PDC), du 11 septembre 2013 : Transparence dans la promotion économique (adoptée sous forme de postulat le 20.01.2014). Les possibilités d'optimisation de l'activité de compte-rendu ont été étudiées et débattues avec la section INS/FIN/ECO de la Commission de gestion. Celles-ci seront mises en œuvre dans le compte-rendu sur l'exercice 2014.

- Motion 265-2013 Sutter, Grosshöchstetten (PLR), du 11 septembre 2013 : Subventions cantonales versées au titre de la promotion économique (adoptée sous forme de postulat le 20.01.2014). Les possibilités d'optimisation de

Optimierung der Berichterstattung wurden abgeklärt und mit dem Ausschuss ERZ FIN VOL der Geschäftsprüfungskommission besprochen. Die Umsetzung erfolgt mit der Berichterstattung zum Geschäftsjahr 2014.

l'activité de compte-rendu ont été étudiées et débattues avec la section INS/FIN/ECO de la Commission de gestion. Celles-ci seront mises en œuvre dans le compte-rendu sur l'exercice 2014.

Ausserordentliche Abschreibungen
Keine

Classement extraordinaire
Aucun

Vollzug überwiesener Motionen, Postulate und Aufträge

Motionen, Postulate und Aufträge, deren Zweijahresfrist noch nicht abgelaufen ist

- Motion 049-2013 glp/CVP (Sollberger, Bern), vom 30. Januar 2013: Die Entscheidungskompetenz über gastgewerbliche Bewilligungen soll auf Gesuch hin den Städten und grösseren Gemeinden übertragen werden können (als Postulat angenommen am 02.09.2013).
  Die Abklärungen zu Vor- und Nachteilen einer Kompetenzdelegation wurden weiter geführt.

- Postulat 176-2013 Meyer, Roggwil (SP), vom 11. Juni 2013: Hegebeiträge auch in der Fischerei (angenommen am 20.01.2014).
  Der Vorstoss wurde in der Januarsession 2014 überwiesen. Die Abklärungen laufen.

- Motion 273-2013 Rösti, Kandersteg (SVP), vom 11. September 2013: Hoher Luchsbestand muss reguliert werden, und verwaiste Luchse dürfen nicht mehr ausgewildert werden (Ziffern 1 und 2 als Postulat angenommen, Ziffer 3 als Motion angenommen und abgeschrieben am 20.01.2014).
  Der Vorstoss wurde in der Januarsession 2014 überwiesen. Der Prüfungsauftrag wird an die Hand genommen.

- Motion 042-2014 Rüfenacht, Biel (Grüne), vom 28. Januar 2014: Standesinitiative: Umsetzung neuer Aufgaben im Naturschutz (angenommen am 02.06.2014).

  Der Regierungsrat des Kantons Bern hat die Standesinitiative am 7. Mai 2014 eingereicht.

- Motion 060-2014 Knutti, Weissenburg (SVP), vom 3. März 2014: Weniger Bürokratie in der Landwirtschaft (Ziffern 1 und 2 angenommen, Ziffern 3 und 4 zurückgezogen am 01.09.2014).
  Der Vorstoss wurde in der Septembersession 2014 überwiesen. Die Abklärungen laufen.

- Motion 104-2014 Moser, Landiswil (SVP), vom 14. Mai 2014: Marschhalt bei der neuen LANAT-Strategie (Ziffern 1, 2 und 3 zurückgezogen, Ziffer 4 angenommen am 01.09.2014).
  Der Vorstoss wurde in der Septembersession 2014 überwiesen. Die Abklärungen laufen.

Exécution de motions, postulats et mandats adoptés

Motions, postulats et mandats dont le délai de deux ans n'est pas encore échu

- Motion 049-2013 pvl/PDC (Sollberger, Berne), du 30 janvier 2013 : Hôtellerie et restauration: compétence de décision en matière d'autorisation (adopté sous forme de postulat le 02.09.2013).

  L'étude des avantages et des inconvénients de la délégation de compétences a été poursuivie.

- Postulat 176-2013 Meyer, Roggwil (PS), du 11 juin 2013 : Contribution des pêcheurs à la protection de la faune sauvage (adopté le 20.01.2014).
  L'intervention a été adoptée durant la session de janvier 2014. L'étude du dossier est en cours.

- Motion 273-2013 Rösti, Kandersteg (UDC), du 11 septembre 2013 : Régulation des populations de lynx (chiffres 1 et 2 adoptés sous forme de postulat, chiffre 3 adopté sous forme de motion et classé le 20.01.2014).

  L'intervention a été adoptée durant la session de janvier 2014. Le mandat de vérification est en cours de réalisation.

- Motion 042-2014 Rüfenacht, Bienne (Les Verts), du 28 janvier 2014 : Nouvelles tâches dans le domaine de la protection de la nature: initiative cantonale (adoptée le 02.06.2014).
  Le Conseil-exécutif du canton de Berne a déposé l'initiative cantonale le 7 mai 2014.

- Motion 060-2014 Knutti, Weissenburg (UDC), du 3 mars 2014 : Moins de bureaucratie dans l'agriculture (chiffres 1 et 2 adoptés, chiffres 3 et 4 retirés le 01.09.2014).

  L'intervention a été adoptée durant la session de septembre 2014. L'étude du dossier est en cours.

- Motion 104-2014 Moser, Landiswil (UDC), du 14 mai 2014 : Mettre un terme à l'élaboration de la nouvelle stratégie OAN (chiffres 1, 2 et 3 retirés, chiffre 4 adopté le 01.09.2014).

  L'intervention a été adoptée durant la session de septembre 2014. L'étude du dossier est en cours.

Motionen, Postulate und Aufträge mit Fristerstreckung

- Motion 093-2010 Tromp, Bern (BDP), vom 03. Juni 2010: Attraktivitätssteigerung in Tourismuszonen durch verlängerte Ladenöffnungszeiten (angenommen am 24.01.2011, Fristerstreckung bis 2015 gewährt am 27.11.2013).

  Damit das Anliegen der Motion umgesetzt werden kann, muss einerseits das kantonale Recht angepasst werden (Ladenöffnungszeiten im Gesetz über Handel und Gewerbe), anderseits muss das eidgenössische Arbeitsrecht die Arbeit am Sonntag zulassen. Auf Bundesebene sind die Voraussetzungen nicht gegeben für eine Ausdehnung der Sonntagsarbeit; verschiedene Vorhaben zur Anpassung des Bundesrechts sind noch nicht abgeschlossen. Deshalb ist noch offen, ob das Anliegen der Motion umgesetzt werden kann.

- Motion 278-2011 Mühlheim, Bern (glp), vom 07.09.2011: Einführung des neuen bundesrätlichen Standards «Nachtregime» in die kantonale Gesetzgebung (als Postulat angenommen am 04.06.2012, Fristerstreckung bis 2016 gewährt am 19.11.2014).
  Die Umsetzung ist abhängig von der Revision des Alkoholgesetzes. Dieses ist nach wie vor in den eidgenössischen Räten hängig. Das Verfahren zur Differenzbereinigung ist noch nicht abgeschlossen.

Motions, postulats et mandats dont le délai de réalisation a été prolongé

- Motion 093-2010 Tromp, Berne (PBD), du 3 juin 2010 : Renforcer l'attrait des zones touristiques en prolongeant les heures d'ouverture des magasins (adoptée le 24.01.2011, prolongement de délai jusqu'en 2015 accordé le 27.11.2013).
  La réalisation de la motion requiert la modification du droit cantonal (heures d'ouverture dans la loi sur le commerce et l'industrie) ainsi que l'autorisation du travail dominical par la législation fédérale du travail. Les conditions nécessaires à l'extension du travail dominical ne sont pas réunies au plan fédéral ; plusieurs projets de modification en ce sens sont encore en cours. La question de la mise en œuvre de la motion demeure donc ouverte.

- Motion 278-2011 Mühlheim, Berne (pvl), du 7 septembre 2011 : Vente d'alcool : introduction du « régime nocturne » (adoptée sous forme de postulat le 04.06.2012, prolongement de délai jusqu'en 2016 accordé le 19.11.2014).
  La réalisation de l'intervention dépend de la révision de la loi sur l'alcool, encore en cours au sein des chambres fédérales. La procédure d'élimination des divergences n'est pas encore achevée.

Motionen, Postulate und Aufträge, deren Fristerstreckung abgelaufen ist

Keine

Motions, postulats et mandats dont le délai de réalisation prolongé est échu

Aucun

Arrêté du Conseil-exécutif

N° d'ACE: 1050/2015
Date: 2 septembre 2015
Direction: Direction des finances
N° d'affaire:
Classification: Non classifié

Rapport de gestion 2014, Comptes rendus spéciaux, chapitre 1.3 «Direction de l'économie publique: classement de motions, postulats et mandats »

1. Le Conseil-exécutif prend connaissance du fait que, suite à une erreur technique, le chapitre 1.3 «Direction de l'économie publique: classement de motions, postulats et mandats» manque dans la version du rapport de gestion 2014 que le Grand Conseil a adoptée le 8 juin 2015.

2. Le Conseil-exécutif propose au Grand Conseil d'approuver a posteriori le chapitre 1.3 «Direction de l'économie publique: classement de motions, postulats et mandats» du rapport de gestion 2014.

Au nom du Conseil-exécutif
Le chancelier:
Auer

CANTON DE BERNE * CONSEIL-EXECUTIF *

Annexe
- Chapitre 1.3 «Direction de l'économie publique: classement de motions, postulats et mandats» du rapport de gestion 2014

Destinataires
- Grand Conseil
- Direction des finances
- Direction de l'économie publique

03|00|02

Arrêté du Conseil-exécutif

N° d'ACE: 908/2015
Date: 12 août 2015
Direction: Direction des finances
N° d'affaire:
Classification: Non classifié

Assurance collective du canton de Berne pour indemnités journalières en cas de maladie.
Crédit d'engagement

1 Objet

L'Administration des finances a procédé durant le second semestre de 2014, en collaboration avec l'Office du personnel et la Direction de l'instruction publique, à un examen du contrat d'assurance collective pour indemnités journalières en cas de maladie conclu en 2007 avec la SA Swica pour vérifier l'étendue de la couverture, puis, au premier semestre 2015, elle a lancé un appel d'offres public mené conformément aux critères GATT/OMC. Après évaluation des offres reçues, le nouveau contrat a été à nouveau adjugé à la SA Swica, par décision du 29 mai 2015, sous réserve de l'approbation par le Grand Conseil du crédit pour la prime. Par le présent crédit d'engagement, le Grand Conseil doit approuver, en tant que plafond de dépenses, les coûts afférents aux primes annuelles de l'ensemble du canton pour le contrat d'assurance d'indemnités journalières en cas de maladie qui prendra effet le 1er janvier 2016. Conformément à l'article 98, alinéa 3 de la loi sur le personnel (LPers; RSB 153.01), la prime est financée pour moitié par le canton de Berne en sa qualité d'employeur et pour moitié par les employés.

2 Bases légales

- Article 43, article 47 et article 48, alinéa 1, lettre *a* de la loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP ; RSB 620.0)
- Article 146 de l'ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP ; RSB 621.1)
- Article 98, alinéa 3 de la loi du 16 septembre 2004 sur le personnel (LPers ; RSB 153.01)
- Article 191a de l'ordonnance du 18 mai 2005 sur le personnel (OPers ; RSB 153.011.1)
- Article 1, lettre *i* et article 8, lettre *p* de l'ordonnance du 18 octobre 1995 sur l'organisation et les tâches de la Direction des finances (OO FIN ; RSB 152.221.171)
- Article 1, alinéa 2 de la loi du 20 janvier 1993 sur le statut du corps enseignant (LSE ; RSB 430.250)
- Article 33 de l'ordonnance du 28 mars 2007 sur le statut du corps enseignant (OSE; RSB 430.251.0) en relation avec l'article 52 OPers

- Mandat de prestations du Conseil-exécutif à la PHBern du 11 décembre 2013 (ACE 1686/2013)
- Mandat de prestations de l'INS à la PHBern du 25 octobre 2013 dans le domaine du perfectionnement pour les années 2014 à 2017

3 Montant déterminant du crédit, nature du crédit et compte

Nature de la dépense	Dépenses nouvelles et périodiques
Montant du crédit	**Un plafond annuel de CHF 11,5 millions** est fixé pour le montant total de la prime (incluant la part de 50% qui incombe aux employés). La part de l'employeur (50% du montant total de la prime) a été inscrite au budget 2016 et plan intégré mission-financement 2017 à 2019 conformément aux conditions en vigueur jusque-là. La réduction de la prime est prise en compte au budget et plan intégré mission-financement pour les exercices suivants. Clause d'indexation des prix: des coûts supplémentaires résultant de la croissance de la masse salariale et d'une éventuelle révision de tarif dans la loi sont réputés approuvés avec le présent arrêté et ne sont pas pertinents pour un éventuel dépassement du plafond de dépenses.
Nature du crédit	Crédit d'engagement pluriannuel pour les années 2016 à 2023
Compte/groupe de produits	Comptes du groupe de comptes 305 de chaque unité comptable. La cotisation de l'employeur a été inscrite au budget 2016 selon les conditions en vigueur jusque-là. Le présent crédit concernant différents groupes de produits de toutes les DIR/CHA, il est renoncé à tous les indiquer en détail.

4 Référendum financier

Vu le montant du crédit, la présente affaire est soumise à la votation facultative conformément à l'article 62, alinéa 1, lettre *c* de la Constitution cantonale.

5 Motifs

En sa qualité d'employeur, le canton de Berne a l'obligation de continuer à verser à ses employés empêchés de travailler pour cause de maladie 100 pour cent de leur salaire la première année et 90 pour cent la seconde (cf. art. 52 OPers; RSB 153.011.1). L'assurance collective pour indemnités journalières en cas de maladie permet au canton de Berne de réduire le risque financier de la poursuite du versement des salaires en cas d'incapacité de travail de longue durée. Après un délai d'attente de 180 jours, l'assurance indemnités journalières verse à une personne malade 80 pour cent de son salaire pendant une période maximale de 730 jours par cas de maladie. Cela équivaut à une durée effective des prestations de l'assurance de 550 jours au maximum. L'assurance indemnités journalières lui offre en outre des prestations de services d'assistance dans le cadre de la gestion de la réintégration pour le personnel cantonal et du case management pour les enseignants.

Au nom du Conseil-exécutif
Le chancelier:
Auer

Destinataire

- Grand Conseil

Rapport

Date de la séance du CE: 12 août 2015
Direction: Direction des finances
N° d'affaire:
Classification: Non classifié

Assurance collective du canton de Berne pour indemnités journalières en cas de maladie.
Crédit d'engagement

Table des matières

1 Synthèse 2

2 Bases légales 3

3 Description de l'affaire 3

4 Analyse de l'assurance d'indemnités journalières actuelle (2008 à 2014) 4
4.1 Eléments de couverture centraux 4
4.2 Rendement des sinistres de 2008 à 2014 4
4.3 Appel d'offres de 2015 – décisions de principe 6
4.3.1 Assurance d'indemnités journalières externe ou solution interne? 6
4.3.2 Durée du délai d'attente 7
4.3.3 Exigences en matière d'organisation de la gestion de la réintégration et du case management 7
4.3.4 Adaptation de la couverture actuelle 7
4.3.5 Intégration à l'appel d'offres du contrat de l'Université de Berne pour ses employés financés par des fonds de tiers 8

5 Gestion de la réintégration pour le personnel cantonal et case management pour le personnel enseignant 8
5.1 Gestion de la réintégration pour le personnel cantonal de 2007 à 2014 8
5.1.1 Evolution de la gestion de la réintégration 8
5.1.2 Répartition des rôles entre l'assurance d'indemnités journalière et la gestion de la réintégration 9
5.1.3 Chiffres et tendances de 2009 à 2014 10

13|00|03

5.2 Case management pour le corps enseignant de 2006 à 2014 11
5.2.1 Evolution du case management du personnel enseignant 11
5.2.2 Répartition des rôles entre l'assurance d'indemnités journalières et le case management du personnel enseignant 11
5.2.3 Chiffres et tendances de 2007 à 2014 12

6 Evaluation de l'appel d'offres 13

7 Calendrier et organisation 14

8 Nature du crédit et conséquences financières 14

9 Proposition 15

1 Synthèse

Le contrat actuel d'assurance d'indemnités journalières en cas de maladie dont les primes annuelles s'élèvent aujourd'hui à quelque 10,16 millions de francs[1] a été conclu avec la compagnie Swica Assurance-maladie SA le 1er janvier 2007 à l'issue d'un appel d'offres. Le crédit correspondant a été approuvé par le Grand Conseil par l'AGC n° 0089/2007. Conformément à l'article 98, alinéa 3 de la loi sur le personnel (LPers; RSB 153.01), la prime est financée pour moitié par le canton de Berne en sa qualité d'employeur et pour moitié par les employés.

La Direction des finances a lancé un nouvel appel d'offres public portant sur l'objet de ce contrat au premier semestre 2015. L'actuel contrat d'assurance d'indemnités journalières en cas de maladie de l'Université de Berne pour les employés financés par des fonds de tiers et engagés pour une durée déterminée a été inclus dans l'appel d'offres afin d'exploiter les effets synergiques.

Après évaluation des offres reçues, le nouveau contrat a été adjugé à la Swica Assurance-maladie SA par décision du 29 mai 2015, sous réserve de l'approbation par le Grand Conseil du crédit pour les primes.

Par rapport à la police antérieure - et avec une couverture d'assurance en principe analogue (légèrement plus étendue) - il s'avère que les primes diminuent de quelque 136 000 francs par an[2] (voir détails à ce sujet au chapitre 6).

Les primes d'assurance d'indemnités journalières en cas de maladie constituent des dépenses nouvelles (art. 48, al. 1, lit. *a* LFP) et périodiques (art. 47 LFP). Le Grand Conseil doit approuver par le présent arrêté les primes d'assurance pour les années 2016 à 2023 en tant que plafond de dépenses afin de permettre la signature sans réserve des documents contractuels correspondants par l'administration.

[1] Les primes indiquées dans ce contrat sont exprimées en montants nets.
[2] Cette économie dépendant de la masse salariale se fonde sur une réduction du taux de prime net de 0,33**9** % anciennement à 0,33**4** % nouvellement, calculé à partir de la masse salariale de 2014.

2 Bases légales

- Article 43, article 47 et article 48, alinéa 1, lettre *a* de la loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP ; RSB 620.0)
- Article 146 de l'ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP ; RSB 621.1)
- Article 98, alinéa 3 de la loi du 16 septembre 2004 sur le personnel (LPers ; RSB 153.01)
- Article 191a de l'ordonnance du 18 mai 2005 sur le personnel (OPers ; RSB 153.011.1)
- Article 1, lettre *i* et article 8, lettre *p* de l'ordonnance du 18 octobre 1995 sur l'organisation et les tâches de la Direction des finances (OO FIN ; RSB 152.221.171)
- Article 1, alinéa 2 de la loi du 20 janvier 1993 sur le statut du corps enseignant (LSE ; RSB 430.250)
- Article 33 de l'ordonnance du 28 mars 2007 sur le statut du corps enseignant (OSE; RSB 430.251.0) en relation avec l'article 52 OPers
- Mandat de prestations du Conseil-exécutif à la PHBern du 11 décembre 2013 (ACE 1686/2013)
- Mandat de prestations de l'INS à la PHBern du 25 octobre 2013 dans le domaine du perfectionnement pour les années 2014 à 2017

3 Description de l'affaire

La conclusion d'une assurance collective pour indemnités journalières en cas de maladie à partir de 2007 s'expliquait en premier lieu par la révision de la législation sur le personnel qui l'avait précédée et était entrée en vigueur au milieu de l'année 2005: en vertu de celle-ci, la durée du droit au versement du traitement en cas d'incapacité de travail passait en effet de un à deux ans. Le canton de Berne s'engageait ainsi à continuer de verser à ses employés empêchés de travailler pour cause de maladie 100 pour cent de leur salaire la première année et 90 pour cent la seconde (cf. art. 52 OPers; RSB 153.011.1). Après une incapacité de travail de deux ans, la caisse de pension compétente allouait une rente d'invalidité, pour autant que les conditions d'octroi soient remplies.

La mise en place progressive d'une gestion de la réintégration pour le personnel cantonal à l'Office du personnel à partir de 2007 avait aussi pour but de couvrir le risque d'accroissement tendanciel du nombre de rentes d'invalidité à financer par la caisse de pension (CPB). La Direction de l'instruction publique a quant à elle déjà mis en place un case management pour le personnel enseignant en 2006 (cf. ch. 5.1 et 5.2 pour la description des deux systèmes ainsi que les chiffres et les tendances).

Le Grand Conseil a approuvé la conclusion d'une assurance d'indemnités journalières et la mise en place d'une gestion de la réintégration (AGC 0089/2007) aux conditions exposées. Il a exigé que la moitié de la prime soit financée par le personnel. La base légale mettant en œuvre cette exigence a été instaurée en 2008 dans l'article 98, alinéa 3 de la loi sur le personnel (LPers; RSB 153.01).

Une fois que les deux ans de garantie du taux de prime conclue avec la Swica Assurance-maladie SA en 2007 (pour 2007 et 2008) ont été écoulés, le contrat a été prolongé jusqu'à fin 2009 par le Conseil-exécutif (ACE 1172/2008) sur la base d'une nouvelle offre. La durée du contrat a ensuite été prorogée de trois ans jusqu'à fin 2012 par l'ACE 1318/2009. Une garan-

tie du taux de prime a également été négociée pour cette période. L'ACE 0366/2012 enfin, a fixé une prolongation du contrat jusqu'à fin 2015, y compris une garantie du taux de prime pendant trois ans.

4 Analyse de l'assurance d'indemnités journalières actuelle (2008 à 2014)

Pour l'appel d'offres réalisé en 2006, le canton de Berne n'a pas pu se référer à des chiffres empiriques puisqu'il n'existait pas de couverture d'assurance auparavant. L'impact financier effectif du contrat nouvellement conclu a été estimé à l'aide de certaines suppositions et exposé dans le rapport sur l'AGC 0089/2007.

Nous présentons ci-après les éléments de couverture du contrat existant (cf. ch. 4) ainsi que les conclusions et les évaluations de la période d'assurance 2008[3] à 2014 (cf. ch. 4.2).[4] Ces informations ont servi de fondements pour la conception de l'appel d'offres de 2015 (cf. ch. 4.3).

4.1 Eléments de couverture centraux

L'actuel contrat d'assurance d'indemnités journalières en cas de maladie du canton de Berne assure l'ensemble du personnel assujetti à la loi sur le personnel du canton de Berne (LPers; RSB 153.01) ou à la loi sur le statut du corps enseignant (LSE ; RSB 430.250), ainsi que d'autres personnes (y compris le personnel engagé pour une durée déterminée) relevant du champ d'application de l'une de ces deux lois.

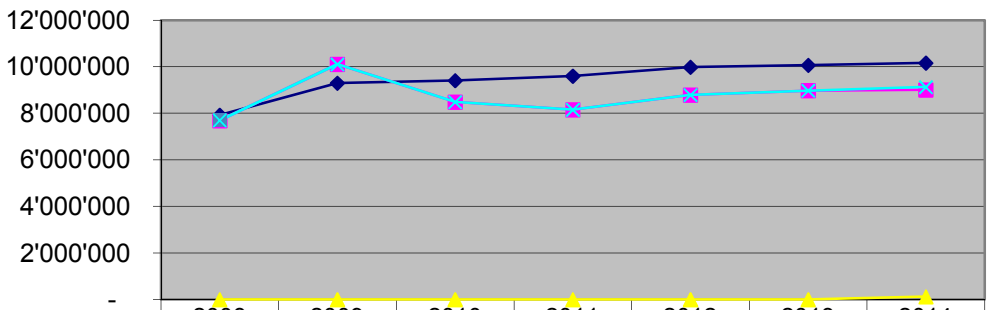
Est assuré le revenu soumis à l'AVS (allocations pour enfants/familiales non comprises) jusqu'à un montant maximal de 300 000 francs. L'indemnité journalière représente 80 pour cent du salaire assuré. L'assurance offre une couverture pour 730 jours, déduction faite d'un délai d'attente de 180 jours.

4.2 Rendement des sinistres de 2008 à 2014

Le rendement des sinistres indique le rapport entre les primes payées par le preneur d'assurance et les montants versés par l'assureur dans les cas de sinistre. Le cours des sinistres et le rendement des sinistres du canton de Berne pour les années 2008 à 2014 se présentent comme suit:

[3] Pour garantir la comparabilité des données, les évaluations se basent sur les chiffres d'une année entière. Raison pour laquelle l'année 2007 n'est pas représentée dans les tableaux ci-après puisque du point de vue des assurances, il s'agit d'une année incomplète (début de l'assurance déduction faite des 180 jours du délai d'attente).
[4] Nous ne traitons pas ici davantage du contrat de l'Université de Berne pour l'ensemble de son personnel financé par des fonds de tiers et engagé pour une durée déterminée (env. 1970 personnes) car il ne fait pas l'objet du présent projet d'arrêté.

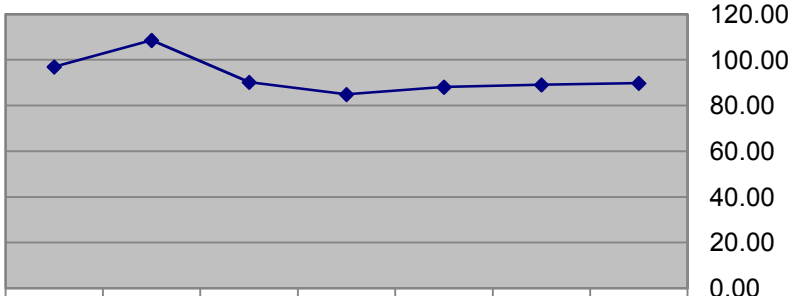
Graphique 1: cours des primes et des sinistres de l'assurance d'indemnités journalières en CHF



	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Primes	7'923'693	9'302'939	9'407'119	9'603'753	9'980'087	10'070'361	10'164'400
Sinistres	7'686'670	10'104'414	8'486'248	8'154'973	8'792'853	8'974'900	9'007'952
Provisions	0	0	0	0	0	0	119'534
Sinistres, provisions incluses	7'686'670	10'104'414	8'486'248	8'154'973	8'792'853	8'974'900	9'127'486

Sur la durée du contrat, la prime est passée de 7,92 à 10,16 millions de francs. Pendant les deux premières années (2007 et 2008) les prestations convenues et le taux de prime étaient fixés de manière contraignante et non modifiable. Après ces deux années de garantie du taux de prime, l'assureur a augmenté de 0,04 pour cent le taux de prime pour 2009, en se fondant sur les sinistres enregistrés. Le supplément de prime annuel des années suivantes résulte donc en premier lieu de la croissance salariale. En 2012, il y a en outre eu une petite extension des prestations[5] qui s'est traduite par une hausse de 0,006 pour cent du taux de prime.

Graphique 2: taux de sinistres en pourcentage (rapport entre les primes payées et les prestations fournies par l'assureur)



	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Taux de sinistres (sinistres/primes), réserves comprises	97.01	108.62	90.21	84.91	88.10	89.12	89.80

Le rendement des sinistres global se situe à un niveau comparativement élevé et présente pour les années 2008 à 2014 un taux relativement stable avoisinant en moyenne les **92,5 pour cent**, compte tenu des provisions. Cela signifie que 92,5 pour cent de la prime sont af-

[5] Raccourcissement du délai d'attente à 30 jours dans les cas de couverture ultérieure pour des personnes se trouvant dans un rapport de travail à durée limitée ou résilié et qui tombent malades avant l'échéance de celui-ci.

fectés au paiement des sinistres. Dans le domaine des assurances de personnes, un rendement des sinistres atteignant voire dépassant 75 pour cent (dépend notamment du montant du coût du capital et des coûts administratifs, donc des charges inhérentes aux prestations de services fournies) signifie, pour les assurés, un transfert profitable du risque. Le contrat en vigueur jusqu'à la fin de l'année 2015 avec l'assureur actuel présente ainsi, du point de vue du canton de Berne, un **transfert parfaitement rentable du risque**, et ce tant au plan des coûts que des prestations.

4.3 Appel d'offres de 2015 – décisions de principe

Pour établir les documents d'appel d'offres, la Direction des finances a dû analyser différentes questions de principe et prendre les décisions correspondantes. Les sujets principaux étaient les suivants:

4.3.1 Assurance d'indemnités journalières externe ou solution interne?

Pour clarifier la question de savoir s'il était plus rentable de conclure à nouveau une assurance externe ou de préférer une solution d'assurance propre, le courtier en assurances mandaté par le canton de Berne[6] a procédé à différentes modélisations mathématiques[7]. Il s'est alors avéré que sans assurance, les coûts directs diminueraient légèrement dans l'ensemble (disparition de la prime d'assurance, croissance du coût de la poursuite du versement du salaire). Il ne faut pas non plus oublier que dans le même temps, les prestations de l'assureur disparaîtraient. L'imputation des coûts de personnel supplémentaires que le canton devrait obligatoirement supporter en cas de solution d'assurance interne devrait, selon une estimation prudente, se traduire pour le canton de Berne par un supplément dépassant le demi-million de francs.

L'argument principal en faveur du maintien d'une assurance externe concerne la participation des employés pour moitié au financement des primes, qui représente jusque-là quelque 5,0 millions de francs par an. Cette participation disparaîtrait totalement en cas de solution d'assurance propre et le canton de Berne employeur devrait financer lui-même le coût du risque inhérent à l'obligation de poursuivre le versement du salaire conformément à la législation sur le personnel[8].

Compte tenu de cette condition générale (prime financée pour moitié par l'employeur et pour moitié par l'assuré), une solution d'assurance interne ferait peser entre 4,5 et 5,0 millions de charges supplémentaires par an sur les comptes du canton de Berne par rapport à la solution d'assurance actuelle, la prime restant par ailleurs identique. Dans les conditions actuelles, il ne s'agit donc pas là d'une alternative opportune.

[6] Après avoir remporté le marché, la société VZ Insurance Services AG assiste maintenant la gestion des assurances du canton de Berne en qualité de courtier en assurances externe.

[7] Les données sur lesquelles se fondent la modélisation reposent sur des chiffres empiriques du canton de Berne et, en l'absence de ceux-ci, sur des indicateurs officiels de l'Office fédéral de la statistique.

[8] Conformément à l'article 52 OPers, le canton de Berne, en sa qualité d'employeur, verse à ses employés empêchés de travailler pour cause de maladie ou d'accident 100 % de leur salaire la première année et 90 % la seconde. Le canton de Berne dispose actuellement d'une assurance d'indemnités journalières qui verse, après un délai d'attente de 180 jours, à tout agent malade 80 % de son salaire pendant une durée maximale de 730 jours par cas de maladie. Cela signifie que le canton participe à la poursuite du versement du salaire de ses employés absents pour cause de maladie à 100% pendant les 180 premiers jours et à 20% pendant les 185 jours suivants. La deuxième année, le canton de Berne doit supporter une part de 10 % de la poursuite du versement du salaire.

4.3.2 Durée du délai d'attente

Dans le cadre de ses modélisations mathématiques, le courtier en assurances a également vérifié s'il serait le cas échéant judicieux de prévoir un autre délai d'attente pour le canton de Berne. L'assureur verse actuellement 80 pour cent du salaire d'un agent absent pour cause de maladie pendant une durée maximale de 730 jours par cas de maladie, déduction faite des 180 jours du délai d'attente (ce qui donne une durée effective de prestations de l'assurance de 550 jours au maximum).

Les modélisations mathématiques indiquent que la couverture d'assurance actuelle constitue la meilleure solution pour le canton de Berne. Une réduction du délai d'attente ne représente actuellement pas une alternative réaliste, vu l'augmentation des coûts qui en résulterait ainsi que la hausse des cotisations des employés qu'elle entraînerait. Un allongement du délai d'attente à par exemple 365 jours se traduirait par une augmentation des cotisations de l'employeur avoisinant les 2,0 millions de francs.

4.3.3 Exigences en matière d'organisation de la gestion de la réintégration et du case management

Avant l'appel d'offres, il a fallu déterminer les exigences auxquelles la systématique actuelle de la gestion de la réintégration pour les employés cantonaux et du case management pour les membres du corps enseignant devrait satisfaire dans le futur contrat d'assurance d'indemnités journalières en cas de maladie. L'Office du personnel et la Direction de l'instruction publique ont défini les consignes correspondantes dans le cadre des travaux du projet et les ont inscrites dans les documents d'appel d'offres (cf. ch. 5).

4.3.4 Adaptation de la couverture actuelle

L'étendue des prestations et le champ d'application ont été définis à partir de la police actuelle, de même que les exigences dans les documents d'appel d'offres (critères d'aptitude et d'adjudication). L'Administration des finances a examiné l'étendue de la couverture du point de vue des risques[9], alors que l'Office du personnel et la Direction de l'instruction publique se sont concentrés sur les aspects pratiques (processus et technique) et la législation sur le personnel. Ce travail réalisé en équipe a abouti à la conclusion que la couverture d'assurance actuelle répondait largement aux besoins du canton de Berne. L'étendue de la couverture d'assurance a simplement été complétée de quelques points - influant à peine sur la prime – qui correspondent à la norme actuelle des assurances d'indemnités journalières et sont précisés dans les conditions générales ou dans les conditions particulières de la plupart des polices d'assurance, et qui consistent en premier lieu en des précisions et des simplifications administratives. Il a dans le même temps été décidé de renoncer à l'avenir à la participation aux excédents[10] qui était jusque-là prévue dans le contrat. En concluant ce contrat en 2007, le canton de Berne espérait obtenir un effet financier positif de la participation aux excédents

[9] Conformément au chiffre 6 de l'instruction de l'Administration des finances concernant le pool dommages dans le domaine des assurances, les unités administratives et les institutions sont responsables de la détection des risques et de leur gestion. Elles ont l'obligation d'annoncer au service spécialisé les risques dignes d'être assurés. Avec ces annonces et d'autres données disponibles (p. ex. pool dommages), la gestion des assurances du canton de Berne s'assure que le canton assume de manière optimale ses risques opérationnels du point de vue de l'assurance (coût/utilité).

[10] Lorsque le preneur d'assurance et l'assureur conviennent d'une participation aux excédents, l'assuré reçoit après une période de décompte convenue, une part de l'éventuel excédent sur son contrat. L'excédent est obtenu en soustrayant les prestations d'assurance fournies de la part de prime déterminante pour la période de décompte en question.

convenue, mais il n'a à ce jour enregistré aucun retour vu le cours des sinistres. L'expérience des huit dernières années ne laisse guère à penser qu'un paiement pourrait intervenir à l'avenir. Les assureurs n'accordant en principe pas gratuitement une participation aux excédents, il est par conséquent à supposer que la suppression de cette participation aux excédents aura une répercussion positive sur les primes offertes.

4.3.5 Intégration à l'appel d'offres du contrat de l'Université de Berne pour ses employés financés par des fonds de tiers

L'Université de Berne dispose d'une assurance d'indemnités journalières propre pour son personnel engagé pour une durée déterminée et financé par des fonds de tiers. C'est toutefois l'Office du personnel qui se charge, comme pour le contrat concernant le personnel cantonal, de la gestion administrative de ce contrat ainsi que du traitement des sinistres. Pour garantir que les deux contrats soient placés auprès du même assureur et exploiter ainsi les effets synergiques, il a été décidé de regrouper les deux contrats (assurance d'indemnités journalières pour le personnel de l'administration cantonale et le personnel enseignant ainsi que pour le personnel de l'Université financé par des fonds de tiers) en un seul appel d'offres (avec deux polices distinctes).

Par lettre du 2 février 2015, l'Université de Berne a formellement chargé l'Administration des finances de lancer un appel d'offres pour le contrat d'assurance d'indemnités journalières de ses collaborateurs financés par des fonds de tiers et l'a habilitée à attribuer le marché. La police d'assurance de l'Université n'est cependant pas pertinente pour la présente affaire, car les primes ne sont pas imputées aux comptes du canton mais à ceux de l'Université, et l'autorisation du crédit correspondant ne relève pas de la compétence du Grand Conseil.

5 Gestion de la réintégration pour le personnel cantonal et case management pour le personnel enseignant

Avec la conclusion du contrat d'assurance d'indemnités journalières en 2007, l'Office du personnel a lancé des projets pilotes de mise en place d'une gestion de la réintégration pour le personnel cantonal avec différentes unités de l'administration cantonale. Entre-temps le système a été introduit pour l'ensemble du personnel cantonal. La fourniture par l'assureur de prestations d'assistance pour la gestion de la réintégration fait partie intégrante du contrat actuel.

La Direction de l'instruction publique a déjà instauré un case management pour le personnel enseignant en 2006. L'assurance d'indemnités journalières assume ici aussi certaines tâches qui sont fixées de manière détaillée dans un concept de collaboration.

Les deux systèmes établis sont expliqués ci-après, avec la répartition des rôles entre les services cantonaux et l'assureur d'indemnités journalières.

5.1 Gestion de la réintégration pour le personnel cantonal de 2007 à 2014

5.1.1 Evolution de la gestion de la réintégration

En vertu de l'ACE 0089/2007, le canton de Berne a introduit le 1er janvier 2007, en relation avec la mise en place de l'assurance d'indemnités journalières, une gestion de la réintégration qu'il a mise en œuvre par étapes.

L'Office du personnel en a évalué la mise en œuvre et l'impact début 2009, comme prévu, et ses travaux ont révélé que les objectifs pouvaient être atteints, voire l'avaient déjà été. Il s'agissait là des objectifs suivants :

- expression de l'estime que l'employeur porte à ses collaborateurs et collaboratrices et de l'assistance qu'il leur fournit en cas de maladie et d'accident,
- réduction de l'absentéisme et des cas de mise au bénéfice des prestations de l'assurance pour invalidité grâce à l'assistance et à l'intervention précoces (cf. description des „réductions des coûts grâce à la gestion de la réintégration", note de bas de page n° 11),
- professionnalisation progressive dans le traitement des situations d'absence, de maladie et d'accident.

Dans son rapport intermédiaire du 30 avril 2009, la Direction des finances a donc jugé positifs les effets obtenus jusque-là et a approuvé le maintien et la poursuite du développement de la gestion de la réintégration en collaboration avec les assureurs. Celle-ci devait constituer la partie principale d'un concept de gestion de la santé en entreprise (GSE), de grande envergure et fondé sur une base de données, que l'Office du personnel devrait élaborer.

En 2010, le Conseil-exécutif a annulé par ACE 0947/2010 la mise en œuvre du concept GSE que l'Office du personnel avait entre-temps élaboré, vu la charge de travail généralement élevée des services du personnel et les mesures d'économie prévues compte tenu de la situation financière. Conséquences : depuis cette annulation il n'est d'une part plus obligatoire de prendre des mesures de GSE, et d'autre part, on a renoncé à élaborer de nouvelles offres et à prendre différentes mesures, comme par exemple la mise en place d'un controlling de la GSE. Depuis lors, les investissements dans la gestion de la réintégration ont principalement porté sur l'optimisation des processus, les mécanismes, les formes de coopération avec les assureurs et l'élaboration d'instruments de travail.

5.1.2 Répartition des rôles entre l'assurance d'indemnités journalière et la gestion de la réintégration

Les agents du canton de Berne qui souffrent de maladie durant une longue période bénéficient d'un accompagnement ciblé pendant le processus de guérison. Les différents acteurs coopèrent pour cela étroitement conformément à leur tâche: le case management de l'assurance dirige les opérations pour les questions médicales, l'Office du personnel pour les ajustements au poste de travail (gestion de la réintégration en entreprise du canton de Berne) et la gestion de la réintégration de l'assurance-invalidité pour les questions de sauvegarde des conditions d'existence.

L'assurance d'indemnités journalières pilote la gestion des prestations et introduit un case management dans les cas où on peut escompter des effets positifs des mesures de réintégration. Dans les cas médicaux, le care manager de l'assurance d'indemnités journalières coordonne la chaîne de traitement des agents malades ainsi que les activités de toutes les parties prenantes (médecins, services psychiatriques, assurances privées et sociales, offices et caisses de pension).

En sa qualité de service central de gestion du personnel, l'Office du personnel est responsable de la conception de la gestion de la réintégration et de sa mise en œuvre. Il assure la formation des services du personnel décentralisés aux tâches qu'ils ont à accomplir et les assiste dans la réintégration de cas particulièrement difficiles, complexes, longs et, la plupart du temps, non médicaux, pour lesquels l'aide ordinaire de l'assurance d'indemnités journalières ne suffit pas. Il fournit son assistance dans des situations où il faut mettre à profit la capacité de travail résiduelle de la personne concernée au-delà de son propre service et agit comme intermédiaire pour orienter les agents présentant un potentiel de réintégration vers des postes de travail temporaires appropriés ou des postes vacants au sein de l'administration.

5.1.3 Chiffres et tendances de 2009 à 2014

Le concept GSE et le controlling GSE qu'il prévoyait ayant été suspendus, il n'est aujourd'hui pas possible de dire quoi que ce soit de fondé sur l'évolution de l'effet de la gestion de la réintégration.

Le canton de Berne a le plus possible optimisé ses processus dans la gestion de la réintégration et les formes de coopération avec les assurances. Il a élaboré une convention de prestations avec l'assurance actuelle d'indemnités journalières et encourage les échanges directs entre l'autorité d'engagement et l'assurance d'indemnités journalières. Cette coopération et l'élaboration d'instruments particuliers au sein du canton, comme par exemple l'annonce de maladie par voie électronique ou le programme d'emplois temporaires visant à mettre à profit la capacité de travail résiduelle d'agents malades, ont permis d'alléger les difficiles – et parfois coûteuses - aides à la réintégration. Ainsi la capacité de travail résiduelle est-elle bien mise à profit, la durée des absences du poste de travail raccourcie[11] et une aide de qualité offerte durablement aux personnes concernées (agents, ressources humaines, supérieurs hiérarchiques, assurances, corps médical, etc.) pour permettre aux agents de se réintégrer au monde du travail.

Le nombre d'agents se trouvant dans une situation complexe et bénéficiant de la gestion de la réintégration du canton de Berne a nettement augmenté: si la moyenne était de 87 cas les trois premières années, elle est montée à 140 cas par an ces deux dernières années. Cette tendance montre que dans les unités administratives, il existe une importante demande pour réintégrer de manière optimale les agents au poste de travail, éviter la chronicisation et mettre à profit la capacité de travail résiduelle, y compris pour réduire le nombre de rentes octroyées.

Dans l'évaluation, 94 pour cent des personnes interrogées jugent bonne à très bonne leur satisfaction par rapport à l'accompagnement.

Le nombre d'annonces de rente AI à la CPB est nettement inférieur aux prévisions en la matière. Il est de manière générale à constater que le nombre de nouveaux cas d'invalidité est resté relativement stable entre 2009 et 2014 en se situant en moyenne à 37 nouvelles rentes par an.

[11] Réductions des coûts grâce à la gestion de la réintégration: les absences provoquent à la fois des coûts directs (poursuite du versement du salaire) et des coûts indirects (charges d'organisation, personnel de remplacement, pertes sur chiffre d'affaires, atteinte à l'image, absence de réduction des primes, etc.). Selon la Suva, les coûts indirects sont calculés à l'aide du facteur 1,5 (estimation prudente) à 5 des coûts directs. Chaque absence empêchée ou raccourcie permet donc d'économiser des coûts.

Les compagnies d'assurance d'indemnités journalières sont elles aussi persuadées du bien-fondé de la gestion de la réintégration et du case management: le case management influe nettement sur les charges inhérentes aux nouvelles rentes et sur l'évolution du taux de sinistralité. Le taux de réussite se situe entre 60 et 70 pour cent[12]. La compagnie PKRück (réassurance des caisses de pension) arrive elle aussi à la conclusion qu'un engagement précoce dans une gestion proactive des prestations ainsi que le case management sont des facteurs de réussite dans la réduction de l'invalidité[13].

5.2 Case management pour le corps enseignant de 2006 à 2014

5.2.1 Evolution du case management du personnel enseignant

En sa qualité d'employeur, le canton s'est engagé à prendre des mesures pour faciliter la réintégration dans le processus de travail des enseignants absents pour une longue durée à cause d'une maladie (art. 35 OSE; RSB 430.251.0). L'environnement scolaire présentant quelques spécificités (plusieurs parties impliquées du côté de l'employeur, comme les directions d'école, les communes, les commissions scolaires, les inspections scolaires; pas de service du personnel dans les écoles), l'employeur a décidé en 2005, avec la révision partielle de l'ordonnance sur le statut du corps enseignant (OSE), de faire bénéficier les enseignants d'une aide à la réinsertion spécialisée dans les aspects scolaires.

Dans le cadre du mandat de prestations du Conseil-exécutif à la Haute École Pédagogique de Berne (PHBern), l'unité de formation et de recherche «Case Management» de l'Institut für Weiterbildung und Medienbildung offre depuis l'année scolaire 2006/2007 le service de case management à tous les enseignants du canton assujettis à la LSE pour aider les personnes malades à conserver leur capacité de travail. Le case management des enseignants est une partie du vaste éventail d'offres de conseil et de perfectionnement de la PHBern et son organisation est régionale. Les partenaires institutionnels les plus importants sont la Direction de l'instruction publique, la Caisse d'assurance du corps enseignant bernois (CACEB), l'office AI du canton de Berne, ainsi que l'assurance d'indemnités journalières actuelle, avec laquelle il existe depuis 2010 un concept de collaboration régissant les processus et les mécanismes.

5.2.2 Répartition des rôles entre l'assurance d'indemnités journalières et le case management du personnel enseignant

Le case management propose de manière précoce des possibilités d'assistance et des ressources institutionnelles pour aider les personnes enseignantes malades et en incapacité de travail depuis plus de quatre semaines à maintenir leur capacité de travail.

A réception de l'annonce de maladie, le case management contacte l'enseignant concerné et examine la possibilité de l'intégrer à la gestion de la réintégration. Après avoir analysé ensemble la situation, le case manager et la personne concernée collaborent conformément à leur accord écrit avec les directions d'école, les commissions scolaires et le cas échéant, avec les inspections scolaires. Le case management est par ailleurs en contact avec le médecin traitant, l'assurance d'indemnités journalières et l'office AI compétent.

Les quatre principales variantes de retour qui ont fait leurs preuves ces dernières années sont les suivantes:

[12] Source: AXA Winterthur, congrès annuel réseau case management 2013
[13] Source: congrès annuel réseau suisse case management 2013

1. Tentative de travail avec un petit nombre de leçons dans l'école (propre école ou une autre)
2. Réentraînement au travail (retour progressif au quotidien du travail et lente récupération du nombre de leçons d'origine)
3. Augmentation progressive du nombre de leçons dans le cadre d'un arrêt partiel pour maladie diminuant peu à peu (retour à l'ancien poste de travail)
4. Tentative de travail en dehors du domaine scolaire (essai de reconversion éventuelle)

L'organisation soigneuse de ces mesures de réinsertion ainsi que les accords et le soutien de la direction d'école par le case management sont des caractéristiques importantes pour une réinsertion réussie.

Dès l'appel d'offres de 2006, on a souligné l'exigence de participation de l'assurance d'indemnités journalières à la gestion de la réintégration et le fait que les enseignants disposaient déjà d'un case management bien installé. La collaboration (en particulier les processus) entre le case management des enseignants et l'assurance d'indemnités journalières a été précisée de manière détaillée dans un concept de collaboration, fixant par exemple le transfert d'une personne à l'assurance d'indemnités journalières, quand elle ne présente plus de potentiel d'intégration à long terme, pour que celle-ci gère son dossier de maladie aux plans techniques et administratifs.

5.2.3 Chiffres et tendances de 2007 à 2014

En résumé, on peut dire que le case management du personnel enseignant est bien établi et réalisé avec succès. Il traite en moyenne entre 200 et 250 cas par an.

Depuis sa mise en place, le case management du personnel enseignant a fait l'objet d'audits externes ainsi que, en permanence, de contrôles internes.[14] [15] Ils ont abouti à la conclusion que les objectifs avaient été atteints:

- Réintégration des collaborateurs malades, si possible à leur ancien poste de travail. Le taux de réintégration atteint 76 pour cent[16] (canton ZH: 62 %[17])
- Accroissement de la satisfaction des collaborateurs et de l'estime qui leur est témoignée
- Niveau élevé de satisfaction des clients par rapport à la vie et au travail une fois le case management terminé
- Niveau élevé de satisfaction des clients vis-à-vis de l'offre et de la qualité du case management du personnel enseignant[18]
- Réduction du nombre de cas d'AI par rapport à ce qu'il était avant la mise en place du case management[19]

[14] Stadtmann, Severin (2010): Evaluation eines Casemanagements für Lehrpersonen. Universität Zürich
[15] Nibel, Hildegard und Stadtmann, Severin (2011): Zeit heilt Wunden. Schweizer Personalvorsorge (5), p. 92 et 93
[16] Voir note de bas de page n° 14
[17] BASS-Studie 2012: Büro für arbeits- und sozialpolitische Studien : Evaluation des Case Managements der kantonalen Verwaltung Zürich, rapport final. Berne.
[18] Remise d'un questionnaire à la direction d'école et à la personne enseignante après la fin du case management.
[19] Rapport de gestion 2013 de la CACEB, p. 20

- Réalisation de la réintégration des collaborateurs malades à leur poste de travail

- Les conseils personnels et la planification individuelle de la façon de procéder appropriée, offerts par des case managers possédant des connaissances approfondies des structures scolaires, facilitent la réintégration rapide des personnes à l'enseignement et réduisent les coûts générés par leur remplacement.

Le succès de la réintégration repose certes sur la qualité du case management, mais en grande partie aussi sur la «culture de la réintégration» dans les écoles, avec le soutien de la direction et des collègues. Les compétences spécialisées des institutions participantes jouent à cet égard un rôle décisif, tout comme la disposition personnelle et la motivation des personnes concernées et les efforts des écoles pour créer des conditions de travail appropriées pour les personnes qui effectuent leur retour.

La rentabilité, autrement dit le profit monétaire d'un case management, se situe principalement dans la réduction des coûts générés par des absences de longue durée et des mises au bénéfice des prestations de l'assurance invalidité. Il en résulte par ailleurs d'autres réductions des coûts, comme par exemple les économies en ressources de personnel pour les directions d'école qui sont déchargées des tâches dans les relations avec les enseignants malades, confiées au case manager, ou encore les économies en ressources financières et de personnel puisque les remplacements doivent être financés sur une moins longue période et que moins de postes doivent être repourvus (cf. note de bas de page n° 11).

Le nombre de nouveaux cas d'invalidité a évolué comme suit à la CACEB: alors qu'en 2002, 136 enseignants étaient annoncés comme nouveaux bénéficiaires d'une rente AI, ce chiffre a continuellement baissé depuis l'introduction du case management. En 2005, ils étaient 56 ; en 2009, 23 ; et en 2013, plus que 13. A côté du case management, les révisions de l'AI n° 5 et n° 6a ont fortement contribué à cette réduction si massive des chiffres.

Le case management permet dans l'ensemble de maintenir les coûts des absences pour cause de maladie des enseignants à un bas niveau.

6 Evaluation de l'appel d'offres

En sa qualité d'autorité adjudicatrice, l'Administration des finances a soumis, le 2 mars 2015, les deux objets d'assurance (assurance d'indemnités journalières du canton de Berne et collaborateurs de l'Université de Berne financés par des fonds de tiers) à un appel d'offres pour le 1er janvier 2016 sur la plateforme www.simap.ch.

Les offres reçues ont été évaluées à l'aide des critères d'aptitude et d'adjudication définis. On a dans un premier temps vérifié que les entreprises soumissionnaires remplissaient intégralement les critères d'aptitude décrits dans le cahier des charges (critères oui/non), avant d'appliquer les critères d'adjudication pour déterminer l'offre la plus avantageuse au plan économique.

La Swica Assurance-maladie SA a rempli tous les critères d'adjudication et soumis l'offre la plus avantageuse au plan économique. Elle arrive donc en tête des entreprises soumissionnaires. Le marché lui a été adjugé par décision du 29 mai 2015, sous réserve de l'approbation par le Grand Conseil du crédit pour les primes.

Nous avons montré au chiffre 4.3.1 qu'une solution d'assurance interne ne constituait pas une alternative rentable pour le canton dans les conditions actuelles. Cela reste valable après

2015 avec la réduction des primes visée par l'appel d'offres. Une solution d'assurance interne représenterait en outre pour les comptes du canton de Berne une charge supplémentaire située entre 4,5 et 5,0 millions de francs par an par rapport à une assurance d'indemnités journalières en cas de maladie avec la nouvelle prime. L'offre actuelle est donc positive pour le canton de Berne.

7 Calendrier et organisation

Le contrat actuel d'assurance d'indemnités journalières avec la Swica Assurance-maladie SA a été résilié dans les délais pour fin 2015. L'autorisation du crédit d'engagement par le Grand Conseil en 2015 est une condition pour que le canton de Berne puisse, à partir du 1er janvier 2016, profiter d'une assurance d'indemnités journalières et des prestations d'assistance de l'assureur pour la gestion de la réintégration et le case management.

8 Nature du crédit et conséquences financières

L'offre adjugée permettrait de réduire la prime d'assurance d'indemnités journalières de 10,16 à 10,03 millions de francs à partir de 2016. Si le contrat n'est pas signé, le canton de Berne supporte la totalité du risque financier résultant de son obligation de continuer à verser le salaire à partir du 180e jour de maladie via le compte de fonctionnement.

Nature de la dépense	Dépenses nouvelles et périodiques
Montant du crédit	Un **plafond annuel de CHF 11,5 millions** est fixé pour le montant total de la prime (incluant la part de 50% qui incombe aux employés). La part de l'employeur (50% du montant total de la prime) a été inscrite au budget 2016 et plan intégré mission-financement 2017 à 2019 conformément aux conditions en vigueur jusque-là. La réduction de la prime est prise en compte au budget et plan intégré mission-financement pour les exercices suivants. Clause d'indexation des prix: des coûts supplémentaires résultant de la croissance de la masse salariale et d'une éventuelle révision de tarif dans la loi sont réputés approuvés avec le présent arrêté et ne sont pas pertinents pour un éventuel dépassement du plafond de dépenses.
Nature du crédit	Crédit d'engagement pluriannuel pour les années 2016 à 2023
Compte/groupe de produits	Comptes du groupe de comptes 305 de chaque unité comptable. La cotisation de l'employeur a été inscrite au budget 2016 selon les conditions en vigueur jusque-là. Le présent crédit concernant différents groupes de produits de toutes les DIR/CHA, il est renoncé à tous les indiquer en détail.

Le montant de la prime d'assurance d'indemnités journalière est défini en pourcentage de la masse salariale du canton. Pour garantir l'autorisation de dépenses en cas de modifications – résultant principalement de l'évolution annuelle des salaires – il faut absolument prévoir une clause d'indexation des prix qui tient compte de cette évolution. La même chose s'applique par analogie aux éventuelles révisions des tarifs légaux, puisqu'elles iraient obligatoirement de pair avec un ajustement, dans le cadre de la garantie de trois ans accordée sur le taux de prime. Le plafond annuel a été fixé en particulier en perspective des éventuelles hausses de prime (adaptées à la demande) qui peuvent se produire, une fois le délai de garantie de trois ans écoulé, du fait d'une détérioration du rendement des sinistres par rapport à la situation

actuellement très favorable concernant les primes. Une fois la garantie du taux de prime échue, le contrat est prorogé tacitement d'un an, pour autant que ni l'une ni l'autre des parties au contrat (Direction des finances / Swica Assurance-maladie SA) ne le résilie au plus tard six mois avant la fin de l'année. Il est par ailleurs envisageable, dans ces circonstances, de proroger le contrat après avoir négocié une nouvelle garantie du taux de prime. Si le plafond devait ce faisant être dépassé, l'affaire serait à nouveau soumise pour approbation à l'organe financièrement compétent. Avec le montant du plafond fixé et la durée de l'autorisation de dépenses choisie, la Direction des finances dispose ainsi de la marge de manœuvre nécessaire pour modeler le contrat.

Calculée à partir de la masse salariale de 2014, la nouvelle prime d'assurance pèse sur les comptes du canton de Berne à hauteur de 5,01 millions de francs par an (part de 50% du totale de la prime annuelle incombant à l'employeur conf. art. 98, al. 3 LPers), les employés devant supporter le même montant. La prime annuelle d'assurance d'indemnités journalières dépend pendant ce temps uniquement de la masse salariale, en vertu du taux de prime garanti pour trois ans, et son montant peut donc varier d'une année à l'autre.

Le présent arrêté n'a pas d'incidence sur l'organisation de l'administration, les TI, les communes ou l'économie, l'environnement et la société. Il n'a pas non plus de rapport avec le programme gouvernemental de législature, ni avec d'autres planifications importantes.

9 Proposition

La Direction des finances propose au Conseil-exécutif d'approuver le présent projet d'arrêté et de soumettre l'affaire pour approbation au Grand Conseil.

Berne, le 6 août 2015

LA DIRECTRICE DES FINANCES

Beatrice Simon
conseillère d'Etat

Pièce jointe :

- Projet d'arrêté

Prolongation des délais de réalisation des motions et des postulats de la Direction des finances 2015

Date: 26 août 2015
Direction: Direction des finances
N° d'affaire:
Classification: Non classifié

Réalisation des motions et des postulats de la Direction des finances dont le délai de deux ans n'est pas encore échu

M 190-2012 PS-JS-PSA (Stucki, Berne)
Assainissement des finances et service public de qualité – Imposition des sportifs et artistes étrangers

Traitement au Grand Conseil: 26 mars 2013
Décision: Adoption sous forme de postulat

☒ Proposition de prolonger le délai de deux ans, jusqu'en 2017

Motifs de la proposition et mesures de réalisation envisagées:
Cette intervention n'a volontairement pas été examinée lors de la révision 2016 de la loi sur les impôts car aucune décision de politique fiscale ne doit encore être adoptée dans le cadre de celle-ci. Le Conseil-exécutif a proposé, dans son rapport y relatif, que l'intervention soit traitée dans le cadre de la stratégie fiscale et de la révision suivante de la loi sur les impôts.

M 191-2012 PS-JS-PSA (Stucki, Berne)
Assainissement des finances et service public de qualité – En finir avec la fraude fiscale

Traitement au Grand Conseil: 26 mars 2013
Décision: Adoption des chiffres 2 et 3 sous forme de postulat

☒ Proposition de prolonger le délai de deux ans, jusqu'en 2017

Motifs de la proposition et mesures de réalisation envisagées:
Cette intervention n'a volontairement pas été examinée lors de la révision 2016 de la loi sur les impôts car aucune décision de politique fiscale ne doit encore être adoptée dans le cadre de celle-ci. Le Conseil-exécutif a proposé, dans son rapport y relatif, que l'intervention soit traitée dans le cadre de la stratégie fiscale et de la révision suivante de la loi sur les impôts.

Arrêté du Conseil-exécutif

N° d'ACE: 1028/2015
Date: 26 août 2015
Direction: Direction des finances
N° d'affaire:
Classification: Non classifié

Réalisation des motions et des postulats de la Direction des finances. Prolongation des délais 2015

Vu l'article 70, alinéa 1 de la loi du 4 juin 2013 sur le Grand Conseil, le Conseil-exécutif adopte la proposition de la Direction des finances et propose au Grand Conseil de prolonger le délai de réalisation des motions et des postulats.

Au nom du Conseil-exécutif
Le chancelier:
Auer

CANTON DE BERNE * CONSEIL-EXECUTIF *

Prolongation des délais FIN 2015

M

Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	185-2015
Type d'intervention:	Motion
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.632
Déposée le:	10.06.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Machado Rebmann (Bern, LAVerte) (porte-parole) Knutti (Weissenburg, UDC) Grädel (Huttwil/Schwarzenbach, UDF) Streit-Stettler (Bern, PEV) Brönnimann (Mittelhäusern, pvl) Seiler (Trubschachen, Les Verts)
Cosignataires:	2
Urgence demandée:	Non
Urgence accordée:	Non
N° d'ACE:	1233/2015 du 21 octobre 2015
Direction:	Direction des finances
Classification:	–
Proposition du Conseil-exécutif:	**Rejet**

Salaires des patrons des entreprises parapubliques

Le Conseil-exécutif est chargé, dans l'exercice des droits d'actionnaire du canton, d'agir pour que les patrons des sociétés dont le canton est l'actionnaire majoritaire (BKW, Banque cantonale, BLS) ne touchent pas des salaires supérieurs à ceux des membres du gouvernement.

Développement

L'assemblée générale de BKW le 8 mai 2015 a décidé pratiquement à l'unanimité, donc avec les voix du canton de Berne, actionnaire majoritaire, que les salaires des six patrons de l'entreprise seraient augmentés à presque 1 million de francs par année, 5,9 millions de francs au total. Le but de l'opération était selon les explications du président du conseil d'administration, Urs Gasche, d'amener progressivement ces salaires à un niveau comparable aux salaires du marché et de favoriser ainsi le recrutement de personnes de qualité. En comparaison, les membres du gouvernement du canton de Berne gagnent 275 000 francs par année. L'augmentation des salai-

res des conseillers et conseillères d'Etat et des cadres du canton a été rejetée en 2012 à l'issue de la procédure de consultation, qui s'était mal passée.

Les arguments invoqués pour motiver l'écart toujours plus marqué entre les salaires des cadres des entreprises dont l'Etat est actionnaire majoritaire et ceux des cadres de l'administration ne sont pas convaincants. Ils impliquent que les qualités des patrons de BKW sont aujourd'hui insuffisantes parce que les membres de la direction touchent encore des salaires définis aux anciennes conditions. Dans ce cas, il aurait fallu que le canton intervienne bien avant.

Monsieur Gasche affirme qu'à moins d'un million de francs par an, on ne trouve pas des gens de qualité, ce qui logiquement implique que les membres du gouvernement et les cadres de l'administration sont médiocres au meilleur des cas. Une telle affirmation ne convainc personne.

La crise financière a montré que même les patrons qui empochent des bonus par millions commettent de graves fautes et des erreurs d'appréciation. L'écart toujours plus vertigineux des salaires est un affront aux employés et employées du canton et des entreprises proches de l'Etat, dont le salaire est nettement plus modeste et qui font du bon travail avec une autre motivation que simplement l'argent. Le canton n'a pas vocation à imiter les aberrations que l'on constate dans l'évolution des salaires des entreprises internationales et à renforcer encore l'évolution grotesque de la différence entre les salaires. Les sommes comme celles qui sont aujourd'hui versées aux patrons ne se « méritent » pas, aucune responsabilité ne saurait les justifier.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion porte sur un domaine ressortissant exclusivement au Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le gouvernement dispose ainsi d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs fixés, les moyens à mettre en œuvre et les modalités pratiques. Il lui appartient de décider en dernier ressort.

Les sociétés dans lesquelles le canton détient une participation auxquelles la motion se réfère sont gérées sous forme de sociétés anonymes de droit privé. Fixer la rétribution des membres du conseil d'administration et des membres de la direction instituée par celui-ci fait partie de la direction suprême de ces sociétés et relève, conformément au Code des obligations, de la compétence du conseil d'administration. Les droits de participation du canton se limitent aux droits de l'actionnaire selon le Code des obligations et les statuts, autrement dit en particulier à la participation et au droit de vote à l'assemblée générale. Le fait que le canton soit actionnaire majoritaire de ces sociétés ne lui confère pas davantage de droits qu'aux autres actionnaires. Le Conseil-exécutif n'a donc pas la compétence de donner directement des instructions à des sociétés anonymes de droit privé à propos de leur système de rémunération.

Le canton ne peut exercer une influence - indirecte - que dans les cas suivants:

- Le Conseil-exécutif peut influencer la composition du conseil d'administration au moment de la nomination des membres lors de l'assemblée générale. Si le canton envoie des personnes pour le représenter au sein du conseil d'administration, celles-ci sont en effet en première ligne pour y défendre ses intérêts.
- L'ordonnance contre les rémunérations abusives dans les sociétés anonymes cotées en bourse (ORAb), qui est entrée en vigueur le 1er janvier 2014 en application de l'initiative Min-

der « Contre les rémunérations abusives » acceptée en votation populaire, accorde à l'assemblée générale des droits supplémentaires pour fixer les rémunérations des membres du conseil d'administration et de la direction : selon l'article 18 ORAb, l'assemblée générale vote désormais chaque année séparément sur les montants globaux accordés au conseil d'administration et à la direction, et son vote a un caractère contraignant. Si l'assemblée générale ne peut pas déterminer le salaire du président ou de la présidente de la direction (CEO), elle peut cependant fixer le montant maximum des indemnités de l'ensemble des membres de la direction. La Banque cantonale bernoise et BKW SA sont des sociétés anonymes cotées en bourse; elles relèvent donc de l'ORAb [1].

- Pour les principales sociétés dont il est actionnaire, le Conseil-exécutif s'est en outre doté d'une stratégie de propriétaire précisant les objectifs qu'il poursuit à moyen et à long termes avec sa participation à l'entreprise concernée. Le caractère obligatoire des consignes cantonales de la stratégie de propriétaire est toutefois limité par l'indépendance des sociétés anonymes et de leur direction stratégique qui est inscrite dans le Code des obligations. Le Conseil-exécutif n'est donc pas en mesure d'édicter, dans la stratégie de propriétaire, des consignes contraignantes sur la rémunération des membres du conseil d'administration et de la direction de la société concernée, mais il a la possibilité d'y exprimer ses attentes en matière de politique de rémunération. Ainsi a-t-il par exemple précisé dans la stratégie de propriétaire qu'il a arrêtée pour la Banque cantonale bernoise que les rémunérations des membres du conseil d'administration devaient être fixées selon les principes usuels du marché et qu'il fallait éviter les excès salariaux.

Le principe de base arrêté vis-à-vis de la Banque cantonale bernoise peut aussi être appliqué aux autres sociétés dans lesquelles le canton détient une participation et aux salaires des membres de leurs directions. Le Conseil-exécutif estime donc qu'il faut fixer les rémunérations selon les principes usuels du marché, éviter les excès en ce qui concerne les salaires les plus élevés, et appliquer globalement un système salarial équitable et bien pensé. Le plafonnement au niveau des salaires des conseillers d'Etat qu'exige la motion pour les salaires des membres de la direction de sociétés dans lesquelles le canton détient des participations ne constitue pas pour le Conseil-exécutif un instrument approprié pour atteindre l'objectif visé. Et ce en particulier pour les raisons suivantes:

D'une part, la conformité de leurs systèmes salariaux au marché est d'une importance élémentaire pour les sociétés dans lesquelles le canton détient des participations, puisqu'elles sont elles-mêmes actives sur le marché. Elles doivent offrir des rémunérations correspondant à l'environnement dans leur secteur d'activité si elles veulent demeurer concurrentielles sur le marché du travail. Si elles se voient interdire d'accorder aux membres de leur direction des salaires concurrentiels et compétitifs, il va leur être très difficile de trouver et de garder des personnes suffisamment qualifiées pour leur direction, puisque des entreprises de la même branche leur offriraient des salaires nettement supérieurs pour des fonctions analogues. Le plafonnement de la rémunération des membres de la direction exercerait en outre une pression sur toute la grille des salaires de l'entreprise, ce qui entraînerait pour elle à plus ou moins long terme des difficultés de recrutement de cadres inférieurs. Une évolution dans ce sens porterait considérablement atteinte à la capacité d'innovation et à la compétitivité de l'entreprise concernée et assombrirait ses pers-

[1] Du 28 novembre 2014 au 15 mars 2015, le Conseil fédéral a organisé une consultation sur une modification du Code des obligations consistant notamment à inscrire les dispositions de l'ORAb dans une base légale formelle et à améliorer le gouvernement d'entreprise, en particulier la transparence des rémunérations versées, y compris dans les sociétés non cotées en bourse.

pectives de réussite, ce que le Conseil-exécutif ne considère pas pouvoir relever de l'intérêt supérieur du canton en sa qualité de (co-)propriétaire.

D'autre part, le salaire des membres du gouvernement est une valeur de référence arbitraire pour la limitation des salaires des membres de la direction des sociétés dans lesquelles le canton détient une participation, et le Conseil-exécutif estime qu'elle est matériellement infondée. Il juge d'ailleurs problématique de comparer les salaires des sociétés dans lesquelles le canton détient une participation à ceux que verse le canton et de les mettre en concurrence.

En conclusion, le Conseil-exécutif partage l’avis des auteurs de la motion sur le fait qu'il faille éviter toute évolution aberrante des salaires des membres de la direction des sociétés dans lesquelles le canton détient des participations. Dans les limites de ses possibilités, il lui tient à cœur d'améliorer la sensibilité à cette thématique et d'assumer sa responsabilité d'actionnaire. Il refuse toutefois fermement d'agir en faveur d'un plafonnement des salaires des membres de la direction des sociétés dans lesquelles le canton détient des participations. Intervenir dans les systèmes de rémunération de ces dernières n'est pas conforme au droit et n'a pas de sens. C’est pourquoi le Conseil-exécutif propose de rejeter la motion.

Destinataire

- Grand Conseil

M

Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	088-2015
Type d'intervention:	Motion
Motion ayant valeur de directive:	☒
N° d'affaire:	2015.RRGR.307
Déposée le:	16.03.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Gasser (Bévilard, PSA) (porte-parole) Dunning (Biel/Bienne, PS) Gsteiger (Eschert, PEV) Amstutz (Corgémont, Les Verts) Bühler (Cortébert, UDC) Grivel (Biel/Bienne, PLR)
Cosignataires:	6
Urgence demandée:	Oui
Urgence accordée:	Non 19.03.2015
N° d'ACE:	1087/2015 du 9 septembre 2015
Direction:	Direction des finances
Classification:	–
Proposition du Conseil-exécutif:	**Rejet**

Apprenti-e-s francophones dans l'administration cantonale

Le Conseil-exécutif est chargé de donner les directives nécessaires à l'administration cantonale pour que le pourcentage d'apprenti-e-s francophones augmente de manière significative afin d'atteindre, voire de dépasser la proportion de cette population.

Développement :

Actuellement, l'administration cantonale est un des principaux employeurs du canton. A ce titre, elle se doit d'être exemplaire en particulier dans son rôle de formatrice d'apprenti-e-s. Avec plus de 600 jeunes en formation, elle accomplit certainement son rôle. Là où le bât blesse, c'est dans le nombre de jeunes francophones, puisque ces derniers ne sont que 33, ce qui représente 5,5 pour cent des apprenants (chiffres de décembre 2014). Cette proportion est assez éloignée du poids réel de la population francophone. L'administration cantonale compte globalement 8 pour cent d'employés francophones. D'après les statistiques publiées sur le site de la Direction des finances, la langue française était la langue principale de 88 700 résidents permanents de 15 ans

et plus en 2012 sur un total de 835 000. Autrement dit, le français est la langue principale de 10,6 pour cent de la population.

En appliquant cette proportion au nombre d'apprenti-e-s, nous pourrions donc avoir 64 jeunes francophones, au lieu des 33 actuels. Il y a donc une réelle marge de progression !

Dans ce contexte, au lieu de chercher à augmenter la part d'apprenants francophones, c'est une place d'apprentissage francophone qui a été supprimée à La Neuveville. A l'heure où le « statu quo+ » alimente les débats dans le Jura bernois et à Bienne, cette « non-reconduction » est pour le moins difficile à comprendre. Il faut également rappeler qu'il est particulièrement difficile pour un francophone de trouver une place d'apprentissage dans le canton de Berne.

C'est pour cette raison que nous demandons au gouvernement d'établir des directives ou tout autre instrument susceptible de soutenir de manière claire l'engagement d'apprenti-e-s francophones dans leurs Directions respectives.

Par ailleurs, alors que la Direction de l'instruction publique veut favoriser le bilinguisme, il est étonnant de constater qu'aucune incitation n'existe pour, par exemple, également former des apprenti-e-s bilingues, ou de favoriser clairement des échanges linguistiques parmi les apprenants.

Dans ce contexte, comment le canton de Berne peut-il demander aux entreprises de faire des efforts en matière de formation duale si lui-même est en situation de sous-représentation des apprenti-e-s francophones dans son administration ?

C'est pourquoi le canton de Berne doit faire les premiers pas à ce sujet et engager des efforts considérables pour rectifier la situation actuelle totalement insatisfaisante. Les apprenti-e-s francophones sont déjà, à Bienne notamment, fortement sous-représenté-e-s dans l'économie privée (7 % dans la santé, 9 % dans la vente, en 2014, pour une population à plus de 40 % francophone). C'est pourquoi le canton devrait, d'une certaine manière, compenser ces lacunes en faisant un effort particulier, afin de contribuer au rééquilibrage de cette proportion. Il en va de la légitimité du canton auprès des acteurs de l'économie privée, de l'équité et de l'égalité des chances entre apprenti-e-s francophones et germanophones et du rôle d'exemple dans la société civile bernoise.

Motivation de l'urgence :

La situation actuelle doit changer au plus vite.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion relève de la compétence exclusive du Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le gouvernement dispose dans ce cas d'une latitude relativement importante en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs fixés, les moyens à mettre en œuvre et les modalités de réalisation du mandat. En outre, c'est à lui qu'appartient la décision en dernier ressort.

A fin décembre 2014, l'administration cantonale (hautes écoles exclues) formait, dans 30 professions différentes, 479 jeunes au total, dont 33 francophones.

La formation professionnelle initiale est régie par une législation qui s'applique dans toute la Suisse et les jeunes en apprentissage dans l'administration cantonale sont formés dans le respect de ces règles. Les ordonnances sur la formation professionnelle initiale des différentes professions prescrivent aux entreprises le rapport entre le nombre d'apprentis et le nombre de professionnels qualifiés. Les entreprises sont responsables de la qualité et de la correction de la formation et doivent également pouvoir confier des travaux aux personnes en apprentissage. Le nombre d'apprentis doit donc être proportionnel au nombre d'employés et ne peut pas – comme l'exigent les auteurs de la motion – être mis en relation avec la population résidante d'une région. Un ratio calculé de la sorte permet de comparer l'administration cantonale à d'autres gros employeurs de la région et d'autres cantons. La moyenne au niveau suisse se situe entre quatre et six apprentis par centaine d'employés, ce qui correspond par conséquent à une proportion de 4 à 6 pour cent. Dans le Jura bernois, avec 644 employés à plein temps et 29 apprentis[1], on obtient un ratio de 4,5 pour cent. Ce chiffre montre que l'offre de places d'apprentissage correspond actuellement à la moyenne suisse et contredit ainsi la nécessité de prendre des mesures. A titre de comparaison, les 11 413 emplois à plein temps et 446 places d'apprentissage occupés par des personnes germanophones donnent un ratio inférieur, d'à peine 4 pour cent.

Outre les postes à plein temps du Jura bernois, 475 autres sont occupés par des agents de langue maternelle française. Mais ils sont répartis dans toutes les unités administratives de l'administration cantonale et les tâches à accomplir ont un contenu majoritairement germanophone. Former des apprentis francophones dans cet environnement représenterait un défi très important : il serait d'une part difficile de les former en respectant les consignes applicables au niveau suisse du fait de la rareté des activités à leur proposer exclusivement en français ; il faudrait d'autre part trouver pour ces places d'apprentissage des apprentis à la fois bilingues et disposés à effectuer un long trajet pour se rendre au travail.

Une enquête réalisée auprès des entreprises d'apprentissage a révélé qu'à Bienne, les services mettant au concours des places d'apprentissage d'employé de commerce pour des apprentis francophones ne recevaient que relativement peu de candidatures, la plupart d'entre elles ayant le plus souvent été envoyées par des élèves qui ne remplissaient pas les conditions pour un apprentissage en trois ans. Dans les services situés à Bienne, il est en effet très important que les apprentis parlent la deuxième langue officielle. Or un trop grand nombre d'élèves francophones ne maîtrise pas suffisamment l'allemand pour satisfaire aux exigences du travail au quotidien. Mais ce n'est pas la seule raison pour expliquer la faiblesse du nombre de candidatures appropriées que reçoivent les services cantonaux de Bienne. En Romandie, la valeur accordée à la formation professionnelle initiale est historiquement moindre qu'en Suisse alémanique. 24 pour cent des élèves francophones du canton de Berne vont au gymnase contre 19 pour cent seulement des élèves germanophones[2]. Une part importante des élèves francophones qui choisissent la formation professionnelle initiale opte ensuite pour un diplôme

[1] Quatre des 33 apprentis francophones mentionnés par les auteurs de la motion travaillent à Bienne.

[2] Statistiques de la formation du canton de Berne: données de base 2013, section Planification de la formation et évaluation, Direction de l'instruction publique du canton de Berne, p. 20

scolaire, par exemple d'une école supérieure de commerce[3]. Ce qui a pour conséquence de réduire le nombre de candidats apprentis francophones pour les entreprises de Bienne et du Jura bernois.

Les tâches au contenu francophone appropriées pour un apprentissage ne se trouvent donc pratiquement que dans le Jura bernois, et réaliser l'exigence formulée par les auteurs de la motion aurait pour conséquence de devoir y multiplier considérablement le nombre de places d'apprentissage. Mais avec une augmentation forcée du nombre de places d'apprentissage dans le Jura bernois, il serait impossible à court et à moyen termes de garantir la qualité et le sérieux de ces formations. Le rapport entre le nombre d'apprentis et le nombre de professionnels qualifiés serait en effet déséquilibré. Les ordonnances sur la formation professionnelle initiale et les plans de formation prescrivent les contenus de la formation. Chaque entreprise doit d'une part proposer des activités pratiques concrètes correspondant aux objectifs de performance. Dans le Jura bernois, les unités administratives de petite taille ne sont souvent pas en mesure de mettre en œuvre tous les objectifs évaluateurs. C'est d'ailleurs pour cette raison que, comme le mentionnent les auteurs de la motion, la place d'apprentissage de La Neuveville a dû être supprimée. La qualité de la formation professionnelle est d'autre part importante. Il est exigé des entreprises qu'elles offrent aux apprentis une formation ciblée et axée sur la pratique. Les services doivent donc disposer des ressources correspondantes pour former les apprentis. Il leur faut recruter et former comme formateurs des personnes appropriées pour cette tâche nécessitant beaucoup d'investissement et de motivation. Une formation digne de ce nom est donc chronophage non seulement durant l'étape préparatoire, mais aussi pendant la période de formation elle-même. Le Conseil-exécutif tient d'ailleurs à souligner que l'administration cantonale peut compter sur des formateurs et formatrices très investis dans leur tâche, qui se consacrent avec passion à la formation de la relève. Les formateurs suivent aussi régulièrement des cours de perfectionnement et entretiennent des échanges les uns avec les autres.

Il faut par ailleurs tenir compte du fait que le nombre de jeunes parvenus au terme de la scolarité obligatoire va diminuer jusqu'en 2018 et que, si l'on en croit les prévisions[4], il ne devrait recommencer à (légèrement) augmenter qu'à partir de 2019. Les services de l'administration cantonale sont régulièrement invités à vérifier s'il ne serait pas possible de créer de nouvelles places d'apprentissage, éventuellement aussi dans de nouvelles branches professionnelles. Vu la situation démographique décrite ci-dessus, l'accroissement du nombre de places d'apprentissage n'est toutefois pas la priorité actuellement. Il est plus important pour l'administration cantonale de préserver, voire d'améliorer, la qualité de la formation qu'elle dispense pour être considérée comme une entreprise formatrice fiable et de qualité, car il s'agit là pour elle de la condition sine qua non pour pouvoir recruter suffisamment d'apprentis à l'avenir encore.

Le contrat d'apprentissage ne fixe certes qu'une langue officielle de formation dans laquelle les jeunes suivent les cours à l'école professionnelle, les cours interentreprises et passent la procédure de qualification. Mais cette consigne ne dit rien sur l'éventuel bilinguisme exercé au quotidien, ni son étendue. Le bilinguisme est présent au quotidien dans l'administration cantonale, y compris pendant la formation professionnelle initiale. A Bienne et à Berne, les

[3] Statistiques de la formation du canton de Berne: données de base 2013, section Planification de la formation et évaluation, Direction de l'instruction publique du canton de Berne, p. 24

[4] Statistiques de la formation du canton de Berne: données de base 2013, section Planification de la formation et évaluation, Direction de l'instruction publique du canton de Berne, p. 17

apprentis qui sont en contact avec des citoyennes et des citoyens ont l'occasion de pratiquer la deuxième langue officielle. Certains apprentis profitent (pendant leur apprentissage) de stages de deux à trois mois programmés dans un service de l'autre langue officielle. Mais il existe aussi à Berne des services qui prévoient une fois par semaine pour leurs apprentis une brève séquence dans l'autre langue officielle (Französischcafé). Les apprentis bénéficient par ailleurs tous d'une participation aux frais en cas de séjour linguistique et de congés payés allant jusqu'à trois semaines. Les apprentis qui ne disposent d'aucune possibilité d'utiliser l'autre langue officielle dans l'entreprise peuvent effectuer un échange linguistique dans le cadre du projet de l'Association Région capitale suisse. Ces échanges sont organisés et partiellement financés par le Forum du bilinguisme de Bienne via l'Office du personnel. Il est donc infondé de dire qu'aucune incitation n'existe pour former des apprentis bilingues ou favoriser clairement des échanges linguistiques parmi les jeunes.

Soulignons pour finir que sans cesse des places de formation disparaissent ou de nouvelles sont créées. Ainsi, par exemple, trois nouvelles places d'apprentissage ont-elles été créées pour l'été 2015 à Bienne pour des personnes de langue maternelle française. Indépendamment des efforts accomplis par l'administration cantonale (en sa qualité d'entreprise d'apprentissage), la Direction de l'instruction publique a mis sur pied un groupe de travail dans l'objectif de renforcer le marché des places d'apprentissage dans la région de Bienne, notamment pour les apprentis de langue française. Dans ce groupe de travail, le canton de Berne a défini une proposition de marche à suivre avec la section francophone de l'Office de l'enseignement secondaire du 2^{e} degré et de la formation professionnelle (OSP), le Forum du bilinguisme, la Chambre économique Bienne-Seeland, les écoles professionnelles de la ville de Bienne, l'orientation professionnelle, le Conseil du Jura bernois (CJB), le Conseil des affaires francophones du district bilingue de Bienne (CAF) et la ville de Bienne.

Le Conseil-exécutif va continuer à l'avenir à inciter l'administration à vérifier en permanence l'offre de places d'apprentissage et à chercher des possibilités pour en créer de nouvelles. Il considère toutefois qu'il n'est à l'heure actuelle pas nécessaire de prendre des mesures supplémentaires et recommande donc le rejet de la motion.

Destinataire

- Grand Conseil

Stratégie énergétique 2006 du canton de Berne

Rapport à l'intention du Grand Conseil sur la mise en œuvre de la stratégie et les effets des mesures 2011 – 2014 ainsi que sur les nouvelles mesures 2015 – 2018

Office de la coordination environnementale et de l'énergie (OCEE)

CONVERT_b970cd22b9f34506b8fc227371689b88

Impressum

Stratégie énergétique 2006 du canton de Berne
Rapport à l'intention du Grand Conseil sur la mise en œuvre de la stratégie et les effets des mesures 2011 – 2014 ainsi que sur les nouvelles mesures 2015 – 2018, adopté par le Conseil-exécutif le 26 août 2015

Ce rapport est téléchargeable à l'adresse www.energie.be.ch/fr
en cliquant sur le lien Stratégie énergétique du canton de Berne.

Auteurs
Ulrich Nyffenegger, chef d'office, OCEE
Karin Scheidegger, responsable du Service Energie, OCEE

Photo de couverture
Thomas Boss, Sigriswil

Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie du canton de Berne
Office de la coordination environnementale et de l'énergie (OCEE)
Reiterstrasse 11, 3011 Berne
Tél. + 41 31 633 36 61

Sommaire

1 La stratégie énergétique cantonale 2006 1
1.1 Principes, objectifs et stratégies 1
1.2 Etablissement d'un rapport 2
2 Evolution du contexte 3
2.1 Niveau global 3
2.2 Niveau européen 3
2.3 Niveau national 4
2.4 Niveau cantonal 4
3 Aperçu du degré de mise en œuvre des stratégies sectorielles 2014 6
3.1 Objectifs sectoriels 6
3.2 Evaluation générale du degré de mise en œuvre 2014 6
4 Effets des mesures 2011 – 2014 sur les différentes stratégies sectorielles et objectifs sectoriels qui en résultent pour 2018 8
4.1 Critères d'évaluation 8
4.2 Stratégie pour la production de chaleur 9
4.3 Stratégie pour la production de carburant 10
4.4 Stratégie pour la production d'électricité 11
4.5 Stratégie pour l'utilisation de l'énergie 13
4.6 Développement territorial 15
4.7 Sécurité de l'approvisionnement 16
4.8 Stratégie de propriétaire du canton de Berne 16
5 Conclusions et besoins d'intervenir 17
5.1 Tableau synoptique de la réalisation des mesures 2011 – 2014 17
5.2 Evaluation globale des objectifs en matière de chauffage et d'électricité 18
5.3 Réduction des émissions de CO_2 et des coûts de l'énergie 18
5.4 Mesures poursuivies sans modifications 18
5.5 Mesures poursuivies avec modifications 18
5.6 Nouvelles mesures pour mettre en œuvre le MoPEC 2014 18
5.7 Nouvelles mesures 19
5.8 Objectifs sectoriels atteints 19
6 Modifications de la stratégie énergétique 19
6.1 Adaptation de la stratégie sectorielle pour la production de carburant 19
6.2 Adaptation de la stratégie sectorielle pour la production d'électricité 20
6.3 Objectifs sectoriels à atteindre d'ici à 2035 20
7 Planification des mesures pour la période de mise en œuvre 2015 – 2018 21
7.1 Mesures existantes poursuivies sans modifications 21
7.2 Mesures existantes poursuivies avec modification 21
7.3 Nouvelles mesures pour mettre en œuvre le MoPEC 2014 22
7.4 Nouvelles mesures 23
7.5 Tableau synoptique Planification des mesures 2015 – 2018 25

1 La stratégie énergétique cantonale 2006

1.1 Principes, objectifs et stratégies

La stratégie définit les objectifs de la politique énergétique du canton de Berne. A moyen terme, c'est-à-dire d'ici à 2035, l'objectif est de parvenir à une société à 4000 watts et, à plus long terme, à une société à 2000 watts. Sept principes guident le Conseil-exécutif dans la mise en œuvre de la stratégie énergétique.

Principes

1. Un approvisionnement suffisant en énergie est une nécessité absolue.
2. Le canton contribue à la protection du climat conformément à la politique de la Confédération avec les autres cantons.
3. On contribue à éviter les surprises en anticipant les augmentations de prix des vecteurs d'énergie fossile dues au marché.
4. Le principe du développement durable permet de peser judicieusement les intérêts en tenant compte de tous les principaux enjeux.
5. Le Conseil-exécutif fait un usage réfléchi de sa marge de manœuvre.
6. La stratégie énergétique du canton de Berne lui permet d'utiliser les forces de l'économie de marché.
7. La stratégie énergétique constitue avec les autres stratégies importantes du canton un système cohérent.

Le Conseil-exécutif a défini huit **objectifs stratégiques** à partir des principes définis dans cette stratégie pour parvenir à une société à 4000 watts d'ici à 2035.

Objectifs stratégiques

1. L'approvisionnement énergétique dans le canton de Berne est sûr et son prix est avantageux pour la population et l'économie.
2. Dans le canton de Berne, la priorité va à l'utilisation de vecteurs énergétiques domestiques.
3. Dans le canton de Berne, les ressources renouvelables couvrent une partie essentielle du besoin énergétique.
4. Dans le canton de Berne, l'aménagement du territoire tient compte des objectifs en matière d'énergie.
5. Dans le canton de Berne, les nouvelles installations de fourniture et d'utilisation de l'énergie répondent aux exigences du développement durable.
6. Dans le canton de Berne, la population sait comment utiliser rationnellement l'énergie.
7. Dans le canton de Berne, l'énergie est utilisée rationnellement dans les bâtiments.
8. Le canton de Berne soutient la politique énergétique de la Confédération.

Le Conseil-exécutif a défini sept **objectifs sectoriels** quantifiables pour la mise en œuvre de sa stratégie qui doivent être atteints d'ici à 2035.

Objectifs sectoriels

Production de chaleur	renouvelable à 70% (2006 10 %)
Production de carburant	issue de la biomasse à 5% (2006 <1 %)
Production d'électricité	renouvelable à 80% (2006 env. 60 %), sans recours à l'atome, accroissement de l'efficacité
Utilisation de l'énergie	diminution de 20% du besoin en chaleur, efficacité énergétique accrue dans l'industrie, le commerce et l'artisanat
Développement territorial	plan directeur d'approvisionnement cantonal, plans directeurs de l'énergie pour les communes
Sécurité de l'approvisionnement:	approvisionnement de l'ensemble du territoire, interruptions minimes
Stratégie de propriétaire:	concernant d'éventuelles participations à des producteurs d'énergie

1.2 Etablissement d'un rapport

Les objectifs de la stratégie énergétique se réfèrent à l'horizon 2035. Ils seront atteints si, à chaque législature, les démarches nécessaires sont entreprises et les jalons posés. C'est pourquoi le Conseil-exécutif établit un plan de mesures concrètes à chaque législature (art. 8 de la loi cantonale du 15 mai 2011 sur l'énergie [LCEn ; RSB 741.1]). Ces dernières tiennent compte de l'état actuel de la technique ainsi que du contexte politique.

Au terme de chaque législature, le Conseil-exécutif présente au Grand Conseil un rapport sur l'avancement de la mise en œuvre de la stratégie énergétique et indique les besoins d'intervention. Si nécessaire, il procède à des adaptations des objectifs sectoriels de la stratégie énergétique (art. 7 LCEn).

Le présent rapport montre comment les mesures 2011 – 2014 arrêtées par le Conseil-exécutif le 8 décembre 2010 (ACE n° 1757/2010) ont été appliquées, et quels progrès ont été réalisés pour atteindre les objectifs définis dans la stratégie énergétique.

Par ailleurs, ce rapport présente également les nouvelles mesures à prendre ainsi qu'une actualisation des objectifs stratégiques et contient le plan de mesures pour la prochaine législature 2015 – 2018.

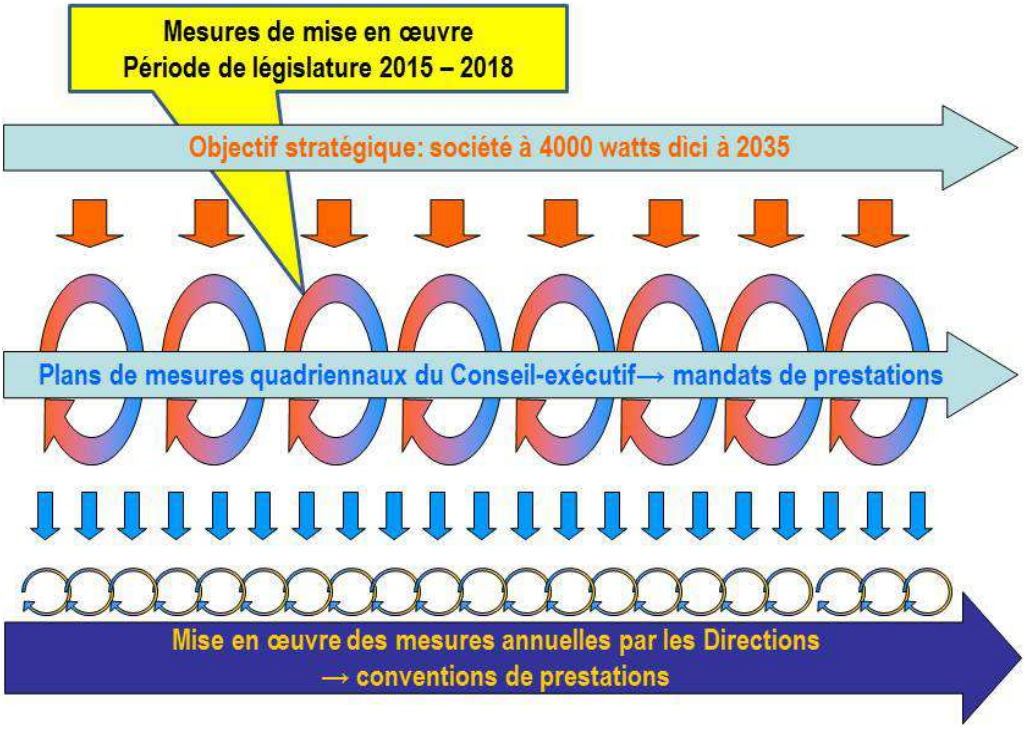


Fig. 1: Processus de mise en œuvre de la stratégie énergétique 2006

2 Evolution du contexte

Le grave accident survenu à la centrale nucléaire de Fukushima en mars 2011 a été à l'origine d'importantes modifications de la politique énergétique suisse durant la législature 2011 – 2015. Sur le plan international également, les conditions générales en ont été fortement influencées dans plusieurs domaines.

2.1 Niveau global

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a établi que le changement climatique était « très vraisemblablement » causé par l'homme. La combustion d'énergies fossiles en particulier y contribue de manière déterminante, cependant l'utilisation de celles-ci ne cesse d'augmenter. Aux Etats-Unis, la technique de la fracturation hydraulique pour extraire du pétrole et du gaz naturel non conventionnel (gaz de schiste) est en plein essor. Les Etats-Unis sont ainsi passés d'une situation d'importateur de pétrole à une situation d'exportateur de charbon (dont ils n'ont désormais plus besoin). Ce qui a provoqué une chute du prix du charbon en Europe, et, partant, une augmentation de la production d'électricité dans les centrales à charbon.

La Chine est le premier investisseur au monde dans les énergies renouvelables tout en restant le premier constructeur de centrales nucléaires et de centrales fonctionnant aux énergies fossiles.

2.2 Niveau européen

La catastrophe nucléaire de Fukushima et la contamination à grande échelle du sol et de l'océan ont entraîné une forte baisse de l'acceptation dont bénéficiaient les centrales nucléaires en Europe. L'Allemagne a décidé de sortir rapidement du nucléaire, et à court terme, huit centrales se sont vu retirer leur autorisation d'exploiter. D'ici à 2022, toutes les centrales nucléaires d'Allemagne doivent être mises à l'arrêt.

Le développement des énergies renouvelables est encouragé dans toute l'Europe. En 2014, la production supplémentaire d'électricité à partir des énergies solaire et éolienne s'est élevée à près de 20 gigawatts (environ 7 GW pour le solaire, et 12 GW pour l'énergie éolienne).

L'industrie du charbon est cependant maintenue, car elle offre suffisamment de réserves de capacités, avec les centrales à gaz, lorsque le vent et le soleil font défaut. Globalement, il en résulte une surproduction d'électricité qui fait baisser le niveau des prix à la Bourse de l'électricité européenne, nuisant ainsi à la compétitivité des énergies solaire et éolienne, qui doivent par conséquent être davantage subventionnées. Entretemps, les prix bas de l'électricité compromettent la rentabilité des grandes centrales hydroélectriques suisses.

La transition vers une production d'électricité à partir d'énergies renouvelables avance bien. Mais les capacités des réseaux européens posent problème car les lignes sont insuffisantes pour transporter l'électricité que l'on surproduit au nord vers le sud, où les grandes centrales nucléaires vont être mises à l'arrêt. De nouveaux systèmes de stockage apporteront à l'avenir une contribution importante à la régulation du réseau. Avec ses lacs d'accumulation, la Suisse bénéficie dans ce domaine d'un potentiel non négligeable, qui pourra même être développé grâce aux nouveaux projets (p. ex. de KWO dans la région de Trift).

2.3 Niveau national

La catastrophe nucléaire de Fukushima a fortement marqué la politique énergétique suisse au cours de la dernière législature. En mai 2011, le Conseil fédéral a décidé de sortir progressivement du nucléaire. Le Parlement fédéral lui a emboîté le pas en juin 2011. Par la suite, la Confédération a élaboré la Stratégie énergétique 2050, qui contient des objectifs similaires à ceux de la stratégie énergétique du canton de Berne. Le processus politique pour adopter les mesures nécessaires et les modifications légales est actuellement en cours.

Parallèlement, la Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie a publié une nouvelle stratégie et déterminé des lignes directrices pour la politique énergétique des cantons. Celles-ci visent principalement à assurer la sécurité d'approvisionnement sur le long terme. Il convient pour cela d'augmenter massivement l'efficacité énergétique, et d'exploiter au mieux les potentiels régionaux et locaux en matière d'énergies renouvelables.

Le Modèle de prescriptions énergétiques des cantons (MoPEC) a été remanié à la fin 2014. Dans le domaine des nouvelles constructions, il introduit la notion de « bâtiment dont la consommation d'énergie est quasi nulle», qui correspond à un standard entre les exigences actuelles des labels Minergie® et Minergie-P®. Pour les anciens bâtiments, il est prévu de diminuer progressivement les émissions de CO_2.

La Stratégie énergétique 2050 comprend un système incitatif en matière climatique et énergétique, qui doit permettre d'atteindre les objectifs à de faibles coûts économiques. Des taxes sur les combustibles, les carburants et l'électricité sont actuellement examinées. Cela correspond à un changement de paradigme, c'est-à-dire au passage d'un système basé sur différents instruments d'encouragement (Programme Bâtiments, RPC) à un système global sans incidence sur le budget, qui permet de prendre davantage en compte les coûts externes de la consommation d'énergie.

2.4 Niveau cantonal

Le canton de Berne avait déjà pris le chemin de la transition énergétique avant la catastrophe de Fukushima, et sa politique énergétique en a donc moins été influencée que celle de la Confédération. La nouvelle loi sur l'énergie a été adoptée à une forte majorité lors de la votation populaire de mai 2011, et est en vigueur depuis 2012.

En mars 2013, l'initiative « Berne renouvelable » qui demandait que l'approvisionnement en énergie soit en principe assuré par des sources d'énergie renouvelables d'ici à 2050 a été rejetée en votation populaire. Le contre-projet, qui fixait en résumé une limite de 30 ans pour atteindre le même objectif, n'a été refusé qu'à 51,6 pour cent des voix.

La décision de BKW, en octobre 2013, de mettre à l'arrêt la centrale nucléaire de Mühleberg en 2019 a constitué une étape importante dans la mise en œuvre de la stratégie énergétique cantonale. La procédure de mise à l'arrêt relève de la compétence exclusive de la Confédération.

La mise en place de conditions générales claires et la simplification des procédures d'octroi de permis dans le domaine des énergies renouvelables constituent d'autres mesures de mise en œuvre importantes. La mesure C_21 Promouvoir les installations de production d'énergie éolienne du plan directeur cantonal, la Stratégie d'utilisation de l'eau et les directives Installations de production d'énergies renouvelables non soumises au régime du permis de construire sont des exemples qui vont dans ce sens.

Le programme cantonal d'encouragement pour l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables n'a pas connu de modifications au cours des dernières années. Les subventions versées par le canton se montent à environ 20 millions de francs par an, et un montant du même ordre de grandeur est à disposition d'ici à la fin 2016.

La Haute école spécialisée bernoise (BFH) fait partie du centre de compétences Swiss Competence Centres in Energy Research (SCCER) et apporte ainsi une contribution importante à la recherche dans les domaines des technologies efficaces, de la mobilité et du stockage de l'énergie.

De manière générale, la mise en œuvre de la politique énergétique cantonale dépend fortement de l'évolution et de la mise en œuvre de la Stratégie énergétique 2050 de la Confédération.

3 Aperçu du degré de mise en œuvre des stratégies sectorielles 2014

3.1 Objectifs sectoriels

Le tableau ci-dessous indique, à l'aide de symboles, dans quelle mesure les **objectifs sectoriels intermédiaires** de la stratégie énergétique 2035 ont été **effectivement atteints** durant la deuxième législature, c'est-à-dire **jusqu'en 2014.**

La **tendance** indique l'évolution attendue pour la prochaine législature en fonction du développement constaté et des mesures prévues.

Degré de réalisation des objectifs

+ L'objectif intermédiaire a été dépassé

≈ L'objectif intermédiaire a été plus ou moins atteint (+/- 10 % d'écart env.)

– L'objectif intermédiaire n'a pas été atteint.

Tendance

↗ Effet marqué, le prochain objectif intermédiaire pourra être dépassé

→ Effet suffisant, le prochain objectif intermédiaire est atteignable

↘ Effet insuffisant, le prochain objectif intermédiaire ne pourra être atteint que moyennant une correction de la mesure en question

Stratégies sectorielles	Objectif intermédiaire 2014	Résultat effectif	Tendance prévue
Production de chaleur Chaleur issue d'énergies renouvelables	plus 6 %, soit au total 20 %	≈ plus 6 %, soit au total 20 %	→
Production de carburant[1] Carburant issu de la biomasse	plus 0,5 %, soit au total env. 0,7 %	– plus 0,3 %, soit au total env. 0,4 %	→
Production d'électricité Electricité issue d'énergies renouvelables	plus 2,0 %, soit au total 65 %	≈ plus 2,4 % soit au total 65 %	→
Utilisation de l'énergie Besoin en chaleur des bâtiments	Réduction de 3 %, niveau ramené à 96 % de celui de 2006	– Hausse de 2 %, soit 101 % du niveau de 2006	↘
Développement territorial Plans directeurs communaux	22 nouvelles communes dotées d'un plan directeur, soit 25 au total	≈ 19 nouvelles communes, soit 22 au total	↗
Sécurité de l'approvisionnement[2]	**Ancrée dans la loi**	≈ Atteint	-
Stratégie de propriétaire du canton de Berne[3]	**Définie pour BKW**	≈ Atteint	-

3.2 Evaluation générale du degré de mise en œuvre 2014

De manière générale, la mise en œuvre de la Stratégie énergétique suit son cours. Deux objectifs stratégiques ont pu être réalisés. Dans trois domaines, les objectifs intermédiaires ont été atteints. C'est uniquement dans le domaine de l'utilisation de l'énergie que les mesures prévues n'ont pas permis d'atteindre les objectifs visés. Le taux d'assainissement des bâtiments se situe toujours un peu en dessous d'un pour cent, alors que deux à trois pour cent seraient nécessaires. Quant aux nouveaux bâtiments, leur besoin en chauffage dépasse les économies de chaleur réalisées grâce aux assainissements opérés. Ceci a également une influence négative sur les besoins en électricité, et, par là-même, sur la part des énergies renouvelables.

---

[1] Cet objectif stratégique a été modifié et s'intitule désormais « Efficacité dans le domaine de la mobilité » (voir point 6.1).
[2] Cet objectif stratégique est ancré dans la loi et est donc considéré comme réalisé.
[3] Cet objectif stratégique n'est pas poursuivi (voir explication point 4.8).

Compte tenu de l'évolution de la technique dans le domaine des carburants, une adaptation de l'objectif, lequel doit viser l'efficacité de la mobilité, s'impose.

4 Effets des mesures 2011 – 2014 sur les différentes stratégies sectorielles et objectifs sectoriels qui en résultent pour 2018

4.1 Critères d'évaluation

Les chapitres qui suivent indiquent les effets obtenus à l'aide des mesures 2011 – 2014 et les mettent en rapport avec les objectifs intermédiaires des différentes stratégies sectorielles. Ils fixent d'autre part les objectifs à atteindre au moyen de nouvelles mesures d'ici à 2018.

Les valeurs initiales et les valeurs intermédiaires ont été établies à partir des données actuellement disponibles du recensement de la population de 2000 et d'autres statistiques. Ces chiffres sont encore parfois incomplets, ou d'une précision qui laisse à désirer, et ils ont été complétés par des estimations lorsque cela était nécessaire. On peut considérer que les valeurs indiquées présentent une marge d'erreur d'au maximum 10 pour cent.

Plusieurs nouvelles mesures ont été mises en œuvre seulement vers la fin de la législature, ou n'ont pas encore pu vraiment déployer leurs effets. C'est le cas notamment de la nouvelle loi cantonale sur l'énergie. Il importe donc d'indiquer, dans une autre perspective, si les mesures mises en œuvre ou prévues induiront ou non une évolution suffisamment positive. Ces tendances futures sont représentées comme suit:

↗ Effet marqué : le prochain objectif intermédiaire pourrait être dépassé.

→ Effet suffisant pour atteindre le prochain objectif intermédiaire.

↘ Effet insuffisant : le prochain objectif intermédiaire ne pourra pas être atteint sans mesures supplémentaires.

Graphiques

Dans les graphiques, le point jaune illustre **l'objectif fixé pour 2014** selon la stratégie énergétique 2006.

La valeur effective est représentée en **vert** si l'objectif intermédiaire a été nettement dépassé, en **bleu** s'il a été pratiquement atteint et en **rouge** s'il ne l'a pas été.

Le niveau atteint et la tendance prévue ont servi à fixer les nouveaux objectifs pour 2018. Ces derniers sont représentés par un point orange.

4.2 Stratégie pour la production de chaleur

Objectif de substitution

Le chauffage des locaux dans les bâtiments d'habitation et de services est produit pour plus de 70 pour cent à partir de sources d'énergie renouvelables d'ici à 2035 (environ 10 % en 2006).

Objectif intermédiaire jusqu'en 2014 :

plus 6 % de chaleur produite à partir d'énergies renouvelables

soit 20 % au total jusqu'en 2014

Rétrospective

La nouvelle loi cantonale sur l'énergie, qui est entrée en vigueur en 2012, produit l'effet attendu au niveau des nouvelles constructions et des assainissements. Les nouvelles constructions sont quasiment chauffées intégralement (100 %) au moyen d'énergies renouvelables.

En ce qui concerne les bâtiments existants, le programme d'encouragement cantonal a permis d'atteindre les objectifs en matière de chaleur renouvelable. Les plans directeurs de l'énergie communaux et les réseaux de chaleur y ont aussi contribué. Le recours possible, de la part des communes, à des prescriptions plus exigeantes en matière d'utilisation de l'énergie, ainsi qu'à des bonus d'affectation, a pour l'instant produit peu d'effets. Globalement, les effets sur la seconde période de réalisation de la stratégie énergétique ont été suffisants.

≈

Effectivement atteint :
plus 6 % de chaleur produite à partir d'énergies renouvelables

soit 20 % au total

Tendance 2018

➔

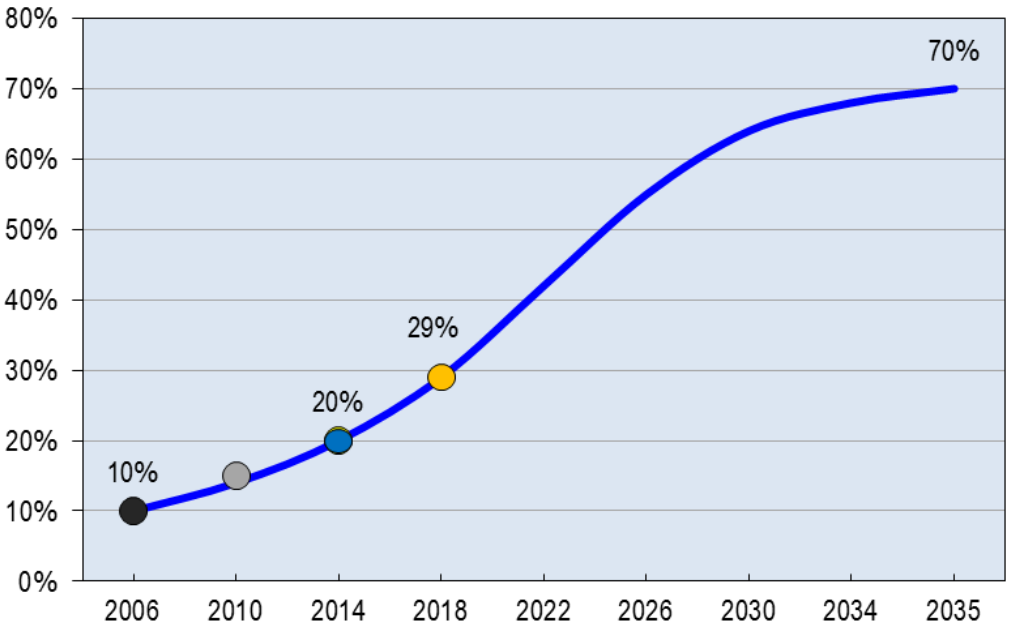


Fig. 2 : Chauffage des bâtiments à partir de sources d'énergie renouvelables

Objectif sectoriel jusqu'en 2018 :

plus 9 % de chaleur produite à partir d'énergies renouvelables

soit 29 % au total

Mesures 2015 à 2018

M07-3
M07-8
M07-9
M11-20
M15-1
M15-3 M15-9
M15-4 M15-10
M15-5 M15-11
M15-8 M15-12

Perspectives

Avec la prise en compte des prescriptions énergétiques des cantons (MoPEC 2014) dans la législation cantonale, l'augmentation de la part de chaleur renouvelable dans les nouveaux bâtiments se poursuivra. En cas de remplacement de chaudières au mazout ou au gaz dans les habitations, il convient désormais de se procurer une partie de la chaleur à partir de sources renouvelables et d'améliorer l'enveloppe des bâtiments. Ainsi, la part de chaleur produite à partir d'énergies renouvelables augmentera tandis que les besoins en chaleur diminueront. La réalisation des objectifs dépendra pour beaucoup du taux de remplacement des systèmes de chauffage fonctionnant avec des énergies non renouvelables. Pour accroître ce taux, de nouvelles incitations sont nécessaires.

4.3 Stratégie pour la production de carburant

Objectif de substitution

En 2035, cinq pour cent du carburant requis dans le canton de Berne sont produits à partir de la biomasse (moins de 1 % en 2006).

Objectif intermédiaire jusqu'en 2014 :

plus 0,5 % de carburant produit à partir de la biomasse

soit 0,7 % au total jusqu'en 2014

Rétrospective

L'économie gazière suisse soutient maintenant la production de biogaz ainsi que son injection dans le réseau de gaz naturel par le biais d'un programme d'encouragement spécifique. Le biogaz injecté dans le réseau constitue aujourd'hui 20 pour cent du gaz utilisé en Suisse comme carburant. Représentant moins de 0,1 pour cent de l'énergie consommée pour le trafic routier, la contribution à la mobilité des deux agents énergétiques que sont le gaz et le biogaz est cependant encore très faible.

En 2012, la part de carburants biogènes (bioéthanol et biodiesel) s'élevait en Suisse à 0,25 pour cent (selon BioFuels Schweiz). Grâce à l'utilisation ciblée du biogaz par Bernmobil, cette part est légèrement plus élevée dans le canton de Berne.

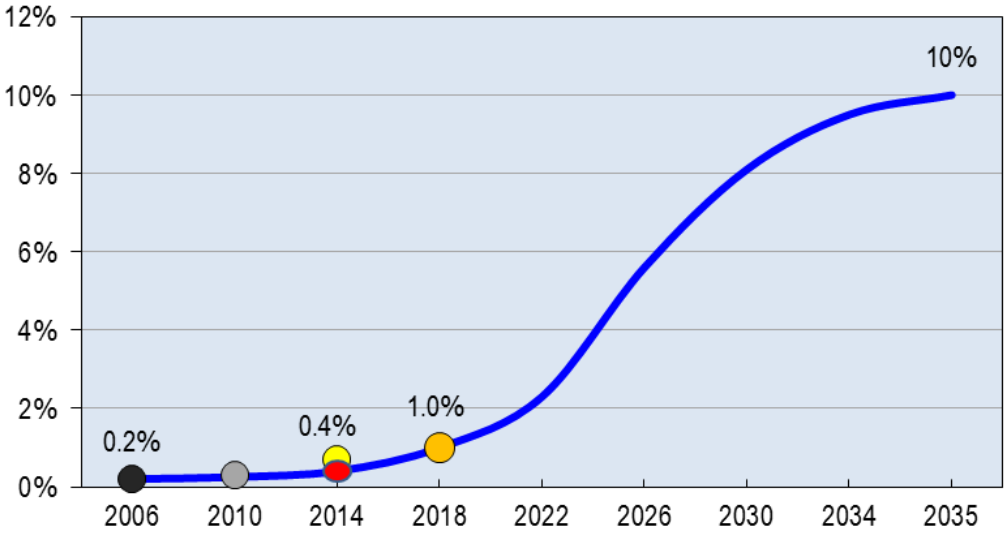


Fig. 3 : Carburants produits à partir de la biomasse

Effectivement atteint :
plus 0,3 % de carburant produit à partir de la biomasse

soit 0,4 % au total

Tendance 2018

Perspectives

Pour augmenter l'efficacité énergétique dans le domaine de la mobilité, il est également possible d'avoir recours à des véhicules électriques ou hybrides, ou propulsés à l'hydrogène. Les techniques et l'offre correspondantes ont été fortement améliorées ces quatre dernières années. Les infrastructures de chargement sont cependant encore insuffisantes.

Objectif sectoriel jusqu'en 2018 :

plus 0,6 % de véhicules à propulsion alternative

soit 1,0 % au total

L'objectif de la stratégie pour la production de carburant doit être adapté en conséquence: Le nouvel objectif vise l'efficacité dans le domaine de la mobilité. Ceci signifie que le carburant peut être produit à partir de biogaz ou de biodiesel, d'électricité renouvelable ou d'hydrogène. Compte tenu de l'évolution fulgurante des systèmes de propulsion alternatifs, il faut s'attendre à une forte augmentation des nouveaux véhicules de ce type au cours des prochaines années. Les effets sur l'ensemble du parc de véhicules ne seront cependant sensibles qu'une ou deux législatures plus tard.

Mesures 2015 à 2018

M07-3
M15-13

L'objectif sectoriel se mesure par rapport à la part de véhicules à propulsion alternative.

4.4 Stratégie pour la production d'électricité

Objectif intermédiaire jusqu'en 2014 :

plus 2 % d'électricité provenant d'énergies renouvelables

soit 65 % au total jusqu'en 2014

Objectif de substitution

Quatre-vingts pour cent au moins de l'électricité requise en 2035 dans le canton de Berne provient de sources renouvelables, force hydraulique comprise (environ 60 % provenait de la force hydraulique et 1,5 % des déchets et de nouvelles énergies renouvelables en 2006).
A moyen terme, l'électricité produite dans le canton de Berne ne devrait pas provenir de l'énergie nucléaire.

Objectif d'efficacité

Dans toutes les nouvelles installations de production d'électricité, les techniques les plus efficaces doivent être employées. Le canton n'accorde de concessions dans le domaine de la force hydraulique que si la quantité d'eau à disposition est utilisée de manière optimale.

≈

Effectivement atteint :
plus 2,4 % d'électricité provenant d'énergies renouvelables

soit 65 % au total

Rétrospective

La construction de nouvelles installations de production d'électricité à partir d'énergies renouvelables est souvent retardée par des intérêts contraires en matière d'utilisation et de protection, ou rendue impossible à cause du trop faible rendement de la production. La Stratégie de l'eau adoptée par le canton prévoit d'accroître la production annuelle de la force hydraulique d'au moins 300 GWh par rapport à aujourd'hui. Quant aux installations éoliennes, les exigences relevant de l'aménagement du territoire font obstacle à une augmentation rapide des capacités. En ce qui concerne l'énergie solaire, l'amélioration des conditions générales s'est poursuivie.

Tendance 2018

➔

Objectif sectoriel jusqu'en 2018 :

plus 3 % d'électricité provenant d'énergies renouvelables

soit 68 % au total

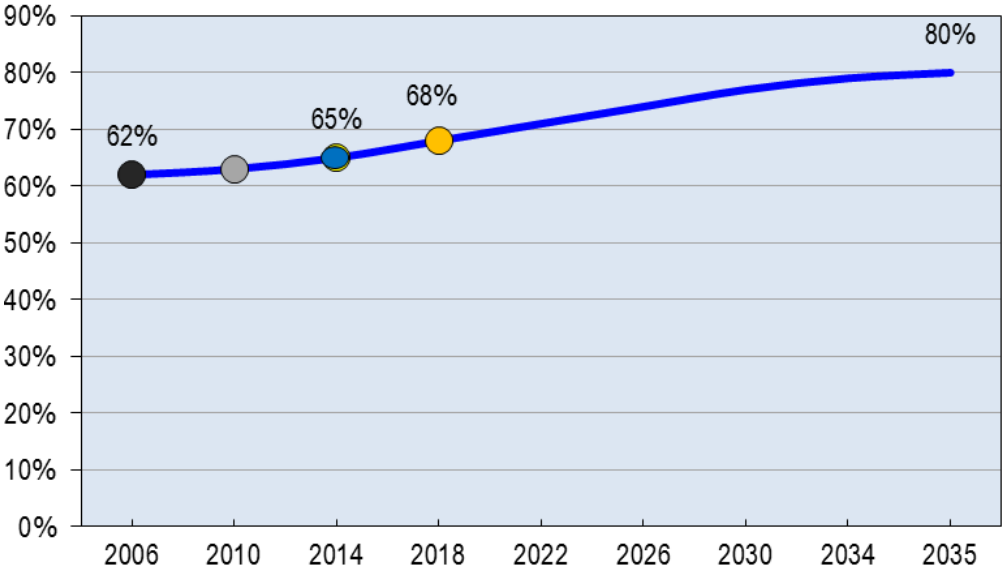


Fig. 4 : Electricité provenant de sources d'énergie renouvelables

Mesures 2015 à 2018

M07-03
M07-15
M07-19
M15-1 M15-9
M15-2 M15-10
M15-5 M15-11
M15-6 M15-14
M15-7 M15-15
M15-8 M15-16

Perspectives

La réduction prévue des listes d'attente pour les projets RPC – en particulier pour les installations photovoltaïques – devra conduire à une augmentation de la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables. Un remaniement du plan directeur cantonal éolien permettra de poursuivre l'amélioration des conditions générales. Le MoPEC 2014 contient de nombreuses nouvelles mesures pour améliorer l'efficacité en matière d'électricité. Les nouveaux bâtiments doivent produire eux-mêmes une partie

de l'électricité qu'ils consomment. Pour les constructions existantes et les entreprises, les systèmes de domotique et les optimisations de l'exploitation permettent d'importantes économies. Ces économies au niveau de la consommation d'électricité ont pour effet d'augmenter la part d'électricité provenant d'énergies renouvelables. Pour atteindre les objectifs, il est ainsi nécessaire d'adopter des mesures supplémentaires afin d'augmenter l'efficacité énergétique dans le domaine de la mobilité et de l'industrie.

4.5 Stratégie pour l'utilisation de l'énergie

Objectif intermédiaire jusqu'en 2014 :

Réduction de 3 % des besoins en chaleur de l'ensemble des bâtiments

niveau ramené à 96 % de celui de 2006

Objectif d'efficacité

Les besoins en chaleur de l'ensemble des bâtiments du canton sont réduits de 20 pour cent d'ici à 2035. Dans son champ d'influence, le canton de Berne privilégie les appareils et installations économiques et caractérisés par leur efficacité énergétique.
L'efficacité énergétique dans l'industrie, le commerce et l'artisanat est optimisée en permanence selon des critères économiques.

Rétrospective

Le taux d'assainissement est encore trop faible. Les besoins en chaleur sont en hausse étant donné la forte augmentation du nombre de nouveaux bâtiments : le faible taux d'assainissement des bâtiments existants ne permet pas de faire des économies de chaleur suffisantes pour compenser les besoins des nouvelles constructions. Au début de sa mise sur pied, le Programme Bâtiments de la Confédération et des cantons a provoqué une augmentation du taux d'assainissement. En 2013, les subventions du Programme Bâtiments ont cependant été réduites faute de moyens, et dans le même temps, les conditions d'octroi de subventions ont été durcies. Depuis, les demandes de subventions sont en repli.

–

Effectivement atteint :
Augmentation de 2 % des besoins en chaleur de l'ensemble des bâtiments

soit 101 % au total

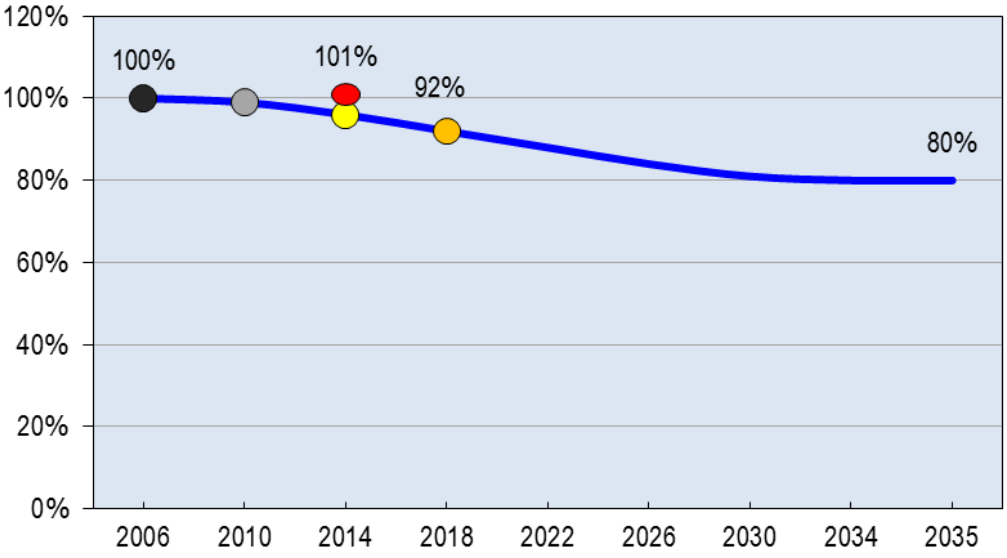


Fig. 5 : Besoins en chaleur de l'ensemble du parc immobilier

Tendance 2018

↘

Objectif sectoriel jusqu'en 2018 :

Réduction de 9 % des besoins en chaleur de l'ensemble des bâtiments

niveau ramené à 92 % de celui de 2006

Perspectives

Le modèle de prescriptions énergétiques des cantons (MoPEC) a été actualisé en 2014, et comporte désormais des exigences plus sévères pour les nouveaux bâtiments et les assainissements. Les prescriptions doivent être intégrées dans la législation cantonale. Etant donné qu'aucune obligation d'assainir n'est prévue pour les bâtiments à forte consommation énergétique, il n'est pas possible de prévoir les répercussions effectives de ce durcissement des exigences. Une campagne d'information et de formation continue menée de manière systématique à l'échelle du canton doit permettre de motiver les propriétaires à assainir leur bâtiment.

Pour que les objectifs de la stratégie énergétique puissent être atteints, il est urgent que le taux d'assainissement augmente rapidement. Le débat actuel sur le passage d'un système d'encouragement à un système d'incitation est à cet égard important et porteur. Le système actuel reposant sur des

Mesures 2015 à 2018

M07-8
M07-24
M15-1
M15-5 M15-9
M15-6 M15-10
M15-7 M15-11
M15-8 M15-12

prescriptions et des subventions se heurte à des limites car il est complexe à appliquer. Les incitations par les prix seront plus décisives pour influencer les comportements de consommation et d'investissement, et augmenter ainsi le taux d'assainissement.

4.6 Développement territorial

Objectif intermédiaire jusqu'en 2014 :

22 nouvelles communes dotées d'un plan directeur de l'énergie

soit 25 au total

Objectif d'efficacité

Un plan directeur de l'approvisionnement en énergie est intégré au plan directeur cantonal.
Les communes qui comptent en termes énergétiques, au nombre d'environ 60 selon le plan directeur cantonal (60 % de la population), approuvent d'ici à 2035 leur plan directeur de l'énergie, contraignant pour les autorités. Il est appliqué lors des révisions des aménagements.

Rétrospective

La nouvelle loi cantonale sur l'énergie (LCEn) oblige les communes considérées dans le plan directeur cantonal de l'énergie comme des communes qui comptent en termes énergétiques à établir un plan directeur communal de l'énergie dans un délai de 10 ans.

Depuis début 2012, différents instruments sont à disposition des communes pour les aider à établir leur plan directeur de l'énergie. Le guide, le modèle de données SIG et les données énergétiques remises par le canton leur facilitent la tâche et permettent de standardiser les travaux. Pour une commune, l'établissement d'un plan directeur de l'énergie est une tâche gratifiante mais complexe.

≈

Effectivement atteint :
19 nouvelles communes avec un PDE approuvé

soit 22 au total

Tendance 2018

↗

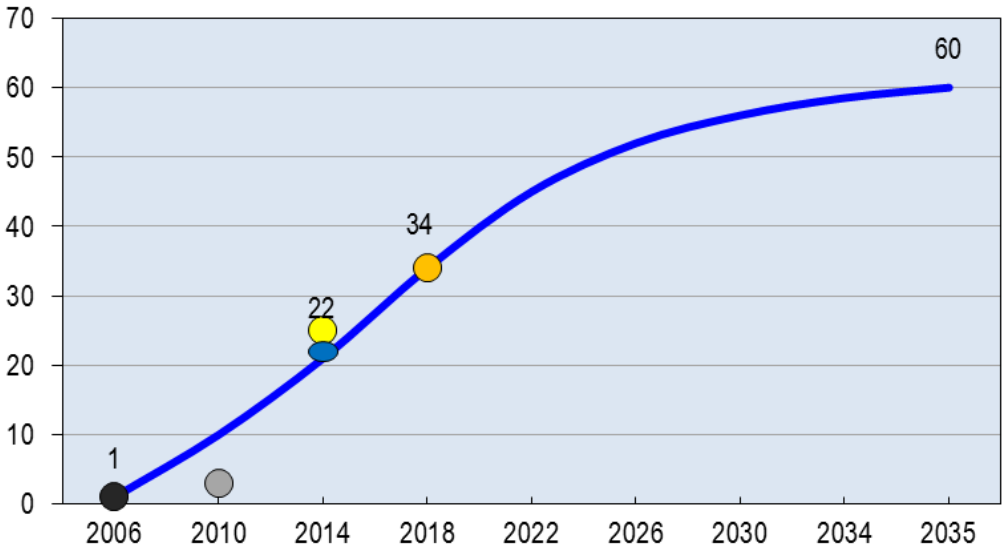


Fig. 6 : Communes dotées d'un plan directeur de l'énergie

Objectif sectoriel jusqu'en 2018 :

12 nouvelles communes dotées d'un plan directeur de l'énergie

soit 34 au total

Mesures 2015 à 2018

M07-9
M07-27
M15-5

Perspectives

La plupart des communes désignées comme importantes dans le plan directeur cantonal ont commencé à établir leur plan directeur de l'énergie. Les petites communes sont de plus en plus nombreuses à opter elles aussi pour un plan directeur de l'énergie, en s'associant pour cela avec d'autres communes. Ce regroupement permet de coordonner la production et l'utilisation de l'énergie aux niveaux spatial et organisationnel dans un plan directeur régional.

Le plan directeur communal est contraignant pour les autorités. Ses prescriptions ne sont obligatoires pour les propriétaires fonciers qu'une fois intégrées dans les plans d'affectation, d'où l'importance de ces derniers pour la mise en œuvre de la stratégie énergétique.

4.7 Sécurité de l'approvisionnement

Objectif intermédiaire jusqu'en 2014 :

Maintien de la sécurité de l'approvisionnement

Objectif qualitatif

L'économie et la population du canton de Berne disposent d'énergie de qualité en quantité suffisante, sur l'ensemble du territoire.

Rétrospective

≈

La sécurité de l'approvisionnement est ancrée dans la loi cantonale sur l'énergie

La sécurité de l'approvisionnement est ancrée dans la nouvelle loi cantonale sur l'énergie, et ce en relation avec le principe selon lequel il faut « couvrir autant que possible, à l'échelle de tout le canton, les besoins en chaleur et en électricité par des énergies renouvelables et neutres du point de vue des émissions de CO_2 ». L'application de la législation fédérale sur l'approvisionnement en électricité a également été réglée au niveau cantonal. Les zones d'approvisionnement ont été attribuées aux fournisseurs d'électricité sur l'ensemble du territoire cantonal.

Objectif atteint

Perspectives

L'objectif stratégique « sécurité de l'approvisionnement » est inscrit dans la loi et est donc considéré comme atteint.

4.8 Stratégie de propriétaire du canton de Berne

Objectif intermédiaire jusqu'en 2014 :

La stratégie de propriétaire pour BKW est définie

Objectif qualitatif

Le canton de Berne s'est doté de stratégies de propriétaire explicites portant sur ses participations dans des entreprises de production et de fourniture d'énergie.

Rétrospective

≈

Les objectifs de la stratégie d'entreprise de BKW sont en accord avec ceux de la stratégie énergétique.

Cet objectif doit garantir que les orientations stratégiques des entreprises de production et de fourniture d'énergie dans lesquelles le canton de Berne détient des participations respectent les objectifs de la stratégie énergétique cantonale. Concrètement, cet objectif concerne uniquement BKW.

BKW dispose maintenant d'une stratégie de propriétaire, qui doit être adoptée par le Conseil-exécutif à l'automne 2015. La stratégie prévoit entre autres que BKW, tout en suivant les principes de l'économie d'entreprise, soutienne la mise en œuvre de la politique énergétique cantonale au moyen d'une stratégie d'entreprise appropriée.

Le conseil d'administration de BKW a adopté la nouvelle stratégie de groupe en 2012. Celle-ci mise sur les trois domaines Energie, Réseaux et Prestations. Il a décidé, pour des motifs économiques, de mettre à l'arrêt la centrale nucléaire de Mühleberg à la fin 2019. En matière de production d'énergie, l'accent est mis sur les énergies renouvelables, et en particulier sur la force hydraulique. Dans le domaine des prestations, BKW soutient les mesures d'amélioration de l'efficacité énergétique.

Objectif atteint

Perspectives

Sur le fond, l'objectif est ainsi atteint.

5 Conclusions et besoins d'intervenir

5.1 Tableau synoptique de la réalisation des mesures 2011 – 2014

De nouveaux progrès ont pu être accomplis dans toutes les stratégies sectorielles. Nombre de mesures établies à la première et à la deuxième législature ont pu être mises en œuvre ou menées à bien. Le tableau ci-dessous donne une vue d'ensemble sur l'état de la mise en œuvre des mesures. Il indique si elles sont en partie réalisées ou achevées, si elles représentent une tâche permanente ou si elles n'ont pas encore débuté. Pour chaque mesure, une réflexion a été menée quant à la nécessité de la poursuivre et aux besoins d'intervenir.

N°	Mesure	Direction/ Office compétent	Stratégies sectorielles							Besoins d'intervenir
			Production de chaleur	Production de carburant	Production d'électricité	Utilisation de l'énergie	Développ. territorial	Sécurité de l'approvision.	Stratégie de propriétaire	
07-1	Données de base	TTE/OCEE	*	*	*	*	*			*
07-3	Service de contrôle Biomasse	TTE/OCEE								
07-6	Prescriptions en matière d'énergie dans le RCC	OACOT/comm.								
07-7	Bonus d'affectation	OACOT/comm.								
07-8	Programme d'encouragement	TTE/OCEE								
07-9	Plans directeurs communaux de l'énergie	JCE/OACOT								
07-10	Biogaz produit dans les STEP	TTE/OED								
07-11	Installations de fermentation	TTE/OED								
07-12	Installations de biogaz agricole	JCE/OACOT								
07-15	Eclairage des routes	TTE/OPC								
07-19	Centrales hydroélectriques	TTE/OED								
07-24	Modèle pour les gros consommateurs	TTE/OCEE								
07-25	Certificat énergétique des bâtiments	TTE/OCEE								
07-26	Volet Energie du plan directeur cantonal	TTE/OCEE								
07-27	Convention bernoise sur l'énergie	TTE/OCEE								
07-29	Loi sur l'approvisionnement en électricité	TTE/OCEE								
07-30	Participation à BKW	TTE/SG								
11-18	Rejets de chaleur à haute valeur énergétique	TTE/OCEE								
11-19	Sites pour l'industrie	TTE/OCEE								
11-20	Utilisation des rejets de chaleur issus des eaux usées	TTE/OED								
11-21	Carte des potentiels géothermiques	TTE/OED								
11-22	Installations de méthanisation de la biomasse	TTE/OCEE								
11-23	Augmentation de la production d'électricité à partir de la biomasse	TTE/OCEE								

Etat de la mise en œuvre: pas encore débuté; achevé; en partie réalisé; tâche permanente

Besoins d'intervenir: poursuivi avec modification; poursuivi

Tableau 1 : Vue d'ensemble de l'état d'avancement des mesures

* Données de base importantes pour l'évaluation des effets, ne contribuent pas directement à la réalisation des objectifs

5.2 Evaluation globale des objectifs en matière de chauffage et d'électricité

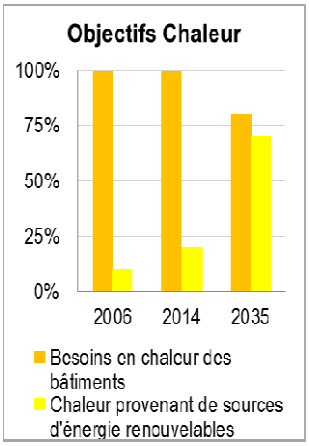


Fig. 8 : Objectifs en matière de chaleur

Du point de vue énergétique, des progrès ont été enregistrés au niveau de toutes les stratégies sectorielles. De nombreuses mesures ont pu être réalisées ou ancrées dans la loi à l'occasion de la révision de la loi cantonale sur l'énergie. Tel est le cas des objectifs stratégiques en matière d'électricité et de besoins en chaleur des bâtiments, qui figurent désormais dans la loi cantonale. Les graphiques ci-contre montrent que la part des énergies renouvelables a déjà augmenté, et ce aussi bien pour l'électricité que pour les besoins en chaleur. Ces derniers ont pu être stabilisés, mais aucune réduction n'a encore été observée. Afin que l'objectif fixé pour 2035 puisse être atteint, il est nécessaire de renforcer les mesures dans ce domaine.

5.3 Réduction des émissions de CO_2 et des coûts de l'énergie

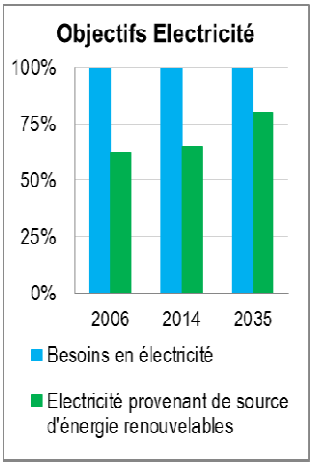


Fig. 8 : Objectifs en matière d'électricité

Les mesures mises en œuvre ont eu pour effet de réduire les émissions de CO_2 et les coûts de l'énergie. Les mesures en faveur de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables encouragées par des subventions ont permis à elles seules de diminuer les émissions de CO_2 de 205 000 tonnes au cours des quatre dernières années. Ceci correspond à une réduction des importations d'énergies fossiles d'environ 100 GWh par an. Partant d'un prix moyen d'environ 90 francs pour cent litres de mazout, ceci représente une baisse de coûts de 8,7 millions de francs par an pour l'économie du canton de Berne. La sortie de fonds liée à l'achat de mazout s'élève actuellement, pour le canton de Berne, à 500 millions de francs par an.

5.4 Mesures poursuivies sans modifications

Les mesures qui correspondent directement à un objectif stratégique sectoriel sont si possible poursuivies sans modifications jusqu'à ce que l'objectif soit atteint (plans directeurs communaux de l'énergie). De même, lorsqu'il n'est pas nécessaire de les modifier, les mesures qui ne sont pas encore achevées sont poursuivies en tant que tâches permanentes (modèle pour les gros consommateurs, éclairage des routes, centrales hydroélectriques, utilisation des rejets de chaleur issus des eaux usées ; voir point 7.1).

5.5 Mesures poursuivies avec modifications

Les mesures bénéficiant de systèmes incitatifs doivent être régulièrement adaptées aux évolutions de la législation et du marché. Elles sont ainsi poursuivies mais subissent des modifications (stratégie biomasse, programme d'encouragement, convention bernoise sur l'énergie BEakom ; voir point 7.2).

5.6 Nouvelles mesures pour mettre en œuvre le MoPEC 2014

Lors de l'assemblée plénière du 9 janvier 2015, la Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie a adopté un Modèle de prescriptions énergétiques des cantons (MoPEC) plus exigeant. Il s'agit en partie de la mise en œuvre obligatoire de nouvelles prescriptions fédérales. Il est attendu des cantons qu'ils intègrent les nouvelles prescriptions du MoPEC dans leurs législations respectives d'ici à 2018.

Le canton de Berne a déjà adopté plusieurs nouveaux modules du MoPEC lors de la révision de la loi cantonale sur l'énergie en 2011. Les modules du MoPEC 2014 qui ne sont pas encore mis en œuvre figurent dans le nouveau plan de mesures (voir point 7.3).

5.7 Nouvelles mesures

Les nouvelles mesures proposées pour 2015 – 2018 procèdent de l'état de réalisation de la stratégie énergétique à la fin de la législature 2011 – 2014 et des différents besoins d'intervenir qui demeurent. Les mesures doivent être en accord avec les principes de la stratégie énergétique et contribuer à la réalisation des objectifs sectoriels. Neuf nouvelles mesures ont été planifiées. Elles visent essentiellement à améliorer l'efficacité énergétique ainsi que les conditions générales pour l'utilisation des énergies renouvelables (voir point 7.4).

5.8 Objectifs sectoriels atteints

Deux objectifs sectoriels ont pu être réalisés au cours de la législature précédente : la sécurité de l'approvisionnement, et l'orientation stratégique des entreprises de production et de fourniture d'énergie dans lesquelles le canton de Berne détient des participations (« stratégie de propriétaire »).

Ces deux objectifs stratégiques ne seront plus pris en considération dans les plans de mesures et les rapports futurs.

6 Modifications de la stratégie énergétique

La loi cantonale sur l'énergie prévoit que le Conseil-exécutif contrôle périodiquement le contenu et la mise en œuvre de la stratégie énergétique, et qu'il procède aux adaptations nécessaires (art. 7, al. 2 LCEn).

6.1 Adaptation de la stratégie sectorielle pour la production de carburant

Ces dernières années, les avancées technologiques ont été importantes dans le domaine de la mobilité. En termes d'écologie, les carburants issus de la biomasse ont été relégués au second plan, au profit de véhicules électriques ou hybrides, ou encore propulsés à l'hydrogène. Ces systèmes de propulsion alternatifs produisent nettement moins de CO_2 que les moteurs à combustion classiques. Il convient donc d'adapter la stratégie **«Production de carburant»**, et de la renommer.

La stratégie s'intitule désormais **«Mobilité»**.

Elle prendra en considération la part des systèmes de propulsion alternatifs dont la conception vise l'efficacité énergétique ou qui fonctionnent aux carburants renouvelables. D'ici à 2035, cette part doit s'élever au moins à 10 pour cent des véhicules immatriculés.

Ancien objectif sectoriel:

Objectif de substitution

En 2035, cinq pour cent du carburant requis dans le canton de Berne sont produits à partir de la biomasse (moins de 1 % aujourd'hui).

Nouvel objectif sectoriel:

Objectif de substitution

Dix pour cent des véhicules immatriculés dans le canton de Berne sont équipés d'un système de propulsion alternatif (moins de 1 % aujourd'hui).

Pour que cet objectif sectoriel puisse être atteint, la stratégie **« Mobilité »** est complétée par un nouveau paragraphe concernant les systèmes de propulsion alternatifs :

- ***Efficacité dans le domaine de la mobilité***
  Les systèmes de propulsion alternatifs, avec des moteurs électriques ou hybrides, ou utilisant de l'hydrogène comme carburant, permettent de réduire considérablement les émissions de CO_2. Les véhicules équipés de ces technologies peuvent être utilisés aussi bien pour le trafic individuel que pour les transports publics. Dans l'optique d'accroître rapidement le nombre de ces types de véhicules, le canton veille à créer les conditions générales favorables à la mise en place des infrastructures nécessaires.

6.2 Adaptation de la stratégie sectorielle pour la production d'électricité

Dans l'optique d'une production d'électricité s'effectuant à moyen terme sans utilisation de l'énergie nucléaire, la Stratégie énergétique 2006 avait prévu notamment, parmi d'autres options de substitution, d'avoir recours au gaz. Entretemps, les problèmes liés aux émissions de gaz à effet de serre se sont encore accrus, et le marché de l'électricité a connu des changements si profonds que la construction de grandes centrales à gaz n'est plus réaliste.

Si le gaz a encore un avenir pour la production d'électricité, ce devrait être uniquement en combinaison avec la production de chaleur, dans des installations de couplage chaleur-force (CCF), ou dans des centrales à biomasse pour fournir de l'énergie de pointe. Les installations de couplage chaleur-force peuvent apporter une précieuse contribution à la sécurité de l'approvisionnement lors de froides journées d'hiver lorsque le soleil et le vent font défaut. Plus le besoin en chaleur est élevé, plus elles produisent d'électricité pour alimenter les pompes à chaleur.

Le paragraphe **«Electricité issue du gaz»** est supprimé sans être remplacé :

~~*Outre l'énergie nucléaire, on ne trouve aujourd'hui en Suisse guère que le gaz naturel pour la production industrielle d'électricité. Le réseau de gaz actuel du canton de Berne permet de produire de l'électricité dans des centrales à cycles combinés sur différents sites, que les investisseurs privés doivent toutefois examiner de plus près et qui doivent se situer à l'endroit idéal par rapport aux réseaux d'électricité nécessaires. Le canton réserve des sites appropriés en prévision des besoins.*~~

6.3 Objectifs sectoriels à atteindre d'ici à 2035

Production de chaleur	**renouvelable à 70 % (2006 env. 10 %)**
Mobilité	**10 % des véhicules équipés d'un système de propulsion alternatif (2006 <1 %)**
Production d'électricité	**renouvelable à 80 % (2006 env. 60%), sans centrales nucléaires, amélioration de l'efficacité**
Utilisation de l'énergie	**diminution de 20 % du besoin en chaleur, efficacité énergétique accrue dans l'industrie et l'artisanat**
Développement territorial	**plan directeur d'approvisionnement cantonal, plans directeurs de l'énergie pour les communes**

7 Planification des mesures pour la période de mise en œuvre 2015 – 2018

7.1 Mesures existantes poursuivies sans modifications

N°	Mesure	Description	Effet	Respon-sabilité
07-9	Plans directeurs communaux de l'énergie (PDE)	Toutes les communes importantes sur le plan énergétique établissent un plan directeur de l'énergie. Le canton soutient ainsi l'harmonisation entre l'approvisionnement en énergie (p. ex. le recours à des énergies renouvelables) et le développement spatial dans les communes.	Utilisation efficace de l'énergie, réseaux de chaleur à distance, utilisation des rejets thermiques et de la chaleur ambiante / ER	JCE/ OACOT, commune
07-15	Eclairage des routes	Equiper les installations d'éclairage gérées par le canton de lampes efficaces sur le plan énergétique, optimisations de l'exploitation.	Consommation énergétique réduite, baisse des coûts d'exploitation	TTE/OPC
07-19	Centrales hydroélectriques	Actualiser la stratégie d'utilisation de l'eau. Entretenir et optimiser les installations existantes, améliorer les conditions générales.	Conservation des centrales hydro-électriques existantes	TTE/OED
07-24	Modèle pour les gros consommateurs	Les gros consommateurs s'engagent à optimiser leur efficacité énergétique ou concluent une convention d'objectifs, conformément aux articles de loi.	Augmentation de l'efficacité énergétique dans l'industrie et l'artisanat	TTE/OCEE
11-20	Utilisation des rejets de chaleur issus des eaux usées	L'utilisation des rejets de chaleur est encouragée pour les STEP de grande taille (> 10 000 équivalents-habitants (EH)) ainsi que pour les canalisations d'eaux usées importantes (> 80 cm de diamètre, >15 l/s de débit).	L'utilisation de ces rejets de chaleur remplace le chauffage fonctionnant aux énergies fossiles	TTE/OED

7.2 Mesures existantes poursuivies avec modification

N°	Mesure	Description	Effet	Respon-sabilité
07-3	Stratégie biomasse (y c. bois et méthanisation)	Réviser la stratégie biomasse, et en déduire des mesures pour une utilisation coordonnée de l'énergie. Utiliser l'intégralité des gaz produits dans les STEP.	Meilleure utilisation énergétique de la biomasse	TTE/OCEE
07-8	Programme d'encouragement	Encourager en premier lieu l'utilisation des énergies renouvelables et les assainissements visant une meilleure efficacité énergétique. Accélérer le remplacement des chauffages fonctionnant aux énergies fossiles. Mettre en œuvre les modifications découlant de la Stratégie énergétique 2050 et intégrer le programme de promotion national dans des structures cantonales.	Augmentation du taux d'assainissement et de la part des énergies renouvelables dans le domaine des bâtiments ; davantage de rénovations complètes	TTE/OCEE
07-27	Convention bernoise sur l'énergie (BEakom), Régions et Cités de l'énergie	Conventions de prestations avec les communes et les régions, pour mettre en œuvre des plans directeurs de l'énergie et des plans de mesures (réalisation de la M 265-2014, adoptée sous forme de postulat).	Harmonisation par rapport au territoire et à l'énergie. Davantage de Régions et de Cités de l'énergie	TTE/OCEE

7.3 Nouvelles mesures pour mettre en œuvre le MoPEC 2014

N°	Mesure	Description	Effet	Respon-sabilité
15-1	NZEB (Nearly Zero-Energy Buildings), Bâtiments à consommation d'énergie quasi nulle	Modules obligatoires B, C et D du MoPEC Les bâtiments à construire et les extensions de bâtiments existants (surélévations, annexes, etc.) doivent être construits et équipés de sorte que leur consommation d'énergie pour le chauffage, la préparation de l'eau chaude sanitaire, l'aération et le rafraîchissement soit quasi nulle.	Meilleure isolation thermique et recours accru à la chaleur renouvelable pour les nouvelles constructions et les extensions de bâtiments existants	TTE/OJ
15-2	Production propre de courant	Module obligatoire E du MoPEC Toutes les nouvelles constructions doivent produire elles-mêmes, au moyen d'énergies renouvelables, une partie de l'électricité dont elles ont besoin. Si aucune installation de production d'électricité n'est réalisée, il faudra s'acquitter d'une taxe de compensation.	Davantage d'électricité produite à partir des énergies renouvelables. Les nouvelles construc-tions remplissent les exigences de la société à 2000 watts.	TTE/OJ
15-3	Part maximale lors des remplacements de chaudières	Module obligatoire F du MoPEC Lors du remplacement de l'installation de production de chaleur d'un bâtiment d'habitation existant, celui-ci doit être équipé de manière à ce que la part d'énergies non renouvelables n'excède pas 90 % des besoins globaux. Mise en œuvre avec des modules standard simples.	Remplacement de chaudières fonctionnant aux énergies fossiles par des systèmes utilisant des énergies renouvelables, ou bâtiments plus efficaces sur le plan énergétique. Réduction des émissions de CO_2	TTE/OJ
15-4	Obligation d'assainir les chauffe-eau électriques centralisés	Module obligatoire I du MoPEC Les chauffe-eau électriques centralisés existants (p. ex. d'immeubles à plusieurs logements de homes, etc.) chauffés exclusivement électriquement doivent, dans un délai de 15 ans, être adaptés de manière à répondre aux exigences minimales (p. ex. avec une pompe à chaleur). Cette exigence existe déjà dans le canton de Berne en cas de remplacement des chauffe-eau, mais aucun délai n'est fixé pour l'obligation d'assainir.	Réduction des besoins en électricité d'au moins deux tiers	TTE/OJ
15-5	Exemplarité des bâtiments publics	Module obligatoire M du MoPEC Pour les constructions propriétés de la Confédération, des cantons et des communes, les exigences minimales relatives à l'utilisation de l'énergie sont plus sévères. A l'horizon 2050, l'approvisionnement en chaleur sera entièrement assuré sans recours à des combustibles fossiles. D'ici à 2030, la consommation d'électricité sera réduite de 20 % par rapport à celle de 1990, ou couverte grâce à de nouvelles installations alimentées par des énergies renouvelables.	Amélioration des bâtiments publics, baisse des coûts d'exploitation. Exemplarité de la part du canton (déjà ancrée), ainsi que de la Confédération et des communes	TTE/OJ

N°	Mesure	Description	Effet	Respon-sabilité
15-6	Obligation d'équiper les bâtiments de systèmes de domotique	Module facultatif 5 du MoPEC Les bâtiments à construire des catégories III à XII (administration, écoles, commerce, restauration, lieux de rassemblement, hôpitaux, industrie, dépôts, installations sportives et piscines couvertes) comportant au moins 5000 m2 de surface chauffée doivent être équipés d'installations de domotique.	Réduction des besoins en énergie pour l'électricité et le chauffage	TTE/OJ
15-7	Optimisation de l'exploitation	Module facultatif 8 du MoPEC Dans les bâtiments non liés à l'habitat (catégories III à XII), l'exploitation des installations de chauffage, ventilation, climatisation, réfrigération, ainsi que des installations sanitaires, des systèmes électriques et des systèmes de domotique doit être optimisée au cours des trois années qui suivent la mise en service, puis de manière périodique.	Amélioration de l'efficacité énergétique. Exploitation plus économique (énergie et coûts) des installations techniques du bâtiment	TTE/OJ

7.4 Nouvelles mesures

N°	Mesure	Description	Effet	Respon-sabilité
15-8	Modèle PME	Conventions facultatives de prestations au niveau des PME, de manière analogue au modèle pour les gros consommateurs. Offre de gestion énergétique pour les PME dans le but d'adopter des mesures d'efficacité énergétique économiques.	Amélioration de l'efficacité énergétique pour l'électricité et le chauffage, via des mesures « quasi » économiques	TTE/OCEE
15-9	Projets « Cleantech »	Promotion de projets « Cleantech » dans le domaine de l'énergie dans le cadre du programme de mise en œuvre de la Nouvelle politique régionale 2016 - 2019 du canton de Berne.	Amélioration des produits et des prestations dans le domaine de l'énergie, efficacité énergétique	ECO/beco
15-10	Campagne d'information et de formation continue	De nombreuses mesures d'efficacité ou installations utilisant des énergies renouvelables sont rentables. Les connaissances pour leur mise en œuvre, cependant, font souvent défaut. Des offres ciblées d'information et de formation continue sur les évolutions en matière d'utilisation de l'énergie doivent permettre de combler ces lacunes à tous les niveaux. Il convient de mieux faire connaître les nouveaux instruments de financement comme p. ex. la contractualisation.	Amélioration des connaissances des maîtres d'ouvrage, sensibilisation des fournisseurs et des investisseurs, meilleure disponibilité des capitaux pour l'investissement	TTE/OCEE INS/BFH
15-11	Efficacité énergétique dans le domaine du tourisme	Actions de promotion auprès de l'hôtellerie et pour les offres touristiques impliquant une forte consommation d'énergie. Le tourisme est un secteur économique essentiel pour le canton de Berne, et doit contribuer davantage au développement durable. Ceci en particulier grâce à une plus grande efficacité énergétique dans les complexes hôteliers et les infrastructures touristiques.	Réduction des besoins en chaleur, en électricité et en carburants fossiles	TTE/OCEE ECO/beco

N°	Mesure	Description	Effet	Respon-sabilité
15-12	Remplacement des chauffages anciens	Obligation de remplacer les anciens chauffages à mazout et au gaz. Les chaudières à combustibles fossiles ont une durée de vie de 15 à 20 ans. Les anciennes chaudières ont un rendement beaucoup plus faible que les installations modernes, et leur remplacement représente donc souvent pour le propriétaire un avantage également sur le plan économique.	Augmentation de l'efficacité énergétique et substitution de chauffages à combu-stibles fossiles	TTE/OJ
15-13	Efficacité dans le domaine de la mobilité	Promotion des systèmes de propulsion alternatifs et de la mobilité douce ; pour les projets générant une importante fréquentation, exigences pour l'infra-structure de chargement ; système d'incitation pour des propulsions alternatives dans les TP.	Augmentation de la part des véhicules efficaces sur le plan énergétique	TTE/OCEE OTP
15-14	Energie éolienne	Adaptation de la fiche de mesures C_21 du plan directeur cantonal. Remaniement des critères d'évaluation, adaptation à la nouvelle législation fédérale. Utilisation de toute la marge de manœuvre en ce qui concerne l'octroi de permis pour des éoliennes.	Sécurité de planification pour les investisseurs, accélération des procé-dures, augmentation de l'énergie éolienne	TTE/OCEE JCE/ OACOT
15-15	Energie solaire sur les infrastructures	Promotion des installations photovoltaïques sur les ponts, près des routes et des voies de chemin de fer, sur les parois antibruit, les murs de soutènement, les parkings, etc.	Nouvelle production d'électricité à partir de l'énergie solaire	TTE/OPC
15-16	Efficacité énergétique des entreprises d'approvisionnement en énergie (EAE)	Mandats de prestations aux gestionnaires de réseau pour des mesures d'efficacité dans le domaine de l'électricité	Efficacité énergétique plutôt que développe-ment de la production	TTE/OCEE

7.5 Tableau synoptique Planification des mesures 2015 – 2018

N°	Mesures	Direction / Office compétent	Stratégies sectorielles				
			Production de chaleur	Production de carburant	Production d'électricité	Utilisation de l'énergie	Développ. territorial
07-1	Données de base	TTE/OCEE	*	*	*	*	*
07-3	Stratégie biomasse	TTE/OCEE	■	■	■		
07-8	Programme d'encouragement	TTE/OCEE	■			■	
07-9	Plans directeurs communaux de l'énergie	JCE/OACOT	■				■
07-15	Eclairage des routes	TTE/OPC			■		
07-19	Centrales hydroélectriques	TTE/OED			■		
07-24	Modèle pour les gros consommateurs	TTE/OCEE				■	
07-27	Convention bernoise sur l'énergie	TTE/OCEE					■
11-20	Utilisation des rejets de chaleur issus des eaux usées	TTE/OED	■				
15-1	NZEB (Nearly Zero Energy Buildings), bâtiments à consommation d'énergie quasi nulle	TTE/OJ	■		■	■	
15-2	Production propre de courant	TTE/OJ			■		
15-3	Part maximale lors de remplacement de chaudières	TTE/OJ	■				
15-4	Obligation d'assainir les chauffe-eau électriques centralisés	TTE/OJ	■				
15-5	Exemplarité des pouvoirs publics	TTE/OJ	■		■	■	■
15-6	Obligation d'équiper les bâtiments de systèmes de domotique	TTE/OJ			■	■	
15-7	Optimisation de l'exploitation	TTE/OJ			■	■	
15-8	Modèle PME	TTE/OCEE	■		■	■	
15-9	Entreprises du secteur des écotechnologies	ECO/beco	■		■	■	
15-10	Campagne d'information et de formation continue	TTE/OCEE INS/BFH	■		■	■	
15-11	Efficacité énergétique dans le domaine du tourisme	TTE/beco	■		■	■	
15-12	Remplacement des chauffages anciens	TTE/OJ	■			■	
15-13	Efficacité dans le domaine de la mobilité	TTE/OCEE TTE/OTP		■			
15-14	Energie éolienne	TTE/OCEE JCE/OACOT			■		
15-15	Energie solaire sur les infrastructures	TTE/OPC			■		
15-16	Efficacité énergétique des entreprises d'approvisionnement en énergie (EAE)	TTE/OCEE			■		

* Données de base importantes pour l'évaluation des effets ; ne contribuent pas directement à la réalisation des objectifs

Tableau 2 : Processus de mise en œuvre de la stratégie énergétique 2006

■ Contribue à réaliser les objectifs de la stratégie sectorielle correspondante

M

Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	156-2014
Type d'intervention:	Motion
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2014.RRGR.867
Déposée le:	29.08.2014
Motion de groupe:	Oui
Motion de commission:	Non
Déposée par:	PBD (Etter, Treiten) (porte-parole) PBD (Riem, Iffwil) PBD (Frutiger, Oberhofen)
Cosignataires:	10
Urgence demandée:	Oui
Urgence accordée:	Non 04.09.2014
N° d'ACE:	87/2015 du 28 janvier 2015
Direction:	Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie
Classification:	–
Proposition du Conseil-exécutif:	**Rejet**

Révision de la Stratégie énergétique

Le Conseil-exécutif est chargé de revoir les aspects suivants de la Stratégie énergétique de 2006 et de présenter ses résultats au Grand Conseil :

1. La Stratégie énergétique cantonale révisée montrera comment remédier au manque d'électricité en tenant compte des objectifs de développement durable et en produisant principalement de l'énergie renouvelable après la mise à l'arrêt de la centrale de Mühleberg en 2019.

2. La Stratégie énergétique montrera comment garantir à long terme la production d'électricité suisse malgré la pression sur les prix sur le marché européen de l'électricité (sans trop grande dépendance vis-à-vis de l'étranger).

3. Les objectifs de la Stratégie énergétique du canton de Berne pour 2050 seront analogues à ceux de la Stratégie énergétique 2050 de la Confédération.

4. Les risques pour le canton de Berne, actionnaire majoritaire de BKW FMB Energie SA, seront évalués sur le long terme et intégrés à la Stratégie.

5. La Stratégie énergétique évaluera les perspectives à long terme des régions de montagne concernant les concessions hydrauliques et le prix de l'électricité pour les consommateurs et consommatrices.

6. Les dispositions de la Stratégie énergétique relatives à l'approvisionnement en énergie seront accordées avec la législation fédérale.

Développement:

Le marché de l'électricité est soumis à d'importantes transformations. La centrale nucléaire de Mühleberg pourvoit encore à 40 pour cent des besoins en électricité du canton de Berne. Le reste provient surtout de l'énergie hydraulique et un tout petit peu des nouvelles sources d'énergie renouvelable. Etant donné que la centrale de Mühleberg sera mise à l'arrêt en 2019, il faut trouver un autre moyen de produire 40 pour cent de la production actuelle. Or la Stratégie énergétique du canton de Berne de 2006 est complètement obsolète. La Stratégie énergétique de la Confédération, qui prévoit la sortie du nucléaire, poursuit des objectifs complètement différents. Des objectifs tels que la société à 4000 watts, comme prévue par la Stratégie énergétique 2006, ne mènent à rien. Par ailleurs, le marché de l'énergie hydraulique en particulier s'est transformé, ce qui implique une nouvelle évaluation de la problématique des taxes d'eau au niveau cantonal. Le marché européen de l'électricité est en pleine désintégration. A certains moments, d'importants surplus font chuter les prix. Les centrales hydrauliques produisent parfois à perte. La Stratégie énergétique repose sur des bases complètement différentes.

En tant qu'actionnaire majoritaire du plus gros producteur d'électricité, le canton de Berne porte un gros risque financier. La production d'électricité rapporte actuellement beaucoup de taxes sur l'eau aux régions de montagne. Si la dégradation des prix sur le marché libre devait se poursuivre, la situation des concessions pourrait devenir de plus en plus difficile. Les régions de montagne dépendent de ces subventions et comptent dessus sur le long terme.

Comment le gouvernement juge-t-il la situation pour les consommateurs et consommatrices d'électricité compte tenu de l'ouverture du marché de l'électricité et de la pression de plus en plus forte exercée sur les prix ? La Confédération a procédé et procèdera encore à des modifications légales. Il faudra en tenir compte lors du remaniement de la Stratégie énergétique cantonale.

Motivation de l'urgence:

Le temps presse si l'on veut réviser la Stratégie énergétique à temps pour que le canton de Berne puisse se préparer à l'après 2019. Et la révision prendra certainement un peu de temps.

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif ne partage pas l'opinion des motionnaires et n'estime pas que la Stratégie énergétique 2006 soit complètement obsolète. Bien au contraire : ce qui se produit aujourd'hui dans le domaine de l'électricité vient confirmer la stratégie. Il y avait en effet été fixé pour objectif de sortir du nucléaire à moyen terme, d'ici à 2020 environ, et prescrit d'augmenter la part des énergies renouvelables dans la production d'électricité d'au moins 80 pour cent d'ici à 2035. Par ailleurs, les objectifs de la Stratégie énergétique 2050 de la Confédération jusqu'en 2035 et ceux de la stratégie cantonale se recoupent largement, car ils se fondent tous deux sur les scénarios énergétiques de la Confédération de 2006. Il n'y a donc pour l'heure pas lieu d'adapter la stratégie énergétique cantonale.

Il est demandé dans la motion que la stratégie énergétique montre comment les objectifs fixés peuvent être atteints. La réalisation de la stratégie ne dépend toutefois pas des objectifs fixés, mais plutôt des mesures choisies pour y parvenir. Il a été délibérément renoncé à proposer un plan concret de mesures de mise en œuvre dans la Stratégie énergétique 2006, car il est impossible de prévoir de manière fiable l'évolution de la technique et de la société sur une période de trente ans. C'est la raison pour laquelle la Stratégie énergétique 2006 a prévu un processus de mise en œuvre selon lequel la planification des mesures doit faire l'objet d'une nouvelle décision tous les quatre ans en fonction des objectifs atteints et des évolutions sur le plan technique et social. A cet effet, le Conseil-exécutif présente un rapport au Grand Conseil à la fin de chaque législature. Le prochain est prévu pour la session de juin 2015. La mise à jour du plan de mesures requise ne nécessite donc pas non plus de révision de la stratégie énergétique.

Le Conseil-exécutif estime dès lors qu'il est inutile de réviser la Stratégie énergétique 2006. Il précise par ailleurs ce qui suit au sujet des différents mandats formulés dans la motion :

1. Cet objectif est défini au chapitre 7.3 de la stratégie énergétique cantonale. Les mesures nécessaires sont inscrites dans le plan de mesures concret et ne nécessitent pas de remanier la stratégie.

2. La réduction de la dépendance vis-à-vis de l'étranger fait partie des objectifs définis au chapitre 6 (*Objectifs stratégiques,* objectif n° 2) et reste toujours valable. Les principes en matière d'importation éventuelle d'électricité (chapitre 7.3, dernier paragraphe) le demeurent également. Sur ce point aussi une révision de la stratégie est donc superflue.

3. Les objectifs matériels du canton en ce qui concerne l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et la sortie du nucléaire correspondent déjà quant à leur contenu et à leurs délais de réalisation à ceux de la Stratégie énergétique 2050 de la Confédération.

4. En ce qui concerne cette question, une stratégie de propriétaire distincte est en cours d'élaboration. Elle devrait être approuvée par le Conseil-exécutif dans le courant de l'année. Pour des raisons boursières, les considérations ayant trait aux questions de risques ne devraient en aucun cas être évoquées dans le débat public sur l'énergie.

5. Cette évaluation est actuellement réalisée en collaboration avec les autres cantons et la Confédération. Les décisions en découlant seront prises au niveau national. D'éventuelles mesures complémentaires seront incluses dans le prochain plan de mesures.

6. L'adaptation à la législation fédérale est une tâche permanente qui doit également être mise en œuvre dans la planification des mesures. Il est notamment prévu, durant la prochaine législature, d'adapter la loi cantonale sur l'énergie en fonction des modifications apportées à la législation fédérale et du nouveau modèle de prescriptions énergétiques des cantons qui en résultera.

Au Grand Conseil

Arrêté du Conseil-exécutif

N° d'ACE: 913/2015
Date: Le 12 août 2015
Direction: Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie
N° d'affaire: 527390
Classification: Non classifié

Crédit-cadre 2016 pour les locations cantonales urgentes

1 Objet

Le crédit-cadre demandé de deux millions de francs doit permettre, dans des cas motivés, de faire approuver par le Conseil-exécutif des locations urgentes qui doivent être conclues en 2016 et dont les dépenses devraient relever de la compétence du Grand Conseil.

2 Bases légales

- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP ; RSB 620.0), articles 42 ss, en particulier l'article 53
- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP ; RSB 621.1), articles 136 ss, en particulier les articles 146 et 149
- Ordonnance du 18 octobre 1995 sur l'organisation et les tâches de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie (Ordonnance d'organisation TTE, OO TTE ; RSB 152.221.191), article 14, lettre *b*

3 Nature et qualification juridique de la dépense

Crédit-cadre à approuver **CHF 2 millions**

Il s'agit de dépenses nouvelles périodiques au sens des articles 47 et 48, alinéa 1 LFP.

4 Nature du crédit / Compte / Groupe de produits / Exercice

Groupe de produits : Gestion des biens immobiliers (09.15.9100)

Il s'agit d'un crédit d'engagement pluriannuel au sens de l'article 50, alinéa 3 LFP sous forme de crédit-cadre au sens de l'article 53 LFP, et relayé en principe par les paiements inscrits au budget et au plan financier 2016 qui feront l'objet d'arrêtés d'exécution.

Compte :

4980 316000 Loyer et bail à ferme des biens-fonds

5 Conditions

- Les fonds de ce crédit-cadre doivent être utilisés en 2016 exclusivement pour financer des dépenses relatives à des frais de location urgents, qui, faute de temps, ne peuvent

pas être soumises au Grand Conseil. Cela doit par ailleurs concerner l'un des cas ci-dessous :

a) Conclusion d'un nouveau contrat de bail en remplacement d'un ou de plusieurs autres contrats suite à une résiliation du bailleur.
b) Prolongation d'un contrat de bail existant sans qu'il y ait eu de changements significatifs.
c) Conclusion d'un nouveau contrat de bail en remplacement d'un ou de plusieurs autres contrats suite à des optimisations du site ou de l'exploitation, le montant du nouveau loyer devant être inférieur au précédent.
d) Nouveau contrat de bail en remplacement d'un ou de plusieurs autres contrats suite à des optimisations de l'exploitation, si les économies démontrées qui en résultent au niveau de l'exploitation sont plus élevées que les frais de location supplémentaires.
e) Nouveau contrat de bail en remplacement d'un ou de plusieurs autres contrats suite à une réduction des surfaces nécessaires, le montant du nouveau loyer devant être inférieur au précédent.
f) Nouveau contrat de bail en remplacement d'un ou de plusieurs autres contrats suite à des besoins en locaux supplémentaires, si le nouveau loyer ne dépasse pas de plus de 200 000 francs par an le loyer actuel.

- Les dépenses relatives à une location qui dépassent un million de francs par an doivent être soumises au Grand Conseil et ne seront donc pas à la charge de ce crédit-cadre.
- La Commission des infrastructures et de l'aménagement du territoire (CIAT) est informée de toute utilisation des fonds du crédit-cadre.

6 Organe compétent pour l'utilisation du crédit-cadre

Le crédit-cadre est libéré par des arrêtés d'exécution. En vertu de l'article 53, alinéa 2, lettre *a* LFP, l'utilisation des montants alloués relève de la compétence du Conseil-exécutif.

7 Référendum financier

Le présent arrêté est soumis à la **votation populaire facultative** et doit être publié dans la Feuille officielle du Jura bernois.

Au nom du Conseil-exécutif
Le chancelier:
Auer

CANTON DE BERNE * CONSEIL-EXECUTIF *

Destinataire

- Grand Conseil

Rapport

Date de la séance du CE: Le 12 août 2015
Direction: Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie
N° d'affaire: 527390
Classification: Non classifié

Crédit-cadre 2016 pour les locations cantonales urgentes

Table des matières

1 Synthèse 2

2 Bases légales 2

3 Description de l'affaire 2
3.1 Rappel 2
3.2 Expériences faites avec le premier crédit-cadre 2
3.3 Montant, durée et critères d'utilisation définis pour le crédit-cadre 3
3.4 Reporting 4

4 Compétence financière 4

5 Proposition 4

1 Synthèse

L'arrêté ci-joint doit permettre d'approuver de nouveau un crédit-cadre annuel pour les locations cantonales urgentes. Ce crédit pour 2016 correspond à celui pour 2015 que le Grand Conseil avait autorisé pour la première fois en novembre 2014.

Au cours de l'année à venir également, il se pourrait que des affaires de location urgentes qui présentent un intérêt pour le canton soient à saisir, mais pour lesquelles il ne serait plus possible de se procurer à temps une autorisation de dépenses auprès du Grand Conseil. La procédure pour un arrêté du Grand Conseil demandant de six à neuf mois, il est judicieux, par mesure de précaution, de déléguer exceptionnellement la compétence en matière de dépenses au Conseil-exécutif dans des cas clairement définis.

Le crédit-cadre 2015 a fait ses preuves. A la fin juin 2015, il avait été utilisé une fois. Concrètement, il s'agissait de négocier en temps utile une baisse de loyer avec un bailleur et de conclure un nouveau contrat à de meilleures conditions.

2 Bases légales

- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP ; RSB 620.0), articles 42 ss, en particulier l'article 53
- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP ; RSB 621.1), articles 136 ss, en particulier les articles 146 et 149
- Ordonnance du 18 octobre 1995 sur l'organisation et les tâches de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie (Ordonnance d'organisation TTE, OO TTE ; RSB 152.221.191), article 14, lettre *b*

3 Description de l'affaire

3.1 Rappel

En novembre 2014, le Grand Conseil a adopté le premier crédit-cadre pour les locations cantonales urgentes de 2015. Celui-ci s'avérait nécessaire, car, depuis la dernière révision partielle de la loi sur le pilotage des finances et des prestations (LFP), les dépenses pour les locations sont réputées nouvelles. Les opportunités d'optimiser le portefeuille de locations qui se présentent à court terme risquaient dès lors de ne pas pouvoir être saisies à temps.

3.2 Expériences faites avec le premier crédit-cadre

Le crédit-cadre a fait ses preuves dès le premier semestre 2015. Il a permis de négocier de meilleures conditions pour un contrat de location qui arrivait à échéance à la mi-juin 2015 et d'autoriser à temps les dépenses pour la reconduction du bail. La possibilité de réduire le loyer n'aurait pas pu être saisie sans le crédit-cadre.

3.3 Montant, durée et critères d'utilisation définis pour le crédit-cadre

Le montant, la durée et les critères définis pour le crédit-cadre ne changent pas. Le montant demandé de deux millions de francs reste modéré puisque le crédit ne peut être utilisé que dans des cas exceptionnels clairement définis. La durée du crédit-cadre est une nouvelle fois fixée à un an pour permettre de recueillir des expériences. Une durée de deux ans sera examinée pour les crédits-cadres suivants.

Les critères d'utilisation définis dans le premier crédit-cadre ont également fait leurs preuves et seront donc maintenus pour l'année 2016 :

a) Résiliation du contrat par le bailleur :

   La résiliation d'un contrat de bail débouche souvent sur une situation d'urgence. Pour bon nombre de contrats, le délai de résiliation est de six mois. Parallèlement, la durée ordinaire de traitement des affaires du Grand Conseil est en règle générale de six à neuf mois. Il se pourrait alors qu'il soit impossible de conclure à temps un contrat pour un objet de remplacement adapté et qu'il faille accepter des offres de location à des prix exorbitants ou opter pour des solutions transitoires coûteuses.

b) Prolongation de contrats existants :

   Sur les quelque 600 contrats de bail actuellement en vigueur, environ 80 portent sur des loyers de plus de 200 000 francs. Les prolongations nécessaires devraient en principe pouvoir être prévues et autorisées par la voie ordinaire. Des exceptions ne sont toutefois pas à exclure. Pour cette raison, il faut que, dans pareil cas, le crédit-cadre puisse, si nécessaire, être utilisé.

c) Optimisations du portefeuille :

   Des occasions à court terme d'améliorer le site ou l'exploitation et d'économiser des frais de location pourraient se présenter. Il faudrait alors également pouvoir profiter de telles possibilités au cas où le bailleur ne serait pas disposé à attendre la décision du Grand Conseil.

d) Optimisation de l'exploitation moyennant des frais de location plus élevés :

   Des opportunités attrayantes de location de remplacement pour améliorer l'exploitation peuvent également se présenter à court terme et devraient si nécessaire pouvoir être saisies.

e) Réduction des surfaces nécessaires :

   Si, à la suite d'optimisations de l'exploitation ou d'une réduction des prestations ou du personnel, le besoin en surfaces était moins grand et que des offres de locaux de remplacement attrayantes se présentaient, il faudrait pouvoir en profiter.

f) Nouveau contrat de bail en cas de besoin supplémentaire en locaux :

   Si, à la suite de l'attribution de nouvelles tâches à une unité administrative, des surfaces supplémentaires étaient nécessaires et que des offres attrayantes se présentaient à court terme pour de nouveaux locaux, il faudrait pouvoir en profiter, à condition que le nouveau loyer ne dépasse pas de plus de 200 000 francs par an le loyer actuel.

3.4 Reporting

Le crédit-cadre fait l'objet d'une gestion active effectuée par l'Office des immeubles et des constructions (OIC). La Commission des infrastructures et de l'aménagement du territoire (CIAT) est informée de toute utilisation des fonds du crédit-cadre.

4 Compétence financière

Le présent crédit-cadre est soumis à la votation populaire facultative et doit être publié dans la Feuille officielle du Jura bernois.

5 Proposition

Pour les motifs exposés, nous proposons d'approuver le projet d'arrêté ci-joint.

Annexe

- Projet d'arrêté

Arrêté du Conseil-exécutif

N° d'ACE:	914/2015
Date:	Le 12 août 2015
Direction:	Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie
N° d'affaire:	529844
Classification:	Non classifié

Crédit-cadre 2016–2018 pour les mesures de protection contre le bruit le long des routes cantonales

1 Objet

Le sixième crédit-cadre demandé de 40 032 000 francs (montant brut) doit permettre d'autoriser les engagements relatifs à des mesures de protection contre le bruit le long des routes cantonales entre 2016 et 2018. Le crédit-cadre est libéré par objet au moyen d'arrêtés d'exécution.

2 Bases légales

- Loi fédérale du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement (loi sur la protection de l'environnement, LPE ; RS 814.01), articles 11 à 25
- Ordonnance du 15 décembre 1986 sur la protection contre le bruit (OPB ; RS 814.41), articles 13 à 28
- Ordonnance cantonale du 14 octobre 2009 sur la protection contre le bruit (OCPB ; RSB 824.761)
- Loi du 4 juin 2008 sur les routes (LR ; RSB 732.11), article 5
- Ordonnance du 29 octobre 2008 sur les routes (OR ; RSB 732.111.1), articles 1 et 5
- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP ; RSB 620.0), articles 42 ss
- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP ; RSB 621.1), articles 136 ss

3 Nature et qualification juridique de la dépense

Engagements à autoriser entre 2016 et 2018 (montant brut)	CHF	40 032 000.–
Coûts à la charge du canton / montant déterminant en matière d'autorisation de dépenses	**CHF**	**40 032 000.–**
Crédit à approuver	CHF	40 032 000.–

Les subventions fédérales attendues s'élèvent à 9 182 000 francs (environ 23 % de CHF 40 032 000.–). Etant donné que ces subventions ne sont plus octroyées en fonction du projet, mais sous forme globale, il s'agit d'autoriser les dépenses brutes. Le montant net des dépenses cantonales devrait être de l'ordre de 30 850 000 francs.

Il s'agit en l'occurrence de dépenses nouvelles uniques au sens des articles 46 et 48, alinéa 1 LFP.

4 Nature du crédit / compte / groupe de produits / exercice

Il s'agit d'un crédit-cadre qui sera en principe relayé par des paiements basés sur des arrêtés d'exécution. Il est prévu d'inscrire les montants au budget et dans le plan financier selon les tranches suivantes :

Groupe de produits : 09.09.9100 Infrastructures

Compte	Rubrique budgétaire	Exercice	Montant	
1579 50100	Office des ponts et chaussées	2016	CHF	10 695 000.–
	Construction de routes cantonales	2017	CHF	14 580 000.–
		2018	CHF	14 757 000.–
		Total	**CHF**	**40 032 000.–**

Les subventions fédérales sont versées sur le compte 1579 660000 (subventions aux investissements allouées par la Confédération).

5 Organes compétents pour l'utilisation et la prolongation de la durée de validité du crédit-cadre

Le crédit-cadre est libéré par des arrêtés d'exécution.

En vertu de l'article 53, alinéa 2, lettre *a* LFP, l'utilisation des montants alloués relève de la compétence de :

a) la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie pour les montants supérieurs à CHF 500 000.–.
b) l'Office des ponts et chaussées pour les montants inférieurs à CHF 500 000.–.

Le Conseil-exécutif statue sur une éventuelle prolongation de la durée de validité du présent crédit-cadre.

6 Référendum financier

Le présent arrêté est soumis au référendum facultatif.

Au nom du Conseil-exécutif
Le chancelier:
Auer

CANTON DE BERNE * CONSEIL-EXECUTIF *

Destinataire
- Grand Conseil

Rapport

Date de la séance du CE: 12 août 2015
Direction: Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie
N° d'affaire: 529844
Classification: Non classifié

Crédit-cadre 2016–2018 pour les mesures de protection contre le bruit le long des routes cantonales

Table des matières

1 Synthèse 2

2 Bases légales 2

3 Description de l'affaire 2
3.1 Rappel 2
3.2 Projets d'assainissement acoustique 2016 à 2018 3
3.3 Priorités 6

4 Répercussions sur les finances, l'organisation, le personnel, l'informatique et les locaux 6
4.1 Coûts et financement 6
4.2 Principes d'utilisation du crédit 7
4.3 Nature et libération du crédit 7
4.4 Organes compétents pour l'utilisation des fonds 7
4.5 Répercussions sur le personnel 7

5 Proposition 7

1 Synthèse

En vertu de la législation nationale sur la protection contre le bruit, le canton de Berne a l'obligation de procéder à des mesures d'assainissement acoustique le long des routes cantonales. Sont concernés environ 230 des 2100 kilomètres que compte le réseau de routes cantonales, le montant brut total des mesures étant évalué à 223 millions de francs, mesures pour lesquelles la Confédération verse des montants substantiels.

Fin 2014, des mesures de protection contre le bruit, dont les coûts s'élèvent à un montant brut de 147 millions de francs (soit un montant net d'environ 70 millions de francs après déduction des subventions fédérales), avaient été réalisées dans le canton de Berne sur près de 163 kilomètres de routes cantonales. Des crédits-cadres, qui selon l'ancien droit financier relevaient de la compétence du Conseil-exécutif puisqu'ils portaient sur des dépenses liées, ont été approuvés à cet effet. D'ici à 2018, d'autres tronçons de routes devront faire l'objet de travaux d'assainissement. C'est la raison pour laquelle un sixième crédit-cadre portant sur des dépenses nouvelles d'un montant brut de 40 032 000 millions de francs est demandé pour les années 2016 à 2018.

Après 2018, la Confédération ne versera plus de subventions aux cantons pour les projets de protection contre le bruit le long des routes cantonales.

2 Bases légales

- Loi fédérale du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement (loi sur la protection de l'environnement, LPE ; RS 814.01), articles 11 à 25
- Ordonnance du 15 décembre 1986 sur la protection contre le bruit (OPB ; RS 814.41), articles 13 à 28
- Ordonnance cantonale du 14 octobre 2009 sur la protection contre le bruit (OCPB ; RSB 824.761)
- Loi du 4 juin 2008 sur les routes (LR ; RSB 732.11), article 5
- Ordonnance du 29 octobre 2008 sur les routes (OR ; RSB 732.111.1), articles 1 et 5
- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP ; RSB 620.0), articles 42 ss
- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP ; RSB 621.1), articles 136 ss

3 Description de l'affaire

3.1 Rappel

Les dépenses suivantes ont été approuvées au moyen des crédits-cadres de 1994, 1998, 2003, 2008 et 2012 :

	Durée	Montant brut du crédit-cadre	Montant net du crédit-cadre
1er crédit-cadre	1994–1996	CHF 26,5 mio.	CHF 10,0 mio.
2e crédit-cadre	1998–2002	CHF 36,3 mio.	CHF 11,3 mio.
3e crédit-cadre	2003–2007	CHF 34,8 mio.	CHF 8,9 mio.
4e crédit-cadre	2008–2011	CHF 27,2 mio.	CHF 20,8 mio.
5e crédit-cadre	2012–2015	CHF 46,2 mio.	--- 1)

[1] *Depuis l'établissement du cinquième crédit-cadre, il convient d'autoriser les dépenses brutes étant donné que les subventions fédérales ne sont plus octroyées en fonction du projet, mais sous forme globale.*

Les projets qui ont été réalisés grâce aux fonds des premier, deuxième et troisième crédits-cadres sont achevés, excepté un projet de ce dernier. Ceux réalisés grâce aux fonds du quatrième crédit-cadre sont en majeure partie terminés. Certains projets faisant l'objet du cinquième crédit-cadre sont encore en partie en cours de réalisation.

3.2 Projets d'assainissement acoustique 2016 à 2018

Ces projets prévoient les mesures suivantes :

- la première priorité est accordée aux mesures réalisées à la source,
- la seconde priorité aux mesures réalisées sur le chemin de propagation du bruit,
- la dernière priorité aux mesures réalisées sur les bâtiments.

Est considérée comme **mesure à la source** (1re priorité) la pose d'un revêtement silencieux. L'Office des ponts et chaussées teste déjà depuis plusieurs années des revêtements silencieux sur différentes routes cantonales. Les expériences faites jusqu'à présent montrent toutefois que les effets atténuants de ces revêtements diminuent à l'usage et disparaissent complètement au bout de quelques années. Les raisons de cette perte d'efficacité ne sont pas encore connues. On suppose que la cause est à attribuer au trafic intense qui détruit la texture en grains fins des revêtements, associé souvent à des sols de fondation de mauvaise qualité. C'est pourquoi il n'est pas possible aujourd'hui de poser systématiquement des revêtements silencieux à l'intérieur des localités. On teste cependant des revêtements silencieux de dernière génération (revêtements bitumeux semi-denses) et on procède à des analyses minutieuses (notamment au moyen de mesures annuelles du bruit). A une altitude supérieure à 600 mètres, les revêtements silencieux peuvent être très rapidement endommagés à cause des pneus cloutés et des chaînes à neige (utilisés notamment par les bus des transports publics). Un projet pilote est aussi en cours dans ce domaine.

C'est la raison pour laquelle le Conseil-exécutif entend pour l'heure maintenir les **mesures** qui ont fait leurs preuves **au niveau de la propagation** (parois antibruit, 2e priorité) et des **bâtiments** (fenêtres antibruit, 3e priorité). Ces mesures sont d'une efficacité durable. Etant donné les valeurs strictes prescrites aujourd'hui par la législation pour l'isolation thermique des fenêtres antibruit, les bâtiments peuvent en outre être améliorés sur le plan énergétique. Les parois antibruit ne sont utilisées que là où elles n'entrent pas en conflit avec la protection du site, la sécurité routière ou encore le besoin d'espace ou l'accessibilité des immeubles. Par ailleurs au sens du manuel du bruit routier de l'OFEV/OFROU, les frais doivent toujours présenter un bon rapport coût/utilité (coûts d'investissement maximaux de CHF 5000 par personne protégée exposée à des nuisances supérieures aux valeurs limites d'immission et par décibel(A) d'efficacité ou encore de CHF 80 000 par immeuble protégé ou de CHF 30 000 à CHF 40 000 par appartement protégé).

Compte tenu de la jurisprudence du Tribunal administratif, des fenêtres antibruit et des aérateurs insonorisés sont posés sur les bâtiments présentant un dépassement constant des valeurs limites d'immission, soit au moins 68 décibels(A) de jour ou 58 décibels(A) de nuit.

Le crédit-cadre 2016–2018 est prévu pour financer les projets de réduction du bruit ci-après :

	Arrondissement d'ingénieur en chef I
9530	Lac de Brienz ; commune de Niederried (RC 6)
9529	Vallées de la Lütschine – Lombach ; communes d'Unterseen, Beatenberg, Habkern, Wilderswil, Gründlischwand, Lütschental, Grindelwald et Lauterbrunnen (RC 221, 222, 1109, 1110,1139
9527	Frutigland ; communes d'Adelboden, Aeschi bei Spiez, Frutigen, Kandersteg, Kandergrund, Krattigen, Leissigen, Reichenbach im Kandertal et Spiez (A223 1113,1114,1116,1115, 1130, 1131, 223.1)
	Arrondissement d'ingénieur en chef II
9520	Stalden – Grosshöchstetten ; communes de Konolfingen et de Grosshöchstetten (RC 229)
9524	Hinterkappelen – Innerberg ; communes de Wohlen et de Berne (RC 235)
10210	Kehrsatz, tous les tronçons de routes (RC 221, 1221, 1248)
10295	Herrenschwanden ; communes de Kirchlindach et de Zollikofen (RC 235.4)
10300	Wohlen – Kirchlindach – Zollikofen ; communes de Kirchlindach et de Zollikofen (RC 235.4)
10340	Schwarzenburg – Kirchenturnen ; communes de Kirchenthurnen, Mühlethurnen, Riggisberg, Rüeggisberg, Rümligen, Rüschegg et Schwarzenburg (RC 183, 183.1, 230, 232.1)
10342	Grosshöchstetten – Biglen – Walkringen ; communes de Grosshöchstetten, Biglen et Walkringen (RC 229)
10368	Gurbrü – Ferenbalm – Frauenkappelen ; communes de Ferenbalm, Mühleberg, Frauenkappelen et Gurbrü (RC 1)
10382	Engehalde ; commune de Berne (RC 1)
10367	Berne – Thörishaus ; communes de Köniz et de Berne (RC 12)
10394	Laupen ; commune de Laupen (RC 179, 233, 1201)
20002	Biglen – Arni ; communes d'Arni et de Biglen (RC 1238, 1237)
20051	Bremgarten ; communes de Bremgarten b. Bern et de Kirchlindach (RC 1241)
20022	Weissenstein – Seftigenstrasse ; commune de Berne (RC 221)
20041	Tiefenaustr. (tunnel du Neufeld) ; commune de Berne (RC 1)
20052	diverses communes
	Arrondissement d'ingénieur en chef III
9512	Worben – Brügg ; commune de Brügg (RC 6)
9513	Bienne – Orpond – Safnern – Meinisberg ; communes de Bienne, Orpond, Safern et Meinisberg (RC 235.1)
9520	Lyss – Büetigen – Dotzigen ; communes de Büetigen, Diessbach, Dotzigen et Lyss (RC 22)
9522	Bellmund – Bühl ; communes de Bellmund, Merzligen, Hermrigen, Bühl, Port et Kappelen (RC 235)

9523	Täuffelen – Ipsach ; communes de Täuffelen, Mörigen, Sulz-Lattrigen, Bellmund et Ipsach (RC 237.1)
10351	T6 jonction de Brügg ; commune de Brügg (T6)
10890	Aarberg – Seedorf – Meikirch ; communes d'Aarberg, Meikirch et Seedorf (RC 236)
10753	Anet – Müntschemier ; communes de Cerlier, Chules, Champion, Anet, Müntschemier, Tschugg et Vinelz (RC 10, 237.1, 237.2, 237.3, 1318, 1319, 1320, 153, 182, 10.2)
10892	Ägerten – Scheuren – Büren ; communes d'Ägerten, Schwadernau, Scheuren, Orpond et Büren a. Aare (RC 1314, 1321)
10893	Seedorf – Wengi – Bätterkinden ; communes de Bätterkinden, Fraubrunnen, Grossaffoltern, Iffwil, Rapperswil, Seedorf, Wengi et Zuzwil (RC 251, 1301, 1302, 1345, 1306, 1305)
10511	Moutier – Gänsbrunnern + Sonceboz – Orvin ; communes de Moutier, Eschert, Sonceboz, Sauge, Belprahon, Grandval, Crémines, La Heutte, Péry, Reuchenette, Frinvillier et Orvin (RC 6, 30, 1325, 235.2)
10516	Tavannes – Tramelan (9567) ; communes de Tavannes, Tramelan, Mont Tramelan et Courtelary (RC 6, 248, 248.1, 1372)
10375	Vallon de St-Imier ; communes de La Ferrière, Sonvilier, Villeret, Cormoret, Courtelary, sans St-Imier (J18 / J30)
---	La Neuveville – Prêles ; communes de La Neuveville et Plateau de Diesse (RC 1322)
	Arrondissement d'ingénieur en chef IV
9501	Bäriswil – Hindelbank ; communes de Bäriswil et de Hindelbank (RC 1)
9506	Oberburg – Krauchthal ; communes d'Oberburg et de Krauchthal (RC 234.4)
9513	Lyssach ; commune de Lyssach (RC 23)
10384	Traversée de la localité d'Aarwangen (2^{e} assainissement) ; commune d'Aarwangen (RC 244)
20001	Roggwil-Wynau ; commune de Roggwil (RC 241, 255, 256)
20002	Kirchberg – Alchenflüh ; communes de Rüdtligen-Alchenflüh et de Kirchberg (RC 1, 242)
20017	Herzogenbuchsee, y compris Thörigen (2^{e} assainissement) ; communes de Herzogenbuchsee et de Thörigen (RC 1, 22, 1434)
---	Rüegsau, ancienne Lützelflühstrasse (RC 1420, 1421)
---	Thörigen, Buchsistrasse (RC 1434)
---	Berthoud – Bleienbach (sans Berthoud) ; communes de Bettenhausen, Hermiswil, Seeberg, Thörigen et Wynigen (RC 240)
10439	diverses communes

La réalisation de ces projets et de ceux sur lesquels portent les crédits-cadres précédents permettra de délester du bruit routier environ 90 pour cent des tronçons exposés. Pour les tronçons qui resteront à assainir après 2018, des investissements à hauteur de douze millions de francs environ seront encore nécessaires.

3.3 Priorités

L'urgence de l'intervention dépend de l'importance des dépassements des valeurs limites d'immission, du nombre de personnes concernées et du rapport entre les coûts et l'utilité de l'opération. Par ailleurs, le principe applicable veut que les mesures de protection contre le bruit soient mises en œuvre en parallèle à la transformation ou à l'aménagement d'une route.

4 Répercussions sur les finances, l'organisation, le personnel, l'informatique et les locaux

4.1 Coûts et financement

Récapitulatif des coûts

Engagements à autoriser entre 2016 et 2018 (montant brut)	CHF	40 032 000.–
Coûts à la charge du canton / montant déterminant en matière d'autorisation de dépenses selon l'art. 143 OFP	**CHF**	**40 032 000.–**
Crédit à approuver	**CHF**	**40 032 000.–**

Il s'agit en l'occurrence de dépenses nouvelles uniques au sens des articles 46 et 48, alinéa 1 LFP.

Les subventions fédérales attendues s'élèvent à 9 182 000 francs (environ 23 % de CHF 40 032 000.–). Etant donné que ces subventions ne sont plus octroyées en fonction du projet, mais sous forme globale, il s'agit d'autoriser les dépenses brutes. Le montant net des dépenses cantonales devrait être de l'ordre de 30 850 000 francs.

Les coûts des tests de revêtements silencieux sont décomptés dans le crédit-cadre pour le gros entretien et subventionnés par la Confédération jusqu'en 2018.

Depuis l'introduction du nouveau régime de péréquation financière le 1er janvier 2008, les projets destinés à la protection contre le bruit le long des routes cantonales (autres routes[2]) ne sont plus subventionnés individuellement mais se voient octroyer une subvention annuelle globale par la Confédération, en fonction d'une convention-programme. Les fonds sont versés directement au canton et doivent être utilisés conformément à leur destination. Le canton a l'obligation envers la Confédération de présenter un rapport annuel sur l'état d'avancement de chaque mesure et sur l'utilisation des montants versés.

Les projets énumérés au point 3.2 font partie de la troisième convention-programme à conclure avec la Confédération pour les années 2016 à 2018. Concernant les projets sur les « autres routes », le canton se voit allouer une subvention fédérale de 6,3 millions de francs.

Pour les trois projets réalisés sur des routes principales (A223 Frutigland, T6 jonction de Brügg, J18/30 Vallon de St-Imier), le canton obtient un autre montant global d'environ 2,8 millions de francs sur la base de la loi fédérale du 22 mars 1985 concernant l'utilisation de l'impôt sur les huiles minérales à affectation obligatoire et de la redevance autoroutière (LUMin ; RS 725.116. 2).

[2] *Sont réputées « autres routes » l'ensemble des routes cantonales sauf les routes principales. Les routes principales appartiennent à la catégorie A dans le plan du réseau routier.*

Pour l'ensemble des routes cantonales (autres routes et routes principales), la Confédération octroie des subventions en faveur de l'assainissement et des mesures d'isolation acoustiques appliqués à des bâtiments existants jusqu'au 31 mars 2018. Passé ce délai, la Confédération ne versera plus de subventions et il semble pour l'heure que le canton de Berne prendra en charge les frais de réduction du bruit des projets restants.

4.2 Principes d'utilisation du crédit

Le sixième crédit-cadre à autoriser est valable pour des engagements pris entre 2016 et 2018 conformément à la troisième convention-programme conclue avec la Confédération.

4.3 Nature et libération du crédit

Il s'agit d'un crédit d'engagement au sens de l'article 50 LFP qui sera versé sous forme de crédit-cadre, et relayé par des paiements basés sur des arrêtés d'exécution. Il est prévu d'inscrire les montants au budget et dans le plan financier 2016–2018.

Groupe de produits : 09.09.9100 Infrastructures

Compte : 1579 50100 Construction de routes cantonales

Les subventions fédérales sont versées sur le compte 1579 660000.

4.4 Organes compétents pour l'utilisation des fonds

Le crédit-cadre est libéré par des arrêtés d'exécution.

Sont compétents pour l'utilisation des fonds la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie ou l'Office des ponts et chaussées. Les compétences en matière d'autorisation de dépenses de l'Office des ponts et chaussées correspondent aux dispositions de l'article 4 de l'ordonnance de Direction du 18 avril 2007 sur la délégation de compétences de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie (ODél TTE ; RSB 152.221.191.1).

4.5 Répercussions sur le personnel

Aucunes

5 Proposition

Pour les motifs exposés, nous proposons d'approuver le projet d'arrêté ci-joint.

Annexe

- Projet d'arrêté

Prolongation 2015 des délais de réalisation des motions et des postulats de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie

Date: 26 août 2015
Direction: Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie
N° d'affaire: 537648
Classification: Non classifié

M 246-2012 PLR (Haas, Berne)
Système de gestion du trafic : mesures immédiates pour la région de Berne

Traitement au Grand Conseil: 5 juin 2013
Décision: Adoption

☒ Proposition de prolonger le délai de deux ans, jusqu'en 2017

Motifs de la proposition et mesures de réalisation envisagées:
Les mesures relatives au système de gestion du trafic dans la région de Berne sont en cours. Dans le secteur Wankdorf, la mise en service du calculateur stratégique de la place du Wankdorf a déjà permis de réaliser des mesures de gestion du trafic efficaces. D'autres projets sont en phase de planification ou d'étude (notamment les mesures prioritaires de gestion du trafic sur la ligne 10, la gestion du trafic Berne nord, la gestion du trafic Berne est, la correction de la Bolligenstrasse nord et la requalification de la bande d'arrêt d'urgence Wankdorf – Muri). De nombreux services sont impliqués dans leur réalisation, ce qui augmente la complexité des projets et nécessite du temps. Etant donné que dans les projets, plusieurs décisions sont en suspens, l'horizon de réalisation ne peut pas être défini avec certitude. Selon la planification actuelle, d'autres mesures devraient pouvoir être mises en œuvre à partir de 2017.

M 153-2012 PLR (Moser, Biel/Bienne)
Ouverture de la branche Est du contournement de Bienne par l'A5 : mesures d'accompagnement pour augmenter les capacités sur l'axe Ouest

Traitement au grand Conseil: 23 janvier 2015
Décision: Points 1 et 3 adoptés sous forme de postulat, point 2 retiré

☒ Proposition de prolonger le délai de deux ans, jusqu'en 2017

18|00|O|2

Motifs de la proposition et mesures de réalisation envisagées:
Les premières mesures ont été mises en œuvre et sont achevées, notamment les adaptations et le renouvellement des signaux lumineux sur la place Guido-Müller. D'autres mesures en cours de planification concernent notamment le carrefour Route de Berne / Keltenstrasse où la nouvelle signalisation lumineuse est synchronisée avec celle des autres carrefours de l'axe Route de Berne – Faubourg du Lac. En outre, l'ensemble du système de commande coordonné des feux est optimisé.
Les mesures prévues et mises en œuvre reposent principalement sur les prévisions faites à l'aide du modèle des transports utilisé pour l'A5. Etant donné que dans les alentours différents chantiers de grande envergure sont en cours (N5 Marais-de-Brügg, réfection axe nord Bienne), il convient de continuer à observer l'évolution du trafic dans les prochaines années afin de pouvoir au besoin adapter ou étendre les mesures.

M 146-2012 PBD (Riem, Iffwil)
Fluidité du trafic sur l'A1 dans la région bernoise

Traitement au grand Conseil: 23 janvier 2013
Décision: Point 1 rejeté, point 2 adopté

☒ Proposition de prolonger le délai de deux ans, jusqu'en 2017

Motifs de la proposition et mesures de réalisation envisagées:
Malgré plusieurs prises de position du canton, les services de la Confédération compétents restent critiques par rapport à une jonction à Grauholz. Un projet général pour remédier au goulet d'étranglement de l'A1 entre Wankdorf et Schönbühl est actuellement en cours d'élaboration. Dans ce cadre, sur la base de la présente motion, le canton continuera à s'engager en faveur de la jonction de Grauholz.

Arrêté du Conseil-exécutif

N° d'ACE:	1030/2015
Date:	26 août 2015
Direction:	Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie
N° d'affaire:	537648
Classification:	Non classifié

Réalisation des motions et des postulats de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie.
Prolongation des délais 2015

Vu l'article 70, alinéa 1 de la loi du 4 juin 2013 sur le Grand Conseil, le Conseil-exécutif adopte la proposition de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie et propose au Grand Conseil de prolonger le délai de réalisation des motions et des postulats.

Au nom du Conseil-exécutif
Le chancelier:
Auer

CANTON DE BERNE * CONSEIL-EXECUTIF *

Pièces jointes

- Liste des demandes de prolongation du délai de réalisation de la Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie

Destinataires

- Grand Conseil
- Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie

03|10|0|2

M

Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	119-2015
Type d'intervention:	Motion
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.365
Déposée le:	23.03.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Luginbühl-Bachmann (Krattigen, PBD) (porte-parole)
Cosignataires:	10
Urgence demandée:	Non
Urgence accordée:	
N° d'ACE:	1204/2015 du 14 octobre 2015
Direction:	Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie
Classification:	–
Proposition du Conseil-exécutif:	**Adoption et classement**

Intégrer les enseignements tirés des projets de construction à l'étude des projets futurs

Le Conseil-exécutif est chargé de montrer comment intégrer les enseignements tirés des projets de construction à l'étude des projets futurs pour ainsi en simplifier le déroulement.

Développement :

Le Grand Conseil a donné son feu vert à la réalisation des projets de construction des deux centres d'entretien de Münsingen (session de janvier 2015) et de Loveresse (session de mars 2015). Conformément à la procédure en vigueur, les projets se sont déroulés en plusieurs étapes : concours, étude, planification et réalisation. De nombreuses études d'architectes ont participé au concours et cinq et sept projets respectivement ont été primés. Douze études d'architectes ont donc reçu un prix en espèces. On trouve ces informations et bien d'autres encore dans les volumineux rapports présentés par les deux jurys.

Ces deux projets pourraient ainsi servir de modèle pour la construction des centres d'entretien du canton et on peut imaginer que cette référence permettrait de raccourcir la durée des projets futurs.

On recourt déjà à ce système dans la construction routière. On pourrait aussi l'appliquer aux projets de construction de bâtiments scolaires, de bâtiments administratifs, etc. Ce qui importe, c'est de mettre au point des processus standard adéquats.

La question qui se pose est de savoir comment intégrer les enseignements tirés des projets déjà réalisés dans les projets à venir pour en raccourcir et simplifier le déroulement.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion porte sur un domaine ressortissant exclusivement au Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le gouvernement dispose ainsi d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs fixés, les moyens à mettre en œuvre et les modalités pratiques. Il lui appartient de décider en dernier ressort.

Il va de soi, pour le Conseil-exécutif également, que les enseignements tirés des projets déjà réalisés doivent être pris en considération dans les projets à venir. C'est d'ailleurs ainsi que procède l'Office des immeubles et des constructions (OIC) aujourd'hui. Dans la mesure du possible, l'OIC travaille à partir d'objets de référence et de prototypes qui se basent sur des plans ou des agencements standard d'éléments. En outre, pour planifier la gestion des surfaces et mettre en œuvre les consignes sur les plans énergétique et écologique, il a régulièrement recours à des normes reconnues.

Les constructions standard ne sont cependant judicieuses que s'il existe sur des sites comparables du canton un besoin relativement élevé en bâtiments similaires affectés aux mêmes usages. C'est par exemple le cas des filiales de chaînes de supermarchés étrangères. Les bâtiments administratifs cantonaux quant à eux doivent généralement répondre à des critères tellement différents qu'ils ne se prêtent guère à des constructions standard. Pour les deux centres d'entretien de Münsingen et de Loveresse également, les conditions notamment en termes de dimensions et de situation divergeaient à tel point que les enseignements tirés de la construction de l'un ne pouvaient sans autre être utilisés pour l'autre.

Des concours ne sont organisés que pour les projets complexes posant des exigences particulières. C'est la raison pour laquelle les résultats des concours peuvent rarement être utilisés dans le cadre d'autres projets puisque les exigences posées et les particularités liées au site leur sont propres.

Il n'en reste pas moins qu'il s'agit de viser autant que possible la simplification du déroulement des projets. A titre de mandat permanent, l'OIC est tenu d'examiner ses processus d'un œil critique et de les optimiser si nécessaire. La durée de chaque étape d'un projet de construction (concours/planification, étude, réalisation) ne dépend cependant pas uniquement de l'optimisation du déroulement, mais encore de la taille, de la complexité et de l'acceptation politique du projet, sans oublier les prescriptions en matière de droit des constructions.

La pratique en question étant déjà appliquée aujourd'hui, le Conseil-exécutif propose au Grand Conseil d'adopter et de classer la motion.

Destinataire
- Grand Conseil

M

Intervention parlementaire. Réponse commune du Conseil-exécutif

Réponse commune M 137-2015 et M 146-2015

N° de l'intervention:	137-2015
Type d'intervention:	Motion
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.495
Déposée le:	12.05.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Machado Rebmann (Bern, LAVerte) (porte-parole) Rüfenacht (Biel/Bienne, Les Verts) Stähli (Gasel, PBD) Fuchs (Bern, UDC) Brönnimann (Mittelhäusern, pvl) Streit-Stettler (Bern, PEV) Grädel (Huttwil/Schwarzenbach, UDF)
Cosignataires:	2
Urgence demandée:	Oui
Urgence accordée:	Non 04.06.2015
N° d'ACE:	1234/2015 du 21 octobre 2015
Direction:	Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie
Classification:	–
Proposition du Conseil-exécutif:	**Rejet**

Zone agricole de Riedbach: pas d'ateliers du BLS

Le Conseil-exécutif est chargé d'exercer ses droits d'actionnaire pour que BLS suspende l'étude et la réalisation des nouveaux ateliers à Riedbach.

Développement :

BLS prévoit de construire de nouveaux ateliers au beau milieu de la zone agricole et à proximité directe du hameau de Buech. Or, cette région sert à l'exploitation agricole et fait office de zone de détente pour la population de la ville de Berne.

Construire pareilles installations en pleine campagne est sujet à caution du point de vue de l'aménagement du territoire. A une époque où le mitage du territoire constitue un gros problème, une entreprise qui appartient à 55 pour cent au canton entend encore aggraver la situation. Le

projet contredit tous les principes du canton en matière d'aménagement du territoire, le plan directeur en vigueur et le projet de nouveau plan directeur ainsi que la conception régionale des transports et de l'urbanisation (CRTU) de la Conférence régionale de Berne-Mittelland actuellement en procédure de participation.

Ce projet de construction est lourd de conséquences : alors que la densification urbaine est aujourd'hui érigée en principe, le projet va se traduire par le gaspillage de précieuses terres agricoles. La région est par ailleurs très fréquentée par les citadins en quête de détente. Le projet de BLS accentue en outre encore la concentration des infrastructures dans l'agglomération bernoise et menace les emplois de BLS dans l'Oberland (Bönigen) et le Bas-Emmental (Oberburg). Le Syndicat du personnel des transports (SEV) partage ces craintes : selon un communiqué, ce projet constitue une centralisation problématique au détriment de la zone rurale. Pour le SEV, la centralisation est dans bien des cas synonyme de suppression d'emplois. La construction des nouveaux ateliers de BLS à l'ouest de Berne est une très mauvaise solution, car les véhicules devront alors passer par le goulet d'étranglement que constitue la ville de Berne.

Motivation de l'urgence :

Ce projet suscite beaucoup d'inquiétude. La situation doit être clarifiée rapidement, surtout pour les familles d'agriculteurs qui risquent de perdre leur exploitation, mais aussi pour BLS, sachant que l'étude des nouveaux ateliers est un processus absorbant et coûteux.

N° de l'intervention:	146-2015
Type d'intervention:	Motion
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.547
Déposée le:	12.05.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Krähenbühl (Unterlangenegg, UDC) (porte-parole) Guggisberg (Kirchlindach, UDC) Brand (Münchenbuchsee, UDC)
Cosignataires:	2
Urgence demandée:	Oui
Urgence accordée:	Non 04.06.2015
N° d'ACE:	1234/2015 du 21.10.2015
Direction:	Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie
Classification:	–
Proposition du Conseil-exécutif:	**Vote point par point** Point 1: adoption sous forme de postulat Point 2 : rejet

Entretien des véhicules: collaboration de BLS et des CFF

Le Conseil-exécutif, en sa qualité d'actionnaire majoritaire, est chargé de prendre les mesures suivantes pour éviter que la réorganisation de l'entretien aux BLS ne consomme davantage de terres cultivables :

1. par le dialogue avec les CFF et BLS et éventuellement d'autres compagnies ferroviaires, le canton de Berne cherchera des solutions de collaboration dans le domaine de l'entretien du matériel roulant afin d'épargner les terres cultivables ;

2. si aucune collaboration dans le domaine de l'entretien ne devait pouvoir se concrétiser entre BLS et les CFF, le canton de Berne prendrait des mesures pour que d'autres sites, jusque-là écartés pour des raisons relevant de l'aménagement du territoire (réserves forestières et naturelles) puissent entrer en ligne de compte à la place de Berne Riedbach pour le nouvel atelier.

Développement :

La société BLS a annoncé qu'elle allait construire à Berne Riedbach un nouvel atelier pour l'entretien de son matériel roulant ferroviaire. Pour cela, en accord avec la loi fédérale sur les chemins de fer, il faudra exproprier et détruire une ferme classée digne de protection par le Ser-

vice des monuments historiques et construire 20 hectares de terres cultivables situées en zone agricole.

BLS n'est pas la seule grande entreprise de transports à exploiter des ateliers d'entretien du matériel roulant. En effet, les CFF, la plus grande entreprise de transport ferroviaire de Suisse, ont un atelier à Bienne. Et les CFF possèdent de grandes aires à proximité des voies qui pourraient éventuellement convenir pour la construction d'un nouvel atelier.

Une collaboration entre BLS et les CFF, ou éventuellement avec d'autres entreprises ferroviaires – qu'il s'agisse de l'entretien de matériel roulant de BLS dans un atelier des CFF ou de la construction d'un atelier sur un terrain déjà construit des CFF, pourrait éviter non seulement la disparition de terres cultivables mais aussi éventuellement la création de surcapacités inutiles dans le domaine de l'entretien de matériel roulant ferroviaire.

Entre 1985 et 2009, nous avons perdu 1,1 mètre carré de surface agricole par seconde. Dans le même temps, les surfaces boisées et les réserves naturelles ont fortement augmenté (au nom de la régénération et de l'espace réservé aux eaux). Si la construction d'un bâtiment en-dehors des zones déjà construites ne peut être empêchée, alors il faut empêcher que cela ne nous coûte des terres cultivables. En choisissant le lieu de construction, il faut accorder au moins la même importance à la préservation des terres cultivables qu'à la préservation des réserves forestières ou naturelles.

Motivation de l'urgence: le projet de construction à Berne Riedbach met en jeu l'existence économique des agriculteurs et agricultrices concernés. C'est pourquoi il faut impérativement savoir au plus vite si la zone sera ou non expropriée.

Réponse commune du Conseil-exécutif

BLS a besoin d'un bâtiment de remplacement dans la région de Berne pour les ateliers RER d'Aebimatt, qui seront supprimés ou ne devraient plus pouvoir être utilisés que de manière très limitée à partir de 2020 en raison du projet de réaménagement de la gare de Berne. Pour la sécurité d'exploitation de BLS, il n'est pas possible de renoncer à ces nouveaux ateliers. Le Conseil-exécutif comprend les critiques et les demandes formulées dans la motion concernant le site de Riedbach. Le projet de la société a déclenché un grand malaise dans les milieux concernés et intéressés. Cela a conduit BLS, à la demande du canton, à évaluer une nouvelle fois la question de manière approfondie et à créer un groupe de suivi, qui s'est réuni pour la première fois le 31 août 2015. Il est placé sous la direction du maire de Langnau Bernhard Antener et compte environ trente membres parmi lesquels figurent des représentants et représentantes des personnes directement touchées, de la ville et du canton de Berne, ainsi que ceux de différentes associations de protection de la nature, de l'association des paysans bernois, de groupes de branche, d'associations économiques, et de partis politiques. Le groupe de suivi a pour mandat d'examiner sans a priori et de manière critique l'évaluation des sites menée jusqu'ici par BLS. Selon un communiqué de presse, le groupe a pu commencer son travail dans un climat constructif.

Le Conseil-exécutif attend beaucoup de la démarche participative pour laquelle BLS a désormais opté. Le groupe de suivi, qui est largement représentatif, permet d'apporter le regard extérieur qui manquait auparavant et d'examiner le projet d'un œil critique. Pour ne pas nuire au proces-

sus en cours, il faut attendre les résultats de cet examen avant de décider de la suite de la procédure.

a) Motion 137-2015

Comme mentionné en introduction, il faut maintenant attendre les résultats de l'examen mené par le groupe de suivi. L'intervention du canton en tant qu'actionnaire majoritaire reviendrait à déprécier tout le travail fourni par le groupe de suivi. Le Conseil-exécutif propose par conséquent de rejeter la motion.

b) Motion 146-2015

1. L'examen effectué par le groupe de suivi montrera d'abord si, contrairement aux analyses menées par BLS jusqu'ici, une collaboration avec les CFF peut être possible. Si, à l'issue de ces travaux, d'autres analyses et discussions sur une éventuelle collaboration devaient se révéler nécessaires, le Conseil-exécutif est disposé à y prendre part. Dans ce sens, il propose d'adopter le point 1 sous forme de postulat.

2. Planifier des projets sur des sites forestiers ou des réserves naturelles est impossible en raison des prescriptions fédérales en la matière (Loi fédérale du 4 octobre 1991 sur les forêts [Loi sur les forêts, LFo] et Loi fédérale du 1er juillet 1966 sur la protection de la nature et du paysage [LPN]). Le canton de Berne ne peut pas non plus prendre de mesures pour que des ateliers BLS soient conçus et réalisés dans une zone forestière ou dans des réserves naturelles, car cela ne relève pas de sa compétence.

   La zone forestière est protégée par le droit fédéral. Les conditions d'une autorisation de défrichement sont définies dans la LFo. Il est essentiel que dans cette zone, tout projet soit imposé par sa destination. S'il existe des sites de qualité équivalente ou meilleure hors de la zone forestière, aucune dérogation n'est possible (article 5, alinéa 2, lettre *a* LFo). Les surfaces de protection de la nature au sens de la LPN (objets figurant dans les inventaires fédéraux, types de biotopes, objets inscrits aux inventaires des biotopes cantonaux, etc.), les milieux abritant des espèces protégées et menacées et les réserves naturelles cantonales sont soumises à des dispositions strictes en matière de protection.

Destinataire

- Grand Conseil

M

Intervention parlementaire. Réponse commune du Conseil-exécutif

Réponse commune M 137-2015 et M 146-2015

N° de l'intervention:	137-2015
Type d'intervention:	Motion
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.495
Déposée le:	12.05.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Machado Rebmann (Bern, LAVerte) (porte-parole) Rüfenacht (Biel/Bienne, Les Verts) Stähli (Gasel, PBD) Fuchs (Bern, UDC) Brönnimann (Mittelhäusern, pvl) Streit-Stettler (Bern, PEV) Grädel (Huttwil/Schwarzenbach, UDF)
Cosignataires:	2
Urgence demandée:	Oui
Urgence accordée:	Non 04.06.2015
N° d'ACE:	1234/2015 du 21 octobre 2015
Direction:	Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie
Classification:	–
Proposition du Conseil-exécutif:	**Rejet**

Zone agricole de Riedbach: pas d'ateliers du BLS

Le Conseil-exécutif est chargé d'exercer ses droits d'actionnaire pour que BLS suspende l'étude et la réalisation des nouveaux ateliers à Riedbach.

Développement :

BLS prévoit de construire de nouveaux ateliers au beau milieu de la zone agricole et à proximité directe du hameau de Buech. Or, cette région sert à l'exploitation agricole et fait office de zone de détente pour la population de la ville de Berne.

Construire pareilles installations en pleine campagne est sujet à caution du point de vue de l'aménagement du territoire. A une époque où le mitage du territoire constitue un gros problème, une entreprise qui appartient à 55 pour cent au canton entend encore aggraver la situation. Le

projet contredit tous les principes du canton en matière d'aménagement du territoire, le plan directeur en vigueur et le projet de nouveau plan directeur ainsi que la conception régionale des transports et de l'urbanisation (CRTU) de la Conférence régionale de Berne-Mittelland actuellement en procédure de participation.

Ce projet de construction est lourd de conséquences : alors que la densification urbaine est aujourd'hui érigée en principe, le projet va se traduire par le gaspillage de précieuses terres agricoles. La région est par ailleurs très fréquentée par les citadins en quête de détente. Le projet de BLS accentue en outre encore la concentration des infrastructures dans l'agglomération bernoise et menace les emplois de BLS dans l'Oberland (Bönigen) et le Bas-Emmental (Oberburg). Le Syndicat du personnel des transports (SEV) partage ces craintes : selon un communiqué, ce projet constitue une centralisation problématique au détriment de la zone rurale. Pour le SEV, la centralisation est dans bien des cas synonyme de suppression d'emplois. La construction des nouveaux ateliers de BLS à l'ouest de Berne est une très mauvaise solution, car les véhicules devront alors passer par le goulet d'étranglement que constitue la ville de Berne.

Motivation de l'urgence :

Ce projet suscite beaucoup d'inquiétude. La situation doit être clarifiée rapidement, surtout pour les familles d'agriculteurs qui risquent de perdre leur exploitation, mais aussi pour BLS, sachant que l'étude des nouveaux ateliers est un processus absorbant et coûteux.

N° de l'intervention:	146-2015
Type d'intervention:	Motion
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.547
Déposée le:	12.05.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Krähenbühl (Unterlangenegg, UDC) (porte-parole) Guggisberg (Kirchlindach, UDC) Brand (Münchenbuchsee, UDC)
Cosignataires:	2
Urgence demandée:	Oui
Urgence accordée:	Non 04.06.2015
N° d'ACE:	1234/2015 du 21.10.2015
Direction:	Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie
Classification:	–
Proposition du Conseil-exécutif:	**Vote point par point** Point 1: adoption sous forme de postulat Point 2 : rejet

Entretien des véhicules: collaboration de BLS et des CFF

Le Conseil-exécutif, en sa qualité d'actionnaire majoritaire, est chargé de prendre les mesures suivantes pour éviter que la réorganisation de l'entretien aux BLS ne consomme davantage de terres cultivables :

1. par le dialogue avec les CFF et BLS et éventuellement d'autres compagnies ferroviaires, le canton de Berne cherchera des solutions de collaboration dans le domaine de l'entretien du matériel roulant afin d'épargner les terres cultivables ;

2. si aucune collaboration dans le domaine de l'entretien ne devait pouvoir se concrétiser entre BLS et les CFF, le canton de Berne prendrait des mesures pour que d'autres sites, jusque-là écartés pour des raisons relevant de l'aménagement du territoire (réserves forestières et naturelles) puissent entrer en ligne de compte à la place de Berne Riedbach pour le nouvel atelier.

Développement :

La société BLS a annoncé qu'elle allait construire à Berne Riedbach un nouvel atelier pour l'entretien de son matériel roulant ferroviaire. Pour cela, en accord avec la loi fédérale sur les chemins de fer, il faudra exproprier et détruire une ferme classée digne de protection par le Ser-

vice des monuments historiques et construire 20 hectares de terres cultivables situées en zone agricole.

BLS n'est pas la seule grande entreprise de transports à exploiter des ateliers d'entretien du matériel roulant. En effet, les CFF, la plus grande entreprise de transport ferroviaire de Suisse, ont un atelier à Bienne. Et les CFF possèdent de grandes aires à proximité des voies qui pourraient éventuellement convenir pour la construction d'un nouvel atelier.

Une collaboration entre BLS et les CFF, ou éventuellement avec d'autres entreprises ferroviaires – qu'il s'agisse de l'entretien de matériel roulant de BLS dans un atelier des CFF ou de la construction d'un atelier sur un terrain déjà construit des CFF, pourrait éviter non seulement la disparition de terres cultivables mais aussi éventuellement la création de surcapacités inutiles dans le domaine de l'entretien de matériel roulant ferroviaire.

Entre 1985 et 2009, nous avons perdu 1,1 mètre carré de surface agricole par seconde. Dans le même temps, les surfaces boisées et les réserves naturelles ont fortement augmenté (au nom de la régénération et de l'espace réservé aux eaux). Si la construction d'un bâtiment en-dehors des zones déjà construites ne peut être empêchée, alors il faut empêcher que cela ne nous coûte des terres cultivables. En choisissant le lieu de construction, il faut accorder au moins la même importance à la préservation des terres cultivables qu'à la préservation des réserves forestières ou naturelles.

Motivation de l'urgence: le projet de construction à Berne Riedbach met en jeu l'existence économique des agriculteurs et agricultrices concernés. C'est pourquoi il faut impérativement savoir au plus vite si la zone sera ou non expropriée.

Réponse commune du Conseil-exécutif

BLS a besoin d'un bâtiment de remplacement dans la région de Berne pour les ateliers RER d'Aebimatt, qui seront supprimés ou ne devraient plus pouvoir être utilisés que de manière très limitée à partir de 2020 en raison du projet de réaménagement de la gare de Berne. Pour la sécurité d'exploitation de BLS, il n'est pas possible de renoncer à ces nouveaux ateliers. Le Conseil-exécutif comprend les critiques et les demandes formulées dans la motion concernant le site de Riedbach. Le projet de la société a déclenché un grand malaise dans les milieux concernés et intéressés. Cela a conduit BLS, à la demande du canton, à évaluer une nouvelle fois la question de manière approfondie et à créer un groupe de suivi, qui s'est réuni pour la première fois le 31 août 2015. Il est placé sous la direction du maire de Langnau Bernhard Antener et compte environ trente membres parmi lesquels figurent des représentants et représentantes des personnes directement touchées, de la ville et du canton de Berne, ainsi que ceux de différentes associations de protection de la nature, de l'association des paysans bernois, de groupes de branche, d'associations économiques, et de partis politiques. Le groupe de suivi a pour mandat d'examiner sans a priori et de manière critique l'évaluation des sites menée jusqu'ici par BLS. Selon un communiqué de presse, le groupe a pu commencer son travail dans un climat constructif.

Le Conseil-exécutif attend beaucoup de la démarche participative pour laquelle BLS a désormais opté. Le groupe de suivi, qui est largement représentatif, permet d'apporter le regard extérieur qui manquait auparavant et d'examiner le projet d'un œil critique. Pour ne pas nuire au proces-

sus en cours, il faut attendre les résultats de cet examen avant de décider de la suite de la procédure.

a) Motion 137-2015

Comme mentionné en introduction, il faut maintenant attendre les résultats de l'examen mené par le groupe de suivi. L'intervention du canton en tant qu'actionnaire majoritaire reviendrait à déprécier tout le travail fourni par le groupe de suivi. Le Conseil-exécutif propose par conséquent de rejeter la motion.

b) Motion 146-2015

1. L'examen effectué par le groupe de suivi montrera d'abord si, contrairement aux analyses menées par BLS jusqu'ici, une collaboration avec les CFF peut être possible. Si, à l'issue de ces travaux, d'autres analyses et discussions sur une éventuelle collaboration devaient se révéler nécessaires, le Conseil-exécutif est disposé à y prendre part. Dans ce sens, il propose d'adopter le point 1 sous forme de postulat.

2. Planifier des projets sur des sites forestiers ou des réserves naturelles est impossible en raison des prescriptions fédérales en la matière (Loi fédérale du 4 octobre 1991 sur les forêts [Loi sur les forêts, LFo] et Loi fédérale du 1er juillet 1966 sur la protection de la nature et du paysage [LPN]). Le canton de Berne ne peut pas non plus prendre de mesures pour que des ateliers BLS soient conçus et réalisés dans une zone forestière ou dans des réserves naturelles, car cela ne relève pas de sa compétence.

   La zone forestière est protégée par le droit fédéral. Les conditions d'une autorisation de défrichement sont définies dans la LFo. Il est essentiel que dans cette zone, tout projet soit imposé par sa destination. S'il existe des sites de qualité équivalente ou meilleure hors de la zone forestière, aucune dérogation n'est possible (article 5, alinéa 2, lettre *a* LFo). Les surfaces de protection de la nature au sens de la LPN (objets figurant dans les inventaires fédéraux, types de biotopes, objets inscrits aux inventaires des biotopes cantonaux, etc.), les milieux abritant des espèces protégées et menacées et les réserves naturelles cantonales sont soumises à des dispositions strictes en matière de protection.

Destinataire

- Grand Conseil

M

Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	151-2015
Type d'intervention:	Motion
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.565
Déposée le:	01.06.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Knutti (Weissenburg, UDC) (porte-parole) Machado Rebmann (Bern, LAVerte)
Cosignataires:	0
Urgence demandée:	Oui
Urgence accordée:	Non 04.06.2015
N° d'ACE:	1224/2015 du 21 octobre 2015
Direction:	Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie
Classification:	–
Proposition du Conseil-exécutif:	**Rejet**

Rien que du bois suisse dans les bâtiments cantonaux

Le Conseil-exécutif est chargé de :

1. s'assurer que les bâtiments cantonaux et les bâtiments subventionnés utilisent avant tout du bois suisse ;

2. à plus long terme, s'assurer que les bâtiments cantonaux et les bâtiments subventionnés n'utilisent que du bois suisse.

Développement :

Le canton de Berne est propriétaire d'environ 2 500 bâtiments. En 2010, il s'est fixé pour objectif d'utiliser 1 500 mètres cubes de bois suisse par an pour ses rénovations et ses constructions. Il faut impérativement maintenir cet objectif et, à plus long terme le pousser plus loin car l'industrie bernoise du bois souffre depuis longtemps de la concurrence du bois étranger bon marché. L'objectif à long terme consisterait à n'utiliser que du bois suisse dans les constructions commandées par le canton et celles qu'il subventionne.

Il ne se passe pas un jour sans que des fournisseurs de bois autrichiens par exemple importent en douce dans des camions suisses du bois bon marché, faisant ainsi concurrence à l'industrie du bois locale. Nos scieries doivent par ailleurs endurer une baisse des prix de 30 pour cent pour pouvoir faire face aux entreprises étrangères. Certaines entreprises de transformation du bois risquent par conséquent la faillite, notamment à cause du cours du franc.

Le motionnaire pense qu'il vaudrait mieux soutenir les entreprises bernoises de transformation du bois en employant du bois suisse dans les constructions cantonales. Le canton de Berne doit faire office de précurseur à cet égard. L'idée serait d'utiliser localement le bois produit sur le sol suisse. Les distances de transport s'en trouveraient par la même occasion raccourcies, ce qui réduirait la pollution et ferait baisser les coûts.

Motivation de l'urgence: le franc suisse stagne à un taux élevé.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion relève de la compétence exclusive du Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le Conseil-exécutif dispose ainsi d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs fixés, les moyens à mettre en œuvre et les modalités pratiques. Il lui appartient de décider en dernier ressort.

Le Conseil-exécutif promeut depuis des années l'utilisation du bois dans les constructions et les projets énergétiques cantonaux. L'objectif que s'est fixé le canton d'avoir recours à 1500 m^3 de bois par année dans ses constructions et ses rénovations est toujours valable, et l'Office des immeubles et des constructions (OIC) est tenu, conformément au « standard bois », de faire usage du bois autant que possible dans les bâtiments cantonaux, qu'il s'agisse de constructions ou de rénovations de façades, de fenêtres, de portes ou d'aménagements intérieurs.

En ce qui concerne les acquisitions de bois, il convient toutefois de tenir compte des principes qui régissent les marchés publics. Le droit suisse en la matière doit être considéré à la lumière de l'accord international sur les marchés publics, qui est entré en vigueur pour la Suisse le 1er janvier 1996. Cet accord interdit de favoriser de manière générale les produits, services ou fournisseurs nationaux, et de discriminer de la sorte les produits ou les services nationaux et étrangers. Dès lors, un appel d'offres demandant l'utilisation exclusive de bois suisse contreviendrait à la législation sur les marchés publics.

Le Conseil-exécutif est d'accord avec le motionnaire sur le fait que lors de l'acquisition de bois, il importe de tenir compte de l'écologie. Partant, l'Office des immeubles et des constructions achète exclusivement du bois provenant de forêts exploitées de façon durable, disposant des certificats correspondants, et suit la recommandation « Achat de bois produit durablement » de la KBOB (Conférence de coordination des services de la construction et des immeubles des maîtres d'ouvrage publics), eco-bau (Durabilité et constructions publiques), IPB (Communauté d'intérêts des maîtres d'ouvrage professionnels privés) ainsi que de la CA (Commission des achats de la Confédération). Le bois suisse portant le label COBS (Certificat d'origine bois Suisse) répond régulièrement aux standards de la recommandation « Achat de bois produit durablement ». La situation initiale sur les marchés publics est donc généralement bonne pour les soumissionnaires suisses. L'Office cantonal des forêts (OFOR) a par ailleurs lancé le programme

« Economie forestière durable BE », qui aide les propriétaires de forêts qui veulent prendre des initiatives à mettre en place des structures professionnelles, de manière à ce que les besoins en bois puissent à nouveau davantage être couverts par des producteurs régionaux.

Destinataire

- Grand Conseil

M

Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	156-2015
Type d'intervention:	Motion
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.571
Déposée le:	01.06.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Brand (Münchenbuchsee, UDC) (porte-parole) Oester (Belp, UDF) Fischer (Meiringen, UDC)
Cosignataires:	2
Urgence demandée:	Oui
Urgence accordée:	Non 04.06.2015
N° d'ACE:	1205/2015 du 14 octobre 2015
Direction:	Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie
Classification:	–
Proposition du Conseil-exécutif:	**Vote point par point** **Point 1: Rejet** **Point 2: Adoption et classement**

Garantie de la propriété: renoncer à l'introduction du MoPEC

Le Conseil-exécutif est chargé des mandats suivants :

1. Renoncer à introduire le Modèle de prescriptions énergétiques des cantons (MoPEC), à moins que ces règles n'aient été introduites dans la loi cantonale du 15 mai 2011 sur l'énergie.

2. Introduire les nouvelles prescriptions du MoPEC 2014, notamment celle des 10 pour cent d'énergie renouvelable, qui affectent la garantie de la propriété uniquement si elles reposent sur une base légale susceptible d'avoir été mise en cause par référendum.

Développement :

En janvier 2015, la Conférences des directeurs cantonaux de l'énergie a adopté le Modèle de prescriptions énergétiques des cantons (MoPEC). Ces prescriptions constituent l'ensemble des dispositions législatives environnementales élaborées par les cantons en vertu de leur expérience de mise en œuvre dans le domaine des constructions. Il s'agit en somme du dénominateur

commun des cantons. Les membres de la Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie s'efforcent de transposer le MoPEC dans leurs législations cantonales respectives et d'induire une harmonisation aussi poussée que possible.

Or, le MoPEC contient des recommandations qui ont des conséquences radicales pour les propriétaires :

- Production de courant dans les bâtiments nouveaux : la part d'énergie produite dans les nouveaux bâtiments pour la consommation interne doit être de 10 pour cent au moins.
- Pas d'obligation d'assainissement : pour le remplacement des systèmes de chauffage au mazout ou au gaz, de nouvelles charges sont formulées. Dix pour cent de l'énergie nécessaire doivent être couverts par des énergies renouvelables ou par des économies d'énergie.
- Prescriptions relatives aux zones : les cantons et surtout les communes doivent pouvoir entreprendre une planification énergétique susceptible d'être rendue contraignante pour les autorités et les propriétaires. Cela peut aboutir à une restriction de la garantie de la propriété.

Les cantons se voient ménager une latitude considérable en ce qui concerne le MoPEC. La loi sur l'énergie du canton de Berne est très moderne, elle a été adoptée en votation populaire le 15 mai 2011. Les recommandations du MoPEC telles que l'interdiction des chauffages électriques ou les exigences minimales posées en matière de sources d'énergie renouvelables pour la production de chaleur s'y trouvent déjà. Lors de la votation sur l'initiative « Berne renouvelable », le corps électoral bernois a rejeté l'introduction de restrictions plus poussées encore dans la loi sur l'énergie.

Pour l'introduction de prescriptions plus restrictives en référence au MoPEC, il faut des bases légales. La révision de la loi du 15 mai 2011 sur l'énergie n'aura de sens que quand la Confédération aura présenté sa Stratégie énergétique 2050.

Motivation de l'urgence :

La mise en œuvre rapide du MoPEC risque d'avoir pour conséquence que les prescriptions supplémentaires, dépourvues de légitimité démocratique, restreignent davantage encore la garantie de la propriété.

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif est toujours favorable aux objectifs définis dans la Stratégie énergétique du canton de Berne, c'est-à-dire de parvenir d'ici à 2035 à une société à 4000 watts et, à plus long terme, à une société à 2000 watts. Les nouvelles prescriptions du MoPEC 2014, que la Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie a adopté en assemblée plénière le 9 janvier 2015, sont en adéquation aussi bien avec la Stratégie énergétique 2006 du canton de Berne qu'avec la stratégie énergétique 2050 de la Confédération. Comme cela est prévu dans le plan de mesures pour la mise en œuvre de la Stratégie énergétique du canton, ces prescriptions doivent donc être prises en considération dans la législation cantonale sur l'énergie.

1. Les nouvelles prescriptions sont importantes pour atteindre les objectifs de la Stratégie énergétique cantonale. Elles sont par ailleurs l'expression d'un consensus intercantonal sur les points concrets que l'on peut et que l'on doit examiner de plus près. Pour que la transition énergétique soit une réussite, elle doit être une œuvre commune, d'où la nécessité, dans ce domaine tout particulièrement, de bien coordonner les activités au niveau intercantonal. En renonçant complètement à introduire le MoPEC 2014, le canton de Berne s'écarterait du consensus et mettrait en péril la bonne mise en œuvre de sa propre stratégie énergétique. Le Conseil-exécutif propose donc le rejet du point 1 de la motion.

2. Le Conseil-exécutif envisage d'appliquer le MoPEC 2014 en deux étapes : la première consistera, dans le cadre d'une révision partielle de l'ordonnance cantonale sur l'énergie (OCEn), à reprendre les prescriptions pour lesquelles la loi cantonale du 15 mai 2011 sur l'énergie (LCEn) fournit déjà les bases légales. La Commission des infrastructures et de l'aménagement du territoire (CIAT) du Grand Conseil du canton de Berne pourra se prononcer sur le projet de révision si elle le souhaite. Dans une deuxième étape, il sera procédé aux adaptations nécessaires de la LCEn, lesquelles relèvent de la compétence du Grand Conseil. La révision de la loi permettra également de mettre en œuvre des motions adoptées (motion Masshardt 106/2011 et motion Kohler 211/2011) qui, toutes deux, visent une utilisation plus rationnelle de l'énergie. Le point 2 correspond par conséquent à la démarche prévue.

Destinataire

- Grand Conseil

M

Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	171-2015
Type d'intervention:	Motion
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.590
Déposée le:	03.06.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Hofmann (Bern, PS) (porte-parole)
Cosignataires:	21
Urgence demandée:	Non
Urgence accordée:	Non
N° d'ACE:	1225/2015 du 21 octobre 2015
Direction:	Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie
Classification:	–
Proposition du Conseil-exécutif:	**Rejet**

Bâtiments cantonaux et places de stationnement

Le Conseil-exécutif est chargé de :

1. montrer de quelle façon il évitera à l'avenir que ne soient soumis au Grand Conseil des crédits de construction qui reviennent à subventionner des places de stationnement dans des garages ;
2. faire en sorte qu'à l'avenir le nombre de places de stationnement mises à disposition par le canton dans les nouvelles constructions soit adapté à la demande attendue.

Développement :

Comme exemple de situation où les frais de construction ne sont absolument pas couverts, nous prendrons le crédit pour le nouveau bâtiment sis Murtenstrasse 20-30, que le Grand Conseil a adopté à la session de janvier 2015.

Les quatrième et cinquième sous-sols de ce nouveau bâtiment servent exclusivement à garer 105 voitures. Selon les informations obtenues par la Commission des infrastructures et de l'amé-

nagement du territoire (CIAT), ces deux étages vont coûter 9,7 millions de francs. Soit plus de 90 000 francs par place de stationnement.

Dans le rapport, les recettes annuelles de ce garage sont estimées à 189 000 francs, ce qui correspond à 1 800 francs par place et par an, ou 150 francs par mois.

Il est alors facile de calculer le rendement brut de ces places de stationnement : moins de deux pour cent. Tandis que les autres constructions nouvelles ont un rendement brut de six pour cent. Deux tiers des dépenses sont donc financées par le contribuable, et seulement un tiers par les automobilistes qui achètent un ticket de stationnement.

De tels cas sont malheureusement loin d'être isolés. La construction d'une place au parking Schlossberg, à Thoune, coûte environ 130 000 francs. Il n'est pas du tout sûr que ces places génèrent des revenus supérieurs à celles de la Murtenstrasse. Et même si c'était le cas, les places n'en resteraient pas moins subventionnées.

J'ignorais que promouvoir le stationnement dans des zones centrales à coup de subventions était une tâche publique. Il n'existe aucune disposition allant dans ce sens. La protection de l'air par exemple est en revanche bel est bien une tâche publique. Et ces deux « tâches » sont diamétralement opposées.

Le Grand Conseil n'a pas voulu délibérer sur le projet de la Murtenstrasse en débat libre. Le député duquel émanait la demande, qui réclamait pour les places de stationnement un rendement brut à la valeur du marché, n'a pas réussi à présenter sa demande de manière intelligible dans les deux minutes imparties.

Le second point de cette motion est un autre exemple de ce qui ne devrait pas se produire. Un tiers seulement des 105 places servira aux utilisateurs et utilisatrices de l'immeuble. Les deux tiers restants seront loués au parking de l'Île. Nous avons demandé si l'on ne pourrait pas réduire le nombre de places au tiers correspondant à la demande, ce à quoi on nous a répondu que les 105 places figurent dans le plan de quartier de la ville de Berne et que le canton doit s'y tenir. La ville de Berne soutient quant à elle que les 105 places sont déjà en-deçà du minimum fixé dans l'ordonnance sur les constructions (OC). L'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire (OACOT) aurait indiqué qu'aucune réduction supplémentaire n'aurait pu être autorisée. En bref : l'OC contraint parfois les maîtres d'ouvrage (les communes lors de la rédaction des plans de quartier) à construire plus de places de stationnement que nécessaire.

Une dernière remarque au sujet des places de stationnement louées au parking de l'Île : les documents ne précisent absolument nulle part que le parking de l'Île ait besoin de places supplémentaires.

Réponse du Conseil-exécutif

En se référant en particulier au projet cantonal de construction d'un bâtiment à la Murtenstrasse 20 à 30 – projet qui a été approuvé par le Grand Conseil lors de la session de janvier 2015, et contre lequel un vote populaire a maintenant été demandé –, le motionnaire considère que le canton subventionne des places de stationnement pour des particuliers. Il n'en est rien, car le Conseil-exécutif est entièrement d'accord avec lui sur le fait que subventionner des places de

stationnement pour les particuliers n'est pas une tâche publique. En réalité, le nombre de places de stationnement mises à disposition dans le cadre des projets de construction cantonaux est déterminé soit d'après les dispositions légales générales de l'article 52 de l'ordonnance cantonale du 6 mars 1985 sur les constructions (OC ; RSB 721.1) et l'utilisation cantonale qui est concrètement prévue, soit d'après les dispositions contraignantes d'un plan de quartier en vigueur. La gestion des places de stationnement s'opère dès lors conformément à l'ordonnance du 25 octobre 1995 sur la gestion des places de stationnement du canton (OGPS ; RSB 761.612.1). Dans le cas du projet de la Murtenstrasse 20 à 30, les dispositions du plan de quartier de la ville de Berne devaient être respectées. Il n'existait aucune marge de manœuvre sur le plan juridique pour réduire le nombre de places de stationnement. Le parking Schlossberg à Thoune, également mentionné dans le développement de la motion, n'est quant à lui pas un immeuble appartenant au canton.

Les points de la motion appellent les remarques suivantes :

1. A l'avenir également, les projets de construction cantonaux se réfèreront, en ce qui concerne les places de stationnement, aux dispositions légales et aux consignes de planification en vigueur, ainsi qu'aux besoins cantonaux concrètement établis. Le Conseil-exécutif estime qu'il n'y a pas lieu de modifier cette pratique.

2. La règle absolue appliquée de manière générale est que le nombre de places de stationnement mises à disposition dans le cadre de projets de construction cantonaux ne dépasse pas la demande concrètement attendue pour l'utilisation cantonale. Le projet de la Murtenstrasse 20 à 30 était une exception, car, comme cela a été mentionné, les dispositions du plan de quartier correspondant de la ville de Berne devaient être respectées. C'est pour cette seule et unique raison que le projet comporte plus de places de stationnement que ce qui serait normalement mis à disposition. En principe, la pratique actuelle est stricte par rapport aux critères appliqués par le passé. En tant qu'employeur, le canton ne met à disposition qu'un nombre très limité de places de stationnement, et en ce qui concerne les bâtiments cantonaux, la demande est régulièrement de beaucoup supérieure à l'offre. Le Conseil-exécutif ne voit donc pas de nécessité d'intervenir.

Destinataire

- Grand Conseil

P

Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	190-2015
Type d'intervention:	Postulat
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.637
Déposée le:	10.06.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Daetwyler (Saint-Imier, PS) (porte-parole) Moser (Biel/Bienne, PLR) Bühler (Cortébert, UDC)
Cosignataires:	3
Urgence demandée:	Non
Urgence accordée:	Non
N° d'ACE:	1206/2015 du 14 octobre 2015
Direction:	Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie
Classification:	–
Proposition du Conseil-exécutif:	**Rejet**

Parcs naturels régionaux et transports publics

Le Conseil-exécutif est chargé de soumettre une proposition au Grand Conseil en vue de mettre en place un mécanisme de financement de la mobilité dans les parcs naturels régionaux permettant de soutenir financièrement les dessertes des parcs par les transports publics.

Développement :

La desserte des parcs régionaux par les transports publics répond à un besoin et s'inscrit parfaitement dans la stratégie du développement durable, en permettant notamment de réduire le trafic individuel. Actuellement, il n'existe pas de financement public des lignes de transport régionales à caractère touristique. Les dessertes des parcs régionaux reposent sur un cofinancement par du sponsoring, qui est généralement limité dans le temps, ou sur des financements communaux, qui ne sont pas garantis à long terme.

L'objectif de ce postulat est d'étudier les modalités permettant de remédier à cet inconvénient, en rendant possible la mise en place de dessertes par les transports publics permettant de réduire le trafic individuel, dans le cadre de concepts de gestion de la mobilité.

Réponse du Conseil-exécutif

Ces dernières années, quatre parcs naturels régionaux ont vu le jour dans le canton de Berne. Ces parcs sont très appréciés, et l'affluence y est importante. Ils sont aujourd'hui déjà accessibles en transports publics, mais ces derniers ne permettent cependant pas de rejoindre certains sites touristiques intéressants qui s'y trouvent. Le Conseil-exécutif comprend donc bien l'intérêt d'améliorer la desserte des parcs par les transports publics.

La législation nationale et cantonale sur les transports publics a pour objectif de cofinancer la desserte par les transports publics dans les zones habitées, et là où la demande est également suffisamment forte au quotidien. Les entreprises de transport ferroviaire ou de navigation à caractère purement touristique ne peuvent bénéficier de subventions cantonales qu'à titre exceptionnel et en fonction de la situation (par exemple en tant qu'aide transitoire), et ce uniquement si elles revêtent une importance considérable pour une région (article 9 de la loi du 16 septembre 1993 sur les transports publics [LCTP ; RSB 762.4]).

La loi fédérale du 1er juillet 1966 sur la protection de la nature et du paysage (LPN ; RS 451), qui constitue la base légale des parcs naturels régionaux, indique que ceux-ci doivent contribuer à conserver et à mettre en valeur des biotopes remarquables, ainsi que des sites d'une beauté particulière. Ils ont également pour objet de promouvoir les activités économiques axées sur le développement durable, et, notamment, un tourisme proche de la nature. Ainsi, de l'avis du Conseil-exécutif, l'élaboration d'un financement assurant la desserte des parcs régionaux par les transports publics est une tâche qui revient fondamentalement à la Confédération. Ceci nécessiterait cependant, tout d'abord, d'adapter les conditions légales pour le financement des TP au niveau fédéral.

Tant que la Confédération, première responsable en la matière, ne s'empare pas de ce thème, le Conseil-exécutif ne juge pas judicieux que le canton de Berne développe sa propre solution au moyen d'un financement cantonal. Un financement régulier de telles offres purement touristiques rendrait par ailleurs nécessaire une adaptation de la loi sur les transports publics qui serait contraire à ses principes actuels. Le Conseil-exécutif fait également remarquer que le canton de Berne alloue des aides financières significatives aux organismes responsables des parcs naturels régionaux. Ces dernières années, ces subventions, qui s'ajoutent aux contributions versées par la Confédération, se sont élevées pour l'ensemble des quatre parcs à plus de 1,5 million de francs par an. Lors de la session de septembre 2015, le Grand Conseil a approuvé le crédit-cadre 2016-2019 correspondant. Il y est prévu, pour l'ensemble des quatre parcs, des subventions à hauteur de 1,3 million de francs par année. Du fait de ces considérations, le Conseil-exécutif propose le rejet du postulat.

Destinataire

- Grand Conseil

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la commission

Arrêté du Grand Conseil concernant

- l'initiative législative sur les sites hospitaliers et
- le contre-projet de modification de la loi sur les soins hospitaliers (LSH)

Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale

Table des matières

		Pages
1.	**Initiative**	3
1.1	Dépôt et aboutissement	3
1.2	Objectif et contenu	3
1.3	Validité	3
1.4	Appréciation	4
1.5	Conséquences	5
2.	**Contre-projet**	5
2.1	Généralités	5
2.2	Faisabilité	6
2.3	Commentaire des articles	6
2.4	Répercussions financières	10
2.5	Répercussions sur le personnel et l'organisation	10
2.6	Répercussions sur les communes	10
2.7	Répercussions sur l'économie	10
3.	**Synopsis**	11
4.	**Proposition du Conseil-exécutif**	11
Annexe: estimation des coûts induits par l'initiative et par le contre-projet		12

Rapport
présenté par le Conseil-exécutif au Grand Conseil relatif à l'arrêté du Grand Conseil concernant l'initiative législative sur les sites hospitaliers et le contre-projet de modification de la loi sur les soins hospitaliers (LSH)

1. Initiative

1.1 Dépôt et aboutissement

L'initiative populaire sur les sites hospitaliers (ci-après initiative) a été déposée à la Chancellerie d'Etat le 21 janvier 2014. Sur les 26 023 signatures, 25 945 ont été déclarées valables. Selon l'article 58, alinéa 2 de la Constitution du canton de Berne du 6 juin 1993 (ConstC)[1], 15 000 signatures sont requises. L'aboutissement de l'initiative a par conséquent été constaté par le Conseil-exécutif par arrêté du 12 février 2014[2].

1.2 Objectif et contenu

L'initiative propose un projet de loi composé de sept articles qui contraint le canton à maintenir pendant au moins huit ans certains sites hospitaliers avec l'offre de prestations proposée au moment du dépôt. Le Grand Conseil pourra ensuite procéder à des adaptations sur proposition du Conseil-exécutif dans un arrêté soumis à la votation facultative.

1.3 Validité

Le Conseil-exécutif statue sur l'aboutissement des initiatives et le Grand Conseil sur leur validité (art. 59, al. 1 ConstC). Une initiative sera entièrement ou partiellement invalidée si elle viole le droit supérieur, est inexécutable ou ne respecte pas l'unité de la forme ou de la matière (art. 59, al. 2 ConstC).

La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale a chargé Bernhard Rütsche, professeur de droit public à l'université de Lucerne, d'une expertise sur la validité de l'initiative[3]. Ses conclusions sont les suivantes:

– L'initiative concerne l'ensemble des centres hospitaliers régionaux (CHR), Hôpital du Jura bernois (HJB) inclus, dans la mesure où leurs hôpitaux fournissent des prestations de soins aigus hospitaliers de base sur les sites mentionnés. Elle ne s'applique à l'Hôpital de l'Ile que si celui-ci est désigné CHR[4]. Les institutions psychiatriques, les cliniques privées, les cliniques de réadaptation et les maisons de naissance n'entrent pas dans le champ d'application.
– L'initiative garantit le maintien des sites, mais pas de chaque hôpital public. Le canton peut modifier le nombre de ces derniers tant qu'il existe au moins un établissement par site. Il peut aussi adapter leur forme juridique, leur organisation et les rapports de propriété.
– L'objet de l'initiative est conforme au droit supérieur.
– En cas d'adoption, l'initiative est à mettre en œuvre sans contrevenir au principe de la concurrence qui sous-tend la législation fédérale sur l'assurance-maladie et qui est garanti par la Constitution fédérale.
– Les instruments prévus par la législation actuelle pour l'exercice des droits d'exploitation et de propriété ainsi que pour le financement (notamment les contributions cantonales) permettent au moins partiellement d'exécuter l'initiative sans violer le droit fédéral. Celle-ci peut donc être déclarée valide.
– La mise en œuvre atteindrait cependant ses limites si un hôpital public d'un site régional ne satisfaisait plus aux exigences de la législation fédérale concernant la qualité et le caractère économique des prestations.
– L'adoption de l'initiative ne nécessite aucune adaptation de la législation sur les soins hospitaliers. Le canton devrait cependant exploiter toute la palette des instruments à sa disposition pour pouvoir répondre au mieux aux prescriptions de l'initiative. La législation fédérale ne permet en effet pas d'autres subventions en faveur des hôpitaux publics exploités sur des sites régionaux.

Le Conseil-exécutif se rallie aux conclusions de l'expertise Rütsche, pour les motifs suivants:

Premièrement, l'initiative ne viole pas le droit supérieur ni, en particulier, les normes de la législation fédérale sur l'assurance-maladie.

Deuxièmement, elle n'est pas inexécutable, bien que sa mise en œuvre se heurte à certaines limites:

– Une procédure de surveillance est à lancer d'office si un hôpital dans le champ d'application de l'initiative ne remplit plus, ou plus que partiellement, les conditions de police sanitaire. Les mesures à prendre vont de l'avertissement au retrait de l'autorisation d'exploiter[5]. Celle-ci s'éteint par ailleurs avec la cessation de l'activité[6]. Or un hôpital ne peut être exploité sans autorisation, même si l'initiative prévoit une garantie légale d'exploitation[7].

[1] RSB 101.1
[2] ACE n° 139/2014
[3] Bernhard Rütsche, *Rechtsgutachten: Übereinstimmung der Berner Standortinitiative vom 21. Januar 2014 mit übergeordnetem Recht und kantonalem Gesetzesrecht*, Lucerne, 11 juin 2014 (http://bit.ly/15YG889)
[4] Art. 16, al. 3 de la loi du 13 juin 2013 sur les soins hospitaliers (RSB 812.11)
[5] Cf. art. 118 ss LSH
[6] Art. 123, al. 2 LSH
[7] Art. 2 de la loi sur les sites hospitaliers selon l'initiative

– Si un établissement soumis à l'initiative ne remplit plus les critères d'admission sur la liste des hôpitaux définis par la législation fédérale[8], le Conseil-exécutif est tenu de le rayer de la liste en vertu du droit fédéral. L'hôpital perd alors le droit de facturer ses prestations à la charge de l'assurance obligatoire des soins (AOS). En théorie, il pourrait encore être exploité comme hôpital conventionné[9], pour autant que les assureurs-maladie soient disposés à conclure une convention tarifaire avec un établissement qui ne satisfait pas auxdits critères, ce qui semble peu probable.
– La mise en œuvre de l'initiative dépend également des moyens dégagés par le canton pour les autres contributions[10] en faveur des hôpitaux entrant dans son champ d'application. Les subventions cantonales peuvent en effet uniquement être octroyées sur la base d'un crédit budgétaire et d'une autorisation de dépenses[11].

Troisièmement, l'initiative est conçue comme un projet rédigé de toutes pièces. L'unité de la forme est donc respectée.

Quatrièmement, elle vise à assurer suffisamment de soins hospitaliers de qualité, dispensés de manière économique. Elle entend à cet effet garantir l'exploitation d'hôpitaux publics sur certains sites géographiques. Le but et le contenu de l'initiative présentant un lien de connexité matérielle, l'unité de la matière est également respectée.

Au vu de ce qui précède, l'initiative peut être déclarée valide et, partant, être soumise au vote populaire.

1.4 Appréciation

L'initiative propose un nouveau texte de loi couvrant partiellement la même matière que la LSH. Si une telle procédure est juridiquement possible, elle risque d'entraîner des incohérences et des difficultés de mise en œuvre.

La récente révision de la LSH se fonde sur la modification partielle de la LAMal de 2007 concernant le financement hospitalier, qui visait en particulier les objectifs suivants: maîtrise des coûts, financement social, redéfinition des interactions entre planification et concurrence, libre circulation des assurés et des assurées et égalité de traitement entre établissements répertoriés. C'est à cette fin qu'ont été introduits le libre choix de l'hôpital, la rémunération liée aux prestations et le financement dual fixe. Ces instruments favorisant la concurrence – obligatoires – ont été intégrés dans la LSH révisée[12]. Or la garantie de l'exploitation de certains hôpitaux publics prévue par l'initiative va à l'encontre du principe de libre concurrence. Elle vise à préserver les structures sans considérer suffisamment les exigences qualitatives et économiques que les hôpitaux ont à remplir.

Conformément à l'article 41 ConstC, le canton et les communes veillent à ce que l'assistance médicale et paramédicale soit suffisante et économiquement supportable. Le canton assure l'emploi efficace et économique des ressources publiques grâce à la planification et à un système de financement judicieux. De son côté, la garantie de l'exploitation inscrite dans l'initiative risque de faire investir des fonds publics dans le maintien de structures sans pour autant améliorer la couverture en soins.

Par ailleurs, une grande densité hospitalière ne suffit pas à elle seule à répondre aux besoins en soins de la population. Il faut bien plutôt un ensemble de services résidentiels et ambulatoires coordonnés. Le traitement hospitalier doit avoir lieu dans un établissement disposant du personnel et de l'infrastructure nécessaires pour fournir la prestation avec la qualité et l'économicité requises.

En outre, la garantie de l'exploitation prévue par l'initiative ne peut légitimement primer la protection de la population par les mesures de police sanitaire. Tous les hôpitaux situés dans le canton de Berne doivent être titulaires d'une autorisation d'exploiter[13]. Pour l'obtenir, ils doivent remplir des exigences minimales en ce qui concerne le traitement médical et les soins ainsi que les locaux et les équipements médicaux[14]. L'autorisation doit leur être retirée si les conditions ne sont plus remplies[15]. Cela étant, l'initiative ne contribue pas au respect des normes minimales de police sanitaire, avec lesquelles la garantie de l'exploitation risque bien plutôt de se trouver en conflit.

L'initiative ne peut pas non plus passer outre les exigences minimales fixées par la législation sur l'assurance-maladie en ce qui concerne la liste des hôpitaux, dès lors que le droit fédéral prime[16]. La conformité aux besoins, la qualité, le caractère économique et l'accessibilité sont des critères qui s'appliquent aussi aux hôpitaux dont l'exploitation est garantie[17]. Tout établissement qui ne les remplit pas est à exclure de la liste des hôpitaux. Garantie de l'exploitation ne rime pas avec qualité et économicité. Là aussi, des conflits ne sont pas exclus.

[8] Art. 39, al. 2ter de la loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie (LAMal; RS 832.10) et art. 58b de l'ordonnance fédérale du 27 juin 1995 sur l'assurance-maladie (OAMal; RS 832.102)
[9] Art. 49a, al. 4 LAMal
[10] Cf. art. 59 ss LSH
[11] Art. 43 de la loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 620.0)
[12] Cf. p. 5 ss du rapport du 16 janvier 2013 présenté par le Conseil-exécutif au Grand Conseil concernant la révision de la loi sur les soins hospitaliers et celle du décret sur les émoluments du Grand Conseil et du Conseil-exécutif
[13] Art. 119 LSH
[14] Art. 39, al. 1, lit. *a* à *c* LAMal; art. 120 LSH
[15] Art. 123 LSH
[16] Art. 3 et 42 de la Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999 (Cst.; RS 101)
[17] Art. 39, al. 1, lit. *d* et al. 2ter LAMal; art. 58a ss OAMal

Sans compter que cette garantie a son coût. L'alourdissement de la facture du canton probablement entraîné par la mise en œuvre de l'initiative ne peut être estimé que grossièrement et schématiquement, sur la base de suppositions (voir modèle et paramètres en annexe).

Selon l'hypothèse choisie, le surcoût annuel oscille entre 26 et 110 millions de francs par an. Compte tenu de la durée du moratoire exigé (période d'adaptation de deux ans incluse), il en résulte un coût global de 257 à 1104 millions de francs sur dix ans.

Or l'initiative ne propose aucune nouvelle source de financement. Il conviendrait donc de recourir aux instruments existants:

– Les tarifs prescrits par la LAMal servent à rémunérer le traitement hospitalier et sont liés aux prestations[18]. Ils ne comprennent pas les parts que représentent les coûts du maintien des capacités hospitalières pour des raisons de politique régionale[19]. La préservation des structures ne peut donc pas être financée par une augmentation des tarifs. Des facteurs de coût spécifiques comme l'absence d'économies d'échelle ou des surcroîts de dépenses dus à des raisons géographiques pourraient certes être pris en compte dans la formation des prix[20]. Mais ces questions tarifaires sont controversées et n'ont pas encore été réglées par le Tribunal administratif fédéral.
– Les autres contributions prévues par la LSH sont exclusivement des montants laissés à la libre appréciation de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale, pour lesquels il n'existe pas de droit acquis[21]. En cas d'adoption de l'initiative, l'expert consulté estime que le canton serait tenu de verser des contributions au sens des articles 59 ss LSH dans la mesure où ce serait indispensable pour garantir la couverture en soins de base exigée, pour autant que les conditions d'octroi soient réunies[22]. La LSH prévoit certes la possibilité d'indemniser les prestations de base fixes[23]. Mais une telle contribution présuppose notamment la nécessité de l'établissement concerné pour la couverture en soins et son efficience. Elle ne peut uniquement servir à maintenir les structures. Une réglementation sur le financement de la garantie de l'exploitation fait défaut dans l'initiative.

Par ailleurs, celle-ci n'a aucun effet sur la pénurie aiguë et croissante de personnel dans le domaine de la santé. L'exploitation ne peut être garantie sans effectif qualifié. Si un hôpital d'un site régional ne dispose plus du personnel qualifié nécessaire, il pourra, selon les cas, se voir retirer son autorisation d'exploiter et ses mandats sur la liste des hôpitaux.

[18] Art. 49, al. 1 LAMal
[19] Art. 49, al. 3, lit. *a* LAMal
[20] Rütsche, op.cit., n. 54 et Eva Druey Just, *Was sind gemeinwirtschaftliche Leistungen?* in: Jusletter du 26 janvier 2015
[21] Art. 59 ss LSH
[22] Rütsche, op.cit., n. 55
[23] Art. 67 ss LSH

En résumé, le Conseil-exécutif constate que l'initiative ne permet pas d'améliorer la couverture en soins de la population, qu'elle ne peut guère être financée par les mécanismes existants et qu'elle risque d'occasionner des conflits avec les instruments de pilotage prévus par les législations cantonale et fédérale. Il propose donc de la rejeter.

1.5 Conséquences

L'adoption de l'initiative aurait concrètement les conséquences suivantes:

Maintien d'un hôpital par site régional	La ville de Berne devrait conserver un hôpital public.
Garantie de la couverture des besoins en soins hospitaliers de base sur chaque site régional	Le service des urgences de Langnau devrait être rouvert.
Préservation de l'offre de prestations existant lors du dépôt de l'initiative (février 2014)	La maternité de l'hôpital de Zweisimmen devrait être rouverte.
Réouverture de la maternité de l'hôpital de Riggisberg	

2. Contre-projet

2.1 Généralités

Fondé sur le contenu de l'initiative, le contre-projet ne comporte pas d'élément fondamentalement nouveau ou différent. Il reprend les revendications de l'initiative en les replaçant dans le contexte de son objet et de son but.

Le contre-projet est plus exécutable que l'initiative. Il prend en effet en considération les exigences de la législation fédérale sur l'assurance-maladie, et plus spécifiquement les critères de la qualité et du caractère économique des prestations. Il garantit aussi l'égalité de traitement entre tous les hôpitaux répertoriés, quel que soit leur organisme responsable.

Si l'initiative vise en premier lieu la population des régions périphériques, un contre-projet doit englober l'ensemble des habitants et habitantes du canton.

Le contre-projet fait siens les besoins sous-jacents à l'initiative en proposant des solutions à la fois réalisables et porteuses d'avenir. Ainsi, la question de la garantie des soins de santé – assurée sous la forme d'un hôpital (local) dans l'initiative – est traitée par le contre-projet compte tenu des contraintes financières et du personnel qualifié nécessaire. Le contre-projet ne grave pas de structures ou d'offres de prestations dans le marbre, mais laisse la latitude requise pour s'adapter à la réalité et à la

nouvelle donne. Enfin, il prévoit une consultation de la population locale lors de la définition de l'offre de prestations.

2.2 Faisabilité

Il revient au Grand Conseil d'arrêter le projet de loi et, partant, de débattre de l'offre de prestations. Ce faisant, il devra tenir compte du fait que même une offre hospitalière ancrée dans la loi doit respecter les dispositions supérieures de la législation fédérale sur l'assurance-maladie relatives à la qualité et au caractère économique des prestations. De plus, les ressources requises pour le maintien de l'offre doivent être disponibles, en particulier le personnel qualifié nécessaire. Les exploitants des hôpitaux ont en tout temps le droit et l'obligation de demander une modification de l'offre de prestations (palette ou sites) si les conditions de travail ou la couverture en soins sont menacées. C'est pourquoi le contre-projet renonce à introduire un moratoire de l'offre ou un délai d'adaptation.

La modification de l'offre – à demander par l'exploitant de l'hôpital après consultation des communes – requiert une décision du Conseil-exécutif, sur proposition de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale.

Cette dernière et le gouvernement ont à traiter les demandes rapidement et, le cas échéant, à les transmettre au Grand Conseil pour décision. Lors de leur examen, il convient de considérer non seulement la couverture en soins mais aussi la qualité et le caractère économique des prestations. Si la qualité ne peut pas ou plus être assurée, l'offre doit pouvoir être suspendue ou transférée, dans l'intérêt de la sécurité de la patientèle. Le Grand Conseil statue de manière finale sur une modification de l'offre proposée par les CHR de par la loi, sous réserve d'un référendum.

Les conséquences financières d'une adoption sont très difficiles à estimer, qu'il s'agisse de l'initiative ou du contre-projet. Il s'agit là d'un argument de plus en faveur de ce dernier: comme celui-ci ne prévoit aucun moratoire, une modification de l'offre de prestations est possible pour des raisons de politique financière. Le Conseil-exécutif et le Grand Conseil pourraient procéder aux mesures correctives requises en cas de risque financier.

Toute adaptation de l'offre de prestations allant au-delà des dispositions du contre-projet incombe comme jusqu'ici au Conseil-exécutif. Celui-ci arrête ainsi la liste des hôpitaux et attribue les mandats de prestations par voie de décision, sur la base de la planification des soins, conformément aux critères de la législation fédérale sur l'assurance-maladie (conformité aux besoins, qualité, économicité, accessibilité), à préciser dans l'ordonnance du 23 octobre 2013 sur les soins hospitaliers (OSH)[24], comme le prévoit l'article 18, alinéa 2 LSH.

[24] RSB 812.112

2.3 Commentaire des articles

Article 15a

Il ressort de l'initiative que les hôpitaux publics doivent répondre à d'autres attentes que les établissements privés. Ils sont ainsi censés remplir une mission de service public, c'est-à-dire assurer la couverture des besoins en soins, garantie par la Constitution, et ce sans restriction d'ordre économique.

Lors de l'introduction de la loi sur les soins hospitaliers de 2005, les anciens hôpitaux de district et hôpitaux régionaux ont été regroupés pour constituer des CHR, gérés sous forme de sociétés anonymes de droit privé dont le canton est l'actionnaire unique ou majoritaire[25]. Il revient à ces derniers d'assurer la couverture des besoins de la région en soins hospitaliers de base (art. 15, al. 1 LSH). Il apparaît dès lors logique de reprendre dans le contre-projet la revendication principale sous-jacente à l'initiative sur les sites hospitaliers, à savoir définir concrètement les sites hospitaliers et leur offre de prestations.

Tous les sites énumérés dans l'initiative sont mentionnés, avec la même répartition entre sites principaux et sites secondaires. Le terme de sites «locaux» est adopté pour éviter toute confusion avec les centres hospitaliers régionaux. Par ailleurs, un site secondaire présuppose un site principal, ce qui n'est pas le cas des hôpitaux de Saint-Imier et de Moutier, de sorte que ce terme ne serait pas approprié.

L'alinéa 3 permet de respecter le principe de subsidiarité. Un CHR n'est pas tenu d'exploiter un hôpital si une offre équivalente est déjà proposée sur le site mentionné à l'alinéa 1 ou 2 par un autre fournisseur de prestations, c'est-à-dire par un hôpital répertorié titulaire du mandat de prestations voulu. La subsidiarité favorise la concurrence, évite l'exclusion d'autres fournisseurs de prestations et empêche un monopole des soins par les CHR.

Article 15b

De manière analogue à ce qui est souhaité dans l'initiative, les fournisseurs ont à assurer une palette de prestations donnée, qui diffère selon le type de site.

Sur les sites principaux, les CHR doivent proposer toute la palette des soins hospitaliers de base, gynécologie et obstétrique incluses. Ils ont également à garantir le traitement des urgences dans tous ces domaines, ce qui implique en particulier la réalisation d'opérations 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

Sur les sites locaux, les CHR n'ont à assurer que les prestations de base indispensables à la couverture en soins. En font partie les prestations générales de médecine interne et de chirurgie. Les patients et les patientes doivent également pouvoir être admis en urgence et recevoir les premiers soins 24 heures sur 24 pendant toute l'année. Si le traitement proprement dit ne peut être prodigué sur

[25] La fondation Wildermeth détient une part de moins de 1 pour cent dans le Centre hospitalier Bienne SA (CHB SA). Le canton est seul actionnaire et propriétaire de tous les autres CHR (fmi AG, HJB SA, RSE AG, SNBe AG, SRO AG, STS AG).

place, un transfert immédiat dans un hôpital approprié doit pouvoir être organisé dans les délais requis. Sont réservées les directives de la planification des soins[26] ainsi que les exigences en matière de structures, de qualifications et de processus posées pour l'attribution d'un mandat de prestations sur la liste des hôpitaux[27].

Cette garantie des prestations permet de répondre au besoin de la population de bénéficier d'une certaine sécurité des soins tout en assurant la conformité avec les directives et recommandations cantonales, intercantonales et nationales. Elle repose sur la planification des soins selon la LSH, sur les recommandations de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux de la santé (CDS) concernant la systématique des mandats de prestations sur la liste des hôpitaux ainsi que sur les dispositions pertinentes de la législation fédérale sur l'assurance-maladie, en particulier l'article 39 LAMal et les articles 58a ss OAMal.

L'alinéa 3 tient compte du principe de subsidiarité, par analogie avec l'article 15a, alinéa 3. Un CHR n'est ainsi pas tenu de proposer les prestations obligatoires mentionnées aux alinéas 1 et 2 si celles-ci le sont déjà par un autre fournisseur, c'est-à-dire un hôpital répertorié bénéficiant d'un mandat en la matière sur le site en question. Cette disposition s'applique particulièrement à la ville de Berne, qui dispose d'une offre suffisante en gynécologie et obstétrique hospitalières. Là aussi, la subsidiarité favorise la concurrence en laissant la porte ouverte aux autres fournisseurs de soins hospitaliers, qui ne sont ainsi pas victimes d'un monopole des CHR.

L'alinéa 4 signifie que la garantie des prestations ne peut déployer ses effets que dans le cadre délimité par les dispositions de la législation fédérale sur les listes des hôpitaux. Comme indiqué au point 1.3 sur la validité de l'initiative, le Conseil-exécutif est tenu d'exclure de la liste les établissements qui ne respectent plus les critères de la législation fédérale sur l'assurance-maladie (qualité et caractère économique des prestations, en particulier). Il pourrait donc arriver qu'un site et une offre de prestations doivent être maintenus conformément à la législation cantonale, mais que les prestations ne puissent pas ou plus être facturées à la charge de l'AOS, dès lors que le droit fédéral prime.

Article 15c

L'obligation d'exploiter les hôpitaux et de fournir les prestations inscrite aux articles 15a et 15b fait perdre aux CHR une part non négligeable de leur autonomie entrepreneuriale. Il n'en demeure pas moins qu'il leur incombe de respecter les critères de la qualité et du caractère économique pour pouvoir continuer à facturer leurs prestations à la charge de l'AOS. Selon la LAMal, seules les prestations d'intérêt général peuvent faire l'objet d'une contribution des pouvoirs publics, en l'occurrence le maintien des capacités hospitalières pour des raisons de politique régionale. Une gestion économique est donc en principe possible même en cas de surcapacité. La marge de manœuvre est plus limitée en ce qui concerne la qualité: en cas de sous-effectif, le mandat de prestations ne peut plus être rempli pour des raisons de sécurité. Le personnel spécialisé des hôpitaux dont la patientèle est insuffisante risque soit d'aller voir ailleurs soit de manquer de routine. Il faut éviter le risque qu'un hôpital contourne les prescriptions du droit de l'emploi ou soit contraint de travailler avec un effectif inadéquat. Les CHR doivent donc avoir la possibilité de renoncer aux prestations obligatoires au profit d'autres établissements. Un moratoire tel que celui prévu par l'initiative est irréaliste et peu judicieux.

L'alinéa 1 porte sur le devoir d'information incombant à un CHR qui doit renoncer à exploiter un hôpital visé à l'article 15a ou à proposer des prestations prévues à l'article 15b. Dans le premier cas, l'ensemble de l'offre tombe; dans le second cas, l'hôpital est maintenu dans la mesure où les autres prestations remplissent les exigences en matière de qualité et d'économicité. Le CHR concerné doit aviser la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale en lui fournissant les justificatifs requis pour que celle-ci puisse vérifier la légitimité d'une modification de l'offre. Le cas échéant, elle transmet la question au Conseil-exécutif pour décision. L'alinéa 2 vise à permettre aux personnes directement touchées de s'exprimer, comme souhaité par les initiants. A cet effet, le CHR doit joindre l'avis des communes municipales de la région, qui sont libres d'organiser la consultation à leur guise. L'avis peut aussi être présenté par des conférences régionales, l'essentiel étant que les habitants et habitantes de la région soient entendus.

Si le Conseil-exécutif estime qu'il y a lieu d'agir, sur la base des informations du CHR et des propositions de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale, il convient de prendre les mesures qui s'imposent. Celles-ci peuvent varier selon la situation, de même que le délai. La législation cantonale prévoit différents instruments allant de la modification du mandat de prestations sur décision du gouvernement à l'adaptation de l'offre de prestations prévue aux articles 15a et 15b par le Grand Conseil en passant par la conversion de l'autorisation d'exploiter en autorisation provisoire, voire à son retrait par l'autorité compétente. Il convient de distinguer entre les mesures de droit cantonal et celles de droit fédéral: les premières concernent les aspects de police sanitaire qui font l'objet de l'autorisation d'exploiter, avec les droits et les devoirs qui vont de pair. Quant aux secondes, elles portent sur l'octroi ou le retrait des mandats de prestations qui permettent de facturer à la charge de l'AOS. Si les deux instruments formulent des conditions identiques[28], leur fonction et leur effet sont très différents: l'autorisation du canton est la condition préalable à l'exploitation d'un hôpital, alors que le mandat de droit

[26] Un hôpital doit pouvoir être atteint en 30 minutes par 80 pour cent de la population (ratio d'intervention 80/30) et l'hôpital de soins aigus fournissant les soins de base le plus proche est sis à une distance maximale de 50 kilomètres du centre des localités.

[27] Exigences qualitatives définies dans la classification des groupes de prestations pour la planification hospitalière (GPPH)

[28] Les exigences en matière d'exploitation figurant à l'article 39, alinéa 1, lettres *a* à *c* LAMal et celles inscrites à l'article 120 LSH et aux articles 42 à 44 OSH se recoupent en bonne partie.

fédéral autorise «uniquement» le financement des prestations à la charge de l'AOS[29].

Le contre-projet, pour sa part, ne prévoit pas de remettre sur pied une offre de prestations antérieure telle que la maternité de Riggisberg. Les CHR doivent pouvoir développer leurs exploitations et les adapter à la nouvelle donne, qu'elle relève de l'économie, de la science ou du marché du travail. La création d'un système de soins hospitaliers durable, tourné vers l'avenir, ne doit pas être entravée par le maintien forcé de structures obsolètes. Ainsi, un CHR peut proposer des prestations supplémentaires ou rouvrir un service fermé sur l'un de ses sites, pour autant que les exigences qualitatives soient remplies, que les prestations couvrent leurs coûts et que le besoin soit attesté. Des demandes d'adaptation des mandats peuvent être soumises en tout temps au Conseil-exécutif. Cette règle vaut aussi pour la maternité de l'hôpital de Zweisimmen.

Article 26

Les communes ne sont pas consultées sur la palette des soins aigus somatiques de base. Mais elles doivent pouvoir « acheter » d'autres prestations, qu'elles soient situées en amont ou en aval de la chaîne des soins ou qu'il s'agisse de tâches de coordination ou de mise en réseau. L'article 26 LSH actuel permet déjà aux CHR d'exercer des activités pour des tiers lorsque celles-ci sont matériellement proches de leurs mandats ou de leurs tâches. Le nouvel alinéa 2, lettre *b* précise que ces tiers peuvent être des communes, des syndicats de communes ou des conférences régionales (les adaptations de la phrase introductive et de la lettre *a* sont uniquement d'ordre rédactionnel).

Le canton prend ici un risque non négligeable. En introduisant cette nouvelle « clientèle », il admet expressément un segment d'activités commerciales qui peuvent tout à fait avoir des incidences sur la situation économique de l'entreprise, alors que c'est lui qui en assume les conséquences financières en sa qualité de propriétaire. Un investissement effectué en faveur de la collectivité locale peut ne générer aucune valeur ajoutée, par exemple. Ce risque peut cependant être considéré comme une contrepartie au fait que les communes n'ont pas leur mot à dire sur la palette des soins de base; il est acceptable dès lors qu'il peut mener à une amélioration de la prise en charge de la population locale.

Articles 67 et 68

Sans même aborder la question du financement, les initiants laissent entendre que la conservation de sites et de leurs prestations revient moins cher que la centralisation et la rationalisation de l'offre. Il serait cependant illusoire de croire que les soins hospitaliers ainsi garantis peuvent s'autofinancer.

Depuis 2012, le financement hospitalier obéit aux nouvelles règles fixées dans la LAMal. Les soins hospitaliers au sens étroit sont uniquement couverts par les tarifs négociés entre assureurs-maladies et fournisseurs de prestations, payés pratiquement à parts égales (45 : 55) par l'assurance de base et par le canton de résidence. Ces tarifs incluent la rémunération des coûts d'utilisation des immobilisations (infrastructure) ainsi que la formation aux professions de la santé non universitaires. La LAMal ne tolère plus l'ancien régime de couverture du déficit par les pouvoirs publics[30]. Seules les prestations d'intérêt général peuvent encore faire l'objet de subventions. En font notamment partie la formation postgrade en médecine et le maintien des capacités hospitalières pour des raisons de politique régionale.

Les hôpitaux sont depuis lors soumis à une concurrence tarifaire nationale. Les prix de base fixés en dernière instance par le Tribunal administratif fédéral sont généralement inférieurs aux coûts par cas attestés, parfois même très nettement. Les CHR sont contraints de s'adapter pour se faire leur place sur le marché. Une palette de prestations imposée ne leur laisse toutefois pas la latitude requise. Le maintien de la structure hospitalière bernoise actuelle nécessite donc obligatoirement un financement supplémentaire, estimé à plusieurs dizaines de millions de francs.

L'article 67 en vigueur règle l'indemnisation des prestations hospitalières nécessaires à la couverture en soins dont le coût ne peut être couvert faute d'une demande suffisante, malgré une saine gestion économique (prestations de base fixes). L'octroi des subventions cantonales correspondantes est laissé à l'appréciation de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale.

L'offre de prestations à assurer selon les articles 15a et 15b répond à des considérations de politique régionale. Les frais ainsi occasionnés ne peuvent donc pas sans autre être couverts par les rémunérations que les assureurs-maladie et les cantons sont tenus de verser en vertu de la LAMal[31]. Cette dernière, toutefois, n'empêche en rien les cantons de prendre en charge cette part des coûts[32].

Il convient donc d'établir une réglementation différenciée concernant l'indemnisation des prestations de base fixes effectuée pour des raisons de politique régionale, d'une part, et en raison de leur nécessité pour la couverture en soins, d'autre part. C'est pourquoi ces deux aspects sont traités séparément, aux articles 67 et 68 respectivement.

L'indemnisation des prestations de base fixes pour des raisons de politique régionale n'est possible que pour les CHR tenus de garantir l'offre de prestations figurant à l'article 15b et elle se limite à cette offre. Les établissements concernés y ont légalement droit, à condition toutefois que malgré une exploitation efficace, les prestations en question ne puissent pas être financées par les contributions d'assurances et celles des patients et patientes finançant personnellement leur

[29] Berne compte ainsi des cliniques privées qui ne figurent pas sur la liste des hôpitaux et dont les prestations sont exclusivement financées par les patients, les patientes et les assurances complémentaires.

[30] Art. 49a LAMal

[31] Art. 49, al. 3, lit. *a* LAMal

[32] Rütsche, op. cit., n. 54, 56

séjour. Vu l'existence de ce droit, les montants en question sont à verser hors crédit-cadre[33].

L'indemnisation de prestations de base fixes nécessaires à la couverture en soins est possible pour tous les hôpitaux et maisons de naissance répertoriés, mais elle ne constitue pas un droit[34]. Les conditions posées sont l'efficience (comme à l'art. 67, al. 2) et la nécessité desdites prestations pour la couverture en soins.

Les prestations de base fixes sont indemnisées sous forme de forfaits sur la base de valeurs normatives, dans le but d'inciter à l'efficience (cf. art. 69 OSH). En effet, les prescriptions de la LAMal et de la LSH sur la qualité et le caractère économique s'appliquent aussi aux prestations de base fixes, notamment celles qui concernent la mise à disposition du personnel qualifié nécessaire. Ces facteurs sont à prendre en compte lors de l'évaluation des demandes. Par conséquent, la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale doit développer un mécanisme de calcul des coûts transparent et compréhensible (analogue au modèle des coûts normatifs adopté pour les services de sauvetage, p. ex.).

Variante 1: taxe compensatoire et fonds de financement des prestations de base fixes nécessaires pour des raisons de politique régionale

Article 81a

Un fonds de compensation reposant sur la solidarité entre hôpitaux est créé pour réunir les fonds requis par la fourniture des prestations imposées par la loi requises pour des raisons de politique régionale[35].

Alinéa 1

Dans le cadre de leurs mandats de prestations, les hôpitaux répertoriés assument les tâches publiques qui leur sont conférées. Dans le domaine des assurances complémentaires, ils agissent en revanche selon les principes de l'économie privée. Si les hôpitaux répertoriés proposent des prestations relevant des assurances complémentaires, ils peuvent recourir à du personnel qualifié et profiter d'une infrastructure de base cofinancée par le canton, l'assurance-maladie obligatoire et d'autres assurances sociales (assurance-accidents, assurance-invalidité ou assurance militaire): bâtiments, installations, équipements, appareils, etc. De plus, ils sont libres de fixer les prix et peuvent convenir de rémunérations leur laissant une marge bénéficiaire parfois élevée, ce qui n'est pas admissible dans le domaine de l'AOS, vu l'article 59c OAMal[36]. Or chaque patient et patiente en complémentaire bénéficie aussi de l'AOS, qui couvre le coût du «traitement de base». Lorsque les soins sont payés par le patient, la patiente ou l'assurance complémentaire, le rendement dégagé profite entièrement à l'hôpital. Tous les établissements répertoriés n'ont cependant pas la possibilité de facturer de telles prestations. La part des assurés et assurées complémentaires est nettement moins importante dans ceux qui proposent seulement les soins de base et dans les régions rurales que dans les zones urbaines et dans les institutions spécialisées (orthopédie du sport p. ex.). Les articles 15a et 15b limitent le choix du site et de l'offre de prestations et, partant, la possibilité des CHR de générer des rendements supplémentaires, d'où la compensation solidaire inscrite à l'article 81a. La taxe compensatoire est à prélever annuellement.

Alinéa 2

La taxe compensatoire s'élève au maximum à 20 pour cent des revenus déterminants provenant des assurances complémentaires. Concrètement, un hôpital encaissant à ce titre trois millions de francs devra verser au plus 600 000 francs. Le Conseil-exécutif est habilité à fixer le montant de la taxe jusqu'à concurrence de ce plafond par voie d'ordonnance, en se fondant sur deux critères: celle-ci doit être suffisamment élevée pour compenser efficacement les distorsions de concurrence, mais ne pas être excessive, sans quoi les hôpitaux répertoriés ne seraient plus incités à fournir des prestations relevant des assurances complémentaires.

Article 81b

Le produit de la taxe compensatoire est versé au fonds de financement des prestations de base fixes nécessaires pour des raisons de politique régionale, qui est géré comme un financement spécial au sens de l'article 14 LFP. Comme prévu à l'alinéa 5 de cet article, la totalité des frais occasionnés par la gestion du fonds est imputée à ce dernier. Le Grand Conseil peut fixer le montant maximal du fonds par voie d'arrêté, ce qui permet d'éviter une suralimentation. Les excédents sont attribués au compte de fonctionnement de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale.

Variante 2: hausse de la quotité d'impôt et fonds de financement des prestations de base fixes nécessaires pour des raisons de politique régionale

Article 81a

Les fonds requis par la fourniture des prestations imposées par la loi sont réunis par le prélèvement d'un impôt additionnel (analogue à l'ancienne dîme hospitalière). Le financement par le biais de la hausse de la quotité des impôts directs se fonde sur le principe de solidarité: tous les citoyens et toutes les citoyennes du canton contribuent aux soins hospitaliers même s'ils ne profitent pas directement des prestations de base fixes d'un site motivées par des considérations de politique régionale.

Un centième correspond environ à un produit de l'impôt de 14 millions de francs. Trois centièmes sont donc nécessaires pour pouvoir couvrir le montant annuel de quarante à cinquante millions de francs escompté.

[33] Cf. commentaires relatifs à l'art. 139

[34] Comme pour toutes les autres subventions cantonales selon la LSH

[35] Cette réglementation correspond à celle qui était prévue lors de la révision de la LSH de 2014 (cf. rapport du Conseil-exécutif du 16 janvier 2013 précité).

[36] Même si cette règle a été quelque peu relativisée par l'arrêt de principe du Tribunal administratif fédéral C-1698/2013 du 7 avril 2014.

Toute augmentation de la quotité d'impôt qui induit globalement un accroissement des recettes fiscales du canton nécessite l'approbation de la majorité des membres du Grand Conseil[37].

Article 81b

La part prévue de la quotité d'impôt est versée au fonds de financement des prestations de base fixes nécessaires pour des raisons de politique régionale, qui est géré comme un financement spécial au sens de l'article 14 LFP. Comme prévu à l'alinéa 5 de cet article, la totalité des frais occasionnés par la gestion du fonds est imputée à ce dernier. Le Grand Conseil peut fixer le montant maximal du fonds par voie d'arrêté, ce qui permet d'éviter une suralimentation. Le Grand Conseil est habilité à réduire la part de la quotité d'impôt si le plafond fixé est dépassé. Les excédents sont attribués au compte de fonctionnement de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale.

Article 139

Le crédit-cadre sert à financer un nombre défini de contributions pour lesquelles il n'existe pas de droit acquis. L'indemnisation des prestations de base fixes pour des raisons de politique régionale instaurée par le contre-projet, quant à elle, constitue un droit garanti. Il faut donc en réglementer le financement séparément du crédit-cadre. Faute de quoi, ce dernier risque d'être bloqué pour le subventionnement non planifiable desdites prestations, au détriment des contributions laissées à l'appréciation de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (destinées à la formation postgrade en médecine ou à la psychiatrie, p. ex).

Pour des raisons de politique financière, la compétence en matière d'autorisation des dépenses liées aux prestations de base fixe nécessaires pour des raisons de politique régionale est déléguée au Conseil-exécutif.

L'insertion de cette compétence à l'alinéa 3 implique la reformulation de l'alinéa 4.

Variante 2: hausse de la quotité d'impôt et fonds de financement des prestations de base fixes nécessaires pour des raisons de politique régionale

Modification de la loi du 21 mai 2000 sur les impôts (LI)[38]

Selon l'article 2, alinéa 5 LI, il n'est pas perçu d'impôts additionnels. L'introduction d'un tel impôt pour le financement des prestations de base fixes nécessaires pour des raisons de politique régionale implique une exception à ce principe.

Entrée en vigueur

Comme c'est généralement le cas pour les lois, la date d'entrée en vigueur est fixée par le Conseil-exécutif.

[37] Art. 101c ConstC
[38] RSB 661.11

2.4 Répercussions financières

L'adoption de l'initiative conférerait de facto un droit à l'indemnisation des prestations de base fixes, bien que la LSH laisse celle-ci à l'appréciation de l'autorité compétente[39]. Le contre-projet inscrit ce droit dans la loi.

Le coût des prestations de base fixes dépend à la fois de l'offre (qui a notamment des incidences sur le personnel spécialisé requis), de la demande (nombre de séjours hospitaliers) et des tarifs facturables (prix de base multiplié par le degré de gravité des cas). Or il est difficile de chiffrer précisément ces trois variables en raison de leur volatilité.

L'estimation des conséquences financières pose les mêmes problèmes pour le contre-projet que pour l'initiative (voir annexe). Comme le contre-projet reprend l'ensemble des sites ainsi que l'offre de prestations des sites principaux, les incidences annuelles (24 à 108 millions de francs) ne sont que légèrement inférieures. Seule l'offre de prestations des sites locaux grève un peu moins les finances du canton, dès lors que les exigences sont moins élevées.

Si le contre-projet est comparativement plus avantageux, c'est grâce à la moindre durée de la charge supplémentaire: le cas échéant, les CHR sont tenus de prendre des mesures et de demander une modification de l'offre sans attendre. Même en se fondant sur un délai de mise en œuvre de deux ans, cette réglementation permet d'intervenir plus tôt et, partant, allège nettement la facture de l'Etat.

2.5 Répercussions sur le personnel et l'organisation

Aucune répercussion directe.

2.6 Répercussions sur les communes

Le contre-projet permet aux communes d'influer sur l'offre de prestations, en fonction de leur capacité financière.

2.7 Répercussions sur l'économie

Les hôpitaux sont des employeurs régionaux importants: ils proposent des postes comparativement bien rémunérés et souvent des temps partiels. Un bon système de soins contribue par ailleurs à l'attrait d'une région. Mais l'importance économique de chaque site n'est pas très élevée. L'exploitation d'un établissement de soins aigus coûte extrêmement cher et est très gourmande en fonds publics. Le maintien d'un site hospitalier pour des raisons purement économiques ou des considérations de politique régionale, dans le but de maintenir des emplois, n'est pas judicieux. La préservation de sites régionaux proposant une couverture complète des besoins en soins hospitaliers de base voulu par l'initiative n'a, globalement, pas de répercussions positives sur l'économie. Le contre-projet, pour sa part,

[39] Art. 67 LSH; cf. Rütsche, op.cit., n. 55

favorise des solutions flexibles pour le système de santé local. Ses incidences économiques sont meilleures.

3. Synopsis

Objet	Initiative	Contre-projet	Divergences
Base légale	Loi spécifique	Adaptation de la LSH	Minimes
Fournisseurs de prestations	Hôpitaux publics	CHR	Minimes
Sites	• Sites principaux • Sites régionaux	• Sites principaux • Sites locaux	Aucune
Prestations des sites principaux	Pas de réglementation	• Médecine interne, chirurgie • Gynécologie/obstétrique • Traitement des urgences	Nouvelle disposition
Prestations des sites secondaires	Soins hospitaliers de base: • médecine interne, chirurgie et gynécologie/obstétrique, si déjà proposées • soins aigus somatiques d'urgence 24 heures sur 24	Paquet de base: • médecine interne et chirurgie • admission des urgences 24 heures sur 24	Notables
Bases de l'offre de prestations (subsidiarité, liste des hôpitaux)	Pas de réglementation	• Suppression de l'obligation si prestations fournies par des tiers • Primauté des exigences de la liste des hôpitaux	Nouvelle disposition
Maternités de Riggisberg et de Zweisimmen	A rouvrir	Pas de réglementation	Majeures
Adaptation de l'offre de prestations	Décision du Grand Conseil sur proposition du Conseil-exécutif tous les 8 ans	Sur demande des CHR au Conseil-exécutif après consultation des communes Latitude du gouvernement: • adaptation de la liste des hôpitaux • demande de modification des articles 15a et 15b au Grand Conseil	Majeures
Intégration des communes	Pas de réglementation	«Achat» de prestations aux CHR	Nouvelle disposition
Financement: principe	Pas de réglementation	• Droit à l'indemnisation des prestations de base fixes nécessaires pour des raisons de politique régionale • Détachement du crédit-cadre	Nouvelle disposition
Financement: modalités	Pas de réglementation	Variante 1: taxe compensatoire => fonds alimenté par un pourcentage des indemnités versées par les assurances complémentaires	Nouvelle disposition
		Variante 2: impôt hospitalier => fonds alimenté par une hausse de 3/100 de la quotité d'impôt	Nouvelle disposition
Entrée en vigueur	Dès l'adoption par le peuple	Décision du Conseil-exécutif	Majeures

4. Proposition du Conseil-exécutif

Au vu de ce qui précède, le gouvernement propose au Grand Conseil de rejeter l'initiative populaire sur les sites hospitaliers et d'adopter le contre-projet.

Si le contre-projet n'est pas soumis au peuple, le Conseil-exécutif recommande le rejet de l'initiative.

Berne, le 12 août 2015

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Käser*

le chancelier: *Auer*

Pièce jointe: estimation des coûts induits par l'initiative et par le contre-projet

Annexe:
estimation des coûts induits par l'initiative et par le contre-projet

Explication

La charge financière supplémentaire à assumer par le canton découle du coût des prestations de base fixes (ci-après frais de base fixes) à prendre en charge en cas de surcapacité. Ceux-ci font partie des coûts des prestations d'intérêt général au sens de la LAMal (au titre du maintien des capacités hospitalières pour des raisons de politique régionale). Les frais de base fixes sont la différence entre les charges occasionnées en cas de taux d'occupation des lits optimal et les charges entraînées par les prestations effectives. Comme les coûts d'exploitation par cas et par division sont très variables et dépendent de divers facteurs, il convenait de simplifier; le modèle de calcul se fonde ainsi sur le préalable selon lequel le coût des prestations fournies est couvert par le tarif. En cas de sous-occupation, par contre, le volume de prestations manquant se traduit pas des charges non couvertes correspondant aux frais fixes. Dans le secteur hospitalier, ces frais fixes sont estimés à 80 pour cent du coût complet (coûts d'utilisation des immobilisations inclus). Dans d'anciens arrêts, le Tribunal administratif fédéral a défini un taux d'occupation des lits inférieur à 85 pour cent comme une surcapacité. On peut donc considérer ce chiffre comme la limite inférieure d'un taux d'occupation optimal. Des valeurs supérieures – jusqu'à 90 pour cent – sont cependant tout à fait plausibles. Le taux d'occupation actuel des CHR bernois est estimé à 80 pour cent en moyenne (spécificités des sites et variations saisonnières non prises en compte). De ce point de vue, ces CHR présentent actuellement déjà un taux d'occupation insuffisant avec leurs 80 000 sorties annuelles au total et devraient par conséquent consolider leurs structures. Or l'initiative sur les sites hospitaliers empêche une telle adaptation en imposant des sites (principaux et régionaux) et des offres de prestations. Il faut donc partir du principe que la surcapacité actuelle et le déficit qui en résulte ne peuvent pas être évités et sont à assumer par le canton.

Il est impossible de déterminer précisément les coûts qui seraient induits par le maintien des capacités de chaque site, qui peuvent uniquement faire l'objet d'une estimation grossière. Celle-ci se fonde sur les coûts par cas moyens pondérés selon le degré de gravité des CHR, multipliés par le volume manquant. Là aussi, il faut se baser sur des estimations tant pour les coûts par cas *(9700 ou 10 000)* que pour le degré de gravité ou indice de casemix *(0,86 pour le contre-projet, 0,9 ou 0,92 selon l'offre de prestations),* car ces indicateurs peuvent varier fortement d'une année et d'un établissement à l'autre. Quant au volume manquant, il est établi sur la base du volume de prestations moyen actuel (*ensemble des CHR ou uniquement ceux disposant de sites régionaux)*, associé respectivement à un taux d'occupation optimal *(85% et 90%)* et à une occupation réduite *(taux de 80% actuel et taux en baisse de 75%)*.

Ces calculs permettent d'obtenir le coût total des prestations de base fixes de l'ensemble des CHR. Le diagramme qui suit présente les coûts induits ainsi estimés.

Modèle de calcul

Méthode et paramètres

Résultat: frais de base fixes à assumer

Frais induits par l'initiative: $FrF = S \cdot \frac{OccAct - OccOpt}{OccEst} \cdot CMI \cdot Ccas \cdot \%FrF$

Frais induits par l'initiative: $Ini = FrF \cdot (DurM + DurP)$

Frais induits par le contre-projet: $Cp = FrF \cdot (DurA + DurP)$

Variables:

S	total des sorties de l'ensemble des CHR
OccAct	occupation actuelle des CHR (en %)
OccOpt	occupation optimale (en %)
OccEst	occupation estimée si l'adaptation des structures hospitalières ou de l'offre de prestations est difficile, voire impossible (en %)
CMI	degré de gravité moyen ou indice de casemix (norme)
Ccas	coûts par cas moyens (en francs)
%FrF	part des frais fixes (en %)
DurM	durée du moratoire (en années)
DurA	durée moyenne d'annonce d'une adaptation sans moratoire (en années)
DurP	durée de la procédure entre l'annonce à la SAP et la modification (en années)

Hypothèses

Variable	Source	Prémisse	Valeur	Description
S	Statistique médicale de l'OFS	Le total des sorties de l'ensemble des CHR reste stable.	80 000	Total actuel des sorties de tous les CHR
			59 000*	Nombre actuel de sorties des CHR multisites (c'est-à-dire CHB et SRO exclus), vu le besoin de consolidation
Occ Act	Statistique des hôpitaux de l'OFS et calculs de la SAP (Division Etudes et analyses)	Le taux d'occupation actuel a été évalué correctement.	80% °	Valeur initiale

Variable	Source	Prémisse	Valeur	Description
Occ Opt	Arrêts du Tribunal administratif fédéral	Un taux d'occupation de 85% au minimum est toujours considéré comme conforme à la LAMal.	85%*	Occupation permettant actuellement de couvrir les coûts
			90%	Occupation plus élevée (gains d'efficience)
Occ Est	Estimation	Le maintien des capacités entraîne une diminution de l'occupation.	80%*	Surcapacité actuelle
			75%	Surcapacité accrue (déplacement des patients vers les hôpitaux non touchés)
CMI	Statistique médicale de l'OFS	Le changement annuel de groupeur SwissDRG n'a pas d'incidence négative sur le CMI des hôpitaux.	0,9*	Moyenne actuelle des CHR
			0,92**	Moyenne en cas d'offre de prestations plus complexe (soins complets)
			0,86***	Moyenne en cas d'offre de prestations réduite (soins de base)
Ccas	Prix de base négociés ou demandés selon Swiss-DRG; relevé des CHR	Le coût reste constant.	9700.-***	Tarif couvrant le coût, pas de déficit dans la fourniture des prestations (situation visée)
			10 000.–**	Tarif ne couvrant pas le coût, subventionnement croisé avec le secteur des assurances complémentaires nécessaire (situation actuelle)
%FrF	Contrats de prestations avec les anciens hôpitaux publics (aLSH)	La part des frais fixes reste constante.	80% °	Valeur empirique (comprenant les coûts d'investissement ou coûts d'utilisation des immobilisations)
DurM	Texte de loi proposé par l'initiative sur les sites hospitaliers	Le processus est réalisé une fois dans son intégralité.	8 ans**	Durée du moratoire fixée dans l'initiative sur les sites hospitaliers
DurA	Supposition	Le processus est réalisé une fois dans son intégralité, en même temps pour tous les CHR.	2,5 ans***	Durée moyenne de la procédure d'annonce, consultation des communes incluse
DurP	Directives sur la procédure législative	La procédure ne change pas.	2 ans*	Durée moyenne d'adaptation de la base légale (loi), depuis l'annonce à l'autorité cantonale compétente jusqu'à l'entrée en force de l'arrêté

° valeur fixe
* valeur la plus plausible pour l'initiative comme pour le contre-projet
** valeur la plus plausible pour l'initiative
*** valeur la plus plausible pour le contre-projet

Résultats

Initiative

Selon les paramètres retenus, l'initiative occasionne des frais de base fixes annuels allant de 25 753 500[40] à 110 400 000 francs[41]. Compte tenu de la durée[42], on aboutit à un coût total entre 257 535 000 et 1 104 000 000 francs.

Si l'on se limite aux combinaisons les plus plausibles[43], les frais de base fixes pourraient se monter à 73 600 000 par an au maximum, soit 736 000 000 francs au total, avec une moyenne de 49 178 250 par an et de 491 782 500 au total.

	Minimum	Maximum absolu	Maximum le plus plausible	Moyenne la plus plausible
Par an	25 753 500	110 400 000	73 600 000	49 178 250
Total	257 535 000	1 104 000 000	736 000 000	491 782 500

[40] CHR multisites, surcapacité de 5 pour cent, degré de gravité inchangé, tarif couvrant le coût (scénario de mise en œuvre le plus favorable de l'initiative)
[41] Ensemble des CHR, surcapacité de 15 pour cent, degré de gravité inchangé, déficit (scénario de mise en œuvre le plus défavorable de l'initiative)
[42] 8 ans + 2 ans = 10 ans dans tous les scénarios de mise en œuvre de l'initiative
[43] Scénario le plus favorable selon note 40; scénario défavorable le plus réaliste: surcapacité de 10 pour cent. Variantes:
- paramètres du scénario le plus favorable, mais pour l'ensemble des CHR;
- CHR multisites, surcapacité de 10 pour cent, degré de gravité inchangé, déficit;
- idem pour l'ensemble des CHR;
- surcapacité de 5 pour cent, degré de gravité accru, tarif couvrant le coût, et ce pour l'ensemble des CHR.

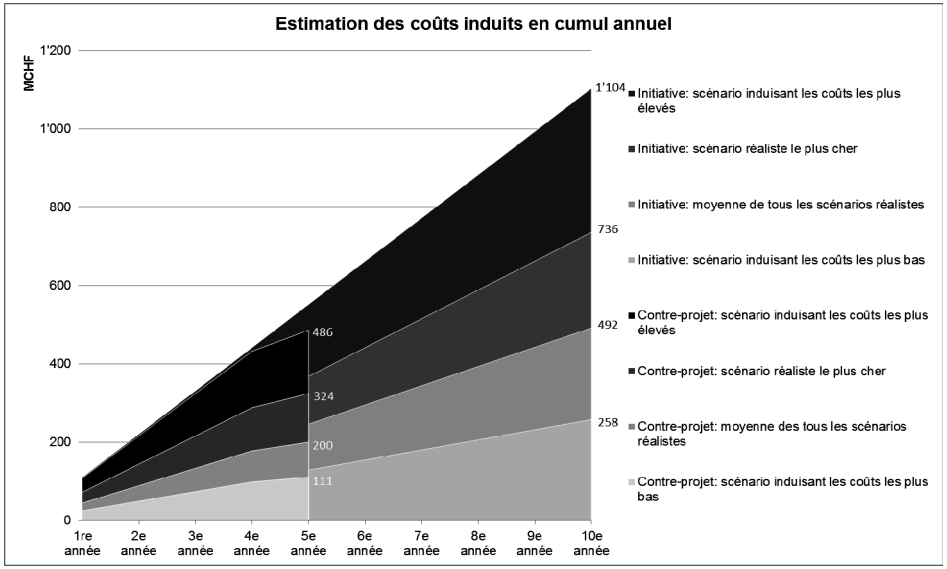
Contre-projet

Selon les paramètres retenus, le contre-projet occasionne des frais de base fixes annuels allant de 24 608 900[44] à 108 000 000 francs[45]. Compte tenu de la durée[46], on aboutit à un coût total entre 110 740 050 et 486 000 000 francs.

Si l'on se limite là aussi aux combinaisons les plus plausibles[47], les frais de base fixes pourraient se monter à 72 000 000 par an au maximum, soit 324 000 000 francs au total, avec une moyenne de 44 443 886 par an et de 199 997 486 francs au total.

	Minimum	Maximum absolu	Maximum le plus plausible	Moyenne la plus plausible
Par an	24 608 900	108 000 000	72 000 000	44 443 886
Total	110 740 050	486 000 000	324 000 000	199 997 486

Le graphique ci-après illustre la fourchette des coûts induits par l'initiative et par le contre-projet selon les diverses combinaisons des paramètres de calcul.



[44] CHR multisites, surcapacité de 5 pour cent, degré de gravité réduit, tarif couvrant le coût (scénario de mise en œuvre le plus favorable du contre-projet)

[45] Ensemble des CHR, surcapacité de 15 pour cent, degré de gravité inchangé, déficit (scénario de mise en œuvre le plus défavorable du contre-projet)

[46] 2,5 ans + 2 ans = 4,5 ans dans tous les scénarios de mise en œuvre du contre-projet

[47] Scénario le plus favorable selon note 44; scénario défavorable le plus réaliste: surcapacité de 10 pour cent. Variantes identiques à celles de l'initiative avec en plus les options suivantes:
- CHR multisites, surcapacité de 10 pour cent, degré de gravité inchangé, tarif couvrant le coût;
- idem pour un degré de gravité réduit.

Proposition du Conseil-exécutif

Arrêté du Grand Conseil concernant l'initiative législative sur les sites hospitaliers et le contre-projet de modification de la loi sur les soins hospitaliers (LSH)

Le Grand Conseil du canton de Berne,

vu les articles 58 ss de la Constitution cantonale[1)],

sur proposition du Conseil-exécutif,

arrête:

1. Le Grand Conseil prend acte du fait que l'initiative législative sur les sites hospitaliers, déposée par le comité d'initiative «Initiative populaire sur les sites hospitaliers», a abouti avec 25 945 signatures valables (arrêté du Conseil-exécutif n° 139 du 12 février 2014).
2. L'initiative législative, présentée sous la forme d'un projet rédigé de toutes pièces, a la teneur suivante:

«Loi sur les sites hospitaliers régionaux

Art. 1 But La présente loi a pour but de garantir à l'ensemble de la population, rurale et urbaine, suffisamment de soins hospitaliers de qualité, dispensés de manière économique par un nombre adéquat d'hôpitaux répartis dans tout le canton.

Art. 2 Sites hospitaliers régionaux Le canton garantit l'exploitation d'hôpitaux publics sur les sites désignés ci-après et qui remplissent les critères fédéraux et cantonaux en matière de soins hospitaliers:

Sites principaux:
– Berne
– Bienne
– Berthoud
– Interlaken
– Langenthal
– Thoune

[1)] RSB 101.1

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la commission

Arrêté du Grand Conseil concernant l'initiative législative sur les sites hospitaliers et le contre-projet de modification de la loi sur les soins hospitaliers (LSH)

Le Grand Conseil du canton de Berne,

vu les articles 58 ss de la Constitution cantonale[1)],

sur proposition du Conseil-exécutif,

arrête:

1. Le Grand Conseil prend acte du fait que l'initiative législative sur les sites hospitaliers, déposée par le comité d'initiative «Initiative populaire sur les sites hospitaliers», a abouti avec 25 945 signatures valables (arrêté du Conseil-exécutif n° 139 du 12 février 2014).
2. L'initiative législative, présentée sous la forme d'un projet rédigé de toutes pièces, a la teneur suivante:

«Loi sur les sites hospitaliers régionaux

Art. 1 But La présente loi a pour but de garantir à l'ensemble de la population, rurale et urbaine, suffisamment de soins hospitaliers de qualité, dispensés de manière économique par un nombre adéquat d'hôpitaux répartis dans tout le canton.

Art. 2 Sites hospitaliers régionaux Le canton garantit l'exploitation d'hôpitaux publics sur les sites désignés ci-après et qui remplissent les critères fédéraux et cantonaux en matière de soins hospitaliers:

Sites principaux:
– Berne
– Bienne
– Berthoud
– Interlaken
– Langenthal
– Thoune

[1)] RSB 101.1

Sites régionaux:
– Aarberg
– Frutigen
– Langnau
– Moutier
– Münsingen
– Riggisberg
– St-Imier
– Zweisimmen

Art. 3 Soins de base [1]Les hôpitaux des sites régionaux assurent la couverture en soins hospitaliers de base en collaboration avec les hôpitaux des sites principaux. Ils assurent en outre la liaison avec les fournisseurs de prestations médicales et les services d'intervention en cas d'urgence de la région.

[2] Les hôpitaux des sites régionaux doivent être en mesure d'assurer la couverture des besoins en soins hospitaliers de base. Ils doivent pouvoir assurer les soins aigus somatiques d'urgence 24 heures sur 24 et fournir en particulier les prestations de médecine interne, de chirurgie, de gynécologie et d'obstétrique dans la mesure où ces prestations étaient proposées jusqu'à maintenant.

Art. 4 Rapport et adaptations [1]Tous les huit ans, le Conseil-exécutif rend compte dans un rapport adressé au Grand Conseil de la couverture des besoins en soins hospitaliers et de son évolution. Il lui propose simultanément les adaptations éventuellement nécessaires.

[2] Le Grand Conseil prend connaissance du rapport. Il se prononce sur les propositions du Conseil-exécutif dans un arrêté soumis à la votation facultative.

Art. 5 Mise en œuvre Le Conseil-exécutif met la présente loi en œuvre.

Art. 6 Disposition transitoire La maternité de l'hôpital de Riggisberg sera exploitée au minimum jusqu'à la présentation du premier rapport au sens de l'article 4, alinéa 1 de la présente loi.

Art. 7 Entrée en vigueur La présente loi entre en vigueur dès son adoption par le peuple.»

Sites régionaux:
– Aarberg
– Frutigen
– Langnau
– Moutier
– Münsingen
– Riggisberg
– St-Imier
– Zweisimmen

Art. 3 Soins de base [1]Les hôpitaux des sites régionaux assurent la couverture en soins hospitaliers de base en collaboration avec les hôpitaux des sites principaux. Ils assurent en outre la liaison avec les fournisseurs de prestations médicales et les services d'intervention en cas d'urgence de la région.

[2] Les hôpitaux des sites régionaux doivent être en mesure d'assurer la couverture des besoins en soins hospitaliers de base. Ils doivent pouvoir assurer les soins aigus somatiques d'urgence 24 heures sur 24 et fournir en particulier les prestations de médecine interne, de chirurgie, de gynécologie et d'obstétrique dans la mesure où ces prestations étaient proposées jusqu'à maintenant.

Art. 4 Rapport et adaptations [1]Tous les huit ans, le Conseil-exécutif rend compte dans un rapport adressé au Grand Conseil de la couverture des besoins en soins hospitaliers et de son évolution. Il lui propose simultanément les adaptations éventuellement nécessaires.

[2] Le Grand Conseil prend connaissance du rapport. Il se prononce sur les propositions du Conseil-exécutif dans un arrêté soumis à la votation facultative.

Art. 5 Mise en œuvre Le Conseil-exécutif met la présente loi en œuvre.

Art. 6 Disposition transitoire La maternité de l'hôpital de Riggisberg sera exploitée au minimum jusqu'à la présentation du premier rapport au sens de l'article 4, alinéa 1 de la présente loi.

Art. 7 Entrée en vigueur La présente loi entre en vigueur dès son adoption par le peuple.»

3. L'initiative est déclarée valable.
4. Le Grand Conseil rejette l'initiative.
5. L'initiative est soumise à la votation populaire avec recommandation d'adoption du contre-projet.

Berne, le 12 août 2015

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Käser*
le chancelier: *Auer*

3. L'initiative est déclarée valable.
4. Le Grand Conseil rejette l'initiative.
5. Biffer.

Berne, le 14 octobre 2015

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Käser*
le chancelier: *Auer*

Berne, le 25 août 2015

Au nom de la commission,

la présidente: *Zumstein*

Proposition du Conseil-exécutif

Loi sur les soins hospitaliers (LSH) (Modification) 812.11

Le Grand Conseil du canton de Berne,

sur proposition du Conseil-exécutif,

arrête:

I.

La loi du 13 juin 2013 sur les soins hospitaliers (LSH) est modifiée comme suit:

Sites

Art. 15a (nouveau) [1]Les CHR exploitent des hôpitaux sur les sites principaux de Berne, Berthoud, Bienne, Interlaken, Langenthal et Thoune.

[2] Ils exploitent en outre des hôpitaux sur les sites locaux d'Aarberg, Frutigen, Langnau, Moutier, Münsingen, Riggisberg, Saint-Imier et Zweisimmen.

[3] Ils sont déliés de cette obligation d'exploiter si un autre fournisseur de prestations exploite, sur le site en question, un hôpital proposant l'offre de prestations prévue à l'article 15b.

Offre de prestations

Art. 15b (nouveau) [1]Les CHR fournissent en particulier des prestations de médecine interne, de chirurgie, de gynécologie et d'obstétrique dans les hôpitaux des sites principaux. Ils garantissent le traitement des urgences.

[2] Ils fournissent en particulier des prestations de médecine interne et de chirurgie dans les hôpitaux des sites locaux. Ils garantissent l'admission des urgences.

[3] Ils sont déliés de cette obligation de prestation dans la mesure où d'autres fournisseurs proposent ces prestations sur le site en question.

[4] Les exigences à remplir par les hôpitaux répertoriés en vertu du droit fédéral sont réservées.

Modification de l'offre de prestations

Art. 15c (nouveau) [1]Si un CHR n'est plus en mesure d'exploiter un hôpital visé à l'article 15a ou de garantir l'offre de prestations prévue à l'article 15b après avoir épuisé toutes les possibilités légales et opérationnelles pour ce faire, il en informe par écrit la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale.

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la commission

Loi sur les soins hospitaliers (LSH) (Modification) 812.11

Rejet.

[2] L'information inclut un exposé des motifs, la documentation pertinente et les avis des communes municipales et des conférences régionales concernées.

[3] La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale propose les mesures requises au Conseil-exécutif.

Art. 26 [1]Inchangé.

[2] Les CHR peuvent exercer d'autres activités lorsque celles-ci sont matériellement proches de leurs mandats de prestations ou de leurs tâches. Ils peuvent en particulier

a accomplir des tâches relevant de l'enseignement et de la recherche en complément aux hôpitaux universitaires et

b fournir des prestations en faveur de collectivités de droit public au sens de la législation sur les communes.

Indemnisation de prestations de base fixes 1. pour des raisons de politique régionale

Art. 67 [1]Dans le cadre des dépenses autorisées, la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale indemnise les prestations de base fixes fournies par les CHR qui sont nécessaires au maintien de l'offre de prestations prévue à l'article 15b pour des raisons de politique régionale.

[2] Les prestations de base fixes sont indemnisées si, malgré une exploitation efficace, elles ne peuvent être financées par les contributions d'assurances et celles des patients et patientes finançant personnellement leur séjour.

2. en raison de leur nécessité pour la couverture en soins

Art. 68 [1]Dans le cadre des dépenses autorisées, la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale peut indemniser les prestations de base fixes fournies par les CHR qui dépassent l'offre de prestations prévue à l'article 15b lorsqu'elles sont nécessaires à la couverture en soins.

[2] Elle peut indemniser les prestations de base fixes fournies par les autres hôpitaux répertoriés et par les maisons de naissance répertoriées, dans le cadre des dépenses autorisées, lorsqu'elles sont nécessaires à la couverture en soins.

[3] Les prestations de base fixes peuvent être indemnisées

a si, malgré une exploitation efficace, elles ne peuvent être financées par les contributions d'assurances et celles des patients et patientes finançant personnellement leur séjour et

b si elles sont nécessaires pour assurer la couverture en soins selon la planification du canton ou qu'elles le soient devenues parce que la situation a considérablement changé depuis la dernière planification.

Variante 1: taxe compensatoire et fonds de financement des prestations de base fixes nécessaires pour des raisons de politique régionale

2.7 (nouveau) **Taxe compensatoire**

Art. 81a (nouveau) [1]Le service compétent de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale prélève chaque année auprès de tous les hôpitaux répertoriés situés dans le canton de Berne une taxe compensatoire sur les indemnités qui leur sont versées par les assureurs complémentaires dans la mesure où les traitements sont également rémunérés par la contribution de base d'une assurance sociale.

[2] La taxe compensatoire s'élève au maximum à 20 pour cent des indemnités selon l'alinéa 1. Le Conseil-exécutif en fixe le montant par voie d'ordonnance.

[3] Le produit de la taxe est affecté au fonds de financement des prestations de base fixes nécessaires pour des raisons de politique régionale.

2.8 (nouveau) **Fonds de financement des prestations de base fixes nécessaires pour des raisons de politique régionale**

Art. 81b (nouveau) [1]Le fonds de financement des prestations de base fixes nécessaires pour des raisons de politique régionale est géré comme un financement spécial conformément aux dispositions de la loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP)[1)].

[2] Il sert exclusivement à financer les prestations de base fixes nécessaires pour des raisons de politique régionale.

[3] Le Grand Conseil peut fixer le montant maximal du fonds par voie d'arrêté.

[4] Les excédents sont attribués au compte de fonctionnement de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale.

[1)] RSB 620.0

Variante 2: hausse de la quotité d'impôt et fonds de financement des prestations de base fixes nécessaires pour des raisons de politique régionale

2.7 (nouveau) **Financement des prestations de base fixes nécessaires pour des raisons de politique régionale par une part de la quotité d'impôt**

Art. 81a (nouveau) [1]Les prestations de base fixes nécessaires pour des raisons de politique régionale sont financées par une hausse de trois centièmes de la quotité des impôts directs.

[2] Cette part de la quotité d'impôt est affectée au fonds de financement des prestations de base fixes nécessaires pour des raisons de politique régionale.

2.8 (nouveau) **Fonds de financement des prestations de base fixes nécessaires pour des raisons de politique régionale**

Art. 81b (nouveau) [1]Le fonds de financement des prestations de base fixes nécessaires pour des raisons de politique régionale est géré comme un financement spécial conformément aux dispositions de la loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP)[1)].

[2] Il sert exclusivement à financer les prestations de base fixes nécessaires pour des raisons de politique régionale.

[3] Le Grand Conseil peut fixer le montant maximal du fonds par voie d'arrêté.

[4] Il peut réduire la part de la quotité d'impôt si le montant maximal fixé est dépassé.

[5] Les excédents sont attribués au compte de fonctionnement de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale.

Art. 139 [1]Le Grand Conseil arrête en règle générale tous les quatre ans un crédit-cadre concernant
a à *e* inchangées,
f l'indemnisation des prestations de base fixes nécessaires à la couverture en soins,
g inchangée.

[2] Inchangé.

[1)] RSB 620.0

[3] Le Conseil-exécutif est compétent pour autoriser les dépenses concernant les prestations de base fixes nécessaires pour des raisons de politique régionale.

[4] La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale est compétente pour autoriser les dépenses concernant
a l'indemnisation des fournisseurs de prestations de sauvetage,
b la formation et le perfectionnement dans les professions de la santé non universitaires.

[5] Ancien alinéa 4.

II.

Variante 2: hausse de la quotité d'impôt et fonds de financement des prestations de base fixes nécessaires pour des raisons de politique régionale

La loi du 21 mai 2000 sur les impôts (LI) est modifiée comme suit:

Art. 2 [1 à 4]Inchangés.

[5] Il n'est pas perçu d'impôts additionnels à l'exception de la part de la quotité d'impôt affectée au fonds de financement des prestations de base fixes nécessaires pour des raisons de politique régionale en vertu de l'article 81a de la loi du 13 juin 2013 sur les soins hospitaliers (LSH)[1)].

III.

Le Conseil-exécutif fixe la date d'entrée en vigueur de la présente modification.

Berne, le 12 août 2015

Au nom du Conseil-exécutif,
le président: *Käser*
le chancelier: *Auer*

Berne, le 14 octobre 2015

Au nom du Conseil-exécutif,
le président: *Käser*
le chancelier: *Auer*

Berne, le 25 août 2015

Au nom de la commission,
la présidente: *Zumstein*

Le droit en vigueur peut être obtenu auprès de la Chancellerie d'Etat avant la session ou auprès des huissiers pendant la session.

1) RSB 812.11

M

Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	229-2015
Type d'intervention:	Motion
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.883
Déposée le:	07.09.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Mühlheim (Bern, pvl) (porte-parole) Brand (Münchenbuchsee, UDC) Herren-Brauen (Rosshäusern, PBD) Schwarz (Adelboden, UDF)
Cosignataires:	0
Urgence demandée:	Oui
Urgence accordée:	Oui 09.09.2015
N° d'ACE:	1285/2015 du 28 octobre 2015
Direction:	Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale
Classification:	Non classifié
Proposition du Conseil-exécutif:	**Adoption**

Planification des soins et liste des hôpitaux: la SAP va-t-elle enfin respecter la loi?

Le Conseil-exécutif est chargé, lorsqu'il préparera la prochaine planification des soins 2016-2020, de se conformer à la loi et de tenir compte des griefs formulés dans l'arrêt rendu le 21 août dernier par le Tribunal administratif fédéral (C-1874/2014), griefs déjà formés à une précédente occasion (cf. arrêt C-325/2010 du 7.6.2012). Il devra en particulier respecter les points suivants :

1. Garantir que la nouvelle planification des soins respecte toutes les règles importantes du droit fédéral, de sorte que la liste des hôpitaux établie sur la base de la planification soit conforme au droit fédéral.

2. Procéder à l'examen de l'économicité des prestations des fournisseurs dans le respect des exigences du droit fédéral, c'est-à-dire par exemple non plus en référence seulement à la durée moyenne du séjour hospitalier.

3. Garantir que les démarches suivies pour élaborer la planification des soins correspondent en tous points à l'article 58b, alinéas 1 à 5 de l'ordonnance fédérale sur l'assurance-maladie.

Développement :

Le Tribunal administratif fédéral constate que la liste des hôpitaux 2014 a été établie sur la base d'une planification qui n'est pas conforme à la loi et qu'elle est donc illicite. Pour la seconde fois depuis 2010, il reproche au canton de n'avoir pas procédé à l'examen de l'économicité des prestations des fournisseurs dans le respect des exigences du droit fédéral. Il constate dans son arrêt que, contrairement à ce qu'affirme la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale, il aurait été parfaitement possible de comparer les forfaits par cas liés aux prestations des différents hôpitaux. L'arrêt de 2012 estimait déjà qu'il n'était pas suffisant de se référer à la durée du séjour hospitalier pour juger de l'économicité des prestations. L'ensemble de la planification des soins 2011-2014 a donc été menée en violation du droit fédéral (cf. C-1874/2014, points 6.2.3 – 6.4, p. 23 ss).

Il est ahurissant que les griefs formés par le Tribunal administratif fédéral en 2012 n'aient pas été suffisamment pris en compte dans la liste des hôpitaux 2014. Ce nouvel arrêt nous place dans une situation désastreuse.

Si la sécurité du droit et de la planification doit être enfin rétablie, il faut impérativement que le Conseil-exécutif intègre toutes les remarques formées dans ce nouvel arrêt dans la prochaine planification des soins, sans tergiverser.

Motivation de l'urgence :

La prochaine planification des soins est imminente, il faut tenir compte immédiatement et entièrement de l'arrêt du Tribunal administratif fédéral.

Réponse du Conseil-exécutif

Il convient de préciser en introduction que l'arrêt en question du Tribunal administratif fédéral (TAF) porte sur les listes des hôpitaux d'avril 2012 et de février 2014. Or le gouvernement a adapté la planification des soins 2011-2014 selon la loi sur les soins hospitaliers (LSH) par arrêté 897/2014 du 2 juillet 2014. Le Grand Conseil a pris connaissance de ce changement le 18 novembre 2014 (affaire 2014.GEF.10709).

Un objectif majeur de cette adaptation était d'introduire dans la planification actuelle la comparaison des coûts par cas exigée dans l'arrêt du TAF pour pouvoir examiner l'économicité des sites hospitaliers.

Pour ce faire, dans le *domaine des soins aigus somatiques*, les coûts hospitaliers relevant de l'assurance obligatoire des soins (AOS) sont divisés par le nombre de cas hospitaliers pondéré selon le degré de gravité. Les coûts par cas pondérés des sites hospitaliers similaires au niveau cantonal servent de référence pour l'économicité. L'analyse comparative avec des hôpitaux non bernois est compliquée par le fait que seuls les cantons d'implantation disposent des données requises.

La mise au point des systèmes tarifaires n'ayant pas encore abouti *dans les domaines de la réadaptation et de la psychiatrie*, l'économicité y est évaluée à l'aide d'une simple comparaison des coûts par journée de soins. Ce sont les coûts moyens par journée de soins de tous les fournisseurs de prestations comparables (sites hospitaliers) qui servent de norme pour

l’économicité. La valeur de référence et la zone de tolérance sont dans la mesure du possible définies par analogie avec les soins aigus somatiques. S’il est possible à l’avenir de représenter les coûts par cas pondérés selon le degré de gravité également dans ces deux domaines, avec l’introduction des nouveaux systèmes tarifaires, cette méthode sera reprise pour l’examen de l’économicité en réadaptation et en psychiatrie.

L’article 58b de l’ordonnance fédérale sur l’assurance-maladie (OAMal) mentionné dans la motion définit les moyens d’identifier et de couvrir les besoins en soins de la population. Les dispositions en question laissent cependant volontairement une marge d’appréciation aux cantons, qu’il leur revient d’utiliser pour assurer les soins requis en évitant les surcapacités. Il est évident que cet objectif est en contradiction avec l’intérêt des établissements à pouvoir fournir des prestations sans restrictions, ce qui peut provoquer des conflits. Le Conseil-exécutif se réjouit que les tribunaux contribuent à clarifier l’interprétation des prescriptions fédérales et la latitude des cantons. Il va de soi qu’il tiendra dûment compte de leurs conclusions dans la prochaine planification des soins.

Le gouvernement n’adoptera pas de nouvelle planification sans être convaincu qu’elle réponde aux exigences posées par le TAF et résiste à son analyse. Il ne peut cependant pas le garantir absolument dès lors que la vérification de la conformité à la loi est du seul ressort de l’autorité judiciaire, en l’occurrence le TAF, en vertu de la séparation des pouvoirs.

Au vu de ce qui précède, le Conseil-exécutif propose d’adopter la motion.

Destinataire

- Grand Conseil

Arrêté du Conseil-exécutif

N° d'ACE:	960/2015
Date:	19 août 2015
Direction:	Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale
N° d'affaire:	2015.GEF.1737
Classification:	Non classifié

Autonomisation des institutions psychiatriques du canton de Berne : crédit de réalisation pour la mise en place des services informatiques de base

1 Objet

Les analyses menées dans le cadre du projet d'autonomisation des institutions psychiatriques du canton de Berne ont montré que divers investissements sont nécessaires dans le domaine informatique pour que les services de gestion du système et de la sécurité informatiques soient opérationnels à temps. Il faut mettre en place des services informatiques de base pour remplacer les prestations fournies actuellement par l'Office cantonal d'informatique et d'organisation (OIO). Il s'agit notamment des cinq éléments suivants : nouveau domaine, nouveau réseau, nouvelle infrastructure de sécurité informatique, gestion du système et intégration/messagerie HIN.

Les investissements, qui seront pris en compte dans la capitalisation des nouvelles sociétés anonymes, constituent des apports du canton.

2 Bases légales

- Loi du 13 juin 2013 sur les soins hospitaliers (LSH ; RSB 812.11), article 32 et article 148, alinéa 1
- Ordonnance du 29 novembre 2000 sur l'organisation et les tâches de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (Ordonnance d'organisation SAP, OO SAP ; RSB 152.221.121), article 7, lettre *e*
- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 620.0), articles 45, 46, article 48, alinéa 1, lettre *a* et article 50
- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP ; RSB 621.1), articles 136, 144 et 148

3 Nature et qualification juridique de la dépense

Dépense nouvelle unique au sens de l'article 46 et de l'article 48, alinéa 1 LFP

4 Montant déterminant du crédit

SPU	3.26 mio CHF
CPM	2.46 mio CHF
SPJBB	1.12 mio CHF
pour la définition des compétences	**6.84 mio CHF**
./. dont des frais d'étude approuvés le 19 août 2015 par le Conseil-exécutif	0.98 mio CHF
crédit à approuver	**5.86 mio CHF**

Le crédit se répartira probablement comme suit sur les exercices 2015 et 2016, soit sur le compte de fonctionnement (CF) et le compte des investissements (CI ; montants en mio CHF) :

	2015		2016		*Total*		**Total**
	CI	CF	CI	CF	*CI*	*CF*	
SPU	0.00	0.47	1.01	1.78	*1.01*	*2.25*	**3.26**
CPM	0.00	0.35	1.48	0.63	*1.48*	*0.98*	**2.46**
SPJBB	0.00	0.16	0.64	0.32	*0.64*	*0.48*	**1.12**
Total	0.00	0.98	3.13	2.73	*3.13*	*3.71*	**6.84**

5 Nature du crédit / Compte / Groupe de produits / Exercice

Crédit d'engagement, à imputer sur les exercices 2015 et ss.

Le crédit sera prélevé sur différents comptes matériels, en particulier le compte 318810 Prestations de services de tiers en matière d'informatique (conseils et honoraires) et le compte 506800 Acquisition d'équipements informatiques.

Les coûts seront portés à la charge du groupe de produits Psychiatrie.

Les fonds mentionnés au point 4 ne sont pas inscrits au budget 2015. La SAP pourra vraisemblablement absorber les coûts dans le cadre de la marge contributive IV du groupe de produits (enveloppe budgétaire selon le schéma établi pour les cliniques psychiatriques, conformément à l'art. 7 de l'ordonnance du 24 mars 2004 sur le compte spécial des cliniques psychiatriques [RSB 621.15]). Un dépassement ne peut cependant pas être entièrement exclu. Il serait dans la mesure du possible à compenser au sein de la Direction.

6 Motif

Le crédit est indispensable pour poursuivre les travaux visant l'autonomisation des institutions psychiatriques dans le délai fixé.

Il est soumis au référendum facultatif et doit être publié dans les feuilles officielles cantonales.

Au nom du Conseil-exécutif
Le chancelier:
Auer

Destinataire
Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale

Rapport

Date de la séance du CE: 19 août 2015
Direction: Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale
N° d'affaire: 2015.GEF.1737
Classification: Non classifié

Autonomisation des institutions psychiatriques du canton de Berne : crédit de réalisation pour la mise en place des services informatiques de base crédit de réalisation pour la mise en place d'un progiciel de gestion intégré aux SPU

Table des matières

1 Synthèse 2

2 Bases légales 2

3 Description de l'affaire 2
3.1 Contexte 2
3.2 Caractéristiques du projet 3
3.2.1 Services de base TIC 3
3.2.2 Progiciel de gestion intégré des SPU 4
3.3 Autres investissements préalables : les systèmes RH 4
3.4 Calendrier, modalités, organisation, compétences 5

4 Place du projet dans le programme gouvernemental de législature et dans d'autres planifications importantes 5

5 Répercussions sur les finances, l'organisation, le personnel, l'informatique et les locaux 5
5.1 Généralités 5
5.2 Frais d'exploitation 5
5.3 Coût et financement 5
5.3.1 Services de base TIC 6
5.3.2 Système PGI SPU 6

7 Répercussions sur les communes 7

8 Répercussions sur l'économie, l'environnement et la société 7

9 Proposition 7

13|00|K|3

1 Synthèse

Pour réaliser l'autonomisation des institutions psychiatriques du canton de Berne dans le délai fixé, soit le 1er janvier 2017, il convient de procéder à des investissements dans le domaine informatique.

Les deux arrêtés faisant l'objet du présent rapport portent sur

a) le crédit de réalisation pour la mise en place des services informatiques de base de toutes les institutions pour remplacer les prestations fournies actuellement par l'Office cantonal d'informatique et d'organisation (OIO)
et
b) le crédit de réalisation pour la mise en place d'un progiciel de gestion intégré (PGI) aux Services psychiatriques universitaires (SPU).

Les investissements, qui seront pris en compte dans la capitalisation des nouvelles sociétés anonymes, constituent des apports du canton.

2 Bases légales

- Loi du 13 juin 2013 sur les soins hospitaliers (LSH ; RSB 812.11), article 32 et article 148, alinéa 1
- Ordonnance du 29 novembre 2000 sur l'organisation et les tâches de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (Ordonnance d'organisation SAP, OO SAP ; RSB 152.221.121), article 7, lettre *e*
- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 620.0), articles 45, 46, article 48, alinéa 1, lettre *a* et article 50
- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP ; RSB 621.1), articles 136, 144 et 148

3 Description de l'affaire

3.1 Contexte

Des investissements sont nécessaires pour garantir que les services et outils informatiques requis en vue de l'autonomisation des institutions psychiatriques au 1er janvier 2017 seront opérationnels dès cette date. Ces investissements portent sur les services de base TIC, les systèmes RH pour les trois établissements ainsi que le progiciel de gestion intégrée (PGI) destiné aux SPU.

Indépendants l'un de l'autre, ces trois volets d'assistance informatique sont proposés par des fournisseurs différents, avec des applications différentes. Leur évaluation et leur acquisition se déroulent dans le cadre de projets distincts. Ils ne sont donc pas soumis à l'obligation d'additionner les dépenses et font l'objet de demandes de crédit séparées en vertu de l'article 46 LFP. Pour chacun des trois volets, c'est toutefois le total des coûts des diverses institutions qui est pris en compte puisque le projet global définit des exigences communes et prévoit une évaluation et réalisation conjointes, dans la mesure où cela est judicieux.

Par conséquent, trois crédits de réalisation sont à approuver. Les deux qui font l'objet du présent rapport relèvent de la compétence du Grand Conseil. Bien que le troisième crédit, à l'instar des crédits d'étude, relève du Conseil-exécutif ou de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (SAP), il est également mentionné et brièvement explicité dans le rapport pour faciliter la vue d'ensemble (voir le tableau ci-dessous).

	Crédit d'étude		**Crédit de réalisation**	
	Compétence	Montant en mio CHF	Compétence	Montant en mio CHF[1]
Services de base TIC	CE	0,98	GC	6,84
Système PGI SPU	SAP	0,30	GC	2,00
Systèmes RH	SAP	0,20	CE	0,94

3.2 Caractéristiques du projet

3.2.1 Services de base TIC

Actuellement, les SPU, le Centre psychiatrique de Münsingen (CPM) et les Services psychiatriques Jura bernois – Bienne-Seeland (SPJBB) possèdent leur propre organisation et infrastructure informatiques. Ils recourent par ailleurs aux prestations TIC de base fournies par l'Office d'informatique et d'organisation (OIO). L'infrastructure TIC inclut le réseau cantonal (BE-WAN – Réseau étendu du canton de Berne), les services d'annuaire, la messagerie électronique, l'accès à distance, les plateformes de gestion de système, la protection contre les virus, les logiciels pour postes de travail, l'internet et l'intranet (BE-WEB), l'assistance de deuxième niveau et les achats centralisés (panier HP et licences Microsoft).

Ces prestations comprennent l'infrastructure et les plateformes d'administration des utilisateurs, des droits et de l'inventaire, la gestion des accès, la distribution des logiciels, les outils de configuration des postes des utilisateurs ainsi que la messagerie (E-Mail, Mobile Mail et Secure Mail – HIN/ICP). Elles reposent toutes sur des services globaux comme le BE-WAN et les « be.ch Services » et dépendent directement les unes des autres. Elles doivent donc être détachées de l'administration cantonale en tant qu'ensemble indissociable (client à part entière) dans le cadre du projet d'autonomisation, afin de garantir le degré d'indépendance nécessaire des institutions dans ce domaine.

Dès lors et vu la transformation des institutions psychiatriques cantonales en sociétés anonymes (SA) de droit privé, l'infrastructure TIC de chacune d'entre elles doit être complétée par une fonction de sécurité et des services d'administration de système assurés à l'interne ou achetés à des fournisseurs tiers, pour remplacer les prestations fournies actuellement par l'Office cantonal d'informatique et d'organisation (OIO).

La variante Autonomisation stratégique retenue influence également les équipements informatiques des trois établissements : trois sociétés indépendantes vont être créées, qui devront s'intégrer aux réseaux régionaux de soins et coopérer avec les hôpitaux de soins aigus. Pour une question d'égalité de traitement, la conception des services psychiatriques régionaux doit,

[1] y c. les coûts d'étude

dans la mesure du possible, correspondre à celle des centres hospitaliers régionaux. La collaboration des institutions psychiatriques entre elles ne fera pas l'objet de prescriptions cantonales. Les solutions adaptées aux besoins spécifiques des établissements auront donc priorité sur les dispositions unitaires, ce qui est plus avantageux économiquement, ces dernières coûtant plus cher lorsqu'il s'agit de les adapter aux exigences de l'exploitation la plus complexe.

Le crédit demandé doit permettre de réaliser les projets.

Les travaux préparatoires (études détaillées, préparation des appels d'offres, appel d'offres et évaluation) sont financés au moyen du crédit d'étude autorisé en août 2015 par la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale.

3.2.2 Progiciel de gestion intégré des SPU

Les trois institutions psychiatriques exploitent déjà un système PGI avec OPALE. Un tel système soutient la planification et le pilotage de tous les processus opérationnels d'une entreprise.

OPALE est conçu pour et utilisé par les petits et moyens hôpitaux. Dans le cas des SPU, il a d'ores et déjà atteint ses limites en matière de système et de fonctionnalités dans tous les domaines. L'institution a en effet connu une forte croissance et son organisation est complexe (trois cliniques universitaires hétérogènes, réadaptation, psychiatrie médico-légale, enseignement et recherche universitaires). Par ailleurs, OPALE ne permettra pas de répondre aux exigences nouvelles résultant de l'autonomisation.

Il paraît donc judicieux de remplacer OPALE par une autre solution PGI d'ici 2017 au lieu de continuer à investir dans le système actuel. Une telle démarche serait d'ailleurs conforme à la recommandation faite par le Contrôle des finances aux SPU dans son rapport 2013.

Renseignements pris auprès d'autres cantons, les hôpitaux psychiatriques de Bâle (CPU) et Zurich travaillent avec une solution SAP et les CPU ont introduit un nouveau PGI en vue de leur autonomisation.

Le crédit demandé doit permettre de réaliser ce projet.

Les travaux préparatoires (définition des conditions, préparation et réalisation de l'appel d'offres et évaluation) sont financés au moyen du crédit d'étude autorisé en juillet 2015 par la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale.

3.3 Autres investissements : les systèmes RH

Aujourd'hui, les trois institutions utilisent le système RH du canton de Berne (PERSISKA), une application développée par ce dernier et adaptée aux conditions de travail du personnel du canton et du corps enseignant. Pour pouvoir utiliser PERSISKA, les institutions rattachées au canton de Berne doivent obligatoirement appliquer ses conditions salariales.

Avec leur autonomisation, les institutions psychiatriques adhéreront à la convention collective de travail (CCT) pour le personnel des hôpitaux bernois. Les conditions de travail qui en découlent sont incompatibles avec PERSISKA. La condition requise n'est donc plus satisfaite et l'utilisation de PERSISKA n'est plus envisageable.

Le nouveau système RH devra inclure les processus et fonctions tels que la planification, l'engagement et le controlling du personnel, la gestion des données personnelles et des salaires, y compris le décompte des cotisations sociales et l'administration des postes de travail.

Dans le cas du CPM et des SPJBB, le progiciel de gestion intégrée OPALE pourrait être complété par le module RH de ce fournisseur, analogue au module Finances et contrôle de gestion existant, ou par un autre système RH.

Les SPU évaluent le système RH en même temps que l'ensemble du système PGI. Il en ressort qu'il serait possible d'introduire et d'exploiter le module RH même sans acquérir le PGI compatible.

La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale a autorisé le crédit d'étude des systèmes RH de 200 000 francs en juillet 2015, le Conseil-exécutif le crédit de réalisation correspondant en août 2015.

3.4 Calendrier, modalités, organisation, compétences

Les divers travaux préparatoires (étude, conception, appel d'offres, évaluation) seront effectués en 2015 dans le cadre du projet d'autonomisation.

Les travaux de réalisation concernant les TIC et le PGI des SPU débuteront le premier trimestre 2016 après l'approbation des présents crédits par le Grand Conseil et l'expiration du délai référendaire lors de la phase B du projet d'autonomisation.

4 Place du projet dans le programme gouvernemental de législature et dans d'autres planifications importantes

L'autonomisation de la psychiatrie est l'un des projets figurant sous l'objectif 4 du programme de législature « Garantir la stabilité sociale ».

5 Répercussions sur les finances, l'organisation, le personnel, l'informatique et les locaux

5.1 Généralités

Les investissements constituent en fait des apports anticipés du canton pour couvrir les investissements nécessaires. Ils seront décomptés dans tous les cas, les besoins dans ce domaine devant nécessairement être pris en compte dans la capitalisation des nouvelles sociétés anonymes.

5.2 Frais d'exploitation

Les calculs effectués dans le cadre du projet montrent que les frais d'exploitation des institutions autonomisées en matière de services de base TIC se situeront probablement à hauteur de leurs dépenses actuelles dans ce domaine, auxquelles viendra s'ajouter le coût des prestations de la société BEDAG que l'OIO ne leur facture pas en ce moment. Ces montants, déterminants pour les plans d'affaires à compter de 2017, seront établis avec plus de précision d'ici fin 2015.

5.3 Coût et financement

Les crédits suivants sont à approuver :

5.3.1 Services de base TIC

SPU	3.26 mio CHF
CPM	2.46 mio CHF
SPJBB	1.12 mio CHF
montant déterminant du crédit pour la définition des compétences	**6.84 mio CHF**
./. dont des frais de projets approuvés le 19 août 2015 par le Conseil-exécutif	0.98 mio CHF
crédit à approuver	**5.86 mio CHF**

Il s'agit d'un crédit d'engagement au sens de l'article 50 LFP. Le crédit se répartira probablement comme suit sur les exercices 2015 et 2016, ou entre le compte de fonctionnement (CF) et le compte des investissements (CI) ainsi qu'entre les trois institutions (montants en mio CHF) :

	2015		**2016**		***Total***		**Total**
	CI	**CF**	**CI**	**CF**	***CI***	***CF***	
SPU	0.00	0.47	1.01	1.78	*1.01*	*2.25*	**3.26**
CPM	0.00	0.35	1.48	0.63	*1.48*	*0.98*	**2.46**
SPJBB	0.00	0.16	0.64	0.32	*0.64*	*0.48*	**1.12**
Total	0.00	0.98[2]	3.13	2.73	*3.13*	*3.71*	**6.84**

5.3.2 Système PGI SPU

montant déterminant du crédit pour la définition des compétences	**2.0 mio CHF**
./. dont des frais d'étude approuvés le 10 juillet 2015 par la SAP	0.3 mio CHF
crédit à approuver	**1.7 mio CHF**

Il s'agit d'un crédit d'engagement au sens de l'article 50 LFP.

Le crédit se répartira probablement comme suit sur les exercices 2015 et 2016, ou entre le compte de fonctionnement (CF) et le compte des investissements (CI ; montants en mio CHF) :

	2015		**2016**		***Total***		**Total**
	CI	**CF**	**CI**	**CF**	***CI***	***CF***	
Progiciel de gestion intégré SPU	0.00	0.30	0.96	0.74	*0.96*	*1.04*	**2.00**

Pour aucun des crédits d'étude déjà approuvés, les fonds ne sont inscrits au budget 2015. La SAP pourra vraisemblablement absorber les coûts dans le cadre de la marge contributive IV du groupe de produits (enveloppe budgétaire selon le schéma établi pour les cliniques psychiatriques, conformément à l'art. 7 de l'ordonnance du 24 mars 2004 sur le compte spécial des cliniques psychiatriques (RSB 621.15). Un dépassement ne peut cependant pas être entièrement exclu. Il sera dans la mesure du possible à compenser au sein de la Direction.

[2] Correspond au crédit d'étude approuvé par le Conseil-exécutif

6 Répercussions sur les communes

Aucune

7 Répercussions sur l'économie, l'environnement et la société

Aucune

8 Proposition

La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale propose au Conseil-exécutif d'approuver les projets d'arrêtés ci-joints.

Arrêté du Conseil-exécutif

N° d'ACE:	981/2015
Date:	19 août 2015
Direction:	Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale
N° d'affaire:	2015.GEF.1737
Classification:	Non classifié

Autonomisation des institutions psychiatriques du canton de Berne : crédit de réalisation pour la mise en place d'un progiciel de gestion intégré aux SPU

1 Objet

Les analyses menées dans le cadre du projet d'autonomisation des institutions psychiatriques du canton de Berne ont montré que divers investissements sont nécessaires dans le domaine informatique pour que les services de gestion du système et de la sécurité informatiques soient opérationnels à temps. Il s'agit notamment de remplacer le système des Services psychiatriques universitaires par un nouveau progiciel de gestion intégré (PGI).

Les investissements préalables, qui seront pris en compte dans la capitalisation des nouvelles sociétés anonymes, constituent des apports du canton.

2 Bases légales

- Loi du 13 juin 2013 sur les soins hospitaliers (LSH ; RSB 812.11), article 32 et article 148, alinéa 1
- Ordonnance du 29 novembre 2000 sur l'organisation et les tâches de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (Ordonnance d'organisation SAP, OO SAP ; RSB 152.221.121), article 7, lettre *e*
- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 620.0), articles 45, 46, article 48, alinéa 1, lettre *a* et article 50
- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP ; RSB 621.1), articles 136, 144 et 148

3 Nature et qualification juridique de la dépense

Dépense nouvelle unique au sens de l'article 46 et de l'article 48, alinéa 1 LFP

4 Montant déterminant du crédit

pour la définition des compétences	2.0 mio CHF
./. dont des frais d'étude approuvés le 10 juillet 2015 par la SAP	0.3 mio CHF
crédit à approuver	**1.7 mio CHF**

Le crédit se répartira probablement comme suit sur les exercices 2015 et 2016, ou entre le compte de fonctionnement (CF) et le compte des investissements (CI ; montants en mio CHF) :

	2015		**2016**		***Total***		**Total**
	CI	**CF**	**CI**	**CF**	***CI***	***CF***	
Progiciel de gestion intégré SPU	0.00	0.30	0.96	0.74	*0.96*	*1.04*	**2.00**

5 Nature du crédit / Compte / Groupe de produits / Exercice

Crédit d'engagement, à la charge des exercices 2015 et ss.

Le crédit sera prélevé sur différents comptes matériels, en particulier le compte 318810 Prestations de services de tiers en matière d'informatique (conseils et honoraires) et 506800 Acquisition d'équipements informatiques.

Les coûts seront portés à la charge du groupe de produits Psychiatrie.

Les fonds mentionnés au point 4 ne sont pas inscrits au budget 2015. La SAP pourra vraisemblablement absorber les coûts dans le cadre de la marge contributive IV du groupe de produits (enveloppe bugétaire selon leschéma établi pour les cliniques psychiatriques, conformément à l'art. 7 de l'ordonnance du 24 mars 2004 sur le compte spécial des cliniques psychiatriques [RSB 621.15]). Un dépassement ne peut cependant pas être entièrement exclu. Il serait dans la mesure du possible à compenser au sein de la Direction.

6 Motif

Le crédit est indispensable pour poursuivre les travaux visant l'autonomisation des institutions psychiatriques dans le délai fixé.

Il est soumis au référendum facultatif.

Au nom du Conseil-exécutif
Le chancelier:
Auer

CANTON DE BERNE * CONSEIL-EXECUTIF *

Destinataire
- Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale

Rapport

Date de la séance du CE: 19 août 2015
Direction: Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale
N° d'affaire: 2015.GEF.1737
Classification: Non classifié

Autonomisation des institutions psychiatriques du canton de Berne : crédit de réalisation pour la mise en place des services informatiques de base crédit de réalisation pour la mise en place d'un progiciel de gestion intégré aux SPU

Table des matières

1 Synthèse 2

2 Bases légales 2

3 Description de l'affaire 2
3.1 Contexte 2
3.2 Caractéristiques du projet 3
3.2.1 Services de base TIC 3
3.2.2 Progiciel de gestion intégré des SPU 4
3.3 Autres investissements préalables : les systèmes RH 4
3.4 Calendrier, modalités, organisation, compétences 5

4 Place du projet dans le programme gouvernemental de législature et dans d'autres planifications importantes 5

5 Répercussions sur les finances, l'organisation, le personnel, l'informatique et les locaux 5
5.1 Généralités 5
5.2 Frais d'exploitation 5
5.3 Coût et financement 5
5.3.1 Services de base TIC 6
5.3.2 Système PGI SPU 6

7 Répercussions sur les communes 7

8 Répercussions sur l'économie, l'environnement et la société 7

9 Proposition 7

13|00|K|3

1 Synthèse

Pour réaliser l'autonomisation des institutions psychiatriques du canton de Berne dans le délai fixé, soit le 1er janvier 2017, il convient de procéder à des investissements dans le domaine informatique.

Les deux arrêtés faisant l'objet du présent rapport portent sur

a) le crédit de réalisation pour la mise en place des services informatiques de base de toutes les institutions pour remplacer les prestations fournies actuellement par l'Office cantonal d'informatique et d'organisation (OIO)
et
b) le crédit de réalisation pour la mise en place d'un progiciel de gestion intégré (PGI) aux Services psychiatriques universitaires (SPU).

Les investissements, qui seront pris en compte dans la capitalisation des nouvelles sociétés anonymes, constituent des apports du canton.

2 Bases légales

- Loi du 13 juin 2013 sur les soins hospitaliers (LSH ; RSB 812.11), article 32 et article 148, alinéa 1
- Ordonnance du 29 novembre 2000 sur l'organisation et les tâches de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (Ordonnance d'organisation SAP, OO SAP ; RSB 152.221.121), article 7, lettre *e*
- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 620.0), articles 45, 46, article 48, alinéa 1, lettre *a* et article 50
- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP ; RSB 621.1), articles 136, 144 et 148

3 Description de l'affaire

3.1 Contexte

Des investissements sont nécessaires pour garantir que les services et outils informatiques requis en vue de l'autonomisation des institutions psychiatriques au 1er janvier 2017 seront opérationnels dès cette date. Ces investissements portent sur les services de base TIC, les systèmes RH pour les trois établissements ainsi que le progiciel de gestion intégrée (PGI) destiné aux SPU.

Indépendants l'un de l'autre, ces trois volets d'assistance informatique sont proposés par des fournisseurs différents, avec des applications différentes. Leur évaluation et leur acquisition se déroulent dans le cadre de projets distincts. Ils ne sont donc pas soumis à l'obligation d'additionner les dépenses et font l'objet de demandes de crédit séparées en vertu de l'article 46 LFP. Pour chacun des trois volets, c'est toutefois le total des coûts des diverses institutions qui est pris en compte puisque le projet global définit des exigences communes et prévoit une évaluation et réalisation conjointes, dans la mesure où cela est judicieux.

Par conséquent, trois crédits de réalisation sont à approuver. Les deux qui font l'objet du présent rapport relèvent de la compétence du Grand Conseil. Bien que le troisième crédit, à l'instar des crédits d'étude, relève du Conseil-exécutif ou de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (SAP), il est également mentionné et brièvement explicité dans le rapport pour faciliter la vue d'ensemble (voir le tableau ci-dessous).

	Crédit d'étude		**Crédit de réalisation**	
	Compétence	Montant en mio CHF	Compétence	Montant en mio CHF[1]
Services de base TIC	CE	0,98	GC	6,84
Système PGI SPU	SAP	0,30	GC	2,00
Systèmes RH	SAP	0,20	CE	0,94

3.2 Caractéristiques du projet

3.2.1 Services de base TIC

Actuellement, les SPU, le Centre psychiatrique de Münsingen (CPM) et les Services psychiatriques Jura bernois – Bienne-Seeland (SPJBB) possèdent leur propre organisation et infrastructure informatiques. Ils recourent par ailleurs aux prestations TIC de base fournies par l'Office d'informatique et d'organisation (OIO). L'infrastructure TIC inclut le réseau cantonal (BE-WAN – Réseau étendu du canton de Berne), les services d'annuaire, la messagerie électronique, l'accès à distance, les plateformes de gestion de système, la protection contre les virus, les logiciels pour postes de travail, l'internet et l'intranet (BE-WEB), l'assistance de deuxième niveau et les achats centralisés (panier HP et licences Microsoft).

Ces prestations comprennent l'infrastructure et les plateformes d'administration des utilisateurs, des droits et de l'inventaire, la gestion des accès, la distribution des logiciels, les outils de configuration des postes des utilisateurs ainsi que la messagerie (E-Mail, Mobile Mail et Secure Mail – HIN/ICP). Elles reposent toutes sur des services globaux comme le BE-WAN et les « be.ch Services » et dépendent directement les unes des autres. Elles doivent donc être détachées de l'administration cantonale en tant qu'ensemble indissociable (client à part entière) dans le cadre du projet d'autonomisation, afin de garantir le degré d'indépendance nécessaire des institutions dans ce domaine.

Dès lors et vu la transformation des institutions psychiatriques cantonales en sociétés anonymes (SA) de droit privé, l'infrastructure TIC de chacune d'entre elles doit être complétée par une fonction de sécurité et des services d'administration de système assurés à l'interne ou achetés à des fournisseurs tiers, pour remplacer les prestations fournies actuellement par l'Office cantonal d'informatique et d'organisation (OIO).

La variante Autonomisation stratégique retenue influence également les équipements informatiques des trois établissements : trois sociétés indépendantes vont être créées, qui devront s'intégrer aux réseaux régionaux de soins et coopérer avec les hôpitaux de soins aigus. Pour une question d'égalité de traitement, la conception des services psychiatriques régionaux doit,

[1] y c. les coûts d'étude

dans la mesure du possible, correspondre à celle des centres hospitaliers régionaux. La collaboration des institutions psychiatriques entre elles ne fera pas l'objet de prescriptions cantonales. Les solutions adaptées aux besoins spécifiques des établissements auront donc priorité sur les dispositions unitaires, ce qui est plus avantageux économiquement, ces dernières coûtant plus cher lorsqu'il s'agit de les adapter aux exigences de l'exploitation la plus complexe.

Le crédit demandé doit permettre de réaliser les projets.

Les travaux préparatoires (études détaillées, préparation des appels d'offres, appel d'offres et évaluation) sont financés au moyen du crédit d'étude autorisé en août 2015 par la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale.

3.2.2 Progiciel de gestion intégré des SPU

Les trois institutions psychiatriques exploitent déjà un système PGI avec OPALE. Un tel système soutient la planification et le pilotage de tous les processus opérationnels d'une entreprise.

OPALE est conçu pour et utilisé par les petits et moyens hôpitaux. Dans le cas des SPU, il a d'ores et déjà atteint ses limites en matière de système et de fonctionnalités dans tous les domaines. L'institution a en effet connu une forte croissance et son organisation est complexe (trois cliniques universitaires hétérogènes, réadaptation, psychiatrie médico-légale, enseignement et recherche universitaires). Par ailleurs, OPALE ne permettra pas de répondre aux exigences nouvelles résultant de l'autonomisation.

Il paraît donc judicieux de remplacer OPALE par une autre solution PGI d'ici 2017 au lieu de continuer à investir dans le système actuel. Une telle démarche serait d'ailleurs conforme à la recommandation faite par le Contrôle des finances aux SPU dans son rapport 2013.

Renseignements pris auprès d'autres cantons, les hôpitaux psychiatriques de Bâle (CPU) et Zurich travaillent avec une solution SAP et les CPU ont introduit un nouveau PGI en vue de leur autonomisation.

Le crédit demandé doit permettre de réaliser ce projet.

Les travaux préparatoires (définition des conditions, préparation et réalisation de l'appel d'offres et évaluation) sont financés au moyen du crédit d'étude autorisé en juillet 2015 par la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale.

3.3 Autres investissements : les systèmes RH

Aujourd'hui, les trois institutions utilisent le système RH du canton de Berne (PERSISKA), une application développée par ce dernier et adaptée aux conditions de travail du personnel du canton et du corps enseignant. Pour pouvoir utiliser PERSISKA, les institutions rattachées au canton de Berne doivent obligatoirement appliquer ses conditions salariales.

Avec leur autonomisation, les institutions psychiatriques adhéreront à la convention collective de travail (CCT) pour le personnel des hôpitaux bernois. Les conditions de travail qui en découlent sont incompatibles avec PERSISKA. La condition requise n'est donc plus satisfaite et l'utilisation de PERSISKA n'est plus envisageable.

Le nouveau système RH devra inclure les processus et fonctions tels que la planification, l'engagement et le controlling du personnel, la gestion des données personnelles et des salaires, y compris le décompte des cotisations sociales et l'administration des postes de travail.

Dans le cas du CPM et des SPJBB, le progiciel de gestion intégrée OPALE pourrait être complété par le module RH de ce fournisseur, analogue au module Finances et contrôle de gestion existant, ou par un autre système RH.

Les SPU évaluent le système RH en même temps que l'ensemble du système PGI. Il en ressort qu'il serait possible d'introduire et d'exploiter le module RH même sans acquérir le PGI compatible.

La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale a autorisé le crédit d'étude des systèmes RH de 200 000 francs en juillet 2015, le Conseil-exécutif le crédit de réalisation correspondant en août 2015.

3.4 Calendrier, modalités, organisation, compétences

Les divers travaux préparatoires (étude, conception, appel d'offres, évaluation) seront effectués en 2015 dans le cadre du projet d'autonomisation.

Les travaux de réalisation concernant les TIC et le PGI des SPU débuteront le premier trimestre 2016 après l'approbation des présents crédits par le Grand Conseil et l'expiration du délai référendaire lors de la phase B du projet d'autonomisation.

4 Place du projet dans le programme gouvernemental de législature et dans d'autres planifications importantes

L'autonomisation de la psychiatrie est l'un des projets figurant sous l'objectif 4 du programme de législature « Garantir la stabilité sociale ».

5 Répercussions sur les finances, l'organisation, le personnel, l'informatique et les locaux

5.1 Généralités

Les investissements constituent en fait des apports anticipés du canton pour couvrir les investissements nécessaires. Ils seront décomptés dans tous les cas, les besoins dans ce domaine devant nécessairement être pris en compte dans la capitalisation des nouvelles sociétés anonymes.

5.2 Frais d'exploitation

Les calculs effectués dans le cadre du projet montrent que les frais d'exploitation des institutions autonomisées en matière de services de base TIC se situeront probablement à hauteur de leurs dépenses actuelles dans ce domaine, auxquelles viendra s'ajouter le coût des prestations de la société BEDAG que l'OIO ne leur facture pas en ce moment. Ces montants, déterminants pour les plans d'affaires à compter de 2017, seront établis avec plus de précision d'ici fin 2015.

5.3 Coût et financement

Les crédits suivants sont à approuver :

5.3.1 Services de base TIC

SPU	3.26 mio CHF
CPM	2.46 mio CHF
SPJBB	1.12 mio CHF
montant déterminant du crédit pour la définition des compétences	**6.84 mio CHF**
./. dont des frais de projets approuvés le 19 août 2015 par le Conseil-exécutif	0.98 mio CHF
crédit à approuver	**5.86 mio CHF**

Il s'agit d'un crédit d'engagement au sens de l'article 50 LFP. Le crédit se répartira probablement comme suit sur les exercices 2015 et 2016, ou entre le compte de fonctionnement (CF) et le compte des investissements (CI) ainsi qu'entre les trois institutions (montants en mio CHF) :

	2015		**2016**		***Total***		**Total**
	CI	**CF**	**CI**	**CF**	***CI***	***CF***	
SPU	0.00	0.47	1.01	1.78	*1.01*	*2.25*	**3.26**
CPM	0.00	0.35	1.48	0.63	*1.48*	*0.98*	**2.46**
SPJBB	0.00	0.16	0.64	0.32	*0.64*	*0.48*	**1.12**
Total	0.00	0.98[2]	3.13	2.73	*3.13*	*3.71*	**6.84**

5.3.2 Système PGI SPU

montant déterminant du crédit pour la définition des compétences	**2.0 mio CHF**
./. dont des frais d'étude approuvés le 10 juillet 2015 par la SAP	0.3 mio CHF
crédit à approuver	**1.7 mio CHF**

Il s'agit d'un crédit d'engagement au sens de l'article 50 LFP.

Le crédit se répartira probablement comme suit sur les exercices 2015 et 2016, ou entre le compte de fonctionnement (CF) et le compte des investissements (CI ; montants en mio CHF) :

	2015		**2016**		***Total***		**Total**
	CI	**CF**	**CI**	**CF**	***CI***	***CF***	
Progiciel de gestion intégré SPU	0.00	0.30	0.96	0.74	*0.96*	*1.04*	**2.00**

Pour aucun des crédits d'étude déjà approuvés, les fonds ne sont inscrits au budget 2015. La SAP pourra vraisemblablement absorber les coûts dans le cadre de la marge contributive IV du groupe de produits (enveloppe budgétaire selon le schéma établi pour les cliniques psychiatriques, conformément à l'art. 7 de l'ordonnance du 24 mars 2004 sur le compte spécial des cliniques psychiatriques (RSB 621.15). Un dépassement ne peut cependant pas être entièrement exclu. Il sera dans la mesure du possible à compenser au sein de la Direction.

[2] Correspond au crédit d'étude approuvé par le Conseil-exécutif

6 Répercussions sur les communes

Aucune

7 Répercussions sur l'économie, l'environnement et la société

Aucune

8 Proposition

La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale propose au Conseil-exécutif d'approuver les projets d'arrêtés ci-joints.

Le Conseil-exécutif du canton de Berne

Der Regierungsrat des Kantons Bern

Prolongation des délais de réalisation des motions et des postulats de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale

Date: 26 août 2015
Direction: Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale
N° d'affaire:
Classification: Non classifié

Motion (045-2013) Steiner-Brütsch, Langenthal (EVP)
Introduction d'une autorisation de cabinet dans le canton de Berne

Traitement au Grand Conseil : 9 septembre 2013
Décision: Adoption sous forme de postulat

☒ Proposition de prolonger le délai d'un an, jusqu'en 2016

Motifs de la proposition et mesures de réalisation envisagées:
Le mandat d'examiner la question donné à l'office compétent (Office du médecin cantonal, OMC) a dû être repoussé une première fois début 2014, durant la période de mise au courant du nouveau médecin cantonal et de sa suppléante, et une nouvelle fois de décembre 2014 à mai 2015, suite à l'absence de responsable à la division compétente (Division Autorisations de l'OMC). Le traitement de la motion, qui a pu reprendre en août 2015, implique de faire appel aux milieux intéressés.

Arrêté du Conseil-exécutif

N° d'ACE: 1031/2015
Date: 26 août 2015
Direction: Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale
N° d'affaire:
Classification: Non classifié

Réalisation des motions et des postulats de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale.
Prolongation des délais 2015

Vu l'article 70, alinéa 1 de la loi du 4 juin 2013 sur le Grand Conseil, le Conseil-exécutif adopte la proposition de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale et propose au Grand Conseil de prolonger le délai de réalisation des motions et des postulats.

Au nom du Conseil-exécutif
Le chancelier:
Auer

CANTON DE BERNE * CONSEIL-EXECUTIF *

03|10|O|2

M

Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	107-2015
Type d'intervention:	Motion
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.334
Déposée le:	19.03.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Zybach (Spiez, PS) (porte-parole) Striffeler-Mürset (Münsingen, PS)
Cosignataires:	21
Urgence demandée:	Non
Urgence accordée:	Non
N° d'ACE:	1188/2015 du 14 octobre 2015
Direction:	Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale
Classification:	non classifiée
Proposition du Conseil-exécutif:	**Adoption**

Coordination des soins médicaux et cybersanté

Le Conseil-exécutif est chargé de prendre les mesures nécessaires pour garantir sur l'ensemble du territoire cantonal la coordination des soins médicaux.

Dans un premier temps, il faut élaborer une stratégie cantonale de cybersanté, en concertation avec tous les acteurs du système de santé. Cette stratégie tiendra compte des dispositions du projet de loi fédérale sur le dossier électronique du patient (LDEIP) et tiendra compte des recommandations de l'organe national de coordination, eHealth Suisse. La stratégie aura pour but de mettre en place des processus cliniques et administratifs optimisés et simplifiés. L'échange de données électroniques sera le moyen permettant d'assurer la coordination des soins médicaux, qui est le but d'ordre supérieur de la stratégie.

L'élaboration d'une stratégie de cybersanté doit amener le canton à assumer une fonction de coordination entre les acteurs, de sorte que l'échange de données réponde à un ensemble de normes obligatoires et que les règles édictées au niveau national puissent être mises en œuvre rapidement et de manière pragmatique. Dans ce contexte, le respect pointilleux des dispositions

légales régissant la protection des données est essentiel. De plus, la stratégie visant à la coordination des soins médicaux favorisera l'introduction de projets mis en réseau.

Développement :

Par cybersanté, il faut entendre l'utilisation intégrée des technologies de l'information et de la communication pour assurer le soutien et la mise en réseau des processus et des acteurs du système de santé. Cette mise en réseau du système de santé a pour but principal de simplifier les processus entre patients et prestataires et de renforcer la sécurité, l'efficience et la qualité du système de santé. L'accès rapide aux informations des patients et patientes augmente la sécurité du diagnostic et conduit donc à l'amélioration des résultats du traitement. Des processus entièrement électroniques permettent de combler les lacunes de l'information et de répondre aux incertitudes. Ils contribuent également à éviter les erreurs pouvant découler de données illisibles, d'erreurs de transmission, ou de l'absence de données.

Un certain nombre de projets lancés dans différents cantons illustrent d'ores et déjà les domaines d'application de la cybersanté : outre le dossier électronique du patient, qui permet aussi bien au patient ou à la patiente qu'aux professionnels de la santé d'accéder aux informations médicales pertinentes pour le traitement, il y a également des portails de référents. Les professionnels de la santé certifiés peuvent ainsi accéder en ligne aux données des patients durant un laps de temps limité. Les données disponibles par ce moyen sont par exemple les rapports de radiologie, d'opération et de sortie. La cybermédication est un autre élément de la cybersanté. Cet outil a pour but de contrôler l'ordonnance avant la remise des médicaments dans l'hôpital, la pharmacie ou le cabinet du médecin et d'éviter ainsi les erreurs de prescription et la possibilité d'effets indésirables des médicaments. Alors que la liste électronique de médicaments est destinée à être utilisée surtout par les professionnels de la santé, le plan de médication permet au patient de voir à quel moment il doit prendre son médicament, dans quelle dose et à quelle fin. Le carnet de vaccination électronique ou la garantie électronique de prise en charge des frais en cas d'hospitalisation hors du canton font également partie du système de cybersanté.

Il y a souvent aujourd'hui un manque de coordination entre les prestataires, et les technologies de l'information et de la communication sont trop peu utilisées. Il en résulte un manque d'efficience et un grand nombre de doublons. Les instruments de cybersanté permettent d'améliorer la qualité des soins et la sécurité des patients et patientes, les médecins et le personnel soignant ayant à tout moment accès aux informations pertinentes et aux dossiers. La cybersanté crée ainsi une plus-value à laquelle le canton de Berne ne peut se permettre de rester fermé puisque le système de santé peut gagner en efficience par la coordination des acteurs et des processus. En effet, les processus d'un seul tenant d'un bout à l'autre permettent d'éviter les erreurs dans la chaîne de traitement. Et enfin, dans le canton de Berne, avec ses particularités topographiques, la cybersanté peut devenir un facteur de localisation favorable à la qualité de vie.

Réponse du Conseil-exécutif

Contexte

Les services de santé sont très décentralisés et parfois organisés de manière quasi artisanale. La spécialisation et la fragmentation du travail dans la médecine ainsi que les problèmes de communication qui en découlent augmentent. Les informations concernant les patients sont dis-

persées et ne sont transmises – intégralement ou en partie – qu'au moment où le patient est confié à un autre prestataire de soins. Les parcours de soins reconnus font défaut. Les services électroniques de santé impliquent une nouvelle forme de collaboration et un changement culturel pour parvenir à une prise en charge intégrée. Par cybersanté ou *eHealth* (services de santé en ligne), on entend l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) pour l'organisation, le soutien et la mise en réseau de tous les processus et partenaires impliqués dans le système de santé. Il ne s'agit pas de réaliser tout ce qu'il est possible de faire techniquement mais de connecter les processus et de les simplifier afin d'en établir de meilleurs. Bien appliquée, la cybersanté offre de multiples avantages.

- Les données sanitaires et médicales sont disponibles en permanence pour les professionnels et pour les patients.
- Le transfert ciblé des données tout le long du parcours thérapeutique, qui en accroît la qualité et la sécurité, améliore les soins médicaux.
- Le traitement efficace des données offre un avantage concurrentiel.
- A terme, l'échange électronique devrait influencer favorablement l'évolution des coûts de la santé.

Conditions générales

Le Conseil fédéral a approuvé la stratégie nationale en matière de cybersanté (« eHealth ») le 27 juin 2007. Son objectif est de permettre à terme que « dans le système de santé suisse, chaque individu puisse autoriser les spécialistes de son choix à accéder, à tout moment et en tout lieu, à d'importantes informations pertinentes sur sa personne et bénéficier de prestations. » Cela signifie qu'une meilleure information améliore la qualité du diagnostic et du traitement. La Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de la santé (CDS) a adhéré à la stratégie nationale de cybersanté. Celle-ci vise l'instauration du dossier électronique du patient et décrit les champs d'action qui en découlent, des objectifs partiels et un calendrier de mise en œuvre. La réalisation des objectifs définis pour chacun des trois champs d'activité nécessite des bases organisationnelles, normatives et techniques indispensables au développement de la stratégie eHealth, à savoir :

- un organe national de coordination ;
- des bases légales ;
- une architecture eHealth ;
- une définition de normes s'appliquant aux données des patients et des applications interopérables;
- une infrastructure permettant l'identification et l'authentification fiables des patients et des fournisseurs de prestations ;
- des critères de qualité applicables aux informations et aux services dans le domaine de la santé.

L'organe de coordination cybersanté (eHealth Suisse) est opérationnel depuis 2008. La Confédération et les cantons ont conclu une convention-cadre pour appliquer les décisions de cet organe (devenues nombreuses dans l'intervalle) dans leur champ respectif de compétence et pour élaborer, si besoin est, de nouvelles bases légales.

Le 19 juin 2015, le Parlement fédéral a adopté la loi sur le dossier électronique du patient (LDEP). Les hôpitaux disposent d'un délai de trois ans après son entrée en vigueur pour participer au système, les EMS de cinq ans. La participation des fournisseurs de prestations ambulatoires est facultative. Dans tous les cas, c'est la patiente ou le patient qui décide d'ouvrir un dossier électronique ou d'y renoncer.

Mise en œuvre de la stratégie nationale de cybersanté dans le canton de Berne

La stratégie nationale fixe les objectifs et dresse le cadre d'intervention des cantons. Le Conseil-exécutif est d'accord avec la motionnaire sur le fait que le canton devrait approfondir ses efforts de coordination et d'information. Vu la stratégie nationale et les nombreux éléments conceptuels délivrés par l'organe de coordination « eHealth Suisse », auquel le canton de Berne est partie prenante, il estime que celui-ci doit essentiellement se positionner stratégiquement en vue de développer et de promouvoir eHealth. Il convient également de tenir compte des décisions de la CDS, de la législation fédérale (LDEP) et de l'avancement des autres cantons. Par ailleurs, l'établissement d'une stratégie cantonale de cybersanté doit se faire en étroite collaboration avec les principaux acteurs du domaine, dont il faut s'assurer le concours.

La reprise de la stratégie nationale dans une stratégie cantonale et le développement d'un programme de cybersanté bernois devraient permettre de réaliser la motion.

Ressources nécessaires

Dans sa réponse à la motion 254-2014 *Mise en place du dossier électronique du patient dans le canton de Berne*, le gouvernement avait indiqué que ces tâches de coordination dépasseraient cependant les ressources à disposition, bien qu'une récente réorganisation ait regroupé celles dévolues aux soins intégrés et à la cybersanté à l'Office des hôpitaux. Il faudrait les augmenter de 0,7 EPT pour pouvoir jouer un rôle actif et développer un programme cantonal de cybersanté, et demander un crédit de l'ordre de plusieurs millions de francs pour les mandats de tiers (coût du projet d'élaboration de la stratégie en 2016 et frais périodiques pour mettre sur pied une communauté de référence en 2016 et 2017). Ces dépenses supplémentaires couvriraient aussi bien la mise en œuvre de la motion 254-2014 que celle de la motion 107-2015. Quant à d'éventuelles aides financières fédérales, elles sont octroyées uniquement si la participation des cantons est au moins égale à celle de la Confédération (art. 20 LDEP). Par ailleurs, il faut également prévoir une augmentation des ressources pour le Bureau cantonal pour la surveillance de la protection des données.

Proposition

Le Conseil-exécutif considère légitime l'orientation préconisée par la motion. Le canton de Berne soutiendra le développement et la promotion de la cybersanté par une stratégie et un programme cantonal. Il s'agit de créer les conditions juridiques et d'examiner le cadre organisationnel avec les partenaires afin que toutes les parties prenantes de la santé du canton de Berne aient accès aux données numériques et puissent obtenir des prestations.

Au vu de ce qui précède, le Conseil-exécutif propose d'adopter la motion.

Destinataire

- Grand Conseil

M

Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	234-2015
Type d'intervention:	Motion
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.888
Déposée le:	07.09.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Gabi Schönenberger (Schwarzenburg, PS) (porte-parole)
Cosignataires:	17
Urgence demandée:	Oui
Urgence accordée:	Oui 09.09.2015
N° d'ACE:	1286/2015 du 28 octobre 2015
Direction:	Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale
Classification:	Non classifié
Proposition du Conseil-exécutif:	**Adoption et classement**

Intégration des réfugiés et des requérants d'asile

Le Conseil-exécutif est chargé:

1. de s'engager pour la suppression des barrières politiques (notamment concernant l'autorisation obligatoire) dans le canton de Berne de façon à accélérer l'insertion sur le marché de l'emploi des personnes admises à titre provisoire et des requérants et requérantes d'asile et de façon à faciliter les démarches des employeurs et employeuses et à raccourcir les délais d'attente ;

2. de prendre des mesures ciblées pour que l'insertion sociale et professionnelle des requérants et requérantes d'asile, des personnes admises à titre provisoire et des personnes bénéficiant du statut de réfugié soit meilleure et plus rapide ;

3. d'encourager de manière générale l'activité des personnes admises à titre provisoire, des requérants et requérantes d'asile et des personnes bénéficiant du statut de réfugié.

Développement :

L'insertion professionnelle contribue grandement à l'intégration des requérants et requérantes d'asile, des personnes admises provisoirement et des réfugiés et réfugiées en l'améliorant et en l'accélérant. Dans la plupart des pays, les requérants et requérantes d'asile ont le droit de travailler, même si des restrictions s'appliquent.

De toute évidence, les réfugiés et réfugiées reconnus et les personnes admises provisoirement ont plus de mal à trouver un travail. Certains ne peuvent même pas travailler, en raison de leur santé par exemple. Il existe par ailleurs maints obstacles de nature politique que l'on pourrait supprimer.

Actuellement, les requérants et requérantes d'asile et les personnes admises à titre provisoire en Suisse et dans le canton de Berne n'ont le droit de travailler que si elles bénéficient d'une autorisation. L'employeur ou l'employeuse doit déposer une demande d'autorisation auprès du Secrétariat d'État aux migrations. Les trois premiers mois qui suivent le dépôt de la demande d'asile, aucune autorisation ne peut être délivrée. De plus, si la demande d'asile est rejetée durant cette période, l'interdiction de travailler peut être prolongée de trois mois. L'autorisation arrive à échéance à la date du renvoi de la Suisse.

Les entreprises ont donc besoin de l'autorisation du canton pour employer une personne admise à titre provisoire ou un requérant ou une requérante d'asile. Cette procédure étant longue et fastidieuse, les employeurs et employeuses préfèrent se tourner vers les citoyens et citoyennes de l'UE, immédiatement opérationnels.

Pour cette raison et pour d'autres encore, l'insertion professionnelle ne fonctionne hélas pas encore très bien en Suisse et dans le canton de Berne. Seule une faible part des personnes qui ont trouvé refuge en Suisse et qui ont le droit de travailler (22 000 personnes environ) exerce une activité professionnelle. Le taux d'aide sociale se situe actuellement au-dessus de 80 pour cent. C'est pourquoi améliorer l'insertion professionnelle grâce à des mesures appropriées offre également un gros potentiel d'économies.

Si les obstacles politiques étaient moindres et les émoluments plus bas, les entreprises auraient davantage intérêt à employer des personnes admises à titre provisoire ou des requérants et requérantes d'asile, ce qui pourrait par ailleurs être profitable à l'économie.

Le Conseil fédéral est prêt à supprimer l'autorisation obligatoire et la révision en cours de la loi fédérale sur les étrangers (LEtr) entend également lever les barrières administratives et adapter les dispositions relatives à l'activité des personnes admises à titre provisoire. Le canton doit lui aussi s'activer et lancer rapidement les changements et les améliorations nécessaires et les mettre en œuvre au plus vite.

Parallèlement à cela, il faut promouvoir l'insertion sociale et professionnelle à l'aide de mesures adaptées.

Motivation de l'urgence : certaines mesures immédiates dans le domaine de l'asile sont possibles et devraient être mises en œuvre rapidement vu l'urgence de la situation. La motion de Monsieur Sancar (Les Verts), « Intégration des réfugiés dans le marché du travail », est par ailleurs déjà inscrite à l'ordre du jour de la session de novembre. Il serait donc judicieux que le Grand Conseil traite la présente intervention en même temps.

Réponse du Conseil-exécutif

Partageant les préoccupations de la motionnaire, le gouvernement a déjà lancé des mesures allant dans le sens souhaité au cours de l'année 2015. Après avoir pris connaissance du rapport de la collaboration interinstitutionnelle (CII) sur l'asile et les réfugiés, il a arrêté un dispositif pour l'optimisation de l'aide sociale aux requérants d'asile et de leur intégration (ACE 155/2015). Il a ainsi chargé les Directions concernées d'élaborer un plan d'action visant, d'une part, à la prise en charge de l'intégration par la SAP dès le début et, d'autre part, à la conduite rapide et efficace des procédures par la POM. Par arrêté 1100/2015 du 9 septembre 2015, il a approuvé le projet et en a confié la mise en œuvre aux Directions.

Point 1

Les mesures évoquées comprennent la gratuité de la procédure d'octroi des autorisations de travail pour les personnes admises à titre provisoire et les réfugiés reconnus (APR), prévue dès 2016 par l'ECO. L'Office de la population et des migrations (OPM), compétent pour l'examen des demandes de prise d'emploi concernant les requérants d'asile et les personnes admises à titre provisoire, donne déjà la possibilité aux employeurs de solliciter l'exemption des émoluments sur le formulaire[1]. Il accède généralement à cette demande afin d'aplanir les obstacles à l'admission de ces personnes sur le marché de l'emploi. La Confédération, pour sa part, envisage de remplacer par une obligation de communiquer la procédure d'autorisation à laquelle les APR sont soumis pour exercer une activité lucrative, dans le cadre de la révision partielle de la loi fédérale sur les étrangers (dispositions légales concernant l'intégration)[2]. Les délais d'attente seront ainsi réduits. Ce catalogue de mesures tant fédérales que cantonales favorisera l'insertion professionnelle des APR.

Aucun allégement n'est par contre prévu dans le projet de révision pour les requérants d'asile. Les restrictions en vertu de l'article 43 de la loi fédérale du 26 juin 1998 sur l'asile (LAsi)[3] demeurent (autorisation, conditions de rémunération et de travail usuelles du lieu et de la branche et préférence nationale). Ces limitations s'expliquent par l'incertitude entourant la suite du séjour en Suisse. Il s'agit par ailleurs de ne pas inciter à déposer une demande d'asile pour contourner les dispositions de la législation fédérale sur les étrangers concernant l'admission en vue de l'exercice d'une activité lucrative.

Points 2 et 3

Conformément à l'ACE 1100/2015 susmentionné, l'intégration des APR est à encourager par des mesures à court terme. Outre la simplification de la procédure d'autorisation, en font partie l'optimisation des programmes d'intégration, la promotion de la formation, le soutien linguistique ciblé des personnes au bénéfice d'un permis N ayant des perspectives de séjour à long terme ainsi que l'information et le suivi systématiques des personnes admises à titre provisoire en cours d'intégration.

Par ailleurs, dans l'optique de la restructuration du domaine de l'asile prévue à l'horizon 2019 par le canton de Berne dans le fil de la nouvelle stratégie fédérale, la compétence pour les personnes dont la procédure d'asile est en cours ainsi que pour l'aide sociale aux personnes admises à titre provisoire sera transférée de la POM à la SAP. Ce changement permettra d'encourager dès

[1] http://www.pom.be.ch/pom/fr/index/migration/aufenthalt_in_derschweiz/arbeiten_mit_ausweisfvorlaeufigaufgenommene.assetref/dam/documents/POM/MIP/fr/Immigration/Formulaire_emploi_permis_F.pdf
[2] Propositions du Conseil fédéral concernant le projet de modification du 8 mars 2013 de la loi fédérale sur les étrangers (Intégration), dans la version du Conseil des Etats du 11 décembre 2013
[3] RS 142.31

le début l'intégration des personnes ayant une bonne chance de rester en Suisse et de favoriser une insertion plus rapide et plus durable dans le marché de l'emploi.

Destinataire

- Grand Conseil

M

Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	072-2015
Type d'intervention:	Motion
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.267
Déposée le:	10.03.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Krähenbühl (Unterlangenegg, UDC) (porte-parole) Gschwend-Pieren (Lyssach, UDC)
Cosignataires:	16
Urgence demandée:	Oui
Urgence accordée:	Non 19.03.2015
N° d'ACE:	1136/2015 du 16 septembre 2015
Direction:	Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale
Classification:	Non classifié
Proposition du Conseil-exécutif:	**Vote point par point** Point 1: adoption sous forme de postulat Point 2: rejet Point 3: rejet

Explosion des coûts du placement d'enfants et d'adolescents

Le Conseil-exécutif est chargé de prendre les mesures suivantes pour contenir l'explosion des coûts du placement d'enfants et d'adolescents :

1. Introduire le plafonnement obligatoire et strict du coût de tous les placements en foyer. Pas de placement dans les institutions dont les coûts dépassent ce plafond.

2. Couvrir les dépenses induites par les placements volontaires par les ressources inscrites au budget.

3. Faire en sorte que les services sociaux respectent un plafond annuel ne dépassant pas globalement le plafond prévu par le budget, sur le modèle du pool de leçons et des mesures pédagogiques particulières (MPP). Le Conseil-exécutif définira les conditions de telle sorte qu'il ne soit pas possible d'éluder la limitation des placements volontaires par des placements ordonnés par les APEA.

Développement :

Le nouveau droit de la protection de l'enfant et de l'adulte est entré en vigueur le 1er janvier 2013. La gestion des coûts des placements ordonnés par les nouvelles autorités de protection de l'enfant et de l'adulte (APEA) a simultanément été transférée de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (SAP) à celle de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques (JCE). Le bureau de conseil Ecoplan avait calculé que le montant incombant désormais à la JCE et donc épargné par la SAP devait s'élever à 140 millions de francs en tout (40 mio pour le personnel des services sociaux mandatés par les APEA, 100 mio pour les mesures).

Mais, dès l'exercice budgétaire 2013, le montant devant être économisé par la SAP a été ramené à 90 millions (40 mio pour le personnel des services sociaux mandatés par les APEA, 50 mio pour les mesures). D'après l'Office des affaires sociales (OAS) compétent en la matière, les économies n'étaient même finalement que de 60 millions (chiffres du compte 2013 ; 20 mio au lieu de 50 pour les mesures).

Toujours selon l'OAS, l'économie de 50 millions n'a pas été réalisée surtout parce que le coût des placements volontaires a augmenté de près de 30 millions en 2013. Par placements volontaires, il faut entendre ceux qui ne sont pas ordonnés par les APEA, mais demandés par les services sociaux ou plus exactement les parents.

Or, dans certaines institutions où sont placés les enfants et les adolescents, les tarifs sont élevés. Fin 2013, la décision a été prise dans le cadre de l'EOS d'économiser 3 millions par an en plafonnant les dépenses induites par les placements en institution.

Mais cela ne suffit pas. Si l'on veut éviter que les coûts ne continuent de prendre l'ascenseur, il faut plafonner strictement le budget des placements volontaires. Les placements volontaires gérés par les services sociaux doivent être soumis à un pilotage obligatoire comme l'est le pool de leçons dans le cadre des MPP.

Motivation de l'urgence :

L'explosion des coûts des placements volontaires est inquiétante. Il faut réagir rapidement.

Réponse du Conseil-exécutif

La motion porte sur l'évolution du coût des placements volontaires d'enfants et d'adolescents. Le terme « volontaire » peut prêter à confusion. Ce n'est pas parce que le placement n'est pas ordonné par l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte (APEA), mais librement consenti par les parents, qu'il n'est pas nécessaire et ne constitue pas une mesure radicale ayant de lourdes conséquences pour les personnes concernées. Aussi sera-t-il plutôt parlé dans la présente réponse de placements décidés d'un commun accord. Dans ces situations, les parents bénéficient du soutien des travailleuses sociales et travailleurs sociaux, qui se chargent des évaluations et des démarches requises. Les mesures de droit civil des APEA ne s'imposent que si les parents refusent de coopérer. Un guide destiné aux services sociaux, qui met en lumière les différences entre mesures librement consenties et mesures ordonnées par l'autorité, leur fournit un fil conducteur pour définir la procédure requise.

Le motionnaire demande au gouvernement de contenir l'explosion des coûts du placement d'enfants et d'adolescents. Il convient de noter que les placements d'un commun accord ne sont financés par l'aide sociale que si les parents ne peuvent pas en assumer les frais, en cas de dénuement. Il s'agit donc ici uniquement du coût des mesures financées par les pouvoirs publics à titre subsidiaire, par la compensation des charges de l'aide sociale.

Le motionnaire déplore une explosion inquiétante des coûts des placements volontaires. Dans les faits, l'évolution se présente comme suit : globalement, les placements ont augmenté de huit pour cent entre 2012 et 2014 (de 4074 à 4401 cas). Cette période a cependant été marquée par un transfert des mesures ordonnées par l'APEA aux placements d'un commun accord. Ainsi, les premières ont baissé d'un quart environ, pour atteindre le chiffre de 1389, alors que les seconds se sont accrus de quelque 35 pour cent, dépassant le cap des 3000 cas (3012) en 2014. Toujours pendant ces trois ans, la facture totale du canton a passé de 77,6 à 88,1 millions de francs, ce qui représente une hausse du coût par cas de cinq pour cent (de 19 063 à 20 016 francs). Ces données n'étaient pas encore toutes disponibles lors du dépôt de la motion. Le gouvernement estime que l'augmentation du coût par cas, liée au changement de système opéré en 2013, ne peut être considérée comme une explosion. Il juge cependant lui aussi nécessaire de prendre des dispositions pour maîtriser les coûts et a lancé des mesures à cet effet.

Point 1

Le Conseil-exécutif s'oppose à un plafonnement aussi strict des placements décidés d'un commun accord. Il ressort des études scientifiques et de la pratique que les prestations d'aide sont mieux acceptées si elles ne sont pas imposées. Il est essentiel de laisser la porte ouverte à la concertation avec les parents. L'ordonnance de Direction de la SAP sur le calcul des prestations circonstancielles (ODPCirc), entrée en vigueur le 1er octobre 2015, fixe certes le montant maximal que les services sociaux peuvent porter à la compensation des charges au titre de l'aide matérielle, mais des dérogations doivent être possibles pour assurer la protection de l'enfant, dans des cas particuliers dûment motivés (p. ex. placement d'urgence ou besoins particuliers). Tout en allant dans le sens voulu par le motionnaire, l'ordonnance admet ainsi quelques exceptions. Une réglementation plus complète favorisant la maîtrise des coûts est cependant en cours d'élaboration, de sorte que l'ordonnance est à considérer comme une solution provisoire. Dans le cadre du projet d'optimisation des aides éducatives complémentaires dans le canton de Berne, la JCE est en effet en train de définir des normes concernant les critères spécifiques et le processus de planification de l'aide ambulatoire et résidentielle. Il convient d'étudier dans quelle mesure ces normes sont à appliquer provisoirement jusqu'au terme du projet et jusqu'à l'introduction éventuelle d'un nouveau modèle de financement des aides complémentaires et, partant, de la protection de l'enfant librement consentie. Dans ce contexte, le Conseil-exécutif propose d'adopter le point 1 de la motion sous forme de postulat.

Point 2

Le motionnaire souhaite que les dépenses induites par les placements volontaires soient couvertes par les ressources inscrites au budget. Pour ce faire, il faudrait pouvoir influer sur le volume des placements, ce qui n'est pas possible. Un plafonnement budgétaire entraînerait soit un transfert des cas aux APEA, à éviter comme le préconise à juste titre le motionnaire, soit des lacunes dans la sauvegarde des droits de l'enfant. Les deux scénarios sont contraire à la loi et poseraient des problèmes : le premier alourdirait la tâche des APEA et, par conséquent, le budget du canton, puisque les mesures ordonnées par l'autorité sont uniquement financées par ce dernier et

ne peuvent être portées à la compensation des charges. Le second ne permettrait plus d'assurer pleinement la protection de l'enfant, d'où des coûts induits a fortiori encore plus élevés pour la société. Le contrôle du coût passe donc par une limitation des frais par cas et non du nombre de cas. L'évaluation de chaque situation par les services sociaux sera optimisée par la définition de normes supplémentaires dans le cadre du projet de la JCE mentionné ci-dessus concernant la protection de l'enfant librement consentie. Au vu de ce qui précède, le gouvernement n'est pas favorable au plafonnement des dépenses et, partant, du nombre de placements dans le budget cantonal. Il propose le rejet du point 2.

Point 3

Le motionnaire demande en outre que les services sociaux respectent un plafond annuel ne dépassant pas globalement le plafond prévu par le budget, sur le modèle du pool de leçons et des mesures pédagogiques particulières (MPP). Comme indiqué à la réponse au point 2, le Conseil-exécutif considère qu'un plafonnement budgétaire global des placements décidés d'un commun accord irait à l'encontre du mandat légal de protection de l'enfant. Cette objection s'applique aussi à la limitation du budget communal exigée au point 3. De plus, le pool de leçons repose sur une formule tenant compte de l'indice social scolaire. Celui-ci a été introduit selon le constat que les communes enregistrant un besoin en MMP et en enseignement spécialisé supérieur à la moyenne se distinguent des autres communes par les quatre caractéristiques suivantes : proportion d'élèves allophones, taux de chômage, proportion d'immeubles à faible occupation (c'est-à-dire à un ou deux étages) et proportion d'habitants vivant depuis plus de cinq ans à la même adresse. Le besoin en placements ne peut cependant pas être déduit du besoin en MMP. Pour toutes ces raisons, le Conseil-exécutif propose de rejeter le point 3.

Destinataire

- Grand Conseil

M

Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	075-2015
Type d'intervention:	Motion
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.281
Déposée le:	13.03.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Krähenbühl (Unterlangenegg, UDC) (porte-parole) Freudiger (Langenthal, UDC) Müller (Bern, PLR)
Cosignataires:	26
Urgence demandée:	Non
Urgence accordée:	
N° d'ACE:	1137/2015 du 16.09.2015
Direction:	Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale
Classification:	–
Proposition du Conseil-exécutif:	**Vote point par point** **Chiffres 1 à 4 :** • Adoption sous forme de postulat pour ce qui est de la compensation des charges de l'aide sociale • Rejet de la motion pour ce qui est des charges des assurances sociales **Chiffre 5 :** rejet

Freiner l'explosion du coût de l'aide sociale

Le Conseil-exécutif est chargé de prendre les mesures suivantes pour freiner l'explosion des coûts de l'aide sociale et répartir les charges plus justement entre les communes sur la base du principe de causalité :

1. Remplacer le système de bonus-malus introduit dans la loi sur l'aide sociale le 1er janvier 2012 par un mécanisme d'incitation intégré directement au système de répartition des charges. Les charges particulièrement lourdes des communes qui sont déjà indemnisées par un autre système que celui de la répartition des charges (ex. charges socio-démographiques, charges de centre urbain) ne seront pas prises en compte une seconde fois.

2. Répartir les charges de l'aide sociale et des prestations complémentaires entre les communes selon le double principe de la solidarité (répartition linéaire selon les chiffres de la population) et de la causalité (nombre de cas / taux d'aide sociale, bénéficiaires de PC).

3. Concevoir le système de répartition des charges de l'aide sociale et des prestations complémentaires de telle sorte qu'une proportion élevée de bénéficiaires par rapport au nombre d'habitants (nombre de cas / taux d'aide sociale, bénéficiaires des PC) entraîne aussi pour la commune l'obligation de contribuer plus fortement à la répartition des charges.

4. Outre le taux d'aide sociale, se référer à d'autres critères modérateurs de coût tels que le coût moyen par bénéficiaire de l'aide sociale dans le service social en question, dans le but de répartir plus justement les charges selon le principe de causalité.

5. Répartir désormais les charges de l'aide sociale et des prestations complémentaires de la manière suivante : canton 50 pour cent ; commune, en fonction des chiffres de la population, 25 pour cent ; communes, en fonction du nombre de cas par habitant (nombre de cas / taux d'aide sociale, bénéficiaires de PC), 25 pour cent. On tiendra compte également d'autres critères modérateurs de coût obéissant au principe de causalité (notamment coûts par cas).

Développement :

Le coût de l'aide sociale par tête a augmenté de 50 pour cent dans le canton de Berne entre 2004 et 2013 : il est passé de 331 à 495 francs, soit une augmentation de 165 francs (chiffres indiqués par le Conseil-exécutif dans sa réponse à un courrier de la commune de Koppigen). L'augmentation est encore plus explosive dans le domaine des prestations complémentaires : le coût par tête est passé de 126 francs en 2004 à 220 francs en 2013, soit une progression de 94 francs ou 74 pour cent.

Cette explosion des coûts est due principalement au fait que dans ce domaine, les mécanismes de péréquation financière et de compensation des charges (LPFC) n'incitent pas suffisamment les autorités d'exécution à faire des économies.

Certes, en ce qui concerne les salaires des enseignants et des enseignantes de l'école enfantine et de l'école obligatoire, le système décourage les communes d'avoir des classes de très petite taille. Dans le domaine des transports publics également, le système tient compte de l'offre horaire de la commune en cause.

Mais ces mécanismes modérateurs manquent dans la répartition des charges de l'aide sociale, des assurances sociales, des prestations complémentaires et des allocations familiales pour les personnes sans activité lucrative. Dans ces cas-là, les charges se répartissent comme suit : canton, 50 pour cent payés directement, communes, 50 pour cent, selon les chiffres de la population. Les communes ne gagnent donc pas grand-chose à se montrer économes puisqu'elles peuvent répercuter leurs coûts sur toutes les autres communes. On retrouve là un engrenage classique : les services sociaux sont tentés de pousser leurs coûts à la hausse ou plus exactement de ne pas se montrer économes puisque tous les autres services doivent passer à la caisse.

Certes, depuis 2012, un système de bonus-malus pénalise ou récompense les services sociaux. Ce système part d'une bonne intention. Mais, en pratique, il ne répond pas aux attentes. Les

services sociaux qui ont les coûts et le nombre de cas les plus élevés ne sont en effet pas placés devant leurs responsabilités. Car les quatre facteurs de correction suivants sont pris en compte dans le calcul du bonus ou du malus : 1. le nombre de personnes étrangères, 2. le nombre de bénéficiaires de prestations complémentaires, 3. le nombre de personnes réfugiées et de personnes au bénéfice de l'admission provisoire et 4. l'indice de logements vides.

Mais la plupart de ces facteurs de correction sont déjà pris en compte dans le système général de compensation des charges et de péréquation financière, raison pour laquelle les mécanismes d'incitation tournent à vide et certaines charges sont de fait prises en compte à double :

1. En vertu de l'article 15, alinéa 1 LPFC, les communes de Berne, Bienne et Thoune reçoivent une prestation complémentaire annuelle à titre d'indemnisation partielle des charges de centre urbain supérieures à la moyenne qu'elles supportent notamment dans le domaine de la sécurité sociale (indemnité forfaitaire ; cf. également la prise en compte des charges de centre urbain dans le calcul de la péréquation financière au sens de l'art. 14 LPFC).
2. Par ailleurs, les communes qui supportent des charges en raison de leur situation sociodémographique reçoivent elles aussi une prestation complémentaire qui tient compte de la proportion de personnes au chômage, de personnes étrangères et de bénéficiaires de prestations complémentaires dans la population résidante (cf. art. 21a, al. 2 LPFC, art. 15 OPFC).
3. En tenant compte de la proportion de bénéficiaires de prestations complémentaires, on crée un cercle vicieux : c'est leur proportion qui découle du taux d'aide sociale et non l'inverse, comme en témoignent les études à ce sujet.

Le système est vicié sur d'autres points également. Comment se fait-il, par exemple, qu'en 2014, on dénombre quatre fois plus de bonus (CH 1,646 mio) que de malus (CHF 379 000) ? Tous les services sociaux qui ont soit un malus soit un bonus doivent cofinancer les bonus, ce qui équivaut à leur infliger indirectement un malus.

Le fait de répartir les charges de l'aide sociale et des prestations complémentaires entre les communes selon deux facteurs – le nombre d'habitants d'une part (25%) et le nombre de cas par habitant d'autre part (25%) – inciterait à l'économie, éviterait la double prise en compte de certaines charges et induirait une plus grande équité grâce à l'application du principe de causalité. La clé de répartition proposée ne néglige pas le fait que les charges sociales sont en partie d'ordre structurel. Mais elle tient aussi compte du fait que les communes sont en partie responsables de leur explosion.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente intervention implique une transformation complète des deux systèmes de compensation des charges, dont les conséquences seraient à la fois extrêmes et incalculables. Par principe de causalité, on désigne généralement le mécanisme selon lequel le coût (social) d'une activité doit être assumé par celui qui l'a engendré. Or, dans le cadre de l'aide sociale et des prestations complémentaires (PC), les communes ne causent pour l'essentiel pas elles-mêmes les frais. Pour l'aide sociale matérielle et les PC en particulier, elles ne sont pas en mesure de commander ou fournir plus ou moins de prestations. Dès lors, l'analogie que les auteurs de la motion établissent avec les transports publics et les salaires du corps enseignant de l'école enfantine et de l'école obligatoire ne tient pas la route : dans le domaine des transports publics, les commu-

nes peuvent influer directement sur l'offre et commander plus ou moins de prestations auprès du canton ; dans celui de l'école, dans une certaine mesure, elles peuvent décider de la taille des classes et, de ce fait, adapter la quantité des prestations en fonction des besoins. S'agissant des PC et de l'aide sociale matérielle, par contre, les communes doivent en premier lieu appliquer le droit au minimum vital garanti par la Constitution. Elles ne peuvent pas commander des prestations supplémentaires, dont elles devraient ensuite aussi assumer une partie des frais. Ce qu'exige de fait la motion, c'est une franchise de 25 pour cent à la charge des communes dans les systèmes de compensation des charges de l'aide sociale et des PC.

Compensation des charges de l'aide sociale

Le Conseil-exécutif est d'avis que la compensation des charges de l'aide sociale ne contient pas de fausses incitations majeures. En outre, une analyse a posteriori réalisée en 2008 par Ecoplan[1] a révélé que, dans le domaine de l'aide matérielle, il n'existait pas d'incitation pour les communes à étendre les prestations, mais que le système ne présentait guère non plus d'incitation financière immanente à réduire les coûts. Cela étant, le système de bonus-malus appliqué depuis 2014 dans l'aide sociale a fait ses preuves sur le plan des coûts : ces derniers sont restés stables en 2013 et ont diminué en 2014 (de quelque 5 millions de francs, soit 1,15 %). Par ailleurs, 85 pour cent des 13 services sociaux qui présentaient les moins bons résultats dans le calcul du bonus-malus 2012-2013 ont affiché une baisse des coûts en 2014, alors que 51 pour cent « seulement » des autres services sociaux enregistraient une diminution de leurs coûts[2].

Le Conseil-exécutif estime que l'introduction d'un nouveau mécanisme d'incitation selon les points 2 et 3 de la motion (prise en compte du nombre de destinataires ou du taux d'aide sociale) ne se justifie pas. En particulier, il n'est possible d'influer sur le nombre des personnes nécessitant une aide que de façon marginale, voire pas du tout. S'il existe une certaine marge de manœuvre, c'est dans les coûts par bénéficiaire, notamment grâce à l'encaissement systématique des sommes dues et lors de l'octroi des prestations circonstancielles. Si le principe de causalité doit être appliqué avec cohérence, le point 5 devrait également être mis en œuvre : outre le nombre de bénéficiaires, il faudrait aussi tenir compte des coûts par cas. Concrètement, cela correspondrait pour les communes à une franchise de 25 pour cent sur les prestations de l'aide sociale matérielle (nombre de destinataires multiplié par le coût par cas). Un renforcement du principe de causalité dans la compensation des charges de l'aide sociale se ferait clairement aux dépens des villes et des grandes communes du canton. En l'occurrence, huit des neuf plus grandes communes bernoises (89 %) verraient leurs charges augmenter. Exemples (en chiffres annuels) : ville de Berne +5,5 millions de francs (0,2 dixième de quotité d'impôt [DQI]), Bienne +12 millions (1,7 DQI), Thoune +300 000 (0,1 DQI), Ostermundigen +1,3 million (0,7 DQI), Berthoud +600 000 (0,3 DQI), Lyss +550 000 (0,3 DQI). Certaines communes plus petites, comme Gündlischwand ou Roches, devraient en outre s'acquitter de plus de 50 francs en sus par habitant et par année en raison de leurs charges sociales comparativement élevées. Pour ces communes-là, le système de compensation des charges actuel tient lieu de « solution d'assurance ». Un changement de mécanisme d'incitation pèserait sur les finances d'une cinquantaine de communes au total.

[1] LPFC 2012, Rapport de travail C : Réformes de la compensation des charges de l'aide sociale, octobre 2008

[2] Plusieurs recours sont encore en suspens, qui concernent non seulement des cas isolés, mais aussi la légalité du système de bonus-malus en tant que tel ; la procédure a donc été suspendue en 2015 et le restera jusqu'à l'entrée en force des décisions relatives à ces recours.

A l'inverse, quelque 300 communes – petites pour la plupart – tireraient un avantage financier d'un renforcement du principe de causalité, certaines à hauteur de plus de 100 francs par habitant et par an. Le glissement horizontal entre les communes serait alors très marqué. Nul n'ignore que les personnes socialement défavorisées ont tendance à quitter la périphérie pour se rapprocher des centres. Pour l'heure, ce « flux migratoire » interne au canton est absorbé par le système de compensation des charges de l'aide sociale. On observe aussi un phénomène relativement nouveau, à savoir que les loyers dans les centres du canton de Berne sont devenus inabordables pour les personnes à l'aide sociale, si bien que les charges pour les agglomérations s'orientent à la hausse. Dès lors, renforcer le principe de causalité entraînerait le renvoi d'une commune à l'autre des personnes dans le besoin ou inciterait les bailleurs à ne plus louer d'appartement aux bénéficiaires de l'aide sociale.

L'une des principales critiques des auteurs de la motion concerne le fait que les facteurs de correction utilisés dans le calcul du bonus ou du malus « sont déjà pris en compte dans le système général de compensation des charges et de péréquation financière ». Ce n'est pas le cas : les villes de Berne, de Bienne et de Thoune reçoivent une allocation annuelle à titre d'indemnisation partielle de leurs charges de centre urbain. Au sens de la LPFC, les charges de centre urbain désignent les coûts non indemnisés incombant aux villes pour les prestations servies à des personnes ne vivant pas dans lesdites villes (« spill overs »). Les prestations de l'aide sociale et les PC allouées à la population domiciliée dans les villes n'entrent quant à elles pas dans la catégorie des charges de centre urbain au sens de la LPFC. Elles ne sont donc pas non plus compensées via cet outil de la LPFC. Dans le sillage de la révision de cette dernière entrée en vigueur le 1er janvier 2012, une franchise de 20 pour cent a été introduite pour les communes dans divers domaines de l'aide sociale institutionnelle. L'allocation sociodémographique, qui sert à atténuer quelque peu l'effet de cette franchise (env. 12 millions de francs par an), est calculée en tenant compte du nombre de bénéficiaires de PC. Il serait toutefois erroné d'en conclure qu'elle compense une partie des coûts liés aux PC à la charge des communes.

Compensation des charges des assurances sociales

Les prestations complémentaires de l'AVS et de l'AI sont des prestations sous condition de ressources (revenu et fortune). Versées à titre de complément des premier, deuxième et troisième piliers en vue de garantir le minimum vital aux personnes à la retraite, survivantes ou invalides, elles constituent une obligation de prestations de la part de la Confédération et des cantons et sont financées à raison de cinq huitièmes par la Confédération et de trois huitièmes par les cantons. Sur ces trois huitièmes, le canton prend à sa charge les coûts liés aux soins et à l'accompagnement des pensionnaires d'EMS ainsi que les frais de maladie et d'invalidité. Les dépenses restantes sont couvertes pour moitié par le canton et pour moitié par les communes via la compensation des charges des assurances sociales. Ce qui influence principalement le coût des PC, ce sont les conséquences des modifications de loi dans le domaine des autres assurances sociales. A titre d'exemple, la cinquième révision de l'AI et la révision totale de la loi fédérale sur les prestations complémentaires (LPC) dans le cadre de la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT) se sont traduites par une hausse des coûts des PC de dix pour cent à l'échelle nationale. Et l'introduction en 2011 du nouveau régime de financement des soins a entraîné une augmentation de ces coûts de trois pour cent. De ce fait, les PC en tant que domaine transversal entre les assurances sociales sont particulièrement sensibles aux changements intervenant dans les différentes branches desdites assurances. Les cantons ne peuvent exercer qu'une influence marginale dans ce

contexte. Quant aux communes, elles n'ont absolument aucune prise sur le niveau des PC. La mise en œuvre de la présente intervention violerait par conséquent le principe de l'« équivalence fiscale » (qui commande paie et qui paie commande).

Dans le domaine des PC, contrairement à celui de l'aide sociale, de plus en plus de petites communes enregistrent aussi un nombre élevé de bénéficiaires : en 2014, le volume des PC décomptées par l'intermédiaire de la compensation des charges des assurances sociales s'est élevé à 430 millions de francs, montant pris en charge pour moitié par les communes et pour moitié par le canton. L'introduction d'une franchise de 25 pour cent pour les communes aurait les conséquences suivantes : quelque 275 communes seraient soulagées financièrement chaque année, et env. 87 communes verraient leur charge financière augmenter. En plus des grandes communes telles que les villes de Berne (+ 4 millions de francs environ, 0,2 DQI) et de Bienne (+ 4,5 millions de francs environ, 0,6 DQI), des communes plus petites comme Trubschachen et Lützschental devraient payer plus parce qu'elles présentent un coût lié aux PC relativement élevé.

L'introduction d'une franchise se répercuterait aussi sur la question du domicile des personnes âges ou handicapées. Les communes seraient moins enclines à proposer des logements avec prestations aux personnes âgées ou handicapées : d'un point de vue purement financier, elles auraient intérêt à accueillir le moins possible de personnes âgées ou nécessitant des soins, ce qui ne concorde pas exactement avec l'idéal d'une mixité (générationnelle) de la population.
Le Conseil-exécutif rejette donc les modifications proposées dans le domaine de la compensation des charges des assurances sociales, d'autant que l'introduction d'une franchise pour les communes au titre de cette compensation n'a jamais été un point à l'ordre du jour des débats sur la péréquation financière et la compensation des charges menés ces dernières années.

Appréciation générale de l'introduction de franchises

L'introduction de franchises de 25 pour cent dans l'aide sociale matérielle et dans la compensation des charges des assurances sociales entraînerait une augmentation de la charge financière pour environ 50 communes et un allègement pour quelque 310 autres. Les plus pénalisées seraient les villes et les grandes communes telles que (en chiffres annuels) Bienne +16,6 millions (2,3 DQI), Berne ville +9,5 millions (0,4 DQI), Ostermundigen +2 millions (1,0 DQI), Langenthal +1 million (0,5 DQI), avec pour effet une redistribution horizontale considérable.

En résumé, le Conseil-exécutif n'entend pas alourdir la charge financière des communes présentant une proportion élevée de bénéficiaires de PC et rejette les modifications relatives à la compensation des charges des assurances sociales. Concernant la compensation des charges de l'aide sociale, il soumettra au Grand Conseil un modèle remanié dans le cadre de la mise en œuvre du point 2 de la motion 278-2014 (Müller PLR). Il s'agit en particulier de créer des incitations supplémentaires pour les communes à travailler de manière encore plus rentable. Une coordination dans le cadre de l'évaluation de la LPFC aura lieu en 2016 si le modèle proposé devait entraîner un surcroît de redistribution horizontale entre les communes. Aussi le gouvernement propose-t-il au Grand Conseil d'adopter sous forme de postulat les points 1 à 4 relatifs à la compensation des charges de l'aide sociale. Estimant que les répercussions socio-politiques du point 5 relatif à la compensation des charges de l'aide sociale seraient, comme précisé ci-dessus, trop graves, que cette solution aurait des conséquences extrêmes et incalculables et

qu’elle encouragerait la désolidarisation, le Conseil-exécutif propose au Grand Conseil de rejeter ce dernier point de la motion.

Destinataire :

- Grand Conseil

M

Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	081-2015
Type d'intervention:	Motion
Motion ayant valeur de directive:	☒
N° d'affaire:	2015.RRGR.296
Déposée le:	16.03.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Müller (Orvin, UDC) (porte-parole) Mühlheim (Bern, pvl) Messerli-Weber (Nidau, PEV)
Cosignataires:	15
Urgence demandée:	Oui
Urgence accordée:	Non 19.03.2015
N° d'ACE:	1138/2015 du 16 septembre 2015
Direction:	Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale
Classification:	non classifié
Proposition du Conseil-exécutif:	**Adoption**

Donner plus de latitude aux services sociaux dans le recrutement du personnel

Le Conseil-exécutif est chargé d'adapter les bases légales pour que les règles imposées par la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (SAP) concernant le recrutement de personnel spécialisé puissent être assouplies. Les communes auront ainsi la latitude nécessaire pour lutter contre les difficultés actuelles de recrutement.

Développement :

LA SAP met à la disposition des services sociaux un forfait de 131 200 francs qui permet de financer un poste de collaborateur ou collaboratrice spécialisée chargée de traiter 80 à 100 dossiers. La SAP impose également de recruter pour ce faire des personnes titulaires d'un titre de fin d'études universitaires ou HES en travail social. C'est dire si la marge de manœuvre des communes est rétrécie.

Outre le fait que l'offre ne suffit pas à satisfaire la demande dans ce secteur, on note un taux de fluctuation supérieur à la moyenne dans bien des services sociaux. En effet le travail social est

typiquement une activité professionnelle que l'on exerce en début de carrière et que l'on abandonne rapidement. Il en résulte une perte continue de savoir-faire et un manque d'efficience.

Quant aux services sociaux comme celui de Bienne qui doivent recruter du personnel germanophone et du personnel francophone, leur tâche est encore plus compliquée.

L'expérience des autres cantons montre que des personnes qui ne présentent pas le profil défini par la SAP peuvent parfaitement accomplir certaines tâches. Les personnes qui, sans être passées par l'Université ou une haute école spécialisée, ont néanmoins des connaissances dans les domaines des assurances sociales, des finances et du droit, peuvent être très utiles aux services sociaux. Ces collaborateurs et collaboratrices sont certes déjà financés par le forfait mis à disposition par le canton pour le personnel administratif (160 à 200 dossiers par équivalent plein temps). Mais selon l'organisation et les besoins du service social, il pourrait être judicieux de répartir les tâches autrement que ce que prévoit la SAP entre personnel spécialisé et personnel administratif. Selon la région et l'éventail socio-professionnel des bénéficiaires de l'aide sociale, les services sociaux ont des besoins variables à cet égard. C'est pourquoi les services sociaux devraient avoir plus de latitude dans le recrutement de leur personnel.

Motivation de l'urgence :

La situation est critique dans certains services sociaux et il faut agir au plus vite.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion porte sur un domaine ressortissant exclusivement au Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le gouvernement dispose ainsi d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs fixés, les moyens à mettre en œuvre et les modalités pratiques. Il lui appartient de décider en dernier ressort.

La motion entend conférer aux communes une plus grande marge de manœuvre pour recruter du personnel, notamment en ce qui concerne les qualifications professionnelles.

La revendication paraît judicieuse au Conseil-exécutif. Il est en effet important que les communes, chargées de l'exécution de l'aide sociale, puissent engager le personnel qualifié approprié. C'est en effet à l'échelle communale que peut se faire au mieux l'évaluation du personnel requis pour mettre en œuvre l'aide sociale avec efficacité. Parallèlement, les directives cantonales sont nécessaires pour garantir que l'aide sociale soit uniforme, égalitaire, professionnelle et de qualité. Selon le gouvernement, une règle plus souple que celle qui est en vigueur peut aussi conduire au but d'une aide sociale efficace, dont la mission d'assurer le minimum vital et de conseiller doit être remplie par des assistants sociaux et assistantes sociales diplômés.

Selon l'article 18 de la loi sur l'aide sociale, le Conseil-exécutif édicte des prescriptions sur les tâches incombant au personnel spécialisé et sur les exigences auxquelles celui-ci doit satisfaire. Assouplir les directives en vigueur peut donc être réalisé par une modification de l'ordonnance.

Pour accroître la liberté de manœuvre des communes dans le recrutement du personnel, il convient de renoncer dès 2017 à l'obligation faite à l'ensemble du personnel spécialisé d'un service social de détenir un diplôme en travail social selon l'article 3b de l'ordonnance sur l'aide so-

ciale. Les communes doivent avoir la compétence d'engager également du personnel possédant un diplôme dans d'autres branches. Les assistants sociaux et assistantes sociales doivent cependant conserver la responsabilité principale de l'accomplissement des tâches au sens de l'article 3c OASoc, en y étant aidés par le reste du personnel engagé sur les qualifications professionnelles décidées librement par chaque service social.

Destinataire:

- Grand Conseil

M

Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	109-2015
Type d'intervention:	Motion
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.338
Déposée le:	19.03.2015
Motion de groupe:	Oui
Motion de commission:	Non
Déposée par:	PEV (Schnegg-Affolter, Lyss) (porte-parole)
Cosignataires:	26
Urgence demandée:	Non
Urgence accordée:	
N° d'ACE:	1139/2015 du 16 septembre 2015
Direction:	Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale
Classification:	non classifié
Proposition du Conseil-exécutif:	**Adoption**

Mise en oeuvre de la Stratégie de politique familiale

Le Conseil-exécutif est chargé d'indiquer un plan et un calendrier de mise en œuvre des mesures prévues par la Stratégie de politique familiale dans le prochain rapport de mise en œuvre. Les priorités des différentes mesures seront si nécessaires redéfinies dans les trois champs d'action :

1. amélioration des ressources économiques des familles ;

2. amélioration des ressources pédagogiques des familles ;

3. amélioration des conditions sociales et culturelles de la vie de famille.

Développement :

Le Grand Conseil a pris connaissance de la Stratégie de politique familiale en 2010. Ce document illustre parfaitement la situation des familles dans le canton de Berne et les conditions générales auxquelles elles sont soumises. Le modèle préconisé pour les mesures de politique familiale montre clairement dans quels domaines il faut intervenir. Il faut améliorer les ressources

économiques et pédagogiques des familles ainsi que les conditions sociales et culturelles de la vie de famille. La politique familiale, si elle est bien conçue, a des effets sur l'ensemble de la société. Elle favorise notamment la natalité, se répercute positivement sur l'égalité des chances des enfants et contribue à la base des prestations d'aide sociale.

Quatre ans plus tard, le Conseil-exécutif a publié le rapport sur la mise en œuvre de la Stratégie de politique familiale. Le rapport indiquait les mesures déjà mises en œuvre et les améliorations des conditions déjà réalisés. Mais il montrait aussi clairement que la situation financière du canton ne favorise pas la mise en application des mesures prévues. L'abandon du projet d'introduction de prestations complémentaires familiales (mesure classée en 1re priorité) oblige en particulier à redéfinir les priorités des mesures concernant les ressources économiques.

Si la Stratégie de politique familiale doit continuer, à l'avenir également, de contribuer à l'amélioration des conditions générales pour les familles, il importe de tenir compte de l'évolution des besoins des familles et des ressources financières du canton. Il est donc à nos yeux indispensable de ne pas se contenter d'indiquer les mesures réalisées dans le prochain rapport de mise en œuvre. Il faut aussi adapter la stratégie aux besoins futurs des familles, définir les ressources nécessaires et indiquer le calendrier de réalisation. Le rapport de mise en œuvre de 2014 ouvre des perspectives, le prochain doit les concrétiser.

Réponse du Conseil-exécutif

L'importance de la famille pour ses membres comme pour l'ensemble de la société est incontestée. Les possibilités et les limites des familles (en matière d'argent, de temps ou d'éducation) influencent le développement des enfants notablement et durablement. Le manque de soutien, des compétences insuffisantes, des modes de vie peu stimulants ou dangereux, etc. réduisent les chances et les options de formation des enfants et des adolescents, tout en augmentant le risque de dépenses ultérieures dues à la délinquance ou à l'aide sociale. Les familles assurent la relève générationnelle et la décision d'en fonder une doit rester une option à l'échelle de la société.

Cependant, le contexte dans lequel les familles évoluent s'est modifié ces dernières décennies. Dans le sillage de la mondialisation de l'économie, les salariés doivent faire preuve de toujours plus de flexibilité et de mobilité, les disparités sociales s'amplifient, l'immigration accentue l'hétérogénéité de la société, et l'on assiste à la multiplication des projets de vie, des systèmes de valeurs et des formes de familles. Dans ce contexte, les fonctions de la famille sont d'autant plus importantes et, de fait, plus complexes à remplir.

Le Conseil-exécutif partage l'avis de la motionnaire qu'il est essentiel de maintenir de bonnes conditions pour les familles et de les améliorer.

Le débat sur la déclaration de planification du PEV, refusée en novembre 2014, a montré que l'introduction de prestations complémentaires pour les familles n'était pas souhaitée. Celles-ci ne feront donc assurément pas partie de la prochaine stratégie de politique familiale, bien qu'elles en aient représenté un élément majeur à l'origine. Dans ce contexte, une évaluation et, le cas échéant une adaptation de la stratégie paraît appropriée. Et, comme l'indique la motionnaire, il est indispensable de définir les priorités, les ressources et le calendrier de réalisation des mesu-

res (y compris des nouvelles si elles s'avèrent nécessaires) en fonction des besoins futurs des familles et des possibilités financières du canton.

Le rapport sur la mise en œuvre de la stratégie de politique familiale soumis au Grand Conseil tous les quatre ans, en alternance avec le rapport social, comme exigé par la déclaration de planification du 14 novembre 2014 de la CSoc, ainsi que la stratégie demandée par la présente motion, seront aussi concis et concrets que possible.

Destinataire

- Grand Conseil

Annexe
701 703

HEP BEJUNE

RAPPORT BISANNUEL
2012-2014

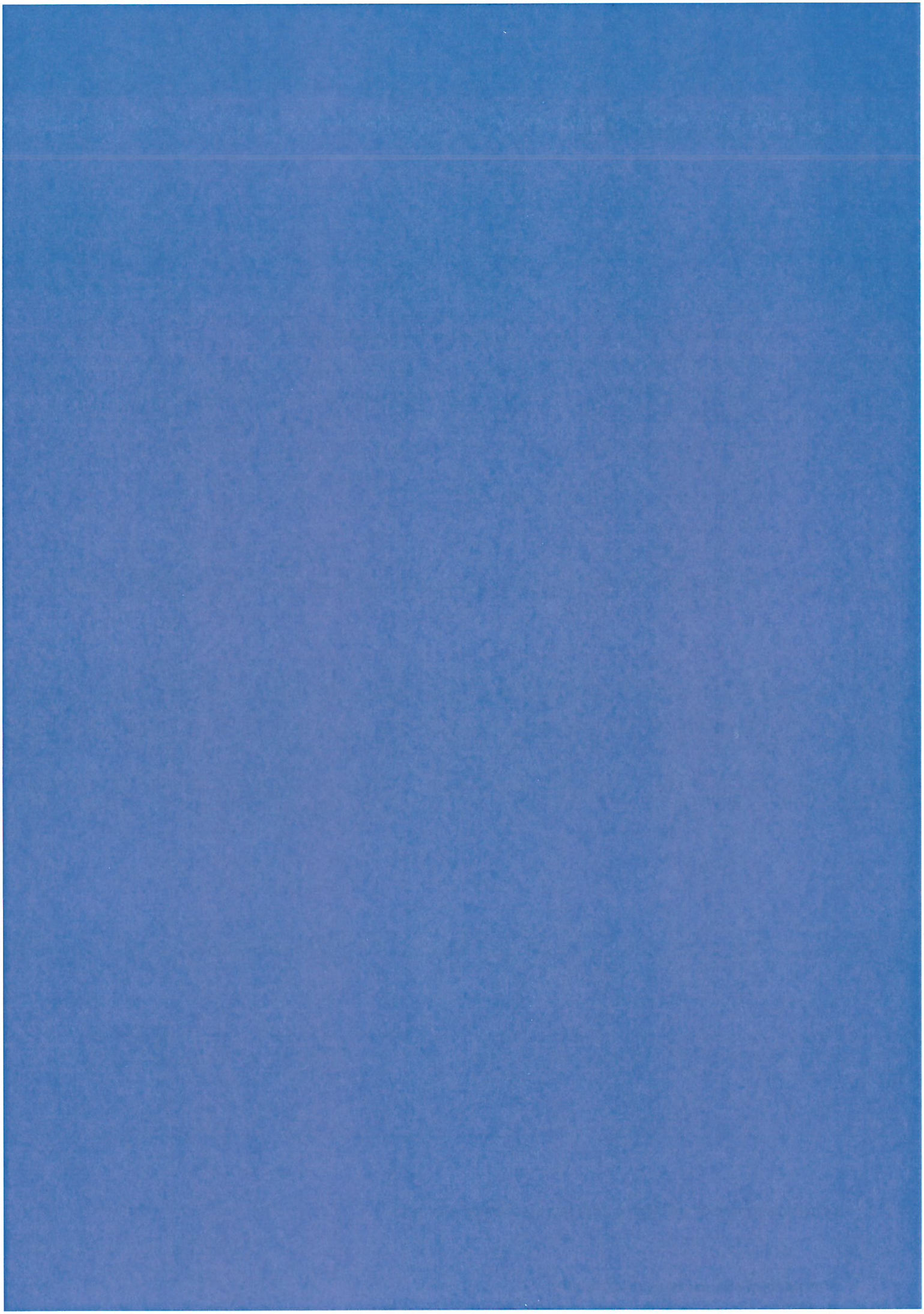
Édition 2015

Haute Ecole Pédagogique - BEJUNE

Sommaire

Editorial ____ 3
La HEP-BEJUNE en mouvement : entre stratégie et opérationnalité ____ 4
Formation préscolaire et primaire ____ 7
Formation secondaire ____ 9
Enseignement spécialisé ____ 11
Formation continue ____ 13
Recherche ____ 15
Ressources documentaires et multimédia ____ 18
Services du rectorat ____ 21
Gestion administrative ____ 22
Orientations stratégiques ____ 24
La HEP-BEJUNE en chiffres ____ 27

Le générique masculin est utilisé dans le seul but d'alléger le texte.



Éditorial

Ce rapport, le cinquième produit par la HEP après ceux de 2006, 2008, 2010 et 2012, présente une synthèse des projets et faits marquants durant les deux années académiques 2012-2014. Il met en évidence et valorise l'activité déployée par la HEP-BEJUNE pour mener à bien ses missions, conformément aux orientations et décisions prises par le Comité stratégique, en cohérence avec une évolution du processus de tertiarisation de l'institution. Ce rapport décrit également un certain nombre de défis qui attendent la HEP-BEJUNE au cours de ces prochaines années.

En août 2014, un nouvel organigramme (voir figure en page 7) est entré en vigueur, avec le recrutement d'une nouvelle équipe de direction. Il s'est accompagné d'un travail de définition des missions des différents services supports (informatique, ressources humaines, communication, qualité...) en vue du recrutement de leurs responsables, prévu pour 2015, mais également de la reprise ou de la poursuite de la révision des règlements structurants de la HEP-BEJUNE: réflexion sur le concordat intercantonal ou sur le statut du personnel. Dans cette perspective, le Comité stratégique a décidé la reprise des travaux de la Commission paritaire consacrés au réexamen des règlements et directives définissant ledit statut et des ressources allouées aux filières de formation.

Au sein de chacun des deux vice-rectorats (Formations d'une part, Recherche & Ressources documentaires d'autre part), un travail de consolidation et d'harmonisation a été initié, en vue de poursuivre le développement de la qualité des prestations scientifiques, pédagogiques et culturelles de la HEP-BEJUNE d'une part, mais également dans la perspective de déployer sur les trois sites géographiques de l'institution, et à travers l'ensemble de ses domaines, une cohérence véritable et une culture institutionnelle propre à consolider son identité tertiaire.

La consolidation de la HEP-BEJUNE sur ces différents plans, avec le concours de tous, est la condition du déploiement de ses nouveaux projets, qu'ils soient innovants, ambitieux, ou simplement pertinents et nécessaires. Des actions qu'il convient de penser selon une vision prospective forte, tenant compte de l'évolution du monde, des nouvelles connaissances en sciences du cerveau, des pratiques pédagogiques innovantes, des révolutions numériques... autant de dimensions qui agissent sur le rôle et le statut des enseignants comme sur leurs futures manières d'enseigner à des générations d'élèves en perpétuelle mutation... autant d'enjeux fondamentaux pour l'avenir de notre société.

Les potentialités de la mission de la HEP-BEJUNE et la nature des enjeux liés notamment à son intercantonalité et à sa tertiarisation constituent dès lors un moteur essentiel de la motivation de la nouvelle équipe à contribuer à son développement et à son rayonnement. Accroître le rayonnement de la HEP, c'est à la fois amplifier et perfectionner son action, rendre sa légitimité incontestable et accroître la fierté de ceux qui y travaillent au service d'une cause noble, difficile et ambitieuse: la formation professionnelle de ceux de nos concitoyens qui transformeront les générations à venir en acteurs du changement dans le monde de demain.

À la suite de Monsieur Jean-Pierre Faivre, rédacteur de l'essentiel de ce rapport et que je remercie pour l'action qu'il aura menée au sein de cette institution durant plusieurs années, c'est à ces travaux que je souhaite m'atteler, avec l'aide de l'ensemble des collaborateurs de la HEP-BEJUNE.

Richard-Emmanuel Eastes
Recteur de la HEP-BEJUNE

La HEP-BEJUNE en mouvement : entre stratégie et opérationnalité

Organisation

Suite à l'étude diligentée par le Comité stratégique, certaines activités de la HEP-BEJUNE ont été relocalisées. Le site de Bienne accueille dorénavant les filières de formation secondaire et de l'enseignement spécialisé, les formations complémentaires et la recherche. S'y ajoutent le service de l'administration et des finances, la direction des médiathèques et une partie des activités du rectorat. La formation primaire est dorénavant dispensée sur les sites de la Chaux-de-Fonds et de Porrentruy.

En novembre 2012, le canton du Jura a pris la décision de construire un campus regroupant des institutions de degré tertiaire en ville de Delémont. Ce bâtiment accueillera la HEP-BEJUNE, notamment sa filière primaire, la HE-Arc et son organe faîtier, le siège de la HE-SO. Ce campus, situé à proximité de la gare, présente un intérêt majeur en termes d'accessibilité permettant notamment à la HEP-BEJUNE de se rapprocher de ses deux autres sites de formation.

En mars 2014, sur délégation du Comité stratégique, le recteur de la HEP a signé le prébail à loyer du campus HE-Jura autorisant ainsi la société immobilière à entreprendre les démarches nécessaires au début des travaux de construction. L'objectif consiste à transférer les activités de la HEP actuellement menées sur le site de Porrentruy vers le nouveau campus pour la rentrée académique 2016.

Gouvernance

Au début 2013, le Comité stratégique a décidé de procéder à une analyse de la gouvernance de la HEP-BEJUNE dans un esprit d'amélioration continue de l'institution et dans une perspective lui permettant de mieux relever les défis qui accompagnent le développement du paysage suisse des hautes écoles avec la mise en œuvre de la LEHE[1].

En juin 2013, le Comité stratégique a pris connaissance des résultats de l'analyse de gouvernance conduite par un bureau spécialisé. Sur la base de ces considérants, le Comité stratégique a créé un groupe de travail comprenant des ressources de l'institution et des services cantonaux BEJUNE avec la mission de lui présenter des propositions concrètes d'amélioration de l'organisation et du fonctionnement.

À fin 2013, ce groupe de travail a proposé une nouvelle structure organisationnelle sur la base des constats et points de vigilance relevés par l'analyse de gouvernance. Validant les différentes propositions du rapport, le Comité stratégique a arrêté les options suivantes.

Le nouveau recteur se voit accorder une plus large autonomie dans sa fonction, un positionnement plus clair au sein de l'institution. Il bénéficie de l'appui de deux vice-recteurs en charge respectivement des formations, de la recherche et des ressources documentaires. Un responsable administratif placé sous l'autorité du recteur apporte sa contribution dans le cadre de la gestion administrative de l'institution. L'ensemble de ces mesures de gouvernance sont entrées en force à partir du 1er août 2014.

Par ailleurs, l'organisation de l'ensemble des organes internes et externes de la haute école doit être repensée. À ce jour, une commission BEJUNE de la formation (externe), une commission du personnel et un conseil académique (internes) ont été créés.

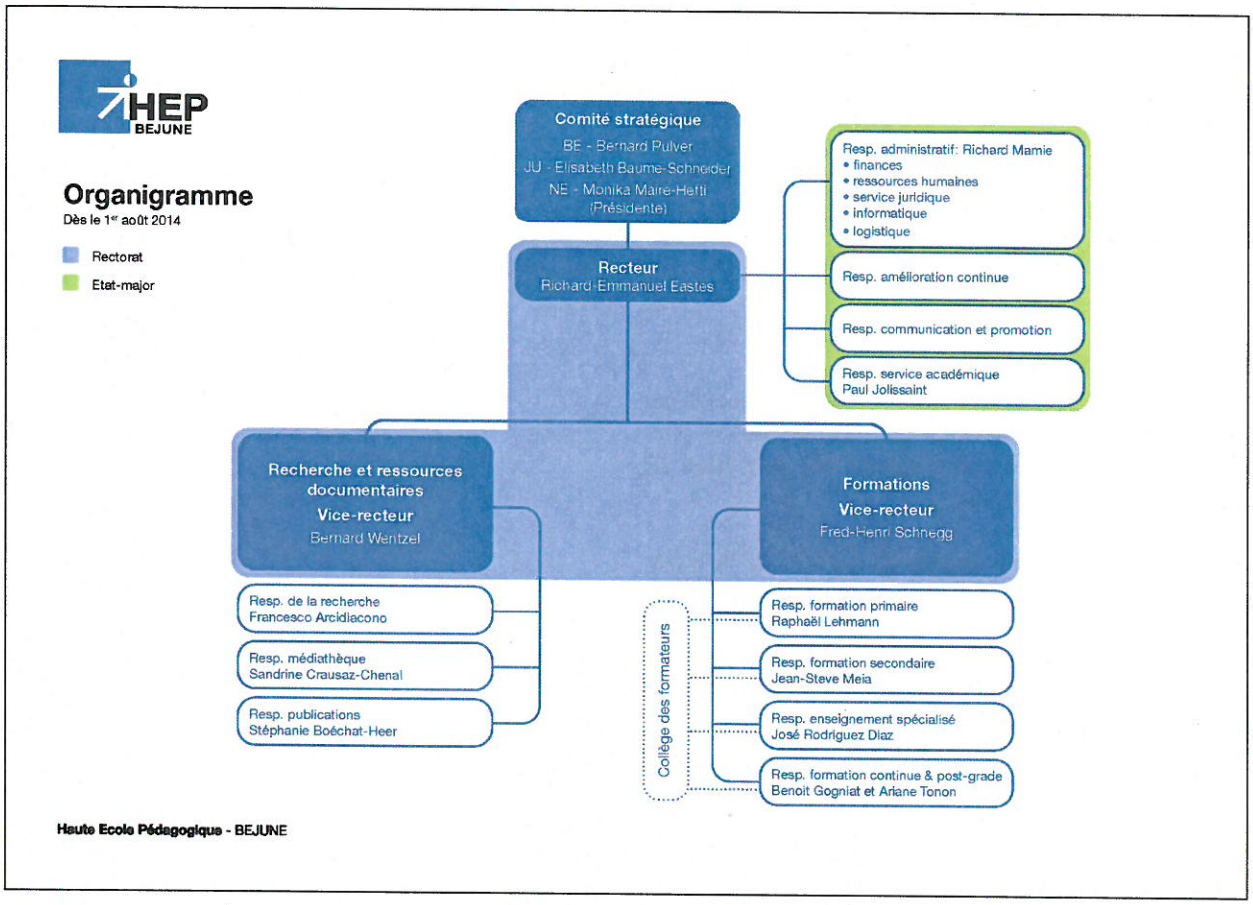
Le Concordat intercantonal de juin 2000, créant une HEP commune aux cantons BEJUNE, sera adapté en fonction de la nouvelle structure de gouvernance et transmis au Parlement et aux Grands Conseils des trois cantons.

Stratégie

1. Politique de la Recherche

La politique de la Recherche validée par le Comité stratégique en avril 2013 détermine les principales orientations prises par l'institution dans un contexte de tertiarisation. L'opérationnalisation de cette politique s'effectue à travers un programme de recherche et une planification financière détaillée.

1 LEHE : Loi fédérale sur l'encouragement des hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles.



Les enjeux de la recherche sont définis en termes d'objectifs opérationnels qui s'inscrivent entre spécificités locales et cohérence nationale du développement des activités scientifiques tout en répondant aux exigences d'une accréditation institutionnelle définie dans la LEHE.

2. Reconnaissance CDIP

Cinq dossiers ont été adressés en 2010 et 2011 à la CDIP[2] afin d'obtenir ou de prolonger une reconnaissance nationale des programmes de formation initiale débouchant sur un diplôme d'enseignement.

Après avoir reçu un préavis favorable de la part des commissions CDIP ad hoc, assorti de quelques conditions auxquelles la HEP a répondu, le Comité CDIP a confirmé ou accordé la reconnaissance des diplômes de la formation préscolaire primaire en juin 2013, du master en enseignement spécialisé en juin 2014 et des trois filières de la formation secondaire en fin d'année 2014.

3. Incidences d'une pénurie possible

Interrogé par les résultats d'une recherche conduite par la HEP, un groupe de travail mandaté par le Comité stratégique a produit un rapport mettant en évidence un large éventail de pistes à prendre en compte pour mettre en adéquation les besoins en enseignants et les offres de formation. Les différents scénarios proposés intègrent les modifications réglementaires de la CDIP permettant à des personnes de se reconvertir dans l'enseignement.

Ces modifications portent sur le mode d'admission (présentation d'un dossier), sur la durée de la formation qui peut être diminuée par validation des acquis d'expérience et sur la forme des études qui combine formation et activités d'enseignement (formation par l'emploi). La filière primaire autorise une admission sur dossier ou une diminution de la durée de formation par validation des acquis. Par contre, le cumul des deux modalités n'est pas possible.

Depuis quelques années, la formation par l'emploi est possible pour les étudiants des filières secondaires durant leur dernière année de formation pédagogique. La prise en charge d'une classe en responsabilité est, moyennant un encadrement spécifique, est considérée comme équivalente à un stage. Elle est évaluée et les crédits de la pratique professionnelle sont attribués.

Cette option n'existant pas pour la filière primaire, le Comité stratégique a donné mandat à fin 2012 à la direction de la formation primaire afin d'étudier la possibilité d'une formation par l'emploi. Un nouveau dispositif a été élaboré, dispositif qui est mis en œuvre à partir de la rentrée 2014.

Paradoxe en période de pénurie possible d'enseignants, des mesures de régulation ont été mises en œuvre dès 2013 en formation secondaire pour les filières diplôme

2 Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique

combiné secondaire 1 & 2 ou secondaire 2. La régulation cible les disciplines dans lesquelles les effectifs d'étudiants dépassent le nombre de place de stage. Compte tenu des ressources institutionnelles et des places de stage dans les établissements scolaires de l'espace BEJUNE, un effectif annuel, toutes filières confondues, de 120 étudiants à l'entrée en formation représente la limite supérieure.

Statut du personnel

En décembre 2011, le Comité stratégique a décidé de différer d'au moins une année la mise en œuvre d'un nouveau statut avec comme objectif son entrée en vigueur en principe en 2013.

En juin 2012, une Commission paritaire a été instituée par le Comité stratégique. Placée sous la présidence d'une personne externe à la HEP, elle se compose, à part égale, de 4 représentants de la direction et de 4 représentants des employés désignés par l'Intersyndicale BEJUNE.

Sur la base des conclusions d'un groupe de travail réunissant des représentant-e-s du personnel de la HEP-BEJUNE, la commission a examiné le statut du personnel en vigueur depuis août 2006.

En avril 2013, un premier rapport a été présenté au Comité stratégique. Le groupe de travail a terminé en première lecture la révision du Statut général du personnel. Par contre, celui du personnel administratif & technique et celui des formateurs est en cours de révision. Il est à noter qu'une nouvelle instance est prévue dans le statut avec la création d'une Commission du personnel qui remplacera le Conseil des formateurs et la Commission du personnel administratif et technique.

En juin 2013, la Commission paritaire informe le Comité stratégique qu'elle s'est mise d'accord sur trois textes qui pourraient faire l'objet d'une procédure de consultation auprès du personnel et de leurs organisations: un projet de Statut général du personnel, un projet de Statut du personnel administratif & technique et un projet de Règlement de la Commission du personnel.

En octobre 2013, le Comité stratégique décide de faire coïncider la reprise des travaux de la Commission paritaire avec l'entrée en fonction de la nouvelle équipe dirigeante de la HEP-BEJUNE fixée au 1er août 2014. Par contre, le règlement de la Commission du personnel validé par la Commission paritaire peut être mis en consultation auprès du personnel et leurs organisations syndicales. À l'issue de la procédure de consultation, le règlement a été accepté par le Conseil de direction et son entrée en vigueur a été fixée au 1er janvier 2014. ■

Formation préscolaire et primaire

Depuis la rentrée 2012, la formation primaire est localisée à La Chaux-de-Fonds et à Porrentruy. La suppression du site de formation de Bienne n'a pas entraîné un fléchissement des inscriptions comme on aurait pu le craindre. En effet, le nombre d'étudiants a augmenté constamment ces dernières années. En l'espace de quatre ans seulement, l'effectif a véritablement pris l'ascenseur puisque nous constatons une différence de plus de cent étudiants entre la rentrée 2010 et 2014. Malgré un tel accroissement, le nombre d'équivalent plein temps (EPT) s'est réduit de 5 unités au cours de ces dernières années. Si on dénombrait encore 34 postes de formateurs au sein de la formation primaire en 2011/2012, ce nombre ne s'élève plus qu'à 29 depuis la rentrée 2014. Cette réduction au niveau des emplois a évidemment une incidence directe sur le coût de formation par étudiant qui a passé de 36'550 francs en 2012 à 30'130 francs en 2013.

Nouveau programme de formation

Un nouveau programme de formation a été introduit en septembre 2012 pour les étudiants de 1re année. Cette mise en œuvre échelonnée n'a pas facilité le travail des formateurs qui ont dû gérer simultanément deux programmes de formation durant deux années. Les premiers diplômes selon ce nouveau cursus seront délivrés en 2015.

Ce nouveau programme de formation initiale à l'enseignement primaire est construit pour s'adapter et répondre aux exigences du modèle de qualification qui s'est imposé dans les HEP partenaires romandes et qui les conduit à délivrer un seul diplôme couvrant l'empan des huit degrés HarmoS du primaire. Depuis 2012, un travail considérable a été réalisé dans l'harmonisation de la formation dispensée sur les deux sites par la rédaction d'inventaires des contenus, de plans-cadres et de plans de cours communs.

Introduction de l'anglais : modalités transitoires

L'enseignement de l'anglais a été généralisé en 7e HarmoS dès la rentrée 2013 et en 8e HarmoS en 2014. Le programme de formation des étudiants qui terminaient leurs études en 2013 et 2014 ne comportait pas d'anglais. Confrontée à cette problématique, la direction de la formation primaire a proposé aux étudiants qui le souhaitaient une formation langagière et didactique en anglais selon des modalités comparables à celles mises en œuvre par la formation continue pour les enseignants déjà diplômés. Ce sont ainsi 36 étudiants de la volée 10-13 et 22 de la volée 11-14 qui ont obtenu l'attestation leur permettant d'enseigner l'anglais aux degrés 7 et 8 HarmoS.

Extension des conditions d'admission

Depuis la rentrée 2013, la maturité spécialisée, orientation pédagogie, est reconnue comme voie d'accès à la formation des enseignants du degré primaire. Cette modification réglementaire concernant les critères d'admission a été réalisée pour être en adéquation avec le règlement de la CDIP ainsi qu'avec le cadre commun des HEP romandes et de l'IUFE[1] pour la formation des enseignants du degré primaire.

Module d'ouverture

Le module d'ouverture constitue une nouvelle unité de formation dotée d'un crédit ECTS durant la seconde année de formation et d'un autre crédit en troisième année. D'une part, l'étudiant peut choisir des manifestations (colloque, conférence, journée d'étude, etc.) lui permettant d'alimenter sa réflexion sur la professionnalité enseignante. D'autre part, l'étudiant peut participer aux activités scientifiques menées au sein des quatre unités de recherche. Cette participation peut se concrétiser par la réalisation d'un projet de recherche ou par l'organisation d'une manifestation scientifique.

Formation par l'emploi

Pour répondre au risque éventuel d'une pénurie d'enseignants dans l'espace BEJUNE, le Comité stratégique a chargé un groupe de travail d'étudier des pistes possibles. Les réflexions menées par des

1 Institut universitaire de la formation des enseignants (Genève).

représentants de la HEP-BEJUNE, des cantons et des syndicats ont abouti en mars 2012 à un rapport privilégiant un modèle de formation par l'emploi dans le cadre de la 3e année de formation des futurs enseignants primaires. Mandaté en 2013 par le Comité stratégique pour donner suite aux conclusions du rapport, le décanat de la formation primaire a mis sur pied un nouveau dispositif de formation. Tout en garantissant la qualité de la formation, les étudiants de 3e année sont à disposition des établissements scolaires dès la rentrée d'août 2014. Ce dispositif doit permettre de répondre à la problématique de la pénurie d'une part, mais aussi, et ce n'est pas le moindre de ses avantages, d'apporter en grande partie une réponse à la question des remplacements.

Concrètement, la pratique professionnelle des étudiants est organisée par tranche d'environ 8 semaines et par demi-volée en alternance. Elle peut consister en des stages, des remplacements, du co-enseignement ou du soutien pédagogique. Les étudiants sont au bénéfice d'un solide encadrement assuré par le responsable de la pratique professionnelle, un formateur de la HEP-BEJUNE et un mentor enseignant à l'école primaire permettant une prise en charge rapide en cas de difficulté. Des séances d'analyse de pratique professionnelle complètent cet encadrement. L'alternance théorie-pratique de la formation se voit ainsi renforcée. Par ailleurs, la qualité de la formation théorique est garantie puisque le nombre de périodes de cours est scrupuleusement respecté. Autre avantage du dispositif, les remplacements effectués par les étudiants sont rémunérés aux tarifs réglementaires cantonaux.

Compte tenu de ces avantages, tant pour les étudiants que pour les établissements scolaires et les enseignants du terrain, ce dispositif de formation pratique est appelé à perdurer au-delà de la période de pénurie. ■

Formation secondaire

Depuis l'été 2012, la formation secondaire est localisée à Bienne. Elle accueille près de deux cents étudiants répartis dans trois filières de formation consécutives aux études universitaires. Durant les années 2013 et 2014, des adaptations conséquentes ont été apportées en vue de consolider sa structure et ses programmes de formation. Ces différentes adaptations visent à faire de la HEP-BEJUNE un acteur solide et un partenaire fiable dans le domaine de l'enseignement secondaire.

Structure de formation plus cohérente et plus individualisée

Dans le cadre existant et reconnu par la CDIP, les plans de formation ont été adaptés de manière à placer les cours dans une structure cohérente tenant compte des filières et du parcours de formation. Les stages ont été valorisés en termes de crédits de formation. Pour tenir compte de l'hétérogénéité du public d'étudiants, l'offre en accompagnements et ateliers de pratique professionnelle a été étoffée et ces unités de formation sont désormais proposées à choix et animés par des formateurs spécialistes du thème abordé. De plus, une nouvelle unité de formation, le module d'ouverture, a été introduite. Elle consiste, pour chaque étudiant, à établir un programme personnel d'activités de formation (cours, conférences, visites, séminaires, etc.) lui permettant d'alimenter sa réflexion sur les pratiques éducatives et la professionnalité enseignante. Ce module permet aussi de consolider la culture générale et pédagogique tout en véhiculant l'importance de s'inscrire dans une philosophie d'ouverture au monde et de formation tout au long de la vie.

Organisation améliorée

Les cahiers des tâches et les procédures au sein de la formation ont été précisés. La planification de chaque année académique a été anticipée, de manière à permettre une meilleure harmonisation des horaires avec les établissements de l'espace BEJUNE qui accueillent les étudiants en stage. Des outils performants de planification et de gestion des parcours de formation des étudiants ont été introduits. Ainsi, la gestion des étudiants, des unités de formation - y compris les stages - et des horaires est désormais complètement informatisée. Les étudiants ont accès aux données relatives à leurs parcours de formation et à leurs horaires depuis leurs ordinateurs ou leurs smartphones. Des écrans affichant les informations relatives à l'horaire ont été installés aux entrées des bâtiments de la HEP.

Communication renforcée

La communication avec les étudiants, les formateurs, les formateurs en établissement et les partenaires a été développée. Ainsi, les pages Internet ont été complétées alors que les pages intranet ont été complètement repensées. Deux lettres d'information ont été créées, l'une à l'intention des étudiants, l'autre à l'intention des formateurs en établissement. Dans le canton de Neuchâtel, la responsable de la pratique professionnelle a rencontré les directions de toutes les écoles du degré secondaire 1 et 2.

Vision collaborative et culture du dialogue

En adéquation avec les recommandations des commissions de reconnaissance des diplômes de la CDIP, les collaborations avec les étudiants et les formateurs en établissement (FEE) ont été renforcées. Des représentants de ces deux groupes d'acteurs de la formation ont été intégrés au comité de programme. Ce groupe de travail, par ailleurs composé de formateurs HEP et de la direction de la formation, a initié notamment un processus collaboratif qui a conduit à rendre le référentiel des compétences visées par la formation plus opérationnel, de manière à en faire un véritable outil orientant la formation.

Les étudiants sont devenus des interlocuteurs reconnus au-delà de leur participation au comité de programme. Des représentants de leur association, créée en 2012, sont invités aux collèges des formateurs. De plus, trois ou quatre rencontres avec les responsables de la formation sont organisées par année dans une perspective d'amélioration continue.

Dans le cadre de la formation des enseignants, la collaboration avec les autres entités de la HEP-BEJUNE a été

améliorée, en particulier dans le domaine de la coordination des calendriers et des offres de formation. Dans le cadre du module d'ouverture cité plus haut, les étudiants ont ainsi la possibilité de participer aux activités proposées par la recherche et la formation continue. Au niveau romand, la collaboration s'est poursuivie, en particulier dans le cadre du dispositif DidRo[1] qui consiste à organiser huit didactiques de manière commune depuis l'été 2012.

Finalement, la HEP s'est attachée à favoriser la conciliation de la formation avec une activité annexe. Les possibilités d'étaler la formation sur une année supplémentaire et de réaliser le deuxième stage en emploi ont été formalisées. Aujourd'hui, 20 % des étudiants suivent la formation en étalement et 32 % des stages de deuxième année se déroulent en emploi. Une attention particulière a été apportée aux relations avec les directions des écoles partenaires (clarté et rigueur par rapport aux éléments de calendrier et d'employabilité, mise à disposition des étudiants pour les semaines de camps, contacts directs avec les directeurs, etc.). ■

1 Didactiques romandes.

Enseignement spécialisé

La mise en œuvre du processus de Bologne a conduit la CDIP à élever la formation professionnelle des enseignants spécialisés au niveau d'un master, ainsi qu'à adopter un nouveau règlement concernant la reconnaissance des diplômes en pédagogie spécialisée (CDIP, 12 juin 2008). Or, après avoir ratifié en 2008 l'Accord intercantonal sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée du 25 octobre 2007, les cantons se sont notamment engagés à employer des enseignants spécialisés en possession d'un diplôme reconnu par la CDIP.

Dans cette perspective, la HEP-BEJUNE propose un Master en pédagogie spécialisée, orientation enseignement spécialisé (MAES). Sa mise en œuvre progressive dans le paysage institutionnel s'est concrétisée par un repositionnement structurel, une consolidation des bases légales et une réorganisation des contenus.

Sur le plan institutionnel, la formation MAES occupe aujourd'hui une véritable place au sein des formations initiales. La période 2012-2014 a été consacrée à la réorganisation ainsi qu'à la mise sur pied d'une véritable filière en enseignement spécialisé au sein de notre institution. Durant l'année 2013, l'accent a été mis sur la redéfinition des bases réglementaires et la rédaction de nouveaux documents (guide de l'étudiant et du formateur, plans cadres).

Les responsables et les formateurs se sont consacrés à la constitution du dossier de révision de la reconnaissance de la CDIP. La qualité des activités menées a permis l'obtention de celle-ci en octobre 2013.

Au niveau structurel, des changements ont été apportés afin de garantir plus de cohérence dans le discours pédagogique et favoriser la mise en place d'une organisation plus en lien avec les exigences d'une tertiarisation.

Les contenus des différentes unités de formation ont été définis sur la base d'un objectif majeur qui consiste à faire acquérir aux futurs enseignants spécialisés un haut potentiel de compétences leur permettant d'exercer l'ensemble des tâches d'enseignement. Un enseignement qui prend en considération les besoins éducatifs particuliers des élèves, les objectifs scolaires, ainsi que les particularités des différents contextes (conseil et soutien pédagogique à l'inclusion en classe ordinaire, classes spécialisées, écoles et institutions spécialisées).

Organisation et orientation pédagogique

La rentrée 2014-2015 a réuni 73 étudiants. Cet effectif, en légère augmentation, illustre l'attractivité du diplôme tout en demeurant cohérent par rapport aux attentes fixées par les choix politiques des cantons. L'enthousiasme pour le métier d'enseignant spécialisé est bien réel, il semble s'inscrire dans la durée. Cependant, il est important d'analyser cette situation réjouissante en regard des besoins du terrain actuel.

Parmi les autres événements de la rentrée scolaire 2014, un responsable, M. Rodriguez-Diaz José, assume la direction de la formation. Pour mener à bien cette tâche, il pourra compter sur le soutien d'un adjoint à l'organisation et d'une personne en charge de la formation complémentaire (passerelle). Sur le plan scientifique, un comité programme, réunissant plusieurs formateurs, soutiendra la qualité et la cohérence des contenus de la formation.

Afin de garantir une coordination avec la recherche HEP, son responsable a été intégré audit comité. Cette initiative tend à favoriser la mise en œuvre de dynamiques collectives et à alimenter davantage les synergies entre les domaines d'activité de recherche et les contenus dispensés.

Dans le contexte actuel de professionnalisation du métier d'enseignant, de l'évolution des politiques, des structures et des acteurs de l'éducation en Suisse, le concept de formation, intitulé «*pratique pédagogique accompagnée*» a été développé.

Cette démarche innovante de formation a été présentée publiquement lors du colloque du CSPS[1] à Berne, en 2013, et lors de la journée de réflexion autour de l'axe théorie-pratique organisée par la HEP-Vaud, en septembre 2014. Une recherche scientifique est menée à ce sujet par la

1 Congrès suisse de pédagogie spécialisée.

responsable de la pratique au sein du master en enseignement spécialisé.

Le rapprochement des activités de notre formation à la communauté des chercheurs, de celle des praticiens de l'enseignement constitue un axe majeur. Dans cette perspective, d'autres manifestations alimenteront cette orientation mais pour l'heure nous focaliserons notre action sur le colloque de 2015, organisé en partenariat avec la HEP Vaud, sur le thème de l'intégration scolaire et sur la journée de présentation des mémoires professionnels au sein de notre institution. ■

Formation continue

La HEP-BEJUNE a pour mission d'assurer la formation continue de l'ensemble du corps enseignant des trois cycles de l'école obligatoire, en lien étroit avec les modifications introduites par les trois cantons. L'introduction du système HarmoS, associée à celle du Plan d'Études Romand (PER) ayant conduit à une réorganisation de l'enseignement par domaines disciplinaires et par cycle, les offres de formation sont ainsi progressivement adaptées aux nouvelles exigences.

Conçue en étroite collaboration avec les représentants des services de l'enseignement, l'harmonisation des calendriers de formation concernant les nouveaux moyens d'enseignement (MER) a constitué dans la période 2012-2014 un élément décisif pour l'élaboration d'une offre de formation continue intercantonale en phase avec les formations initiales et la mobilité professionnelle des enseignants.

À l'interne, la formation continue a connu quelques changements organisationnels. En 2012, la direction du master en enseignement spécialisé a été transférée pour une période transitoire au rectorat. Suite au départ du doyen de la formation continue en 2013, une direction provisoire a été désignée pour l'année académique 2013-2014. Composée de M. Fred-Henri Schnegg, doyen, et de M. Benoit Gogniat, coordinateur du décanat, elle a eu pour tâche principale de garantir l'organisation et d'assurer la qualité des actes de formations planifiés, mais aussi de rétablir la confiance au sein de l'équipe du secrétariat et de veiller à la bonne gestion financière.

Accompagnement à l'introduction du PER et des MER: un projet de l'espace BEJUNE

Le programme 2011-2014 de formation à l'introduction du plan d'études romand (PER), obligatoire pour l'ensemble du corps enseignant et impliquant trente-cinq formateurs, est arrivé à son terme. Des mesures d'accompagnement à la mise en œuvre par établissement ou par réseau ont été mises en place et vont se poursuivre en fonction de la demande. Différents moyens d'enseignements romands (MER) ont été introduits ou sont en voie de l'être, dans la plupart des cas selon un calendrier commun à l'espace BEJUNE.

Des formations veillant à la mise en lien de ces nouveaux outils méthodologiques avec les exigences du PER ont été organisées. C'est le cas dans le domaine des langues avec le français langue de scolarisation dans les trois cycles et l'anglais au cycles 2 et 3, ainsi que dans le domaine des mathématiques et des sciences de la nature aux cycles 1 et 3, enfin dans le domaine des sciences humaines et sociales au cycle 2. Les formations de base terminées, des mesures d'accompagnement à la mise en œuvre par établissement ou par réseau ont été instaurées.

Amélioration des compétences en langues étrangères et didactique des langues: un projet de l'espace BEJUNE

Un programme d'amélioration des compétences langagières a été lancé à la rentrée 2012, suite à la demande de nombreux enseignants désirant préparer l'examen de certification de niveau B2 afin d'enseigner l'anglais au cycle 2 ou maintenir le niveau acquis et développer des compétences utiles au domaine de l'enseignement. Dès la rentrée 2013, une offre similaire a été proposée pour la langue allemande.

Des cours proposés dans les principales localités de l'espace BEJUNE, des formations en réseau ou en établissement, des séjours linguistiques collectifs ou individuels, des projets EMILE[1], telles sont les modalités proposées permettant au plus grand nombre de trouver une solution de formation adaptée à sa situation personnelle. Plus de 364 enseignants des trois cantons ont ainsi choisi de recourir à une ou plusieurs de ces modalités au cours des années 2012-2014, dont le point commun est l'immersion dans la langue-cible.

Les 3e et 4e volées, soit 168 enseignants du cycle 2, ont terminé la formation attestée à la didactique de l'enseignement de l'anglais. Le projet prendra fin en 2015.

Autre formation BEJUNE

La formation attestée *«Mesures de sécurité en milieu scolaire»*, liée à une nouvelle législa-

1 Enseignement d'une matière par l'intégration d'une langue étrangère.

tion plus stricte en la matière, a été organisée à l'interne de la HEP afin de répondre aux situations spécifiques de l'enseignement.

Formations post-grades certifiées

Un certificat d'études avancées (CAS) de médiatrice ou médiateur scolaire a été décerné à 16 personnes. Une nouvelle volée de 16 personnes a débuté en août 2012 la formation menant à l'obtention de la maîtrise d'études avancées (MAS) en supervision d'une durée de 3 ans. La formation menant au certificat d'études avancées (CAS) de formatrice ou formateur en établissement a débuté en 2013.

Au niveau romand, la HEP-BEJUNE participe à la formation destinée aux enseignants dans le domaine des activités créatrices ou d'économie familiale (PIRACEF). Selon le profil permettant de débuter la formation, une certification Bologne (CAS, DAS, MAS) ou un certificat de formation à validité intercantonale (BEJUNE) est délivré.

Actes de formation spécifiques à chaque canton

Si l'harmonisation des structures de formation et des plans d'études est en voie de réalisation, il n'en demeure pas moins des spécificités cantonales nécessitant des projets particuliers. Certains d'entre eux cependant sont ou seront proposés dans l'ensemble de l'espace BEJUNE, après avoir subi les adaptations nécessaires. C'est le cas notamment de l'option projet professionnel au cycle 3 (OPP), de la formation pour les écoles bi/plurilingues, pour l'évaluation au cycle 1 ou pour les collaborateurs des écoles à journée continue. ■

Recherche

La HEP-BEJUNE a relevé différents défis de la tertiarisation au cours des dernières années, notamment celui de l'intégration de la recherche dans la culture et les activités institutionnelles et dans les programmes de formation.

La mise en œuvre de la nouvelle politique de la Recherche, validée en 2013, a permis de préciser et d'orienter notre travail vers les objectifs suivants :

- Poursuivre le développement du programme de recherche centré sur la mission fondamentale de la HEP et l'actualiser en fonction de nouveaux enjeux considérés comme prioritaires dans le contexte des quatre prochaines années.
- Mettre en place et pérenniser une structure, notamment des Unités de recherche, renforçant le développement d'activités scientifiques et l'implication de l'ensemble des acteurs.
- Favoriser l'engagement des formateurs de la HEP dans des activités scientifiques de production et de diffusion de savoirs.
- Développer un dispositif de formation à et par la recherche des étudiants en lien avec l'ensemble des activités scientifiques au sein des Unités de recherche.
- Renforcer les partenariats externes aux niveaux local, national et international.
- Assurer la restitution, dans l'espace BEJUNE, des connaissances et résultats issus des travaux de recherche, particulièrement auprès de la profession enseignante.
- Expérimenter et valider des critères d'évaluation de la qualité des activités de recherche et développement.

Durant la période 2012-2014, l'opérationnalisation des nouvelles structures (Comité scientifique, Unités de recherche, Coordination de la formation par la recherche) a été réalisée en cohérence avec les orientations stratégiques énoncées ci-dessus.

Les cinq axes de recherche de la politique ont pu être exploités dans des projets menés par les équipes de chercheurs de la HEP, dans la valorisation de productions scientifiques sous forme de manifestations, de publications et de retombées pour la formation. Ces différentes activités s'inscrivent dans les axes suivants :

- Formation tertiaire et professionnalité enseignante.
- Savoirs à enseigner, savoirs pour enseigner : curriculum et pratiques d'enseignement.
- Hétérogénéité, intégration scolaire et relation pédagogique.
- Innovation et intégration des nouvelles technologies dans l'enseignement et la formation.
- Pratiques de recherche et réflexivité en formation à l'enseignement.

L'organisation et l'accueil par la HEP-BEJUNE, sur le site de Bienne, du colloque international organisé annuellement par l'*European Association for Practitioner Research on Improving Learning* (EAPRIL) illustre parfaitement la place qu'occupe aujourd'hui notre institution au sein de la communauté scientifique et les visées que nous donnons aux pratiques de recherche. Un des objectifs d'EAPRIL est de renforcer l'impact de la recherche appliquée sur les politiques et les pratiques éducatives. L'édition 2013, organisée du 27 au 29 novembre à Bienne, a accueilli plus de 400 participants.

Autre fait marquant, une équipe de recherche de la HEP-BEJUNE a participé activement aux travaux d'un groupe tripartite composé de représentants syndicaux, des cantons et de la HEP-BEJUNE ayant mission de formuler différentes propositions à l'intention du Comité stratégique dans une perspective d'anticipation d'un éventuel risque de pénurie d'enseignants. Les activités de ce groupe ont abouti à la mise en place d'un programme de formation par l'emploi en troisième année de Bachelor en enseignement primaire.

Enfin, sous l'impulsion de la recherche, la HEP-BEJUNE a créé le statut d'assistant-e de recherche, permettant notamment de positionner notre institution dans la formation de la relève scientifique. Une première assistante de recherche est entrée en fonction au 1er août 2013.

Projets et activités de recherche

Voici une liste non exhaustive de projets de recherche initiés ou finalisés, durant la période de 2012 à 2014, au sein des différentes Unités de recherche.

Unité de recherche 1

- *Étude sociodémographique de la profession enseignante et anticipation des besoins en recrutement pour les prochaines années* – Giuseppe Melfi, Bernard Wentzel et Christine Riat en partenariat avec les services d'enseignement des différents cantons.
- *Professionnalisation de la formation des enseignants: le cas de la Suisse* – Bernard Wentzel, François Joliat, Denis Perrin, Alexia Stumpf, Mélanie Buser et partenaires externes.
- *Arts-PER - Des ressources électroniques d'enseignement et d'apprentissage (RéEA) pour les Arts* – Christiane Baume-Sanglard, François Joliat, Jean-Paul Obrecht, Anne-Lise Prudat et enseignants de l'espace BEJUNE.
- *Professionnalisation de la formation des enseignants et recomposition identitaire* – Françoise Pasche Gossin.

Unité de recherche 2

- *Impact des réformes éducatives dans la formation des enseignants* – Marcelo Giglio, Marie-Paule Matthey, Giuseppe Melfi.
- *Introduction de l'évaluation en conformité avec l'introduction du PER* – Pierre Petignat en partenariat avec le Canton de Neuchâtel.
- *Enseignement-apprentissage de la lecture-écriture avec les élèves du début du cycle 1 (1-2 HarmoS)* – Christine Riat, Patricia Groothuis.
- *Interactions sociales au sein de la classe pour développer les «capacités transversales» proposées dans le PER* – Marcelo Giglio, Francesco Arcidiacono, Giuseppe Melfi.
- *Les effets de l'évaluation sommative sur les processus d'enseignement et d'apprentissage en Éducation Physique et Sportive au degré secondaire* – Nicolas Voisard.

Unité de recherche 3

- *SOFT: School and family together for immigrant children integration* – Francesco Arcidiacono et équipe de recherche.
- *L'enseignement par immersion réciproque (two-way immersion education): Scolarisation en contexte plurilingue dans la Filière Bilingue (FiBi) à Biel/Bienne* – Mélanie Buser.
- *Hétérogénéité culturelle et intégration: pratiques mobilisées par les enseignants primaires pour prendre en compte la diversité de leurs élèves* – Georges-Alain Schertenleib, Audrey Morisod.

Unité de recherche 4

- *Intégration des TICE: quelles formations pour quels développements?* – Stéphanie Boéchat-Heer, Giuseppe Melfi.
- *ICILS 2013: Étude sur l'alphabétisation informatique et informationnelle* – Stéphanie Boéchat-Heer, Giuseppe Melfi.
- *Les tablettes numériques en classe* – Stéphanie Boéchat-Heer, Pierre-Olivier Vallat.

Publications de la recherche

Durant la période 2012-2014, les chercheurs de la HEP-BEJUNE ont encore démontré la qualité et la légitimité de nos travaux au sein de la communauté scientifique internationale au travers de nombreuses publications, sous la forme d'ouvrages, d'articles, de rapports de recherche ou d'actes de congrès, validées à l'issue des procédures traditionnelles d'évaluation scientifique. Nous ne pouvons pas présenter dans ce rapport une liste exhaustive de près de 200 publications de nos chercheurs entre 2012 et 2014. La liste des publications est accessible sur le site Internet de la HEP-BEJUNE à l'adresse suivante:
http://www.hep-bejune.ch/recherche/

Valorisation et retombées de la recherche

Les projets et activités de la recherche ont pu être valorisés et reconnus de différentes manières. L'obtention de financements externes constitue un élément important de la reconnaissance de nos activités scientifiques. Voici quelques financements obtenus entre 2012 et 2014:

- *Projet de recherche DORE FNS: Professionnalisation de la formation des enseignants: le cas de la Suisse* – Bernard Wentzel (Requérant principal).
- *Projet SCOPES (FNS – Conference Grants): Development of educational research in the professionalization of teachers* – Bernard Wentzel et Francesco Arcidiacono.
- *Projet subventionné par l'Union Européenne (Lifelong Learning Programme): SOFT: School and family together for immigrant children integration* – Francesco Arcidiacono.
- *Projet subventionné par le FNS (SCOPES - Preparatory grant):* Towards the collaborative improvement of

research capacities essential for teacher education and practices in Serbia and Estonia (REP-synergy) - Francesco Arcidiacono

- *Projet de recherche interinstitutionnel en Éducation Physique et sportive: Les effets de l'évaluation sommative sur les processus d'enseignement et d'apprentissage en Éducation Physique et Sportive au degré secondaire* – Nicolas Voisard et partenaires externes.

La densité et la qualité de l'agenda de la recherche entre 2012 et 2014 illustrent parfaitement le travail mené au sein de notre institution pour renforcer et diversifier les formes de valorisation des résultats de la recherche, au service de l'ensemble des acteurs de l'éducation et de la formation.

Voici quelques exemples de manifestations scientifiques organisées durant cette période:

Conférence-débat (mai 2014)	«Profession enseignante» Conférence III: «Recherche, action et savoirs des enseignants»
Conférence-débat (mars 2014)	«Profession enseignante» Conférence II:» La professionnalisation de l'enseignement: où en sommes-nous et où allons-nous?»
Journée d'étude (mars 2014)	«La culture numérique à l'école: quelles formations pour quelles pratiques?»
Colloque international (novembre 2013)	EAPRIL 2013
Conférence – débat (octobre 2013)	«Profession enseignante» Conférence I: «Être enseignant aujourd'hui
Journée d'étude (juin 2013)	Interactions sociales en classe et approches didactiques
Conférence (juin 2013)	La gestion de classe: lorsqu'un espoir subsiste...
Conférence – débat (mai 2013)	La classe: un espace créatif et pluridisciplinaire
2e colloque international (avril 2013)	De l'intégration à l'inclusion scolaire: regards croisés sur les défis actuels de l'école
Colloque Recherche (février 2013)	La professionnalisation des formations à l'enseignement en débat
Présentation publique (décembre 2012)	Présentation publique des dernières publications scientifiques de la HEP-BEJUNE
Forum (décembre 2012)	Forum: créativité et l'innovation pédagogique

Ressources documentaires et multimédia

La réorganisation de la HEP initiée en 2012 comprenant notamment une nouvelle répartition des formations entre les trois sites BEJUNE n'a pas été sans effet sur les médiathèques : l'offre documentaire de chaque site a dû être adaptée et complétée par un nombre important d'acquisitions ciblées en fonction du nombre d'étudiants et du type de formation.

L'organisation du site de Bienne a été totalement revue en 2013. Le déménagement de cette médiathèque en juin a permis, d'une part, de repenser son agencement pour le rendre plus adapté aux besoins des étudiants en formation secondaire. D'autre part, une enquête a montré que quelques ajustements au niveau des heures d'ouverture étaient nécessaires afin de répondre au mieux à la demande des utilisateurs.

Politique documentaire

Numérique

L'introduction des documents numériques, l'exploitation de leurs potentiels et les changements d'usage qu'ils induisent représentent sans aucun doute un enjeu majeur dans le domaine des ressources documentaires. La politique documentaire a déjà fortement évolué par rapport à ce nouveau type de support.

En 2012, une bibliothécaire spécialisée a eu pour mandat d'analyser le marché et de mettre sur pied une stratégie vis-à-vis de ce nouveau secteur. Le constat dressé à l'époque montrait que l'offre était encore peu développée pour répondre aux besoins des utilisateurs des médiathèques. En effet, les éditeurs se concentraient dans la mise à disposition d'e-books destinés à un lectorat de bibliothèques publiques. Après de nombreuses recherches sur différents portails, un abonnement a finalement été conclu avec un diffuseur proposant la plate-forme Cairn, spécialisée en sciences humaines et sociales. Cette plateforme est venue compléter l'offre existante composée de dictionnaires, encyclopédies et bases de données gérées par le Consortium des bibliothèques universitaires suisses.

En 2013, l'accès à Scholarvox est venu étoffer l'offre des médiathèques avec ses 18'000 livres en texte intégral. Cette même année, les médiathèques ont commencé l'introduction des rapports de recherche dans la bibliothèque numérique de RERO, Rero Doc. Ce travail a été complété en 2014 par l'enregistrement des mémoires des étudiants de la HEP, ainsi que des publications institutionnelles. Ce référencement permet la mise en valeur des travaux menés au sein de la HEP.

L'année 2014 est une étape importante avec la mise en œuvre de la Bibliothèque scolaire numérique BEJUNE. Cette réalisation donne l'accès à ce que les spécialistes appellent les RéEAs, soit les Ressources électroniques pour l'enseignement et l'apprentissage, qui sont développées par le Centre MITIC interjurassien, le Réseau pédagogique neuchâtelois (RPN) ainsi que par la HEP-BEJUNE.

Enfin, les tablettes représentent un support incontournable dans le domaine scolaire. Dans ce sens, un groupe de travail multidisciplinaire a été constitué. Formé de chercheurs, d'enseignants et d'une bibliothécaire, sa mission consiste à évaluer et à sélectionner les applications disponibles sur IPAD et à accompagner les médiathèques dans la mise à disposition de ces outils.

Robotique

Domaine en plein essor, notamment grâce aux efforts menés par les cantons en collaboration avec l'EPFL. Les médiathèques ont jugé important de soutenir cette démarche en offrant aux enseignants BEJUNE des ressources pédagogiques pour l'utilisation de la robotique et de la technologie. Dans ce sens, des mallettes de Lego Mindstorms, composées de briques programmables et de moteurs électriques destinées aux enfants dès 9 ans, sont maintenant disponibles dans les médiathèques. Une offre de robots destinés aux enfants plus jeunes a pu être introduite. Afin de démontrer l'intérêt de ces robots, des ateliers de démonstration ont été organisés à l'attention des classes autour des BeeBot, espèce d'abeille programmable. Ce secteur est naturellement appelé à se développer davantage, notamment par l'acquisition de nouveaux types de robots, les Thymio.

Prestations à l'interne

Les centres de ressources se situent naturellement au

cœur d'échanges et de collaborations riches et variées avec les formateurs et les chercheurs de la HEP.

Chaque année, les médiathèques sont présentées aux étudiants des différentes filières de formation. Un approfondissement leur est apporté lors de cours d'introduction à la recherche documentaire dispensés par les bibliothécaires. En dehors de leurs visites en médiathèque, les étudiants de la HEP ont l'occasion de découvrir les richesses des fonds lors de leurs cours, les bibliothécaires intervenant régulièrement pour présenter des documents dans les domaines de l'interculturel, du français langue étrangère, de la littérature, pour ne citer que quelques exemples.

Les techniciens ont apporté une contribution importante en fournissant un support technique aux enseignants, aux formateurs et aux étudiants. Ils ont également participé à l'édition de nouvelles ressources, telles que les « Trois petits lutins », livre-cd créé par un formateur et publié par les éditions HEP-BEJUNE ou « The Voice », production en lien avec la formation primaire. En 2013, les techniciens ont également réalisé le support technique de la conférence internationale EAPRIL organisée par la Recherche. Enfin, le service technique assure régulièrement des enregistrements vidéo de conférences à la demande de formateurs, de chercheurs ou de la formation continue.

Prestations à l'externe

Les responsables des médiathèques participent à différents réseaux locaux et régionaux permettant de faire valoir les compétences de la HEP dans les cantons de l'espace BEJUNE.

Service technique

Lire-Délire et l'Ultracourt sont devenus des rendez-vous annuels pour les écoles de l'espace BEJUNE et pour les médiathèques. Le premier est un prix littéraire organisé par la RTS destiné aux adolescents. Il donne lieu à la réalisation d'un clip scénarisé par les élèves à partir d'un livre proposé dans le cadre du concours. Les techniciens de la HEP assument le prêt de matériel, forment les jeunes aux techniques de tournage et prennent part ainsi à l'éducation aux médias. Le second est un festival qui permet à toutes les classes du Jura et du Jura bernois de réaliser un court-métrage. La participation de la responsable des médiathèques en tant que membre du jury et l'encadrement des enseignants inscrits par un technicien assurent une visibilité importantes des médiathèques de la HEP.

Les techniciens ont réalisé de nombreux enregistrements d'émissions (796 en 2012, 521 en 2013) diffusées par les chaînes publiques et conseillées par le site spécialisé e-media (Portail romand de l'éducation aux médias).

Expositions et animations

Chaque année, les médiathèques proposent aux classes primaires ou secondaires, une exposition thématique présentée sur les trois sites de la HEP.

Ces deux dernières années, les expositions suivantes ont eu lieu :

- *C'est un jardin*, réalisée par l'Atelier Ocre bleu a été vu par 577 élèves en 21 semaines.
- *Les caisses à outils de Jean Tinguely*, conçue par la Vallée de la jeunesse a remporté un vif succès avec 3416 visiteurs en 25 semaines.

Les médiathèques ont réalisé trois expositions à destination des bibliothèques scolaires ou des classes intéressées : *Les épices*, *Comme une grenouille*, *La première guerre mondiale*. Enfin, d'autres expositions ou animations ont été organisées, à savoir : accueil de clubs de lecture, journées de présentation de jeux pédagogiques, conférences et lectures, cours de formation continue permettant de présenter les fonds de littérature de jeunesse.

Valorisation des fonds

Les médiathèques de la HEP ont animé un stand au Salon de littérature jeunesse *Rêv'Oh livres* qui s'est tenu en juin 2013 dans le canton de Neuchâtel. La présence de la HEP à ce salon a permis de présenter les services offerts aux enseignants ainsi que les fonds à disposition.

Le groupe de travail sur l'organisation des bibliothèques scolaires jurassiennes auquel a pris part la HEP a permis de mettre en place une collaboration entre la chargée de mission à la promotion de la lecture, des enseignantes et la HEP. C'est ainsi que la HEP met à disposition d'enseignantes « relais » des caisses contenant des livres et des documents leur permettant de réaliser différentes animations-lecture. D'autres mallettes proposées contiennent un fonds de livres orientés « lecture-plaisir ».

Les médiathèques participent également à un groupe de travail spécialisé, conjointement avec le Laténium et l'Office du patrimoine et de l'archéologie du canton de Neuchâtel. L'objectif est de préparer un dossier pédagogique proposant des activités sur la période archéologique du bronze. Ce dossier permettra d'améliorer les mallettes existantes ainsi que de créer de nouvelles caisses d'expérimentation.

Avec l'appui de la bibliothécaire responsable du secteur «littérature jeunesse», deux jeunes enseignantes ont créé un module destiné à la promotion de la lecture: *A vos marques... pages*. Ce travail original a permis de réaliser une série de mallettes spécialisées à l'attention des enseignants BEJUNE. Des cours de formation continue ont été dispensés par les conceptrices afin de promouvoir ce matériel fort apprécié.

Indicateurs de prêts

Le nombre total de prêts a sensiblement diminué entre 2011 (185'585) et 2012 (151'962). Il a encore légèrement fléchi entre 2012 et 2013 (145'942). Par contre, le nombre de prêts d'appareils est resté relativement stable durant cette même période.

Cette tendance à la baisse se rencontre également dans d'autres centres de documentation pédagogique de Suisse romande. Sans pouvoir l'expliquer totalement, il est toutefois possible d'identifier quelques facteurs contribuant à la diminution des prêts:

- La réorganisation de la HEP a eu une incidence sur la fréquentation des médiathèques.
- La fermeture de la médiathèque de Bienne pendant le déménagement en 2013.
- L'évolution dans les pratiques des enseignants.
- L'émergence de supports numériques.
- L'utilisation différente des ressources offertes par les médiathèques.

Il faut relever que de nombreuses prestations complémentaires au service de prêt ne sont pas comptabilisées dans les statistiques, notamment le support technique aux appareils et aux moyens de recherche de documents, les renseignements, l'élaboration de bibliographies, etc. ■

Services du rectorat

Service «Communication»

Dans le cadre de la réorganisation des activités de la HEP-BEJUNE, le Service «Communication» a quitté le site de Porrentruy pour rejoindre celui de Bienne en octobre 2013.

S'ajoutant à ses activités régulières de promotion des formations, de publications institutionnelles et d'organisation de diverses manifestations (cérémonie de remises des titres, événements internes), de nouveaux projets éditoriaux ou d'animation ont vu le jour. Nous pouvons citer:

- Le développement d'une nouvelle maquette de la revue Enjeux Pédagogiques.
- La publication de nouveaux ouvrages pour les Éditions HEP-BEJUNE, notamment *Des animaux en poésie* et de nombreuses rééditions (*Balises Maths*, *A la découverte de...*, *Trois petits lutins*, etc.).
- La création d'un guide d'accueil pour les nouveaux collaborateurs de l'institution.
- L'aménagement et l'animation d'un stand au Salon de la formation du Jura et du Jura Bernois à Moutier en mars 2014.
- L'animation d'une séance d'information sur la formation à l'enseignement en collaboration avec le Centre d'Orientation du Canton de Neuchâtel.

Soucieux d'améliorer sa communication envers ses différents publics, le service est appelé à se restructurer, notamment avec l'engagement d'un-e responsable de la communication et la réécriture d'une nouvelle politique de communication. Cette restructuration a débuté en septembre 2014, avec le transfert des Éditions HEP-BEJUNE ainsi que de la revue *Enjeux Pédagogiques* et des publications *Recherche* vers un nouveau service des publications.

Service «TICE et Pédagogie»

En charge de prestations en faveur des formateurs et des étudiants, le service est intervenu à plusieurs reprises pour des problèmes liés principalement à certaines fonctionnalités de logiciels ou de matériel. Au niveau de la formation du personnel HEP, des cours individuels sur l'utilisation des tableaux blancs interactifs (TBI) ont été mis sur pied et animés.

Le groupe TICE est également appelé à assumer la partie «informatique» d'événements organisés par l'institution, par exemple colloques, séminaires et congrès. Dans ce contexte, il a pris part de manière importante à l'animation informatique du colloque EAPRIL en novembre 2013.

Parallèlement à ces prestations techniques ou de formation, le service a initié, développé et mis en œuvre de nombreux projets tels que:

- Un nouveau concept de l'accès par réseau WIFI; trois accès sont dorénavant à disposition pour les portables officiels de l'institution, pour les personnes disposant d'un compte BEJUNE et pour les personnes externes.
- Les migrations internes des ressources Internet ont été effectuées, migrations nécessaires afin de mettre à jour les divers serveurs utilisés par l'institution. Toutes les machines ont vu leur système d'exploitation migrer de Windows XP à Windows 7.
- Le développement d'un site d'hébergement interne de vidéos pour l'institution est en cours de réalisation.
- Un projet permettant la mise à disposition et la gestion centralisée d'iPads pour la formation primaire a été initié et est en cours de réalisation.
- La plateforme Moodle a été mise à jour. Le nombre d'inscrits sur la plateforme a fortement augmenté, parallèlement des formations ponctuelles ont été mises sur pied.
- Plusieurs systèmes de production et de gestion de cours en ligne ont été étudiés.
- En lien avec Educa[1], le groupe a initié le développement d'un projet visant à fédérer les divers comptes des institutions d'enseignement de notre pays.

Dans le cadre d'une étude de la refonte des ressources informatiques pour l'enseignement, le groupe a suivi une formation sur le gestionnaire de collection de sites SharePoint. Un rapport a été remis au rectorat. ■

1 Educa: plateforme d'enseignement et d'apprentissage en ligne de Suisse.

Gestion administrative

Le service de l'administration et des finances gère le domaine financier, les ressources humaines et la logistique. Cette dernière s'occupe de toutes les infrastructures de l'institution, mais aussi de toutes les ressources informatiques.

Gestion financière

La HEP-BEJUNE est au bénéfice d'une autonomie financière complète. Les trois cantons partenaires mettent les liquidités à disposition de l'institution selon le budget approuvé par le Comité stratégique. Le service des finances est ensuite chargé de répondre à l'ensemble des engagements de l'institution.

Conformément au Concordat intercantonal, le Comité stratégique définit la participation financière des cantons BEJUNE. N'étant pas dans une logique de concurrence entre les sites et vu la centralisation nécessaire de certaines activités sur un seul site, il a arrêté les répartitions 2012 et 2013 de manière identique aux années précédentes. Les coûts nets sont ainsi répartis à raison de 25 % pour Berne, 25 % pour le Jura et 50 % pour Neuchâtel. Cette clé s'applique uniquement aux formations et mandats confiés à la HEP par l'ensemble des trois cantons. Nous relevons par ailleurs que les budgets 2014 et 2015 ont été établis sur la même base de financement.

Les mandats spécifiques à un canton confiés à la HEP font l'objet de conventions entre la HEP et le canton concerné qui verse séparément les contributions nécessaires et bénéficient de budgets particuliers décidés par les cantons. Les coûts directs des projets cantonaux sont imputés au canton concerné (coûts préciputaires) avant l'application de la clé de financement arrêtée.

Le Comité stratégique a renouvelé le mandat de révision des comptes à la société BVConsult SA pour les exercices comptables 2014 à 2016. BVConsult SA bénéficie d'un agrément d'expert-réviseur auprès de l'autorité fédérale de surveillance de la révision.

La HEP-BEJUNE a mis en place en 2010-2011 un système de contrôle interne. Ce dernier a été appliqué dans son intégralité sur les exercices 2012 et 2013. Son existence a été formellement attestée par l'Organe de contrôle dans le cadre de son rapport sur les comptes annuels au Comité stratégique.

Jusqu'à l'exercice comptable 2012, la HEP a toujours respecté les budgets attribués par les cantons. De 2005 à 2012, les dépenses effectives ont été en moyenne de 5 % inférieures aux budgets. Cette tendance a été inversée en 2013 suite à une décision politique de recapitaliser les caisses de pension des cantons concordataires à hauteur d'environ 4 mio. Cette dépense exceptionnelle a induit un dépassement budgétaire de l'ordre de 1,6 mio. De nouvelles projections de recapitalisation sont encore annoncées par le canton de Neuchâtel à hauteur de 7 mio pour ces prochaines années. Les modalités de la prise en charge de ces dépenses font l'objet d'une négociation au sein du Comité stratégique.

Dernier élément en lien avec la prévoyance professionnelle, un nouvel avenant concernant l'affiliation des personnes au bénéfice d'un engagement HEP à faible pourcentage est en discussion avec plusieurs caisses de pension cantonales. Il s'agirait de laisser le choix aux personnes ayant un engagement HEP inférieur à 20 % de rester affiliées à leur caisse de pension initiale pour autant que cette dernière soit «Prévoyance.ne» ou la «Caisse d'Assurance du Corps Enseignant Bernois» (CACEB).

Gestion des ressources humaines

Suite au rapport de gouvernance et des décisions prises par le Comité stratégique, le service de l'administration et des finances a connu de nombreuses mutations au cours des années 2013 et 2014. Son directeur a quitté l'institution en septembre 2013. Il a été suivi en janvier 2014 par le départ du responsable des finances. Au mois d'octobre 2014, la responsable du personnel quittait elle aussi la HEP suite à la réorganisation du service des ressources humaines.

Dans un premier temps, un nouveau responsable administratif a été engagé à partir du 1er mai 2014. En octobre 2014, le processus de recrutement d'un nouveau responsable des ressources humaines a été initié.

Logistique

Bâtiments

Avec la concentration de certaines activités de la HEP sur le site de Bienne, une réception a été créée en août 2013 permettant de centraliser les tâches logistiques du site mais également d'accueillir les visiteurs externes et les étudiants ayant des demandes d'ordre générale non spécifiques à leur formation.

La réception agit également comme interface avec les autres utilisateurs du site biennois que sont les étudiants bernois suivant une année scolaire de préparation professionnelle.

Informatique

L'informatique est un domaine en perpétuelle évolution nécessitant renouvellement et adaptation du matériel technique mais aussi développement de nouvelles fonctionnalités en faveur de la formation pédagogique ou de la gestion administrative de l'institution.

Dans le domaine de l'infrastructure, les principaux projets conduits peuvent être résumés ainsi:

- La création à Bienne de nouvelles salles offrant un espace multimédia de travail interactif (salle EMTI).
- Le renouvellement à la Chaux-de-Fonds et Porrentruy de la salle TICE équipée d'outils et de produits numériques pouvant être utilisés à des fins d'enseignement et d'apprentissage.
- Le remplacement d'une partie du matériel technique (ordinateurs, serveurs, composants réseau) devenu obsolète ou défectueux.

Au niveau du développement de nouvelles fonctionnalités, nous pouvons citer:

- L'actualisation du bureau à distance (Terminaux serveurs) avec un nouveau système de connexion bureau à distance.
- L'implantation d'un système «écran d'accueil» en lien dynamique avec l'utilisation d'un logiciel de planning et de gestion des salles (Hyperplanning).
- La réalisation du nouveau portail pour les étudiants des filières secondaires offrant la possibilité d'impression de plan de formation et de stage, du choix d'options et d'annonce de changement d'adresse.
- La création du portail d'inscription pour les formations
- La refonte complète de l'application de la gestion des formateurs en établissement (FEE) et des stages dans la base de données (Apex).
- La refonte complète de la gestion de l'inventaire du matériel informatique dans la base de données.
- L'évaluation d'un nouvel outil de modélisation de base de données. ■

Orientations stratégiques

Dès son entrée en fonctions, le nouveau rectorat de la HEP-BEJUNE a proposé et mis en discussion une série d'orientations stratégiques destinées à nourrir la rédaction du futur plan stratégique 2016-2020. Ces orientations stratégiques ont été déclinées en objectifs généraux, en moyens mobilisés et conséquences positives attendues, en principes d'action, puis en déclinaisons thématiques. C'est le travail qui est présenté ici.

1. Développer une culture institutionnelle commune autour des missions de la HEP

- Fondée sur une organisation harmonieuse et efficace.
- Pour des conditions de travail sereines et une action économe.

Principes de collaboration et de bonne gouvernance :

- (Re) structurer les fonctions supports de la HEP, au service de ses missions et de ses acteurs.
- Travailler et simplifier les règlements structurants pour améliorer les conditions de travail.
- Accroître les échanges et les collaborations entre les diverses parties prenantes de la HEP, pour une harmonisation accrue des conceptions et des pratiques.
- Appuyer les projets sur des objectifs clairs, des échéanciers déterminés et des indicateurs clés.
- Optimiser l'utilisation des ressources et maintenir les dépenses (standardisées) dans la moyenne suisse.

2. Construire et consolider notre identité spécifique d'institution de formation professionnelle tertiaire intimement connectée au terrain

- Par une réflexion approfondie sur notre organisation et nos pratiques.
- Pour renforcer notre culture commune et accompagner la restructuration du domaine suisses des Hautes Écoles.

Principes de réflexivité et de pertinence

- Travailler l'identité duale de la HEP entre universités et écoles de formation professionnelle spécialisées autour d'orientations stratégiques précises et planifiées.
- Promouvoir et revendiquer cette posture hybride pour rester légitimes et convaincants dans un contexte politique à charge.
- Faire de la communication institutionnelle un instrument stratégique de promotion de cette identité.
- Comprendre et optimiser la place de la recherche dans les pratiques des formateurs et la formation des enseignants.
- Travailler à la conformité de l'institution en vue de l'accréditation fédérale.

3. Identifier, expérimenter et promouvoir des actions et des réflexions de pointe en matière de formation des enseignants et de circulation des savoirs

- Fondées sur une veille pédagogique, scientifique et technologique locale, nationale et internationale.
- Pour vivifier nos pratiques et insuffler les meilleures idées dans le système éducatif romand.

Principes d'innovation et d'ouverture

- Identifier, valoriser et partager les bonnes pratiques conduites dans l'espace BEJUNE.
- Étudier et s'inspirer des progrès et innovations réalisés ailleurs, en Suisse et dans le monde.
- Mener en permanence quelques actions exploratoires ciblées, innovantes et réflexives, appuyées sur un socle d'activités stables et éprouvées.

- Encourager, autour de ces actions et réflexions, les synergies internes entre formations, ressources documentaires, recherche et TICE.

- Développer auprès des formateurs une politique d'accompagnement et d'incitation en matière d'innovation et d'initiative.

4. Préparer les enseignants à former les citoyens et professionnels du monde de demain

- en insistant sur les spécificités individuelles, la diversité socioculturelle et le rapport aux savoirs, la créativité et la culture numérique.

- pour former des enseignants adaptables à ce que l'école et la société *seront* dans les prochaines décennies.

Principes de prospective et d'anticipation

- Faire évoluer la posture et le rapport aux savoirs des enseignants par l'appropriation d'une culture de l'investigation et de la recherche centrée sur l'élève en tant que personne.

- Préparer les étudiants à l'évolution du rôle de l'enseignant dans un monde scolaire en mutation.

- Développer une *«didactique de la créativité»* dans la formation des enseignants.

- Promouvoir une culture du numérique à tous les niveaux de la HEP.

- Entretenir des commissions et conduire des actions prospectives autour des relations élèves-savoirs-enseignants-école-technologie-société.

5. Etre une institution de référence pour les questions d'éducation dans l'espace BEJUNE

au service de la communauté éducative et des cantons, voire de la société civile, pour légitimer toujours davantage l'action de la HEP et faire rayonner ses valeurs.

Principes de rayonnement et d'excellence

- Construire des politiques de recrutement et de développement professionnel soutenues par des formations continues adaptées aux besoins et inspirées par une politique d'amélioration continue robuste et collaborative.

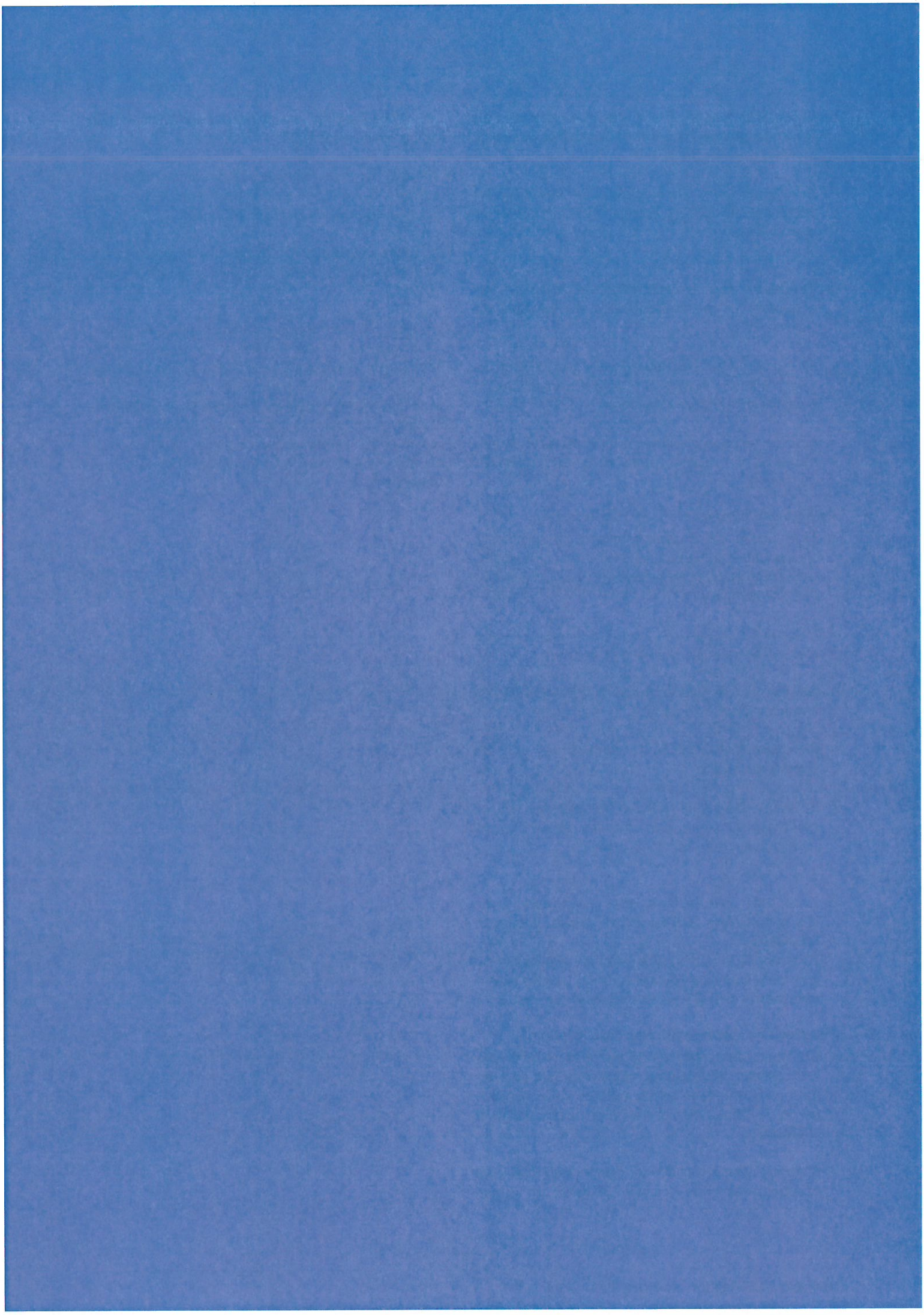
- S'inscrire dans et influencer des réseaux d'acteurs pédagogiques dans l'espace BEJUNE, en Suisse et à l'international, en marquant explicitement son appartenance à la HEP.

- Développer des projets utiles à la communauté éducative à travers des actions visibles et fédératrices, dans une perspective de service public.

- Produire des données scientifiques exploitables par les cantons dans l'élaboration de leurs politiques éducatives.

- Améliorer la communication institutionnelle en exploitant tous les medias possibles, en se positionnant comme un lieu de savoir et d'expertise pédagogique.

Ces réflexions ont ensuite été traduites en objectifs opérationnels, en indicateurs, en actions prioritaires et en échéances au sein des divers domaines vice-rectoraux. Elles feront l'objet d'un travail permanent tout au long de l'année 2015. ■



La HEP-BEJUNE en chiffres

Statistiques des étudiantes et étudiants par filières de formation

Les données sont enregistrées au 15 octobre de chaque année (compatibilité OFS[1]).

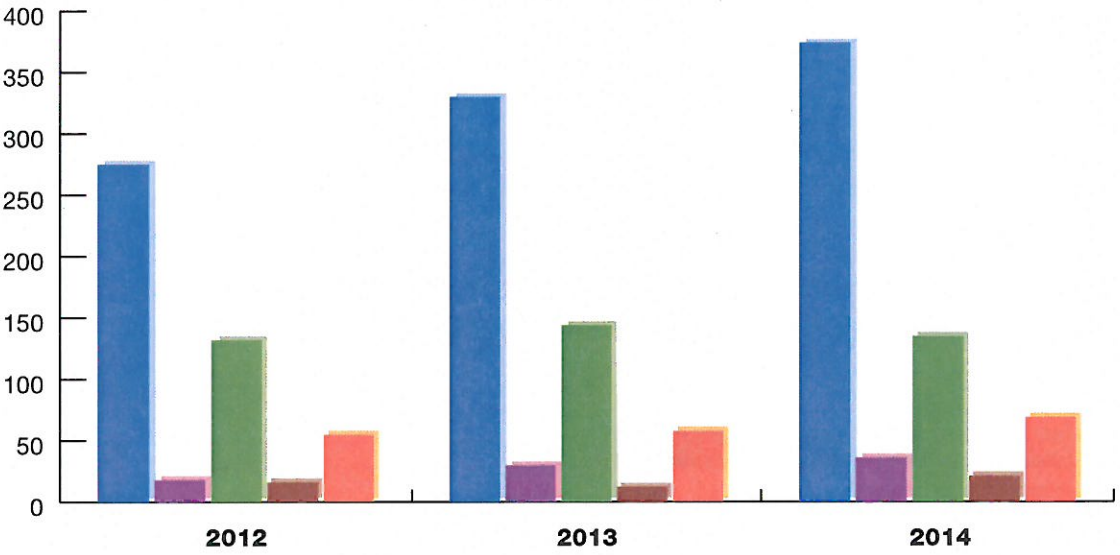
Filières: formation initiale	2012	2013	2014
Enseignement préscolaire primaire (bachelor)	275	330	374
Enseignement secondaire 1 (master)	18	30	36
Enseignement secondaire 1 et 2 (diplôme combiné équivalent au master of advanced studies in secondary and higher education)	132	144	135
Enseignement secondaire 2 (diplôme équivalent au master of advanced studies in secondary and higher education)	16	12	21
Diplôme additionnel et attestation d'enseignement (secondaire / postgrade)	5	12	2
Enseignement spécialisé (master)	55	58	69
Sous-total	***501***	***586***	***637***
Pourcentage d'accroissement annuel		*17.0*	*8.7*

Filières: formation continue			
Médiation (CAS)	18	18	17
Supervision (MAS)	12	12	12
Formateur en établissement (CAS)	0	93	85
Soutien pédagogique (DAS)	1	0	0
Formations romandes économie familiale (DAS, certificat)	11	10	11
Formations romandes activités créatrices (DAS, certificat)	29	31	29
Formations attestées	113	136	61
Sous-total	***184***	***300***	***215***
Total	**685**	**886**	**852**

1 Office fédéral de la statistique

HEP-BEJUNE Rapport bisannuel 2012-2014

Etudiants en formation initiale



Statistiques des diplômées et diplômés

	Primaire		Secondaire 1		Secondaire 2		Secondaire 1 et 2		Enseignement spécialisé	
	2012-2013	2013-2014	2012-2013	2013-2014	2012-2013	2013-2014	2012-2013	2013-2014	2012-2013	2013-2014
Berne	17	26	2	3	3	2	7	16	8	5
Jura	20	23	0	0	1	1	6	10	3	2
Neuchâtel	32	35	4	2	6	4	33	24	8	4
Autre	11	4	0	1	1	2	10	12	1	0
Total	**80**	**88**	**6**	**6**	**11**	**9**	**56**	**62**	**20**	**11**

Statistiques des prêts des médiathèques

Nombre de prêts et de renouvellements de prêts de documents :

	2012	2013	Janvier à fin juin 2014
Bienne	21'947	19'466	11'255
Porrentruy	36'941	36'505	20'851
La Chaux-de-Fonds	93'074	89'971	43'589
Total	**151'962**	**145'942**	**75'695**

Prêts et renouvellements des prêts de documents séparés :

	en % sur les prêts entre 2012 et 2013	en % sur les renouvellements entre 2012 et 2013
Bienne	-3.23%	-26.55%
Porrentruy	4.49%	-13.22%
La Chaux-de-Fonds	0.47%	-14.82%

Nombre de prêts et de renouvellements de prêts d'appareils :

	2012	2013	Janvier à fin juin 2014
Bienne	1'227	1'025	524
Porrentruy	3'188	2'981	1'889
La Chaux-de-Fonds	2'824	2'680	1'864
Total	**7'239**	**6'686**	**4'277**

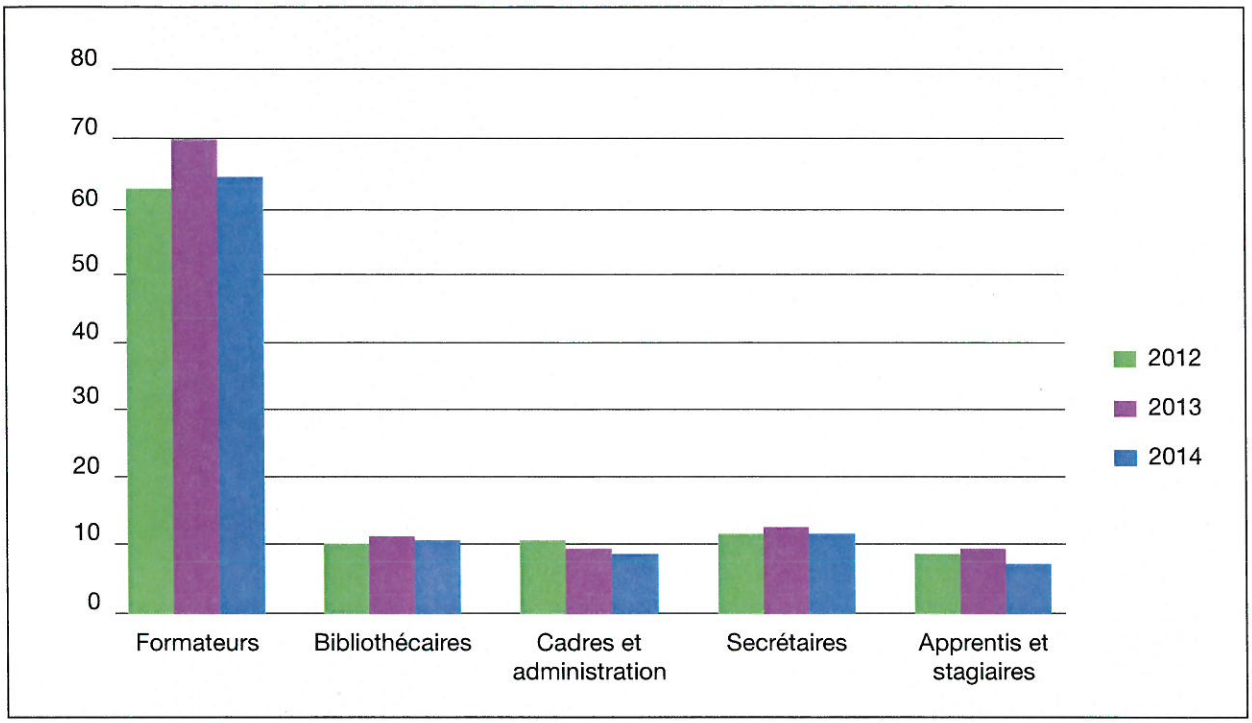
Statistiques du personnel

	2012	2013	2014
Personnel lié aux activités de formation			
Formation préscolaire-primaire	28.2	27.4	29.3
Formation secondaire	13.6	16.6	14.9
Formation enseignement spécialisé	3.0	3.3	3.2
Formation continue	10.4	11.1	10.6
Ressources documentaires et multimédias	13.9	14.9	14.5
Recherche	8.5	9.6	8.6
Groupe TICE et pédagogie	1.9	1.7	1.5
Développement (congé, mandat, ...)	1.6	1.7	0.7
Sous-total	81.1 (67,5 %)	86.3 (69,7 %)	83.3 (70,7 %)
Projets conjoncturels			
mandats externes	0.3	0.0	0.0
Sous-total	0.3 (0,2 %)	0.0	0.0
Cadres et administration			
Rectorat	7.4	6.1	7.0
Service administratif et finances	4.8	3.3	3.8
Service informatif et gestion	1.8	1.8	0.0
Sous-total	14.0 (11,6 %)	11.2 (9,0 %)	10.8 (9,2 %)
Personnel secrétariat			
Secrétaires	15.9	16.7	15.8
Sous-total	15.9 (13,2 %)	16.7 (13,5 %)	15.8 (13,4 %)
Personnel apprentis et stagiaires			
Apprentis et stagiaires	8.9	9.7	8.0
Sous-total	**8.9 (7,4 %)**	**9.7 (7,8 %)**	**8.0 (6,8 %)**
Total	**120.2**	**123.9**	**117.9**

EPT global (formateurs)	67.5	71.4	68.8
EPT global (administration et rectorat)	52.7	52.5	49.1
Nombre de formateurs (femmes)	121 (46)	123 (49)	127 (51)
Nombre de personnel administratif (femmes)	66 (49)	66 (52)	58 (50)
Moyenne d'âge	48.03	46.63	45.54

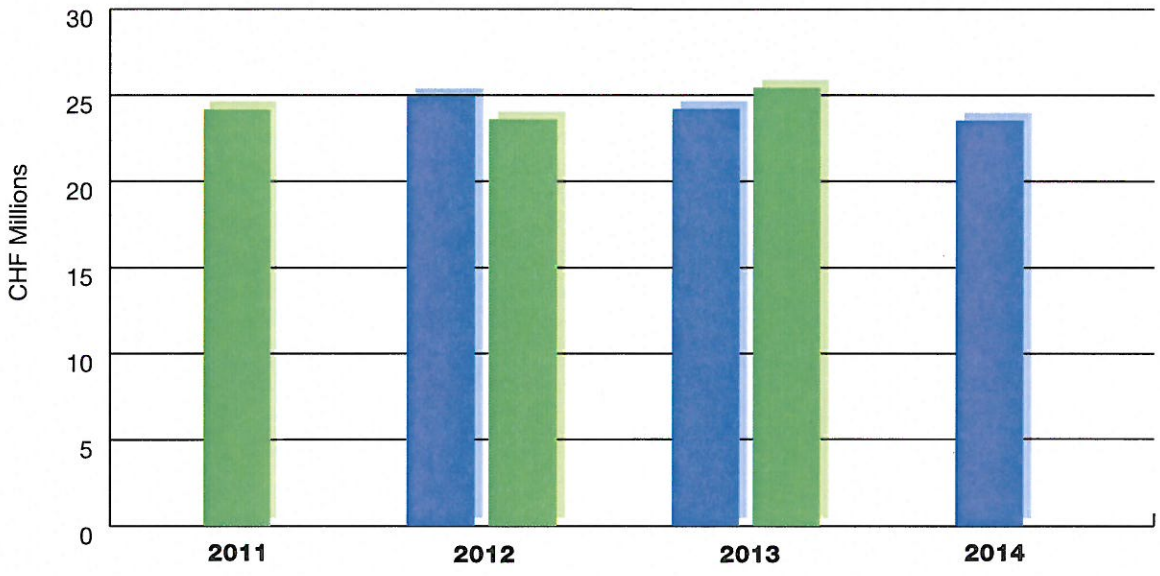
Données sont enregistrées au 31 décembre et exprimées en EPT.

Emplois plein temps (EPT)



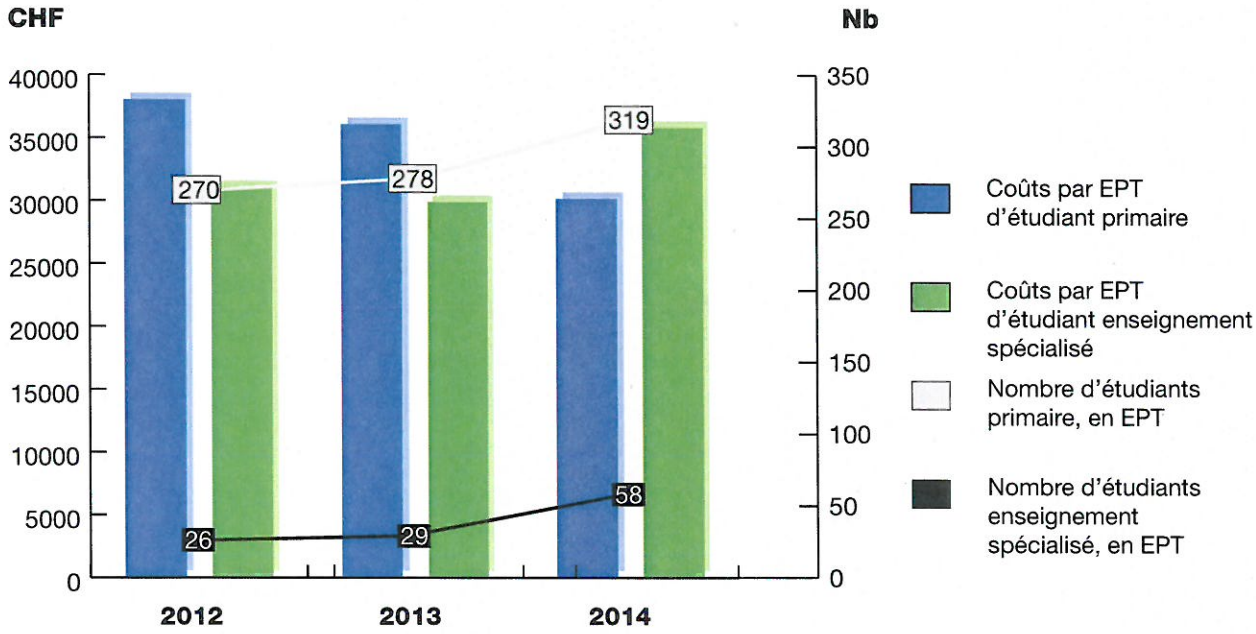
Évolution des budgets et comptes

	Comptes 2011	Budget 2012	Comptes 2012	Budget 2013	Comptes 2013	Budget 2014
Préscolaire-primaire	6'281'635	6'461'000	5'870'121	5'610'000	4'958'176	5'168'500
Secondaire 1 et 2	2'539'672	2'794'300	2'245'014	2'585'500	2'224'226	2'340'000
Formation enseignement spécialisé	*	*	*	*	*	735'300
Formation continue	3'501'986	3'981'000	3'516'809	3'950'000	3'470'714	3'336'200
Ressources documentaires et multimédias	1'767'228	1'834'200	1'770'138	1'794'800	1'843'181	1'817'800
Recherche	1'338'404	1'372'500	1'247'038	1'392'000	1'415'454	1'431'000
Rectorat	1'255'548	1'284'000	1'184'881	1'428'000	1'167'691	2'732'000
Administration	2'696'730	2'882'000	2'604'168	2'828'000	2'799'578	1'501'000
Charges générales de personnel (congés de formation, TICE, SIG)	889'445	1'081'000	913'731	1'361'000	876'572	1'377'000
Infrastructure (informatique, mobilier, bâtiments)	3'304'636	3'235'000	3'493'600	3'245'000	3'060'055	3'095'000
dont, charges informatique	1'062'857	980'000	1'030'020	990'000	820'667	940'000
dont, charges mobilier	159'023	175'000	370'070	175'000	156'271	75'000
dont, charges bâtiments	**2'082'757**	**2'080'000**	**2'093'510**	**2'080'000**	**2'083'116**	**2'080'000**
Réserve stratégique	**600'000**	**0**	**750'000**	**0**	**-500'000**	**0**
Recapitalisation des caisses de pension					**4'128'000**	
TOTAUX	**24'175'283**	**24'925'000**	**23'595'501**	**24'194'300**	**25'443'645**	**23'533'800**

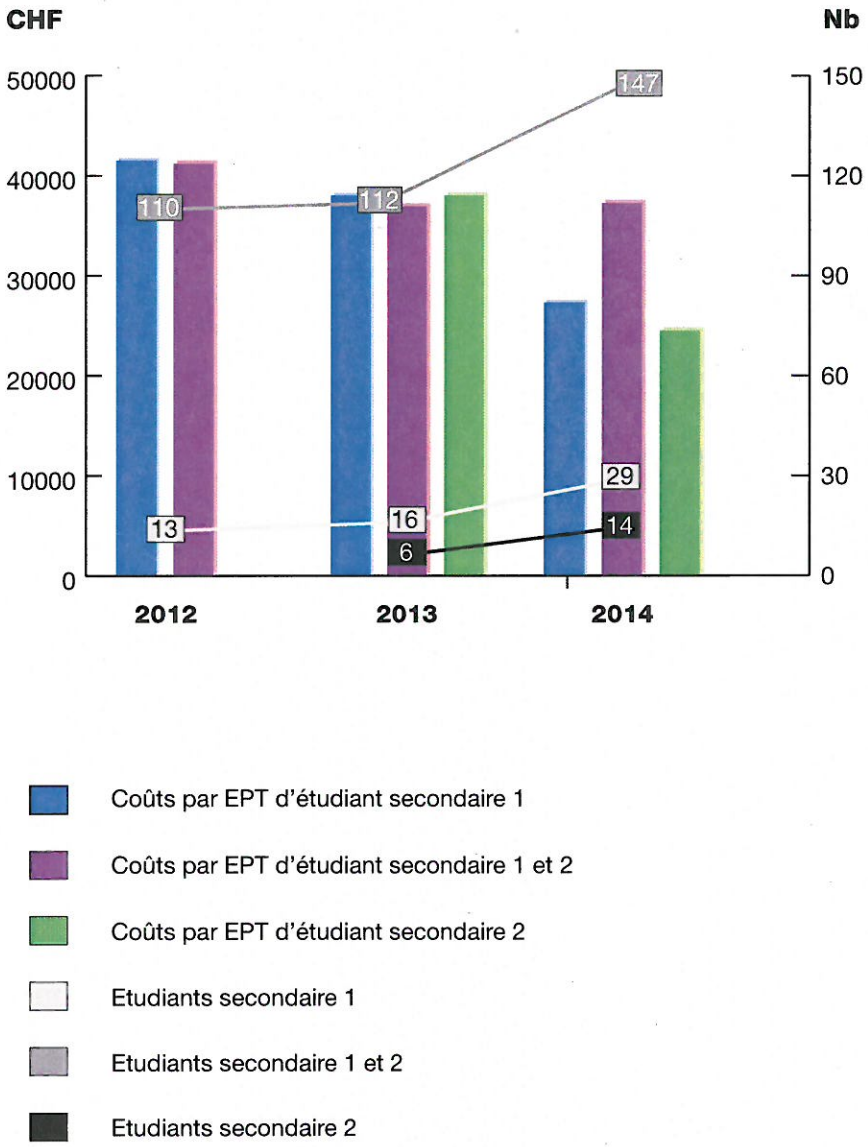


Evolution des coûts par étudiant

Formation primaire et enseignement spéciaisé	2011	2012	2013
Total d'étudiants primaire, en EPT	270	278	319
Coûts (CHF) par EPT d'étudiant primaire	38'028	36'557	30'128
Nombre d'étudiants enseignement spécialisé, en EPT	26	29	58
Coûts (CHF) par EPT d'étudiant enseignement spécialisé	31'036	29'878	35'794



Formation secondaire	2011	2012	2013
Total d'étudiants secondaire 1, en EPT	13	16	29
Coûts (CHF) par EPT d'étudiant secondaire 1	41'506	37'986	27'300
Total d'étudiants secondaire 1 et 2, en EPT	110	112	147
Coûts (CHF) par EPT d'étudiant secondaire 1 et 2	41'219	36'933	37'263
Total d'étudiants secondaire 2, en EPT		6	14
Coûts (CHF) par EPT d'étudiant secondaire 2		38'024	24'496



Haute Ecole Pédagogique BEJUNE
Chemin de la Ciblerie, 45
2503 Bienne
0844 886 996
www.hep-bejune.ch

HEP-BEJUNE Rapport bisannuel 2012-2014

Rédaction	Francesco Arcidiacono
	Stéphanie Boéchat-Heer
	Sandrine Crausaz-Chenal
	Richard-Emmanuel Eastes
	Jean-Pierre Faivre
	Benoit Gogniat
	Paul Jolissaint
	Raphaël Lehmann
	Richard Mamie
	Jean-Steve Meia
	José Rodriguez Diaz
	Fred-Henri Schnegg
	Ariane Tonon
	Bernard Wentzel
Relecture	Olivier Jeannin
Mise en page	Claude Chappuis

© HEP-BEJUNE 2015, Bienne, Suisse.

La version numérique du présent rapport peut être consultée sur http://www.hep-bejune.ch/la-hep-bejune/portrait

Arrêté du Conseil-exécutif

N° d'ACE:	875/2015
Date:	1er juillet 2015
Direction:	Direction de l'instruction publique
N° d'affaire:	698729
Classification:	Non classifié

HEP-BEJUNE; Rapport d'information bisannuel 2012 – 2014.
Prise de connaissance par le Conseil-exécutif et proposition au Grand Conseil

Le Conseil-exécutif, sur proposition de la Direction de l'instruction publique,

arrête :

1) Le Conseil-exécutif prend connaissance du rapport d'information bisannuel 2012 - 2014 de la HEP-BEJUNE.

2) Vu l'article 52, alinéa 1 de la loi du 4 juin 2013 sur le Grand Conseil (LGC), le Conseil-exécutif propose au Grand Conseil de prendre connaissance du rapport.

Au nom du Conseil-exécutif
Le chancelier:
Auer

CANTON DE BERNE * CONSEIL-EXECUTIF *

Destinataires :
- Grand Conseil
- Direction de l'instruction publique

03|02|O|2

Rapport

Date de la séance du CE: 1er juillet 2015
Direction: Direction de l'instruction publique
N° d'affaire: 698757
Classification: Non classifié

HEP-BEJUNE; Rapport d'information bisannuel 2012 – 2014.
Prise de connaissance par le Conseil-exécutif et proposition au Grand Conseil

Table des matières

1 Synthèse 2
2 Bases légales 2
3 Description de l'affaire 2
4 Synthèse du rapport bisannuel 2012-2014 3
4.1 Gouvernance et organisation des sites 3
4.2 Les formations 4
4.2.1 Formation primaire 4
4.2.2 Formation secondaire 4
4.2.3 Enseignement spécialisé 5
4.2.4 Formation continue 5
4.3 Recherche 6
4.4 Ressources documentaires et multimédias 6
4.4.1 Politique documentaire 7
4.4.2 Indicateurs de prêts 7
4.5 Services du rectorat 7
4.6 Gestion administrative 7
4.6.1 Gestion financière 8
4.6.2 Gestion des ressources humaines 8
4.6.3 Logistique 8
4.7 Les orientations stratégiques 8
4.8 Evolution des comptes et budget 10
5 Perspectives 10
6 Proposition 11

13|00|03

1 Synthèse

Le rapport d'information bisannuel 2012-2014 de la Haute Ecole Pédagogique des cantons de Berne, du Jura et de Neuchâtel (HEP-BEJUNE)[1] décrit les principales réalisations de l'institution durant cette période. Les activités sont présentées ici en fonction des secteurs structurant l'organisation de l'institution : la formation préscolaire et primaire, la formation secondaire, la formation continue, la recherche, les ressources documentaires et multimédia, les services du rectorat et, enfin, le secteur des services de l'administration et des finances. Un accent particulier est mis sur la mise en place de la nouvelle gouvernance décidée en 2013 par le Comité stratégique. Un certain nombre de responsables ont quitté successivement la HEP-BEJUNE, dont le recteur le 31 juillet 2014. Une équipe rectorale a dès lors été constituée avec un nouveau recteur et deux vice-recteurs. Dès son entrée en fonction en août 2014, le nouveau rectorat a développé cinq orientations stratégiques qui devraient constituer l'architecture du futur plan stratégique 2016-2020. La description de ce programme est intégrée dans notre rapport.

Le nouveau projet d'orientations stratégiques fascinant et pointu – mais peut-être encore trop ambitieux – a été communiqué. Malheureusement, au moment de la rédaction de ce rapport – avril 2015 – le Comité stratégique HEP-BEJUNE a constaté que les conditions propices à sa mise en œuvre à brève échéance ne sont pas encore réunies : l'institution a besoin d'être davantage stabilisée dans son fonctionnement. Après plusieurs échanges approfondis et réflexions de part et d'autre, il a été décidé d'un commun accord que le recteur cesserait son activité au sein de la HEP-BEJUNE à la fin de l'année académique 2014-2015.

La HEP-BEJUNE est dans une phase transitoire de solidification et le Comité stratégique s'emploie dès maintenant à trouver les meilleures solutions pour assurer son développement. Il a décidé d'appuyer le rectorat dans son ensemble grâce à un soutien extérieur et de mettre en place une structure intérimaire aussi rapidement que possible. Cette période transitoire va permettre de se concentrer sur la HEP-BEJUNE de 2015 et de redéfinir le profil du poste à mettre au concours.

2 Bases légales

Article 25, alinéa 2 du concordat intercantonal créant une Haute Ecole Pédagogique commune aux cantons de Berne, Jura et Neuchâtel (HEP-BEJUNE) (Annexe du RSB 439.28).

3 Description de l'affaire

Le concordat intercantonal créant une Haute Ecole Pédagogique commune aux cantons de Berne, Jura et Neuchâtel (HEP-BEJUNE) prévoit que les parlements des cantons partenaires soient saisis du rapport d'activités annuel de la HEP-BEJUNE. Au vu des dimensions de l'institution, de l'échelle temporelle à laquelle les changements se concrétisent et afin de réduire le travail administratif, le Comité stratégique a décidé, lors de sa séance du 23 octobre 2007, que ce document serait rédigé tous les deux ans. Le document mentionné en titre présente les actions stratégiques mises en œuvre par la HEP-BEJUNE durant la période 2012-2014. Elles s'inscrivent dans la vision à long terme et le plan de développement (2005-2015) que l'institution a préalablement fixés. Le rapport a été accepté par le Comité stratégique de la HEP-BEJUNE lors de sa séance du 6 mars 2015 ; il est joint en annexe (version française non traduite).

[1] Repris sous le terme « Le Rapport » dans la suite du texte.

4 Synthèse du rapport bisannuel 2012-2014

La Haute Ecole Pédagogique des cantons de Berne, partie francophone, du Jura et de Neuchâtel (HEP-BEJUNE), fondée en 2001, présente le bilan de ses activités et réalisations pour les années académiques 2012-2013 et 2013-2014. Ce cinquième bilan met en évidence le développement de l'institution : il décrit les actions stratégiques mises en œuvre et les activités initiées dans les différents secteurs de l'institution. Le développement de la HEP-BEJUNE s'inscrit dans une vision à moyen et à long terme lui permettant de répondre aux missions qui lui sont confiées dans les domaines de la formation, de la recherche et de la diffusion des connaissances à la collectivité socio-éducative de l'espace BEJUNE, romand et national, dans le but de promouvoir et de renforcer la qualité de l'enseignement.

Les tableaux du dernier chapitre « L'institution en chiffres » du rapport bisannuel 2012-2014 contiennent les principaux paramètres statistiques se rapportant aux étudiants et étudiantes par filières de formation, aux diplômés et diplômées par provenance cantonale, au nombre de prêts des médiathèques ainsi qu'au personnel en fonction des différentes activités exercées.

4.1 Gouvernance[2] et organisation des sites

Au début 2013, le Comité stratégique a décidé de procéder à une analyse de la gouvernance de la HEP-BEJUNE dans un esprit d'amélioration continue de l'institution et dans une perspective lui permettant de mieux relever les défis qui accompagnent le développement du paysage suisse des hautes écoles avec la mise en œuvre de la Loi fédérale sur l'encouragement des hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles (LEHE). En juin 2013, le Comité stratégique a pris connaissance des résultats de l'analyse de gouvernance conduite par un bureau spécialisé. Sur la base des considérants, le Comité stratégique a créé un groupe de travail comprenant des ressources de l'institution et des services cantonaux BEJUNE avec la mission de lui présenter des propositions concrètes d'amélioration de l'organisation et du fonctionnement. A la fin 2013, ce groupe de travail a proposé une nouvelle structure organisationnelle sur la base des constats et points de vigilance relevés par l'analyse de gouvernance. Validant les différentes propositions du rapport, le Comité stratégique a arrêté un certain nombre d'options. Ainsi, le nouveau recteur se voit accorder une plus large autonomie dans sa fonction, un positionnement plus clair au sein de l'institution. Il bénéficie de l'appui de deux vice-recteurs en charge respectivement des formations, de la recherche et des ressources documentaires. Un responsable administratif placé sous l'autorité du recteur apporte sa contribution dans le cadre de la gestion administrative de l'institution. L'ensemble de ces mesures de gouvernance sont entrées en force à partir du 1er août 2014.

Le nouvel organigramme est reproduit à la page 5 du Rapport. Le recteur en place, Monsieur Jean-Pierre Faivre, a quitté l'institution fin juillet 2014 et son successeur, Monsieur Richard-Emmanuel Eastes en a repris les rênes le 1er août. Avec les deux nouveaux vice-recteurs, Messieurs Fred-Henri Schnegg et Bernard Wenzel, le rectorat était constitué. Par ailleurs, l'organisation de l'ensemble des organes internes et externes de la haute école a dû être repensée. A ce jour, une commission BEJUNE de la formation (externe), une commission du personnel et un conseil académique (interne) ont été créés.

Le concordat intercantonal de juin 2000 créant une HEP commune aux cantons BEJUNE sera adapté en fonction de la nouvelle structure de gouvernance.

[2] Vu l'importance de ce thème, nous avons repris dans cette synthèse l'intégralité du passage du Rapport qui s'y rapporte.

La Commission paritaire instituée par le Comité stratégique a livré en avril 2013 un premier rapport concernant la révision du statut du personnel. La poursuite des travaux a été différée, le Comité stratégique ayant décidé de faire coïncider les travaux avec l'entrée en fonction de la nouvelle équipe dirigeante de la HEP-BEJUNE fixée au 1er août 2014. Le règlement de la Commission du personnel a, par contre, été mis en consultation et accepté par le Conseil de direction et est entré en vigueur le 1er janvier 2014.

Pour rappel, le site de Bienne accueille les filières de formation secondaire, de l'enseignement spécialisé, les formations complémentaires, la formation continue, la recherche, le service de l'administration et des finances, la direction des médiathèques et une partie des activités du rectorat. La formation primaire est dispensée sur les sites de la Chaux-de-Fonds et de Porrentruy. En novembre 2012, le canton du Jura a pris la décision de construire un campus regroupant les institutions de degré tertiaire en ville de Delémont. Ce bâtiment accueillera une filière primaire de la HEP-BEJUNE, la HE-Arc et le Rectorat de la HES-SO. Cette nouvelle implantation à proximité immédiate de la gare présente un intérêt majeur en termes d'accessibilité permettant notamment à la HEP-BEJUNE de se rapprocher de ses deux autres sites de formation. Sur délégation du Comité stratégique, le recteur de la HEP a signé en mars 2014 le prébail à loyer du campus HE-Jura. Il est prévu de transférer les activités de la HEP de Porrentruy à Delémont pour la rentrée académique 2016.

4.2 Les formations

La CDIP a reconnu les diplômes de la formation préscolaire et primaire en juin 2013, du master en enseignement spécialisé en juin 2014 et des trois filières de la formation secondaire à la fin de l'année 2014.

4.2.1 Formation primaire

Depuis la rentrée 2013, les détenteurs et détentrices d'une maturité spécialisée, orientation pédagogie ont la possibilité de se porter candidat à cette formation conformément au règlement de la CDIP. Par ailleurs, la filière primaire autorise une admission sur dossier ou une diminution de la durée de formation (validation des acquis).

A partir de la rentrée 2014, les étudiants de 3ème année ont la possibilité de terminer leurs études sous une forme qui combine formation et activités d'enseignement en intégrant une classe (formation par l'emploi). Le nombre de périodes de cours théoriques restant le même, la qualité de la formation est garantie. Ces dispositifs visent à répondre à la problématique de pénurie d'une part, mais aussi à apporter une réponse partielle à la question des remplacements.

Suite à l'introduction des cours d'anglais en 7e HarmoS, le programme de formation des étudiants et étudiantes terminant leurs études en 2013 et 2014 – qui ne comportait pas d'anglais – la HEP-BEJUNE a proposé une offre transitoire de formation langagière et de didactique en anglais. Cinquante-huit étudiants et étudiantes ont ainsi obtenu l'attestation leur permettant d'enseigner l'anglais.

4.2.2 Formation secondaire

Depuis l'été 2012, la formation secondaire est localisée à Bienne. Dès lors, un certain nombre de changements sont intervenus :

- renforcement de la cohérence de la structure de formation et accompagnement davantage individualisé qui tient compte des filières et des parcours de formation,
- création d'une unité de formation qui consiste, pour chaque étudiant et étudiante, à établir un programme personnel d'activités de formations (cours, conférences, visites, séminaires, etc.),
- amélioration de l'organisation grâce à des cahiers des tâches et des procédures plus précises,
- introduction d'outils performants de planification et de gestion des parcours de formation des étudiants et des étudiantes,
- renforcement de la communication avec les étudiants et les étudiantes, les formateurs et formatrices (amélioration des sites intranet et internet),
- meilleure intégration des étudiants et étudiantes dans certains processus (représentation dans le cadre des collèges de formation et de l'unité de formation continue),
- renforcement des collaborations avec les étudiants et étudiantes et les formateurs et formatrices en établissement,
- amélioration de la collaboration avec les autres entités de la HEP-BEJUNE,
- poursuite de la collaboration au niveau romand, en particulier dans le cadre du dispositif « Didactique romande » qui consiste à organiser ensemble huit didactiques depuis l'été 2012,
- meilleure conciliation entre la formation et une activité annexe (étalement de la formation, stages en emploi),
- amélioration des relations avec les directions des écoles partenaires.

4.2.3 Enseignement spécialisé

La période 2012-2014 a été consacrée à la réorganisation et à la mise sur pied d'une véritable filière en enseignement spécialisé. Les activités prioritaires ont été les suivantes :

- renforcement de la direction de la formation (soutien d'un adjoint) et création d'un comité programme réunissant plusieurs formateurs et formatrices,
- redéfinition des bases réglementaires et rédaction de nouveaux documents (guides de l'étudiant et du formateur, plans cadres),
- renforcement de la cohérence dans le discours pédagogique,
- mise en place d'une organisation plus en lien avec les exigences de la tertiarisation (redéfinition ou adaptation des contenus),
- rapprochement des activités de la formation à la communauté des chercheurs et chercheuses,
- constitution du dossier de révision de la reconnaissance par la CDIP.

4.2.4 Formation continue

Le domaine de la Formation continue a connu pendant la période sous revue un changement organisationnel : suite au départ du responsable en 2013, une direction provisoire a été mise sur pied. Celle-ci s'est attachée à garantir l'organisation et à assurer la qualité des formations ainsi qu'à rétablir la confiance au sein de l'équipe du secrétariat et à veiller à une bonne gestion.

Les offres de formation ont été adaptées aux exigences du système HarmoS associée à celle du Plan d'Etudes Romand (PER) :

- introduction du PER
- utilisation des nouveaux moyens d'enseignement romands,
- amélioration de compétences en langues étrangères et didactique des langues.

Des formations plus ciblées ont été offertes, par exemple :

- mesures de sécurité en milieu scolaire,
- ainsi que les formations spécifiques à chaque canton.

4.3 Recherche

La politique de la recherche a été validée par le Comité stratégique en avril 2013. Elle comporte cinq axes principaux qui déterminent les principales orientations prises par l'institution :

- formation tertiaire et professionnalité enseignante,
- savoirs à enseigner, savoirs pour enseigner,
- intégration scolaire,
- nouvelles technologies dans l'enseignement
- pratiques de recherche et réflexivité en formation à l'enseignement.

Les activités de recherche ont principalement consisté :

- en la poursuite et l'actualisation du programme de recherche centré sur la mission,
- en la mise en place et la pérennisation de la structure,
- en la formation à la recherche des étudiants et étudiantes,
- au renforcement des partenariats à tous les niveaux,
- à assurer la diffusion des résultats de recherche en particulier auprès de la profession enseignante,
- au contrôle de qualité des activités de recherche.

On citera encore les activités marquantes suivantes :

- accueil des quelque 400 participants et participantes de l'édition 2013 du colloque international organisé annuellement par l'European Association for Practitioner Research on Improving Learning,
- Etude tricantonale sur les risques de pénurie des enseignants et enseignantes et proposition d'un programme par l'emploi en 3ème année de Bachelor en enseignement primaire,
- création du statut d'assistant ou d'assistante de recherche.

Une liste non exhaustive des publications et une liste des manifestations scientifiques auxquelles la HEP-BEJUNE a participé apparaissent aux pages 16 et 17 du Rapport.

4.4 Ressources documentaires et multimédias

La nouvelle répartition des sites a amené les responsables à adapter l'offre documentaire à chaque site. L'organisation du site de Bienne a été entièrement revue en 2013. Le déménagement de juin de la même année a permis de repenser l'agencement de la médiathèque pour le rendre davantage adapté aux besoins des étudiants et étudiantes en formation secondaire.

4.4.1 Politique documentaire

Suite à une analyse de l'offre en documents numérique qui montrait une carence en la matière, des initiatives ont été prises :

- abonnement à un diffuseur proposant la plateforme Cairn spécialisée en sciences humaines et sociales,
- accès à Scholarvox (18'000 livres en texte intégral),
- début de l'intégration des rapports de recherche et mémoires dans la bibliothèque numérique Rero Doc,
- mise en place de la Bibliothèque scolaire numérique BEJUNE en rapport avec le centre MITIC interjurassien notamment,
- évaluation et sélection des applications disponibles sur iPAD et tablettes.

4.4.2 Indicateurs de prêts

Le nombre de prêts avait sensiblement diminué entre 2011 (185'585) et 2012 (151'962). Il a encore fléchi entre 2012 et 2013 (145'942). Le nombre d'appareils prêtés est resté relativement stable durant cette période. Cette évolution n'est pas spécifique à la HEP-BEJUNE. Les facteurs suivants – ou leur combinaison – pourraient expliquer l'évolution constatée :

- la réorganisation de la HEP-BEJUNE,
- la fermeture de la médiathèque de Bienne pendant le déménagement de 2013,
- l'évolution des pratiques d'enseignement,
- l'augmentation des supports numériques.

4.5 Services du rectorat

Le service « communication » a quitté le site de Porrentruy pour rejoindre celui de Bienne en octobre 2013. A ses activités régulières (information, promotions, publications régulières et nouvelles) se sont ajoutées des activités particulières comme par exemple :

- le développement d'une nouvelle maquette de la revue « Enjeux Pédagogiques »,
- la création d'un guide pour les nouveaux collaborateurs et les nouvelles collaboratrices,
- l'aménagement et l'animation d'un stand au Salon de la formation du Jura et du Jura bernois à Moutier en mars 2014.

Le service « TICE et Pédagogie » est chargé de fournir des prestations à l'ensemble des usagers de la HEP-BEJUNE (maintenance, fonctionnalités de logiciels ou de matériel), de l'introduction à l'utilisation de moyens interactifs et d'assurer la partie technique d'évènements organisés par la HEP-BEJUNE.

Un certain nombre de projets spécialisés initiés par le service « TICE et Pédagogie » apparaît en page 21 du Rapport.

4.6 Gestion administrative

Le service de l'administration et des finances gère le domaine financier, les ressources humaines et la logistique.

4.6.1 Gestion financière

Le système de contrôle mis en place en 2010/2011 a été appliqué dans son intégralité sur les exercices 2012 et 2013. Son existence a été formellement attestée par l'Organe de contrôle dans le cadre de son rapport sur les comptes annuels au Comité stratégique.

En 2013, pour la première fois depuis sa création, la HEP-BEJUNE n'a pas été en mesure de respecter son budget. La cause en est la décision politique de recapitaliser les caisses de pension des cantons concordataires. La situation du canton de Berne étant particulière, celui-ci n'a pas vu un dépassement de sa charge par rapport à son propre budget HEP-BEJUNE.

Le Comité stratégique a confirmé le mandat de révision des comptes à la société BVConsult SA pour les exercices de 2014 à 2016.

4.6.2 Gestion des ressources humaines

De nombreux changements du personnel ont eu lieu dans le service de l'administration et des finances suite aux conclusions du rapport de gouvernance au cours de la période 2012-2014 :

Le directeur du service de l'administration et des finances, le responsable des finances et la responsable du personnel ont quitté l'institution respectivement en septembre 2013, en janvier et octobre 2014. Un nouveau responsable administratif a été engagé à partir du 1er mai 2014. Le processus de recrutement d'un nouveau responsable des ressources humaines a débuté en octobre 2014.

4.6.3 Logistique

C'est dans le domaine de l'informatique que la plupart des projets ont été réalisés, aussi bien au niveau de l'infrastructure (création de nouvelles salles multimédias, renouvellement de la salle TICE, maintenance et renouvellement des appareils) que du développement de nouvelles fonctionnalités par exemples actualisation du bureau à distance, installation d'un écran accueil, création de nouveaux portails à l'intention des utilisateurs et utilisatrices[3].

4.7 Les orientations stratégiques[4]

Le nouveau rectorat de la HEP-BEJUNE a développé dès son entrée en fonctions (août 2014) cinq orientations stratégiques qui devraient constituer l'architecture du futur plan stratégique 2016-2020 pour une mise en œuvre d'ici 2020. Ce sont les suivantes :

1. Développer une culture institutionnelle commune autour des missions de la HEP
   - en restructurant les fonctions supports de la HEP au service de ses missions et de ses acteurs,
   - en simplifiant les règlements pour améliorer les conditions de travail,
   - en accroissant les échanges et les collaborations entre les parties prenantes pour une harmonisation accrue des conceptions et des pratiques,
   - en optimisant l'utilisation des ressources et en maintenant les dépenses dans la moyenne suisse.

[3] La liste exhaustive des projets apparaît à la page 23 du Rapport.

[4] Vu l'importance de ce thème, nous avons repris dans cette synthèse l'intégralité du passage du Rapport qui s'y rapporte.

2. Construire et consolider l'identité spécifique d'institution de formation professionnelle tertiaire intimement connectée au terrain
   - par une réflexion approfondie sur l'organisation et les pratiques de l'institution et
   - pour renforcer la culture commune et accompagner la restructuration du domaine suisse des Haute Ecoles.

3. Identifier, expérimenter et promouvoir des actions et des réflexions de pointe en matière de formation des enseignants et de circulation des savoirs fondées sur une veille pédagogique, scientifique et technologique locale, nationale et internationale pour vivifier les pratiques de l'institution et insuffler les meilleures idées dans le système éducatif romand
   - en identifiant, valorisant et partageant les bonnes pratiques conduites dans l'espace BEJUNE,
   - en étudiant les progrès et innovations réalisés ailleurs en Suisse et dans le monde et en s'en inspirant,
   - en menant en permanence quelques actions exploratoires ciblées, innovantes et réflexives, appuyées sur un socle stable d'activités éprouvées,
   - en encourageant, autour de ces actions et réflexions, les synergies internes entre formations, ressources documentaires, recherche et TICE,
   - en développant auprès des formateurs et formatrices une politique d'accompagnement et d'incitation en matière d'innovation et d'initiative.

4. Préparer le corps enseignant à former des citoyens et citoyennes ainsi que des professionnels et professionnelles du monde de demain en insistant sur les spécificités individuelles, la diversité socio-culturelle et le rapport aux savoirs, la créativité et la culture numérique pour former des enseignants et des enseignantes adaptables à ce que l'école et la société seront dans les prochaines décennies
   - en faisant évoluer la posture et le rapport aux savoirs des enseignants et enseignantes par l'appropriation d'une culture de l'investigation et de la recherche centrée sur l'élève en tant que personne,
   - en préparant les étudiants et les étudiantes à l'évolution du rôle de l'enseignant et de l'enseignante dans un monde scolaire en mutation,
   - en développant une didactique de la créativité dans la formation des enseignants et enseignantes,
   - en promouvant une culture du numérique à tous les niveaux de la HEP,
   - en entretenant des commissions et conduisant des actions prospectives autour des relations élèves-savoirs-enseignants-école-technologie-société.

5. Etre une institution de référence pour les questions d'éducation dans l'espace BEJUNE au service de la communauté éducative et des cantons, voire de la société civile pour légitimer toujours davantage l'action de la HEP et faire rayonner ses valeurs
   - en construisant des politiques de recrutement et de développement professionnel soutenues par des formations continues adaptées aux besoins et inspirées par une politique d'amélioration continue robuste et collaborative,
   - en s'inscrivant dans et en influençant des réseaux d'acteurs pédagogiques dans l'espace BEJUNE, en Suisse et à l'international, en marquant explicitement son appartenance à la HEP,

- en développant des projets utiles à la communauté éducative à travers des actions visibles et fédératrices, dans une perspective de service public,
- en produisant des données scientifiques exploitables par les cantons dans l'élaboration de leurs politiques éducatives,
- en améliorant la communication institutionnelle en exploitant tous les medias possibles, en se positionnant comme un lieu de savoir et d'expertise pédagogique.

Ces réflexions ont ensuite été traduites en objectifs opérationnels, en indicateurs, en actions prioritaires et en échéances au sein des divers domaines vice-rectoraux. Elles devraient faire l'objet d'un travail permanent tout au long de l'année 2015.

4.8 Evolution des comptes et budget

Comptes 2011-2013 et budget 2014 (CHF)[5]

	Comptes 2011	Comptes 2012	Comptes 2013	Budget 2014
Préscolaire et primaire	6 281 635	5 870 121	4 958 176	5 168 500
Secondaires I et II	2 539 672	2 245 014	2 224 226	2 340 000
Enseignement spécialisé	-	-	-	735 300
Formation continue	3 501 986	3 516 809	3 470 714	3 336 200
Ressources documentaires et multimédia	1 767 228	1 770 138	1 843 181	1 817 800
Recherche	1 338 404	1 247 038	1 415 454	1 431 000
Rectorat	1 255 548	1 184 881	1 167 691	2 732 000
Administration	2 696 730	2 604 168	2 799 578	1 501 000
Charges du personnel	889 445	913 731	876 572	1 377 000
Infrastructures	3 304 636	3 493 600	3 060 055	3 095 000
Réserve stratégique	600 000	750 000	-500 000	-
Recapitalisation CP	-	-	4 128 000	-
Total	**24 175 283**	**23 595 501**	**25 443 645**	**23 533 800**

Les statistiques usuelles concernant, les étudiants et étudiantes, le personnel et les aspects financiers particuliers se trouvent aux pages 27 à 34 du Rapport.

5 Perspectives

Comme on peut le constater, le projet de développement stratégique du nouveau recteur, s'il est fascinant et pointu, n'en est pas moins ambitieux et sa réalisation demande une structure interne harmonieuse et solide. Malheureusement, au moment de la rédaction de ce rapport – avril 2015 – le Comité stratégique HEP-BEJUNE a constaté que les conditions propices à sa mise en œuvre d'ici 2020 ne sont pas encore réunies : l'institution a besoin d'être davantage stabilisée dans son fonctionnement comme le montrent les chiffres 1 et 2 du point 4.7 du présent rapport. Ainsi, les activités initiées par le nouveau recteur – décrites en particulier sous les chiffres 3 à 5 du même chapitre 4.7 – ne pouvaient pas se développer harmonieusement car l'institution n'est pas encore en mesure d'envisager de nouveaux projets.

Il a donc été décidé d'un commun accord que le recteur cesserait son activité au sein de la HEP-BEJUNE à la fin de l'année académique 2014-2015. La HEP-BEJUNE est dans une

[5] Extrait du tableau (sommes arrondies) de la page 32 du Rapport.

phase transitoire de solidification et le Comité stratégique s'emploie dès maintenant à trouver les meilleures solutions pour assurer son développement. Pour assurer la continuité du rectorat, le Comité stratégique a décidé de l'appuyer dans son ensemble grâce à un soutien extérieur et de mettre en place une structure intérimaire aussi rapidement que possible. Cette période transitoire va permettre de se concentrer sur la HEP-BEJUNE de 2015 et de redéfinir le profil du poste à mettre au concours.

6 Proposition

Le Grand Conseil prend connaissance du rapport bisannuel 2012-2014 de la HEP-BEJUNE.

Annexe :
- HEP-BEJUNE, Rapport bisannuel 2012-2014

PROJET DE MISE EN RÉSEAU DES ARTS DE LA SCÈNE ARS – PAPIER STRATÉGIQUE ÉLABORÉ PAR LE GROUPE DE TRAVAIL EN VUE DE SA RÉALISATION

TABLE DES MATIÈRES

1. Contexte 1
1.1 Remarque préliminaire 1
1.2 Bref historique 1
2. Groupe de travail 2
2.1 Composition 2
2.2 Missions 2
3. Proposition de réalisation 2
3.1 Refonte du FIC 2
3.1.1 Assemblée générale 2
3.1.2 Comité directeur 3
3.1.3 Commissions thématiques 3
3.1.3.1 Commission CRÉATION 3
3.1.3.2 Commission PARTICIPATION 4
3.1.3.3 Commission COMMUNICATON 5
3.1.3.4 Commission LOGISTIQUE 6
3.1.3.5 Commission POLITIQUE 7
3.1.4 Coordinateurs/trices 7
3.2 Budget annuel du FIC 7
3.3 Calendrier 8
3.4 Conclusion 8

1. CONTEXTE

1.1 Remarque préliminaire

Le présent papier stratégique se veut avant tout être un document explicitant et précisant les contours du projet de mise en réseau des arts de la scène pensé par Mathieu Menghini, devant permettre au fOrum interjurassien de la culture (ci-après FIC) de confirmer de manière ferme et définitive l'option prise lors de son assemblée générale du 23 juin 2014 et d'entamer le processus de mutation qui sera nécessaire pour qu'il puisse endosser la responsabilité du projet ARS. Il est à noter que si ce papier stratégique appuie, corrobore et précise la plupart des propositions de l'expert, il a également choisi de s'en écarter sur certains points, qui seront détaillés plus loin.

1.2 Bref historique

Sans vouloir refaire tout l'historique du projet, il n'est peut-être pas inutile de rappeler qu'il est en grande partie né du changement d'optique opéré par le canton de Berne en 2010, lorsque ce dernier a décidé de se retirer du projet interjurassien de Centre régional d'expression artistique (CREA). A partir de là, diverses pistes ont été esquissées et des idées ont émergé pour « combler » le vide laissé par l'abandon de ce projet infrastructurel dans le microcosme régional des arts de la scène. Et c'est précisément dans ce contexte qu'est apparue l'idée de mise en réseau. La nouvelle question qui se posait dès lors était de savoir comment il était possible de créer des synergies entre les acteurs culturels de la région actifs dans le domaine des arts de la scène. Pour y répondre, l'Office de la culture a choisi en 2013 de confier un mandat d'étude à un expert externe, lui demandant de penser un projet de mise en réseau artistique et administrative des acteurs culturels du Jura bernois et de Bienne et lui demandant également de penser les liens éventuels dudit réseau avec le Théâtre Palace transformé à Bienne et le futur CREA à Delémont.

Dans ses conclusions livrées à la fin janvier 2014, l'expert proposait trois variantes de réseau, exprimant toutefois une préférence très nette pour la variante qualifiée d'extra-institutionnelle, soit celle reposant sur le fOrum interjurassien de la culture (ci-après FIC). Désireux de connaître l'avis des principaux concernés sur la question, l'Office de la culture a ensuite lancé une vaste consultation auprès des acteurs culturels et institutionnels (RCJU et Ville de Bienne) de la région, au cours de laquelle il s'est avéré que la variante dite extra-institutionnelle était également privilégiée.

Des réserves et des craintes ont toutefois été émises, notamment par le FIC lui-même, craintes liées à la perspective de le voir jouer un rôle plus institutionnel, tout en conservant celui de regard critique porté sur la vie culturelle de la région.

2. GROUPE DE TRAVAIL

Un groupe de travail pluridisciplinaire a par la suite été mis sur pied, son rôle consistant à affiner la variante retenue, à désamorcer les craintes exprimées lors de la consultation et à adresser au directeur de l'instruction publique une proposition concrète pour la réalisation de ce réseau des arts de la scène.

Le présent papier stratégique est le fruit intermédiaire des réflexions de ce groupe de travail, qui s'est réuni pour la première fois à Bienne le 20 novembre 2014, puis à quatre autres reprises par la suite.

2.1 Composition

La composition du groupe de travail était la suivante :

- Marynelle Debétaz, déléguée FIC
- Manon Pierrehumbert, déléguée FIC
- Brigitte Colin, déléguée FIC
- Dominique Martinoli, déléguée FIC
- Olivier Membrez, délégué FIC
- Gilles Strambini, délégué FIC
- Marc Woog, délégué FIC
- Pascale Güdel, déléguée CicaS
- Antoine Le Roy, délégué CicaS
- Patrick Domon, délégué AICC

Pour les trois premières séances du groupe de travail, qui visaient essentiellement à « débroussailler » et à confirmer ou infirmer les orientations stratégiques, les partenaires politiques étaient en outre représentés par les personnes suivantes :

- Fabian Greub puis Lucas Bonadei, pour le CJB
- Jean-Pierre Aellen, pour le CJB
- David Gaffino, pour le CAF
- Béatrice Sermet, pour le CAF
- Guy Lévy, pour la DIP

Toutes les rencontres du groupe de travail se sont par ailleurs déroulées en présence de Jérôme Benoit, chef a.i. de la Section francophone des activités culturelles au sein de l'Office de la culture du canton de Berne.

L'expert mandaté par le canton pour mener l'étude ARS, Mathieu Menghini, a quant à lui participé à l'une des rencontres et s'est tenu à la disposition des membres du groupe de travail en qualité de conseiller stratégique.

2.2 Missions

Le cahier des charges du groupe de travail susmentionné était le suivant :

- **Affiner la variante dite extra-institutionnelle**
- **Tenir compte des craintes exprimées durant la consultation, notamment par le FIC**
- **Confirmer ou infirmer les options proposées par l'expert dans le cadre de son étude**
- **Proposer le cas échéant de nouvelles orientations stratégiques**
- **Soumettre au fOrum interjurassien de la culture puis au directeur de l'instruction publique une variante de réalisation viable**

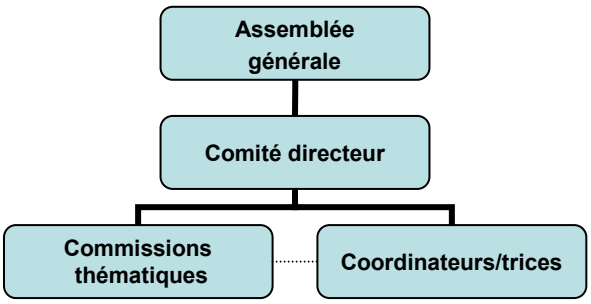
3. PROPOSITION DE RÉALISATION

Disons-le d'emblée : la question, encore ouverte au moment d'entamer les réflexions au sein du groupe de travail, de savoir si le FIC était véritablement la plateforme adéquate pour porter le réseau ARS et en assumer les responsabilités s'y rapportant, a très vite été mise de côté, puisqu'il est rapidement apparu, pour la totalité ou presque des membres du groupe de travail, qu'aucune autre piste n'était susceptible d'offrir une véritable alternative. Le groupe de travail a donc exclusivement creusé et peaufiné ce scénario.

3.1 Refonte du fOrum interjurassien de la culture

Très vite, il est apparu que le FIC devait effectivement être refondu et ses statuts révisés pour qu'il puisse simplement être en mesure de remplir les futures tâches attendues de lui dans le cadre du projet ARS. Le groupe de travail est toutefois d'avis qu'il n'est pas indispensable de bouleverser ses structures actuelles en profondeur. Il propose dès lors de s'appuyer dans une large mesure sur les structures en place, tout en y intégrant les nouvelles couches suggérées par l'expert et en **conservant l'actuelle forme associative**.

Aux yeux du groupe de travail, le nouvel organigramme global du FIC pourrait être le suivant :



3.1.1 Assemblée générale

Comme le prévoit le rapport de l'expert, l'Assemblée générale comprendrait tous les membres du FIC et en serait donc démocratiquement l'organe majeur. Son rôle consistera chaque année, sur proposition du comité directeur, à **définir les orientations stratégiques majeures**, à **fixer les priorités thématiques** et **décider des engagements correspondants sur le plan financier**. Elle pourrait pour ce faire se réunir deux fois par an (voire plus en cas de besoin), par ex. une fois avant l'été pour fixer la stratégie et les priorités, une fois en début d'année pour valider le bilan présenté par le comité et les 2 coordinateurs/trices.

Contrairement à ce qui était initialement préconisé par l'expert, le groupe de travail estime qu'il faut donner davantage de poids et d'importance aux « groupes de travail », qui sont désormais appelés « commissions thématiques » (voir organigramme ci-dessus), et ce au détriment de l'Assemblée générale. Celle-ci n'aurait ainsi plus à se prononcer sur les choix spécifiques des projets soutenus au titre des différentes mesures d'encouragement prévues (création, diffusion, critique, formation, etc.), mais en prendrait uniquement acte. Elle garderait toutefois bel et bien la haute main sur le plan stratégique, puisque, nous le rappelons, c'est à elle que reviendrait chaque année la responsabilité de définir les priorités du FIC et les moyens affectés.

A noter que l'Assemblée générale conserverait en grande partie ses attributions actuelles (voir les statuts

en pièce jointe, art. 7) et se verrait en plus dotée d'une compétence supplémentaire, en ce sens que c'est à elle que reviendrait la tâche de **valider** la nomination des deux coordinateurs/trices, qui seront auditionnés et choisis par le comité directeur.

Pour assurer une fonctionnalité efficace, les décisions et ratifications de l'Assemblée générale se prennent à la **majorité des deux tiers**, avec un quorum à quinze membres formels.

3.1.2 Comité directeur

Aux yeux du groupe de travail, le comité directeur doit idéalement comporter **huit membres**, **dont au moins deux personnes du Jura, deux personnes du Jura bernois et deux autres de Bienne**. Il faudrait de plus qu'il y ait au moins un responsable de structure, de compagnie, une personne du monde du théâtre, de la danse et de la musique et une personne provenant des pratiques amateurs. Bien sûr, un/e même membre peut avoir plusieurs des casquettes attendues. De plus, le groupe de travail propose de mettre en place un tournus annuel au niveau de la présidence.

La tâche principale du comité directeur consistera à **accompagner les travaux des cinq commissions thématiques** (voir chapitre 3.1.3) et à en avoir une vue d'ensemble. **Le groupe de travail suggère ainsi par exemple que chaque commission intègre un ou deux membres du comité**. La fréquence des séances du comité directeur serait de la sorte essentiellement tributaire du rythme de réunion des commissions. Au surplus, le comité directeur pourra bien sûr se réunir quand bon lui semblera, en fonction des besoins généraux du FIC ou de demandes spécifiques de ses membres.

Quant aux tâche dites de représentation, le groupe de travail propose de nouvellement les répartir entre les deux coordinateurs ainsi que les membres du comité directeur. La question de l'indemnisation est réglée au chapitre 3.2, sachant que l'enjeu n'est pas d'asseoir la position des titulaires de cette fonction mais de faire vivre au FIC un tournus de ses responsables et de permettre aux plus modestes d'accéder au comité. Des mandats de quatre ans renouvelables une fois et récupérables après trois années « d'abstinence » semblent être la bonne formule permettant à la fois la sédimentation des compétences ainsi que la non-minéralisation de la « tête » du FIC.

3.1.3 Commissions thématiques

Les missions diverses et variées dévolues au FIC dans le chapitre 3.5 du rapport d'expert ont fait l'objet d'un examen détaillé par le groupe de travail, en lien étroit avec le chapitre 3.6.4 prévoyant la création de « groupes de travail » confinés à un rôle consultatif de préavis sur les différentes actions du FIC. Sur ces points précis, le groupe de travail s'est passablement écarté des recommandations de Mathieu Menghini.

Ses propositions à cet égard sont les suivantes :

- **Changer le nom des « groupes de travail » en « commissions thématiques »**[1]
- **Donner plus de poids ainsi que de pouvoirs décisionnels à ces commissions thématiques**
- **Créer trois commissions *permanentes* et deux commissions *ponctuelles***[2]
- **Revoir l'affectation des missions dévolues à chacune de ces commissions thématiques**

Les **trois commissions thématiques permanentes** que le groupe de travail propose de mettre en place sont les suivantes :

- Commission CRÉATION
- Commission PARTICIPATION CULTURELLE
- Commission COMMUNICATION

Viennent donc s'y ajouter **deux commissions thématiques ponctuelles** :

- Commission LOGISTIQUE
- Commission POLITIQUE CULTURELLE

Les diverses missions des commissions sont explicitées ci-après, tout comme leurs moyens d'action.

3.1.3.1 Commission CRÉATION

Cette commission émane en partie seulement de l'entité thématique esquissée par l'expert au point 3.6.4.1 de son rapport. Elle traiterait des questions ayant trait non seulement à la *création*, mais aussi à la *production*, à la *diffusion* (au sens de rayonnement) et, en partie aussi, à *l'action culturelle*.

Le groupe de travail propose que cette commission regroupe essentiellement des programmateurs de salles (type CCL, CCP, Royal, Tour de Rive, CCRD, etc.) mais aussi des programmateurs d'événements-phares de la région (type Espacestand, Stand'été, Evidanse, etc.). Elle pourrait par ailleurs s'adjoindre le soutien de programmateurs externes à la région et fonctionnerait donc comme un jury.

La commission CRÉATION aurait pour objectif d'encourager la création régionale et sa diffusion ainsi que de promouvoir la collaboration entre les acteurs culturels (soutien de projets collaboratifs), pour créer une émulsion contagieuse dans la région et stimuler le terrain pour que des projets voient le jour. Elle aurait deux moyens d'action principaux pour ce faire :

- Propositions spontanées
  (type réseau danse suisse)
- Appel à projet / commande
  (type Midi Théâtre)

Pour atteindre ces buts, la commission, avec l'appui des coordinateurs, du comité et également du terrain, aurait les coudées franches. Diverses pistes ont été évoquées par la groupe de travail pour y parvenir, dont les deux propositions suivantes :

1. *Activités hors les murs*

[1] Il semblait en effet plus opportun de parler de commissions plutôt que de groupes de travail, car les contours de ces derniers semblaient trop flous dans le rapport de l'expert.

[2] Cette distinction est proposée par le groupe de travail pour la simple et bonne raison que les deux commissions dites ponctuelles n'auront pas du tout le même statut que les trois commissions dites permanentes, l'une étant à moyen terme vouée à disparaître (logistique) et l'autre pouvant être convoquée à tout moment en fonction des besoins (politique cult.).

L'objectif ici pourrait être de consacrer, chaque année pendant quatre ans à partir du premier semestre de l'année 2016, un projet pensé spécifiquement pour les lieux de culture non scéniques, voire un projet en plein air (via un appel à projets). Constatant en effet que de plus en plus d'artistes de la scène cherchent à entrer en dialogue avec les œuvres exposées dans des musées pour les mettre en mouvement et en tirer un rythme, il ferait par exemple sens d'encourager la mise sur pied de projets dans des lieux tels que des bibliothèques, des médiathèques, des ludothèques, des musées, des archives voire d'autres lieux plus insolites (sites patrimoniaux, auberges, écoles, etc.), l'idée étant à nouveau de procéder à une décentralisation fine de l'action culturelle et, comme mentionné plus haut, de rapprocher l'art et la vie, la culture et le quotidien.

2. Projet en appartement

Briser le quatrième mur, partager une autre relation aux artistes, lever toutes sortes d'inhibitions par une socialité à l'échelle humaine, tels seraient les enjeux de cette formule à la popularité croissante que la commission pourrait mettre en œuvre dans la région.
Cette formule serait proposée au public par les lieux de création et de diffusion (centres culturels). Une telle démarche pourrait tout à fait concerner les danseurs, les écrivains-liseurs (tandems auteur-e comédien-ne) et les musiciens, voire même certains plasticiens.

Quant à l'idée proposée par l'expert dans son rapport selon laquelle une création collaborative ou interactionniste née d'une résidence dans plusieurs lieux du réseau et représentée dans plusieurs de ses salles pourrait voir le jour tous les deux ans, elle pourrait également constituer une piste de réflexion pour la commission. Une fois sur deux le projet élu devrait par ex. provenir de la région, une fois sur deux il naîtrait d'une sollicitation hors de ce cercle. A noter également que ce fonds devrait selon le groupe de travail être ouvert indifféremment aux projets qui relèvent des arts de la scène et à ceux qui relèvent d'autres disciplines artistiques, telles que les arts plastiques par exemple.

La commission CRÉATION devra par ailleurs veiller à concerter au mieux ses actions avec celles de la Commission intercantonale des arts de la scène (ci-après CicaS), qui est en train de mettre sur pied un projet intitulé POTINS (petits objets théâtraux insolites et nomades), visant également à mettre en lumière la création régionale.

Le budget annuel dont disposerait cette commission pour encourager la création régionale et sa diffusion se monterait à **140'000 francs** (voir aussi chap. 3.2).

S'agissant de la composition de la commission, le groupe de travail est d'avis qu'il ne faut pas fixer de quotas (en termes de provenance, de discipline, etc.), qu'il faut donner la priorité aux «spécialistes» mais qu'elle doit tout de même rester ouverte à tous les membres du FIC. Il n'y a par ailleurs pas lieu de prévoir une quelconque «obligation» des membres de ce dernier à participer activement à la commission.

En ce qui concerne le nombre de membres, le groupe de travail propose de le fixer à **sept**, sans compter bien sûr les experts externes que la commission jugera utile de s'adjoindre en fonction de ses besoins.

Au niveau de la fréquence de réunion, le groupe de travail propose de garder la plus grande latitude possible et de ne pas fixer un nombre de séances fixes par an, afin de permettre un fonctionnement de ladite commission qui soit calqué sur les besoins.

3.1.3.2 Commission PARTICIPATION CULTURELLE

Cette commission se préoccuperait des questions touchant à la médiation culturelle, au «bus» culturel[3], à l'éducation artistique, à l'abonnement commun, à l'action culturelle et aussi à la formation continue.

Pour s'acquitter de ces tâches ambitieuses, cette commission de dimension majeure doit, peut-être plus encore que les autres commissions, pouvoir être **proactive** et donner des **impulsions**, tout en laissant une grande marge de manœuvre aux potentiels récipiendaires de ses actions.

Vu le large éventail des missions de cette commission, il n'est peut-être pas inutile de préciser quels sont ses éventuels champs d'action pour chacune des missions susmentionnées :

Médiation culturelle

Il s'agirait ici non pas de socialiser tous les projets de médiation, mais d'«élire» deux spectacles annuels jouissant d'un travail singulier de médiation. La commission veillerait à choisir deux projets distincts : par le genre, par l'âge des publics visés, par la géographie de la tournée, etc. Leur concrétisation pourrait revenir à la Coordination jeune public à Moutier et/ou à Cours de Miracles à Delémont[4]. Ajoutons le réseau Theaterlink, le Théâtre de la Grenouille et l'association à propos, également sensibles à ces questions.

Une autre piste consisterait à donner la possibilité à des amateurs de découvrir le travail de professionnels (démarche intégrative et participative). Une autre piste encore consisterait à organiser des échanges et des discussions entre les professionnels et le public avant ou après les spectacles.

Précisons aussi que le volet *médiation culturelle* ne devra pas uniquement porter sur le jeune public mais aussi sur la population dite *défavorisée* (personnes souffrant de handicap, population immigrée, etc.).

Enfin, notons que la commission PARTICIPATION CULTURELLE pourrait très bien décider de distinguer un seul projet de médiation culturelle existant par an et choisir en parallèle de confier la conception d'un objet de médiation culturelle par an à l'un des organes cités précédemment.

« Bus » culturel(s)

[3] L'idée de bus culturel ne fait pas l'unanimité parmi les membres du groupe de travail. Celle d'une camionnette estampillée ARS permettant de se déplacer et éventuellement de transporter du matériel plus !

[4] A noter que Cours de Miracles devrait à l'avenir être intégré au CREA et qu'elle n'existera donc plus en tant que telle.

Le groupe de travail propose pour l'heure de mettre en veilleuse l'idée de bus culturel préconisée par l'expert. Il suggère en revanche l'acquisition ou la location d'une «camionnette», qui sera décorée aux couleurs ARS et qui permettra par exemple aux coordinateurs/trices ou aux membres du FIC de se déplacer, de transporter du matériel, etc. Au besoin, la location ou l'achat de plusieurs camionnettes pourrait aussi être envisagé.

Education artistique

Il s'agit ici surtout de mutualiser les expériences et les profils des acteurs de ce champ, en allant chercher le potentiel là où il se trouve. L'idée du groupe de travail est de passer par le **réseautage** et la **coordination**, tout en ne se focalisant pas exclusivement sur les arts de la scène.

Quelques exemples d'actions possibles que pourrait mener la commission à ce titre :

- Monter, soutenir ou favoriser des projets de type « **Passerelle** » (Cours de Miracles)
- Octroyer des **bourses d'éducation artistique**, par ex. pour faciliter l'accès aux camps « artistiques » (danse, théâtre, musique, etc.)

Abonnement commun

Le groupe de travail retient l'idée et propose que la commission la développe de son propre chef, tout en précisant qu'un tel abonnement doit permettre de se rendre dans plusieurs lieux de la région et de la sorte fédérer et fidéliser le public.

Formation continue et laboratoire

La commission doit à ce titre avoir la possibilité de soutenir et/ou de mettre en place des formules de formation continue souples et légères, de type stages, échanges ainsi que séjours en résidence avec d'autres professionnels, étrangers égalements.

Donnons un exemple de ce qui pourrait s'envisager sous ce point : il y a, dans la région, des auteurs, des praticiens de la pédagogie artistique, des spécialistes du mime, une maturité théâtrale, etc. : pourquoi ne pas mutualiser – à l'occasion de stages d'initiation – les compétences des uns et des autres ? Ce fonds pourrait ainsi financer deux stages annuels offerts aux membres du FIC, voire plus.

Action culturelle

L'objectif ici est de rapprocher l'art et la vie, la culture et le quotidien.

Deux actions principales sont prévues à ce titre

1. Capsules radiophoniques
2. Festival Guillaume

1. Capsules radiophoniques

Récemment lancée par la CicaS, l'idée des capsules radiophoniques a vite séduit le groupe de travail. Les capsules en question, d'une durée de 2 à 3 minutes chacune, s'appuieront systématiquement sur une voix féminine et une voix masculine, s'inspirant par exemple du setting de l'émission « 120 secondes » de Couleur3. Un/e invité/e sera convié/e à chaque fois, en alternance, de fiction ou réel/le. Un collectif d'écriture sera mandaté pour garantir la qualité des textes et assurer la quantité de texte nécessaire pour alimenter 80 capsules, qui seront diffusées sur la radio régionale dès l'automne 2015 ou le printemps 2016.

L'objectif premier de ces capsules est d'améliorer la visibilité des productions amateurs et professionnelles régionales, de leur offrir une « vitrine » pour se mettre davantage en valeur et de favoriser ainsi leur diffusion dans la région et au-delà. En parallèle, leur but est aussi d'annoncer les autres mesures préconisées dans le cadre du projet de réseau ARS, somme toute de mettre en quelque sorte la population en appétit, de lui mettre l'eau à la bouche et de lui donner au final l'envie d'embarquer avec les acteurs culturels de la région dans la grande aventure ARS.

2. Festival Guillaume[5]

La dernière idée s'inscrivant actuellement dans le contexte des mesures préconisées par l'expert et le groupe de travail sous l'égide de la décentralisation et de l'irrigation fines du territoire prendra la forme d'un festival quadriennal, dont la première édition devrait vraisemblablement voir le jour en 2018. La forme exacte de ce festival n'est pas encore arrêtée à ce jour, mais elle pourrait bouger selon l'inspiration des membres du FIC. Il pourrait par exemple s'agir d'un festival multi-sites et pluridisciplinaire, une sorte de festival des arts, qui constituerait à son tour une nouvelle vitrine pour mettre en valeur la création régionale et favoriser sa diffusion.

Le budget annuel dont disposerait cette commission pour encourager la participation culturelle se monterait à **85'000 francs** (voir aussi chapitre 3.2). A noter que les frais liés aux capsules radiophoniques ne sont pas inclus dans ce montant, car imputés au budget de la CicaS.[6]

S'agissant de la composition de la commission, le groupe de travail est d'avis qu'il ne faut pas fixer de quotas (en termes de provenance, de discipline, etc.), qu'il faut donner la priorité aux «spécialistes» mais qu'elle doit tout de même rester *à priori* ouverte à tous les membres du FIC. Il n'y a par ailleurs pas lieu de prévoir une quelconque «obligation» des membres de ce dernier à participer activement à la commission.

En ce qui concerne le nombre de membres, le groupe de travail propose de le fixer à **sept**, sans compter bien sûr les experts externes que la commission jugera utile de s'adjoindre en fonction de ses besoins.

---

[5] Du nom de cet intellectuel libertaire James Guillaume (1844-1916) ayant organisé l'historique Fédération jurassienne.

[6] Une demande est par ailleurs pendante auprès de PH, qui pourrait à terme également participer financièrement à tout le volet Participation culturelle du projet ARS.

Au niveau de la fréquence de réunion, le groupe de travail propose de garder la plus grande latitude possible et de ne pas fixer un nombre de séances fixes par an, afin de permettre un fonctionnement de ladite commission qui soit calqué sur les besoins.

3.1.3.3 Commission COMMUNICATION

Cette commission s'occuperait des questions touchant à la critique et à la communication. Ses champs d'action possibles sont les suivants :

Communication

Trois axes ont ici été retenus par le groupe de travail sur la base des recommandations de l'expert :

1. S'appuyer sur un site web (www.art-scene.ch ou www.relaisspectaclesfrancesuisse.eu) pour tout le travail de communication *électronique* entourant le réseau ARS[7].
2. S'appuyer sur une publication (pluri)annuelle pour tout le travail de communication *papier* entourant le réseau ARS[8], y compris donc le travail ressortissant à la critique.
3. Etablir un agenda culturel commun à toute la région.

Critique

Le groupe de travail estime que le travail de critique est nécessaire et qu'il constitue un investissement à long terme. Il est donc d'avis qu'il s'agira ici de l'une des missions principales de la commission chargée de la communication.

Les pistes d'action possibles sont les suivantes :

- Mandater l'Institut littéraire de Bienne (inconvénient : manque éventuel de profondeur du regard critique)
- Mandater une seule personne pour accomplir ce travail régulier de critique
- Lancer une bourse à la critique (éventuellement en coopération avec la Commission intercantonale de littérature CiLi)

Il reviendra à la commission de choisir ses propres pistes d'action et les éventuels supports nécessaires à cet effet (atelier d'écriture, publication, blog, etc.). Il est toutefois important de garder à l'esprit que le but du groupe de travail est également de faire en sorte que le côté critique retrouve une bonne place dans la presse régionale et que le travail de critique doit avant tout donner de la visibilité aux créations et productions régionales.

Le budget annuel dont disposerait cette commission pour son travail de communication se monterait à **50'000 francs** (voir aussi chapitre 3.2).

S'agissant de la composition de la commission, le groupe de travail est d'avis qu'il ne faut pas fixer de quotas (en termes de provenance, de discipline, etc.), qu'il faut donner la priorité aux «spécialistes» mais qu'elle doit tout de même rester *à priori* ouverte à tous les membres du FIC. Il n'y a par ailleurs pas lieu de prévoir une quelconque «obligation» des membres de ce dernier à participer activement à la commission.

En ce qui concerne le nombre de membres, le groupe de travail propose de le fixer à **sept**, sans compter bien sûr les experts externes que la commission jugera utile de s'adjoindre en fonction de ses besoins.

Au niveau de la fréquence de réunion, le groupe de travail propose de garder la plus grande latitude possible et de ne pas fixer un nombre de séances fixes par an, afin de permettre un fonctionnement de ladite commission qui soit calqué sur les besoins.

3.1.3.4 Commission LOGISTIQUE

Cette commission ponctuelle[9] s'occuperait des questions touchant à la location, à la diffusion et au bureau culturel. Ses champs d'action possibles sont :

Location

Au vu de l'insuffisance des infrastructures de répétition relevée par nombre d'acteurs de la région, ce fonds doit permettre de les soulager. Plusieurs lieux existent ou vont s'ouvrir mais vivent de locations (Rennweg, Kulturfabrik Gurzelen, Usinesonore, Pantographe, etc.) et la demande n'est pas toujours solvable.

Faut-il laisser chacun « se débrouiller » comme il peut ou les acteurs réunis dans le FIC sont-ils à même de gérer avec magnanimité un tel fonds? Ce point sera à régler par le FIC lui-même. Quoiqu'il en soit, il s'agira, dans le règlement de la commission, de prévoir des critères très stricts pour obtenir un éventuel soutien à ce titre.

Diffusion

L'idée est d'organiser des échanges sur les projets de chacun, une fiche technique des équipements de toute la région et l'amélioration de l'information mutuelle pouvant contribuer au développement de projets communs. Ces échanges seraient consignés et donneraient la possibilité au FIC de faire état de la création régionale auprès de programmateurs extérieurs.

Bureau culturel

A l'unanimité ou presque, le groupe de travail estime qu'il fait sens d'aménager un bureau culturel dans le Jura bernois et qu'un tel bureau contribuera à donner une identité claire au réseau ARS. A l'heure actuelle, il semble que deux communes soient susceptibles d'accueillir une telle infrastructure, Valbirse et Moutier. Des contacts seront prochainement pris en ce sens avec ces deux communes, même si la commune de Valbirse se profile comme un favori logique, au vu de l'avancement du projet de Bâtiment 70 de l'association

[7] Le site www.art-scene.ch a été choisi par la CicaS pour la communication entourant son projet POTINS. Le reprendre et l'utiliser pour la communication ARS créerait des synergies intéressantes.

[8] Deux propositions divergentes à cet égard : journal d'une douzaine de pages paraissant cinq fois en août, octobre, janvier, mars et juin à 5'000 exemplaires et diffusé dans les salles et par les compagnies du réseau (proposition expert) et/ou publication plus ponctuelle sous la forme d'un beau livre (proposition groupe de travail).

[9] Ponctuelle car, une fois que lesdites actions auront été réalisées, le groupe de travail estime que les tâches de ladite commission pourront être reportées sur les coordinateurs/trices.

locale Usinesonore[10] ainsi que de la situation géographique relativement centrale.

La question de savoir quel sera son rôle exact reste pour l'heure encore ouverte. Doit-il s'agir d'un bureau culturel de type *Pour-cent culturel Migros* qui offre donc « un soutien peu compliqué pour les personnes travaillant dans le domaine culturel grâce à des prestations utiles et abordables pour la création (…), des appareils modernes à emprunter dans les domaines de la scène, de l'audio, de la vidéo et du graphisme » (www.bureauculturel.ch) ou plutôt d'un lieu d'échange et de rencontres de type *café culturel* ? Cette question devra encore être tranchée et la Migros approchée à ce sujet, tout comme le *Materialpool Bern*[11], l'important étant évidemment de s'appuyer sur l'existant et d'en tirer des synergies profitables à tous.

A cet égard, il s'agira aussi d'examiner la possibilité de mettre en place des satellites de ce bureau culturel, afin justement de profiter des ressources là où elles existent déjà ou là où elles se dessinent (par ex. Cours de Miracles à Delémont pour ce qui touche à la médiation, projet de kiosque culturel à Bienne, etc.).

Quoiqu'il en soit, le groupe de travail est d'avis que le bureau culturel devra dans tous les cas servir de lieu de travail principal pour les deux coordinateurs/trices.

La somme du fonds serait principalement affectée à la contribution du FIC à la location de l'espace choisi et à de petits investissements supplémentaires selon les besoins éprouvés des acteurs.

Le budget annuel dont disposerait cette commission se monterait à **45'000 francs** (voir aussi chapitre 3.2). Il est à noter que ce budget n'englobe pas les éventuels investissements nécessaires.

S'agissant de la composition de la commission, le groupe de travail est d'avis qu'il ne faut pas fixer de quotas (en termes de provenance, de discipline, etc.), qu'il faut donner la priorité aux «spécialistes» mais qu'elle doit tout de même rester *à priori* ouverte à tous les membres du FIC. Il n'y a par ailleurs pas lieu de prévoir une quelconque «obligation» des membres de ce dernier à participer activement à la commission.

En ce qui concerne le nombre de membres, le groupe de travail propose de le fixer à **cinq**, sans compter bien sûr les experts externes que la commission jugera utile de s'adjoindre en fonction de ses besoins.

Au niveau de la fréquence de réunion, le groupe de travail propose de garder la plus grande latitude possible et de ne pas fixer un nombre de séances fixes par an, afin de permettre un fonctionnement de ladite commission qui soit calqué sur les besoins.

3.1.3.5 Commission POLITIQUE CULTURELLE

Cette commission ponctuelle[12] s'occuperait des questions touchant à la politique culturelle, reprenant ainsi les attributions actuellement dévolues au FIC dans l'article 3 de ses statuts. Pour ce volet-là de ses activités, **le FIC conserverait une pleine et entière autonomie**.

Le groupe de travail propose de ne pas définir de budget fixe pour cette commission. Le nombre de ses membres pourrait être de **cinq**. Pour éviter tout conflit d'intérêt, le groupe de travail propose que ces derniers soient indemnisés, le cas échéant, via les cotisations de membres et non via le financement ARS, comme les autres membres de commissions.

Au niveau de la fréquence de réunion, le groupe de travail propose de garder la plus grande latitude possible et de ne pas fixer un nombre de séances fixes par an, afin de permettre un fonctionnement de ladite commission qui soit calqué sur les besoins.

A noter que, pour éviter tout conflit d'intérêts, tout membre d'une commission devra se récuser si un projet dans lequel il ou elle était directement ou indirectement impliqué/e devait passer en commission pour obtenir un soutien du réseau.

3.1.4 Coordinateurs/trices

Le groupe de travail considère que les deux postes de coordinateurs/trices tels qu'ils sont proposés dans le rapport de l'expert sont indispensables à la mise en place du réseau et à son bon fonctionnement.

Le groupe de travail rejoint également l'expert s'agissant des profils respectifs de ces deux postes, l'un devant davantage être axé sur le volet médiation et communication et l'autre sur le volet organisationnel, juridique et comptable.

A priori, il s'agirait de **deux postes à 70 %,** pour un **salaire total de 150'000 francs**, charges sociales et défraiement compris. Le groupe de travail pense toutefois qu'il faut rester flexible au niveau des pourcentages de poste respectifs, afin de ne pas « passer à côté », le cas échéant, d'une « perle rare » qui ne serait par ex. disponible qu'à 50 % pour l'un des deux postes.

Le groupe de travail estime aussi qu'il serait judicieux de **mettre au concours les postes simultanément** et s'écarte en cela des recommandations de l'expert, qui préconisait d'échelonner leur engagement afin de garantir la meilleure complémentarité possible entre les deux personnes. Le groupe de travail est en effet d'avis que cette complémentarité peut très bien être assurée au cours de la procédure commune d'engagement.

Le groupe de travail insiste également sur le fait que ces deux postes devront être indifféremment ouverts aux candidats du Jura bernois, de Bienne et du Jura, voire d'ailleurs s'ils sont en mesure de se targuer d'une excellente connaissance du contexte culturel et politique de la région. **L'essentiel réside donc dans les compétences et non dans l'origine**.

Le choix final des deux candidat-e-s incombera au comité directeur, qui aura préalablement auditionné les candidats répondant le mieux aux profils mis au

[10] L'Association a présenté son projet de maison de la culture au groupe de travail le 11 février 2015, où une surface de superficie variable pourrait être louée au FIC pour y installer le bureau culturel.

[11] Lieu de location de matériel sis à Berthoud (www.materialpoolbern.ch).

[12] Ponctuelle car ladite commission n'interviendrait qu'en cas de besoin explicite, à la demande de l'AG, du comité directeur, des membres du FIC ou des coordinateurs/trices.

concours. Ce choix du comité devra ensuite être ratifié et validé par l'Assemblée générale.

Soucieux de renforcer encore davantage la confiance mutuelle instaurée entre acteurs culturels et politiques durant ce processus de réflexion, le groupe de travail propose par ailleurs de prévoir un droit de regard pour le Conseil du Jura bernois et le Conseil des affaires francophones du district bilingue de Bienne au dernier stade de la procédure de sélection.

Deux esquisses de cahiers des charges pour les deux postes de coordinateurs/trices sont du reste annexées au présent papier stratégique (attention : il s'agit de versions provisoires qui demandent à être affinées).

3.2 Budget annuel du FIC

Le groupe de travail propose le budget de fonctionnement annuel suivant pour le nouveau FIC :

Poste	Montant (en francs)
Salaires coordinateurs	150'000
Indemnités	70'000
Fonds création	140'000
Fonds participation	85'000
Fonds communication	50'000
Fonds logistique	45'000
Frais annexes	10'000
Total	**550'000**

3.3 Calendrier

Le présent papier stratégique fait figure d'état des lieux à la fin février 2015. A partir de là, les prochaines échéances sont les suivantes :

Echéance	Quoi
11 mars 2015	Présentation du papier stratégique au comité de l'actuel FIC – correctif éventuel et décision de principe
26 mars 2015	Présentation du papier stratégique (évt corrigé suite au comité) devant l'AG de l'actuel FIC – adaptations éventuelles et décision de principe
Avril 2015	Préparation du dossier ARS en vue de son passage devant le Conseil-exécutif et le Grand Conseil
Mai-Juin 2015	Procédure de corapport auprès des directions cantonales et CJB/CAF
Juillet 2015	Evt réponse à la procédure de co-rapport et adaptation éventuelle du dossier ARS
26 août 2015	Décision du Conseil-exécutif en lien avec le projet de mise en réseau ARS et son financement
Novembre 2015	Décision du Grand Conseil en lien avec le projet de mise en réseau ARS et son financement
Dès AGC[13]	- Mise au concours des postes de coordinateurs/trices - Refonte des statuts du FIC - Séance constitutive nouveau FIC - Aménagement du bureau culturel
Printemps 2016	Entrée en jouissance du réseau et premières actions labellisées ARS

Il est à noter qu'un dossier a été déposé auprès de Pro Helvetia en vue de l'obtention éventuelle d'un soutien financier au titre de l'encouragement à la diversité culturelle. La décision devrait tomber d'ici à l'été.

Il est évident qu'un soutien de Pro Helvetia donnerait une belle résonance nationale à notre projet de mise en réseau, sans compter qu'il permettrait, de par les sommes en jeu, de donner encore plus de corps et de portée au volet *participation culturelle* du projet ARS.

S'agissant enfin de l'emplacement définitif du bureau culturel, une option devrait pouvoir être prise d'ici à l'été, laquelle pourra être définitivement confirmée dès l'obtention du feu vert du Grand Conseil en novembre prochain.

3.4 Conclusion

Qu'il nous soit permis ici de reprendre dans les grandes lignes les conclusions que Mathieu Menghini a livrées dans son rapport daté du 31 janvier 2014 :

«Nous vivons aujourd'hui une forme de *kairos* - ce temps de «l'occasion opportune» selon les Grecs anciens ; en effet, dans ce moment historique, les acteurs culturels nous semblent bouillants d'espoir et/ou de dépit : une génération quitte la scène, la nouvelle doit être absolument choyée pour accepter de continuer à investir pleinement son territoire.

La mobilisation collective de ces acteurs, depuis plusieurs décennies, est chose rare et inspirante. Aussi, suggérons-nous aux mandants d'utiliser cette énergie pour fonder un authentique *mouvement instituant structurel* (si l'on nous passe le paradoxe) pour contrer une inclination – sensible (quasiment) partout ailleurs depuis les années 1970 – à la *désocialisation du traitement de la culture*. Une politique culturelle juste n'est pas celle qui décide d'orientations définitives, mais bien celle qui instaure l'ouverture perpétuelle, la mise en débat régulière de ses représentations et de ses fruits.

À plusieurs reprises, nous avons clamé l'originalité de notre modèle : une sorte de contre-modèle, de constellation fédérative et associative. Il ébrèche, en effet, les théories hégémoniques de la gouvernance en reconnaissant la légitimité de ce souverain particulier : la société civile culturelle organisée. Parce que la mémoire du Jura bernois a inspiré l'esprit de la solution ici retenue, nous voulons croire que ce territoire élargi au Seeland et à Bienne peut être le cadre idéal de cette entreprise. »

A travers le présent papier stratégique, le groupe de travail espère donner le *la* de cette entreprise et ainsi inciter le fOrum interjurassien de la culture à se lancer définitivement dans l'aventure tout en convainquant les organes financièrement compétents de libérer la manne financière nécessaire à cet effet.

[13] Arrêté du Grand Conseil

Arrêté du Conseil-exécutif

N° d'ACE:	1014/2015
Date:	26 août 2015
Direction:	Direction de l'instruction publique
N° d'affaire:	697457
Classification:	Non classifié

Subvention d'exploitation prélevée sur le Fonds d'encouragement des activités culturelles 2016-2019.
Projet de mise en réseau des arts de la scène dans le Jura bernois et à Bienne (Projet ARS).
Autorisation de dépenses et décision

1 Objet

Le projet ARS consiste en la mise en réseau des arts de la scène du Jura bernois à partir du paysage culturel existant. Né de l'abandon par le canton de Berne en 2010 du projet interjurassien de Centre régional d'expression artistique (CREA) pour des raisons financières, le Projet ARS répond de manière appropriée aux besoins de la région dans le domaine des arts de la scène tout en étant pensé en lien avec le nouveau Théâtre Palace à Bienne et le futur CREA à Delémont.

Suite au retrait bernois du projet CREA, et sur initiative du fOrum interjurassien de la culture (ci-après FIC), l'Office de la culture du canton de Berne a commandé une étude auprès d'un expert externe pour élaborer un projet de mise en réseau artistique et administrative des acteurs culturels du Jura bernois et de Bienne. La variante qualifiée d'extra-institutionnelle privilégiée par l'expert dans son étude, livrée en janvier 2014, a de façon unanime remporté les faveurs des milieux concernés. Cette formule a l'avantage d'intégrer toutes les institutions et les centres culturels régionaux et de reposer sur le fOrum interjurassien de la culture, un organisme qui fédère déjà professionnels et amateurs dans les disciplines diverses. Ainsi, un réseau fédérateur met en valeur la diversité de la scène bernoise francophone à partir du tissu socioculturel régional existant tout en défendant la décentralisation de la culture de façon complémentaire aux infrastructures prévues, les nombreux autres projets de la région (Théâtre Palace à Bienne, CREA à Delémont; Salle de l'Inter à Porrentruy) se limitant en effet principalement à une politique d'équipement.

S'appuyant sur cette étude, un groupe de travail pluridisciplinaire a travaillé à l'élaboration de propositions concrètes pour définir la structure et les champs d'action du réseau, propositions consignées dans un papier stratégique. Ledit papier stratégique a été approuvé à la fois par l'Assemblée générale du FIC, le Conseil du Jura bernois (CJB) et le Conseil des affaires francophones du district de Bienne (CAF). Pour pouvoir répondre à cette nouvelle mission, le FIC doit être remodelé et ses statuts révisés.

L'entier du financement sera prélevé sur l'enveloppe budgétaire du CJB, qui est intimement convaincu du bien-fondé du projet et qui a donné son accord par écrit (cf annexe).

2 Bases légales

- Loi du 12 juin 2012 sur l'encouragement des activités culturelles (LEAC : RSB 423.11), articles 5, 7, 12, 13 et 14
- Ordonnance du 13 novembre 2013 sur l'encouragement des activités culturelles (OEAC ; RSB 423.411.1), article 16
- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP, RSB 620.0), articles 47, 48, alinéa 1, lettre a, 50 et 52
- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP, RSB 621.1), articles 148 et 152
- Loi du 13 septembre 2004 sur le statut particulier du Jura bernois et sur la minorité francophone du district bilingue de Bienne (LStP ; RSB 102.1). article 17

3 Nature et qualification juridique de la dépense

Dépense périodique et nouvelle (art. 47 et 48, al. 1, lit. *a* LFP)

4 Montant déterminant du crédit

Subvention annuelle d'exploitation	**CHF**	**550 000**
Budget total (conformément à la demande 2015)	**CHF**	**550 000**
Plan de financement		
• Canton de Berne (Fonds d'encouragement des activités culturelles)	CHF	550 000
Total	**CHF**	**550 000**

Il est à noter qu'une demande a été déposée auprès de Pro Helvetia en vue de l'obtention d'un soutien financier unique important au titre de l'encouragement à la diversité culturelle. En cas de réponse positive, le montant octroyé réduirait d'autant celui prélevé sur le Fonds d'encouragement des activités culturelles.

5 Nature du crédit / Compte / Groupe de produits / Exercice

Crédit d'objet (art. 50 LFP)
Compte du Fonds d'encouragement des activités culturelles : 206000 / groupe de produits : 08.11.9100 (culture)
La subvention peut être financée dans le cadre des moyens disponibles du fonds.
Pas de coûts induits.
Les versements des subventions sont planifiés pour la période de 2016 à 2019.

6 Conditions

- Le montant prélevé sur le fonds de l'encouragement aux activités culturelles sera versé dès que l'Office de la culture aura reçu une confirmation écrite que le projet se déroule conformément au plan.
- Le fOrum interjurassien de la culture envoie à la Direction de l'instruction publique chaque année les documents suivants: les comptes de l'exercice, le rapport des réviseurs, le rapport d'activités, le budget, le programme d'activité annuel.

- Les activités du fOrum interjurassien de la culture font chaque année l'objet d'un controlling lors d'une séance avec les représentants du CJB et de l'Office de la culture du Canton de Berne, à l'exception de celles liées à son rôle d'aiguillon. La forme du controlling est celle appliquée aux institutions à rayonnement national.
- L'octroi de cette subvention ne constitue pas un précédent pour le versement de contributions ultérieures.
- Le fOrum interjurassien de la culture mentionne cette participation financière de façon adéquate (« SWISSLOS / Conseil du Jura bernois »), au moyen des logos à télécharger sur les sites Internet www.erz.be.ch/culture ► Activités culturelles ► Conditions générales ► Téléchargements logo et www.conseildujurabernois.ch ► Subventions ► Logo.

7 Référendum facultatif

Le présent arrêté est soumis à la votation facultative et doit être publié dans la Feuille officielle du canton de Berne.

8 A notifier

fOrum interjurassien de la culture, Madame Laure Donzé, présidente, case postale 390, 2800 Delémont

Au nom du Conseil-exécutif
Le chancelier:
Auer

CANTON DE BERNE * CONSEIL-EXECUTIF *

Destinataires

- Grand Conseil
- Direction de l'instruction publique
- Direction de la police et des affaires militaires

Rapport

Date de la séance du CE: 26 août 2015
Direction: Direction de l'instruction publique
N° d'affaire: 697459
Classification: Non classifié

Subvention d'exploitation prélevée sur le Fonds d'encouragement des activités culturelles 2016-2019.
Projet de mise en réseau des arts de la scène dans le Jura bernois et à Bienne (Projet ARS).
Autorisation de dépenses et décision

Table des matières

1 Synthèse 2

2 Bases légales 2

3 Description de l'affaire 2
3.1 Rappel 2
3.2 Caractéristiques du projet 3
3.3 Calendrier, modalités, organisation, compétences 4

4 Place du projet dans le programme gouvernemental de législature et dans d'autres planifications importantes 4

5 Finances 4

6 Répercussions sur l'économie, l'environnement et la société 5

7 Proposition 5

13|00|03

1 Synthèse

Le projet ARS consiste en la mise en réseau des arts de la scène du Jura bernois à partir du paysage culturel existant. Né de l'abandon par le canton de Berne en 2010 du projet interjurassien de Centre régional d'expression artistique (CREA) pour des raisons financières, le Projet ARS répond de manière appropriée aux besoins de la région dans le domaine des arts de la scène tout en étant pensé en lien avec le nouveau Théâtre Palace à Bienne ainsi que le futur CREA à Delémont. Il constitue un signal fort du canton adressé à sa région francophone et bénéficie par ailleurs du plein et entier soutien du Conseil du Jura bernois et du Conseil des affaires francophones du district bilingue de Bienne, tous les deux intimement convaincus du bienfondé du projet ainsi que de sa légitimité non seulement pour la population francophone de la région mais aussi et surtout pour les acteurs culturels eux-mêmes, largement enthousiasmés par ce projet novateur.

Une étude stratégique (cf. annexe) commandée par l'Office de la culture a amené à la définition de trois variantes, dont celle « extra-institutionnelle » qui a remporté les faveurs de tous les acteurs concernés. Cette variante, qui intègre toutes les institutions et centres culturels régionaux et repose sur le fOrum interjurassien de la culture (FIC), valorise la scène bernoise francophone existante.

Un groupe de travail pluridisciplinaire a travaillé à l'élaboration de propositions concrètes pour mettre sur pied le Projet ARS. Ainsi, le FIC doit être remodelé et ses statuts révisés. La nouvelle structure composée d'une assemblée générale, d'un comité directeur et de cinq commissions thématiques, prendront en charge les champs d'action suivants : la création, la participation culturelle (médiation culturelle), la communication, et de façon plus ponctuelle la logistique et la politique culturelle. Deux postes de coordinateurs/trices à 70 pour cent, indispensables à la mise en place du réseau et à son bon fonctionnement, seront également créés.

2 Bases légales

- Loi du 12 juin 2012 sur l'encouragement des activités culturelles (LEAC ; RSB 423.11), articles 5, 7, 12, 13 et 14
- Ordonnance du 13 novembre 2013 sur l'encouragement des activités culturelles (OEAC ; RSB 423.411.1), article 16
- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP ; RSB 620.0), articles 47, 48, alinéa 1, lettre a, 50 et 52
- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP ; RSB 621.1), articles 148 et 152
- Loi du 13 septembre 2004 sur le statut particulier du Jura bernois et sur la minorité francophone du district bilingue de Bienne (LStP ; RSB 102.1), article 17

3 Description de l'affaire

3.1 Rappel

Suite à l'abandon en 2010 du projet de théâtre interjurassien CREA par le Conseil-exécutif bernois (pour des questions financières), diverses initiatives sont nées côté bernois pour donner suite à la volonté de ce dernier de poursuivre la collaboration interjurassienne en matière de culture. Parmi celles-ci, on trouve notamment une proposition du fOrum interjurassien de la culture visant à renforcer la mise en réseau des forces culturelles interjurassiennes. Désireux de creuser cette piste, l'Office de la culture du canton de Berne a décidé, en concertation avec le Conseil du Jura bernois (CJB), de lancer une étude stratégique portant sur la faisabili-

té et les modalités d'une mise en réseau des forces culturelles du Jura bernois et de Bienne et sur le lien éventuel de ce réseau avec le Théâtre Palace à Bienne ainsi qu'avec la future salle du CREA à Delémont. Cette étude devait tenir compte des besoins des divers partenaires impliqués afin que le projet soit aussi rassembleur que possible. S'agissant des besoins des acteurs culturels, il y avait une volonté très claire de pallier un manque d'infrastructures dans la région en trouvant une solution qui permette, d'une part, de surmonter la déception née de l'abandon du projet CREA par le gouvernement bernois et, d'autre part, de mettre à l'épreuve la philosophie inhérente à ce dernier (résidence, création, formation, diffusion et médiation) sur le terrain. L'axiome de base sur lequel reposait l'étude commanditée postulait que les « forces culturelles » du Jura bernois et de Bienne – terme par lequel on désigne l'ensemble des acteurs de la scène culturelle régionale (centres culturels établis ou en devenir, projets-phares, institutions culturelles de portée locale, associations faîtières, collectifs d'artistes, artistes individuels) – ont en effet tout à gagner à se constituer en réseau dans la région ainsi, peut-être, qu'à entamer un partenariat étroit avec le futur Théâtre Palace à Bienne, qui pourrait devenir l'un des principaux pôles culturels de l'Arc jurassien, et, ultérieurement, avec le CREA à Delémont.

3.2 Caractéristiques du projet

Dans son étude stratégique, l'expert a identifié trois réseaux possibles situés à des niveaux différents : le macro-institutionnel, avec les futures salles du CREA delémontain, de l'Inter bruntruitain, ainsi que du Palace biennois ; le méso-institutionnel, avec l'Association interjurassienne des centres culturels ; et l'extra-institutionnel incarné par le fOrum interjurassien de la culture. Cette dernière variante, qui a obtenu les faveurs du Conseil du Jura bernois (CJB), du Conseil des affaires francophones du district de Bienne (CAF), et des acteurs culturels, a comme principal avantage de fédérer, de valoriser et de promouvoir la diversité de la scène bernoise francophone à partir d'un tissu régional éclaté. En intégrant des professionnels, des semi-professionnels, des amateurs et des bénévoles, elle vise à défendre la décentralisation de la culture de façon complémentaire aux infrastructures prévues, souvent limitées à une politique d'équipement, comme en témoignent les nombreux projets de la région (Théâtre Palace à Bienne, CREA à Delémont, Salle de l'Inter à Porrentruy).

S'appuyant sur cette étude stratégique, un groupe de travail pluridisciplinaire a travaillé à l'élaboration de propositions concrètes pour définir la structure et les champs d'action du réseau. Pour pouvoir répondre à sa nouvelle mission, le FIC doit être refondu et ses statuts révisés. Outre la mise en place d'une assemblée générale et d'un comité directeur, cinq commissions thématiques prendront en charge les champs d'action suivants : la création, la participation culturelle (médiation culturelle), la communication, et de façon plus ponctuelle, la logistique et la politique culturelle. Deux postes de coordinateurs/trices à 70 pour cent, indispensables à la mise en place du réseau et à son bon fonctionnement, seront également créés.

La tâche principale du comité directeur consistera à accompagner les travaux des cinq commissions thématiques. Trois commissions permanentes seront dévolues à la création, à la participation culturelle et à la communication. La commission CRÉATION aura pour objectif d'encourager la création régionale et sa diffusion ainsi que de promouvoir la collaboration entre les acteurs culturels (soutien de projets collaboratifs), pour créer une émulsion contagieuse dans la région et stimuler le terrain pour que des projets voient le jour.

La commission PARTICIPATION CULTURELLE se préoccupera des questions touchant à la médiation culturelle, à un éventuel « bus culturel », à l'éducation artistique, à un abonnement commun, à l'action culturelle et à la formation continue. Elle sera proactive et donnera des impulsions, tout en laissant une grande marge de manœuvre à ses potentiels récipiendaires. Le volet médiation culturelle ne portera pas uniquement sur le jeune public mais aussi sur la population dite défavorisée (personnes souffrant de handicap, population immigrée, etc.).

La commission COMMUNICATION s'occupera de promouvoir le projet ARS en s'appuyant entre autres sur un site web pour le travail de communication électronique, sur une publication (pluri)annuelle pour tout le travail de communication papier, et sur un agenda culturel commun à toute la région.

Deux commissions thématiques ponctuelles viennent compléter le travail des trois premières commissions : la commission LOGISTIQUE aura pour objectif de remédier à l'insuffisance des infrastructures de répétition et de centraliser et diffuser l'information au niveau notamment des équipements et de projets communs, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du réseau. Elle se consacrera également à l'aménagement d'un bureau culturel qui donnera une identité claire au réseau ARS. La commission POLITIQUE s'occupera des questions touchant à la politique culturelle, reprenant ainsi les attributions actuellement dévolues au FIC dans l'article 3 de ses statuts. Pour ce volet-là de ses activités, et pour ce volet-là uniquement, le FIC conserverait une pleine et entière autonomie.

3.3 Calendrier, modalités, organisation, compétences

Lors de sa dernière assemblée générale du 26 mars 2015, le FIC a approuvé le papier stratégique du projet ARS qui a été au préalable élaboré en étroite concertation avec le CJB et le CAF qui ont apporté leur soutien au projet dès ses débuts.

Dès l'arrêté du Grand Conseil en lien avec le projet de mise en réseau ARS et son financement, les postes de coordinateurs/trices seront mis au concours, les statuts du FIC refondu et une séance constitutive du nouveau FIC sera organisée. Le bureau culturel pourra quant à lui être aménagé et des contacts seront pris en ce sens avec les communes susceptibles d'être intéressées.

L'entrée en jouissance du réseau et les premières actions labellisées ARS sont prévues pour le printemps 2016.

4 Place du projet dans le programme gouvernemental de législature et dans d'autres planifications importantes

La réalisation du projet ARS fait partie des objectifs stratégiques de l'Office de la culture, qui ont été approuvés par la Direction de l'instruction publique.

5 Finances

Budget global	**CHF**	**550 000**
• Salaires coordinateurs/trices	CHF	**150 000**
• Indemnités commissions / comité / AG	CHF	**70 000**
• Fonds création	CHF	**140 000**
• Fonds participation culturelle	CHF	**85 000**
• Fonds communication	CHF	**50 000**
• Fonds logistique	CHF	**45 000**
• Frais annexes	CHF	**10 000**

Plan de financement

• Canton de Berne (Fonds d'encouragement des activités culturelles)	CHF	550 000
Total	**CHF**	**550 000**

Remarque : Les coûts liés à l'infrastructure et au fonctionnement sont compris dans le poste budgétaire « Fonds logistique ».

Le Projet ARS est un projet exclusivement cantonal et de ce fait financé uniquement par le canton de Berne via l'enveloppe du CJB (LEAC, art.14, al.2, lit.e). Une demande de soutien financier a cependant été déposée auprès de Pro Helvetia pour permettre, en cas de réponse positive, de réduire le montant prélevé sur le Fonds d'encouragement des activités culturelles.

6 Répercussions sur l'économie, l'environnement et la société

Le Projet ARS renforce le tissu culturel éclaté de la partie francophone du canton de Berne par un réseau qui défend la décentralisation de la culture de façon complémentaire aux infrastructures prévues. Il implique des investissements de forces et financiers qui sont destinés directement aux structures existantes. Aucune entité nouvelle n'est ainsi ajoutée dans un paysage complexe et saturé. De par son aspect démocratique et fédérateur, le Projet ARS accroit la visibilité des arts de la scène dans la région. La mise en commun des forces artistiques et administratives permet une promotion accrue des offres culturelles.

Par ailleurs, le projet comprend tout une série d'actions culturelles qui vont à la conquête du public, par exemple à travers des capsules radiophoniques, des activités hors les murs ou encore des projets en appartement (cf projet Guillaume détaillé dans le papier stratégique).

Il est donc raisonnable de penser que le Projet ARS va conférer aux structures culturelles du Jura bernois et de Bienne une attractivité nouvelle qui attirera un public plus nombreux.

Pour toutes ces raisons, le projet est un signal fort adressé par le canton à sa région francophone et bénéficie du plein et entier soutien à la fois du Conseil du Jura bernois et du Conseil des affaires francophones du district bilingue de Bienne, tous les deux intimement convaincus du bienfondé du projet ainsi que de sa légitimité non seulement pour la population francophone de la région mais aussi et surtout pour les acteurs culturels eux-mêmes, largement enthousiasmés par ce projet novateur.

7 Proposition

La Direction de l'instruction publique propose au Conseil-exécutif d'approuver la subvention du Fonds d'encouragement des activités culturelles de 2016 à 2019 en faveur du Projet ARS portant sur un montant maximal annuel de 550'000 francs (montant qui sera réduit, la direction de l'instruction publique ayant reçu dans l'intervalle un soutien unique de Pro Helvetia de 150'000 francs).

Annexe : Etude stratégique du projet ARS

Le Conseil-exécutif du canton de Berne

Der Regierungsrat des Kantons Bern

Prolongation des délais de réalisation des motions et des postulats de la Direction de l'instruction publique

Date: 26 août 2015
Direction: Direction de l'instruction publique
N° d'affaire: 712153
Classification: Non classifié

M 161-2012 Guggisberg, Kirchlindach (UDC)
Elèves surdoués: pas de cours particuliers!

Traitement au Grand Conseil: 25 mars 2013
Décision: adoptée sous forme de postulat

☒ Proposition de prolonger le délai de deux ans, jusqu'en 2017

Motifs de la proposition et mesures de réalisation envisagées:

L'évaluation du soutien aux élèves surdoués mentionnée dans la réponse du Conseil-exécutif, sur la base de laquelle un éventuel changement de pratique sera examiné, est en cours. Le rapport d'évaluation devrait être disponible en 2016.

M 171-2012 Linder, Berne (Les Verts)
Bourses plutôt qu'aide sociale: harmonisation du régime d'octroi des bourses d'études et de l'aide sociale

Traitement au Grand Conseil: 25 mars 2013
Décision: adoptée sous forme de postulat

☒ Proposition de prolonger le délai de deux ans, jusqu'en 2017

Motifs de la proposition et mesures de réalisation envisagées:

Les questions soulevées devront être étudiées notamment dans le cadre d'une modification de l'ordonnance du 5 avril 2006 sur l'octroi de subsides de formation (OSF ; RSB 438.312). Cette modification est prévue pour 2017 environ.

Arrêté du Conseil-exécutif

N° d'ACE:	1013/2015
Date:	26 août 2015
Direction:	Direction de l'instruction publique
N° d'affaire:	712151
Classification:	Non classifié

Réalisation des motions et des postulats de la Direction de l'instruction publique. Prolongation des délais 2015

Vu l'article 70, alinéa 1 de la loi du 4 juin 2013 sur le Grand Conseil, le Conseil-exécutif adopte la proposition de la Direction de l'instruction publique et propose au Grand Conseil de prolonger le délai de réalisation des motions et des postulats.

Au nom du Conseil-exécutif
Le chancelier:
Auer

CANTON DE BERNE * CONSEIL-EXECUTIF *

Pièces jointes

- Prolongation des délais de réalisation des motions et des postulats

Destinataires

- Grand Conseil
- Direction de l'instruction publique

03|10|0|2

M

Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	233-2015
Type d'intervention:	Motion
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.887
Déposée le:	07.09.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Gabi Schönenberger (Schwarzenburg, PS) (porte-parole)
Cosignataires:	2
Urgence demandée:	Oui
Urgence accordée:	Oui 09.09.2015
N° d'ACE:	1227/2015 du 21 octobre 2015
Direction:	Direction de l'instruction publique
Classification:	–
Proposition du Conseil-exécutif:	**Adoption sous forme de postulat et classement**

Compétences des élèves dans le maniement des réseaux sociaux et des médias

Le Conseil-exécutif est chargé des mandats suivants :

Prendre les dispositions nécessaires à l'école obligatoire afin que, dans l'optique de la compétence des élèves dans le maniement des médias et des réseaux sociaux, des unités d'enseignement ou des modules pratiques et en permanence actualisés soient le plus rapidement possible intégrés dans l'enseignement et que les écoles soient ainsi en mesure de réagir rapidement aux développements dans ce domaine

Développement
L'accès au monde virtuel ne cesse de devenir plus simple et plus rapide. WhatsApp, caméra portable, Webcam, Twitter, Instagram, Facebook, Skype etc., tout cela est à disposition, même à celle des enfants dès leur plus jeune âge.
L'internet et les nouveaux médias offrent de nombreuses chances, mais en même temps, les enfants et les adolescents s'y trouvent confrontés à des dangers : harcèlement moral, sexting, grooming, fonctions de commentaires et de classement, chats et forums où se répandent des opinions extrêmes.

Les enfants et les adolescents doivent être pourvus de compétences médiatiques et protégés contre les phénomènes négatifs qui accompagnent le développement de ces médias, car les dangers de l'espace virtuel ne cessent de se multiplier.
C'est la raison pour laquelle il faut agir maintenant afin que les élèves puissent disposer le plus rapidement possible d'unités d'enseignement ou de modules qui traitent cette thématique. Les jeunes pourront ainsi apprendre à manier les médias numériques avec compétence et apprendre comment se protéger contre les dangers. Les parents devraient également être impliqués dans ce processus.
Le Lehrplan 21 se propose de renforcer la formation dans le domaine des médias et de l'informatique ; le but est d'enseigner aux élèves à évaluer les opportunités et les risques et de leur inculquer les règles et les bases légales d'un comportement sûr et responsable dans le monde virtuel. Aujourd'hui, c'est très important. La HEP et la Direction de l'instruction publique, qui sont aux premières loges, doivent s'engager à élaborer des cours de compétence médiatique dans lesquels sera abordé notamment le thème des réseaux sociaux et qui, à titre préventif traiteront également les aspects suivants :

- Compétence dans le maniement des réseaux sociaux et de la toile 2.0, des caméscopes, webcams, Whats-App, Twitter, Instagram, Facebook, Skype etc. surtout dans l'optique des contenus privés (données personnelles) et de la sécurité des réseaux.
- Dangers à prendre particulièrement en compte : mobbing (harcèlement moral), sexting (acte d'envoyer électroniquement des textes ou des photographies sexuellement explicites, surtout d'un téléphone portable à un autre), grooming (prise de contact par un adulte aux intérêts sexuels déviants avec un mineur sur Internet), forums et discussions dans lesquels se répandent des avis extrêmes, fonctions de commentaire et de classement, la désactivation ou la suppression des profils.
- Informations concrètes et utiles sur la protection contre les conséquences possibles d'un maniement irréfléchi et abusif des médias sociaux.

Dans la préparation de ces cours, la Direction de l'instruction publique (notamment l'Office de l'enseignement préscolaire et obligatoire, du conseil et de l'orientation) ou la HEP peuvent le cas échéant signer des conventions de prestations avec des institutions qui proposent déjà des cours adéquats dans ce domaine.

Les acteurs doivent pouvoir échanger et agir en réseau, afin que les ressources et les synergies puissent être mises à profit et qu'il ne soit pas nécessaire de réinventer la roue.

Selon la question que j'ai posée en mars 2015, la Direction de l'instruction publique a recommandé à l'école germanophone de se procurer l'ouvrage de référence intitulé « KrisenKompass » (ISBN 978-3-292-00558-8) des éditions scolaires Schulverlags plus AG. Il s'agit là d'un recueil d'informations qui permet aux écoles de gérer les situations difficiles pouvant surgir dans le domaine social, notamment dans le contexte du mobbing en ligne, de la violence et de la pornographie véhiculées sur les téléphones portables. De plus, l'Office de l'enseignement préscolaire et obligatoire, du conseil et de l'orientation a demandé aux directions d'école de télécharger et d'utiliser l'appli qui accompagne cet ouvrage. Les écoles du canton de Berne ont d'ailleurs également mis au point des plans de crise à ce sujet qui ont été soumis à l'appréciation de l'inspection scolaire.

Le canton a par ailleurs chargé santé bernoise de gérer une plate-forme, www.profinfo.ch, où les enseignants et enseignantes peuvent trouver de l'aide sur les thèmes les plus divers.

Toutes ces mesures sont bonnes, mais au quotidien, on voit qu'elles ne sont pas suffisantes et que les enseignants et enseignants ont besoin de moyens d'enseignement professionnels et pratiques.

Le canton ne doit pas se borner à veiller à ce que les enseignants et enseignantes se situent à un certain niveau de compétence dans le maniement de l'informatique et des médias sociaux; il faut à ce stade s'occuper sans perdre de temps d'améliorer la compétence des élèves dans ce domaine.

Motivation de l'urgence :
Il faut du temps pour développer des modules d'enseignement, et il faut donc le plus rapidement possible prendre les mesures indispensables pour que la mise en œuvre puise s'inscrire dans le cadre du Lehrplan 21.

Réponse du Conseil-exécutif

La motionnaire charge le Conseil-exécutif de prendre les dispositions nécessaires à l'école obligatoire afin que, dans l'optique du renforcement de la compétence des élèves dans le maniement des médias et des réseaux sociaux, des unités d'enseignement ou des modules pratiques, professionnels et en permanence actualisés soient le plus rapidement possible intégrés dans l'enseignement et que les écoles soient ainsi en mesure de réagir rapidement aux développements importants dans ce domaine.

Le Conseil-exécutif est conscient de l'importance de la question des médias et de l'informatique à l'école obligatoire.

Comme le souligne la motionnaire dans son développement, cette question est bien prise en compte dans le *Lehrplan 21.* Pour la première fois, un module consacré entièrement aux médias et à l'informatique est intégré à un plan d'études, ce qui confère une importance particulière à ces domaines. Les compétences définies dans le *Lehrplan 21* ont un caractère obligatoire. Respecter les règles de sécurité et de comportement, être capable d'évaluer les chances et les risques des univers médiatique et virtuel et adapter son comportement en conséquence font partie intégrante des paliers de compétence définis pour un certain nombre de compétences.

La question des médias et de l'informatique a été traitée lors de la rencontre annuelle du Conseil-exécutif avec la direction de la Haute école pédagogique germanophone (PHBern) du 26 août 2015. Les deux parties se sont accordées pour dire qu'il fallait s'attaquer à cette problématique.

En ce qui concerne la formation continue du corps enseignant, la PHBern développe constamment son offre dans le cadre du contrat de prestations qui la lie à la Direction de l'instruction publique et l'adapte aux besoins des enseignants et enseignantes. Confrontée à une grande hétérogénéité des connaissances dans le domaine des médias et de l'informatique au sein du corps enseignant, la PHBern propose non seulement des cours fixes comme le cours sur l'utilisation des médias sociaux, dans lequel elle conseille et aide le corps enseignant en collaboration avec des services de prévention cantonaux (Santé bernoise, police cantonale), mais aussi des formations internes aux écoles, des prestations de coaching ou des cours et des consultations sur mesure sous forme d'« interventions à la demande ». Ces interventions personnalisées peuvent être demandées à la PHBern par les écoles, des collèges ou des groupes d'enseignants et d'enseignantes. Le thème des médias et de l'informatique a également été à l'ordre du jour des visites annuelles de la PHBern dans les arrondissements d'inspection scolaire. Ces visites donnent à la PHBern la possibilité d'aborder avec les directeurs et directrices d'établissements scolaires ainsi qu'avec les membres des commissions scolaires du canton de Berne les questions préoccupant l'école aujourd'hui. Il en est ressorti que les étudiants et étudiantes et les jeunes diplômés et diplômées de la PHBern sont extrêmement motivés et compétents dans le domaine

des médias et de l'informatique. Ils constituent une source de savoir essentielle pour les enseignants et enseignantes expérimentés en matière d'évolutions technologiques et médiatiques et en ce qui concerne les possibilités de leur application à l'école. Les directions d'école ont pour mission de ne pas laisser ces ressources inexploitées et d'en faire profiter le corps enseignant.

Il existe déjà des moyens d'enseignement sur le thème de l'informatique et des médias utilisés dans le cadre du *Lehrplan 95.* Citons *Medienkompass*, un ouvrage de référence édité par Lehrmittelverlag Zürich qui permet de s'y retrouver dans la jungle médiatique, l'ouvrage *ICH, DU, WIR, Medienkompetent* édité par les éditions scolaires bernoises Schulverlag Plus, qui comprend 36 unités didactiques sur le développement de compétences et de valeurs morales en rapport avec les médias, ainsi que *Die Macht der Medien* édité par le Lehrmittelverlag St. Gallen. Dans les mois à venir, la Direction de l'instruction publique va se pencher sur la question de savoir dans quelle mesure les manuels existants couvrent les domaines de compétences du *Lehrplan 21* et définir les aménagements nécessaires. Les cantons sont en contact avec les éditions scolaires par l'intermédiaire de la Centrale intercantonale des moyens d'enseignement (CIME) et donnent les impulsions nécessaires dans tous les domaines spécialisés ou modules. L'élaboration de moyens d'enseignement et de matériel didactique ne relève toutefois pas des attributions de la Direction de l'instruction publique ni de celles de la PHBern.

Le Conseil-exécutif en conclut que des modules préfabriqués sur le thème de l'informatique et des médias ne sont pas indiqués en raison de l'hétérogénéité des compétences des membres du corps enseignant et des élèves. Pour le moment, il ne prévoit pas d'imposer aux écoles un moyen d'enseignement particulier. Le Conseil-exécutif tient à préserver la liberté méthodologique des enseignants et enseignantes et à leur permettre de se perfectionner dans ce domaine. Il entend encourager le développement des moyens d'enseignement dans le domaine de l'informatique et des médias auprès de la CIME. Il estime que les mesures prévues sont suffisantes et satisfont aux demandes de la motionnaire.

Destinataires
- Direction de l'instruction publique
- Grand Conseil

M

Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	056-2015
Type d'intervention:	Motion
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.177
Déposée le:	11.02.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Graber (Horrenbach, UDC) (porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgence demandée:	Non
Urgence accordée:	
N° d'ACE:	1051/2015 du 2 septembre 2015
Direction:	Direction de l'instruction publique
Classification:	–
Proposition du Conseil-exécutif:	**Adoption et classement**

Protection du patrimoine: faciliter la transformation des ruraux

Le Conseil-exécutif est chargé des mandats suivants :

1. Faire en sorte qu'une plus grande importance soit attribuée aux principes actuels de la physique du bâtiment dans les projets de transformation de ruraux, notamment en ce qui concerne l'étanchéité. De plus grandes parties, murs et fondations, devront dès lors être déconstruites pour que le nouveau bâtiment soit aux normes. Les règles appliquées par l'Assurance immobilière doivent être pondérées plus fortement que le rapport des experts de la protection du patrimoine.
2. Faire en sorte que la distribution des locaux dans le rural transformé d'un bâtiment agricole classé ne relève pas de la protection du patrimoine. Autrement dit, il faut que les pièces puissent être distribuées indépendamment de l'emplacement de l'étable, du chartil et des mangeoires dans le rural d'origine.

Développement

Les paysans sont confrontés aux charges toujours plus strictes de la loi sur la protection des animaux. Ces dernières années, il a fallu transformer ou construire un grand nombre d'étables à cause de l'exiguïté de l'espace destiné au bétail. De même, les fenêtres doivent aujourd'hui être nettement plus grandes que dans les anciennes étables. Afin de compenser les pertes de revenu résultant de la nouvelle politique agricole, nombre de paysans transforment leurs étables pour passer de la stabulation entravée à la stabulation libre. Mais souvent, le Service des monuments historiques empêche ou fait trainer la réalisation de tels projets que pourtant la protection des animaux et la politique agricole rendent nécessaires.

A la session de janvier dernier, le Grand Conseil a adopté cette demande sous forme de déclaration de planification lors de la délibération de la stratégie de protection du patrimoine. Or, les déclarations de planification n'ont pas de caractère contraignant pour le Conseil-exécutif. C'est la raison pour laquelle il est important que cette demande soit présentée également dans une motion.

Réponse du Conseil-exécutif

1. Projets de transformation de ruraux : la Direction de l'instruction publique est consciente que l'actuelle législation sur la protection des animaux pose des exigences qu'il est difficile de satisfaire dans les fermes traditionnelles et notamment dans les étables attenantes. Par ailleurs, les développements dans le domaine de l'agriculture entraînent de nouvelles conditions et exigences qui peuvent avoir des répercussions sur les bâtiments agricoles traditionnels.

   Dans son travail quotidien, le Service des monuments historiques essaie d'inclure toutes les exigences dans ses réflexions. Les rapports techniques qu'il rédige dans le cadre des procédures d'octroi de permis de construire sont l'une des nombreuses bases de décision pour l'autorité habilitée à délivrer les permis. On sait par expérience que les prescriptions en matière de protection des animaux et les exigences qui en découlent pour les exploitations paysannes l'emportent en règle générale sur la conservation de la substance historique des bâtiments. La pesée des intérêts n'est pas du ressort du Service des monuments historiques, mais de l'autorité d'octroi du permis de construire. En cas de transformation de ruraux, le Service des monuments historiques incite souvent les personnes concernées à collaborer avec des spécialistes pour faire évaluer la conformité aux exigences liées aux principes de la physique des bâtiments et de l'étanchéité. Cette évaluation sert de base aux travaux ultérieurs. Lors de la transformation de ruraux, il est dans l'intérêt de tous que les problèmes en matière de physique des bâtiments, comme la présence de salpêtre dans les murs, résultat conjugué du calcaire et des déjections nitratées des animaux, soient résolus. C'est la seule façon d'assurer que les bâtiments soient exempts de tout dommage. Si, par exemple, l'évaluation des spécialistes s'oppose à la conservation des anciens murs, le Service des monuments historiques ne contestera pas la démolition et la reconstruction de fondations et de murs d'étables. C'est notamment le cas de la ferme jugée digne de protection située à la Dorfstrasse 15 à Ersigen, pour laquelle la conservation du rural s'est révélée disproportionnée.

   Le Service des monuments historiques et l'Assurance immobilière collaborent étroitement depuis des années. Ainsi, les deux services ont élaboré ensemble la documentation « Protection

de monuments contre les incendies », qui montre que la protection contre les incendies et la protection du patrimoine ne sont pas forcément incompatibles. Elle fournit en outre des informations détaillées et des instructions et présente des cas concrets de mesures de protection contre les incendies appliquées dans des monuments historiques. Par ailleurs, le Service des monuments historiques ne peut pas s'affranchir des normes de l'Assurance immobilière. Dans le cadre de la procédure d'octroi du permis de construire, seules les solutions approuvées par cette dernière peuvent en effet être mise en œuvre.

2. Distribution des locaux : la décision de savoir si et dans quelle mesure un rural construit en dehors des zones à bâtir peut être agrandi revient à l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire (OACOT), qui est chargé de faire respecter la loi fédérale sur l'aménagement du territoire. De concert avec le Service des monuments historiques, l'OACOT a élaboré des principes d'agencement qui sont appliqués pour toutes les fermes. Pour évaluer la distribution des locaux dans les ruraux dignes de conservation, le Service des monuments historiques se fonde sur l'idée que les structures internes et l'aspect extérieur des fermes doivent être préservés tout en prenant en compte le principe de proportionnalité. Par exemple, l'intérieur de la grange du Multengut, jugée digne de protection et située à la Thunstrasse 50 à Muri près de Berne, a été entièrement transformé en un espace habitable alors que l'enveloppe extérieure du bâtiment a été restaurée dans les règles de l'art.

Le Conseil-exécutif estime que les problèmes du Service des monuments historiques qui sont mentionnés dans la présente motion sont connus et que le service s'emploie déjà au quotidien à rechercher des solutions adéquates avec les autres parties prenantes. Le Grand Conseil a déjà adopté les points soulevés dans la motion en votant une déclaration de planification de même teneur au sujet de la Stratégie de protection du patrimoine. Le Directeur de l'instruction publique a chargé l'Office de la culture d'analyser et de mettre systématiquement en œuvre les déclarations de planification dont a été assortie la Stratégie de protection du patrimoine, qui a été adoptée par le Grand Conseil, et a mis en place un système de controlling de leur exécution. Ce système permet de garantir que le contenu des déclarations de planification est bien traduit en faits par l'administration.

Le Conseil-exécutif est d'avis que les demandes formulées dans la présente motion sont déjà prises en compte dans le travail quotidien du Service des monuments historiques ainsi que dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie de protection du patrimoine, et qu'elles sont régulièrement intégrées aux processus et améliorées. Pour ces motifs, il propose d'adopter et de classer la motion.

Destinataire
- Grand Conseil

M

Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	082-2015
Type d'intervention:	Motion
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.300
Déposée le:	16.03.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Schnegg (Champoz, UDC) (porte-parole) Graber (La Neuveville, UDC)
Cosignataires:	0
Urgence demandée:	Oui
Urgence accordée:	Non 19.03.2015
N° d'ACE:	1056/2015 du 2 septembre 2015
Direction:	Direction de l'instruction publique
Classification:	–
Proposition du Conseil-exécutif:	**Rejet**

Soutenir efficacement la formation duale (apprentissage) et plus particulièrement dans les branches techniques

Le Conseil-exécutif est chargé de prendre les mesures, y compris auprès des autorités compétentes, permettant de

1. prendre en charge une partie des coûts de formation des apprentis des branches techniques et ainsi décharger les entreprises formatrices ;
2. définir avec les associations professionnelles la répartition de ces coûts entre les entreprises et le canton et fixer la somme prise en charge par le canton ;
3. garantir la pérennité de la formation duale en soutenant les entreprises formatrices ;
4. mieux répartir l'effort de formation entre l'ensemble des entreprises concernées.

Développement

La formation duale (apprentissage) a fait ses preuves et est enviée par de nombreux pays. La Suisse sert de modèle à d'autres. Encore tout dernièrement, les médias mentionnaient les échanges à ce sujet avec les USA.

Si dans le secteur primaire et tertiaire, les coûts de formation peuvent dans une partie significative être absorbés par les travaux effectués par les apprenants, il en va d'une manière totalement différente dans le secteur secondaire et plus particulièrement dans les branches techniques.

La formation en entreprise grève lourdement ces sociétés formatrices. Les machines, installations, moyens de production, l'espace et le personnel requis pour proposer des formations de qualité font que les travaux réalisés par les apprenants ne couvrent absolument pas les charges investies par les entreprises dans ce domaine.

De plus, les entreprises de ces secteurs doivent investir beaucoup d'efforts pour recruter de futurs apprenants dans les branches techniques et mettre en avant ces formations dont dépend l'avenir industriel de notre pays.

Il faut également relever que cet effort n'est pas équitablement supporté par l'ensemble des entreprises concernées, certaines ayant renoncé à offrir des places d'apprentissage.

Depuis un certain nombre d'années, les contraintes administratives, prescriptions et autres ont notoirement compliqué la tâche des entreprises formatrices. Si certaines de ces mesures ont permis d'améliorer la qualité de la formation, pour beaucoup d'entre elles, cela n'a pas été le cas.

Cette situation fait que le risque de voir de plus en plus de sociétés renoncer à la formation est très élevé. Ces décisions ont pour effet que de plus en plus de jeunes devront se tourner vers des cursus scolaires (écoles de métiers, études académiques, etc.) qui sont elles entièrement financées par les deniers publics.

Il serait donc judicieux que l'Etat puisse soulager rapidement ces entreprises en prenant en charge une partie des coûts de formation, ce qui sera de toute manière une charge nettement inférieure à ce que coûteraient des formations similaires dans un milieu « scolaire » mises à disposition par le canton.

Les entreprises suisses sont aujourd'hui confrontées à d'énormes difficultés dues en partie au franc fort. Pour subsister dans un marché de plus en plus concurrentiel, elles devront analyser toutes leurs charges et prendre des mesures d'économie. Il serait donc parfaitement judicieux que le canton assume une partie des coûts qui seraient de toute façon à sa charge si ces entreprises se voyaient contraintes de cesser leur effort dans ce domaine. De plus, ces mesures doivent pourvoir intervenir rapidement au risque de voir s'éroder une force importante de notre tissu industriel.

Le canton peut-il donner l'évolution du nombre d'apprenants durant les vingt à trente dernières années ainsi que le personnel cantonal (EPT) employé pour cette tâche (par exemple chiffres de 1990, 2000, 2013 ou 2014) ?

Motivation de l'urgence :

Les effets du franc fort sur l'industrie sont importants. Le risque est donc grand de voir de nombreuses entreprises prendre la décision de réduire leurs efforts de formation, particulièrement dans le secteur de l'apprentissage dans les branches techniques.

Réponse du Conseil-exécutif

L'auteur de la motion demande que l'Etat prenne en charge une partie des coûts de la formation des apprentis et apprenties afin de décharger les entreprises formatrices. Il craint que, sans cela, les entreprises des branches techniques en particulier diminuent le nombre de places de formation en raison du franc fort ainsi que des contraintes et prescriptions administratives.

D'entrée de jeu, il faut souligner que la répartition des coûts dans le domaine de la formation professionnelle initiale est réglée de manière générale dans la législation cantonale sur la formation professionnelle. L'Etat finance non seulement la formation en école professionnelle mais aussi la procédure de qualification de la formation en entreprise et participe au financement des cours interentreprises (CIE).

Prise en charge de coûts supplémentaires par le canton

Les études de S. Wolter et M. Strupler[1] sur le rapport coût/bénéfice de l'apprentissage montrent que les apprentissages techniques d'une durée de quatre ans dans les professions de polymécanicien(ne) et d'électronicien(ne) présentent un bénéfice net négatif respectivement de -31 628 francs et de -37 897 francs sur toute la durée de la formation. Un bénéfice net négatif se dégage également pour les apprentissages d'informaticien(ne) et de mécatronicien(ne) d'automobiles et pour les apprentissages d'une durée de trois ans dans les professions de mécanicien(ne) en maintenance d'automobiles, de cuisinier/ère et d'employé(e) de commerce. Il est toutefois nettement moins élevé (de -3000 à -9300 francs). Les entreprises peuvent compenser ces chiffres négatifs en continuant à employer leurs apprentis et apprenties à l'issue de leur formation. Elles économisent ainsi des frais de recrutement et d'initiation.

Les entreprises qui emploient des polymécaniciens, polymécaniciennes, électroniciens et électroniciennes sont en effet particulièrement touchées par le cours élevé du franc car ce sont souvent des entreprises exportatrices. Dans ce contexte, il serait envisageable d'étudier la possibilité de mettre en place, à titre de mesure d'urgence, une action de promotion unique et provisoire en faveur de ces entreprises dans le but d'assurer les places de formation et de soutenir la formation de main-d'œuvre qualifiée dans l'attente de jours meilleurs.
Il serait concevable de verser une contribution unique de 1000 francs pour les près de 1000 apprentissages de polymécanicien(ne) et d'électronicien(ne), ce qui entraînerait des coûts supplémentaires d'un million de francs pour le canton et permettrait seulement de diminuer de moins de 5 pour cent les bénéfices nets négatifs d'environ 30 000 francs enregistrés dans ces deux professions. Le fait que d'autres professions demandent à bénéficier d'un soutien analogue n'aurait guère d'incidence sur le plan financier au vu des bénéfices nets négatifs nettement plus élevés dans les deux professions susmentionnées.
Une telle dépense supplémentaire d'un million de francs destinée au soutien de la formation professionnelle duale n'est pas inscrite au budget ; un crédit spécial devrait être demandé, et ce sans que l'efficacité d'une telle mesure soit garantie.

Charges administratives liées à la formation

S'agissant de la charge administrative, le Conseil-exécutif partage l'avis du motionnaire selon lequel les contraintes et les prescriptions ont compliqué la tâche des entreprises formatrices ces dernières années. Il souligne cependant que la plupart de ces contraintes sont imposées par le monde du travail lui-même et les organisations du monde du travail et qu'elles sont prises en

[1] Strupler, M & Wolter, S. (2012). *La formation duale : un gage de réussite – aussi pour les entreprises. Résultats de la troisième enquête coût/bénéfice de la formation des apprentis pour les entreprises suisses*. Glaris/Coire : Rüegger; p. 84 ss, 102

compte dans la révision des ordonnances sur la formation correspondantes. Afin de contrer l'augmentation des charges qui pèsent sur les entreprises formatrices, le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI) a lancé le projet « Simplification des procédures de qualification et encouragement des examens axés sur les compétences opérationnelles » (http://www.sbfi.admin.ch/berufsbildung/01587/02470/index.html?lang=fr). Tout comme les autres cantons, le canton de Berne soutient les efforts visant à simplifier les procédures administratives car les cantons eux-mêmes sont concernés par le sujet. A l'heure actuelle, le canton de Berne peut seulement soutenir et décharger les entreprises formatrices en mettant régulièrement à leur disposition davantage d'outils électroniques les aidant à effectuer leurs tâches.

Evolution du nombre d'apprentis et apprenties et du nombre de postes administratifs

Seule l'évolution du nombre d'apprentis et d'apprenties peut être représentée de manière exhaustive pour la période allant de 1990 à 2014. Il manque en effet des données en ce qui concerne l'évolution du nombre de postes administratifs dans le domaine de la formation en entreprise (conseil, surveillance, procédure de qualification).

Année	Nombre d'apprentis et apprenties	Nombre de postes à plein temps dans le domaine de la formation en entreprise
1990	25 270	---
2000	25 397	---
2010	29 185	27
2014	29 087	28

Il n'est pas possible de savoir combien d'employés et d'employées cantonaux étaient responsables de la formation en entreprise avant 2003 car l'Office de l'enseignement secondaire du 2e degré et de la formation professionnelle et, partant, l'actuelle Section de la formation en entreprise ne sont des unités administratives indépendantes que depuis cette date. On ne peut donc pas comparer ces deux évolutions.

Conclusions

Le Conseil-exécutif partage l'avis du motionnaire selon lequel les entreprises des branches techniques rencontrent des difficultés sur le plan financier et dans le recrutement des apprentis et apprenties. Trouver les bons apprentis et apprenties est une tâche exigeante, les charges administratives qui pèsent sur les entreprises formatrices sont significatives et il serait judicieux que les efforts fournis pour former les jeunes soient mieux répartis sur l'ensemble des entreprises.
Concernant les mesures à prendre, le Conseil-exécutif rappelle que la répartition des coûts dans le domaine de la formation professionnelle initiale est réglée de manière générale dans la législation cantonale sur la formation professionnelle et estime que ce système a fait ses preuves.

D'un point de vue politique, il ne serait pas opportun d'apporter une aide financière unique à une partie des entreprises formatrices. Fournir un soutien public supplémentaire et efficace à la formation professionnelle nécessiterait des moyens disproportionnés et n'est pas indiqué au vu de la situation financière du canton. La formation professionnelle relève de la politique d'investissement des branches et des entreprises.

Créer un fonds constituerait vraisemblablement une mesure plus efficace et durable pour davantage inciter les entreprises à former des apprentis et apprenties et pour mieux répartir les charges entre les branches et les entreprises. L'interpellation qui a été déposée entre-temps par une députée du Jura bernois (M 128-2015 Hirschi [Moutier, PSA] Création d'un fonds pour la formation professionnelle) permettra de poursuivre la discussion sur la manière de soutenir efficacement la formation duale ainsi que d'évaluer si la création d'un fonds serait accueillie favorablement par le monde politique.
Pour les raisons qui précèdent, le Conseil-exécutif propose le rejet de la présente motion.

Destinataire

- Grand Conseil

M

Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	089-2015
Type d'intervention:	Motion
Motion ayant valeur de directive:	☒
N° d'affaire:	2015.RRGR.308
Déposée le:	16.03.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Gasser (Bévilard, PSA) (porte-parole)
Cosignataires:	7
Urgence demandée:	Oui
Urgence accordée:	Non 19.03.2015
N° d'ACE:	1057/2015 du 2 septembre 2015
Direction:	Direction de l'instruction publique
Classification:	–
Proposition du Conseil-exécutif:	**Rejet**

Modification de l'ordonnance sur le statut du personnel enseignant (OSE)

Le Conseil-exécutif est chargé de modifier l'OSE (ordonnance sur le statut du personnel enseignant) de la manière suivante :

Article 43, alinéa 5 (nouveau) : La perte d'une leçon enseignée qui n'est pas imputable à l'enseignant concerné n'est pas comptabilisée dans le relevé individuel des heures.

Article 43, alinéa 6 (anciennement 5) : Lors d'une résiliation des rapports de travail, le solde, situé dans une fourchette maximale de moins huit à plus 50 pour cent de taux d'occupation *(Teneur du 26.2.2014)* est pris en compte dans le dernier traitement. Cette prise en compte se fait sur la base du niveau du salaire atteint au moment où prend fin l'engagement. (Biffer la suite, car déjà contenu dans le nouvel article 43, alinéa 5).

Développement

Aujourd'hui, le canton pilote les établissements du degré secondaire II au moyen de conventions ou de contrats de prestations ainsi que d'enveloppes budgétaires. Dans ce cadre, les recteurs et

les rectrices veillent à organiser leur école et à gérer leur personnel de manière optimale avec les ressources dont ils disposent.

Le RIH (relevé individuel des heures) est un outil très utile pour la gestion du personnel dans ces établissements. Or, les consignes internes pour l'application de cet instrument ne sont pas identiques dans les écoles du secondaire II. Si bon nombre de recteurs et rectrices l'utilisent judicieusement, il existe également certains établissements dans lesquels les enseignants sont tenus d'y inscrire tous les cours qu'ils n'ont pas pu dispenser, quand bien même leur responsabilité n'est pas mise en cause (par exemple les élèves sont en excursion avec un autre professeur). Cette pratique n'est pas correcte. Lorsqu'un enseignant ne peut pas donner ses leçons, la responsabilité en incombe à la direction. C'est à elle de prévoir de lui confier une autre mission pour remplacer cette leçon, et non à l'enseignant lui-même.

Cette modification ne remet nullement en cause l'autonomie dont disposent les établissements. Il s'agit seulement de corriger une inégalité de traitement. En modifiant l'ordonnance de cette manière, les enseignantes et enseignants du secondaire II disposeront ainsi toutes et tous d'une même directive en ce qui concerne la perte de leçons non imputable à l'enseignant.

Motivation de l'urgence :

Cette inégalité de traitement doit pouvoir être corrigée dès la prochaine rentrée scolaire, soit en août 2015.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion porte sur un domaine ressortissant exclusivement au Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le gouvernement dispose ainsi d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs fixés, les moyens à mettre en œuvre et les modalités pratiques. Il lui appartient de décider en dernier ressort.

Le motionnaire demande au Conseil-exécutif de modifier l'article 43 de l'ordonnance du 28 mars 2007 sur le statut du corps enseignant (OSE). La modification concerne le relevé individuel des heures d'enseignement (RIH) et prévoit que la perte d'une leçon enseignée qui n'est pas imputable à l'enseignant ou à l'enseignante concernée ne soit à l'avenir plus comptabilisée dans le RIH.

Avant que le Conseil-exécutif ne prenne position sur cette demande, il importe de développer plus en détail la thématique du RIH conformément aux bases légales actuelles (cf. art. 43 OSE). Ces règles valent aussi bien pour l'école obligatoire que pour le degré secondaire II :

- les enseignants et enseignantes exercent leur activité selon un volume correspondant au degré d'occupation rétribué. Est déterminant dans ce cadre le temps de travail annuel prévu pour le degré d'occupation.

- Les directions d'école peuvent toutefois autoriser que le degré d'occupation effectif des membres du corps enseignant diverge du degré d'occupation rétribué. Cela signifie que le nombre de leçons dispensées par un enseignant ou une enseignante peut être supérieur ou

inférieur à celui prévu pour le degré d'occupation rétribué. Il peut également s'agir d'écarts à plus long terme (p. ex. pendant un ou deux semestres).

- Des écarts à court terme, résultant de leçons ponctuelles supplémentaires ou supprimées, sont également autorisés. Ces leçons ponctuelles doivent si possible être compensées au cours du même semestre dans le cadre du mandat du corps enseignant ou par une augmentation ou une diminution du nombre de leçons dispensées. Si l'écart autorisé ne peut être compensé durant le même semestre, il doit être reporté dans le RIH, indépendamment de la question de savoir qui est responsable de l'augmentation ou de la diminution du nombre de leçons dispensées. Les leçons non dispensées sont portées au débit et les leçons dispensées en plus portées au crédit du RIH.

- A la fin de l'année scolaire, un solde situé dans une fourchette maximale de moins 8 à plus 50 pour cent de degré d'occupation peut être reporté sur l'année scolaire suivante.

- Lors d'une résiliation des rapports de travail, le solde du relevé individuel des heures d'enseignement est pris en compte dans le dernier traitement. Les soldes négatifs ne sont pas pris en compte dans le dernier traitement lorsque le membre du corps enseignant concerné n'en est pas responsable.

Le motionnaire demande que toutes les leçons ponctuelles qui n'ont pas été dispensées ne soient plus comptabilisées en moins dans le RIH si elles ne sont pas imputables à l'enseignant ou à l'enseignante concernée. Son argumentation ne porte que sur les membres du corps enseignant du degré secondaire II. Le motionnaire justifie sa demande par le fait qu'il appartient aux directions d'école du degré secondaire II de décider si un enseignant ou une enseignante est en mesure de dispenser les leçons prévues pour son degré d'occupation. Il estime donc qu'il incombe aux directions d'école de prévoir une mission de remplacement pour l'enseignant ou l'enseignante concernée lorsqu'une leçon ponctuelle n'a pas été dispensée.

Le Conseil-exécutif rejette cette modification pour les raisons suivantes :

- Une telle solution serait inadéquate. La réglementation en vigueur, selon laquelle un solde RIH négatif n'est pas pris en compte dans le dernier traitement en cas de départ lorsque le membre du corps enseignant concerné n'en est pas responsable, protège suffisamment les membres du corps enseignant. Ceux-ci ne sont pas pénalisés.

- L'obligation de proposer d'éventuelles leçons de remplacement aussi rapidement que possible contraindrait les directions d'école à donner en partie des missions de remplacement alors même que la situation ne l'exige pas.

Dans le cadre de leurs fonctions, les directions d'écoles peuvent en tout temps ordonner la réduction des avoirs sur le RIH. Le Conseil-exécutif estime que cela est effectué dans une mesure appropriée. Il juge que les systèmes actuellement appliqués dans les écoles du degré secondaire II pour gérer la perte de leçons (comptabilisation négative) non imputable aux membres du corps enseignant sont pertinents. Selon lui, ils sont équivalents et n'entraînent pas d'inégalité de traitement pour les enseignants et enseignantes.

Des modifications de la charge de travail au sein du personnel de l'administration cantonale sont également possibles au cours de l'année. Des fluctuations du solde d'heures de travail dont per-

sonne n’est « responsable » peuvent alors se produire et sont à compenser ultérieurement dans le cadre du temps de travail annuel ou à éventuellement reporter sur l’année suivante. Cette gestion du temps de travail annuel est un instrument important pour tirer le meilleur parti des ressources et pour garantir que le travail soit effectué lorsque cela est pertinent. Cela vaut non seulement pour le personnel de l’administration mais dans une certaine mesure aussi pour les membres du corps enseignant.

Au vu des éléments qui précèdent, le Conseil-exécutif propose le rejet de la motion.

Destinataire

- Grand Conseil

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la commission

Loi sur le marché du travail (LMT) (Modification)

Direction de l'économie publique

Table des matières

		Seite
1.	**Synthèse**	3
2.	**Contexte**	3
2.1	Collaboration interinstitutionnelle	3
2.2	Déroulement d'une évaluation	3
2.3	Protection des données	3
2.4	Bases légales applicables	4
3.	**Caractéristiques de la nouvelle réglementation**	4
3.1	Protection des données	4
3.2	Refonte	5
4.	**Commentaire des articles**	5
5.	**Répercussions financières**	7
6.	**Répercussions sur le personnel et l'organisation**	7
7.	**Répercussions sur les communes**	7
8.	**Répercussions sur l'économie**	7
9.	**Résultat de la procédure de consultation**	7
9.1	Protection des données	7
9.2	Réglementation de la suppléance au sein de la CCMT	7
9.3	Statistique cantonale du marché du travail	7
9.4	Information en cas de licenciements collectifs	8
9.5	Renforcement des mesures d'accompagnement	8
9.6	Salaires minimaux	8
10.	**Proposition**	8

Rapport
présenté par le Conseil-exécutif au Grand Conseil concernant la loi sur le marché du travail (LMT)

1. Synthèse

Dans le cadre de la collaboration interinstitutionnelle (CII), les unités administratives cantonales et les autorités fédérales échangent des données personnelles particulièrement dignes de protection. Jusqu'ici, cet échange supposait de recueillir l'accord des personnes concernées. La présente révision de la loi sur le marché du travail (LMT) et les modifications indirectes apportées à d'autres lois créent une base légale claire pour le traitement partagé des données. L'échange de données pourra d'ailleurs se faire par le biais d'une plate-forme électronique. La présente modification entraîne en outre l'adaptation de certaines dispositions de la LMT et l'abrogation de celles devenues obsolètes.

2. Contexte

2.1 Collaboration interinstitutionnelle

La Conférence des chefs des départements de l'économie publique, la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales, l'Office fédéral des assurances sociales et le Secrétariat d'Etat à l'économie ont mis en place la CII en 2001 dans le but de poursuivre une stratégie commune visant à optimiser et préciser la collaboration entre les diverses organisations des domaines de l'assurance-chômage, de l'assurance-invalidité, de l'aide sociale, du service public de l'orientation professionnelle et personnelle ainsi qu'avec d'autres institutions. La CII est régie par la loi fédérale sur l'assurance-chômage[1)] (LACI).

Dans le canton de Berne, la CII concerne les services sociaux aux échelons communaux et cantonaux, le Service de l'emploi, les caisses de chômage, l'assurance-invalidité (AI), les autorités compétentes en matière de police des étrangers et d'asile (y compris les services des migrations des villes de Berne, Bienne et Thoune) ainsi que les services d'orientation[2)]. De plus, les données de l'école obligatoire et des écoles moyennes sont prises en compte au cas par cas. La modification de l'ordonnance sur le marché du travail en 2007 a créé l'ancrage formel nécessaire à l'organisation de la CII. Les directeurs et les directrices des institutions concernées composent un groupe de pilotage. L'Office de l'économie bernoise (beco) est chargé du secrétariat.

La CII a pour objectif d'insérer sur le marché primaire du travail des personnes qui n'ont pas trouvé d'emploi jusque-là pour des raisons diverses (telles que problèmes de santé ou d'ordre social, formation insuffisante etc.). Ces personnes sont souvent inscrites auprès de plusieurs services cantonaux. En l'absence d'efforts de coordination, le danger est grand de voir des problèmes réglés de façon partielle uniquement et les personnes renvoyées de services en services. Pour les institutions, la CII consiste à convenir d'une démarche uniforme et contraignante pour toutes les parties impliquées ainsi que d'un interlocuteur. En vue du traitement de ces cas (évaluation), les institutions impliquées constituent une équipe de collaborateurs expérimentés, les évaluateurs et évaluatrices CII.

2.2 Déroulement d'une évaluation

Les collaborateurs et les collaboratrices des institutions impliquées constatent, dans le cadre de leurs tâches usuelles d'exécution, qu'une personne est sans emploi pour des raisons diverses. Ils vérifient s'il s'agit d'un cas susceptible d'être traité par la CII. Dans l'affirmative, ils recueillent l'accord de la personne concernée avant de traiter et de communiquer des données particulièrement dignes de protection. L'accès à toutes les données déterminantes constitue une condition préalable à une évaluation complète et un suivi optimal.

Chaque cas traité dans le cadre de la CII est suivi par un évaluateur ou une évaluatrice. Dans un premier temps, les informations pertinentes sont rassemblées et les institutions auprès desquelles est inscrite la personne concernée sont identifiées. Ces informations constituent la base d'un rapport permettant aux institutions de discuter du cas lors d'une table ronde. L'objectif est de déterminer ensemble la démarche optimale et dans l'idéal, l'une des institutions se charge du suivi ultérieur du cas étudié.

Outre les évaluations susmentionnées, la CII prévoit une autre forme de collaboration dans le cadre de laquelle des données doivent également être traitées et communiquées. Les institutions impliquées règlent cette forme de collaboration directe au moyen de conventions.

2.3 Protection des données

La protection des données est régie par la loi cantonale sur la protection des données[3)] (LCPD) et la législation cantonale s'y rapportant. Toutes les institutions cantonales sont surveillées par le préposé cantonal à la protection des données, lequel a assuré le suivi de cette révision partielle.

Durant les évaluations effectuées dans le cadre de la CII, des informations et des documents contenant des renseignements sur la situation financière, l'état de santé, le chômage des personnes concernées ou encore les sanctions administratives dont elles ont été frappées sont traités. Ces informations sont essentiellement recueillies dans le cadre de l'aide sociale, de l'assurance-chômage, de l'orientation profession-

[1)] Loi fédérale du 25 juin 1982 sur l'assurance-chômage obligatoire et l'indemnité en cas d'insolvabilité (loi sur l'assurance-chômage, LACI; RS 837.0), art. 85f

[2)] Ci-après, toutes les organisations concernées sont dénommées «institutions».

[3)] Loi du 19 février 1986 sur la protection des données (LCPD; RSB 152.04)

nelle ou de la procédure en matière d'AI. Il s'agit majoritairement de données personnelles particulièrement dignes de protection au sens de l'article 3 LCPD.

D'après la LCPD, les données personnelles ne peuvent être traitées que lorsque la loi l'autorise expressément ou qu'elles servent à accomplir une tâche légale (base légale simple d'après l'art. 5 LCPD). Le traitement des données personnelles particulièrement dignes de protection dépend de critères supplémentaires: présence d'une base légale claire ou présence d'une base légale simple au sens de l'article 5, alinéa 1 LCPD et accord de la personne concernée.

Une distinction est en outre opérée entre la communication au cas par cas et la procédure d'appel. Dans le cas d'une communication au cas par cas, l'autorité procédant à la communication examine chaque cas sur la base d'une demande formelle et ne communique les données que lorsque les conditions prévues par la loi sont remplies. Dans le cas d'une procédure d'appel (majoritairement électronique), elle n'examine pas elle-même le cas en question mais permet à l'autorité qui en fait la demande d'accéder aux données. Les conditions préalables à la communication de données personnelles sont contrôlées au cours de la procédure législative. La procédure d'appel requiert une base légale claire au sens de l'article 6 LCPD.

2.4 Bases légales applicables

A l'heure actuelle, peu de bases légales cantonales concernent la CII et la protection des données. L'article 13, alinéa 2, lettre *c* LMT confie au beco le soin d'encourager la collaboration du Service de l'emploi avec les institutions chargées de missions de réinsertion et d'intégration en vue de la CII. L'ordonnance correspondante (OMT) précise les modalités d'organisation de la CII. En revanche, aucun texte ne prévoit expressément une tâche en la matière ou la protection des données dans le cadre de la CII. Les autres textes législatifs à modifier contiennent certes des dispositions plus ou moins détaillées en matière de protection des données. Elles restent toutefois très génériques et n'abordent jamais la communication de données dans le cadre de la CII. On peut constater plus généralement qu'une coordination de la protection des données au niveau des Directions fait défaut. L'opportunité, dans un avenir proche, d'une plate-forme électronique à disposition de la CII n'est plus à démontrer. Le Conseil-exécutif a donc décidé de créer une base légale expresse.

Au plan fédéral, les bases légales nécessaires au traitement et à la communication de données en matière d'assurances sociales existent (voir art. 85f LACI et art. 68bis LAI). En revanche, la législation sur les étrangers et l'asile ne contient pas de telles dispositions. La LiLFAE[4)] doit donc être complétée de dispositions visant la protection des données. La LiLAI[5)], quant à elle, ne doit pas être modifiée.

3. Caractéristiques de la nouvelle réglementation

3.1 Protection des données

Afin de satisfaire aux exigences légales en matière de protection des données, il convient d'intégrer aux lois cantonales applicables à toutes les institutions des dispositions concernant la CII et la protection des données, qui permettent le traitement et la communication au cas par cas de données personnelles et notamment de données particulièrement dignes de protection. Ne sont concernées par le traitement et la communication des données que les personnes qui sont inscrites dans une ou plusieurs institutions et participent à la CII en étant informées du traitement et de la communication des données.

En outre, il est indispensable de créer une base légale permettant également d'échanger ces données dans le cadre d'une procédure d'appel. Il s'agit d'une procédure automatisée permettant à une autorité recherchant des données d'obtenir directement des informations existantes sans l'intervention ou l'accord de l'autorité ayant officiellement communiqué les données.

Pour pouvoir travailler efficacement à l'avenir, les institutions impliquées auront certainement besoin d'un système informatique commun sous forme de plate-forme de collaboration par exemple. Ce dernier ne contiendrait toutefois que les données des personnes traitées dans le cadre de la CII. Il n'est pas prévu de fournir un accès général aux systèmes informatiques des institutions concernées ni de créer une base légale à cette effet. Toutefois, l'accès à la plate-forme est considéré comme procédure d'appel du point de vue de la législation sur la protection des données et nécessite donc une base juridique correspondante. Les lois devant être modifiées présentent une densité normative variable des dispositions relatives à la protection des données: la loi sur l'aide sociale (LASoc) comporte déjà des dispositions détaillées sur la protection des données, les lois sur l'école obligatoire (LEO) et les écoles moyennes (LEM) contiennent quelques dispositions d'ordre général alors que la LMT et la loi sur la formation professionnelle (LFOP) n'en mentionnent pas.

Le service compétent de la Direction de l'économie publique coordonne l'exécution de la CII, raison pour laquelle les dispositions de protection des données sont fixées dans la LMT. Ces dispositions définissent les institutions participant à la CII et les habilitent à traiter et à échanger au cas par cas dans le cadre de la CII des données personnelles particulièrement dignes de protection. Elles pourront pour cela utiliser la procédure d'appel dès qu'une plate-forme adéquate aura été créée. Les textes législatifs des Directions concernées habilitent, par un renvoi à la législation cantonale sur le marché du travail, les institutions participant à la CII à traiter et à communiquer à d'autres institutions partenaires de la CII des données personnelles particulièrement dignes de protection.

[4)] Loi du 20 janvier 2009 portant introduction de la loi fédérale sur l'asile et de la loi fédérale sur les étrangers (LiLFAE; RSB 122.20)

[5)] Loi du 23 juin 1993 portant introduction de la loi fédérale sur l'assurance-invalidité (LiLAI; RSB 841.21)

3.2 Refonte

Plusieurs dispositions de la LMT ne sont plus nécessaires. Certaines traitent ainsi de missions déjà prévues dans la loi fédérale sur le travail au noir[6] (LTN), la loi fédérale sur les étrangers[7] (LEtr), la loi fédérale sur le service de l'emploi[8] (LSE) ainsi que la loi fédérale sur l'assurance-chômage (LACI). En outre, la LMT définit des compétences déjà abordées dans la loi d'organisation[9] (LOCA) ainsi qu'en référence à l'ordonnance d'organisation ECO[10] (OO ECO). Par conséquent, les articles 6, 7, 8, 16, 17, 20, 21 ainsi que 26 peuvent être abrogés. Par ailleurs, l'article 35 doit également être modifié.

La statistique du marché du travail de la Confédération est bien développée. Le canton de Berne ne doit donc pas nécessairement en tenir une. Les tâches d'observation du marché du travail assumées par le beco relèvent aujourd'hui déjà plutôt de l'examen et de la préparation des données disponibles. Les statistiques fédérales suffisaient et suffisent à accomplir aisément les tâches relevant de la statistique du marché du travail. L'article 12 LMT doit donc être adapté en fonction des tâches effectivement accomplies.

Pour fonctionner correctement, la Commission cantonale du marché du travail (CCMT) est tributaire du soutien efficace de l'administration. Ses décisions sont fréquemment préparées au sein de cette dernière. Pour ce qui est de l'activité de contrôle, le canton et ses partenaires sociaux ont mis en place le Contrôle du marché du travail Berne (CMTBE), une association, et l'ont doté d'un effectif suffisant, formé à cet effet. Les contrôles font ainsi l'objet de mandats confiés au CMTBE et non aux commissions paritaires dont les capacités ne suffisent pas à prendre en charge ces tâches.

Jusqu'à la fin de 2012, les personnes sans emploi devaient s'annoncer auprès de la commune afin que leur domicile puisse être vérifié. Depuis le 1er janvier 2013, l'inscription peut se faire directement auprès des ORP puisque le domicile peut être vérifié en ligne. Les dispositions actuelles de l'article 14 et la deuxième moitié de la disposition de l'article 27 concernant le financement des tâches communales peuvent ainsi être abrogées.

6) Loi fédérale du 17 juin 2005 concernant des mesures en matière de lutte contre le travail au noir (loi fédérale sur le travail au noir, LTN, RS 822.41)
7) Loi fédérale du 16 décembre 2005 sur les étrangers (loi sur les étrangers, LEtr; RS 142.20)
8) Loi fédérale du 6 octobre 1989 sur le service de l'emploi et la location de services (loi sur le service de l'emploi, LSE; RS 823.11)
9) Loi sur l'organisation du Conseil-exécutif et de l'administration (loi d'organisation, LOCA; RSB 152.01)
10) Ordonnance sur l'organisation et les tâches de la Direction de l'économie publique (ordonnance d'organisation ECO, OO ECO; RSB 152.221.111)

4. Commentaire des articles

Article 4

D'après l'ancienne teneur de l'article 4, lettre *d*, la CCMT peut mandater le service compétent au sein de la Direction de l'économie publique pour consulter des documents et rechercher des informations. Depuis 2003, la CCMT est aux prises avec un nombre accru d'affaires en raison de la hausse du nombre de prestataires de services étrangers et d'une surveillance intensifiée du marché du travail. Ni la CCMT, ni son comité directeur ne disposent des ressources leur permettant de mener ou de préparer les procédures de conciliation prescrites par le droit fédéral. Dans les faits, ces travaux sont effectués par le secrétariat de la CCMT (tenu par le beco). La modification de l'article 4, lettre *d* précise cette répartition des tâches éprouvée.

Article 12

Une collaboration intercantonale a été mise en place notamment dans l'Arc jurassien.

Article 13

L'alinéa 1 réglemente la collaboration générale au sein du service public de l'emploi. Le contenu de la disposition est repris tel quel du droit en vigueur sous une nouvelle forme rédactionnelle. Avec l'alinéa 2, les tâches de la CII sont désormais inscrites dans la loi.

Article 14

Les formes de traitement des données autorisées et les institutions habilitées à mettre à disposition ou traiter les données sont énumérées à l'alinéa 1. La description des institutions concernées repose sur les définitions des organes d'exécution conformément à la législation correspondante. Ainsi, la lettre *a* désigne autant les services sociaux communaux et régionaux que les services sociaux pour réfugiés. La lettre *b* se réfère aux programmes d'occupation et d'insertion proposés dans le cadre de l'aide sociale; la lettre *d* concerne les autorités scolaires compétentes pour la poursuite de la scolarité ou l'intégration. Outre les directions d'écoles, il s'agit notamment des enseignants de 8e et 9e années d'école obligatoire, des enseignants des écoles moyennes ainsi que des enseignants des solutions transitoires dans le cadre de l'orientation professionnelle. Les autorités scolaires au sens de la lettre *d* peuvent fournir au cas par cas des informations portant par exemple sur les résultats scolaires ou permettant d'effectuer un choix professionnel. Le Case Management Formation professionnelle (CM FP) est englobé dans la lettre *e* en tant que partie de l'orientation professionnelle et personnelle.

Conformément aux développements du chiffre 2.3, l'alinéa 2 confère une base formelle à la procédure d'appel.

Article 15

Les employeurs doivent annoncer au canton les licenciements à grande échelle afin que le service public de l'emploi puisse préparer les mesures nécessaires. La CCMT n'accomplit aucune tâche d'exécution. Dans le cadre de la surveillance du marché du travail, la CCMT n'a besoin que d'un aperçu des licenciements collectifs afin de pouvoir en anticiper les conséquences éventuelles sur le marché du travail. Il n'est donc pas nécessaire de signaler rapidement chaque cas de ce type. Avec l'accord de la CCMT, les annonces ne sont donc pas faites sur le moment mais lors des séances trimestrielles ordinaires. La rédaction de l'article 15 LMT est adaptée à cette pratique établie.

Article 30

La modification précise que la délégation des compétences financières concerne tous les paiements, qu'ils constituent des subventions ou des mandats, et règle ainsi tout particulièrement le financement de l'activité de contrôle. Le canton a délégué au CMTBE les contrôles effectués au titre de l'exécution de la LTN et de la loi sur les travailleurs détachés[11]. Le CMTBE est, comme la CCMT, une organisation tripartite et, partant, la seule à être habilitée à effectuer tous types de contrôles. L'ampleur de cette activité est déterminée par la convention de prestations conclue entre le canton et la Confédération. L'article 30 énonce désormais clairement que les dépenses engendrées par l'activité de contrôle sont elles aussi comprises dans la délégation.

Article 31

Les tâches de contrôle étant transmises au CMTBE et non aux commissions paritaires, la lettre *a* de l'article 4 est abrogée (cf. explications ci-dessus). La règlementation concernant la rémunération des commissions paritaires peut par conséquent être abrogée.

Article 35

Le Service de l'emploi et la Caisse de chômage sont les deux organes compétents de la Direction de l'économie publique et ne doivent par conséquent pas être mentionnés séparément. Il n'est pas non plus nécessaire d'indiquer que le Conseil-exécutif est habilité à désigner l'autorité auprès de laquelle les oppositions doivent être déposées, ce point étant déjà réglé dans la législation fédérale[12].

[11] Loi fédérale du 8 octobre 1999 sur les mesures d'accompagnement applicables aux travailleurs détachés et aux contrôles des salaires minimaux prévus par les contrats-types de travail (loi sur les travailleurs détachés, LDét; RS 823.20).

[12] Loi fédérale du 6 octobre 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales (LPGA; RS 830.1)

Article 2a LiLFAE

La CII n'est pas encore ancrée dans les législations concernant les services des migrations. L'alinéa 1 de l'article en question crée la base légale correspondante.

Article 57a LFOP

La loi sur la formation professionnelle ne contient encore aucune disposition sur la protection des données. L'alinéa 1 traite de l'échange de données entre les domaines de la formation et l'alinéa 2 de la protection des données dans le cadre de la CII.

Article 73 LEO

L'article de la loi sur l'école obligatoire portant sur la protection des données est complété par la base légale relative à la CII (al. 4). Cet article a été restructuré afin d'en faciliter la compréhension. L'actuel alinéa 3, qui a subi une légère modification linguistique sans changement de contenu, devient l'alinéa 2. L'actuel alinéa 1 devient l'alinéa 3. Afin d'assurer des transitions optimales (du degré primaire au degré secondaire I ou du degré secondaire I au degré secondaire II), ces écoles doivent notamment pouvoir échanger leurs données. Le degré secondaire I doit ainsi constituer une préparation idéale à la formation professionnelle et à la formation en école moyenne. Réciproquement, la formation professionnelle et la formation en école moyenne doivent commencer là où s'achève le degré secondaire I. Pour ce faire, aussi bien les écoles dont sont issus les élèves que celles qui les accueillent doivent pouvoir communiquer des données personnelles. Les adolescents et adolescentes bénéficient ainsi de transitions optimales. Des procédures de sélection coordonnées et adaptées doivent empêcher les adolescents et adolescentes de choisir la mauvaise formation et de devoir se réorienter ultérieurement. Déjà énoncées dans l'actuel alinéa 1, les dispositions en matière d'échange de données entre le degré secondaire I et le degré primaire sont reprises dans le nouvel alinéa sous une formulation légèrement adaptée. L'échange de données entre le degré secondaire I et le degré secondaire II n'est pas encore réglé, bien qu'il soit important pour l'intégration des adolescents dans le monde du travail. L'alinéa 3 est complété en conséquence. Contrairement à la communication des données telle qu'entendue à l'alinéa 2, l'alinéa 3 prévoit la consultation de listes ne contenant pas de données de détenteurs et détentrices du secret professionnel. Les dispositions relatives à la limitation des échanges au cas par cas et aux obligations particulières de garder le secret ne sont par conséquent pas nécessaires.

Article 67 LEM et article 57a LFOP

Actuellement, la loi sur les écoles moyennes et la loi sur la formation professionnelle, la formation continue et l'orientation professionnelle s'en tiennent au minimum en matière de réglementation de l'échange de données. Elles sont complétées par la base légale relative à la CII (dans les deux lois: al. 4). De plus, un pendant à la réglementation figurant à l'article 73 LEO est créé: l'alinéa 2 contient

des dispositions sur l'échange de données entre les services compétents pour la formation d'un adolescent ou d'une adolescente. L'alinéa 3 régit quant à lui l'échange de données en vue d'optimiser les transitions (cf. commentaires de l'art. 73 LEO).

5. Répercussions financières

Le présent projet n'a aucune répercussion financière pour le moment; il crée uniquement la base nécessaire du point de vue de la législation sur la protection des données pour la mise en place d'une plate-forme électronique. Si des moyens financiers devaient être engagés, l'organe compétent en matière financière devrait les approuver dans le cadre du plan financier ordinaire. La procédure d'inscription des personnes au chômage ayant été réorganisée en 2013 (inscription auprès de l'ORP), plus aucun coût en la matière n'incombe aux communes. L'abrogation du passage correspondant dans l'article 27 n'aura aucune répercussion financière pour le canton ni pour les communes.

6. Répercussions sur le personnel et l'organisation

Le présent projet n'a aucun impact sur le personnel ou l'organisation. La simplification de l'échange de données soulage les services administratifs concernés.

7. Répercussions sur les communes

Le présent projet n'a aucune incidence sur les communes, excepté pour les villes de Berne, Bienne et Thoune. Ces communes disposant de leur propre service des migrations continuent d'assumer leurs tâches relevant de la CII dans le cadre de l'exécution ordinaire de la législation. Depuis 2013, les communes ne sont plus chargées de réceptionner les inscriptions des personnes au chômage. La présente révision procède à l'ajustement formel de la LMT, laquelle n'aura plus de répercussions sur les communes.

8. Répercussions sur l'économie

La CII facilite l'insertion sur le marché primaire du travail, ce qui soulage le système social et partant l'économie publique.

9. Résultat de la procédure de consultation

La procédure de consultation s'est déroulée du 21 janvier au 4 mai 2015. Au total, 43 prises de position ont été envoyées. Dans l'ensemble, tous les partis politiques et destinataires du projet mis en consultation ont salué la révision.

9.1 Protection des données

Les dispositions relatives à la protection des données ont été en partie critiquées et il a été demandé qu'elles soient élaborées en collaboration avec le préposé à la protection des données, ce qui est déjà le cas. En effet, le projet a été préalablement consolidé avec le Bureau pour la surveillance de la protection des données, ce qui n'était pas mentionné dans le rapport.

Selon le PS et les Verts, l'association «angestellte bern» et l'Union syndicale du canton de Berne (GKB), la formulation de l'article 14 est trop vague. Les Juristes démocrates rejettent quant à eux les dispositions en matière de protection des données, déplorant une violation du droit constitutionnel et fédéral.

Suite aux prises de position reçues, un examen approfondi des articles 13 et 14 a été effectué. Il en est ressorti que les dispositions ne sont pas formulées assez précisément, ouvrant par conséquent la porte à un échange de données plus large qu'entendu. La révision de la LMT doit permettre d'ancrer dans le droit bernois les possibilités offertes par le droit fédéral et de définir les services cantonaux habilités à échanger des données en vue de la CII. Il ne s'agit que de l'échange de données personnelles au cas par cas visant à faciliter l'intégration des personnes concernées sur le marché du travail. Les articles 13 et 14 ont donc été totalement remaniés et précisés. Les commentaires correspondants dans le rapport ont eux aussi été adaptés. Il va de soi qu'outre la LMT sont applicables les dispositions générales de protection des données n'autorisant leur échange que s'il est nécessaire pour l'accomplissement des tâches.

9.2 Réglementation de la suppléance au sein de la CCMT

Le PS, les Verts, le PLR et le PBD rejettent la réglementation de la suppléance au sein de la CCMT, arguant du fait qu'elle affaiblirait la CCMT et nuirait à la continuité et aux connaissances spécialisées requises. Toutes les organisations représentées au sein de la CCMT sont également de cet avis.

La réglementation de la suppléance avait été introduite à la demande de la CCMT. Toutefois, d'après les prises de positions reçues, les retombées négatives seraient trop importantes. Les dispositions relatives à la suppléance sont par conséquent supprimées.

9.3 Statistique cantonale du marché du travail

Le PS et l'Union syndicale du canton de Berne ne sont pas fondamentalement opposés à une suppression de la statistique cantonale du marché du travail mais se demandent si les statistiques fédérales seraient suffisantes. L'association «angestellte bern» souhaite que les statistiques régionales soient ancrées dans la loi. L'Union du commerce et de l'industrie juge quant à elle que la suppression serait judicieuse, estimant que les statistiques fédérales suffiraient.

Le canton de Berne n'a jamais mené ses propres statistiques, il s'appuie sur les chiffres de la Confédération qui fournissent également des indications sur les

statistiques régionales. La suppression de l'article 12 n'aura donc pas d'incidence sur le travail de la CCMT.

9.4 Information en cas de licenciements collectifs

Le PS, les Verts et l'Union syndicale du canton de Berne souhaitent conserver la base légale garantissant l'annonce immédiate des licenciements collectifs à la CCMT. Ils estiment qu'il est important pour le travail de la CCMT que ces informations puissent être communiquées rapidement.

Lors de licenciements collectifs, aucune tâche ou compétence n'est dévolue à la CCMT pour intervenir au cas par cas. Les chiffres sur la situation et son évolution sont toutefois des indicateurs importants de l'état du marché du travail. Par conséquent, l'expérience a montré qu'il était judicieux d'informer périodiquement la CCMT de la situation.

9.5 Renforcement des mesures d'accompagnement

Le PS, les Verts, l'association «angestellte bern» et Unia souhaitent inscrire de nouvelles dispositions dans la LMT: en cas de suspicion de non-respect des conditions de salaire et de travail, les autorités doivent pouvoir, dans le cadre des mesures d'accompagnement, exclure des chantiers les entreprises détachant des travailleurs. Les dispositions de la loi fédérale sur les travailleurs détachés concernant les mesures d'accompagnement sont exhaustives. Le canton n'a aucune compétence législative en la matière.

9.6 Salaires minimaux

Les organisations mentionnées au chiffre 9.5 réclament par ailleurs une norme générale selon laquelle des contrats-types de travail avec salaires minimaux pourraient être introduits (d'entente avec les partenaires sociaux) dans les branches sans CCT étendue.

La Confédération a défini dans le Code des obligations[13)] les conditions dans lesquelles des contrats-types de travail avec salaires minimaux à caractère obligatoire peuvent être introduits. La compétence législative du canton en la matière est sujette à caution. Lors de la votation populaire du 18 mai 2014, les électeurs du canton de Berne se sont clairement prononcés contre l'introduction de salaires minimaux. Au vu de ces résultats récents et sans équivoque, le Conseil-exécutif renonce à approfondir la question et à inscrire des dispositions relatives aux salaires minimaux dans le projet.

[13)] Loi fédérale du 30 mars 1911 complétant le Code civil suisse (Livre cinquième: Droit des obligations) (Code des obligations, CO; RS 220)

10. Proposition

Le présent projet comprend essentiellement des ajustements d'ordre technique et une harmonisation du droit en vigueur en matière de protection des données. Le Conseil-exécutif propose par conséquent au Grand Conseil de renoncer à une seconde lecture.

Berne, le 12 août 2015

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Käser*
le chancelier: *Auer*

Proposition du Conseil-exécutif

Loi sur le marché du travail (LMT) (Modification)

836.11

Le Grand Conseil du canton de Berne,

sur proposition du Conseil-exécutif,

arrête:

I.

La loi du 23 juin 2003 sur le marché du travail (LMT) est modifiée comme suit:

Art. 1 [1]La présente loi règle l'exécution de la législation fédérale relative
a inchangée,
b et *c* abrogées,
d au service de l'emploi,
e inchangée.

[2 et 3] Inchangés.

Art. 4 La CCMT peut, aux fins de remplir ses tâches de manière efficace et en temps utile,
a abrogée;
b et *c* inchangées;
d «requérir des documents et des informations» est remplacé par «procéder aux éclaircissements nécessaires et à la préparation des décisions».

2.3 Abrogé

Art. 6 Abrogé.

2.4 Abrogé

Art. 7 Abrogé.

2.5 Abrogé

Art. 8 Abrogé.

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la commission

Loi sur le marché du travail (LMT) (Modification)

836.11

Le Grand Conseil du canton de Berne,

sur proposition du Conseil-exécutif,

arrête:

I.

La loi du 23 juin 2003 sur le marché du travail (LMT) est modifiée comme suit:

Art. 1 [1]La présente loi règle l'exécution de la législation fédérale relative
a inchangée,
b et *c* abrogées,
d au service de l'emploi,
e inchangée.

[2 et 3] Inchangés.

Art. 4 La CCMT peut, aux fins de remplir ses tâches de manière efficace et en temps utile,
a abrogée;
b et *c* inchangées;
d «requérir des documents et des informations» est remplacé par «procéder aux éclaircissements nécessaires et à la préparation des décisions».

2.3 Abrogé

Art. 6 Abrogé.

2.4 Abrogé

Art. 7 Abrogé.

2.5 Abrogé

Art. 8 Abrogé.

Art. 12 Le service compétent de la Direction de l'économie publique observe le marché du travail et peut participer à des instances intercantonales d'observation du marché du travail.

3.1 Service de l'emploi

Collaboration

Art. 13 [1]Le Service de l'emploi encourage la collaboration avec les caisses de chômage et les associations d'employeurs et de travailleurs.

[2] Il encourage et dirige la collaboration interinstitutionnelle (CII) entre les institutions de sécurité sociale, de formation, d'insertion professionnelle ainsi qu'entre les autorités en charge du domaine des migrations conformément à la législation sur l'assurance-chômage et l'indemnité en cas d'insolvabilité.

Traitement et communication de données

Art. 14 [1]Les institutions suivantes sont habilitées à traiter et à se communiquer les données personnelles, y compris les données personnelles particulièrement dignes de protection, dont elles ont besoin pour définir au cas par cas les mesures de réinsertion adaptées ou le droit aux prestations:

a les services habilités à verser l'aide sociale matérielle au sens de la législation sur l'aide sociale,
b les prestataires d'offres visant l'occupation, le placement et la réinsertion professionnelle au sens de la législation sur l'aide sociale,
c le Service de l'emploi et les caisses de chômage en vertu de la législation sur l'assurance-chômage et l'indemnité en cas d'insolvabilité,
d les autorités scolaires au sens des législations sur l'école obligatoire et sur les écoles moyennes ainsi que de la législation sur la formation professionnelle, la formation continue et l'orientation professionnelle,
e les services d'orientation professionnelle et personnelle au sens de la législation sur la formation professionnelle, la formation continue et l'orientation professionnelle,
f les services compétents conformément à la législation sur les étrangers et l'asile,
g les services de l'AI en vertu de la législation sur l'assurance-invalidité,
h les assureurs au sens de la loi sur l'assurance-accidents.

[2] Une plateforme électronique d'appel permet, en vue du traitement et de la communication des données au sens de l'alinéa 1, de consulter des données dans le cadre de leur échange et de la coordination.

Art. 12 Le service compétent de la Direction de l'économie publique observe le marché du travail et peut participer à des instances intercantonales d'observation du marché du travail.

3.1 Service de l'emploi

Collaboration

Art. 13 [1]Le Service de l'emploi encourage la collaboration avec les caisses de chômage et les associations d'employeurs et de travailleurs.

[2] Il encourage et dirige la collaboration interinstitutionnelle (CII) entre les institutions de sécurité sociale, de formation, d'insertion professionnelle ainsi qu'entre les autorités en charge du domaine des migrations conformément à la législation sur l'assurance-chômage et l'indemnité en cas d'insolvabilité.

Traitement et communication de données

Art. 14 [1]Les institutions suivantes sont habilitées à traiter et à se communiquer les données personnelles, y compris les données personnelles particulièrement dignes de protection, dont elles ont besoin pour définir au cas par cas les mesures de réinsertion adaptées ou le droit aux prestations:

a les services habilités à verser l'aide sociale matérielle au sens de la législation sur l'aide sociale,
b les prestataires d'offres visant l'occupation, le placement et la réinsertion professionnelle au sens de la législation sur l'aide sociale,
c le Service de l'emploi et les caisses de chômage en vertu de la législation sur l'assurance-chômage et l'indemnité en cas d'insolvabilité,
d les autorités scolaires au sens des législations sur l'école obligatoire et sur les écoles moyennes ainsi que de la législation sur la formation professionnelle, la formation continue et l'orientation professionnelle,
e les services d'orientation professionnelle et personnelle au sens de la législation sur la formation professionnelle, la formation continue et l'orientation professionnelle,
f les services compétents conformément à la législation sur les étrangers et l'asile,
g les services de l'AI en vertu de la législation sur l'assurance-invalidité,
h les assureurs au sens de la loi sur l'assurance-accidents.

[2] Une plateforme électronique d'appel permet, en vue du traitement et de la communication des données au sens de l'alinéa 1, de consulter des données dans le cadre de leur échange et de la coordination.

Licenciements et fermetures d'entreprise

Art. 15 «immédiatement» est remplacé par «régulièrement».

3.2 Abrogé

Art. 16 Abrogé.

Art. 17 Abrogé.

4.2 Abrogé

Art. 20 et **21** Abrogé.

Art. 26 Abrogé.

Art. 27 «et sous réserve de la prise en charge des frais par les communes selon l'article 14, alinéa 1» est abrogé.

Art. 30 [1 à 3]Inchangés.

[4] «subventions versées par le canton en vertu de la présente loi» est remplacé par «paiements effectués par le canton en vertu de la présente loi».

Art. 31 [1]Inchangé.

[2] Il règle en particulier
a inchangée,
b le traitement et la communication des données dans le cadre de la CII,
c «et des commissions paritaires» est abrogé.

Art. 35 [1]Les décisions du service compétent de la Direction de l'économie publique et de tiers au sens de l'article 34, alinéa 1, rendues en application de la LACI, peuvent, dans les 30 jours à compter de leur notification, faire l'objet d'une opposition auprès de l'autorité qui a rendu la décision.

[2 à 4] Inchangés.

II.

Les actes législatifs suivants sont modifiés:

1. Loi du 20 janvier 2009 portant introduction de la loi fédérale sur l'asile et de la loi fédérale sur les étrangers (LiLFAE):

Compétences

Art. 2 Inchangé.

Licenciements et fermetures d'entreprise

Art. 15 «immédiatement» est abrogé.

3.2 Abrogé

Art. 16 Abrogé.

Art. 17 Abrogé.

4.2 Abrogé

Art. 20 et **21** Abrogé.

Art. 26 Abrogé.

Art. 27 «et sous réserve de la prise en charge des frais par les communes selon l'article 14, alinéa 1» est abrogé.

Art. 30 [1 à 3]Inchangés.

[4] «subventions versées par le canton en vertu de la présente loi» est remplacé par «paiements effectués par le canton en vertu de la présente loi».

Art. 31 [1]Inchangé.

[2] Il règle en particulier
a inchangée,
b le traitement et la communication des données dans le cadre de la CII,
c «et des commissions paritaires» est abrogé.

Art. 35 [1]Les décisions du service compétent de la Direction de l'économie publique et de tiers au sens de l'article 34, alinéa 1, rendues en application de la LACI, peuvent, dans les 30 jours à compter de leur notification, faire l'objet d'une opposition auprès de l'autorité qui a rendu la décision.

[2 à 4] Inchangés.

II.

Les actes législatifs suivants sont modifiés:

1. Loi du 20 janvier 2009 portant introduction de la loi fédérale sur l'asile et de la loi fédérale sur les étrangers (LiLFAE):

Compétences

Art. 2 Inchangé.

Collaboration interinstitutionelle

Art. 2a (nouveau) [1]Les services compétents en vertu de la présente loi collaborent avec d'autres institutions afin de favoriser l'intégration des personnes et leur indépendance financière. Les institutions susmentionnées comprennent notamment les organes de l'assurance-chômage, de l'assurance-invalidité et de l'orientation professionnelle et personnelle.

[2] Le traitement et la communication de données dans le cadre de la collaboration interinstitutionnelle (CII) sont régis par la législation cantonale sur le marché du travail.

2. Loi du 19 mars 1992 sur l'école obligatoire (LEO):

Art. 73 [1]Le traitement et la communication des données personnelles d'élèves sont régis par la législation sur la protection des données.

[2] De plus, les personnes chargées de l'exécution de la présente loi peuvent se communiquer au cas par cas les données d'élèves, y compris les données particulièrement dignes de protection, qui sont impérativement nécessaires pour l'accomplissement des différentes tâches légales. Les obligations particulières de garder le secret sont réservées.

[3] De plus, les personnes chargées de l'exécution de la présente loi peuvent communiquer les données d'élèves, y compris les données particulièrement dignes de protection, aux autorités des écoles dont sont issus les élèves ou de celles qui les accueillent, si la communication des données contribue à l'assurance-qualité des décisions d'orientation.

[4] Le traitement et la communication de données dans le cadre de la collaboration interinstitutionnelle (CII) sont régis par la législation cantonale sur le marché du travail.

[5] Le Conseil-exécutif règle par voie d'ordonnance le traitement des données personnelles qui ne sont pas particulièrement dignes de protection.

3. Loi du 27 mars 2007 sur les écoles moyennes (LEM):

Art. 67 [1]Le traitement et la communication des données personnelles d'élèves sont régis par la législation sur la protection des données.

Collaboration interinstitutionelle

Art. 2a (nouveau) [1]Les services compétents en vertu de la présente loi collaborent avec d'autres institutions afin de favoriser l'intégration des personnes et leur indépendance financière. Les institutions susmentionnées comprennent notamment les organes de l'assurance-chômage, de l'assurance-invalidité et de l'orientation professionnelle et personnelle.

[2] Le traitement et la communication de données dans le cadre de la collaboration interinstitutionnelle (CII) sont régis par la législation cantonale sur le marché du travail.

2. Loi du 19 mars 1992 sur l'école obligatoire (LEO):

Art. 73 [1]Le traitement et la communication des données personnelles d'élèves sont régis par la législation sur la protection des données.

[2] De plus, les personnes chargées de l'exécution de la présente loi peuvent se communiquer au cas par cas les données d'élèves, y compris les données particulièrement dignes de protection, qui sont impérativement nécessaires pour l'accomplissement des différentes tâches légales. Les obligations particulières de garder le secret sont réservées.

[3] De plus, les personnes chargées de l'exécution de la présente loi peuvent communiquer les données d'élèves, y compris les données particulièrement dignes de protection, aux autorités des écoles dont sont issus les élèves ou de celles qui les accueillent, si la communication des données contribue à l'assurance-qualité des décisions d'orientation.

[4] Le traitement et la communication de données dans le cadre de la collaboration interinstitutionnelle (CII) sont régis par la législation cantonale sur le marché du travail.

[5] Le Conseil-exécutif règle par voie d'ordonnance le traitement des données personnelles qui ne sont pas particulièrement dignes de protection.

3. Loi du 27 mars 2007 sur les écoles moyennes (LEM):

Art. 67 [1]Le traitement et la communication des données personnelles d'élèves sont régis par la législation sur la protection des données.

[2] De plus, les personnes chargées de l'exécution de la présente loi peuvent se communiquer au cas par cas les données d'élèves, y compris les données particulièrement dignes de protection, qui sont impérativement nécessaires pour l'accomplissement des différentes tâches légales. Les obligations particulières de garder le secret sont réservées.

[3] De plus, les personnes chargées de l'exécution de la présente loi peuvent communiquer les données d'élèves, y compris les données particulièrement dignes de protection, aux autorités des écoles dont sont issus les élèves, si la communication des données contribue à l'assurance-qualité des décisions d'orientation.

[4] Le traitement et la communication de données dans le cadre de la collaboration interinstitutionnelle (CII) sont régis par la législation cantonale sur le marché du travail.

[5] Le Conseil-exécutif règle par voie d'ordonnance le traitement des données personnelles qui ne sont pas particulièrement dignes de protection.

4. Loi du 14 juin 2005 sur la formation professionnelle, la formation continue et l'orientation professionnelle (LFOP):

6. Voies de droit et protection des données

Protection des données

Art. 57a (nouveau) [1]Le traitement et la communication des données personnelles de personnes en formation est régi par la législation sur la protection des données.

[2] De plus, les personnes chargées de l'exécution de la présente loi peuvent se communiquer au cas par cas les données de personnes en formation, y compris les données particulièrement dignes de protection, qui sont impérativement nécessaires pour l'accomplissement des différentes tâches légales. Les obligations particulières de garder le secret sont réservées.

[3] De plus, les personnes chargées de l'exécution de la présente loi peuvent communiquer les données de personnes en formation, y compris les données particulièrement dignes de protection, aux autorités des écoles dont sont issues les personnes en formation, si ces informations contribuent à l'assurance-qualité des décisions d'orientation.

[4] Le traitement et la communication de données dans le cadre de la collaboration interinstitutionnelle (CII) sont régis par la législation cantonale sur le marché du travail.

[2] De plus, les personnes chargées de l'exécution de la présente loi peuvent se communiquer au cas par cas les données d'élèves, y compris les données particulièrement dignes de protection, qui sont impérativement nécessaires pour l'accomplissement des différentes tâches légales. Les obligations particulières de garder le secret sont réservées.

[3] De plus, les personnes chargées de l'exécution de la présente loi peuvent communiquer les données d'élèves, y compris les données particulièrement dignes de protection, aux autorités des écoles dont sont issus les élèves, si la communication des données contribue à l'assurance-qualité des décisions d'orientation.

[4] Le traitement et la communication de données dans le cadre de la collaboration interinstitutionnelle (CII) sont régis par la législation cantonale sur le marché du travail.

[5] Le Conseil-exécutif règle par voie d'ordonnance le traitement des données personnelles qui ne sont pas particulièrement dignes de protection.

4. Loi du 14 juin 2005 sur la formation professionnelle, la formation continue et l'orientation professionnelle (LFOP):

6. Voies de droit et protection des données

Protection des données

Art. 57a (nouveau) [1]Le traitement et la communication des données personnelles de personnes en formation est régi par la législation sur la protection des données.

[2] De plus, les personnes chargées de l'exécution de la présente loi peuvent se communiquer au cas par cas les données de personnes en formation, y compris les données particulièrement dignes de protection, qui sont impérativement nécessaires pour l'accomplissement des différentes tâches légales. Les obligations particulières de garder le secret sont réservées.

[3] De plus, les personnes chargées de l'exécution de la présente loi peuvent communiquer les données de personnes en formation, y compris les données particulièrement dignes de protection, aux autorités des écoles dont sont issues les personnes en formation, si ces informations contribuent à l'assurance-qualité des décisions d'orientation.

[4] Le traitement et la communication de données dans le cadre de la collaboration interinstitutionnelle (CII) sont régis par la législation cantonale sur le marché du travail.

Art. 59 [1]Inchangé.

[2] Il règle par voie d'ordonnance notamment
a à *m* inchangées,
n la protection des données.

[3] Inchangé.

5. Loi du 11 juin 2001 sur l'aide sociale (LASoc):

Art. 19b [1 et 2]Inchangés.

[3] Le traitement et la communication de données dans le cadre de la collaboration interinstitutionnelle (CII) sont régis par la législation cantonale sur le marché du travail.

III.

Le Conseil-exécutif fixe la date d'entrée en vigueur de la présente modification.

Il est proposé au Grand Conseil de renoncer à la seconde lecture.

Berne, le 19 août 2015

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Käser*
le chancelier: *Auer*

Le droit en vigueur peut être obtenu auprès de la Chancellerie d'Etat avant la session ou auprès des huissiers pendant la session.

Art. 59 [1]Inchangé.

[2] Il règle par voie d'ordonnance notamment
a à *m* inchangées,
n la protection des données.

[3] Inchangé.

5. Loi du 11 juin 2001 sur l'aide sociale (LASoc):

Art. 19b [1 et 2]Inchangés.

[3] Le traitement et la communication de données dans le cadre de la collaboration interinstitutionnelle (CII) sont régis par la législation cantonale sur le marché du travail.

III.

Le Conseil-exécutif fixe la date d'entrée en vigueur de la présente modification.

Il est proposé au Grand Conseil de renoncer à la seconde lecture.

Berne, le 9 septembre 2015

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Käser*
le chancelier: *Auer*

Berne, le 27 août 2015

Au nom de la commission,

le président: *Iseli*

Le droit en vigueur peut être obtenu auprès de la Chancellerie d'Etat avant la session ou auprès des huissiers pendant la session.

Le Conseil-exécutif du canton de Berne

Der Regierungsrat des Kantons Bern

Prolongation des délais de réalisation des motions et des postulats de la Direction de l'économie publique

Date de la séance CE: 26 août 2015
Direction: Direction de l'économie publique
N° d'affaire: --
Classification: Non classifié

Motion 049-2013 Sollberger
Hôtellerie et restauration: compétence de décision en matière d'autorisation.

Traitement au Grand Conseil: 11 septembre 2013
Décision: Adoption sous forme de postulat

☒ Proposition de prolonger le délai de deux ans, jusqu'en 2017

Motifs de la proposition et mesures de réalisation envisagées :
L'étude des avantages et des inconvénients liés à la délégation de compétences en cause a été poursuivie et sera achevée d'ici la fin de l'année. Le traitement de la demande implique une révision de la loi sur l'hôtellerie et la restauration. Elle s'ajoute ainsi à d'autres demandes de révision de cette même loi, notamment la motion M124-2015 Vogt « Régime de l'autorisation dans le domaine de l'hôtellerie et de la restauration » (prévue pour la session de janvier 2016), avec laquelle elle devra être coordonnée. Afin de disposer du temps nécessaire pour organiser une procédure de consultation et en dépouiller les résultats, la présente demande de prolongation de deux ans est déposée.

Arrêté du Conseil-exécutif

N° d'ACE:	1023/2015
Date:	26 août 2015
Direction:	Direction de l'économie publique
N° d'affaire:	--
Classification:	Non classifié

Réalisation des motions et des postulats de la Direction de l'économie publique. Prolongation des délais 2015

Vu l'article 70, alinéa 1 de la loi du 4 juin 2013 sur le Grand Conseil, le Conseil-exécutif approuve la proposition de la Direction de l'économie publique et propose au Grand Conseil de prolonger le délai de réalisation des motions et des postulats.

Au nom du Conseil-exécutif,
le chancelier:
Auer

CANTON DE BERNE * CONSEIL-EXECUTIF *

Pièces jointes
- Liste des prolongations de délais de la Direction de l'économie publique 2015

Destinataires
- Grand Conseil
- Direction de l'économie publique

03|10|0|2

M

Intervention parlementaire – Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	052-2015
Type d'intervention:	Motion
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.143
Déposée le:	03.02.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Zuber (Moutier, PSA) (porte-parole)
Cosignataires:	7
Urgence demandée:	Oui
Urgence accordée:	Non 18.05.2015
N° d'ACE:	1079/2015 du 9 septembre 2015
Direction:	Direction de l'économie publique
Classification:	-
Proposition du Conseil-exécutif:	**Adoption sous forme de postulat**

Création d'un fonds de soutien à l'économie d'exportation et au tourisme pour résister à la crise monétaire

1. Un fonds de soutien à l'économie d'exportation et au tourisme est créé. Ce fonds doit permettre aux autorités cantonales de soutenir, directement ou indirectement, les entreprises exportatrices et touristiques qui subissent les effets de la crise monétaire provoquée par la décision de la Banque nationale suisse (BNS) du 15 janvier 2015 (abandon du taux plancher de 1,20 franc pour un euro).

2. Les dix pour cent du montant (164 millions) que versera au canton la Banque nationale suisse au titre de participation au bénéfice 2014 sont affectés à ce fonds.

3. Le Conseil-exécutif propose au Grand Conseil des dispositions réglementant l'usage de ce fonds. Ces dispositions laissent une large marge de manœuvre aux autorités cantonales tout en visant les objectifs suivants pour les sociétés bénéficiaires : sauvegarde des places de travail, aide à la formation, à l'innovation, à la diversification et soutien à l'investissement.

Développement :

La décision inattendue et unilatérale prise par la BNS d'abandonner le taux plancher de conversion de 1,20 franc pour un euro a provoqué, au-delà de la surprise et de l'incompréhension, un véritable cataclysme économique dans les milieux orientés vers l'exportation et tout particulièrement dans les régions industrielles et touristiques dont l'activité se déploie en grande partie sur des marchés extérieurs.

Respectueuses de l'indépendance de la Banque nationale suisse (BNS), les autorités fédérales (et cantonales) ont été prises de court et se sont à ce jour contentées de réagir avec fatalisme en comptant sur les capacités d'adaptation ou d'innovation des entreprises concernées et des partenaires sociaux. Les mêmes autorités ont appelé au calme et enjoint les milieux touchés de patienter au moins six mois pour connaître l'issue stable des variations couplées des valeurs des monnaies franc suisse et euro.

Cette retenue tranche avec les attentes des milieux industriels qui, prenant pleinement, directement et immédiatement la mesure de la gravité de la situation, pressent les politiques « de mettre sur pied des conditions-cadres afin de permettre à l'industrie d'exportation de maintenir ou de retrouver une place concurrentielle sur les marchés internationaux[1] ».

Dans les régions qui assurent une part des exportations nationales nettement supérieure à leurs poids démographique, c'est une très vive inquiétude qui prévaut. Les chefs d'entreprises, les élus locaux et la population en général nourrissent les pires craintes s'agissant des conséquences de cette crise monétaire sur l'économie, sur l'emploi et sur les finances publiques. Les mêmes préoccupations s'expriment dans les régions touristiques, et notamment dans l'Oberland. Le canton de Berne est donc très directement concerné !

Or, les fameuses « conditions-cadres », poncif avancé par les autorités fédérales comme solution susceptible d'amortir les effets de cette crise, relèvent plus de l'homéopathie que du remède efficace que requiert la situation. Les autorités cantonales se doivent donc de faire face à leurs responsabilités sans se retrancher derrière l'absence de bases légales pour justifier un coupable attentisme. La présente intervention propose donc la création d'un outil financier alimenté par le providentiel versement de l'institution par lequel « le malheur est arrivé », à savoir la BNS.

Il se trouve en effet que la Banque nationale suisse (BNS) versera fort opportunément deux milliards de francs aux cantons et à la Confédération, au lieu du milliard habituel, à titre de participation à son bénéfice. La bonne surprise a été annoncée le 30 janvier 2015 à la Conférence des directeurs cantonaux des finances. L'exercice 2014 de la BNS ayant été financièrement brillant, il se solde par un bénéfice de 38 milliards de francs et permet ainsi de largement reconstituer la réserve pour la distribution aux cantons et à la Confédération. Laquelle s'élevait, à fin décembre 2014, à 28 milliards, soit près du double de la limite qui autorise le versement aux pouvoirs publics. La BNS a convenu de doubler sa distribution et de «rattraper» en quelque sorte le fait qu'aucun franc n'avait été versé en 2013, pour la première fois dans l'histoire de l'institution. Deux milliards de francs seront donc distribués en 2015, dont un tiers à la Confédération et deux tiers aux cantons. Les plus chanceux sont Zurich, qui recevra 233,5 millions, et Berne (164,3 millions).

[1] Convention patronale de l'industrie horlogère suisse.

L'usage du fonds de soutien doit être simple et efficace. La destination des aides doit permettre aux entreprises en difficulté de conserver leurs places de travail, de former leurs collaborateurs, d'innover, de diversifier leurs activités et d'investir en vue d'une meilleure productivité.

Motivation de l'urgence :

La décision de la BNS ayant eu des effets néfastes immédiats, de nombreuses sociétés se trouvent dans des difficultés.

Réponse du Conseil-exécutif

Depuis que la Banque nationale suisse (BNS) a supprimé le taux plancher par rapport à l'euro le 15 janvier 2015, le franc suisse s'est fortement apprécié. Le cours s'établit actuellement à 1,05 franc pour 1 euro. L'évolution du franc suisse par rapport aux autres devises telles que le dollar américain a des conséquences moindres. Les entreprises exportatrices notamment ainsi que leurs fournisseurs et le secteur du tourisme sont confrontés à des défis de taille. Les pronostics de croissance économique en Suisse et dans le canton de Berne ont été revus à la baisse. Il faut par ailleurs s'attendre à une hausse du taux de chômage au cours des prochains mois. La force du franc suisse préoccupe beaucoup les milieux économiques et politiques ainsi que la société. Il est pour l'heure impossible de prévoir comment le cours du franc évoluera ces prochains mois. L'avenir reste empreint d'une grande incertitude (évolution de la situation en Grèce par exemple), entraînant des répercussions négatives sur le développement économique.

Le Conseil-exécutif analyse la situation en permanence. Les instruments de l'assurance-chômage constituent des mesures à court terme. Le principal d'entre eux, le chômage partiel, permet aux entreprises de pallier un recul temporaire des activités et de préserver les emplois. Depuis le 27 janvier 2015, les entreprises peuvent à nouveau s'en prévaloir en invoquant les fluctuations du taux de change. Dans le cadre de sa politique économique axée sur le long terme, le Conseil-exécutif est déterminé à faire avancer les projets qui permettent de renforcer durablement le site économique bernois, les activités d'innovation et, par conséquent, la compétitivité des entreprises bernoises. Parmi ces projets figurent notamment le site biennois du Parc national d'innovation, le Centre de compétences national en médecine translationnelle et entrepreneuriat (Sitem-Insel) à Berne et la loi sur l'encouragement de l'innovation.

La motion demande la création d'un fonds de soutien à l'économie d'exportation et au tourisme. Ce dernier doit être alimenté par dix pour cent du montant que verse la BNS au canton de Berne au titre de participation au bénéfice 2014. Les cantons de Genève et de Vaud prévoient de créer un fonds similaire. Ces deux cantons doivent encore définir la structure du fonds et les modalités d'utilisation des moyens à disposition.

Le Conseil-exécutif prévoit lui aussi une nouvelle réglementation de l'utilisation de la part versée au canton au titre de participation au bénéfice de la BNS. Il propose de créer un fonds visant à régulariser les recettes des distributions du bénéfice de la BNS. Le projet de loi sur le Fonds des distributions du bénéfice de la BNS (LFDB) doit figurer à l'ordre du jour de la session de novembre 2015. Il ne prévoit pas d'affectation spécifique des avoirs du fonds. Aux yeux du Conseil-exécutif, la LFDB est la mesure adéquate pour gérer les distributions du bénéfice de la BNS. Il s'agit d'un instrument important dans l'optique d'une politique financière durable et stable,

dans l’intérêt de l’ensemble de l’économie bernoise. Le Conseil-exécutif est toutefois conscient des problèmes particuliers que rencontrent l’industrie d’exportation et le secteur du tourisme. Ces difficultés doivent cependant être résolues à l’aide d’autres mesures.

Destinataire

- Grand Conseil

M

Intervention parlementaire – Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	059-2015
Type d'intervention:	Motion
Motion ayant valeur de directive:	☒
N° d'affaire:	2015.RRGR.198
Déposée le:	19.02.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Sancar (Bern, Les Verts) (porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgence demandée:	Non
Urgence accordée:	
N° d'ACE:	1018/2015 du 26 août 2015
Direction:	Direction de l'économie publique
Classification:	Non classifiée
Proposition du Conseil-exécutif:	**Adoption**

Intégration des réfugiés dans le marché du travail

Le Conseil-exécutif est chargé des mandats suivants :

1. Simplifier la procédure d'autorisation de prise d'emploi par des réfugiés reconnus comme tels ou des personnes étrangères au bénéfice d'une admission provisoire.

2. Supprimer l'émolument dû par l'employeur pour la première prise d'emploi.

3. Permettre le recrutement de stagiaires pour un salaire maximum de 400 francs dans des conditions facilitées (si nécessaire avec un contrat de travail mais sans autorisation comme le prévoit la loi fédérale).

Développement :

C'est au canton qu'il incombe en priorité d'assurer l'intégration sociale et sociétale des réfugiés et des requérants d'asile admis à titre provisoire et donc au bénéfice d'un permis F. Et qui dit intégration dit principalement intégration dans le marché du travail. Il s'agit là d'une tâche ambitieuse qui réclame diverses mesures.

Malheureusement, de nombreux employeurs ignorent la signification de la mention Admission provisoire portée sur le permis F. La mention a en outre un effet dissuasif, l'employeur pensant que la personne devra bientôt quitter la Suisse. Or, en fait, les réfugiés et les personnes au bénéfice de l'admission provisoire restent en Suisse lorsque par exemple leur pays est en guerre. Ce statut est injuste et devrait être supprimé. Mais la compétence ressortit à la Confédération et le canton n'a guère de marge de manœuvre. Ce qui ne devrait pas l'empêcher d'intervenir auprès de la Confédération pour faire changer les choses.

Le canton de Berne doit intégrer chaque année 500 à 1000 réfugiés et personnes admises provisoirement au marché du travail, avec des résultats jusque-là plutôt décevants. Le Conseil-exécutif en fait d'ailleurs la remarque dans sa réponse à l'interpellation 086-2014 Imboden (Les Verts) « Intégration des réfugiés dans le marché du travail ». Or nous avons tout intérêt à assurer l'intégration professionnelle de ces personnes. C'est la raison pour laquelle il faut supprimer l'émolument de 200 francs dû par l'employeur pour la première prise d'emploi. Il faut conseiller et aussi, dans la phase initiale, soutenir les employeurs si l'on veut améliorer l'intégration professionnelle des personnes admises à titre provisoire. C'est une bonne idée de leur proposer des stages, mais il faudrait simplifier la procédure. Si on réussit à intégrer ces personnes dans le marché du travail, les dépenses sociales (aide sociale) devraient diminuer et on devrait même encaisser des recettes fiscales supplémentaires. Quant aux intéressés, ils y gagneraient en bien-être psychique et physique, car ils se sentiraient utiles et pourraient vivre mieux grâce à leurs revenus plus élevés. Il se pourrait même que le système de santé en profite aussi.

Le fait que durant la première phase de sept ans (requérants et requérantes d'asile et personnes admises à titre provisoire), les responsabilités soient partagées entre la POM et la SAP ne simplifie pas les choses. Il est indispensable que les deux Directions coopèrent, coordonnent leurs travaux et clarifient le partage des tâches.

Malgré toutes les difficultés structurelles, juridiques et personnelles (pour les intéressés) que cela représente, je suis convaincu que l'intégration des personnes admises à titre provisoire dans le marché du travail peut être grandement améliorée par des mesures ciblées, au bénéfice de toutes les parties concernées. Les efforts déployés à cette fin au niveau fédéral et cantonal sont d'ailleurs réjouissants. Le canton de Berne doit maintenant suivre cette voie en prenant des mesures concrètes.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion relève du domaine de compétence exclusif du Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le gouvernement dispose ainsi d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs, les moyens à mettre en œuvre et les autres modalités. Il lui appartient de décider en dernier ressort.

Le Conseil-exécutif partage l'avis de l'auteur de la motion selon lequel l'intégration professionnelle des personnes admises à titre provisoire et des réfugiés reconnus est importante. Il a également fait part de cette position au Grand Conseil dans ses réponses aux interpellations suivantes :

— I 086-2014 « Intégration professionnelle des personnes réfugiées et de celles admises à titre provisoire »

— I 161-2014 « Cause et effet de la suppression des emplois de courte durée dans le domaine de l'asile »

Le 11 février 2015, le Conseil-exécutif a pris connaissance du rapport de collaboration inter-institutionnelle (CII)[1] sur l'asile et les réfugiés (ACE 155/2015). Ce document expose les mesures nécessaires au niveau des structures et des procédures d'autorisation ainsi qu'en matière d'émoluments. Le Conseil-exécutif a par conséquent chargé les Directions représentées au sein de la CII de prendre des mesures juridiques, organisationnelles et financières favorisant l'intégration des personnes dont la procédure d'asile est en cours. Par ailleurs, ces mesures doivent permettre d'accélérer la procédure d'autorisation sans produire d'effets préjudiciables sur le marché du travail. Il convient en outre de définir des indicateurs d'effets éloquents. Comme mentionné dans la réponse à l'interpellation I 161-2014, des solutions de remplacement aux emplois de courte durée doivent également être recherchées. Les travaux en la matière, placés sous la conduite de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale, sont en cours. Les mesures proposées dans la présente motion font partie de ces travaux.

Dans le cadre de l'actuelle révision de la loi fédérale sur les étrangers (LEtr), il est également prévu de supprimer les barrières administratives et d'adapter les dispositions relatives à l'exercice d'une activité lucrative par les personnes admises à titre provisoire. Le Conseil-exécutif soutient ces démarches au niveau fédéral (ACE 605/2015).

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil-exécutif propose l'adoption de la motion.

Destinataire

- Grand Conseil

[1] Représentants et représentantes de l'ECO, la SAP, la POM et l'INS.

M

Intervention parlementaire – Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	100-2015
Type d'intervention:	Motion
Motion ayant valeur de directive:	☒
N° d'affaire:	2015.RRGR.321
Déposée le:	16.03.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Hügli (Biel/Bienne, PS) (porte-parole)
Cosignataires:	23
Urgence demandée:	Non
Urgence accordée:	
N° d'ACE:	1082/2015 du 9 septembre 2015
Direction:	Direction de l'économie publique
Classification:	-
Proposition du Conseil-exécutif:	**Adoption et classement**

Le travail au noir ne doit pas rester impuni!

Le Conseil-exécutif est chargé de faire en sorte que les offices compétents traitent et répriment les infractions à la loi fédérale sur le travail au noir constatées dans le canton de Berne.

Développement :

Chaque année, le canton de Berne fait procéder à des centaines de contrôles en cas de présomption de violation de la loi fédérale sur le travail au noir. Souvent, une fois que l'infraction a été signalée au service compétent (p. ex. dans les domaines de l'AVS/AI, de la TVA, de l'impôt à la source, de l'assurance-chômage), rien ne bouge : les dossiers sont traités très lentement ou tout simplement refermés. Ainsi, rien ne garantit que les entreprises fautives soient toutes mises à l'amende ou contraintes de payer des arriérés. C'est ainsi de l'argent qui ne rentre pas dans les caisses des pouvoirs publics (cotisations sociales p. ex.). Plus grave encore, l'effet dissuasif de la loi perd de son impact si les infractions ne sont pas sanctionnées systématiquement.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion relève du domaine de compétence exclusif du Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le gouvernement dispose ainsi d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs, les moyens à mettre en œuvre et les autres modalités. Il lui appartient de décider en dernier ressort.

Le travail au noir revêt plusieurs formes et peut enfreindre des prescriptions dans les domaines les plus divers du droit. Outre le beco Economie bernoise, plusieurs offices traitent donc ce problème. Il est vrai que la lutte contre le travail au noir comporte des lacunes, et ce pour plusieurs raison : d'une part, les infractions et amendes infligées ne sont pas toujours annoncées au beco ; d'autre part, certaines autorités spécialisées ne sanctionnent pas systématiquement les infractions signalées, que ce soit parce que la lutte contre le travail au noir ne fait pas partie de leurs priorités ou parce qu'elles ne disposent pas des ressources nécessaires pour effectuer davantage de contrôles.

Mi-mai, le beco a organisé une première séance de coordination entre les différents offices impliqués dans l'exécution de la loi fédérale sur le travail au noir (LTN). Les participants ont échangé leurs expériences et lancé des mesures d'amélioration concrètes. Ces séances se dérouleront régulièrement à l'avenir.

La législation fédérale est également perfectible. C'est pourquoi le Conseil fédéral a entamé une révision de la LTN et mené une procédure de consultation en la matière. Dans sa prise de position, le Conseil-exécutif salue le renforcement des mesures contre le travail au noir. L'extension du cercle des autorités concernées et la clarification des dispositions relatives à l'échange de données représentent des étapes importantes vers une lutte plus efficace contre le travail au noir. Avec la possibilité de transmettre les résultats des contrôles aux services sociaux et aux commissions paritaires professionnelles, d'autres autorités du marché du travail et de la sécurité sociale se trouveront impliquées dans cette lutte. En outre, les organes de contrôle pourront sanctionner directement les entreprises qui enfreignent les obligations d'annonce prévues par la loi sur l'assurance-vieillesse et survivants, ce qui représente également un point positif.

Les problèmes cités dans la motion sont donc connus et traités aussi bien au niveau cantonal que fédéral. L'intervention peut par conséquent être adoptée et classée.

Destinataire

- Grand Conseil

M

Intervention parlementaire – Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	115-2015
Type d'intervention:	Motion
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.345
Déposée le:	19.03.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Machado Rebmann (Bern, LAVerte) (porte-parole) Seiler (Trubschachen, Les Verts) Grimm (Burgdorf, pvl)
Cosignataires:	5
Urgence demandée:	Non
Urgence accordée:	
N° d'ACE:	1074/2015 du 9 septembre 2015
Direction:	Direction de l'économie publique
Classification:	-
Proposition du Conseil-exécutif:	**Rejet**

Transparence de la Promotion économique du canton de Berne

Le Conseil-exécutif est chargé de modifier comme suit l'article 4 de la loi sur le développement de l'économie (LDE) :

1. Al. 2 (nouveau) La Direction de l'économie publique rend compte chaque année des entreprises, organisations et coopératives de cautionnement qui ont bénéficié de subventions ou de prestations pécuniaires, et des montants accordés.

2. Al. 3 (nouveau) La Direction de l'économie publique rend compte chaque année des entreprises, organisations et coopératives de cautionnement qui, dix ans après avoir bénéficié de subventions ou de prestations pécuniaires ont déplacé leur siège du canton de Berne, cessé leur activité, réduit leur personnel ou failli aux conditions et charges qui avaient été définies.

3. Al. 4 Ancien alinéa 2.

Développement :

Selon la LDE, la compétence d'accorder des subventions ou de fournir des prestations pécuniaires est déléguée au Conseil-exécutif. Ainsi, le Conseil-exécutif accorde en toute discrétion des aides financières pouvant atteindre 500 000 francs à des entreprises privées[1], une exonération fiscale durant dix ans ou des terrains à des conditions préférentielles, dans les deux cas pour des montants que nous ignorons.

C'est ainsi que naît la suspicion de privilèges accordés à certaines entreprises et de pratiques de copinage manquant totalement de transparence. Or, une partie de ces entreprises disparaissent après avoir bénéficié des subventions ou des largesses du canton de Berne, laissant dans la commune où elles étaient établies les grosses factures d'infrastructures.

Il faut de la transparence dans la promotion économique afin que le contrôle démocratique sur l'utilisation de l'argent des contribuables soit assuré. C'est pourquoi l'argent versé, les prestations pécuniaires et leurs bénéficiaires devraient être publiés chaque année, tout comme le départ des entreprises qui ont bénéficié des subventions ou la cessation de leur activité. De plus, il faut rendre compte des cas de violation des conditions et charges telles que le respect des conventions collectives de travail ou des conditions salariales en usage dans la branche, l'obligation de tenir une comptabilité commerciale et de rendre compte régulièrement de la marche des affaires (art. 13 LDE), de même que le nom des organisations et coopératives de cautionnement qui ont bénéficié de contributions.

L'argument selon lequel la publication des subventions, des prestations pécuniaires et des bénéficiaires serait une violation du secret de fabrication et du secret d'affaires des entreprises ne tient pas : il s'agirait de publier uniquement le montant et la forme des subventions et prestations pécuniaires ainsi que les bénéficiaires, leur départ ou leur violation des conditions et charges. Quand un contrat signé avec l'Etat donne naissance à un avantage, le signataire se soumet au principe de la publicité inscrit dans la loi sur l'information du public. Les citoyens et citoyennes ont le droit de savoir si la promotion économique est réalisée dans le canton de Berne et de quelle manière. La publication des subventions prélevées sur le Fonds du sport ou le Fonds de loterie ne soulève aucune objection même s'il ne s'agit pas de l'argent des contribuables comme c'est le cas des fonds de la Promotion économique

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif est lui aussi d'avis qu'il est important que la transparence règne en matière de promotion économique. La Direction de l'économie publique a par conséquent consolidé ses travaux de publication durant l'exercice 2014 et continuera de les optimiser à l'avenir. Les bases et limites de ces travaux sont présentées dans le rapport intitulé Transparence à la Promotion économique.[2] Le Grand Conseil se penche lui aussi régulièrement sur les questions liées à la transparence de la promotion économique, comme ce fut le cas pour la dernière fois lors de la session de janvier 2014 (M 264-2013 « Transparence dans la promotion économique » et M 265-

[1] En 2014, 3,2 millions de francs en subventions ont été versés à des entreprises privées.

[2] Rapport du Conseil-exécutif à l'intention du Grand Conseil concernant la motion 194/2005 (CEP) « Augmentation de la transparence à la Promotion économique », datant du 22 août 2007.

2013 « Subventions cantonales versées au titre de la promotion économique »). Sur proposition du Conseil-exécutif, il a adopté à l'unanimité ces deux interventions sous forme de postulat.

Contrairement à ce qui est indiqué dans la motion, la limitation de la publication des données vise avant tout à protéger les intérêts du canton et non ceux des entreprises :

- La publication de certaines données affaiblirait la position du canton de Berne dans la concurrence entre sites d'implantation. D'autres sites et cantons obtiendraient des informations sur la Promotion économique bernoise sans publier eux-mêmes les mêmes informations.

- La communication des prestations d'encouragement accordées pousserait les auteurs de nouvelles demandes à considérer ces prestations comme étant la norme, ce qui, avec le temps, produirait un nivellement vers le haut.

- La communication des prestations d'encouragement octroyées ne dissuade pas seulement les « chasseurs de subventions », mais également les sociétés qui ont un intérêt légitime à la confidentialité.

- Les différents sites d'implantation se livrent une forte concurrence, aussi bien sur le plan national que sur le plan international. Les entreprises s'établissent ou réalisent leurs projets de développement dans les sites d'implantation où elles trouvent les meilleures conditions générales – dont notamment les procédures prévues pour les aides financières et les allégements fiscaux. L'une des attentes fondamentales des entreprises à l'égard d'un organisme public de promotion économique est que celui-ci respecte la confidentialité dans chaque cas.

- La promotion permet, dans certains cas, de tirer des conclusions sur les activités des entreprises soutenues, notamment quant à de nouveaux projets à un stade initial. Les entreprises ont elles aussi un droit juridiquement protégé à traiter le soutien dont elles font l'objet de manière confidentielle.

- La loi sur les impôts constitue la base légale des allègements fiscaux. Les données relatives aux allégements fiscaux sont soumises au secret fiscal[3]. Les entreprises soutenues doivent donner leur accord pour que leur nom soit publié.

La Direction de l'économie publique fournit régulièrement des données et des chiffres relatifs à la Promotion économique permettant d'effectuer des comparaisons d'une année sur l'autre, en veillant à ne pas nuire à ces intérêts. Sur la base des interventions susmentionnées, les travaux de publication ont été optimisés et les informations regroupées dans un rapport de gestion[4] contenant les indications suivantes :

- Nombre de projets soutenus, par catégories (développement d'entreprises bernoises, créations, implantations).

- Subventions promises, créations d'emplois et investissements prévus.

- Répartition régionale des entreprises soutenues et répartition par clusters.

- Présentation des projets sélectionnés (d'entente avec les entreprises soutenues).

[3] Article 153 de la loi du 21 mai 2000 sur les impôts (LI ; RSB 661.11).
[4] Disponible sur le site www.be.ch/economie => Promotion économique => Faits & chiffres de la PE BE

– Ampleur des premiers conseils fournis aux start-up et aux PME.

– Subventions à l'innovation octroyées aux entreprises ayant réalisé un projet avec l'agence de la Confédération pour la promotion de l'innovation (CTI).

Le bilan est complété par des données relatives à l'évolution effective des projets soutenus sur la base des investissements réalisés et des emplois créés. Berne a été le premier canton à rendre compte aussi bien des projets eux-mêmes que de leur mise en œuvre.

Par ailleurs, les activités de la Promotion économique font l'objet d'un suivi étroit assuré par la Commission de gestion. La Direction de l'économie publique mène chaque année un entretien de contrôle avec la section FIN/ECO, ce qui permet à cette dernière d'accéder à des données sensibles. Il est aussi question, notamment, des projets qui ont échoué et des raisons de ces échecs. En outre, le Contrôle des finances effectue régulièrement une révision des services au sein de la Promotion économique.

Au vu du grand nombre d'informations mises à disposition du public et de la commission de surveillance compétente du Grand Conseil, le Conseil-exécutif récuse catégoriquement les soupçons de copinage.

Concernant la cession de terrains, il convient de noter que le canton ne dispose plus que d'un petit nombre de parcelles adaptées aux objectifs de la Promotion économique. Les terrains sont systématiquement vendus au prix du marché, le cas échéant dans le cadre d'appels d'offres publics.

Contrairement à ce qui est indiqué dans la motion, les entreprises ne peuvent pas disparaître après avoir perçu des subventions. En effet, ces dernières sont versées à condition que les activités économiques soient réalisées dans le canton de Berne. Le respect de ces charges est contrôlé. Il est toutefois inévitable que certains projets ne progressent pas comme prévu et doivent être abandonnés ou que des entreprises se réorientent. Dans ces cas, les subventions doivent être remboursées. Inversement, les activités de la Promotion économique peuvent permettre de trouver de nouveaux investisseurs et contribuer ainsi à la préservation d'emplois menacés. Parmi les exemples significatifs de ces dernières années figure l'implantation de l'entreprise PaxVax à Thörishaus[5].

Au vu de ces explications, le Conseil-exécutif constate que la demande formulée dans la motion est déjà satisfaite dans la mesure du possible. La demande de modification de la loi sur le développement de l'économie est par conséquent rejetée.

Destinataire

- Grand Conseil

[5] L'entreprise californienne PaxVax a repris en 2014 la production du vaccin Vivotif jusqu'alors effectuée par Crucell. 80 emplois ont ainsi pu être sauvés sur le site de Thörishaus. Ces derniers étaient menacés suite à la décision de Crucell Schweiz de cesser sa production à Thörishaus.

M

Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	104-2015
Type d'intervention:	Motion
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.330
Déposée le:	18.03.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Fuhrer-Wyss (Burgistein, PS) (porte-parole) Kipfer-Guggisberg (Stettlen, PBD) Rüegsegger (Riggisberg, UDC) Schnegg-Affolter (Lyss, PEV) Baumann (Suberg, Les Verts) Grädel (Huttwil/Schwarzenbach, UDF)
Cosignataires:	0
Urgence demandée:	Non
Urgence accordée:	
N° d'ACE:	1148/2015 du 16 septembre 2015
Direction:	Direction de l'économie publique
Classification:	-
Proposition du Conseil-exécutif:	**Adoption**

Prolongation du moratoire sur les OGM: dépôt d'une initiative cantonale

Conformément à l'article 160, alinéa 1 de la Constitution fédérale (Cst.), le canton de Berne soumet l'initiative cantonale suivante à l'Assemblée fédérale :

Modification du titre 6, chapitre 2, article 197, chiffre 7 de la Constitution fédérale (Disposition transitoire ad art. 120) *:*

« A son expiration fin 2017, le moratoire sur l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés par l'agriculture suisse sera prolongé jusqu'en 2021. Ne pourront en particulier être importés ni mis en circulation :

a. les plantes, les parties de plantes et les semences génétiquement modifiées qui peuvent se reproduire et sont destinées à être utilisées dans l'environnement à des fins agricoles, horticoles ou forestières;

b. les animaux génétiquement modifiés destinés à la production d'aliments et d'autres produits agricoles.

Développement :

Stratégie de qualité – Positionnement sur le marché

En vertu de l'article 104, alinéa 1 Cst., « la Confédération veille à ce que l'agriculture, par une production répondant à la fois aux exigences du développement durable et à celles du marché, contribue substantiellement: *a*. à la sécurité de l'approvisionnement de la population; *b*. à la conservation des ressources naturelles et à l'entretien du paysage rural ».

La Politique agricole 14-17 mise sur une stratégie de qualité (art. 2, al. 3 de la loi sur l'agriculture, LAgr) qui garantit le haut niveau de qualité de la production agricole. D'après sa propre charte, « l'agriculture renonce volontairement, afin de saisir des opportunités du marché, à utiliser des organismes génétiquement modifiés (végétaux reproductibles, parties de végétaux, semences et animaux) ». De nombreuses entreprises et organisations du Secteur agro-alimentaire suisse ont signé cette charte et défendent l'idée d'une attitude responsable vis-à-vis du marché. Les consommateurs et consommatrices ne souhaitent pas voir de produits génétiquement modifiés sur les rayons des magasins et se fient à la haute qualité de la filière agro-alimentaire suisse. La production sans OGM est également un atout essentiel sur les marchés internationaux. Les denrées suisses fabriquées à partir de produits sans OGM doivent se distinguer des marchandises importées bon marché contenant des OGM.

Nouvel avis de droit

L'Union suisse des paysans (USP) et l'association *Schweizerische Arbeitsgruppe Gentechnologie* (SAG) ont commandé un avis de droit au professeur Rausch pour trancher la question de savoir si l'interdiction des OGM ou plus exactement la prolongation du moratoire étaient conformes à la Constitution. L'avis de droit parvient à la conclusion que c'est le cas, dans la mesure où l'interdiction des OGM [qui constitue une entrave à la liberté économique] sert la réalisation des objectifs définis par les dispositions constitutionnelles.

La prolongation du moratoire sert la réalisation des objectifs de l'article 104 Cst. ; elle est donc conforme à la Constitution.

Berne, canton agraire, et coexistence

Berne est un canton agraire : une exploitation agricole sur cinq se situe dans le canton de Berne, les paysans bernois exploitent d'une manière ou d'une autre 18 pour cent des surfaces agricoles utiles de Suisse.

Faire cohabiter cultures traditionnelles et OGM est une proposition coûteuse, très éloignée de la pratique, que ce soit pour le canton de Berne ou pour la Suisse, vu sa superficie réduite. La révision de la loi sur le génie génétique et de l'ordonnance sur la coexistence proposée pendant la procédure de consultation de janvier 2013 ne protège pas suffisamment les cultures sans OGM. Le canton de Berne a d'ailleurs rejeté cette révision.

Réponse du Conseil-exécutif

Avec l'adoption de la motion 324/2007 « Prolonger le moratoire sur la culture des plantes génétiquement modifiées » par le Grand Conseil, le Conseil-exécutif a soumis en 2008 déjà à la Confédération une initiative cantonale demandant de prolonger d'au moins trois ans le moratoire sur les OGM. Ce moratoire qui devait à l'origine durer cinq ans a été prolongé une première fois à l'échelon constitutionnel (2010-2013) et une seconde fois à l'échelon législatif (2014-2017).

Le Conseil-exécutif partage l'avis des motionnaires concernant l'effet du moratoire. L'agriculture suisse présente des structures trop petites et des coûts de production trop élevés pour rivaliser avec les prix du marché mondial. Le Conseil-exécutif est donc convaincu qu'elle doit miser avant tout sur une production de qualité pour assurer son avenir. De plus, plusieurs sondages représentatifs montrent clairement que la plupart des consommateurs et consommatrices restent opposés à la culture de plantes génétiquement modifiées.

Du fait du morcellement des structures agricoles suisses et bernoises, un modèle de coexistence garantissant une séparation stricte entre les plantes traditionnelles et les plantes génétiquement modifiées lors de la culture et du transport coûterait forcément très cher.

Dans ce contexte, le Conseil-exécutif est disposé à relayer la présente demande de prolongation du moratoire auprès de l'Assemblée fédérale à l'aide d'une initiative cantonale. Il propose par conséquent au Grand Conseil d'adopter la motion.

Destinataire

- Grand Conseil

M

Intervention parlementaire – Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	150-2015
Type d'intervention:	Motion
Motion ayant valeur de directive:	☒
N° d'affaire:	2015.RRGR.562
Déposée le:	01.06.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Knutti (Weissenburg, UDC) (porte-parole) Graber (Horrenbach, UDC) Schlup (Schüpfen, UDC) Amstutz (Schwanden-Sigriswil, UDC)
Cosignataires:	0
Urgence demandée:	Oui
Urgence accordée:	Non 04.06.2015
N° d'ACE:	1072/2015 du 9 septembre 2015
Direction:	Direction de l'économie publique
Classification:	-
Proposition du Conseil-exécutif:	**Rejet**

Systèmes de stabulation

Le Conseil-exécutif est chargé de:

1. prendre en compte les nouvelles étables à stabulation entravée dans le système de points destiné à l'évaluation des contributions à l'amélioration des structures ;

2. traiter les étables à stabulation entravée construites selon les dispositions actuelles de protection des animaux de la même manière que les étables à stabulation libre.

Développement :

60 pour cent des 20 000 exploitations laitières en activité en Suisse utilisent la stabulation entravée. Les nouvelles étables à stabulation entravée satisfont tout autant aux dispositions actuelles de protection des animaux que les étables à stabulation libre, il n'y a aucune raison de les bouder.

Le traitement de faveur accordé aux étables à stabulation libre met en concurrence les différentes exploitations laitières et affaiblit inutilement les petites exploitations suisses. Cela doit cesser. La stabulation entravée a aujourd'hui encore des avantages pour les petites exploitations, par exemple en raison de leur coût ou par manque de place. Les chefs et cheffes d'exploitation doivent pouvoir choisir librement le système de stabulation avec lequel ils veulent travailler et qui convient le mieux à leur exploitation.

La stabulation entravée garantit en outre parfaitement le bien-être des animaux et présente aussi des avantages pour les soins, les animaux étant quotidiennement en contact avec les humains. La présente motion ne remet aucunement en question la stabulation libre. Elle vise uniquement l'égalité de traitement entre les deux types de stabulation. De notre point de vue, la stabulation libre est tout à fait adaptée aux grosses exploitations et c'est un système techniquement très intéressant. Pour les petites exploitations cependant, cela représente souvent un investissement trop élevé. En prônant l'égalité de traitement, nous aspirons à une politique agricole saine et adaptée aux besoins dans toute la Suisse.

Motivation de l'urgence :

La planification des étables à stabulation entravée est contraignante.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion relève de la compétence exclusive du Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Elle concerne l'attribution des aides à l'investissement dans l'agriculture, en particulier la fixation de priorités en cas de ressources publiques limitées. Le Conseil-exécutif dispose d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs, les moyens à mettre en œuvre et les autres modalités. C'est lui qui décide en dernier ressort.

Il revient aux chefs et cheffes d'exploitation de choisir le système de stabulation qui leur convient et de veiller à ce qu'il soit conforme aux consignes de la législation sur la protection des animaux. Les étables à stabulation libre confèrent une plus grande possibilité de mouvement aux animaux, favorisent un comportement social propre à l'espèce et offrent un confort accru. En cas d'effectifs importants, elles permettent en outre de réduire le volume de travail et les charges financières.

Comme elle correspond mieux que la stabulation entravée aux objectifs visés de politique agricole et de protection des animaux, la stabulation libre bénéficie d'un soutien fédéral supplémentaire depuis de nombreuses années :

- Sur la base de l'article 75 de la loi fédérale sur l'agriculture (LAgr ; RS 910.1) et de l'article 72 de l'ordonnance sur les paiements directs versés dans l'agriculture (OPD; RS 910.13), la Confédération octroie des contributions aux exploitations dont les systèmes de stabulation sont particulièrement respectueux du bien-être des animaux (contributions SST).

- Selon les articles 19 et 46 de l'ordonnance sur les améliorations structurelles dans l'agriculture (OAS ; RS 913.1), les bâtiments d'exploitation qui remplissent les conditions relatives aux

systèmes de stabulation particulièrement respectueux des animaux, fixées à l'article 74 OPD, donnent droit à une majoration de 20 pour cent du forfait de base par UGB.

Selon l'article 2 de la loi cantonale sur l'agriculture (LCAB ; RSB 910.1), les subventions cantonales mises à disposition pour la réalisation des buts de la politique agricole sont attribuées selon un ordre de priorités et affectées aux projets essentiels. L'article 13 de l'ordonnance sur les améliorations structurelles dans l'agriculture (OASA ; RSB 910.113) prévoit lui aussi que le Service des améliorations structurelles et de la production (SASP) accorde, lorsque les conditions sont réunies, les subventions selon l'ordre de priorités fixé et dans la limite des moyens budgétaires disponibles. Ces priorités sont exposées dans la « Stratégie 2020 pour les améliorations structurelles – Grands axes et priorités applicables aux améliorations structurelles agricoles dans le canton de Berne (stratégie AS) », qui a été actualisée en 2014 en collaboration avec les milieux concernés. Selon la stratégie AS, le SASP évalue l'éligibilité au financement des ruraux au moyen d'une analyse d'utilité. Or, le respect des animaux représente l'un des sept critères de cette analyse. Les systèmes de stabulation entravée respectueux des animaux ne sont pas forcément privés de soutien mais leur valeur d'usage sera inférieure à celle des stabulations libres, du moins concernant le bien-être des animaux.

Pour garantir un traitement égal – sur le plan des contributions – aux différents modes de détention des animaux, un remaniement total du droit fédéral relatif aux paiements directs et aux aides à l'investissement s'imposerait. Au niveau cantonal, il faudrait alors adapter les priorités en matière d'encouragement (analyse d'utilité), ce qui, de l'avis du Conseil-exécutif, ne serait guère judicieux au vu des avantages de la stabulation libre exposés plus haut et des ressources cantonales limitées en la matière. La réglementation actuelle, qui n'exclut nullement l'octroi d'un soutien financier aux étables à stabulation entravée si elles sont conformes à la législation sur la protection des animaux, a fait ses preuves. C'est pourquoi le Conseil-exécutif rejette la présente motion.

Destinataire

- Grand Conseil

Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	187-2015
Type d'intervention:	Motion
Motion ayant valeur de directive:	☒
N° d'affaire:	2015.RRGR.634
Déposée le:	10.06.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Rudin (Lyss, pvl) (porte-parole) Baumann (Suberg, Les Verts) Stähli (Gasel, PBD) Zybach (Spiez, PS) Gfeller (Rüfenacht, PEV)
Cosignataires:	1
Urgence demandée:	Non
Urgence accordée:	Non
N° d'ACE:	1228/2015 du 21 octobre 2015
Direction:	Direction de l'économie publique
Classification:	–
Proposition du Conseil-exécutif:	**Vote point par point** Point 1 : rejet Point 2 : adoption et classement

Protection des animaux et sécurité des denrées alimentaires: améliorer la participation et la coordination

Le Conseil-exécutif est chargé des mandats suivants :

1. faire en sorte qu'au moins un représentant ou une représentante des consommateurs et consommatrices puisse siéger dans la Commission pour la protection des animaux ;
2. agir pour une meilleure coordination des contrôles de la protection des animaux et des denrées alimentaires.

Développement

Le bien des animaux présente un très grand intérêt public. Il est d'autant plus important que les intérêts de toutes les parties prenantes soient pris en compte. Les contrôles de la protection des animaux et des denrées alimentaires sont donc primordiaux. Quand ils sont conformes au princi-

pe de la proportionnalité et bien coordonnés, ces contrôles favorisent la confiance des consommateurs et consommatrices.

C'est pourquoi la Commission de la protection des animaux doit représenter l'ensemble des parties prenantes, donc également. Actuellement, ce n'est pas le cas. Les consommateurs et consommatrices doivent être représentés pour faire valoir leur point de vue et favoriser ainsi la compréhension mutuelle.

Dans le système des contrôles de l'agriculture, en particulier en ce qui concerne la protection des animaux et les denrées alimentaires, les doublons subsistent. Or il faut faire en sorte de les éviter et de plus, dans une approche globale, il faut que les contrôles obéissent à des règles communes afin qu'ils reflètent correctement le cheminement des denrées alimentaires jusque dans nos assiettes.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion relève de la compétence exclusive du Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). S'agissant de motions de ce type, la latitude du Conseil-exécutif est relativement grande dans l´appréciation du degré de réalisation des objectifs, des moyens à mettre en œuvre ainsi que des autres modalités d'exécution du mandat, et la responsabilité de la décision lui incombe.

Le Conseil-exécutif partage l'avis des motionnaires sur le rôle primordial des contrôles liés au bien-être des animaux et à la sécurité des denrées alimentaires. C'est dans cet esprit qu'il a renforcé le Service vétérinaire au cours des dernières années et encouragé la coordination entre différentes instances de contrôle.

Point 1
Conformément à l'article 12 de l'ordonnance du 21 janvier 2009 sur la protection des animaux et les chiens (OPAC ; RSB 916.812), la Commission cantonale pour la protection des animaux conseille le Service vétérinaire dans les principales questions d'exécution portant sur l'ensemble du domaine de la protection des animaux, à l'exception des expériences sur animaux. Compte tenu des connaissances très pointues que requièrent ses tâches, la Commission se compose de spécialistes en matière de détention d'animaux et de procédure administrative (représentants des communes), comme précisé à l'article 13 OPAC. Le Conseil-exécutif ne juge pas utile d'y ajouter un représentant ou une représentante des consommateurs et consommatrices. Le vétérinaire cantonal est bien sûr à la disposition des organisations de consommateurs et consommatrices pour évoquer les sujets qui leur tiennent à cœur.

Point 2
Les autorités compétentes, tant au niveau fédéral que cantonal, concentrent tous leurs efforts sur l'approche dite « de l'étable à la table » ou « de la fourche à la fourchette » (voir à ce sujet notamment le plan de contrôle national pluriannuel : http://www.blv.admin.ch/blk/02557/index.html?lang=fr).
Les contrôles cantonaux sont coordonnés et les derniers doublons sont éliminés dans le canton de Berne par le transfert de la responsabilité d'exécution du Laboratoire cantonal au Service vé-

térinaire pour ce qui est de la production primaire de denrées alimentaires d'origine animale. S'agissant des contrôles relatifs à la protection des animaux, la collaboration des organismes de contrôle privés avec le Service vétérinaire fait l'objet d'accords contractuels en vertu des dispositions de la législation fédérale sur la protection des animaux et de l'OPAC. Les améliorations nécessaires en matière de coordination des contrôles de droit privé et de droit public sont rendues difficiles par l'absence de bases légales à l'échelle de la Confédération ou par des bases contradictoires concernant l'échange de données.

Destinataire

- Grand Conseil

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la commission

Loi sur la protection de l'enfant et de l'adulte (LPEA)

Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques

Table des matières

		pages
1.	**Synthèse**	3
2.	**Contexte**	3
2.1	Evaluation et monitorage	3
2.2	Groupe de suivi de la mise en œuvre du droit de la protection de l'enfant et de l'adulte	3
2.3	Nécessité de procéder à des adaptations ponctuelles	4
3.	**Caractéristiques de la nouvelle réglementation**	4
4.	**Commentaire des articles**	4
5.	**Place du projet dans le programme gouvernemental de législature (programme législatif) et dans d'autres planifications importantes**	8
6.	**Répercussions financières**	8
7.	**Répercussions sur le personnel et l'organisation**	8
8.	**Répercussions sur les communes**	8
9.	**Répercussions sur l'économie**	9
10.	**Résultat de la procédure de consultation**	9

Rapport
présenté par le Conseil-exécutif au Grand Conseil concernant la modification de la loi sur la protection de l'enfant et de l'adulte (LPEA)

1. Synthèse

Les modifications qu'il est prévu d'apporter à la loi sur la protection de l'enfant et de l'adulte sont avant tout destinées à permettre aux autorités de protection de l'enfant et de l'adulte d'accomplir leurs tâches avec une efficacité accrue. La principale nouveauté consiste en un étoffement de la liste des affaires relevant de la compétence du président ou de la présidente ou d'un unique membre de l'autorité. Ce changement est de nature à accélérer et à simplifier la prise de certaines décisions qui, jusqu'ici, devaient être rendues par le collège alors qu'elles ne requièrent généralement pas une approche interdisciplinaire.

Une attribution plus claire des compétences et une réglementation plus précise de la collaboration des différents acteurs intervenant dans le domaine de la protection de l'enfant et de l'adulte contribueront elles aussi à alléger la charge de travail des autorités. C'est dans ce but que la teneur des dispositions sur le placement à des fins d'assistance ordonné par un ou une médecin subit de légères adaptations, destinées à éviter que des malentendus ne surgissent et que des patients ne quittent prématurément l'institution dans laquelle ils avaient été placés.

En outre, la révision du Code civil qui avait généralisé l'autorité parentale conjointe est prise en compte dans le présent projet. Il est prévu que la plupart des nouvelles tâches confiées aux autorités de protection de l'enfant et de l'adulte dans ce domaine ressortissent au président ou à la présidente. Enfin, les conditions de nomination à la présidence d'une APEA sont assouplies.

2. Contexte

2.1 Evaluation et monitorage

Le nouveau droit fédéral de la protection de l'enfant et de l'adulte, inscrit dans le Code civil suisse (CCS), est entré en vigueur le 1er janvier 2013. Il en est allé de même de la loi cantonale sur la protection de l'enfant et de l'adulte qui énonce les dispositions d'exécution nécessaires.

La nouvelle conception de la protection de l'enfant et de l'adulte est à l'origine d'une réforme très importante qui n'a pas seulement des répercussions sur le droit matériel: elle a aussi entraîné des modifications fondamentales sur les plans organisationnel et financier. Depuis l'entrée en vigueur des dispositions révisées, la mise en œuvre du droit de la protection de l'enfant et de l'adulte est assurée non plus par les communes, mais par onze autorités cantonales et une autorité bourgeoisiale de protection de l'enfant et de l'adulte (APEA).

Tout projet de réforme d'une telle envergure doit être évalué après un certain nombre d'années. Il s'agit en effet de vérifier l'efficacité des nouvelles dispositions et de la réorganisation, et de voir dans quelle mesure les objectifs sont atteints. A cet égard, l'article 83 LPEA prévoit que la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques procède à une évaluation dans un délai de quatre ans. Les résultats de l'évaluation doivent le cas échéant se traduire par des adaptations aux plans de la législation et de l'organisation.

La mise en place des APEA chargées de l'application du nouveau droit a représenté un défi de taille. Ces autorités constituées de manière totalement inédite ont été chargées d'accomplir leur mandat légal, consistant en des tâches nouvelles, selon un découpage territorial spécifiquement défini. La complexité du mandat a incité la JCE à prévoir, dans le cadre de son mandat légal d'évaluation, un monitorage de l'activité des APEA pendant les premiers mois, particulièrement cruciaux. Cette mesure de suivi de la phase initiale visait la détection précoce des difficultés soulevées par la mise en œuvre du nouveau droit de la protection de l'enfant et de l'adulte.

Le monitorage a notamment révélé que la charge de travail pesant sur les nouvelles autorités était très lourde et que les ressources humaines, en maints endroits, ne suffisaient pas à assurer l'accomplissement des tâches en temps utile et dans le respect des critères qualitatifs. De plus, la nécessité d'améliorer les processus de travail internes et la collaboration avec les autres autorités a été mise en lumière. Enfin, le monitorage a montré que les bases légales existantes empêchaient à certains égards un renforcement de l'efficacité des APEA.

2.2 Groupe de suivi de la mise en œuvre du droit de la protection de l'enfant et de l'adulte

Suite à l'adoption, à l'unanimité, de la motion 106-2013 par le Grand Conseil, la JCE a institué un groupe de suivi de la mise en œuvre du droit de la protection de l'enfant et de l'adulte dans le canton de Berne. Ce groupe de suivi se compose de députés et députées de tous les groupes siégeant au Grand Conseil ainsi que de représentants et représentantes de l'administration cantonale, de l'Association des communes bernoises (ACB), de la Conférence bernoise d'aide sociale et de protection de l'enfant et de l'adulte (BKSE), des préfectures, de la Cour suprême, de l'Association bernoise des institutions sociales (Socialbern), du Conseil du Jura bernois ainsi que des cliniques psychiatriques. Le groupe de suivi se réunit en règle générale deux fois par an afin de détecter à un stade précoce les difficultés de mise en œuvre – comme la mauvaise orientation prise dans le domaine des coûts de la protection de l'enfant et de l'adulte – et de proposer des mesures propres à y remédier.

Après avoir pris connaissance des faiblesses révélées par le monitorage, le groupe de suivi a en particulier discuté des mesures susceptibles de permettre aux APEA de

mieux maîtriser leur lourde charge de travail d'une part, et de mieux collaborer avec les autres acteurs de la protection de l'enfant et de l'adulte d'autre part. La JCE a été chargée d'examiner s'il existait un besoin urgent d'adapter les bases légales afin de garantir la qualité et l'efficacité du travail des APEA.

2.3 Nécessité de procéder à des adaptations ponctuelles

Se fondant sur le mandat du groupe de suivi, la JCE a réexaminé les bases légales afin de détecter les dispositions devant être adaptées et de se faire une opinion sur l'urgence des modifications proposées. Elle est parvenue à la conclusion qu'il serait prématuré de procéder dès maintenant à une révision en profondeur. Avant de se lancer dans une telle démarche, il convient en effet d'attendre les résultats de l'évaluation couvrant plusieurs années et d'en débattre. La LPEA est une loi récente et ses dispositions ne doivent pas être, sans nécessité, remaniées de fond en comble après un si court laps de temps.

Il n'en reste pas moins que le monitorage et les expériences faites par les autorités chargées de la mise en œuvre du nouveau droit ont mis en évidence l'urgente nécessité de procéder à certaines adaptations ponctuelles. Dans ces cas précis, il ne sert à rien d'attendre les résultats de l'évaluation, car ceux-ci ne fourniraient pas d'éléments nouveaux et utiles à la révision. Un report serait au contraire de nature à entraver une amélioration de l'efficacité des procédures ainsi que de la collaboration avec les autres autorités actives dans les différents domaines connexes, avec un alourdissement de la charge de travail et une aggravation des retards à la clé. De plus, la JCE estime judicieux de faire figurer dès que possible dans la LPEA les réglementations auxquelles on n'avait pas pensé lors de la procédure législative initiale.

Enfin, la révision des dispositions du Code civil sur l'autorité parentale requiert elle aussi l'adaptation ponctuelle de la LPEA. Selon la nouvelle réglementation entrée en vigueur le 1er juillet 2014, le régime de l'autorité parentale conjointe est devenu la règle, que les parents aient été ou non mariés. Le Code civil confère de nouvelles tâches aux APEA dans ce domaine, de sorte que les compétences au sein de ces autorités doivent faire l'objet d'adaptations au niveau cantonal.

3. Caractéristiques de la nouvelle réglementation

Compte tenu de l'important volume de travail auquel les APEA doivent faire face avec des ressources humaines très limitées, la JCE considère comme urgentes, notamment, les adaptations des bases légales destinées à rationaliser l'accomplissement des tâches. Il s'agit surtout des dispositions sur les affaires relevant de la compétence du président ou de la présidente ou d'un unique membre de l'autorité (art. 56 ss). Désormais, cette compétence doit être étendue à un certain nombre de cas qui, de par leur nature, ne requièrent pas d'être examinés par un collège décisionnel interdisciplinaire. Ce transfert a un double effet: il décharge les membres des autorités tout en leur permettant de consacrer davantage de temps aux affaires qui requièrent impérativement un débat au sein du collège interdisciplinaire. Ainsi, le travail gagne à la fois en efficacité et en qualité.

Une définition plus précise des compétences et des modalités de collaboration entre les différents acteurs de la protection de l'enfant et de l'adulte est également de nature à décharger les APEA. Il est donc prévu de modifier une disposition prêtant à confusion dans le domaine du placement à des fins d'assistance ordonné par un ou une médecin au bénéfice d'une autorisation d'exercer (art. 27, al. 1). Il y a par ailleurs lieu de délimiter plus clairement les compétences de l'APEA d'une part et des services sociaux communaux d'autre part en précisant la disposition relative au décompte des coûts des mesures qui ont donné lieu à un préfinancement (art. 42, al. 3). Enfin, les attestations de capacité civile doivent désormais être établies par l'APEA directement, et non plus par la commune, ce qui contribuera sensiblement à réduire la charge de travail.

L'adaptation des dispositions sur le coût des mesures et sur le remboursement faisant suite à un préfinancement (art. 43) est en outre destinée à favoriser, dans la mesure du possible et du supportable, la prise en charge du coût de la protection de l'enfant et de l'adulte par les personnes concernées, de sorte qu'il n'ait pas à être supporté par la collectivité. La précision relative aux frais de procédure (art. 63, al. 3, lit. *d* et 70, al. 3, lit. *d*), qui exclut de la gratuité les décisions en cas de litige entre les parents au sujet des relations personnelles avec les enfants, poursuit le même but.

Enfin, la qualité de l'accomplissement des tâches et le respect des délais seront favorisés par la mise en place d'un système commun de gestion électronique des affaires et par l'instauration de possibilités d'échange d'informations entre les APEA cantonales, possibilités qui présupposent toutefois une base légale suffisante au sens du droit de la protection des données.

4. Commentaire des articles

Article 4a

Les APEA traitent des données particulièrement dignes de protection dans le cadre de leur mandat légal. Les onze APEA cantonales travaillent avec un système de gestion électronique des affaires auquel elles ont toutes accès. L'échange de données personnelles sensibles entre les APEA requiert une base légale formelle afin que soient respectés le droit fondamental à l'autodétermination en matière d'information ainsi que les prescriptions de la législation sur la protection des données. La consultation des données d'autres APEA (droit de lecture) vise à permettre une intervention rapide et appropriée dans l'intérêt des personnes ayant besoin d'aide et de protection. De plus, elle assure un accomplissement des tâches efficace par les APEA.

L'accès étendu aux données de l'ensemble des APEA cantonales tient compte du fait que souvent les personnes à protéger ne séjournent pas à leur lieu de domicile, de sorte que deux APEA différentes sont tenues d'agir pour leur venir en aide. L'autorité du lieu de séjour peut notamment prendre plus rapidement les mesures

de protection nécessaires si elle a la possibilité de consulter le dossier existant, le cas échéant, auprès d'une autre APEA. Il est ainsi plus facile de détecter une situation de détresse et d'en évaluer la gravité, puis de prendre en temps voulu les mesures propres à venir en aide à la personne à protéger.

De plus, l'accès aux données de l'ensemble des APEA permet à celles-ci d'assurer un service de permanence commun. De la sorte, la protection de l'enfant et de l'adulte peut, avec des moyens relativement modestes, être garantie 24 heures sur 24 par des professionnels.

Le principe de proportionnalité exige que l'accès mutuel aux données ne soit possible que dans la mesure où l'accomplissement de tâches légales l'exige. Par ailleurs, au sein des APEA, le droit de consulter les données doit être limité aux personnes qui sont chargées des tâches pour lesquelles ces données sont nécessaires.

Article 5, alinéa 1, lettre c

A ce jour, le Conseil-exécutif n'a jamais désigné de second vice-président ou de seconde vice-présidente, et l'abrogation de la lettre *c* de l'article 5, alinéa 1 répercute cette pratique au niveau législatif. La nomination de plusieurs personnes à la vice-présidence de chaque APEA occasionnerait des frais supplémentaires.

Article 6, alinéa 1, lettre c

Cf. article 5, alinéa 1, lettre *c*.

Article 8, alinéa 1

A l'occasion de la procédure de consultation, plusieurs partis et associations ont demandé un assouplissement des conditions de nomination à la présidence d'une APEA, au motif que la réglementation actuelle, qui exige un brevet d'avocat, le brevet de notaire bernois ou un master universitaire en droit, est trop restrictive. La décision initiale du législateur a fait ses preuves, comme en atteste la qualité tant formelle que matérielle des décisions rendues par les APEA, qui sont le plus souvent confirmées par les instances supérieures. Il n'est cependant pas facile de trouver des personnes qui disposent des connaissances nécessaires en droit procédural et en droit matériel, mais aussi de la capacité de gérer une APEA.

La possibilité d'accéder à la présidence d'une APEA désormais offerte aux professionnels issus des domaines du social, de la pédagogie, de la psychologie ou de la médecine élargit l'éventail des candidatures entre lesquelles le Conseil-exécutif peut arrêter son choix. Les personnes sans formation juridique doivent toutefois être titulaires d'un master universitaire, à l'instar des juristes, ou alors disposer d'une formation équivalente. Cette exigence garantit qu'elles possèdent à tout le moins de solides connaissances théoriques en matière de protection de l'enfant et de l'adulte.

En vertu des prescriptions fédérales, le collège décisionnel «doit comprendre un juriste afin de garantir une application correcte du droit»[1]. Il est dès lors possible de confier la présidence d'une APEA à une personne sans formation juridique dans la mesure où un autre membre de l'autorité est au bénéfice d'une telle formation.

Article 25, alinéa 1

Les APEA appliquent le droit fédéral en collaboration avec divers services administratifs et personnes ou organisations chargées de tâches publiques. Faisant suite à la mention de plusieurs entités chargées de la protection de l'enfant et de l'adulte aux articles 22 à 24, à savoir les services communaux, les préfectures et la police, l'article 25 énumère d'autres acteurs à titre d'exemple. Il s'agit de compléter cette énumération par l'adjonction des travailleurs et travailleuses sociaux en milieu scolaire ainsi que de tous les centres de consultation pour enfants et adolescents. De même, les offices des poursuites et des faillites et les autorités fiscales, qui sont d'autres partenaires importants des APEA, sont expressément mentionnés.

Article 27, alinéa 1

En vertu du droit fédéral (art. 429, al. 1 CCS), les cantons peuvent désigner des médecins qui, outre l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte, sont habilités à ordonner un placement à des fins d'assistance (PAFA). Le droit cantonal prévoit quant à lui, dans la présente disposition, qu'un tel placement peut aussi être ordonné par un ou une médecin autorisé(e) à exercer en Suisse. Jusqu'ici toutefois, cette possibilité était soumise à la condition qu'il y ait péril en la demeure. Cette disposition signifie qu'un placement ordonné par un ou une médecin est toujours indiqué lorsque l'APEA ne peut pas statuer en temps utile. Or, cette situation se vérifie souvent car une APEA ne peut ordonner un PAFA que sur la base d'une expertise médicale et après que le collège de trois membres a entendu la personne concernée.

Bien que les autorités, les tribunaux et de nombreux médecins aient appliqué correctement cette disposition jusqu'à maintenant, l'expression «péril en la demeure» a parfois créé la confusion dans le corps médical. Elle a été comprise par certains en ce sens qu'un placement ne pouvait être ordonné par un ou une médecin que dans des situations d'urgence absolue, et seulement aussi longtemps que la situation d'urgence persistait. Or, une telle interprétation peut aboutir à ce qu'un patient admis en urgence dans une institution psychiatrique en raison d'une grave mise en danger de soi-même ou d'autrui la quitte prématurément, dès que la crise est passée, mais sans que son état général s'en trouve amélioré pour autant, ce qui aboutit très vite à une nouvelle crise et à un nouveau placement. Le droit révisé de la protection de l'adulte entendait remédier à ce problème, raison pour laquelle il ne limitait pas le PAFA ordonné par un ou une médecin aux situations d'urgence. Il convient donc de supprimer la mention «péril en la demeure» dans la LPEA.

[1] FF 2006 7001, p. 6706

L'élément essentiel, selon le droit fédéral, était en effet que les médecins ordonnant un PAFA appliquent, sur le plan matériel, les mêmes critères que les APEA. Concrètement, cela signifie qu'une personne peut être placée dans une institution appropriée lorsque, en raison de troubles psychiques, d'une déficience mentale ou d'un grave état d'abandon, l'assistance ou le traitement nécessaires ne peuvent lui être fournis d'une autre manière (art. 426, al. 1 CCS). Le PAFA ordonné par un ou une médecin se distingue de celui qui résulte d'une décision de l'autorité en ce que sa durée est limitée à six semaines (art. 429, al. 1 CCS). Sur le plan formel, la différence réside dans le fait que le PAFA ordonné par un ou une médecin – dès lors qu'il intervient avant tout en cas d'urgence – n'est soumis qu'à des exigences minimales s'agissant du droit de la personne concernée d'être entendue et de la décision de placement (cf. art. 430 CCS). Le risque d'un placement inadéquat est évité par la possibilité d'attaquer la décision, les recours contre une telle mesure n'ayant pas à être motivés et l'instance judiciaire devant les traiter dans un délai de cinq jours ouvrables (cf. art. 450e CCS).

Article 42, alinéa 3

Dans un souci de simplification des procédures, le calcul de la participation aux coûts et le décompte des coûts des mesures doivent désormais être délégués aux services communaux dans le cadre des enquêtes visant à établir les faits. Cette solution garantit en outre que les décomptes soient établis sur la base des informations pertinentes. Il appartient aux services sociaux, le cas échéant, d'obtenir le paiement des participations aux coûts de la personne concernée qui avaient été préalablement ordonnées par l'APEA, et de faire valoir les prestations de tiers. La compétence de l'APEA pour statuer sur la prise en charge des coûts par voie de décision (art. 41, al. 3) n'est en rien modifiée.

La base légale de la délégation existe en fait déjà à l'article 446, alinéa 2, 2e phrase CCS en relation avec l'article 22, alinéa 2, lettre *a* LPEA, et la présente disposition ne fait que l'énoncer expressément. La procédure de décompte que suivent aujourd'hui déjà les APEA et les services communaux doit être définie plus précisément dans une ordonnance.

Article 43

Une personne concernée dont les conditions économiques s'améliorent notablement est tenue, en vertu de l'alinéa 1, de rembourser le montant des prestations préfinancées. Le remboursement est ordonné par décision de l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte ou du service désigné par la commune bourgeoise.

Il doit incomber à un service connaissant le revenu et la fortune des personnes concernées même après la clôture des procédures ou la levée des mesures d'examiner si les conditions économiques de ces dernières se sont notablement améliorées. Il est donc opportun que l'Intendance des impôts procède à un contrôle systématique visant à déterminer s'il existe une obligation de remboursement lorsque les APEA ne sont plus à même de le faire, notamment après la levée d'une curatelle ou pour d'autres raisons, par exemple lorsque plus aucun mandat n'est en cours.

Le montant versé à titre de préfinancement sur lequel porte l'obligation de remboursement est fixé par l'APEA dans une décision susceptible d'être attaquée une fois la procédure close ou la mesure levée. Les autorités fiscales reçoivent des APEA cantonales une copie de chaque décision entrée en force et examinent de manière systématique, lors de la procédure de taxation, si les conditions d'un remboursement sont remplies du fait que le revenu et la fortune de la personne concernée se sont notablement améliorés. Le cas échéant, elles en informent l'APEA qui a statué.

Article 51, alinéa 2

En cas de placement à des fins d'assistance, le droit fédéral prévoit que la personne concernée est en règle générale entendue par l'autorité réunie en collège (art. 447, al. 2 CCS). En d'autres termes, il est exceptionnellement possible de renoncer à la présence de trois membres, lorsque les circonstances le justifient, et de confier l'audition à un seul d'entre eux. Le droit fédéral ne précise toutefois pas la nature des exceptions, et la présente révision comble cette lacune au niveau de la législation cantonale. Cette clarification contribue à la sécurité du droit.

La renonciation à une audition par le collège présuppose l'existence de justes motifs, les deux motifs les plus fréquents dans la pratique étant expressément désignés. Le premier est la volonté de la personne concernée dans le cas où celle-ci souhaite expressément être entendue par un seul membre de l'autorité, par exemple parce qu'elle ne veut pas exposer oralement des faits très personnels devant trois personnes. Le second a trait à l'état de santé de la personne concernée dans le cas où une audition par le collège constituerait pour elle une épreuve supplémentaire et serait donc contre-indiquée.

Article 56

La plupart des adaptations proposées s'agissant de la compétence présidentielle en matière de protection de l'enfant résultent de la révision des dispositions du CCS portant sur l'autorité parentale conjointe. Cette révision, adoptée par l'Assemblée fédérale le 21 juin 2013, est entrée en vigueur le 1er juillet 2014. Elle institue le régime de l'autorité parentale conjointe comme étant la règle, que les parents aient été ou non mariés. Dans ce contexte, diverses compétences ont été attribuées à l'autorité de protection de l'enfant; certaines d'entre elles, énumérées ci-dessous, doivent ressortir uniquement au président ou à la présidente:

– la modification de l'attribution de l'autorité parentale et de la garde ainsi que l'approbation de conventions d'entretien en cas d'accord entre les père et mère (art. 134, al. 3 CCS);
– la réception de la déclaration concernant l'autorité parentale conjointe (art. 298a, al. 4 CCS);

– l'attribution de l'autorité parentale conjointe et la nouvelle réglementation des questions qui concernent l'enfant; il s'agit en particulier des relations personnelles et de la participation de chaque parent à la prise en charge, mais sous réserve de l'entretien (art. 298b, al. 2 et 3 CCS);
– la modification de l'attribution de l'autorité parentale et de la garde, des relations personnelles et de la participation de chaque parent à la prise en charge de l'enfant lorsque, en raison de faits nouveaux, le bien-être de l'enfant le commande (art. 298d CCS).

La lettre *h* (ancienne lit. *g*) est précisée: la mention de la curatelle en cas de conflit entre les intérêts des père et mère d'une part et de l'enfant d'autre part est complétée, conformément au droit fédéral, par celle de la curatelle pour cause d'absence (cf. art. 306, al. 2 CCS).

La lettre *i* est reformulée de façon à ce que, d'une manière générale, les tâches attribuées à l'autorité de protection de l'enfant dans le domaine du placement relèvent de la compétence présidentielle. Il s'agit en particulier, comme jusqu'ici, de l'octroi de l'autorisation de placement d'un enfant chez des parents nourriciers et de la surveillance du placement d'enfants.

La lettre *n* peut être abrogée car l'article 57 attribue désormais au président ou à la présidente la compétence d'approuver tous les rapports établis dans le domaine de la protection de l'enfant (art. 57, al. 2 en relation avec l'al. 1, lit. *f*).

Article 57

En vertu du droit fédéral, l'autorité de protection de l'adulte rend ses décisions en siégeant à trois membres au moins. Les cantons peuvent prévoir des exceptions pour des affaires déterminées (art. 440, al. 2 CCS). Les articles 55 à 57 énumèrent les affaires relevant de la compétence présidentielle. Il est opportun et admissible d'attribuer au président ou à la présidente la compétence de statuer sans le concours du collège interdisciplinaire si la décision peut être correctement rendue sans les éclairages supplémentaires que ce dernier pourrait apporter. Le travail de l'autorité dans son ensemble gagne ainsi en efficacité.

Il est prévu d'étoffer la liste des actes relevant de la compétence présidentielle et d'y ajouter avant tout ceux qui requièrent des connaissances juridiques, dès lors que le président ou la présidente doit en principe avoir une formation de juriste (cf. art. 8, al. 1). Lorsque des circonstances particulières le justifient, le président ou la présidente peut toutefois déléguer une affaire à un autre membre de l'autorité afin qu'il la traite de manière autonome (art. 59, al. 2). Il s'agit surtout d'actes exigeant en premier lieu un savoir et des compétences autres que juridiques, par exemple dans le domaine du travail social ou de la révision. De même, si la présidence n'est pas exercée par une personne ayant une formation juridique, l'affaire peut être confiée à un autre membre de l'autorité au bénéfice d'une telle formation. A l'inverse, le président ou la présidente peut renvoyer des affaires au collège pour qu'il statue lorsque les circonstances de droit ou de fait le justifient (art. 58). Cette condition est remplie en présence d'affaires délicates, comme cela peut exceptionnellement se produire en cas de dénonciation à l'autorité de surveillance contre un curateur ou une curatrice (cf. lit. *h*).

La compétence présidentielle est notamment élargie aux affaires suivantes:

– les décisions nécessaires en cas de renonciation à l'institution d'une curatelle au motif qu'une telle mesure paraît manifestement disproportionnée, comme le consentement à un acte juridique (art. 392 CCS);
– l'approbation des actes en rapport avec le placement et la préservation des biens gérés dans le cadre d'une curatelle qui nécessitent le consentement de l'autorité, y compris le transfert de liquidités sur le compte destiné à la gestion des opérations courantes (art. 408, al. 3 CCS en relation avec l'ordonnance du Conseil fédéral du 4 juillet 2012 sur la gestion du patrimoine dans le cadre d'une curatelle ou d'une tutelle [OGPCT)][2)];
– l'approbation des rapports et des comptes (art. 415 CCS) ainsi que des rapports et des comptes finaux en cas de curatelle (art. 425 CCS);
– l'approbation des actes que le curateur ou la curatrice accomplit au nom de la personne concernée, comme la résiliation du contrat de bail du logement, la conclusion ou la résiliation des contrats de longue durée relatifs au placement de la personne concernée ou encore l'acquisition ou l'aliénation d'immeubles (cf. énumération à l'art. 416, al. 1 CCS);
– le traitement des dénonciations à l'autorité de surveillance contre le curateur ou la curatrice ou d'autres personnes ou organisations agissant sur mandat de l'APEA, émanant de la personne concernée, de l'un de ses proches ou de toute personne qui a un intérêt juridique (art. 419 CCS);
– la décision en cas de changement de curateur ou de curatrice, par exemple à la fin de ses rapports de travail avec le service social (art. 421, ch. 3 CCS) ou sur requête du curateur ou de la curatrice en fonction (art. 422 CCS);
– le transfert à une autre APEA, ou la reprise d'une autre APEA, de la compétence en cas de changement de domicile de la personne faisant l'objet d'une mesure de protection de l'enfant ou de l'adulte (art. 442, al. 5 CCS).

Le nouvel *alinéa 2* prévoit que les compétences du président ou de la présidente énumérées à l'alinéa 1 s'étendent par analogie aux affaires de même nature dans le domaine de la protection de l'enfant.

Article 58

Le président ou la présidente statue sur le droit de consulter le dossier au sens de l'article 449b CCS (art. 53, al. 2). Mais il doit lui être possible de renvoyer des affaires au collège lorsque les circonstances l'exigent, comme pour les autres décisions relevant de la compétence présidentielle.

[2)] RS 211.223.11

Article 59

L'alinéa 2 doit être précisé en ce sens que le président ou la présidente peut désormais décider non seulement au cas par cas, mais aussi de manière générale, de déléguer une affaire au sens des articles 55 à 57 à un autre membre de l'autorité afin qu'il la traite de manière autonome. La délégation générale s'impose en particulier lorsque le traitement d'affaires exige un savoir et des connaissances spécifiques, par exemple en matière financière s'agissant des questions relatives au placement de fortune. De même, après la constitution d'une curatelle, il est judicieux de confier au membre de l'autorité qui avait été chargé de l'instruction, pour qu'il les traite de manière autonome, les affaires subséquentes telles que l'approbation des actes nécessitant le consentement de l'autorité ou des rapports et des comptes, ou encore les décisions en cas de changement de curateur ou de curatrice.

Article 63

Alinéa 3, lettre a: il existe une étroite corrélation entre le PAFA et les mesures ambulatoires, les secondes pouvant être ordonnées dans le cadre du suivi post-institutionnel ou au lieu d'un placement. Dès lors, il convient de les traiter de la même manière s'agissant de la non-perception des frais de procédure.

Alinéa 3, lettre d: la mention des dispositions légales a été ajoutée à titre de précision. Selon la pratique du Tribunal de la protection de l'enfant et de l'adulte en effet, on entend par mesures de protection de l'enfant au sens strict les seules mesures du droit de la protection de l'enfant prévues aux articles 307 à 311 CCS. Les mesures ordonnées en cas de litige entre les parents, par exemple au sujet du droit de visite, ne sont pas considérées comme des mesures de protection de l'enfant au sens strict, raison pour laquelle les procédures y relatives donnent lieu à la perception de frais.

Alinéa 5: en cas de décès de la personne concernée, les frais de procédure doivent être mis à la charge non pas de la collectivité, mais des héritiers et héritières.

Article 70

Il est renvoyé au commentaire de l'article 63, alinéas 3, lettre *d* et 5.

Modification d'autres actes législatifs

Article 12 de la loi du 19 février 1986 sur la protection des données (LCPD)[3)]

Les attestations de capacité civile sont désormais délivrées par les APEA, en application du nouveau droit de la protection de l'enfant et de l'adulte en vigueur depuis le 1er juillet 2013. Les communes ne sont plus habilitées à communiquer à des particuliers des renseignements sur la capacité civile d'une personne.

Article 54 de la loi du 8 juin 1997 sur la police (LPol)[4)]

A la réception d'une requête, les communes s'adressaient jusqu'ici à l'APEA pour s'informer de la capacité civile, puis établissaient l'attestation demandée. Dans un souci de rationalisation, il est désormais prévu que les requêtes soient directement soumises à l'APEA, qui se charge ensuite de délivrer les attestations de capacité civile.

5. Place du projet dans le programme gouvernemental de législature (programme législatif) et dans d'autres planifications importantes

Le présent projet ne figure pas dans le programme législatif du programme gouvernemental de législature 2015 à 2018. Il ne contredit toutefois pas les principes du développement durable dès lors qu'il vise en particulier à accroître l'efficacité des APEA et à renforcer la collaboration de ces dernières avec les autres autorités. Les changements proposés auront également pour effet d'améliorer les processus et, partant, la stabilité sociale pour les personnes concernées, tout en tenant compte de la précarité des finances cantonales.

6. Répercussions financières

Le présent projet n'a pas de grandes répercussions financières. La gestion des droits du canton à d'éventuels remboursements en cas de préfinancement de mesures et de frais de procédure par l'Intendance des impôts une fois la procédure close ou les mesures levées (art. 43, al. 3) est de nature à accroître légèrement les recettes. De plus, le projet encourage l'efficacité de l'accomplissement des tâches (cf. ch. 7), avec des répercussions financières positives à la clé.

7. Répercussions sur le personnel et l'organisation

Les modifications législatives proposées n'ont pas de répercussion directe sur l'effectif du personnel ou sur son domaine d'activité. Elles contribuent toutefois à rendre les APEA plus efficaces, ce qui répond à une impérieuse nécessité en raison de l'extrême lourdeur de la charge de travail à laquelle elles doivent faire face. Sans la révision proposée, il conviendrait d'envisager à moyen terme de renforcer l'effectif du personnel pour que l'efficacité et la qualité de l'accomplissement des tâches soient garanties.

8. Répercussions sur les communes

Le projet n'a que peu de répercussions sur les communes. Celles-ci ne sont plus appelées à délivrer les attestations de capacité civile, cette compétence étant transférée aux APEA. S'agissant du décompte des coûts des mesures, les services sociaux communaux travaillent en étroite collaboration avec les APEA, mais la base légale y afférente existe déjà (cf. ch. 4, commentaire de l'art. 42, al. 3). Il est désor-

[3)] RSB 152.04

[4)] RSB 551.1

mais expressément prévu que le Conseil-exécutif fixe les modalités de coopération par voie d'ordonnance aussi dans le cas du décompte des coûts des mesures.

9. Répercussions sur l'économie

Le projet n'a pas de répercussions sur l'économie.

10. Résultat de la procédure de consultation

La procédure de consultation organisée du 30 janvier au 30 avril 2015 a suscité plus de 50 prises de position. Les participants et participantes à la procédure ont pour la plupart approuvé le projet de révision de la LPEA.

L'article 8, qui traite des conditions de nomination à la présidence d'une APEA, a été adapté sur la base de divers avis exprimés lors de la procédure. Désormais, les personnes ayant obtenu un master universitaire en travail social, en pédagogie, en psychologie ou en médecine sont susceptibles d'exercer une telle fonction (cf. ch. 4). Elles disposent en effet, à l'instar des avocats, des notaires et des autres juristes au bénéfice d'un master, de connaissances fondées en matière de protection de l'enfant et de l'adulte. La nouvelle disposition présente l'avantage d'étoffer les possibilités de choix offertes au Conseil-exécutif.

Quelques prises de position critiquaient l'extension des compétences présidentielles au motif notamment qu'une appréciation interdisciplinaire, par le collège composé de trois membres, est indispensable dans certaines circonstances. Il ressort toutefois de la pratique des APEA que tel n'est en règle générale pas le cas des affaires mentionnées aux articles 56 et 57. Si une décision collégiale devait se révéler indispensable, dans une affaire précise, en raison des conflits en présence ou de la complexité de la situation, l'article 58 permet de toute façon un renvoi au collège décisionnel.

La proposition de remplacer la compétence présidentielle par une compétence de statuer seul accordée indifféremment à n'importe quel membre de l'autorité n'a pas été retenue. Il importe en effet que les personnes concernées continuent à discerner clairement qui est compétent et assume la responsabilité de la gestion des procédures au sein de l'APEA.

Il n'a pas non plus été donné suite à la demande tendant à ce que les autorités communales soient expressément désignées, à l'article 25, comme partenaires importants des APEA. Dans la mesure où elles accomplissent des tâches dans le domaine de la protection de l'enfant et de l'adulte, les communes sont déjà mentionnées à l'article 22. L'article 25 ne fait que nommer quelques-uns des partenaires qui ne figurent pas explicitement aux articles 22 à 24 (services communaux, préfets et préfètes, police).

Enfin, il a été renoncé à l'introduction d'une disposition prévoyant l'organisation de séances dites «de réseau». En effet, la collaboration de diverses entités tant publiques que privées dans le but de protéger les personnes ayant besoin d'aide est déjà rendue possible, dans certains cas, par les bases légales en vigueur. Il serait par ailleurs prématuré de définir les conférences de réseau de manière détaillée dans le droit cantonal, dès lors que de nouvelles dispositions sont en cours d'élaboration, au niveau fédéral, sur le droit et l'obligation d'aviser l'autorité ainsi que sur les droits de participation et les devoirs qui leur sont liés. Ces dispositions auront également une influence sur l'organisation de séances de réseau au cours d'une procédure.

Berne, le 12 août 2015

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Käser*

le chancelier: *Auer*

Proposition du Conseil-exécutif

Loi sur la protection de l'enfant et de l'adulte (LPEA) (Modification)

213.316

Le Grand Conseil du canton de Berne,

sur proposition du Conseil-exécutif,

arrête:

I.

La loi du 1er février 2012 sur la protection de l'enfant et de l'adulte (LPEA) est modifiée comme suit:

Système commun de gestion électronique des affaires

Art. 4a (nouveau) Les autorités cantonales de protection de l'enfant et de l'adulte disposent d'un système commun de gestion électronique des affaires. Pour autant que l'accomplissement de leurs tâches l'exige, elles ont accès aux données personnelles collectées par une autre autorité de protection de l'enfant et de l'adulte.

Art. 5 [1]Sur proposition de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques, le Conseil-exécutif nomme le nombre de membres nécessaires à chaque autorité de protection de l'enfant et de l'adulte, et désigne parmi ceux-ci, également sur proposition de ladite Direction,

a inchangée,

b le vice-président ou la vice-présidente,

c abrogée.

[2 à 4] Inchangés.

Art. 6 [1]Sur proposition des communes bourgeoises, le Conseil-exécutif nomme le nombre de membres nécessaires à l'autorité bourgeoisiale de protection de l'enfant et de l'adulte, et désigne parmi ceux-ci, également sur proposition des communes bourgeoises,

a inchangée,

b le vice-président ou la vice-présidente,

c abrogée.

[2] Inchangé.

Proposition commune du Conseil-exécutif et de la commission

Loi sur la protection de l'enfant et de l'adulte (LPEA) (Modification)

213.316

Le Grand Conseil du canton de Berne,

sur proposition du Conseil-exécutif,

arrête:

I.

La loi du 1er février 2012 sur la protection de l'enfant et de l'adulte (LPEA) est modifiée comme suit:

Système commun de gestion électronique des affaires

Art. 4a (nouveau) Les autorités cantonales de protection de l'enfant et de l'adulte disposent d'un système commun de gestion électronique des affaires. Pour autant que l'accomplissement de leurs tâches l'exige, elles ont accès aux données personnelles collectées par une autre autorité de protection de l'enfant et de l'adulte.

Art. 5 [1]Sur proposition de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques, le Conseil-exécutif nomme le nombre de membres nécessaires à chaque autorité de protection de l'enfant et de l'adulte, et désigne parmi ceux-ci, également sur proposition de ladite Direction,

a inchangée,

b le vice-président ou la vice-présidente,

c abrogée.

[2 à 4] Inchangés.

Art. 6 [1]Sur proposition des communes bourgeoises, le Conseil-exécutif nomme le nombre de membres nécessaires à l'autorité bourgeoisiale de protection de l'enfant et de l'adulte, et désigne parmi ceux-ci, également sur proposition des communes bourgeoises,

a inchangée,

b le vice-président ou la vice-présidente,

c abrogée.

[2] Inchangé.

Art. 8 [1]Inchangé.

[2] Le Conseil-exécutif peut nommer à la présidence une personne ayant obtenu un master universitaire en travail social, en pédagogie, en psychologie ou en médecine, ou disposant d'une formation équivalente, pour autant que le collège décisionnel comprenne un membre remplissant la condition énoncée à l'alinéa 1.

[3] Ancien alinéa 2.

Art. 25 [1]Les autorités de protection de l'enfant et de l'adulte collaborent, dans le cadre du droit fédéral, avec d'autres personnes ou organisations concernées, à savoir notamment

a les autorités scolaires, les membres du corps enseignant ainsi que les travailleurs et travailleuses sociaux en milieu scolaire,
b les centres de consultation pour enfants et adolescents,
c les institutions d'accueil et de prise en charge médicale ainsi que les professionnels de la santé,
d inchangée,
e les offices des poursuites et des faillites,
f les autorités fiscales.

[2] Inchangé.

Art. 27 [1]Un placement à des fins d'assistance peut être ordonné non seulement par une autorité de protection de l'enfant et de l'adulte, mais aussi par un ou une médecin autorisée à exercer en Suisse.

[2 et 3] Inchangés.

Art. 42 [1 et 2] Inchangés.

[3] Le Conseil-exécutif fixe par voie d'ordonnance

a les montants-limites concernant le revenu et la fortune;
b les documents que la personne concernée doit produire pour présenter sa situation financière;
c la procédure suivie par les services communaux pour faire valoir les droits de la collectivité vis-à-vis de tiers débiteurs en vertu de l'alinéa 2.

Art. 43 [1]La personne concernée est tenue de s'acquitter ultérieurement des coûts lorsque ses conditions économiques s'améliorent notablement et que le remboursement peut être exigé d'elle. L'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte examine régulièrement si les conditions d'un remboursement sont remplies.

Art. 8 [1]Inchangé.

[2] Le Conseil-exécutif peut nommer à la présidence une personne ayant obtenu un master universitaire en travail social, en pédagogie, en psychologie ou en médecine, ou disposant d'une formation équivalente, pour autant que le collège décisionnel comprenne un membre remplissant la condition énoncée à l'alinéa 1.

[3] Ancien alinéa 2.

Art. 25 [1]Les autorités de protection de l'enfant et de l'adulte collaborent, dans le cadre du droit fédéral, avec d'autres personnes ou organisations concernées, à savoir notamment

a les autorités scolaires, les membres du corps enseignant ainsi que les travailleurs et travailleuses sociaux en milieu scolaire,
b les centres de consultation pour enfants et adolescents,
c les institutions d'accueil et de prise en charge médicale ainsi que les professionnels de la santé,
d inchangée,
e les offices des poursuites et des faillites,
f les autorités fiscales,
g les communes.

[2] Inchangé.

Art. 27 [1]Un placement à des fins d'assistance peut être ordonné non seulement par une autorité de protection de l'enfant et de l'adulte, mais aussi par un ou une médecin autorisée à exercer en Suisse.

[2 et 3] Inchangés.

Art. 42 [1 et 2] Inchangés.

[3] Le Conseil-exécutif fixe par voie d'ordonnance

a les montants-limites concernant le revenu et la fortune;
b les documents que la personne concernée doit produire pour présenter sa situation financière;
c la procédure suivie par les services communaux pour faire valoir les droits de la collectivité vis-à-vis de tiers débiteurs en vertu de l'alinéa 2.

Art. 43 [1]La personne concernée est tenue de s'acquitter ultérieurement des coûts lorsque ses conditions économiques s'améliorent notablement et que le remboursement peut être exigé d'elle. L'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte examine régulièrement si les conditions d'un remboursement sont remplies.

[2] Une fois la procédure close ou la mesure levée, l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte fixe le montant versé à titre de préfinancement dans une décision susceptible d'être attaquée. L'Intendance des impôts examine ensuite, lors de la procédure de taxation, si les conditions d'un remboursement sont remplies et, le cas échéant, en informe l'autorité qui a statué.

[3] Le droit au remboursement se prescrit par un an à compter du jour où l'autorité qui a statué en a pris connaissance, mais dans tous les cas par dix ans à partir du jour de la naissance du droit (prononcé de la décision au sens de l'al. 2).

Art. 51 [1]Inchangé.

[2] En cas de placement à des fins d'assistance, la personne concernée est en règle générale entendue par l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte réunie en collège (art. 447, al. 2 CCS). Elle peut être entendue par un seul membre de l'autorité si

a elle renonce expressément à une audition par le collège;
b l'audition par le collège n'est pas adaptée à son état de santé;
c d'autres motifs importants le justifient.

[3 et 4] Inchangés.

Art. 56 Dans le domaine de la protection de l'enfant, la compétence du président ou de la présidente porte sur

a inchangée;
b la modification de l'attribution de l'autorité parentale et de la garde ainsi que l'approbation de conventions d'entretien en cas d'accord entre les père et mère (art. 134, al. 3 CCS);
c et *d* inchangées;
e la réception de la déclaration concernant l'autorité parentale conjointe (art. 298a, al. 4 CCS);
f l'attribution de l'autorité parentale conjointe et la nouvelle réglementation des questions qui concernent l'enfant (art. 298b, al. 2 et 3 CCS);
g la modification de l'attribution, en présence de faits nouveaux, de l'autorité parentale et de la garde, des relations personnelles ou de la participation de chaque parent à la prise en charge de l'enfant (art. 298d et 301a, al. 5 CCS) ainsi que le consentement à la modification du lieu de résidence de l'enfant (art. 301a, al. 2 CCS);
h l'institution d'une curatelle pour cause d'absence ou en cas de conflit entre les intérêts des père et mère d'une part et de l'enfant d'autre part (art. 306, al. 2 CCS);

[2] Une fois la procédure close ou la mesure levée, l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte fixe le montant versé à titre de préfinancement dans une décision susceptible d'être attaquée. L'Intendance des impôts examine ensuite, lors de la procédure de taxation, si les conditions d'un remboursement sont remplies et, le cas échéant, en informe l'autorité qui a statué.

[3] Le droit au remboursement se prescrit par un an à compter du jour où l'autorité qui a statué en a pris connaissance, mais dans tous les cas par dix ans à partir du jour de la naissance du droit (prononcé de la décision au sens de l'al. 2).

Art. 51 [1]Inchangé.

[2] En cas de placement à des fins d'assistance, la personne concernée est en règle générale entendue par l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte réunie en collège (art. 447, al. 2 CCS). Elle peut être entendue par un seul membre de l'autorité si

a elle renonce expressément à une audition par le collège;
b l'audition par le collège n'est pas adaptée à son état de santé;
c d'autres motifs importants le justifient.

[3 et 4] Inchangés.

Art. 56 Dans le domaine de la protection de l'enfant, la compétence du président ou de la présidente porte sur

a inchangée;
b la modification de l'attribution de l'autorité parentale et de la garde ainsi que l'approbation de conventions d'entretien en cas d'accord entre les père et mère (art. 134, al. 3 CCS);
c et *d* inchangées;
e la réception de la déclaration concernant l'autorité parentale conjointe (art. 298a, al. 4 CCS);
f l'attribution de l'autorité parentale conjointe et la nouvelle réglementation des questions qui concernent l'enfant (art. 298b, al. 2 et 3 CCS);
g la modification de l'attribution, en présence de faits nouveaux, de l'autorité parentale et de la garde, des relations personnelles ou de la participation de chaque parent à la prise en charge de l'enfant (art. 298d et 301a, al. 5 CCS) ainsi que le consentement à la modification du lieu de résidence de l'enfant (art. 301a, al. 2 CCS);
h l'institution d'une curatelle pour cause d'absence ou en cas de conflit entre les intérêts des père et mère d'une part et de l'enfant d'autre part (art. 306, al. 2 CCS);

i l'octroi de l'autorisation de placement d'un enfant chez des parents nourriciers et la surveillance du placement chez des parents nourriciers ainsi que sur les autres tâches attribuées à l'autorité de protection de l'enfant dans le domaine du placement chez des parents nourriciers et à la journée (art. 316, al. 2 CCS en relation avec l'ordonnance fédérale du 19 octobre 1977 sur le placement d'enfants [OPE][1)] et l'ordonnance du 4 juillet 1979 réglant le placement d'enfants[2)]);
k à *m* inchangées;
n abrogée.

Art. 57 [1]Dans le domaine de la protection de l'adulte, la compétence du président ou de la présidente porte sur
a l'interprétation et le complètement d'un mandat pour cause d'inaptitude (art. 364 CCS);
b le consentement par rapport aux actes juridiques du conjoint ou de la conjointe relevant de l'administration extraordinaire des biens (art. 374, al. 3 CCS);
c les décisions nécessaires en cas de renonciation à l'institution d'une curatelle (art. 392 CCS);
d l'établissement d'un inventaire et la décision ordonnant l'établissement d'un inventaire public (art. 405, al. 2 et 3 CCS);
e l'approbation des actes du curateur ou de la curatrice qui nécessitent le consentement de l'autorité s'agissant du placement et de la préservation des biens gérés dans le cadre d'une curatelle (art. 408, al. 3 CCS en relation avec l'ordonnance fédérale du 4 juillet 2012 sur la gestion du patrimoine dans le cadre d'une curatelle ou d'une tutelle [OGPCT)][3)]);
f l'approbation des rapports et des comptes (art. 415 CCS) ainsi que des rapports et des comptes finaux (art. 425 CCS);
g l'approbation des actes du curateur ou de la curatrice nécessitant le consentement de l'autorité (art. 416, al. 1 CCS);
h le traitement des dénonciations à l'autorité de surveillance contre le curateur ou la curatrice ou d'autres personnes ou services agissant sur mandat de l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte (art. 419 CCS);
i la décision en cas de changement de curateur ou de curatrice à la fin des rapports de travail (art. 421, ch. 3 CCS) ou sur requête du curateur ou de la curatrice (art. 422 CCS);
k le transfert ou la reprise de la compétence en cas de changement de domicile de la personne faisant l'objet d'une mesure de protection (art. 442, al. 5 CCS);

[1)] RS 211.222.338
[2)] RSB 213.223
[3)] RS 211.223.11

i l'octroi de l'autorisation de placement d'un enfant chez des parents nourriciers et la surveillance du placement chez des parents nourriciers ainsi que sur les autres tâches attribuées à l'autorité de protection de l'enfant dans le domaine du placement chez des parents nourriciers et à la journée (art. 316, al. 2 CCS en relation avec l'ordonnance fédérale du 19 octobre 1977 sur le placement d'enfants [OPE][1)] et l'ordonnance du 4 juillet 1979 réglant le placement d'enfants[2)]);
k à *m* inchangées;
n abrogée.

Art. 57 [1]Dans le domaine de la protection de l'adulte, la compétence du président ou de la présidente porte sur
a l'interprétation et le complètement d'un mandat pour cause d'inaptitude (art. 364 CCS);
b le consentement par rapport aux actes juridiques du conjoint ou de la conjointe relevant de l'administration extraordinaire des biens (art. 374, al. 3 CCS);
c les décisions nécessaires en cas de renonciation à l'institution d'une curatelle (art. 392 CCS);
d l'établissement d'un inventaire et la décision ordonnant l'établissement d'un inventaire public (art. 405, al. 2 et 3 CCS);
e l'approbation des actes du curateur ou de la curatrice qui nécessitent le consentement de l'autorité s'agissant du placement et de la préservation des biens gérés dans le cadre d'une curatelle (art. 408, al. 3 CCS en relation avec l'ordonnance fédérale du 4 juillet 2012 sur la gestion du patrimoine dans le cadre d'une curatelle ou d'une tutelle [OGPCT)][3)]);
f l'approbation des rapports et des comptes (art. 415 CCS) ainsi que des rapports et des comptes finaux (art. 425 CCS);
g l'approbation des actes du curateur ou de la curatrice nécessitant le consentement de l'autorité (art. 416, al. 1 CCS);
h le traitement des dénonciations à l'autorité de surveillance contre le curateur ou la curatrice ou d'autres personnes ou services agissant sur mandat de l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte (art. 419 CCS);
i la décision en cas de changement de curateur ou de curatrice à la fin des rapports de travail (art. 421, ch. 3 CCS) ou sur requête du curateur ou de la curatrice (art. 422 CCS);
k le transfert ou la reprise de la compétence en cas de changement de domicile de la personne faisant l'objet d'une mesure de protection (art. 442, al. 5 CCS);

[1)] RS 211.222.338
[2)] RSB 213.223
[3)] RS 211.223.11

l la décision ordonnant l'établissement d'un inventaire successoral (art. 553, al. 1 CCS).

[2] Les compétences du président ou de la présidente s'étendent par analogie aux affaires de même nature dans le domaine de la protection de l'enfant.

Art. 58 «articles 55 à 57» est remplacé par «articles 53, alinéa 2 et 55 à 57».

Art. 59 [1]Inchangé.

[2] Le président ou la présidente peut déléguer, de manière générale ou au cas par cas, des affaires au sens des articles 55 à 57 à un autre membre de l'autorité afin qu'il les traite de manière autonome lorsque des connaissances spécialisées sont requises. L'article 58 s'applique par analogie.

Art. 63 [1 et 2] Inchangés.

[3] Il n'est pas perçu de frais de procédure, sous réserve de l'alinéa 4, dans les procédures concernant
a le placement à des fins d'assistance et les mesures ambulatoires;
b et *c* inchangées;
d les mesures de protection de l'enfant (art. 307 à 311 CCS);
e inchangée.

[4] Inchangé.

[5] Si la personne concernée décède, les frais de procédure sont à la charge des héritiers et héritières.

Art. 70 [1 et 2] Inchangés.

[3] Il n'est pas perçu de frais de procédure dans les procédures concernant
a à *c* inchangées,
d les mesures de protection de l'enfant (art. 307 à 311 CCS).

[4] L'article 63, alinéas 4 et 5, réglant respectivement les coûts des enquêtes particulières et des expertises ainsi que la mise des frais de procédure à la charge des héritiers et héritières en cas de décès de la personne concernée, est applicable par analogie.

[5] Inchangé.

l la décision ordonnant l'établissement d'un inventaire successoral (art. 553, al. 1 CCS).

[2] Les compétences du président ou de la présidente s'étendent par analogie aux affaires de même nature dans le domaine de la protection de l'enfant.

Art. 58 «articles 55 à 57» est remplacé par «articles 53, alinéa 2 et 55 à 57».

Art. 59 [1]Inchangé.

[2] Le président ou la présidente peut déléguer, de manière générale ou au cas par cas, des affaires au sens des articles 55 à 57 à un autre membre de l'autorité afin qu'il les traite de manière autonome lorsque des connaissances spécialisées sont requises. L'article 58 s'applique par analogie.

Art. 63 [1 et 2] Inchangés.

[3] Il n'est pas perçu de frais de procédure, sous réserve de l'alinéa 4, dans les procédures concernant
a le placement à des fins d'assistance et les mesures ambulatoires;
b et *c* inchangées;
d les mesures de protection de l'enfant (art. 307 à 311 CCS);
e inchangée.

[4] Inchangé.

[5] Si la personne concernée décède, les frais de procédure sont à la charge des héritiers et héritières.

Art. 70 [1 et 2] Inchangés.

[3] Il n'est pas perçu de frais de procédure dans les procédures concernant
a à *c* inchangées,
d les mesures de protection de l'enfant (art. 307 à 311 CCS).

[4] L'article 63, alinéas 4 et 5, réglant respectivement les coûts des enquêtes particulières et des expertises ainsi que la mise des frais de procédure à la charge des héritiers et héritières en cas de décès de la personne concernée, est applicable par analogie.

[5] Inchangé.

II.

Les actes législatifs suivants sont modifiés:

1. Loi du 19 février 1986 sur la protection des données (LCPD)[1)]:

Art. 12 [1]Inchangé.

[2] «la capacité civile,» est abrogé.

[3] Inchangé.

2. Loi du 8 juin 1997 sur la police (LPol)[2)]:

Attestation de capacité civile et certificat de bonnes mœurs

Art. 54 [1]Sur requête, l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte établit une attestation de capacité civile
a et *b* inchangées.

[2] Inchangé.

[3] Dans les cas prévus par la loi, la commune établit un certificat de bonnes mœurs avec les informations complémentaires définies dans la loi.

III.

Le Conseil-exécutif fixa la date d'entrée en vigueur de la présente modification.

Il est proposé au Grand Conseil de renoncer à la seconde lecture.

Berne, le 12 août 2015

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Käser*
le chancelier: *Auer*

Le droit en vigueur peut être obtenu auprès de la Chancellerie d'Etat avant la session ou auprès des huissiers pendant la session.

1) RSB 152.04
2) RSB 551.1

II.

Les actes législatifs suivants sont modifiés:

1. Loi du 19 février 1986 sur la protection des données (LCPD)[1)]:

Art. 12 [1]Inchangé.

[2] «la capacité civile,» est abrogé.

[3] Inchangé.

2. Loi du 8 juin 1997 sur la police (LPol)[2)]:

Attestation de capacité civile et certificat de bonnes mœurs

Art. 54 [1]Sur requête, l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte établit une attestation de capacité civile
a et *b* inchangées.

[2] Inchangé.

[3] Dans les cas prévus par la loi, la commune établit un certificat de bonnes mœurs avec les informations complémentaires définies dans la loi.

III.

Le Conseil-exécutif fixa la date d'entrée en vigueur de la présente modification.

Il est proposé au Grand Conseil de renoncer à la seconde lecture.

Berne, le 16 septembre 2015

Au nom du Conseil-exécutif,

le président: *Käser*
le chancelier: *Auer*

Berne, le 25 août 2015

Au nom de la commission,

la présidente: *Zumstein*

Le droit en vigueur peut être obtenu auprès de la Chancellerie d'Etat avant la session ou auprès des huissiers pendant la session.

1) RSB 152.04
2) RSB 551.1

Arrêté du Conseil-exécutif

N° d'ACE:	1049/2015
Date:	2 septembre 2015
Direction:	Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques
N° d'affaire:	12.72-14.18
Classification:	Non classifié

Assainissement de la fondation pour les plaines irriguées ; engagement conditionnel

1 Objet

Les dernières prairies irriguées qui ont été préservées en Suisse se trouvent en Haute-Argovie. La Confédération les a mises sous protection en les classant paysages d'importance nationale. Il revient au canton de protéger les prairies irriguées, ce dont il se charge par l'intermédiaire de la fondation pour les prairies irriguées.

En raison de la baisse des taux d'intérêt, les intérêts produits par le capital de la fondation instituée par le canton en 1992 ne suffisent plus pour maintenir l'utilisation du système d'irrigation traditionnel et assurer la protection intégrale de ces paysages d'une beauté unique. C'est la raison pour laquelle un engagement conditionnel est demandé; celui-ci doit permettre à la fondation d'utiliser son capital pour indemniser les exploitants des prairies irriguées. Le montant accordé sous la forme d'un engagement conditionnel est exigible au plus tôt dans 15 ans, sur requête de la fondation.

2 Bases légales

– Constitution du canton de Berne du 6 juin 1993 (ConstC; RSB 101.1), articles 32, 33 et 76, lettre *e* en relation avec les articles 89, alinéa 2, lettre *a* et 62, alinéa 1, lettre *c*
– Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 620.0), articles 15, 46, 48, alinéa 1 et 52
– Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP; RSB 621.0), articles 148 et 152, alinéa 4 en relation avec l'annexe 3

3 Nature et qualification juridique de la dépense

Il s'agit d'une dépense nouvelle et unique au sens des articles 46, 48, alinéa 1 et 52 LFP sous la forme d'un engagement conditionnel (crédit d'objet).

L'engagement conditionnel figurera en annexe du rapport de gestion (art. 15 LFP). Il n'entraîne pas de sortie de fonds immédiate et ne doit par conséquent pas être inscrit au budget ou dans le plan financier.

4 Montant déterminant du crédit

3,75 millions de francs (au maximum) sous la forme d'un engagement conditionnel.

5 Arrêté

Le Conseil-exécutif prend acte du fait que

1. la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques a l'intention d'édicter, se fondant sur l'article 102, alinéa 1, lettre *c* de la loi du 9 juin 1985 sur les constructions (LC; RSB 721.0), un plan de quartier cantonal visant à protéger et préserver les prairies irriguées bernoises situées en Haute-Argovie et que
2. la fondation pour les prairies irriguées a révisé ses statuts de sorte, notamment, que le capital de fondation puisse être utilisé, en plus des intérêts produits, pour indemniser les exploitants des prairies irriguées. Les statuts sont révisés sous réserve que le Grand Conseil approuve le présent projet d'arrêté. La révision a déjà été approuvée par l'autorité cantonale de surveillance des fondations;

et propose au Grand Conseil

3. d'autoriser, sous la forme d'un engagement conditionnel, un apport unique de 3,75 millions de francs au maximum par le canton de Berne (fondateur) au capital de fondation. La fondation pour les terres irriguées pourra demander un tel apport dans 15 ans au plus tôt.

6 Compétence / référendum financier

Conformément à l'article 76, lettre *e* en relation avec l'article 89, alinéa 2, lettre *a* ConstC, l'approbation du présent engagement conditionnel (crédit d'objet) est de la compétence du Grand Conseil.

Le présent arrêté est soumis à la votation populaire facultative (référendum financier) et doit être publié dans la Feuille officielle.

Au nom du Conseil-exécutif
Le chancelier:
Auer

Rapport

N° d'ACE:	1049/2015
Date de la séance du CE:	2 septembre 2015
N° d'affaire:	12.72-14.18
Direction:	Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques
Classification:	Non classifié

Assainissement de la fondation pour les prairies irriguées; engagement conditionnel

Les dernières prairies irriguées qui ont été préservées en Suisse se trouvent en Haute-Argovie. La Confédération les a mises sous protection en les classant paysages d'importance nationale. Il revient au canton de protéger les prairies irriguées, ce dont il se charge par l'intermédiaire de la fondation pour les prairies irriguées.

En raison de la baisse des taux d'intérêt, les intérêts produits par le capital de la fondation instituée par le canton en 1992 ne suffisent plus pour maintenir l'utilisation du système d'irrigation traditionnel et assurer la protection intégrale de ces paysages d'une beauté unique. C'est la raison pour laquelle un engagement conditionnel est demandé; celui-ci doit permettre à la fondation d'utiliser son capital pour indemniser les exploitants des prairies irriguées. Le montant accordé sous la forme d'un engagement conditionnel est exigible au plus tôt dans 15 ans, sur requête de la fondation.

Table des matières

1. Contexte 3

2. Problématique actuelle 4

3. Proposition du groupe de travail «assainissement» à l'intention du Conseil-exécutif 5

4. Recherches menées par le canton en 2014 et 2015 5

5. Répercussions de l'arrêté 8

6. Prise en compte dans le plan intégré «mission-financement» 9

7. Proposition 9

1. Contexte

Les prairies irriguées de Haute-Argovie sont les derniers vestiges d'une forme d'exploitation des prairies herbeuses – dont le rendement peut être amélioré par l'irrigation – autrefois répandue en Suisse et en Europe. Un barrage est installé sur un effluent et l'eau est distribuée dans les prairies au moyen d'un réseau de canaux et de fossés dont les ramifications comportent des écluses, des retenues d'eau et des vannes. L'excédent d'eau est rejeté dans l'effluent. Ce système d'irrigation a été fondé en Haute-Argovie il y a environ 800 ans par les moines cisterciens de l'abbaye de Saint-Urbain. Son but était d'irriguer les sols pauvres, de les protéger des crues et surtout de les enrichir grâce aux matières en suspension dans l'eau.

Au fil des siècles, certaines prairies n'ont jamais été mises en culture. C'est aujourd'hui un paysage rural proche de l'état naturel qui s'offre au regard: ruisseaux, fossés, berges boisées, haies, autant d'éléments qui constituent un véritable eldorado pour les oiseaux et les autres petits animaux. Après le milieu du XX^{e} siècle, avec la mécanisation et l'intensification agricole, ce paysage beau et caractéristique, qui est un lieu de détente très apprécié et qui contribue aussi à alimenter la nappe phréatique, a menacé de disparaître. C'est pourquoi le Conseil fédéral a, en 1983, inscrit les prairies irriguées situées en Haute-Argovie dans l'inventaire des paysages, sites et monuments naturels d'importance nationale en vue d'assurer leur protection (objet IFP n°1312).

En 1985, le Conseil-exécutif du canton de Berne a quant à lui décidé que les prairies irriguées seraient protégées intégralement, ce qui signifie que non seulement le paysage est protégé, mais également son utilisation. Sous la direction de l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire (autrefois: Office de l'aménagement du territoire), de vastes travaux préparatoires ont été effectués en vue de l'institution d'une fondation pour les prairies irriguées.

Le canton de Berne (agissant par le Conseil-exécutif le 11 septembre 1991, puis avec l'approbation du Grand Conseil, qui s'est prononcé le 13 novembre 1991) a institué cette fondation afin de garantir la protection des prairies irriguées. Celle-ci doit assurer l'exploitation traditionnelle de ces prairies et, dans ce but, indemniser les exploitants. L'article 3 des statuts du 14 février 1992 de la fondation décrit par quels moyens le fondateur souhaite atteindre ces objectifs. La fondation est exonérée d'impôt depuis le 5 avril 1993.

Le capital de fondation, qui ne peut pas être entamé (art. 4, al. 4 des statuts de la fondation), se montait à 2,64 millions de francs au moment de l'institution de la fondation. Il a, grâce aux apports de bailleurs de fonds externes (notamment de l'OFEFP, du canton de Lucerne, du Fonds suisse pour le paysage et de particuliers) augmenté pour atteindre 8,23 millions de francs en 2000. Il se monte actuellement (état: fin 2014) à 8,32 millions de francs. Les intérêts produits par le capital de fondation sont intégralement consacrés à l'indemnisation des exploitants des prairies irriguées au bénéfice d'un contrat. Les montants qui sont versés à ces derniers

- compensent la perte de revenu relative aux terres cultivables (prairies permanentes au lieu de surfaces d'assolement)
- et couvrent les dépenses liées au travail qu'implique l'irrigation
- ainsi que les frais d'entretien des ramifications secondaires et tertiaires.

A ce jour, la fondation a pu préserver environ 111 hectares de prairies irriguées dans les vallées de la Langete et de la Rot en concluant des contrats avec les exploitants de ces surfaces, qu'elle indemnise. Les prairies irriguées se répartissent entre 60 exploitants – à noter que la coopérative Grüenholz (Wässerackergenossenschaft Grüenholz Roggwil) compte comme un seul partenaire, bien que 21 exploitants se partagent les indemnisations versées pour les 29,4 hectares faisant l'objet du contrat avec la fondation.

La fondation a pour mission de préserver ces 111 hectares dans leur état d'origine et d'en assurer l'exploitation adéquate. En outre, il était prévu, déjà au moment de son institution, de préserver une étendue importante de prairies irriguées dans la vallée de l'Oenz (commune d'Herzogenbuchsee).

Au moment de l'institution de la fondation en 1992, 5400 francs par hectare pouvaient être versés chaque année aux exploitants de prairies irriguées dans la vallée de la Langete et 5100 à ceux de la vallée de la Rot. Aujourd'hui, en raison de la diminution importante des intérêts du capital, un montant forfaitaire de 800 francs par hectare et par an leur est versé à titre d'indemnisation. Le rendement du patrimoine de la fondation se montait à environ 587 000 francs en 1992 et est aujourd'hui tombé à 88 600 francs, ce qui est insuffisant.

2. Problématique actuelle

A l'heure actuelle, on constate de graves lacunes dans la protection active des prairies irriguées:

- Les contrats conclus avec les exploitants des prairies irriguées ne visent pas la préservation à long terme de ces surfaces. Il s'agit de contrats de droit privé qui se renouvellent automatiquement de dix ans en dix ans mais qui peuvent être dénoncés une année avant leur terme. Ils ne sont donc pas contraignants dans la perspective d'une préservation durable.
- Les indemnités versées aux exploitants ne dépendent pas des prestations fournies par ces derniers mais du taux d'intérêt du capital de fondation pratiqué sur le marché. Elles se montaient en 1992 à 5400 francs par année et par hectare et n'atteignent actuellement (et depuis 2012) plus que 800 francs. Ces montants ne correspondent en aucun cas aux prestations fournies par les agriculteurs, même si certains peuvent recevoir des subventions selon la surface par l'intermédiaire des paiements directs. Selon les estimations fondées sur un ancien calcul de l'Inforama, pour indemniser complètement les exploitants des prairies irriguées (et couvrir ainsi les dépenses liées au travail qu'implique l'irrigation ainsi qu'à l'entretien des fossés), il faudrait leur verser entre 3500 et 4300 francs par hectare.
- La fondation ne dispose d'aucun moyen d'exploitation qui soit garanti et lui permette d'assurer conformément aux statuts la maintenance des équipements et installations et d'élaborer des avant-projets ou projets s'il est nécessaire de renouveler les ouvrages d'irrigation.

La fondation a déjà entrepris diverses démarches pour assainir ses finances, mais ses possibilités sont très limitées. L'entretien des ramifications principales pourrait par exemple être assuré par les communes concernées (prestations financières ou services) sur la base de conventions passées avec ces dernières.

Dans le cas où aucune solution n'est trouvée pour indemniser correctement les exploitants, ceux-ci ne pourront continuer de préserver ces paysages en utilisant cette forme d'exploitation ancestrale. L'objectif de la fondation deviendra à moyen terme obsolète et le fondateur pourrait devoir se décider à la liquider. En fin de compte, il y va de la préservation d'un paysage cultivé unique, de la mise en œuvre par le canton du dispositif de protection prévu par le droit fédéral (objet IFP n°1312) ainsi que de la crédibilité de la fondation bernoise à l'égard de ses partenaires.

3. Proposition du groupe de travail «assainissement» à l'intention du Conseil-exécutif

Au début de 2013, la fondation a institué un groupe de travail et l'a chargé d'élaborer d'ici à la fin de l'année un projet d'assainissement à l'intention du fondateur (canton de Berne). Le but de Cette démarche avait pour but que la fondation, après une vingtaine d'années d'existence, puisse remplir son objectif et que son financement soit assuré durablement. Sans cela, la fondation risque de perdre sa raison d'être et de devoir prononcer sa propre dissolution. Le groupe de travail «assainissement» a examiné et évalué trois domaines au cours de l'année 2013: finances, droit / organisation et technique (détails ci-après).

Indépendamment des différentes variantes envisagées, il convient de faire en sorte que les indemnités ne soient plus versées sous la forme d'un forfait, mais de manière différenciée, en fonction des caractéristiques et des charges spécifiques aux parcelles concernées. Dans ce but, lk'inventaire des surfaces, installations et équipements doit être établi. Le calcul détaillé des indemnisations versées aux exploitants doit se fonder sur une application informatique basée sur un système d'information géographique (SIG) et conçue pour les prairies irriguées et les cours d'eau. Il s'agit en outre d'élaborer une stratégie relative à l'entretien courant et périodique ainsi qu'un budget pluriannuel. Indépendamment des mesures relatives à l'assainissement, la fondation a commandé la création de ces bases à la fin de 2013 (le financement est assuré par des tiers).

Sur la base des documents élaborés par le groupe de travail «assainissement», la fondation a demandé au Conseil-exécutif, par sa lettre du 13 décembre 2013, à laquelle elle a joint un rapport complet relatif à la protection intégrale des prairies irriguées en Haute-Argovie (intitulé «Integraler Schutz der Wässermatten im Oberaargau»), qu'il protège les prairies irriguées durablement et de manière contraignante pour les propriétaires fonciers, les exploitants et les communes – aussi bien pour ce qui concerne la restriction d'utilisation des prairies permanentes et la gestion active de l'eau que l'indemnisation des exploitants en fonction des prestations fournies.

Par arrêté n° 49/2014 du 22 janvier 2014, le Conseil-exécutif a pris connaissance de la lettre de la fondation et a transmis l'affaire à la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques (JCE), la chargeant de la traiter.

4. Recherches menées par le canton en 2014 et 2015

Au cours de l'année 2014, l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire (OACOT), qui a été chargé de la suite des travaux par la JCE, a fait des recherches et réalisé des entretiens avec des représentants de l'Autorité bernoise de surveillance des institu-

tions de prévoyance et des fondations, de la Direction des finances ainsi qu'à l'interne au sein du Service de l'aménagement cantonal.

La Direction des finances a examiné la plausibilité ainsi que la faisabilité des trois variantes de financement discutées par le groupe de travail en tenant compte du patrimoine de la fondation, qui se monte à 8 317 600 francs.

Dans la variante 1, le système de financement actuel ne devrait pas être modifié. Le capital de la fondation devrait toutefois être élevé au niveau où les intérêts produits seraient suffisants. Au vu des perspectives actuelles dans ce domaine et de la volonté d'indemniser les exploitants pour la totalité des prestations fournies, un capital additionnel d'environ 37 millions de francs serait nécessaire (ce qui fait, avec les 8 millions du capital actuel, un total de 45 millions de fr.). Si la perte de revenu des exploitants des prairies irriguées en 25 ans devait être indemnisée en une seule fois, il faudrait au total environ 14 millions de francs (le montant varie toutefois en fonction de la situation en matière d'intérêts). Le capital de la fondation, qui ne peut pas être entamé, serait alors de quelque 31 millions de francs (45 millions de fr. moins les 14 millions versés à titre d'indemnisation). Au vu de l'état des finances publiques, la variante 1 ne semble pas être réalisable.

La variante 2 impliquerait de mettre en place un nouveau système de financement: il s'agirait d'un financement mixte avec un contrôle périodique du montant des indemnités. Il conviendrait de définir au préalable quels sont les moyens d'exploitation dont la fondation doit impérativement disposer. Sans cela l'objectif de la fondation ne pourrait pas être atteint et celle-ci risquerait de perdre sa crédibilité. Un rendement annuel minimum de 450 000 à 500 000 francs est nécessaire. Différents bailleurs de fonds externes apporteraient chaque année leur contribution, par exemple de la manière suivante: produit net du patrimoine de la fondation (50 000 fr.), subvention d'exploitation du fondateur (250 000 fr.), subventions d'exploitation de la région (50 000 fr.), centimes de l'eau (50 000 fr.), Confédération (50 000 fr.), autres revenus (50 000 fr.), ce qui fait un total de 500 000 francs. Il est toutefois permis de douter que les différents acteurs pourront verser chaque année de tels montants. Les anciens bailleurs de fonds sont libres d'accorder ou non de nouvelles subventions puisqu'il n'existe aucune base légale qui les y oblige. La fondation pour les prairies irriguées fera néanmoins tout ce qui est possible pour mobiliser des ressources supplémentaires.

La variante 3 propose d'entamer le capital de la fondation et de l'utiliser, lorsque les intérêts du capital ne suffisent pas, pour indemniser les exploitants. Cela implique qu'il faudrait renflouer périodiquement le capital. Il conviendrait dans ce cas de modifier les statuts de la fondation pour permettre de prélever chaque année une tranche du capital dans ce but. Si l'indemnisation totale des exploitants doit être réalisée (à partir de 2015, les exploitants *actifs* peuvent demander 1000 fr. par hectare et par an à titre de contribution à la qualité du paysage par l'intermédiaire des paiements directs), environ 0,25 million de francs seraient nécessaires chaque année. Le capital actuel serait ainsi épuisé après une trentaine d'années. La décision du fondateur (canton de Berne) relative au renflouement à hauteur de quelque 3,75 millions interviendrait après une quinzaine d'années, soit au moment où environ la moitié du capital aurait été utilisé.

Les chiffres ci-dessus doivent être compris comme des valeurs maximales (ils se fondent sur une indemnité minimale d'environ 3000 fr. par hectare et par an), puisque la fondation part actuellement du principe que l'indemnisation minimale (qui ne couvre pas les dépenses liées

au travail qu'implique l'irrigation ni les frais d'entretien des installations) se montera à environ 2500 francs par hectare et par an; le conseil de fondation, après avoir discuté avec les exploitants, a d'ailleurs déjà pris une décision à ce sujet. Les chiffres doivent toutefois encore être confirmés par le calcul de l'Inforama, conformément aux règles de la fondation. Si le montant de 2500 francs est confirmé, cela signifie que le capital nécessaire serait moins élevé et que le patrimoine de la fondation s'épuiserait moins rapidement. Le canton ne devrait dans ce cas renflouer le capital de la fondation qu'une année plus tard que ce qui est prévu dans la variante maximale.

Sur les plans juridique et organisationnel, les possibilités suivantes ont été examinées pour assurer de manière contraignante pour les exploitants la préservation durable des prairies irriguées:

- réserve naturelle cantonale (droit public) avec ordonnance de protection (ACE) – par analogie avec l'ordonnance de protection datant de 1996 qui s'applique aux prairies irriguées situées dans le canton de Lucerne (Wässermatten-Schutzverordnung 1996);
- plan de quartier cantonal (droit public). Contenu: surfaces (parcelles), eaux, installations et équipements (fossés, barrages, écluses, vannes), arbres et buissons, restrictions d'exploitation, etc;
- servitude de droit privé (tolérance) et charge foncière (obligation d'agir), toutes deux inscrites au registre foncier;
- acquisition des terrains par la fondation et affermage (location aux agriculteurs désireux d'exploiter les prairies irriguées de manière traditionnelle).

La fondation a procédé à un premier examen de ces quatre possibilités et exprimé sa préférence pour l'édiction d'un plan de quartier cantonal.

La variante de la réserve naturelle cantonale n'est pas prise en considération parce qu'il ressort des recherches menées qu'il n'y a pas de base légale dans le canton de Berne pour créer une réserve naturelle avec une ordonnance dans le cas présent (à savoir un *paysage* protégé).

C'est la variante de l'acquisition des terrains qui a le moins de chance de se réaliser puisqu'il faudrait que la fondation rachète les parcelles d'environ 80 propriétaires fonciers. En outre, il ressort de renseignements pris auprès de la Préfecture de la Haute-Argovie, qui est compétente en la matière, que la fondation pour les prairies irriguées n'a pas qualité pour acheter des terres agricoles.

La variante avec constitution de servitudes / charges foncières nécessiterait elle aussi l'accord de tous les propriétaires fonciers concernés, ce qui semble illusoire.
Pourquoi un agriculteur devrait-il volontairement se fixer des restrictions en matière d'exploitation, même s'il reçoit une indemnité?

L'OACOT s'est également intéressé à la possibilité d'une mise sous protection ou d'une extension de la protection partiellement existante des prairies irriguées dans le cadre des plans d'affectation communaux. Pour cette variante, le problème suivant se pose: les zones de protection existantes sont organisées de manière très différente. Il serait alors nécessaire de procéder à l'harmonisation des prescriptions, ce qui semble difficile dans un délai raisonnable (et même à plus long terme) en raison de l'autonomie des communes en matière

d'aménagement. La mise sous protection des prairies irriguées non encore protégées poserait d'ailleurs le même problème. Plus particulièrement, aucune commune ne peut être contrainte de protéger dans son plan d'affectation des prairies irriguées situées sur son territoire.

C'est la variante retenue, à savoir l'élaboration d'un plan de quartier cantonal, qui a le plus de chance d'être concrétisée, parce qu'elle permet de mettre sous protection de manière uniforme les prairies irriguées situées dans les différentes communes bernoises et qu'elle peut être réalisée en une seule fois. En outre, un plan de quartier cantonal détermine de manière claire et contraignante pour toutes les parties quelles sont les formes d'exploitation qui ne sont pas admissibles pour les prairies irriguées (p. ex. cultures). Cette variante permet par ailleurs de renoncer aux inscriptions au registre foncier, puisque les restrictions de la propriété découlant d'un plan de quartier cantonal figureront désormais dans le cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière (cadastre RDPPF). Enfin, le fondateur (canton de Berne) est ainsi maître de la situation et peut le cas échéant adapter sa planification. Le plan de quartier cantonal devrait être élaboré par la JCE en étroite collaboration avec la fondation pour les prairies irriguées.

Selon les mesures choisies, les statuts de la fondation et le cas échéant ses règlements doivent être modifiés. L'on sait déjà à l'heure actuelle que les adaptations suivantes (qui sont en partie exigées par l'Autorité bernoise de surveillance des institutions de prévoyance et des fondations [ABSPF] depuis 2013) seront nécessaires: composition du conseil de fondation et nombre de membres; remplacement de l'organe de contrôle par un service de révision indépendant; éventuellement règlementation relative au renouvellement de l'exonération fiscale de la fondation; descriptions des prestations fournies par la fondation et les exploitants/agriculteurs ainsi que du nouveau modèle de financement – qui doit encore être choisi.

La fondation pour les prairies irriguées a déjà révisé ses statuts sous réserve que le Grand Conseil approuve le présent projet d'arrêté. Il a notamment été décidé que le capital de la fondation pourrait dorénavant être utilisé pour l'indemnisation des exploitants. L'ABSPF a approuvé la révision des statuts.

En résumé, les recherches menées par le canton ont révélé
- que l'ABSPF s'est déclarée favorable à la révision des statuts et qu'elle a exprimé son soutien à la fondation;
- que, parmi les différentes variantes financières, seule celle de l'utilisation du capital, combinée à la déclaration d'intention du fondateur de renflouer le capital de la fondation d'ici une quinzaine d'années, semble réaliste;
- et que seul un plan de quartier cantonal élaboré dans les délais permet de garantir juridiquement les prairies irriguées bernoises.

5. Répercussions de l'arrêté

5.1 Répercussions sur le canton

Le présent arrêté n'a pas de répercussions directes et immédiates sur le canton. Le service compétent de la JCE peut élaborer, au cours de l'année prochaine, un plan de quartier cantonal sans moyens financiers ni ressources humaines supplémentaires.

5.2 Répercussions sur les communes, les régions et les conférences régionales

La protection durable des prairies irriguées suppose une plus grande sécurité du droit. Après l'édiction du plan de quartier cantonal, les communes bernoises dans lesquelles se trouvent des prairies irriguées devront adapter les dispositions de leur réglementation fondamentale en matière de construction à l'évolution de la situation (les modifications peuvent toutefois être effectuées à peu de frais dans le cadre de la prochaine révision de la réglementation fondamentale en matière de construction).

5.3 Répercussions sur l'économie

Aucune répercussion notable n'est attendue. Les exploitants des prairies irriguées seront mieux indemnisés pour les prestations d'intérêt public qu'ils fournissent.

5.4 Répercussions en cas de rejet du présent arrêté

Les effets de l'Inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels d'importance nationale sont décrits à l'article 6 de la loi fédérale du 1er juillet 1966 sur la protection de la nature et du paysage (LPN; RS 451) de la manière suivante: «L'inscription d'un objet […] indique que l'objet mérite spécialement d'être conservé intact ou en tout cas d'être ménagé le plus possible, y compris au moyen de mesures de reconstitution ou de remplacement adéquates. Lorsqu'il s'agit de l'accomplissement d'une tâche de la Confédération, la règle suivant laquelle un objet doit être conservé intact dans les conditions fixées par l'inventaire ne souffre d'exception, que si des intérêts équivalents ou supérieurs, d'importance nationale également, s'opposent à cette conservation.»

Dans la pratique et dans la jurisprudence, cela implique que les cantons, dont l'obligation découle aussi de l'article 17, alinéa 1 LAT, doivent garantir la protection de l'objet avec les moyens dont ils disposent. La préservation des objets inscrits dans des inventaires (ici l'objet IFP n° 1312) incombe en premier lieu aux cantons (et aux communes). En bref, le canton de Berne n'a presque aucune marge de manœuvre et ne peut pas décider s'il veut, ou non, préserver les prairies irriguées (à ce sujet, voir aussi le dernier paragraphe du chiffre 2 supra). Si le canton ne parvient pas, malgré sa situation financière, à relever ce défi, des siècles de nature, de culture, de valeurs, de tradition et de savoirs seront irrémédiablement perdus.

6. Prise en compte dans le plan intégré «mission-financement»

Les ressources destinées à l'engagement conditionnel ne sont inscrites ni dans le plan intégré «mission-financement» 2017 à 2019 ni dans les budgets 2016 et 2017.

L'engagement conditionnel figurera en annexe du rapport de gestion (art. 15 LFP). Il n'entraîne pas de sortie de fonds immédiate et ne doit par conséquent pas être inscrit au budget et dans le plan financier.

7. Proposition

Au vu des commentaires qui précèdent, la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques propose au Conseil-exécutif d'approuver le présent projet d'arrêté.

Prolongation des délais de réalisation des motions et des postulats de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques

Date: 26 août 2015
Direction: Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques
N° d'affaire: 12.72-15.148
Classification: Non classifié

M 004-2013 Bhend (Steffisbourg, PS)
Système de réduction des primes de l'assurance maladie: corriger les injustices

Traitement au Grand Conseil: 4 septembre 2013
Décision: Adoptée

☒ Proposition de prolonger le délai de deux ans, jusqu'en 2017

Motifs de la proposition et mesures de réalisation envisagées:
Dans sa réponse ainsi que lors des débats au Grand Conseil, le Conseil-exécutif a souligné les difficultés relatives à la mise en œuvre de la motion. C'est la raison pour laquelle l'Office des assurances sociales (OAS) a chargé Monsieur Thomas Gächter, professeur à l'Université de Zurich, de réaliser une expertise comprenant des indications sur la manière de mettre en œuvre la motion tout en respectant le cadre légal. Monsieur Gächter est parvenu à la conclusion que cela n'était pas possible. L'OAS a informé l'auteur de la motion du résultat de l'expertise. Après de longues discussions, la JCE examine à l'heure actuelle encore, d'entente avec le motionnaire, de quelle manière le Conseil-exécutif pourrait mettre la motion en œuvre, en s'écartant de sa formulation initiale, pour respecter le cadre légal. C'est la raison pour laquelle une prolongation de délai jusqu'en 2017 est demandée.

M 034-2013 Tanner (Ranflüh, UDF)
Demandes de permis de construire: amélioration de la pratique de la Commission de protection des sites et du paysage

Traitement au Grand Conseil: 3 septembre 2013
Décision: Adoptée

☒ Proposition de prolonger le délai de deux ans, jusqu'en 2017

Motifs de la proposition et mesures de réalisation envisagées:
Le chiffre 1 de la motion, selon lequel la Commission de protection des sites et du paysage (CPS) conseille les requérants et requérantes, les auteurs et auteures des projets et les autorités d'octroi du permis de construire et propose des solutions pour la réalisation des projets, est mis en œuvre dans le cadre de la révision partielle de la législation sur les constructions en cours (modification de la loi sur les constructions et du décret concernant la procédure d'octroi du permis de construire). Celle-ci sera soumise au Grand Conseil en 2016 et entrera en vigueur au début de 2017 (sous réserve d'un référendum).

M 037-2013 Sommer (Wynigen, PLR)
Association de la Commission de protection des sites et du paysage aux procédures d'octroi du permis de construire: modification des règles

Traitement au Grand Conseil: 3 septembre 2013
Décision: Adoptée

☒ Proposition de prolonger le délai de deux ans, jusqu'en 2017

Motifs de la proposition et mesures de réalisation envisagées:

La motion est mise en œuvre dans le cadre de la révision partielle de la législation sur les constructions en cours (modification de la loi sur les constructions et du décret concernant la procédure d'octroi du permis de construire). Celle-ci sera soumise au Grand Conseil en 2016 et entrera en vigueur au début de 2017 (sous réserve d'un référendum).

M 081-2013 von Allmen (Gimmelwald, PS)
Introduction d'une taxe d'incitation sur les résidences secondaires

Traitement au Grand Conseil: 12 juin 2013
Décision: Adoptée

☒ Proposition de prolonger le délai de deux ans, jusqu'en 2017

Motifs de la proposition et mesures de réalisation envisagées:
La motion est mise en œuvre dans le cadre de la révision partielle de la législation sur les constructions en cours (modification de la loi sur les constructions et du décret concernant la procédure d'octroi du permis de construire). Celle-ci sera soumise au Grand Conseil en 2016 et entrera en vigueur au début de 2017 (sous réserve d'un référendum).

M 149-2013 Jost (Thoune, UDC)
Inventaire cantonal des paysages dignes de protection

Traitement au Grand Conseil: 2 septembre 2013
Décision: Adoptée

☒ Proposition de prolonger le délai de deux ans, jusqu'en 2017

Motifs de la proposition et mesures de réalisation envisagées:
Le chiffre 1 de la motion a été mis en œuvre puisque les travaux relatifs à l'inventaire cantonal des paysages dignes de protection ont été suspendus. Il a également été répondu à la demande formulée au chiffre 2, à savoir qu'un projet de révision de la loi sur les constructions permettant de renoncer à l'élaboration d'un tel inventaire soit soumis au Grand Conseil, puisque la législation sur les constructions fait actuellement l'objet d'une révision partielle (modification de la loi sur les constructions et du décret concernant la procédure d'octroi du permis de construire). Celle-ci sera soumise au Grand Conseil en 2016 et devrait entrer en vigueur au début de 2017 (sous réserve d'un référendum).

M 188-2012 Lüthi (Berthoud, PS)
Harmonisation du tarif de placement d'enfants

Traitement au Grand Conseil: 18 mars 2013
Décision: Adoptée sous forme de postulat

☒ Proposition de prolonger le délai de deux ans, jusqu'en 2017

Motifs de la proposition et mesures de réalisation envisagées:
La demande formulée par le motionnaire est examinée dans le cadre du projet «Optimiser les aides éducatives complémentaires dans le canton de Berne». Les travaux sont en cours et s'achèveront à la fin de 2016 avec la publication d'un rapport. Il est prévu d'entreprendre ensuite des travaux complémentaires, notamment de procéder à l'adaptation des lois et ordonnances concernées.

Arrêté du Conseil-exécutif

N° d'ACE:	1025/2015
Date:	26 août 2015
Direction:	Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques
N° d'affaire:	12.72-15.148
Classification:	Non classifié

Réalisation des motions et des postulats de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques.
Prolongation des délais 2015

Vu l'article 70, alinéa 1 de la loi du 4 juin 2013 sur le Grand Conseil, le Conseil-exécutif adopte la proposition de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques et propose au Grand Conseil de prolonger le délai de réalisation des motions et des postulats.

Au nom du Conseil-exécutif
Le chancelier:
Auer

KANTON BERN * REGIERUNGSRAT *

Pièces jointes
- Liste des propositions de prolongation de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques en 2015

Destinataires
- Grand Conseil
- Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques

M

Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	197-2015
Type d'intervention:	Motion
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.771
Déposée le:	12.08.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Brand (Münchenbuchsee, UDC) (porte-parole) Hebeisen-Christen (Münchenbuchsee, UDC)
Cosignataires:	0
Urgence demandée:	Oui
Urgence accordée:	Oui 09.09.2015
N° d'ACE:	1277/2015 du 28 octobre 2015
Direction:	Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques
Classification:	–
Proposition du Conseil-exécutif:	**Vote point par point** Point 1: adoption sous forme de postulat Point 2 : adoption et classement Point 3 : adoption et classement

Préservation des emplois et développement économique

Le Conseil-exécutif est chargé des mandats suivants :

1. Créer les conditions permettant le classement en zone à bâtir des quelque 12 000 m^2 de terrain nécessaires à l'agrandissement de la Migros Aare à Moossedorf.

2. Intervenir auprès du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) et de l'Office fédéral du développement territorial (ARE) pour qu'ils autorisent le canton de Berne à agrandir ses zones à bâtir et lui permettent ainsi d'assurer son développement économique.

3. Indiquer comment garantir la densification du milieu bâti quand les terrains à classer se trouvent encore en zone agricole ou en zone de fermes.

Développement :

Le canton de Berne est aujourd'hui de facto soumis à un moratoire du classement de terrains en zone à bâtir : jusqu'à l'approbation du nouveau plan directeur par la Confédération, il est impossible de classer le moindre mètre carré, à moins de déclasser une surface équivalente ailleurs. L'ARE menace maintenant de refuser son approbation au plan directeur bernois si le canton ne corrige pas à la baisse ses hypothèses de croissance démographique. Voilà qui entrave injustement le développement économique de notre canton. Comment dans ses conditions réaliser des projets qui pourraient bénéficier au commerce, à l'industrie ou même au logement ?

La Migros Aare prévoit d'agrandir sa plateforme logistique à Moosseedorf, ce qui nécessite le classement de 12 000 m^2 de terrain situés entre l'autoroute et le milieu bâti de Moosseedorf. Si les conditions ne sont pas réunies d'ici la fin de l'année, le projet ne pourra pas être réalisé et 1000 emplois risquent d'être déplacés dans un autre canton. La Confédération fait actuellement barrage au classement en zone à bâtir. Le Conseil-exécutif est chargé de trouver rapidement une solution pour empêcher cette catastrophe.

Le canton a surtout du retard à combler dans la construction de logements. Chaque jour, 65 000 personnes domiciliées dans d'autres cantons viennent travailler chez nous, avec ce que cela suppose de désagréments pour l'environnement, l'économie et les finances du canton.

Dans le domaine de l'aménagement du territoire, le canton s'est toujours comporté en bon élève. Le nouveau plan directeur doit lui permettre de se développer. Mais pour cela, il faut impérativement agrandir la zone à bâtir. Le Conseil-exécutif doit dès lors continuer d'intervenir auprès de la Confédération pour que le plan directeur puisse être approuvé et, partant, le développement économique garanti.

Les arguments de la Confédération sont contradictoires, plusieurs exemples en témoignent justement dans les communes d'agglomération. On réclame d'un côté, à raison d'ailleurs, l'urbanisation interne et de l'autre, on empêche le reclassement des zones agricoles et des zones de fermes situées au beau milieu du milieu bâti. Le Conseil-exécutif doit nous dire que faire en pareil cas. Il devra aussi indiquer comment empêcher le blocage des projets par les organes de la protection des monuments historiques et des sites.

Motivation de l'urgence :

Il faut trouver rapidement une solution pour le projet de la Migros et empêcher à tout prix la perte de 1000 emplois.

Réponse du Conseil-exécutif

Point 1

Actuellement, toute nouvelle mise en zone, y compris en ce qui concerne les zones d'activités, est soumise à un moratoire qui sera expliqué plus en détail au point 2. Conformément aux dispositions transitoires de la loi sur l'aménagement du territoire, cette situation prendra fin avec l'approbation du plan directeur 2030 par le Conseil fédéral. Dans l'intervalle, le classement des terrains en zone à bâtir doit faire l'objet d'une compensation qui se traduit par le déclassement

d'une surface équivalente. Le Conseil-exécutif ne voit aucune solution qui permettrait de créer les conditions nécessaires à la réalisation du projet d'ici à la fin 2015, date évoquée par le motionnaire sans qu'elle ne corresponde par ailleurs au calendrier de la Coopérative Migros Aare. En revanche, le Conseil-exécutif continuera à s'engager pour ce projet très important d'un point de vue économique.

L'agrandissement de la plateforme logistique Migros à Moosseedorf entre dans la catégorie des projets de grande envergure et fait l'objet d'un suivi permanent de la part du canton. La conception régionale des transports et de l'urbanisation (CRTU) de la 2e génération de Berne – Mittelland tient déjà compte du périmètre nécessaire à un tel agrandissement. Par ailleurs, la commune est prête à traiter la question de l'extension de la zone à bâtir en faveur de la Migros avant de procéder à la révision des plans d'aménagement local envisagée. Pour le moment, les conditions de classement du terrain en zone à bâtir sont évaluées dans une étude portant sur plusieurs variantes, sur mandat de l'entreprise.

Par conséquent, le Conseil-exécutif propose au Grand Conseil d'adopter le point 1 sous forme de postulat.

Point 2

En date du 2 septembre 2015, le Conseil-exécutif a arrêté le plan directeur 2030 (ACE 1032/2015) et l'a transmis à l'Office fédéral du développement territorial (ARE) afin qu'il puisse être approuvé par le Conseil fédéral. La décision du Conseil-exécutif entraîne l'entrée en vigueur immédiate du plan directeur. Toutefois, le moratoire sur le classement en zone à bâtir prévu par les dispositions transitoires de la loi sur l'aménagement du territoire ne sera levé qu'après l'approbation du plan directeur par le Conseil fédéral. Le canton est en contact avec le DETEC et l'ARE.

Par conséquent, le Conseil-exécutif propose au Grand Conseil d'adopter et de classer le point 2.

Point 3

Dans le plan directeur 2030, l'urbanisation interne est présentée comme le paradigme de l'urbanisation de demain. Les objectifs, la démarche et les solutions relatifs à l'urbanisation interne sont indiqués et définis dans la fiche de mesure A_07 «Promouvoir l'urbanisation interne», ainsi que dans le guide pour l'aménagement local (GAL) «Urbanisation interne: des communes bernoises montrent l'exemple » de l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire (OACOT).

Par conséquent, le Conseil-exécutif propose au Grand Conseil d'adopter et de classer le point 3.

Destinataire

- Grand Conseil

M

Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	103-2015
Type d'intervention:	Motion
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.329
Déposée le:	18.03.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Mentha (Liebefeld, PS) (porte-parole) Dumermuth (Thun, PS) Gabi Schönenberger (Schwarzenburg, PS)
Cosignataires:	2
Urgence demandée:	Non
Urgence accordée:	
N° d'ACE:	1054/2015 du 2 septembre 2015
Direction:	Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques
Classification:	–
Proposition du Conseil-exécutif:	**Rejet**

Organisation d'un concours sur le thème du logement et de l'urbanisation interne

Le Conseil-exécutif est chargé de soumettre un crédit-cadre au Grand Conseil dans le but de financer l'organisation, sur plusieurs années, d'un nouveau concours sur le thème du logement, placé sous le signe de l'urbanisation interne.

Développement :

L'urbanisation interne et l'utilisation mesurée du sol seront ces prochaines années et ces prochaines décennies les deux grands enjeux de la politique du canton en matière d'aménagement du territoire. C'est la nouvelle loi sur l'aménagement du territoire, que le peuple suisse a adoptée à une large majorité, qui oblige les cantons à adopter cette nouvelle philosophie.

Les projets qui s'inscrivent dans ce contexte seraient, entend-on souvent, difficiles à réaliser à cause de la complexité des rapports de propriété impliqués et de la pénurie de terrains. Il faut tenir compte de ces arguments, sans pour autant sacrifier la stratégie d'urbanisation interne, qui préconise à la fois un indice d'utilisation brut élevé et la qualité de l'habitat.

La présente motion propose dès lors, en guise d'incitation, la mise sur pied d'un concours qui primerait les communes et les villes ayant la volonté de lancer de tels projets et ayant réussi à les mener à terme malgré la complexité ou le blocage des rapports de propriété.

Il s'agit donc de reprendre, en le déclinant, le projet PDE logement pour lequel le Grand Conseil avait voté un crédit-cadre et qui s'est achevé en 2012. Les enseignements tirés de l'expérience seront pris en compte dans la définition des critères du nouveau concours. Il conviendra de distinguer en priorité les communes qui réussissent à réaliser des projets dans les zones présentant un potentiel d'urbanisation interne. Les prix accordés pourraient aider les communes à financer leurs dépenses de mobilisation des terrains à bâtir, de développement et de réalisation des projets. Il faudra s'assurer que le concours s'adresse aussi aux communes rurales pour qu'elles puissent en profiter.

Les critères suivants pourraient être retenus pour la sélection des projets primés :

- exceptionnelle qualité du projet en termes d'urbanisation interne et haute qualité de l'habitat ;
- mobilisation des terrains à bâtir réussie ;
- indice brut d'utilisation du sol au-dessus du sol (IBUSds) élevé ;
- utilisation optimale des locaux ;
- exceptionnelle qualité du projet sur le plan de l'architecture et de l'urbanisme ;
- qualité du projet en termes d'écologie ;
- autres critères à définir par le Conseil-exécutif.

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif partage l'avis des auteurs de la motion selon lequel l'urbanisation interne (URBi) et l'utilisation mesurée du sol sont les grands enjeux de la politique du canton en matière d'aménagement du territoire. Dans le nouveau plan directeur cantonal (plan directeur 2030), les questions de l'utilisation mesurée du sol et de la concentration de l'urbanisation occupent d'ailleurs une position-clé: le projet de territoire et la stratégie d'urbanisation du plan directeur 2030 ont été axés sur ces domaines. Ainsi, les communes ont reçu des indications claires concernant l'aménagement local de manière à ce que l'urbanisation interne ne se fasse pas au détriment de la qualité.

Le Conseil-exécutif est favorable à la demande exprimée dans la motion. Il estime lui aussi qu'il serait prometteur de mettre sur pied un concours qui primerait les communes et les villes ayant la volonté de lancer des projets d'urbanisation interne. Le lancement et le suivi d'un tel concours exige toutefois un important investissement en termes de coûts et de volume de travail, que les ressources humaines et financières actuelles ne permettent pas d'assumer. Afin d'encourager l'urbanisation interne, le Conseil-exécutif accordera donc avant tout la priorité à l'information et la documentation:

- Projets d'urbanisation interne exemplaires: afin de fournir un soutien aux communes bernoises, de les sensibiliser et les motiver, l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire (OACOT) a réuni des projets exemplaires, faisant appel à un large éventail d'approches et de solutions novatrices. La brochure «Urbanisation interne: des communes bernoises montrent l'exemple» a été mise à la disposition de toutes les communes. Elle peut être téléchargée à l'adresse: www.be.ch/urbanisationinterne.

- Guide pour l’aménagement local (GAL) concernant l’urbanisation interne: un guide actuellement en cours d’élaboration servira de fil rouge à l’aide duquel les communes et les aménagistes pourront gérer de manière rigoureuse et efficace tous les aspects de l’urbanisation interne.

Cela correspond à l’approche éprouvée de l'aménagement du territoire cantonal, qui consiste à sensibiliser les divers intervenants et milieux intéressés aux thèmes d’aménagement du territoire au moyen d’études de base et d’instruments adéquats, et à indiquer aux autorités communales, aux aménagistes et aux maîtres d’ouvrage comment faire face aux tâches actuelles de manière appropriée. En outre, le Secrétariat URBi a été institué au sein de l’OACOT afin de fournir un soutien aux communes et d’assurer la coordination aux niveaux technique et procédural dans le domaine de l’urbanisation interne.

Les auteurs de la motion évoquent également le fait que, dans beaucoup de cas, les plans et les projets dans le domaine de l’urbanisation interne sont difficiles à réaliser à cause de la complexité des rapports de propriété impliqués et de la pénurie de terrains. Le Conseil-exécutif a conscience de cette difficulté. Dans le cadre de la révision partielle de la législation sur les constructions en cours, la nécessité de prendre des mesures législatives visant à mobiliser des terrains à bâtir a d’ailleurs été constatée, et de telles mesures sont énoncées sous le titre «Promotion et garantie de la disponibilité de terrains à bâtir» du projet de révision partielle de la législation sur les constructions.

Pour les raisons qui précèdent, le Conseil-exécutif propose de rejeter la motion.

Destinataire

- Grand Conseil

M

Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	227-2015
Type d'intervention:	Motion
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.881
Déposée le:	07.09.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Müller (Orvin, UDC) (porte-parole) Bühler (Cortébert, UDC)
Cosignataires:	0
Urgence demandée:	Oui
Urgence accordée:	Oui 09.09.2015
N° d'ACE:	1280/2015 du 28 octobre 2015
Direction:	Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques
Classification:	–
Proposition du Conseil-exécutif:	**Rejet**

Plus de latitude pour les communes dans la questions des gens du voyage

Le Conseil-exécutif est chargé du mandat suivant :

1. proposer une solution permettant aux communes de prendre immédiatement et efficacement leurs dispositions si des gens du voyage s'installent illégalement sur un terrain public ou privé.
2. attribuer aux communes dans le code de procédure pénale ou dans d'autres actes législatifs les compétences leur permettant de faire procéder par la police à l'évacuation immédiate, en l'espace de 24 heures ;
3. examiner dans ce contexte quelles dispositions peuvent être adaptées ou introduites dans les règlements communaux pour permettre la mise en œuvre des dispositions proposées.

Développement

Les gens du voyage étrangers se heurtent toujours plus à l'hostilité de la population quand ils s'installent illégalement sur des terrains publics ou privés, qu'ils laissent ensuite les lieux dans un état de saleté considérable et qu'ils causent des dommages. Les moyens de droit se sont révé-

lés insuffisants dans la pratique puisque les délais impartis ont pour effet que quand les règles peuvent enfin être appliquées, les gens du voyage sont déjà partis. C'est contraire à la perception du droit dans la population quand en ce qui les concerne, le dépassement du temps de stationnement autorisé, par exemple, leur vaut immédiatement une amende, encaissée sur place, alors que sous les regards de tout un chacun, les gens du voyage occupent un terrain illégalement pendant plusieurs jours et le laissent en partant dans un état de saleté révoltant, sans que les autorités puissent imposer le droit.

Ce n'est pas acceptable. Les conditions générales du droit doivent donc être adaptées de telle manière que les communes aient la possibilité d'agir dans les 24 heures devant l'occupation illégale de terrains.

Motivation de l'urgence

Il faut une solution rapide en considération du poids qui pèse sur les communes concernées, de leurs populations de moins en moins enclines à accepter de telles situations et de l'accaparement disproportionné de ressources humaines dans ce contexte. Il faut qu'il y ait une réflexion des autorités politiques pour empêcher une évolution indésirable du point de vue sociétal.

Réponse du Conseil-exécutif

Le nombre actuel d'aires de transit destinées aux gens du voyage et plus particulièrement de celles qui sont spécifiquement réservées aux gens du voyage venus de l'étranger est insuffisant en Suisse. C'est pourquoi on s'emploie, tant sur le plan fédéral que sur le plan cantonal, à trouver une solution à ce problème et à chercher des terrains en vue de les mettre à la disposition des personnes concernées. En Suisse, il n'existe pour le moment que très peu d'aires de transit destinées aux gens du voyage venus de l'étranger. En ce qui concerne le canton de Berne, un groupe de travail prépare actuellement un mémento concernant les relations entre les communes, la police et les gens du voyage qui occupent temporairement un lieu sans autorisation.

Dans la pratique, on cherche en principe à instaurer le dialogue avec les gens du voyage lorsque ces derniers occupent temporairement un terrain sans autorisation. A cet égard, impliquer la police le plus tôt possible présente un avantage puisqu'elle peut offrir ses conseils aux communes et aux particuliers, et leur apporter un soutien dans les négociations avec les gens du voyage. Le plus souvent, ces négociations aboutissent à un accord (contrat d'utilisation ou arrangement relatif à l'évacuation de la propriété). Du fait que les places mises à la disposition des gens du voyage, et plus particulièrement des gens du voyage venus de l'étranger, sont insuffisantes, voire inexistantes dans certaines régions, le renvoi et l'évacuation forcée d'un terrain posent un problème de fond.

Pour établir des rapports juridiques clairs, les communes peuvent déjà promulguer une interdiction de camper sur le domaine public (sous réserve de dérogation). Une telle interdiction communale est admissible dans la mesure où le camping sur le domaine commun est un usage accru du domaine public. Il est par ailleurs possible de soumettre le séjour à autorisation. De plus, le règlement peut aussi prévoir des amendes en cas de non-respect de l'interdiction ou, le cas échéant, des dispositions complémentaires d'une autorisation (p. ex. dépôt de garantie concernant l'élimination des déchets). Par ailleurs, les communes peuvent, moyennant des mesures

organisationnelles adéquates, faire en sorte que l'autorité compétente puisse prendre rapidement les décisions nécessaires. En principe, il est du ressort de l'organe de police de la commune d'ordonner l'évacuation forcée; en ce qui concerne son exécution, il fait appel à la Police cantonale. Dans tous les cas, l'ordre de renvoi, le délai imparti tout comme l'évacuation forcée des lieux qui s'ensuit au besoin doivent respecter le principe de proportionnalité inscrit dans la Constitution. En outre, il convient en particulier de tenir compte du fait que les caravanes des gens du voyage sont considérées comme des «locaux» privés et sont donc sujettes à la protection de la sphère privée ancrée dans la Constitution. De surcroît, les gens du voyage suisses représentent une minorité protégée.

Lorsqu'un bien-fonds est occupé de manière temporaire par les gens du voyage sans l'accord du propriétaire, ce dernier peut se défendre contre l'acte d'usurpation selon les dispositions du droit civil relatives à la protection de la possession et de la propriété. En déposant une requête de mesure superprovisionnelle (p. ex. interdiction d'utilisation ou ordre de cessation d'un état de fait illicite), le propriétaire est en mesure d'exiger une intervention rapide par la voie civile. Par ailleurs, en cas d'infractions (p. ex. dommage à la propriété ou violation de domicile), le propriétaire peut solliciter l'aide de la police.

En application de la clause générale de police, la police peut intervenir s'il existe un trouble grave ou un danger sérieux et imminent pour l'ordre et la sécurité publics (p. ex. grave pollution des eaux) qui est lié à l'utilisation non autorisée d'un bien-fonds public ou privé pour le séjour provisoire de gens du voyage et qu'il n'existe aucun autre moyen licite pour remédier à la situation dans un temps utile.

Du point de vue du Conseil-exécutif, le droit en vigueur offre suffisamment de possibilités aux communes pour imposer l'évacuation effective de lieux utilisés provisoirement par des gens du voyage dans un délai raisonnable. Il n'existe donc pas de motif qui impliquerait la promulgation d'une nouvelle réglementation légale ou l'adaptation des prescriptions actuelles à l'échelle cantonale.

Le Conseil-exécutif se prononce comme suit sur les différents points abordés dans la motion:

Points 1 et 3: Aujourd'hui déjà, il appartient aux communes d'interdire le stationnement temporaire des gens du voyage sur les terrains publics ou de le soumettre à autorisation avec des dispositions légales adaptées, ainsi que de mettre en œuvre les dispositions prises dans un délai raisonnable. En outre, un groupe de travail cantonal élabore à l'heure actuelle un mémento portant sur les relations entre les communes, la police et les gens du voyage qui occupent temporairement un lieu sans autorisation.

Point 2: Lorsque des personnes continuent d'occuper un terrain au-delà du délai qui leur a été imparti en bonne et due forme pour quitter les lieux, la commune peut d'ores et déjà ordonner rapidement une évacuation forcée par la police à condition de respecter le principe de proportionnalité. Il n'est donc pas nécessaire de fixer un délai précis dans un acte législatif en ce qui concerne l'évacuation ordonnée par la police.

Destinataire

- Grand Conseil

M

Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif.

N° de l'intervention:	083-2015
Type d'intervention:	Motion
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.301
Déposée le:	16.03.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Lanz (Thun, UDC) (porte-parole)
Cosignataires:	7
Urgence demandée:	Oui
Urgence accordée:	Non 19.03.2015
N° d'ACE:	1099/2015 du 9 septembre 2015
Direction:	Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques
Classification:	Non classifié
Proposition du Conseil-exécutif:	**Vote point par point** Points 1 et 2: rejet Points 3 et 4: adoption sous forme de postulat

Raccourcir la durée des procédures

Le Conseil-exécutif est chargé des mandats suivants dans le but de raccourcir la durée moyenne des procédures (administratives, de justice administrative et judiciaires):

1. Consulter les milieux concernés (Direction de la magistrature, personnel de l'administration et de la Justice, avocat-e-s, associations du monde économique, etc.) et les inviter à faire des propositions concrètes fondées sur leur propre expérience.

2. Présenter ces propositions dans un rapport adressé au Grand Conseil.

3. Prendre immédiatement les mesures relevant de sa compétence.

4. Soumettre à l'approbation du Grand Conseil celles relevant de sa compétence.

Développement :

Berne est en concurrence avec les autres cantons dans la course aux implantations d'entreprises. Le canton n'a aucune influence sur de nombreux facteurs comme la situation géographique ou la politique monétaire. Autant de raisons donc de se focaliser sur ceux sur lesquels il a réellement prise.

Les intéressés déplorent régulièrement la lenteur des procédures dans le canton de Berne – la dernière fois, à l'occasion du débat sur l'aménagement du territoire à Thoune. Cette lenteur a pour conséquence, par exemple, que des projets qui pourraient être réalisés immédiatement avec des effets globalement positifs pour le canton se retrouvent bloqués pendant longtemps. C'est un inconvénient dans le domaine de l'aménagement du territoire tout particulièrement (urbanisation interne), mais aussi dans celui de l'énergie (énergies renouvelables, parcs éoliens) ou plus généralement pour le développement économique. La lenteur des procédures nuit en outre à la sécurité du droit, un autre inconvénient pour l'économie. Les citoyens et citoyennes ont eux aussi intérêt à ce que les autorités se décident rapidement, en particulier les autorités judiciaires.

Le Conseil-exécutif est par conséquent chargé de consulter dans un premier temps les milieux concernés et de les inviter à faire des propositions concrètes fondées sur leur propre expérience. Ces propositions seront ensuite analysées et un rapport sera présenté au Grand Conseil. Le Conseil-exécutif pourra mettre en œuvre immédiatement les mesures relevant de sa compétence, celles ressortissant au Grand Conseil lui seront soumises. Le but est de raccourcir la durée moyenne de toutes les procédures, la protection juridique des citoyens et des citoyennes devant rester garantie.

Précisons, dans un souci d'exhaustivité, que le motionnaire peut citer des exemples de procédures rapides et efficaces dans le canton de Berne. La présente motion a pour but de généraliser ces bonnes pratiques à tous les types de procédure. A moyen et à long terme, Berne doit se faire une réputation de canton dans lequel les procédures, quel que soit le domaine, sont rapides, efficientes et favorables aux citoyens et citoyennes.

Motivation de l'urgence :

Les milieux concernés devraient être consultés le plus rapidement possible pour que leur opinion puisse être prise en compte dans la révision de la loi sur les constructions.

Réponse du Conseil-exécutif

L'évaluation de la dotation en personnel des autorités judiciaires du canton de Berne[1] a notamment permis de constater l'évolution de la durée des procédures pénales, civiles et de justice administrative entre 2011 et 2013. Les résultats montrent que cette évolution varie selon les domaines juridiques. Alors que la durée des procédures s'est réduite dans les tribunaux civils et régionaux de première instance, la Cour suprême, en fonction de ses chambres, enregistre à cet égard des résultats inégaux. La durée de la procédure s'est accrue au sein du Tribunal pénal économique. Une tendance comparable a été enregistrée dans une moindre mesure au Tribunal administratif, où seule la Cour des affaires de langue française a traité ses procédures de manière-

[1] Evaluation der personellen Dotation der Justizbehörden des Kantons Bern, rapport Interface/Aregger Consulting du 18 mars 2015

re nettement plus rapide. Il est donc impossible de tirer des conclusions claires de la mise en œuvre de la réorganisation de l'administration de la justice et des tribunaux.

La Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques est actuellement chargée de mener une évaluation globale de la réorganisation de l'administration de la justice et des tribunaux (à l'exception de la question de la dotation en personnel). Sur la base du rapport final qui sera présenté fin 2016, le Conseil-exécutif proposera si nécessaire un certain nombre de mesures qui pourront également contribuer à accélérer la durée des procédures.

Points 1 et 2

Le Conseil-exécutif est d'accord avec le motionnaire pour qui le raccourcissement de la durée des procédures administratives et judiciaires est un sujet important dont la concrétisation devrait être une préoccupation constante. Des procédures menées avec diligence sont dans l'intérêt de l'économie, comme le relève d'ailleurs la Stratégie économique 2025 qui énonce dans l'un de ses objectifs sectoriels la volonté de proposer des prestations cantonales rapides, conformes aux besoins de la clientèle et peu coûteuses. Des dispositions et des procédures efficientes en font elles aussi partie. Dans ce contexte, le Conseil-exécutif estime judicieux d'examiner lors de toute révision législative prévue la possibilité de raccourcir la durée des procédures, ce qui devrait permettre de garantir que l'on cible bien, lors des procédures de consultation, les groupes d'intérêt à même de contribuer à la réduction de la durée de la procédure pour le domaine juridique concerné. L'application de la motion Mentha 239/2014 du 17 novembre 2014, qui demande une révision de la loi sur la procédure et la juridiction administratives, servira par exemple cet objectif. Même si l'auteur de la motion souhaite uniquement introduire la suspension des délais pendant les mois d'été ainsi qu'au cours des jours fériés des périodes de Noël et de Pâques, la révision de la loi permettra d'examiner des possibilités de réduire la durée des procédures dans le domaine de la justice administrative.

Selon le Conseil-exécutif, un projet global sur les possibilités de réduction de la durée des procédures ne serait pas approprié. En effet, il impliquerait que l'on examine la possibilité d'accélérer la durée des procédures civiles, pénales, administratives et de justice administrative en première instance dans chacun des cas, en procédure de recours interne à l'administration lorsque cela est prévu et dans le cas des procédures judiciaires. Un examen d'une telle ampleur supposerait que l'on recoure à des spécialistes de tous les domaines, ce qui déboucherait sur une organisation de projet d'une taille démesurée, contraire au principe d'une administration légère et efficiente. En outre, de vastes domaines du droit de la procédure (juridictions civile et pénale) échappent à la législation cantonale, de même que les possibilités de réglementation dans le domaine de la juridiction administrative, qui sont elles aussi limitées par des prescriptions de droit fédéral et par la jurisprudence du Tribunal fédéral. Il apparaît donc plus efficace de tenter de réduire la durée des procédures en tenant compte de cet aspect lors de la révision des lois spéciales.

Points 3 et 4

Le motionnaire constate à juste titre que lors de projets importants, l'accélération de la durée des procédures et le prononcé de décisions, de première instance tout au moins, dans de brefs délais, est toujours possible. L'exemple le plus récent à cet égard est celui du plan de quartier cantonal «CSL Behring» à Longeau. La procédure, qui s'est achevée avec l'approbation en première

instance du plan de quartier, n'a duré que quelques mois. Quant à la procédure de recours devant le Conseil-exécutif, elle n'a pris que deux mois.

Bien entendu, on ne saurait généraliser à partir d'un seul exemple. Des procédures d'une telle rapidité impliquent qu'on leur accorde la priorité et qu'on leur affecte d'importantes ressources, ce qui ne peut donc concerner qu'un nombre limité de projets: ceux qui, en l'occurrence, ont une grande importance pour l'économie.

Il s'agit en outre de tenir compte du fait que des dispositions de droit fédéral imposent des délais incompressibles (délais de recours, délais pour inviter les participants aux procédures de participation à prendre position). Par ailleurs, le Tribunal fédéral a précisé plus d'une fois dans des arrêts que les parties avaient un droit intangible à pouvoir déposer une prise de position dans les procédures de justice administrative. Les autorités doivent respecter de telles règles de procédure si elles ne veulent pas courir le risque de voir des décisions annulées par l'instance directement supérieure. Là encore, les conséquences sur la prolongation de la procédure ne sont pas négligeables.

Dans le contexte esquissé ci-dessus, le Conseil-exécutif applique de manière systématique les mesures qui relèvent de sa compétence et de son pouvoir et s'engage à le faire à l'avenir également. Parmi celles-ci, relevons en particulier une gestion administrative moderne, l'utilisation optimale des possibilités qu'offre la bureautique ainsi qu'une sensibilisation des collaborateurs à cette question, qui passe notamment par des mesures de formation. Parallèlement, il convient de continuer à accorder la priorité aux procédures qui ont un impact particulier sur l'économie du canton et à engager les ressources nécessaires à cet égard.

Destinataire:

- Grand Conseil

M

Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	117-2015
Type d'intervention:	Motion
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.347
Déposée le:	19.03.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Müller (Bern, PLR) (porte-parole) Wüthrich (Huttwil, PS)
Cosignataires:	0
Urgence demandée:	Non
Urgence accordée:	
N° d'ACE:	1055/2015 du 2 septembre 2015
Direction:	Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques
Classification:	–
Proposition du Conseil-exécutif:	**Rejet**

Lésions corporelles graves contre les fonctionnaires: fixation d'une peine plancher

Le Conseil-exécutif est chargé de prendre toutes les mesures politiques nécessaires pour que les lésions corporelles graves (art. 122 CPS) infligées à des fonctionnaires soient punies au minimum de l'emprisonnement ferme.

Développement :

Les cas de violence et menace contre des fonctionnaires se multiplient. Si, au début des années 80, on recensait un peu plus de 300 cas, on en dénombre aujourd'hui environ 3000, dix fois plus ! En 2012, le chiffre atteignait déjà 2957 (dont plus de 90% concernaient des agents de police) et la tendance est à la hausse. Les victimes sont essentiellement des policiers, mais aussi des employés des services sociaux, des offices des poursuites, etc. La peine d'emprisonnement avec sursis prononcée contre un membre du gang 031 pour tentative de lésions corporelles graves contre un agent de police – l'accusé avait piétiné la tête de l'agent à terre - a suscité l'incompréhension, mais elle n'est pas un cas isolé. Le pouvoir d'appréciation du juge doit bien entendu être respecté. Mais il appartient indubitablement aux organes politiques de fixer les limites de ce pouvoir d'appréciation.

En l'occurrence, il ne s'agit pas simplement de durcir les sanctions, mais de faire en sorte que les auteurs de violences doivent au minimum purger une peine d'emprisonnement (sans sursis). Le but étant de les tenir éloignés de leur domicile, de leur travail, etc. La durée de l'emprisonnement sera laissée à la libre appréciation du juge. On ne saurait plus tolérer que les lésions corporelles graves (ou les tentatives) soient considérées comme les risques du métier de policier.

La Fédération Suisse des Fonctionnaires de Police (FSFP) avait tiré la sonnette d'alarme il y a quelques années auprès de la Confédération, constatant que le phénomène avait des effets négatifs sur la motivation des policiers et sur leur confiance envers les autorités politiques. La FSFP avait alors demandé la réintroduction des courtes peines d'emprisonnement et l'analyse de l'adéquation des peines prévues par le Code pénal pour les infractions au sens de l'article 285 (violence ou menace contre les autorités et les fonctionnaires) et de l'article 286 (empêchement d'accomplir un acte officiel). Cette démarche était toutefois restée sans effet. C'est la raison pour laquelle le Conseil-exécutif est chargé de rechercher des solutions, en tout cas en ce qui concerne l'article 122 CPS. On n'exclura aucune option, y compris celle de la loi spéciale comme il en existe une au sujet des chauffards, tant il est vrai que l'intégrité physique des fonctionnaires est plus importante que l'intégrité de la systématique du droit.

Réponse du Conseil-exécutif

1. Le but de la motion est que les auteurs de lésions corporelles graves contre les fonctionnaires soient condamnés à une peine privative de liberté *ferme*. Étant donné qu'il est du ressort de la Confédération d'apporter les modifications nécessaires au Code pénal suisse (CPS), le canton de Berne ne pourrait amorcer les modifications législatives souhaitées par les auteurs de la motion qu'au moyen d'une initiative cantonale.

2. Celui qui, intentionnellement, cause à une personne une lésion corporelle grave est aujourd'hui puni d'une peine privative de liberté de dix ans au plus ou d'une peine pécuniaire de 180 jours-amende au moins (art. 122 CPS). Selon l'avant-projet de la loi fédérale sur l'harmonisation des peines dans le Code pénal, le code pénal militaire et le droit pénal accessoire, ces peines seront rendues plus lourdes. Une lésion corporelle grave ne pourra alors être punie que d'une peine privative de liberté de plus de deux à dix ans. Fixer la peine minimale à plus de deux ans de peine privative de liberté, selon le rapport explicatif relatif au projet de loi[1], devrait garantir qu'aucun sursis ou sursis partiel ne puisse plus être accordé (p. 16). Cela s'explique par le fait que le sursis n'est prévu que pour les courtes peines privatives de liberté. La solution consistant à appliquer des peines privatives de liberté fermes contre les auteurs de lésions corporelles graves, d'une part, englobe toutes les catégories de victimes (y compris les fonctionnaires en service) et, d'autre part, se fonde sur la longueur de la peine. Cette solution est compatible avec le système du Code pénal suisse.

   Si un fonctionnaire est grièvement blessé dans l'exercice de ses fonctions, l'auteur sera déclaré coupable tant de lésions corporelles graves (art. 122 CPS) que de violence ou menace contre les autorités et les fonctionnaires (art. 285 CPS) et condamné à la peine de l'infraction la plus lourde, soit, dans ce cas, les lésions corporelles graves. La peine sera en outre aug-

[1] Disponible à l'adresse: «https://www.admin.ch/ch/f/gg/pc/documents/1935/Bericht.pdf»

mentée dans une juste proportion étant donné qu'il y a concours parfait entre les deux infractions (art. 49, al. 1 CPS). Il en résulte que, aujourd'hui déjà, une personne est condamnée à une peine plus grave lorsqu'elle blesse grièvement un fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions que lorsqu'il s'agit d'une autre catégorie de victimes.

Par conséquent, un projet législatif en cours au niveau fédéral prévoit déjà, comme le demandent les auteurs de la motion, l'introduction d'une peine privative de liberté ferme pour les infractions de lésions corporelles graves contre un fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions poursuivies jusqu'à leur terme.

3. Comme mentionné dans le développement de la motion, la tentative de lésions corporelles graves contre un fonctionnaire devrait également être punie d'une peine privative de liberté ferme.

   La peine encourue pour la tentative est expressément prévue par le Code pénal suisse. Ainsi, le juge peut atténuer la peine si l'exécution d'une infraction n'est pas poursuivie jusqu'à son terme (art. 22 CPS) ou si l'auteur s'est désisté ou a fait preuve d'un repentir actif (art. 23 CPS); dans ce cas, il peut même exempter ce dernier de toute peine. Lors de l'application de ces dispositions, un large éventail de possibilités est dès lors envisageable: la peine peut être atténuée très légèrement ou au contraire dans une large mesure; le juge peut même renoncer à toute peine. Les articles 22 et 23 se trouvent dans la partie générale du Code pénal suisse et s'appliquent à l'ensemble des infractions visées dans la partie spéciale, et donc aussi à celles visées à l'article 122 CPS. Par conséquent, ne pas appliquer ces dispositions en ce qui concerne les lésions corporelles graves contre un fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions serait contraire aux principes de base du Code pénal suisse qui n'ont jamais été contestés et contredirait le principe de proportionnalité applicable dans l'ensemble de l'ordre juridique.

4. Il découle de ce qui précède que la demande des auteurs de la motion, pour autant qu'elle porte sur les infractions de lésions corporelle graves contre un fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions poursuivies jusqu'à leur terme, fait déjà l'objet de discussions au niveau fédéral et que, par conséquent, il n'est pas nécessaire de déposer une initiative cantonale. En outre, exclure les lésions corporelles graves contre un fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions des infractions visées aux articles 22 et 23 CPS ne serait pas compatible avec la systématique du Code pénal suisse et le principe de proportionnalité.

5. En 2013, Philippe Müller (Berne, PLR) a déposé deux motions dans lesquelles il demandait à ce que les auteurs de violences ou de menaces contre les fonctionnaires soient condamnés à une peine privative de liberté ferme (M 159-13 et M 262-13). Dans les deux cas, le Conseil-exécutif a motivé en détail sa proposition de rejet de l'intervention. La première motion a été retirée par M. Müller le 11 septembre 2013 et la deuxième, par le Grand Conseil le 17 mars 2014.

Destinataire

- Grand Conseil

M

Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	118-2015
Type d'intervention:	Motion
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.348
Déposée le:	19.03.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Guggisberg (Kirchlindach, UDC) (porte-parole) Freudiger (Langenthal, UDC)
Cosignataires:	19
Urgence demandée:	Non
Urgence accordée:	
N° d'ACE:	1059/2015 du 2 septembre 2015
Direction:	Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques
Classification:	–
Proposition du Conseil-exécutif:	**Adoption**

Initiative cantonale pour le développement du modèle des audiences de conciliation

En vertu de l'article 160, alinéa 1 de la Constitution fédérale, le canton de Berne soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative cantonale suivante :

Le Code de procédure civile du 19 décembre 2008 (CPC ; RS 272) est modifié comme suit :

1. Art. 212, al. 1 : L'autorité de conciliation peut, sur requête du demandeur, statuer au fond dans les litiges patrimoniaux dont la valeur litigieuse ne dépasse pas 2000 francs. Les cantons peuvent porter cette valeur à 4 000 francs au maximum.
2. Art. 210, al. 1, lit. c : dans les autres litiges patrimoniaux dont la valeur litigieuse ne dépasse pas 5000 francs. Les cantons peuvent porter cette valeur à 8 000 francs au maximum.
3. Art. 198, lit. f : La procédure de conciliation n'a pas lieu […] dans les litiges qui sont de la compétence d'une instance cantonale unique en vertu des art. 5 et 6. Les cantons qui ont institué un tribunal de commerce au sens de l'art. 6 CPC peuvent prévoir qu'une procédure de conciliation est menée également dans ce cas.

Développement

Pour les litiges de droit civil, le nouveau Code de procédure civile prévoit de manière générale une tentative de conciliation préalable et obligatoire. Dans certains cas, l'autorité de conciliation peut même soumettre aux parties une proposition de jugement (art. 210 CPC) ou statuer au fond sur requête du demandeur (art. 212 CPC).

Il faut saluer cette philosophie selon laquelle il vaut mieux « concilier avant de juger », car elle contribue à décharger les cours civiles. Pour le canton de Berne, l'autorité de conciliation est un modèle gagnant. Cela ressort notamment de la part élevée d'affaires réglées, 85 pour cent. L'extension de la possibilité des autorités de conciliation de régler les litiges par jugement permettrait d'alléger encore la charge de travail des cours civiles et d'éviter les procédures longues et compliquées. Cela contribuerait à renforcer la paix juridique. Concrètement, les compétences des autorités de conciliation pourraient être élargies comme suit :

S'agissant de litiges patrimoniaux au sens de l'article 212, alinéa 1 CPC, l'autorité de conciliation devrait pouvoir statuer au fond à la demande du demandeur quand la valeur litigieuse ne dépasse pas 4 000 francs. Aujourd'hui c'est le cas jusqu'à 2 000 francs.

Pour les autres litiges patrimoniaux, au sens de l'article210, alinéa 1, lettre c CPC, l'autorité de conciliation doit pouvoir faire aux parties une proposition de jugement dans les litiges dont la valeur ne dépasse pas 8 000 francs. Aujourd'hui, c'est le cas jusqu'à 5 000 francs.

Et enfin, les cantons qui comme le canton de Berne ont institué un tribunal de commerce doivent pouvoir prévoir une audience de conciliation même pour les litiges cités à l'article 6 CPC (dans les cantons qui n'ont pas de tribunal de commerce, il est prévu que quand il s'agit de litiges commerciaux, une procédure de conciliation est menée en tout état de cause).

Comme l'autorité de conciliation travaille selon un modèle qui varie d'un canton à l'autre (selon le modèle bernois, celui du juge de paix ou celui d'une conciliation interne au tribunal) et que les taux de liquidation des litiges varient aussi, le choix d'une même option pour toute la Suisse ne serait pas favorable. Il faut plutôt que les cantons aient la possibilité d'exercer leur compétence normative en choisissant le modèle qui leur convient, surtout qu'ils n'ont pas l'obligation d'instituer un tribunal de commerce. Il n'y a aucune raison de craindre la dislocation du droit de procédure civile par ce moyen.

Dans le canton de Berne, les autorités de conciliation sont particulièrement efficientes, et le canton a un intérêt à la modification du Code de procédure civile. Le moyen de l'initiative cantonale s'impose donc.

Réponse du Conseil-exécutif

Le code de procédure civile suisse, en vigueur depuis le 1er janvier 2011, a remplacé les 26 réglementations cantonales, ce qui a permis d'unifier la procédure civile dans toute la Suisse. L'accès simplifié à la justice facilite ainsi la réalisation du droit au quotidien, tant pour les justiciables que pour les avocats. Lors de l'élaboration du code de procédure civile suisse, une place importante a été réservée au règlement préalable ou extrajudiciaire des litiges. Avant l'unification au niveau fédéral déjà, la plupart des codes de procédure cantonaux suivaient le principe «concilier d'abord, juger ensuite» malgré d'importantes différences d'organisation et de terminologie au

niveau cantonal. Le code de procédure civile suisse garantit aujourd'hui un système unifié pour les procédures non seulement en rendant de manière générale obligatoire la tentative de conciliation mais aussi en exigeant une certaine qualité. Les autorités de conciliation se voient en outre attribuer, dans une mesure limitée, des compétences juridictionnelles. Les modalités d'organisation propres aux autorités de conciliation de chaque canton ont pu subsister après l'entrée en vigueur du code de procédure civile suisse car, en vertu de la disposition générale de l'article 3 CPC, l'organisation des tribunaux et des autorités de conciliation relève en principe des cantons (cf. message du Conseil fédéral relatif au code de procédure civile suisse, FF 2006, pp. 6843 et 6936).
Dans sa prise de position adressée à la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques, la Direction de la magistrature salue, de manière générale, les modifications du code de procédure civile suisse proposées par l'auteur de la motion. Elle se déclare ainsi favorable à l'augmentation de la limite de la valeur litigieuse à l'article 210 CPC (proposition de jugement) et à l'article 212 CPC (décision). Elle se dit également favorable à l'introduction, sous certaines conditions, de la procédure de conciliation pour le règlement des litiges commerciaux. Toutefois, la Direction de la magistrature exprime son désaccord avec la proposition de la motion selon laquelle il faudrait laisser aux cantons la compétence d'appliquer les modifications demandées.
Le Conseil-exécutif sait que, dans le canton de Berne, la procédure de conciliation préalable prévue par le code de procédure civile suisse a déjà fait ses preuves. Elle contribue non seulement à décharger les juridictions civiles, mais également à faciliter l'accès des justiciables au tribunal. Par conséquent, le Conseil-exécutif est en principe favorable aux mesures visant à renforcer ou étendre la procédure de conciliation.
Le Conseil-exécutif estime que la limite de la valeur litigieuse des litiges dans lesquels l'autorité de conciliation peut soumettre aux parties une proposition de jugement devrait être portée de 5000 à 8000 francs (art. 210, al. 1, lit. *c* CPC), tandis que celle des litiges dans lesquels l'autorité de conciliation peut, sur requête du demandeur, statuer au fond devrait être portée de 2000 à 4000 francs (art. 212, al. 1 CPC). Ces mesures pourraient considérablement étendre la possibilité des autorités de conciliation de régler les litiges par voie de décision et ainsi alléger encore la charge de travail des juridictions civiles. Ces changements sont aussi souhaitables pour les justiciables car ils permettront d'éviter de longues procédures judiciaires pour les litiges patrimoniaux de faible montant. Par ailleurs, l'augmentation de la valeur litigieuse à l'article 210, alinéa 1, lettre *c* CPC, et à l'article 212, alinéa 1 CPC ne devrait pas poser de problème car les autorités de conciliation ont seulement le droit et non l'obligation de soumettre une proposition de jugement ou de statuer au fond. En outre, la proposition de jugement prévue à l'article 210, alinéa 1, lettre *c* CPC peut être refusée par les parties, tandis que la décision prévue à l'article 212, alinéa 1 CPC ne peut être rendue que sur requête du demandeur. Enfin, cette extension des compétences ne concerne que les litiges patrimoniaux de faible valeur et l'activité principale de l'autorité de conciliation reste celle de la conciliation classique.
Le Conseil-exécutif est en principe aussi favorable à la requête des auteurs de la motion selon laquelle on devrait pouvoir prévoir une procédure de conciliation pour les litiges commerciaux même lorsqu'un tribunal de commerce est compétent pour statuer en vertu de l'article 6 CPC. D'ailleurs, des clauses de médiation sont de plus en plus souvent insérées dans les contrats commerciaux, signe que les litiges commerciaux se prêtent parfaitement à la conciliation ou à la médiation. En outre, dans les cantons qui n'ont pas de tribunal de commerce au sens de l'article 6 CPC, il est prévu qu'une procédure de conciliation soit menée aussi pour les litiges commerciaux. Par conséquent, il est difficile de justifier de manière objective l'exclusion de la procédure

de conciliation prévue à l'article 198, lettre *f* CPC, qui privent les justiciables de l'avantage que représente une procédure préalable de conciliation rapide (voir James T. Peter, Berner Kommentar zur Schweizerischen Zivilprozessordnung, art. 198, n. 9 et 10). D'ailleurs, le premier projet de code de procédure civile suisse prévoyait à l'origine une tentative de conciliation pour les litiges commerciaux au sens de l'article 6 CPC devant être tranchés par une juridiction cantonale unique (cf. aussi le message du Conseil fédéral relatif au code de procédure civile suisse, FF 2006, p. 6937). Ce n'est que plus tard, au cours de la procédure législative, que le nombre d'exceptions prévues à l'article 198 a été augmenté et qu'il a été décidé de ne pas appliquer la tentative de conciliation aux litiges commerciaux qui ressortissent à une juridiction cantonale unique. Dans ce contexte, il convient également de tenir compte du fait que les cantons dans lesquels un tribunal spécialisé connaît en qualité d'instance unique des litiges commerciaux au sens de l'article 6 CPC garantissent une procédure ou un jugement rapides, même sans procédure de conciliation. D'une manière générale, le Conseil-exécutif estime donc qu'il serait pertinent de prévoir une procédure de conciliation pour les litiges commerciaux, tout en laissant la possibilité au demandeur de renoncer à une telle procédure (voir art. 199, al. 2 CPC).

Par contre, le Conseil-exécutif ne peut adhérer à l'idée de laisser aux cantons la compétence d'introduire les changements souhaités. En plus des dispositions du droit fédéral relatives à la tentative de conciliation, les justiciables et les avocats devraient alors toujours tenir compte des dispositions cantonales, susceptibles de varier d'un canton à l'autre. L'unification de la procédure civile dans le domaine central qu'est le règlement extrajudiciaire des litiges, qui n'a été possible que du fait de l'introduction en 2011 du code de procédure civile suisse, serait alors déjà mise à mal. Un tel développement irait à l'encontre de la volonté d'unifier autant que possible le droit procédural au niveau fédéral et doit par conséquent être évité. Le Conseil-exécutif juge à cet égard infondé l'argument avancé par les auteurs de la motion selon lequel une règlementation cantonale s'impose car l'organisation des autorités de conciliation relève aussi des cantons et ces derniers ont choisi de travailler selon des modèles très différents. La disposition générale de l'article 3 CPC prévoit que l'organisation des tribunaux et des autorités de conciliation relève des cantons. Par conséquent, les cantons ne devaient pas instituer de nouveaux tribunaux avec l'introduction du code de procédure civile suisse et les différences d'organisation des autorités de conciliation (autorité de conciliation, juge de paix ou tentative de conciliation devant un juge de première instance) pouvaient subsister. Cela était motivé en premier lieu par le fait que la procédure civile unifiée ne devait pas entraîner des dépenses supplémentaires pour les cantons. Par contre, le code de procédure civile suisse régit la procédure devant les tribunaux et les autorités de conciliation suisses de manière détaillée et exhaustive. La proposition faite par les auteurs de la motion irait à l'encontre de ce principe. Enfin, il apparaît d'autant moins souhaitable de permettre une règlementation différente selon les cantons pour les litiges prévus à l'article 210, alinéa 1, lettre *c* CPC et à l'article 212, alinéa 1 CPC que ces dispositions se bornent à accorder aux autorités de conciliation le droit de soumettre une proposition de jugement ou de statuer au fond sans leur en imposer l'obligation.

Conclusion: Le Conseil-exécutif salue le contenu des modifications proposées par l'auteur de la motion. Il propose l'adoption de la motion et est disposé à déposer une initiative cantonale conformément à la réponse qu'il a apportée.

Destinataire

- Grand Conseil

M

Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	138-2015
Type d'intervention:	Motion
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.521
Déposée le:	19.05.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Brönnimann (Mittelhäusern, pvl) (porte-parole) Rudin (Lyss, pvl)
Cosignataires:	0
Urgence demandée:	Non
Urgence accordée:	
N° d'ACE:	1077/2015 du 9 septembre 2015
Direction:	Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques
Classification:	-
Proposition du Conseil-exécutif:	**Adoption sous forme de postulat**

Révision de la loi sur le notariat

1. Le Conseil-exécutif est chargé de soumettre un projet de révision de la loi sur le notariat (LN) au Grand Conseil.
2. Le projet devra intégrer les points suivants :
   a. Moderniser les bases légales pour faciliter la gestion électronique des dossiers.
   b. Supprimer l'émolument minimal.
   c. Autoriser les études notariales à se constituer en société anonyme ou en étude en communauté.
   d. Accroître de manière générale l'autonomie d'organisation des notaires.
   e. Mieux tenir compte du temps investi dans la détermination des émoluments perçus pour les actes.

Développement :

Le principal objectif de la présente motion consiste à alléger la charge des clients des notaires tout en préservant ou en améliorant la qualité. Il pourra être atteint si le manque à gagner des notaires, induit par la baisse des émoluments, est compensé par des améliorations concernant la gestion des dossiers et l'autonomie d'organisation.

La dernière révision de la loi bernoise sur le notariat remonte au 22 novembre 2005, soit presque dix ans. Depuis lors, les conditions générales de l'exercice de la profession ont radicalement changé. Bien des informations peuvent aujourd'hui être obtenues par échange de données, ce qui permet aux notaires d'être plus efficaces. Les techniques de gestion électronique des dossiers ont fait des progrès, ce qui promet d'autres gains d'efficience.

La loi sur le notariat définit un cadre rigide et étroit, pour ne pas dire défavorable à la compétitivité. De grands cabinets juridiques se sont établis ces dernières années (SA d'avocats), qui proposent une large palette de services. Dans un souci d'équité, les notaires devraient eux aussi pouvoir se constituer en société anonyme ou en étude en communauté. Les articles 3, 4, 15 et 16 LN, en particulier, sont trop restrictifs.

Il est incontestable que la législation sur le notariat favorise actuellement le subventionnement croisé des affaires non rentables par celles qui le sont. C'est même d'ailleurs en partie voulu. La population accepte moins volontiers le montant des émoluments depuis l'augmentation des prix de l'immobilier de ces dix dernières années. Comment en effet tolérer que certains clients, qui paient des émoluments élevés, subventionnent en quelque sorte les affaires relevant du notariat d'Etat. Tel n'est pas le but des émoluments, qui doivent couvrir les frais.

Personne ne s'oppose à ce que les notaires encaissent des revenus correspondant à leur niveau de formation et à leurs responsabilités (comme dans le cas p. ex. des juges, des avocats ou des médecins). Rien ne s'oppose non plus à ce que les notaires actifs et innovateurs gagnent plus que la moyenne de leurs collègues. On a par ailleurs vu dans le passé que le Grand Conseil est opposé au notariat d'Etat. Mais ce qui est choquant, c'est que grâce aux émoluments minimaux garantis par le canton, les notaires réalisent de gros chiffres d'affaire et que ce système de tarification empêche une concurrence qui serait pourtant souhaitable dans la branche. C'est la raison pour laquelle l'émolument minimal doit être supprimé. On ne saurait non plus tolérer que les revenus des notaires des régions à faible chiffre d'affaire soient en quelque sorte subventionnés par le tarif des émoluments. S'il devait effectivement y avoir des problèmes de couverture du territoire en études notariales, on pourrait envisager d'autres possibilités pour préserver cette couverture. On n'hésite pas à exiger des patients qu'ils fassent de longs trajets en voiture pour se rendre à l'hôpital; on devrait aussi pouvoir le faire dans le cas de la clientèle des notaires.

Les articles 43 et 44 LN doivent être remaniés de telle sorte que la comptabilité du notaire fasse apparaître quel chiffre d'affaire a été réalisé par quelle personne sur quelle affaire et moyennant combien de temps. La facturation des actes devra dorénavant mieux tenir compte du temps investi et des qualifications nécessaires pour accomplir l'acte en question. On peut douter que les émoluments actuels se situent encore dans la moyenne suisse et un rapport rédigé par le Conseil-exécutif à ce sujet serait bienvenu. La présente motion n'exige pas explicitement la rédaction de ce rapport pour éviter qu'il soit effectivement présenté mais que la révision de la loi et de son ordonnance d'application soit repoussée aux calendes grecques.

Réponse du Conseil-exécutif

1. Point 1

Le motionnaire demande une révision de la loi du 22 novembre 2005 sur le notariat (LN) dans le double but de faire baisser les émoluments des notaires bernois et d'accroître l'autonomie de ces derniers en matière d'organisation. Bien que les notaires exercent une profession indépendante, ils accomplissent une tâche étatique relevant de la puissance publique dans le cadre de ce que l'on nomme leur «activité principale», qui est un monopole. On parle d'«activité accessoire» lorsque les notaires bernois interviennent dans un domaine qui est également accessible à d'autres professions telles que celles d'avocats, de fiduciaires, d'experts fiscaux, etc. C'est précisément parce que les notaires indépendants exercent une activité étatique qu'ils doivent satisfaire à des exigences élevées en matière d'indépendance et d'intégrité. Depuis le 1er janvier 2006, d'ailleurs, l'actuelle loi sur le notariat restreint expressément, dans une certaine mesure, l'autonomie dont les notaires bernois peuvent disposer en matière d'organisation, puisqu'il leur est par exemple interdit d'exercer une activité incompatible avec le notariat (art. 4 LN). Cette incompatibilité concerne en particulier les affaires spéculatives, telles que le courtage immobilier. Un ou une notaire peut uniquement tenir une étude commune avec d'autres notaires ou des avocats inscrits à un registre professionnel (art. 16 LN) et n'a donc pas le droit de s'associer avec des fiduciaires, des experts fiscaux, des architectes, etc. En outre, l'exercice du notariat pour le compte d'une personne morale (SA/Sàrl) est exclu. Une étude de notaire ne peut donc s'organiser que sous la forme d'une entreprise individuelle, d'une société simple ou d'une société en nom collectif. Par rapport à d'autres professions, les notaires bernois sont en outre tenus de respecter des prescriptions plus strictes au sujet des opérations de fonds, de la comptabilité et de la capacité de paiement et sont soumis à une révision obligatoire.

Il existe donc un rapport entre les émoluments et l'autonomie limitée dont les notaires bernois disposent en matière d'organisation. A ce sujet, le Tribunal administratif du canton de Berne a d'ailleurs considéré ce qui suit (cf. jugement du 5 novembre 2014 n° 100.2013.232U, c. 4.1): *«Les exigences qui sont posées aux notaires quant à leur indépendance et à leur intégrité sont certes élevées mais en contrepartie, ils jouissent du privilège dû à leur catégorie professionnelle qui consiste à pouvoir percevoir (…) une taxe causale de droit public pour leur activité notariale, conformément à l'ordonnance du 26 avril 2006 sur les émoluments de notaires (…). Par conséquent, on peut clairement admettre, d'un point de vue économique également, que les notaires, du fait de leur fonction relevant de la puissance publique, ne sauraient exercer certaines activités accessoires (lucratives).»* (traduction)

L'auteur de la motion a la même approche de la question. Il n'est donc pas judicieux de mener un débat politique isolé sur le montant des émoluments des notaires. Une concurrence renforcée dans ce domaine déboucherait sûrement sur une plus grande liberté organisationnelle pour les notaires bernois. Leur offrir davantage de liberté en matière d'organisation ne doit cependant pas entraîner un affaiblissement notable de leur indépendance et de leur intégrité. Si les notaires ne peuvent plus bénéficier dans leurs relations d'affaires (en particulier dans celles qui concernent l'administration, à savoir les bureaux du registre foncier et l'office du registre du commerce) d'une crédibilité élevée, les particuliers, les PME comme d'ailleurs l'administration pourraient devoir assumer un travail plus important. Avant de se prononcer sur la pertinence des émoluments des notaires, il convient par conséquent de définir, après une analyse soigneuse, les exigences qui doivent être posées au notariat bernois et les normes de qualité que ce secteur doit

respecter. Comme dans d'autres domaines (p. ex. celui de la formation), la qualité et l'indépendance ont un prix. Par ailleurs, les émoluments pratiqués dans le système du notariat indépendant ne peuvent pas être comparés tels quels avec ceux du notariat d'Etat. Dans ce dernier, il n'existe pas d'obligation de renseigner les parties et, en outre, il faut régulièrement recourir avant l'instrumentation proprement dite à un avocat ou à une avocate pour élaborer le contrat.

La dernière révision de la loi sur le notariat remonte tout juste à dix ans. Quant à la dernière évaluation (intercantonale) des émoluments des notaires, elle ne date même que de cinq ans. Le Conseil-exécutif ne voit pas de nécessité impérative d'intervenir pour traiter la seule question des émoluments mais n'exclut pas une nouvelle révision de la loi. En effet, d'importantes évolutions tant juridiques que techniques ont été enregistrées ces dix dernières années et la loi ne répond plus entièrement aux exigences. Mentionnons quelques points à titre d'exemple:

a. L'article 16 LN prévoit que les notaires bernois ne peuvent s'associer pour tenir une étude commune qu'avec des personnes inscrites au registre des avocats. Une association avec des personnes morales n'est pas admise. A l'époque de la dernière révision de la loi sur le notariat, les avocats qui exercent le métier (au barreau) n'avaient pas le droit de se réunir au sein d'une société anonyme ou d'une société à responsabilité limitée. Ce n'est qu'en 2008 que le Tribunal fédéral a jugé qu'ils pouvaient se prévaloir de la liberté économique. Dans la pratique, de nombreuses SA d'avocats se sont créées. Afin de combler une lacune, la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques, en sa qualité d'autorité de surveillance du notariat, a alors admis que des notaires puissent s'associer à une SA d'avocats au sein d'une étude. Il serait bon de disposer d'une réglementation légale à ce sujet, puisqu'il s'agit en particulier de déterminer dans quelle mesure les SA d'avocats sont assujetties à l'obligation de révision prévue par le droit sur le notariat lorsqu'un ou une notaire traite ses mandats d'avocat par l'intermédiaire de la SA. Compte tenu de leur activité relevant de la puissance publique ainsi que de la jurisprudence, les notaires bernois ne peuvent pas se prévaloir de la liberté économique. La teneur de l'article 3 LN est d'ailleurs très claire: les notaires ne peuvent pas s'organiser sous la forme d'une SA ou d'une Sàrl dans le cadre de leur activité à titre principal. D'autres cantons (Uri et Lucerne) ont toutefois expressément admis les SA de notaires depuis quelque temps. Le législateur bernois devrait donc également clarifier ce point.

b. Contrairement à la législation sur les avocats, celle qui concerne les notaires bernois ne prévoit pas de procédure permettant de délier ces derniers de l'obligation de garder le secret. Dans les procédures pénales en particulier, il se peut ainsi qu'un ou une notaire doive faire valoir un droit à refuser de témoigner, ce qui peut parfois nuire à la réputation du secteur. A l'inverse, lorsque des clients ne s'acquittent pas du paiement des honoraires des notaires, ceux-ci peuvent rencontrer les plus grandes difficultés à se faire rembourser. S'ils doivent recourir à la voie judiciaire, ils se retrouvent toujours placés à la limite de la responsabilité pénale et disciplinaire du fait de l'impossibilité pour eux de disposer d'une procédure de levée du secret professionnel et du risque, précisément, de violer leur devoir en la matière.

c. La Constitution fédérale prévoit, à certaines conditions bien précises, un droit à des prestations notariales gratuites. La loi bernoise sur le notariat ne contient pas de dispositions concrétisant ce droit et réglementant la procédure à cet égard.

d. Il convient d'adapter les bases légales pour éviter que les notaires bernois ne mènent des activités incompatibles entre elles (l'exemple principal étant ici le courtage immobilier) et ne se présentent au public sous une forme illégale (par l'intermédiaire d'Internet ou de papier à let-

tres, notamment). Dans le domaine du courtage de biens-fonds, on assiste dans la pratique à des manœuvres de contournement de la loi. Il s'agit alors de déterminer par la suite, dans le cadre d'une procédure disciplinaire ou administrative de longue haleine, si l'on est réellement en présence d'une activité de courtage immobilier incompatible avec le notariat. Les notaires bernois ne peuvent s'associer dans le cadre d'études qu'à des conditions très restrictives (cf. point 1a supra). La pratique montre que nombre d'entre eux tentent de contourner cet obstacle en recourant à Internet (exemple: sites communs avec des architectes ou présence de liens vers d'autres sites). Il y aurait lieu d'examiner, dans le cadre d'une révision législative, si ce type d'association dans une étude est admissible.

Compte tenu de ces différentes réalités, le Conseil-exécutif est favorable à l'idée de présenter une révision de la loi sur le notariat au Grand Conseil. Il tient cependant à préciser que les développements auxquels l'on assiste actuellement à l'échelle nationale dans les domaines à la fois politique et juridique pourraient influencer considérablement l'élaboration d'une loi cantonale sur le notariat. Ainsi, une procédure pendante devant le Tribunal fédéral porte sur la possibilité, pour un ou une notaire exerçant à titre indépendant, de se prévaloir de la liberté économique en dépit de sa fonction étatique. Le tribunal doit en outre statuer sur la compatibilité du droit notarial bernois avec le droit européen. Au plan fédéral, il s'agit actuellement de décider de l'introduction d'une nouvelle loi sur l'authentification des actes, mais aucune date n'a encore été arrêtée. Par conséquent, le Conseil-exécutif propose d'adopter le point 1 de la motion sous forme de postulat. Il serait peu judicieux, en effet, de procéder à une révision de la loi sur le notariat dans un délai contraignant alors que l'on peut partir du principe que de nouvelles prescriptions de droit fédéral impliqueront prochainement une nouvelle révision. Le Conseil-exécutif peut en outre rédiger si nécessaire un rapport d'évaluation avant le début des travaux de révision proprement dits.

2. Points 2.a, c et d

En soumettant ces demandes, le motionnaire souhaite pour l'essentiel étendre l'autonomie des études de notaires bernois en matière d'organisation. Le Conseil-exécutif n'est pas opposé à cette volonté, mais désire examiner de manière approfondie la démarche concrète. Il est prêt à vérifier si des bases légales devraient être modifiées pour faciliter la gestion électronique des dossiers (point 2.a.). Actuellement, ce sont plutôt les limites techniques, et non les restrictions juridiques, qui compliquent cette gestion.

La marge de manœuvre en matière de baisse des émoluments risque d'être relativement faible. Actuellement, c'est avant tout l'administration qui voit ses tâches allégées (bureaux du registre foncier et Office du registre du commerce). Il ne faut pas oublier non plus qu'avant de pouvoir accéder aux transactions électroniques, les études de notaire doivent investir des sommes importantes dans le matériel et les logiciels requis (frais de licences).

Le Conseil-exécutif est disposé à examiner l'admissibilité d'une SA de notaires et la possibilité pour ces derniers de s'organiser de manière plus autonome (point 2.d). Les conditions de l'admissibilité d'une telle société anonyme et sa conception concrète doivent toutefois faire l'objet d'une analyse détaillée, tout comme, d'ailleurs, l'assouplissement des restrictions imposées à une étude commune. Le Conseil-exécutif propose par conséquent d'adopter ces points sous forme de postulat.

3. Point 2.e

Conformément à l'article 52, alinéa 1 LN, l'émolument du ou de la notaire se calcule dans les limites du cadre établi en fonction du temps employé, de l'importance de l'affaire, de la responsabilité assumée par le ou la notaire ainsi que de la capacité économique du client ou de la cliente. La décision concernant le montant concret de ces émoluments relève de la compétence exclusive du Conseil-exécutif (art. 52, al. 2 LN). Ce dernier doit cependant édicter un barème-cadre échelonné pour les affaires ayant une valeur commerciale et un barème-cadre pour les affaires sans valeur commerciale (art. 52, al. 4 LN). A l'intérieur du barème, ce sont les principes énoncés à l'alinéa 1 de l'article 52 qui s'appliquent. Le temps de travail requis est aujourd'hui déjà un critère de calcul important, voire le critère principal. Le motionnaire demande qu'il soit encore plus largement pris en compte. Le fait que le calcul de ce temps est bien souvent admis comme critère permettant de déterminer l'indemnisation d'une prestation parle en faveur d'une telle proposition. Le Conseil-exécutif prévient toutefois expressément qu'un calcul des émoluments de notaires uniquement fondé sur le temps investi comporte des risques. En effet, des études de notaires travaillant plutôt lentement seraient avantagées par rapport à des études plus efficaces. Par ailleurs, le subventionnement croisé entre les différentes affaires de notaires, qui est né d'une volonté politique, serait aboli. Un calcul des émoluments des notaires basé sur le temps investi ne signifie pas, à lui seul, que le montant de l'émolument est plus faible. Le critère à prendre en compte en premier lieu est celui du tarif horaire perçu par le notaire. Néanmoins, le Conseil-exécutif est disposé à examiner la demande du motionnaire mais ne décidera qu'après une analyse approfondie s'il convient d'accorder davantage d'importance au critère du temps et, dans l'affirmative, dans quelle mesure il s'agit de le faire. Il propose par conséquent l'adoption du présent point sous forme de postulat.

4. Point 2.b

Le Conseil-exécutif a déjà expliqué de manière détaillée (cf. points 2 et 3 supra) qu'il n'est pas opposé à un examen soigneux des émoluments de notaires. S'il s'avère, au terme de l'analyse, que certains barèmes-cadres prévus pour des tâches précises sont trop élevés en comparaison intercantonale, il y aura lieu d'adapter l'ordonnance sur les émoluments. L'idée de supprimer l'émolument minimum des barèmes-cadres pourra alors faire l'objet d'un examen plus approfondi. Le Conseil-exécutif renvoie à ce sujet à la réponse qu'il apporte simultanément à la motion Bhend (Steffisbourg, PS) M 113-2015.

Destinataire

- Au Grand Conseil

M

Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	113-2015
Type d'intervention:	Motion
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.343
Déposée le:	19.03.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Bhend (Steffisburg, PS) (porte-parole) Köpfli (Bern, pvl) Bachmann (Nidau, PS) Löffel-Wenger (Münchenbuchsee, PEV) Bauen (Münsingen, Les Verts)
Cosignataires:	1
Urgence demandée:	Non
Urgence accordée:	
N° d'ACE:	1076/2015 du 9 septembre 2015
Direction:	Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques
Classification:	-
Proposition du Conseil-exécutif:	**Adoption sous forme de postulat**

Baisse du tarif des notaires

Le Conseil-exécutif est chargé d'adapter l'article 52 de la loi sur le notariat pour que les notaires puissent à tout moment et sans devoir fournir de justification fixer leurs émoluments en-deçà du tarif minimum.

Développement :

L'article 52 de la loi sur le notariat règle le calcul des émoluments des notaires.

Les études menées par Monsieur Prix et la comparaison avec d'autres cantons montrent clairement que dans le canton de Berne, les émoluments des notaires sont excessifs, avec la bénédiction du canton !

La hausse des prix de l'immobilier a en outre fait augmenter les tarifs des notaires de manière disproportionnée. D'ailleurs, dans sa réponse de février 2013 à la motion 195-2012, le Conseil-

exécutif déclare qu'« un accroissement de 15,5 pour cent (moyenne pour les maisons individuelles, les logements en propriété et les objets en location, après déduction du renchérissement général) entraîne lors des contrats de mutation courants (valeurs de contrats comprises entre 500 000 francs et 2 millions de francs) des émoluments supplémentaires de 9,5 pour cent en moyenne seulement ».

Il est inadmissible que les notaires aient l'interdiction de pratiquer des tarifs inférieurs au minimum prescrit par le canton. Ceux qui, parce que leurs finances sont saines, pourraient exiger des tarifs plus bas, doivent pouvoir le faire sans devoir se justifier. La loi sur le notariat aurait dû être modifiée il y a longtemps déjà.

Réponse du Conseil-exécutif

L'auteur de la motion demande une révision de la loi du 22 novembre 2005 sur le notariat (LN) en réclamant la suppression de l'émolument minimum des notaires pour leur activité principale. Il avait déjà fait une demande similaire dans la motion qu'il avait déposée le 8 juin 2010 (point 1 de la motion 102/2010). Dans la présente intervention, il indique que les émoluments des notaires ont augmenté ces dernières années d'une manière disproportionnée, du fait des prix de l'immobilier qui se sont fortement accrus.

Lorsque l'on évoque le notariat bernois, il convient toujours de distinguer entre l'activité principale et l'activité accessoire de la personne. Pour simplifier, on dira que le ou la notaire pratique une activité principale lorsqu'il ou elle instrumente dans le cadre d'un monopole, puisqu'aucun représentant d'une autre catégorie professionnelle ne peut accomplir les mêmes taches. Un ou une notaire fournit une prestation étatique (instrumentation) lors de son activité principale, qui est de ce fait soumise au droit public. D'autres cantons appliquent pour cette raison le système du notariat d'Etat. Dans le cadre de l'exercice de cette activité principale, le ou la notaire a droit à une rémunération sous la forme d'un émolument.

A l'inverse, on parle d'activité accessoire lorsqu'un ou une notaire exerce dans un secteur qui est également accessible à d'autres catégories professionnelles (comme les avocats, les fiduciaires, les experts fiscaux, les banques, etc.) et qui est intégralement réglementé par le droit privé. Lors de son activité relevant du droit privé, un ou une notaire peut prétendre à une rémunération sous la forme d'honoraires. Contrairement aux émoluments soumis au droit public, les honoraires de droit privé sont librement négociables.

Pour la compréhension juridique, il est essentiel que l'on ne parle d'émoluments de notaires que dans le cas où un client doit rémunérer une prestation étatique soumise au monopole. Le caractère particulier du système du notariat indépendant tient au fait que l'Etat a délégué cette prestation à des particuliers, à savoir les notaires exerçant à titre indépendant. Cela ne change rien toutefois au caractère de droit public, étatique, des émoluments des notaires.

Ces émoluments sont presque tous fixés selon un barème indiquant des minima et des maxima. Les annexes 1 à 4 de l'ordonnance sur les émoluments des notaires (OEmN; RSB 169.81) prévoient en outre un émolument moyen. Le motionnaire demande la suppression du tarif minimal. Il s'agit là d'une question que le Grand Conseil a traitée à plusieurs reprises.

1. Le Grand Conseil a adopté la loi sur le notariat (LN; RSB 169.11) le 22 novembre 2005 en seconde lecture. Cette loi est entrée en vigueur le 1er juillet 2006 en même temps que l'ordonnance sur les émoluments des notaires. La question de l'émolument minimal avait déjà donné lieu à de longs débats parlementaires. Lors de la première lecture, il avait été proposé qu'une réduction soit accordée dans des cas particuliers, notamment lorsque l'émolument était sans commune mesure avec le temps employé, lorsque l'authentification concernait plusieurs actes de même nature ou lorsque l'émolument constituait pour la clientèle une rigueur inéquitable (voir Journal du Grand Conseil 2005, p. 827 et Compte rendu des séances du Grand Conseil du canton de Berne, p. 534). Cette proposition visait à supprimer le tarif minimal, au moins dans les cas particuliers. Lors de la seconde lecture, il avait été demandé dans une autre proposition que les émoluments puissent être inférieurs à ce que prévoit le barème si le ou la notaire et la partie requérante en décidaient ainsi d'un commun accord (Journal du Grand Conseil 2005, p. 1206; Compte rendu, p. 785). Les deux propositions ont été rejetées par le Grand Conseil.

2. Dans la motion 117/2007 du 27 mars 2007, le même député avait déjà demandé notamment la suppression de l'émolument minimum. Suivant la proposition du Conseil-exécutif, le Grand Conseil avait rejeté la motion (par appel nominal) le 5 septembre 2007 par 66 voix contre 40 et 20 abstentions.

3. Le 14 septembre 2011, le Grand Conseil avait rejeté le point 1 de la motion 102/2010 déjà évoqué par 73 voix contre 50 et 9 abstentions, conformément à la proposition du Conseil-exécutif. Précisons que ce vote était intervenu le jour même où le Grand Conseil avait pris connaissance du rapport d'évaluation détaillé relatif à la révision totale des émoluments des notaires.

La Constitution n'interdit pas expressément la suppression des émoluments minimaux. Le canton d'Argovie a d'ailleurs créé une base légale, l'article 69, alinéa 4 de sa loi sur l'authentification, qui prévoit que clients et notaires peuvent, d'un commun accord, fixer un tarif notarial inférieur au tarif cantonal. Le Conseil-exécutif estime toutefois gênant qu'une clientèle disposant d'une forte emprise sur le marché puisse obtenir une baisse des émoluments des notaires (étatiques) alors que la clientèle moyenne ne pourrait guère en profiter. Il se peut que cela soit usuel dans le cadre d'un marché relevant strictement du droit privé, mais une telle conséquence n'est pas souhaitable dans un contexte de monopole réglementé par l'Etat, auquel un public nombreux doit recourir.

L'auteur de la motion part en outre du principe, de manière manifestement erronée, que l'absence de marge de manœuvre qui caractérise les émoluments des notaires ne protège que ces derniers. Il arrive pourtant de temps en temps que, lors d'une instrumentation notariale, le client, en signant un document, approuve simultanément le décompte du ou de la notaire. Si le système appliqué était celui d'une convention sur les émoluments entièrement négociable, la clientèle serait liée à sa déclaration de consentement et ne pourrait plus exiger un examen judiciaire qu'aux conditions très restrictives concernant le vice du consentement prévu par le droit privé (p. ex. l'erreur, prévue aux articles 23 ss CO). Dans le droit notarial bernois actuel, une convention sur les émoluments ne serait pas reconnue. Sur la base d'une demande d'examen officiel des émoluments des notaires selon l'article 56 LN, la JCE, en sa qualité d'autorité de surveillance, et, le cas échéant, le Tribunal administratif, en tant qu'instance supérieure, pourraient examiner librement les émoluments des notaires facturés.

Vu ces réflexions, le Conseil-exécutif parvient à la conclusion qu'il n'est pas indiqué de supprimer l'émolument minimum. Il est aussi d'avis qu'il convient d'apprécier le fait que le Grand Conseil a jusqu'à maintenant systématiquement rejeté cette idée. Une telle mesure, prise isolément, n'est d'ailleurs pas non plus dans l'intérêt de la clientèle des notaires.

Le Conseil-exécutif est cependant disposé à étudier, le cas échéant, une adaptation de l'émolument minimum dans un contexte plus général et un cadre assez large, c'est-à-dire lors d'une révision de la loi sur le notariat, afin que l'on puisse prendre en considération de manière adéquate les différents facteurs d'influence. Un tel examen permettrait ainsi de tenir compte de la demande de l'auteur de la présente motion ainsi que de celle présentée dans la motion Brönnimann (Mittehäusern, pvl) M 138-2015, à laquelle le Conseil-exécutif répond simultanément et dont il recommande l'adoption sous forme de postulat.

Pour les motifs mentionnés ci-dessus, le Conseil-exécutif propose donc d'adopter la motion sous forme de postulat.

Destinataire

- Grand Conseil

Intervention parlementaire. Réponse du Bureau du Grand Conseil

N° de l'intervention:	186-2015
Type d'intervention:	Interpellation
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.633
Déposée le:	10.06.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Machado Rebmann (Bern, LAVerte) (porte-parole) Sancar (Bern, Les Verts)
Cosignataires:	0
Urgence demandée:	Non
Urgence accordée:	Non
Bureau du Grand Conseil:	09.09.2015

Droit parlementaire: ne sacrifions pas les droits démocratiques sur l'autel de l'efficience

Le premier article de la Constitution du canton de Berne (ConstC) dispose que le canton de Berne est un Etat de droit libéral, démocratique et social. En tant qu'Etat démocratique, le canton fait reposer sa légitimité sur la volonté du peuple[1]. Les citoyens ont non seulement le pouvoir de déterminer le droit constitutionnel, comme cela ressort du préambule, mais tout le pouvoir de l'Etat leur appartient dans les limites de l'ordre constitutionnel[2].

L'article 66 ConstC pose le principe de la séparation des pouvoirs, qui doit présider à l'organisation des autorités (al. 1). Chaque autorité est contrôlée, le Grand Conseil par le peuple (p. ex. par référendum), le Conseil-exécutif et les autorités judiciaires par le Grand Conseil (art. 78 ConstC). Grâce aux instruments de la démocratie directe, le parlement est par ailleurs lui aussi soumis au contrôle du peuple sur certaines questions. La Constitution bernoise, du reste comme d'autres constitutions cantonales modernes, renvoie en ce sens l'image d'un système de poids et de contrepoids. Le principe de la séparation des pouvoirs est bien plus qu'un simple principe organisationnel, c'est un droit constitutionnel de l'individu. Toute personne dont ce droit n'a pas été respecté peut introduire un recours constitutionnel[3].

[1] Proposition commune de la Commission de la révision constitutionnelle et du Conseil-exécutif sur la révision totale de la Constitution cantonale, rapport I, Journal du Grand Conseil 1992, Annexe 21, p. 36
[2] Bolz Urs, in : Manuel de droit constitutionnel bernois, Berne, 1995, p. 240
[3] Bolz Urs, ibidem, p. 428

Le Grand Conseil édicte les lois et les décrets (art. 74 ConstC). Sous réserve d'une votation facultative, le Grand Conseil peut donc édicter des lois, le parlement et le peuple se partageant le rôle de législateur. En règle générale, les parlements cantonaux procèdent à deux lectures des lois. Ces deux lectures doivent garantir une certaine maturité à la législation et permettre d'éviter les décisions spontanées et émotionnelles ou les erreurs de technique législative. Dans la Constitution de 1894, la seconde lecture était encore obligatoire, dans celle de 1995, ce n'est plus le cas. La disparition de cette obligation de la Constitution permet de se passer de seconde lecture dans des cas justifiés, et ainsi d'accélérer la procédure législative. A l'époque, on voulait permettre une lecture unique pour des modifications insignifiantes, une simple abrogation de loi ou dans des cas urgents[4]. Lors de la dernière révision du droit parlementaire (2013), il a été signalé que le nouveau droit correspondait à l'ancien, qu'il n'y avait aucune modification[5].

Selon l'article 17, alinéa 1 ConstC, toute personne peut librement former son opinion, l'exprimer sans contrainte par la parole, l'écriture et l'image ou d'une autre manière. L'alinéa 3 garantit le droit de consulter des dossiers officiels dans la mesure où aucun intérêt prépondérant ne s'y oppose. La nouvelle Constitution voulait imprimer une nouvelle direction à la politique d'information du canton et des communes et favoriser la confiance dans l'activité des autorités. Dans ce domaine, elle affrontait un défi de son temps. Il est en effet de plus en plus indispensable d'accéder de bonne heure à des informations officielles pour pouvoir exercer les droits politiques ou pour faire valoir efficacement ses droits personnels. C'est pourquoi il est très important que la politique d'information des autorités soit ouverte et transparente[6]. C'est à cette fin que la loi sur l'information (LIn) est entrée en vigueur au 1er janvier 1995[7].

En vertu de l'article 70 ConstC, les autorités sont tenues de donner au public une information suffisante sur leurs activités. Il faut faire la distinction à cet égard entre les droits et devoirs d'information et la publicité des débats des autorités. Les séances plénières du Grand Conseil sont en principe publiques, à moins qu'il ne faille assurer la défense d'intérêts publics importants ou la protection de la personnalité (art. 11 LGC ; art. 3 LIn). Les séances des commissions parlementaires ne sont par contre pas publiques (art. 4 LIn), dans la mesure où elles ne prennent pas de décisions définitives[8].

La représentation démocratique présuppose la publicité de la procédure parlementaire. La publicité rend les processus décisionnels du parlement transparents, mais donne également de la visibilité aux différentes opinions, solutions et revendications de pouvoir. La publicité du parlement ne reflète pas seulement l'Etat en tant qu'autorité mais aussi la diversité des mobiles et des intentions[9]. La résolution des problèmes sociaux de la collectivité en public est caractéristique du régime démocratique. La publicité permet la critique publique, selon Kant la pierre de touche du droit légitime[10]. De nos jours, la publicité et la transparence des procédures et des mécanismes décisionnels publics est essentielle au contrôle politique, à la remise en question et à la participa-

[4] Rapport I, (nbp 1), p. 54

[5] Proposition de la Commission de révision du droit parlementaire pour la première lecture, art. 75 LGC http://www.gr.be.ch/gr/fr/index/hintergrund/hintergrund/parlamentsrechtsrevision.assetref/dam/documents/GR/Parlamentsdienste/fr/parlamentsrechtsrevision/R%C3%A9vParl_Proposition%20de%20la%20commission_premi%C3%A8re%20lecture.pdf

[6] Rapport I, p. 39

[7] Bolz Urs, ibidem, p. 281

[8] Ivo Schwegler, in Bernisches Verwaltungsrecht, Bern 2013, p. 332

[9] Moritz von Wyss, Maximen und Prinzipien des parlamentarischen Verfahrens, Zürich 2001, p. 196

[10] Jörg Paul Müller, Die demokratische Verfassung, Von der Selbstbestimmung der Menschen in den notwendigen Ordnungen des Zusammenlebens, NZZ libro, Zurich 2009, p. 91; Emmanuel Kant, Was ist Auflkärung [tit.fr.: Qu'est-ce que les Lumières?], 1784, VIII36, cité par Jörg Paul Müller ci-dessus

tion des citoyens et citoyennes[11]. La publicité du processus de décision démocratique, organisé ou institutionnalisé par la Constitution, couvre tous les processus et toutes les institutions qui transforment un intérêt général convenu publiquement en décisions contraignantes, que ce soit sous la forme d'une loi, d'un jugement ou d'une décision administrative[12].

La non-publicité des séances des commissions est décriée dans la doctrine parce que les décisions des commissions ont une influence essentielle sur les décisions prises au parlement[13]. Selon Jörg Paul Müller, le préjudice causé par le secret des délibérations des commissions est inquiétant pour la démocratie[14]. Pierre Tschannen demande que les séances des commissions soient ouvertes aux médias[15] et Kurt Nuspliger que certaines de leurs phases, par exemple les discussions de principe, soient publiques[16].

Après une année de nouveau droit parlementaire, on observe une tendance à des lectures uniques. La révision du droit parlementaire s'est par ailleurs accompagnée de l'introduction de limitations strictes du temps de parole.

Le but de cette récente révision totale était manifestement de moderniser la législation, de garantir *l'efficience* du parlement et de renforcer sa position face au gouvernement et à l'administration. C'est en tout cas ainsi que le centre de compétence en management public (KPM) a compris le mandat de la commission, qui souhaitait faire réaliser une étude sur la révision du droit parlementaire[17], et il a volontairement accédé à cette demande : sans même définir le concept d'efficience, ni dans le contexte du parlement, ni de manière générale, sans chercher à savoir qui veut que le parlement cantonal bernois soit efficient et sur quoi repose cette exigence, l'étude emploie ce mot 53 fois. Les interventions parlementaires qui ont mis en marche la révision du droit parlementaire ne réclament nulle part un parlement efficient[18], mais définissent les moyens nécessaires pour atteindre l'objectif visé, comme par exemple le renforcement du parlement par la création de commissions spécialisées permanentes[19]. Un credo aux fondements douteux et qui, au mieux, jouit d'une certaine popularité, s'est donc glissé dans la réforme. On peut évidemment dire que d'un point de vue formel le parlement est soumis à la LFP. Cela ne saurait pour autant justifier l'introduction désinvolte de temps de parole et de leur limitation et la généralisation de la lecture unique des lois car la LFP s'adresse avant tout à l'administration. Ni la Constitution ni une autre loi n'exige du parlement qu'il soit efficient. On exige d'un parlement qu'il fasse soigneusement son travail, c'est-à-dire qu'il légifère et prenne des décisions, et qu'il soit contrôlable.

Les affaires sont généralement préparées par l'administration et traitées par la commission, qui débat à huis clos. Les affaires qui ne sont pas contestées en commission, un organe du Grand Conseil, sont ensuite présentées au Grand Conseil en débat réduit ou en débat organisé. Le temps de parole et le nombre d'intervenants et d'intervenantes sont dans ce cas limités.

[11] Jörg Paul Müller, Die demokratische Verfassung, ibidem, p. 91
[12] Jörg Paul Müller, Die demokratische Verfassung, ibidem, p. 94
[13] Moritz von Wyss, ibidem, p. 198
[14] Jörg Paul Müller, Demokratische Gerechtigkeit, p. 162 s.
[15] Pierre Tschannen, Stimmrecht und politische Verständigung, Beiträge zu einem neuen Verständnis von direkter Demokratie, Bâle 1995, p. 423
[16] Kurt Nuspliger, Die Stärkung der parlamentarischen Kommissionen, in Das Parlament – «Oberste Gewalt des Bundes»? Festschrift der Bundesversammlung zur 700-Jahr-Feier der Eidgenossenschaft, Services parlementaires 1991, p. 238
[17] Andreas Lienhard et al., Reform des Parlamentsrechts im Kanton Bern, Berne 2011, p. 15
[18] M 70/2010, P 99/2010, M 286/2009, M 68/2010, M 69/2010
[19] P. ex. M 70/2010

Limiter ainsi les débats parlementaires revient en pratique à limiter la publicité des séances du parlement et ainsi la liberté d'information des citoyens et citoyennes : en salle du Grand Conseil ou en direct sur Internet, on entend beaucoup moins d'arguments, voire pas du tout, pesant dans la décision du Grand Conseil ; quant à comprendre la loi… C'est la même chose pour le Journal du Grand Conseil, on n'y trouve presque plus rien. Les questions épineuses si tant est qu'elles soient posées, le sont au mieux en commission, à huis clos donc. Si l'on ne débat plus dans la salle du Grand Conseil, les opinions, les mobiles et les prétentions au pouvoir ne se verront plus, ce qui reste de publicité formelle du parlement sera vidé de son sens et le contrôle démocratique de la population disparaîtra.

Que ce soit durant les débats parlementaires, dans les analyses sur lesquelles s'est basée la réforme, comme l'expertise de KPM, ou dans les articles des Services parlementaires publiés dans le bulletin d'information de la Société suisse pour les questions parlementaires, on ne s'est manifestement pas intéressé à ces effets des débats limités[20]. Ces restrictions sont d'autant plus radicales lorsque le parlement débat de questions soumises au référendum facultatif. La contradiction est évidente : on considère certaines affaires si importantes que le peuple souverain doit avoir la possibilité de décider, mais de l'autre côté, les représentants et représentantes du peuple ne peuvent même pas débattre librement. Si les débats au Grand Conseil sont limités, nous l'avons déjà mentionné, cela se répercute aussi sur les informations dont disposent les citoyens et citoyennes si le référendum aboutit et qu'il y a une votation, ce qui affecte en retour leur droit à se forger librement une opinion avant une votation (art. 34, al. 2 ConstC). Cette absence de débat a aussi des répercussions sur le message du Grand Conseil, qui s'appuie généralement sur le Journal du Grand Conseil. Qu'est-ce qu'on va bien pouvoir y écrire ? « Le Grand Conseil a adopté cette affaire sans en débattre parce que c'est ce que la commission avait proposé » et « les séances de la commission étant secrètes, les arguments ne peuvent pas être communiqués » ?

La réduction du temps de parole porte également atteinte aux droits fondamentaux des parlementaires[21] ; la libre communication est entravée, les parlementaires ne disposent que d'arguments limités pour se faire une opinion et dans certaines conditions, il arrive qu'ils ne puissent pas s'exprimer. Ces restrictions du droit de parole n'émanent pourtant pas de la loi sur le Grand Conseil mais du règlement du Grand Conseil, un décret qui, selon la Constitution, sert à préciser les dispositions de la loi. Les membres du Grand Conseil n'ont pas suffisamment d'antidotes à ces restrictions de leur droit d'information et d'expression. Ils ne peuvent quand même pas demander à l'administration de répondre préalablement à leurs questions, ce serait une perte de temps. Sans compter que certaines questions ne surgissent que pendant les débats, par exemple suite à l'intervention d'un collègue. La seule chose qu'ils puissent faire est déposer des propositions, principalement en demandant le débat libre par voie de motion d'ordre en vertu de l'article 91 RGC ou en déposant une proposition de non-entrée en matière ou de modification ou de renvoi en vertu de l'article 92 RGC. Si l'auteur de la proposition ne dispose à son tour que de deux minutes pour justifier sa proposition, cela n'aide pas beaucoup le débat libre et la formation de l'opinion. Comme les propositions sont soumises au vote, la multiplication des propositions ralentit le fonctionnement du parlement, ce qui est aux antipodes de l'efficience prétendue.

[20] http://www.gr.be.ch/gr/fr/index/parlamentsdienste/parlamentsdienste/publikationen.html

[21] D'après Jörg Paul Müller, Grundrechte in der Schweiz, l'art. 17 Cst. et l'art. 19, al. 2 du pacte II de l'ONU s'appliquent à tout le monde, même aux employés et employées du public ou du privé et aux fonctionnaires (cf. p. 357).

Au conseil de ville de Berne, la restriction du temps de parole a déclenché une avalanche de propositions et une mauvaise ambiance générale. On veut tout imposer dans la hâte, les parlementaires se sentent bâillonnés et réduits à donner leur approbation pour la forme[22].

Au vu de ces considérations, il faut se demander si le droit parlementaire ne devrait pas être révisé de sorte que le parlement puisse faire son travail en accord avec la Constitution et dans le respect des droits populaires et politiques.

Dans ce contexte, le Bureau du Grand Conseil est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Quelle est la position du Bureau du Grand Conseil quant aux effets de la limitation du droit de parole des membres du Grand Conseil sur la formation de leur opinion et sur leur liberté d'expression ?

2. Quelle est la position du Bureau du Grand Conseil quant aux effets de la limitation du droit de parole des membres du Grand Conseil sur la formation de l'opinion du peuple souverain et sur sa liberté d'information, autrement dit sur le principe de publicité des débats parlementaires ?

3. Quelle est la position du Bureau du Grand Conseil quant aux effets de la limitation du droit de parole des membres du Grand Conseil sur le droit de référendum du peuple souverain ?

4. Si le vote populaire est demandé, quelle substance le canton de Berne donne-t-il au message du Grand Conseil si l'affaire a été traitée en débat réduit ?

5. En passant de deux lectures à une seule, le Bureau du Grand Conseil est-il en train de changer de paradigme ? Dans l'affirmative, sur quoi s'appuie-t-il pour le faire ?

6. Le Bureau du Grand Conseil reconnaît-il que les séances des commissions tenues à huis clos et les débats réduits ou organisés au Grand Conseil portent atteinte au principe de la publicité des débats parlementaires, un outil au service de la séparation des pouvoirs ? Si oui, quelles mesures le Bureau envisage-t-il de prendre ?

7. Le Bureau du Grand Conseil ou le canton de Berne attend-il du parlement qu'il soit efficient ? Si tel est le cas, sur quoi fonde-t-il cette exigence ?

8. Que pense le Bureau du Grand Conseil des propositions de révision suivantes ?

Art. 75 LGC

Nombre de lectures *et droit de parole*

[1] Les objets sont délibérés en une seule lecture.

[2] Les projets de révision constitutionnelle et les projets de loi font l'objet de deux lectures.

[3] Le Grand Conseil peut décider de renoncer à la seconde lecture d'un projet de loi *s'il s'agit de modifications insignifiantes, d'une simple abrogation de loi ou dans des cas urgents.*

[4] Chaque membre du Grand Conseil a le droit de s'exprimer au moins une fois par objet.

[5] Le Bureau du Grand Conseil peut limiter le temps de parole des membres du Grand Conseil si cela est nécessaire au déroulement ordonné des débats.

[22] « Durchwinkaffen », selon l'expression de Rolf Zbinden.

[6] 40 membres du Grand Conseil peuvent demander le débat libre. Chaque membre du Grand Conseil qui s'exprime pour la première fois dispose dans ce cas d'au moins cinq minutes de temps de parole.

[7] La limitation du droit de parole sur les affaires soumises à la votation populaire facultative est autorisée pour autant que chaque membre du Grand Conseil dispose au moins de cinq minutes de temps de parole.

Art. 86 RGC

Mode de délibération et temps de parole

[1] Les objets sont délibérés selon l'un des modes suivants, le débat d'entrée en matière et la discussion par article pouvant en particulier être conduits selon des modes différents :

a le débat libre (catégorie I),

b le débat organisé (catégorie II),

c la procédure écrite (catégorie III).

[2] Le Bureau peut prévoir un autre mode de délibération. Il doit en informer le Grand Conseil à l'avance. Il peut également rallonger ou réduire le temps de parole.

[3] Tout député et toute députée peut demander le débat libre par motion d'ordre déposée au plus tard au début de la délibération.

Art. 87 RGC

Débat libre

Le temps de parole est de

a cinq minutes *au moins* pour les interventions des porte-parole des groupes, des auteurs et auteures des propositions et de l'auteur ou de l'auteure de l'initiative parlementaire, de la motion ou du postulat ou éventuellement du ou de la porte-parole de la Députation,

b trois minutes *au moins* pour les interventions des membres qui soutiennent une proposition déjà déposée, pour la seconde intervention du rapporteur ou de la rapporteuse de la commission ainsi que pour le retrait d'une intervention.

Art. 88 RGC

Débat organisé

[1] Lors du débat organisé, le temps de parole total *est limité*.

[2] Peuvent notamment faire l'objet du débat organisé

a les débats d'entrée en matière,

b la délibération des rapports,

c la délibération des objets préavisés par une commission.

d les motions ayant valeur de directive.

[3] Le président ou la présidente répartit équitablement le temps de parole total entre d'une part le rapporteur ou la rapporteuse de la commission, l'auteur ou l'auteure de la proposition, de l'initiative parlementaire, de la motion ou du postulat et d'autre part entre la Députation et les groupes et le conseiller ou la conseillère d'Etat.

[4] Les groupes indiquent suffisamment tôt comment ils entendent répartir entre leurs membres le temps de parole qui leur a été attribué.

[5] Une part équitable du temps de parole total est attribuée aux membres du Grand Conseil n'appartenant à aucun groupe.

Art. 89 RGC

Procédure écrite

[1] Les interpellations et les questions sont traitées selon la procédure écrite.

[2] Les interpellations sont jointes aux documents de la session, accompagnées de la réponse, et publiées dans le Journal.

[3] Les questions sont distribuées aux membres du Grand Conseil, accompagnées de la réponse, et publiées dans le Journal.

Abroger l'art. 90 RGC

Art. 98 RGC

Seconde lecture

[1] La proposition de renoncer à la seconde lecture est mise aux voix avant la discussion par article.

[2] *Si 40 membres le demandent ou que des propositions n'émanant pas de la commission consultative ont été déposées, la seconde lecture est maintenue.*

Réponse du Bureau du Grand Conseil

Dans un Etat de droit démocratique tel que le canton de Berne, l'importance de la publicité, soit la transparence de l'action des institutions, est absolument incontestée.

La *publicité des délibérations du Grand Conseil* entre dans ce cadre. Le public peut suivre les débats sur la tribune qui lui est réservé ; la presse a quant à elle sa propre tribune. Les délibérations sont en outre retransmises sur Internet, en version audio, et elles sont consignées en intégralité dans le Journal du Grand Conseil. Enfin, le public peut consulter tous les documents de la session sur le site du Grand Conseil (art. 11, al. 1 et art. 13 LGC, art. 3 LIn, art. 7 et 9 RGC). On voit ainsi que le public est largement informé des débats du Grand Conseil. Le Grand Conseil peut délibérer à huis clos dans un seul cas, moyennant le respect de conditions restrictives ; le cas de figure ne s'est toutefois jamais présenté dans un passé récent (art. 11, al. 2 LGC).

A la différence des *délibérations* en séance plénière, celles *des organes du Grand Conseil* et notamment des commissions sont *confidentielles* (art. 12, al. 1 LGC, art. 4 LIn). Seules les séances des organes qui, en vertu de dispositions spéciales, prennent des décisions définitives sont publiques, ainsi par exemple celles de la Commission des institutions politiques et des relations extérieures consacrées à l'examen des messages du Grand Conseil accompagnant les objets soumis à la votation (art. 88 LGC, art. 39, al. 5 RGC). Si les séances des commissions sont confidentielles, c'est que, très souvent, elles sont consacrées à l'examen préalable des affaires que traitera ensuite le Grand Conseil. La commission doit par conséquent étudier le dossier en détail et avec objectivité, ce qui est plus facile dans la confidentialité. Les commissions doivent par ailleurs souvent trouver un compromis susceptible d'être approuvé par le Grand Conseil. Il faut donc pouvoir travailler et décider sans parti pris, loin des influences extérieures. Si les délibérations des organes du Grand Conseil étaient publiques, la formation de l'opinion et la recherche du compromis devraient se faire dans d'autres cercles ne bénéficiant d'aucune légitimité démocratique. Le respect des principes démocratiques et de l'Etat de droit ne plaide donc pas seulement pour la publicité des délibérations du Grand Conseil, mais aussi pour la confidentialité de celles des commissions et des autres organes du Grand Conseil. C'est d'ailleurs la raison

pour laquelle, dans la plupart des régimes démocratiques, les commissions délibèrent dans la confidentialité.

Le Bureau a au demeurant toute compréhension pour les réserves émises dans l'interpellation. Le public doit pouvoir comprendre le raisonnement suivi par le Grand Conseil pour prendre ses décisions. Il importe pour ce faire que le débat soit mené non seulement en commission, mais aussi au plénum (art. 50 RGC). Conscient de ce problème, le Bureau a déjà pris diverses mesures. Ainsi, les affaires qui n'ont suscité aucune opposition en commission doivent en principe quand même être débattues en séance plénière. De plus, depuis la session de mars 2015, le Bureau prévoit que toutes les affaires soumises au référendum sont traitées selon la forme du débat libre. Il a de plus modifié récemment la pratique concernant la prise de parole des co-auteurs et co-auteures de motions et de postulats : désormais, ils interviennent comme tels, immédiatement après l'auteur ou l'auteure, et non plus comme des orateurs ou oratrices individuels.

Les différentes questions posées dans l'interpellation appellent les commentaires suivants :

1. C'est indubitable, la libre formation de l'opinion et la liberté d'expression des membres du Grand Conseil sont importantes. Mais le Grand Conseil ne doit pas seulement débattre, il a aussi pour tâche de traiter les affaires rapidement. Pour concilier ces deux impératifs, le canton de Berne pratique depuis longtemps déjà le système des différents modes de délibération et de la limitation du temps de parole. Ainsi, en 1983 déjà, le temps de parole était de cinq minutes au plus dans les cas normaux et il était possible de limiter le nombre de prises de parole lors du débat d'entrée en matière. Aujourd'hui aussi, les différents modes de délibération et la limitation du temps de parole (art. 86 ss RGC) permettent de moduler le débat en fonction des besoins. Les affaires importantes et celles qui sont contestées sont le plus souvent délibérées selon le mode du débat libre, qui permet à tous les membres du Grand Conseil de prendre la parole.

   C'est par ailleurs le Bureau qui a la compétence de définir les modes de délibération et les temps de parole (art. 80 RGC). Il le fait en tenant compte de l'avis du président ou de la présidente de la commission qui a préavisé l'affaire. Lorsque le Bureau décide par exemple qu'une affaire sera délibérée selon le mode du débat réduit, c'est qu'il estime que l'affaire en question ne suscite pas d'opposition ou que la discussion au Grand Conseil n'aura qu'un impact limité (p. ex. motion ayant valeur de directive). Dans ce cas, il s'accommode du fait que les membres du Grand Conseil n'auront pas tous le droit de s'exprimer. Mais, vu les motifs exposés précédemment, cette solution lui semble acceptable. Le Bureau ou les membres du Grand Conseil peuvent de toute façon demander le débat libre et essayer de convaincre le Bureau et le Grand Conseil respectivement de la nécessité de laisser à tous les membres du Grand Conseil la possibilité de prendre la parole (art. 86, al. 3 RGC).
2. Nous l'avons vu en introduction, le public a largement accès aux débats et aux documents soumis à délibération. La presse rend en outre compte des affaires du Grand Conseil, si bien que la libre formation de l'opinion et la liberté d'information du public, ou plus exactement des citoyens et des citoyennes, sont garanties.
3. Le droit de référendum découle pour l'essentiel de la Constitution, qui indique quels textes sont obligatoirement soumis au vote populaire et quels sont ceux soumis au vote populaire lorsque celui-ci est demandé (art. 61 ss ConstC). Les différents modes de délibération et la li-

mitation du temps de parole n'ont aucun rapport direct avec le droit de référendum. Par ailleurs, étant donné que les affaires soumises au référendum sont toutes délibérées par le Grand Conseil, même si ce n'est pas selon le mode du débat libre, le public a parfaitement accès aux principaux arguments du Grand Conseil. En outre, depuis la session de mars, le Bureau prévoit systématiquement le mode du débat libre pour toutes les affaires soumises au référendum, même si l'affaire en question n'a suscité aucune contestation au sein de la commission.

4. Les messages accompagnant les objets soumis à la votation servent à diffuser l'information. Ils décrivent l'objet de la votation, les principaux arguments pour et contre ainsi que la recommandation du Grand Conseil. Ils doivent être brefs et objectifs et faire également état de l'opinion des minorités importantes. Ils tiennent compte des arguments du comité d'initiative ou des personnes responsables de la demande de vote populaire (art. 34, al. 2 Cst., art. 54, al. 2 LDP). Selon la jurisprudence du Tribunal fédéral, l'objectivité est respectée si le message est mesuré et fondé dans ses propos et qu'il donne une image complète du projet avec ses avantages et ses inconvénients. L'objectivité ne veut pas dire que le message doit s'étendre sur tous les détails du projet ou mentionner toutes les objections susceptibles d'être formées contre. Le Tribunal fédéral estime que ce n'est pas nécessaire puisque le message n'est pas la seule source d'information dans le processus démocratique de formation de l'opinion (ATF 130 I 290 cons. 3.2 p. 294 s). Le contenu du message est tiré pour l'essentiel des documents des autorités concernant l'affaire en question, notamment le projet à proprement parler, le rapport et les délibérations du Grand Conseil. Et celles-ci ne doivent pas nécessairement prendre la forme du débat libre. Ce qui importe, c'est que les arguments des éventuelles minorités importantes soient pris en compte. Ces arguments sont d'ailleurs exposés en plénum par le président ou la présidente de la commission lorsqu'il ou elle rapporte sur les débats et les propositions de la commission ainsi que sur les propositions de la minorité (art. 50 RGC). Celles-ci peuvent d'ailleurs être développées au Grand Conseil par un rapporteur ou une rapporteuse de la minorité si celle-ci est suffisamment importante et ce, même en débat réduit. En résumé, il n'est pas nécessaire que les interventions de tous les membres du Grand Conseil soient prises en compte dans le message et nul n'est en droit de l'exiger.
5. Non, ni le Conseil-exécutif (par son droit de proposition), ni le Grand Conseil n'ont changé de paradigme.
6. Nous l'avons dit en introduction, la confidentialité des délibérations des commissions est conforme aux principes démocratiques et à l'Etat de droit. Les commissions n'agissent toutefois pas dans le secret le plus absolu. D'une part, souvent, elles informent le *public* sans attendre des résultats de leurs délibérations lorsqu'ils présentent un intérêt général. L'information porte en particulier sur les principaux objets délibérés et avis émis ainsi que sur les décisions de la commission (art. 49 RGC). Le président ou la présidente de la commission rapporte en outre *au Grand Conseil* sur les délibérations de la commission. Il ou elle indique également les propositions de la commission et celles de la minorité. Si celles-ci ont recueilli un tiers au moins des voix en commission, la minorité peut désigner un rapporteur ou une rapporteuse (art. 50 RGC). Ainsi, dans tous les cas, l'avis des minorités importantes est porté à la connaissance du Grand Conseil et aussi du public, indépendamment du mode de délibération.
7. Oui. Nous l'avons déjà dit, les citoyens et citoyennes attendent du Grand Conseil qu'il débatte des affaires, mais aussi qu'il les *traite* sans trop tarder, c'est-à-dire qu'il *édicte* les lois et les décrets, qu'il *prenne* les décisions nécessaires et qu'il *procède* aux élections de son ressort,

etc. (art. 74 ss ConstC). En résumé, il importe de concilier les différents besoins. Ni le débat, ni l'efficience ne sont une fin en soi.

8. Etant donné que les propositions de révision vont bien au-delà, surtout en ce qui concerne les temps de parole, de ce qui est en usage depuis longtemps, et qui fonctionne bien, le Bureau les rejette. Il est de toute façon prématuré d'envisager une révision avant la fin de la législature. Le Bureau a d'ailleurs déjà modifié sa pratique sur certains points ; les demandes de crédit soumises au référendum sont désormais en principe délibérées selon le mode du débat libre. Il apportera les changements ponctuels nécessaires mais estime que pour l'heure, il n'est pas nécessaire de revoir de fond en comble les modes de délibération et les temps de parole.

Destinataire

- Grand Conseil

Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	080-2015
Type d'intervention:	Interpellation
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.291
Déposée le:	15.03.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Imboden (Bern, Les Verts) (porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgence demandée:	Non
Urgence accordée:	
N° d'ACE:	1097/2015 du 9 septembre 2015
Direction:	Chancellerie d'Etat
Classification:	–

Egalité salariale: plus de pouvoir d'achat et de recettes fiscales?

D'après l'Office fédéral de la statistique, la discrimination salariale entre hommes et femmes dans le privé est de 8,7 pour cent (chiffre basé sur le salaire moyen). Ce qui signifie que, sur un an, les femmes qui exercent une activité professionnelle perdent en tout 7,7 milliards de francs[1]. Dans le canton de Berne, la perte est de l'ordre d'un milliard de francs. Cela représente beaucoup d'argent pour les femmes concernées et leurs familles, mais aussi un manque à gagner sur les recettes fiscales pour le canton et sur les cotisations pour les assurances sociales et la prévoyance vieillesse ainsi qu'une perte de pouvoir d'achat sur le marché intérieur.

D'après la brochure Les chiffres de l'égalité[1] du 10 novembre 2014, les hommes gagnent plus de 1000 francs de plus par mois que les femmes : *« Dans le secteur privé du canton de Berne, le salaire médian brut des femmes était de 5 107 francs en 2010, celui des hommes de 6 215 francs. L'écart est de 17,9 pour cent. La différence entre le salaire des femmes et celui des hommes varie différemment selon le niveau de qualifications requises. Alors que la différence est de 25 pour cent au niveau de qualification 1, elle est de 14 pour cent au niveau 3 et de 12 pour cent aux niveaux 2 et 4. »*

[1] http://www.be.ch/portal/fr/index/mediencenter/medienmitteilungen.assetref/dam/documents/portal/Medienmitteilungen/fr/2014/12/2014-12-05-zahlen-zur-gleichstellung-fr.pdf

Dans le canton de Berne, les femmes gagnent 545 francs de moins par mois parce qu'elles sont femmes.

« Les différences entre les salaires se répartissent en deux catégories. Soit elles s'expliquent objectivement : les qualités et qualifications personnelles (âge, ancienneté et formation), liées au poste (statut professionnel, niveau de qualification requis, domaine d'activité) et spécifiques à l'entreprise (taille de l'entreprise, branche, région) se répercutent sur le salaire. En moyenne, les femmes ont une moins bonne formation, elles ont moins d'expérience professionnelle et occupent moins souvent une position de cadre, qui est mieux payée, ce qui explique une partie des différences salariales. Soit ces différences ne s'expliquent par aucun facteur objectif, ce qui est l'indication d'une discrimination salariale liée au sexe.

Dans le canton de Berne, dans le secteur privé, l'écart entre le salaire médian brut des hommes et celui des femmes était en 2010 de 1 108 francs. 51 pour cent de cette somme, soit 563 francs, pouvaient s'expliquer par des facteurs objectifs comme ceux mentionnés ci-dessus. 49 pour cent de l'écart salarial ne s'expliquent pas par le modèle statistique utilisé et signalent une discrimination. Transposé à la différence entre les salaires médians bruts, une femme gagne en moyenne 545 francs de moins qu'un homme dans le canton de Berne, même si les conditions et les qualifications sont les mêmes. »

Le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Quelle somme les salariées du canton de Berne perdent-elles par an du fait de la discrimination salariale ?

2. L'estimation de un milliard de francs est-elle correcte ?

3. Si l'égalité salariale était respectée, quel serait le montant des recettes fiscales supplémentaires encaissées par le canton et les communes ?

4. Quelles seraient les conséquences économiques de l'égalité salariale (hausse du taux d'activité des femmes, augmentation du pouvoir d'achat, stimulation de la demande sur le marché intérieur, etc.) ?

5. Si les salaires des femmes étaient aussi élevés que ceux des hommes, quelles en seraient les conséquences (baisse des dépenses pour les prestations complémentaires, aide sociale, etc.) ?

6. Quelles mesures le Conseil-exécutif prend-il depuis que l'égalité salariale a été introduite dans la Constitution fédérale en 1981 ?

7. Que pense le Conseil-exécutif des mesures ordonnées par le Conseil fédéral le 22 octobre 2014 et notamment de l'obligation imposée aux entreprises de plus de 50 salariés de contrôler régulièrement leur politique salariale ?

Réponse du Conseil-exécutif

Question 1

La différence inexplicable de 545 francs entre le salaire médian des hommes et celui des femmes se réfère au salaire brut pour un emploi à plein temps. Les chiffres se fondent sur les données de l'Enquête suisse sur la structure des salaires de 2010, recensées pour le secteur privé du canton de Berne. L'écart de salaire médian non expliqué, qui équivaut à une discrimination salariale potentielle, a été calculé par l'office de la statistique du canton de Lucerne (LUSTAT). La méthode utilisée est celle de l'analyse de régression, couramment utilisée par d'autres offices cantonaux de la statistique. Comme le fait l'Office fédéral de la statistique dans l'Enquête suisse sur la structure des salaires, les variables retenues par LUSTAT sont la formation, l'expérience professionnelle, les années de service, le niveau d'exigences et le statut professionnel. L'analyse ne dit rien sur la somme perdue par les salariées du canton de Berne du fait de la discrimination salariale.

Question 2

Les données dont dispose le canton de Berne ne permettent pas de chiffrer avec fiabilité la somme que représente la différence de salaire inexpliquée ni donc de corroborer les calculs de l'Office fédéral de la statistique évoqués par l'interpellatrice. Méthodologiquement, il ne serait pas sérieux de ramener les chiffres calculés pour l'ensemble du pays au canton de Berne.

Question 3

Il est impossible de répondre à cette question complexe. On ne peut parler avec certitude d'un impact positif de l'égalité salariale sur les rentrées fiscales : elle ne se traduit pas nécessairement par une adaptation des salaires à la hausse, une redistribution de la masse salariale est aussi envisageable. Songeons également au fait que si l'augmentation des salaires génère plus de substrat fiscal, elle entraîne aussi une baisse des bénéfices des entreprises avec ce que cela suppose de rentrées fiscales en moins.

Question 4

Si les salaires féminins étaient adaptés à la hausse et que le principe constitutionnel d'égalité salariale soit rigoureusement mis en œuvre, le pouvoir d'achat des femmes pourrait fort bien augmenter. Mais compte tenu des explications données en réponse à la question 3, il est difficile de se prononcer avec certitude sur l'impact économique.

Question 5

A supposer que les salaires féminins augmentent, l'effet serait positif sur les moyens d'existence et la sécurité sociale des femmes (p. ex. AVS, 2^{e} pilier).

Question 6

Berne est le premier canton à avoir mené en 2008 une analyse des salaires de son personnel selon le modèle mis au point par la Confédération. L'écart inexpliqué était alors de 2,5 pour cent. Ce résultat se situe dans la tolérance des 5 pour cent applicable dans le domaine des marchés publics. Le Conseil-exécutif a signalé se préoccuper de la question.

Les bases légales du canton de Berne concernant les marchés publics exigent de toutes les entreprises soumissionnaires qu'elles respectent l'égalité salariale. Un projet pilote mené de 2010 à 2012 avec le concours des partenaires sociaux a permis de tester le système du contrôle ponctuel des entreprises qui se voient adjuger un marché. Les soumissionnaires avaient aussi la possibilité de fournir, en plus de la déclaration spontanée, des pièces justificatives du respect de l'égalité salariale. L'Accord intercantonal sur les marchés publics est actuellement en cours de révision. Lorsqu'il entrera en vigueur, le Conseil-exécutif envisagera de prendre des mesures et de créer de nouveaux outils. Il tiendra compte ce faisant de la pratique développée par la Confédération.

Le Conseil-exécutif a intégré une disposition sur l'égalité salariale dans le projet de révision de la loi sur les subventions cantonales qu'il a soumis au Grand Conseil. Ce dernier va se prononcer lors de la session de septembre 2015.

Enfin, le Conseil-exécutif juge utile de prendre des mesures pour informer et sensibiliser le public, comme le fait le Bureau de l'égalité par exemple en proposant des cours aux femmes sur la négociation salariale.

Question 7

On ne sait pas pour l'instant quelles mesures proposera le Conseil fédéral ni quand la procédure de consultation aura lieu. Le Conseil-exécutif ne peut donc pas se prononcer. Sur le fond, il pense que l'égalité salariale est un des grands enjeux de la politique de l'égalité et que c'est aux entreprises qu'il appartient de respecter ce principe constitutionnel. Il constate que ces dernières années, diverses mesures ont été prises spontanément pour réduire la discrimination salariale (p. ex. le dialogue sur l'égalité salariale), sans toutefois que des progrès décisifs aient été accomplis. Toutes les parties concernées doivent dès lors prendre leurs responsabilités. Selon le Conseil-exécutif, le canton aura le plus de succès en montrant l'exemple comme employeur, adjudicateur de marchés publics et bailleur de subventions.

Destinataire

- Grand Conseil

Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	225-2015
Type d'intervention:	Interpellation
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.879
Déposée le:	07.09.2015
Motion de groupe:	Oui
Motion de commission:	Non
Déposée par:	UDC (Sutter, Langnau i.E.) (porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgence demandée:	Oui
Urgence accordée:	Oui 09.09.2015
N° d'ACE:	1290/2015 du 28. octobre 2015
Direction:	Direction de la police et des affaires militaires
Classification:	–

Asile: clarifier les faits pour mener un débat objectif

Il ne peut y avoir de débat objectif sur les dysfonctionnements de l'asile sans données pertinentes. Cela vaut en particulier pour les charges et les coûts que doivent assumer le canton et les communes. Une fois ces données connues, il faudra prendre des mesures pour résoudre les dysfonctionnements.

Le Conseil-exécutif est donc prié de répondre aux questions suivantes :

1. Combien les requérants et requérantes d'asile, les personnes admises provisoirement et les réfugiés et réfugiées reconnus ont-ils coûté au canton (administration, encadrement, soins), en tout et en moyenne par personne (pour chaque groupe) en 2013, 2014 et au premier semestre 2015 ?

2. Combien les programmes d'occupation destinés aux requérants et requérantes d'asile, aux personnes provisoirement admises et aux réfugiés et réfugiées reconnus ont-ils coûté au canton en 2013, 2014 et au premier semestre 2015 et combien de personnes ont bénéficié de tels programmes ?

3. A combien le Conseil-exécutif estime-t-il les coûts supplémentaires nécessaires pour assurer la sécurité dans les centres cantonaux d'accueil et à leurs abords immédiats ?

4. A combien le Conseil-exécutif estime-t-il les coûts subséquents (intégration, aide sociale, etc.) étant donné que les personnes relevant de l'asile sont de plus en plus nombreuses ?

5. Est-il vrai que tous les requérants d'asile mineurs non accompagnés sont attribués à une commune indépendamment de leur lieu d'hébergement ?

Motivation de l'urgence : l'afflux de personnes vers l'Europe et la Suisse se poursuit et il faut rapidement se faire une idée des coûts qui incombent aux cantons et aux communes afin de procéder à la planification nécessaire.

Réponse du Conseil-exécutif

Question 1

En guise d'introduction, le Conseil-exécutif souligne que l'aide sociale dans le domaine de l'asile est principalement financée par des subventions fédérales, et non par des moyens cantonaux. En vertu de l'article 10 de la loi fédérale du 5 octobre 1990 sur les aides financières et les indemnités (loi sur les subventions, LSu; RS 616.1), l'aide sociale subventionnée par la Confédération doit être octroyée de manière à atteindre les buts visés et à couvrir les coûts. Conformément à l'article 22, alinéa 2 de l'ordonnance 2 sur l'asile du 11 août 1999 relative au financement (ordonnance 2 sur l'asile, OA 2; RS 142.312), l'aide sociale dans le domaine de l'asile couvre les frais de loyer, les dépenses liées à l'encadrement, l'aide sous forme de versements en espèces et les primes d'assurance-maladie.

L'article 3 de la loi du 20 janvier 2009 portant introduction de la loi fédérale sur l'asile et de la loi fédérale sur les étrangers (LiLFAE; RSB 122.20), en relation avec l'article 1 de l'ordonnance du 14 octobre 2009 portant introduction de la loi fédérale sur l'asile et de la loi fédérale sur les étrangers (OiLFAE; RSB 122.201) prévoit que le Service des migrations, rattaché à l'Office de la population et des migrations (OPM) de la Direction de la police et des affaires militaires (POM), est chargé de l'octroi de l'aide sociale aux personnes qui requièrent l'asile, qui sont admises provisoirement et séjournent depuis moins de sept ans en Suisse, ou qui font l'objet d'une décision de renvoi. Les rentrées financières de l'OPM dans le domaine de l'aide sociale en matière d'asile se composent du forfait global 1 versé mensuellement par la Confédération pour chaque personne requérant l'asile ou admise provisoirement, auquel s'ajoute un forfait unique versé au moment de l'attribution d'une personne au canton afin de couvrir les frais administratifs, ainsi qu'un forfait également unique destiné à couvrir l'aide d'urgence octroyée aux personnes faisant l'objet d'une décision de renvoi exécutoire.

L'OPM reverse la majeure partie des forfaits fédéraux aux organismes qu'il charge contractuellement de gérer l'aide sociale aux personnes relevant du domaine de l'asile et de les encadrer (services d'aide sociale en matière d'asile, ci-après SASA). Il conserve toutefois la part destinée au financement des primes d'assurance-maladie, qu'il gère lui-même.

Tous les coûts liés à l'aide sociale dans le domaine de l'asile ne sont pas financés par la Confédération: le tableau suivant indique ceux que le canton de Berne doit prendre à sa charge.

Financement (en CHF)	2013	2014	2015 (prévision)
Subventions fédérales	70 152 757,62	91 345 320,70	87 481 672,27
Dépenses totales de l'OPM	83 619 073,11	91 839 196,23	94 881 265,00
Différence à charge du canton	**13 466 315,49**	**493 875,53**	**7 399 592,73**

Tableau 1: coûts à charge du canton dans le domaine de l'asile

En 2013, la Confédération a réduit ses forfaits d'environ 13 pour cent. L'OPM a cependant décidé de ne pas reporter cette réduction sur les SASA la même année. Par conséquent, le canton de Berne a enregistré un déficit élevé pendant cet exercice, qui est toutefois resté exceptionnel puisqu'en 2014, la réduction a été répercutée. De plus, la majeure partie du déficit a pu être compensée par la réserve de l'asile. Pour 2015, l'OPM s'attend à un déficit d'environ sept millions de francs. Celui-ci sera dû, en grande partie, aux frais supplémentaires liés à l'hébergement et à l'encadrement des requérants d'asile mineurs non accompagnés (RMNA), pour lesquels le Grand Conseil a voté, en date du 7 septembre 2015, un crédit d'engagement de 6,9 millions de francs (net, après déduction des subventions fédérales) pour les années 2017 à 2019.

Le graphique ci-après montre les coûts moyens engendrés par l'aide sociale dans le domaine de l'asile en 2014, pour chaque canton et au niveau national.

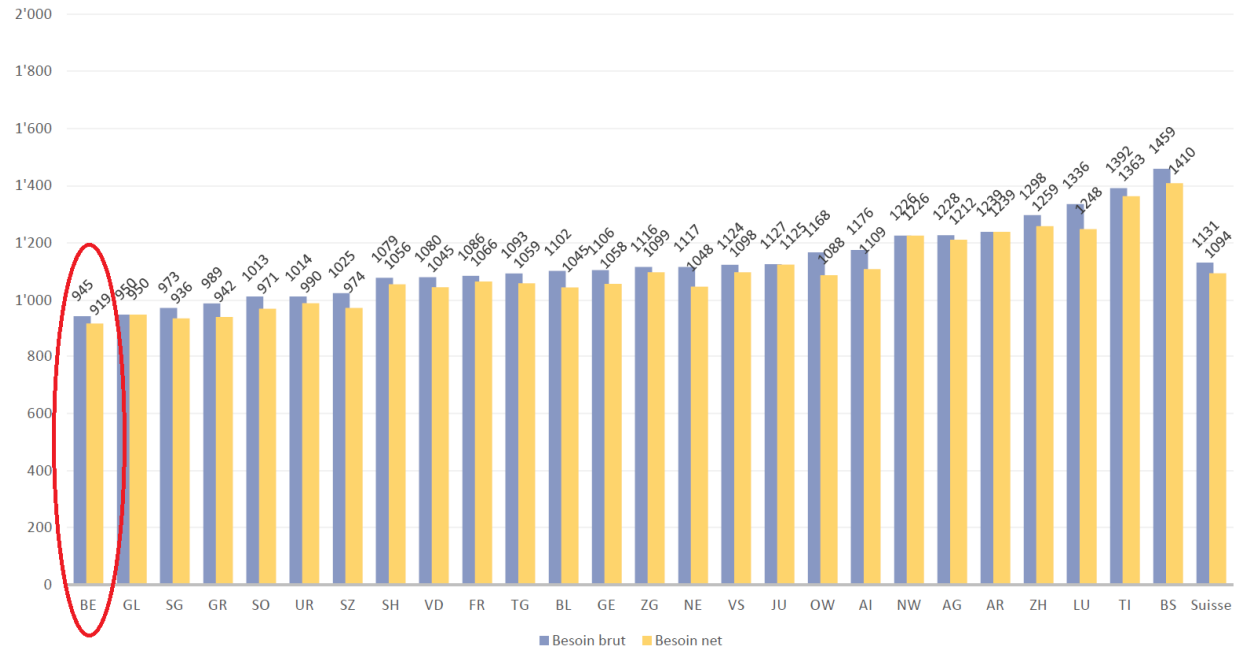


Illustration 1: besoins bruts et nets de l'aide sociale dans le domaine de l'asile (en CHF), par personne et par mois, pour chaque canton (état juin 2014)[1]

En 2014, le canton de Berne a consacré un montant brut moyen de 945 francs par mois à chaque personne du domaine de l'asile, contre 1017 francs l'année précédente. Il était alors le canton qui dépensait le moins pour l'aide sociale dans ce domaine, en comparaison intercantonale. Un an plus tôt, il était précédé par les cantons de Glaris, des Grisons, d'Uri, de Schwyz et de Fribourg.

[1] Statistique de l'aide sociale dans le domaine de l'asile (eAsyl, 2013): résultats nationaux 2014; Office fédéral de la statistique, p. 30

En 2013, 2014 et 2015 (premier semestre), l'ensemble des personnes réfugiées relevant de la compétence de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (SAP) – permis B depuis moins de cinq ans ou F depuis moins de sept ans – ont généré les coûts d'aide sociale suivants:

Financement (en CHF)	2013	2014	État en juin 2015
Aide sociale	33 397 820	31 435 260	23 254 550
Frais d'exploitation et d'administration	5 671 110	5 746 500	3 548 480
Coûts de l'aide sociale économique **par personne et par mois**	1 378 (16 540 par an)	1 298 (15 580 par an)	1 560 (18 720 par an)
Coûts de l'aide sociale **par personne et par mois** y c. frais d'exploitation	1 613 (19 360 par an)	1 535 (18 420 par an)	1 798 (21 570 par an)

Tableau 2: coûts de l'aide sociale pour les réfugiés reconnus (remarque: l'état intermédiaire mentionné pour 2015 ne constitue pas des frais définitifs, sachant que certaines transactions – entrées ou dépenses – ne peuvent pas être effectuées au cours des six premiers mois)

Question 2

Le Conseil-exécutif rappelle que les programmes d'occupation d'utilité publique sont régis par une directive de l'OPM[2]. Y figurent des projets dans le cadre desquels des requérants d'asile peuvent travailler temporairement en faveur de la collectivité. Ces programmes permettent aux requérants d'asile d'occuper leur quotidien de manière utile, tout en percevant une rétribution modique. Les projets visés font appel exclusivement à des requérants d'asile (permis N).

Cela signifie que les programmes d'occupation d'utilité publique ne s'adressent pas aux réfugiés reconnus ou aux personnes bénéficiant d'une admission provisoire, ni à toute autre personne relevant du domaine de l'asile. Ainsi, les requérants dont la décision de renvoi est devenue exécutoire ne peuvent plus y prendre part. Les réfugiés reconnus, quant à eux, bénéficient d'autres programmes d'occupation, qui seront décrits plus bas.

L'OPM alloue aux organisateurs d'un programme d'occupation un montant maximal de six francs par heure et par participant. Ce montant doit couvrir l'ensemble des coûts (y c. la rétribution versée aux requérants d'asile). Le projet doit impérativement, d'une part, respecter les prescriptions stratégiques de l'OPM et, d'autre part, concerner un domaine approprié.

Les coûts engendrés en 2013, 2014 et, selon toute prévision, en 2015 par l'ensemble des programmes d'occupation d'utilité publique autorisés par l'OPM sont les suivants:

Financement (en CHF)	2013	2014	2015 (prévision)
Programmes d'occupation	807 600,00	1 164 672,60	2 127 263,96

Tableau 3: coûts des programmes d'utilité publique de 2013 à 2015

Environ 430 requérants d'asile ont pu prendre part à un programme en 2013, et 480 en 2014. Ces programmes se déroulant selon un rythme anticyclique, il n'est pas possible de dire préci-

[2] ISCB n° 10/3.31

sément combien de personnes titulaires d'un permis N y ont pris part au cours du premier semestre 2015. L'OPM s'attend toutefois à une augmentation de la demande et à un nombre de participants avoisinant les 590 personnes d'ici à la fin de l'année.

Quant aux personnes admises provisoirement et séjournant en Suisse depuis plus de sept ans et aux réfugiés reconnus relevant de la compétence de la SAP, il existe des mesures d'intégration qui leur sont spécialement destinées et qui comprennent, outre des offres d'occupation, des programmes d'intégration sociale, d'orientation professionnelle, de formation et d'apprentissage linguistique.

En moyenne, le canton a consacré 8,6 millions de francs en 2013 et neuf millions de francs en 2014 à des mesures d'intégration des personnes admises provisoirement depuis plus de sept ans ou réfugiées. Ces dépenses ont permis à environ 1100 personnes de bénéficier de mesures d'encouragement en 2013, et 1500 en 2014. En 2015, le montant budgété est de 10,5 millions de francs, dont 1,6 est financé grâce à un versement complémentaire au forfait d'intégration pour 2014. Le Conseil-exécutif n'est pas encore en mesure de donner le nombre de personnes prenant part à une offre en 2015, sachant que les cours sont en partie calqués sur l'année scolaire ou le semestre. On peut toutefois s'attendre à une nouvelle augmentation du nombre de participants, vu l'accroissement de l'offre et la création de nouvelles places de cours. Les chiffres précités ne concernent que les personnes qui participent à un programme directement financé; il faut y ajouter toutes celles qui bénéficient d'une mesure d'intégration appropriée par l’intermédiaire des moyens d'aide sociale alloués individuellement.

Les moyens financiers consacrés à l'intégration des personnes admises provisoirement dont le séjour dépasse sept ans et des réfugiés reconnus sont définis dans la convention relative au programme d'intégration cantonal 2014-2017, passée entre le canton et la Confédération. Le canton de Berne reçoit un forfait annuel d'environ 5,4 millions de francs pour la mise à disposition d'offres d'intégration à destination des deux groupes susmentionnés. Pour fixer ce montant, le Secrétariat d'État aux migrations (SEM) s'est basé sur le nombre moyen d'octrois du statut de réfugié et d'admissions provisoires au cours des quatre dernières années. Si le nombre effectif s'écarte de plus de 20 pour cent de ce nombre, le SEM demande un remboursement partiel du forfait ou effectue un versement complémentaire. En l'occurrence, en 2014, le nombre de réfugiés reconnus a dépassé la moyenne, si bien que le SEM a versé une somme complémentaire avoisinant les cinq millions de francs, que le canton répartira sur environ trois ans pour financer des mesures d'intégration complémentaires. Le volume de financement supplémentaire de telles mesures par la Confédération atteint ainsi 1,6 millions de francs. Sachant que le nombre de réfugiés reconnus dépassera encore la moyenne en 2015, le canton s'attend à un nouveau versement complémentaire pour l'année en cours. Il ne prévoit pas de consacrer d'autres moyens aux programmes réguliers. Cependant, la mise en œuvre de mesures d'optimisation dans les domaines de l'aide sociale et de l'intégration nécessitera des moyens supplémentaires à hauteur de quatre millions de francs (cf. concept établi le 9 septembre 2015 par le groupe migration sur la collaboration interinstitutionnelle – ACE 1081/2015).

Question 3

Le Conseil-exécutif ne s'attend pas à une augmentation notable des coûts liés à la sécurité cette année. Ces coûts, qui s'élevaient à 3,3 millions de francs en 2013, ont considérablement baissé en 2014 pour atteindre 1,5 millions de francs. Pour les deux premiers trimestres de l'exercice en cours, une somme de 33 000 francs a été comptabilisée.

Question 4

Dans un courrier daté du 14 septembre 2015, le SEM a affirmé qu'en 2015, malgré la situation tendue, le nombre de requérants d'asile devrait osciller autour de 29 000 (avec une marge de plus ou moins 2500). Selon lui, ce nombre devrait rester à ce niveau élevé en 2016, une légère augmentation étant toutefois probable; il pourrait cependant être fortement influencé par différents facteurs, tels qu'un changement dans la pratique des États voisins. Vu la volonté exprimée par le SEM de maintenir «sa pratique consistant à traiter de manière prioritaire les cas Dublin et les demandes d'asile faiblement motivées déposées par des requérants provenant d'États libérés de l'obligation du visa et de pays pour lesquels le taux de reconnaissance est très faible (procédure en 48 heures et procédure "fast track")»[3], il est probable, à l'heure actuelle, que l'effet d'attraction exercé par la Suisse sur des personnes dont les perspectives de séjour à long terme sont relativement faibles en comparaison de ce qu'elles sont dans les États voisins. À l'avenir, la Suisse devrait être moins attractive pour ces personnes que pour celles qui peuvent espérer y demeurer plus longtemps. Le taux de protection devrait se maintenir aux alentours de 60 pour cent. Ces pronostics laissent entrevoir une augmentation plutôt qu'une diminution des coûts d'intégration ces prochaines années.

L'augmentation du nombre de réfugiés a nécessité le développement des structures des services sociaux mis à disposition des réfugiés dans le canton de Berne (augmentation des coûts d'exploitation et d'administration). De plus, un nombre plus élevé de personnes bénéficiant d'un encadrement se trouvent encore au début de leur processus d'intégration et ont donc recours à l'aide sociale. Ces deux facteurs entraînent une augmentation des coûts. En 2013 et 2014, la part des dépenses pouvant être financées par des moyens fédéraux atteignait environ 78 pour cent. On peut s'attendre à ce qu'elle baisse à 70 pour cent.

Vu les nombreux facteurs d'incertitude, le Conseil-exécutif n'est pas en mesure d'apporter une réponse précise à la question de la progression future des coûts liés aux requérants d'asile et aux réfugiés dans le canton de Berne. En effet, cette évolution ne dépend pas seulement du nombre absolu de personnes, mais aussi du cadre légal et des décisions politiques qui seront prises concernant la quantité et la nature des offres de soutien.

Question 5

Depuis le 1er janvier 2015, un contrat de prestations liant l'OPM à l'entreprise Zihler Social Development (ZSD) règle l'hébergement et l'encadrement des RMNA attribués au canton de Berne et l'octroi de l'aide sociale à ces derniers. Quel que soit leur lieu d'hébergement, les RMNA sont annoncés à une commune dans le cadre d'une procédure purement administrative, mais ils ne lui sont pas attribués. Leur enregistrement est centralisé dans la commune de Langnau.

Destinataire

- Grand Conseil

[3] Cf. Situation en matière d'asile (24 septembre 2015): la Confédération ouvre de nouveaux hébergements et rencontre les experts des cantons; https://www.news.admin.ch/message/index.html?lang=fr&msg-id=58865

Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	228-2015
Type d'intervention:	Interpellation
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.882
Déposée le:	07.09.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Imboden (Bern, Les Verts) (porte-parole) Linder (Bern, Les Verts)
Cosignataires:	0
Urgence demandée:	Oui
Urgence accordée:	Oui 09.09.2015
N° d'ACE:	1291/2015 du 28 octobre 2015
Direction:	Direction de la police et des affaires militaires
Classification:	–

Accueil des réfugiés dans le canton de Berne

L'accueil *organisé* de familles de réfugiés et réfugiées ou de requérants et requérantes d'asile chez des particuliers est une première en Suisse. Le projet de familles d'accueil de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) prend le relais là où la procédure d'asile atteint généralement ses limites : au niveau de l'intégration sociale et professionnelle. Les réfugiés et réfugiées reconnus (permis B), les titulaires d'une admission provisoire (permis F) et les requérants et requérantes d'asile (permis N) dont la demande débouchera très vraisemblablement sur une protection de la Suisse doivent pouvoir mener une vie autonome dans notre pays grâce à l'accueil au sein d'une famille résidente. En effet, les nouveaux arrivants qui se sentent bienvenus, qui bénéficient de l'estime et de la proximité d'autrui, ainsi que d'un soutien et d'un point de repère, pourront, en fin de compte, s'adapter plus vite et mieux à leurs nouvelles conditions de vie et commencer plus rapidement une nouvelle existence. Cette idée s'inscrit dans la tradition suisse, pays d'accueil et de solidarité à l'égard des réfugiés et réfugiées. Cette idée est également en accord avec la motion 101-2015, « Politique de l'asile et de l'intégration : il faut agir ! ».

Les propriétaires, locataires ou gérants et gérantes intéressés domiciliés dans les cantons d'Argovie, de Berne, de Genève et de Vaud annoncent leur offre de logement libre en ligne à l'OSAR. Dans le formulaire, ils indiquent combien de personnes ils peuvent héberger et pour combien de temps. La durée minimale est de six mois.

L'OSAR transmet les offres anonymisées aux autorités cantonales en charge de l'asile. Ces dernières sélectionnent les réfugiés parmi ceux qui étaient jusqu'à présent pris en charge dans des hébergements collectifs (centres de transit) en fonction de l'offre de logement. Les réfugiés et les hôtes potentiels se rencontrent une première fois, se présentent les uns aux autres et définissent les conditions générales ensemble, un règlement interne par exemple ou les préférences culinaires. Après un ou deux jours de réflexion, les futurs co-habitants décident s'ils veulent ou non se lancer ensemble dans le projet. À toutes les étapes, l'OSAR assure un accompagnement interculturel.

Les réfugiés placés chez des particuliers continuent à dépendre du domaine cantonal de l'asile, en particulier du système social, en fonction de leur statut juridique (B, F ou N). Leur déménagement dans une famille d'accueil ne change en rien les réglementations auxquelles ils sont soumis.

Dans ces conditions, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Comment le canton de Berne collabore-t-il concrètement avec l'OSAR dans le projet « Hébergement de requérants d'asile chez des particuliers » ?
2. Combien d'offres d'hébergement les particuliers ont-ils proposé dans le canton de Berne ?
3. Combien de personnes ont pu être placées chez des particuliers ?
4. Comment le canton de Berne encourage-t-il l'hébergement chez des particuliers ?
5. Est-ce qu'on orienterait les réfugiés vers des particuliers si les centres de transit n'étaient pas saturés ?
6. Existe-t-il d'autres offres à part celle de l'OSAR ?
7. Comment l'hébergement par des particuliers est-il dédommagé dans le canton de Berne ? Alors que dans certains cantons, les autorités pourvoient tous les mois aux besoins de première nécessité des réfugiés et réfugiées et à leur hébergement, d'autres cantons établissent une séparation entre les moyens de subsistance (dont disposent les réfugiés) et le forfait d'hébergement (versé au propriétaire ou à la commune, qui paie directement le loyer au propriétaire).

Motivation de l'urgence : plus de 500 Suisses et Suissesses ont annoncé à l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés qu'ils étaient prêts à accueillir des réfugiés et réfugiées chez eux. La plupart du temps, il est cependant impossible de profiter de ces offres à cause de la bureaucratie. L'hébergement chez des particuliers n'a pu se concrétiser que sept fois. Un reportage de l'émission « 10 vor 10 » évoquait les obstacles administratifs qui compliquent cette démarche dans le canton de Berne aussi. Au vu de la grande solidarité montrée par la population, il faut impérativement agir et introduire rapidement les mesures qui permettront d'induire une amélioration de la situation.

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif remarque que les termes «réfugiés» et «requérants d'asile» sont souvent confondus. Dans le canton de Berne, la compétence pour l'octroi de l'aide sociale aux personnes relevant du domaine de l'asile est actuellement partagée entre la Direction de la santé publique

et de la prévoyance sociale (SAP) pour les réfugiés reconnus et la Direction de la police et des affaires militaires (POM) pour les personnes requérant l'asile et celles admises provisoirement. C'est à ces deux derniers groupes que se rapporte la présente réponse, sauf mention contraire. Par ailleurs, le Conseil-exécutif souligne que dans le contexte actuel, qui est difficile, l'initiative privée du projet de famille d'accueil est la bienvenue.

Question 1

L'Office de la population et des migrations (OPM) a délégué l'octroi de l'aide sociale aux personnes relevant du domaine de l'asile à des partenaires externes appelés services d'aide sociale en matière d'asile (SASA). Dans une première phase, ces personnes sont placées dans des hébergements collectifs gérés par les SASA puis, dans une seconde phase, dans des appartements privés, où elles continuent de bénéficier de l'encadrement des SASA. Elles peuvent aussi, en principe, être hébergées chez des particuliers. Les modalités d'un tel hébergement sont définies dans la directive sur l'aide sociale, l'aide d'urgence et les soins médicaux pour les personnes relevant du domaine de l'asile dans le canton de Berne[1].

Question 2

L'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) a indiqué à l'OPM qu'à la fin juillet 2015, elle avait reçu quelque 500 propositions d'hébergement de toute la Suisse. Dans le canton de Berne, environ 150 familles d'accueil se sont proposées depuis la fin août 2015. Le projet de l'OSAR se trouve actuellement en phase pilote dans les cantons d'Argovie, de Berne, de Genève et de Vaud.

Question 3

Le 1er octobre 2015, environ 60 personnes relevant du domaine de l'asile habitaient chez des particuliers dans le canton de Berne. Ce nombre inclut toutes les personnes vivant en dehors des structures d'asile, y compris chez des parents ou amis. À la mi-octobre 2015, l'OSAR avait pu placer douze personnes (trois familles) dans des familles d'accueil bernoises. Dans les quatre cantons du projet pilote, ce nombre atteint 22 personnes (dix familles ou personnes seules).

Question 4

Le Conseil-exécutif se réjouit du fait que la population se montre disposée à contribuer à l'hébergement de personnes en fuite. Il reconnaît que, dans certaines circonstances, son engagement peut présenter une utilité majeure pour les personnes concernées.

La tâche principale des autorités cantonales des migrations réside dans l'octroi de l'aide sociale aux personnes requérant l'asile qui leur sont confiées. Cela passe avant tout par un hébergement au sein de structures collectives. Cette tâche implique, pour le canton, la coopération des communes. L'hébergement chez des particuliers constitue cependant un complément bienvenu.

[1] Cf. ch. 3.1.4 de la directive, www.pom.be.ch/pom/fr/index/migration/schutz_vor_verfolgung-asyl/publikationen_downloads.assetref/dam/documents/POM/MIP/fr/Immigration/Directives%20et%20annexes/20150608%20-%20ANG-Weisung%20-%20directive%20aide%20social%20asile%20frz.pdf

Question 5

Comme mentionné plus haut, la tâche principale du canton est de placer les personnes qui lui sont confiées dans des hébergements collectifs. Les personnes requérant l'asile ou admises provisoirement qui séjournent dans un tel centre ont la possibilité de déposer une demande d'hébergement auprès de tiers. Comme ce sont les SASA qui statuent sur de telles demandes, le Conseil-exécutif n'est pas en mesure de donner une réponse exhaustive à cette question.

La forme de rétribution des SASA (par sujet, c'est-à-dire en fonction du nombre de personnes et de jours) les incite à remplir autant que possible les hébergements collectifs de première phase. Il est dès lors possible que ce système modère leur intérêt à adresser des personnes admises provisoirement à l'OSAR afin qu'elles bénéficient des offres d'hébergement chez des particuliers.

Question 6

Le projet «Wegeleben / Die Horizonterweiterung für deine WG» (*vie en colocation: ouvrez votre logement à de nouveaux horizons*) permet aux personnes vivant en colocation de s'inscrire sur un site internet[2] afin de proposer une ou plusieurs chambres à des réfugiés. Grâce à des échanges directs entre des personnes appartenant à des cultures différentes, il met un accent particulier sur l'intégration. Il s'adresse principalement aux personnes réfugiées ou admises provisoirement, mais ses initiants envisagent de l'ouvrir à celles dont la demande d'asile est encore en cours d'appréciation (permis N).

Le bureau du logement qui se charge, sur mandat de la SAP, de chercher des appartements pour les réfugiés reconnus reçoit de plus en plus d'offres émanant de particuliers. Depuis juillet 2015, il en a reçu 30 et a pu placer des personnes dans six cas. Douze autres dossiers sont en cours de traitement.

Des organismes ecclésiastiques contribuent aussi à l'hébergement de personnes relevant du domaine de l'asile. L'Office de consultation sur l'asile effectue un premier tri et transmet les offres, dans la mesure de leur pertinence, aux SASA ou aux services sociaux pour réfugiés.

Question 7

Le canton de Berne n'envisage en principe pas de verser un forfait d'encadrement à des particuliers pour l'accueil de personnes adultes admises provisoirement. Néanmoins, il est prévu que les SASA leur paient une indemnité pour le loyer, prélevée sur le forfait global alloué par la Confédération. Le canton n'a pas édicté de prescriptions à ce sujet. Conformément aux taux forfaitaires fixés par le Secrétariat d'État aux migrations, la part des frais de location est de 199,66 francs par personne et par mois[3].

Les réfugiés reconnus signent un contrat de sous-location. Le loyer est soumis aux limites en vigueur. L'aide sociale au sens étroit leur est versée directement.

Destinataire

- Grand Conseil

[2] www.wegeleben.ch
[3] Cf. www.bfm.admin.ch/dam/data/bfm/rechtsgrundlagen/weisungen/asyl/sozial-_und_nothilfe/anh4-2_ansaetze-2015-f.pdf

Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	136-2015
Type d'intervention:	Interpellation
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.488
Déposée le:	08.05.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Fuchs (Bern, UDC) (porte-parole) Augstburger (Gerzensee, UDC)
Cosignataires:	0
Urgence demandée:	Oui
Urgence accordée:	Non 04.06.2015
N° d'ACE:	1084/2015 du 9 septembre 2015
Direction:	Direction de la police et des affaires militaires
Classification:	-

Conséquences du projet de centre de police Berne pour les régions périphériques

La Centrale d'engagement régionale de Berne et la CER MEHA ont été regroupées en 2008 dans le cadre de la fusion de la police municipale de Berne et de la Police cantonale (POCA).

En mars 2011, le Conseil-exécutif a commandé l'étude (analyse préliminaire) d'une centrale d'engagement cantonale pour assurer la modernisation, l'accroissement de l'efficience, la simplification et l'harmonisation des processus opérationnels, des moyens techniques et de la configuration des systèmes. Fort des conclusions de l'analyse préliminaire, le Conseil-exécutif avait décidé de poursuivre la concentration des services d'urgence (POCA, pompiers, police sanitaire de Berne) dans une centrale d'engagement cantonale installée à Berne ou à Bienne.

Un an plus tard (2012), la CERA de Thoune a été agrandie et modernisée à grands frais. Or, cette centrale d'engagement doit maintenant être déplacée à Berne dans le cadre du projet de centre de police Berne. On peut se demander si, compte tenu de la situation financière difficile du canton, ce projet trouvera grâce aux yeux du public et des contribuables.

Dans ces conditions, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Quel est le temps d'intervention de la police quand des actes pénalement répréhensibles sont commis

a) dans les zones urbaines (Berne, Bienne, Thoune) ;
b) dans les zones rurales (Oberland, Emmental, Jura bernois, etc.) ?

2. La police pourra-t-elle continuer d'assurer sa mission de service public si la centralisation est effectivement réalisée ?

3. Compte tenu de la situation financière actuelle, qu'est-ce qui peut bien justifier le déplacement de Thoune à Berne d'une centrale d'engagement dotée de bons équipements techniques et d'un personnel très compétent, déplacement qui ne tient pas compte des besoins du personnel ?

4. Le déplacement de la CER de Thoune ne va-t-il pas entraîner une perte considérable de savoir-faire (connaissances acquises au fil des années sur les conditions régnant dans les zones périphériques de l'Oberland) ?

5. Quel sera le montant des frais de déménagement et des frais d'exploitation annuels ?

6. Combien de personnes travailleront au final dans le centre de police Berne ?

7. Comment justifier le projet face au public et aux contribuables, compte tenu de la situation financière du canton ?

Motivation de l'urgence :

L'incertitude est grande dans les régions périphériques. Le Conseil-exécutif doit rapidement fournir les clarifications nécessaires.

Réponse du Conseil-exécutif

1. a) et b) Dans les zones urbaines, le temps d'intervention de la police lors d'événements en lien avec la sécurité, tels qu'appels d'urgence, alertes, etc., doit être de dix minutes dès réception de l'avis jusqu'à l'arrivée sur place des premières forces d'intervention. En 2014, cet objectif a été respecté dans 84 pour cent des cas.

   Pour ce qui est des zones rurales, le temps d'intervention est fixé à 20 minutes et a été observé dans 81 pour cent des cas en 2014.

2. À l'issue du regroupement prévu des centrales d'engagement de Thoune et de Berne sur le nouveau site à Berne, les prestations policières fournies à la population resteront identiques en termes de volume et de qualité. Du point de vue organisationnel, ce regroupement présentera même des avantages, puisque, lors d'événements extraordinaires induisant un très grand nombre d'appels d'urgence, des agents et agentes d'autres régions pourront rapidement être mobilisés grâce à la proximité des effectifs.

   Le Conseil-exécutif souligne qu'il est primordial d'assurer l'apport de prestations policières de base, et donc de garantir que la Police cantonale bernoise (POCA) intervienne en temps utile (cf. réponse au point précédent) dans les régions aussi bien rurales qu'urbaines.

3. et 4. Le réseau actuel des centrales d'engagement met la POCA face à d'importants défis. En effet, les infrastructures doivent être renouvelées tous les quatre à cinq ans, la prochaine échéance étant 2017.

   Outre les travaux de renouvellement périodiques, l'exploitation et la maintenance des centrales de ce réseau sont plus exigeantes et prennent davantage de temps. Du fait de cette complexité croissante, le risque d'erreurs augmente lui aussi. La POCA envisage par conséquent de regrouper les centrales de Thoune et de Berne, ce qui permettra de réduire les coûts dans le domaine technique – répercussion positive au vu de la situation financière actuelle du canton – et de désamorcer la complexité technique. Ainsi, les travaux de maintenance, l'entretien du système ainsi que l'acquisition et l'adaptation des infrastructures ne concerneront à l'avenir plus qu'un seul site. Simultanément, du côté opérationnel, le personnel disponible pourra mieux être engagé au cas par cas, permettant par là même une utilisation plus judicieuse des ressources disponibles.

   En ce qui concerne les différents postes de travail au sein de la centrale d'engagement de Berne, il est prévu de les répartir entre des équipes régionales. Ainsi, il subsistera une équipe «Oberland bernois», qui se chargera des interventions sur le territoire concerné. Les collaborateurs et collaboratrices de la centrale de Thoune pourront ainsi continuer de travailler à la centrale de Berne, ce que souhaitent d'ailleurs les responsables de la POCA, et s'occuperont donc principalement de l'Oberland bernois.

   Si le nombre de collaborateurs et collaboratrices en provenance de cette région devait se révéler insuffisant, d'autres personnes seraient recrutées et l'éventuel manque de connaissance des lieux compensé, dans la mesure du possible, par d'autres moyens (notamment par des aides électroniques). Aujourd'hui déjà, les collaborateurs et collaboratrices qui rejoignent la centrale depuis d'autres services doivent améliorer et approfondir leurs connaissances en la matière. Ces éventuelles lacunes n'ont jusqu'à ce jour jamais représenté un risque pour la sécurité.

5. Le projet en question n'en est qu'à ses débuts. À ce stade, le Conseil-exécutif ne peut par conséquent pas encore se prononcer sur les frais de déménagement et les frais d'exploitation annuels.

6. Grâce au projet, l'organisation décentralisée des 16 sites de police en région de Berne sera nettement améliorée. Ceux-ci totalisent quelque 1200 postes de travail, qui seront ainsi en majorité relocalisés. Hormis les postes concernés à Thoune, aucun poste supplémentaire ne sera ajouté. La concentration sur un seul site permettra de renforcer la collaboration interne et de mettre à profit les synergies en matière de processus de travail.

7. Le Conseil-exécutif étant convaincu qu'un regroupement des centrales d'engagement permettra d'accroître la productivité et d'économiser des coûts, le projet n'est pas poursuivi en dépit mais bien plus à cause de la situation financière du canton.

Destinataire

- Grand Conseil

Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	149-2015
Type d'intervention:	Interpellation
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.557
Déposée le:	31.05.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Sancar (Bern, Les Verts) (porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgence demandée:	Non
Urgence accordée:	Non
N° d'ACE:	1231/2015 du 21 octobre 2015
Direction:	Direction de la police et des affaires militaires
Classification:	–

Watchlist de l'OPLE: les bases légales manquent

Dans sa réponse à mon interpellation 001-2015, le Conseil-exécutif a confirmé que l'Office de la privation de liberté et des mesures d'encadrement (OPLE) tient bien une *watchlist*. Y figurent « toutes les personnes internées ou considérées à risque car l'infraction commise a – au moment-même de sa perpétration, au cours de la procédure judiciaire ou du fait d'incidents dans le cadre de l'exécution – suscité un intérêt public ou médiatique particulier ».

Cette liste ne repose sur aucune base légale explicite ; elle n'est ni utile ni nécessaire aux autorités pour accomplir leurs tâches. De plus, le critère de « l'intérêt public ou médiatique » évoqué par le Conseil-exécutif peut générer des situations en contradiction avec l'Etat de droit. Les autorités doivent obéir à des critères objectifs et juridiques et se situer dans la légalité. L'intérêt du public et des médias n'est pas un critère juridique ; il ne dit rien de la dangerosité d'une personne et ne suit pas nécessairement la logique de l'Etat de droit. Sans compter que le Conseil-exécutif et le chef de l'OPLE n'ont aucun moyen de mesurer objectivement l'intérêt du public et des médias, ce qui serait pourtant une condition si l'on voulait respecter l'égalité de droit. Faut-il se référer au nombre d'articles parus dans la presse, au nombre de lettres de lecteurs, au tirage du journal, aux réactions sur Facebook ?

La liste n'est pas non plus conforme aux principes de la protection des données. Le Conseil-exécutif devrait solliciter l'avis du Bureau de la surveillance de la protection des données à ce sujet.

La *watchlist* n'a pas de base légale, elle viole les règles de la protection des données et elle n'est pas transparente pour les personnes concernées. Tous ces défauts hypothèquent gravement la crédibilité des autorités. Sa suppression profiterait à tout le monde.

Le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Ne pense-t-il pas lui aussi que, dans un Etat de droit, l'intérêt public et médiatique ne saurait être un critère pour les autorités ?

2. Ne pense-t-il pas lui aussi que les auteurs de délits ont le droit de savoir s'ils sont inscrits sur une *watchlist* ?

3. Les bases légales ne font-elles pas défaut ?

4. Quel est l'avis du Bureau cantonal de la protection des données ?

5. Le Conseil-exécutif est-il disposé à supprimer cette liste ?

Réponse du Conseil-exécutif

1.

En vertu des articles 6 et 10 de l'ordonnance du 18 octobre 1995 sur l'organisation et les tâches de la Direction de la police et des affaires militaires (ordonnance d'organisation POM, OO POM; RSB 152.221.141), le chef de l'Office de la privation de liberté et des mesures d'encadrement (OPLE) est responsable de l'ensemble des tâches ayant trait à la détention et à l'encadrement, ce qui inclut la gestion des risques à l'interne. La *watchlist* fait partie intégrante de cette gestion et permet à la Section de l'application des peines et mesures (SAPEM) de soumettre des propositions d'allégement dans des cas particulièrement risqués au chef de l'OPLE – lequel assume la responsabilité stratégique, mais aussi opérationnelle – afin de recueillir son approbation. L'octroi d'un allégement se fonde sur une évaluation individuelle du risque de récidive. Cette évaluation est établie par le domaine Exécution cas à risques de la SAPEM puis jointe à la proposition d'allégement soumise au chef de l'OPLE.

La *watchlist* contient l'ensemble des personnes dont l'infraction a suscité un grand intérêt de la part du public, soit au moment où elle a été commise, soit lors de la condamnation, ou encore pendant l'exécution de la peine ou de la mesure. De plus, tous les cas de ce type sont, vu la gravité des infractions et le risque élevé de récidive, soumis à approbation et déclaration obligatoire par la SAPEM. C'est la raison pour laquelle ils sont administrés par le domaine Exécution cas à risques.

La liste ne présente pas d'intérêt pour l'examen matériel de questions concrètes liées à l'exécution. En effet, l'allégement dans l'exécution de peine d'une personne détenue doit toujours respecter les bases légales applicables dans le cas d'espèce. Ainsi, le Conseil-exécutif estime que l'intérêt médiatique n'a pas – et ne saurait avoir – de répercussions sur l'examen matériel et répond par l'affirmative à la question.

2.

Les seules informations qui figurent sur la *watchlist* au sujet de la personne détenue sont les suivantes: nom, infraction, jugement (évaluations antérieures de la dangerosité – remplacées désormais par la mention annonce et déclaration obligatoires – établies soit par la Commission concordataire d'évaluation de la dangerosité des personnes détenues, soit par le domaine Exécution cas à risques de la SAPEM), condamnation (peine privative de liberté ou mesure), données relatives à l'exécution (fin de la peine, durée maximale) et allégements déjà accordés.

Les données inscrites sur la *watchlist* sont toutes déjà connues de la personne détenue et figurent clairement dans le dossier, que l'intéressée peut demander de consulter en tout temps. Elle peut également demander si son nom se trouve sur la *watchlist* et quelles informations la concernant y ont été saisies.

3.

Comme mentionné à la question 1, l'organisation interne de l'OPLE et la gestion des risques constituent la tâche centrale du chef d'office. Ainsi, ce dernier est doté d'une compétence de décision en ce sens que l'autorité d'exécution, qui lui est subordonnée, l'informe des allégements qu'elle envisage d'autoriser dans des cas particulièrement risqués et demande son accord. La tenue de la *watchlist* est régie par le chiffre 5.3 des dispositions du 1er mars 2014 applicables à l'octroi d'allégements dans les cas gérés par le domaine Exécution cas à risques de la SAPEM.

4.

La position du Bureau cantonal pour la surveillance de la protection des données (BPD) est la suivante: *«Les informations au sujet de personnes se trouvant en exécution de peine ou de mesure constituent des données particulièrement dignes de protection au sens de l'article 3 de la loi du 19 février 1986 sur la protection des données (LCPD; RSB 152.04). Le traitement de données de ce type par des organismes étatiques présente une restriction majeure du droit fondamental à la protection des données dont jouissent les personnes concernées. Une telle restriction ne se justifie que lorsque la protection de l'intérêt public l'exige, que la restriction est proportionnée au but poursuivi et qu'il existe une base légale (cf. art. 28 de la Constitution du canton de Berne du 6 juin 1993, ConstC; RSB 101.1). L'article 6, lettre* b *LCPD autorise le traitement de données particulièrement dignes de protection en l'absence d'une base légale claire si l'accomplissement d'une tâche définie par la loi l'exige impérativement. Partant, le BPD estime qu'il est admissible que l'OPLE tienne une liste de personnes présentant un danger accru pour le public et n'autorise d'allégements pour ces personnes qu'après un examen complémentaire par la direction. La solution trouvée, cependant, doit respecter l'ordre de compétences prévu par la loi.*

En revanche, le BPD pense qu'il n'est pas acceptable que l'intérêt médiatique constitue un critère justifiant l'inscription d'une personne sur une liste, ni qu'une liste soit tenue sur la base de ce critère. Le fait qu'une infraction ait suscité un grand intérêt auprès des médias ou du public (au

moment où elle a été commise, lorsqu'elle a été jugée ou en cas d'incidents pendant l'exécution) n'indique pas que la personne concernée constitue un danger accru pour la collectivité. En effet, une personne a priori inoffensive pour la collectivité peut néanmoins susciter la curiosité des médias. Ainsi, la presse peut décider de parler d'une personne célèbre, ou publier des informations illégales (pour ces deux exemples, voir l'arrêt du Tribunal fédéral au sujet de la publication d'informations portant atteinte à la personnalité dans le cadre d'une procédure pénale dirigée contre Carl Hirschmann, Neue Zürcher Zeitung*, 19 juin 2015). Ainsi, une liste comportant les noms de personnes faisant l'objet de l'attention des médias pendant l'exécution d'une peine ou d'une mesure ne saurait justifier un examen supplémentaire dans le cadre de l'octroi d'un allégement et bafoue le principe de proportionnalité.»* [trad.]

5.

La tenue d'une *watchlist* est conforme à la fois au droit et au principe de proportionnalité, étant donné que seuls des cas soumis à approbation et à déclaration obligatoires y sont inscrits (cf. question 1). De plus, il n'y aucun obstacle fondamental du point de vue de la protection des données (cf. question 4). Les cas sont gérés par le domaine Exécution cas à risques de la SAPEM. La *watchlist* constitue un outil approprié pour la gestion des risques au sein de l'OPLE et contribue largement à atténuer le risque de récidive et, de ce fait, à garantir la sécurité publique. Pour ces raisons, le Conseil-exécutif ne voit aucune raison de renoncer à cet instrument.

Destinataire

- Grand Conseil

Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	122-2015
Type d'intervention:	Interpellation
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.389
Déposée le:	10.04.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Guggisberg (Kirchlindach, UDC) (porte-parole) Krähenbühl (Unterlangenegg, UDC) Rüegsegger (Riggisberg, UDC) Kummer (Burgdorf, UDC)
Cosignataires:	0
Urgence demandée:	Oui
Urgence accordée:	Non 04.06.2015
N° d'ACE:	1232/2015 du 21 octobre 2015
Direction:	Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie
Classification:	–

Dépôt de BLS à Riedbach: destruction inutile de terres cultivables?

BLS appartient au canton de Berne à 55,75 pour cent. Autant dire que le gouvernement bernois et le Grand Conseil ont leur part de responsabilité dans la manière dont agit la direction de BLS.

A Riedbach, BLS a formé le projet de faire construire un dépôt, un grand hangar pouvant contenir 15 voies au moins sur une largeur de 140 mètres et une longueur de 150 mètres. Selon les estimations de la compagnie, 340 personnes travailleront à Riedbach en 2025. Les ateliers de Bönigen et d'Oberburg seront fermés.

Ce projet de construction concerne les terres de 20 propriétaires fonciers. Or, selon la loi fédérale sur les chemins de fer, les propriétaires peuvent être expropriés si les droits nécessaires ne peuvent être acquis de gré à gré.

L'exploitation agricole Kohler devrait faire place à cette nouvelle construction. BLS a notifié au propriétaire qu'il aurait ensuite la possibilité de travailler dans les nouveaux ateliers.

La direction de BLS affirme avoir examiné 21 autres emplacements possibles.

Dès lors, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Combien d'hectares de terrain agricole faut-il pour la réalisation du projet de Riedbach ? Comment qualifie-t-on ces terres cultivables (qualité du sol et fertilité) ? Combien de mètres carrés de surfaces d'assolement sont concernés et faudra-t-il compenser ?
2. Quels sont les 21 autres sites examinés ? Combien de mètres carrés de surfaces d'assolement sont accaparés dans ces différents cas ?
3. Quels sont les sites classés aux places 2 à 6 dans l'évaluation ? Quels seraient là les avantages et les inconvénients d'un dépôt ?
4. La fermeture des ateliers de Bönigen et d'Oberburg revient à faire un pas de plus vers la centralisation. Or, les sites de Bönigen et d'Oberburg ne seraient-ils pas importants précisément pour offrir à la population rurale de précieuses places de travail ?
5. Selon les déclarations des propriétaires fonciers, la communication avec la société BLS est assez lacunaire et le ton plutôt dérangeant. Que fait le Conseil-exécutif pour que BLS s'attache dorénavant à informer les propriétaires en temps utile et à s'adresser à eux avec plus de correction et de respect ?
6. La propriété agricole a une grande valeur. L'expropriation ne doit être décidée que s'il n'y a pas d'autre solution (d'autres sites, par exemple). Le Conseil-exécutif est-il aussi de cet avis ?
7. Que fait le Conseil-exécutif pour résoudre les difficultés liées au projet de BLS et au site de Riedbach ?
8. BLS a-t-il déjà envisagé une coopération avec les CFF dans le domaine de l'entretien et de l'infrastructure? Si oui, en quels termes et avec quel résultat (en ce qui concerne surtout l'économicité) ?
9. Quel est le calendrier du projet de dépôt de BLS ?

Motivation de l'urgence :
Dans le contexte du projet de construction d'un dépôt BLS à Riedbach, la communication lacunaire et insatisfaisante a suscité l'inquiétude de la population et des propriétaires concernés. Pour certains agriculteurs, il y va de leur existence. C'est pourquoi il faut que la réponse à ces questions soit donnée rapidement.

Réponse commune du Conseil-exécutif

BLS a besoin d'un bâtiment de remplacement dans la région de Berne pour les ateliers RER d'Aebimatt, qui seront supprimés ou ne devraient plus pouvoir être utilisés que de manière très limitée à partir de 2020 en raison du projet de réaménagement de la gare de Berne. Pour la sécurité d'exploitation de BLS, il n'est pas possible de renoncer à ces nouveaux ateliers. Le Conseil-exécutif comprend les critiques et les demandes formulées dans la motion concernant le site de Riedbach. Le projet de la société a déclenché un grand malaise dans les milieux concernés et intéressés. Cela a conduit BLS, à la demande du canton, à évaluer une nouvelle fois la question de manière approfondie et à créer un groupe de suivi, qui s'est réuni pour la première fois le 31 août 2015. Il est placé sous la direction du maire de Langnau Bernhard Antener et compte environ trente membres parmi lesquels figurent des représentants et représentantes des personnes directement touchées, de la ville et du canton de Berne, ainsi que ceux de différentes associations de protection de la nature, de l'association des paysans bernois, de groupes de branche, d'associations économiques, et de partis politiques. Le groupe de suivi a pour mandat d'examiner sans a priori et de manière critique l'évaluation des sites menée jusqu'ici par BLS. Selon un communiqué de presse, le groupe a pu commencer son travail dans un climat constructif.

Le Conseil-exécutif attend beaucoup de la démarche participative pour laquelle BLS a désormais opté. Le groupe de suivi, qui est largement représentatif, permet d'apporter le regard extérieur qui manquait auparavant et d'examiner le projet d'un œil critique. Pour ne pas nuire au processus en cours, il faut attendre les résultats de cet examen avant de décider de la suite de la procédure.

1. La construction d'ateliers à Riedbach nécessiterait environ 20 hectares de terrain agricole. Il s'agit pour l'ensemble des terrains requis de surfaces d'assolement.

2. BLS a procédé à l'examen des 21 sites suivants :

   – Berne, Niederbottigen, « Im Feld »
   – Berne, gare de Riedbach, « Moosacher »
   – Schmitten, Fillistorf, « Schällenberg »
   – Chiètres, « Papiliorama »
   – Chiètres, « Teilen-Teilen »
   – Chiètres/Müntschemier, « Hanematt »
   – Belp, « Würbel » et « Riedli »
   – Toffen/Belp, « Bifang »
   – Toffen/Kaufdorf, « STEP »
   – Rümlingen/Kirchenthurnen « Rossweid »
   – Uetendorf « Brüggmatt »
   – Münchenbuchsee/Schüpfen « Herrenmatt »
   – Mattstetten « Äspli »
   – Allmendingen b. Bern « Nider Eichi »
   – Münsingen/Wichtrach « Chesselau »
   – Konolfingen « Chonolfingenmoos »
   – Köniz, Oberwangen « Reinhardere »
   – Müntschemier « Bachmatte"
   – Mosseedorf « Lochacher »
   – Utzenstorf « Gschlüecht 1 »
   – Utzenstorf « Gschlüecht 2 »

   Il s'agit pour l'ensemble de surfaces d'assolement.

3. Selon les informations fournies par BLS, sur les 21 sites examinés, 13 ont d'emblée été écartés à cause de la distance par rapport au nœud de Berne, car les coûts d'acheminement étaient trop élevés ou les surfaces trop petites.
   Huit sites ont été analysés par BLS de manière plus détaillée :

   – Berne, Niederbottigen, « Im Feld »
   – Berne, gare de Riedbach, « Moosacher »
   – Chiètres, « Papiliorama »
   – Toffen/Belp, « Bifang »
   – Münchenbuchsee/Schüpfen « Herrenmatt »
   – Münsingen/Wichtrach « Chesselau »
   – Allmendingen b. Bern « Nider Eichi »
   – Mattstetten « Äspli »

Trois de ces sites n'entraient pas en ligne de compte pour BLS en raison des manques de capacité sur les tronçons. Deux autres ont dû être écartés pour des motifs relevant de la protection de la nature (passage à faune, zone de protection des eaux souterraines). Il ne restait donc plus que trois possibilités : Allmendingen, Niederbottigen et Riedbach. A Niederbottigen, cela exigerait le défrichement de forêts et la démolition de maisons, ce qui est problématique. En outre, la zone en question est traversée par une ligne à haute tension et se situe dans un périmètre potentiel de développement urbain. Le site envisagé à Allmendingen se trouve quant à lui sur le tronçon NLFA à l'est de la gare de Berne, qui est déjà fortement chargé, et la disponibilité future des sillons n'est pas garantie. Par ailleurs, selon la variante choisie, il faudrait soit toucher à une zone de protection de la nature, soit démolir une ferme.

En revanche, aux yeux de BLS, le site de Riedbach comportait les avantages suivants :

– La complémentarité de ces ateliers, situés à l'ouest de Berne, par rapport à ceux de Spiez à l'est
– La proximité avec le nœud/la gare de Berne
– Une croissance de trafic prévisible avec suffisamment de capacités au niveau des voies
– La conformité aux exigences posées au site

4. BLS considère que les deux ateliers d'Oberburg et de Bönigen sont trop éloignés du nœud de Berne et sont très difficilement accessibles. Les deux installations nécessiteraient de très importants travaux de réfection et seraient à long terme trop petites en termes de surface.

5. BLS a examiné d'un regard critique et reconnu les faiblesses de la procédure choisie. Elle en a tiré les enseignements nécessaires.

6. Oui.

7. Comme il a été dit plus haut, à la demande du canton, BLS a décidé de mettre en place un groupe de suivi. Il faudra attendre les résultats de son travail.

8. Oui, mais selon BLS aucune des analyses menées n'a donné de résultats. Les CFF exploitent déjà une installation de service dans le périmètre du RER bernois à Bienne et une autre dans celui du RER lucernois à Lucerne, toutes deux jouxtant le réseau BLS. Les capacités de ces deux installations sont trop faibles pour couvrir en plus les besoins de BLS.

9. BLS prévoit de mettre les nouveaux ateliers en service en 2025 au plus tard. Le début des travaux est prévu au plus tôt en 2020.

Destinataire

- Grand Conseil

Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	127-2015
Type d'intervention:	Interpellation
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.402
Déposée le:	14.04.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Machado Rebmann (Bern, LAVerte) (porte-parole) Vanoni (Zollikofen, Les Verts)
Cosignataires:	0
Urgence demandée:	Oui
Urgence accordée:	Non 04.06.2015
N° d'ACE:	1202/2015 du 14 octobre 2015
Direction:	Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie
Classification:	–

Réaménagement de la Bolligenstrasse

La procédure de participation concernant le projet de « Réaménagement de la Bolligenstrasse Nord » a pris fin le 1er avril 2015[1]. D'après le *Bund* du 7 avril, de nombreuses organisations ont réclamé l'abandon ou la révision en profondeur du projet. A quelques rares exceptions près, les avis sont négatifs[2].

Derrière la dénomination anodine du projet se cache en fait un réaménagement propre à développer massivement les capacités du transport individuel motorisé. La documentation du projet ne le cache d'ailleurs pas, il s'agit de la première étape d'un gigantesque programme de développement routier en ville de Berne et alentours, qui va coûter des milliards. Une fois la Bolligenstrasse élargie, celle-ci servira de bretelle d'accès à un gigantesque échangeur autoroutier à trois niveaux au Wankdorf. Le contournement Wankdorf-Muri, un projet gelé pour l'instant, sera ensuite réalisé.

L'élimination de ces goulets d'étranglement va déplacer les problèmes en aval. La documentation du projet évoque l'élargissement de l'autoroute du Grauholz à huit pistes entre Wankdorf et

[1] http://www.be.ch/portal/de/index/mediencenter/medienmitteilungen.assetref/dam/documents/portal/Medienmitteilungen/de/2015/02/2015-02-25-flyer-korrektion-bolligenstrasse-nord.pdf
[2] http://www.derbund.ch/bern/region/Geplanter-Ausbau-der-Bolligenstrasse-stoesst-auf-Widerstand/story/21272738
http://www.bernerzeitung.ch/region/bern/Der-gigantische-dreistoeckige-Verkehrszirkus-erregt-Gemueter/story/19109352

Schönbühl ; elle est par contre muette concernant l'élargissement à six pistes de l'A1 jusqu'à Kirchberg[3].

En vertu de l'article 55 de la loi sur les routes (LR), le financement d'un projet individuel dont les coûts nets sont supérieurs à deux millions de francs, et qui apporte une augmentation substantielle de capacité pour le trafic individuel motorisé ou qui équivaut à une nouvelle construction, requiert un crédit d'objet du Grand Conseil.

Dans ces conditions, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Le Conseil-exécutif est-il disposé à renoncer au projet de réaménagement de la Bolligenstrasse compte tenu des avis négatifs émis ?

2. Pense-t-il lui aussi que, si le projet doit quand même être réalisé, il doit être soumis au Grand Conseil en vertu de l'article 55 LR et ensuite au peuple ?

3. Est-il disposé à faire usage des possibilités qu'offre la loi sur les routes nationales (LRN) au canton en matière de collaboration (art. 10, 13 et 19 LRN) et de participation à l'élaboration du projet définitif (art. 21 et 27b LRN) pour demander à l'OFROU de redimensionner et de revoir complètement le projet Schermenweg dans l'intérêt du trafic lent ?

4. Quelle surface de terres cultivables et d'espaces d'utilité publique (p. ex. l'Allmend) disparaîtrait du fait :

   a) de l'aménagement de la Bolligenstrasse,

   b) de l'aménagement routier Wankdorf - Muri,

   c) de l'aménagement de l'A1 entre Wankdorf, Schönbühl et Kirchberg ?

5. Que pense le Conseil-exécutif de ce risque compte tenu de l'objectif déclaré de préservation des terres cultivables ?

Motivation de l'urgence :

Les responsables du projet ont annoncé vouloir évaluer rapidement les résultats de la procédure de participation et veulent s'en tenir au calendrier serré. Il faut donc déterminer rapidement qui a la compétence d'autoriser le projet. Si une réponse rapide est donnée à la présente interpellation, les clarifications interviendront à temps. L'urgence est en outre dictée par le calendrier du projet : d'après la documentation, la procédure de mise à l'enquête et d'octroi du permis de construire devrait avoir lieu vers la fin de l'année pour la Bolligenstrasse. D'après la documentation de l'OFROU, le projet définitif concernant le Wankdorf est prévu pour 2015/2016 et la procédure d'approbation des plans pour 2017-2019.

[3] http://www.bernerzeitung.ch/region/bern/A1-Sechsspurig-von-Bern-bis-Kirchberg/story/20641311

Réponse du Conseil-exécutif

Le plan directeur du pôle de développement économique (PDE) du Wankdorf qui a été approuvé prévoit que pour la Bolligenstrasse Nord, un concept d'exploitation incluant des transformations et des extensions soit élaboré. Objectifs : un développement futur plus harmonieux du trafic individuel motorisé et la création de conditions attractives pour les transports publics routiers ainsi que pour la mobilité douce. L'adaptation du système de transports dans ce secteur constitue la suite logique du réaménagement de la place du Wankdorf et de la réfection de la tangente urbaine. Le projet en question a été conçu dans le cadre d'une procédure participative impliquant toutes les parties concernées.

Associé à la transformation de la jonction autoroutière du Wankdorf sous l'égide de l'OFROU, le réaménagement de la Bolligenstrasse Nord rend possible la mise en œuvre d'une solution globale visant à améliorer la desserte du PDE du Wankdorf et de la région du Worblental pour toutes les catégories d'usagers de la route. Le volet relatif à la Bolligenstrasse Nord s'inscrit dans le concept global du projet d'agglomération de la région de Berne (2^{e} génération), où il est classé priorité « A » (première importance). Il bénéficie d'un cofinancement fédéral via le Fonds d'infrastructure. L'attribution de cette priorité correspond à la stratégie du programme PDE cantonal, qui consiste à favoriser le développement sur des sites adéquats du point de vue de l'aménagement du territoire. Ainsi, de manière générale, le trafic individuel peut être limité au strict nécessaire et la pollution supplémentaire maintenue au niveau le plus bas possible, ce qui réduit le mitage du territoire et améliore le bilan environnemental global.

1. Non, car contrairement à ce que craignent ses opposants, le projet en lui-même n'engendrera pas un accroissement de la circulation. La hausse du trafic global dans le nord de Berne est principalement liée aux tendances générales, à l'urbanisation du Worblental et à l'essor du PDE du Wankdorf. Pour ce dernier, le plan directeur précise que le développement global doit être absorbé par les transports publics et la mobilité douce. Au vu des contrôles effectués récemment, cela est réalisable : entre 2008 et 2013, le transport individuel motorisé et sa part globale dans les déplacements ont reculé conformément aux objectifs sur l'ensemble du PDE.

   Le projet fédéral de transformation de la jonction autoroutière du Wankdorf et le projet cantonal « Réaménagement de la Bolligenstrasse Nord » forment un tout et ont pour but de résoudre les difficultés de circulation actuelles qui seront amenées à s'accentuer dans le futur. Pour autant, le projet du canton n'est en aucun cas exclusivement consacré aux transports individuels motorisés ; il porte également sur les transports publics et sur le trafic lent, car dans la Bolligenstrasse, de meilleures solutions sont requises de toute urgence pour ces deux catégories de transports.

2. Le crédit d'exécution sera soumis au Grand Conseil.

3. Comme évoqué précédemment, le réaménagement de la Bolligenstrasse Nord tout comme la transformation de la jonction autoroutière du Wankdorf sont nécessaires à une meilleure desserte du PDE du Wankdorf et du Worblental. Les besoins importants liés à la mobilité douce sont pris en compte et respectés au moyen de tracés séparés dans le cadre des deux projets. Le Conseil-exécutif ne voit dès lors aucune nécessité de demander à l'OFROU un redimensionnement et un remaniement complet du projet de route nationale. Il va de soi que cela ne l'empêchera pas de faire vérifier dans le détail, à l'occasion de la prise de position cantonale sur le projet d'exécution, que tous les aspects-clés pour le canton – en particulier en

lien avec la mobilité douce – sont correctement pris en compte. La réalisation des deux projets conditionne en outre l'élimination ultérieure du goulet d'étranglement entre les jonctions du Wankdorf et de Muri bei Bern, essentielle pour la Région capitale suisse et pour laquelle le Grand Conseil a accepté le dépôt d'une initiative cantonale lors de sa session de juin 2014. Dans ce cadre, il est prévu de réaliser un nouveau tracé en grande partie souterrain et de transformer partiellement l'actuelle autoroute en voie urbaine, dans les secteurs complexes d'un point de vue urbanistique.

4. a) La surface requise pour le réaménagement de la Bolligenstrasse Nord s'élève approximativement à 4500 m^2 de terres cultivables et à 1500 m^2 d'espaces d'utilité publique (principalement des talus le long de l'allée et des terrains devant certains bâtiments). Ce réaménagement (feux de signalisation, trottoirs, bandes cyclables des deux côtés, voie de bus en direction du centre ville) entraîne une hausse de 34 pour cent environ de la surface actuelle dédiée à la circulation. La majeure partie des terres cultivables requises est toutefois mobilisée non pas par la voie publique elle-même, mais par le bassin de filtration de l'installation de traitement des eaux de chaussée. Une telle installation est prescrite par la législation fédérale, au plus tard lors de la réfection d'une chaussée. De ce fait, un redimensionnement de la chaussée ne réduirait pas sensiblement le terrain mobilisé. Des optimisations du projet ont d'ores et déjà permis de diminuer d'environ deux tiers la surface nécessaire à l'installation de traitement des eaux.

   b) et c) D'après l'OFROU, office fédéral compétent en la matière, il n'est pour l'heure guère possible d'estimer la surface de terres cultivables que nécessiteront le réaménagement de la jonction du Wankdorf et les projets autoroutiers ultérieurs de la Confédération dans la région de Berne.

5. L'un des impératifs clairement définis du projet cantonal était de limiter autant que possible l'utilisation de terrain. Eu égard à l'importance considérable de ces travaux, tant pour la ville que pour la région, le Conseil-exécutif considère la perte de terres cultivables et d'espaces d'utilité publique comme acceptable et dans l'intérêt de la collectivité. Ce projet garantit la compatibilité future du système de circulation du secteur du Wankdorf avec les développements prévus. Cette garantie, de même que les améliorations à apporter dans les meilleurs délais pour les cyclistes, les piétons et les transports publics, justifient aux yeux du Conseil-exécutif l'utilisation des surfaces de terres cultivables et des espaces d'utilité publique, inévitable on le sait..

Destinataire

- Grand Conseil

Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	160-2015
Type d'intervention:	Interpellation
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.575
Déposée le:	01.06.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Seiler (Trubschachen, Les Verts) (porte-parole) Aeschlimann (Burgdorf, PEV)
Cosignataires:	0
Urgence demandée:	Oui
Urgence accordée:	Non 04.06.2015
N° d'ACE:	1083/2015 du 9 septembre 2015
Direction:	Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie
Classification:	–

CNM: la rentabilité est-elle encore possible?

Les excédents d'électricité sur le marché européen et l'évolution du prix du courant électrique laissent penser que la centrale nucléaire de Mühleberg ne peut plus être rentable aujourd'hui et qu'elle fait par conséquent peser un risque financier sur le canton de Berne, en plus du risque pour la sécurité. L'opinion publique a le droit de connaître la situation financière de la centrale. C'est pourquoi le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. A partir de quel tarif minimum de l'électricité la centrale nucléaire de Mühleberg est-elle rentable ?

2. Si la centrale n'est d'ores et déjà plus rentable, depuis quand cela est-il le cas ?

3. Combien coûte aujourd'hui un kilowatt-heure d'électricité de Mühleberg ?

4. Quelle est la composition du prix de l'électricité produite par Mühleberg en pourcentage : salaires, combustible, entretien, rééquipement, mise à l'arrêt définitif et élimination des déchets ?

5. Comment la répartition des coûts va-t-elle évoluer et quelles seront les répercussions de cette évolution sur la rentabilité de la centrale nucléaire de Mühleberg ?

Motivation de l'urgence : le canton de Berne court un risque financier très élevé.

Réponse du Conseil-exécutif

En 2013, le conseil d'administration de BKW SA a décidé de mettre la centrale nucléaire de Mühleberg à l'arrêt fin 2019. Selon BKW, l'exploitation de la centrale est rentable et efficace jusqu'à ce terme.

L'auteur de l'interpellation demande des informations détaillées sur les coûts de production de la centrale et leur composition (salaires, combustibles, entretien, rééquipement, mise à l'arrêt et élimination des déchets). Or, il s'agit de données internes à l'entreprise que BKW, pour des raisons de concurrence, ne publie pas, ni d'ailleurs les autres acteurs du marché. C'est la raison pour laquelle il n'est pas possible de répondre en détail aux questions posées.

Voici les informations qui peuvent néanmoins être données à ce sujet :

- Les prix du marché actuels et escomptés jusqu'en 2019 couvrent les frais variables de la centrale nucléaire de Mühleberg. La poursuite de l'exploitation jusqu'à la mise à l'arrêt définitif en 2019 est ainsi plus économique qu'un arrêt de l'installation. Selon BKW SA, un arrêt anticipé induirait des frais supplémentaires considérables qui ne pourraient plus être compensés si la production était stoppée. BKW SA s'attendrait dans ce cas à une perte de 120 millions de francs par an.

- Les coûts de mise à l'arrêt et d'élimination des déchets sont pris en considération dans le prix de production.

- BKW part du principe que, jusqu'à la mise hors service de la centrale nucléaire de Mühleberg, aucune augmentation significative des coûts n'est à craindre sur le plan opérationnel. Pouvoir commencer et réaliser les travaux de mise à l'arrêt et d'élimination rapidement et sans interruption, c'est-à-dire directement après la fermeture définitive sera un facteur décisif pour la rentabilité de la centrale. Tout dépendra aussi des longues procédures de recours qui pourraient bloquer la décision de mise à l'arrêt de la Confédération.

Destinataire :

- Grand Conseil

Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	173-2015
Type d'intervention:	Interpellation
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.592
Déposée le:	03.06.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Trüssel (Trimstein, pvl) (porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgence demandée:	Non
Urgence accordée:	Non
N° d'ACE:	1223/2015 du 21 octobre 2015
Direction:	Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie
Classification:	–

Quand la stratégie de propriétaire de BKW sera-t-elle présentée?

Dans la stratégie énergétique et la planification des mesures, le Conseil-exécutif fait référence depuis des années à une stratégie du propriétaire pour BKW. A ce jour, il n'a cependant présenté rien de tel.

Dans la stratégie énergétique 2006 déjà, le Conseil-exécutif affirme que le but est de doter le canton de Berne d'une stratégie de propriétaire à l'égard des producteurs et des distributeurs d'énergie. Dans le plan de mesures 2007 – 2010 de la stratégie énergétique, il annonçait que la stratégie du propriétaire pour BKW était en cours d'élaboration. Et la motion 150-2011 « FMB: nouvelle stratégie du propriétaire » demande que le canton de Berne s'investisse plus fortement pour l'efficacité énergétique et le développement des énergies renouvelables.

Dès lors, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Dans le plan de mesures 2011-2014, l'élaboration d'une stratégie du propriétaire est désignée comme étant l'un des objectifs. Cet objectif peut-il être réalisé, une stratégie du propriétaire sera-t-elle présentée d'ici à l'automne 2015 ?
2. Quel rôle la promotion des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique jouent-elles dans la stratégie du propriétaire ?
3. Existe-t-il un règlement sur l'affectation des dividendes perçus et reversés au canton ?

4. Quelle est la position du canton par rapport à l'orientation stratégique de BKW en ce qui concerne la compétition avec l'économie privée (travaux d'installation et de planification)?

Réponse du Conseil-exécutif

L'élaboration de la stratégie de propriétaire pour BKW a dû être reportée à plusieurs reprises à cause de développements majeurs dans la question de l'énergie nucléaire. Font notamment partie de ces derniers la catastrophe nucléaire de Fukushima, la libéralisation du marché de l'électricité et l'élaboration de la stratégie énergétique 2050 de la Confédération. Par ailleurs, il a fallu attendre l'issue du vote sur l'initiative « Mühleberg à l'arrêt ».

1. La stratégie de propriétaire du canton pour BKW est désormais établie et a été adoptée par le Conseil-exécutif le 9 septembre 2015.
2. Les objectifs que poursuit le canton par sa participation à BKW sont mentionnés dans la stratégie de propriétaire. Concernant la promotion des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, BKW veille à soutenir la mise en œuvre de la politique énergétique cantonale en adoptant une stratégie de groupe équilibrée.
3. Les dividendes sont versés dans la caisse générale du canton.
4. La stratégie de groupe de BKW repose sur les trois domaines Energie (production et négoce), Réseaux et Prestations. Le canton est favorable à cette diversification qui va dans l'intérêt d'une politique d'entreprise saine, et part du principe que les rapports de propriété n'entraînent pas de distorsions du marché ni ne créent d'avantage concurrentiel pour BKW.

Destinataire
- Grand Conseil

Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	188-2015
Type d'intervention:	Interpellation
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.635
Déposée le:	10.06.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Hügli (Biel/Bienne, PS) (porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgence demandée:	Non
Urgence accordée:	Non
N° d'ACE:	1203/2015 du 14 octobre 2015
Direction:	Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie
Classification:	–

Amiante: obligation de signaler et élimination

Jusqu'à son interdiction en 1990, l'amiante était utilisé, sous une forme ou une autre, dans 85 pour cent des bâtiments construits en Suisse. Il n'existe aucun registre recensant de manière fiable quels bâtiments contiennent de l'amiante et sous quelle forme.

Lorsqu'un bâtiment est transformé, rénové ou démoli, les travaux peuvent libérer de grandes quantités d'amiante, causant à long terme de graves risques pour la santé des personnes qui les exécutent ainsi que pour celle des occupants du bâtiment. Si l'élimination des matériaux n'est pas faite correctement, cela peut en outre causer une importante pollution.

Dans ces conditions, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Le droit cantonal a-t-il des dispositions qui soumettent l'octroi du permis de construire pour des travaux de transformation, de rénovation et de démolition de bâtiments érigés avant 1991 à la preuve de la détection de la présence d'amiante ?

2. Si tel est le cas, les opérations de détection doivent-elles être menées par des entreprises inscrites sur la liste des entreprises de désamiantage reconnues par la SUVA ?

3. Si la détection de présence d'amiante est obligatoire, les opérations doivent-elles être menées selon les règles de l'Association Suisse des Consultants Amiante (ASCA) et de l'Association des Professionnels des Polluants des Bâtiments ?

4. Comment la législation cantonale définit-elle les conditions dans lesquelles les matériaux contenant de l'amiante doivent être éliminés ?

5. Les règles en vigueur correspondent-elles à l'état des connaissances et aux codes de bonne pratique de l'administration cantonale concernant la pollution à l'amiante ? Faut-il les réviser ?

6. L'élimination conforme des déchets amiantés est-elle garantie dans toutes les décharges du canton ?

Réponse du Conseil-exécutif

1. Pour tout projet de transformation, d'aménagement ou de démolition d'un bâtiment dans le canton de Berne, il est obligatoire de remplir le formulaire intitulé « Amiante » et de le remettre à la commune compétente avec la demande de permis de construire. Sur ce formulaire, le maître de l'ouvrage confirme,
   - qu'il a pris connaissance des commentaires concernant l'amiante,
   - que lors de la mise en œuvre du projet de construction, il sera attentif aux matériaux pouvant contenir de l'amiante,
   - que si l'on soupçonne la présence d'amiante, il s'engage à faire analyser le matériau douteux,
   - et, le cas échéant, à se charger de le faire éliminer par une entreprise spécialisée (à la charge du mandant).

   Le projet de révision de l'ordonnance fédérale sur le traitement des déchets (OTD ; RS 814.600) prévoit de mentionner désormais explicitement l'amiante à l'article 16 : s'il s'agit de travaux de transformation ou de déconstruction, il convient de déterminer, dans le cadre de la demande de permis de construire, si des déchets contenant des polluants dangereux pour l'environnement ou pour la santé seront produits, tels que, entre autres, de l'amiante. Le canton de Berne prendra en considération la modification de l'OTD, qui entrera probablement en vigueur l'année prochaine, en adaptant le formulaire de demande de permis de construire.
2. Concernant les analyses pour détecter la présence d'amiante, le maître de l'ouvrage doit s'adresser au Laboratoire cantonal ou à une des entreprises reconnues qui figurent sur le site Internet de la Suva.
3. Voici ce que demande en l'occurrence l'article 16, alinéas 1 et 2 du projet de révision de l'OTD :

   [1] Quiconque effectue des travaux de construction doit indiquer dans sa demande de permis de construire à l'autorité qui le délivre le type, la qualité et la quantité des déchets qui seront produits ainsi que les filières d'élimination prévues.

   [2] S'il s'agit de travaux de transformation ou de déconstruction, il convient de déterminer, en vertu de l'obligation énoncée à l'alinéa 1, si des déchets contenant des polluants dangereux pour l'environnement ou pour la santé seront produits, tels que des biphényles polychlorés (PCB), des hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) ou de l'amiante.

Ces règles coïncident avec l'article 3, alinéa 1bis de l'ordonnance du 29 juin 2005 sur la sécurité et la protection de la santé des travailleurs dans les travaux de construction (Ordonnance sur les travaux de construction, OTConst ; RS 832.311.141).

Aujourd'hui déjà, le maître de l'ouvrage est tenu, de par le formulaire « Amiante » figurant dans le dossier de demande de permis de construire du canton de Berne, de respecter les prescriptions de l'OTConst et d'autres dispositions normatives (par ex. celles de la Commission fédérale de coordination pour la sécurité au travail [CFST]). Etendre l'obligation de détection de l'amiante et les contrôles des autorités également à des projets de construction non soumis à l'octroi d'un permis de construire, comme le demande l'ASCA dans sa prise de position sur le projet de révision de l'OTD, ne serait en revanche ni réalisable ni judicieux et il n'y aurait aucune commune mesure entre la charge de travail et le gain de sécurité.

4. Les matériaux contenant de l'amiante résultant de travaux de transformation, de rénovation ou de déconstruction sont considérés comme des déchets de chantier et sont à éliminer en tant que tels. L'élimination des déchets de chantier est réglée dans la législation fédérale (article 9 OTD) et cantonale (article 14 de la loi du 18 juin 2003 sur les déchets [LD] et articles 12 ss de l'ordonnance du 11 février 2004 sur les déchets [OD]). En vertu de l'ordonnance du DETEC du 18 octobre 2005 concernant les listes pour les mouvements de déchets, les déchets de chantier contenant des fibres d'amiante libres ou libérables (produits faiblement agglomérés) doivent être éliminés en tant que déchets spéciaux.

5. Il n'y a aucune nécessité de réviser ces règles. L'important est que les déchets de chantier contenant de l'amiante ne soient pas recyclés et soient exclus du cycle des matières. Et ceci est garanti par la législation actuelle.

6. Oui, l'élimination conforme des déchets amiantés est garantie dans toutes les décharges du canton. Les décharges ont reçu les instructions correspondantes et disposent du savoir-faire nécessaire. La Suva décrit par ailleurs dans deux feuilles d'information les mesures de protection requises lors de l'élimination d'amiante dans des décharges. Les matériaux contenant de l'amiante fortement aggloméré sont déposés dans des décharges pour matériaux inertes en tant que déchets de chantier et ceux contenant de l'amiante faiblement aggloméré dans des décharges bioactives en tant que déchets spéciaux conditionnés dans des conteneurs étanches à la poussière.

Destinataire

- Grand Conseil

Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	204-2015
Type d'intervention:	Interpellation
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.837
Déposée le:	31.08.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Graber (La Neuveville, UDC) (porte-parole) Schnegg (Champoz, UDC)
Cosignataires:	0
Urgence demandée:	Oui
Urgence accordée:	Oui 09.09.2015
N° d'ACE:	1221/2015 du 21 octobre 2015
Direction:	Chancellerie d'Etat
Classification:	–

Commémorer les 200 ans de l'entrée du Jura bernois dans le canton de Berne et dans la Confédération

Le Congrès de Vienne a formellement décidé de rattacher la principauté épiscopale de Bâle, dont faisait partie l'actuel Jura bernois, au canton de Berne le 20 mars 1815. Cette cession est devenue effective le 23 août 1815. Il y a donc 200 ans que le Jura bernois fait partie du canton de Berne et de la Suisse.

Le rattachement de l'actuel Jura bernois au canton de Berne a valu aux habitants de cette région et à leurs prédécesseurs de jouir de libertés individuelles plus assurées et d'une prospérité plus affirmée que si nous avions, par exemple, été intégrés à la France. Etre suisses nous a aussi permis d'échapper à deux guerres mondiales et d'éviter le deuil de milliers de morts sur les champs de bataille. C'est aussi grâce à l'appartenance du Jura bernois au canton de Berne et à la Suisse que nos entreprises ont pu bénéficier de bonnes conditions-cadre et la population d'un niveau de vie élevé. La remarquable participation du peuple aux décisions politiques au travers des instruments de la démocratie semi-directe a aussi été rendue possible par notre intégration dans le canton de Berne.

Faut-il rappeler qu'au cours de l'année 1814, plusieurs voix se sont élevées dans la partie nord de l'évêché pour demander le rattachement à la France, alors que dans la partie helvétique la grande majorité des avis exprimés l'ont été en faveur du canton de Berne et de la Suisse ?

Le Jura bernois est devenu suisse la même année que les cantons du Valais, de Neuchâtel et de Genève.

Ces trois cantons ont commémoré leur entrée dans la Confédération par des manifestations culturelles et populaires de grande ampleur. Rien qu'à Sion, une fête commémorative a réuni plus de 60 000 personnes. Il paraît regrettable qu'aucune célébration du 200e anniversaire de l'entrée du Jura bernois dans le canton de Berne et dans la Confédération n'ait été organisée.

Il est évident que le Jura bernois est très reconnaissant d'être devenu suisse il y a deux siècles et qu'une substantielle majorité de sa population est contente de résider dans le canton de Berne.

Dans ce contexte, Le Conseil-exécutif est prié de dire :

1. s'il n'a pas songé à commémorer les 200 ans de l'entrée du Jura bernois dans le canton de Berne et la Confédération parce que le Jura bernois ne l'a pas demandé ;

2. s'il n'a pas renoncé à célébrer cet anniversaire pour des raisons politiques ;

3. s'il n'estime pas qu'il serait opportun de rappeler cet anniversaire par une déclaration solennelle au Grand Conseil et par la mise sur pied même tardive et modeste d'une exposition relatant l'histoire des évènements qui ont conduit au rattachement du Jura bernois au canton de Berne et à la Suisse.

Motivation de l'urgence :

Si elle avait été organisée, la commémoration des 200 ans de l'entrée du Jura bernois dans le canton de Berne et dans la Confédération aurait dû avoir lieu vers le 23 août. Si le Conseil exécutif souhaite proposer l'organisation d'un événement même modeste à cette occasion, il faut absolument le faire encore en 2015.

Réponse du Conseil-exécutif

Le Congrès de Vienne a redessiné la carte de l'Europe et donné à la Suisse les frontières qui sont les siennes aujourd'hui. Notre pays avait alors dû céder certains territoires comme la Valteline, mais avait reçu en compensation l'ancienne principauté épiscopale de Bâle, le Fricktal, les seigneuries de Rhäzüns et Tarasp et quelques communes du Genevois. C'est ainsi que l'ancien Evêché de Bâle ainsi que la ville de Bienne ont été rattachés il y a deux cents ans au canton de Berne et à la Confédération helvétique.

La situation du canton de Berne de l'époque n'est toutefois en rien comparable à celle des cantons du Valais, de Neuchâtel et de Genève évoquée par l'interpellatrice. Notre canton était entré dans la Confédération en 1353 déjà, alors que le Valais, Neuchâtel et Genève sont devenus des cantons suisses en 1815, à l'issue du Congrès de Vienne. Il est dès lors normal que ces trois cantons aient récemment célébré le bicentenaire de leur appartenance à la Confédération. Berne a d'ailleurs lui aussi organisé des festivités commémoratives de son entrée dans la Confédération, en 1953 et en 2003. Le bicentenaire du rattachement de l'ancien Evêché de Bâle au territoire de la Confédération, pour sa part, devrait être considéré comme un

événement à célébrer par la Suisse dans son entier ou, pour le moins, par le canton de Berne et la République et Canton du Jura, ces deux cantons exerçant à ce jour leur souveraineté sur les territoires considérés. Dans ces conditions, le Conseil-exécutif apporte les réponses suivantes aux questions de l'interpellatrice :

1. Le Conseil-exécutif a renoncé à commémorer les 200 ans de l'entrée de l'ancien Evêché de Bâle dans le canton de Berne pour les motifs exposés ci-dessus. Sans compter que la région n'en a jamais manifesté le souhait, ni n'a pris d'initiative dans ce sens.

2. L'organisation d'une commémoration officielle de ce bicentenaire n'aurait pas manqué de poser des questions délicates en regard de la Question jurassienne, survenant peu après la votation historique du 24 novembre 2013 dans le Jura bernois et le canton du Jura, mais avant d'éventuelles votations communales dans le Jura bernois sur l'appartenance cantonale. Des célébrations officielles risquaient d'être mal comprises ici ou là. Partant, le Conseil-exécutif a estimé qu'il n'était pas opportun d'organiser une commémoration officielle dans le contexte présent.

3. Toute activité commémorative qui serait décidée alors que l'année du bicentenaire prend fin dans moins de trois mois donnerait le sentiment d'une précipitation déplacée. Le Conseil-exécutif est donc d'avis qu'il vaut mieux y renoncer.

Destinataire

- Grand Conseil

Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	191-2015
Type d'intervention:	Interpellation
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.656
Déposée le:	18.06.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Speiser-Niess (Zweisimmen, UDC) (porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgence demandée:	Oui
Urgence accordée:	Oui 09.09.2015
N° d'ACE:	1294/2015 du 28 octobre 2015
Direction:	Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale
Classification:	Non classifié

Conflit d'intérêts à la tête de l'Hôpital de l'Ile et du Spital Netz Bern AG

Le *Berner Zeitung* du 17 juin 2015 consacrait un article[1] aux conflits d'intérêts opposant Joseph Rohrer en tant qu'individu et le même Joseph Rohrer en tant que président du conseil de fondation et du conseil d'administration de l'Hôpital de l'Ile et du Spital Netz Bern AG. Il ressort de cet article que son entreprise privée, « Praxis Gruppe Schweiz (PGS) », a directement concurrencé une filiale de l'Hôpital de l'Ile, qui en contrepartie de la fermeture de l'hôpital Ziegler devait ouvrir un centre médical à Köniz.

Dans ces conditions, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. La double casquette de président du conseil de fondation et du conseil d'administration de l'Hôpital de l'Ile et du Spital Netz Bern AG est-elle si peu prenante qu'il faille y a jouter une activité privée dans des domaines concurrentiels de la santé dans le canton de Berne ?

2. Le Conseil-exécutif, autorité de nomination et de surveillance directe, a-t-il nommé et re-nommé Joseph Rohrer à cette fonction en connaissance de ses activités privées ? A-t-il discuté des éventuelles activités de l'entreprise PGS dans le canton de Berne et donné des

[1] „Doppel-Spiel des Insel-Präsidenten" (le double-jeu du président de l'Hôpital de l'Ile, trad.)

consignes ?

3. Comment le Conseil-exécutif évalue-t-il ce conflit d'intérêts, en particulier au vu de la décision controversée de fermer l'hôpital Ziegler et de la proposition d'ouverture d'un centre médical à Köniz ?

4. Le Conseil-exécutif est-il prêt à lancer une enquête sur les conflits d'intérêts du président du conseil de fondation et du conseil d'administration de l'Hôpital de l'Ile et du Spital Netz Bern AG et à faire également le point sur les activités des autres membres d'organes stratégiques et des membres de la direction ?

5. Quelles investigations supplémentaires le Conseil-exécutif veut-il ordonner pour tirer au clair les intérêts en jeu dans la fusion du Spital Netz AG et de l'Hôpital de l'Ile dans le cadre du projet de renforcement du site médical bernois ?

6. Le Conseil-exécutif pense-t-il lui aussi que Joseph Rohrer doit mettre de côté ses fonctions de président du conseil de fondation et du conseil d'administration de l'Hôpital de l'Ile et du Spital Netz Bern le temps des investigations ?

Motivation de l'urgence: le caractère explosif de cette affaire et sa portée pour la population justifient l'urgence. Cela fait des semaines que les journaux parlent de l'Hôpital de l'Ile en des termes peu élogieux. Il est grand temps de faire toute la lumière sur cette affaire.

Réponse du Conseil-exécutif

Il convient de rappeler pour commencer que le Conseil-exécutif a adopté pour les centres hospitaliers régionaux (CHR) une stratégie de propriétaire accessible au public (ACE 32-2014). Celle-ci dicte des consignes claires quant au profil et à la nomination des membres des conseils d'administration. Comme le projet de renforcement du site médical de Berne (RSMB) impose la même composition pour le conseil d'administration de Spital Netz Bern AG et celui de la Fondation de l'Hôpital de l'Ile, cette stratégie s'applique indirectement aussi à ladite fondation. Par ailleurs, avant l'élection des conseils d'administration des sociétés dans lesquelles le canton détient des participations, le gouvernement prend connaissance des liens d'intérêts des candidats et candidates, relevés selon un schéma uniforme.

Point 1

Les mandats au sein du conseil d'administration des CHR et de la fondation de l'Hôpital de l'Ile ne sont pas des postes à temps plein. L'annexe D de la stratégie de propriétaire indique quelle charge ils représentent. Pour Spital Netz Bern AG, il a été tenu compte du travail supplémentaire découlant du projet RSMB. Le Conseil-exécutif s'oppose par principe à ce que les conseillers et conseillères d'administration exercent d'autres activités en concurrence directe avec leur fonction.

Point 2

Par les documents fournis avant sa nomination, le gouvernement connaissait l'activité de Joseph Rohrer au sein de son entreprise privée « Praxis Gruppe Schweiz (PGS) ». Il n'a pas donné de consignes spécifiques à ce sujet car PGS œuvrait alors dans d'autres régions.

Point 3

De l'avis du Conseil-exécutif, il faut éviter les conflits d'intérêts directs. Des conflits indirects peuvent toutefois survenir vu les qualifications élevées et le large réseau de contacts des membres des conseils d'administration des CHR. Mais ces organes se sont donné des règles de conduite pour ce genre de cas : déclaration au conseil, récusation lors de certaines décisions, etc.

Point 4

Comme évoqué plus haut, les liens d'intérêts font régulièrement l'objet d'un relevé standardisé. Le gouvernement peut tenir compte de ces informations lors des élections, élections complémentaires ou réélections. Il renonce à ordonner des investigations supplémentaires concernant les activités de PGS, qui ont cessé dans l'intervalle, car elles n'ont causé de dommage matériel ni à la Fondation de l'Hôpital de l'Ile de Berne ni à Spital Netz Bern AG.

Point 5

Le Conseil-exécutif est informé périodiquement de l'avancement du projet RSMB. Il est convaincu que le conseil d'administration agit et décide conformément à sa mission et dans l'intérêt du canton de Berne. Il n'estime donc pas nécessaire de poursuivre les investigations.

Point 6

Non.

Destinataire

- Grand Conseil

Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	198-2015
Type d'intervention:	Interpellation
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.779
Déposée le:	13.08.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Zuber (Moutier, PSA) (porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgence demandée:	Oui
Urgence accordée:	Oui 09.09.2015
N° d'ACE:	1275/2015 du 28 octobre 2015
Direction:	Direction de l'instruction publique
Classification:	–

Discrimination à l'Office de la culture ?

L'Office de la culture s'est engagé dans une réorganisation se caractérisant par la suppression de sa section francophone des activités culturelles et la création d'une nouvelle section bilingue constituée de quatre unités administratives.

Dans le cadre dudit « statu quo+ », il serait prévu un transfert d'une partie du personnel de l'office au service du Conseil du Jura bernois à La Neuveville, qui deviendra la porte d'entrée francophone de toutes les demandes de subventions émanant du Jura bernois. Les collaborateurs francophones restant à Berne s'occuperaient uniquement de Bienne et des autres francophones du canton.

C'est le statut de ces collaborateurs qui préoccupe l'interpellateur. L'expérience montre en effet que, dans l'administration cantonale, le terme « bilingue » est souvent synonyme « d'alémanique avec maîtrise rudimentaire du français », notamment pour ce qui concerne les compétences attendues des employés.

Dans ces conditions, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Les responsabilités des quatre unités envisagées feront-t-elle l'objet d'une mise au concours en bonne et due forme conformément aux dispositions de la loi sur le personnel ou celles-ci ont-elles déjà été virtuellement attribuées ?

2. Quel niveau de maîtrise de la langue française exigera-t-on des collaborateurs nommés à la tête de ces quatre unités ?

3. Est-il exact que seuls les collaborateurs de la section francophone ont aujourd'hui des statuts *ad intérim* ou à durée déterminée ? Dans l'affirmative, pourquoi une telle discrimination envers les francophones ?

4. Les représentants du personnel (syndicats) ont-ils été consultés ?

5. La COFRA a-t-elle été consultée au sujet de cette réorganisation ? Dans l'affirmative, quelle a été son appréciation ?

Motivation de l'urgence :

Compte tenu de l'entrée en vigueur au 1er janvier 2016 de cette réorganisation, la présente intervention requiert un traitement urgent.

Réponse du Conseil-exécutif

Le « statu quo+ » a notamment pour objectif de renforcer les compétences du Conseil du Jura bernois en matière culturelle. L'une des mesures envisagées dans ce sens est la nomination d'un ou d'une délégué-e à la culture du Conseil du Jura bernois. Les changements introduits avec le développement du « statu quo+ » sont l'une des raisons pour lesquelles l'Office de la culture souhaite se réorganiser dans le domaine de l'encouragement des activités culturelles. Cette réorganisation doit tenir compte équitablement des deux langues cantonales et mettre en œuvre concrètement l'objectif stratégique de la loi du 12 juin 2012 sur l'encouragement des activités culturelles (LEAC ; RSB 423.11) qui vise à renforcer le bilinguisme dans le canton. Elle s'inscrit donc également dans l'intention du « statu quo+ » de renforcer le bilinguisme au sein de l'administration cantonale.

C'est justement à ce niveau-là que l'Office de la culture a introduit une première mesure visant à renforcer le statut des affaires francophones en créant le poste de délégué-e francophone. Cette personne sera chargée de représenter les intérêts de la francophonie au sein de l'état-major de l'office. Selon les directives du Conseil-exécutif, le poste doit être pourvu dans le cadre des effectifs existants. Du point de vue de l'office, l'idéal serait que le poste de délégué-e francophone soit attribué à la même personne qui occupe le poste de délégué-e à la culture du Conseil du Jura bernois. Des discussions en ce sens sont en cours avec le Conseil du Jura bernois.

Aujourd'hui déjà, le Service archéologique et le Service des monuments historiques de l'Office de la culture ont mis en place un mode d'organisation bilingue incluant les deux parties

linguistiques du canton. Ce système va également être introduit dans le domaine des activités culturelles. Les sections germanophone et francophone des activités culturelles fusionneront en une nouvelle section bilingue. Le bilinguisme sera renforcé dans les quatre unités de la nouvelle section des activités culturelles. Cette réorganisation vise également à simplifier les processus de travail afin que les demandes de soutien déposées en nombre croissant puissent être traitées sans personnel supplémentaire.

Point 1

L'une des priorités qui est sans cesse revenue dans les discussions autour de la planification de la réorganisation a été la volonté de mettre en place une nouvelle structure qui soit aussi opérationnelle que possible tout en veillant à ce que le personnel en place soit traité de façon socialement acceptable. L'objectif était et reste de ne pas inquiéter les collaborateurs et collaboratrices francophones et germanophones de l'Office de la culture quant à leur poste (p. ex. en évitant de mettre au concours leur propre poste).

Deux des quatre unités de l'actuelle Section germanophone des activités culturelles travaillent déjà sur une base bilingue à l'entière satisfaction des parties prenantes ainsi que des supérieurs et supérieures (médiation culturelle avec le programme Education et culture ainsi que commissions culturelles, Pro cinéma Berne compris). Aucun changement de personnel n'est prévu à la tête de ces deux unités et ces postes ne feront donc pas l'objet d'une mise au concours publique.

Un transfert de postes concret en faveur de la francophonie et des collaborateurs et collaboratrices francophones est déjà en cours pour la fonction-clé suivante : le poste de chef ou cheffe de l'Unité Soutien aux institutions, l'unité ayant le plus de poids en matière de politique culturelle, sera pourvu par une personne francophone. Cette même personne assumera également la fonction de chef ou cheffe adjointe de la section.

Une nouvelle personne sera par ailleurs nommée à la tête de l'Unité Soutien aux projets à compter du 1er janvier 2016. Comme le mentionnera l'annonce rédigée pour le poste, il pourra s'agir d'une personne germanophone ou d'une personne francophone mais elle devra avoir une bonne connaissance de l'autre langue (au moins le niveau B2).

Point 2

Les chefs et cheffes des quatre unités doivent disposer de connaissances de l'autre langue nationale qui correspondent au niveau B2. Dans le contexte actuel, le traitement des dossiers francophones est assuré pleinement et donne entière satisfaction. Avec la nouvelle organisation, les postes qui se libèrent pourront plus facilement être repourvus par des francophones ayant le niveau B2 en allemand. Les collaborateurs et collaboratrices germanophones devront quant à eux avoir le niveau B2 en français. Actuellement, l'ensemble du personnel des deux sections des activités culturelles est testé par rapport à ses connaissances dans l'autre langue nationale. Les personnes n'ayant pas le niveau suffisant doivent se perfectionner. Aujourd'hui déjà, tous les comités, séances et manifestations pour le personnel qui concernent les deux sections fonctionnent en mode bilingue et des efforts sont faits pour développer encore davantage ce mode de fonctionnement.

Point 3

Non, cela n'est pas exact. Lorsqu'ils ont été repourvus, les postes de chef de section et de collaborateur spécialisé de la Section francophone des activités culturelles n'ont été attribués de façon intérimaire, ou pour une durée déterminée, que parce que les répercussions du « statu quo+ » sur le profil de ces postes n'étaient pas encore connues au moment de l'engagement, et ce point n'est d'ailleurs pas encore entièrement clarifié aujourd'hui. Ce n'est que lorsque les profils de postes et les champs d'activité seront clairement définis qu'il sera possible de proposer des postes définitifs. On ne peut en aucun cas parler de discrimination. D'ailleurs, le poste de secrétaire de la Section francophone des activités culturelles a récemment été repourvu sur une base fixe, comme il n'est pas concerné par le « statu quo+ ».

Point 4

Etant donné que la réorganisation n'induit aucun changement des conditions d'engagement et qu'aucune suppression de poste n'est prévue, les associations syndicales et les commissions des divisions administratives n'ont pas été consultées.

La Conférence de coordination francophone (COFRA) et tous les collaborateurs et collaboratrices concernés par les changements ont été impliqués. Les deux sections et chaque unité étaient représentées dans le groupe en charge du projet d'élaboration et d'évaluation de la nouvelle structure. Les propositions des collaborateurs et des collaboratrices avaient donc la possibilité de s'exprimer.

Tous les collaborateurs et collaboratrices des sections francophone et germanophone des activités culturelles, actuellement dirigées séparément, ont été impliqués directement. Ils ont personnellement été informés de l'avancement du projet par le chef d'office et les chefs de section et ont été invités à donner leur avis.

Point 5

Oui, la COFRA a été impliquée dans le projet de la réorganisation et invitée à prendre position par écrit. Il en est allé de même pour le Conseil du Jura bernois (CJB) et le Conseil des affaires francophones du district bilingue de Bienne (CAF). En outre, le président de la COFRA est membre du comité de pilotage de la réorganisation. Les propositions formulées fin avril 2015 ont pour certaines pu être prises en compte dans l'élaboration de la nouvelle organisation (élargissement des compétences du/de la délégué-e francophone et sa présence lors des séances du CAF). En revanche, il n'a pas été tenu compte de la volonté d'accorder la suppléance de la direction de l'office au/à la délégué-e francophone car il n'est pas souhaité que cette fonction soit endossée par un membre de l'état-major, mais par un membre de la hiérarchie directe. La suppléance de la direction de l'office va donc continuer à être assurée par l'archéologue cantonal.

Destinataires
- Grand Conseil

Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	077-2015
Type d'intervention:	Interpellation
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.284
Déposée le:	15.03.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Graber (La Neuveville, UDC) (porte-parole) Schnegg (Champoz, UDC)
Cosignataires:	0
Urgence demandée:	Non
Urgence accordée:	
N° d'ACE:	1058/2015 du 2 septembre 2015
Direction:	Direction de l'instruction publique
Classification:	–

Soutien des entreprises suisses dans le cadre des investissements des centres de formation, hautes écoles et universités

Les entreprises industrielles suisses actives dans la fabrication de biens d'investissement (machines, appareillages, installations de production) sont reconnues sur l'ensemble des marchés mondiaux pour la qualité de leurs produits et pour leurs capacités innovatrices.

Malheureusement, force est de constater qu'aujourd'hui, la plupart des centres de formation (écoles professionnelles, écoles des métiers, hautes écoles, universités) ont de plus en plus tendance à acheter des biens d'investissement provenant de fournisseurs étrangers et ce apparemment pour des raisons financières. Dans ce contexte, il convient de noter que les budgets globaux des dites écoles n'ont pas été réduits.

Cette situation a pour conséquence que de plus en plus de professionnels arrivant sur le marché du travail n'ont pas pu se familiariser avec les produits développés et fabriqués dans notre pays.

Des entreprises suisses sont aujourd'hui obligées de prêter gratuitement certaines machines à ces institutions si elles ne veulent pas disparaître des radars des futurs travailleurs formés dans notre pays. Il s'agit bien souvent d'investissements à six, voire sept chiffres pour ces sociétés.

Au vu de la situation économique particulièrement difficile pour ces entreprises (franc fort, etc.), il ne leur sera hélas plus possible de mettre leurs produits à disposition des institutions de formation, ce qui aura un impact très négatif pour la formation de la relève.

Il faut noter également que le financement de ces institutions intervient principalement par le biais de l'impôt. Or l'ensemble des contribuables, personnes physiques et personnes morales, ne peut que tirer profit de la compétitivité et de la santé économique de nos entreprises.

Le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Les autorités sont-elles informées de cette situation ?

2. Comment un mécanisme de préférence nationale pourrait-il être mis en place pour sauvegarder les intérêts de l'industrie suisse, sachant que les pays dans lesquels sont implantés les principaux concurrents des industriels suisses n'hésitent pas à soutenir massivement leurs industries (Europe, Asie, USA) ?

3. Serait-il envisageable d'augmenter le budget des investissements de ces institutions si elles s'engagent à acheter des produits fabriqués en Suisse ?

4. Les budgets mis à disposition des institutions de formation ne semblent pas avoir été revus à la baisse. Comment donc expliquer que l'argumentation budgétaire soit régulièrement utilisée pour justifier l'acquisition de biens d'investissement auprès de fournisseurs étrangers ? Est-ce dû principalement à l'amélioration de la compétitivité des entreprises européennes suite à l'affaiblissement du cours de l'euro depuis 2007 déjà ?

5. Au cours des prochaines années, le canton va consentir de lourds investissements pour la formation et plus particulièrement dans le cadre du Campus Bienne. Que pense faire le canton pour favoriser les entreprises nationales et permettre ainsi aux futurs professionnels de se familiariser avec les produits fabriqués dans notre pays ?

6. Existe-t-il déjà des prévisions budgétaires par rapport aux investissements (machines, installations, appareillage, moyens de production, etc.) qui seront réalisés dans le cadre de cet important projet ? Et si oui peuvent-ils être communiqués ?

7. Le canton est-il prêt à intervenir au niveau fédéral pour soutenir les industriels suisses dans le cadre des importants investissements consentis par les écoles polytechniques fédérales ?

8. Pour les institutions de formation dépendant du canton, est-il possible de donner les évolutions subies durant les dix dernières années pour :

    a. les frais de personnel (en % et montant) ;

    b. les charges administratives (en % et montant) ;

    c. les autres frais généraux (en % et montant) ;

    d. les investissements en machines, installations, appareillage, moyens de production (en % et montant) ?

Réponse du Conseil-exécutif

L'auteure de l'interpellation s'inquiète de la compétitivité et de la capacité d'innovation des entreprises suisses. Elle dit constater que pour des raisons financières, la plupart des institutions de formation se fournissent de plus en plus à l'étranger pour leurs biens d'investissement. Pour elle, cela présente le risque que les jeunes professionnels ne soient plus familiarisés avec l'utilisation de produits suisses au cours de leur formation et que les recettes fiscales reversées aux institutions de formation ne profitent pas à l'économie suisse et ne soutiennent pas sa compétitivité.

Le Conseil-exécutif répond ci-après aux huit questions de l'auteure de l'interpellation.

Question 1

Aucune tendance générale n'a été constatée à l'Université, dans les hautes écoles bernoises, les écoles moyennes, les écoles professionnelles et la formation professionnelle supérieure quant à l'augmentation des achats de biens d'investissement à l'étranger. Le choix des fournisseurs se fait en premier lieu sur la base d'un cahier des charges : les donneurs d'ordre sélectionnent les machines, appareils et produits qui correspondent aux standards habituels de l'industrie. Le pays de provenance de ces biens est un critère secondaire. Dans le domaine des outils et équipements de précision par exemple, les fabricants suisses, qui bénéficient d'une position forte sur le marché grâce à la qualité de leurs produits, sont ainsi régulièrement choisis par les institutions de formation.

Question 2

L'Université et la Haute école spécialisée bernoise, en tant qu'institutions de droit public, tout comme les écoles du degré secondaire II et de la formation professionnelle supérieure sont soumises à la législation sur les marchés publics, qui régit l'achat de bâtiments, de biens et de prestations par les pouvoirs publics. Cette législation a pour objectif que le revenu fiscal soit employé de la manière la plus économique possible, que tous les prestataires soient traités de manière juste et égalitaire et que tous aient une chance de travailler avec l'Etat. C'est la raison pour laquelle elle prévoit que tous les marchés publics fassent l'objet d'un appel d'offres public à partir d'un certain montant et que l'offre présentant le meilleur rapport prix-prestations selon des critères prédéfinis remporte le marché (www.be.ch/marchespublics). Conformément à l'accord de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) que la Suisse a ratifié en 1995, les prestataires nationaux ne doivent pas être privilégiés.[1]

En tant que nation industrielle exportatrice, à l'intérieur de laquelle le canton de Berne détient une position de choix, la Suisse a tout intérêt à ce que la législation sur les marchés publics soit appliquée correctement à l'échelle nationale comme internationale et permette un libre accès au marché. C'est pourquoi il serait en fin de compte contre-productif d'instaurer une préférence nationale en matière d'achats publics, qui de plus irait à l'encontre des règles fixées par l'OMC.

[1] Article III de l'accord sur les marchés publics (RS 0.632.231.422)

Question 3

Lier le montant des subventions cantonales annuelles versées à l'Université et à la Haute école bernoise à l'achat de produits suisses pourrait être assimilé au subventionnement indirect de l'industrie. Or cela ne serait pas compatible avec le droit commercial international appliqué dans le cadre de l'OMC, dont la Suisse fait partie, et des accords bilatéraux conclus avec l'Union européenne. Cela vaut aussi pour le budget des institutions de formation du degré secondaire II. De plus, considérant les mesures EOS qu'il reste à mettre en œuvre, il n'est pas certain que les coûts supplémentaires découlant d'une obligation de privilégier les produits suisses imposée aux institutions de formation puissent être couverts sans augmentation budgétaire.

Question 4

Depuis 2013 et 2014, l'Université et la Haute école spécialisée bernoise, respectivement, ne relèvent plus de la comptabilité du canton. Elles tiennent leurs propres comptes et reçoivent chaque année une subvention de la part du canton. Pourtant, il est possible de comparer la participation du canton aux charges des deux hautes écoles par rapport aux années précédentes. Les chiffres correspondants sont d'ailleurs aussi publiés par l'Office fédéral de la statistique (OFS, www.bfs.admin.ch).

Université :
2007 : dépenses de 610,4 millions de francs, dont 235,5 couverts par le canton de Berne, soit un taux de couverture de 38,6 pour cent.
2013 : dépenses de 758,7 millions de francs, dont 278,9 couverts par le canton de Berne, soit un taux de couverture de 36,75 pour cent.

Haute école spécialisée bernoise :
2007 : produit d'exploitation de 182 millions de francs, dont 87 provenaient du canton de Berne, soit 47,8 pour cent.
2013 : produit d'exploitation de 247,8 millions de francs, dont 93,9 provenaient du canton de Berne, soit 37,9 pour cent.

Ainsi, si l'on compare uniquement les chiffres des années 2007 et 2013, le taux de couverture des charges par le canton a diminué tant pour l'Université que pour la Haute école spécialisée bernoise. Durant cette période, les deux hautes écoles ont toutefois été en mesure d'accroître considérablement leurs recettes globales, en particulier grâce à l'accroissement du nombre d'élèves venus d'autres cantons et des fonds de tiers obtenus à des fins de recherche. Le poste de dépenses le plus important pour les hautes écoles étant de loin celui des dépenses de personnel, les éventuelles économies réalisées dans le domaine des investissements grâce à la force du franc passent presque inaperçues dans les résultats financiers obtenus.

L'affirmation selon laquelle les budgets des institutions de formation n'auraient pas été revus à la baisse est fausse pour le degré secondaire II. Les écoles de ce degré ont non seulement dû mettre en œuvre les mesures d'économies de l'EOS mais aussi subir des coupes dans leur budget d'investissement et donc réduire leurs dépenses effectives dans ce domaine. Ainsi en 2014, le compte des investissements de l'Office de l'enseignement secondaire du 2^{e} degré et de la formation professionnelle (OSP) a-t-il connu une réduction de 495 000 francs pour les écoles moyennes et de 1 005 000 francs pour les écoles professionnelles. Malgré cette pression sur les coûts, les dépenses d'investissement concernent presque exclusivement des produits suisses.

S'agissant des écoles moyennes, le total des investissements en biens mobiliers était compris entre 2 et 3 millions de francs par an ces trois dernières années (les variations sont liées aux importants projets de construction en cours). Sur cette somme, moins de 5 000 francs par année ont été versés à des entreprises sises à l'étranger. Dans le domaine de la formation professionnelle, le volume d'investissements a atteint 5 à 6 millions de francs par an, parmi lesquels moins de 1 pour cent concernait des produits vendus par des entreprises étrangères.

Question 5

Les principes évoqués dans les réponses aux questions 1 et 2 valent aussi pour le Campus Biel/Bienne en projet.

Question 6

Le calendrier actuel prévoit que le Conseil-exécutif soumette sa proposition de crédit de réalisation au Grand Conseil en 2016. Les estimations quant aux investissements nécessaires ne pourront être effectuées qu'à ce moment. Partant, les informations ne seront délivrées que lorsque l'affaire sera présentée.

Question 7

Le Conseil-exécutif ne possède aucune information suggérant que les écoles polytechniques fédérales (EPF) ne seraient pas soumises au même cadre légal et aux mêmes règles en matière d'investissements que les institutions de formation cantonales. En effet, les règles de l'OMC relatives aux marchés publics s'appliquent aussi aux EPF, ce qui leur interdit d'instaurer une préférence nationale dans leurs achats.

Question 8

L'OFS publie des statistiques détaillées sur les charges et les revenus de toutes les hautes écoles publiques de Suisse. Les chiffres concernant les hautes écoles bernoises y figurent aussi, sous une forme harmonisée qui permet une comparaison intercantonale (portail Statistique Suisse de l'OFS, degré tertiaire, hautes écoles, finances, www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/15/06/data/blank/04.html).

Lettres a à c :

Il n'est pas possible de dissocier les coûts comme demandé pour le degré secondaire II. Les domaines « frais de personnel » et « charges administratives » ne peuvent pas être distingués dans la mesure où les frais de personnel constituent également une grande part des charges administratives. Seuls les frais liés aux enseignants et enseignantes engagés dans ces écoles selon la législation sur le statut du corps enseignant peuvent être isolés. Il est néanmoins difficile d'interpréter l'évolution récente sur la base de chiffres uniquement : ces dernières années, de nouvelles tâches ont été confiées aux établissements du degré secondaire II, de nouvelles écoles ont été rattachées au canton et des fusions d'établissements ont eu lieu. Ces faits ont influencé l'évolution toute entière, ce qui ne permet pas de dégager de réelles tendances simplement à partir des chiffres. De manière générale, on peut dire que les frais de personnel, y compris ceux liés au corps enseignant, des écoles publiques et privées placées sous la surveillance de l'OSP sont restés constants, s'établissant à quelque 85 pour cent des charges du

compte de fonctionnement tandis que les charges de biens, services et marchandises constituent les 15 pour cent restants.

Lettre d :

Comme indiqué précédemment, les écoles moyennes ont investi entre 2 et 3 millions de francs par an ces trois dernières années en biens mobiliers. Cela représente environ 1,6 pour cent des charges du compte de fonctionnement. Dans le domaine de la formation professionnelle, les investissements ont été compris entre 5 et 6 millions de francs en moyenne par an au cours des dix dernières années, soit 1,5 pour cent des charges du compte de fonctionnement. La moyenne a été tirée vers le haut par des investissements exceptionnellement élevés en 2011 liés à la transformation de l'école Victoria et du BZ Pflege (11,5 millions de francs).

Destinataire

- Grand Conseil

Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	206-2015
Type d'intervention:	Interpellation
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.843
Déposée le:	04.09.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Fischer (Meiringen, UDC) (porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgence demandée:	Oui
Urgence accordée:	Oui 09.09.2015
N° d'ACE:	1229/2015 du 21 octobre 2015
Direction:	Direction de l'économie publique
Classification:	–

Extension du monopole de l'AIB

En 2010, le Grand Conseil a adopté la loi sur l'assurance immobilière (LAIm) en seconde lecture. C'est avant tout les articles 7, Activités accessoires de l'AIB et 44, Objet des assurances complémentaires, qui ont donné lieu à d'âpres discussions. Dans son allocution introductive, le conseiller d'Etat Andreas Rickenbacher a clairement déclaré que l'interdiction d'un subventionnement indirect, qui fait la substance de l'article 7, empêche que les activités accessoires de l'AIB puissent contribuer à fausser la concurrence en rendant certaines prestations proposées sur le marché plus avantageuses du fait du monopole (cf. Journal du Grand Conseil du 25.01.2010, p. 135).

Au Grand Conseil, le vote au sujet de l'article 7 a lors des deux lectures donné un résultat très serré, raison pour laquelle l'AIB devrait à mon avis faire preuve de la plus grande modération dans ce domaine épineux.

Or, mon expérience personnelle d'un entretien que j'ai eu avec un conseiller de l'AIB et l'exaspération de chefs de PME exprimée à l'adresse de l'association des PME bernoises me montrent que l'AIB dépasse allègrement les limites de sa marge de manœuvre et fait très peu de

cas des doutes exprimés lors du débat au Grand Conseil. Elle met ainsi à mal la bonne foi du Grand Conseil.

Dans ce qui suit, je vais présenter un certain nombre de faits qui illustrent ces propos.

Les comptes des deux institutions (AIB et AIB Assurances privées) sont présentés uniquement dans une forme consolidée, et de ce fait, la transparence fait entièrement défaut. En tant que député, j'ai envie de savoir comment évoluent séparément les résultats de ces deux entités.

Un locataire de bureaux qui a fait installer des placards à ses frais est contraint de contracter une assurance immobilière séparée auprès de l'AIB. Il n'est pas réaliste de s'attendre à ce que le propriétaire de l'immeuble cherche à savoir à tout moment ce que le locataire fait installer. De plus, le propriétaire ne veut certainement pas se charger des primes d'assurance pour les équipements installés par les locataires. Cette nouvelle pratique aura pour conséquence immédiate les lacunes de couverture.

On s'est de manière incompréhensible départi de la règle de l'unité de propriété. Dans la pratique de gestion des sinistres, surtout, il en résultera des difficultés inextricables. Que se passera-t-il si le propriétaire ne transmet pas au destinataire légitime l'indemnité versée pour la propriété du locataire ?

La séparation rationnelle pratiquée selon la fonction et le type d'exploitation du bâtiment a également été abandonnée, au détriment de la liberté du marché, ce qui ne manquera pas de déboucher sur de nombreuses interrogations.

Par exemple, un chemin de roulement de grue, dont la présence est imposée par le type d'exploitation et qui n'a aucun rapport avec le bâtiment en tant que tel, doit désormais être assuré avec le bâtiment, même si les propriétaires ne sont pas les mêmes.

Un tunnel de lavage de voitures fait partie intégrante de l'équipement d'un garage. Or, selon une nouvelle norme de délimitation, le tunnel de lavage fait partie du bâtiment alors que les robinets et les tuyaux doivent faire l'objet d'une assurance privée de biens mobiliers.

Dans les églises également, une assurance de biens mobiliers doit être contractée pour les psautiers et les bougeoirs puisque les bancs, l'orgue et la chaire doivent être assurés auprès de l'AIB.

Le garagiste locataire doit assurer séparément à l'AIB la plate-forme élévatrice qui pourtant est fixée au sol. Le propriétaire des locaux ne pourra et ne voudra pas assurer l'inventaire de son locataire.

Un système de réfrigération du lait doit être assuré auprès de l'AIB sans agrégat réfrigérant et sans balance électrique mais avec le pilotage électronique. Le client a reçu une seule facture pour toute l'installation, mais il devra désormais la décomposer. Les sources d'erreurs, la bureaucratie et les incertitudes en seront les conséquences.

Dans la restauration, la cuisine, le buffet et les armoires sont entièrement soumis au monopole de l'AIB, mais non les petits appareils. Les restaurateurs, qui voudraient bien tenir compte de leur clientèle, perdent ainsi la liberté de choix de leur assureur.

Les estimateurs de l'AIB, et je l'ai vécu personnellement, attirent au cours de l'entretien de conseil l'attention sur les produits de l'AIB Assurances privées, ce qui à mon sens est une manière de créer la confusion entre le monopole et le marché libre. C'est d'autant plus le cas que les estimateurs sont employés par AIB Assurances privées.

Le Conseil-exécutif est prié de répondre à ces griefs et plus particulièrement de formuler ses commentaires au sujet des aspects suivants :

1. la transparence dans la présentation des comptes de l'AIB et d'AIB Assurances privées ;
2. le principe de l'unité de la propriété ;
3. la distinction selon les fonctions et l'exploitation du bâtiment ;
4. la séparation entre AIB assurance immobilière et AIB Assurances Prives.

Motivation de l'urgence :

En ma qualité de vice-président de PME bernoises et en considération de l'exaspération des chefs de PME concernés, je souhaite que la situation soit clarifiée, ce qui est dans l'intérêt de l'AIB.

Réponse du Conseil-exécutif

La position de principe du Conseil-exécutif est la suivante:

Lors du vote final du 9 juin 2010, la nouvelle loi sur l'assurance immobilière (LAIm) a été acceptée à une large majorité (122 oui, 9 non et 13 abstentions). De l'avis du Tribunal fédéral, l'interdiction de subventionnement croisé, qui fait l'objet de l'article 7, alinéa 2 et de l'article 45, alinéa 2 LAIm, est un moyen efficace et suffisant pour éviter les distorsions de concurrence, notamment dans le domaine des assurances complémentaires facultatives. L'AIB est en outre la seule assurance immobilière cantonale à avoir transféré les assurances complémentaires à une filiale privée – en accord avec l'article 45, alinéa 3 LAIm. Une concurrence loyale avec les assurances privées est ainsi garantie sur le plan du droit de la surveillance et au niveau fiscal (subordination à la loi fédérale sur la surveillance des assurances et à l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers [FINMA]).

La question d'une éventuelle distorsion de la concurrence a par ailleurs été examinée en détail par la Commission de la concurrence (Comco); celle-ci a imposé à l'AIM des conditions générales contraignantes qui sont revues périodiquement. La GVB Assurances privées SA a aussi reçu une autorisation d'exploiter de la FINMA, confirmée par le Tribunal fédéral. L'autorisation concerne le plan d'exploitation, y compris tous les contrats de prestation et le système de facturation entre la société-mère et la filiale.

L'actualisation des directives de l'AIB sur la délimitation entre assurance immobilière et assurance mobilière (directives sur la délimitation) n'équivaut pas à un renforcement du monopole. Les directives ne font en effet que concrétiser les prescriptions de la LAIm et de l'ordonnance sur l'assurance immobilière (OAim) et appliquent ainsi rigoureusement le principe d'accession au sens des droits réels et la notion de partie intégrante du Code civil. Les directives mises à jour s'alignent sur les règlements d'autres assurances immobilières cantonales et privées et se fondent sur les déclarations de courtiers et de spécialistes en architecture et en bâtiment. Les changements concrets sont limités. Les calculs ont révélé que la somme assurée par l'AIB ne chan-

gera que marginalement – de moins d'un pour cent en 15 à 20 ans, ce qui correspond à un volume de primes annuel d'environ 80 000 francs (moins de 0,05 % des primes de l'assurance de base). La mise en œuvre, qui s'effectuera progressivement durant la période mentionnée dans le cadre de l'estimation ordinaire des bâtiments, apportera plus de transparence et de sécurité juridique aux propriétaires d'immeubles.

Sur la base de ces explications, le Conseil-exécutif se distancie du reproche selon lequel l'AIB ne serait pas crédible ou digne de confiance.

Les réponses aux questions concrètes sont les suivantes:

1. La présentation des comptes de l'AIB est réglée par l'article 56 LAIm et doit suivre les principes des articles 957 ss CO. L'AIB publie donc des comptes consolidés, ce qui est l'usage pour les groupes de sociétés telles que la BKW, l'EWB ou la Mobilière. Les comptes individuels des sociétés sont contrôlés par un organe de révision reconnu et mis à la disposition de l'autorité de surveillance correspondante. Afin de garantir à tout moment la transparence au sein du Groupe GVB, un contrat de prestations approuvé par la Comco, la FINMA et l'autorité fiscale et réglant l'indemnisation réciproque des prestations fournies a été conclu. Les chiffres que la GVB assurances privées SA doit fournir à la FINMA sont accessibles au public, comme c'est le cas pour les autres assurances privées en Suisse.

2. Le principe de l'unité de propriété est un élément important dans la pratique de l'AIB. Comme déjà mentionné, les normes de délimitation fixées dans l'OAIm sont concrétisées selon le principe d'accession au sens des droits réels et la notion de partie intégrante du Code civil. Il est ainsi tenu compte du fait que les propriétaires d'immeuble sont aussi propriétaires de toutes les installations qui sont un élément essentiel de la chose selon l'article 642, alinéa 2 CC et forment avec l'immeuble une unité matérielle et juridique. Cela vaut aussi pour les installations fixées à demeure par les locataires ou fermiers. Selon le principe d'accession, elles appartiennent au propriétaire de l'immeuble. Dans des situations particulières, la pratique usuelle des assurances est par ailleurs de chercher des solutions adaptées aux clients.

3. Le principe de la séparation entre installations d'exploitation et bâtiment est ancré dans l'OAIm à l'article 1, alinéa 3 et appliqué dans les directives sur la délimitation. Par conséquent, les installations d'exploitation des équipements industriels ou artisanaux ne doivent en règle générale pas être assurées avec le bâtiment. Ainsi la plateforme élévatrice, fixée au sol par le ou la garagiste locataire, ainsi que les tuyaux et robinets ne sont pas attribués à l'immeuble, mais traités comme biens mobiliers. Par contre, le tunnel de lavage de voitures est un immeuble au sens de l'article 1, alinéa 1 OAIm et a toujours été assuré auprès de l'AIB. Conformément au principe d'accession au sens des droits réels, les installations d'exploitation ne sont assurées avec l'immeuble que si elles y sont fixées au moyen de mesures de construction spécifiques et forment avec lui une unité fonctionnelle. C'est le cas pour les chemins de roulement de grues, pour autant qu'ils remplissent en même temps une fonction statique pour l'immeuble. Les bancs, l'orgue et la chaire d'une église ne sont pas des installations d'exploitation d'équipements artisanaux ou industriels : il s'agit plutôt d'installations affectées à l'usage projeté du bâtiment, qui sont assurées dans toute la Suisse avec l'immeuble, à condition d'être solidement fixées. Les installations fixes dans les cuisines de restaurant sont aussi des équipements affectés à l'usage projeté du bâtiment. Elles

ne sont donc pas assurées comme biens mobiliers par les assurances privées, mais imputées à l'immeuble.

4. L'AIB et la GVB Assurances privées SA sont des institutions clairement distinctes et la neutralité concurrentielle du groupe est garantie par les prescriptions de la FINMA et de la Comco. Les prestations fournies par les estimateurs engagés par la filiale dans le cadre de leur activité pour l'AIB sont facturées à cette dernière au prix du marché. La convention de prestations correspondante a été approuvée par la Comco, ainsi que la FINMA et l'autorité fiscale. Les estimateurs ne sont d'ailleurs pas des conseillers de vente possédant un savoir-faire spécifique en matière d'assurance, mais des architectes ou des spécialistes du bâtiment qui effectuent des estimations et s'occupent de la gestion de sinistres. Ils ne fournissent des informations sur les produits que sur demande expresse de la clientèle.

Destinataire
- Direction de l'économie publique
- Grand Conseil

Intervention parlementaire – Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	099-2015
Type d'intervention:	Interpellation
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.317
Déposée le:	16.03.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Hügli (Biel/Bienne, PS) (porte-parole)
Cosignataires:	
Urgence demandée:	Non
Urgence accordée:	
N° d'ACE:	1019/2015 du 26 août 2015
Direction:	Direction de l'économie publique
Classification:	Non classifié

Respect des droits humains dans la région de Shenzhen

Dans un communiqué daté du 16 février dernier, la Direction de l'économique publique a annoncé la signature d'un accord de partenariat avec le maire de la ville de Shenzhen. Le canton de Berne bénéficiera ainsi d'un traitement de faveur dans la coopération économique avec la ville chinoise. Les grandes lignes de l'accord prévoient des échanges dans le domaine de la promotion économique, de l'économie et de la culture. L'accord renforce en outre la sécurité du droit dans les échanges économiques et les relations bilatérales entre les deux pays et il contribue au développement durable.

Le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. On sait que les zones économiques spéciales telles que Shenzhen pratiquent l'oppression des travailleurs. Comment le Conseil-exécutif entend-il s'y prendre pour qu'en contrepartie du traitement de faveur dans la coopération économique, les salariés de Shenzhen bénéficient eux aussi d'un « traitement de faveur » ?

2. L'accord garantit-il les droits des travailleurs (et notamment le droit d'association) ?

3. L'accord comporte-t-il d'autres dispositions sur la protection des droits humains, y compris les droits économiques, sociaux et culturels (p. ex. concernant le travail obligatoire ou le travail des enfants) ?

4. Berne, canton qui a une forte minorité dont il assure la protection, a-t-il plaidé en faveur de la protection des minorités lors de la négociation de l'accord ?

5. La question de la protection des migrants et migrantes dans la zone économique spéciale a-t-elle été abordée ?

6. Outre les échanges économiques et culturels, prévoit-on aussi un dialogue sur la question des droits humains ?

7. La question de l'environnement et de l'énergie a-t-elle été abordée dans le cadre de la discussion sur le développement durable ?

Réponse du Conseil-exécutif

Deuxième économie mondiale, la Chine représente l'un des principaux partenaires économiques de la Suisse. Elle compte de ce fait parmi les marchés cibles de la Promotion économique du canton de Berne. Les entreprises exportatrices bernoises ont donc tout intérêt à bénéficier d'un bon accès aux entreprises et marchés chinois. Les intérêts du canton de Berne sont d'ailleurs à la base de l'accord conclu avec Shenzhen.

L'accord de libre-échange entre la Suisse et la Chine entré en vigueur le 1er juillet 2014 ainsi que l'accord bilatéral sur la coopération en matière de travail et d'emploi négocié parallèlement sont déterminants pour les relations économiques de la Suisse avec la Chine et contraignants pour les deux Etats. Les objectifs et principes relatifs aux conditions de travail et d'engagement fixés dans ces deux accords se réfèrent aux conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT). Le préambule de l'accord de libre-échange mentionne l'obligation de respecter les valeurs et principes fondamentaux des relations internationales et du droit international (démocratie, liberté, progrès social, équité, Etat de droit, etc.). De plus, il fait référence au protocole d'entente (Memorandum of Understanding) conclu en 2007 par la Suisse et la Chine pour promouvoir le dialogue et la collaboration entre les deux pays et poursuivre entre autres le dialogue bilatéral sur les droits humains entamé en 1990. Ces accords nationaux renforcent la sécurité du droit dans les échanges économiques et améliorent les relations bilatérales entre les deux pays, contribuant de ce fait au développement durable[1]. Les cantons agissent dans le cadre de ces accords mais ne disposent d'aucune compétence de négociation ou de réglementation.

L'accord de partenariat (Sister-City/Region Agreement) conclu le 13 février 2015 entre le canton de Berne et la ville chinoise de Shenzhen concrétise la collaboration dans les domaines de l'économie, du commerce, de la science, de la technologie, de la culture, de la formation et du sport. Il se situe dans le cadre fixé par les accords fédéraux susmentionnés.

[1] Informations complémentaires: http://www.seco.admin.ch/themen/00513/02655/02731/04118/index.html?lang=fr

Le Conseil-exécutif accorde lui aussi une grande importance au respect des droits humains et des droits des travailleurs. Les points soulevés par l'interpellation en rapport avec le communiqué de presse du 16 février 2015 concernent toutefois les accords nationaux précités et non l'accord de partenariat. Le Conseil-exécutif renonce par conséquent à prendre position sur les différentes questions posées.

Destinataire

- Grand Conseil

SISTER-CITY/REGION AGREEMENT BETWEEN
THE CANTON OF BERN, THE FEDERATION OF SWITZERLAND
AND
THE CITY OF SHENZHEN OF THE PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA

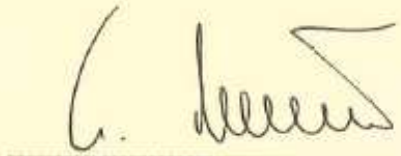
Both Canton of Bern and Shenzhen, through amicable negotiations under the principle of Joint Communique on the Establishment of Diplomatic Relations between the People's Republic of China and the Federation of Switzerland, agree on building sister-city/region relations to deepen understanding and friendship between Chinese and Swiss people, and to enhance and develop friendly cooperation between the two cities/region. The two cities/region are committed to:

1. On the basis of mutual benefit, exchanges and cooperation in various fields such as business, trade, port logistics, science and technology, culture, education, sports, health and personnel to promote common prosperity and development.

2. Regular exchanges between leaders and agencies of Canton of Bern and Shenzhen so that negotiations on cooperation and on issues of common concern can be carried out.

3. This Agreement will take effect upon its signing in Shenzhen on February 13, 2015. This Agreement will be valid for five years. Upon expiration, it may remain in force if neither side terminates it.

4. This Agreement, written in Chinese and English, is signed in duplicate, all texts being equally authentic.

For the Canton of Bern State of the Confederation of Switzerland	For the City of Shenzhen The People's Republic of China
Andreas Rickenbacher Minister of Economic Affairs Canton of Bern, Member of the Government	XU Qin Mayor of the City of Shenzhen
	

Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	219-2015
Type d'intervention:	Interpellation
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.873
Déposée le:	07.09.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Schnegg (Champoz, UDC) (porte-parole) Graber (La Neuveville, UDC)
Cosignataires:	0
Urgence demandée:	Oui
Urgence accordée:	Oui 09.09.2015
N° d'ACE:	1279/2015 du 28.10.2015
Direction:	Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques
Classification:	–

Plus d'efficacité dans le traitement des demandes de permis de construire

Lors d'une demande de permis de construire, il est important que son déroulement puisse être efficace et se concentrer sur les éléments clefs.

Il arrive que des services ou offices cantonaux déposent des oppositions lors de telles procédures uniquement pour des raisons de forme sans demander le moindre changement au projet. Ces services ou offices communiquent aux demandeurs du permis qu'en relançant la procédure en y ajoutant une demande de dérogation, ils accorderont leur soutien au projet.

Si d'un point de vue formaliste et pointilleux il n'y a certainement rien à redire à cette manière de procéder, force est toutefois de constater que ce genre de chicaneries administratives n'apporte aucune valeur ajoutée, que ce soit au canton lui-même, à sa population ou encore à l'auteur du projet.

Il semblerait donc utile, du fait que la loi encadrant ces démarches est en révision, de prévoir ce qui permettra de faire cesser une pratique inutile, mais par contre chronophage et très coûteuse au final pour le contribuable.

Remarque : des exemples concrets peuvent être mis à disposition.

Le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Le Conseil-exécutif voit-il, lui, une valeur ajoutée à de telles oppositions ne débouchant sur absolument aucune demande de modification du projet ?

2. Est-il prêt à tenir compte de cette situation pour introduire dans la loi en révision ce qui est nécessaire pour faire cesser ce genre d'absurdités ?

3. Existe-t-il une statistique des oppositions déposées par le canton ? Et si oui, est-elle publique ?

Réponse du Conseil-exécutif

Question 1:

C'est pour les raisons suivantes que les services cantonaux concernés signalent aux requérants la nécessité de déposer une demande de dérogation: les demandes de permis de construire doivent être publiées ou communiquées aux personnes directement intéressées. Le droit de la construction requiert que la publication soit transparente et contienne notamment l'indication de toutes les dérogations demandées. S'il apparaît clairement à un stade ultérieur de la procédure qu'une dérogation est nécessaire, le projet de construction doit à nouveau faire l'objet d'une publication. Si la demande de dérogation n'est pas publiée en bonne et due forme, une opposition peut être formée contre le projet même après l'octroi du permis de construire, ce qui va à l'encontre des intérêts du maître d'ouvrage.

Question 2:

La révision de la loi sur les constructions est adoptée; elle contient déjà les bases nécessaires à la mise en place de la procédure électronique d'octroi du permis de construire. Le projet y relatif devrait répondre aux exigences de l'intervention parlementaire portant sur un déroulement efficace de la procédure qui permettrait de se concentrer sur les éléments-clés. En effet, l'un de ses objectifs est de guider le requérant dans les différentes étapes de la procédure d'octroi du permis de construire, qui se fera à l'avenir sous forme électronique, garantissant ainsi que tous les documents nécessaires, y compris les demandes de dérogation, soient déposés en temps voulu.

Question 3:

Non.

Destinataire
- Grand Conseil

Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	062-2015
Type d'intervention:	Interpellation
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.201
Déposée le:	20.02.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Rudin (Lyss, pvl) (porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgence demandée:	Oui
Urgence accordée:	Non 19.03.2015
N° d'ACE:	1024/2015 du 26 août 2015
Direction:	Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques
Classification:	–

Autorités de protection de l'enfant et de l'adulte: des indicateurs pour apprécier la situation

Les cas traités par les autorités de protection de l'enfant et de l'adulte (APEA) et les mesures ordonnées par ces autorités font de plus en plus souvent la une des journaux. Les cas sont très complexes et les décisions des APEA lourdes de conséquences. Il serait dès lors bienvenu de disposer de quelques indicateurs.

Le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Combien de mesures ordonnait-on par an dans le canton de Berne avant l'introduction des APEA (ventiler les chiffres par catégorie : art. 307, 308, 310 et 311 CCS) ?

2. Combien de mesures les APEA ont-elles ordonnées en 2013 et 2014 (ventiler les chiffres par catégorie : art. 307, 308, 310 et 311 CCS) ?

3. Comment les mesures ont-elles évolué de 2013 à aujourd'hui (ventiler les chiffres par catégorie : art. 307, 308, 310 et 311 CCS) ?

4. Combien de cas traités par les APEA ont-ils été déférés à la Cour suprême en 2013 et 2014 ?

5. Combien de décisions des APEA la Cour suprême a-t-elle cassées en 2013 et 2014 ?

6. Quelle est la durée moyenne de réaction des APEA, quelle que soit la demande ?

7. Que font les APEA pour améliorer durablement le niveau de qualité ? Pratiquent-elles l'analyse comparative ?

8. Envisage-t-on la création d'un service de médiation indépendant ?

Motivation de l'urgence :

L'urgence est justifiée par l'actualité de la question, l'intérêt du public et la portée des décisions des APEA.

Réponse du Conseil-exécutif

Question 1

Il est impossible de déterminer le nombre exact de mesures qui étaient ordonnées annuellement avant 2013. Les données que la Conférence des cantons en matière de protection des mineurs et des adultes (COPMA) avait collectées par le passé se sont avérées peu fiables[1]. Par exemple, d'après ces données statistiques, seules 157 mesures au sens de l'article 310 CCS (retrait du droit de garde ou droit de déterminer le lieu de résidence) étaient en cours dans le canton de Berne au 31 décembre 2012. Or, les APEA ont en fait repris 350 mesures au 1er janvier 2013. Pour les autres mesures de protection de l'enfant (art. 307, 308 et 311 CCS) également, des écarts considérables sont constatés entre les mesures annoncées et celles dont la gestion a effectivement été transférée aux APEA. En conséquence, les données collectées avant 2013 ne sont pas représentatives.

Question 2

Depuis 2013, les mesures ne sont plus prononcées par 318 autorités tutélaires mais par onze APEA cantonales et une APEA bourgeoisiale. En outre, les mesures ordonnées par les APEA sont consignées à l'aide du système commun (unique) de gestion électronique des affaires, lequel prévoit des champs obligatoires pour reporter le nombre de mesures prises. Cela devrait permettre de réduire les erreurs de saisie et générer des données fiables. Il n'en reste pas moins que différents facteurs ont conduit à ce que les données relevées pour 2013 et 2014 ne soient pas particulièrement fiables non plus. D'une part, depuis le milieu de 2012, les autorités tutélaires – dans la perspective de l'entrée en vigueur du nouveau droit – n'ordonnaient souvent plus les mesures nécessaires, ce qui a eu pour effet de les reporter à l'année statistique 2013 (au lieu de 2012). Une partie du retard ainsi accumulé dès le début de l'année n'a pu être résorbé que l'année suivante (2014). D'autre part, on a constaté que les APEA, en raison de leur charge de travail considérable, n'ont pas inscrit de manière régulière les mesures qu'elles ont effectivement levées dans le système de gestion des affaires. C'est pourquoi le nombre de cas figurant dans les statistiques de 2013 et 2014 est plus élevé qu'il ne l'est en réalité. Il faudra donc attendre les données de l'année statistique 2015 pour obtenir des chiffres fiables.

[1] Cf. *Josef Estermann*, Réanalyse des données statistiques de la protection de l'adulte de 1996 à 2011, RMA 2013, p. 71 ss.

Une fois les imprécisions susmentionnées prises en compte, les chiffres suivants peuvent être considérés pour 2013 et 2014:

Type de mesure	Mesures ordonnées en 2013	Mesures ordonnées en 2014
Art. 307 CCS	190	278
Art. 308 CCS	921	1271
Art. 310 CCS	148	164
Art. 311/312	5	2

Question 3

Les données chiffrées relatives au nombre de mesures ordonnées en 2013 et 2014 ne permettent donc guère de dégager des tendances ou de tirer des conclusions et ne se prêtent en particulier pas à une comparaison avec les données collectées avant 2013[2].

Si l'on compare 2013 à 2014, on peut expliquer l'augmentation des mesures ordonnées en 2014 avant tout par la réduction progressive du nombre de dossiers en suspens pendant cette même année. En raison de la professionnalisation de la protection de l'enfant et de l'adulte qui a découlé de l'introduction des APEA et de l'application rigoureuse du principe de subsidiarité (primauté de l'autonomie de la personne concernée et de son entourage), les APEA s'attendent pour le moment à ce que le nombre de cas reste stable ou baisse légèrement, en particulier en ce qui concerne le domaine de la protection de l'enfant. Les données récoltées dans la ville de Bienne, où l'on observe que le nombre de retraits du droit de garde est stable ou légèrement en baisse (art. 310 CCS), illustrent bien cette tendance.

	2012		**2013**		**2014**	
	Nombre au 31.12.	Nouvelles mesures	Nombre au 31.12.	Nouvelles mesures	Nombre au 31.12.	Nouvelles mesures
Bienne	92	17	81	13	77	12

À long terme, en raison de l'évolution sociodémographique (individualisation, vieillissement de la population, immigration, etc.), il faut s'attendre à ce que les cas relevant de la protection tant de l'adulte que de l'enfant suivent une tendance à la hausse. Un plus long laps de temps est toutefois nécessaire pour prévoir l'évolution du nombre de cas de manière fiable.

Question 4

Au cours de ses deux premières années de fonctionnement, le Tribunal de la protection de l'enfant et de l'adulte a traité respectivement 220 et 344 recours contre des décisions rendues par les APEA. La progression du nombre de recours concorde avec l'augmentation des décisions des APEA (réduction progressive du nombre de dossiers en suspens).

[2] D'après la COPMA, d'autres cantons sont également confrontés à l'impossibilité de comparer les données.

Question 5

En 2013 et 2014, la Cour suprême a statué différemment des APEA dans respectivement 34 et 62 cas, ce qui correspond à des taux de décisions confirmées de 85 et 82 pour cent. Pour une nouvelle autorité qui est compétente dans divers domaines juridiques, ces valeurs sont très bonnes.

Question 6

Le temps de réaction varie en fonction de l'urgence et de l'importance de la demande. Il peut être de quelques minutes lors d'un service de permanence ou en cas de situation d'urgence (par exemple, interdiction de quitter le territoire national s'il y a un risque que l'enfant soit enlevé, retrait du droit de déterminer le lieu de résidence de l'enfant si ce dernier court un danger aigu et grave, placement à des fins d'assistance ordonné à l'égard d'une personne atteinte d'un trouble psychique grave que l'on doit aller chercher chez elle et amener à l'hôpital de l'Île ou blocage d'un compte si la personne concernée compromet sérieusement sa fortune). Le temps de réaction est plus long lorsque les affaires sont moins urgentes et que les retards accumulés sont importants (par exemple, dans le domaine de l'approbation des rapports de curatelle), mais il a pu être considérablement réduit (le temps moyen pour l'approbation des rapports et des comptes est passé de 137 jours à 68 jours environ).

Dans le cadre d'une procédure au sens du droit de la protection de l'enfant et de l'adulte sans caractère d'urgence, le règlement rapide n'est pas une priorité. Au contraire, les APEA choisissent sciemment de faire durer l'enquête entre deux et quatre mois. En effet, le fait de laisser le temps aux personnes concernées et à leur entourage de sortir seuls (ou avec l'aide des services sociaux) d'une situation de détresse permet de préserver leur droit à l'autodétermination. Ainsi, des mesures librement consenties permettent souvent d'éviter une intervention de l'APEA.

Question 7

Pendant les deux premières années, le directoire des APEA ainsi que les différentes autorités ont élaboré divers instruments de gestion de la qualité. En particulier, les processus opérationnels et de soutien ont été développés et des modèles uniformes pour les décisions et la correspondance ont été introduits. Sur le plan institutionnel, la mise en place du comité pour de bonnes pratiques et de la commission juridique a permis d'accomplir les tâches de manière plus cohérente et de renforcer l'unité de la jurisprudence. En outre, en vue de garantir la même qualité dans l'ensemble des APEA, les collaborateurs effectuent des stages de courte durée dans d'autres sites. Des réunions sont régulièrement organisées entre les différents organes à divers niveaux pour assurer une collaboration continue avec les partenaires importants (services sociaux, préfectures, police, offices de l'état civil, cliniques, institutions sociales, services psychologiques pour enfants et adolescents, autorités de conciliation, tribunaux régionaux, offices des poursuites et des faillites, etc.). De nombreux accords de collaboration ou mémentos communs ont été établis afin de règlementer cette coopération. En outre, les rencontres régulières avec les autorités de surveillance (JCE/Office cantonal des mineurs) et l'instance judiciaire de recours (Tribunal de la protection de l'enfant et de l'adulte) ainsi que la formation continue et le perfectionnement des cadres et du personnel spécialisé sont d'une grande importance pour la garantie de la qualité.

Un rapport trimestriel qui contient les données relatives à l'exécution du mandat des APEA est établi en vue de détecter les problèmes à un stade précoce et à titre d'analyse comparative. Les informations concernant les procédures, le personnel et les finances ainsi que les rapports concernant les risques pour chaque APEA servent d'instrument de pilotage au directoire et aux autorités de surveillance. En outre, les comptes rendus permettent d'effectuer une comparaison entre les sites et fournissent des informations particulièrement utiles pour allouer les ressources de manière efficace.

Question 8

Il n'y a pas lieu d'introduire un service de médiation dans le domaine de la protection de l'enfant et de l'adulte. Les réclamations sont adressées en règle générale aux APEA ou, dans un second temps, au directoire. Ainsi, le dialogue direct est privilégié. En outre, chacun – indépendamment de son statut de partie – a la possibilité de relever des anomalies et de les dénoncer (sans procédure formelle et gratuitement) à l'autorité de surveillance. S'il est question d'une décision formelle d'une APEA en particulier, il reste toujours possible de former un recours devant le Tribunal de la protection de l'enfant et de l'adulte.

On observe que le nombre de réclamations adressées aux autorités de surveillance avait déjà considérablement diminué après le premier mois et que depuis, les autorités n'en ont reçu que de manière sporadique.

Destinataire

- Grand Conseil

Intervention parlementaire. Réponse du Conseil-exécutif

N° de l'intervention:	178-2015
Type d'intervention:	Interpellation
Motion ayant valeur de directive:	☐
N° d'affaire:	2015.RRGR.621
Déposée le:	08.06.2015
Motion de groupe:	Non
Motion de commission:	Non
Déposée par:	Lanz (Thun, UDC) (porte-parole)
Cosignataires:	0
Urgence demandée:	Oui
Urgence accordée:	Oui 09.09.2015
N° d'ACE:	1154/2015 du 16 septembre 2015
Direction:	Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques
Classification:	-

Procédure d'octroi du permis de construire: répartition équitable des risques entre maître d'ouvrage et recourants?

Le droit en vigueur est ainsi conçu que des projets de construction bien faits et ne présentant pas d'inconvénient majeur peuvent être retardés ou même empêchés par des oppositions pourtant dénuées de chances de succès. Il n'est pas rare qu'avant même le dépôt de la demande de permis de construire, les opposants menacent d'aller jusqu'au Tribunal fédéral. Ils peuvent se le permettre car, hormis les honoraires d'avocat, faire recours ne comporte pas grand risque. Mais faire recours retarde toujours le projet de construction. Or, pour les maîtres d'ouvrage, les retards coûtent bien plus que les honoraires d'avocat, surtout si le projet est lié à une activité économique. La répartition des risques de la procédure d'octroi du permis de construire est ainsi dans bien des cas inéquitable.

La révision en cours de la loi sur les constructions doit tenir compte de cette inégale répartition des risques, sans pour autant compromettre les voies de droit. On pourrait envisager l'obligation, pour la partie recourante qui a déjà succombé à deux reprises dans la même procédure d'octroi du permis de construire, de verser une avance sur la totalité des frais d'avocat et des frais judiciaires et, dans les cas justifiés, de répondre des autres dommages (le droit constitutionnel à l'assistance judiciaire étant bien entendu réservé). Si la partie recourante l'emporte, l'avance lui est remboursée, sinon les frais sont déjà couverts. Ce modèle, ou un autre du même genre,

permettrait de répartir les risques notamment des recours ayant peu de chances de succès et de décourager les recourants potentiels. Ce qui serait tout à l'avantage de l'économie. D'autres modèles sont également envisageables.

Dans ce contexte, le Conseil-exécutif est prié de répondre aux questions suivantes :

1. Le Conseil-exécutif pense-t-il comme moi que les risques de la procédure du permis de construire sont dans certains cas inégalement répartis ?

2. Est-il disposé à faire des propositions dans le cadre de la révision de la loi sur les constructions pour désamorcer la situation et pour accélérer la procédure ?

3. Est-il disposé à faire de l'accélération de la procédure d'octroi du permis de construire le but déclaré de la révision de la loi sur les constructions ?

Motivation de l'urgence :

Il importe de connaître rapidement l'opinion du Conseil-exécutif au sujet des questions posées pour qu'éventuellement des travaux préliminaires à la révision de la loi sur les constructions puissent être menés. On aurait ainsi la garantie que les propositions de modification puissent être intégrées à temps au processus parlementaire.

Réponse du Conseil-exécutif

Alors que la procédure d'opposition est gratuite pour les opposants (il n'y a en particulier aucune obligation de verser une avance de frais) et que seuls les frais officiels occasionnés par une opposition manifestement injustifiée peuvent être mis à la charge de son auteur (art. 52, al. 3 du décret concernant la procédure d'octroi du permis de construire [DPC]), la répartition des frais dans les procédures de recours en matière de construction (devant la TTE en tant que première instance de recours et devant le Tribunal administratif en tant qu'instance cantonale supérieure de recours) est régie par les dispositions de la loi sur la procédure et la juridiction administratives (LJPA). Celle-ci prévoit que les frais de procédure ainsi que les frais d'avocat du recourant et ceux de la partie adverse sont, en règle générale, mis à la charge de la partie qui succombe. Dans le cas d'une procédure de recours conduite jusqu'au Tribunal administratif, cette partie peut tout à fait devoir assumer des frais s'élevant jusqu'à 10 000 francs voire, dans le cas de projets importants impliquant des questions juridiques complexes, jusqu'à plusieurs dizaines de milliers de francs.

En procédure de recours devant la TTE, il n'y a en principe pas d'obligation de faire une avance de frais (art. 105, al. 1 LPJA). A l'inverse, cette obligation s'applique aux procédures de recours devant le Tribunal administratif (art. 105, al. 2 LPJA) pour lesquelles la partie formant recours est tenue de verser une avance de frais appropriée.

Question 1:

Le Conseil-exécutif ne partage globalement pas l'avis de l'auteur de l'interpellation. Dans le cadre de la *procédure d'opposition* gratuite, la possibilité de formuler une objection contre un projet de construction pouvant potentiellement porter atteinte aux opposants découle du droit constitu-

tionnel d'être entendu (art. 29, al. 2 de la Constitution fédérale [Cst.]). Il n'en reste pas moins que la règlementation en vigueur concernant les frais en cas d'opposition dilatoire (art. 52, al. 3 DPC) tient déjà compte de la répartition des risques financiers. Quant aux *procédures de recours en matière de construction* – pour lesquelles la répartition des frais est régie, comme il a été dit, par les dispositions de la LPJA – la répartition des risques financiers est efficace et respecte les principes de l'Etat de droit dès lors que les frais sont mis à la charge de la *partie qui succombe*. Ainsi, les recours purement dilatoires ou abusifs sont rejetés et les frais sont régulièrement imputés à la partie succombante.

Il existe aujourd'hui déjà différentes possibilités de lutter contre des recours purement procéduriers ou dilatoires:

- non-entrée en matière sur les écrits de nature chicanière ou tendant à une mise en œuvre abusive de la procédure (art. 45 LPJA);
- retrait de l'effet suspensif (art. 68, al. 2 LPJA);
- décision sans échange de mémoires si le recours est manifestement irrecevable ou infondé (art. 69, al. 1 LPJA).

Ces moyens permettent aux instances de recours d'empêcher, dans le cas d'écrits de nature chicanière ou tendant à une mise en œuvre abusive de la procédure, que des projets de constructions ne soient retardés de manière excessive. Le Conseil-exécutif estime qu'il n'y a donc pas lieu d'intervenir à cet égard.

Tous les recours en matière de construction comportent donc un risque financier: si le recourant succombe, les frais de procédure, ses propres frais d'avocat et ceux de la partie adverse (pour autant que les parties soient représentées au procès) sont à sa charge. Selon l'objet du recours et la difficulté du procès, le risque financier peut donc être considérable.

Questions 2 et 3

Non. Le Conseil-exécutif est certes favorable à toute proposition visant à accélérer les procédures, parce qu'il s'agit là d'un sujet qui revêt de l'importance pour lui et qu'il estime que la poursuite d'un tel objectif est une tâche permanente. Par ailleurs, il constate lui aussi que les recourants peuvent considérablement ralentir la réalisation de projets de construction, au détriment de la collectivité. Etant donné qu'il a déjà adopté la révision partielle de la loi sur les constructions, le Conseil-exécutif ne peut cependant plus faire de propositions.

Destinataire

- Grand Conseil